



**HAL**  
open science

# Pour une géographie du cosmopolitisme autour du boulevard Saint-Laurent Mises en récit, nostalgies patrimoniales et constructions territoriales

Marie-Laure Poulot

► **To cite this version:**

Marie-Laure Poulot. Pour une géographie du cosmopolitisme autour du boulevard Saint-Laurent Mises en récit, nostalgies patrimoniales et constructions territoriales. Géographie. Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 2014. Français. NNT: . tel-01367592

**HAL Id: tel-01367592**

**<https://hal.science/tel-01367592>**

Submitted on 19 Sep 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

**Pour une géographie du cosmopolitisme autour du boulevard Saint-Laurent**  
**Mises en récit, nostalgies patrimoniales et constructions territoriales**  
**Marie-Laure Poulot**



Thèse pour l'obtention du doctorat de géographie

1er décembre 2014

**Jury composé de :**

Marie-Hélène BACQUÉ, professeure, Université Paris Ouest Nanterre la Défense (directrice)

Guy DI MÉO, professeur émérite, Université de Bordeaux Montaigne

Annick GERMAIN, professeure, Institut National de la Recherche (INRS – Urbanisation Culture Société) (rapporteuse)

Philippe GERVAIS-LAMBONY, professeur, Université Paris Ouest Nanterre la Défense (directeur)

Sonia LEHMAN-FRISCH, professeure, Université Paris Ouest Nanterre la Défense (présidente du jury)

Vincent VESCHAMBRE, professeur, École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon (rapporteur)



## Remerciements

---

*En premier lieu, je tiens à remercier mes directeurs de thèse, Marie-Hélène Bacqué et Philippe Gervais-Lambony d'avoir encadré ce travail. Leur écoute, leurs conseils et leur disponibilité m'ont permis d'avancer pour mieux cerner un sujet toujours fuyant. Je les remercie de la liberté qu'ils m'ont accordée durant ces quatre années avec des temps forts d'échange où leur rigueur intellectuelle m'a fait progresser.*

*Je remercie également Guy Di Méo, Annick Germain, Sonia Lehman-Frisch, Marc Levine et Vincent Veschambre d'avoir accepté d'être membres du jury.*

*Merci aux départements de géographie de l'Université de Paris Ouest Nanterre et de l'Université de Cergy-Pontoise qui m'ont permis d'enseigner tout en continuant la thèse, avec mes contrats de doctorante contractuelle puis d'attachée temporaire d'enseignement et de recherche. Une pensée particulière pour Claire Aragau, Alain Dubresson et Frédéric Landy. Merci à Julie Robert pour ses conseils pour la cartographie.*

*À Montréal, mes remerciements les plus sincères vont à l'Institut National de la Recherche (INRS – Urbanisation Culture Société) et à la chaire du patrimoine à l'Université du Québec à Montréal pour leur accueil et certains financements, et, au sein de ces institutions, tout particulièrement à Claire Poitras, ainsi qu'à Martin Drouin, Marie-Blanche Fourcade et Luc Noppen pour leur soutiens et leurs conseils. Merci à Raymond Montpetit et Sylvie Dufresne que j'ai eu grand plaisir à voir à chacun de mes séjours. Un grand merci enfin à tous ceux qui ont accepté de prendre du temps afin de me parler de leur travail, de leur vie et de leur vision du boulevard Saint-Laurent.*

*Cette thèse n'aurait pu se faire sans le soutien de celles et ceux qui me sont chers. Je remercie Guillaume Blanc, qui, à Paris comme à Montréal, a toujours su me faire rire, même lors des moments difficiles. Merci également pour ses relectures et nos échanges sur le Québec. Merci à Marie Bridonneau pour nos journées de travail dans le bureau 405, nos longues discussions et échanges sur la recherche et le reste. Je remercie également mes acolytes thésardes, Hélène Baland, Bérénice Bon, Mathilde Fautras, Ornella Puschiasis, et Mathilde Riboulot.*

*Je pense aussi à tous ceux qui m'ont permis et parfois obligée à penser à autre chose que la thèse, que soient remerciés Chloé, Clémence, Elodie, Estelle, Kidane, Julie et Lucie.*

*Merci à ma grand-mère, pour sa curiosité et sa présence pendant toutes ces années. Un immense merci à Cécile et Suzanne pour leur présence quoi qu'il arrive, nos longs débats et échanges. Merci à mes parents, pour m'avoir transmis le goût de la recherche et des lectures, et à ma mère pour son soutien, toujours.*

*Merci enfin à Laëtitia pour sa patience et son écoute et surtout, de m'avoir accompagnée, à Paris, mais aussi à Montréal, dans cette longue aventure.*



# Sommaire

---

Remerciements.....	3
Sommaire.....	5
Introduction.....	7
<b>PARTIE I : Le boulevard Saint-Laurent, incarnation du cosmopolitisme comme identité</b> .....	<b>35</b>
<b>Chapitre 1</b> : Le boulevard Saint-Laurent, une <i>Main Street</i> reflet du cosmopolitisme urbain et politique ? .....	37
<b>Chapitre 2</b> : Patrimonialiser le cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent.....	103
<b>PARTIE II : <i>Branding</i> le boulevard Saint-Laurent. Le cosmopolitisme marchandisé ....</b>	<b>165</b>
<b>Chapitre 3</b> : Le cosmopolitisme au cœur des enjeux d'aménagement de la <i>Main</i> : convergences et divergences.....	169
<b>Chapitre 4</b> : Entre cosmopolitisme marchand et résilience des anciens quartiers « ethniques » .....	223
<b>Chapitre 5</b> : Du <i>Red Light</i> au Quartier des Spectacles : du cosmopolitisme au culturel.....	283
<b>PARTIE III : Vivre et raconter le boulevard Saint-Laurent : une expérience urbaine cosmopolite ? .....</b>	<b>357</b>
<b>Chapitre 6</b> : Récits et nostalgies autour d'une authenticité cosmopolite.....	361
<b>Chapitre 7</b> : Expériences de « gentrificateurs » et cosmopolitisme dans le Mile End.....	415
<b>Chapitre 8</b> : Le cosmopolitisme par les pieds : des expériences du boulevard .....	473
<b>Conclusion</b> .....	<b>529</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>539</b>
<b>Sources écrites</b> .....	<b>573</b>
<b>Liste des sigles et abréviations</b> .....	<b>589</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>591</b>
<b>Table des figures</b> .....	<b>599</b>
<b>Table des encadrés</b> .....	<b>603</b>
<b>Tables des matières</b> .....	<b>605</b>



## Introduction

---

« Cela fait presque quarante ans que je l'ai parcourue pour la première fois. J'arrivais d'Europe. Pour moi, à l'époque, dans mon esprit, une cité nord-américaine, qu'est-ce que ce pouvait être ? Un ensemble de gratte-ciels disposés en damier. Des parois de verre. Des murs de béton. Des parements de marbre. De l'acier. Quelque chose d'abrupt, de tranchant, de massif. Mais je le découvrais : c'était plus complexe. Cette ville, ce n'était pas ça. Il y avait du charme dans ses ruelles ; de l'inachèvement dans sa vie. De l'indéfinition. Et cette rue St-Laurent, qu'on appelait boulevard – pourquoi donc, boulevard ? – m'avait tout de suite saisi.

Elle était comme une incertitude, mais une incertitude qui n'égarait pas. On s'y retrouvait, au contraire, s'y reconnaissait parce qu'elle n'avait rien de triomphal, parce qu'elle était attendrissante, rassurante en sa disparité. Elle me semblait mal fichue, désordonnée et cependant, pour cela même, d'une singulière universalité. Je m'y étais attaché. Aujourd'hui encore, j'y demeure. J'habite cette rue qui se dénomme boulevard comme si elle n'en finissait pas d'hésiter sur la nature de son sexe. Cette rue qu'on nomme la Main, aussi, comme si l'on ne savait trop en quelle langue parler d'elle ».

Alain Médam, 2005, *Ils passent la Main*, Montréal, Boréal, p. 9-10

« De l'indéfinition ». J'ai moi-aussi été saisie de ce sentiment la première fois que j'ai parcouru le boulevard Saint-Laurent. Cette rue concentrait tant d'interrogations : sa nature de « boulevard », ses limites, sa qualité de *Main Street*, son passé de « couloir des immigrants ». L'artère traverse l'île de Montréal de part en part, du fleuve Saint-Laurent au Sud à la rivière des Prairies au Nord (fig. 0.1.), mais seule une partie, longue de six kilomètres, entre le Vieux-Port et la rue Jean-Talon, a été déclarée « arrondissement historique d'importance nationale » au niveau fédéral en 1996 pour son aspect multiculturel (fig. 0.2). Les mises en récit multiples, de la part d'acteurs politiques à différentes échelles (fédéral, provincial, municipal et au niveau des arrondissements), d'acteurs économiques, d'associations de résidents et de citoyens, mais aussi au sein de récits littéraires, journalistiques, universitaires, etc. contribuent à l'invention de la *Main* comme patrimoine et à la construction d'un « haut lieu » (Debarbieux, 1995, 2003) montréalais cosmopolite<sup>1</sup>. La valeur architecturale ou esthétique n'est pas avancée pour souligner l'importance patrimoniale du lieu, mais plutôt l'histoire – ou les histoires – de la rue, ses discours et symboles. De tels récits justifient en retour sa mise en patrimoine. Son aire d'influence s'étend aux quartiers

---

<sup>1</sup> Parcs Canada, Unité de gestion de l'Ouest du Québec, 2006, Énoncé d'intégrité commémorative, « Lieu historique national du Canada. Boulevard Saint-Laurent (Montréal, QUÉBEC) ».



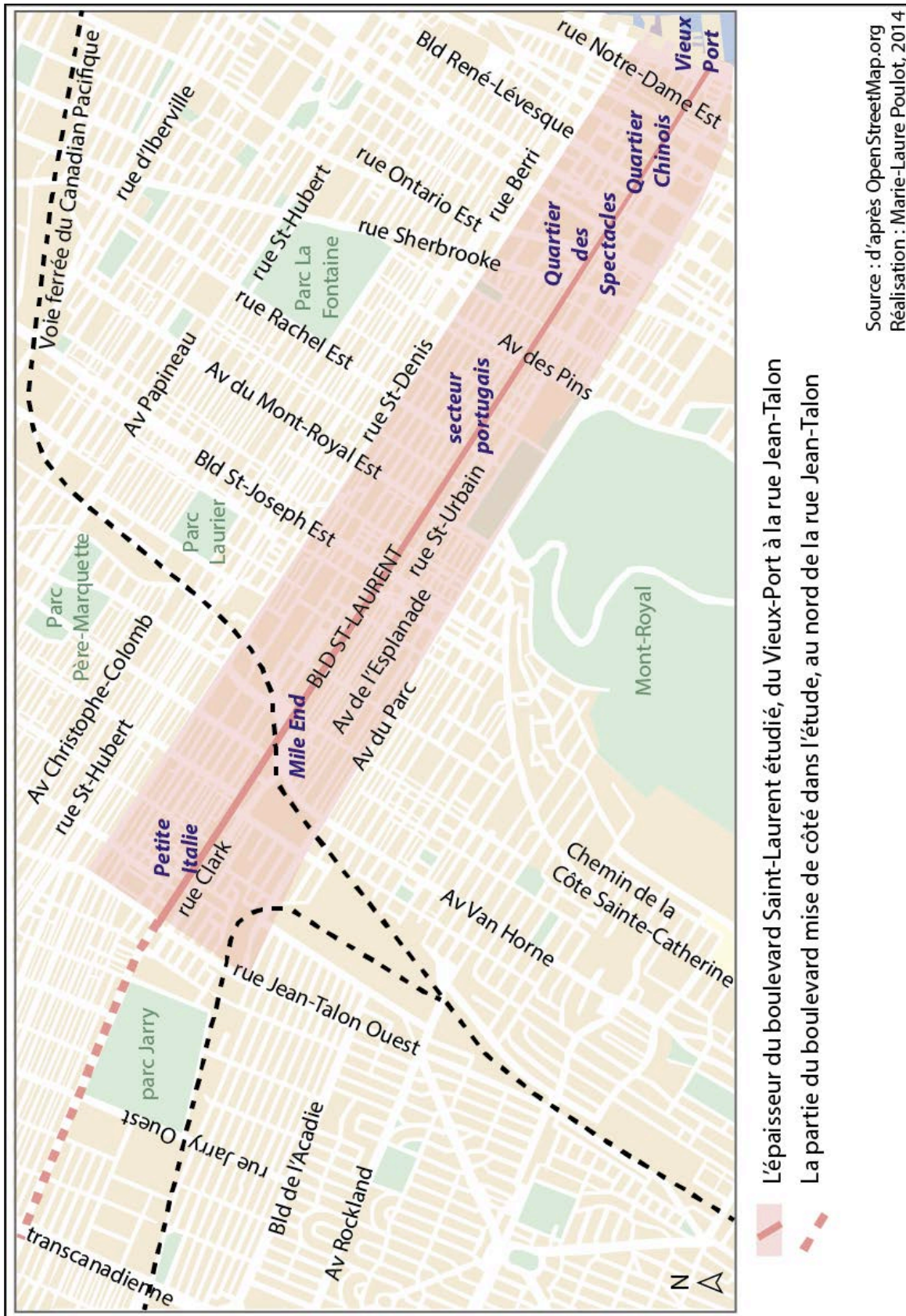
chinois, portugais, juif, italien qui s'épanouissent de part et d'autre de la rue, du sud au nord<sup>2</sup>. C'est une rue à géométries variables, qui fait pourtant sens en tant qu'axe Nord-Sud central de l'île. Elle est en effet un repère Est-Ouest pour les citoyens montréalais, à partir duquel débutent les adresses civiques depuis 1905. La première fois que « je suis passée à l'ouest », je me suis adressée au libraire en anglais. Il m'a alors répondu en français. Mes lectures de guides et de romans m'avaient amenée à croire que la ville restait divisée par cette frontière traditionnelle entre les quartiers francophones à l'Est et les quartiers anglophones à l'Ouest. J'ai en effet d'abord découvert Montréal et le boulevard Saint-Laurent dans les livres. Ma première expérience montréalaise a permis de relativiser cette coupure.

**Figure 0.1. Localisation du boulevard Saint-Laurent dans l'île de Montréal**



<sup>2</sup> Par convention, pour se repérer (et au cours de la thèse), j'utiliserai cette orientation, largement partagée par les habitants, alors que l'île de Montréal est orientée nord-ouest-sud-est.

Figure 0.2. Les limites du terrain du boulevard Saint-Laurent



Ces mêmes lectures présentaient la rue comme un « haut lieu » du cosmopolitisme, espace d'installation privilégié des immigrants durant le XXe siècle. La *Main* est en effet au cœur de nombreux récits la rue de la diversité ethnique : « *in these influential narratives of Montréal's social geography (notably Blanchard, 1947, 1953), this 'immigrant' or 'ethnic corridor' was seen as a world apart, a buffer zone between the French and the English, thus consolidating the two solitudes; and this space, unlike the supposedly homogeneous English and French blocs, was recognized as a cosmopolitan milieu*<sup>3</sup> » (Germain, Rose, 2000 : 215). En me promenant le long de la rue, je traversais le quartier chinois, un espace marqué par la présence juive d'Europe de l'Est, puis portugaise et grecque pour arriver à la Petite Italie. Présences qui, aujourd'hui, semblent se réduire à quelques « vestiges », magasins ou institutions communautaires. D'après les statistiques et les données sur l'installation actuelle des immigrants à Montréal, le boulevard Saint-Laurent n'est plus le lieu d'établissement de l'immigration.

Cet écart m'a poussée à étudier cet espace, ses représentations et ses évolutions, notamment par rapport à l'inertie des récits autour de la diversité ethnoculturelle du boulevard. Je souhaitais travailler sur l'Amérique du Nord, et la ville de Montréal m'est apparue à la fois familière et lointaine. J'ai alors réalisé deux premiers travaux de recherche en master 1 et 2 sur la diversité ethnique. Lors du master 2, le concept de cosmopolitisme m'est apparu comme pertinent pour aborder les relations entre diversité ethnoculturelle et espace public, mais aussi entre mémoires et patrimonialisations, et entre mise en valeur commerciale et touristique de l'ethnicité et pratiques et représentations des habitants ; j'ai ainsi comparé les discours à Montréal à ceux développés à Istanbul, une ville « des Suds » souvent présentée comme anciennement cosmopolite (Ötkem, 2009 ; de Tapia, 2006). J'ai souhaité continuer cette recherche en thèse de doctorat. Même si je n'envisageais pas de réaliser une véritable comparaison terme à terme entre deux espaces urbains, mais plutôt de procéder à une « mise en regard » permettant « d'enrichir l'étude de l'une des villes par la connaissance d'un autre terrain » (Spire, 2009), j'ai finalement décidé d'abandonner Istanbul au profit d'une étude sur la seule ville de Montréal. Ma non-maîtrise de la langue turque, ainsi que la difficulté de tenir les deux terrains au niveau de l'emploi du temps ont joué dans cette décision. Les discours et le paysage construits à Istanbul par les politiques et les aménageurs le sont surtout pour l'extérieur, notamment les touristes, alors que la plupart des actions entreprises sur le boulevard s'adressent aux Montréalais, et ce, même dans le

---

<sup>3</sup> « Dans ces récits influents de géographie sociale de Montréal (notamment Blanchard, 1947, 1953), ce "corridor ethnique" ou "immigrant" était vu comme un monde à part, une zone transitoire entre les Français et les Anglais, consolidant ainsi les deux solitudes ; et cet espace, contrairement aux blocs français ou anglais, supposés homogènes, était reconnu comme un milieu cosmopolite ». Toutes les traductions de texte écrit sont de l'auteure, sauf mention contraire.

discours. Surtout, l'idée d'une comparaison entre Montréal et Istanbul a peu à peu été laissée de côté puisque l'épaisseur de la question du cosmopolitisme sur le boulevard Saint-Laurent à Montréal ne pouvait s'appréhender par une comparaison thématique. La première année et les débuts de terrain à Istanbul ont également contribué à resserrer mon sujet et à saisir, grâce à cette mise en regard, la spécificité du cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent. Afin de comprendre cette épaisseur, les questionnements et les enjeux qui y sont liés, j'ai choisi de me focaliser sur le cas de la ville de Montréal et plus précisément sur le boulevard Saint-Laurent.

### *Du cosmopolitisme en géographie*

Si la diversité ethnoculturelle de Montréal est reconnue par tous, la question du terme « cosmopolite » peut faire débat : dans *The Quest for a metropolis*, Annick Germain et Damaris Rose (2000) soulignent qu'il n'y a pas de consensus fort autour de cette idée. Elles affirment notamment que dans un contexte québécois de fortes revendications nationales, le terme de cosmopolitisme est parfois rejeté parce qu'il fait référence au citoyen du monde et non au contexte territorial national que constitue le Québec. Pourtant, de nombreux chercheurs l'emploient pour caractériser la métropole montréalaise et la différencier du reste du Québec, voire la rapprocher des autres grandes villes canadiennes que sont Toronto ou Vancouver (Létourneau, 2003).

Même si le terme de « cosmopolitisme » n'est que peu utilisé sur le terrain montréalais (au profit de ceux d'interculturalisme, de diversité ou de multiculturel), j'ai choisi de le retenir pour son caractère multisémantique. La variété des termes convoqués pour évoquer la diversité urbaine m'a d'abord conduite à interroger leur pertinence, leur genèse et les enjeux qu'ils concentrent, notamment les termes de multiculturalisme et cosmopolitisme, tantôt utilisés comme synonymes, tantôt se référant à deux réalités différentes. En étudiant les liens entre constructions identitaires et territoriales, mémoires urbaines et cosmopolitisme, ma posture de recherche, qui allie les courants des *postcolonial*, *subaltern* et *cultural studies*, et les études urbaines au sens large, se veut transdisciplinaire. Il s'agit ici de mêler ces différentes approches souvent considérées comme distinctes et difficilement conciliables : d'un côté, des études philosophico-juridiques, très théoriques et souvent à petite échelle et de l'autre, des analyses à grande échelle de phénomènes précis.

Le concept de cosmopolitisme est en effet d'abord étudié par la philosophie, à l'échelle globale. De nombreuses recherches portent sur le cosmopolitisme comme projet politique supranational, dans la lignée de la philosophie grecque (Baudart, 2009) : le cosmopolitisme antique reste un horizon de référence tant dans son appréhension du phénomène à l'échelle globale et sa

déclinaison aux autres échelles que dans la formalisation d'une citoyenneté comme modèle du cosmopolitisme. La pensée philosophique de Kant et des Lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle marque un second temps dans la construction du concept : afin d'instaurer la paix, Kant (1784, 1795)<sup>4</sup> envisage une union civile internationale où le droit régirait les rapports entre individus et entre communautés. Son projet à la fois juridique, politique et moral trouve des échos dans la charte des Nations Unies mais aussi la citoyenneté dans le cadre de l'Union européenne (Chung, Nootens, 2010). La notion d'hospitalité est depuis sans cesse réinterrogée, retenue comme critère possible d'une définition de la ville cosmopolite (Iveson, 2006). Après ces deux « moments » du cosmopolitisme (Fine, Cohen, 2002), l'ancien monde et les Lumières, l'idéal cosmopolite tombe quelque peu dans l'oubli voire dans la dévalorisation radicale à l'heure de l'affirmation des nationalismes. « Idée grandiose » comme l'écrit Ulrich Beck (2006), il constitue un idéal trop haut, trop grand pour les hommes, à l'inverse du nationalisme, « petit et limité » mais « praticable ». La remise en cause de l'échelle nationale et avec l'intensification des interdépendances à toutes les échelles, la mondialisation de la politique, de l'économie, des questions sociales, du droit ou des cultures, conduisent à un renouveau des études sur le cosmopolitisme depuis une trentaine d'années. Le sociologue allemand Ulrich Beck promeut une « optique cosmopolitique » à l'échelle transnationale : « la réalité elle-même est devenue cosmopolitique » (Beck, 2006 : 10). Cette approche est reprise par les chercheurs travaillant sur le développement d'institutions transnationales, qu'elles soient politiques, institutionnelles ou associatives.

Parallèlement, le terme de multiculturalisme s'impose au tournant des années 1960 dans des contextes nationaux très différents, ceux des pays neufs dits d'immigration, comme le Canada, l'Australie ou les États-Unis à forte diversité culturelle et ethnique. L'élaboration théorique de la notion est complexe et il convient d'abord de distinguer l'adjectif « multiculturel » du substantif « multiculturalisme ». Le premier renvoie aux « caractéristiques sociales et aux problèmes de gouvernance soulevés par toute société dans laquelle différentes communautés culturelles sont obligées, du fait des circonstances historiques, de vivre ensemble et d'essayer de construire une vie commune, tout en continuant à marquer leurs différences » (Hall, 2008 : 374). Ce terme est quasiment toujours employé au pluriel car plusieurs types de sociétés multiculturelles peuvent se définir tant dans le passé que le présent. Le substantif multiculturalisme « indique [quant à lui] les stratégies et les lignes politiques adoptées pour ordonner ou régir la diversité et la multiplicité qu'engendrent les sociétés multiculturelles » (Hall, 2008 : 374). Utilisé plutôt au singulier, il désigne une philosophie ou une doctrine particulière qui

---

<sup>4</sup> Emmanuel Kant, 1784, *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique* ; 1795, *Projet de Paix Perpétuelle*.

sous-tend les politiques multiculturelles. Toutefois le pluriel semble nécessaire car « comme il y a différentes sociétés multiculturelles, il y a différents “multiculturalismes” » (Hall, 2008 : 375). « Le multiculturalisme comme philosophie politique concerne plus spécifiquement les débats intellectuels anglo-américains » (Chivallon, 2003), autour de penseurs canadiens comme les philosophes Will Kymlicka (1998, 2001), Charles Taylor (1994) ou l'américain Michael Walzer (1997). Objet de fiction à l'origine (Haskell, 1941)<sup>5</sup>, le sens du mot « multiculturel » se précise ensuite dans la presse anglo-canadienne des années 1960 et 1970 et il désigne, dès 1959, la réalité sociale des grandes métropoles d'Amérique du Nord. Sa diffusion débute véritablement au cours des années 1980<sup>6</sup>. Depuis, le terme est si galvaudé qu'il est taxé de mot « fourre-tout » et réducteur (Bhabha, 2000) ou de « signifiant flottant » (Hall, 2008 : 373). Nous avons donc décidé ici de réserver le terme de multiculturalisme aux seules politiques publiques, et l'adjectif multiculturel comme désignant un état de fait (ainsi, la ville multiculturelle ne sera comprise qu'au strict sens descriptif de la présence de plusieurs communautés culturelles<sup>7</sup> dans un même lieu).

De nombreuses critiques dénoncent le multiculturalisme comme concept pour penser la coexistence de la diversité, et comme politique. Il fait désormais partie de ces concepts mis « sous rature » par l'approche déconstructiviste, qui « cessent d'être pertinents (...). Comme ils n'ont pas été dialectiquement dépassés, et qu'il n'existe pas de concepts radicalement différents à même de les remplacer, nous sommes toutefois obligés de continuer à penser à partir d'eux » (Hall, 2008a : 268). Ainsi, certains chercheurs réfléchissent à une théorie « *post-multicultural* » toujours en construction, d'autres prônent un changement de concept en faveur de celui de cosmopolitisme, voire n'emploient plus que ce dernier concept, en mettant de côté le multiculturalisme. « *The American Literary History published a state-of-the-art essay on cultural theory declaring that cosmopolitanism was the concept now replacing multiculturalism in the work of the most methodologically up to date and ideologically*

---

<sup>5</sup> Le premier emploi de l'adjectif « multiculturel » est le fait du romancier Edward Haskell qui, en 1941, évoque « une société cosmopolite, pluriraciale, multilingue, composée d'individus transnationaux pour qui le vieux nationalisme d'antan n'avait plus la moindre signification » (Lacorne, 1997). Est multiculturel, selon Haskell, celui qui n'a ni préjugés, ni « attaches patriotiques ». Sa signification était ainsi très proche du terme de cosmopolite, pour peu à peu s'en détacher.

<sup>6</sup> À noter l'influence de Randolph Bourne (1886 –1918) dans l'évolution des idées américaines du melting-pot assimilationniste au multiculturalisme et de Horace Kallen (1882-1974) qui ne dissocie pas pluralisme culturel et fierté nationale.

<sup>7</sup> Le terme de « communautés culturelles » est apparu dans les textes gouvernementaux à la fin des années 1970 : l'expression englobe à l'origine tous ceux qui ne sont pas Canadiens français (Germain, Liégeois, 2010). Cette expression a été l'objet de nombreuses critiques : essentialiser des différences, favoriser le clientélisme, entraîner une fausse perception d'homogénéité des différents groupes, etc. (Bouchard, Taylor, 2008). La notion est peu à peu abandonnée au profit de l'expression plus inclusive de "Québécois d'origines variées", un terme qui soulève aussi des critiques (Bouchard, 2012).

*self-aware of literary scholars*<sup>8</sup> » (Hollinger, 2008 : 227). Certains chercheurs proposent notamment un « *new cosmopolitanism* » qui se distingue du cosmopolitisme antérieur, lequel se réclamait de la tradition universelle. Ainsi que l'écrit Stuart Hall, « certaines versions postmodernes du “cosmopolitisme” qui considèrent le “sujet” comme totalement contingent et libre d'entraves, s'opposent violemment au multiculturalisme, dans lequel les sujets sont davantage situés » (Hall, 2008 : 376). L'historien David Hollinger (1995) souligne bien cette différence entre une conception pluraliste (comprendre multiculturaliste) et une conception cosmopolite de la défense de la diversité culturelle. Le pluralisme désigne une conception de la société comme un ensemble donné de communautés culturelles préconstituées, cloisonnées, homogènes, dont la pérennité devrait être garantie et où chaque individu se trouverait identifié à un groupe. *A contrario*, la vision cosmopolite d'orientation libérale – dont D. Hollinger se réclame – valorise l'affiliation volontaire et révocable des individus à une pluralité de groupes aux frontières mouvantes. L'application aux Etats-Unis est éclairante. Si le multiculturalisme classe les groupes selon un marqueur unique, à savoir la différenciation ethno- raciale (la catégorisation des recensements : hispaniques, blancs, noirs, *native american* et originaires d'Asie), la conception cosmopolite prend en compte des critères beaucoup plus variés (identité raciale, religion, orientation politique, etc.).

Le cosmopolitisme constitue donc à la fois un concept philosophique et moral et un projet politique. De par son historicité et ses significations transdisciplinaires, le cosmopolitisme, concept éminemment polysémique, fait de plus en plus l'objet de travaux en sciences humaines et sociales, notamment en sciences politiques, histoire ou en sociologie (Beck, Sznaider, 2010 ; Delanty, 2006). En plus de la vision philosophique du monde héritée de Kant, du projet politique avec le développement d'institutions transnationales, et du projet politique avec une réflexion sur la reconnaissance de la multiple appartenance des citoyens, Steven Vertovec et Robin Cohen (2002) recensent trois autres perspectives ou orientations pour comprendre le terme de cosmopolitisme. Il peut être utilisé dans un sens démographique, désignant une pluralité d'individus d'origines différentes, ce qui est rendu possible par l'augmentation des migrations internationales dans le cadre de la mondialisation : ce serait alors une condition socioculturelle. Le concept est également conçu comme une pratique liée à ce que Craig Calhoun (2002) appelle a « *consumerist cosmopolitanism* ». Cette consommation de la différence revient à une marchandisation de l'altérité et se réduit souvent aux « *easy faces of cosmopolitanism* ». Enfin, en reprenant les analyses d'Ulf Hannerz (1990 : 238) qui parle de « *a perspective, a state of mind, or – to take a more processual view*

---

<sup>8</sup> « L'American Literary History a publié un essai sur l'état des lieux de la théorie culturelle qui déclare que le cosmopolitisme est le concept qui remplace désormais le multiculturalisme dans les travaux les plus à jour méthodologiquement et conscients idéologiquement ».

– *a mode of managing meaning*», le cosmopolitisme peut être compris comme une attitude ou une disposition d'écoute et de partage avec l'Autre :

« Cosmopolitanism (...) includes a stance toward diversity itself, toward the coexistence of cultures in the individual experience. A more genuine cosmopolitanism is first of all an orientation, a willingness to engage with the other. It entails an intellectual and aesthetic openness toward divergent cultural experiences, a search for contrasts rather than uniformity<sup>9</sup> ».

Cette disposition personnelle était selon Hannerz en 1990 réservée à une élite, position qui a été très critiquée, au point qu'Ulf Hannerz (1996) a nuancé cette affirmation. À ce cosmopolitisme positif des « citoyens du monde », souvent réservé à l'élite, s'ajoute un cosmopolitisme forcé, souvent connoté plus négativement, du réfugié, de l'exilé ou plus globalement des migrants économiques. Alain Tarrius (2000, 2007) évoque à la fois les élites professionnelles, marchandes, et les populations défavorisées, ces « fourmis de la mondialisation » qui sont au fondement de l'avènement des « nouveaux cosmopolitismes ». De même, David Harvey dans un article de *Public cultures* (2000) remet en cause le discours euro-péo-centré sur le cosmopolitisme comme « chasse gardée » des élites et tend à imaginer un cosmopolitisme ouvrier et un cosmopolitisme écologique au point d'affirmer que « *cosmopolitanism is back* ». Vinay K. Gidwani (2006) propose quant à elle, dans la lignée de D. Harvey, le terme de « *subaltern cosmopolitanism* » pour caractériser ce cosmopolitisme non élitiste. « Cosmopolitisme par le bas », « cosmopolitisme au quotidien », autant de formules qui élargissent la disposition cosmopolite à la classe ouvrière (Werbner, 1999), aux travailleurs migrants, mais aussi aux habitants qui peuvent développer des « voisinages transnationaux » (Hiebert, 2002).

La plupart des auteurs retiennent aujourd'hui trois définitions du cosmopolitisme : un cosmopolitisme moral vu comme un idéal à atteindre hérité de la philosophie grecque et des Lumières, un cosmopolitisme politique à lier notamment avec la science politique et les politiques de gestion de la diversité comme le multiculturalisme et un cosmopolitisme culturel (Delanty, 2006 ; Nowicka, Rovisco, 2009). Cette dernière forme prend en compte les mobilités, la consommation, l'hybridité ou encore les réseaux. Au vu de la pluralité des disciplines se penchant sur le concept et sa polysémie, de nombreux chercheurs ajoutent divers adjectifs au cosmopolitisme, le rendant pluriel à la manière du multiculturalisme. Le « *vernacular cosmopolitanism* » (Bhabha, 2000) fait partie de ces concepts conçus à partir de deux termes apparemment opposés, que Werbner (2006) finit par reporter à la distinction entre

---

<sup>9</sup> « Le cosmopolitisme inclut une disposition vers la diversité elle-même, vers la coexistence des cultures dans l'expérience individuelle. Un cosmopolitisme plus authentique est tout d'abord une orientation, une volonté d'engager avec l'autre. Cela entraîne une ouverture intellectuelle et esthétique envers des expériences culturelles divergentes, une recherche des contrastes, plus que de l'uniformité ».



cosmopolitisme des élites (Hannerz, 1990) et cosmopolitisme d'en bas. La multiplication des qualificatifs tente également de caractériser le cosmopolitisme à une échelle plus fine, appelant à des études plus ancrées dans des contextes locaux.

Si le cosmopolitisme fait l'objet de nombreux écrits théoriques, voire prescriptifs, peu d'études empiriques utilisent le terme, et plusieurs auteurs appellent de leurs vœux des études de terrain en lien avec ce concept. La géographie est d'ailleurs peu représentée, voire absente des ouvrages pluridisciplinaires sur le cosmopolitisme, même si depuis quelques années, de plus en plus d'analyses utilisent le terme. Dans sa thèse sur quatre rues commerçantes montréalaises, Martha Radice (2010) applique ainsi le cosmopolitisme à quatre rues commerçantes montréalaises, déclinant quatre facettes du cosmopolitisme : un cosmopolitisme politique, identitaire, personnel et marchandisé. De fait, si l'étude du concept de cosmopolitisme est féconde pour comprendre des phénomènes et processus géographiques, la dimension spatiale du cosmopolitisme éclaire également le concept philosophico-politique. Ainsi les questionnements ayant trait à la coexistence interculturelle, l'appropriation de certains lieux ou la production territoriale – quasi classiques en géographie – paraissent particulièrement féconds pour mieux cerner le concept. Je fais donc ici l'hypothèse que la ville cosmopolite peut se définir dans des lieux, des formes et des ambiances, et que l'analyse géographique reliant les différentes échelles, globale, nationale et locale permet d'étudier le cosmopolitisme. Le concept nous autorise à réfléchir à la fois au projet politique, à la mise en patrimoine, aux actions d'aménagement et de mise en image de certains quartiers et aux pratiques et représentations des habitants. En effet, la tension entre global et local est sans cesse présente, qu'il s'agisse de valeurs dites universelles ou de modèles internationaux appliqués dans le contexte montréalais. C'est ce concept de cosmopolitisme qui lie les différents phénomènes observables sur le boulevard : l'importance des communautés ethniques, la patrimonialisation, les efforts de développement économique local, le processus de gentrification, ou encore les mémoires individuelles et collectives habitantes. Je retiendrai donc plusieurs dimensions du cosmopolitisme afin d'étudier le boulevard Saint-Laurent : un cosmopolitisme politique afin d'interroger la citoyenneté montréalaise entre ouverture à l'autre et projet québécois, un cosmopolitisme marchandise et un cosmopolitisme comme attitude personnelle, ou plus précisément comme expérience urbaine. Ces trois dimensions sont présentes sur cet espace public urbain particulier qu'est le boulevard Saint-Laurent.

## *Du cosmopolitisme urbain ou la ville cosmopolite : choisir l'échelle de la rue*

S'il existe de nombreuses recherches en géographie urbaine sur les liens entre diversité et espace urbain, les analyses ne convoquent guère le cosmopolitisme. En outre, la recherche sur la ville multiethnique privilégie l'étude de groupes ethniques particuliers (Lavigne, 1987) ou des quartiers spécifiques. En suivant les propositions d'Iris-Marion Young qui décrit la ville comme espace de la différence, différence par rapport à soi et par rapport aux autres : « *we spend a Sunday afternoon walking through Chinatown, or checking out this week's eccentric players in the park. We look for restaurants, stores, and clubs with something new for us, a new ethnic food, a different atmosphere, a different crowd of people. We walk through sections of the city that we experience as having unique characters which are not ours, where people from diverse places mingle and then go home*<sup>10</sup> » ; la ville s'impose pourtant comme une échelle pertinente pour l'analyse de cosmopolitisme (Keith, 2005 ; Binnie et al., 2006 ; Hemelryk et al., 2009).

Les grandes théories philosophiques et sociologiques sur le cosmopolitisme apportent des clefs de compréhension du cosmopolitisme urbain. De façon réciproque, la ville et les interrelations entre les citoyens permettent de mieux cerner, à grande échelle, les implications concrètes et spatiales du cosmopolitisme. La sociologue Bonnie Menes Kahn (1987) retient comme conditions à son avènement – en plus de la diversité de provenance des habitants – une vie publique riche et diversifiée dans des espaces publics accessibles et animés où la diversité culturelle est observable, mais aussi une valorisation de la diversité, des opportunités réelles de réussite socio-économique, et enfin, un projet, une « mission » collective et fédératrice à laquelle les migrants et étrangers pourraient participer. On retrouve ici la dimension normative du cosmopolitisme comme idéal urbain à atteindre, une sorte d'utopie contemporaine. Leonie Sandercock (1998) envisage d'ailleurs le cosmopolitisme comme un projet politique à mettre en place, une sorte d'urbanité paradigmatique dans les villes des Nord, loin de la possible « folklorisation » dans laquelle versent une grande partie des expériences actuelles. Elle évoque la possibilité de nouvelles pratiques de coexistence pacifique et d'expérimentations démocratiques de dialogue, sous l'expression de « *practicing Utopia* » (2002) dans ce qu'elle appelle les « *mongrel cities* » (2003). Pour Annick Germain (1997a : 28), Montréal s'approche des quatre premières conditions avancées par Bonnie Kahn. En ce qui concerne le dernier point, « Montréal se

---

<sup>10</sup> « Passer un dimanche après-midi à se promener dans Chinatown, ou jeter un coup d'œil aux joueurs excentriques de la semaine dans le parc. Chercher des restaurants, des magasins, et des clubs qui ont quelque chose de nouveau à nous apporter, de la nourriture ethnique nouvelle, une atmosphère ou une foule de personnes différentes. Marcher à travers les quartiers de la ville qui offrent des caractères uniques, différents des siens, où les gens de divers lieux se mêlent avant de rentrer chez eux ».

retrouverait plutôt aux antipodes, dans la situation inconfortable qui consiste à être au cœur d'un débat qui la dépasse : celui qui divise la société québécoise autour de la question nationale ». Si la société urbaine canadienne se caractérise par la diversité, « la différence montréalaise serait ailleurs, dans la manière dont les Montréalais organisent leur vie en commun dans une sorte de cosmopolitisme mou (et flou), un cosmopolitisme sans prétention (Germain et Radice, 2006) et surtout sans plan d'ensemble » (Alvergne, Latouche, 2009 : 36). Ce « cosmopolitisme mou » (Latouche, 1997 : 154) serait « un cosmopolitisme tronqué où la main-d'œuvre étrangère est de plus en plus confinée à des niches d'emplois peu attrayantes tout en fournissant l'indispensable "je-ne-sais-quoi" de diversité gastronomique et culturelle sans laquelle une agglomération ne peut prétendre au statut de ville cosmopolite ». Ce cosmopolitisme de façade constitue avant tout un « décor où chaque groupe est appelé à occuper un espace délimité et qui dans certains cas devient une véritable prison » (Latouche, 1997 : 140). Cette forme spatiale particulière renvoie à un des axes de recherches importants sur le cosmopolitisme, sur la manière dont ce dernier est produit et mis en œuvre au sein de formes particulières de gouvernance urbaine avec la production de quartiers à ambiance cosmopolite (Binnie et al., 2006 : 14). Ce sont les différents quartiers « ethniques » le long du boulevard : le quartier chinois, le secteur portugais, la Petite Italie. Les études urbaines envisagent aussi le cosmopolitisme au travers de travaux sur la gentrification et les pratiques de consommation de la « nouvelle classe moyenne urbaine » (Binnie et al., 2006 : 14), avatar de l'élite cosmopolite privilégiée définie par Ulf Hannerz (1990). Ces deux axes de recherche mettent l'accent sur le cosmopolitisme marchandise, qui trouve un écho dans la formule de Daniel Latouche sur la « ville-bazar » qui « est dans l'ensemble inoffensive et s'inscrit parfaitement dans l'air du temps post-moderne » (Latouche, 1997 : 154). La réflexion sur le cosmopolitisme au quotidien dans la veine des travaux de Jane Jacobs constitue enfin un autre champ de recherche, particulièrement investi ces dernières années (Germain, Radice, 2006 ; Glick Schiller et al., 2011). Je m'intéresserai donc à ces différentes formes de cosmopolitisme sur le boulevard et à leurs utilisations, dont certaines particulièrement normatives par certains acteurs pris dans leur diversité.

S'ensuit la question de l'échelle autorisant l'étude du cosmopolitisme. Si la ville dans son ensemble est parfois qualifiée de « cosmopolite » dans certains écrits, les approches concernent surtout certains lieux qui créent ce cosmopolitisme. Le quartier, mais aussi les espaces publics où peuvent se croiser, voire interagir les individus, viennent en premier lieu. Pour Iris Marion Young (1990), les grands espaces publics sont à privilégier quand d'autres auteurs, comme Ash Amin (2002, 2009), préfèrent des sites « micropublics », à l'image de l'école, des bureaux, des organisations communautaires, qui sont à la marge des espaces publics mais où précisément les

interactions sont plus palpables. Le quartier de la gare (Schmoll, 2004), tout comme le marché (Rinaudo, Hily, 2003), espaces où se croisent habitants-citadins, migrants ruraux ou touristes, figurent autant de lieux marqués par le cosmopolitisme. Ils fonctionneraient comme une « verrière cosmopolite » (*cosmopolitan canopy*) (Anderson, 2004), c'est-à-dire un espace public de « relâche » où la diversité est vécue de façon plus décontractée. Lieux à la fois très localisés et situés, ils conduisent à s'interroger sur l'existence d'une organisation multiethnique de l'espace et du temps, avec des sortes de « lieux-moments » cosmopolites.

Je choisis d'appliquer ce prisme de lecture à un espace particulier : une rue, lieu de l'urbanité par excellence. « Deux figures spatiales hantent la recherche sur les relations interethniques : celle du ghetto, de l'enclave, de l'enfermement et du repli communautaire, d'une topographie délimitée d'une part ; celle de l'errance illimitée, d'un cosmopolitisme débridé et détaché des lieux, d'une utopie de l'étranger, de l'autre » (Bordes-Benayoun, 2005 : 281). Le boulevard Saint-Laurent constitue un espace à la jonction entre ces deux images : si les quartiers chinois, juif, portugais ou italien peuvent figurer des enclaves, ils montrent des limites mouvantes et connaissent moult échanges et superpositions. Ce dernier s'impose ainsi comme un espace permettant de lier local et global, inscription dans la ville et référents spatiaux lointains. La rue semble *a priori* aller de soi mais est complexe à définir. À la fois élément de réseau (axe de circulation), espace de pratiques de sociabilité (Agulhon, 1997) et de coprésence, elle constitue un territoire citadin, espace de la vie quotidienne (Brody, 1987, 2005 ; Charmes, 2006), d'attente et lieu du contact avec « l'autre ». La géographie française s'est longtemps davantage intéressée au quartier (Humain-Lamoure, 2007). Néanmoins, depuis plusieurs années, la rue se place au cœur de questionnements géographiques (Fleury, 2004) sur le cosmopolitisme, les temporalités urbaines (Berthomière, Rozenholc, 2008), ou encore la mondialisation (Zeneidi, 2009). Elle concentre des analyses en termes de flux, de formes, de fonctions, mais aussi de pratiques, usages et représentations. Je m'attacherai à observer plusieurs aspects liés au cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent, en reprenant certains points de spécificités des rues canadiennes pour Jean-Pierre Augustin (2008) : la rue, symbole politique et national ; la rue identitaire, nostalgique et patrimoniale ; la rue marchande jusqu'à l'hétérotopie ; et enfin, la rue festive et marginale.

Depuis les écrits de Jürgens Habermas, l'analyse de la rue comme espace public participe souvent de la (con)fusion entre espaces matériels et sphère publique (Germain et al., 2008 ; Ghorra-Gobin, 2001 ; Paquot, 2009 ; Tomas, 2001), aboutissant parfois à une dématérialisation de l'espace physique ou à une présupposition des liens entre les deux (Joseph, 1995). La rue est un espace possible de la mise en visibilité de la contestation : cet espace public comme terrain d'affrontements entre plusieurs acteurs peut alors constituer un espace de construction de la

sphère publique (Mitchell, 2003). Cependant, la matérialité de la rue est aussi importante, utilisée comme prisme de lecture pour réfléchir à la marginalité, au danger (Keith, 2005), ou encore à la pauvreté (Morelle, 2006). Enfin, l'espace public – et donc la rue – serait le lieu de l'anonymat, un lieu urbain par opposition aux espaces villageois de l'interconnaissance (Jacobs, 1961). Éric Charmes dans son étude sur deux rues à Belleville remet en cause cette « dichotomie entre les espaces publics (placés sous le signe de la mobilité et de l'anonymat et dont le boulevard haussmannien célébré par Walter Benjamin incarne l'idéal-type) et les espaces communautaires (placés sous le signe de l'ancrage local et dont la place du village est, dans l'imaginaire collectif, l'exemple le plus frappant) » (Charmes, 2006 : 83). Pour lui, la rue relève de l'espace public anonyme tout autant que de l'espace familial. L'approche multiscalair (lieu ponctuel, bloc, rue dans le quartier ou rue dans la ville) et la prise en compte des temporalités multiples de la rue (matin, pause du déjeuner, sortie des bureaux, soirée et nuit), permettent justement de considérer le boulevard Saint-Laurent comme un axe majeur de structuration de la ville, et comme un lieu d'interactions du quotidien.

La rue semble aller de soi pour parler d'espace public et de la ville toute entière, au point que certains l'évoquent comme « synecdoque » de la ville (Lévy, 2003 : 337). Elle serait le reflet de la ville comme « siège du cosmopolitisme » (Simmel, 1984). Espace de mobilité par excellence, contrairement à une place ou un parc où l'on reste, la rue favoriserait le passage. Cependant, ses lieux (commerces ou parcs) attirent aussi une présence plus statique, de rencontre entre le proche et le lointain. Le cosmopolitisme en ville ne fait donc pas seulement référence à un passage de l'étranger, mais bien à son installation et sa cohabitation. L'étranger est non pas « le voyageur qui arrive un jour et repart le lendemain, mais plutôt la personne arrivée aujourd'hui et qui restera demain, le voyageur potentiel en quelque sorte bien qu'il n'ait pas poursuivi son chemin » (Simmel, 1908 : 53). Par le « coudoisement » (Hannerz, 1980 : 133) des individus et l'« inattention civile » (Goffman, 1963), un « apprivoisement mutuel » (Bordes-Benayoun, 2005) se construit entre les différentes communautés qui apprennent l'altérité. Annick Germain (1995) conclut à la « coexistence pacifique mais distante dans les rapports entre inconnus » : « on évite d'importuner autrui, de s'immiscer dans sa bulle d'intimité, mais par ailleurs, on ne recherche aucun rapprochement. Les conflits d'utilisation des lieux sont rares, l'accommodement plus que l'affrontement est de mise » (Germain, 1997b : 253). Cette altérité, vécue au quotidien, aujourd'hui comme au XIXe siècle sur le boulevard, est également mise en visibilité, et donnée en représentation aux passants. Enfin, la dialectique distance-proximité (Simmel, 1908) interroge les phénomènes de mobilités et de fixité, de matérialité et d'immatérialité (Söderström, 2006) puisqu'un voyage dans le monde entier est possible tout en restant dans la même rue.

Objet d'études historiques, le boulevard Saint-Laurent n'a guère donné lieu à des études géographiques (excepté Podmore, 1999). De surcroît, la plupart des travaux récents portent sur une communauté ethnique (communauté portugaise ou chinoise par exemple), mais peu sur l'espace du boulevard dans son ensemble. Or, prendre l'espace rue comme échelle d'analyse conduit à interroger l'espace public comme lieu de la diversité et de la rencontre, de la mobilité, entre l'anonymat et l'interconnaissance. Le boulevard rue est inséré dans les réseaux de circulations comme rue commerçante de quartier et l'objet de nombreuses interventions, avec le retour des classes moyennes dans la ville. Le boulevard symbolise donc les dynamiques sociales de la population résidentielle locale, mais attire également une population plus large en tant que *Main Street*, agissant alors comme une métonymie de la ville. Enfin, il est tout autant espace de la vie quotidienne que vitrine urbaine, lieu privilégié de l'économie symbolique de la ville. La rue, comme espace de l'inconnu et du familier, constitue donc un espace pertinent pour lire le cosmopolitisme en ville : elle est tout à la fois espace du politique, espace marchand et espace de vie, d'un cosmopolitisme du « quotidien ».

La catégorie conceptuelle du cosmopolitisme m'a aidée à appréhender l'espace du boulevard Saint-Laurent, par ses différentes significations : comme projet politique, comme projet identitaire urbain voire national, comme outil de marketing territorial et enfin, comme attitude personnelle d'ouverture à l'altérité. Si le projet politique renvoie plutôt au multiculturalisme ou à l'interculturalisme, certains textes municipaux évoquent le cosmopolitisme. Le terme est au cœur de la patrimonialisation du boulevard et une des caractéristiques qui revient dans les représentations du boulevard chez les habitants, sorte de reflet de la société montréalaise ou d'une « montréalité » (Charney, 1980 ; Morisset, Noppen, 2003 ; Létourneau, 2003). La communauté demeure toutefois extrêmement présente, au niveau politique comme au niveau des stratégies commerciales ou de marquage de l'espace et enfin, au niveau de la vie quotidienne. Mais le cosmopolitisme permet de dépasser la seule construction politique et de marier le collectif et l'individuel. Je me propose ici de lire le boulevard Saint-Laurent au prisme du cosmopolitisme, afin de comprendre la production de l'espace urbain. Je m'intéresse alors à la manière dont la représentation de la ville cosmopolite est utilisée comme fondement d'une certaine mémoire urbaine : quelles sont les différentes temporalités à l'œuvre dans ce travail de mémoire et quels sont les lieux invoqués ? Quelles sont les discours produits sur la ville cosmopolite et comment sont-ils utilisés, notamment dans la création d'identités spatiales, de tentatives de territorialisation et d'actions relevant de l'aménagement urbain : quelles sont les stratégies territoriales en lien avec les représentations de la ville cosmopolite ? Enfin, comment les différents acteurs dans la ville utilisent les images et récits urbains cosmopolites pour aménager, transformer, recréer, voire faire

de la ville ? Dans quelle mesure cette construction d'une mémoire cosmopolite de la ville tient compte des représentations et pratiques des habitants et des impératifs internationaux de positionnement dans la hiérarchie urbaine internationale ?

### *Des outils pour questionner le cosmopolitisme : narrations, paysage et échelles*

Ces interrogations multiples seront lues et analysées au travers des différents récits produits autour du boulevard. Les récits prennent une importance nouvelle en sciences humaines et sociales, au point que certains ont pu parler d'un « tournant narratif » (*narrative turn*) depuis les années 1970 dans le contexte du post-modernisme et en réaction au positivisme (Eckstein and Throgmorton, 2003 ; Sandercock, 2003a), ou un « retour du refoulé » (Berdoulay, 2000), notamment en géographie (Tuan, 1991 ; Dormans, 2008 : 14). J'utilise ici une définition élargie de la notion de récit à la manière de Barbara Eckstein (2003 : 14) qui les considère comme des « *verbal expressions that narrate the unfolding of events over some passage of time and in some particular location. Stories use language to frame what has happened to a set of characters in a particular time and place* ». Si la multiplicité et la polyphonie des récits sur le boulevard Saint-Laurent permettent la compréhension et l'appropriation de l'objet patrimonial, elles concentrent également des enjeux politiques, économiques et identitaires. Ces récits sont aussi du ressort des acteurs économiques qui cherchent à promouvoir cette artère commerçante. Une certaine convergence des récits personnels, des récits de fiction et des récits officiels consacre la construction d'un patrimoine « ordinaire » du cosmopolitisme comme « haut lieu » montréalais à petite échelle, alors que la grande échelle permet d'entrevoir des tensions ou du moins, un éclatement des narrations. Tous les secteurs du boulevard n'y sont pas présents de la même façon : quels sont les choix de lieux, quels sont ceux mis de côté, voire oubliés ? Tous les discours sont-ils tous audibles de la même manière ou y a-t-il des effets de tri, et même de concurrence entre eux ? Quels sont les enjeux de pouvoir au sein de ces histoires du boulevard ? Je souhaite également interroger les mises en récit « intimes », des résidents et usagers : s'insèrent-elles dans un contexte plus large de construction d'une mémoire collective qui utilise aussi bien les réalités historiques que des narrations fictives, ou dans ce que Paul Ricœur (1983) appelle « l'identité narrative d'une communauté » ? En questionnant notamment les formes que prennent ces récits et les registres qu'ils utilisent, je m'attacherai à démêler ce qui participe d'un « grand récit » consensuel autour du boulevard, inscrit au cœur de l'identité montréalaise, de ce qui entre en conflit avec le discours « officiel ». J'ai choisi d'analyser les constructions narratives multiples et variées, habitantes, institutionnelles, médiatiques ou encore romanesques afin de cerner ce concept sur le boulevard Saint-Laurent. Ce

sont en effet ces narrations qui construisent et rendent intelligibles les différentes facettes du cosmopolitisme.

Nombre de ces récits sont empreints de nostalgie. Cette dernière pose un regard idéalisé sur le passé qui est « fondamentalement : sélectif (passant les souvenirs au crible d'idées préconçues) et transformatif (altérant le contenu sémantique des événements évoqués), sinon même créatif (inventant des événements) » (Robert-Demontrond, 2001 : 322). Simultanément négative et positive, elle constitue un affect ambigu : elle est « l'ambivalente mélancolie du souvenir, la délectation douce-amère qui à la fois envoûte et attriste » (Jankélévitch, 1974, in Robert-Demontrond, 2001). Ainsi, « *nostalgia is not a pure sense of loss, nor it is the emotional self-indulgence of mere sentimentality*<sup>11</sup> » (Wilson, 1997 : 135). « Loin donc de n'aboutir qu'à un consensus autour d'une hypothétique mémoire collective généralisée, la question de la mémoire cristallise au contraire désormais la mobilisation identitaire urbaine à plusieurs échelles, et de plus en plus en réaction à l'uniformisation et à l'effacement des mémoires liés à la mondialisation » (Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007 : 210). Ces nostalgies s'attachent au patrimoine institutionnel et intime (nostalgies patrimoniales) et territorialisent l'espace du boulevard.

Outre les récits, je m'intéresse également aux mises en scène de ce cosmopolitisme en étudiant le paysage, à la fois politique et vécu (Jackson, 2003). La notion de paysage rend compte de l'histoire du lieu puisque le paysage est « issu des superpositions incomplètes du temps » et « se double d'un paysage idéal, véritable responsable de la configuration physique du lieu » (Morisset, 2001). Selon Don Mitchell (2000 : 100), le paysage est « un moyen de sélectionner et de représenter soigneusement le monde » : il est nécessaire également de l'analyser comme « marchandise qui peut être fabriquée et consommée » (Paquet, 2009). Je m'attacherai dans ce paysage aux lieux et aux temporalités cosmopolites. Enfin, le cosmopolitisme est un prisme de lecture pour analyser les liens entre des phénomènes internationaux et la circulation de certains « modèles », le poids de l'échelle nationale (canadienne et québécoise) et le local. Si les transformations locales de l'espace viennent révéler des stratégies d'acteurs, ces dernières empruntent tant à des expériences proches que lointaines, voire internationales. Le concept permet de relier les différentes échelles : individuelle et collective, mais aussi celle du boulevard, des quartiers, des commerces ou autres micro-lieux du boulevard.

Ces clefs de lecture – la narration, le paysage et les échelles – permettent un travail sur les évolutions, transformations, métamorphoses du boulevard Saint-Laurent pour comprendre à la fois le « faire la ville » et les pratiques et représentations des habitants, à la fois les tactiques des

---

<sup>11</sup> « La nostalgie n'est pas un pur sentiment de perte, ni un simple apitoiement ému sur son propre sort empreint de sentimentalité ».



habitants (pratiques « d'en bas » des habitants, passants, commerçants, etc.) et les stratégies (institutionnalisation « d'en haut » avec divers acteurs tels que les fonctionnaires des mairies, les associations, des entreprises du secteur privé organisé, etc.) (de Certeau, 1990). Tout le boulevard Saint-Laurent est empreint de cosmopolitisme et les différents acteurs publics et privés l'utilisent de manière variable. Ses significations diffèrent selon les actions et représentations de chacun. Plusieurs adjectifs sont accolés au terme de cosmopolitisme, de paroisse, national, « *rooted* » (Appiah, 2006) ou encore « *universal cosmopolitanism* » (Harvey, 2000), invitant la géographie et sa démarche multiscalaire à apporter peut-être des éléments de compréhension. Peut-on envisager des « *parochial cosmopolitanisms* », impliquant une appropriation plus forte à la ville et non plus à l'État ? Je fais ici l'hypothèse d'un cosmopolitisme ancré dans le local afin de dépasser les oppositions entre l'esprit de clocher (*parochial*) (Hemelryk et al., 2000) et l'universel. Comme l'écrit George Perec dans *Espèces d'espaces*, il s'agirait d'une « alternative nostalgique (et fausse) » :

« Ou bien s'enraciner, retrouver, ou façonner ses racines, arracher à l'espace le lieu qui sera vôtre, bâtir, planter, s'approprier, millimètre par millimètre, son "chez-soi" : être tout entier dans son village, se savoir cévenol, se faire poitevin.

Ou bien n'avoir que ses vêtements sur le dos, ne rien garder, vivre à l'hôtel et en changer souvent, et changer de ville, et changer de pays; parler, lire indifféremment quatre ou cinq langues; ne se sentir chez soi nulle part, mais bien presque partout ».

George Perec, 2000, [1974], *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée, p.96

Mon objectif est d'interroger les constructions territoriales et les territorialisations multiples à l'œuvre sur le boulevard. Quels sont les liens entre cosmopolitisme, récits, patrimoine et la rue comme espace public : quelles sont les valeurs véhiculées par les politiques de diversité ethnoculturelle et par la patrimonialisation ? Pourquoi et comment le cosmopolitisme est utilisé, mis en avant ou dissimulé, sur le boulevard Saint-Laurent ? Le cosmopolitisme est placé au centre de la construction nationale, au cœur de l'« espace conçu » (Lefebvre), mais quelles en sont les significations ? Est-on dans un cosmopolitisme élitiste ou au contraire un cosmopolitisme par le bas (*subaltern cosmopolitanism*) (Tarrus, 2000 ; Harvey, 2000) ? Les politiques promeuvent-elles un cosmopolitisme comme projet politique, projet identitaire ou est-on dans une vision nostalgique d'un cosmopolitisme passé ? J'ai choisi de m'attacher à plusieurs dimensions du cosmopolitisme afin de lire la production de l'espace du boulevard : un cosmopolitisme comme projet politique et identitaire, utilisé aussi à des fins patrimoniales ; un cosmopolitisme comme stratégie commerciale à des fins économiques et touristiques, et enfin, un cosmopolitisme comme expérience individuelle et collective et comme caractéristique de certaines interactions du quotidien.

## *Quelle épaisseur du boulevard Saint-Laurent ? Terrain et méthodologie*

J'ai habité à Montréal pendant plusieurs mois durant cette thèse (Annexe 0.1) et à chaque fois dans des quartiers différents. Ce fut l'occasion de mieux connaître la ville, ses transports et notamment les trajets pour arriver sur le boulevard. Lorsque je vivais rue Durocher, du côté ouest du boulevard, je me déplaçais très régulièrement sur Saint-Laurent, à pied. J'ai aussi habité la rue Saint-Joseph, du côté de la rue Viau : le chemin était bien plus long pour atteindre le boulevard et j'ai expérimenté plusieurs itinéraires, de la ligne d'autobus 27 (boulevard Saint-Joseph) à la ligne 47 (rue Masson), marcher sur l'avenue du Mont-Royal ou encore prendre le métro. Plus tard, j'ai résidé dans le quartier de Villeray, à quelques rues de Saint-Laurent. Je pouvais donc rentrer en empruntant la ligne 55, la ligne d'autobus du boulevard Saint-Laurent. C'étaient des trajets différents mais aussi des fréquentations plus intensives de telle ou telle section du boulevard selon mes séjours : la Petite Italie lorsque j'habitais Villeray ou la *Main* entre Sherbrooke et Mont-Royal lorsque je résidais au croisement Durocher et Prince-Arthur. Je « vivais » ainsi à Montréal, tout en conservant une distance avec mon terrain d'étude. J'ai mené plusieurs séjours de terrain, surtout entre les mois de juin et décembre. J'ai donc été assez peu présente lors de la saison hivernale, qui offre sans doute une autre vision de la ville et de la rue. Ces différents séjours m'ont permis de construire mon terrain d'étude, de le délimiter, du nord au sud et d'est en ouest, de saisir l'épaisseur de la rue. À la manière du quartier, la rue ne constitue pas un espace en apesanteur, il est toujours nécessaire de la comprendre à l'intersection d'autres espaces et de prendre en compte le reste du territoire dans lequel elle s'inscrit. Comment construire l'objet « rue » et comment décider de ses limites par rapport aux rues avoisinantes et dans l'espace où il se fonde ? Dans cette construction du terrain de recherche, l'observation et les déambulations ont occupé une part importante de mon temps de travail.

La marche solitaire en ville emprunte à la flânerie, démarche associée à la figure du poète solitaire qui se perd dans les rues ou dans les foules, parmi la multitude<sup>12</sup>. Flânerie et pensée sont ainsi généralement liées, des philosophes de la Grèce antique à Virginia Woolf (Solnit, 2002). Pourtant, se promener sur le terrain ne constitue pas une démarche où l'on s'abandonne au rythme des pas, perdu dans ses pensées, se coupant du monde extérieur et « oubliant » qu'il s'agit de « son » terrain, à la manière d'André Carpentier (2005 : 16) dans les ruelles montréalaises :

« La flânerie engage à conjuguer par la promenade des espaces publics, à y zigzaguer sans but, sans calcul, prémuni de son flair, de son acuité, de sa pleine subjectivité, de sorte à enclencher sa fonction de machine à percevoir, aussi à se cogner aux lieux, puisque *le corps nous unit aux choses*, comme l'écrit Merleau-Ponty ».

---

<sup>12</sup> « Multitude, solitude, termes égaux et convertibles par le poète actif et fécond », in Baudelaire C., 2003, « Les foules », *Le Spleen de Paris. Petits poèmes en prose*, Paris, Livre de poche, p.90.

Marcher son terrain est au contraire une attitude concentrée destinée à la mise en place d'une véritable observation en lien avec son sujet de recherche. À l'inverse de la flânerie, la marche-observation nous place comme témoin des comportements des individus et des groupes. Elle demande « une attention sans cesse en éveil et faisant appel à ses différents sens, notamment la vue et l'ouïe, une faculté pour mémoriser les différentes propriétés de la situation », et appelle à l'interprétation des données recueillies (Peretz, 2004 : 14). L'acte banal de la marche est de surcroît mis en visibilité durant les arrêts pour prendre des photographies ou les pauses sur des bancs pour y consigner remarques et observations : ces haltes peuvent mener à des conversations plus ou moins informelles, voire à des entretiens. La marche permet également l'observation des pratiques des passants et des interactions entre eux ou avec les commerçants, des rythmes de fréquentation selon les saisons ou le jour et la nuit, des temporalités de la journée (matin, moment du déjeuner et sortie des bureaux), des différences entre les jours de semaine et les week-ends, ou encore lors d'évènements particuliers (vente trottoirs par exemple). La marche, comme l'observation immobile, conduit à saisir l'« *intricate sidewalk ballet* » décrit par Jane Jacobs (1961) dans les rues, notamment commerçantes (Lehman-Frisch, 2002 : 54). Elle donne aussi une dimension holistique aux informations collectées par le chercheur, avec les continuités et les ruptures d'une rue dans son ensemble, les langues utilisées dans les échanges et leurs variations, les trajets des piétons et leurs rythmes, notamment par rapport à d'autres artères commerciales. Des anthropologues travaillant sur la ville (Vergunst, 2010 ; Yi'En, 2014) soulignent cette intrication entre expérience de la marche-recherche et cette attention aux rythmes et aux bruits. Le bus peut être un complément mais seule la marche autorise ce contact « intime » avec le terrain.

Le matin, il y a peu de monde sur le boulevard dans sa partie inférieure, la place de la Paix est toujours plus ou moins déserte. Seul le Quartier Chinois est en vie, les étals déjà placés sur les trottoirs devant les vitrines. À la station de métro Saint-Laurent, déjà la queue pour attendre la ligne 55 d'autobus. Les livraisons se succèdent le matin, pour chaque commerce le long du boulevard, avec un stationnement sur la rue, dans les rues perpendiculaires ou parallèles et dans les ruelles. À midi, les travailleurs sortent dîner, soit dans les restaurants du boulevard ou dans les rues adjacentes, soit dans les parcs et places le long du boulevard. Survient à nouveau un certain calme jusqu'à seize heures : c'est le début de la sortie des bureaux. Le boulevard Saint-Laurent commence alors à se remplir de voitures, signe annonciateur des embouteillages quotidiens. Vers dix-huit heures, les cafés installent leurs terrasses, les restaurants ouvrent et la rue s'emplit d'odeurs : il est l'heure du souper. J'ai choisi de privilégier le boulevard Saint-Laurent de jour. La nuit, c'est une toute autre clientèle qui vient fréquenter les bars et boîtes de nuit

particulièrement nombreux le long du boulevard. L'économie de nuit y est très importante notamment dans sa partie inférieure, dans l'ancien *Red Light*, et entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins. Sur ce dernier tronçon, les noctambules sont présents les vendredi et samedi soir – parfois dès le jeudi – jusqu'à quatre ou cinq heures du matin. Lorsque l'on emprunte le boulevard une nuit de fin de semaine vers trois heures, les trottoirs mais aussi la chaussée sont pleins, il y règne une atmosphère de sortie de boîtes de nuit. De nombreuses voitures de police ferment la rue Prince-Arthur entre la rue Clark et le boulevard afin de surveiller les allées et venues.

L'observation du « ballet urbain » du boulevard permet d'interroger les espaces et temporalités de la rue. Cette observation s'est surtout faite lors de marches plus ou moins longues, qui permettent de saisir les rythmes de la ville (Vergunst, 2010). La marche (marches solitaires, marches accompagnées et participation à de nombreuses visites urbaines) s'est rapidement imposée comme méthode de terrain et comme façon de construire ce dernier au point que « marcher le terrain » est devenu un élément majeur dans la construction de mes problématiques. Porte d'entrée dans le terrain, cette méthode a d'abord été définie par mon sujet de recherche et a contribué en retour à façonner mon terrain. Cette posture de « marcher le terrain » est d'ailleurs volontiers revendiquée par la géographie classique de l'après Vidal de la Blache : Jean Brunhes, Raoul Blanchard ou Albert Demangeon étaient de grands marcheurs, parcourant plusieurs dizaines de kilomètres par jour (Dresch, George, 1966 ; Wolff, 2008) pour observer le paysage et les espaces ruraux, notamment dans une perspective de géographie physique. Toutefois, Marie-Claire Robic (1996) souligne le peu d'analyses sur ces « gestes de métier » dans leurs recherches : la pratique de la marche semble fondue dans « le terrain ». Loin de ces longues randonnées alpines ou picardes, j'ai pratiqué la marche urbaine comme méthode afin de délimiter le terrain du boulevard Saint-Laurent. Cette réflexion sur la marche a été l'occasion d'une analyse réflexive sur ma démarche de recherche et sur l'affirmation du cosmopolitisme comme aspect central de la thèse.

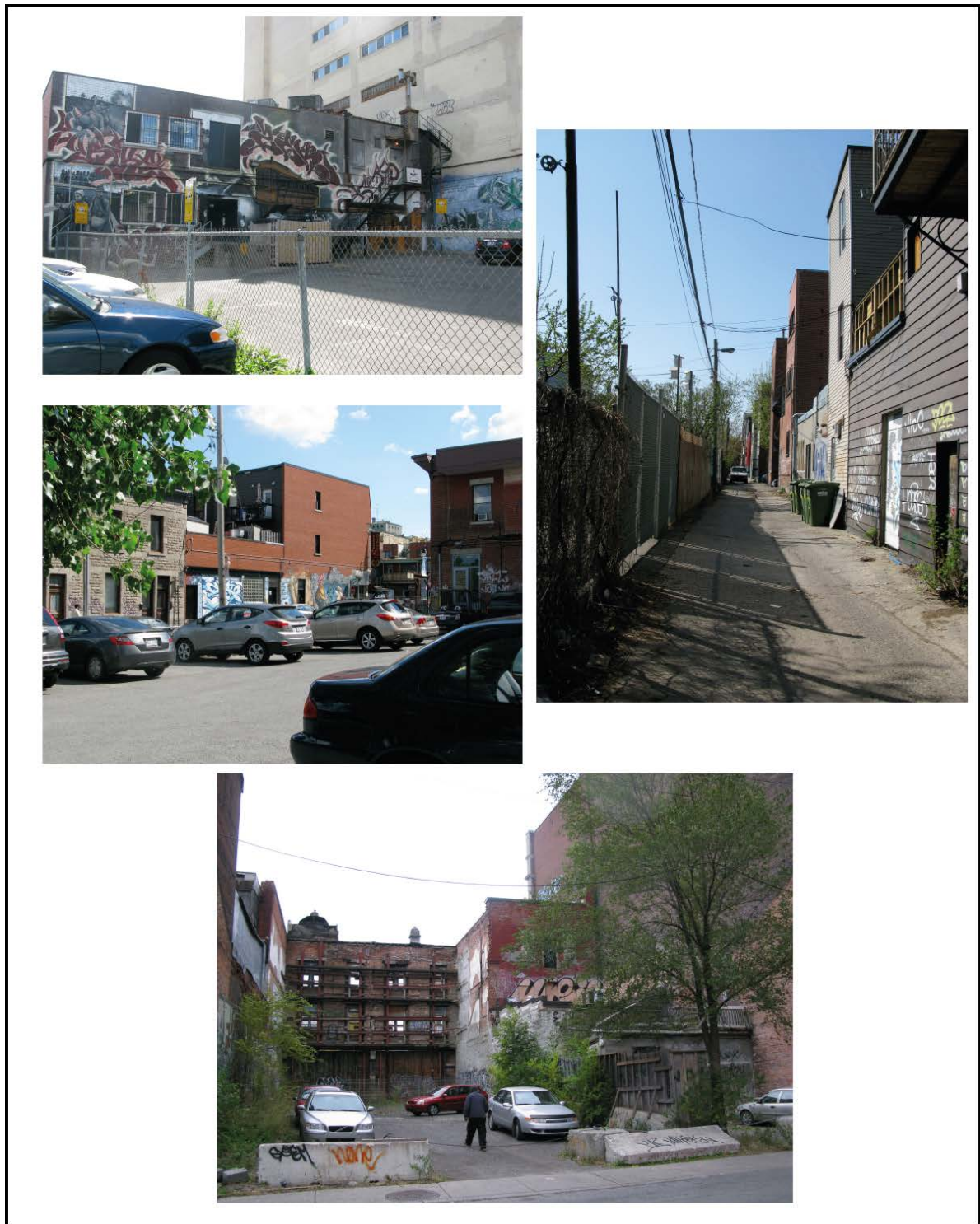
En observant les pratiques et les rythmes d'activité, j'ai tout d'abord éliminé le tronçon entre la rue Jean-Talon et la Transcanadienne, où la circulation est à double sens, qui répondait à d'autres logiques et dynamiques que la partie au sud, à sens unique (fig. 0.2.). Il ne porte plus les marques de l'installation des communautés immigrantes et ce n'est plus l'artère vivante très fréquentée par les piétons du fait d'une offre commerciale limitée : le parc Jarry occupe l'essentiel du côté ouest, tandis que le côté est comporte davantage d'espaces résidentiels et de bureaux. J'ai couplé la marche sur le terrain aux entretiens, formels et informels, avec des citoyens. Lors de ces entretiens, il est apparu que la plupart des habitants plaçaient ce tronçon, entre la rue Jean-Talon

et le Métropolitain, hors du « véritable » boulevard Saint-Laurent : « il n'a pas de personnalité, c'est plutôt plate, voire triste » me dit par exemple la directrice de l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées (entretien, 18 octobre 2011). Si cette délimitation au nord s'est faite assez rapidement, la question de la portion du boulevard Saint-Laurent au sud du Quartier Chinois s'est aussi posée. Alors que marcher la rue entre le Vieux-Port et le boulevard René-Lévesque me portait à mettre de côté cette portion, les entretiens m'en ont dissuadée : si la plupart des personnes interrogées la dénigraient, voire ne l'évoquaient pas dans leurs descriptions des lieux appréciés ou pratiqués, elles ont aussi souligné le poids historique de ce secteur, son lien avec le Vieux-Port, porte d'entrée des immigrants avant leur installation sur le boulevard. Lectures bibliographiques et entretiens avec des historiens et des professionnels du patrimoine ont confirmé cette approche habitante, même si l'ouverture du boulevard sur le fleuve ne date que du début du XXe siècle (1911-1914). J'ai donc pris en compte cette section, pour son rôle historique, autant que pour ses transformations et sa faible appropriation par les citoyens.

Devais-je considérer le boulevard seul ou au contraire intégrer son aire d'influence ou de rayonnement ? De nombreux auteurs affirment que le boulevard comme « corridor des immigrants » s'étire jusqu'aux deux grandes rues commerçantes de chaque côté : l'avenue du Parc à l'Ouest et la rue Saint-Denis à l'Est. Là encore, c'est en marchant dans les rues avoisinantes – mais toujours en lien avec des entretiens – que j'ai dessiné mon terrain de part et d'autre du boulevard de manière discontinue selon les quartiers. L'« épaisseur » du « corridor de l'immigration » varie, s'étendant plus ou moins à l'Ouest et à l'Est, selon les secteurs, mais aussi selon les époques et les individus et communautés concernés : les communautés sont mouvantes et évoluent dans le temps et dans l'espace (Germain, Poirier, 2007). Ainsi, le boulevard Saint-Laurent dans sa partie Petite Italie s'étale beaucoup plus que dans sa partie quartier chinois. L'observation attentive des lieux permet de repérer les arches qui délimitent ces quartiers, mais aussi la présence de commerces, de lieux de culte ou encore d'associations. Comme le quartier, la rue cristallise nombre d'enjeux, de représentations, d'investissements et d'usages. Les comprendre nécessite de situer la rue, de la même façon que le quartier, par rapport « à l'intersection d'enjeux qui mobilisent d'autres lieux et d'autres temporalités. La question ne serait donc pas tant celle de l'opposition entre des lieux, des échelles, que celle de leurs relations et articulation » (Allen, 2007 : 139). Au cours des entretiens menés auprès des habitants ou des travailleurs sur le boulevard, j'ai notamment questionné les usages par rapport aux espaces environnants, afin de saisir l'aire d'influence du boulevard Saint-Laurent. Prenons l'exemple de ceux qui viennent sur la rue en voiture : la plupart des parcs de stationnement réservés aux employés et clients des commerces sont situés dans les rues parallèles, les rues Clark et Saint-Dominique (fig. 0.3.). Constituent-elles

les « ruelles » du boulevard, comme l'affirme un membre de la Corporation de développement du faubourg Saint-Laurent ? D'origine britannique, les ruelles apparaissent au XIXe siècle à Montréal. Elles désignent « un réseau d'allées rectilignes, des lisières de terrain, généralement derrière des maisons en rangées, affectées d'un droit de passage visant à assurer aux riverains et aux services d'utilité publique un accès supplémentaire à la rue. Ces ruelles tracées au XIXe siècle pour compléter le modèle français des maisons sur cour, longent justement ces arrière-cours, la plupart rapiécées de hangars et de garages, aussi aménagées en jardins privés, avec terrasses et plates-bandes, en aires de jeux pour les enfants, en espaces de débarras, en parkings ou carrément laissées à l'abandon » (Carpentier, 2005 : 12-13). Elles sont donc dans la stricte dépendance des rues environnantes. Elles sont aussi des lieux à mi-chemin entre espace public et espace privé, comme le remarque André Carpentier (2005) lorsqu'il s'y promène : il y est parfois mal vu par les résidents, voire y subit des contrôles policiers afin de déterminer ses intentions. Ces ruelles sont présentes autour du boulevard, tantôt parallèles, tantôt perpendiculaires. Bien sûr, les rues Clark et Saint-Dominique sont de véritables rues au sens morphologique, mais leur aspect résidentiel leur confère une fréquentation moindre et une dépendance sur certaines portions par rapport à la trame commerciale du boulevard. Ainsi, ces appellations nous disent également quelque chose de l'épaisseur du boulevard : ruelles pour les rues adjacentes, rue pour le boulevard Saint-Laurent puisque celui-ci ne relève pas morphologiquement de l'appellation boulevard. En tant que corridor de l'immigration enfin, le boulevard Saint-Laurent ne peut être considéré seul mais avec ses ruelles et ses rues parallèles de part et d'autre pour les logements, les commerces et les institutions communautaires.

Figure 0.3. Les ruelles du boulevard Saint-Laurent



Les deux photos en haut à gauche sont des terrains de stationnement sur la rue Saint-Dominique, le premier pour le restaurant Moishes, le second pour le restaurant CocoRico que l'on peut voir au fond du parking. En bas, sur la rue Clark, l'arrière des bâtiments abandonnés du boulevard Saint-Laurent. À droite, une « vraie » ruelle donnant sur le boulevard Saint-Laurent entre la rue Maguire et l'avenue Fairmount. (Photographies : Marie-Laure Poulot, 2012-2013)

Cette recherche se veut donc résolument qualitative, avec une part importante d'observation dans la rue et les commerces, mais aussi lors de séances de consultations publiques, lors de fêtes ou festivals ou enfin, lors de visites urbaines organisées sur le boulevard et dans ses quartiers environnants. J'ai également mené des entretiens avec les différents acteurs institutionnels et associatifs, avec les commerçants et habitants, certains entretiens durant une dizaine de minutes d'autres plus de trois heures (cf. annexe 0.1 et 0.2). Les entretiens forment un matériau essentiel dans cette recherche, confrontés entre eux, confrontés à l'observation et aux autres données sur le boulevard. La plupart des entretiens, en général semi-directifs, ont été menés en français, certains en anglais, d'autres encore mêlent les deux langues. J'ai pu rencontrer certaines personnes plusieurs fois et j'ai parfois obtenu des entretiens doubles, avec deux personnes. J'ai commencé par repérer et contacter les différents acteurs politiques, économiques, associatifs travaillant sur le boulevard. La plupart du temps, les personnes contactées ont répondu positivement. Ces premiers contacts en ont apporté d'autres, selon la méthode dite boule-de-neige. Certains contacts ont été le fruit du hasard. Pour ce qui est des commerçants, je suis tout simplement entrée dans différents magasins et leur ai expliqué ma démarche en leur demandant si je pouvais leur poser quelques questions. Les magasins présents sur le boulevard sont souvent tenus par leurs propriétaires, et j'ai pu avoir des réponses intéressantes sur le passé de la boutique ou des renseignements précis. Ces entretiens avec les commerçants sont en général assez courts, entrecoupés par les clients qui entrent dans le magasin. Ces interruptions ne sont d'ailleurs pas inintéressantes, bien au contraire : elles permettent de se rendre compte de la présence ou non d'habitues, s'il s'agit de personnes venues de loin ou habitant le quartier. Il est aussi intéressant d'écouter la langue dans laquelle sont menés les échanges : français, anglais ou autre. J'ai également essayé de rencontrer des membres des différentes communautés culturelles présentes sur le boulevard. J'ai recours à un prénom fictif pour la plupart des entretiens, pendant lesquels le tutoiement s'est fait spontanément la plupart du temps. Au sein de la thèse, j'ai fait le choix de retranscrire de longs morceaux d'entretiens, afin de donner un aperçu de ces récits autour du cosmopolitisme du boulevard. À ces entretiens semi-directifs de type « compréhensifs » (Kaufmann, 1996), j'ai aussi ajouté la démarche des dits « récits de vie », ici adaptés en géographie comme « récits de lieux de vie ». Des formes de « marches accompagnées » sur le boulevard sont aussi utilisées si elles sont proposées par mes interlocuteurs. Enfin, l'utilisation d'articles de presse, de textes et documents provenant de promoteurs, institutionnels ou encore d'associations est importante dans la thèse. Ces nombreuses sources écrites révèlent là encore des récits et des représentations sur le boulevard et le cosmopolitisme.



## *Déroulement de la thèse*

L'objectif de la première partie est d'interroger le projet politique, identitaire et patrimonial canadien, québécois et montréalais. En d'autres termes, quelles sont les valeurs véhiculées par ces choix politiques (politique du multiculturalisme canadien à l'interculturalisme québécois, politiques du patrimoine) et comment peut-on analyser cet espace produit du boulevard Saint-Laurent ? Il s'agit de montrer dans quelle mesure le cosmopolitisme est au fondement de l'identité montréalaise. Le boulevard constitue en effet un espace repère et une *Main Street* dont le paysage comporte des reflets des politiques de gestion de la diversité (chapitre 1). Le patrimoine du boulevard Saint-Laurent peut alors être lu à la fois comme un instrument politique au service d'une identité nationale, québécoise ou montréalaise, comme un outil de développement territorial, et enfin comme le vecteur d'une appropriation citadine, au sens de patrimoine plus « intime » (chapitre 2). Cette première partie s'attache surtout à l'échelle du boulevard dans son ensemble et le montre connecté à l'échelle provinciale et fédérale.

La seconde partie s'intéresse aux territorialisations multiples à l'œuvre sur le boulevard, en s'arrêtant à l'échelle des quartiers et des micro-lieux le long de la rue. Cette partie questionne les pratiques et représentations des acteurs politiques, économiques et commerciaux dans le faire et vivre le boulevard Saint-Laurent. Il s'agit tout d'abord de discerner les jeux d'acteurs qui s'expriment dans le « faire » la rue Saint-Laurent : comment « faire la ville, faire la rue », notamment avec la diversité des acteurs aux expertises plus ou moins spécialisées, avec des moyens plus ou moins importants et des idées différentes sur ce que devrait être la rue (chapitre 3). Dans ces formes prises par la diversité sur le boulevard, se repèrent d'abord les instrumentalisation de ce cosmopolitisme passé européen et asiatique à des fins urbanistiques, commerciales, voire touristiques. Ainsi peut-on lire le cosmopolitisme comme marchandise (*commodified cosmopolitanism*) au sein des quartiers « ethniques » comme le quartier chinois, la Petite Italie ou encore le secteur portugais (chapitre 4). Le cosmopolitisme est tout à tour utilisé pour la promotion d'une identité cosmopolite marchande et mis en invisibilité. Des dynamiques différentes sont à l'œuvre : entre mise en valeur du passé (promotion du quartier ethnique) et son effacement (quartier des divertissements en même temps qu'élimination des *sex shop*), à lieu un tri pour construire une nouvelle identité, une nouvelle image du boulevard, qui peine à faire consensus, celle du Quartier des Spectacles (chapitre 5). Les mémoires multiples du boulevard Saint-Laurent sont tour à tour utilisées, mises en valeur ou invisibilisées et construisent aussi l'espace urbain actuel.

Enfin, la dernière partie envisage les patrimoines urbains « intimes » du boulevard Saint-Laurent, ou plutôt les « expériences citadines » autour du boulevard. Elle est une réflexion sur les

liens entre l'individu et le collectif. Le boulevard est un espace habité, vécu, pratiqué par les citoyens. Si la diversité ethnoculturelle est un fait admis de la plupart des citoyens montréalais, si les politiques d'interculturalisme semblent intériorisées, j'analyserai ici les représentations et les usages des citoyens par rapport à la diversité sur le boulevard Saint-Laurent (chapitre 6). Je m'attacherai donc au cosmopolitisme comme attitude personnelle d'ouverture à la diversité, c'est-à-dire une signification plus personnelle, intime d'une « attitude » ou d'une « disposition d'ouverture cosmopolite » de certains (Hannerz, 1990). Cette attitude est présente notamment au sein des discours des gentrificateurs dans le quartier du Mile End (chapitre 7). Enfin, certains « lieux-moments » particuliers, comme les visites urbaines ou la fête nationale sont l'occasion de lier les échelles internationales, nationales et locales (ville, boulevard, quartier, commerces, etc.) ainsi que les différentes dimensions du cosmopolitisme (chapitre 8).



## PARTIE I : LE BOULEVARD SAINT-LAURENT, INCARNATION DU COSMOPOLITISME COMME IDENTITÉ

« Toutes les grandes villes se targuent d'avoir de grandes avenues. À Montréal, il y a Sherbrooke, ou la commerciale Sainte-Catherine, mais unique est cette rue qui change de visage tout au long de son développement (à nous, de Montréal, qui nous forgeons souvent une identité en regardant celle des autres, on pourrait se dire que Saint-Laurent est notre petit Broadway à “nous autres” ou un spectaculaire boulevard Saint-Martin emprunté, et remodelé sur une plus grande échelle, directement à Paris) »

Thériault Normand, « Montréal. Depuis 100 ans, la « Main »,  
(*Le Devoir, Cahier spécial*, samedi 1 octobre 2005, p.H1)

Extraites d'un article paru dans *Le Devoir* à l'occasion d'un cahier spécial consacré à la « Main », ces quelques lignes soulignent l'importance du boulevard Saint-Laurent dans la ville de Montréal. Cette artère Sud-Nord, longue de quelques six kilomètres du Vieux-Port à la rue Jean-Talon, traverse trois arrondissements (Ville-Marie, Plateau-Mont-Royal et Rosemont-Petite-Patrie) et plusieurs quartiers. Parfois frontière et marge, parfois centre, la Main est qualifiée de mythique, de cosmopolite ou encore d'authentique. Elle concentre et multiplie caractérisations et adjectifs renvoyant à son statut particulier dans l'histoire de la ville, notamment du point de vue de sa diversité ethnoculturelle. « Plus que d'autres espaces de la ville, pour l'étranger, dans le prolongement de la réflexion simmelienne, la rue “ethnique” offre la double possibilité d'une expérience de la similitude communautaire et de la dissemblance sociétale » (Bordes-Benayoun, 2005 : 286). Le boulevard Saint-Laurent possédait cette fonction pour les nouveaux venus des différentes vagues d'immigration des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La concentration des différences, ajoutée à son rôle de frontière Est-Ouest, fait du boulevard le support de la forme la ville, un emblème de la montréalité. Ce vocable de la montréalité (*montrealness*), d'abord utilisé par l'architecte Melvin Charney (1980), a été repris pour énoncer le caractère identitaire de Montréal (Morisset, Noppen, 2003) et pour souligner l'écart entre la métropole, de plus en plus cosmopolite, et le reste de la province québécoise (Létourneau, 2005). Selon J. Létourneau, il y a « consolidation de la “distinction montréalaise” » (ce que certains appellent ouvertement la montréalité), notamment fondée sur le caractère cosmopolite de la ville et sa prétention à se représenter et se repositionner comme cité globale branchée sur le monde » (Létourneau, 2003 : 45-6). L'auteur fait explicitement le lien entre cosmopolitisme et montréalité, qu'il définit comme une « sorte d'identité métropolitaine aux enracinements pluriethniques et aux résonances cosmopolites » (Létourneau, 2005 : 21).

Les représentations de cet espace sont si nombreuses qu'elles construisent un imaginaire patrimonial du cosmopolitisme du boulevard à travers les récits journalistiques, littéraires ou politiques. Ces récits proviennent de plusieurs échelles de l'action publique (État fédéral, État provincial, municipalité centrale et municipalités d'arrondissements) et renvoient à différents imaginaires de la diversité : multiculturalisme, interculturalisme, diversité ethnique. Ces derniers se superposent au boulevard, sans nécessairement se recouper, tant au niveau spatial qu'au niveau du projet politique. Le boulevard Saint-Laurent figure ainsi un espace privilégié pour comprendre le cosmopolitisme, mais quelles sont les valeurs véhiculées par les choix de la politique du multiculturalisme canadien à l'interculturalisme québécois et comment peut-on les analyser sur l'espace boulevard Saint-Laurent ? En d'autres termes, quelles sont les cristallisations matérielles et immatérielles des constructions narratives autour du cosmopolitisme sur le Boulevard ? Il s'agira de montrer dans cette partie comment le cosmopolitisme sur le boulevard est au fondement de l'identité montréalaise : au cœur des récits sur la ville de Montréal et sur l'immigration, il se décline en projet politique, identitaire et patrimonial.

Le premier chapitre est centré sur la rue comme lieu métonymique de l'histoire de la diversité culturelle montréalaise. Objet géographique à analyser en soit, le boulevard constitue un prisme pour comprendre le cosmopolitisme comme projet politique. Je présenterai d'abord le terrain du boulevard Saint-Laurent, sa fonction de frontière et repère. À la fois rue de quartier et *Main Street*, il offre un reflet des politiques de la diversité à Montréal, au Québec et au Canada. Le second chapitre interrogera la patrimonialisation du cosmopolitisme du boulevard, à différentes échelles. Quand les reconnaissances fédérales, provinciales et municipales du patrimoine se superposent les unes aux autres, la société civile, par le biais d'associations, y construit un « nous » montréalais autour du cosmopolitisme comme identité urbaine. Enfin, les récits de fiction et véhiculés par les acteurs de la patrimonialisation contribuent-ils à faire du boulevard un « haut lieu » (Debarbieux, 1995, 2003) du cosmopolitisme ?

# Chapitre 1 : Le boulevard Saint-Laurent, une *Main Street* reflet du cosmopolitisme urbain et politique ?

---

« *Streets and their sidewalk, the main public space of a city, are its most vital organs. Think of a city and what comes to mind? Its streets*<sup>13</sup> ».

Jane Jacobs, 1961, *Death and life of great American cities*

L'objectif de ce premier chapitre est d'interroger le boulevard Saint-Laurent, comme espace de lecture du concept du cosmopolitisme, en tant que projet politique et identitaire montréalais. Si les hommes politiques québécois et canadiens préfèrent les termes d'interculturalisme ou de multiculturalisme, j'utiliserai dans ce chapitre celui de cosmopolitisme. Cette démarche de recherche permet de dépasser une analyse centrée sur les communautés en prenant en compte l'individu, les hybridités (Hall, 2008 ; Hollinger, 1995) et les jeux d'échelles. Les critiques scientifiques du concept de multiculturalisme ont été nombreuses (Hall, 2008 ; Hollinger, 2002), notamment au Canada (Bissoondath, 1995) et les auteurs reviennent à cet ancien concept de cosmopolitisme (Beck, 2006 ; Vertovec et Cohen, 2002 ; Glazer, 1997) l'appelant parfois *new cosmopolitanism*, le déclinant sous plusieurs formes, du *rooted, subaltern* au *critical cosmopolitanism*. Il s'agit aussi de passer d'une lecture théorique du cosmopolitisme à sa traduction empirique et spatiale, notamment par la rue.

Lien entre sphère publique politique et espace public matériel, le boulevard Saint-Laurent, comme rue commerçante centrale, constitue un espace pertinent pour appréhender les traductions spatiales des politiques de la diversité. L'accueil et l'insertion des immigrants ont fortement évolué à toutes les échelles de la fédération (Canada, Québec, Montréal) depuis les années 1970. Le boulevard n'est pas forcément une priorité de cette politique. Cependant, c'est le lieu d'installation des immigrants aux XIXe et XXe siècles et, en tant que tel, il permet de comprendre l'importance du fait migratoire dans la construction de la métropole montréalaise, de même que l'antagonisme traditionnel entre francophones et anglophones. Dans le contexte québécois d'interculturalisme, les deux éléments forts à retenir sont le statut central de la langue française et la reconnaissance du besoin d'une politique d'aménagement de la diversité, deux

---

<sup>13</sup> « Les rues et leurs trottoirs, le principal espace public d'une ville sont ses organes vitaux. Pensez à une ville et que vient-il à l'esprit ? Ses rues ».

points qui ont des incidences sur l'espace urbain (langue de l'affichage, marquage, toponymie, aménagement urbain). Le boulevard Saint-Laurent est donc un espace privilégié de construction d'un paysage cosmopolite. Quelles sont les spécificités montréalaises dans cette mise en valeur de la diversité ? Peut-on parler de *multicultural planning* (Sandercock, 1998) sur le boulevard ?

Ce chapitre est l'occasion de souligner les traductions spatiales du cosmopolitisme au travers de trois dimensions identitaires de la rue : une dimension historique (le boulevard comme ancienne frontière), une dimension urbaine (le boulevard comme rue principale dans l'organisation de la ville) et enfin, une dimension politique (le boulevard reflet de ces politiques de gestion de la diversité). J'interrogerai d'abord le boulevard Saint-Laurent comme espace pour lire le cosmopolitisme de par son épaisseur historique et spatiale, en revenant sur ma méthode de terrain. La marche et les entretiens ont construit mon objet de recherche et ont permis de resituer le cosmopolitisme comme le sujet central à analyser sur la rue commerçante. Dans un second temps, je montrerai comment le boulevard Saint-Laurent constitue une *Main Street* métropolitaine, une vitrine de la ville, en même temps qu'une rue commerçante de quartier : ces deux aspects contribuent à faire du boulevard un espace caractérisé par le cosmopolitisme et reconnu comme tel dans les discours journalistiques, littéraires, mais aussi dans ceux des acteurs politiques. Enfin, j'analyserai le paysage du boulevard comme reflet des différentes échelles des politiques de la diversité, afin de réfléchir aux liens entre espace et cosmopolitisme comme projet politique.

### **1.1. Le boulevard Saint-Laurent : un espace pour lire le cosmopolitisme**

Le boulevard Saint-Laurent se caractérise par le cosmopolitisme : les immigrants sont venus s'y installer aux XIXe et XXe siècles et plusieurs quartiers ethniques se sont créés le long de la rue. Les marques laissées par les immigrants permettent de délimiter le terrain d'étude, la rue et son épaisseur. D'abord frontière entre anglophones et francophones, le boulevard devient ainsi couture : il est l'espace de rencontre et le lien entre ces différents quartiers ethniques. De par cette concentration et l'urbanité qui en résulte du fait de la coprésence de groupes différents, le boulevard, espace public urbain par excellence, constitue un espace pour lire le cosmopolitisme urbain.

### 1.1.1. Le boulevard Saint-Laurent, métonymie de la ville et de l'histoire de l'immigration

« Vivre la Main, c'est vivre une ville en raccourci »  
Thériault Normand, « Montréal. Depuis 100 ans, la « Main »,  
(*Le Devoir, Cahier spécial*, samedi 1 octobre 2005, p.H1)

#### *Entre francophones et anglophones : un espace frontière, un espace repère*

« D'abord évidemment, ça se trouve être comme une frontière entre l'est et l'ouest et entre les francophones et les anglophones de la ville, au départ. Après ça... Parce que il y a quand même eu des anglophones sur le boulevard Saint-Laurent et aux alentours, mais c'était vraiment comme une limite si on veut »

Une résidente du boulevard Saint-Laurent, entretien, 2 octobre 2012

Une « frontière », une « limite » : c'est ainsi que la plupart des personnes que j'ai interrogées décrivent le boulevard. Une employée de l'association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées installée sur le boulevard, se souvient des premières années quand elle est arrivée d'Italie à Montréal. À l'époque de ses études à l'Université de Concordia dans les années 1970, un soir de sortie dans un restaurant sur l'avenue du Parc, une de ses collègues était complètement perdue : elle n'était jamais venue « de l'autre côté » du boulevard, du côté anglophone. Pour elle, le boulevard Saint-Laurent constituait « un mur de séparation », comme si c'étaient « deux mondes coupés » (entretien, 18 octobre 2011). La littérature québécoise véhicule cette même image : le boulevard est « rue de démarcation » chez Mordecai Richler (1955), « manière de méridien de Greenwich montréalais » chez l'écrivaine québécoise Dominique Fortier (2010), « frontière » chez Alain Médam (2005), ou encore « cette grande rue qui divise Montréal en deux » chez le romancier François Gravel (2005).

Depuis sa naissance au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la ville de Montréal présente une dualité linguistique, entre francophones et anglophones. D'abord à dominante française et autochtone, Montréal devient successivement majoritairement francophone puis anglophone après les victoires britanniques de 1759 et 1760 et l'arrivée massive d'Écossais et d'Irlandais. Le groupe francophone l'emporte à nouveau dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces deux groupes linguistiques organisent alors la ville en formant une mosaïque de quartiers selon la langue, la religion et l'origine. À l'est du boulevard, s'étendent les quartiers francophones avec les Canadiens-français et à l'ouest, les anglophones, avec les quartiers anglais, irlandais ou écossais. « Très tôt, au 19<sup>e</sup> siècle, les observateurs avaient noté un phénomène de polarisation territoriale : la rue Saint-Laurent séparait la ville en deux » (Linteau, 1992 : 47) (fig. 1.1.). Cette séparation est



cependant à nuancer. L'historien André Linteau (1992) souligne la présence de Canadiens-Français à l'ouest et inversement. Le géographe Raoul Blanchard (1947) ajoute quant à lui une « troisième ville » à la francophone et à l'anglophone : la ville « israélite ». Pourtant, les travaux scientifiques utilisent volontiers cette image des « deux solitudes » (McLennan, 1945) pour décrire la ville de Montréal, au point que cette idée, appliquée par les historiens canadiens aux évolutions géopolitiques différenciées des empires français et britannique (Roy, 2005), est devenue un cadre d'interprétation de l'expérience canadienne<sup>14</sup>. « Bien que l'étanchéité de la division linguistique de l'espace montréalais ait souvent été exagérée, il n'en demeure pas moins que la répartition spatiale des deux communautés à cette époque a eu une influence profonde sur la vie sociale, économique et politique à Montréal » (Levine, 1997 : 8-9). Surtout, cette séparation a pu atténuer les risques de conflits entre les différents groupes grâce à « une véritable stratégie de cloisonnement ethnique – l'antithèse du melting pot américain – [...]. Ainsi, les dirigeants de chaque ethnie ont créé un ensemble de sociétés nationales et d'organisations charitables dont la tâche est d'encadrer les membres de leur groupe et de minimiser les frictions » (Linteau, 1992 : 48). Ce partage de l'île jusque dans les années 1960 découle de l'application « du principe de coexistence pacifique selon lequel « les bonnes barrières sociales permettent le bon voisinage » (Levine, 1997 : 31). La géographe Claire McNicoll avançait en 1993 la notion de « confort culturel » pour expliquer cette ségrégation résidentielle montréalaise : selon elle, cette caractéristique se poursuivrait aujourd'hui, ce que Martha Radice (2000) confirme par son étude des Montréalais-anglophones (fig. 1.2.). L'inconnu conditionne en effet un désir « d'agrégation » avec ses semblables dans un environnement culturel spécifique.

Une scission sociale s'ajoute à cette scission linguistique et résidentielle. Puisque les quartiers francophones sont largement ouvriers tandis que les quartiers anglophones sont historiquement plus aisés, c'est une « ségrégation double » qui s'opère sur le sol montréalais (Mc Nicoll, 1993). Bien que majoritaire numériquement dès le milieu du XIXe siècle, le groupe francophone est ainsi réduit au statut de minorité par rapport à la population anglophone jusque dans les années 1960, quand débute la « Révolution tranquille<sup>15</sup> ». Les années 1960 correspondent

---

<sup>14</sup> Charles Taylor (1992) a notamment publié un ouvrage intitulé *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme au Canada* (textes rassemblés et présentés par Guy Laforest), Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, sur les identités canadiennes et québécoises et les possibilités de solutions pour un pluralisme national. D'autres auteurs utilisent cette formule pour parler du Québec et du Canada anglophone, comme Johanne Jean-Pierre, 2013, « Teaching sociology of education in Canada : a comparative study of the two solitudes », *International Studies in Sociology of Education*, 23 : 1, pp. 39-55.

<sup>15</sup> La Révolution tranquille part d'un mouvement social de grande ampleur au Québec dans un double mouvement de « laïcisation des institutions » et de « sécularisation de la société » (Hamel, Jouve 2006). Le terme désigne l'époque durant laquelle les hommes politiques québécois (Jean

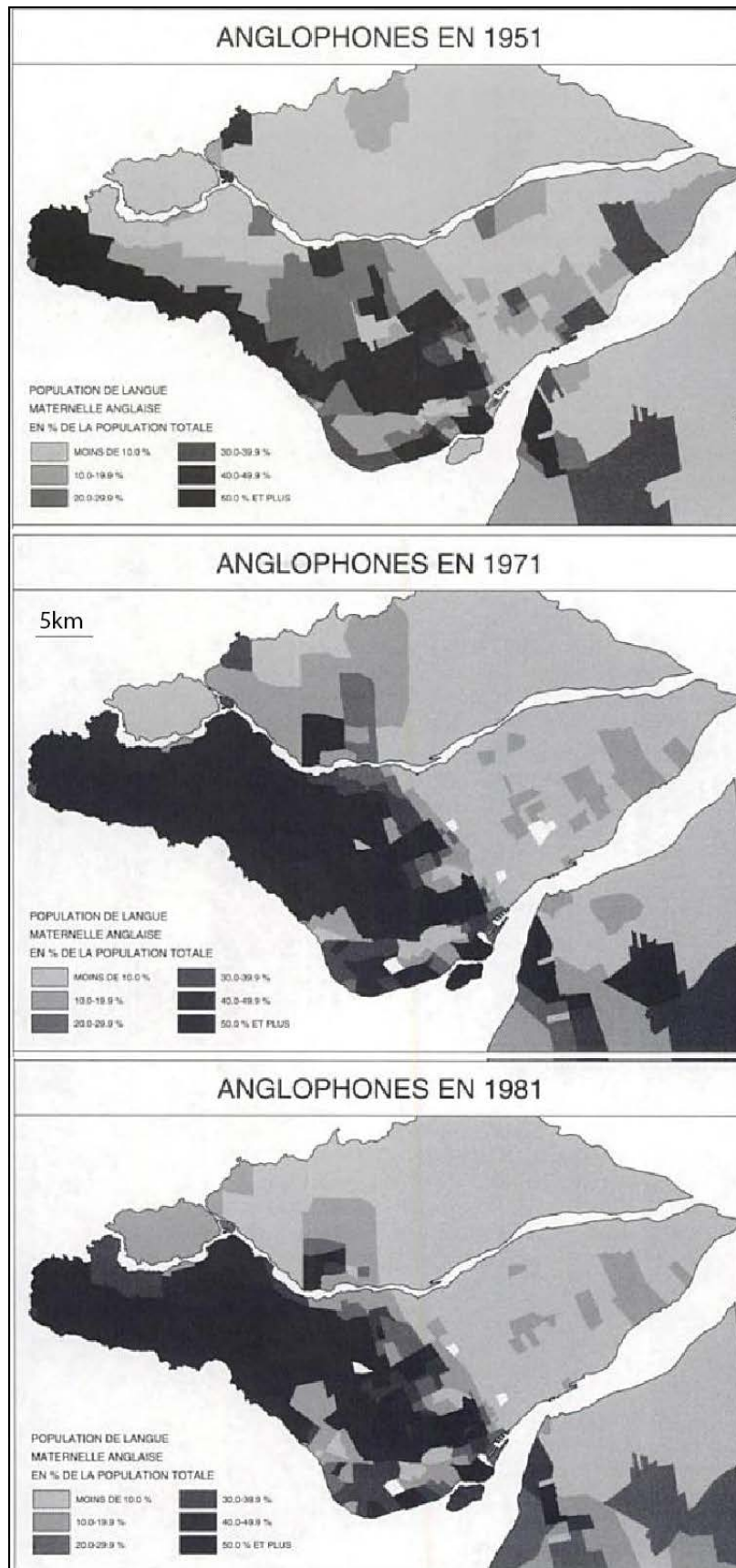
à une remise en cause des figures identitaires traditionnelles, notamment en ce qui concerne la religion catholique et les autorités ecclésiastiques. « Plutôt qu'une révolution radicale, c'est une réorientation d'ampleur, d'ailleurs parente de celle qui survient à l'époque dans bien des pays occidentaux [...] » (Létourneau, 2004 : 82). Ces changements vont de pair avec le « rééchelonnement de la province par rapport aux autres régions nord-américaines » : pour répondre au déclassement, « il s'agit d'utiliser l'État comme moyen de redressement économique et levier de développement pour la collectivité » (Létourneau, 2004 : 84). La prise de conscience de la part des Canadiens-français de leur position d'infériorité économique vis-à-vis des Canadiens-Anglais – l'écrivain Pierre Vallières<sup>16</sup> (1967) va jusqu'à comparer les Canadiens-français aux Afro-Américains, alors en lutte pour leurs droits civiques, les qualifiant de « nègres blancs d'Amérique » – les pousse à investir trois grands chantiers : l'éducation, la politique sociale et la santé. Cette démarche d'« affirmation québécoise » (Létourneau, 2004) entérine aussi le passage de la référence canadienne-française à celle québécoise. Depuis, si certains quartiers francophones à l'Est de la ville restent plus pauvres que des quartiers ou municipalités anglophones, la coupure sociale et économique entre l'est et l'ouest de la ville est moins profonde qu'auparavant (Annexe 1.1.). Surtout, les quartiers centraux connaissent un phénomène de gentrification, un processus qui tend à effacer la frontière sociale traditionnelle du boulevard Saint-Laurent.

---

Lesage notamment) se dotent des institutions nécessaires à l'affirmation de l'indépendance du Québec au sein de la fédération canadienne.

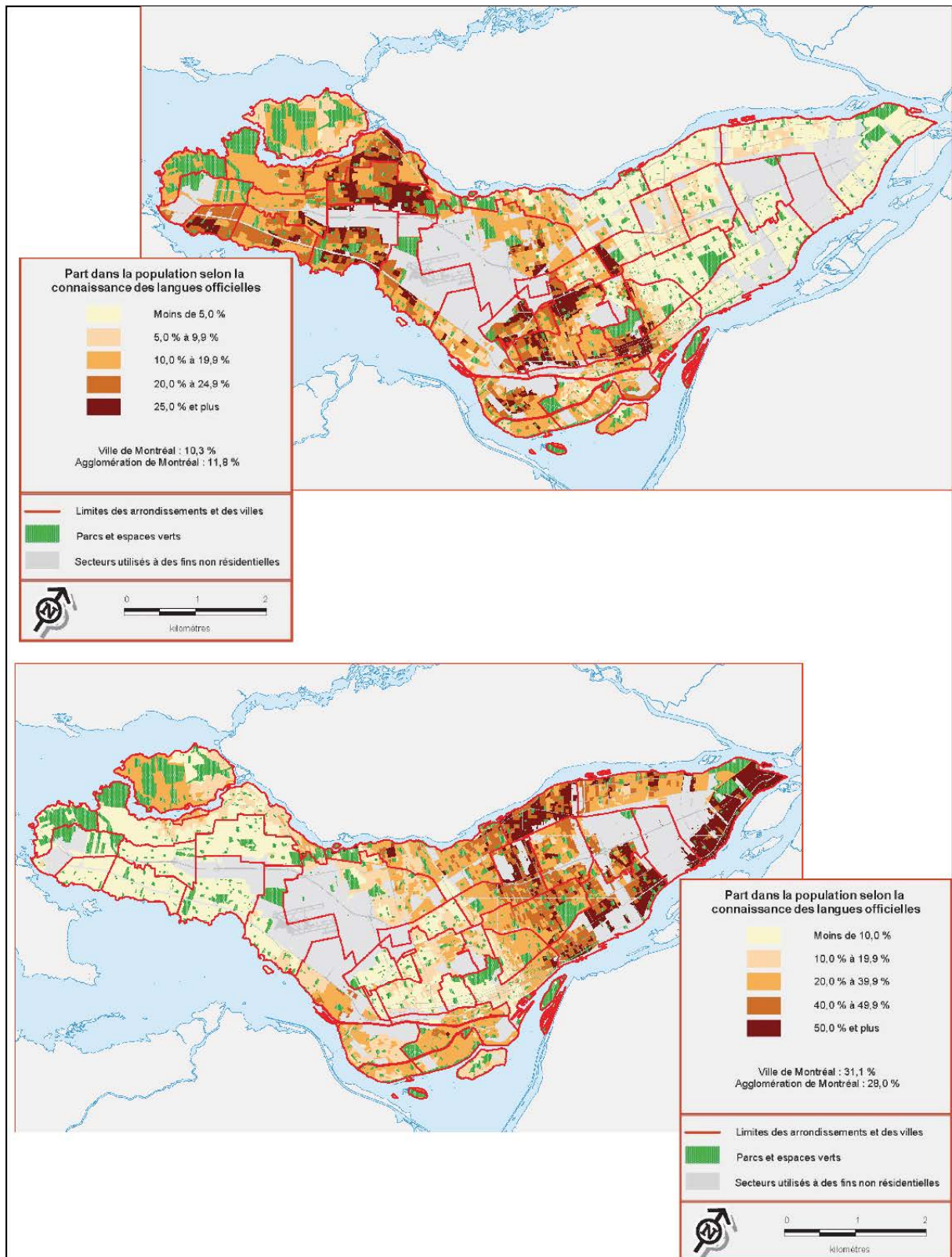
<sup>16</sup> Pierre Vallières (1938-1998) est un journaliste et écrivain québécois et une des figures intellectuelles majeures du Front de libération du Québec (FLQ).

Figure 1.1. La population anglophone à Montréal en 1951, 1971 et 1981



La population Anglophone entre 1951 et 1981 réside surtout à l'ouest de l'île de Montréal : on retrouve la « frontière » du boulevard Saint-Laurent (source : Pierre Drouilly, p. 148 et 149).

Figure 1.2. La persistance d'une différenciation Est-Ouest au niveau de la langue



Source : Montréal en statistiques, Atlas 2011 de l'agglomération de Montréal

Aujourd'hui, la plupart des habitants s'accordent sur le fait que cette frontière entre anglophones et francophones n'existe plus au niveau du boulevard Saint-Laurent. Un article du

*Devoir* rapporte en 2003 qu'« une frontière linguistique disparaît<sup>17</sup> » et que le boulevard est désormais un espace où francophones, anglophones et allophones peuvent se sentir à l'aise. Un ancien commissaire au développement économique du Plateau-Mont-Royal (entretien, mai 2007) résume ainsi : « avant, c'était la frontière entre l'est et l'ouest de Montréal. Et il est passé d'un symbole de division à un symbole de rassemblement ». Pour certains, la limite entre quartiers francophones et quartiers anglophones se repère plus à l'est, au niveau de la rue Saint-Denis, voire de la rue Papineau (fig. 0.1) ; d'autres soulignent la progression de l'anglais comme langue d'usage dans les commerces du boulevard Saint-Laurent. Un habitant du Plateau Mont-Royal résume les évolutions (entretien, 31 août 2012) :

« Ça commence à s'effacer un peu mais malheureusement, il n'y a pas beaucoup de volonté. Quand tu vas un peu plus vers l'est, j'entends plein de mes amis qui disent qu'on entend parler anglais sur la rue Papineau – Ontario, ça n'a pas d'allure. Malheureusement, j'ai aussi des amis anglophones qui habitent à West Island qui ne mettraient jamais le pied à l'Est de l'autre côté du boulevard Saint-Laurent. Mais c'est assez rare, ce qui change la donne beaucoup, c'est tous les anglophones qui ne connaissent pas Montréal qui sont venus depuis les années 90 à peu près et récemment ».

Les deux espaces linguistiques semblent perdurer, mais la frontière entre les deux deviendrait plus poreuse. Selon Martha Radice (2000 : 58), « les Montréalais anglophones parlent [...] du *west end* et du *east end* de la ville. Le premier s'étend dans l'ouest à partir à peu près d'Atwater jusque dans Montréal-ouest ; le dernier commence peut-être à Papineau pour s'étendre dans l'est, quoique, pour certains qui connaissent moins bien le Plateau Mont-Royal, l'Est commencerait à la rue Saint-Denis ». De même, son analyse des trajectoires résidentielles des Anglo-montréalais montre que les mobilités entre l'est et l'ouest se font beaucoup plus que ne le suggère l'image des « deux solitudes ». Nombreux sont les Anglo-montréalais qui vont habiter pendant une période – pendant les études et un peu après – dans l'est de la ville. Ces mobilités résidentielles remettent « en question l'idée reçue que le territoire anglophone se situe strictement à l'ouest de la *Main* (le boulevard Saint-Laurent) » (Radice, 2000 : 64). Le symbole de la coupure est également devenu un aspect générationnel ou d'ancienneté dans la ville. Les jeunes montréalais ou les nouveaux arrivants ne voient pas le boulevard comme une barrière, mais simplement comme un repère pour se localiser en ville.

Ce statut de repère entre l'est et l'ouest remonte à l'année 1905, lorsque, le 3 octobre, sur décision du conseil municipal, les rues perpendiculaires se voient « attribuer des adresses postales à partir du boulevard vers les deux extrémités est et ouest de la ville [...] (elles étaient auparavant numérotées d'est en ouest sans rupture) » (Bourassa, Larrue, 1993 : 24). Une conseillère d'arrondissement du Plateau Mont-Royal habitant rue Saint-Hubert explique qu'elle

---

<sup>17</sup> Josée Boileau : « Une frontière linguistique disparaît », 15 janvier 2003, *Le Devoir*.

parle de « son côté » (l'est) par rapport au boulevard, tandis que son collègue, résidant avenue de l'Esplanade (à l'ouest du boulevard), parle de son propre côté (fig. 0.1). Selon elle, il y a encore une perception immédiate du territoire en fonction du boulevard. De même, lors de la seconde réunion de l'assemblée populaire et autonome de quartier<sup>18</sup> qui était censée représenter tous les résidents de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, les participants convoquent le boulevard comme limite entre l'est et l'ouest, au point que ceux habitant à l'ouest décident de créer leur propre organisation du côté du Mile End Ouest. Repère pour les habitants montréalais, le boulevard a également été le lieu d'installation des immigrants, le « boulevard des nouveaux citoyens » (Anctil, 2002).

### *Le « couloir de l'immigration » historique*

La rue offre un espace privilégié pour lire les transformations actuelles liées à l'immigration et aux évolutions des activités économiques, notamment à l'industrialisation. Dès le début du XXe siècle, la rue devient un espace important pour l'industrie de la confection, la fabrication de produits de tabac ou encore le brassage de la bière. « Très rapidement, à partir de 1900, le corridor de l'immigration en vient à abriter une des plus grandes concentrations d'usines au Canada, tendance qui s'accélère encore avec l'électrification des processus de production et l'arrivée d'une main-d'œuvre étrangère. En 1892, on installe une voie de tramway sur le boulevard Saint-Laurent et un prolétariat compact prend forme au cœur de la ville, de part et d'autre de la grande artère<sup>19</sup> ». La plupart des immigrants viennent en effet s'installer sur le boulevard ou à proximité et développent lieux de culte, associations et commerces, créant ainsi un espace de l'entre-deux ou une « zone franche » (Anctil, 2002), entre francophones et anglophones, un espace caractérisé par le cosmopolitisme. Si de nombreux habitants considèrent le Saint-Laurent comme l'ancienne limite entre anglophones et francophones où « tout était séparé », ils le voient également comme un « lieu de métissage » comme l'affirme ce membre de l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent* (entretien, 19 septembre 2011). La notion de métissage peut être définie comme un « processus continu d'interaction entre deux ou plusieurs cultures qui transforme, à des degrés divers, les cultures en contact. Ces dernières ne sont pas des entités stables, mais des

---

<sup>18</sup> Différentes assemblées populaires et autonomes de quartiers se sont formées en solidarité à la grève étudiante ou « printemps érable » et contre la loi spéciale (Loi 78) qui restreint le droit de manifestation de février à début septembre 2012. J'ai pu assister à la seconde assemblée de l'APAQ Plateau en juin 2012.

<sup>19</sup> Anctil, Pierre, « Boulevard Saint-Laurent : au cœur de la montréalité », [http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-247/Boulevard\\_Saint-Laurent:\\_au\\_coeur\\_de\\_la\\_montr%C3%A9alit%C3%A9.html#.URwMbOggqso](http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-247/Boulevard_Saint-Laurent:_au_coeur_de_la_montr%C3%A9alit%C3%A9.html#.URwMbOggqso), site consulté le 14 juillet 2014.

systèmes déjà constitués de manière relationnelle et donc déjà métissés, ce qui remet en cause l'idée d'une culture homogène ou d'une pureté originaire. La transmission suppose l'échange et l'échange sous-entend la négociation d'un rapport de force » (Turgeon, 2003 : 23). Si le boulevard Saint-Laurent a longtemps été « une frontière, un no man's land où le Montréalais était l'étranger », « les minorités, elles, étaient chez elles » raconte un guide touristique habitant dans la Petite Patrie (entretien, 28 octobre 2011). Selon lui, le fait qu'il n'y ait « ni église protestante, ni église catholique de chaque côté dans un secteur du boulevard » est un des signes de cette non-appartenance aux deux groupes linguistiques majoritaires.

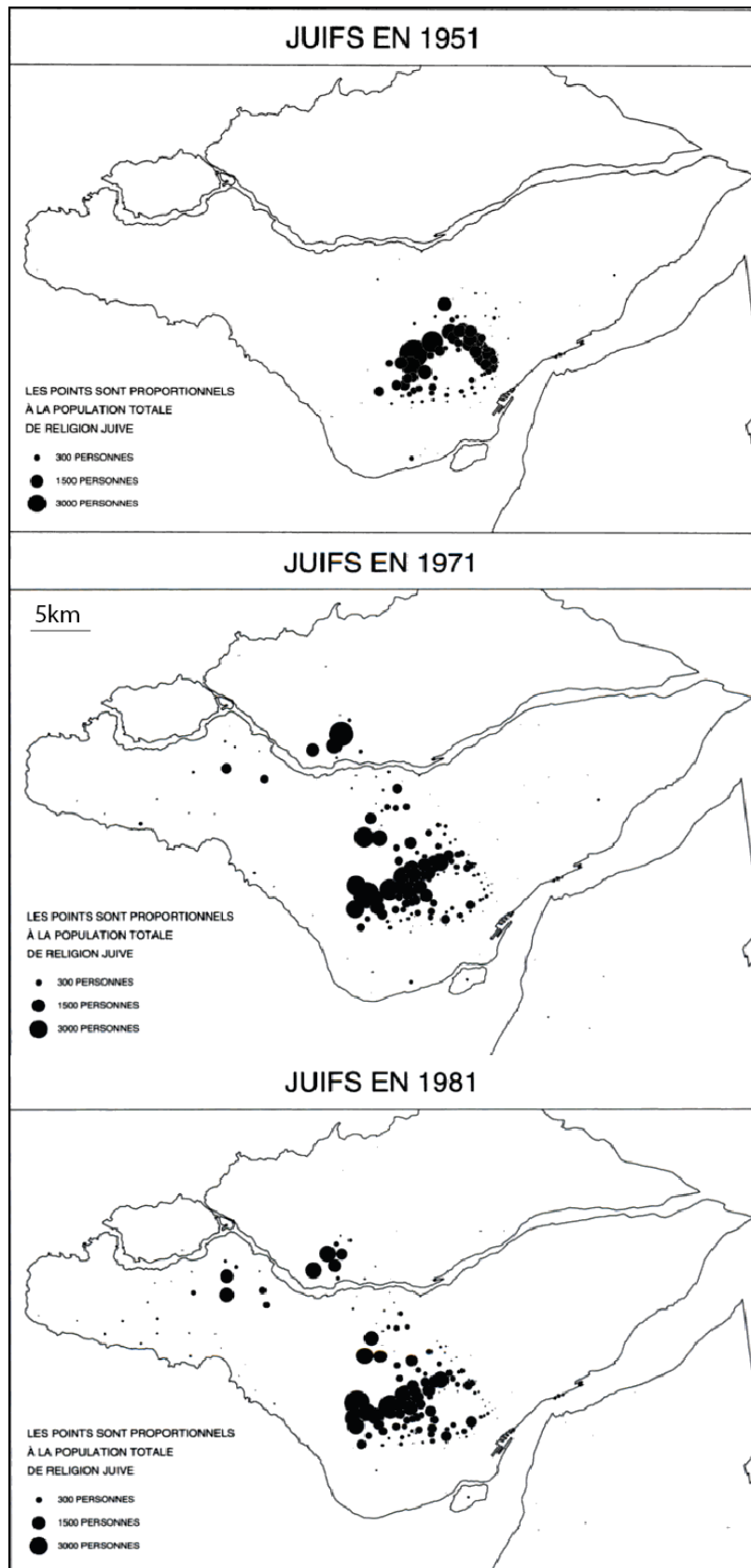
À la différence de la plupart des autres villes nord-américaines, Montréal n'était pas cosmopolite au XIXe siècle, elle ne l'est devenue qu'après la Première Guerre Mondiale (Linteau, 1982). La majorité des immigrants venant s'installer à Montréal choisissent les abords du boulevard Saint-Laurent, créant alors ce « couloir de pénétration privilégié des immigrants<sup>20</sup> ». Jusqu'à la Seconde guerre mondiale, les immigrants qui s'établissent sur le boulevard viennent majoritairement de Chine et d'Europe orientale et méridionale (notamment des Juifs et des Italiens) : ce sont les travailleurs employés dans l'Ouest, à la construction de chemin de fer ou à l'exploitation de mines. Après 1945, leurs origines se diversifient et Grecs et Portugais s'implantent sur le boulevard. La fin des années 1960 marque enfin la venue d'un grand nombre d'Asiatiques et d'Antillais, puis d'Africains, de Latino-Américains et de personnes originaires du Moyen-Orient, qui optent aussi, pour une partie d'entre eux, pour le boulevard, alors même que les anciennes communautés d'immigrants commencent à choisir d'autres quartiers de résidence.

Le premier courant d'immigration chinoise à Montréal qui débute à la fin des années 1880 est formé de paysans pauvres, venus de la Chine du sud, plus précisément du Guangdong (Helly, 1987). Dès le début du XXe siècle, les journaux utilisent le terme de « quartier chinois » pour désigner cette enclave asiatique installée dans « la section de la rue LaGauchetière comprise entre les rues Chenneville et Saint Charles-Borromée », aujourd'hui devenue la rue Clark (Helly, 1987 : 213). Ces immigrants viennent s'installer dans ce quartier du faubourg Saint-Laurent alors habité par des personnes d'origine anglaise, irlandaise et canadienne-française, et quelques dizaines de personnes, de confession juive. Ils choisissent d'abord la rue de la Gauchetière pour ouvrir épiceries, blanchisseries et magasins divers car les loyers sont moins chers que sur le boulevard. Ils gardent cependant comme objectif de s'implanter sur cette rue principale, qui attire une clientèle plus vaste et diversifiée (Helly, 1987).

---

<sup>20</sup> M Pierre Anctil, Dialogue St-Urbain, à M. Larry Friend, secrétaire exécutif, Commission des lieux et monuments historiques du Canada, le 3 juillet 1995.

Figure 1.3. La communauté juive à Montréal en 1951, 1971 et 1981



Sur les cartes, on peut voir la concentration de la population juive autour du boulevard Saint-Laurent en 1951 et un mouvement vers l'ouest et vers Outremont dès les années 1970. (Source : Pierre Drouilly, p. 124 et 125)



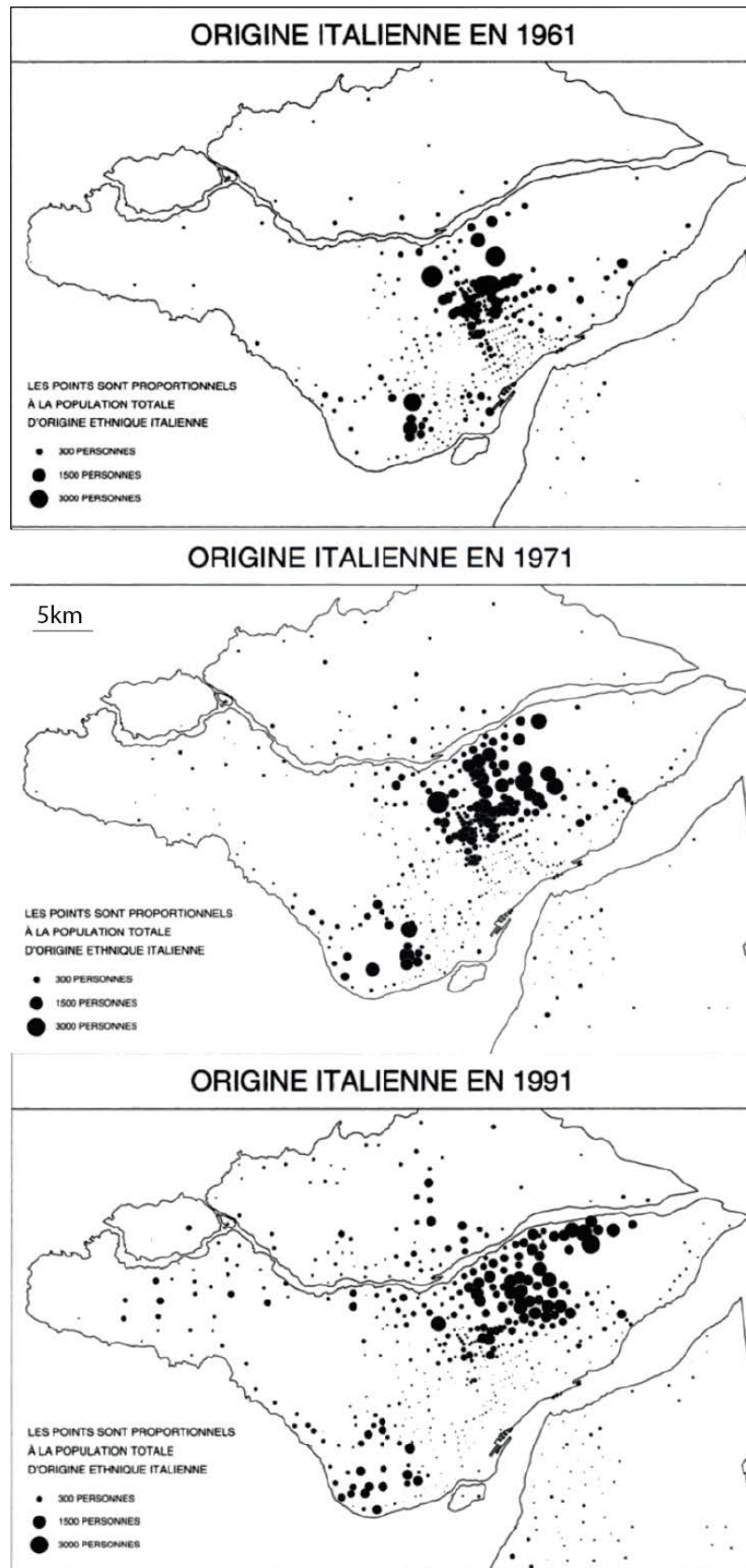
À la même époque, entre 1880 et 1914, plusieurs milliers de Juifs d'Europe de l'Est viennent s'installer à Montréal, où ils fondent leurs propres congrégations. Les analyses de Mario Polèse, Pierre Hamel et Antoine Bailly (1978) s'inscrivent dans la continuité de la géographie de Raoul Blanchard (1947) pour ce qui est de la concentration de la communauté juive. Cette « ville dans la ville » ou « troisième solitude » pendant l'entre-deux-guerres (Margolis, 2010) possède sa propre « infrastructure institutionnelle : écoles, hôpitaux, théâtres, synagogues, etc. » (Polèse, Hamel, Bailly, 1978 : 37). Le « couloir traditionnel » accueille la communauté juive ouvrière, les *downtowners*, par opposition aux *uptowners*, qui habitent le haut de la montagne, dans les municipalités d'Outremont et de Westmount (Croteau, 2010). « En 1931, les Juifs forment la majorité de la population dans les quartiers Saint-Louis et Laurier et plus du tiers des habitants dans ceux de Saint-Michel et de Saint-Jean-Baptiste » (Dansereau, 2010 : 142). La zone urbaine constituée des rues Saint-Urbain et Clark, du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue du Parc en bordure du Mont-Royal concentre en effet la plupart des institutions communautaires juives. Elle s'arrête, dans un premier temps, à la hauteur de la rue Sherbrooke, pour être repoussée vers le Nord au fil des ans jusqu'à la rue Jean-Talon (fig 1.3.).

Ce déplacement vers le Nord caractérise aussi l'immigration italienne (fig. 1.4.). Dès les années 1910, les migrants se concentrent dans le Mile End, avant de se déplacer plus au Nord, jusqu'à la rue Jean-Talon, dans le quartier désormais communément appelé la « Petite Italie » (Ramirez, 1984). Si la fin du XIXe siècle avait vu arriver une immigration masculine, souvent d'origine paysanne du Sud de l'Italie, le début du XXe siècle se caractérise par une immigration plus large permise par une politique de regroupement familial. Comme les Chinois au sud du boulevard, ces migrants italiens travaillent surtout à la construction et à l'entretien des chemins de fer (Canadien Pacifique et la Compagnie du Grand Tronc<sup>21</sup>). L'immigration italienne perdure jusque dans les années 1970, avant de baisser fortement. Cette communauté s'est ensuite installée plus à l'Est, vers Saint-Michel et Saint-Léonard et Montréal-Nord. Leur statut social, peu élevé, les rapproche des francophones et les institutions catholiques se trouvent plutôt dans les quartiers francophones. Ces migrants forment aussi une « ville dans la ville », certes moins dense que les quartiers juifs, mais englobant largement les quartiers de Villeray, Saint-Michel et Saint-Léonard.

---

<sup>21</sup> Le réseau de la compagnie du Canadien Pacifique s'étend de Montréal à Vancouver. La compagnie du Grand tronc est en charge de la construction de la voie ferrée reliant Montréal à Toronto.

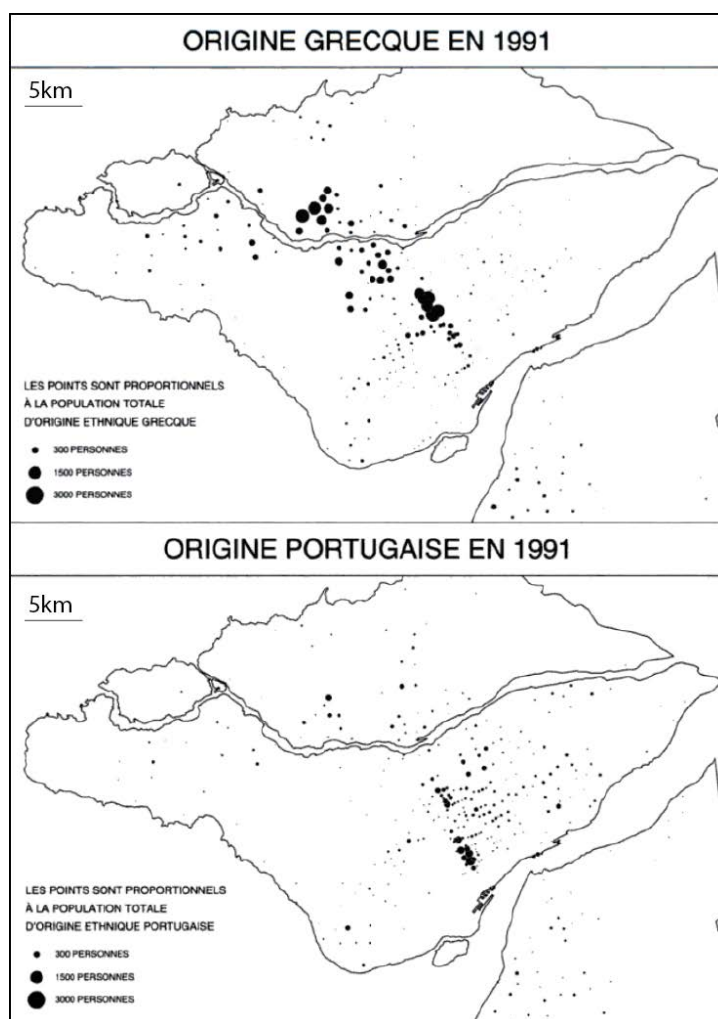
Figure 1.4. La communauté d'origine italienne à Montréal en 1961, 1971 et 1991



On voit la concentration de la population d'origine italienne autour du marché Jean-Talon en 1961 et 1971. En 1991, la population d'origine italienne s'est déplacée plus à l'Est, notamment vers Saint-Michel, Saint-Léonard et Rivière-des-Prairies. (Source : Pierre Drouilly, p. 120, 121 et 132)

Les Grecs et les Portugais, plus récemment arrivés, surtout au moment de l'après-guerre, se sont également regroupés au départ dans le couloir traditionnel des immigrants. Les Portugais s'installent dans les années 1950 jusque vers 1974, date à partir de laquelle ils deviennent moins nombreux. « Rue Sherbrooke au sud, boulevard Saint-Joseph au nord, rue Saint-Denis à l'est et avenue du Parc à l'ouest : une écrasante majorité de Portugais décide de s'installer à l'intérieur de cette zone, dans le quartier Saint-Louis. Après avoir reçu des Juifs, des Ukrainiens, des Polonais, des Italiens, et bien d'autres, c'est au tour des Portugais de suivre le « corridor des immigrants » et de s'approprier ce petit coin de Montréal. » (Belimira, 2004 : 69-70). « En 1981, les Portugais semblent amorcer un mouvement vers le nord de la ville (Teixeira, 1986), sans vraiment alléger le quartier Saint-Louis où, en 1986, ils construisent une église et aménagent un centre communautaire » (Lavigne et al., 1995 : 428) (fig. 1.5).

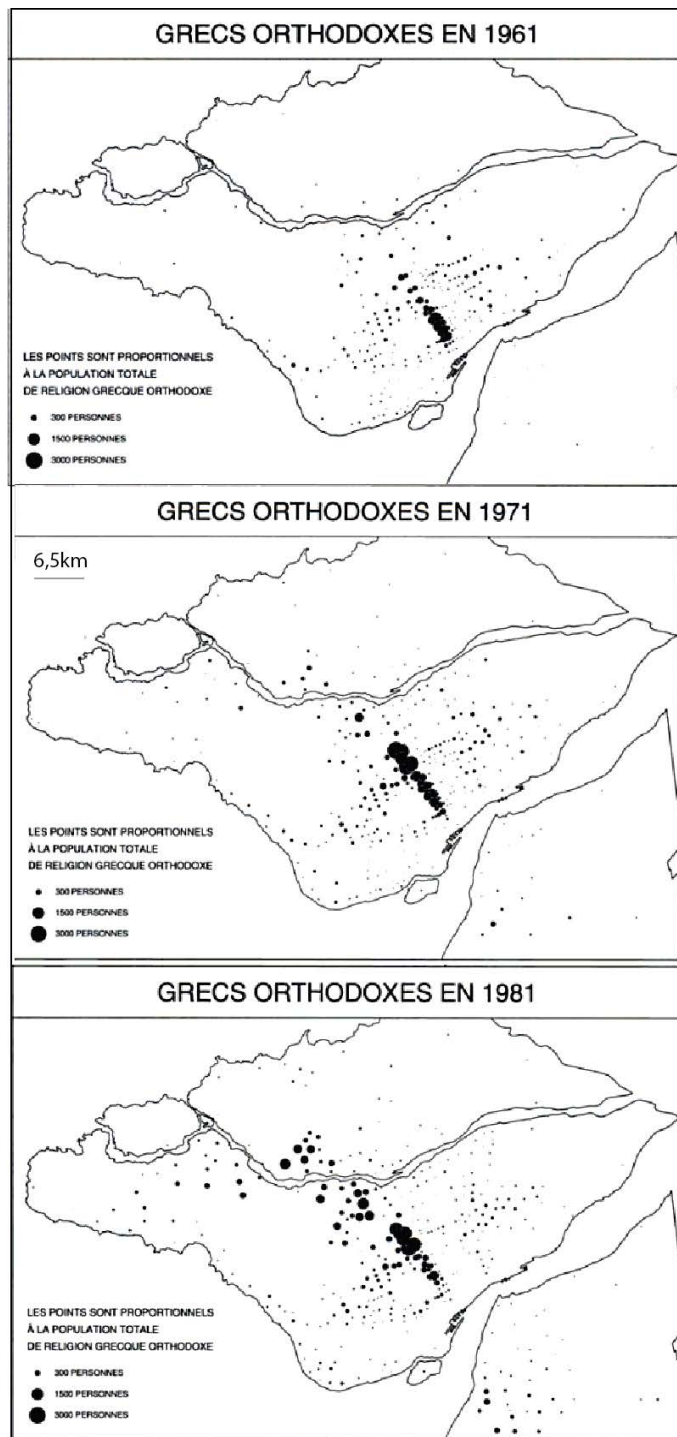
**Figure 1.5. La population d'origine portugaise à Montréal en 1991**



En 1991, les populations d'origine grecque et portugaise se sont dispersées dans l'île de Montréal et dans les banlieues. Il existe cependant un noyau autour du boulevard Saint-Laurent, plus au sud pour la communauté d'origine portugaise que pour la population d'origine grecque. (Source : Pierre Drouilly, p. 133 et 134)

Enfin, si la communauté grecque s'est aussi d'abord concentrée dans le « corridor historique », c'est l'avenue du Parc (ou Park Avenue), plus que le boulevard Saint-Laurent, qui constitue pour la communauté un des lieux fondateurs (fig. 1.6.). Les Grecs ont ensuite été nombreux à résider dans le quartier de Parc Extension dès les années 1950 et 1960, au point de former ce que certains qualifient d'« enclave ethnique » (Dansereau, 1995).

**Figure 1.6. La population grecque orthodoxe à Montréal en 1961, 1971 et 1981**



Dès 1961, la communauté grecque se concentre sur les axes du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue du Parc. Puis, les années suivantes montrent une extension vers le Mile End et Parc-Extension (en 1971) puis dans le prolongement de ce corridor, vers Ville Saint-Laurent et le quartier Chomedey à Laval (en 1981). « Comme les recensements de la population ne fournissent pas toujours de données sur la catégorie "origine ethnique grecque" », Pierre Drouilly utilise ici la religion grecque orthodoxe pour repérer la communauté grecque.

(Source : Pierre Drouilly, p. 128-129)

Ainsi, la plupart des nouveaux venus s'installent à proximité de la frontière du boulevard Saint-Laurent : depuis le Vieux-Montréal jusqu'à Villeray, du Sud vers le Nord. « *By the early 20th century the Main had become a cosmopolitan highway, a "third city", neither French, nor English, along which each ethnic group passed. Some rested there only briefly, others for a longer time. There was a constant ebb and flow, one group replacing another as soon as a vacuum formed*<sup>22</sup> » (Gubbay, 1989 : 57). La géographie résidentielle de la population immigrée est la traduction spatiale des liens culturels de la nationalité d'origine partagée : chaque groupe s'insère dans l'espace montréalais en fonction de ses affinités culturelles et linguistiques propres, mais aussi selon le revenu ou le mode de vie. Les groupes sans lien culturel particulier avec les deux communautés premières sont les plus concentrés. Ainsi, les Italiens, les Grecs et les Portugais, de la même façon que les Juifs et les Chinois, conservent leurs distances à l'égard des deux zones linguistiques, même si ces deux derniers montrent une légère préférence pour l'anglophonie. Ces groupes sont suffisamment nombreux pour former des communautés structurées et leurs modes de vie se distinguent nettement des deux grandes communautés anglophone et francophone montréalaises, si bien qu'ils sont à l'origine de quartiers particuliers, véritables quartiers ethniques. La géographie résidentielle des immigrants, mais aussi des « deux peuples fondateurs » à Montréal semble suivre certaines lignes directrices, selon le statut social et la spécificité culturelle ou ethnique, ou encore si le groupe « atteint un certain seuil au point de vue du nombre et qu'il est alimenté par une immigration récente et soutenue » (Polèse, Hamel et Bailly, 1978 : 41). Les populations immigrantes tendent à reproduire la séparation spatiale entre anglophones et francophones, opérant alors une « intégration par segmentation » au sein de l'espace urbain (Germain, 1997a).

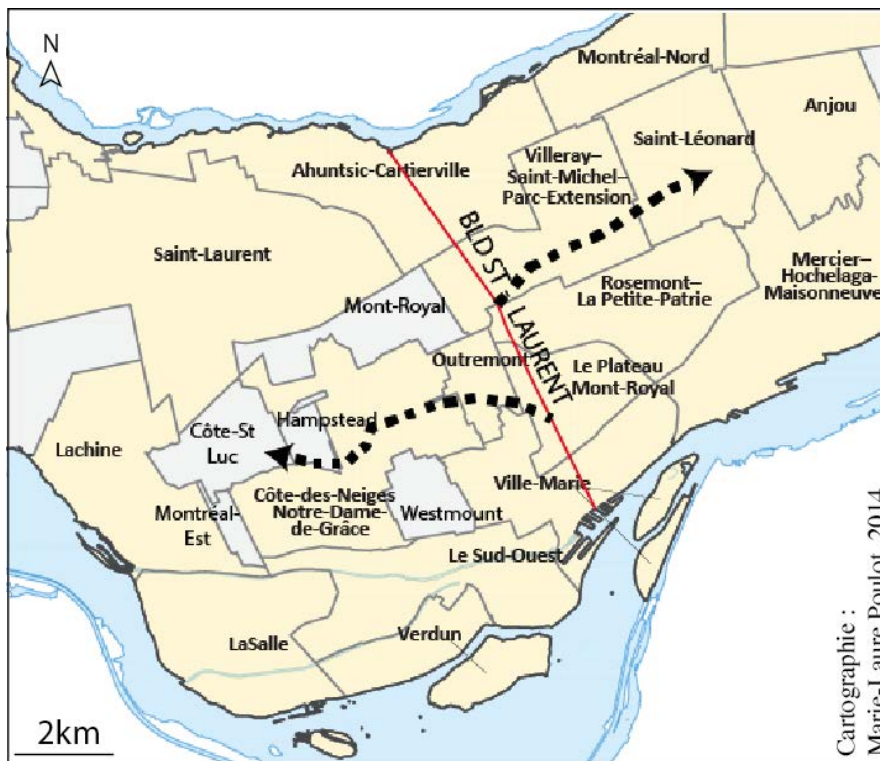
Claire McNicoll (1993) définit les années 1960 comme le tournant dans le paysage ethnique montréalais, avec un nombre croissant d'immigrés dans des quartiers situés plus en périphérie de la ville de Montréal. En effet, dès 1971, les migrants ont entamé leur déplacement vers d'autres lieux de résidence : les Grecs, par une pénétration vers l'ouest, le long des rues Van Horne et Jean-Talon mais aussi avec des îlots à l'est, dans Saint-Michel et Saint-Léonard ; les Portugais dans les quartiers adjacents, le Mile End et Saint-Louis (arrondissement Plateau-Mont-Royal), lequel porte d'ailleurs leurs marques (rachat et rénovation des maisons, azulejos...). À partir du couloir traditionnel, « deux bifurcations prennent naissance ; l'une, à la hauteur du Chemin de la Côte-Saint-Catherine, se prolonge vers l'ouest jusqu'à Côte-Saint-Luc, en passant par les quartiers d'Outremont, de Côte-des-Neiges et de Snowdon ; l'autre se dirige vers l'est, le

---

<sup>22</sup> « Au début du XXe siècle, le boulevard Saint-Laurent était devenu une grand rue cosmopolite, une "troisième ville", ni française, ni anglaise, le long de laquelle chaque groupe ethnique passait. Certains ne faisaient que passer, d'autres restaient plus longtemps. Il y avait un flux et reflux constant, un groupe remplaçant l'autre dès qu'un vide se formait ».

long de la rue Jean Talon, touchant des quartiers comme Villeray, Saint-Michel et Saint-Léonard » (Polèse, Hamel, Bailly, 1978 : 14) (fig. 1.7.). Cette tendance à l'étalement s'accroît de plus en plus dans les années 1980 : le boulevard Saint-Laurent ne constitue plus l'axe autour duquel la majorité des nouveaux migrants s'installent (Séguin, Bernèche et Garcia, 2000).

**Figure 1.7. Les « deux bifurcations » à partir du boulevard Saint-Laurent**



L'histoire de l'immigration désigne le boulevard Saint-Laurent comme espace d'arrivée et d'installation et de transit pour tous les groupes. Ce schéma classique se retrouve dans de nombreuses villes nord-américaines, avec un déplacement progressif des immigrants hors des premiers quartiers d'installation. Il y a plusieurs coupures entre les différentes communautés (linguistiques ou ethniques), mais ces coupures se déplacent, se chevauchent et rencontrent le boulevard qui ne constitue plus une limite forte aujourd'hui. Ce paysage changeant pouvait conduire à relativiser l'importance du cosmopolitisme sur le boulevard Saint-Laurent. Les différents entretiens et marches sur le boulevard m'ont toutefois conduite à recentrer le sujet autour de ce concept : la diversité était au cœur des entretiens et de l'espace. De plus, par ses limites fluctuantes à l'est et à l'ouest, la question de l'aire d'influence de la rue s'est posée.

### 1.1.1. La rue comme territoire aux limites fluctuantes : pratiques de terrain autour de la marche

« La Main est à la fois une rue et un quartier »  
Trevanian, *The Main*, éditions Gallmeister, 2013 (1976), p. 14

Objet géographique, « la rue manifeste la ville » (Fleury, 2004) : le boulevard Saint-Laurent témoigne des vagues d'immigration et de l'industrialisation de la ville toute entière. Les migrants ont façonné le boulevard et ses quartiers environnants : leurs traces et marques qui définissent l'épaisseur de la rue et ses contacts avec les rues avoisinantes délimitent un espace du cosmopolitisme, un espace où cosmopolitisme et urbanité entrent en interrelation. C'est par la marche – solitaire ou collective, silencieuse ou en paroles, longue ou hachée – que j'ai pu appréhender les contours de mon terrain.

#### *La marche-observation en solitaire : parcourir « son » terrain pour le connaître et le délimiter*

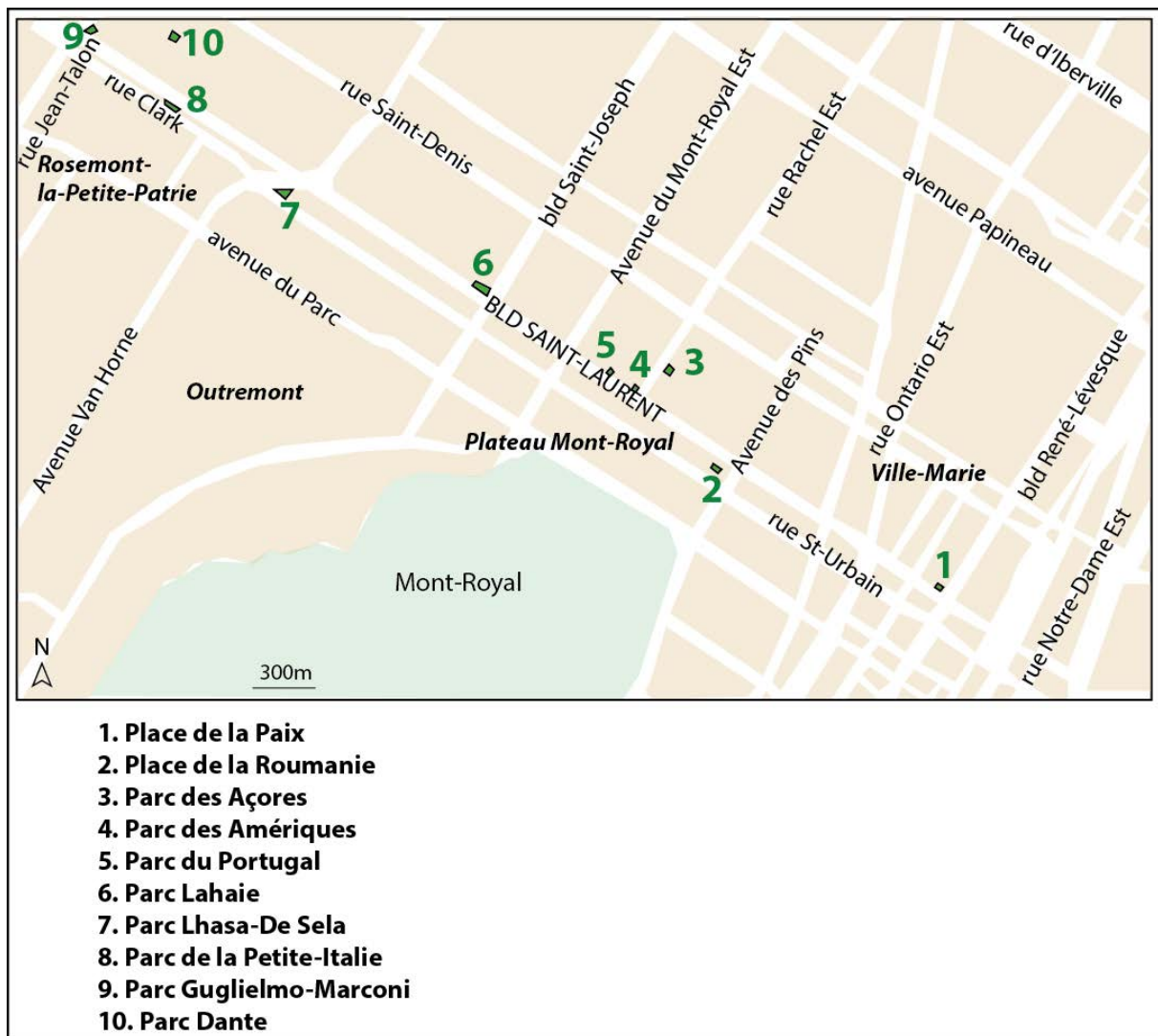
J'ai arpenté de manière régulière le boulevard Saint-Laurent, plusieurs fois de bout en bout, surtout au début de ma recherche. Il me fallait faire connaissance avec cet espace, ses continuités et ses ruptures (les quartiers aux ambiances différentes, la coupure créée par le viaduc Van Horne), plonger dans sa matérialité. Comme me l'expliquent de nombreux enquêtés, marcher le boulevard constitue la meilleure façon de se l'approprier. Ainsi, le directeur d'Héritage Montréal<sup>23</sup> déclare avoir « marché tout l'arrondissement fédéral » lorsqu'on lui a demandé un papier sur le patrimoine. Dans un de ses articles, il souligne combien « marcher le long de Saint-Laurent permet d'apprécier les grandes qualités du paysage bâti et de saisir les liens visuels entre la *Main* et les quartiers voisins, le fleuve ou la montagne. » (Bumbaru, 2001). Les marches, ou plutôt les marches répétées et étalées dans le temps, font apparaître les transformations urbaines et le passage du temps sur le paysage, depuis la construction ou la rénovation de certains bâtiments jusqu'aux démolitions comme sur l'îlot Saint-Laurent dans le Quartier des Spectacles. Ce n'est pas un effet de la marche en soi, mais celui de sa récurrence, des allers et venues « cumulatives » (Amphoux, 2001 : 153). Marcher sur le boulevard m'a aidée à délimiter mon terrain du Nord au Sud selon mes problématiques de recherche. À la manière du quartier, la rue ne constitue pas un espace en apesanteur, il est toujours nécessaire de la comprendre à l'intersection d'autres espaces et de prendre en compte le reste du territoire dans lequel elle s'inscrit. En observant les pratiques et les rythmes d'activité, j'ai éliminé le tronçon entre la rue Jean-Talon et la Transcanadienne. Cependant la marche seule ne permet pas de délimiter le terrain, elle est confortée par les entretiens, formels et informels, avec des citoyens : la plupart des enquêtés

---

<sup>23</sup> Héritage Montréal est l'association patrimoniale la plus importante à Montréal.

placent ce tronçon hors du « véritable » boulevard, défini *a contrario* comme un « espace qui se marche ». Inversement, alors que marcher la rue entre le Vieux-Port et le boulevard René-Lévesque me portait à mettre de côté cette portion, les entretiens m’ont persuadé de le prendre en compte.

**Figure 1.8. Exemples de places et parcs le long du corridor du boulevard Saint-Laurent**



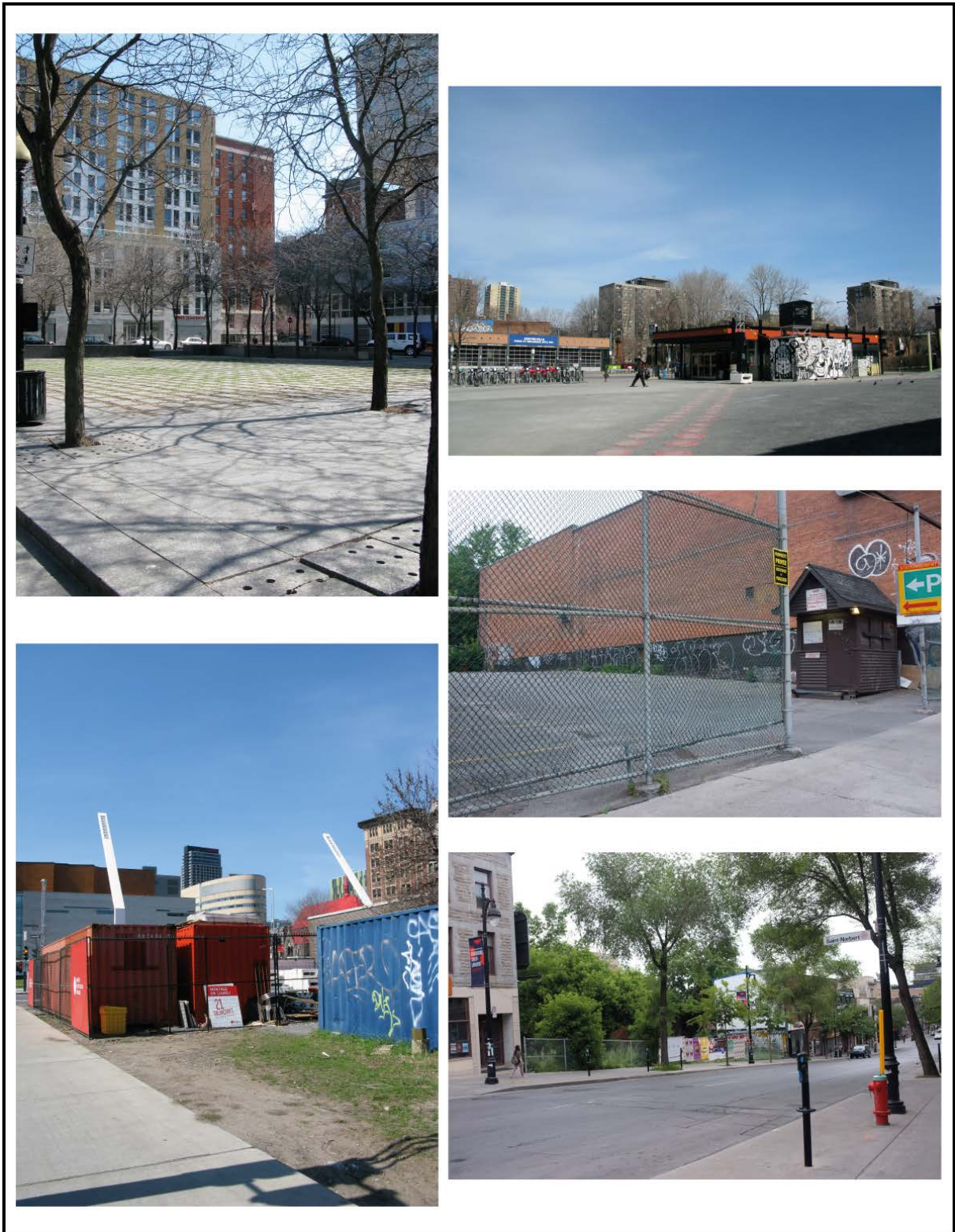
Ces premières longues marches se sont accompagnées de marches plus courtes et segmentées, dans un secteur particulier, afin de saisir l’épaisseur du boulevard et « les liens visuels » entre le boulevard et le reste de la ville, comme l’écrivait Dinu Bumbaru (2001). Quand le boulevard Saint-Laurent dans sa partie Petite Italie s’étale beaucoup plus que dans son tronçon quartier chinois, la marche permet de repérer les arches, les commerces, les lieux de culte ou les associations qui délimitent ces quartiers. Cette longue rue rectiligne présente également des ruptures et des « excroissances ». Places et parcs y sont présents, créant d’autres formes d’espaces



publics, sorte d'oasis ou de coupure dans la linéarité de la rue. Ainsi, du sud au nord : le parc des Amériques, le parc du Portugal, le parc Lahaie, le parc de la Petite Italie (fig. 1.8.). Si certains espaces ont été aménagés en espaces verts ou en place comme celle de la Paix dans le Quartier des Spectacles, d'autres restent sans usage précisé, voire en attente, sorte de friches dans la ville (fig. 1.9.). Ils sont laissés vacants, à l'abandon ou encore utilisés comme parcs de stationnements, caractérisés par un « temps de veille » (Andres, 2006). D'autres enfin font l'objet de nombreux projets, comme le terrain municipal autour de la station de métro Saint-Laurent, mais aucun d'entre eux n'a encore été réalisé.

Dans cette attention à l'échelle locale pour appréhender le cosmopolitisme en ville, la « marchabilité » de l'espace à considérer s'est imposée comme un critère majeur. Le boulevard se marche, à l'inverse des tronçons évacués, mais le quartier autour du boulevard se marche aussi, parsemé de signes le rappelant. La marche solitaire s'est donc définie par le terrain, mais aussi par le sujet de recherche : pour étudier la diversité sur la Main, mes pas m'amènent à observer les traces du passé, les marques des différentes communautés culturelles, la « production de signes » (Ripoll, Veschambre, 2005) liée aux différentes significations du cosmopolitisme. Une autre type de marche m'a permis de construire en retour le terrain et l'objet de recherche : la pratique des marches « accompagnées ».

Figure 1.9. L'épaisseur de la rue



Plusieurs espaces ajoutent une épaisseur au boulevard, qu'il s'agisse de parcs ou de places, mais aussi de terrains vacants ou parcs de stationnements. À gauche, la place de la Paix et en bas, un des espaces vacants utilisés pour l'entreposage d'éléments du Quartier des Spectacles. À droite, l'espace autour de la station de métro Saint-Laurent, un parc de stationnement, un espace vacant entre la rue Ontario et Saint-Norbert. (Photographies : M-L Poulot, 2012).

*La « marche accompagnée » : des entretiens en mouvement pour reconstruire le sujet de recherche et saisir les pratiques et représentations*

À ces déambulations individuelles sur le terrain, se sont ajoutées des « marches accompagnées » qui m'ont aidée dans sa délimitation, conduit à saisir les liens ou les écarts entre représentations et pratiques et à mettre au jour souvenirs et mémoires individuelles des lieux. Des habitants ou acteurs ont choisi spontanément de me rencontrer non pas lors d'un entretien « traditionnel », mais lors d'une promenade sur les lieux qu'ils utilisaient dans le passé ou qu'ils pratiquent aujourd'hui : une pérégrination leur paraissait la plus à même d'éclairer mes intérêts de chercheur. Lors de ces « marches accompagnées », je demandais à mes interlocuteurs leurs ressentis actuels, leurs souvenirs de la rue et ses transformations, leurs habitudes et pratiques quotidiennes, leurs usages plus exceptionnels de l'espace. Ni « parcours commenté » (Thibaud, 2011), ni « méthode des itinéraires » (Petiteau, Pasquier, 2001), ces parcours que j'appellerai « marches accompagnées » leur empruntent cependant certains aspects. « Activité de description et de compte-rendu de la réalité sociale “telle qu'elle se présente” » (Le Guern, Thémines, 2012), c'est-à-dire des lieux précis au fil de la marche, actuels ou disparus, à l'égal des premiers, ces entretiens *in situ* veulent laisser le champ libre à des digressions et des histoires liées à des rencontres. Pendant ces marches, « l'autre devient guide » (Petiteau, Pasquier, 2001 : 65), et choisit de raconter « tout ou une partie de son expérience vécue » (Bertaux, 2010). Tout comme la méthode des itinéraires, « cette méthode s'apparente aux méthodes biographiques parce qu'au-delà des thèmes d'investigation, l'histoire de vie reste le fil durant tout le cycle de la relation entre le chercheur et l'autre » (Petiteau, Pasquier, 2001 : 63). J'ai pu obtenir des récits de vie spatialisés ou « récits de lieux de vie » (Morel-Brochet, 2007) en mouvement. Si dans les « parcours commentés » (Thibaud, 2011), le chercheur fixe le trajet, dans ces marches, j'ai laissé mes enquêtés décider du parcours. Je n'ai pas enregistré leurs propos, mais je prenais des photos aux arrêts et des notes pendant et après les parcours. Enfin, si le parcours commenté dure une vingtaine de minutes et concerne à un espace restreint, ces marches accompagnées durent de une à trois heures et portent sur un territoire beaucoup plus large. Les personnes ayant proposé une telle promenade avaient en effet un emploi du temps assez libre : il s'agissait d'étudiants, de retraités, et de bénévoles engagés dans un travail associatif en lien avec le boulevard ou les quartiers environnants.

Quelques marches accompagnées ont été précédées ou suivies par un entretien, afin de repérer les écarts et les convergences entre les pratiques et les représentations des personnes interrogées. Après une entrevue au parc Lahaies avec un habitant du Mile-End (entretien, 5 juillet 2012), nous remontons en marche accompagnée le boulevard Saint-Laurent jusqu'à la rue Saint-Viateur ; il y remarque une présence commerciale importante alors qu'il avait déploré l'inverse au

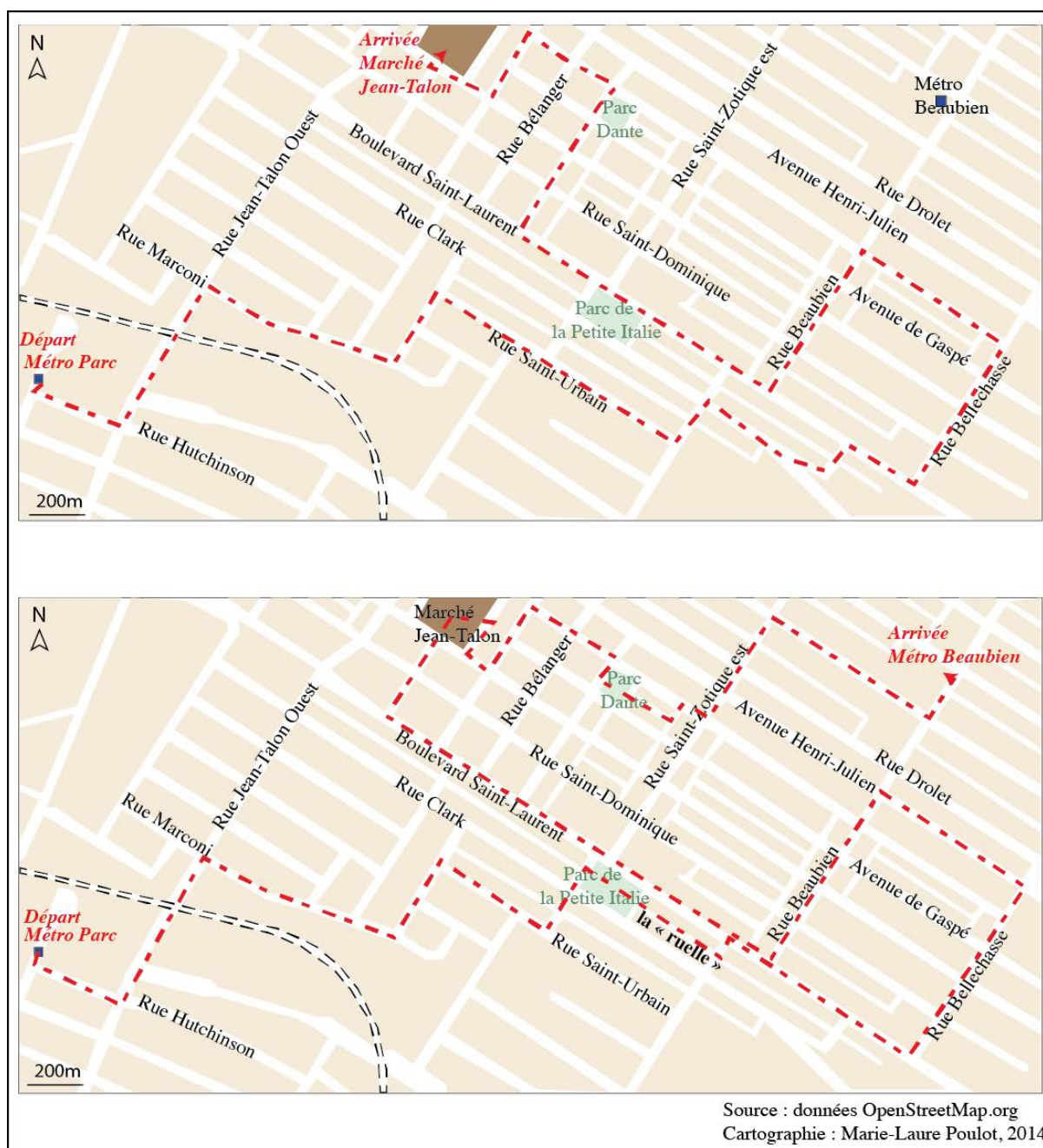
cours de la discussion. En creusant avec lui les raisons de ce décalage, j'ai compris qu'il n'était usager du boulevard que dans la partie la plus proche de la rue Saint-Viateur, fréquentant plutôt les rues adjacentes pour la chalandise ; et je me suis rendue compte au fil des entretiens avec d'autres habitants du Mile-End, que cette représentation du boulevard entre l'avenue Saint-Joseph et la rue Saint-Viateur était partagée. À cet endroit, le boulevard n'attire guère, à l'inverse des rues adjacentes (avenue du Parc, rue Saint-Viateur et Bernard notamment) : il fonctionne moins comme une centralité que comme une limite de quartier<sup>24</sup>. Lors d'un autre entretien couplé avec une marche accompagnée, mon interlocuteur me dit connaître et apprécier certains lieux précis du boulevard, mais n'aime pas pour autant s'y promener, notamment lors des heures de pointe, à cause du bruit et de la pollution : nous prenons ainsi les rues parallèles et perpendiculaires pour aller d'un lieu à un autre (entretien, 30 avril 2012). Ces « marches accompagnées » ont ainsi été l'occasion de vérifier l'idée d'épaisseur du boulevard et de la « marchabilité » pour appréhender les représentations et les pratiques qu'il sous-tend.

La plupart des « marches accompagnées », spontanées ou déterminées à l'avance par l'enquête, évoluent lors du parcours : ainsi celle faite avec Michel, d'origine italienne, dans la Petite Patrie, son ancien quartier de résidence (3 juillet 2012). Au circuit initialement programmé, détours et passages dans d'autres rues se sont ajoutés ou substitués (fig. 1.10.) : marcher sur les lieux de son enfance a entraîné le retour sur des trajets précis qu'il empruntait auparavant. Cette « marche accompagnée » m'a permis de saisir l'appropriation des lieux et des accès choisis par l'interlocuteur : par les grands axes, mais surtout par les ruelles, ce « réseau d'allées rectilignes ». « Ce qui définit ces ruelles, c'est leur assemblage de fugaces enclos le long d'une voie de passage dissimulée, ce qui a pour effet que chacun, dans sa cour, se trouve concurremment sur le seuil de son jardin secret et plus ou moins à portée de vue des voisins comme des passants » (Carpentier, 2005 : 13). Le passage dans les ruelles, peu évident pour l'étranger au quartier comme pour le chercheur, vient ainsi éclairer les interrelations entre les espaces urbains : c'est un espace de vie au moins aussi important que les plus grand axes. Parfois utilisées comme raccourcis pour se rendre dans des commerces du boulevard, les ruelles jouent aussi le rôle de « jardins de derrière » (*backyard*). L'épaisseur du boulevard est enrichie de ces dernières, espace intermédiaire entre espace public et espace privé.

---

<sup>24</sup> J'y reviendrai lors du chapitre 6.

Figure 1.10. La marche accompagnée avec Michel



La première carte présente l'itinéraire proposé par Michel avant la promenade, tandis que la seconde carte montre l'itinéraire effectivement suivi. Le même quartier est parcouru, mais avec des variantes et des passages non prévus dans certaines rues, au fur et à mesure qu'il se souvenait d'épisodes vécus dans tel ou tel lieu. (Réalisation : M-L Poulot, 2013)

Plus encore, la « marche accompagnée » fait ressortir les lieux par rapport à la trame chronologique, qui constitue la ligne directrice dominante dans les récits de vie « statiques ». Les lieux sont remplis de noms, ceux des commerçants, des voisins ou connaissances et leur évocation *in situ* raconte très finement la sociabilité du quartier, notamment des liens interculturels. Enfin, ces marches sont plus riches que l'entretien classique : au-delà des ressentis et de l'expérience urbaine des enquêtés, elles tissent un lien entre la déambulation de

l'informateur et ses remémorations. Marcher les ruelles de la Petite Italie ramènent Michel au temps de l'enfance, quand la ruelle était son terrain de jeu, avec le petit et le grand « champ » un peu plus loin (qui correspondent à des espaces verts dans la ruelle), où ils jouaient « à cachette » (à cache-cache). Bons et mauvais souvenirs se côtoient, comme celui de « la gang à Francine » qui semait la terreur, ou encore sa peur lorsqu'il avait mis le feu au hangar de la ruelle par mégarde. Son expérience fait écho à celle de l'écrivain André Carpentier (2005 : 15) quand il évoque « la très montréalaise formule du *va donc jouer dans la ruelle* » :

« nous n'étions pas achevés d'habiller, le samedi matin, que nos mères secouaient les cuisines et les galeries et nous catapultaient comme des restes de table dans la ruelle, avec nos santés florissantes et nos lacets trébuchants. Même la semaine, après l'école, on apercevait ici et là nos amis débouler les escaliers et rouler comme des dés sur le béton jusqu'au milieu du territoire de nos libertés enfantine. Et j'exagère à peine ».

Ces itinéraires, qui font émerger le souvenir d'anecdotes ou d'histoires personnelles, introduisent une dimension diachronique, replaçant l'expérience vécue de l'individu dans le temps. Mon interlocuteur, se promenant dans le marché Jean-Talon, se souvient par exemple de l'époque où il y venait enfant, où commerçants et clients marchandaient haut et fort : l'ambiance aujourd'hui y est beaucoup plus calme et formelle. La marche devient ainsi une véritable maïeutique avec partage de souvenirs et fragments de vie de manière plus aboutie et étoffée que l'entretien « statique » : le contact avec les lieux conduit à une immédiateté, un lien direct avec le temps et l'espace. Marcher dans les rues est aussi propice à la nostalgie, avec un retour dans le temps sur les lieux du passé et sur les expériences vécues, comme le montre aussi Gabrielle Bendiner-Vani (2005 : 461) qui a mené des enquêtes sous forme de tours guidés mis en place par des habitants : « *As we walked, my tour guides expressed what it was like for them to live in the neighborhood, how they built a sense of themselves as residents, and their memories that were evoked by the sites we passed by. This experience of physical neighborhood space, structured by personal life experience and memory, is supported by the spatial act of walking through familiar public spaces, continually making the spatial routes one's own. (...) My tour guides constructed spatial narratives as we walked*<sup>25</sup> ».

Ces « marches accompagnées » ont été réalisées au moment où le sujet de recherche m'échappait, où la question du cosmopolitisme se trouvait noyée dans d'autres thématiques et questionnements : était-elle réellement l'entrée principale à privilégier ? Pour ne pas orienter mes interlocuteurs, je les ai laissés très libres, sans consignes restrictives de thèmes ni de lieux, si bien

---

<sup>25</sup> « En marchant, mes guides me racontaient ce que voulait dire pour eux de vivre dans le quartier, la manière dont ils construisaient une image d'eux-mêmes en tant que résidents, et ils évoquaient leurs souvenirs suscités par notre passage devant différents lieux. L'expérience de l'espace physique du quartier, structuré par l'expérience personnelle et la mémoire, est appuyée par l'acte spatial de la marche au travers des espaces publics familiers, construisant continuellement leurs propres routes spatiales. (...) Mes guides construisaient des récits spatiaux au fur et à mesure de la marche ».

que les trajets m'ont parfois menée très loin du boulevard Saint-Laurent au fil des discussions, de la rue Duluth au Vieux-Montréal. Mais ces marches qui ont « dévié » ont replacé le boulevard au sein du reste de la ville de Montréal et souligné ses interrelations avec les espaces environnants. Cette grande latitude donnée aux « marches accompagnées » m'a conduite à reconstruire à la fois le terrain, mais aussi l'objet de ma recherche en ramenant le cosmopolitisme au cœur de mes interrogations. Mes intuitions premières, expérimentées lors de marches collectives et guidées, étaient confirmées. Le cosmopolitisme s'affichait haut et fort dans les souvenirs, nourrissait les représentations de l'espace et il demeurait essentiel pour comprendre le quotidien de la rue actuelle.

### *La marche collective et guidée : une porte d'entrée sur le terrain*

En arrivant à Montréal les premiers mois de ma recherche, j'ai en effet découvert une importante offre de visites guidées, notamment des marches, relevant d'acteurs variés : de la municipalité à des structures du type Héritage Montréal sur le patrimoine urbain ou l'architecture montréalaise, du Centre d'histoire de Montréal qui propose des visites en lien avec ses expositions à l'organisme Local Montréal qui offre des circuits de « tourisme alternatif » comme des tournées des micro-brasseries ou une découverte du nouveau quartier des Spectacles<sup>26</sup>. Enfin, cette activité est également investie par des associations qui prônent la mise en valeur et la découverte du patrimoine (*Les Amis du boulevard Saint-Laurent, Mémoire du Mile-End*) ou encore par des collectifs soucieux d'animation urbaine (*L'Autre Montréal, Amarrages sans frontières, Kaléidoscope, Montréal Explorations*). La plupart des grandes villes affichent aujourd'hui une offre de visites à pied et de promenades urbaines organisées par et pour les résidents dont l'un des objectifs est de les faire connaître et s'appropriier la ville<sup>27</sup>.

Ces marches en groupe ont véritablement constitué une porte d'entrée dans le terrain. J'ai participé à plusieurs de ces marches pour m'approprier la rue, comprendre son organisation territoriale, délimiter les quartiers et partager sa connaissance avec les acteurs. Délaissant celles réservées aux touristes, je me suis intéressée aux visites de découverte de quartiers ou de communautés à destination des habitants de la métropole, de la ville-centre et des banlieues, afin d'appréhender l'intérêt des habitants pour leur ville et leur degré de connaissance des espaces

---

<sup>26</sup> D'autres organismes proposent encore des visites comme de très longues randonnées à l'échelle métropolitaine une fois l'an : par exemple l'initiative « Walk the (Marcher la) région / Ville, banlieue, campagne », qui cherche à « contribuer à l'émergence d'une conscience régionale », <http://marcherlaregion.com>, consulté le 2 juillet 2014.

<sup>27</sup> À Paris et Lyon par exemple, l'association Les Promenades urbaines propose des balades dans la ville et la banlieue. À New York, l'offre est elle aussi très importante (Wynn, 2006).

visités. Moments de découverte mais aussi de contacts susceptibles de déboucher sur des entretiens, ces marches se sont révélées des sources d'informations majeures, objectives et historiques, mais aussi sur le rapport au territoire des citoyens montréalais, des guides aux participants ; bref, elles m'ont permis d'acquérir une connaissance de l'espace que j'étudiais, une culture locale commune. Les guides de ces marches, véritables médiateurs urbains, se proposent de faire découvrir un quartier ou de partager leurs connaissances (informations historiques, anecdotes mais aussi leur propre vécu) selon leurs compétences et envies. Ces visites urbaines sont ainsi devenues un de mes objets d'étude tant elles sont nourries de récits sur le cosmopolitisme, notamment à propos du boulevard.

### 1.1.3. La rue commerçante pour interroger le cosmopolitisme

La rue est aujourd'hui au cœur des débats sur la crise de l'espace public : sa privatisation, son contrôle de plus en plus important, voire sa disparition. Jane Jacobs (1961) évoquait la vie et la mort de la grande ville américaine, en soulignant le déclin de la rue comme espace de socialisation et de sociabilité sous l'effet de la *suburbanisation*, de la diffusion de l'automobile ou encore des opérations de rénovation urbaine. La rue est en effet intimement liée aux évolutions de l'aménagement urbain : au tout-automobile de l'urbanisme fonctionnaliste, moderniste, que Jane Jacobs qualifiait d'« orthodoxe », s'est substituée l'idée de « marchabilité » de la ville, devenue qualité essentielle pour rendre cette dernière « vivable » (*livable city*). Fruit de la montée des préoccupations environnementales et de développement durable chez les urbanistes-aménageurs, cette réflexion témoigne aussi d'une nouvelle conception de ce qui fait ville, de l'urbanité, qui demande pour s'épanouir centralité et diversité. La rue, comme espace de circulation et de vie, et plus généralement les espaces publics, s'y affirment lieux de sociabilité et lieux privilégiés du contact entre différents individus : leur aménagement participe donc activement à l'élaboration de cette « ville vivable ». La rue n'est plus seulement comprise dans une conception moderniste comme moyen pour se rendre d'un point A à un point B, mais comme milieu de vie (Fyfe, 1998).

Aux retours en ville (Bidou-Zachariassen, 2003) s'ajoute le retour à la rue (Charmes, 2006), un aspect que Projet Montréal, le parti au pouvoir dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal et de Rosemont-Petite-Patrie, souhaite promouvoir. La mise en valeur de la rue comme lieu « convivial » est selon un des conseiller d'arrondissement de Rosemont une des clefs de leur succès : « les gens ne voient pas les rues comme un transit entre la banlieue et le centre-ville mais comme l'espace devant chez eux aussi » (entretien, 22 août 2012). Ce mouvement de réhabilitation de la rue s'illustre également par des initiatives, celles des rues conviviales ou des



rues sans voiture organisées par le Centre d'écologie urbaine de Montréal<sup>28</sup>. Jean-Claude Marsan (2002) lie d'ailleurs cette « renaissance de l'espace public à Montréal » à deux événements : la controverse entourant la fermeture de l'avenue McGill College (elle ne le fut pas finalement afin de sauvegarder la vue sur le Mont Royal), ainsi que le recyclage de la plus ancienne partie du port en espace de promenade, devenue désormais le « Vieux-Port » de Montréal. Loin d'être seulement une « ville de quartiers » comme on le dit souvent, Montréal est caractérisé par la rue, « un des produits les plus significatifs de la tradition montréalaise, et qui a largement contribué à l'identité formelle de la ville (...). En effet, contrairement à la plupart des villes canadiennes et américaines où, comme c'est le cas maintenant dans nos développements de banlieues, la rue n'a d'autre signification que d'être une pièce d'infrastructure desservant des intérêts privés, la rue, à Montréal, possède une identité propre d'espace public et communautaire » (Marsan, 1983 : 74). Melvin Charney (1980), artiste, architecte et auteur d'écrits sur Montréal, soutenait lui aussi que la rue constitue la première ressource de la ville, décrivant Montréal comme une ville de rues et de quartiers.

Selon Sonia Lehman-Frish (2013 : 40) à propos des grandes villes états-uniennes, l'absence de tradition de place centrale confère à la rue un statut d'espace public majeur à l'échelle des quartiers, notamment la rue commerçante, qui a connu dévalorisation et renaissance. Les débats sur le déclin et la revitalisation des rues commerçantes centrales offrent l'occasion, à partir du boulevard Saint-Laurent, d'interroger ce « retour du désir de *community*, qui est de plus nettement associé à un "retour à la rue commerçante" » (Lehman Frish, 2013 : 41), et d'analyser les actions politiques et économiques entreprises afin de dynamiser ces rues commerçantes centrales. À Montréal, la fonction commerciale de certaines rues est inscrite au sein des plans d'occupation des sols, lesquels interviennent à différentes dates tout au long du XXe siècle. Les rues commerçantes sont traditionnellement Est-Ouest (rue Sainte-Catherine, rue Sherbrooke, l'avenue Mont-Royal ou encore la rue Saint-Viateur), tandis que les rues Nord-Sud sont plutôt résidentielles. Le boulevard Saint-Laurent, au même titre que l'avenue du Parc ou la rue Saint-Denis constitue donc une exception. Plus encore, les aménageurs de la Ville de Montréal ont souhaité renforcer ce zonage dans les années 1980, afin de concentrer l'activité commerciale, menacée par la croissance des *malls* en banlieue, dans les rues les plus importantes. Une des membres du Comité des citoyens du Mile-End rappelle les luttes menées en 1986 contre le zonage qui conduisait au reclassement de certaines rues, de commerciales en résidentielles, comme la rue Saint-Viateur (entretien, 16 juillet 2012) :

---

<sup>28</sup> voir site du Centre d'écologie urbaine de Montréal : <http://www.ecologieurbaine.net/>, site consulté le 10 juillet 2014.

« Ah ça, une grosse affaire : le zonage ! Les rues entre Saint-Viateur et la rue Fairmount, et entre avenue du Parc et Saint-Laurent étaient censées devenir des rues résidentielles. C'était dans l'idée des villes de banlieue du Québec. Alors dans les banlieues, les rues sont souvent quadrillées ici. Alors tu as des rues résidentielles et autour, ils vont cerner ça avec des rues commerçantes où tu vas retrouver tout, supermarchés, commerces, et au milieu c'est rien que de l'habitation. Alors ils voulaient faire ça à Montréal ! Mais nous, on a dit non ! Non ! Et puis on a écrit tout un mémoire pour défendre notre point de vue, on n'est pas d'accord. Nous, on n'a pas de place publique dans le quartier. Nos places publiques, c'est les p'tits magasins, c'est là qu'on rencontre nos voisins, qu'on jase sur le coin du trottoir. Et on veut que ces rues restent des rues commerciales ».

Pour le Comité de citoyens, la conservation des rues commerçantes au sein du quartier est nécessaire puisqu'elles constituent l'espace public de rencontre entre résidents. Comme le dit un habitant du quartier latin et conseiller en aménagement à l'arrondissement de Ville-Marie (entretien, 24 octobre 2012) :

« c'est l'expérience de la ville américaine qui se fait beaucoup par les rues, par les grandes rues. Les villes nord-américaines étant très tramées, nous on a un rapport à la rue très important. La rue est la place publique dans la ville nord-américaine. Donc Saint-Denis, Saint-Laurent. Il y a d'autres petites rues dans les quartiers qui jouent le rôle de place publique, Mont-Royal par exemple. Mais disons que pour l'ensemble de Montréal, Saint-Laurent joue un rôle assez important ».

Le boulevard Saint-Laurent est donc aussi un axe important de sociabilisation, qui oscille entre artère majeure de la ville et rue commerçante de quartier, entre descriptions où il fait sens en lui-même et descriptions où il est fondu dans le quartier, Ainsi que l'écrit Martha Radice (2011), « *the scale of the street often disappeared when research participants spoke about places that made sense to them*<sup>29</sup> ». Les interlocuteurs rencontrés habitant en banlieue vont encore plus loin, faisant du boulevard Saint-Laurent l'image de la ville, le symbole de l'urbanité : il « n'est pas une petite rue coquette, c'est un vrai boulevard urbain », raconte une résidente qui siège au Conseil du patrimoine de Montréal (entretien, 29 août 2012). Jane Jacobs souligne ce rôle déterminant de la rue, qui « engendre un terreau de vie urbaine fait de relations anonymes, de socialité choisie, d'implication dans la vie collective, de civisme et de tolérance. (...) La rue ne sauve pas la ville mais évite l'éradication des fonctions d'urbanité ». Cette reconnaissance de l'urbanité comme caractéristique fondamentale du boulevard renvoie à la dimension cosmopolite des lieux et à la définition même de la ville comme rassemblement d'inconnus – de *strangers* – avec le sens équivoque du terme : inconnu au sens d'étranger et inconnu au sens premier, qu'on ne connaît pas (Sennett, 1979). Ces habitants, étrangers les uns aux autres, se côtoient et se rencontrent dans des lieux de la vie publique (lieux culturels, marchés, places publiques, espaces de trafic), fondements de l'urbanité (Sennett, 1979 : 49). Le cosmopolitisme constitue en ce sens un trait de

---

<sup>29</sup> « L'échelle de la rue disparaît souvent quand les participants à la recherche parlent des lieux qui font sens pour eux ».

l'urbanité, comme le formulent les chercheurs de l'« École de Chicago », pour qui il y a « identification de l'urbain à l'urbanité et de celle-ci au cosmopolitisme » (Grafmeyer, Joseph, 1990 : 11). J'utiliserai ici la rue dans les deux sens : comme un prisme pour lire les significations multiples du cosmopolitisme, et comme un territoire à part entière qui se construit aux travers des récits politiques, fictionnels, habitants ou commerçants.

Le boulevard Saint-Laurent est parfois vu comme un véritable microcosme et le terme de quartier lui est accolé, faisant advenir une identité unifiée. À la fois axe de transit et espace de la proximité, il est tout autant rue de passage, une *Main street* qu'une rue de quartier. Enfin, il constitue un lieu du cosmopolitisme comme identité urbaine de la ville de Montréal : quels sont les liens entre rue principale et cosmopolitisme?

## **1.2. Une *Main Street* caractérisée par l'urbanité et le cosmopolitisme ?**

Le boulevard Saint-Laurent est souvent surnommé la « *Main* » en référence à la *Main Street*, caractérisée par des attributs de centralité. Quelle est la centralité du boulevard ? Le lien établi entre cosmopolitisme et urbanité par les chercheurs de la dite Ecole de Chicago peut-il constituer un des critères de centralité de la *Main* ? Plus globalement, y a-t-il un rôle du cosmopolitisme dans l'évolution de la centralité urbaine ?

### 1.2.1. La *Main* montréalaise : une rue historique et centrale

La caractérisation de *Main Street* ou rue principale s'applique au boulevard Saint-Laurent. Outre sa qualité de limite entre l'Est et l'Ouest de la ville, ce statut exprime la profondeur historique du boulevard, une des plus anciennes rues de Montréal. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, il était composé de plusieurs rues : la rue Saint-Lambert à l'intérieur des remparts (de la rue Notre-Dame à la rue Saint-Jacques), la Côte Saint-Lambert jusqu'à Craig et au-delà de cette frontière, dans un environnement encore rural, la rue Saint-Laurent. Au fil des années, elle se développe vers le Nord, se bordant de constructions nouvelles. Et, après avoir atteint l'escarpement de la rue Sherbrooke en 1846, elle rejoint l'avenue Mont-Royal vers la fin des années 1870. En 1905, le conseil municipal décide de réunir les anciennes rues Saint-Laurent et Saint-Lambert en un seul et unique « boulevard », à défaut d'une Fifth Avenue new yorkaise ou d'une réplique des Champs Elysées (Anctil, 2002). À cette époque, le boulevard Saint-Laurent concentre des habitations par îlots jusqu'à la rue Saint-Viateur puis la rue Jean-Talon. En 1912, la

Ville fait démolir certaines des propriétés des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame situées dans le Vieux Montréal, lesquelles avaient cédé une partie de leur terrain, au sud de la rue Notre-Dame (Ancil, 2002). Cette démolition permet d'assurer un accès facile aux quais et de conforter la prospérité économique de la ville. Le boulevard Saint-Laurent devient l'axe nord-sud le plus important de la ville, traversant l'île de part en part, du quai King Edward dans le port au parc Nicolas-Viel, sur le bord de la rivière des Prairies<sup>30</sup>. Ainsi, plusieurs critères concourent à faire du boulevard une *Main Street* : sa préséance historique, comme sa gestion. Le boulevard est une « artère » et relève de la Ville-centre ; les municipalités d'arrondissement n'y peuvent agir que de façon « périphérique », contrairement aux « rues de quartier », qui sont de leur ressort. Comme le dit une architecte dans la quarantaine résidant sur le boulevard, l'appellation même de « boulevard » lui confère une importance au sein de la ville (entretien, 2 octobre 2012) :

« On dit boulevard ici en Amérique, mais il y a beaucoup de boulevards qui sont pas des boulevards. Pour moi, un boulevard, c'est comme un boulevard haussmannien, c'est très large et il y a des terre-pleins. Il y a une hiérarchie : avenue, boulevard, rue. Ici, c'est galvaudé un peu ! Ça dit plutôt un peu le niveau hiérarchique de passage, ou l'importance de la voie dans la ville plus que sa qualité urbanistique ou... en termes de ponts et chaussée, ce que ça représenterait ».

Si les centres-villes des métropoles américaines ont connu un long déclin, au point que certains évoquent un phénomène de structuration en *doughnut* ou d'« effet beignet » (Stazack, 1999), c'est-à-dire un trou de pauvreté au centre-ville par rapport aux banlieues plus aisées, Montréal n'entre pas réellement dans cette catégorisation. En effet, le Mont-Royal continue d'attirer des habitants aisés au centre-ville. Plus encore, le centre-ville montréalais maintient son rôle dominant, « tant au niveau des services supérieurs que du commerce, des loisirs, des universités (...) et, même, de certaines industries » (Shearmur, 2011 : 27). Avec les constructions des années 1960 notamment, « la délimitation du centre-ville a changé, car celui-ci s'étend dorénavant de Guy à l'ouest jusqu'à Berri à l'est, et remonte du vieux port à la rue Pine : ce ne sont donc pas que les banlieues qui s'étendent, mais le centre-ville lui-même qui se redéfinit ». (Shearmur, 2011 : 28). Le centre de gravité se déplace vers « la terrasse nord et vers l'ouest, s'étendant progressivement le long de quelques artères est-ouest (rues Sherbrooke et Sainte-Catherine) ou nord-sud (boulevard Saint-Laurent et chemin de la Côte-des-Neiges) » (Sokoloff, Ahtik, 1992 : 466) (fig. 1.11.). Quand Guy Shearmur évoque la centralité liée au centre des affaires à Montréal, le quadrilatère qu'il trace comprend bien une partie du boulevard Saint-Laurent en son centre. Mais ce n'est pas la seule centralité spatiale du boulevard, puisque « la notion de centralité dans la ville est intrinsèquement liée au système des localisations des activités de

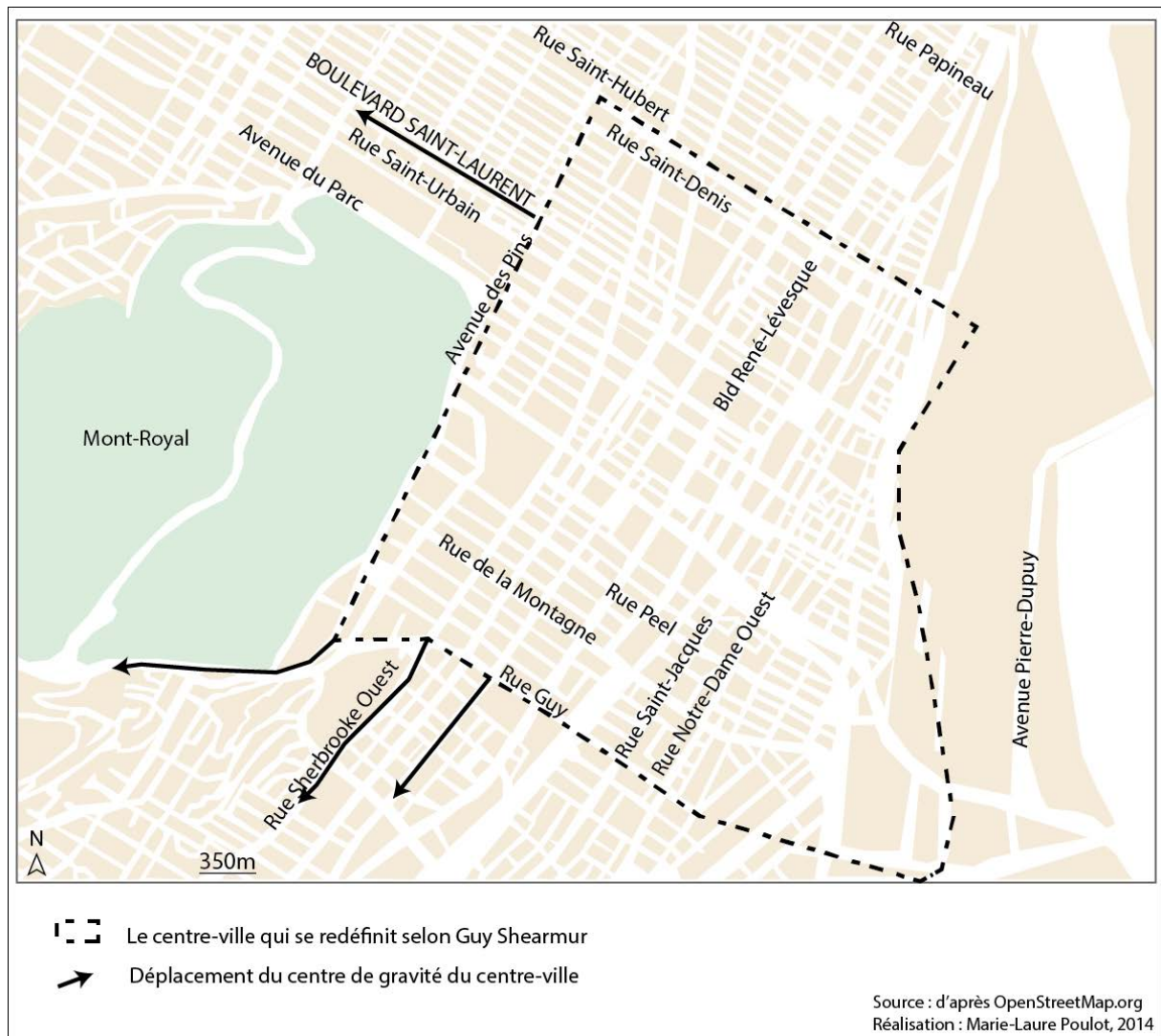
---

<sup>30</sup> *Les rues de Montréal : répertoire historique*, 1995, Site de la Commission de toponymie du Québec : [http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/fiche.aspx?no\\_seq=215029](http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/fiche.aspx?no_seq=215029), site consulté le 15 juillet 2014.

commerce et de service. Christaller (1933) définit la centralité comme la propriété, pour une ville, d'offrir des biens et des services à une population extérieure » (Delage, Fleury, 2011 : 8). Maëlle, une résidente d'une quarantaine d'année du boulevard évoque cette centralité commerciale (entretien, 2 octobre 2012) :

« J'ai déjà eu un collègue de travail qui a jamais habité à Montréal ville, mais plutôt en banlieue, et puis ses parents, enfin sa mère, quand elle voulait l'habiller, elle l'amenait sur la *Main*, parce que chez un tel qu'est plus là, c'est là qu'elle pouvait habiller ses enfants pour le meilleur prix, elle trouvait tout ce qu'elle voulait sur la rue Saint-Laurent ».

**Figure 1.11. Le centre-ville de Montréal**



Le boulevard Saint-Laurent constitue une des artères commerçantes les plus importantes de la ville. Certains commerçants choisissent précisément de s'y installer pour cette centralité, d'autant qu'il est plus aisé d'y venir, que ce soit en transports en commun ou en voiture (entretien avec les propriétaires du magasin Montréalité, 23 octobre 2012). Les liens entre centralité et accessibilité sont d'ailleurs soulignés par bon nombre de commerçants : certains se

réfèrent au seul boulevard Saint-Laurent pour expliquer où ils sont situés, évoquant un « effet d'adresse », d'autres préfèrent replacer leur commerce dans le quartier, notamment dans les quartiers dits ethniques. Le boulevard Saint-Laurent constitue ainsi une *Main street* à la fois à l'échelle de plusieurs quartiers (Petite Italie, quartier chinois, secteur portugais) et à l'échelle de la ville.

Dans son contexte montréalais, la centralité du boulevard Saint Laurent est toutefois disputée par la rue Saint Catherine et par les rues importantes qui lui sont parallèles : la rue Crescent à l'ouest, et l'avenue du Parc et la rue Saint-Denis à l'est (fig. 1.10.). La centralité ne se comprend en effet qu'à l'échelle de la ville. Certains voient le développement de la rue Saint-Denis, côté traditionnellement francophone et de Crescent Street traditionnellement anglophone comme une des causes des difficultés actuelles de Saint-Laurent. Enfin, les résidents citent volontiers l'avenue du Parc comme une des artères importantes, notamment à cause de la présence historique de la communauté grecque. Une certaine concurrence se repère pour ce titre de *Main* entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Sainte-Catherine, au point que pour certains habitants, l'appellation de *Main* caractérise la rue Sainte-Catherine (Le Bel, 2011 : 204). L'angle entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard Saint-Laurent est d'ailleurs souvent présenté comme le carrefour le plus important et central de la ville de Montréal; et les élus et aménageurs de l'arrondissement Ville-Marie l'appellent le croisement des deux « *Main* »<sup>31</sup>. Ce carrefour se situe dans l'arrondissement de Ville-Marie qui est sous l'autorité du maire de Montréal, ce qui en fait un arrondissement à part, puisqu'il regroupe les atouts de la centralité urbaine. La centralité est alors symbolique, non pas comme « attribut intrinsèque d'un lieu », mais comme une « qualité attribué à un espace » (Monnet, 2000 : 400) par les discours des politiques et des aménageurs.

Le terme de *Main* renvoie également à Montréal à la contraction de *The Main Gate*, c'est-à-dire la sortie principale de la ville à l'époque où Montréal était cernée d'un mur. Entre 1804 et 1810, les fortifications sont détruites et le faubourg Saint-Laurent se développe<sup>32</sup>. Toutefois, peu d'habitants utilisent aujourd'hui ce terme de *Main* pour qualifier le boulevard Saint-Laurent. Au cours des entretiens, certains le trouvent vieilli, d'autres l'associent à la section du boulevard dans l'ancien *Red Light*<sup>33</sup>, d'autres encore trouvent déplacé d'utiliser un terme anglais dans une ville

---

<sup>31</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme (PPU) du Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*.

<sup>32</sup> Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal : [http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/fiche\\_zone.php?batiment=oui&requete=simpl&id=1143](http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/fiche_zone.php?batiment=oui&requete=simpl&id=1143), site consulté le 15 juillet 2014.

<sup>33</sup> Ce terme, qui fait référence aux lanternes rouges devant les portes des maisons closes, est utilisé pour la première fois aux Etats-Unis en 1890 pour qualifier une zone géographique où la prostitution est extrêmement présente.

francophone. Cette appellation reste non-officielle : certains acteurs de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent<sup>34</sup> ou de l'association patrimoniale des *Amis du boulevard Saint-Laurent* avaient demandé le report du terme sur les plaques toponymiques de la ville, demande qui est restée sans suite. Un des membres fondateurs de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent explique :

« Mais la ville ne veut pas nous donner le nom de la *Main*. Moi je siège sur l'Office québécois de la langue française, je suis ce qu'on appelle le "*talking anglophone*" ! Alors, j'ai demandé là-bas, et j'ai demandé à Patrimoine Montréal mais ils ne voulaient pas nous le donner, parce que moi, ce que je voulais faire, c'est laisser boulevard Saint-Laurent, puis en bas, mettre *la Main*. Juste donner... Parce qu'il y a le Chinatown, il y a la Petite Italie... Mais il y a *la Main* ».

Si le boulevard Saint-Laurent incarne la *Main* montréalaise, il constitue un espace particulier, loin des *Main Streets* traditionnelles, plutôt l'apanage des petites villes d'Amérique du Nord.

### 1.2.2. Une *Main Street* pas comme les autres ?

La *Main Street* classique est en effet une rue sise dans les petites et moyennes villes, dont les aménagements spécifiques et les programmes patrimoniaux ont fait une sorte de modèle urbain. Alors qu'elle est envisagée comme un des lieux symboliques et fondateurs de l'identité nord-américaine (Meining, 1979), la *Main Street* n'a guère de travaux scientifiques en sciences sociales (Liégeois, 2008), mais plutôt en aménagement, urbanisme et design urbain. Le terme de *main street* « fait référence à la fois à un environnement bâti particulier, à des usages et à une ambiance spécifiques » (Liégeois, 2008 : 138). C'est un axe commercial principal, bordé de bâtiments peu élevés (Francaviglia, 1996). Cette définition est élargie par Ewing, King, Raudenbush, et Clemente (2005 : 273), lesquels considèrent la *Main Street* comme « *all highways and streets whose adjacent land uses require accommodation of pedestrians and bicyclists, serious consideration of street aesthetics, and a degree of traffic calming*<sup>35</sup> ». Un certain consensus existe quant à l'ambiance de la *Main Street* qui présenterait un « design urbain favorisant une expérience confortable à l'échelle du piéton » (Francaviglia, 1996, Pendola, Gen, 2008). Pendola et Gen insistent précisément sur cette idée d'un lien direct entre *Main Street* et amélioration des liens de sociabilité (Lockwood, 1997). Si

---

<sup>34</sup> La Société de développement du boulevard Saint-Laurent, créée en 2000, regroupe toutes les places d'affaires du boulevard Saint-Laurent, entre la rue Sherbrooke et la rue Mont-Royal. Les sociétés de développement commercial (SDC) ont pour objectif de contribuer au développement économique, social et culturel de leur territoire.

<sup>35</sup> « Toutes les grand-routes et les rues dont les usages des espaces adjacents requièrent le logement des piétons et des cyclistes, des considérations sérieuses quant à l'esthétique de la rue, et des mesures d'apaisement du trafic ».

ce cadre théorique a été élaboré pour les petites villes, les auteurs soulignent qu'il est tout à fait transposable aux grandes villes et métropoles, comme San Francisco ou Boston.

Les actions d'aménagement sur les *Main Street*, notamment dans les petites villes et villages des États-Unis et du Canada, puisent dans ce référentiel pour revitaliser les rues principales<sup>36</sup>. Dans le cas canadien, la Fondation *Canadian Heritage* pour la *Main Street* regroupe différents programmes fédéraux, dont la Fondation Rues Principales au Québec. En 2007, les institutions provinciales se sont réunies lors d'une conférence annuelle<sup>37</sup> afin d'élaborer un programme d'action, inspiré de celui du National Trust (*The National Trust for Historic Preservation's Main Street Program*) lancé dès 1977 aux États-Unis. Basé à Washington, cet organisme a d'abord lancé un projet de démonstration de trois ans, destiné à sauver plusieurs anciens bâtiments commerciaux en déclin dans trois centres-villes de petites villes du Midwest, puis mis en place des projets pilotes appliquant les mêmes méthodes (Robertson, 2004). Le succès de l'opération a mené à la création en 1980 du *National Main Street Center* (NMSC) qui chapeaute trente nouveaux projets dans six États différents. Si, à l'origine, cette approche de revitalisation a concerné des villes comptant entre 5000 et 50 000 habitants, elle a été appropriée par des responsables municipaux des villes plus grandes à la fin des années 1980, pour être appliquée à partir du milieu des années 1990 dans certains quartiers commerçants de très grandes villes, comme Baltimore, Boston, San Antonio, San Diego (Robertson, 2004).

Les gestionnaires du programme canadien, lancé dès 1979, se targuent d'être novateurs en ce qu'ils cherchent à revitaliser les centres-villes tout en promouvant le patrimoine, « *recognizing that many heritage buildings are located in our traditional downtowns*<sup>38</sup> ». L'approche canadienne reprend la méthode en quatre points appliquée aux États-Unis et étudiée par Robertson, soit l'organisation, la promotion, le design et la restructuration économique. Là encore, il existe peu d'analyses ou d'études empiriques sur cette approche de revitalisation (Robertson, 2004 : 56). Cette normalisation du paysage urbain peut être lue comme « une marque de fabrique d'espaces d'un nouveau genre, qui entretiennent à loisir le flou entre public et privé, entre l'ici et l'ailleurs, entre le mythe et la réalité » (Liégeois, 2008 : 138). Le programme de la Fondation des rues principales s'adresse là encore aux rues de village et de petite ville et n'envisage nullement d'intégrer le boulevard Saint-Laurent en dépit d'actions assez proches menées par les acteurs économiques<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> Des programmes similaires existent en Angleterre ainsi qu'en Australie.

<sup>37</sup> Heritage Canada Foundation for Saskatchewan Tourism, march 2009, *The Main Street Program : Past and Present, Parks, Culture and Sport*.

<sup>38</sup> « Reconnaissant que de nombreux bâtiments patrimoniaux sont localisés dans nos centres-villes traditionnels », *op.cit.*, p.3.

<sup>39</sup> cf. intra. Chapitre 3.



Si le cœur de la petite ville américaine renvoie à un paysage urbain historique, les développeurs ressortissant du mouvement *New Urbanism* cherchent à le recréer en banlieue, en intégrant certains éléments symboliques de la *Main Street* aux centres commerciaux ou *mall* périphériques (Southworth, 2005). Certains de ces centres commerciaux sont d'ailleurs désignés comme des « *Main street malls* », de par leurs aménagements pour les piétons, et surtout leurs éléments dits urbains, tels que des luminaires, des signes, des détails vus comme « historiques », « authentiques » ou « traditionnels » (horloges, arbres, fontaines, art de rue ou encore des carrousels, etc.) (Southworth, 2005). La recréation de la rue dans sa forme extrême prend corps dans les *Main Street* des parcs Disneyland, si bien que la *Main Street* est aujourd'hui associée au paysage archétypal imaginé par Walt Disney dans les parcs d'attraction de Disneyland. Cette image figée de l'Amérique à une époque particulière, le XIXe siècle victorien, contribue à faire de la *Main Street*, « *a mythical reconciliation of past and future, ecology and consumption, and the local and the global in its simulacrum of a small-town America which could never have existed, but which can be endlessly reproduced across the globe*<sup>40</sup> » (Philips, 2002 : 29). Elles oscillent entre nostalgie (Zukin, 1991) et utopie (Sorkin, 1992).

Le boulevard Saint-Laurent s'en distingue évidemment de manière radicale, ce que soulignent fortement acteurs et habitants de la rue, à l'image de l'ancien président de la SDC boulevard Saint-Laurent qui explique (entretien, 17 octobre 2012) :

« Ils ont construit un centre d'achat qui s'appelle Dix30 et ça c'est des rues commerciales. Ça, c'est un autre chose au complet. Et ça ils essaient... Je sais, pas centre Laval mais l'autre à Laval, le grand centre à Laval, ils ont même voulu créer une rue comme Disneyland, la *Main Street*. Ça c'est la *Main* ici. Moi je leur ai dit là : nous on vend... c'est quand même une vraie expérience ! C'est pas *Main Street Disneyland*. C'est *Main Street* ou la *Main* de Montréal ».

La première différence tient à la revendication de l'hétérogénéité de la *Main* par rapport aux *Main Streets* de Disneyland : quand ces dernières concentrent des commerces de luxe ou haut de gamme, la *Main* montréalaise se caractérise plutôt par du commerce de proximité et alimentaire, en dépit d'une évolution certaine avec l'installation de galeries, boutiques de design ou espaces commerciaux plus chics. Si la *Main Street* villageoise, idéalisée et reconstruite, tend à l'uniformité et à la neutralité pour une identité américaine ou canadienne nostalgique et homogène, la *Main* affiche la diversité, du fait d'une présence immigrante et d'un paysage composite. Ainsi, au niveau architectural, le boulevard Saint-Laurent est un condensé des différents styles et époques, contrairement au paysage lissé des *Main Street*. Une architecte résidant sur le boulevard va jusqu'à le décrire comme un « laboratoire d'architecture » (entretien, 2 octobre

---

<sup>40</sup> « une réconciliation mythique du passé et du futur, de l'écologie et de la consommation, et du local et du global dans son simulacre de petite ville américaine qui n'aurait jamais pu exister, mais qui peut être reproduite sans fin dans le monde entier ».

2012)<sup>41</sup> : elle repère ainsi des bâtiments datant des faubourgs à toit versant, l'édifice Godin en béton armé (fig 1.12.) ou encore l'édifice Balfour, sorte de premier « gratte-ciel » (tour d'une dizaine d'étages) à Montréal (fig. 1.12.).

**Figure 1.12. Le boulevard Saint-Laurent : « laboratoire d'architecture »**



Sur la photographie du haut, l'édifice Balfour et sur celle du bas, l'édifice Joseph-Arthur-Godin, inscrit au patrimoine provincial, au croisement de la rue Sherbrooke et du boulevard Saint-Laurent (source : Creative Commons).

De surcroît, le boulevard Saint-Laurent est un espace associé à la marginalité. Alors que les représentations idéalisées de la *Main Street* villageoise insistent sur l'entraide et l'honnêteté, celles des grandes villes résonnent d'insécurité et de criminalité (Boquet, 2003 : 193) : ainsi, les récits autour du boulevard évoquent la présence de la pègre (Bourassa, Larrue, 1993) ou de la mafia. Le boulevard Saint-Laurent renvoie donc à la fois à la figure de la centralité et à celle de la limite. Coupure entre francophones et anglophones, cette « zone franche » (Anctil, 2002) « de

<sup>41</sup> Les études sur le boulevard Saint-Laurent sont d'ailleurs le fait d'étudiants en architecture qui se sont intéressés aux caractéristiques et aux transformations des différents bâtiments de la rue.

tous les possibles » est aussi une sorte d'espace interstitiel, « *a between space where social and ethnic groups that do not fit into the city's imagined binary have created social worlds, making difference an integral element of social interaction along the street. Not only has difference been assigned to, or found a place, along this street, but, like many border zones, it is here that differences interact and overlap*<sup>42</sup> » (Podmore, 2001 : 338). Ce lieu de l'entre-deux attire non seulement les migrants, mais aussi tous ceux dont l'identité est constituée de différences. Certains habitants, comme ce membre des *Amis du boulevard Saint-Laurent*, parlent même de marge : « le boulevard, c'est le thème de la frontière, de la marginalité » (entretien, 19 septembre 2011). Et cette idée se retrouve dans la littérature, les pièces et romans de Michel Tremblay sur le *Red Light* ou le roman *The Main* où Trevanian (2013 – 1976 : 15) écrit : « restaient donc dans la Main les vieux, les vaincus, les épaves ». La présence de nombreux interstices urbains le long du boulevard, ces « espaces résiduels non bâtis de l'aménagement urbain » (Tonnelat, 2003 : 17) qui prennent surtout la forme de terrains vacants, jouent dans cette association entre *Main* et marginalité (fig. 1.9.). Certains de ces espaces interstitiels sont perçus comme peu agréables, difficilement franchissables, voire des « no man's land » pour certains habitants, comme la portion du boulevard sous le viaduc Van Horne. Cependant, ces espaces interstitiels, s'ils ne possèdent pas de fonction apparente et institutionnalisée, ne sont pas forcément sans usage. Une autre personne de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent le souligne (entretien, 2 octobre 2012) : « quand il y a des trous dans le quartier, j'ai remarqué ça, les gens occupent ces espaces là ». De fait, interstice et urbanité peuvent aller de pair, comme le formule Michel Agier (2009 : 33) pour qui la figure du citadin se constitue « en recourant à des métonymies de ville de type "interstitiel" » ou Luc Lévesque (1999) qui retient « l'informe urbanité des terrains vagues ». Dans une certaine mesure, c'est à la marge et dans les espaces liminaires, les seuils, que se définit au mieux ce qui fait le citadin. L'espace interstitiel entre les deux communautés linguistiques s'est peu à peu transformé en centre au fil des époques : il est devenu couture entre l'est et l'ouest.

### 1.2.3. *Main street* et cosmopolitisme

Un des critères de centralité de la Main est sans nul doute son rôle de « corridor de l'immigration » ainsi que le suggèrent les analyses de l'École de Chicago qui lient cosmopolitisme et urbanité. Le cosmopolitisme est d'ailleurs volontiers convoqué pour penser les évolutions des

---

<sup>42</sup> « Un espace de l'entre-deux où les groupes sociaux et ethniques qui n'ont pas leur place dans l'imaginaire binaire de la ville ont créé des mondes sociaux, faisant de la différence un élément à part entière de l'interaction sociale le long de la rue. Non seulement la différence a été assignée ou a trouvé une place le long de cette rue, mais, à la manière de nombreuses zones frontalières, c'est ici que les différences interagissent et se recoupent ».

centralités urbaines. Les propos d'acteurs sont significatifs. Ainsi un des membres des *Amis du boulevard Saint-Laurent* constate (entretien, 19 septembre 2011) :

« Des fois on est un peu nostalgique, surtout quand on va sur le secteur Sherbrooke-Prince Arthur : ça correspond pas au mythe qu'on a en tête sur le boulevard Saint Laurent. Car ce sont les immigrants qui ont fait le boulevard. Mais aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Le nouveau boulevard Saint-Laurent, il est ailleurs ».

Cet ailleurs est selon un guide touristique destiné aux Montréalais le quartier de Côte-des-Neiges où « l'avenue Victoria est devenue la nouvelle Main » puisqu'elle concentre une mixité de langues et d'individus (Lazar et Douglas, 1993 : 77). Il est selon l'animatrice de l'Autre Montréal, lors d'une visite sur la diversité montréalaise, la rue Jean Talon. De tels discours renvoient à l'idée d'un cycle urbain lié à la mobilité résidentielle des communautés immigrantes. Comme dans d'autres villes, les centralités immigrées (Toubon, Messamah, 1990) se recomposent avec les réorientations migratoires et les changements résidentiels (Battegay, 2003). La notion de « centralité minoritaire » se réfère à « l'idée que les lieux ne sont pas des centralités pour les seuls immigrés et que, tout en ayant une fonction spécifique pour certaines minorités, elles n'en possèdent pas moins un sens et une fonction pour tout individu habitant ou fréquentant Paris » (Bredeloup, 2007). Les quartiers chinois, portugais, italien présents le long du boulevard sont marqués par « une appropriation ethnique particulière : [leur] vocation commerciale en fait un lieu d'attraction pour les citoyens de même origine que les commerçants, et à divers titres (exotisme, affinités) pour les citoyens de toutes origines » (Raulin, 2001 : 177). Les entretiens menés auprès de résidents ou de commerçants laissent à penser que le boulevard Saint-Laurent conserve sa centralité « historique », mais que le cosmopolitisme s'est désormais dispersé à l'échelle de la Ville toute entière. Comme l'affirme cet artiste travaillant dans le Quartier des Spectacles (entretien, 23 octobre 2012) :

« C'est encore multiculturel, oui. Mais j'ai l'impression que ça se transforme en fait : j'pourrai pas dire qui part, qui arrive, mais j'ai l'impression que ça va rester un lieu très dynamique en fait, multiculturel parce que la ville est multiculturelle ».

De fait, le boulevard Saint-Laurent ne possède plus le « monopole » de la diversité, laquelle caractérise la ville dans son ensemble, depuis la troisième vague d'immigration, durant les années 1990 (annexe 1.2.). De nouvelles modalités d'installation des populations immigrantes se dessinent, non pas suite à une véritable augmentation des flux mais en raison de l'extrême diversité des origines des immigrants. Si, par le passé, les quartiers qui accueillaient les immigrants se formaient plutôt par agrégation et de façon monoethnique, ils regroupent dès les années 1990 des immigrants aux origines beaucoup plus diverses, devenant des quartiers multiethniques (Germain, 2011). Annick Germain évoque le milieu du XXe siècle comme celui d'un « *cosmopolitan turn* » (Germain, 2011 : 9), durant lequel les quartiers multiethniques remplacent le « Montréal des

petites patries<sup>43</sup> », avec « une géographie dominée non par des territoires exclusifs reliés à une communauté donnée, mais plutôt de grands territoires partagés par plusieurs communautés autour de points de convergence » (Germain, 1997a : 23). Parc-Extension évolue ainsi d'une enclave grecque à un quartier multiethnique grâce à la diversification de l'immigration depuis les années 1970, notamment en provenance d'Asie du Sud (Poirier, 2006). Deux critères caractérisent les quartiers « multiethniques » : la présence d'au moins 30 % d'individus issus de l'immigration, et la grande diversité ethnoculturelle de l'ensemble des résidents des quartiers concernés (Germain, 1999). Si la région métropolitaine de recensement<sup>44</sup> de Montréal n'arrive qu'en troisième position en termes d'accueil des immigrants après Vancouver et Toronto, elle concentre la quasi-totalité de l'immigration arrivant au Québec (86,9 % en 2006<sup>45</sup>). Plus encore, la ville de Montréal continue d'accueillir l'essentiel de l'immigration, par rapport à la région métropolitaine de recensement. L'offre locative demeure en effet importante sur l'île de Montréal alors qu'une installation en banlieue, hors de l'île requiert souvent l'accès à la propriété. Si les banlieues reçoivent aujourd'hui des immigrants (Saint-Léonard, Montréal-Nord, Ville Saint-Laurent, Beaconsfield ou Dollard-des-Ormeaux), le phénomène est bien moindre à Montréal qu'à Toronto ou Vancouver (Leloup, 2007 ; Germain et Mitropolitska, 2008 : 89), au point qu'Annick Germain parle non seulement de « deux Québec dans un », mais aussi de « deux Montréal dans un » (Germain et Mitropolitska, 2008) ou encore de « suburbanisation au ralenti » de l'immigration (Germain, 1997a). Devant la « pluralité des modes d'insertion urbaine des immigrants » (Apparicio et al., 2007 : 63) dans des « territoires fluides de l'immigration » (Germain, Poirier, 2007), la « ville mosaïque » de « quartiers fondateurs » (Remy, 1990) disparaît au profit d'« espaces variés, comprenant des quartiers multiethniques centraux, mais aussi des banlieues anciennes dont la population se renouvelle à un rythme élevé » (Leloup, Radice, 2008 : 4). La plupart des auteurs (Apparicio et al., 2007) s'accordent par ailleurs pour souligner l'absence de « ghetto » dans la ville de Montréal. Ces évolutions, qui se repèrent dans d'autres villes, conduisent Sarah Mekdjan (2009 : 106) à analyser les espaces de la diversité arménienne à Los Angeles comme un kaléidoscope, « fondée sur l'observation de la superposition des signes urbains et de l'hétérogénéité et la multiplicité des références spatiales individuelles ». L'image

---

<sup>43</sup> Titre d'un roman de Claude Jasmin (1972) qui a été repris comme slogan pour les élections municipales dans les années 1970.

<sup>44</sup> La Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal est une entité définie par Statistiques Canada pour désigner l'agglomération urbaine de Montréal. En 2011, elle comprenait 91 municipalités sur l'île de Montréal, la rive sud et la rive nord. Les plus importantes municipalités sont Montréal, Laval et Longueuil.

<sup>45</sup> Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, 27 mars 2012, « Fiche synthèse sur l'immigration et la diversité ethnoculturelle au Québec ».

paraît transposable au boulevard Saint-Laurent qui d'une part, ne constituerait plus qu'une centralité parmi d'autres pour les communautés culturelles, mais serait vécu dans les récits qui le mettent en scène comme espace de centralité symbolique pour tous les habitants de la ville.

La *Main* reste ainsi chargée d'une forte dimension symbolique, « dans la mesure où [ces espaces publics] participent activement de la construction d'une identité collective relevant de l'ordre de l'éphémère, et contribuant à renforcer cette volonté du vivre-ensemble » (Ghorra-Gobin, 2001 : 8). Traces de l'immigration et marques de l'installation, qui témoignent de l'appropriation et de la reconnaissance municipale, se lisent le long du boulevard et appellent une réflexion sur les impacts des politiques de gestion de la diversité.

### **1.3. Un paysage cosmopolite, reflet des politiques de la diversité ?**

« Corridor de l'immigration<sup>46</sup> », le boulevard Saint-Laurent porte les marques des différentes vagues d'immigration qui se sont succédées durant le XXe siècle. Si le marquage du boulevard peut être spontané, il peut aussi être institutionnel, reflet des politiques de reconnaissance de la diversité. Je m'intéresserai ici à ces marques politiques, les marques relevant d'autres logiques seront analysées par la suite, notamment dans la seconde partie de la thèse. « La rue n'est pas qu'un espace de "commerce", elle est aussi ce lieu où s'exerce la politique urbaine, où par des aménagements divers les pouvoirs municipaux et autres essaient d'infléchir le devenir social de la ville » (Brody, 2005 : 13). Le boulevard Saint-Laurent serait dans ce cadre un espace privilégié de construction d'un paysage cosmopolite. En effet, les politiques municipales de gestion de la diversité, de l'interculturalisme provincial et du multiculturalisme fédéral ont eu des impacts concrets dans l'espace urbain à travers l'« urbanisme multiculturel » ou *multicultural planning* (Sandercock, 1998), lieu de rencontre entre géographie, aménagement et réflexion sur la gestion de l'altérité. Le *multicultural planning* n'est pas une forme particulière d'aménagement urbain, « *it is a strategy of making reasonable accomodations for the culturally defined needs of ethno-racial minorities on the one hand, and reconstructing the common ground that underlies policies and programmes on the*

---

<sup>46</sup> G. Fulton et L. Vermette, Direction des services historiques, Parcs Canada, 1996, Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, *L'arrondissement historique du Boulevard Saint-Laurent (La Main)*.

*other*<sup>47</sup>» (Qadeer, 1997). Nous analyserons l'espace du boulevard comme réceptacle de la « prise en compte institutionnelle de la situation de coexistence » (Dejean, 2010) en termes de mise en visibilité de la différence. De surcroît, la rue étant un ancien espace d'immigration, la démarche de *multicultural planning* est recouverte par des pratiques de commémoration dans une logique de reconnaissance d'un patrimoine de la diversité.

### 1.3.1. Du marquage ethnique au marquage commémoratif : actions et évolutions de la politique de diversité à Montréal

#### *La mise en visibilité de l'immigration le long du boulevard Saint-Laurent*

Le paysage comme « moyen de sélectionner et de représenter soigneusement le monde » (Mitchell, 2000 : 100) est un outil privilégié pour saisir le boulevard donné à voir, et à croire aux habitants, passants et touristes. John Brinckeroff Jackson évoque notamment un « paysage politique », comme « réalisation d'une idée ou d'un archétype » (Jackson, 1984 : 29), résultant de la décision d'un pouvoir central, lequel rend visible le pouvoir qu'il incarne, d'abord à grande échelle. Si J. Jackson insiste surtout sur la grille jeffersonienne aux États-Unis et la structuration générale du territoire, cette idée de « paysage politique » paraît opérante pour lire les traductions spatiales et la mise en visibilité des politiques de la diversité dans le paysage urbain. Elle rejoint celle de « paysage intentionnel », construit par un projet d'aménagement, contrairement au paysage « résultante non planifiée », produit par une accumulation de gestes et sans intentionnalité d'aménagement (Paré, 2005). Les actions de la municipalité de Montréal sur le boulevard Saint-Laurent oscillent entre la volonté de l'ethniser – ou du moins de reconnaître la diversité – et la démarche de « pasteurisation » (Germain et al., 2008), soit la tentative de créer un espace dit « neutre ».

À la tolérance au cœur de la réflexion de Michael Walzer (1997), Charles Taylor (1994 : 6) préfère le principe de reconnaissance qu'il définit comme « le cœur du processus de structuration identitaire ». La reconnaissance d'un individu ou d'un groupe d'individus ne devient effective qu'une fois admise sa situation légitime dans la société et garantie par l'État, par le biais de divers moyens, juridiques et politiques, susceptibles d'encourager les spécificités et différences propres à un groupe. La reconnaissance est à la fois état de fait et processus social. Selon Will Kymlicka (2006), la conception multiculturelle de l'intégration suppose que les immigrés « puissent afficher leur identité ethnique ». Ces recherches en philosophie politique font écho à de

---

<sup>47</sup> « C'est une stratégie pour mettre en place, d'une part, des accommodements raisonnables pour les besoins culturels précis des minorités ethno-raciales et d'autre part, reconstruire le terrain d'entente qui sous-tend les politiques et les programmes sur l'Autre ».

nombreuses questions de géographie sociale sur la séparation entre sphère privée et sphère publique, l'articulation entre les principes d'égalité, d'équité et de justice sociale (Amin et Thrift, 2002, Glazer, 1997; Brennetot, 2010), les rapports entre droits individuels et droits collectifs ou encore les questions liées à la visibilité (Béloin et al., 2009). Elles se retrouvent dans les politiques concrètes, mises en place dans certains États, pour gérer au mieux la diversité ethnique, culturelle, religieuse, notamment les politiques de mise en visibilité de la diversité.

Une des premières marques institutionnelles le long du corridor de l'immigration réside en l'imposition de toponymes liés à l'immigration et aux communautés venues s'installer de part et d'autre du boulevard. Placer des signes des communautés ethnoculturelles au sein des espaces publics, c'est donner une visibilité accrue à la diversité ethnique ; c'est l'accepter et l'inclure comme partie prenante de la Ville, au même titre que les deux communautés (anglophone et francophone) constitutives de Montréal. Ces actions de la part de la Division de la toponymie à la Ville centrale concentrent des enjeux politiques et symboliques importants, comme le montre, à la fin de l'année 2006, le projet municipal de changement de nom de l'avenue du Parc et de la rue de Bleury, plus au sud, en avenue Robert Bourassa (premier ministre du parti libéral québécois). L'avenue du Parc, lieu d'implantation de la communauté grecque, constitue un repère historique significatif pour les Grecs de Montréal et d'ailleurs, si bien que la communauté grecque s'est violemment opposée à ce projet imposé d'en haut qu'elle a perçu comme un déni de reconnaissance. Qualifiée de « néo-montréalaise » par l'administration, elle a protesté par des manifestations, la formation d'un groupe « Save Park Avenue », ou encore la publication d'articles dans la presse. Les autres habitants, du Mile End notamment, n'étaient guère plus favorables, inquiets d'une dénomination politique et québécoise à rebours du caractère dit « multiculturel » de cette artère, susceptible d'effacer leur mémoire des lieux. Le *multicultural planning* appelle une prise en compte des différentes pratiques de l'espace, des conflits d'usages qui peuvent en découler, des revendications de certains, et se fonde sur la participation de tous, toutes choses inexistantes dans cette initiative.

D'autres changements avec la volonté de donner de la visibilité ethnique à l'espace public ont au contraire été entérinés en accord avec les communautés. Ainsi le parc de la Petite Italie a remplacé l'ancien parc Martel en 1998 (fig. 1.8.). En 1975, le parc du Portugal est inauguré en lieu et place successivement du square Saint-Jean-Baptiste, square Cherrier et square Vallières<sup>48</sup> (fig. 1.8.). Ces nombreuses marques toponymiques se retrouvent le long du boulevard, mais aussi dans les rues adjacentes, soulignant bien l'épaisseur de la rue. Ainsi, le parc des Açores sur

---

<sup>48</sup> François Cherrier était un prêtre catholique québécois et vicaire général au XVIIIe siècle ; Philippe Vallières était ébéniste, fabricant de meubles et homme politique québécois du XIXe siècle.



l'avenue Hôtel-de-ville entre la rue Rachel et l'avenue Duluth, ou encore la place de la Roumanie à l'ouest de la rue Clark, entre l'avenue des Pins et la rue Saint-Cuthbert (fig. 1.8. et 1.13.). Dans le quartier de la Petite Italie, les parcs Dante, Guglielmo-Marconi<sup>49</sup> ou encore Carmela-Galardo-Frascarelli<sup>50</sup> se sont ajoutés à celui de la Petite Italie (fig. 1.8 et 1.13.), évoquant qui la littérature italienne, qui certaines figures marquantes ou des membres de la communauté italienne montréalaise. C'est donc un marquage idéologique et mémoriel (Giraut, Houssay-Holzschuch, 2008), puisque nommer, c'est aussi connaître pour pouvoir s'approprier. Au final, ces toponymes s'inscrivent dans une politique de commémoration, davantage que dans le courant du *multicultural planning*, même si ce marquage institutionnel est en lien avec les vagues d'immigration à l'époque. La politique du patrimoine de la Ville de Montréal souligne d'ailleurs le rôle commémoratif de la toponymie, notamment pour la « diversité culturelle », les Premières Nations et l'histoire des quartiers<sup>51</sup>. Les noms de lieux participent de la construction de repères dans la ville par la création d'un patrimoine et la « reconnaissance » des différences. Au-delà de la toponymie, des plaques commémorant la venue des communautés immigrantes sont apposées, comme celle dans le parc du Portugal pour l'anniversaire des 50 ans de la communauté (fig. 1.13.). Les espaces publics du boulevard Saint-Laurent lient donc « la pluralité des individus et communautés et font accéder différents mondes vécus à une visibilité politique » (Ghorra-Gobin, 2001 : 14).

Enfin, l'équipe municipale de la ville-centre a posé certaines marques symboliques, comme les arches dans le quartier chinois. Sous le mandat de Pierre Bourque, maire de Montréal de 1994 à 2001, lors du plan de revitalisation du quartier chinois en 1998, des artisans venus de Shanghai (avec qui les gestionnaires de la ville de Montréal ont tissé des liens depuis la réalisation du jardin de Chine au Jardin Botanique en 1990 (Cha, 2004)) réalisent les arches installées sur le boulevard Saint-Laurent au sud du boulevard René-Lévesque et sur la rue Viger (fig. 1.13.). Ce marquage participe d'une stratégie électorale de la part du maire Bourque : les membres de la communauté avancèrent à l'époque que des arches similaires existaient déjà à Toronto et Vancouver et souhaitaient donc un marquage à Montréal<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> Guglielmo Marconi (1874-1937), physicien italien, est l'inventeur du premier système efficace de télégraphie sans fil.

<sup>50</sup> « Carmela Galardo-Frascarelli est la fondatrice de la Loggia Anita-Garibaldi, organisme voué à l'aide aux familles dans le besoin pendant la crise économique de 1929. Durant quinze ans, elle assure la présidence de la section italienne du comité des suffragettes; elle milite avec Thérèse Casgrain pour le droit de vote des femmes au Québec, droit qu'elles obtiendront le 25 avril 1940 », Commission de toponymie du Québec, [http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/toposweb/fiche.aspx?no\\_seq=349220](http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/toposweb/fiche.aspx?no_seq=349220), site consulté le 14 juillet 2014.

<sup>51</sup> Ville de Montréal, 2005, *Politique du patrimoine*, p. 56.

<sup>52</sup> Buzzetti, Hélène, « La revitalisation du Quartier chinois. Des arches mais pas encore d'alliance », 15 juillet 1998, *Le Devoir*, Les Actualités, p. A1203.

Figure 1.13. L'apposition de « marques » : toponymie et symboles



En haut, de gauche à droite : plaque toponymique de la place de la Roumanie et plaque commémorative du 50e anniversaire de la première vague d'immigration portugaise au Canada dans le parc du Portugal. En bas, l'arche délimitant le Quartier chinois sur le boulevard Saint-Laurent au niveau du boulevard René-Lévesque et le parc de la Petite-Italie dans la Petite Italie (Photographies : M-L Poulot, 2011, 2012).

### *Les évolutions de la politique de diversité de la municipalité montréalaise*

Si cette prise en compte du pluralisme dans la toponymie associée au marquage institutionnel a été importante dans les années 1980 et 1990 et s'est poursuivie dans une moindre mesure dans les années 2000, la période récente montre un certain retour en arrière dans le marquage ethnique institutionnalisé de l'espace public. Le maire Pierre Bourque avait inclus les communautés culturelles dans ses stratégies électorales et fait plusieurs gestes symboliques dans le

traitement de certains espaces publics (Jouve, 2005)<sup>53</sup>, comme dans le quartier chinois. Sous les mandats de Gérald Tremblay (2002-2012), les actions ont en revanche été moins importantes<sup>54</sup>. Les pouvoirs publics semblent aujourd'hui plus réticents à afficher la diversité dans l'espace et sont tentés de le purger « d'activités trop associées à des communautés ethniques » dans une démarche de « pasteurisation » (Germain, Liégeois, 2010), c'est-à-dire de « gommage des marqueurs des différences culturelles » (Germain et al., 2008). L'objectif n'est pas ici de cerner la géopolitique des politiques de la diversité à la manière de Frédéric Douzet (2000) pour la ville d'Oakland par exemple<sup>55</sup>, mais de réfléchir aux évolutions de ces politiques et à la façon dont elles influent sur l'espace montréalais. Il s'agit donc d'analyser non plus seulement la mise en visibilité des groupes ethniques par la commémoration ou les marques mais l'intégration des minorités dans le quotidien institutionnel et administratif de la ville.

La mairie de Montréal s'est dotée dès 1988 d'un outil institutionnel pour gérer les questions relatives à la diversité multiculturelle locale. Cette structure, le Bureau interculturel de Montréal (BIM), « unique dans le monde municipal canadien » d'alors, avait « pour mission de créer des relations harmonieuses entre les Montréalais de toutes origines », comme l'explique une conseillère en affaires interculturelles (entretien, mai 2007). Pour parvenir à cet objectif, le Bureau a recruté des fonctionnaires bilingues, parfois issus des communautés, et des traducteurs afin d'informer les populations immigrées sur les services municipaux. Ce n'était « pas seulement un service direct pour les habitants mais aussi un service conseil qui fait le lien avec les autres unités de la mairie » (entretien avec une conseillère en relations interculturelles, 21 septembre 2011). Cette création, qui sanctionne la prise de conscience par la Ville de sa diversité, participe d'un souci de démocratisation pour rendre les services plus accessibles à tous les citoyens (ainsi la création des bureaux accès Montréal), sous la pression notamment du Rassemblement des

---

<sup>53</sup> Si certains élus peuvent former des liens privilégiés avec certaines communautés, il n'existe pas à Montréal d'équivalent du bossisme car les ressources sont trop limitées : « des logements sociaux déjà occupés et un personnel municipal essentiellement composé de québécois sans possibilité de créer en nombre de nouveaux postes » (Jouve, 2005).

<sup>54</sup> Denis Coderre, élu maire de Montréal le 3 novembre 2013, a été critiqué par ses adversaires pour ses stratégies électorales auprès de certaines communautés ethniques, voir Guillaume Bourgault-Côté, « Dernières salves contre Coderre », 2 novembre 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/391633/dernieres-salves-contre-coderre>, site consulté le 18 juillet 2014.

<sup>55</sup> Je ne me pencherai pas ici sur les débats relatifs à la place des minorités immigrantes dans la politique municipale, mais on peut souligner la stabilité des gouvernements municipaux et la place réduite laissées aux minorités : seules les communautés juive et italienne trouvent une voix (Simard, 2004). A ces deux communautés, ajoutons la communauté grecque qui, au niveau provincial, a longtemps envoyé ses représentants.

citoyens de Montréal<sup>56</sup>, qui réclame la participation politique de tous les Montréalais aux décisions de et sur la Ville.

Le Bureau interculturel de Montréal (BIM) devient en 1992 la Division des affaires interculturelles (DAI), puis en 2007, la Direction de la Diversité sociale. Cette dernière structure est le résultat de la fusion de deux services, le développement social et les affaires interculturelles, qui traitaient le même public (minorités, femmes, marginaux, jeunes). Cette nouvelle unité regroupe des « conseillers en relations interculturelles » qui s'occupent notamment des formations pour les employés et gestionnaires, et des « conseillers en développement communautaire, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » qui gèrent le fonds d'initiative social pour venir en aide aux plus démunis. Cette évolution semble caractériser toutes les grandes métropoles canadiennes, à l'image de Toronto qui a connu un regroupement identique en 1996. La fusion des différents services place les préoccupations interculturelles sur un mode plus transversal et intersectoriel. La direction conduit à la fois des interventions dites « structurantes » (planification au niveau triennal pour un impact plus important) et des interventions « ponctuelles » (une action ciblée et à court terme sur un espace) (entretien avec une conseillère en affaires interculturelles, 21 septembre 2011). Une des actions phares a été la réalisation d'un calendrier interculturel avec les fêtes et dates importantes des différentes communautés ethniques et religieuses présentes dans la Ville de Montréal.

Définie comme une entité d'« expertise conseil », la nouvelle Direction de la Diversité sociale emploie six conseillers en relations interculturelles permanents. L'une d'entre eux, d'origine portugaise, utilise le « nous » pour parler de cette communauté. Son domaine d'action participe pleinement de l'interface entre l'interculturel et le social puisqu'elle assure la formation des gestionnaires de projets d'intégration des nouveaux arrivants touchant au culturel, au social, à l'environnement, au communautaire. Elle s'occupe également du montage des dossiers et fait de l'information le maître-mot de son action. Selon elle, la connaissance des services municipaux et, au-delà, de la réalité québécoise et canadienne est un préalable nécessaire à l'intégration des nouveaux migrants ou des plus démunis (entretien, 7 octobre 2011).

Les principes directeurs de cette unité se fondent sur plusieurs textes : la *Charte des droits et des libertés du Québec* de 1989, des déclarations officielles de la Ville de Montréal, la *Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale* de 1989 – remise à jour lors des nouveaux découpages

---

<sup>56</sup> Le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) est un parti politique au pouvoir à Montréal de 1986 à 1994. Il s'est formé en réaction aux pratiques politiques de Jean Drapeau, maire de Montréal entre 1954 et 1957 puis de 1960 à 1986. « Dirigé par Jean Doré, ce parti composé de militantes francophones et anglophones (dont plusieurs juifs et juives progressistes) de diverses tendances politiques sera au pouvoir de 1986 à 1990 et de 1990 à 1994 » (Latendresse, 2013).

administratifs de la Ville de Montréal en 2004 (encadré 1.1.)—, la *Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion* adoptée en mars 2004 par le Conseil municipal de Montréal, ainsi que *La Charte montréalaise des Droits et Responsabilités* adoptée en 2005, à la suite du Sommet de Montréal<sup>57</sup>, dans le cadre du projet « Équité et Diversité ». Cette charte a été révisée en 2010, après avoir été soumise à la consultation publique organisée par l'Office de consultation publique de Montréal<sup>58</sup>. Ces textes s'adressent à l'ensemble des habitants de la métropole, quelle que soit leur origine ethnique ; ils rappellent la finalité de la Direction, qui est « d'ouvrir les services municipaux à tous les Montréalais et ne pas créer systématiquement des services individuels ou spécifiques à chaque groupe » (entretien, 7 octobre 2011). Cet objectif principal participe des valeurs de l'interculturalisme, la politique de gestion de la diversité québécoise, qui prône la création de liens et d'échanges entre les différents groupes tout en les intégrant, en français, au sein de la société québécoise. Le personnel municipal chargé de promouvoir l'interculturalisme cite volontiers les proclamations politiques élaborées par la ville en justification de ses pratiques professionnelles plutôt que de se référer aux seuls principes consignés dans les plaquettes d'information éditées par la Direction des affaires interculturelles puis de la Diversité sociale<sup>59</sup>, soulignant là encore les liens entre la politique montréalaise et les orientations provinciales. En amont de la Direction de la Diversité sociale, dont les membres interviennent directement sur le terrain, les responsables de structures à l'accent plus politique définissent les grandes orientations de la municipalité en matière d'interculturalisme. Le Comité consultatif sur les relations interraciales et interculturelles (CCRIIM), créé en 1990, et transformé en 1996 en Comité aviseur sur les relations interculturelles de Montréal (CARIM) assure une mission de conseil auprès du maire, notamment sur les thèmes ayant trait à l'organisation des services municipaux et aux relations entre la Ville et les membres des communautés ethnoculturelles. Aboli lors de la restructuration de la ville en 2002-2003 (encadré 1.1.), la pression des leaders des communautés ethnoculturelles, pour qui il représentait une tribune, a conduit à sa restauration sous le titre de Conseil Interculturel de Montréal (CIM). Ce CIM, intégré à la nouvelle charte de la ville de

---

<sup>57</sup> Grand sommet économique et social de consultation, au cours duquel les membres de la fonction publique municipale et des représentants de la société civile décident des priorités de développement pour l'avenir de Montréal.

<sup>58</sup> « L'article 42 de la Charte montréalaise des droits et responsabilités stipule que dans les quatre années suivant son entrée en vigueur, le 1er janvier 2006, la Ville doit procéder, dans le cadre d'une consultation publique, à l'évaluation de la pertinence, de l'efficacité et de la couverture des droits et des responsabilités ainsi que des processus de suivi, d'enquête et de plainte qu'elle prévoit. », site de l'OCPM : <http://ocpm.qc.ca/consultations-publiques/revision-de-la-charte-montrealaise-des-droits-et-responsabilites>, site consulté le 15 juillet 2014.

<sup>59</sup> Ville de Montréal, Direction générale, 1998, Un engagement continu. Regard sur les relations interculturelles de la Ville de Montréal.

Montréal en 2003, composé de quinze membres choisis par l'exécutif municipal pour leur expertise interculturelle, est régulièrement appelé en consultation par le maire. Enfin, depuis 2004, une Commission permanente du conseil de la ville sur les affaires corporatives, la gestion stratégique, le capital humain et la diversité ethnoculturelle a été créée (Latendresse 2004 ; Jouve, 2005). Au marquage commémoratif s'ajoute donc une prise en charge administrative des migrants, et une tentative de représentation politique, lesquelles sont peu visibles dans le paysage urbain.

Il existe d'ailleurs un certain « adhocratisme » montréalais selon les termes d'Annick Germain et de Martin Alain (2006): « les intervenants procèdent par essai/erreur au fur et à mesure des problèmes à résoudre, et souvent il n'y a pas de philosophie claire qui sous-tend les actions menées. Les intervenants ne voient d'ailleurs pas toujours la nécessité d'une politique de gestion de la diversité ou de formation à l'interculturel ». De surcroît, la gestion de la diversité est passée d'une échelle urbaine – de la ville dans son ensemble – à celle des arrondissements. Cette décentralisation, entérinée par la Loi 33, votée en 2003 (Jouve, 2005), centre la gestion de la diversité sur quelques arrondissements, ceux aux taux de population immigrante les plus élevés. « Cette territorialisation infra-municipale s'accompagne d'une diversification des mécanismes de médiation politique qui prennent corps dans des dispositifs formels, institutionnalisés, mais aussi et de plus en plus dans un cadre informel, en contournant les dispositifs institutionnalisés » (Jouve, 2005). Cette loi entérine la décentralisation des pouvoirs avec de nouvelles articulations entre les différents territoires de la ville (encadré 1.1.). Les administrations des arrondissements sont donc désormais impliquées dans la politique de reconnaissance de la diversité, avec l'appellation de certains quartiers « ethniques », comme celle de « Petit Maghreb » par l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. La mairesse Anie Samson<sup>60</sup> avait joué de cette promesse électorale de soutien du projet lors des élections en 2005, et en 2009, l'administration centrale de la ville de Montréal a accompagné l'association du Petit Maghreb dans le cadre du « programme réussir à Montréal<sup>61</sup> » (Lejeune, 2012).

### **Encadré 1.1. La « saga des fusions-défusions » et la restructuration de la ville de Montréal**

Dès les années 1960, s'amorce au Québec un débat sur les fusions municipales car c'est dans la province québécoise que l'on trouvait le plus grand nombre de municipalités locales et notamment de petites municipalités rurales. Dans les années 1990, le gouvernement provincial décide d'appliquer une

<sup>60</sup> Anciennement rattachée à Vision Montréal, parti politique fondé en 1994 par Pierre Bourque, Anie Samson est aujourd'hui indépendante.

<sup>61</sup> Le programme « Réussir à Montréal » est un programme de soutien aux commerçants pour le programme de subvention à la rénovation.

stratégie de fusion aussi bien dans les milieux ruraux qu'urbains, dans une perspective de renforcement du réseau des villes (Trépanier, 2008). Se mettent en place des programmes de fusion de municipalités à Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi, Montréal, démarche qui suit celle entreprise en Ontario (Poiret, 2011). Le 31 décembre 2001, la Communauté urbaine de Montréal (CUM), existante depuis 1969<sup>62</sup>, disparaît, remplacée par la nouvelle Ville de Montréal. Celle-ci est divisée en arrondissements qui remplacent les vingt-huit anciennes municipalités, avec de nouveaux découpages géographiques et l'octroi de nouveaux champs d'action aux échelles inférieures (fig. 1.14.)<sup>63</sup>. « Entre 2000 et 2002, le gouvernement provincial du Parti québécois réalise une réforme qui touche simultanément trois échelles : métropolitaine (création d'une agence de planification stratégique, [la Communauté métropolitaine de Montréal, la CMM]), locale (fusions municipales) et infralocale (décentralisation vers les arrondissements) » (Kübler, Tomàs, 2010).

Cette réforme polémique entraîne de nombreuses protestations de la part des maires des municipalités de banlieues : « L'attachement à la municipalité est particulièrement fort au sein de la communauté anglophone, majoritaire dans plusieurs villes du *West Island* » (Kübler, Tomàs, 2010). Les protestations sont telles qu'elles entraînent la défaite du Parti Québécois et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement libéral plus attentif aux banlieues aux élections provinciales en avril 2003. Le nouveau gouvernement met alors en place un référendum dans vingt-deux des anciennes municipalités sur une possible « défusion ». « La "défusion" est un néologisme forgé pour désigner la séparation juridique de la municipalité. Cette défusion a été conditionnée à des référendums dans les municipalités où les citoyens concernés pouvaient s'exprimer sur leur préférence de retrouver une municipalité autonome sur la base territoriale de celle qui avait été fusionnée lors de la réforme » (Pierrevelcin, 2007 : 65). Les protestations ont abouti, sur l'île de Montréal, à la défusion de quinze municipalités de la nouvelle Ville lors du référendum de 2004. L'île de Montréal est donc organisée aujourd'hui selon deux logiques : la ville de Montréal et ses dix-neuf arrondissements et les quinze villes, dites « villes de banlieue reconstituées » (fig. 1.15.). Les municipalités anglophones présentes dans l'ouest de l'île ainsi que les banlieues aisées francophones ont choisi la défusion lors du référendum. La richesse socio-économique a été un critère de défusion. Cette dernière peut également être interprétée comme une stratégie de protection des droits de la minorité anglophone (Trépanier, 2008), puisque la fusion municipale avait été perçue comme une attaque directe contre les droits des communautés anglophones en ce sens qu'elle les aurait affaibli dans

---

<sup>62</sup> Auparavant, ont existé la Commission métropolitaine de Montréal (1921) puis la Corporation du Montréal métropolitain (1959).

<sup>63</sup> « Dix-huit arrondissements sont issus des vingt-sept anciennes municipalités de banlieue de l'île de Montréal et neuf ont été découpées à même l'ancienne de ville de Montréal à partir de délimitations existantes, ce qui explique que la superficie (4,03 km<sup>2</sup> pour Westmount et 54,77 km<sup>2</sup> pour Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est) et la population (17 706 habitants à Dorval/l'île-Dorval et 163 110 habitants à Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce) varient considérablement d'un arrondissement à un autre » (Collin et Robertson, 2004 : 3-4, cité par Rivard et al. 2004 : 16).

<sup>64</sup> [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=5798,85493596&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,85493596&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 30 août 2014

leur pratique linguistique. La *Charte de la Langue française au Québec* accordait jusqu'en 2000 le droit pour une municipalité de bénéficier d'un statut bilingue, francophone et anglophone, et donc de fonctionner dans les deux langues, contrairement au principe de priorité de la langue française pour le reste de l'administration publique québécoise. Les arrondissements restent quant à eux en place et la loi 33 qui modifie la charte de la ville de Montréal accorde au maire d'arrondissement les mêmes pouvoirs que ceux des maires d'une municipalité, à l'égard des compétences relevant du conseil d'arrondissement.

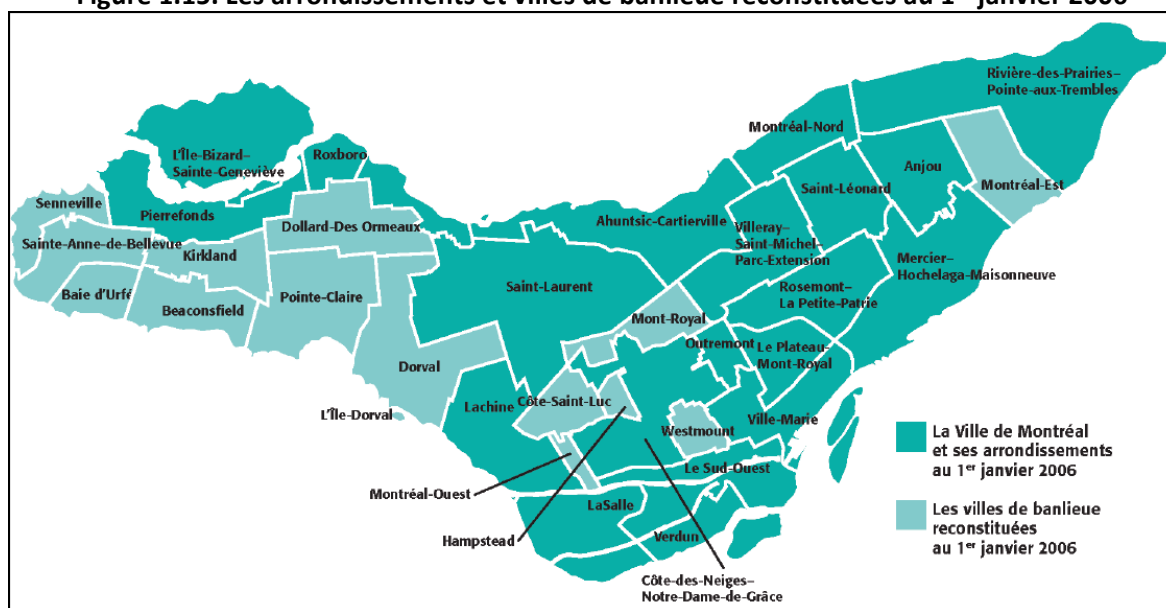
**Figure 1.14. Les municipalités sur l'île de Montréal, les rives Nord et Sud en 1961 et 1991**



On remarque une fusion des différentes municipalités sur l'île de Montréal et sur les rives Sud et Nord de Montréal entre 1961 et 1991. (Source : Drouilly Pierre, 1996, p. 327-328)



Figure 1.15. Les arrondissements et villes de banlieue reconstituées au 1<sup>er</sup> janvier 2006



Source : Ville de Montréal<sup>64</sup>

À noter enfin l'apparition du terme de cosmopolitisme au sein même des documents traitant de l'interculturalisme, notamment dans *Construire une ville cosmopolite – Rapport final*, rapport de l'Équipe sectorielle de travail sur les relations interculturelles au Comité de transition de Montréal, publié en septembre 2001, ainsi que dans *La Charte montréalaise des Droits et Responsabilités*, adoptée en 2005 et révisée en 2010 : l'article 12 affirme que « le cosmopolitisme de Montréal représente une richesse mise en valeur par la promotion de l'inclusion et de relations harmonieuses entre les communautés et les individus de toutes les origines<sup>65</sup> ». Ce terme pose d'ailleurs problème au Conseil Interculturel de Montréal (CIM) qui souhaiterait celui d'interculturalisme. Le cosmopolitisme a, selon le CIM, un caractère plus descriptif qui mettrait de côté la dimension d'intégration des diverses communautés culturelles : « d'un point de vue purement politique et pragmatique, en voulant se distinguer, la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* introduit en fait un élément d'incohérence avec la politique québécoise d'intégration qui, tout en prônant l'ouverture sur le monde et la tolérance, cherche à enraciner ses immigrants plutôt qu'à les transformer en citoyens du monde!<sup>66</sup> ». L'idée d'enraciner ses citoyens dans une nation peut effectivement venir à l'encontre du projet politique cosmopolite, comme le soulignent bon nombre d'auteurs, du cosmopolitisme grec aux analyses d'Ulrich Beck (2006) en passant par le cosmopolitisme kantien. La difficulté d'articuler projet cosmopolite et projet

<sup>65</sup> Article 12, Charte montréalaise des droits et responsabilités, p.5.

<sup>66</sup> Conseil interculturel de Montréal, 29 octobre 2010, document de réflexion dans le cadre de la consultation publique sur la révision de la Charte montréalaise des droits et responsabilités, p.9.

national québécois qui souligne la prépondérance forte accordée à la culture majoritaire francophone est bien réelle. En fin de compte, le terme cosmopolitisme a été conservé. Peut-être voit-on poindre à Montréal une autre forme de cosmopolitisme, un exemple de déclinaison locale du *rooted cosmopolitanism* (Appiah, 2006 ; Kymlicka, Walker, 2012) en tant qu'ouverture à l'autre tout en étant bien ancré dans la ville.

Mais si le Conseil interculturel de Montréal souligne le vocabulaire utilisé, c'est que la politique de diversité de la ville de Montréal s'insère véritablement dans la politique provinciale de l'interculturalisme. En dépit des évolutions des différentes structures municipales d'aide à la prise en charge de la diversité (changement de nom, objectifs élargis), ces dernières renvoient surtout aux élaborations successives de l'interculturalisme québécois et fort peu aux alternances de majorité politique. Le personnel n'a guère changé car « les services municipaux recrutent des gens qui ne sont pas affiliés aux partis nationaux. Les conseillers qui travaillent dans les mairies se concentrent surtout sur des enjeux locaux (...) et il n'y a pas eu de changements radicaux » selon les termes de la conseillère rencontrée à la Division de la diversité sociale (entretien, 14 novembre 2011). Quelques changements se repèrent toutefois depuis la mise en place de la politique de diversité municipale : il semble que la municipalité cible plutôt sur le culturel aux dépens de l'interculturel (évolution des budgets, division des affaires interculturelles plus réduite), qui encourage un marquage simplement temporaire de l'espace public. Par exemple, même au sein de la Division des affaires interculturelles, les budgets sont surtout destinés aux festivals et événements ethniques et interculturels. « Il faut bien le reconnaître, les marqueurs de l'identité ethnique ne se limitent pas aux seules constructions ou autres éléments paysagers, mais aussi aux événements auxquels les divers groupes ethnoculturels participent » (Paré, 2005 : 200). L'accent serait alors porté sur des temporalités cosmopolites, lesquelles sont également mises en avant par les politiques provinciales et fédérales, plus que sur des lieux. Ce constat revient à interroger les évolutions de la politique québécoise de la diversité qui a des impacts forts dans la ville de Montréal, et où se pose avec acuité la question de l'articulation entre projet national québécois et ouverture à l'altérité.

### 1.3.2. Les politiques provinciales de gestion de la diversité

#### *L'interculturalisme québécois : une voie francophone ?*

La province québécoise a choisi d'instaurer l'interculturalisme, en opposition au multiculturalisme mis en place au Canada anglophone. Beaucoup de dirigeants et de citoyens

québécois considèrent la Province comme une nation au sein de la Fédération<sup>67</sup>, si bien que la diversité est tolérée et encouragée mais dans un cadre qui garantit la suprématie incontestée de la langue française comme fondement de la culture provinciale. En l'absence de loi officielle sur l'interculturalisme, ce « néologisme<sup>68</sup> » ne fait pas l'objet d'une définition claire et précise (Salée, 2010). De nombreux auteurs présentent l'interculturalisme comme une « voie médiane » entre multiculturalisme et assimilationisme (Bouchard, 2012 : 38) et comme un modèle distinct du multiculturalisme dans un discours partisan. L'interculturalisme comme « pluralisme intégrateur » reposerait sur sept éléments de définition : le respect des droits, la promotion du français comme langue principale, la prise en compte de la nation québécoise dans sa diversité, l'accent porté sur l'intégration, la promotion des interactions, le développement d'une culture commune comme rencontre de la diversité et enfin, la promotion d'une identité, d'une appartenance et d'une culture nationale québécoise (Bouchard, 2012 : 41-43). L'interculturalisme « invite les groupes minoritaires à conserver leur héritage, à manifester leur présence et leurs valeurs propres ; favorise les rapports entre les minorités ethnoculturelles et la culture de la majorité française ; et affirme le français comme langue publique commune<sup>69</sup> ». Dans les faits, des problèmes de marginalisation socioéconomique existent toujours (Ledoyen, 1992), des « phénomènes de discrimination et de ségrégation, notamment dans l'emploi et dans le logement » (Bataille et al., 1998 : 125).

Plusieurs textes de références ponctuent l'évolution de la « doctrine » québécoise : le plan d'action du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration en 1981, intitulé *Autant de façons d'être Québécois*<sup>70</sup> ; la loi de 1984 créant le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, devenu aujourd'hui Conseil des relations interculturelles ; le Livre blanc de 1990, *Au Québec pour bâtir ensemble*, qui, s'il continue de valoriser les « cultures d'apport », met l'accent sur le rapprochement entre les communautés culturelles et la « communauté majoritaire ». Le maître mot devient alors l'interculturalisme autour de la culture québécoise francophone. L'individu est valorisé et non plus les seules communautés – pour éviter une certaine fermeture des minorités sur elles-mêmes, ce qui a été parfois reproché au multiculturalisme (Bissoondath,

---

<sup>67</sup> Le premier ministre du Canada, Stephen Harper, reconnaît en 2006, que le Québec est une « nation » au sein d'un Canada uni (*Débats de la Chambre des communes*, 39<sup>e</sup> parlement, 1<sup>re</sup> session, vol.141, n°87, 27 novembre 2006).

<sup>68</sup> *Le concept d'interculturalisme en contexte québécois : généalogie d'un néologisme*, Rapport présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC), 21 décembre 2007.

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> Québec, Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, 1981, *Autant de façon d'être Québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles*, Québec, Ministère des Communautés culturelles et de l'immigration.

1995) et, ainsi, pour favoriser l'intégration de chacun dans l'ensemble national québécois. Les textes successifs depuis 1981 posent trois principes proclamés intangibles. Le Québec est une société dont le français est la langue commune de la vie publique, une société démocratique où la participation et la contribution de tous sont attendues et favorisées. Enfin, il s'agit une société pluraliste ouverte aux multiples apports dans les limites qu'impose le respect des valeurs démocratiques fondamentales. « Beaucoup soulignent [pourtant] l'importante croissance des tensions sociales et culturelles entre les populations majoritaires et minoritaires, ainsi que l'inquiétude qu'il faut entretenir à l'égard de tels phénomènes quant à leurs dérives potentielles et à leur participation à l'ouverture d'un "espace de racisme" plus généralisé au Québec » (Bataille et al., 1998 : 124).

Le gouvernement du Québec s'accorde pour souligner trois grandes périodes de la politique de l'interculturalisme depuis l'adoption, en 1990, de *l'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration* : les modèles dits intercommunautaire, civique et interculturel<sup>71</sup>. Dans les années 1990, avec le modèle intercommunautaire, le gouvernement s'engage dans une stratégie d'éducation et de sensibilisation à la diversité et prône des mesures visant à valoriser les « cultures d'apport » à la société québécoise. Dans cette conception qu'on pourrait qualifier de culturaliste, l'objectif poursuivi est le rapprochement entre les communautés culturelles et la communauté majoritaire – plutôt qu'entre les individus – dans ce qu'elles ont de distinct et de spécifique culturellement, tout en maintenant la spécificité francophone québécoise. En 1996, en créant le Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le gouvernement rompt avec le modèle intercommunautaire et insiste désormais sur un modèle dit civique de l'interculturalisme. Le gouvernement abandonne l'approche de catégorisation des citoyens en fonction de leur origine ethnoculturelle ou de leur parcours migratoire, favorisant plutôt un modèle axé sur les responsabilités civiques et sur l'engagement moral de participer au développement du Québec. Le projet civique vise en outre à combler les déficits de participation politique, sociale et culturelle par une éducation civique et à favoriser l'adhésion la plus large possible à une « citoyenneté québécoise ». Il tend cependant à oublier et ignorer les difficultés, telles que l'isolement social des minorités. Enfin, les gouvernements récents prônent à partir des années 2000 le modèle interculturel qui viserait justement à mettre en valeur le vaste potentiel – non seulement culturel, mais économique et social – que représentent les immigrants accueillis par le Québec, en établissant des ponts entre le gouvernement du Québec et les communautés culturelles. Le modèle interculturel formalise la nécessaire rencontre entre le projet individuel

---

<sup>71</sup> Site officiel du gouvernement du Québec, <http://www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca/fr/valeurs-fondements/rapprochement/assises-approche.html>, site consulté le 14 juillet 2014.

d'intégration de l'immigrant et le projet collectif d'une société qui souhaite accueillir des personnes pouvant contribuer à sa croissance démographique, à son développement économique, à la pérennité du fait français ainsi qu'à son ouverture sur le monde. Enjeu fondamental dans le processus conduisant à la pleine participation des personnes issues des communautés culturelles, le rapprochement interculturel consisterait, dans sa forme concrète, à autoriser les personnes issues des communautés culturelles à devenir des acteurs de la société québécoise et à influencer les enjeux qui les concernent, de sorte qu'elles puissent pleinement participer à la société québécoise. Ultimement, le rapprochement interculturel viserait à bâtir une société inclusive, plurielle et ouverte sur le monde. En réalité, cette évolution n'est pas linéaire selon les alternances politiques entre Parti libéral et Parti québécois. Ainsi, des changements de cap parsèment le parcours des politiques interculturelles depuis les années 1990, sur les questions de citoyenneté, de langue et d'inclusion. Cette politique ne se fait pas sans débats, qui prennent une acuité particulière dans la ville de Montréal.

*De la loi 101 à la charte des valeurs : la ville de Montréal, laboratoire des politiques interculturelles ?*

La ville de Montréal s'insère au sein des politiques de l'interculturalisme mises en place par la province québécoise. Elle est l'espace où se cristallisent de nombreux enjeux puisqu'elle reçoit la majorité des immigrants, comme le montre l'implication autour de la charte des valeurs québécoises des candidats à la mairie de Montréal lors des élections municipales de novembre 2013. Certaines décisions ont touché la ville de Montréal plus particulièrement, avec des effets dans l'espace public, parfois sur le boulevard Saint-Laurent. La ville de Montréal est originale au sein du Québec de par sa « super diversité » (Vertovec, 2007 repris par Germain et Dejean, 2013). Si Montréal concentre moins d'immigrants que Toronto ou Vancouver, elle comprend une plus grande diversité de pays d'origine, du fait de la stratégie québécoise en faveur des immigrants francophones. Le Québec souhaite en effet conserver et renforcer son particularisme linguistique, tout en recourant à l'immigration du fait de son faible taux de natalité. Le gouvernement a donc négocié avec le gouvernement fédéral, dès la fin des années 1960 (la première entente, dite Cloutier-Lang, est signée en 1971), une série d'accords visant à renforcer progressivement le pouvoir des autorités québécoises en matière d'immigration. Marc Parant (2001), fonctionnaire au ministère canadien de la Citoyenneté et de l'Immigration, y voit le signe d'une politique volontariste où l'affirmation de l'identité francophone demeure le premier objectif à atteindre. En 1978, l'accord Couture-Cullen confère de réels pouvoirs au gouvernement du Québec en matière de sélection des immigrants (Seong-Sook, 2000). Le dernier accord, l'entente fédérale-provinciale Gagnon-Tremblay-McDougall en 1991, permet au Québec d'être l'unique responsable des

structures d'accueil et du cadre d'intégration linguistique et culturelle des populations immigrées et de favoriser une immigration francophone.

Les velléités souverainistes du gouvernement du Québec se sont notamment traduites par l'adoption de la Charte de la langue française – ou loi 101 – adoptée en 1977, qui affirme la primauté du français dans de nombreux domaines et notamment en ce qui concerne l'affichage public et la publicité commerciale. Aboutissement d'une crise linguistique née d'un conflit sur la langue d'enseignement à l'école dans le quartier de Saint-Léonard, au nord de Montréal, dans les années 1970<sup>72</sup>, cette loi 101 intervient sur tout ce qui touche à la langue anglaise : le gouvernement québécois souhaitait ainsi protéger la langue française contre la suprématie anglophone. La première version de la loi qui imposait l'unilinguisme sur les enseignes extérieures, a suscité une vague d'opposition, notamment dans le quartier chinois<sup>73</sup>. Alors même qu'une entente est signée entre la Chambre de commerce chinoise de Montréal et l'Association des restaurants chinois du Québec d'une part, et le Secrétariat à la politique linguistique du gouvernement du Québec d'autre part<sup>74</sup>, les manifestations d'opposition à l'application de la Charte continuent. « En août 1998, la Coalition pour le Quartier chinois, un regroupement d'une vingtaine d'organismes chinois, présente une requête devant la Commission des droits de la personne pour vérifier si l'application de la Charte de la langue française dans le quartier chinois ne constitue pas une entrave à l'expression culturelle de ses habitants<sup>75</sup> ». Les enquêtes menées au début des années 2000 par Shephen Croucher (2006), spécialiste en communication interculturelle, révèlent le sentiment de certains commerçants chinois d'une assimilation forcée par l'obligation d'afficher en français et de servir les clients en français. L'enjeu, tant au niveau des politiques que des immigrants, est bien la langue, écrite et parlée. « En 1988, à la suite des contestations juridiques de la loi 101 par des commerçants anglophones de Montréal, la Cour suprême du Canada déclara que l'obligation de l'affichage commercial uniquement en français contrevenait à la fois à la Charte des droits de la personne du Québec et à la Charte canadienne

---

<sup>72</sup> Voir Linteau, Paul-André et al., 1986, *Histoire du Québec contemporain*, tome II, Montréal, Boréal Express ; Corbeil, Jean-Claude, 2007, *L'embaras des langues : Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec-Amérique ; Société Radio-Canada, *Conflit linguistique au Québec. La crise de Saint-Léonard* [enregistrement vidéo], 1 DVD, 49 minutes, Tout le monde en parlait, saison 1, Société Radio-Canada, 2007.

<sup>73</sup> « Rapport d'enquête. La loi 101 est respectée à Montréal, selon l'OLF », 31 janvier 2007, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/129299/rapport-d-enquete-la-loi-101-est-respectee-a-montreal-selon-l-olf>, site consulté le 22 novembre 2013.

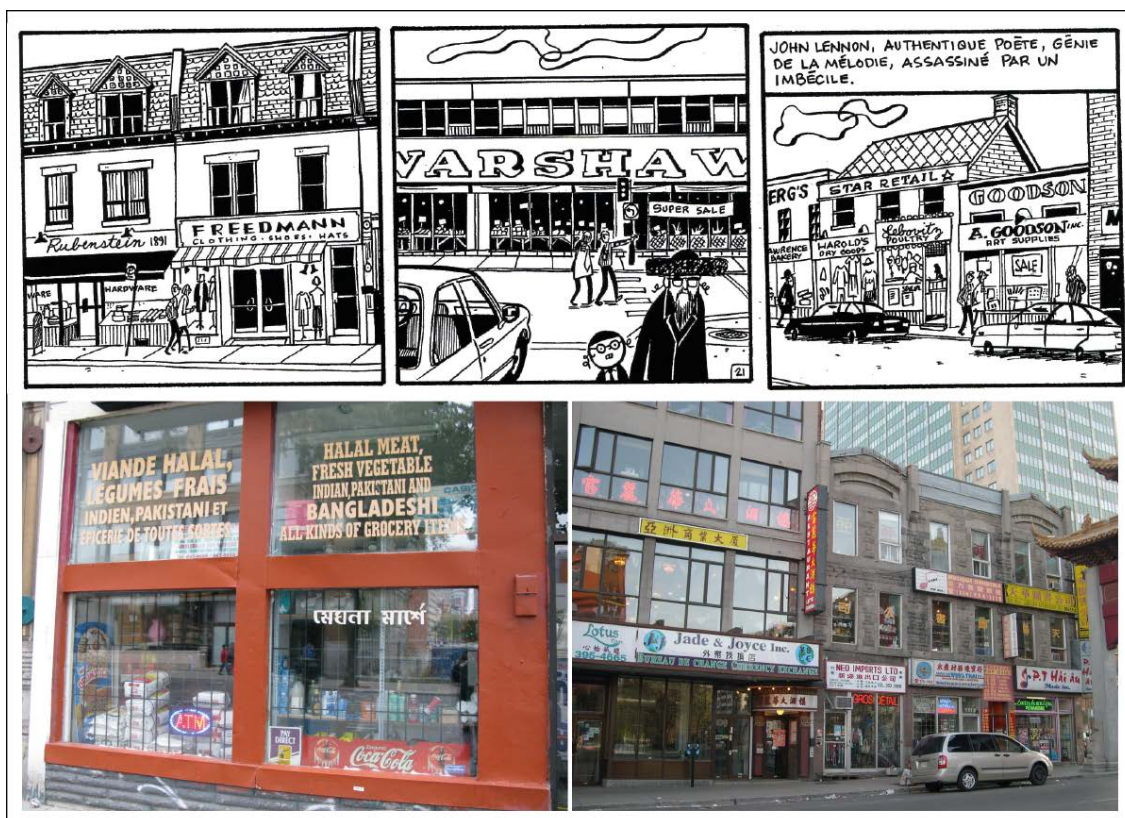
<sup>74</sup> Claude Girard, conseiller juridique, Direction de la recherche et de la planification, « Les règles s'appliquant à l'emploi de la langue chinoise et de la langue française dans les commerces du quartier chinois de Montréal », juin 2001, document adopté à la 462<sup>e</sup> séance de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

<sup>75</sup> Québec 2000, 1999, *Rétrospective du XXe siècle*, Editions Fides, p. 207.

des droits et libertés » (Bourhis, Landry, 2002 : 110). Le Québec décide en réponse d'adopter la loi 178 en décembre 1988 : tout en maintenant l'affichage unilingue, la loi permettait désormais « l'affichage bilingue à l'extérieur des établissements spécialisés dans la vente de produits typiques d'une nation étrangère ou d'un groupe ethnique particulier (art. 62 abrogé en 1993) » (Bourhis, Landry, 2002 : 111). Aujourd'hui, l'affichage en anglais est permis, du moment que le français soit prioritaire (fig. 1.16.):

« Ils [l'affichage public et la publicité commerciale] peuvent également être faits à la fois en français et dans une autre langue pourvu que le français y figure de façon nettement prédominante. Toutefois, le gouvernement peut déterminer, par règlement, les lieux, les cas, les conditions ou les circonstances où l'affichage public et la publicité commerciale doivent se faire uniquement en français ou peuvent se faire sans prédominance du français ou uniquement dans une autre langue<sup>76</sup> ».

Figure 1.16. Le paysage linguistique du boulevard Saint-Laurent



En haut, le paysage du boulevard Saint-Laurent en 1981 est encore majoritairement anglophone alors que la loi 101 est passée. (Source : Paul Rabagliati, 2004, *Paul en appartement*, La Pastèque, p. 27-28). En bas, photographies de devantures de commerces qui mélangent plusieurs langues, avec toujours la présence du français (dans le quartier des Spectacles à gauche et dans le quartier chinois à droite). (Photographies : M-L Poulot, 2011)

<sup>76</sup> Charte de la langue française, Chapitre VII, la langue du commerce et des affaires, article 58 : [http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C\\_11/C11.html](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_11/C11.html) , consulté le 21 novembre 2013, À jour au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

Après une enquête auprès de 2500 commerces, l'Office québécois de la langue française a souligné que la charte était respectée en général<sup>77</sup>, mais qu'il y avait des difficultés dans certains petits commerces avec peu d'employés, notamment dans le quartier chinois.

Cette réappropriation francophone du paysage urbain montréalais s'est aussi accompagnée de changements toponymiques de l'anglais au français : en 1987, Dorchester Boulevard est devenu le boulevard René-Lévesque, en hommage à l'homme politique à l'origine de la création du Parti québécois. Cette cristallisation des débats et des enjeux à Montréal a aussi joué plus récemment, dans le contexte de la crise dite des « accommodements raisonnables », qui a duré plusieurs années, depuis quelques affaires isolées (décembre 1985 à avril 2002) jusqu'à l'accalmie (juillet 2007 à avril 2008)<sup>78</sup>. Entre-temps, l'intensification des controverses de mai 2002 à février 2006 a conduit à une période d'ébullition entre mars 2006 et mai 2007, nommée la « crise des accommodements raisonnables<sup>79</sup> ». Outre la décision en 2006 de la Cour Suprême du Canada d'autoriser un élève sikh à porter le kirpan<sup>80</sup> à l'école ou la possibilité ou non de voter en ayant le visage voilé, citons l'affaire de l'*erom*, sorte de clôture symbolique installée par la communauté juive hassidique à Outremont (la Cour supérieure du Québec l'accorde en 2000). L'*erom*, souvent un fil de fer ou de pêche, quasiment invisible, est installé, afin de créer une extension symbolique de l'espace privé dans l'espace public, permettant à la communauté hassidique de mener certaines activités qui sont interdites pendant le Shabbat. En effet, un des interdits shabbatiques est « celui de transporter un objet entre l'espace privé et l'espace public. Pour les Juifs qui respectent cet interdit, il est impossible de transporter des objets essentiels du quotidien (mouchoirs, nourriture, médicaments), de porter des enfants, de sortir avec des poussettes ou des cannes » (Endelstein, 2013). Quand en octobre 1999, les Hassidim ont formulé une demande d'installation permanente de ces *erom*, les autres résidents ont refusé, exigeant le maintien d'un espace public « neutre », illustrant au mieux pour eux la multiethnicité (Stoker, 2003).

Dans ce « contexte de surenchère médiatique et de discours racisants » (Potvin, 2010), le premier ministre québécois, Jean Charest, crée le 8 février 2007 la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles ou Commission Bouchard-

---

<sup>77</sup> « Rapport d'enquête », 31 janvier 2007, *Le Devoir*, op.cit.

<sup>78</sup> Bouchard Gérard et Taylor Charles, 2008, *Fonder l'avenir: Le temps de la conciliation. Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*, Québec: Gouvernement du Québec.

<sup>79</sup> Ce concept juridique, propre au Canada et qui découle de la jurisprudence de la Cour suprême en matière de discrimination indirecte et de droits de la personne, fait référence à des accords qui doivent être trouvés s'il y a discrimination selon les chartes.

<sup>80</sup> Le kirpan est une sorte de poignard symbolique porté par les Sikh orthodoxes.



Taylor<sup>81</sup>, du nom de ses deux commissaires. La commission a d'abord procédé à des audiences publiques dans différentes villes québécoises afin d'écouter les témoignages des citoyens sur ces questions des accommodements raisonnables. Le rapport de la Commission a souligné que la crise avait été exagérée, voire construite par les médias<sup>82</sup>. L'affaire d'Hérouxville, une municipalité de 1 300 habitants dans la région de la Mauricie au Québec, en est une illustration : la municipalité a adopté début 2007 un « code de conduite » ou des « normes de vie » à destination des éventuels immigrants avec l'interdiction de la lapidation des femmes ou de l'excision, alors que ces pratiques n'ont jamais existé ni dans la ville, ni dans le reste du Canada. Les médias auraient gonflé cette affaire, comme plusieurs autres<sup>83</sup>. La Commission retient aussi que la voie judiciaire est exceptionnelle, la plupart des problèmes ayant été réglés à l'amiable, par des compromis, des « ajustements concertés » traités au sein de la société civile, sans recours à la justice (Bouchard, Taylor, 2008). La crise provient d'un décalage entre les représentations de certains citoyens et la réalité du traitement des demandes des différents groupes minoritaires. Surtout, cette « crise » a mis au jour les décalages entre la ville de Montréal et le reste du Québec, tant au niveau des représentations citoyennes que des actions politiques. La ville de Montréal via le Bureau des Affaires Interculturelles avait déjà produit dès 2001 un guide de l'accommodement raisonnable à l'intention de ses fonctionnaires, réédité par la suite<sup>84</sup> et la Division des affaires sociales n'évoque pas de difficultés particulières quant à ces questions. Le rapport de la Commission a été très critiqué à sa réception, par la société civile, mais aussi par certains chercheurs (Gagnon, 2010). La « crise » constitue en effet « un symptôme de la fragilité de l'identité nationale due aux transformations sociétales et économiques dans un contexte de mondialisation, et puise aussi dans les malaises historiques issus des rapports de concurrence entre le Québec et le *Rest of Canada* (ROC) concernant l'allégeance des immigrants, tant sur le plan linguistique que symbolique » (Potvin, 2010 : 88). Le rapport préconisait, entre autres, la nécessité d'une loi sur l'interculturalisme et d'un livre blanc sur la laïcité.

---

<sup>81</sup> Charles Taylor est spécialiste de science politique et de philosophie et a enseigné à l'Université McGill ; Gérard Bouchard est historien et sociologue et enseigne à l'Université du Québec à Chicoutimi. Le premier est fédéraliste, alors que le second est souverainiste. Voir Gagnon Bernard, 2010, Introduction, in Gagnon Bernard (dir.), *La diversité québécoise en débat. Bouchard, Taylor et les autres*, Montréal, Québec Amérique.

<sup>82</sup> Voir aussi Potvin Maryse, 2008, *Crise des accommodements raisonnables. Une fiction médiatique?*, Montréal : Athéna Éditions.

<sup>83</sup> Laura-Julie Perreault, « Hérouxville : un coup monté ? », 26 mai 2011, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201105/25/01-4402851-herouxville-un-coup-monte.php>, site consulté le 18 juillet 2014.

<sup>84</sup> Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, 2007, *L'accommodement raisonnable. Pour un équilibre entre les droits et les responsabilités. Guide à l'intention des gestionnaires de la ville de Montréal*.

Un projet de « charte des valeurs québécoises » a été déposé début novembre 2013, sous le nom de « Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement<sup>85</sup> », suscitant débats et manifestations, notamment à Montréal. Outre la question de la place de la majorité francophone, le texte souligne les questions nouvelles autour de la laïcité ou de la « neutralité religieuse » de l'État en souhaitant par exemple interdire le port de signes religieux ostentatoires aux agents de l'État. Ce texte – d'ailleurs rejeté par Charles Taylor – renvoie à une laïcité stricte au niveau du Québec, mais s'adresse surtout à la communauté musulmane, alors que le rapport Bouchard-Taylor appelait aussi, « au nom de la séparation entre l'État et les Églises, au nom aussi de la neutralité de l'État », à « retirer le crucifix du mur de l'Assemblée nationale<sup>86</sup> ». Ainsi, l'interculturalisme fait l'objet d'importantes interrogations de définition et de clarification, notamment sur la laïcité « ouverte » (Bouchard, Taylor, 2008), et critiques (l'interculturalisme serait une forme déguisée de la politique canadienne, version québécoise). Le thème de la question nationale tend à créer des tensions entre les minorités immigrantes et le parti au pouvoir, comme le montrent les débats autour de la charte des valeurs. Ces derniers ne sont pas sans rappeler qu'au lendemain du second référendum de 1995 du Parti québécois sur l'indépendance du Québec, le premier ministre Jacques Parizeau attribuait l'échec du oui (à 49 contre 51%) à « l'argent et au vote ethnique<sup>87</sup> », au point de soulever un malaise chez certains souverainistes soucieux de dénationaliser le discours identitaire (Bock-Côté, 2007). Cet épisode souligne une fois encore le problème de définition de la nation québécoise en terme pluraliste. La politique de l'interculturalisme entre donc en tension avec le projet national (et nationaliste) du Québec mais aussi par rapport au multiculturalisme canadien<sup>88</sup>.

### 1.3.3. Le multiculturalisme comme ciment identitaire canadien

Les dirigeants fédéraux ont d'abord défini l'identité nationale canadienne en opposition aux États-Unis, puis ont tenté de la structurer autour du multiculturalisme, considéré comme un pilier de la construction nationale (Caron, 2012). Symboliquement fort, le multiculturalisme est

---

<sup>85</sup> Site de l'Assemblée nationale du Québec, projet de loi n°60, <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-60-40-1.html>, site consulté le 20 juillet 2014.

<sup>86</sup> Bouchard Gérard et Taylor Charles, 2008, *op. cit.*, p. 179. Le crucifix placé de nos jours au-dessus du fauteuil du président est une décision du gouvernement Duplessis en 1936 (Rouillard, 2005).

<sup>87</sup> « On a été battus par l'argent et par les votes ethniques! », *La Presse*, 2 novembre 1995, p. A-14, cité in Richard Y. Bourhis et Dominique Lepicq, 2002, « Aménagement linguistique et vitalité des communautés francophone et anglophone du Québec », *Lapurdum* [En ligne], 7, mis en ligne le 01 juillet 2009, consulté le 15 septembre 2014.

<sup>88</sup> Le Québec constitue une exception parmi les autres provinces canadiennes qui ont légiféré sur le multiculturalisme (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan et Nouvelle-Écosse).

censé représenter « *a kind of live-and-let-live cultural tolerance that typifies the Canadian style*<sup>89</sup> » (Reitz, 2004 : 124). S'apparentant à une mosaïque, il se veut fondamentalement différent du melting-pot étatsunien (Lacorne, 2003 ; Reitz, 2004), ce qui renforce l'identité nationale canadienne. Ces définitions sont appuyées par une ensemble de théories de philosophie politique, spécifiques aux « débats intellectuels anglo-américains » (Chivallon, in Levy, Lussault, 2003), autour de penseurs comme Will Kymlicka (2001; 2003), Charles Taylor (1994) ou Michael Walzer (1997) pour le continent nord-américain. Ces philosophes qui réfléchissent à la « prise en compte de l'identité culturelle dans la tradition démocratique occidentale » font écho à plusieurs courants de pensée : l'affirmation de la richesse de la diversité culturelle et donc la prise en compte de ces différences, l'approfondissement démocratique (reconnaissance de la diversité dans la sphère publique, octroi de droits spécifiques) et la quête du bien commun et du juste (Chivallon, 2003 ; Constant, 2000).

Les premiers signes de cette politique sont l'adoption en 1960 de la *Déclaration canadienne des droits* qui interdit la discrimination, puis, la libéralisation de la politique d'immigration durant la même décennie avant les deux lois fondatrices du multiculturalisme canadien : l'officialisation des deux langues d'usage (français et anglais) et la loi sur le multiculturalisme en 1970 (Lacorne, 2003 ; Mc Nicoll, 1993). Cette période peut se lire comme celle de l'émergence d'une idéologie du pluralisme culturel (Labelle, 2005) qui reconnaît la légitimité et la valeur des particularismes culturels et sociaux des minorités ethniques; elle constitue aussi, et surtout, un moyen d'étouffer les vellétés nationalistes des indépendantistes québécois. En effet, le multiculturalisme a été mis en place pour remplacer le projet de biculturalisme (Reitz, 2004). Définie en 1971, la doctrine du multiculturalisme continue d'incarner la politique canadienne en matière d'immigration et d'intégration des arrivants. Les quatre points principaux soulignés par le premier ministre fédéral, Pierre Elliott Trudeau, lors de la séance à la Chambre des Communes, sont résumés par Will Kymlicka (2003) : « favoriser le développement culturel des groupes ethnoculturels ; aider les membres des groupes ethnoculturels à dépasser les barrières pour une pleine participation dans la société canadienne ; promouvoir les rencontres créatives et échanger entre tous les groupes ethnoculturels ; et accompagner les nouveaux Canadiens dans l'apprentissage d'au moins l'une des langues officielles du Canada ». Ce n'est que dix-sept ans plus tard que la *Loi de 1988* consacre officiellement la politique du multiculturalisme adoptée en 1971. La loi est suivie de décrets d'application pour tous les ministères du gouvernement fédéral et reprise à tous les niveaux de gouvernements de la fédération, provinciaux et municipaux. La transposition s'est également faite dans un large éventail d'établissements publics et privés, y compris des écoles et des entreprises. Les « effets *pratiques* » (Kymlicka, 2003) se lisent à la fois dans la vie politique (réservation d'un

---

<sup>89</sup> « Une sorte de tolérance culturelle du “vivre et laisser vivre”, typique du style canadien ».

certain nombre de sièges au Sénat ou dans les autres assemblées législatives fédérales ou provinciales aux minorités visibles<sup>90</sup>), dans l'enseignement (révision des programmes d'enseignement de l'histoire et de la littérature dans les écoles publiques pour donner plus de place au rôle des minorités ethnoculturelles ; élaboration de programmes d'enseignement bilingue pour enfants d'immigrants), et dans la vie professionnelle (adoption d'horaires de travail plus flexibles selon les fêtes religieuses des immigrants ; formation offerte aux policiers, travailleurs sociaux et professionnels de la santé pour qu'ils soient conscients des pratiques et besoins culturels divers des populations dont ils s'occupent).

Entre les années 1970 et les années 2000, les gouvernements ont fait évoluer les objectifs, du maintien des groupes ethniques à la promotion des relations et de la participation communautaires. Trois phases marquent l'évolution de la politique du multiculturalisme (Houle, 1999). Durant les années 1970, la politique de préservation des cultures et d'affirmation du patrimoine culturel des groupes ethniques est primordiale. Au début des années 1980, commence un second temps, avec un renforcement des organisations communautaires et une meilleure sensibilisation de la population sur la question du racisme : les questions d'égalité raciale et ethnique et de justice sociale (relations interraciales et lutte contre la discrimination) sont désormais au cœur des préoccupations gouvernementales. Cette phase culmine à la fin de la décennie avec l'adoption en 1988 de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* et avec la création, en 1991, du Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Enfin, les années 1990 sont celles de la promotion de valeurs communes à tous les Canadiens, migrants ou non : cette volonté de préserver l'unité et l'identité canadienne œuvre à une mise en harmonie de la culture des immigrants avec les valeurs canadiennes et les droits des individus. Cette décision s'accompagne de moyens moins importants pour appuyer les cultures, les langues patrimoniales et les projets de recherche. Si les ruptures sont nettes dans le programme du multiculturalisme canadien, des continuités apparaissent cependant, notamment la crainte que la diversité prônée par le multiculturalisme soit favorisée au détriment de l'unité canadienne, ou la conviction que l'adaptation à la diversité demande un effort partagé par tous<sup>91</sup>. Le multiculturalisme, comme l'interculturalisme, prennent donc un « virage progressif du culturel au civique » (Poirier, 2004 :

---

<sup>90</sup> Minorité visible est un concept utilisé au Canada dans la législation (Loi sur l'équité en matière d'emploi de 1995) et comme catégorie de recensement dans les statistiques officielles (Statistiques Canada) depuis 1996 : « les personnes, autres que les autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ». Les Autochtones ou natifs, désignent les populations amérindiennes. Il s'agit d'une catégorie auto-déclaratoire dans le recensement, site de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/minority-minorite1-fra.htm>, site consulté le 4 juin 2014.

<sup>91</sup> Government of Canada, ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, 1993, *Inspirer un sentiment d'appartenance*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada.

176). Le multiculturalisme est reconnu officiellement comme une valeur canadienne dans l'article 27 de la *Charte canadienne des droits et des libertés*, adoptée en 1982, et qui constitue la première partie de la Loi constitutionnelle de 1982<sup>92</sup>. Le multiculturalisme est vu comme un complément à la construction de l'identité nationale. Ainsi, la création du ministère du Patrimoine canadien en 1993 qui gère d'autres aspects du pluralisme canadien et où le multiculturalisme devient un programme parmi d'autres (Helly, 2001).

Toutefois, certains responsables politiques, journalistes et chercheurs ont été très critiques envers le multiculturalisme. Il imposerait aux minorités d'être confinées dans un statut particulier et dans un groupe spécifique sans pouvoir en sortir. Dans son livre *Le marché aux illusions, la méprise du multiculturalisme*, l'écrivain Neil Bissoondath (1995) souligne trois « dérives » du multiculturalisme : « la simplification des cultures », ces dernières devenant surtout « matière à spectacle » (les budgets dépensés pour les festivals folkloriques et ethniques aboutiraient à la marchandisation ou à la disneyfication des cultures) ; le problème des « limites » ou du compromis avec les pratiques culturelles différentes et enfin, la difficulté d'un attachement pour le pays d'accueil. Pour lui, le multiculturalisme aurait « accentué (les) différences au lieu de les réduire », au point d'amener à une ségrégation sociale accrue, une « ghettoïsation », menaçant la cohésion sociale. « Le multiculturalisme mettrait trop l'accent sur la culture et ferait passer au second plan les inégalités socio-économiques dont sont victimes les groupes ethniques. (...) La politique actuelle, en insistant sur la nostalgie culturelle, a pour effet de diffuser la résistance ethnique » (Houle, 1999 : 105). Toutes ces critiques dénoncent la stigmatisation et la fixation des identités, le choix de reconnaissance de quelques identités seulement et la négation de certaines autres et enfin, la tendance homogénéisatrice de cette catégorisation en communautés au risque de masquer la diversité à l'intérieur de ces groupes communautaires. D'autres avancent que cette politique avantage certaines minorités aux dépens d'autres groupes, majoritaires ou minoritaires. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs sévèrement réduit les budgets alloués aux programmes du multiculturalisme depuis les années 1990 (Reitz, 2004), notamment en ce qui concerne le soutien aux langues et cultures minoritaires (McAndrew, Helly, Tessier, 2005)<sup>93</sup>. La politique actuelle

---

<sup>92</sup> Le Québec s'est opposé à ces lois de 1982, car la charte des droits et des libertés permet à la Cour Suprême du Canada d'invalider certaines lois et règles provinciales au nom des droits individuels. Dans les faits, Le Québec y est soumis, faisant partie de la fédération canadienne. Les deux tentatives d'amendement de la constitution afin d'obtenir l'accord du Québec (l'accord du lac Meech en 1987 et l'accord de Charlottetown en 1992) se sont soldées par des échecs. Voir MCROBERTS Kenneth, 1999, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, trad. de l'angl. par Christiane Teasdale, Montréal, Boréal.

<sup>93</sup> Voir Sephanie Levitz, « Ottawa ne dépense pas tous les fonds prévus pour le multiculturalisme », *La Presse canadienne*, publié le 2 juillet 2013, *le Devoir* :

essaie en effet de répondre à ces critiques et de favoriser la création d'une sphère publique plutôt que de se centrer sur les droits individuels. L'échelle fédérale canadienne a des impacts sur le boulevard Saint-Laurent, reconnu comme reflet du multiculturalisme canadien pour les autorités responsables du patrimoine. Cette rue, miroir des politiques de la diversité, fédérales, provinciales et municipales, s'impose clairement comme un espace pertinent de lecture du cosmopolitisme.

Le cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent, lié aux différentes vagues d'immigration et d'installation, constitue un symbole identitaire important. Cette condition socioculturelle (Vertovec, Cohen, 2002) relève surtout du passé, mais elle est rendue visible par l'apposition de marques diverses rappelant cet apport de l'immigration. Le boulevard est aussi une *Main Street* originale qui, longue de six kilomètres, et englobant différents quartiers et communautés culturelles, structure l'espace urbain de la ville de Montréal et forme un espace repère. Marqué par les mobilités résidentielles et les changements d'origine des migrants, le boulevard fonctionne comme la métonymie de la ville de Montréal, une ville définie par le cosmopolitisme. C'est enfin un espace où l'on peut lire les traductions spatiales des différentes politiques de diversité. Multiculturalisme, interculturalisme et politiques municipales, qui montrent convergences et divergences, se recoupent sur certains points tout en s'éloignant sur d'autres. Elles portent chacune une vision de l'Etat canadien, québécoise et de la ville de Montréal et tentent de composer entre projet politique national et diversité culturelle. Le paysage du boulevard relève pourtant moins d'un aménagement multiculturel que d'une politique de commémoration, renvoyant à l'ancien statut de « corridor des immigrants ». Cette importance de la mémoire montréalaise et immigrante se traduit par la mise en patrimoine à différentes échelles du boulevard. En effet, loin d'une simple voie de circulation entre le centre et les banlieues, sans aucune reconnaissance ni attachement, la *Main* est source de multiples discours, politiques, artistiques ou publicitaires, qui concourent à l'affirmer comme lieu de mémoire du cosmopolitisme.



## Chapitre 2 : Patrimonialiser le cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent

---

La patrimonialisation du boulevard Saint-Laurent en tant que « corridor des immigrants<sup>1</sup> » s'applique à plusieurs échelles de la rue (dans son ensemble, une portion ou un bâtiment). Espace patrimonialisé pour son cosmopolitisme, le boulevard rend caduque la distinction entre patrimoine matériel et patrimoine immatériel puisqu'il relève étroitement des deux dimensions. Le cosmopolitisme de la rue est l'objet de multiples mises en récit, qui viennent contribuer à la construction du boulevard comme « haut lieu » (Debarbieux, 2003) dans l'imaginaire montréalais. Les textes officiels du gouvernement fédéral évoquent autant le bâti que la « dimension un peu magique, un peu mystérieuse » du boulevard<sup>2</sup> :

« La valeur patrimoniale de l'arrondissement réside dans son association avec les vagues successives d'immigrants et leurs efforts pour s'établir au Canada. L'arrondissement se caractérise par la diversité des types d'édifices fonctionnels, habituellement d'échelle modeste, et leur réaménagement successif par des gens d'origines ethniques diverses, conférant à l'arrondissement un caractère cosmopolite particulier<sup>3</sup> ».

La municipalité de Montréal définit le patrimoine immatériel, en accord avec l'Unesco et Parcs Canada, comme « le produit évolutif d'un patrimoine souvent issu de milieux ruraux d'ici et d'ailleurs, mais transformé par l'histoire, le contexte social et économique, les événements, l'industrialisation et l'urbanisation propres à Montréal. Il est l'héritage des peuples fondateurs de Montréal, des groupes et des communautés qui ont construit, habité et surtout marqué la ville. Il est en constante évolution et se nourrit des courants historiques, religieux, sociaux et culturels qui traversent la culture urbaine. Il est transmis grâce à des porteurs, des acteurs, des praticiens et grâce aux citoyens de Montréal<sup>4</sup> ». Il inspire les créations artistiques et littéraires, marque l'identité de la ville, est conservé et partagé par une diversité de communautés et de groupes socioprofessionnels et souvent désigné sous les vocables de « patrimoine d'expression » et de

---

<sup>1</sup> Parcs Canada, Unité de gestion de l'ouest du Québec, 2006, Énoncé d'intégrité commémorative, Lieu historique national du Canada boulevard Saint-Laurent, p. 4.

<sup>2</sup> G. Fulton et L. Vermette, Direction des services historiques, Parcs Canada, 1996, Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, L'arrondissement historique du Boulevard Saint-Laurent (La Main).

<sup>3</sup> Commission des lieux et monuments historiques du Canada, juin 1996, procès-verbal : Examen du document intitulé « L'arrondissement historique du boulevard Saint-Laurent (la « Main »), Montréal (Québec) »

<sup>4</sup> Ville de Montréal, 2005, Politique du patrimoine de la Ville de Montréal, p. 17



« patrimoine vivant »<sup>5</sup>. Le cosmopolitisme fait aussi bien référence à des bâtiments spécifiques (lieux de cultes, centres communautaires, clubs sociaux, magasins ethniques) qu'à des habitudes (alimentaires par exemple), ou des festivités (fêtes et festivals ayant lieu sur le boulevard ou dans ses rues adjacentes). Le boulevard est surinvesti de récits, de discours et de symboles, de sources diverses : politiques (fédérale, provinciale, municipale et des arrondissements), littéraires, journalistiques, mais aussi provenant des acteurs économiques ou encore des associations de résidents et de citoyens. Ces mises en récit peuvent prendre plusieurs formes, écrites (romans, presse, récits historiques, etc.) ou plus originales (*podcasts*, visites urbaines, panneaux explicatifs, participation aux consultations publiques, etc.). La plupart des lieux urbains et des objets patrimoniaux connaissent cette élaboration narrative, puisqu'« on exprime l'espace urbain à travers des emblèmes, des lieux, des vocabulaires, des habitudes, des métaphores, des analogies, des allégories, des mythes » (Bélanger, 2005 : 15).

Le cosmopolitisme du boulevard est aussi patrimonialisé à plusieurs échelles de l'action publique (fédérale, provinciale, municipale). Cette imbrication des niveaux de pouvoir pose la question d'une échelle adéquate pour la reconnaissance et la commémoration d'un tel lieu de mémoire. L'échelle, prise non pas uniquement comme contenant spatial donné, mais comme construit social et espace de l'action politique (Brenner, 2001), constitue une clef de lecture des relations de pouvoir sur l'espace du boulevard, entre lieu de mémoire canadienne et lieu de mémoire montréalais, lieu de mémoire cosmopolite et lieu de mémoire d'une communauté ethnoculturelle particulière. Comment ces différentes échelles s'agencent-elles entre elles ? Y-a-t-il des conflits, de la concurrence, des contournements ou des arrangements ? Comme l'affirme Juliette Dutour (2006b : 45), le patrimoine « est tour à tour l'otage, l'instrument ou l'incarnation des luttes politiques qui ont opposé et qui opposent encore le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, au nom de stratégies nationalistes fortes ».

Ce chapitre sera l'occasion d'un travail sur les échelles, porteuses d'une lecture géographique du patrimoine et sur les manifestations spatiales du cosmopolitisme. Le boulevard comme espace et enjeu permet une lecture des différentes échelles de pouvoir, de leur rôle, de leur imbrication et des éventuels conflits qui en découlent. J'interrogerai en premier lieu la *Main* comme lieu de mémoire aux différentes échelles : le boulevard est patrimonialisé pour son cosmopolitisme au niveau fédéral, mais s'agit-il de représenter la nation canadienne, québécoise ou simplement la métropole montréalaise ? Les échelles décisionnelles confèrent de fait des significations différentes au patrimoine du cosmopolitisme du boulevard. Je montrerai ensuite comment un « nous » montréalais se construit autour du cosmopolitisme mis en

---

<sup>5</sup> *ibid.*, p.33

patrimoine, comment la société civile, engagée dans la protection et la valorisation du boulevard, fait appel aux différents niveaux de gouvernement pour conserver certaines mémoires, tout en se positionnant comme le niveau pertinent pour protéger le boulevard. Enfin, je me pencherai sur la manière dont les récits littéraires et les anecdotes du boulevard contribuent, tout comme les actions et discours des acteurs patrimoniaux, à conjuguer un territoire vécu du quotidien et un espace mythique pour affirmer pleinement le boulevard comme territoire fondateur de l'identité montréalaise.

## **2.1. Jeux d'échelles autour de la construction patrimoniale du boulevard Saint-Laurent : le cosmopolitisme comme identité ?**

Les différentes échelles de pouvoir patrimonial, fédérale, provinciale, municipale et d'arrondissement, reconnaissent le boulevard Saint-Laurent comme un secteur d'importance historique. Ces reconnaissances multiples sont fortes d'enjeux politiques et identitaires parfois divergents, notamment entre le fédéral et le provincial, puisqu'elles accordent des significations différentes au cosmopolitisme. Les politiques patrimoniales aboutissent à des patrimoines divers, tant au niveau des valeurs qu'elles accordent au cosmopolitisme, qu'au niveau des espaces et lieux mis en avant.

### 2.1.1. Un lieu de mémoire reconnu au niveau fédéral comme « arrondissement historique »

Au nom de l'organisme *Dialogue Saint-Urbain* – organisme fondé en 1989 afin d'améliorer le dialogue entre la communauté juive et la majorité francophone à Montréal<sup>6</sup>, Pierre Anctil, professeur d'histoire et d'anthropologie à l'Université d'Ottawa, fait en 1995 la demande de désignation du boulevard Saint-Laurent comme patrimoine historique culturel auprès de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada (CLMHC). La communauté juive est en effet un des groupes les plus importants en termes démographiques sur le boulevard Saint-Laurent et ses environs, se déplaçant du quartier chinois au Mile-End. Cette « ville dans la ville » fonctionnait plutôt en anglais, d'où la volonté de *Dialogue Saint-Urbain* de tisser des liens entre les deux groupes de langues différentes. Dès l'année suivante, le boulevard est désigné

---

<sup>6</sup> Le groupe Dialogue Saint-Urbain a notamment mis en place différents événements culturels susceptibles de déclencher un rapprochement entre les deux communautés : traduction des *Belles-sœurs* de Tremblay en yiddish ou encore rencontre de Doris Wasserman (théâtre yiddish) et Michel Tremblay.

arrondissement historique d'importance nationale<sup>7</sup> pour son rôle de « corridor de l'immigration » dans « le développement des diverses communautés ethnoculturelles au Canada<sup>8</sup> ». Cette décision est entérinée en 1997 par le ministre de l'Environnement, responsable de Parcs Canada. L'énoncé d'intégrité commémorative compte trois raisons de désignation :

- « 1) le lieu de fondation et de développement de communautés culturelles (passées et/ou actuelles) représentant l'ensemble de la société canadienne ;
- 2) le caractère cosmopolite conjugué au perpétuel renouveau que font naître le brassage des cultures et des esthétiques ;
- 3) le mode de vie forgé sur la présence d'usines textiles, petits commerces, théâtres et salles de spectacle qui a inspiré nombre d'artistes<sup>9</sup> ».

Les motifs de désignation ne fixent « aucune limite temporelle et insistent sur l'idée du perpétuel renouveau<sup>10</sup> ».

---

<sup>7</sup> La Commission des lieux et monuments historiques du Canada définit les arrondissements historiques d'importance nationale en novembre 1987 comme des « secteurs géographiques déterminés où une unité de temps et de lieu est créée par les édifices, les structures et les espaces ouverts adaptés pour répondre aux besoins de l'homme, mais unis, du point de vue historique, par les événements et les utilisations passées et, du point de vue esthétique, par l'architecture et le plan », Commission des lieux et monuments historiques du Canada, printemps 2008, *Critères. Lignes directrices générales. Lignes directrices particulières pour l'évaluation des sujets d'importance historique nationale*, p.9.

<sup>8</sup> G. Fulton et L. Vermette, 1996, *op. cit.*

<sup>9</sup> Parcs Canada, Unité de gestion de l'Ouest du Québec, 2006, *op.cit.*

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 8.

Figure 2.1. Quelques exemples de lieux historiques nationaux en lien avec la diversité ethnoculturelle



Excepté la « Main » et le quartier chinois de Victoria, la plupart des lieux désignés sont des églises (église catholique ukrainienne de la Résurrection, l'église First Baptist Sandwich, ou encore l'église African Methodist). La Commission des lieux et monuments historiques du Canada a aussi désigné deux cimetières, un ancien site d'établissement de populations noires déplacées dans les années 1960 (Africville à Halifax) ou encore la maison Joseph-Schneider, en raison de son association avec la principale vague d'immigration de Mennonites germanophones. (Source : Parcs Canada, 2000, *Plan du réseau des Lieux historiques nationaux du Canada*).

Cette désignation intervient dans un contexte de meilleure reconnaissance et prise en compte de la mémoire des communautés ethnoculturelles dans le passé national, au même titre que celles des Autochtones<sup>11</sup> et des femmes. Ces trois groupes considérés comme « trop peu représentés » selon Parcs Canada sont aujourd'hui devenus des « priorités stratégiques<sup>12</sup> ». Parcs Canada est une agence fédérale créée en 1911 qui a pour mandat, « au nom de la population canadienne », de protéger et mettre en valeur « des exemples représentatifs du patrimoine naturel et culturel du Canada, et [d'en favoriser] chez le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance, de manière à en assurer l'intégrité écologique et commémorative pour les générations d'aujourd'hui et de demain<sup>13</sup> ». Elle intervient au nom du gouvernement fédéral qui retient des lieux historiques nationaux, subventionne des interventions sur les immeubles qui les composent, et initie une politique de commémoration (plaques et monuments)<sup>14</sup>. Les autres lieux inscrits au patrimoine fédéral en reconnaissance du rôle des communautés ethnoculturelles sont des bâtiments de culte (notamment l'église orthodoxe Antiochian St. George à Montréal, l'église « Little Dutch » à Halifax ou encore le temple sikh d'Abbotsford en Colombie-Britannique), deux cimetières et un seul autre quartier, le quartier chinois de Victoria (Colombie-Britannique) (fig. 2.1.). Luc Noppen et Lucie K. Morisset (2005 : 198) montrent que la Commission fédérale des monuments historiques désigne jusqu'en 1988 très peu d'églises au Québec, tant « le contexte souverainiste ne favoris(e) guère la pénétration canadienne dans le champ culturel du Québec ». Au tournant des années 1990 et 2000, dans un nouveau contexte, la Commission des lieux et monuments historiques du Canada désigne des églises comme « témoins ethnologiques ou signes d'interculturalité ». C'est le cas par exemple de Notre-Dame-de-la-Défense, située dans la Petite Italie sur la rue Dante entre les rues Alma et Henri-Julien, désignée comme lieu historique national en 2002, car elle dessert « la plus vieille communauté italienne au Canada » et souligne

---

<sup>11</sup> Depuis la *Loi constitutionnelle* de 1982, les peuples autochtones du Canada comprennent les Indiens, les Inuits et les Métis du Canada.

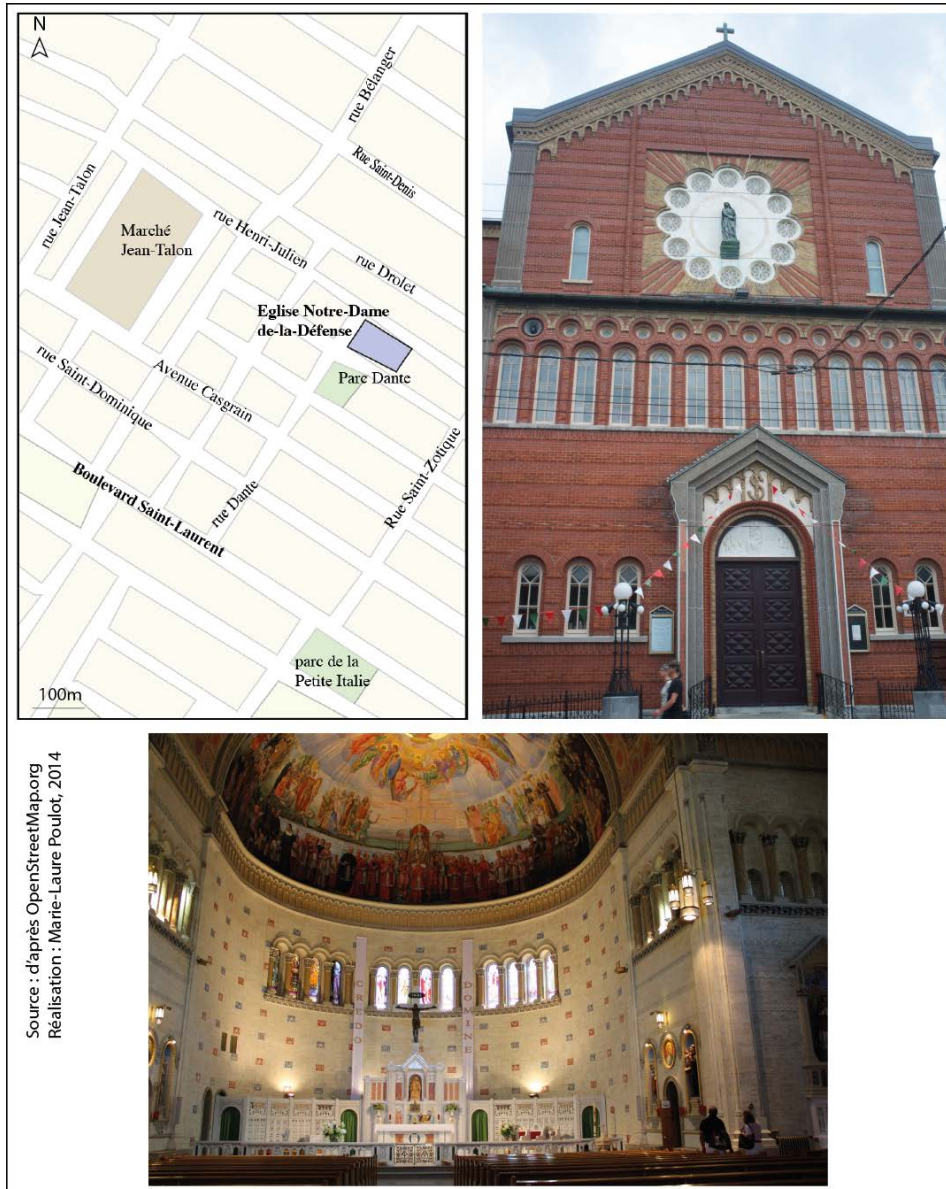
<sup>12</sup> Parcs Canada, 2000, Plan du réseau des Lieux historiques nationaux du Canada.

<sup>13</sup> Parcs Canada, Les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux du Canada, 2002, *Charte de Parcs Canada*.

<sup>14</sup> Les activités de Parcs Canada sont réglementées par l'autorité de l'Acte des Parcs Nationaux, instauré en 1930, et amendé en 1988. Parcs Canada dépend aujourd'hui d'Environnement Canada, alors qu'il était, de 1994 à 2003, sous la juridiction du Département du patrimoine canadien ; parallèlement, ses priorités sont passées du développement à la conservation (site Parcs Canada). Depuis les années 1960, Parcs Canada tente également de décentraliser ses opérations : des bureaux sont présents dans différentes villes, à Québec, mais aussi à Montréal pour l'opération de patrimonialisation du canal Lachine par exemple mais il n'y a pas de représentation pour le boulevard.

« la mythologie canadienne » (Noppen, Morisset, 2005 : 275) de la diversité (fig. 2.2.). Une plaque est posée en 2005<sup>15</sup>.

**Figure 2.2. L'église Notre-Dame-de-la-Défense, lieu historique national**



Source : d'après OpenStreetMap.org  
Réalisation : Marie-Laure Poulot, 2014

L'intérieur et l'extérieur de l'église ont été rénovés récemment. Guido Nincheri a réalisé avant la guerre la fresque au-dessus de l'autel, représentant les accords de Latran. On peut y voir Benito Mussolini sur la droite de la fresque. Il a été recouvert d'un voile noir pendant une longue période. La plaque de Parcs Canada est posée sur la façade avec un texte trilingue : « Depuis sa construction en 1918-1919, cette église a été étroitement associée à la plus ancienne communauté italienne du Canada, établie à Montréal dans les années 1860 (...) Ces traits distinctifs font de cette église un rare et éloquent témoin de la présence italienne au pays ». (Photographies et carte : M-L Poulot, 2013)

<sup>15</sup> Parcs Canada – Communiqué de presse : « Le gouvernement du Canada commémore l'importance historique nationale de l'église Notre-Dame-de-la-Défense », [http://www.pc.gc.ca/APPS/CP-NR/release\\_f.asp?id=973&andor1=nr](http://www.pc.gc.ca/APPS/CP-NR/release_f.asp?id=973&andor1=nr), consulté le 17 décembre 2013.

Au regard des autres bâtiments désignés au patrimoine, le boulevard Saint-Laurent constitue un choix peu commun (fig. 2.1.). Cette artère longue de près de six kilomètres concentre non pas une mais plusieurs communautés. Elle présente de nombreux paysages très « ordinaires », voire certains secteurs peu multiculturels et peu mis en valeur, à la trame commerciale assez lâche, comme les alentours du viaduc Van Horne qui passe au-dessus du boulevard. Enfin, l'absence de référence à une époque en particulier est originale. Elle fait de cette désignation une référence plus territoriale qu'historique<sup>16</sup>. Cette reconnaissance comme « reflet microscopique de la société canadienne<sup>17</sup> » dans le Rapport de la Commission des lieux et des monuments historiques, souligne l'importance du pluralisme ethnoculturel, devenu, selon les termes de la loi sur le maintien et la valorisation du multiculturalisme de 1988, « une caractéristique fondamentale de l'identité et du patrimoine canadien » (Raoulx, 2003).

Cette désignation au patrimoine ne fait pas l'unanimité chez les souverainistes québécois inquiets de voir la spécificité québécoise se dissoudre, voire se fondre au sein du multiculturalisme canadien. Le multiculturalisme est en effet « la voie canadienne » (Kymlicka, 2003), un des piliers de la construction nationale (Thériault, 2009), au point que les élites intellectuelles y voient une des clefs du succès de la gestion canadienne de la diversité, voire une obligation morale pour le Canada de se poser en défenseur des minorités dans et à l'extérieur de ses frontières (Caron, 2012). La mise en place de la politique de multiculturalisme en 1970 a été un moyen de sortir du conflit canadien-français / canadien-anglais pour créer un Canada uni dans la diversité : les nationalismes minoritaires québécois – et autochtones – étaient censés disparaître au profit d'une citoyenneté nationale canadienne (Kymlicka, 2003). Comme l'écrit Stéphane Courtois (2007 : 57), spécialiste de philosophie morale et politique, « la politique canadienne sur le multiculturalisme camoufle et dissimule la réalité multinationale du Canada. Voilà essentiellement ce que les nationalistes du Québec ont à reprocher à la politique canadienne sur le multiculturalisme ». Lorsqu'en 1970, le Premier ministre canadien Pierre-Elliott Trudeau initie la politique de multiculturalisme, il met fin au biculturalisme. Selon Neil Bissoondath (1995), c'est une manière de réduire le Québec à sa seule dimension linguistique. Comme l'affirmait René Lévesque, fondateur du Parti québécois et indépendantiste, « le multiculturalisme, en réalité, c'est du folklore. C'est une diversion. C'est une notion inventée pour obscurcir la question du Québec,

---

<sup>16</sup> Ajoutons enfin que l'agence Parcs Canada s'occupe plus spécifiquement de la gestion et de la protection de parcs nationaux, dans une logique de « naturalisation de la nation » : « Animés d'une perception selon laquelle "l'âme du Canada" réside dans l'immensité et la virginité de la nature, les responsables de l'agence Parcs Canada élaborent également une forme de nationalisme naturaliste » (Blanc, 2013 : 38). Les désignations urbaines ne constituent donc qu'une partie minime des actions de l'agence.

<sup>17</sup> Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op. cit.*

pour créer l'impression que nous sommes tous des ethnies et n'avons pas à nous inquiéter d'un statut spécial pour le Québec<sup>18</sup> ». La politique canadienne de l'immigration s'intègre au projet de construction nationale depuis la confédération de 1867 (Reitz, 2004 : 100), en lien avec les besoins de développement économique, démographique et social. Cette construction nationale se fait depuis les années 1950-1960 avec la « canadianisation » des institutions fédérales (Linteau et al., 1986 : 356-357) et une volonté d'homogénéisation des provinces, et s'intensifie dans les années 1970 avec la mise en place de la politique multiculturaliste. La fin des années 1980 marque enfin l'instauration d'un « fédéralisme compétitif » ou unilatéral qui vient remplacer l'ancienne « diplomatie fédérale-provinciale » (Simeon, 1972). Les dirigeants québécois voient ce fédéralisme canadien comme une ingérence dans les affaires provinciales (Woehrling, 2006 : 265), source d'une marginalisation politique et identitaire du Québec. Selon Eugénie Brouillet (2005), professeure en droit à l'Université de Laval, depuis l'établissement de la Cour suprême du Canada comme cour de dernière instance au pays en 1949 et, surtout, depuis 1982, date du rapatriement de la constitution canadienne et du refus du Québec de signer la Loi constitutionnelle, le fédéralisme minerait l'épanouissement de l'identité culturelle québécoise. Dans le Canada anglophone, le « *Rest of Canada* » selon l'expression désormais usitée, le Québec est à la fois vu comme un élément fondateur positif de la dualité canadienne, et donc de sa diversité, et comme une source de fragmentation sociétale aux origines de l'échec de la construction d'un Canada unifié (Winter, 2007). Ainsi, l'identité nationale canadienne est sans cesse en tension entre un « *nation-building* » canadien anglophone<sup>19</sup> et un « *province-building* » québécois francophone (Blanc, 2013 : 43). La désignation du boulevard Saint-Laurent en tant que « corridor traditionnel de l'immigration » s'inscrit dans le grand récit du *nation-building* canadien : c'est une manière pour le gouvernement fédéral de promouvoir le multiculturalisme, de s'imposer dans l'imaginaire québécois et, enfin, d'inscrire le boulevard Saint-Laurent dans la mémoire canadienne.

De surcroît, cette désignation n'est qu'une déclaration de principes, elle est honorifique mais ne s'accompagne pas de réelle réglementation. La désignation à titre de lieu historique

---

<sup>18</sup> René Lévesque, 1955 : 55, cité dans Gilles Bibeau, 2000, « Qui a peur des ethnies ? », dans Mikhael Elbaz et Denise Helly (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 171-210.

<sup>19</sup> Le gouvernement Harper cherche aussi à faire invalider la mesure législative (loi 99) adoptée par le gouvernement péquiste en 2000, qui affirme le droit du Québec de se séparer après le vote au référendum. Voir Loi 99. La classe politique dénonce la manœuvre fédérale », 19 octobre 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/390442/reactions-souverainistes>, site consulté le 31 août 2014.



national du Canada ne comporte aucune obligation légale<sup>20</sup> et Parcs Canada ne gère pas directement l'artère. Une des membres du Conseil du patrimoine, une instance consultative de la Ville de Montréal, explique ainsi qu'il s'agit d'un « poids moral » (entretien, 29 août 2012) :

« Donc au final, le boulevard, tout le monde sait que c'est important pour l'histoire de Montréal, mais qu'il soit au patrimoine fédéral, qu'il soit "sacralisé" par le fédéral, ça donne plus de poids. C'est vu comme un poids moral ».

L'élément majeur de cette désignation est l'installation de deux plaques situées aux extrémités de l'arrondissement historique : près du fleuve, au Vieux-Port et à l'angle de la rue Jean-Talon<sup>21</sup> (fig. 2.3.). Ces plaques au texte court offrent un récit urbain d'un boulevard mythique « mystérieux » où la continuité entre les « vagues d'immigrants » et les « empreintes de ses petits "villages" » est établie (fig. 2.3.). Cette description par l'État d'une harmonie fantasmée entre « gens du pays et d'ailleurs » s'inscrit dans une longue tradition de récits sur le boulevard, récits fictionnels notamment, de « maints romanciers, poètes, chansonniers et cinéastes ». Le texte insiste sur la dimension « cosmopolite » du boulevard qui vient en premier dans la description des lieux, mais aussi sur le « kaléidoscope » de quartiers, le terme étant utilisé dans le texte en anglais: « *Along this strong sinewy backbone of Montréal, in a kaleidoscope of neighbourhoods such as Chinatown, the Jewish and Portuguese quarters, and Little Italy, a vibrant, cosmopolitan heart for the city has been forged*<sup>22</sup> ». Cette image vient à l'encontre de celle d'une succession d'enclaves, elle met plutôt en avant la superposition et l'enchevêtrement des espaces (Mekdjian, 2009). Ce texte se veut très consensuel, passant sous silence et la pauvreté, et les luttes sociales et syndicales dont le boulevard a été témoin. Comme le dit Juliette Dutour (2006a), « dès lors qu'elle "descend dans la rue", l'histoire est soumise à des processus de reconfiguration, de réécriture et elle participe à son tour à la modification de la perception de l'espace urbain ». Ce récit patrimonial est aussi source de nostalgie, « quitte à faire de la ville le musée artificiel d'un passé fantasmé » (Dutour, 2006a). Ces plaques ont été dévoilées en 2002 par la Ministre du patrimoine canadien de l'époque, Sheila Copps, soit six ans après la désignation comme lieu historique national.

---

<sup>20</sup> Bureau du vérificateur général du Canada, 2007, *Le Point. Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes*. Chapitre 2 : La conservation du patrimoine bâti du gouvernement fédéral.

<sup>21</sup> Parcs Canada, 2004, Montréal, ville d'histoire : Guide patrimonial.

<sup>22</sup> « Le long de cette colonne vertébrale de Montréal, dans un kaléidoscope de quartiers comme le quartier chinois, les quartiers juif et portugais, et la Petite Italie, s'est forgé un cœur vibrant et cosmopolite pour la ville ».

**Figure 2.3. Les plaques de Parcs Canada aux extrémités de l'arrondissement historique du boulevard Saint-Laurent.**



« Cosmopolite, mystérieux, le boulevard Saint-Laurent, appelé familièrement « la Main », a joué un rôle prépondérant dans l'émergence et le développement des communautés culturelles du pays. Amorcée au XVIIe siècle, cette artère a vu déferler dès la fin du XIXe siècle des vagues successives d'immigrants venus de partout y élire domicile, puis se tailler une place dans la société canadienne. Aujourd'hui encore, ce corridor, vibrante épine dorsale de Montréal, affiche les multiples empreintes de ses petits « villages », tels les quartiers juif, chinois, portugais et italien. Là vivent et travaillent gens du pays et d'ailleurs au rythme dynamique des cultures nouvelles et anciennes qui en font un lieu historique inséré dans une trame urbaine en constant renouveau. De ses nombreux petits commerces, manufactures de textiles et de vêtements, théâtres et cabarets, est né un mode de vie trépidant qui a su fasciner et inspirer maints romanciers, poètes, chansonniers et cinéastes».

Les deux plaques de Parcs Canada situées au Vieux-Port (photographie du haut) et dans le parc Guglielmo Marconi, à l'intersection entre le boulevard et la rue Jean-Talon Est (photographie du bas) présentent un court texte de présentation du boulevard, en français et en anglais. (Photographies : M-L Poulot, 2012, 2013)

La politique du multiculturalisme n'a pas réussi à étouffer les velléités nationalistes québécoises. « Les fédéralistes du Québec sont quasi unanimes à demander une nouvelle forme de fédéralisme, a-symétrique, au nom de l'existence d'une nation culturelle francophone

territorialisée au Québec et exigeant plus de pouvoirs pour assurer la reproduction de ses institutions, son développement économique et la prédominance de l'usage du français » (Helly, 2001 : 16). La province québécoise affirme toujours sa spécificité, via son patrimoine et sa politique d'interculturalisme, manière propre de gérer la diversité ethnoculturelle. Le gouvernement québécois s'empare donc lui aussi du boulevard Saint-Laurent comme lieu patrimonial, afin de promouvoir une identité nationale québécoise, qui ne recoupe pas tout à fait les valeurs prônées par la Commission des lieux et des monuments historiques.

### 2.1.2. Des monuments et quartiers comme lieux de mémoire québécois ?

Au Québec coexistent deux systèmes de reconnaissance et de protection du patrimoine. Parallèlement aux actions fédérales de l'agence Parcs Canada, le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec gère le patrimoine provincial, c'est-à-dire qu'il coordonne les outils de gestion de la Loi sur le patrimoine culturel, étudie les demandes de classement ou encore fournit l'expertise et l'information. Le boulevard Saint-Laurent fait l'objet des attentions des deux gouvernements, puisque le gouvernement provincial via la Commission des biens culturels du Québec entérine également sa dimension cosmopolite et son importance pour la province québécoise, mais seulement sur quelques portions, contrairement au niveau fédéral. Cette double reconnaissance d'un « intérêt national » pour le même lieu rappelle combien le patrimoine constitue un outil de construction national. L'histoire de la construction patrimoniale est d'ailleurs teintée de la dualité provinciale-fédérale. Avec la création de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada en 1919, laquelle recense les bâtiments à commémorer, le patrimoine canadien revêt une dimension nationaliste forte (Dutour, 2009). La même lecture vaut dans le cas provincial, avec les actions de la Commission des biens culturels qui remplace en 1972 la Commission des monuments historiques, créée en 1922 : la nouvelle loi sur les biens culturels (1972) entraîne par exemple une recrudescence des inscriptions patrimoniales, que certains lient à l'émergence d'un nouveau nationalisme à la suite de la Révolution tranquille. L'État tente « de légitimer l'existence d'une nation, étendue à l'ensemble du territoire de la province, en identifiant un patrimoine porteur d'une identité "québécoise" » (Drouin, 2005 : 11).

Si les hommes politiques québécois ont pu rejeter la politique du multiculturalisme canadien, le Québec se positionne également comme légataire d'une identité cosmopolite, prônant l'interculturalisme en opposition aux modèles républicains et multiculturels (Thériault, 2010). Selon les élites québécoises, seul l'interculturalisme pourrait promouvoir un réel échange et un véritable dialogue entre les différentes cultures, l'objectif étant d'aboutir à une hybridité de

l'identité nationale québécoise (Caron, 2012). « Comme le multiculturalisme a été utilisé pour consolider la fédération canadienne, l'interculturalisme est né du processus de construction nationale québécois », écrit Eva Segura (2011 : 86). Il existe toujours au Québec une tension entre un nationalisme ethnique où le « nous » québécois ferait référence aux personnes d'origine française et un nationalisme civique où tous les Québécois, « de souche » et issus de l'immigration, constitueraient la nation québécoise. Cette tension est si présente que d'aucuns soulignent la difficulté de s'intégrer à cette identité québécoise, à cause de ce « perpétuel antagonisme » entre le « nous » et les « autres ». Pour Régine Robin (2011), cette distance est revenue au centre de la scène politique et médiatique québécoise, du fait de la difficulté à concilier nationalisme québécois et interculturalisme inclusif (en témoignent les débats à la fin de l'année 2013 autour de la « charte des valeurs »<sup>23</sup>). Certains évoquent aussi une « montréalisation » des débats sur l'identité québécoise entre cosmopolitisme et nationalisme ethnique, entre une ville déjà multiculturelle et le reste du Québec (Robin, 2011). L'historien Jocelyn Létourneau (2005) décrit à ce propos une métropole montréalaise, laboratoire de l'interculturalité, et amenant à une « mutation des patrimoines constitués ». La patrimonialisation de lieux sur le boulevard Saint-Laurent est représentative de ces tensions, oscillant entre reconnaissance de la diversité montréalaise et promotion d'une identité canadienne-française.

Si l'espace qui s'étend du Vieux-Port à la rue Jean-Talton est « arrondissement historique » au niveau fédéral, seuls quatre bâtiments sont inscrits au Registre du patrimoine culturel québécois (fig. 2.5.) : le Monument National, l'édifice Joseph-Arthur-Godin au 2112-2122 Saint-Laurent (fig. 1.12), devenu « immeuble patrimonial » en 1990, la maison Élisabeth-Mittleberger-Platt d'abord située dans un site patrimonial en 1964, puis classée « immeuble patrimonial » en 1968 et la manufacture Louis-Ovide-Grothé, au 2000-2012 Saint-Laurent, « immeuble patrimonial » depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le patrimoine culturel en 2012 (mais qui avait été déjà reconnu en 1976). La manufacture Louis-Ovide-Grothé a été construite en 1906 et « témoigne du développement de Montréal comme principal centre manufacturier du Canada au début du XXe siècle<sup>24</sup> ». L'édifice Joseph-Arthur-Godin, qui date de 1914, présente aussi un intérêt à la fois patrimonial et architectural (et même une valeur technologique puisqu'il est « un des rares exemples d'architecture résidentielle en béton du début du XXe siècle en

---

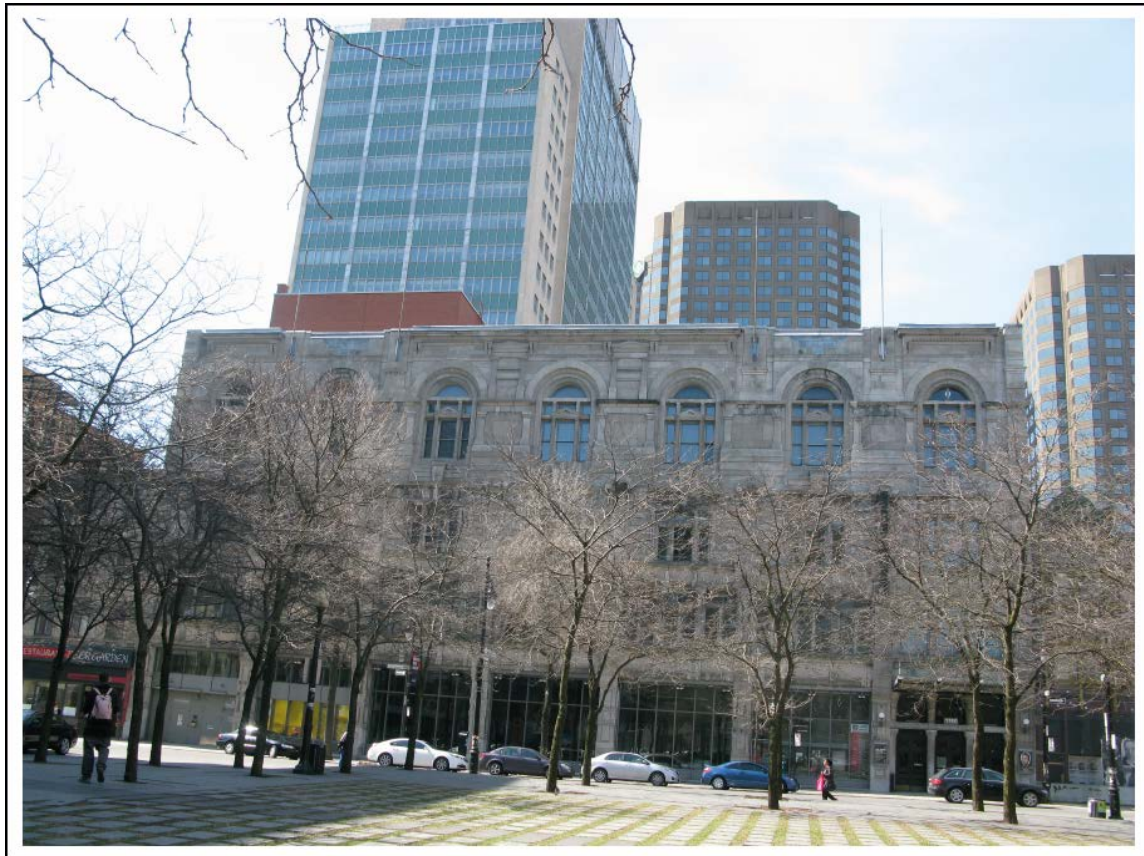
<sup>23</sup> Cf. supra. Chapitre 1. *De la loi 101 à la charte des valeurs : la ville de Montréal, laboratoire des politiques interculturelles ?*, pp. 92-97.

<sup>24</sup> Site du Répertoire du patrimoine culturel du Québec : [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92824&type=bien#.Uh\\_fkLz3A18](http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92824&type=bien#.Uh_fkLz3A18), site consulté le 22 décembre 2013.

Amérique du Nord<sup>25</sup> »). Reconnue aussi pour sa valeur historique, patrimoniale et technologique, la maison Élizabeth-Mittleberger-Platt a été bâtie entre 1822 et 1823. Ces inscriptions soulignent l'absence d'unité concernant la temporalité puisque les périodes de constructions s'étendent du début du XIXe au début du XXe siècle. Cette reconnaissance de l'architecture va de pair avec le paysage particulier de la *Main Street*, lieu des expérimentations technologiques.

Inscrit au patrimoine québécois depuis 1976, le Monument-National, situé entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, bénéficie d'une aire de protection depuis 1978 et constitue l'exemple le plus significatif de la patrimonialisation provinciale sur le territoire du boulevard (fig. 2.4.).

**Figure 2.4. Le Monument-National**



Le Monument-National après sa restauration, vu de la place de la Paix sur le boulevard Saint-Laurent. L'entrée se trouve sur la droite de l'édifice. « Loin de métamorphoser la "Main", le Monument-National a été absorbé par elle, puis il a sombré avec elle. (...) En 1993, alors qu'il fête ses cent ans, le Monument-National revit et jouit d'une dignité et d'une légitimité nouvelles. Il renaît et, comme par hasard, la "Lower Main" renaît avec lui » (Larrue, 1993 : 18). (Photographie : M-L Poulot, 2013)

---

<sup>25</sup> Site du Répertoire du patrimoine culturel du Québec : <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92509&type=bien#.Ujx1Zbz3A18>, site consulté le 22 décembre 2013.

Bâti au début des années 1890 pour devenir un flambeau de la présence canadienne-française au cœur de la ville anglophone (car du côté ouest du boulevard), il figure la volonté d'appropriation francophone dans la ville de Montréal (Bourassa, Larrue, 1993), au point que l'association Saint-Jean Baptiste de Montréal caresse le projet de création d'un boulevard national (Larrue, 1993). « Ce boulevard viendrait aboutir, depuis l'est de la ville, devant le Monument national nouvellement construit et en valoriser le rôle-phare culturel canadien-français » (Anctil, 2002 : 22). Si ce projet proposé en 1894 fut abandonné, le classement de ce bâtiment souligne l'importance de la mémoire canadienne-française dans les inscriptions patrimoniales du gouvernement provincial. Le directeur du Monument-National ne craint pas de l'affirmer (entretien, 6 septembre 2012) :

« Et le Monument-National avait ouvert initialement - c'est une date symbolique – le 24 juin 1893 qui est le jour de la Saint Jean Baptiste, le jour de la fête nationale des Québécois. Et il a rouvert le jour de son centenaire, le 24 juin 1993. Ça a été bien calculé ».

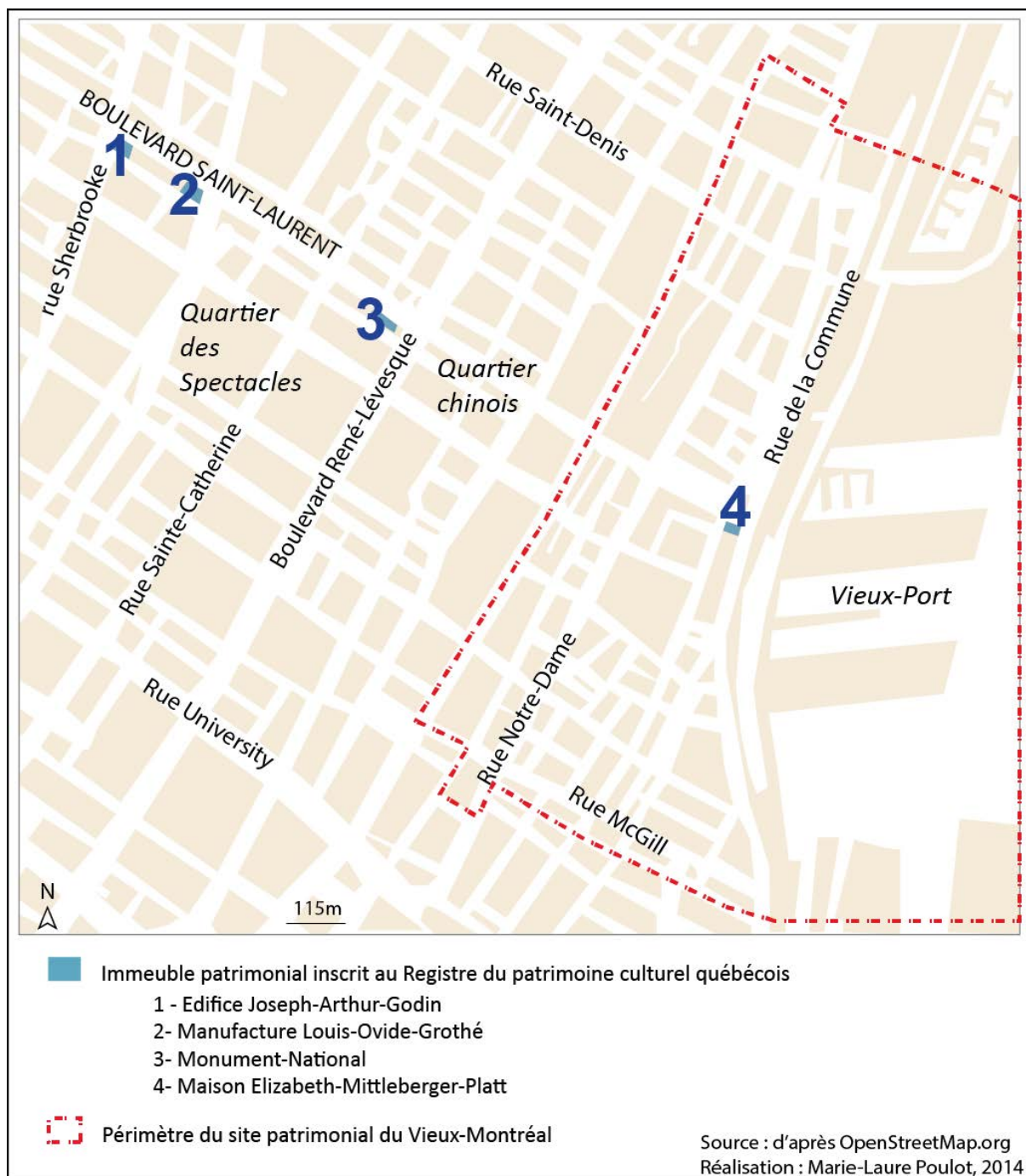
Le Monument-National exprime aussi une reconnaissance du passé cosmopolite du boulevard : les troupes de théâtre yiddish en ont été pendant longtemps les principaux locataires et il accueillait les représentations d'opéras cantonnais (Bourassa, Larrue, 1993), ainsi que l'évoquait l'exposition montée en son sein 2012. Le Monument-National comporte aujourd'hui quatre salles de spectacles, des ateliers, des salles de réunion, une sorte de centre multifonctionnel, afin que les projets des étudiants de dernière année de l'École nationale de Théâtre puissent être réalisés. Abandonné pendant un temps, il a fait l'objet d'importants travaux de rénovation entre 1990 et 1993, grâce à la levée de fonds réalisée par le propriétaire actuel du bâtiment de l'École nationale de Théâtre. Le ministère de la Culture a soutenu la rénovation et le Monument-National a recouvert sa fonction de lieu de spectacles, qui s'ajoute à sa vocation de formation et d'enseignement. Le classement s'accompagne aujourd'hui de réglementations plus précises que la désignation du boulevard au fédéral. À l'intérieur, les sièges des salles sont classés : ces fauteuils en fonte cassent souvent et il a fallu trouver une fonderie afin d'en préparer les moules et de les réparer au fur et à mesure. Mais c'est surtout l'enveloppe extérieure du bâtiment qui est protégée, ses modifications sont étroitement réglementées, afin d'en conserver l'allure générale. Le directeur du Monument raconte (entretien, 6 septembre 2012) :

« En 90, quand ils ont refait tout l'intérieur, c'était sûrement une dérogation à l'époque, la cage de scène a été rehaussée, donc ça voulait dire qu'il fallait modifier l'enveloppe extérieure. C'est rehaussé d'un étage au complet. Si vous allez au coin René-Lévesque, vous allez voir la partie neuve en brique, mais si vous êtes sur le boulevard, vous le voyez pas ».

Le même principe s'applique pour les appareils de climatisation sur le toit, installés de façon à ce qu'ils soient invisibles depuis le boulevard (fig. 2.4.). De même, certains éléments, aujourd'hui inutiles, comme les anciens escaliers métalliques en arrière du bâtiment, sont

désaffectés mais la protection patrimoniale empêche leur démantèlement. Si des mesures précises s'appliquent au bâtiment en lui-même, notamment pour l'aspect paysager, l'aire de protection s'avère quant à elle beaucoup plus lâche.

**Figure 2.5. Carte du site patrimonial du Vieux-Montréal et des quatre « immeubles historiques » inscrits au Registre du patrimoine culturel québécois**



Une aire de protection officielle existe pourtant, englobant le boulevard Saint-Laurent dans sa partie sud, du Vieux-Port à la rue Saint-Antoine : l'arrondissement historique de Montréal, décrété en 1964 et agrandi en 1995 (fig. 2.5.). Ce dernier englobe le lieu de fondation de la ville de Montréal, anciennement Ville-Marie (le site de Pointe-à-Callière en 1642), l'ancienne ville fortifiée du XVIIIe siècle, le Vieux-Port, délimité par la rue Saint-Antoine au nord, le fleuve Saint-Laurent au sud, le faubourg Québec avec les rues Saint-Hubert et Saint-André à l'est, et le faubourg des Récollets avec les rues McGill, De Longueuil et des Soeurs-Grises à l'ouest. L'arrondissement historique comprend donc la partie sud du boulevard Saint-Laurent, qui traverse le Vieux Montréal, celle qui est pourtant la moins appropriée par les habitants et la moins évoquée dans les écrits littéraires ou scientifiques sur la *Main*. Cet arrondissement historique compte « de nombreux biens culturels classés ou reconnus et (...) plusieurs sites archéologiques, témoins de l'occupation amérindienne et euroquébécoise<sup>26</sup> ».

Même si certains acteurs associatifs spécialisés dans la protection du patrimoine soulignent le manque de vision de cet arrondissement historique et l'absence de cohérence dans sa mise en valeur (Bumbaru, 2002), le Vieux-Montréal a été l'objet d'une mise en tourisme importante – de laquelle le boulevard Saint-Laurent reste un peu à l'écart. « L'objectif était d'«historiciser» l'apparence du quartier afin de mieux la faire coller à la conception de l'attrait touristique et à l'idée qu'on se faisait d'un arrondissement historique » (Drouin, 2009a). Les aménageurs considéraient le Vieux-Montréal comme un « écrin » de l'identité canadienne-française dans les années 1960-70 (Drouin, 2009b). Aujourd'hui, par peur d'une muséification et d'une « disneylandisation » des lieux, il est plutôt question de privilégier l'aspect résidentiel du secteur, en favorisant l'appropriation par les Montréalais du quartier<sup>27</sup> (Drouin, 2009a). Or, le boulevard Saint-Laurent dans cette partie ne contient pas d'éléments touristiques à mettre en valeur (bâtiments exceptionnels ou commerces comme dans les rues perpendiculaires). De plus, il n'est pas un axe très apprécié par les résidents : il semble « à part » au sein de cet arrondissement historique, comme le souligne ce résident anglophone du Quartier des Spectacles (entretien, 29 juin 2012) :

« And I think the part I like the least is in Old Montréal actually. Because in Old Montréal, they have a MacDonalds there and parking lots and you've got the Palais de justice. And then, at the end, the science center. I mean, even the plaque for Saint-Laurent boulevard is on a

---

<sup>26</sup> Site des lieux patrimoniaux du Canada, <http://www.historicplaces.ca/fr/rep-reg/place-lieu.aspx?id=2117>, site consulté le 22 décembre 2013.

<sup>27</sup> AMACIERI Anita, 2008, *Le Vieux-Montréal 2017, L'art de vivre montréalais dans une collection historique inscrite dans la modernité*, Montréal, Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise de la Ville de Montréal.



bike path. So you stand there to read the plaque, a bike is gonna hit you [fig. 2.3.]. So it's very very poorly designed in Old Montréal<sup>28</sup> ».

La plupart des bâtiments étaient constitués de bureaux et de commerces, et nombreux sont ceux qui ont été reconvertis en copropriétés résidentielles comme les espaces de l'édifice Thémis au coin de la rue Saint-Jacques en 2005 ou encore les magasins-entrepôts Masson. Le palais de justice occupe une partie du boulevard sur le côté Est. L'édifice la Presse concentre toujours les bureaux du quotidien. Cet espace est si peu intégré au reste de l'arrondissement qu'il fait partie des « priorités d'intervention » dans le cadre du futur plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal soumis à la consultation publique en 2013 : « la portion sud de cette voie historique majeure dans le développement de Montréal au-delà de ses fortifications est depuis longtemps marquée par une rupture de son cadre bâti et une activité urbaine hésitante<sup>29</sup> ». Le projet souligne que son état « réduit l'attrait pour les résidents et les usagers du Vieux-Montréal ainsi que pour les visiteurs<sup>30</sup> ». En conséquence, il prévoit d'améliorer l'interface avec les espaces vacants, avec le nord du quartier de même qu'avec le Vieux-Port.

Si le boulevard présente quelques bâtiments importants pour la communauté francophone et traverse l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, il ne constitue pas un symbole du passé des Canadiens-français à proprement parler. Il est surtout représentatif des différentes vagues d'immigration à Montréal et du passé ouvrier et manufacturier de la ville, ce qui ne correspond pas totalement à ce que le gouvernement du Québec cherche à mettre en valeur au niveau patrimonial. En outre, alors qu'un protocole d'Entente sur la mise en valeur du Vieux-Montréal a été signé en 1979 (et renouvelé par la suite) entre la municipalité de Montréal et le ministère des Affaires culturelles – pour une meilleure coordination des actions et une meilleure connaissance du patrimoine –, cette collaboration n'existe pas pour le boulevard Saint-Laurent, révélant un manque de cohérence entre les différentes échelles de décision.

---

<sup>28</sup> « Et je pense que la partie que j'aime le moins, c'est le Vieux-Montréal en fait. Parce que dans le Vieux Montréal, il y a le MacDonalds et des parcs de stationnements, et tu as le Palais de justice. Et puis, à la fin, le centre des sciences. Je veux dire, même la plaque pour le boulevard Saint-Laurent se trouve sur une piste cyclable. Alors un vélo peut te renverser quand tu te tiens là pour lire la plaque. Donc c'est vraiment mal conçu dans le Vieux-Montréal ».

<sup>29</sup> Ville de Montréal, 2012, Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal, Perspective 2017, document de consultation, p.41.

<sup>30</sup> *Ibid.*

### 2.1.3. Un lieu de mémoire montréalais : un patrimoine de papier pour la Ville-centre et les arrondissements ?

Le boulevard Saint-Laurent jouit d'une reconnaissance municipale, tout aussi « théorique » que les autres. Si les inscriptions au patrimoine sont du ressort de l'État québécois, les municipalités ont peu à peu acquis certains pouvoirs. La modification en 1985 de la *Loi sur les biens culturels* permet notamment aux municipalités d'identifier des éléments du patrimoine immatériel ou de citer un bien patrimonial<sup>31</sup>, ce qui a augmenté le nombre des interventions municipales (de la Durantaye, 2010). Remplaçant l'ancienne *Loi sur les biens culturels* de 1972, la nouvelle *Loi sur le patrimoine culturel*, adoptée le 19 octobre 2011 et entrée en vigueur au cours de l'année 2012, donne aussi plus de pouvoirs aux municipalités, « créatures du provincial », selon l'expression consacrée au Québec<sup>32</sup>. Elle se combine avec la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* de 1978, qui intervient sur les règlements de construction, de démolition et d'aménagement du territoire. Dans tous les cas, les municipalités ont pour interlocuteur privilégié le gouvernement provincial, qui lui, s'adresse au gouvernement fédéral. Comme l'explique un des membres de l'association patrimoniale la plus importante de Montréal, Héritage Montréal (entretien, 27 juin 2012) :

« l'idéologie sous-jacente à la réforme [la nouvelle loi sur le patrimoine culturel], c'est un transfert aux municipalités. Donc au niveau des politiques générales, c'est d'arrêter que ce soit uniquement le gouvernement qui s'occupe du patrimoine, mais que les municipalités jouent un rôle, actif, assument des responsabilités, puisqu'elles sont proches des populations ».

De nombreux acteurs du patrimoine à la Ville de Montréal mettent en avant le principe de subsidiarité pour une gestion plus proche des enjeux patrimoniaux. La ville de Montréal s'est d'ailleurs dotée d'une politique du patrimoine dès 2005<sup>33</sup>, suivant l'exemple de la municipalité de Rivière-du-Loup qui en avait adoptée une dès 2002<sup>34</sup>. Cette politique met en place le Bureau du

---

<sup>31</sup> « La citation est le statut qui peut être attribué par les municipalités aux biens patrimoniaux (immeubles, sites, documents et objets patrimoniaux) situés sur leur territoire et dont la connaissance, la protection, la mise en valeur ou la transmission présente un intérêt public », Ministère de la Culture et des Communications, octobre 2012, *La Loi sur le patrimoine culturel. Guide pratique* destiné aux municipalités, p. 8.

<sup>32</sup> Magnusson, Warren, 2005, « Are Municipalities Creatures of the Provinces ? », *Journal of Canadian Studies / Revue d'études canadiennes*, vol.39, n° 2, pp. 5-29 et Prémont M-C., 2004, « Les recompositions territoriales dans la région de Montréal : une relation traditionnelle entre le législateur québécois et les municipalités de l'île », intervention au Colloque international « Les recompositions territoriales locales en France et au Québec », Institut d'études politiques de Bordeaux.

<sup>33</sup> Ville de Montréal, mai 2005, *Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal*.

<sup>34</sup> Les municipalités de Toronto et de Vancouver n'ont pas mis en place de politique de patrimoine à proprement parler. La première a créé dès 1949 une organisation paramunicipale, Toronto Civic Historical Committee, devenue en 2000 association caritative reconnue d'utilité publique sous le nom d'Héritage Toronto. Une association similaire existe à Vancouver depuis 1992, Vancouver

patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, entité clairement dédiée à la gestion du patrimoine. L'épisode des fusions-défusions à Montréal<sup>35</sup> a également nécessité une harmonisation des différentes façons de faire de chaque arrondissement et a eu un lourd impact sur la gouvernance et la stabilité des structures. La création de la nouvelle Ville de Montréal en 2002 a notamment entraîné la création du Conseil du Patrimoine, opérationnel depuis janvier 2003. Instance consultative, le Conseil du Patrimoine doit émettre un avis pour tous les projets qui demandent un recours à l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal<sup>36</sup>, soit toute modification du plan d'urbanisme, pour tous les territoires visés par la loi sur le patrimoine culturel, et quand il y a démolition.

La politique du patrimoine de la ville de Montréal souligne l'importance du boulevard Saint-Laurent et rappelle sa désignation en 1996 « comme lieu historique national par le gouvernement du Canada ». Pourtant, l'artère reste absente des « territoires à haute valeur patrimoniale » listés par la Ville. Le Comité exécutif de la Ville de Montréal a décidé de soumettre son projet de politique du patrimoine à la consultation publique, afin d'intégrer les citoyens pour une meilleure gestion patrimoniale et d'effacer la distance entre l'échelle municipale et la société civile, laquelle a été particulièrement active dans la reconnaissance du patrimoine dès les années 1960-70. Cette forme de participation institutionnalisée est récente, puisque l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) est un organisme institué en 2002 par l'article 75 de

---

Heritage Foundation (le maire et certains conseillers municipaux étaient ses premiers directeurs et ce sont des citoyens qui la dirige depuis 1998).

<sup>35</sup> Cf. supra. Encadré 1.1, Chapitre 1.

<sup>36</sup> Le conseil de la ville peut, par règlement, permettre, malgré tout règlement adopté par un conseil d'arrondissement, la réalisation d'un projet relatif:

1° à un équipement collectif ou institutionnel, tel un équipement culturel, un hôpital, un établissement public d'enseignement, un établissement d'enseignement de niveau collégial ou universitaire, un centre des congrès, un établissement de détention, un cimetière, un parc régional ou un jardin botanique;

2° à de grandes infrastructures, tel un aéroport, un port, une gare, une cour ou une gare de triage ou un établissement d'assainissement, de filtration ou d'épuration des eaux;

3° à un établissement résidentiel, commercial ou industriel situé dans le centre des affaires ou, s'il est situé hors du centre des affaires, dont la superficie de plancher est supérieure à 25 000 m<sup>2</sup>;

4° à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8);

5° à un immeuble patrimonial classé ou cité conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P-9.002) ou dont le site envisagé est situé dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité au sens de cette loi.

Québec, *Charte de la ville de Montréal*, à jour au 1<sup>er</sup> décembre 2013, [http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C\\_11\\_4/C11\\_4.html](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_11_4/C11_4.html), site consulté le 31 août 2014.

la Charte de la ville de Montréal<sup>37</sup>, dans le but d'améliorer les processus de consultation publique. Le Conseil municipal de Montréal (instance décisionnelle composée des élus de la ville) ou le Comité exécutif (instance relevant du Conseil municipal, formé de onze membres dont le maire de Montréal<sup>38</sup>) confie les différents mandats à l'OCPM. Les consultations qui portent sur le territoire urbain et l'aménagement sont du ressort d'une commission indépendante *ad hoc* dont les commissaires, nommés par les membres du conseil municipal, ne sont ni des élus ni des fonctionnaires municipaux<sup>39</sup>. La consultation publique peut prendre deux formes distinctes. D'une part, l'assemblée publique (une unique séance) qui regroupe informations, questions et opinions du public. D'autre part, l'audience publique qui comprend deux séances : l'une pour l'information et des questions du public et la seconde pour leurs opinions et remarques, présentés sous la forme de mémoires écrits et/ou de présentations orales de la part des individus et groupes souhaitant s'exprimer sur le sujet. La consultation a eu un succès important : plusieurs centaines de personnes ont participé aux séances publiques et une soixantaine ont déposé des mémoires sur la politique du patrimoine de Montréal en 2004<sup>40</sup>. Extrêmement bien accueilli<sup>41</sup>, ce projet de politique du patrimoine a suscité des attentes nombreuses de la part des acteurs des organismes en patrimoine, notamment de programmes de soutien financier afin d'être intégrés aux actions et engagements de la ville<sup>42</sup>.

---

<sup>37</sup> L'office a pour fonction :

1° de proposer des règles visant à encadrer la consultation publique faite par une instance de la ville responsable de cette consultation en vertu de toute disposition applicable afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces ;

2° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement révisant le plan d'urbanisme de la ville ;

2.1° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la ville, à l'exception de ceux adoptés par un conseil d'arrondissement ;

3° de tenir, sur tout projet désigné par le conseil ou le comité exécutif de la ville et à la demande de l'un ou de l'autre, des audiences publiques sur le territoire de la ville. (Office de consultation publique de Montréal, 2011, Consultations publiques, p. 2)

<sup>38</sup> Voir site de la ville de Montréal :

[http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=5798,85895588&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,85895588&_dad=portal&_schema=PORTAL)  
site consulté le 31 août 2014.

<sup>39</sup> Office de consultation publique de Montréal, 2009, Rapport annuel.

<sup>40</sup> Office de consultation publique de Montréal, 2005, Rapport annuel.

<sup>41</sup> L'organisme Sauvons Montréal décerne le prix orange à la Ville de Montréal pour cette politique du patrimoine en 2005. Les prix orange récompensent les actions en matière de patrimoine et aménagement, tandis que les prix citron les dénoncent.

<sup>42</sup> Collectif L'Autre Montréal, février 2005, Mémoire sur le projet de politique du patrimoine de la ville de Montréal ; DOCOMOMO Québec, février 2005, Mémoire – Consultation publique sur le projet de politique du patrimoine, Ville de Montréal ; Société d'histoire de la Côte-des-Neiges, février 2005, mémoire, Consultation publique sur le projet de politique du patrimoine de Montréal.

Enfin, les documents d'évaluation du patrimoine urbain des trois arrondissements traversés par le boulevard évoquent ce dernier. Pour le Plateau-Mont-Royal, sont mentionnées sa fonction de frontière entre les quartiers anglophones et francophones, celle d'installation des immigrants et la présence de quelques bâtiments « remarquables »<sup>43</sup>. Le document d'évaluation du patrimoine retient que « le caractère multiethnique de la *Main* se traduit subtilement dans le paysage urbain. Il y règne toujours une atmosphère distincte, propice aux échanges et aux métissages culturels qui enrichissent la qualité de la vie urbaine<sup>44</sup> ». L'arrondissement de Ville-Marie met en évidence plusieurs lieux d'importance : l'intersection des deux *Main*, Saint-Laurent et Sainte-Catherine et le quartier chinois, au sein duquel le boulevard est considéré comme une des artères principales<sup>45</sup>, l'ancien marché Saint-Laurent, la place de la Paix dans le faubourg Saint-Laurent. Dans l'évaluation du patrimoine urbain de l'arrondissement de Rosemont-Petite Patrie, le boulevard Saint-Laurent n'apparaît pas en tant que tel, mais le marché Jean-Talon et le « cœur de la Petite Italie » sont considérés comme des « secteurs de valeur patrimoniale exceptionnelle » :

« Ce petit secteur limitrophe à la rue Saint-Denis est marqué par la présence imposante de l'église Notre-Dame-de-la-Défense (1910), désignée lieu historique national du Canada en 2002 pour l'important rôle qu'elle a joué depuis 80 ans auprès de la communauté italienne montréalaise et canadienne. Il comprend également l'école primaire Notre-Dame-de-la-Défense, l'un des premiers établissements d'enseignement de la communauté italienne de Montréal, l'école Sainte-Julienne-Falconieri (Ernest Cormier, architecte) ainsi que le parc Dante, ainsi nommé en 1963 pour commémorer le poète italien Dante Alighieri, auteur de *La Divine Comédie*<sup>46</sup> ».

À l'image du gouvernement provincial où les monuments restent une des échelles prédominantes en matière de patrimonialisation, les responsables de l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie mettent en avant non pas la rue, mais l'église Notre-Dame-de-la-Défense comme bâtiment d'importance historique nationale.

Si les instances des différents arrondissements affirment la valeur historique et architecturale de certains espaces en les désignant « secteurs de valeur patrimoniale exceptionnelle », elles ne possèdent pas de réel pouvoir en matière de protection. L'instauration de règlements de plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) permet un examen des différents projets d'aménagement. En outre, en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, la constitution de comités consultatifs d'urbanisme (CCU) des arrondissements autorise un regard sur les aménagements et donc sur la mise en patrimoine des quartiers. Certes, avec la réforme

---

<sup>43</sup> Secteur de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Direction du développement urbain, 2005, *Évaluation du patrimoine urbain*, arrondissement du Plateau Mont-Royal.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p.31.

<sup>45</sup> Secteur de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Direction du développement urbain, 2005, *Évaluation du patrimoine urbain*, arrondissement du Ville-Marie, p.28.

<sup>46</sup> Secteur de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Direction du développement urbain, 2005, *Évaluation du patrimoine urbain*, arrondissement du Rosemont-la-Petite-Patrie.

municipale de décentralisation et la création de la Nouvelle Ville de Montréal, les arrondissements ont désormais le pouvoir en matière d'urbanisme (sauf pour les modifications au plan d'urbanisme), mais sans équivalent dans le domaine patrimonial. Ils agissent là encore comme « poids moral ». Lors de la consultation publique de 2005 sur la politique du patrimoine, le Forum jeunesse de l'île de Montréal, comme d'autres organismes tels que l'Association des architectes paysagistes du Québec, demandent une harmonisation en la matière entre la Ville et les arrondissements, ainsi qu'un partage des tâches clair. Selon eux, les arrondissements « devraient (...) être sensibilisés à l'importance de se doter eux aussi d'une Politique du patrimoine visant à assurer la sauvegarde, la mise en valeur et le développement du patrimoine local<sup>47</sup> ».

L'analyse des textes légiférant sur la mise en patrimoine du boulevard Saint-Laurent à différentes échelles souligne combien les différents niveaux de gouvernement n'ont pas élaboré de véritable réglementation pour sa protection, sans doute aussi car le boulevard est constitué en grande partie de bâtiments relevant de propriétaires privés. La rénovation du bâtiment au coin du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue des Pins a été un élément de fierté pour l'arrondissement du Plateau Mont-Royal<sup>48</sup>. Beaucoup d'habitants pensent qu'elle a été le fait de l'arrondissement, alors qu'elle n'a pu se faire sans la décision du propriétaire privé. Il n'existe pas non plus de Table de concertation pour le boulevard Saint-Laurent, contrairement au Vieux-Montréal qui en a institué une dès 1994 ou au Mont-Royal (2005). Dans ses juridictions et sur ses propriétés, Parcs Canada n'est pas tenu de considérer les règlements et les demandes de la Ville de Montréal<sup>49</sup>, d'où une plus grande liberté et marge de manœuvre pour tous les projets concernant le boulevard. Ainsi, la désignation au patrimoine canadien du boulevard ne change pas vraiment les orientations relatives à l'aménagement ou à la rénovation de certains bâtiments. Cette désignation n'est pas non plus l'objet d'une mise en valeur, à l'image de ce qui est fait pour le canal de Lachine par exemple<sup>50</sup>.

Les différentes échelles de gouvernement reconnaissent le boulevard dans son ensemble ou en partie, du « lieu historique » au « Monument patrimonial » ou « immeuble patrimonial », en

---

<sup>47</sup> Forum jeunesse de l'île de Montréal, 17 janvier 2005, Mémoire sur le projet de Politique du patrimoine de Montréal à l'Office de consultation publique de Montréal, p.6.

<sup>48</sup> Un des conseillers d'arrondissement me proposait par exemple de nous retrouver pour un entretien à cet angle de rue pour me montrer justement cette rénovation (entretien, 23 août 2012).

<sup>49</sup> Ville de Montréal, mai 2005, Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal, p.50.

<sup>50</sup> « Le canal constituait la porte d'entrée d'un réseau de canaux qui reliaient l'Atlantique au cœur du continent. Il compte parmi les facteurs qui ont fait de Montréal le berceau de l'industrie manufacturière canadienne » (site Parcs Canada, <http://www.pc.gc.ca/fra/lhn-nhs/qc/canallachine/natcul.aspx>, site consulté le 31 août 2014). Le lieu présente des expositions permanentes, des activités éducatives destinées aux enfants et divers événements lors de la saison estivale.

passant par des secteurs ou des « arrondissements historiques » à géométries variables (tableau 2.1.). À l'« arrondissement historique » fédéral, l'administration provinciale propose un arrondissement historique, qui est « un territoire désigné comme tel par le gouvernement en raison de la concentration de monuments ou de sites historiques qu'on y trouve<sup>51</sup> », rebaptisé « site patrimonial de Montréal » depuis l'adoption de la *Loi sur le patrimoine culturel* en octobre 2012. L'accent sur le bâti reste majeur au niveau provincial bien que la Commission des biens culturels du Québec a étendu sa définition du patrimoine des monuments aux biens culturels en général (Gelly et al., 1995), et toutes les inscriptions québécoises du boulevard Saint-Laurent restent attachées à des monuments en particulier. Ces désignations ou reconnaissances diverses soulignent bien l'attachement à l'idée de « Monument historique » ou du moins la difficulté à mettre en patrimoine un secteur plus vaste, un quartier ou une rue.

**Tableau 2.1. Échelles de gouvernement et espaces patrimonialisés**

ÉCHELLES DE PATRIMONIALISATION ET INSTANCE DE DÉCISION	EXPRESSION UTILISÉE	LIEUX CIBLÉS
Niveau fédéral (Commission des lieux et monuments historiques du Canada)	« arrondissement historique d'importance nationale »	- Boulevard du Vieux-Port à la rue Jean-Talon - église Notre-Dame de la Défense (2002) - Monument-National (1985)
Niveau provincial (Ministère de la Culture et des Communications, gouvernement du Québec)	« immeuble patrimonial » anciennement « Monument historique classé »	- édifice Joseph-Arthur-Godin (1990) - maison Elizabeth-Mittleberger-Platt (1968) - manufacture Louis-Ovide-Grothé (2012)
	« Monument historique classé » et « aire de protection »	- Monument National (1976 puis 1978)
	« site patrimonial » anciennement « arrondissement historique de Montréal »	- Vieux-Montréal (1964, 1995)
Niveau municipal	« territoires à haute valeur patrimoniale »	

<sup>51</sup> Gouvernement du Québec, *Loi sur les biens culturels*, chapitre B-4, Chapitre I – Définitions et application, remplacée le 19 octobre 2012. Un site historique étant, selon cette même loi : « un lieu où se sont déroulés des événements ayant marqué l'histoire du Québec ou une aire renfermant des biens ou des monuments historiques ».

	« patrimoine potentiel »	
	« immeuble de valeur patrimoniale exceptionnelle »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Monument-National</li> <li>- manufacture Louis-Ovide-Grothé</li> <li>- édifice Joseph-Arthur-Godin</li> <li>- Ensemble 3660-3712 Saint-Laurent</li> </ul>
<b>Niveau des arrondissements</b>	« secteurs de valeur patrimoniale exceptionnelle »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Petite Italie (Rosemont-Petite-Patrie)</li> <li>- Plateau Mont-Royal</li> <li>- Boulevard Saint-Laurent et rue Sainte-Catherine Est</li> <li>- Vieux-Montréal</li> <li>- Boulevard Saint-Laurent entre Sherbrooke et Bernard</li> </ul>

Les instances de décision utilisent différents termes pour désigner les lieux patrimonialisés, qui, sans correspondre aux mêmes espaces, se recoupent parfois : les mêmes bâtiments réapparaissent à différentes échelles de patrimonialisation sous diverses appellations. (Sources : Grand répertoire bâti de Montréal, Répertoire du patrimoine culturel du Québec, Répertoire canadien des lieux patrimoniaux).

Cette analyse du jeu d'échelles dans la patrimonialisation du boulevard Saint-Laurent montre enfin que les différents acteurs n'ont pas la même conception du patrimoine. Si au niveau fédéral, il est question d'exalter les bienfaits du multiculturalisme, le gouvernement provincial met plutôt en avant des bâtiments liés au passé canadien-français, à la religion catholique ou au passé industriel de Montréal, métropole canadienne. Il existe donc des stratégies de différenciation au sein des différentes décisions de reconnaissance du boulevard. Comme les différents niveaux de gouvernement ne prennent que peu de mesures pour mettre en valeur ou protéger le boulevard, sorte de « patrimoine de papier », ce sont diverses associations de la société civile qui s'en chargent en apposant plusieurs marques patrimoniales dans le paysage urbain. Il s'agit donc non plus seulement de considérer les pratiques des acteurs publics, à différentes échelles, mais aussi celles de la société civile, regroupée en associations de sauvegarde et de promotion du patrimoine. Au-delà d'une simple juxtaposition d'échelles, des négociations et liens se créent entre les associations et les acteurs institutionnels.



## 2.2. La construction du « nous » montréalais autour du patrimoine du quotidien du boulevard

Aux niveaux supérieurs fédéral, provincial et municipal, s'ajoutent les associations du patrimoine à Montréal. Ces dernières s'insèrent dans le jeu d'échelles de la patrimonialisation, en inventant des actions de mise en valeur du boulevard et en utilisant les échelles supérieures de décision. Elles s'en servent tout en s'en distanciant pour construire un discours sur le « nous » montréalais autour du patrimoine de la diversité et de la rue.

### 2.2.1. Les associations : des acteurs centraux dans la mise en valeur du boulevard

#### *La variété des associations autour de la sauvegarde du boulevard*

Le milieu associatif en lien avec le patrimoine est extrêmement dynamique à Montréal et plus largement au Québec, accompagnant l'élargissement de la notion de patrimoine et la fin du monopole de l'État en la matière. « Comités de citoyens, corporations, comités de sauvegarde, sociétés de restauration, fabriques, groupes de défense et autres “Amis de...”<sup>52</sup> » : autant de formes associatives de « groupement volontaire d'individus qui, sur la base d'un quasi-contrat, mettent en commun des ressources et créent une organisation destinée soit à défendre ou à promouvoir des intérêts spécifiques, soit à exercer une influence dans la vie sociale » (Bitard, 2005 : 84). Ces regroupements locaux, « parfois constitués au moment d'une crise et dissous quand celle-ci se résorbe » constituent « les sentinelles du patrimoine »<sup>53</sup>.

Sur le boulevard Saint-Laurent, plusieurs associations agissent afin d'apporter reconnaissance, protection et connaissance. Cette multitude d'organismes intervient à différentes échelles, certains spécifiquement sur le boulevard, d'autres sur des quartiers ou des arrondissements, d'autres encore à l'échelle de la ville toute entière. Lors de la consultation publique sur la politique du patrimoine en 2005, l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent* dépose un mémoire pour demander que la rue soit inscrite parmi les « territoires à haute valeur patrimoniale<sup>54</sup> ». Cette association, née en octobre 2003, à l'instigation de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent (SDBSL) dans le prolongement de la désignation du boulevard au patrimoine fédéral, constitue le seul organisme qui intervient tout au long des six

---

<sup>52</sup> Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec, 2000, *Notre patrimoine, un présent du passé*, proposition présentée à madame Agnès Maltais, Ministre de la Culture et des Communications, Québec.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>54</sup> Les Amis du boulevard Saint-Laurent, 27 janvier 2005, Mémoire sur le *Projet de politique du patrimoine* de la Ville de Montréal présenté à l'Office de consultation publique de Montréal, p.3.

kilomètres que couvre l'arrondissement historique national (entretien avec un membres de l'association, 29 août 2011). Loin de se cantonner aux seuls résidents, il regroupe les « amoureux de la *Main* », qu'ils vivent à Montréal ou dans d'autres villes. D'autres associations œuvrent à la mise en valeur du boulevard. *Mémoire du Mile End / Mile End Memories* (MME / MEM) est un organisme à but non lucratif créé en 2003, qui cherche lui aussi à informer, promouvoir le patrimoine et l'histoire du quartier du Mile End. Son objectif est d'« encourager et faciliter des liens entre des individus et des organismes qui s'intéressent au patrimoine, à l'histoire et à la culture du Mile End et de ses alentours » et « encourager et réaliser des projets de recherche sur le district Mile End et ses alentours<sup>55</sup> ». De nombreuses actions sont menées en partenariat avec *Les Amis du boulevard Saint-Laurent* lorsque celles-ci portent sur la *Main*. Certains membres sont d'ailleurs présents dans les deux associations. Enfin, la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal est une association orientée vers l'étude et la recherche. « Leurs membres fréquentent les Archives, produisent des articles. Le modèle en est le groupe d'études ou la société archéologique » (Glevarec, Saez, 2002 : 142). La Société d'histoire et de généalogie publie un bulletin trimestriel à cinq cents exemplaires, diffusé notamment à tous ses membres depuis automne 2006 et disponible sur leur site<sup>56</sup>.

Ces trois associations pérennes organisent des actions diverses sur le long terme. Autour d'un noyau central d'activités de valorisation et de sensibilisation (publication de dépliants, création de circuits et de visites guidées, création de panneaux explicatifs le long du boulevard, podcast, travail de légitimation historique et de recherche), elles assurent parfois de l'animation (spectacles musicaux ou sons et lumières, organisation de conférences, manifestations...) et accompagnent certaines activités de restauration de bâtiments, comme celles menées par la société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal pour l'église Saint-enfant-Jésus du Mile End. Enfin, elles conduisent une « action de veille » quant à l'état du patrimoine. Ces associations ne sont pas aussi visibles que celles « associées à un militantisme qui se décline sous diverses formes (représentations médiatiques, coups d'éclat sur le terrain ou manœuvres dans les arcanes du pouvoir) » (Drouin, 2011 : 59). À la différence des sociétés savantes qui produisent des travaux d'histoire ou d'érudition, elles ont plutôt vocation à fournir des connaissances sur l'espace, afin de contribuer « à une meilleure compréhension du patrimoine à sauvegarder ou à mettre en valeur » (Drouin, 2011 : 60).

Aux côtés des associations qui ont véritablement pour mission centrale le patrimoine, d'autres agissent plutôt à la marge. C'est le cas du *Comité des citoyens du Mile-End*, créé afin

---

<sup>55</sup> Voir site internet de l'association : <http://mile-end.qc.ca/>, site consulté le 12 décembre 2013.

<sup>56</sup> Site de la Société de généalogie et d'histoire du Plateau Mont-Royal : <http://www.histoireplateau.org/nos-bulletins/>, site consulté le 12 décembre 2013.

d'améliorer la qualité de vie, qui en est venu à s'intéresser aux questions patrimoniales, assumant de ce fait l'interrelation croissante entre les thématiques du paysage et du cadre de vie et celles du patrimoine. Les membres du Comité mènent ainsi des projets de protection du patrimoine dans les alentours du boulevard. Ils empêchent la destruction du théâtre Rialto en 1988, et ils transforment une ancienne église anglicane sur l'avenue du Parc en bibliothèque de quartier en 1992. Lors du grand forum organisé par le Comité en 2012 dans le Mile End, les habitants du quartier élaborent plusieurs axes d'action, dont un sur la protection du patrimoine historique et architectural du quartier. Une des membres et fondatrices de l'association me confie ainsi (entretien, 16 juillet 2012) :

« On a défendu le patrimoine. De temps en temps, on voyait une maison qui nous semblait patrimoniale et qui était abandonnée, alors on le mentionnait à la Ville et on faisait de l'action ».

Citons enfin la grande fondation pour la protection du patrimoine à Montréal, Héritage Montréal, qui s'est créée en 1973, un mois après la démolition de la maison Van Horne sur la rue Sherbrooke, destruction « fondatrice » qui constitue une prise de conscience de l'intérêt patrimonial de la ville (Drouin, 2005). Cette « émotion patrimoniale » (Fabre, 2000) conduit à une meilleure prise en compte du patrimoine bâti montréalais. D'abord surnommé *Sauvons Montréal*, l'organisme, constitué au départ de plusieurs groupes luttant pour le logement, le cadre bâti ou encore l'environnement, se transforme en *Héritage Montréal* dès 1975. Il se constitue en fondation privée à but non lucratif, financée en grande partie par des fonds privés provenant d'individus et de donateurs corporatifs et philanthropiques et de ses membres. La fondation a multiplié les actions afin de sensibiliser les citoyens montréalais à la protection du patrimoine, afin de constituer un « nous » montréalais unis autour de la patrimonialisation. Alors qu'Héritage Montréal possède une échelle d'action large, celle de la ville de Montréal, les associations évoquées précédemment n'ont qu'une assise locale. Leurs membres sont bénévoles, contrairement à la fondation Héritage Montréal dont les membres sont des permanents.

Dans les trois premières associations axées sur le local, nombreux sont les membres étudiants, ou ayant fait des études d'urbanisme, d'architecture ou d'histoire. Certains ont un parcours différent. Leur attachement à la rue ou au quartier les a amenés à intégrer l'association : leur rapport au territoire, au quartier et à l'histoire du quartier est le premier facteur avancé pour expliquer leur implication. Vient ensuite le rapport à l'intérêt public : une certaine éthique liée à des questions sur le patrimoine. Une des membres de *Mémoire du Mile End*, après avoir fait partie de plusieurs démarches citoyennes sur le logement ou l'environnement, a voulu s'engager dans un groupe où les intérêts personnels seraient peut-être moins importants que l'intérêt général (entretien, 13 septembre 2011) :

« Dans les associations où les questions touchent surtout au logement, au logement social, à l'environnement ou le développement durable, les gens viennent aussi pour leurs propres intérêts. J'étais un peu lassée car mes questions quant à l'histoire et au patrimoine passaient souvent à la trappe. Moi je voulais plus creuser l'histoire du quartier ».

Enfin, le plaisir d'appartenir à un groupe réuni autour d'un intérêt commun pour le patrimoine ressort aussi des entretiens. On peut se demander s'il s'agit là d'un investissement associatif plus que d'un engagement au sens où « l'espace public auquel participent ou que créent les associations est local et fragmentaire » et que l'enjeu se concentre dans « la possibilité de se construire comme sujet dans des relations et des activités » (Glevarec, Saez, 2002 : 249). « Cet investissement patrimonial reste aux confins de l'engagement militant dans une cause et de l'investissement dans une activité culturelle amateur » (Glevarec, Saez, 2002 : 251-2). Enfin, ces associations sollicitent souvent pour leurs actions l'aide des échelles supérieures de gouvernement, fédéral, provincial et municipal, restant ainsi toujours insérées dans les jeux d'échelles de la patrimonialisation.

#### *Les liens entre les différents acteurs du patrimoine :*

Par leurs actions et leurs liens avec les différentes échelles de gouvernement, ces associations apparaissent moins en opposition qu'en concertation et en co-action avec les pouvoirs publics<sup>57</sup>. Elles ne constituent pas des « initiatives qui échapperaient de plus en plus aux dispositifs institutionnels de régulation de la relation au passé » (Tornatore, 2007). Comme l'affirme un des membres des deux associations (entretien, 29 août 2011):

« les *Amis du boulevard Saint-Laurent* ce n'est pas un groupe d'activistes, de même que *Mémoire du Mile End*. On a plus un rôle d'observation : on voit ce qui est raisonnable dans les projets. (...) Le but des *Amis du boulevard* est la mise en valeur et l'information et non de rentrer dans des débats politiques ».

Si certains membres évoquent une sorte de « lâcheté volontaire », la plupart recherchent précisément ces possibles intérêts communs. Les associations de sauvegarde du boulevard « sont des composantes du système politique et jouent un rôle dans la mobilisation et la transformation des valeurs culturelles. » (Bitard, 2005 : 85). « Intermédiaires situés entre l'Etat et la société civile » (Bitard, 2005 : 85), elles ne semblent pas en rupture avec l'action institutionnelle et les différentes échelles de la politique patrimoniale, elles la portent par des initiatives concrètes. Certains membres des associations sont d'ailleurs présents à la Ville ou dans les arrondissements. Ainsi, Susan Bronson travaille désormais à la Commission de l'aménagement urbain et du développement durable (CAUDD) et s'est retirée de *Mémoire du Mile End* pour plus de

---

<sup>57</sup> Sauf pour le cas de l'association *Save the Main* sur laquelle je reviendrai plus en détail dans le chapitre 5.

transparence. « De plus en plus, [ces groupes] s'associent aux municipalités et aux comités consultatifs d'urbanisme pour mettre au point une approche fondée sur la concertation. Leur expertise constitue souvent le point de référence et de départ des démarches d'une région pour commémorer, documenter et conserver son patrimoine<sup>58</sup> ». Les responsables du patrimoine à la ville de Montréal soulignent que la question du patrimoine urbain et de sa gestion et protection participe d'une problématique plus large de gouvernance entre les différentes instances s'en occupant<sup>59</sup>. C'est pourquoi la Politique du patrimoine (2005) prône la concertation entre les divers organismes pour une action plus efficace.

De même, des liens existent entre les actions des associations de patrimoine et le gouvernement provincial. Citons l'adhésion de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent au Réseau Villes et villages d'art et de patrimoine (VVAP), présent depuis 1998 dans toute la province sous l'impulsion du gouvernement du Québec. Le ministère de la Culture, des Communications et de la Conditions féminine grâce à une « entente ciblée » avec le réseau VVAP, soutient « les initiatives des milieux locaux et régionaux visant à structurer le développement culturel sur le territoire », en partageant « les coûts de l'embauche d'agents de développement culturel à temps plein sur une base annuelle pour une période de trois années consécutives » à hauteur de 60%<sup>60</sup> dans une municipalité régionale de comté (MRC), un conseil de bande, une municipalité ou autre organisme territorial<sup>61</sup>. Dans ce cadre, un poste d'agent de développement culturel a été créé au sein de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent, afin de travailler en lien avec l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent* et de promouvoir le bâti, le patrimoine et l'aspect culturel de la *Main*.

En 2008, la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal proposait la restauration de deux groupes sculpturaux d'anges, *L'Étoile de Bethléem* et *Le Jugement dernier* de l'artiste Olindo Gratton<sup>62</sup> sur la façade de l'église Saint-Enfant-Jésus-du-Mile-End (fig. 2.7). Laurent, un des membres de l'association, à l'origine du projet, explique la demande de subvention au Conseil du patrimoine religieux du Québec, lui-même financé par le ministère de la

---

<sup>58</sup> Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel, 2000, *op.cit.*, p.51.

<sup>59</sup> Ville de Montréal, mai 2005, Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal.

<sup>60</sup> Site du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine: <http://www.mcccf.gouv.qc.ca/index.php?id=2403>, site consulté le 13 décembre 2013.

<sup>61</sup> L'Université Laval se chargeait de la formation et de la mise en réseau de ces agents de développement culturel; depuis 2010, elle n'est plus l'unique offre de formation.

<sup>62</sup> Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal, « Le retour des anges, projet proposé par la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal en collaboration avec la Paroisse Saint-Enfant-Jésus du Mile-End », mars 2008, révisé mars 2012.

Culture : le projet accepté, le gouvernement québécois couvre 70% des frais<sup>63</sup>. De surcroît, l'entreprise retenue pour la restauration des sculptures après appel d'offre a été « le centre de conservation du Québec qui fait partie du ministère de la culture » (entretien avec Laurent, 5 juillet 2012). Le gouvernement provincial soutient donc les actions des associations. On remarque à ce propos qu'il s'agit d'un bâtiment du patrimoine religieux catholique, une église faisant référence à l'héritage et à la mémoire des Canadiens-français. L'attachement à l'héritage bâti des églises catholiques a été souligné à maintes reprises, surtout que la désaffection du culte entraîne fermetures et reconversion de ces lieux de culte : « de 1995 à 2003, une église ou chapelle catholique sur trois a été fermée » au Québec (Noppen, Morisset, 2005 : 1). La Commission des biens culturels a finalement beaucoup investi dans la conservation des biens d'Église, véritable patrimoine québécois à protéger. La municipalité de Montréal cherche d'ailleurs à faire du patrimoine religieux une de ses priorités<sup>64</sup>, dans cette ville parfois qualifiée de « ville aux cent clochers<sup>65</sup> ». Elle privilégie des conversions à usages publics et collectifs, même si certaines églises sont transformées en bâtiments privés comme l'église Saint-Jean-de-la-Croix (encadré 2.1).

### Encadré 2.1. La conversion de l'église Saint-Jean-de-la-Croix

« Paroisse par paroisse, partout dans la province, les luttes acerbes se sont multipliées depuis autour de bruyantes controverses : le “recyclage” de l'église Saint-Jean-de-la-Croix en “condos” à Montréal a été jusqu'à provoquer l'indignation d'une collaboratrice du journal français *le Point*<sup>66</sup> et inspiré en 2004 une œuvre théâtrale, *Cérémonials*<sup>67</sup> » (Noppen, Morisset, 2005 : 16). Citée comme un édifice remarquable dans l'énoncé d'intégrité commémorative du boulevard de l'agence Parcs Canada, l'église Saint-Jean-de-la-Croix a été construite entre 1910 et 1927 et conçue par l'architecte Zotique Trudel. Située sur le boulevard Saint-Laurent, à l'angle sud de la rue Saint-Zotique, elle fait face à l'actuel parc de la Petite-Italie. Initialement offerte à une communauté orthodoxe qui n'en a pas voulu, c'est le promoteur Conceptions Rachel-Julien qui l'a acquise en 2001. Auparavant, le « Conseil national du Parti québécois songeait à demander au gouvernement du Québec d'appuyer la conversion de l'église Saint-Jean-de-la-Croix de Montréal en un “Carrefour communautaire et interculturel de la jeunesse” visant à favoriser l'expression culturelle et l'intégration citoyenne des jeunes Québécoises et Québécois de toutes les origines » (Noppen, Morisset, 2005 : 275). En 2003, l'église a été réhabilitée en un ensemble appelé Place

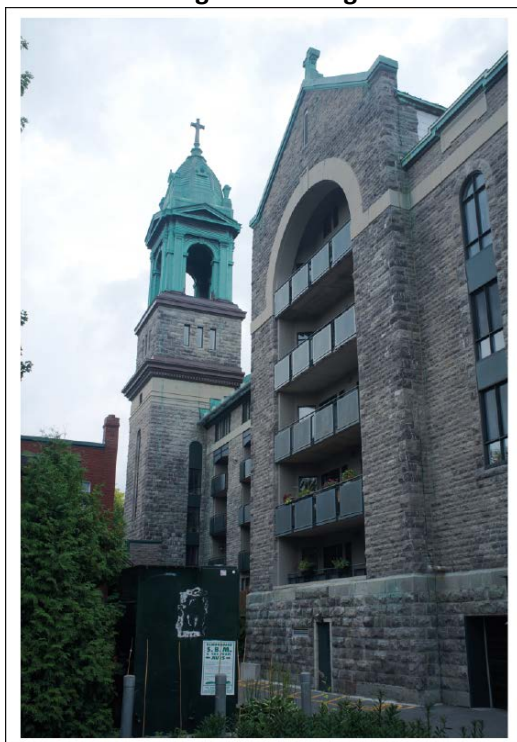
<sup>63</sup> « Les paroissiens ont recueilli près de 10 000 \$. La caisse populaire locale, la Caisse Desjardins des Versants du mont Royal, a contribué 5 000 \$. Une fondation majeure qui désire demeurer anonyme a contribué 10 000 \$. Il reste alors quelques milliers de dollars à trouver », in Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal, *op.cit.*

<sup>64</sup> Direction de la culture et du patrimoine, Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, novembre 2010, *Bilan 2005-2010 de la Politique du Patrimoine*.

<sup>65</sup> Mark Twain lors d'une visite à Montréal soulignait l'importance du nombre des églises dans la ville ; Ronald T. Harvie, 1881 : « This is the first time I was ever in a city where you couldn't throw a brick without breaking a church window. Yet I was told that you were going to build more ».

Delacroix, d'une soixantaine de condominiums (appartements) de luxe sur sept étages<sup>66</sup> (fig. 2.6.). L'ensemble est doté de deux ascenseurs et d'un stationnement intérieur. Si la façade de l'église sur le boulevard Saint-Laurent n'a pas subi de changements majeurs, l'arrière de l'édifice sur la rue Saint-Dominique a été transformé, au point que certains dénoncent la détérioration de la qualité du milieu : « l'intersection des rues Saint-Zotique et Saint-Dominique, derrière l'église Saint-Jean-de-la-Croix, a aujourd'hui perdu toute qualité paysagère<sup>69</sup> ». Le réaménagement du parvis de l'église contribue également à un phénomène de privatisation de l'ancien espace public (l'église et son site).

**Figure 2.6. L'église Saint-Jean-de-la-Croix réhabilitée en condominium**



Vue de l'ancienne église depuis la rue Saint-Dominique. Les appartements qui donnent sur le parc Sœur-Madeleine-Gagnon possèdent des balcons, aménagés en 2003.  
(Photographies : Marie-Laure Poulot, 2012)

Alors que le projet a été décrié, le bâtiment a reçu le Prix de l'Association de la construction du Québec (ACQ) – Émrite 2004 – Recyclage bâtiment du patrimoine religieux. « Dans l'opinion publique, une telle conversion d'église apparaît comme la forme extrême de la privatisation d'un bien qui, dans l'imaginaire collectif, demeure de propriété collective » (Bernier, 2011: 58). Nombre d'habitants regrettent cette conversion, qui ferme le bâtiment et transforme en profondeur la fonction première du bâtiment. Seul élément de continuité : le presbytère situé à côté sur le boulevard, près du parc Sœur-Madeleine-Gagnon. Anciennement parc Saint-Jean-de-la-Croix, il accueille l'organisme communautaire la

<sup>66</sup> Caroline Duffréchau, 6 décembre 2002 (6 décembre).

<sup>67</sup> Pièce de Brigitte Poupart présentée à L'espace Go (Montréal) à l'automne 2004.

<sup>68</sup> Les appartements en copropriétés sont vendus à un prix moyen d'environ 500 000 dollars, alors que l'église a été vendue 600 000 dollars dix ans auparavant (Bernier, 2012)

<sup>69</sup> Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ), 26 janvier 2005, mémoire sur la Politique du patrimoine Ville de Montréal 2004, Office de consultation publique de Montréal, p.3.

Maisonnette des parents depuis 2002. Lorsque le promoteur a acheté l'église, l'archevêché de Montréal a voulu que le presbytère soit vendu à bas prix afin qu'un ou plusieurs organismes communautaires puissent s'y installer. Les anciennes activités et festivités de plusieurs de ces associations qui se déroulaient auparavant dans le sous-sol de l'église Saint-Jean-de-la-Croix ont désormais lieu dans le presbytère. Les rénovations du bâtiment ont également permis de conserver les vitraux ou encore les lambris, le « cachet » du bâtiment, explique la directrice de l'organisme la Maisonnette des Parents (entretien, 6 juillet 2012).

Enfin, comme la municipalité semble avoir d'autres priorités que le boulevard Saint-Laurent, les associations se sont tournées vers le gouvernement fédéral pour obtenir des aides. La Commission des lieux et des monuments historiques du Canada avait d'ailleurs prôné dès 1996 l'inclusion des acteurs locaux dans la mise en valeur du boulevard : « ce serait aussi une bonne idée si l'on complétait ces mesures officielles par un quelconque outil éducatif, tel un guide (publication écrite ou document vidéo) des visites à pied proposées, et demande que l'on consulte la Ville de Montréal et d'autres parties susceptibles de s'intéresser au projet pour savoir si elles aimeraient collaborer à la conception et à la production d'un tel outil<sup>70</sup> ». L'église Saint-enfant-Jésus du Mile End sur le boulevard, ainsi que l'église Saint-Michel-Archange sur la rue Saint-Viateur sont ainsi ouvertes au public l'été pour des visites. Ce projet de la Société d'histoire et de généalogie a été réalisé en collaboration avec les paroisses concernées et bénéficie d'une subvention dans le cadre du programme Emplois d'été Canada. L'église Saint-Michel, pour la dixième année et l'église Saint-Enfant-Jésus pour la seconde année<sup>71</sup>, accueillent chacune un étudiant chargé d'expliquer l'histoire du lieu de culte aux différents visiteurs lors des huit semaines d'été.

De même qu'il n'existe pas de réglementation, il n'y a pas d'enveloppe budgétaire associée automatiquement à la désignation comme arrondissement historique. Ce sont les acteurs locaux qui se sont mobilisés afin de remplir les différentes étapes de reconnaissance : le dévoilement de plaques commémoratives en 2002, puis la rédaction de l'énoncé d'intégrité commémorative. Les associations *Mémoire du Mile End* et *les Amis du boulevard Saint Laurent* ont aussi bénéficié d'une aide financière de la part de l'agence Parcs Canada pour leur projet de panneaux explicatifs le long du boulevard, marquage physique et symbolique du territoire mis en patrimoine.

---

<sup>70</sup> Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, Procès-verbal, *op. cit.*

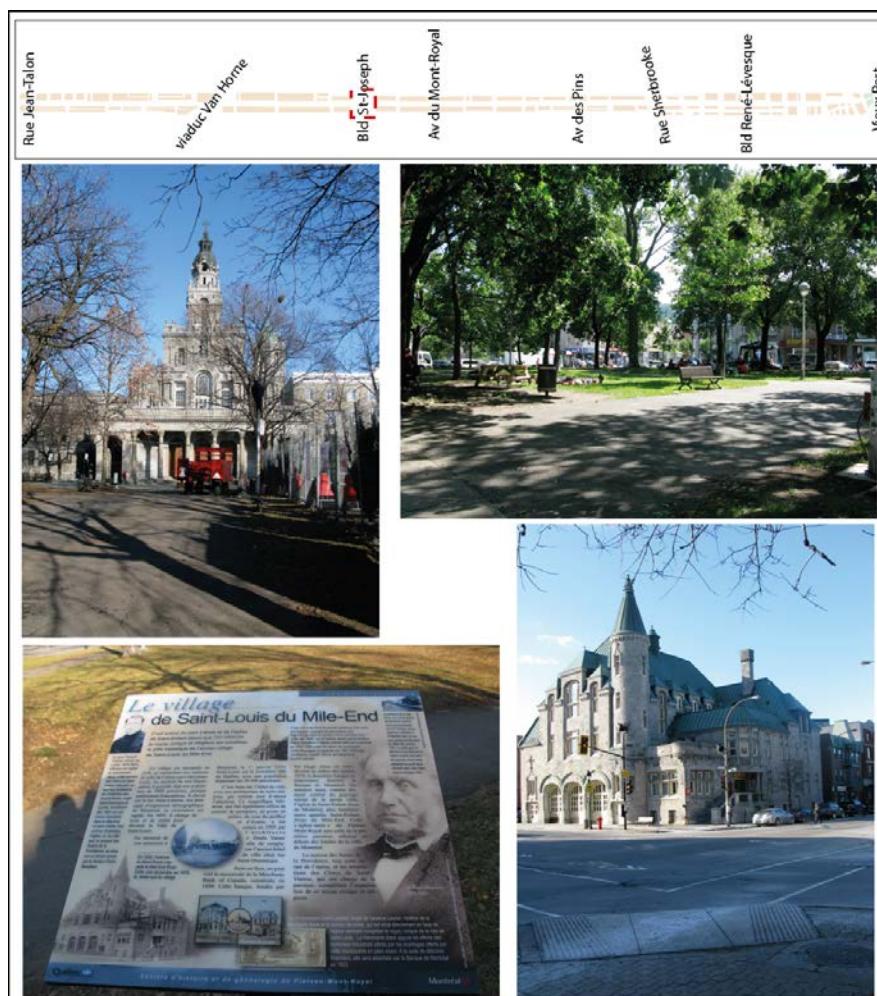
<sup>71</sup> L'initiative existait déjà il y a une quinzaine d'années puis a été abandonnée.



### *Le marquage patrimonial du paysage : une intervention urbaine de plusieurs acteurs*

Cette installation de panneaux explicatifs se veut un « travail mémoriel » destiné à informer la population de l'importance historique et patrimoniale de la *Main*. Ce marquage ou « production de signes » (Ripoll, Veschambre, 2006) agit comme action de commémoration pour les différents acteurs aux sources de ces installations. Ces panneaux sont disposés tout le long du boulevard et s'ajoutent aux plaques posées par Parcs Canada et à celles de la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal. Cette dernière a réalisé une plaque au parc Lahaie, en collaboration avec la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, sur l'historique du carrefour entre le boulevard Saint-Laurent, la rue Laurier et le boulevard Saint-Joseph, décrit comme « le pôle historique de l'ancien village de Saint-Louis du Mile-End » (fig. 2.7).

**Figure 2.7. Le carrefour historique de Saint-Louis du Mile End**



En haut, l'église Saint-enfant-Jésus-du-Mile-End dans le parc visible depuis le boulevard Saint-Joseph et la vue du parc Lahaie depuis l'église. En bas à gauche, la plaque de la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal installée dans le parc Lahaie. À droite, l'ancien hôtel de ville de l'ancienne ville Saint-Louis-du-Mile-End. (Photographies : M-L Poulot, 2012).

Le troisième marquage patrimonial sur le boulevard Saint Laurent consiste en l'apposition de panneaux d'interprétation, dont notamment les *Frag*s. Ce terme renvoie à l'idée de fragments : des fragments d'histoire et des fragments de mur. Initiative de l'organisme *Action Terroriste Socialement Acceptable* (ATSA)<sup>72</sup> fondé en 1997 par un couple d'artistes, Pierre Allard et Annie Roy, les *frags* constituent des œuvres d'interventions urbaines ayant vocation à contextualiser et souligner des aspects sociaux et patrimoniaux qui préoccupent l'organisme. En 2004, l'ATSA a réalisé 32 *frags* qui forment un parcours graphique permanent *in situ* sur l'histoire du boulevard Saint-Laurent, de la rue Saint-Antoine à la rue Mozart (fig. 2.8).

Figure 2.8. Les frags de l'ATSA



Ce *frag*, fruit du travail de l'ATSA, est présent au 902 Saint-Laurent (abritant aujourd'hui l'organisme communautaire Old Brewery qui vient en aide aux sans-abris), en extérieur, au coin de la rue Saint-Antoine, dans le Vieux-Montréal. C'est à cette hauteur que se dressaient les anciennes fortifications de la ville et où s'étendait le faubourg Saint-Laurent. Les anciennes photographies renvoient aux traces invisibles et proposent de suivre les évolutions du carrefour. (Photographies : M-L Poulot, 2013).

L'objectif est de « redonner l'histoire aux gens dans la rue, là où elle s'est passée » comme le résume une des artistes de l'association ATSA (entretien, mai 2007). C'est une mise en récit originale puisque ces *frags* font l'objet d'un choix artistique : le « nombre de *frags* que nous

<sup>72</sup> Voir le site de l'ATSA : <http://atsa.qc.ca/>, site consulté le 18 décembre 2013.

aurions pu faire est innombrable » affirme la fondatrice d'ATSA. Certains choix de lieux d'accrochage étaient incontournables, tels que le poste de péage avant Duluth ou encore les magasins importants comme Schwartz's, d'autres ont été plus discutés. L'attention est portée non seulement à certains édifices mais aussi et surtout aux personnages importants de l'artère et à la vie sociale, culturelle et politique. Si au début, les *frags* étaient numérotés de 1 à 32, dès 2005, ils ont porté les numéros des adresses civiques. Il n'y a donc pas de sens au parcours : on découvre les *frags* au hasard de la promenade, ou au gré de plusieurs promenades puisque l'on peut passer à côté sans les voir au premier coup d'œil. En même temps, ces *frags* peuvent être mis en ordre en téléchargeant un podcast qui les explique.

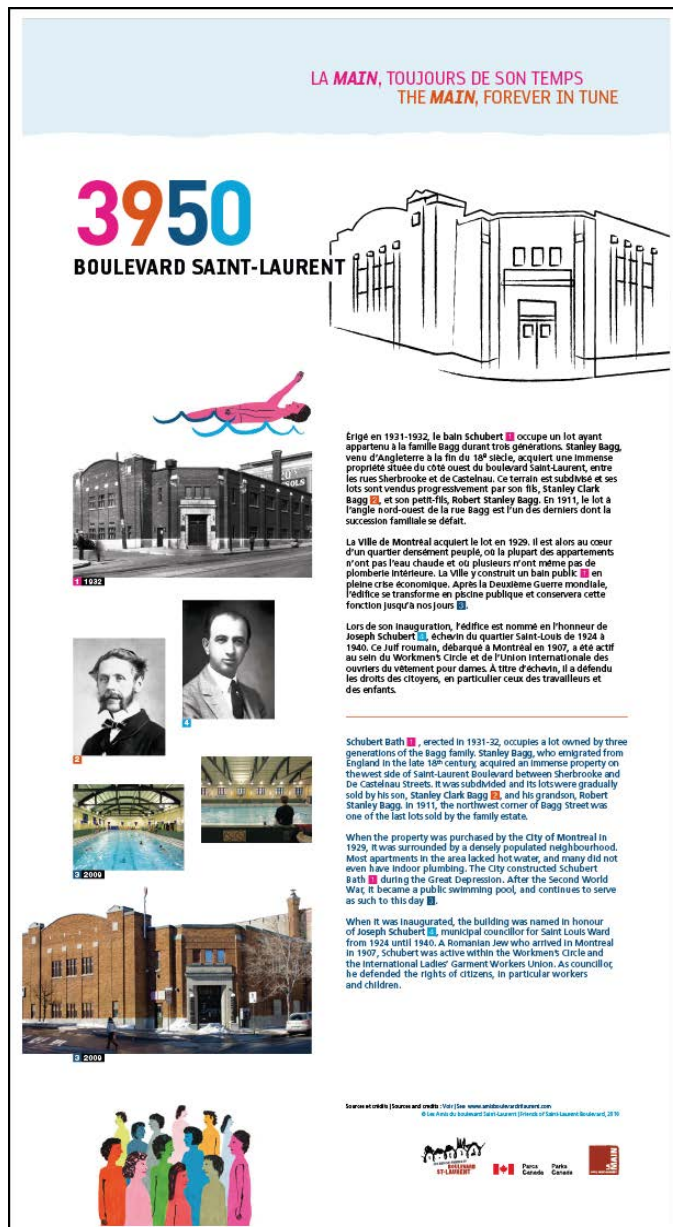
L'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent* a repris et complété cette initiative en 2010 et 2011 avec l'ajout de nouveaux panneaux dans le projet « La Main, toujours de son temps ». Ce projet regroupe 34 panneaux d'interprétation mettant en valeur le caractère multidimensionnel du boulevard Saint-Laurent. Les membres de l'association ont installé les panneaux en deux temps : dix-neuf premiers panneaux en 2010 entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, puis quinze nouveaux panneaux en 2011, entre l'avenue du Mont-Royal et l'avenue Van Horne, dans le secteur Mile End. Ces derniers sont quant à eux souvent situés à l'intérieur des bâtiments, permettant de dévoiler plusieurs couches d'histoire du boulevard (fig. 2.9). À celle de la rue via les *frags*, viennent s'ajouter celles plus précises de certains édifices. La construction d'un patrimoine montréalais par les artistes et les associations trouve une de ses traductions dans l'initiative des panneaux explicatifs. On retrouve là les objectifs des membres des associations de mise en valeur du patrimoine du boulevard Saint Laurent qui cherchent à aller « au-delà des façades », au-delà de ce qui est visible au premier coup d'œil<sup>73</sup>. La « mémoire du paysage », pour reprendre l'expression de Lucie K. Morisset (2001), n'est pas seulement le palimpseste visible dans la rue, elle se nourrit aussi de nombreuses traces invisibles (démolitions notamment). En tant que passeurs entre les désignations institutionnelles et la société montréalaise, les associations ont ainsi réinvesti certaines traces (Veschambre, 2008) afin de créer un marquage patrimonial. La création de ce paysage patrimonial ne s'est pas réalisée sans quelques tensions : certains membres des associations de protection patrimoniale ont critiqué le travail artistique d'ATSA pour sa faible dimension historique aux dépens d'une recherche esthétique, voire certaines erreurs historiques. En même temps, leur idée a été reprise par les membres des *Amis du boulevard Saint-Laurent* et de *Mémoire du Mile End*. Enfin, du point de vue de la réception, ces marques sont particulièrement appréciées, tant pour leurs éclairages historiques

---

<sup>73</sup> Entretien avec des membres associatifs des Amis du boulevard Saint-Laurent et de Mémoires du Mile-End.

que pour leur découverte quasi aléatoire. Certains ne les ont toutefois pas remarquées tant leur présence reste discrète sur la rue, tout comme les plaques installées par Parcs Canada, insérées dans le paysage urbain.

Figure 2.9. Panneaux explicatifs sur le boulevard Saint-Laurent.



Ce panneau relève de l'initiative des associations *Mémoire du Mile-End* et *Les Amis du boulevard Saint-Laurent*. Il est situé à l'intérieur des Bains Schubert, érigés en 1931-1932, aujourd'hui transformés en piscine publique : « La Ville de Montréal acquiert le lot en 1929. Il est alors au cœur d'un quartier densément peuplé, où la plupart des appartements n'ont pas l'eau chaude et où plusieurs n'ont même pas de plomberie intérieure. La Ville y construit un bain public en pleine crise économique. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'édifice se transforme en piscine publique et conservera cette fonction jusqu'à nos jours ». (Source : site des Amis du boulevard Saint-Laurent, <http://amisboulevardstlaurent.com/panneaux/panneaux-mile-end/>, site consulté le 18 décembre 2013).

Les différentes échelles de patrimonialisation se retrouvent donc dans l'apposition de marques sur le boulevard, sorte de mise en visibilité des discours et textes officiels : le fédéral, via les plaques aux deux extrémités, et via la subvention que Parcs Canada accorde au projet des panneaux « La Main, toujours de son temps » ; le provincial et la Ville qui soutiennent les initiatives de la société du Plateau ; enfin, les associations, qui réalisent les actions de mise en valeur. Ce travail de « construction hétérogène d'un récit public sur le passé » (Favory, 2012 : 203)

entraîne la création d'un paysage patrimonial se surimposant au paysage urbain bâti. Cette mise en valeur est relayée par d'autres initiatives, de mises en sons ou de narrations en marche sur le boulevard, qui sont également le fruit de collaboration entre les différentes échelles de pouvoir, ou plus exactement d'une forme de délégation de services de la part des acteurs institutionnels vers les associations.

Les associations sont centrales dans la mise en valeur du boulevard Saint-Laurent, qui constitue un patrimoine du quotidien, loin des bâtiments reconnus pour leur « caractère exceptionnel ». Le Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada le souligne : « ce n'est pas une voie publique spectaculaire [...], il n'y a ni monuments, ni bâtiments imposants à admirer<sup>74</sup> ». Ce patrimoine du cosmopolitisme du boulevard est lieu de vie, habité au quotidien (Gravari-Barbas, 2005), ce qui est rendu possible par l'extension typologique de la notion de patrimoine à des espaces de l'ordinaire (et par l'absence de véritables réglementations quant à l'aménagement du boulevard), ainsi que par la multiplication et la diversification des acteurs (Chastel, 1986 ; Choay, 1992 ; Gravari-Barbas et al., 2003)<sup>75</sup>. Ce patrimoine de l'ordinaire est approprié par les habitants qui construisent un « nous » montréalais autour du patrimoine de la rue.

#### 2.2.2. L'expertise habitante pour un patrimoine fuyant du quotidien et de la diversité

##### *Un « nous » associatif habitant proche du patrimoine : la spécificité montréalaise*

Cette importance de la société civile dans la reconnaissance du patrimoine « ordinaire » et de la diversité date des débuts des combats pour le patrimoine montréalais. À partir des années 1970, le gouvernement provincial tente d'explicitier et de légitimer l'existence d'une nation étendue à l'ensemble du territoire de la Province, en identifiant un patrimoine porteur d'une identité québécoise, reposant le plus souvent sur les paysages ruraux. Certains groupes et notamment les associations, proposent une autre vision de cette identité au Québec, dont le paysage bâti de Montréal serait porteur. « Les groupes de sauvegarde jouèrent en effet un rôle fondamental dans l'effacement de l'identité québécoise derrière une identité montréalaise » (Drouin, 2005 : 321). Cette dernière ne se fonderait plus seulement sur l'époque de la Nouvelle France, elle engloberait les périodes plus récentes, notamment l'architecture du XIXe et du XXe

---

<sup>74</sup> Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op. cit.*

<sup>75</sup> Serfaty-Gazon Perla et Carreau Serge (dir.) 1998, *Le Patrimoine de Montréal*, document de référence, Gouvernement du Québec – Ministère de la Culture et des Communications, Ville de Montréal, Montréal.

siècles et son paysage urbain de maisons victoriennes. De plus, les associations de patrimoine, depuis la lutte pour la sauvegarde de la maison Van Horne, font évoluer le patrimoine, du monument historique au bien culturel, du patrimoine culturel au paysage culturel (Drouin, 2005).

Les associations du patrimoine font appel aux différentes échelles de pouvoir afin de mener à bien leurs actions, tout en se différenciant de l'identité retenue par l'État provincial québécois en affichant une spécificité proprement montréalaise. Ces associations, comme les habitants, construisent un « nous » montréalais, ainsi que l'explique Martin Drouin (2005) pour la période de sauvegarde du patrimoine montréalais entre 1973 et 2003. La consultation sur la Politique du patrimoine en 2005 « a mis en évidence le fait que la société montréalaise connaît son patrimoine et est déterminée à contribuer à sa protection et à sa mise en valeur. Les citoyens sont prêts à agir comme partenaires de la Ville. Leur enthousiasme est un élément-clé du succès de la mise en œuvre de la Politique du patrimoine à condition que les intentions qui y sont formulées soient assorties de garanties et d'engagements politiques fermes<sup>76</sup> ».

Parallèlement à ce fort intérêt pour le patrimoine de la ville, les habitants considèrent les autorités fédérales, provinciales et municipales comme un pouvoir lointain, voire un ennemi du patrimoine. L'État fédéral est perçu comme très lent, surtout critiqué pour sa politique du silence, comme lors de la démolition du quartier chinois (Drouin, 2005), ou plus récemment lors de la démolition des bâtiments de l'îlot Saint-Laurent<sup>77</sup>. Comme me l'expliquait un des membres de la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal, les associations du patrimoine ne recherchent pas l'adoubement par le pouvoir fédéral (entretien, 5 juillet 2012) :

« C'est intéressant mais une chose au Québec, c'est qu'on a tendance à ne pas prêter beaucoup d'attention au gouvernement fédéral... Ce n'est pas comme si les gens avaient tendance à vanter à gauche et à droite que nous sommes couronnés par le fédéral ».

L'État provincial est lui aussi vu comme lointain, « là-bas dans la capitale québécoise » (Drouin, 2005) : certains lui reprochent son « laisser-faire » et de s'en remettre aux autorités municipales sur plusieurs dossiers. L'antagonisme historique entre la ville de Montréal et celle de Québec, dont le centre historique est inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1985, vient parachever ce sentiment d'attentisme du gouvernement québécois pour le patrimoine montréalais. La municipalité était quant à elle perçue dans les années 1970-1980 comme le promoteur de la ville moderne, notamment pendant les mandats de Jean Drapeau, peu sensible aux revendications citoyennes (Drouin, 2005). Une certaine continuité peut se lire dans le sentiment des habitants face aux actions de la municipalité, qui se concentre encore sur le patrimoine bâti, plus traditionnel. Elle est fréquemment associée aux affaires de corruption et

---

<sup>76</sup> Office de Consultation publique de Montréal, 2005, *ibid.*, p. 107.

<sup>77</sup> J'y reviendrai dans le chapitre 5.

décrite comme peu sensible au patrimoine ordinaire. Une fonctionnaire de la municipalité, à la Division du patrimoine et de la toponymie m'explique que l'objectif de la ville en matière de patrimoine est plutôt centré sur des « noyaux », des îlots, des objets concentrés, le boulevard Saint Laurent, lui, est au contraire en « ligne », tout en longueur, ce qui ne facilite pas les actions de mise en valeur (entretien, 15 novembre 2011). Le boulevard est finalement absent et de la Politique du patrimoine de la Ville de Montréal comme « territoire à haute valeur patrimoniale », et du « patrimoine potentiel » du plan d'urbanisme de la ville<sup>78</sup>. Plusieurs habitants investis dans des associations souhaiteraient un investissement plus fort de la part de la municipalité dans la protection du patrimoine, notamment pour « forcer » les propriétaires à prendre soin des façades. À noter une plus grande visibilité de l'arrondissement dans les actions des associations, notamment le Plateau Mont-Royal, dont les représentants cherchent à faire du cadre de vie et de l'architecture un des symboles du quartier du Plateau : parce que l'arrondissement comme échelle locale de gouvernance semble plus proche des problématiques liées au quartier de résidence et de vie, les habitants le percevraient de façon plus positive.

Les habitants montréalais détiendraient donc l'expertise d'un patrimoine urbain en même temps que d'un aménagement urbain en accord avec les caractéristiques de la ville. Cette idée est d'ailleurs promue par Jane Jacobs dans *Death and life of great american cities* (1961) qui affirme que les usagers de la ville seraient les plus qualifiés pour comprendre et faire la ville. Comme patrimoine ordinaire, « petit patrimoine » (Fournier, 2008) ou « patrimoine minoritaire », sans grande valeur architecturale ou grand monument, le boulevard Saint-Laurent n'a de sens que dans son appropriation par les Montréalais : c'est un patrimoine cadre de vie, façonné par les pratiques du quotidien, bien plus que par l'idée du « Monument historique ». Ce caractère montréalais se traduit aussi par un certain consensus entre anglophones et francophones autour du boulevard Saint-Laurent comme patrimoine. Si au début des luttes pour la sauvegarde du patrimoine, les médias se sont demandés si cet intérêt patrimonial provenait davantage des anglophones ou des francophones, les journaux soulignent rapidement un accord assez rare entre les deux groupes linguistiques. Martin Drouin (2005) relève toutefois un paradoxe entre un support unanime et une participation plus active des anglophones aux associations. En ce qui concerne le boulevard Saint-Laurent, les membres organisateurs proviennent des deux groupes de manière assez équilibrée, et proposent des activités dans les deux langues. L'exemple de *Mémoire du Mile End* est assez représentatif de ce mélange. Comme me l'explique un des membres anglophones de l'association, ce sont des anglophones « fonctionnant en français » qui l'ont créé (entretien, 29 août 2011) : ils ont choisi le terme de « Mémoire », qui fait référence à la mémoire

---

<sup>78</sup> Ville de Montréal, novembre 2004, *Plan d'urbanisme*, p.152.

collective en français, pour insister sur la richesse historique, alors que le pluriel a été préféré en anglais, afin de souligner la multitude des récits. Certains membres préfèrent le terme en français et au singulier car plus noble. La participation aux activités (conférences, visites) en anglais demeure tout de même souvent supérieure à celle en français. Si le patrimoine sert de lien aux deux groupes, le boulevard Saint-Laurent, perçu comme un milieu de vie distinctif issu – entre autres – de leurs deux cultures, fait ici figure de lieu rassembleur, pouvant être appropriée autant par les uns que par les autres.

À terme, ce « nous » montréalais se construit en opposition aux différentes échelles de pouvoir et de gestion (du fédéral à la municipalité), et contre certains « ennemis » du patrimoine, ces « gestes destructeurs perpétrés par les forces extérieures » (Drouin, 2005 : 163). Ce qui ressort des entretiens en premier lieu, c'est l'inertie et l'inaction des pouvoirs publics et des propriétaires fonciers. L'absence d'actions et le flou sur les définitions amènent certains à parler de patrimoine « officieux », comme le dit un habitant de la Petite-Patrie (entretien, 28 octobre 2011) :

« Quid des rues, des trottoirs, des bâtiments ? Il y a un flou total sur ce qui est patrimoine et ce qui ne l'est pas. C'est un petit pas, mais il faudrait désormais selon certains, identifier les édifices à protéger. Les propriétaires devraient recevoir une lettre proposant des aides pour entretenir leurs bâtiments et les protéger ».

L'action des associations de patrimoine à Montréal permet la construction d'une identité montréalaise commune contre le laisser-aller des propriétaires, les espaces vacants et les chaînes venant remplacer les *mom and pop's businesses* (magasins familiaux). À l'époque du modernisme, c'était contre l'automobile, les tours en hauteur (Drouin, 2005) et les promoteurs. Ces derniers, liés à la spéculation immobilière dans les discours des habitants, sont encore considérés comme des ennemis potentiels du patrimoine urbain, surtout dans un contexte de dévoilement de la corruption avec la Commission Charbonneau<sup>79</sup>. Martin Drouin (2005) remarque également que les médias et les associations patrimoniales associent souvent les différentes échelles de pouvoir et le promoteur à la figure de l'Autre ou de l'« étranger », venant de l'extérieur du Québec (de Toronto, du Canada anglophone ou encore des États-Unis par exemple). Ces désignations viennent renforcer le « nous » montréalais dans sa quête patrimoniale en dénonçant la non-appartenance de ceux qui « font » ou « défont » la ville. L'exemple de la conversion de l'église Saint-Jean-de-la-Croix (encadré 2.1.) est symptomatique : « non seulement les dispositions du plan d'urbanisme n'ont-elles été d'aucun secours pour éviter cette réaffectation, mais la version

---

<sup>79</sup> Créée à l'automne 2011, la *Commission* d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (ou Commission Charbonneau du nom de la présidente de la dite Commission), a pour mandat d'identifier et de dévoiler les activités de corruption et de collusion entre le crime organisé, l'industrie de la construction et les fonctionnaires municipaux et gouvernementaux. Site de la Commission, <https://www.ceic.gouv.qc.ca/>, site consulté le 31 août 2014.



2004 du document reconnaît cet échec en retirant au bâtiment la valeur patrimoniale qui lui avait été accordée une décennie plus tôt » (Bernier, 2012 : 89). Le cas du boulevard Saint-Laurent et des quartiers environnants présente deux discours *a priori* contradictoires. Il est en effet question de ces propriétaires qui seraient « non-montréalais » et qui laissent leurs bâtiments décrépiter. En même temps, le patrimoine présente une inclusion de l'Autre, puisque les discours de la presse ou de la municipalité avancent la présence immigrante comme un des facteurs de mise en valeur du patrimoine. Dès 1975 par exemple, en reconnaissance pour leur contribution exceptionnelle à la revitalisation et à la mise en valeur du Plateau Mont-Royal, l'Ordre des architectes accordait à la communauté portugaise un prix collectif, reconnaissant son rôle dans la création d'un paysage particulier : azulejos, façades peintes, rénovation du bâti.

### *Un nous « communautaire » autour du patrimoine de la diversité ?*

Les différentes communautés présentes le long du boulevard soulignent « l'intérêt patrimonial, immatériel ainsi que matériel, de la Main<sup>80</sup> » et la dimension patrimoniale du cosmopolitisme. Par leurs actions de valorisation de ce patrimoine, elles organisent un « nous » des communautés culturelles. On peut se demander s'il se fonde au sein du « nous » habitant autour du boulevard Saint-Laurent dans son ensemble ou s'il est propre à chacun des groupes et des secteurs du boulevard. Comment se construit le « nous » habitant autour du patrimoine de la diversité ?

Dès le tournant des années 1990, les associations du patrimoine définissent le patrimoine montréalais par la diversité : diversité architecturale et des objets du patrimoine, diversité montréalaise qui va de pair avec le cosmopolitisme, récemment rattaché à ce qui serait un patrimoine immatériel montréalais et invoqué dans les représentations de la ville. Le Conseil interculturel de Montréal (CIM) souhaitait introduire une « responsabilité mémorielle<sup>81</sup> » dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités lors de la consultation publique sur la révision de la charte en 2010. Même si la proposition n'a pas été retenue, elle est révélatrice de la volonté de prise en compte de manière institutionnalisée de l'apport passé des communautés culturelles à la Ville de Montréal. Selon le CIM, « la Ville de Montréal indiquerait [...] clairement que la sauvegarde du patrimoine culturel et historique ne concerne pas uniquement les bâtiments, mais

---

<sup>80</sup> Société de développement du boulevard Saint-Laurent, Les Amis du boulevard Saint-Laurent, Mémoire sur la nouvelle loi sur la protection du patrimoine culturel, présenté au Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, déposé en date du 25 février 2008.

<sup>81</sup> Conseil interculturel de Montréal, 29 octobre 2010, Document de réflexion dans le cadre de la consultation publique sur la révision de la charte montréalaise des droits et responsabilités, p.15.

aussi la dimension humaine<sup>82</sup> ». Les initiatives de la part des associations du patrimoine ont à cœur de souligner cette « dimension humaine ». *Mémoire du Mile End* institue une « bibliothèque vivante » dans le cadre des Journées de la Culture 2013 : les personnes intéressées par l'histoire et la vie du quartier pouvaient « emprunter » une des douze personnes se prêtant au jeu et, avec ces « livres vivants », « discuter, découvrir des parcours extraordinaires (...) et partager [leur] intérêt pour le quartier<sup>83</sup> ». Le patrimoine de la diversité culturelle est d'ailleurs souvent renvoyé à ce patrimoine dit « immatériel », récemment reconnu par la Ville de Montréal (Drouin, Fourcade, 2007), comme plus généralement au Québec et au Canada, où « se développe et se structure désormais un désir de connaissance de la culture de l'Autre et une volonté plus claire de l'exprimer<sup>84</sup> ». La loi sur le patrimoine culturel de 2012 reconnaît le patrimoine dit immatériel, aussi appelé « patrimoine vivant » ou « patrimoine d'expression<sup>85</sup> » au Québec, ce qui pourrait soutenir une plus grande prise en compte du patrimoine des communautés ethnoculturelles et conduire à un investissement plus important du gouvernement provincial, encore très attaché à la notion de « monument historique ».

Pour les communautés culturelles, le patrimoine constitue une sorte d'« acte de propriété » : « il s'agit de légitimer une place à un groupe dans la ville au sens métaphorique comme au sens le plus concret » (Raoulx, 2003 : 449). L'indifférence face au fédéral est donc à nuancer pour les membres des communautés culturelles. Les membres de la communauté chinoise investis dans la mise en valeur du quartier s'y réfèrent spontanément, en liant la reconnaissance de la communauté chinoise à la reconnaissance du multiculturalisme en général. De même, plusieurs membres de la communauté italienne voient dans la désignation fédérale une reconnaissance au niveau national des mémoires italiennes, notamment celle de la Seconde Guerre mondiale. Avec la *Loi des mesures de guerre* qui avait été adoptée dès 1914 (Beauregard, 1998 : 23-24), le gouvernement canadien a donné l'ordre à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) d'arrêter et interner les Italo-Canadiens considérés comme une menace à la sécurité de la nation : plus de 30 000 Italo-Canadiens furent désignés comme étrangers ennemis. L'État décida également de saisir les documents présents à la Casa d'Italia (fig. 2.10.) et de faire emprisonner plusieurs des membres de la Casa. Entre 1940 et 1946, l'armée canadienne occupa le bâtiment,

---

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> site de l'association Mémoire du Mile End : <http://memoire.mile-end.qc.ca/?lang=fr>, site consulté le 31 août 2014.

<sup>84</sup> Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française : <http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-260/Patrimoine%20de%20la%20diversit%C3%A9%20culturelle%20%C3%A0%20Montr%C3%A9al>, site consulté le 14 décembre 2013.

<sup>85</sup> Société du patrimoine d'expression du Québec, 2005, Office de consultation Publique de Montréal, mémoire, Politique du patrimoine, p.4.

qui ne rouvre ses portes qu'en 1947. L'équipe de la Casa d'Italia a lancé plusieurs initiatives afin de recueillir ces mémoires immigrantes comme l'exposition sur l'internement des Italo-Canadiens pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>86</sup> ou encore les archives *e-storia* à la Casa d'Italia<sup>87</sup>. La présidente de la Casa d'Italia explique (entretien, 6 mai 2013) :

« Nous avons un patrimoine de mémoire collective. Raconter l'histoire de l'immigration italienne à Montréal est maintenant notre mission. Nous sommes le seul centre d'archive italo-canadien au Canada. Si on préserve pas notre mémoire, dans 100 ans, on tombe dans l'oubli ».

**Figure 2.10. La Casa d'Italia**



La Casa d'Italia, située à l'angle de la rue Jean-Talon Est et de la rue Berri. Elle est érigée en 1936 comme centre communautaire de la communauté italienne installée dans le quartier de la Petite Italie. Aujourd'hui, elle a pour mission de développer et promouvoir la « culture italo-canadienne ». (Photographie : M-L Poulot, 2012).

Le cinquantième anniversaire de l'arrivée de la communauté portugaise fut célébré en 2003. Pour l'occasion, l'exposition « *Encontros, la communauté portugaise de Montréal : 50 ans* »<sup>88</sup> regroupe plusieurs organismes communautaires portugais (La Maison des Açores, la Mission Santa Cruz et le Centre communautaire des paroissiens de Notre-Dame-de-Fatima). Ces derniers développent l'initiative des « cliniques de mémoire ». Ce concept reprend l'idée d'une clinique médicale où l'on vient pour des prises de sang. Dans le contexte des « cliniques de mémoire », il s'agit d'une collecte des mémoires, des lieux et des souvenirs des personnes de la communauté

<sup>86</sup> Joyce Pillarella, 2012, *Remembering the internement / En se souvenant de l'internement / Ricordando l'internamento*, Montréal.

<sup>87</sup> Voir le site de la Casa d'Italia : <http://casaditalia.org/fr/noms>, site consulté le 15 juillet 2014.

<sup>88</sup> Ainsi les « musées de la personne », dispositif virtuel né au Brésil puis développé en Espagne ou au Canada. Celui de Montréal est né en 2004 à l'initiative du Centre d'histoire de Montréal. Musée virtuel, il est l'occasion de collecter histoires de vie, témoignages, photographies ou vidéos.

portugaise : les personnes responsables du projet étaient d'ailleurs habillées avec des blouses blanches. Les organismes communautaires, qui voulaient préserver la mémoire des Portugais de la région de Montréal, ont mis en place quatre cliniques à divers endroits de la métropole. Les organisateurs ont ensuite invité les membres de ces organismes et leurs proches à venir exposer à leurs compatriotes leurs objets, leurs photographies de familles, leurs souvenirs et à raconter leur histoire à une équipe d'intervieweurs. Si les lieux ne sont pas au cœur des questions posées, ils reviennent cependant dans certaines réponses sur la migration, les lieux d'habitation ou de travail. Ces projets ont contribué à la collecte de mémoires immigrantes, pour ce qui est de l'histoire orale des immigrants (Leclerc, Pires, 2003). La Société pour le patrimoine d'expression au Québec (SPEQ) recommande d'ailleurs « d'étendre la formule novatrice des cliniques de mémoire organisées par le Centre d'histoire de Montréal pour recueillir les témoignages des porteurs de traditions. Ces événements pourraient devenir des éléments clés dans la mise en évidence de l'apport d'une communauté à la vie montréalaise<sup>89</sup> ». En ce qui concerne la mémoire juive sur le boulevard et aux alentours, parallèlement à une littérature importante sur le sujet, un musée juif interactif et de nombreuses promenades et visites sont organisées autour de cette présence ancienne dans le quartier. Il s'agit de découvrir des traces devenues invisibles par la découverte des anciennes synagogues aujourd'hui détruites ou converties pour d'autres usages.

Au-delà de ces « nous communautaires » qui cherchent à documenter et mettre en valeur leurs mémoires, l'objectif est de se fondre dans la mémoire québécoise commune autour de la devise provinciale « je me souviens »<sup>90</sup>. Elle renvoie à un patrimoine de la diversité ou un « patrimoine métissé » pour reprendre l'expression de Laurier Turgeon, qui le définit « comme un processus continu d'interaction entre deux ou plusieurs cultures qui transforme, à des degrés divers, les cultures en contact » (Turgeon, 2003 : 23). Le boulevard Saint-Laurent, comme espace tant anglophone, francophone qu'allophone, constitue un de ces lieux investi par plusieurs groupes, un « espace de contact (...) où se déploient des stratégies identitaires » (Turgeon, 2003 : 23), susceptible de devenir un « espace métissé ». Ce « nous » se construit enfin par une appropriation forte du patrimoine du boulevard, appropriation qui se fait souvent dans une ignorance de la mise en patrimoine officielle, mais avec une conscience forte et une connaissance des « critères » patrimoniaux.

---

<sup>89</sup> Société du patrimoine d'expression du Québec, 2005, Office de consultation Publique de Montréal, mémoire, Politique du patrimoine, p. 7.

<sup>90</sup> La formule est l'initiative de Eugène-Étienne Taché (1836-1912), architecte et sous-ministre des Terres de la Couronne, qui la fit graver vers 1885 au-dessus de la porte principale du parlement de Québec. L'inscription est ensuite devenue officiellement la devise québécoise le 9 décembre 1939. Voir Rouillard Jacques, 2005, « L'énigme de la devise du Québec : à quels souvenirs fait-elle référence ? », Le Bulletin d'histoire politique, vol. 13, n°2, pp. 127-145.

### *Une connaissance du patrimoine, mais une patrimonialisation ignorée*

Récits des habitants et récits officiels de mise en patrimoine s'accordent sur l'importance du boulevard Saint-Laurent dans la ville de Montréal d'un point de vue tant historique que social. La plupart des critères de patrimonialisation retenus dans le rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada<sup>91</sup> sont d'ailleurs intégrés dans les descriptions des habitants, commerçants ou acteurs travaillant sur le boulevard : la notion de coupure entre l'est et l'ouest de la ville de Montréal, celle de frontière traditionnelle entre francophones et anglophones, ou celle de premier lieu d'installation des immigrants dès la fin du XIXe siècle. Un habitant liste ainsi les critères alors même qu'il ignorait la patrimonialisation (entretien, 4 août 2013) :

« Car il est l'artère principale de Montréal, celle qui traverse l'île du nord au sud, une des premières artères de Montréal et on peut également suivre les courants d'immigration tout au long de la rue. De plus elle est le point névralgique d'où partent toutes les adresses et qui sépare la ville en est et ouest ».

D'autres évoquent « sa diversité et son importance pour plusieurs communautés culturelles » (entretien, 5 août 2013). Tous s'entendent également sur l'idée que le boulevard constitue un espace en perpétuel renouvellement : la plupart souligne l'adaptation permanente aux changements, malgré l'avenir de la rue caractérisé d'« imprévisible ». Ceux qui connaissent moins la ville ou y sont arrivés depuis peu de temps ignorent en revanche l'histoire de la rue. Certains Français présents depuis quelques années ou en Programme Travail-Vacances<sup>92</sup> évoquent tantôt « certains bâtiments anciens », tantôt le style architectural de certains édifices, ou encore les magasins et restaurants à « l'intérêt historique » (entretiens, 4 août 2013). En même temps, ce flou quant aux temporalités et aux objets rejoint les critères officiels de patrimonialisation.

Les habitants insistent également sur la difficulté de définir l'atmosphère de la *Main* et d'expliquer son « attrait naturel » : les termes « vitalité », « effervescence », « monde en soi » reviennent souvent pour décrire ce lieu de toutes les opportunités. Pour cette résidente du boulevard, « c'est comme si tout était possible sur la rue Saint-Laurent ! » (entretien, 2 octobre 2012). Cet employé de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent y vient « pour une expérience, une ambiance particulière, pour flâner, pour prendre un café, pour travailler », et il y « revient aussi le soir pour sortir » (entretien, mai 2007). La nature immatérielle du boulevard

---

<sup>91</sup> Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op. cit.*

<sup>92</sup> Le programme français permet à des Français entre 18 et 35 ans de voyager pendant un an au Canada tout en y travaillant.

est d'ailleurs consignée dans les récits plus officiels qui évoquent les « aspects intangibles » ou cette fameuse « dimension un peu magique, un peu mystérieuse » du lieu<sup>93</sup>.

Enfin, dans la représentation du boulevard Saint-Laurent que se font la plupart des enquêtés, l'artère est conforme aux limites de l'arrondissement historique. Un des anciens directeurs, d'origine grecque, de la radio communautaire Radio Centre-ville (CINQ FM)<sup>94</sup>, installée sur le boulevard, explique ainsi (entretien, mai 2007) :

« Pour moi, le boulevard Saint-Laurent s'arrête à Jean-Talon : après, c'est trop propre, il manque cette pagaille de couleurs, de langues ».

Un conseiller d'arrondissement de Rosemont-Petite-Patrie trace la même limite (entretien, 22 août 2012) :

« En fait, la partie qui est pas intéressante, c'est la partie au nord de Jean-Talon, où ça devient juste un boulevard, puis après ça une zone industrielle [...] y'a pas d'intérêt vraiment ».

S'il y a consensus autour de l'importance patrimoniale du boulevard, les habitants ne travaillant pas dans le champ patrimonial en ignorent la désignation comme « arrondissement historique d'importance nationale » au patrimoine canadien. Le phénomène tient probablement à l'absence de réglementation : le seul signe tangible de cette commémoration réside dans les plaques installées par l'agence Parcs Canada aux deux extrémités du boulevard. Plus encore, les habitants perçoivent la désignation fédérale comme trop lointaine. Si le boulevard devient dans le Rapport de la Commission historique le « reflet microscopique de la société canadienne<sup>95</sup> », pour la majorité des habitants interrogés, c'est plutôt le miroir de Montréal et non du Canada. Un propriétaire de salle de spectacle sur le boulevard affirme (entretien, 6 août 2012) :

« Moi j'aime Saint-Laurent dans son ensemble, parce qu'elle est tellement bigarrée. Parce qu'elle représente tellement Montréal. Le boulevard Saint-Laurent, c'est Montréal ».

Une habitante et artiste ayant eu un atelier sur le boulevard Saint-Laurent retient l'échelle municipale, car au Québec et au Canada, cette rue ne fait pas sens (entretien, 8 août 2013). La dimension « de tous les jours » du boulevard est enfin construite par nombre de récits habitants qui intègrent les critères de la patrimonialisation du lieu sans pourtant connaître la désignation au fédéral.

---

<sup>93</sup> Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op. cit.* p. 717.

<sup>94</sup> La radio a commencé à émettre en 1972 comme radio communautaire du quartier Saint-Louis. C'était une radio locale dans un quartier multiculturel. Elle diffusait donc ses émissions pour les résidents francophones, portugais, grecs, hispaniques et juifs. Elle obtient un permis d'exploitation en 1974 afin d'émettre dans toute la ville. Elle devient une des premières radios multiethniques du Canada.

<sup>95</sup> Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op. cit.*

Cependant, au-delà de ce « nous » autour du patrimoine de la rue, la convergence entre patrimoine bâti et patrimoine immatériel, l'absence de réelle réglementation, les disparitions des commerces qui ont contribué à sa renommée, font du boulevard Saint-Laurent ce que j'appellerai un « patrimoine fuyant », difficile à définir et plus encore à protéger. Pour Parcs Canada, dont les responsables gèrent surtout des espaces verts et des bâtiments, la mise en valeur d'un lieu comme le boulevard – c'est-à-dire un lieu de vie et de diversité par excellence – s'avère une tâche complexe. La patrimonialisation du boulevard renvoie non seulement à des bâtiments, mais aussi à un lieu de référence, pour les communautés culturelles comme pour la population montréalaise et à une « ambiance urbaine particulière », indissociable d'une trame commerciale historique cosmopolite<sup>96</sup>. Mais si tous ces commerces disparaissent, que restera-t-il du patrimoine de la diversité sur le boulevard ? « Ce qui est certain, c'est que plus les anciens commerces à tradition familiale et d'origine ethnique disparaissent, plus ceux qui restent renforceront leur statut mythique d'icône d'un temps révolu... » (Dao, 2006 : 253). L'attachement aux magasins disparus, tels que Warshaw, la quincaillerie des frères Pecker (*Pecker Brothers Hardware*) ou encore la Vieille Boulangerie, interroge la part matérielle du patrimoine de la rue. Malgré l'absence de visibilité « dans la quotidienneté, ces éléments participent à l'architectonie mentale de l'espace urbain » et « apparaissent parfois comme de riches silences de l'ordre bâti mais également de la mémoire sociale et/ou individuelle attachée au quartier, à la ville » (Verguet, 2007 : 209-10). Ces « fantômes » des lieux ressurgissent sans cesse, racontés par divers « bricolages [...] faits [de] débris de monde » (de Certeau, 1990 : 161). La plupart de ces commerces sont dénués de valeur architecturale, historique ou valeur d'art (Dao, 2006 : 254), mais porteurs d'une valeur émotionnelle de familiarité. C'est un patrimoine que l'on peut qualifier d'ordinaire que les récits rendent presque mythique : c'est surtout un patrimoine approprié, par le vécu et la proximité, au point que Vinh Dao (2007) évoque un « patrimoine de la nostalgie ». Cette dimension immatérielle du patrimoine du boulevard liée à la fois au cosmopolitisme et aux « fantômes » des commerces qui ont fermé ou qui ont disparu révèle aussi un patrimoine attaché à l'ambiance de la rue, davantage qu'aux « murs des bâtiments ». Certains commerces ont d'ailleurs changé de place : dans le Quartier des Spectacles, les Catacombes ou le Montreal Pool Room qui a déménagé de l'autre côté du boulevard (du côté ouest à l'est). Un « nous » montréalais se construit par les associations autour du cosmopolitisme mis en patrimoine. Ces associations promeuvent d'autres valeurs que celles des institutions patrimoniales fédérales, nationales et municipales et définissent l'échelle pertinente d'intervention. Les narrations multiples autour des lieux du boulevard

---

<sup>96</sup> Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op. cit.*

constituent bien le ressort de la mémoire habitante et patrimoniale. Elles sont autant de justifications de sa mise en patrimoine, qu'il s'agisse de littérature, de poésie ou de cinéma<sup>97</sup>.

### 2.3. La construction d'un « haut lieu » dans l'imaginaire montréalais

Les acteurs économiques ou politiques, les associations de résidents et de citoyens, mais aussi les récits littéraires, journalistiques et universitaires mettent moins en avant la valeur architecturale ou esthétique que l'histoire – ou plutôt les histoires – de la rue, ses discours et symboles pour souligner l'importance patrimoniale du lieu. Les mises en récit multiples contribuent à l'invention de la *Main* comme patrimoine et à la construction d'un « haut lieu » (Debarbieux, 1995, 2003) montréalais dans l'imaginaire urbain. De tels récits justifient la mise en patrimoine du boulevard, du Vieux-Port à la rue Jean Talon. L'énoncé d'intérêt patrimonial de Parcs Canada en cite d'ailleurs un certain nombre, des romans de Mordecai Richler à ceux de Michel Tremblay en passant par la chanson de Sass Jordan : « *Going Back Again* »<sup>98</sup>.

#### 2.3.1. Des histoires de lieux et de personnes

Le patrimoine ordinaire, ce sont les multiples histoires à propos des commerces, les anecdotes sur différents lieux ou personnages historiques qui, mises en récits, sont répétées par tous, et intégrés dans la mémoire collective. Il en est ainsi de la biographie de certains magasins, comme celle du restaurant de viande fumée Schwartz's, ouvert en 1928 par un immigrant roumain, Reuben Schwartz. Le *smoked meat* est issu à l'origine d'une recette de conservation de la viande à une époque où la réfrigération n'était pas encore répandue. Elle demeure aujourd'hui car « *the flavour of the smoked meat has proved to be such a hit that no one is prepared to bid adieu to the process*<sup>99</sup> » (Brownstein, 2011 : 19). Comme dans d'autres restaurants, la recette est dite « secrète » et « inimitable ». Le rachat du restaurant par le couple Céline Dion et René Angélil, relaté par la presse canadienne et américaine, constitue un facteur de crainte pour l'avenir et de peur de changement chez de nombreux usagers : celle d'une franchisation notamment, mais aussi d'une transformation de l'intérieur et du service. Une autre anecdote, relayée par divers articles,

---

<sup>97</sup> Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op. cit.*

<sup>98</sup> *Ibid.* La chanson évoque les deux côtés du boulevard : « On the east side of St. Lawrence Boulevard ; There's a whole different world (...) On the west side of St. Lawrence Boulevard ; It's somethin' else again ; Another feeling, a different culture (...) Nobody seems to notice ; About what's changing on the other side ; Someday that we'll come together, Lord Reach across this great divide ».

<sup>99</sup> « Le goût de la viande fumée a été un tel succès que personne n'est préparé à dire adieu à son processus de traitement ».



habitants et guides des visites urbaines, concerne l'enseigne du magasin Warshaw qui trouverait son origine dans l'erreur commise par celui qui l'a peinte sur la façade. Le propriétaire lui aurait demandé d'écrire le nom de sa ville natale et le peintre, ne connaissant pas l'orthographe exacte, aurait rajouté un « h » par erreur à Warsaw. Citons encore la chaîne de supermarchés Steinberg qui trouve ses origines sur le boulevard Saint-Laurent, dans une épicerie fondée en 1917 par Ida Steinberg. Son fils, Sam Steinberg transforme le commerce familial en une entreprise de plus d'une centaine de supermarchés qui essaient dans tout le Québec et l'Ontario jusqu'à la fin des années 1980 (l'entreprise fait faillite en 1992). Le succès fut tel que l'expression « je m'en vais faire mon Steinberg » avait remplacé « je m'en fais faire mon épicerie ». Aujourd'hui, la boutique Montréalité, installée sur la *Main* depuis 2012 propose des sacs avec le logo du supermarché Steinberg, comme un des symboles du commerce alimentaire québécois. D'autres mythes et légendes circulent encore, comme autour de la poissonnerie Waldman, dont la première boutique était sur la rue Roy dès 1951 et dont les déchets des poissons auraient été renvoyés en Europe. Les anecdotes du vécu enrichissent sans cesse le « grand récit » du boulevard : certains se souviennent des poulets qu'on allait acheter vivants au marché Saint-Jean-Baptiste (l'actuel Parc des Amériques), fermé en 1966 sous l'administration Drapeau pour des raisons d'hygiène. La pièce de théâtre d'Élisabeth Bourget (2007), *Histoire de poulet*, localisée au coin Saint-Laurent et Duluth évoque ce même souvenir : une mère d'origine portugaise va chercher le poulet vivant sur le boulevard Saint-Laurent et veut apprendre à sa fille à le tuer et le préparer. Des bâtiments de la rue sont affublés de noms, comme le « fallafel », qui désigne un de ces bâtiments qui tient encore en place selon certains habitants « grâce à la graisse des frites ».

Les associations, la presse et les habitants transmettent ces différentes histoires, comme un moyen de continuer à faire vivre la mémoire des lieux, même si certains commerçants n'y voient que peu d'intérêt. Le propriétaire d'une boutique, Simcha Leibovich, avait simplement répondu à la Société de développement du boulevard qui lui avait demandé d'écrire ses mémoires : « *Me? I'm just a guy selling potatoes*<sup>100</sup> ». Et pourtant, dans l'imaginaire citoyen, le magasin de Simcha et de sa femme Fanny Schwartz, fermé en 2005 à la mort de ses propriétaires, était l'image des commerces « ethniques » d'une époque : sorte de « musée » où rien n'avait changé depuis son ouverture en 1966, un bric-à-brac avec les barils à cornichons. Cette mise en valeur du patrimoine par des récits de différentes formes favorise son appropriation par les citoyens, en insistant sur la proximité entre eux et les personnes qui font et vivent le boulevard.

Ces récits constituent, en plus des plaques et frags, une façon de se souvenir du passé du boulevard. D'autres formes de mise en valeur du patrimoine immatériel, les podcasts,

---

<sup>100</sup> ATSA, Frags sur la *Main*, 3930 St-Laurent, au coin de Bagg.

proviennent d'initiatives diverses, associatives, journalistiques ou artistiques, mais toutes essaient de raconter le boulevard Saint-Laurent, ses mémoires et ses ambiances, notamment celles liées à ses langues et ses bruits<sup>101</sup>. Le quotidien *La Presse* a publié un podcast où une journaliste interviewe plusieurs personnes au fur et à mesure qu'elle remonte le boulevard Saint Laurent du sud au nord, d'où une série de « vignettes » avec un ou plusieurs personnages, commerçant, habitant, ancien travailleur, qui ont contribué à « faire » le boulevard Saint-Laurent. Claude Chamberlain par exemple, que la journaliste qualifie de « personnage de la Main », est le fondateur du festival du Nouveau cinéma et de l'ancien cinéma Parallèle, devenu aujourd'hui le complexe Ex-Centris. Dans la Petite Italie, on s'attarde avec Vincenzo Zaurrini, le propriétaire du magasin Milano qui avait quatre-vingt-trois ans à l'époque du podcast (et décédé depuis). Comme la plupart des Italiens, s'il ne réside plus dans le quartier, il y revient tous les jours pour y travailler. Arrivé à Montréal le 2 août 1934, il rachète dès l'âge de 29 ans l'épicerie Milano avec son frère pour 6000 dollars : il agrandit peu à peu le commerce : ce dernier s'étend aujourd'hui sur quatre bâtiments. Citons encore le projet universitaire *Project 55 : A historical Audio Tour of Ethnic Communities on St-Laurent boulevard aboard Bus 55*, réalisé par des étudiantes de master à l'Université de Concordia, est un enregistrement audio de trente-six minutes où l'on peut écouter le témoignage d'immigrants de quatre communautés culturelles ainsi que celui du chauffeur de bus. Un article du quotidien anglophone *The Gazette* le décrit comme « a guided audio tour of the bus route that snakes up the spine of Montreal's most storied street<sup>102</sup> ». Pour encore souligner cette importance du récit, l'auteur finit sur cette note : « *There is no real story. Everybody has a different story*<sup>103</sup> ».

Ces histoires du boulevard, de ses lieux et de ses personnages, viennent s'ajouter aux très nombreuses mises en récit littéraires, créant parfois des formes d'intertextualité autour de lieux bien précis. C'est le cas du Montreal Pool Room, un restaurant de hot dog, « icône de Montréal », présent dans différentes créations artistiques. Un habitant du Plateau m'explique ainsi la place toute particulière du Montreal Pool Room dans l'imaginaire urbain montréalais :

« On ne peut pas compter le nombre de romans montréalais qui y font référence. J'ai souvent expliqué ça parce que ça fait partie de l'imaginaire de la ville, ces coins-là. On a le *smoked*

---

<sup>101</sup> La notion d'ambiance est au cœur des recherches du laboratoire CNRS CRESSON (Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain), « qui développe une approche qualitative de l'environnement urbain. Initialement centrée sur le sonore, sa thématique s'est élargie aux autres sens (vue, olfaction, gestuelle) pour aborder les ambiances architecturales et urbaines dans toute leur complexité ». Torgue Henry, 2005, « Immersion et émergence : qualités et significations des formes sonores urbaines », *Espaces et sociétés*, n° 3, p. 157-166.

<sup>102</sup> « Un tour audio guide du trajet de bus qui serpente la colonne vertébrale de la rue la plus mise en récit de Montréal ». Voir Bus No. 55, Peggy Curran, Saturday, May 12, 2007, *The Gazette*, <http://www.canada.com/montrealgazette/news/saturdayextra/story.html?id=6a4e91c5-a8a8-40ba-940f-f305675f37e6>, site consulté le 14 décembre 2013.

<sup>103</sup> « Il n'y a pas d'histoire vraie. Chacun a une histoire différente ».

*meat* de Schwartz's, Saint Viateur bagels, Fairmount bagels, y'a des institutions, y'a la binerie sur Mont-Royal. Il y a des places qui sont très larges dans notre culture et dans l'imaginaire de la ville, parce qu'on ne peut pas compter les livres, les films, les histoires qui ont tourné des scènes dans ces restaurants-là, des références à ces coins-là ».

Cet habitant est d'ailleurs lui-même l'auteur d'un roman, *A fine Ending*<sup>104</sup>, où des personnages se rendent au Montreal Pool Room pour manger des hot-dogs. Lors du déplacement forcé du restaurant de l'autre côté du boulevard dans le cadre d'un projet urbain, des articles dans la presse l'ont décrit, autant pour sa réalité physique que pour son aspect mythique et littéraire :

« Le célèbre *greasy spoon* du *Red Light*, celui de Leonard Cohen et de Michel Tremblay, celui où Al Capone aurait déjà joué au billard entre deux bouchées de hot-dog<sup>105</sup> ».

### 2.3.2. La Main littéraire

Le critique littéraire Gilles Marcotte affirme que « nulle rue de Montréal n'a été plus souvent ni plus affectueusement décrite, par les romanciers et les chroniqueurs, par des écrivains montréalais ou étrangers » (Marcotte, 1997 : 48), ce qui contribue à la création littéraire du boulevard, le plaçant dans le patrimoine artistique montréalais. Selon les travaux d'Antoine Sirois (1968), spécialiste de littérature, les romans québécois font la part belle à la *Main*, figure de frontière entre quartiers anglophones et francophones, lui permettant d'ailleurs de trouver une place à la fois dans la littérature francophone et dans la littérature anglophone. L'interrogation de l'architecte Maryse Leduc-Cummings (1992-1993) à propos de la littérature québécoise et de Montréal vaut pour la littérature montréalaise et le boulevard Saint-Laurent : si la littérature montréalaise n'existe pas sans la *Main*, peut-on dire que la *Main* n'existe pas sans la littérature ?

Le boulevard Saint-Laurent est si présent dans la littérature montréalaise, que certains habitants lient spontanément le terme de la *Main* aux écrits littéraires, notamment dans sa partie de l'ancien *Red Light*, ou au croisement entre Sainte-Catherine et Saint-Laurent. En créant une image forte dans la mémoire collective, la littérature agit comme outil de façonnement de l'imaginaire de la *Main*, tout en étant révélatrice de l'imaginaire urbain partagé par les habitants, comme expérience individuelle et collective (Tissier, 1995). La plupart des lieux urbains et des objets patrimoniaux connaissent cette élaboration narrative, puisqu' « on exprime l'espace urbain à travers des emblèmes, des lieux, des vocabulaires, des habitudes, des métaphores, des analogies, des allégories, des mythes » (Bélanger, 2005 : 15). Je n'ai pas réalisé une étude systématique de la littérature évoquant le boulevard Saint-Laurent. J'ai choisi les romans à partir des documents sur

---

<sup>104</sup> Louis Rastelli, 2007, *A fine Ending*, Montréal, Insomniac Press.

<sup>105</sup> Rima Elkouri « La poésie du « steamé », 1 avril 2010, *La Presse*.

la rue et des entretiens avec les acteurs et habitants qui m'ont évoqué spontanément quelques titres<sup>106</sup>.

« *Géographies imaginaires* » (Saïd, 1978) et symboliques de la *Main littéraire*

Le boulevard Saint-Laurent dans la littérature comme dans les représentations et les usages des habitants se conçoit tout d'abord comme un espace à géométrie variable. Il est à la fois pris comme artère, dans son ensemble, allant du Vieux-Port à la rue Jean-Talon, voire plus au nord. Il peut y être référencé comme le boulevard Saint-Laurent, la rue Saint-Laurent ou encore la *Main*, que l'on trouve en français comme en anglais. Ainsi, dans *Ils passent la Main* d'Alain Médam (2005 : 57), le narrateur descend entièrement le boulevard, à pied :

« Je prends les clefs et tire la porte derrière moi. C'est décidé : je vais descendre la Main à pied jusqu'au port, depuis Jean-Talon. Ça me prendra deux heures ? Trois ? Peut-être m'arrêterais-je en route. Chez Schwartz's, précisément ».

Mais elle est aussi parfois fondue dans des quartiers qu'il s'agisse du Plateau Mont-Royal, du Mile-End ou du quartier portugais. Les rues perpendiculaires sont dans ce cas inscrites dans l'aire d'influence du boulevard Saint-Laurent. Monique LaRue et Jean-François Chassey (1989 : 106) dans *Promenades littéraires dans Montréal* écrivent à ce propos que le prestige du boulevard « rejaillit même sur les rues avoisinantes », c'est-à-dire les petites rues perpendiculaires, comme la rue Napoléon. On pourrait aussi penser à la rue Prince-Arthur ou la rue de Bullion, présente dans *Léon, Coco et Mulligan* de Christian Mistral (2007). Les caractéristiques du boulevard Saint-Laurent se retrouvent de ce fait dans les autres rues du quartier. C'est ce que souligne Pierre-Mathieu Le Bel (2012 : 169) dans *Montréal et la métropolisation. Une géographie romanesque*, qui écrit qu'« aujourd'hui, l'atmosphère si propre à la *Main* autrefois englobe tout le Plateau Mont-Royal. (...) Bref, le boulevard Saint-Laurent a fait des petits, ou mieux, il souffre d'embonpoint.»

Aux côtés de ce « glonflement » de la rue de part et d'autre, la *Main littéraire* se concentre dans des lieux particuliers, sorte de microcosmes ou métonymies de la rue, voire de la ville toute entière. Ils font partie intégrante de l'imaginaire de la ville, et certains connaissent des mises en récits nombreuses. Pour la partie du Plateau Mont-Royal, on peut citer Schwartz, ou la librairie Gallimard (évoquée dans *La Femme rousse* de Marc Fisher (2006)) qui reviennent au sein des descriptions. Toutefois, certains lieux sont au cœur de romans, non plus seulement comme décor, mais en tant que personnages à part entière, comme le magasin Warshaw dans le roman de Danielle Phaneuf, *La Folle de Warshaw* (2004 : 9) :

« Quand la folle est triste, et elle est souvent triste, elle se précipite chez Warshaw. S'il y avait un bénitier à l'entrée, elle se signerait, elle s'agenouillerait pour remercier le fonctionnaire de

---

<sup>106</sup> J'évoquerai plus en détail les récits littéraires du Red Light au sein du cinquième chapitre.

l'Immigration qui a autorisé ce Polonais à implanter son épicerie-bazar à quelques rues de chez elle ».

Ou encore le bistro-librairie Lux, ouvert depuis 1983, au nord de la rue Fairmount, qui est le décor éponyme du roman de Pierre Fillion (1989 : 8) et qui a fermé ses portes dix ans plus tard :

« Le *Lux* nous allait bien, c'était un lieu d'impressions et de miroirs, plein d'effluves du "jet set" montréalais, avec ses revues, ses tabacs innocents et les autres, son épicerie espiègle, son café, son bar, ses spectacles, son dôme, le va-et-vient incessant et nonchalant de sa faune nocturne ».

Les descriptions du boulevard Saint-Laurent s'attachent souvent à une ambiance particulière, qui va de pair avec un paysage urbain aux sonorités plus ou moins ethniques ou exotiques. De Mordecai Richler à Régine Robin en passant par Gail Scott, les enseignes et inscriptions de la rue sont retranscrites. Dans son livre *Rue St-Urbain (Son of Smaller Hero, 1955)*, Mordecai Richler écrit :

« La rue St Laurent est située deux rues à l'est de la rue St-Urbain. Riche en surprises et en pittoresque, mais sordide aussi, sale et bruyante. Bruyante à l'extérieur, bruyante dans les boutiques et magasins où la marchandise, meubles ou légumes, est soit inesthétique, soit endommagée. Les pancartes annoncent encore : RABAIS FANTASTIQUES ou DEVONS TOUT LIQUIDER (...) ».

Régine Robin, dans le roman *La Québécoise* (1983 : 66), cite pêle-mêle les enseignes de la rue, dans un alignement anarchique afin des souligner leur nombre et les sonorités différentes et étrangères :

« Sur la MAIN boulevard Saint-Laurent  
Schwartz Montreal Delicatessen  
Duty Prepared parcels four USSR  
The main St.Lawrence Steak House  
Voyage OVNIK  
WARSHAWA  
B. B. Q. Jorbel  
Charcuterie portugaise  
  
Berson et fils monuments  
Barba Cocorico ZAGREB Delicatessen ».

Là encore, le patrimoine du boulevard Saint-Laurent est moins centré sur les bâtiments que sur le paysage urbain et les commerces. Plusieurs chercheurs et associatifs cherchent d'ailleurs à promouvoir les anciennes fresques publicitaires sur les murs des bâtiments comme patrimoine paysager à conserver et œuvrent à leur reconnaissance institutionnelle<sup>107</sup>. De même,

---

<sup>107</sup> Voir article d'Urbania : <http://urbania.ca/canaux/enquetes/2180/fresques-commerciales>

Gail Scott (1999 : 173) dans son roman *Les fiancées de la Main*, mentionne les nombreuses enseignes du boulevard telles que :

« Elle danse presque autour de sa table, puis se rassied, les yeux fixés sur l'enseigne de l'autre côté de la rue : *LA CHARCUTERIE HEBRAÏQUE* (blanc laqué et orange) et, à côté : *DÉGUSTEZ LE MEILLEUR POULET DU QUÉBEC : SANDWICH À LA CASTANHEIRA* ».

Ces enseignes en différentes langues soulignent le caractère cosmopolite du boulevard, comme dans le roman de Trevanian, *The Main* (1979 : 12) :

« Jurons, cris, bougonnements, lambeaux de conversations polyglottes : français, yiddish, portugais, allemand, chinois, hongrois, grec... mais la lingua franca est l'anglais. La Main est un réservoir d'immigrants et les nouveaux venus, les bleus, apprennent vite que la langue du succès est l'anglais et non le français. Dans la vitrine d'une banque, une pancarte souligne le caractère cosmopolite du boulevard :

HABLAMOS ESPANOL  
OMI OYMEN EΛΛΗΝΙΚΑ  
PARLIAMO ITALIANO  
WIR SPRECHEN DEUTSCH  
FALAMOS PORTUGUES

Et toujours on répète l'antédiluvienne plaisanterie populaire : « Je me demande qui dans cette banque peut bien parler toutes ces langues ? Les clients » ».

Non seulement le recours à la littérature permet d'appréhender le paysage du boulevard, son plurilinguisme et la diversité de l'offre commerciale, mais également de « repoétiser » les lieux. En plus d'avoir une « valeur documentaire » (Brosseau, 2011), la littérature conduit aussi, dans une approche propre à la géographie humaniste, à « remettre en valeur l'ensemble des affects et des valeurs associés aux lieux, de même que l'idée d'un sujet existentiellement chargé qui fait l'expérience des lieux » (Brosseau, 2011 : 34). Le boulevard Saint-Laurent se révèle dès lors un espace de la diversité, autant que du changement, suscitant à terme une certaine nostalgie pour ses usagers. La littérature possède bel et bien le « statut d'un analyseur, c'est-à-dire un levier permettant d'investir une épaisseur existentielle » (Matthey, 2008 : 401).

### *Nostalgies cosmopolites*

Ce patrimoine urbain en récit consiste d'abord en une intellectualisation de la *Main*, souvent de manière dissociée par rapport à la matérialité du lieu, romans et poésie construisant

---

<http://montrealcampus.ca/2012/11/publicites-fantomes/>, site consulté le 18 juillet 2014 ; ainsi que Denis Paquet, 2006-2007, « S'annoncer mur à mur », *Continuité*, n°111, pp. 40-42.

une *Main littéraire*. Lors d'une interview dans le cadre du podcast sur le boulevard proposé par le journal *La Presse*<sup>108</sup>, l'écrivain Michel Tremblay interrogé sur le secteur du *Red Light* explique :

« Faut que je remette les choses en place, je suis considéré comme un spécialiste de la *Main*, mais je n'ai jamais fréquenté la *Main*. C'est une *Main* littéraire, une *Main* inventée. Une *Main* qui est une espèce de refuge pour les laissés pour compte qui y viennent pour y devenir quelque chose d'autre. (...) C'est une *Main* de rêve ».

Cette intellectualisation s'accompagne d'une personnification de la rue, qui n'est pas un simple décor dans lequel évoluent les personnages mais qui est décrite comme un véritable organisme vivant, voire comme une mère, comme dans la pièce *Sainte Carmen de la Main* écrite par Michel Tremblay (1976 : 60):

« Ça fait vingt-cinq ans que chus sur la Main, jour et nuit, mois après mois, année après année ! J'la connais par cœur, la Main, c'est ma mère ! C'est elle qui m'a élevé ! C'est elle qui m'a donné mes premiers coups de bâtons sur les doigts, mes premiers coups de pied dans le cul pis mes premières maladies ! Y'a pas un pouce carré de la Main que j'peux pas te réciter par cœur ! ».

Dans cette pièce de théâtre, Carmen cherche à « sauver » la *Main* grâce à sa voix et ses chansons, à la faire « respirer » puisque c'est un corps empoisonné qui dégage des effluves de « suif », un corps saigné à blanc par ses usagers, notamment les maquereaux. La figure féminine, souvent utilisée pour décrire la ville, est ici appliquée au boulevard lui-même, traçant un parallèle avec les prostitués qui l'habitent :

« D'un coup qu'a l'air envie d'être quelqu'un qu'on écoute pi qu'on respecte au lieu d'être une trainée qu'on viole pour vingt piasses la nuit pis qu'on ignore le jour sauf de temps en temps pour dire d'elle qu'on n'a honte pis qu'a mérite pas de vivre ! ».

Cette distanciation avec le réel amène certains critiques littéraires à prédire la disparition de la *Main*, comme espace « vrai et authentique » : « la *Main* textuelle s'étendue » (Marcotte, 1997 : 64). Cette « mort » du boulevard serait liée à la perte de sa spécificité et de son originalité. L'immigration actuelle touchant la ville toute entière, la diversité s'étend désormais à l'ensemble de Montréal et non plus au seul boulevard, qui voit d'ailleurs les anciennes communautés culturelles s'établir dans d'autres quartiers de la ville. Pourtant, les romans plus récents continuent de référer le boulevard Saint-Laurent comme espace de la diversité. Le cosmopolitisme du boulevard semble une image obligée, au point que Pierre-Mathieu Le Bel (2012), dans son étude de « géographie romanesque » sur la métropolisation de Montréal, évoque une certaine inertie de l'image de diversité accolée au boulevard. Parfois, la disparition de la ville cosmopolite, ville idéale des échanges et des relations interculturelles, est regrettée, quand la ville actuelle figure *a contrario* des contacts en régression entre les différents individus et/ou groupes, voire des tensions

---

<sup>108</sup> Emilie Côté, « Podcast: redécouvrir la *Main* », 10 septembre 2009, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/dossiers/podcast-boulevard-saint-laurent/200809/21/01-22024-podcast-redecouvrir-la-main.php>, site consulté le 15 décembre 2013.

interethniques. Un tel regard « sélectif et transformatif » selon la formule de Philippe Robert-Demontrond (2001 : 322) teinte les écrits sur la *Main*. Dans le roman *Mélanine Blues* de François Gravel publié en 2005, le boulevard y est décrit comme :

« cette grande rue qui divise Montréal en deux et dans laquelle on trouve quantité de manufactures de chaussettes et d'étalages de légumes ethniques. Quelques années plus tard, il y aurait tout plein de bars et de vedettes de la télévision dans cette rue, mais pour le moment il y avait surtout des Chinois et des Juifs à frisettes ».

Si les romans plus récents continuent à mettre en scène le boulevard Saint-Laurent, c'est moins pour ce qu'il est aujourd'hui que pour ce qu'il a représenté. Souvent empreintes d'une certaine nostalgie, les mises en récits littéraires décriraient non plus seulement l'espace urbain, mais déjà un patrimoine urbain. Comme le dit Dominique Fortier (2010 : 320) dans *Les larmes de Saint Laurent* :

« On trouve plus haut, légèrement en retrait, une entreprise de pierre tombales, une autre qui vend depuis des décennies des chemises au rabais ; des ébénistes et des brocanteurs qui sont un peu la mémoire de ce boulevard qui est à lui seul la mémoire de cette ville ».

Cette nostalgie est regret devant un environnement qui se transforme, devant la disparition de certains lieux ou commerces. Dans *Royal Romance* de Weyergans (2012 : 100-101) par exemple, les personnages remontent le boulevard vers Schwartz's et passent devant un lieu disparu :

« En taxi, on arrivait par Sherbrooke, on tournait à gauche sur le boulevard Saint-Laurent, et puis c'était deux ou trois feux plus loin, sur la droite. Justine me signala qu'on s'approchait de l'endroit où le *Mihara* était remplacé par une boutique de jeux vidéos : "Attention, prépare-toi, nous allons passer devant le fantôme du *Mihara*, on va demander au chauffeur de ralentir pour que tu puisses avoir une petite crise de nostalgie" ».

Alain Médam (2005 : 60), dans *Ils passent la Main*, évoque lui aussi ces commerces disparus remplacés par d'autres magasins :

« Bientôt ce sera Schwartz's puis le souvenir de Warshaw puis la poissonnerie Waldman devenue plus *clean* depuis quelques années ; plus froide et moins odorante ».

La littérature agit ici comme un « souffleur » (Matthey, 2008) d'une manière alternative de lire l'espace : les romans évoquent les transformations de la rue et des commerces du boulevard Saint-Laurent, la peur de la perte du cosmopolitisme comme caractéristique première de la rue, tout comme les évolutions résidentielles des communautés immigrantes. Plusieurs travaux de géographie se sont intéressés à la littérature migrante ou minoritaire, à la ville dans son ensemble, dans son processus de métropolisation (Le Bel, 2012) ou dans les manières de vivre en milieu multiculturel (Brosseau, Tavares, 2008). Les romans évoquent une multitude de lieux et d'itinéraires, replaçant le boulevard Saint-Laurent au sein de la ville toute entière et en lien avec les espaces environnants et plus lointains.



Ces différents récits contribuent à la fois à la construction du patrimoine du boulevard Saint-Laurent, et à « l'identité narrative d'une communauté » (Ricoeur, 1983), identité fondée autant sur des réalités historiques que sur des orientations institutionnelles et des constructions narratives déjà existantes. Le boulevard Saint-Laurent est même intériorisé comme image du Canada et du cosmopolitisme par certains habitants, avant même que ces derniers ne le connaissent. Ainsi, une habitante du Plateau explique que pour elle, et via la littérature, le boulevard est représentatif du Plateau Mont-Royal et de Montréal, comme de l'identité canadienne dans son ensemble (entretien, 12 août 2013) :

« Pour moi oui ! Oui, mais comme Anglophone qui vient d'ailleurs. Parce que quand j'étais jeune... Je viens de Vancouver. À Vancouver, on n'a pas des romans de Vancouver. Pour nous, le Canada, c'est Québec et Ontario. On n'a pas d'écrivain. Non !

Le Canada, c'est le Canada central, on est loin de ça, comme par exemple, les jeunes de Bretagne de Paris. À l'école, on a lu les livres canadiens, c'était Michel Tremblay et Mordecai Richler. Et Margaret Atwood. Alors on a déjà une idée du Canada comme multiculturel, comme bilingue aussi. Tout ça a déroulé ici. Alors dans ma tête, c'était ça le Canada ! »

### 2.3.3. Géographie contrastée du patrimoine et de l'imaginaire du « couloir de l'immigration »

L'imaginaire cosmopolite patrimonial ne se superpose pas complètement à l'ensemble du boulevard selon les différentes conceptions des échelles de patrimonialisation. Tant dans les documents institutionnels du patrimoine que dans les récits de fiction, le boulevard Saint-Laurent est tantôt raconté dans son ensemble, tantôt fondu dans le quartier. Les mises en récit du boulevard, de même que les actions des associations, se concentrent surtout sur la partie centrale de la rue, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, de la rue Sherbrooke à l'avenue du Mont-Royal. D'autres secteurs sont ignorés, comme le tronçon dans le Vieux-Montréal. Cette partie est protégée mais les habitants évoquent le quartier sans faire référence au boulevard Saint-Laurent, non approprié : ce secteur correspond au palais de justice, à une enseigne MacDonalds, et à l'autoroute Ville-Marie. Enfin, si le boulevard est désigné patrimoine pour son côté « cosmopolite », les habitants n'associent pas tous les quartiers à cette idée de diversité, excluant les alentours du viaduc Van Horne ou le Vieux-Montréal. Pourtant, la Société du Vieux-Port lie paradoxalement le Vieux-Port à cette problématique du cosmopolitisme. La Société décrit le territoire comme l'incarnation de « la société multiculturelle qu'a toujours été Montréal<sup>109</sup> ». La société cite d'ailleurs quatre éléments qui font du Vieux-Port un espace en lien avec le boulevard Saint-Laurent et un espace éminemment cosmopolite historiquement :

---

<sup>109</sup> Société du Vieux-Port, 2005, projet de politique de patrimoine, Mémoire Office de consultation de la Ville de Montréal.

« dès la fondation de Ville-Marie, il a été point de rencontre entre les civilisations amérindienne et européenne ; de par sa vocation portuaire, il a été un lieu d'échanges commerciaux et culturels, comme en témoignent maints vestiges aujourd'hui conservés ou exposés au musée Pointe-à-Callière; il a longtemps été le principal point d'entrée des immigrants au Canada ; l'une des portes du Vieux-Port donne sur le boulevard Saint-Laurent, reconnu par le gouvernement du Canada pour son caractère patrimonial, et qui incarne toujours la diversité culturelle de Montréal<sup>110</sup> ».

Le boulevard fait ainsi sens en tant que corridor de l'immigration depuis le Vieux Port. Le patrimoine du boulevard est fuyant de par ses limites floues, entre monument et corridor, rue et quartier. Même la Commission des lieux et des monuments historiques ne définit pas le périmètre du « corridor historique ». Lors de la consultation publique de 2005 sur la politique du patrimoine de la ville de Montréal, un des commissaires tente de comprendre « la délimitation territoriale », « latéralement ». Pour les membres des associations de sauvegarde, « ça inclut d'une ruelle à l'autre, soit des bâtiments de chaque côté de la Main, uniquement<sup>111</sup> ». Néanmoins, il est vrai que ni la rue Saint-Dominique, ni la rue Clark ne sont des ruelles. Une interrogation certaine demeure sur ces limites, comme le souligne une des membres de l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent* :

« Je dois dire que les *Amis du boulevard Saint-Laurent* et moi personnellement, je trouve que c'est difficile de penser à une artère sans vraiment penser aux quartiers de chaque côté. Et dans le cas de la Main, le lien entre les deux est incroyablement important parce que les résidents des quartiers ont travaillé sur la Main, ont influencé le développement de la Main et c'est toujours le cas aujourd'hui. C'était toujours le cas à travers l'histoire. Alors pour nous, ce n'est pas uniquement la rue qui est importante, ce sont des quartiers de chaque côté. Jusqu'à quel point, ça reste à définir<sup>112</sup> ».

Lors de ces échanges, le commissaire utilise le terme de « quartier » pour réfléchir au boulevard Saint-Laurent. La difficulté à penser en termes de rue est patente. D'ailleurs, dans les années 1970, les groupes de sauvegarde présentaient le quartier « comme un remède efficace qui permettrait de sauvegarder un milieu de vie et un paysage urbain sous-estimé » (Drouin, 2005 : 106), à tel point qu'Héritage Montréal avait délimité un quadrilatère à protéger, le « Saint Laurent Boulevard Village », « espace d'appartenance singularisé » (Drouin, 2005 : 105-6)<sup>113</sup>. Certains acteurs adhèrent toujours à ce scénario et souhaitent l'extension du patrimoine non plus au seul « corridor », mais à la notion de quartier. Un membre de plusieurs associations chinoises appelle ainsi à une mise en patrimoine du quartier chinois, à la manière de celui de Victoria (entretien, 5 mai 2012) ; et des membres d'associations rêvent de créer un « *historic district* » autour du *Red Light*.

---

<sup>110</sup> Société du Vieux-Port, 2005, *op.cit.*, p.5.

<sup>111</sup> Séance de consultation publique sur le projet de politique du patrimoine de la ville de Montréal, 8 février 2005, Office de consultation de Montréal, Montréal, Deuxième partie, Volume 6, p. 64.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 65.

<sup>113</sup> Ainsi, Michael Fish, 1975, *A sense of Neighbourhood in Montreal's Downtown : A Framework for Preservation and Planning Action*.

Certains groupes défendent tout de même l'idée de la rue, au même titre que les quartiers résidentiels, comme faisant partie intégrante du « paysage culturel » à protéger à Montréal<sup>114</sup>.

La construction d'un « nous » montréalais se fait dans l'espace laissé vacant par les politiques patrimoniales gouvernementales, du fédéral au municipal. Face aux désignations sans conséquences de la part du gouvernement fédéral et provincial, de la Ville et des arrondissements, ce sont les associations du patrimoine qui mettent en place certaines mesures de mise en valeur et de protection du boulevard Saint-Laurent. Ce « nous » s'organise contre les institutions tout en utilisant leurs ressources et leur légitimité. Surtout, les actions de mise en valeur des associations tendent à faire inscrire le boulevard dans la mémoire collective : ce travail de la société sur elle-même fonctionne grâce aux associations comme un lien social. Ce « nous » se veut inclusif et local, mais le « nous » communautaire tantôt s'insère dans ce grand récit autour du cosmopolitisme urbain (notamment pour ce qui est des communautés juives et portugaises), tantôt s'attache en priorité à ses mémoires propres. Les communautés italienne et chinoise font ainsi plus référence à la désignation fédérale qu'aux actions locales des associations montréalaises. Si le boulevard se construit comme lieu de commémoration du quotidien, les désignations successives et les géographies fragmentées rendent difficiles la commémoration d'un moment ou d'un tronçon précis du boulevard. Le patrimoine, « notion vague, floue et envahissante » (Chastel, 1986), s'attache ici à un lieu du quotidien, un lieu habité et utilisé, ce qui le rend complexe à protéger, mais aussi à délimiter.

---

<sup>114</sup> Association des architectes paysagistes du Québec, (AAPQ), 26 janvier 2005, Mémoire sur le projet de politique du patrimoine Ville de Montréal 2004, Office de consultation publique de Montréal.

## Conclusion de la première partie :

Le cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent est présenté dans les discours patrimoniaux et politiques comme une identité passée et présente. Les mises en récits autour du boulevard inscrivent l'idée de cosmopolitisme dans la continuité, entre mémoires immigrantes de la diversité et utopie de la ville cosmopolite à construire. On retrouve dans les discours patrimoniaux l'aspect normatif du cosmopolitisme comme idéal urbain à atteindre et à protéger, puisque ces récits soulignent également les transformations de la rue, sur un mode parfois nostalgique. L'inertie des récits patrimoniaux et de fiction construit le boulevard comme un espace mythique du cosmopolitisme. Un récit unifié s'impose à petite échelle avec la convergence des récits intimes, de fiction et institutionnels. C'est un cosmopolitisme surtout européen qui est mis en avant, et la patrimonialisation intervient quand l'immigration européenne est remplacée par des flux plus internationaux. C'est lorsque les communautés disparaissent pour résider ailleurs que le cosmopolitisme de la rue est vanté. Enfin, la partie centrale de la rue, celle entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, est privilégiée dans les récits, alors que d'autres espaces sont délaissés (la partie du Vieux-Montréal ou celle à la hauteur du viaduc Van Horne). La variété semble l'emporter pour les récits à grande échelle.

Derrière l'unité du discours patrimonial, les enjeux politiques et sociaux dans des secteurs spécifiques de la rue ébranlent le consensus et révèlent des dissonances. Ce patrimoine est en effet évolutif : il est habité au quotidien. « Habiter le patrimoine intègre en effet une double temporalité : celle du patrimoine, fruit d'un temps plus ou moins long et celle d' "habiter" ce patrimoine, ce qui instaure des relations dynamiques et évolutives entre les hommes et leur cadre habité » (Gravari-Barbas, 2005 : 21). Si le cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent constitue un patrimoine à préserver pour les associations du patrimoine, il est aussi un « patrimoine vivant » à animer et développer. Au-delà du cosmopolitisme comme projet politique et identitaire, le boulevard Saint-Laurent révèle également la dimension marchande du cosmopolitisme (*commodified cosmopolitanism*), un cosmopolitisme utilisé à des fins économiques et touristiques.



## **PARTIE II : *BRANDING* LE BOULEVARD SAINT-LAURENT. LE COSMOPOLITISME MARCHANDISE**

Les autorités municipales montréalaises sont à la recherche d'un positionnement de leur ville dans la hiérarchie métropolitaine mondiale et utilisent des discours de « marketing territorial » pour attirer tourisme et investissements et pour « faire de la ville ». Ces discours invoquent de manière quasi systématique la « diversité culturelle », qui renvoie souvent au cosmopolitisme. Les guides soulignent à la fois le côté « traditionnel », se référant ainsi à quelque chose d'atemporel et de flou, et le caractère « cosmopolite » des quartiers. La dimension culturelle est aussi très souvent avancée, parfois au détriment de celle multiculturelle. Ce caractère « cosmopolite », de la même façon que le dynamisme culturel et artistique, englobe tantôt la totalité de la ville, tantôt est décliné selon les différents quartiers comme le Mile-End ou Côte-des-Neiges<sup>1</sup>. Le boulevard Saint-Laurent participe de ce caractère cosmopolite, avec différents quartiers. Dans les secteurs qui ne sont pas caractérisés par le seul cosmopolitisme, les acteurs mettent en avant les aspects commerciaux, culturels ou patrimoniaux. Ainsi, le cosmopolitisme est tour à tour utilisé pour la promotion d'une identité cosmopolite marchandisée ou mis en invisibilité, tantôt mis en lumière dans certains quartiers dans une visée touristique (Binnie, Holloway et al., 2006 ; Hemelryk, Kofman et al., 2009 ; Anderson, 1988 ; Sénécal, 1994), tantôt relégué derrière l'aspect créatif du secteur.

Les études sur le cosmopolitisme urbain s'attachent notamment à la notion de marchandisation de la diversité, analysant surtout la mise en distinction de quartiers ethniques ou multiculturels comme argument marketing, au travers de l'expression *branding city* ou *branding cosmopolitanism* (Hemelryk, Kofman et al., 2009 ; Kavatzis, Ashworth, 2005). La démarche est tellement intégrée dans les discours des acteurs de développement économique et commercial qu'ils affirment eux-mêmes devoir « *brander* » la rue, lui donner une identité et une image de marque qui fait sens pour tous. Ce néologisme renvoie au *branding*, c'est-à-dire la fabrication d'une image allant au-delà du produit qu'elle représente, une image de marque capable d'attirer, leurrer, distinguer et imprégner usagers et consommateurs. Dans certains quartiers, promus ethniques ou multiculturels, différents acteurs (publics, privés ou associatifs dans le cadre de nouvelles formes de gouvernance urbaine) tendent à créer une identité spécifique, à marquer cet espace comme ethnique ou multiculturel. Le cosmopolitisme est devenu un avantage comparatif dans le *branding* du boulevard, selon l'idée véhiculée par Richard Florida : « *An attractive place doesn't*

---

<sup>1</sup> Guides Gallimard, 1996

*have to be a big city, but it has to be cosmopolitan*<sup>2</sup> » (Florida, 2000 : 227). Ces initiatives de *branding* utilisent divers moyens d'action comme les logos, images, slogans et campagnes de publicité, afin de mettre en récit l'espace concerné. Les interventions d'aménagement et de *branding* urbain, guidées par un certain nombre de normes et de valeurs, sont l'occasion pour les différents acteurs de mettre en compétition plusieurs récits (Jensen, 2007). Ces acteurs émanent à la fois du secteur public (municipalité centrale et d'arrondissements) et du privé (commerçants individuels et regroupement de commerçants, promoteurs, investisseurs, etc.).

Cette partie montrera comment la gouvernance complexe et morcelée le long du boulevard engendre des stratégies de *branding* différentes selon les quartiers et des mises en récit qui ne se recoupent pas forcément. Cette partie sera aussi l'occasion d'analyser la notion de « quartier culturel » et la place de la rue en son sein au travers des exemples du Quartier des Spectacles, des quartiers chinois et italien et de la section s'étalant de la rue Sherbrooke à l'avenue du Mont-Royal. Quand l'économie urbaine se fonde de plus en plus sur la culture et des industries culturelles, les projets d'urbanisme promeuvent le divertissement comme pierre angulaire des stratégies urbaines de développement économique (Eisinger, 2000 : 317) puisque « *culture is more and more the business of cities*<sup>3</sup> » (Zukin, 1995 : 2). La ville culturelle, ou créative, serait « l'alternative » (Vivant, 2009) à la ville industrielle, voire l'antidote aux transformations liées à la décentralisation et à la post-industrialisation. La culture devient un outil de marketing territorial, un outil de développement touristique et participe au mode de vie citadin, à l'amélioration du cadre de vie et à l'animation urbaine dont la revalorisation symbolique et économique des quartiers en cours de gentrification est la traduction matérielle (Zukin, 1995). Les aménageurs, commerçants et promoteurs utilisent cette marchandisation de la culture à la fois dans les constructions de « quartiers ethniques touristiques » et dans le projet de Quartier des Spectacles : « *It is simultaneously both a generalised label to describe emergent social and economic spatial formations and a narrative trope that makes one part of the city analytically visible*<sup>4</sup> » (Keith, 2005 : 117).

Le premier chapitre analysera la gouvernance du boulevard Saint-Laurent : cette dernière, segmentée, entraîne des territorialisations multiples. La transformation de la composition de la population résidente, les difficultés rencontrées par le déclin du commerce des artères commerçantes des centres-villes, tout comme la faiblesse de l'aménagement urbain et de l'offre commerciale appellent des solutions locales et différenciées.

---

<sup>2</sup> « Un lieu attractif ne doit pas forcément être une grande ville, mais il doit être cosmopolite ».

<sup>3</sup> « La culture est de plus en plus l'affaire des villes ».

<sup>4</sup> « C'est simultanément un label générique pour décrire les formations sociales, économiques et spatiales émergentes et un trope narratif qui contribue à rendre visible une partie de la ville de manière analytique ».

Les chapitres suivants seront centrés sur différents quartiers afin de mettre au jour les valeurs véhiculées par les acteurs, mais aussi les tensions qui peuvent éclater. Pour ce faire, je m'attacherai à des quartiers qui illustrent ces stratégies de *branding* différenciées. Cette gouvernance complexe entre acteurs privés et acteurs publics aboutit ainsi à la construction de quartiers dits « ethniques » le long du boulevard : quartier chinois, secteur portugais, anciennement juif et Petite Italie. J'analyserai ces quartiers dans le chapitre quatre, soulignant les actions de mise en visibilité de la différence dans un but touristique et mémoriel.

Le cosmopolitisme comme marchandise n'est toutefois pas la seule norme de développement tout au long des six kilomètres de l'arrondissement historique, notamment dans le sud du boulevard, l'ancien quartier du *Red Light*, devenu désormais Quartier des Spectacles. Les aménageurs et promoteurs privilégient l'aspect culturel au sein de ce projet, suscitant espoirs, critiques et manifestations. Plusieurs acteurs et résidents soulignent la faible appropriation de ce quartier culturel projeté par la municipalité et l'effacement de certaines mémoires, aussi bien multiculturelles que populaires. Le dernier chapitre portera plus spécifiquement sur cette portion du boulevard dans le nouveau Quartier des Spectacles. L'îlot Saint-Laurent cristallise les tensions autour des mémoires et illustre les conflits qui existent entre les différents acteurs, mais aussi entre les différentes visions de la ville.





## Chapitre 3 : Le cosmopolitisme au cœur des enjeux d'aménagement de la *Main* : convergences et divergences

---

« À la lumière des informations recueillies, le boulevard St Laurent, bien que classé en arrondissement historique national du fleuve à la rue Jean-Talon, ne peut être abordé au singulier. Il s'agit d'une rue au pluriel, des boulevards, des acteurs, des cultures, des milieux en effervescence qui lui confèrent dans son ensemble son caractère hautement emblématique ».

Convercité, Étude exploratoire pour la mise en valeur du boulevard Saint-Laurent, *Un projet unificateur pour la nouvelle ville de Montréal. Identification des pistes de projets et recommandations*, Rapport final, 10 juillet 2003, p.2.

Acteurs publics (municipalité centrale et municipalités d'arrondissement) comme privés (commerçants et sociétés de développement commercial) mènent différentes actions sur la rue, afin de la faire vivre, l'aménager et favoriser la consommation des habitants et usagers. Le boulevard Saint-Laurent comme *Main street* de Montréal et rue de quartier fait l'objet de nombreuses actions concertées ou non de la part d'acteurs divers, engagés dans une stratégie de revitalisation commerciale des rues de centre-ville, afin d'enrayer leur déclin et de réduire le nombre de locaux vacants. Il importe tout d'abord de repérer les jeux d'acteurs qui s'expriment dans le « faire » la rue Saint-Laurent. Cette diversité d'acteurs possède des expertises plus ou moins spécialisées, avec un grand écart de moyens et des idées différentes sur ce que devrait être la rue. On remarque à cet égard le poids des sociétés de développement commercial (SDC), instrument de gestion locale québécois à l'origine d'initiatives de promotion, de revitalisation et de construction paysagère. Elles sont le fruit des réflexions des commerçants et propriétaires, qui font la rue au quotidien.

L'étude de la gouvernance entendue comme « l'ensemble des processus de coordination d'acteurs, groupes sociaux et institutions visant la réalisation de projets urbains collectivement négociés » (Dubresson, Jaglin, 2005 : 338) permet d'interroger les partenariats et coopérations entre acteurs privés et acteurs publics. Cette notion amène aussi à réfléchir à la construction des différents territoires d'action et de gestion le long du boulevard. La construction de quartiers culturels ethniques par les communautés, les SDC et les arrondissements et les tentatives de revitalisation posent la question de la gestion du boulevard dans sa totalité. Le développement de ces secteurs est le fruit d'une gouvernance complexe et différente selon les arrondissements et les portions concernées. Il s'agit dans ce chapitre d'analyser les acteurs et les territorialisations qui découlent de l'organisation en sociétés de développement commercial le long du boulevard. Ces territorialisations entraînent-elles une concurrence entre les différentes SDC ? Ce recours à la territorialisation varie-t-il dans son intensité et dans ses articulations avec d'autres stratégies ? La

tension entre rue de quartier et *Main Street*, entre boulevard et quartier prend tout son sens ici : comment les différents acteurs du développement économique et urbain agissent pour l'aménager ? Il faut interroger les pratiques d'aménagement de la rue en termes de développement économique et commercial : utilise-t-on les mêmes méthodes pour assurer le dynamisme économique d'une *Main Street* ou d'une rue de quartier ?

J'analyserai en premier lieu les jeux de gouvernance le long du boulevard : le poids des sociétés de développement commercial et leurs liens avec les pouvoirs publics, ainsi que l'importance des commerçants qui constituent des figures entrepreneuriales cosmopolites. J'interrogerai ensuite les pratiques et les actions entreprises de la part des différents acteurs politiques et économiques pour aménager la rue.

### **3.1. La *Main* en ses territorialisations multiples**

Les actions d'aménagement plus ou moins ponctuelles sur le boulevard Saint-Laurent se succèdent, parfois centrées sur la rue, parfois sur un quartier en particulier, bref sans plan d'ensemble. Le boulevard Saint-Laurent traverse trois arrondissements différents, du sud vers le nord : Ville-Marie, le Plateau-Mont-Royal et Rosemont - La Petite-Patrie, ce qui conduit une multitude d'acteurs à intervenir, commerçants et propriétaires, mais aussi sociétés de développement, tables de concertation, conseillers d'arrondissement ou encore Corporations de développement économique communautaire. Trois sociétés de développement commercial (SDC) sont présentes le long du boulevard : la Société de développement Vieux-Montréal, la Société de développement du boulevard Saint-Laurent (SDBSL) et la SDC Petite Italie-marché Jean-Talon. Plus au sud, la corporation de développement urbain Faubourg Saint-Laurent, (la CDU) est chargée de la partie située entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sherbrooke. Enfin, différents acteurs et institutions sont en charge du Quartier Chinois comme le Service à la famille chinoise du Grand Montréal ou le comité du développement économique et de la culture du Quartier chinois. Cette segmentation témoigne d'une gouvernance complexe et de la difficulté pour des acteurs aussi divers à valoriser l'artère. L'analyse de cette gouvernance morcelée interroge l'unité du boulevard et ses liens avec les espaces environnants (comme par exemple la rue de Prince-Arthur ou la rue de la Gauchetière dans le quartier Chinois), mais aussi les valeurs et objectifs véhiculés par les différents acteurs publics et privés en charge de la rue.

### 3.1.1. Des sociétés de développement commercial qui mènent le jeu

#### *Un modèle international et ses ancrages à Montréal*

En 1980, la Ville de Montréal a obtenu le pouvoir de mettre en place les Sociétés de développement commercial, selon l'exemple des *Business Improvement Areas* à Toronto (BIA), à l'origine du « concept d'association à cotisation obligatoire<sup>5</sup> », créées en 1970. En 1976, le Comité d'étude sur le fonctionnement et l'évolution du commerce au Québec constate que : « le sort des centres-villes est fortement dépendant de l'implication des commerçants du centre-ville, car ceux-ci représentent à peu près les derniers éléments actifs qui tiennent au centre-ville et qui y ont des intérêts tangibles à défendre » (Arbour, Jacob, 1976 : 131). Des structures impliquant les commerçants du centre-ville apparaissent comme la solution pour enclencher des démarches économiques locales.

Ces premières initiatives à Montréal sont appelées des Sociétés d'initiative et de développement des artères commerciales (SIDAC). Quatre SIDAC voient le jour en 1981 : la Promenade Masson, la Promenade Ontario, la Plaza Saint-Hubert et celle de l'avenue Monk. L'administration municipale de l'époque allie cette création à d'autres programmes lancés dès la fin des années 1970 afin de retenir la population dans le centre-ville et d'améliorer le développement économique. Par exemple, l'Opération 20 000 logements « entend favoriser le “retour en ville” des banlieusards ou du moins interrompre l'hémorragie en faveur des villes de banlieue » (Hamel, 1991 : 123). En 1997, les SIDAC deviennent Sociétés de développement commercial ou SDC, à la demande du Regroupement provincial des SDC et du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales (RCVAC)<sup>6</sup>. En 2009, les SDC sont au nombre de 36 au Québec, dont 14 à Montréal<sup>7</sup>. Ce nombre important des SDC dans la ville de Montréal a entraîné la création en juin 2007 de l'association des sociétés de développement commercial de Montréal. Cette association souligne notamment les bienfaits du « commerce de proximité<sup>8</sup> » afin de « revitaliser les centres-villes, animer les quartiers centraux, se démarquer de la banlieue, pour retrouver une qualité de vie, des villes fortes et des quartiers exceptionnels<sup>9</sup> ». La quasi-totalité des

---

<sup>5</sup> Convercité, Étude sur les impacts et meilleures pratiques des SDC au Québec et des BIA au Canada, Rapport final, version préliminaire, 7 juillet 2009.

<sup>6</sup> Le RCVAC, fondé en 1979, est un organisme provincial qui regroupe des SDC, mais aussi des associations de gens d'affaires et des municipalités, voir Gouvernement du Québec, Direction des communications, décembre 1999, *La Société de développement commercial : une force économique*.

<sup>7</sup> Convercité, *op.cit.*

<sup>8</sup> Association des sociétés de développement commercial de Montréal, Mémoire *Soutenir le commerce de proximité à Montréal* et Déclaration de l'ASDCM.

<sup>9</sup> Association des Sociétés de développement commercial de Montréal, *Le commerce de proximité et les SDC. La coopération public-privé ; instrument pour une solution efficace, communication, non datée.*

SDC sont créées sur des grandes artères commerciales<sup>10</sup>, comme celle du boulevard Saint-Laurent (la SDBSL), mais cinq d'entre elles couvrent le territoire de quartiers, comme la SDC de la Petite-Italie - Marché Jean-Talon ou celle du Vieux-Montréal.

Ce sont les commerçants qui décident collectivement de la création d'une société de développement commercial, d'abord par un épisode de pré-consultation puis par un vote<sup>11</sup>. Ces modalités sont consignées dans la *Loi sur les cités et villes* et dépendent des règlements municipaux concernant les districts commerciaux. « Le conseil d'arrondissement détermine, par règlement, les limites d'une zone commerciale [dont l'étendue peut varier, du quartier à une municipalité dans son ensemble] à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial comprenant au moins cinquante établissements d'entreprise<sup>12</sup> » et plus de 50% des établissements de la zone. Les SDC sont donc des associations de marchands où l'adhésion est obligatoire : tous les membres présents sur le territoire de la société doivent payer une cotisation. Les membres sont les occupants (commerçants et gens d'affaires), à la différence de Toronto où les membres peuvent être à la fois des propriétaires immobiliers et des commerçants. Le Conseil d'administration de la SDC fixe le montant de la cotisation en fonction du budget annuel et selon deux paramètres : la valeur foncière du local où se déroule l'activité commerciale et la superficie de ce local<sup>13</sup>. La Ville perçoit traditionnellement cette cotisation pour la redistribuer ensuite à chaque Conseil d'administration des SDC. Une SDC mène des actions de « propreté et d'embellissement » (décoration, prise en charge des débris ou des graffitis), de « soutien aux gens d'affaires » (formations, accueil et conseil), de « développement de l'image et de l'identité du territoire » (études de clientèle ou analyses marketing), d'« animation commerciale et culturelle » (organisation d'événements et de développement touristique) (Tableau 3.1.).

---

<sup>10</sup> la Plaza Saint-Hubert, Plaza Monk, Hochelaga Maisonneuve – Promenade Ontario, Promenade Masson, Hochelaga Maisonneuve – Promenade Sainte-Catherine, Promenade Fleury, l'avenue du Mont Royal, Promenade boulevard Saint-Laurent, Jean-Talon à Saint-Léonard, Pignons rue Saint-Denis, Wellington. Pour la liste des SDC : voir le site de la Ville de Montréal : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=43,60347&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=43,60347&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 26 juillet 2014.

<sup>11</sup> Gouvernement du Québec, Direction générale des communications et des services à la clientèle, juin 2009, *La Société de développement commercial : une force historique*.

<sup>12</sup> site de la Ville de Montréal :

[http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=43,60347&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=43,60347&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 26 juillet 2014.

<sup>13</sup> Ville de Montréal, Cotisation 2013 à votre Société de développement commercial (SDC).

**Tableau 3.1. Quelques exemples d'actions de la part de la SDBSL**

	Types d'actions des SDC	Actions de la SDBSL sur le boulevard	Temporalités
<b>Animation de la rue</b>	Vente-trottoirs (braderies), festivals et événements	Frénésies de la Main	En juin tous les ans
		Mix'arts	En août tous les ans
		Le Grand Prix sur la « Main »	En juin tous les ans
		Festival MURAL	En juin tous les ans
<b>Amélioration de l'environnement urbain</b>	Décoration	Plantes / fleurs	Permanent
		Luminaires	Permanent
		Concours des vitrines de Noël : Dias di montras	En décembre tous les ans
	Mise en place d'une brigade de sécurité		Lors des événements
	Mise en place d'une brigade de propreté		Lors des événements
<b>Développement économique et urbain</b>	Participation au Programme Réussir à Montréal (PR@M-commerce) de la Ville de Montréal : Soutien aux commerçants pour le programme de subvention à la rénovation.	La quincaillerie Azores, Infopresse, l'opticien Harry Toulch ou encore la Caisse d'économie Desjardins des Portugais de Montréal	2008-2011
	Campagne marketing	Campagnes publicitaires Travail sur le logo de la SDC	Campagne « VS » sur les contraires
	Réseaux sociaux et promotion	Site internet	Site de la SDBSL refondé en 2014
		Installation du wifi	Permanent depuis octobre 2011

Source : entretiens avec les directeurs de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent (SDBSL), site de la SDBSL, <http://boulevardsaintlaurent.com/?lang=fr>, site consulté le 05 août 2014.

Ce modèle des « self imposed financing mechanisms implemented by businesses and property owners for local improvements, specifically the enhancement of public services<sup>14</sup> » (Hoyt, 2004 : 367) s'est diffusé dans de nombreux États, au point que Kevin Ward (2006) évoque un modèle de politique « mobile », même si les appellations diffèrent selon les espaces (Business Improvement areas (BIA) au Canada, Business Improvement Districts (BID) aux États-Unis ou encore les City Improvement Districts (CID) en Afrique du Sud). De nombreux points communs existent entre BIA, BID et SDC : un cadre institutionnel de gouvernance, des liens avec d'autres institutions engagées dans l'aménagement et la sécurité urbaine, des stratégies d'actions qui se retrouvent et l'utilisation d'indicateurs et d'études afin d'évaluer leurs performances (Ward, 2010 : 1181). Cependant, des divergences apparaissent au niveau national, comme au niveau local (Ward, 2010). Selon Kevin Ward (2006), les premiers BIA sont apparus dans le centre-ville de Toronto pour le Bloor West Village. Dès les années 1980, se sont créés les BID aux États-Unis, nés de deux programmes des années 1960 : le Special Purpose District (SPD) et le Special Assessment District (SAD) afin de pouvoir prélever des taxes additionnelles. Les liens entre les deux contextes, canadien et états-unien, restent difficiles à établir (Hoyt, 2008) et la littérature scientifique fonde ses analyses surtout sur les exemples états-uniens, où les BID désignent à la fois le secteur géographique concerné et l'organisation qui la gère (Morçöl et al., 2008).

Afin de reprendre en charge le développement des rues commerçantes dans une stratégie de revitalisation urbaine des centres-villes (Briffault 1999 ; Hoyt, 2008) cette forme flexible de gouvernance est supposée favoriser la mise en place d'actions et de solutions propres au contexte local et freiner les fuites vers les grands centres d'achats de banlieues (Hernandez, Jones, 2008). Ces BID illustrent trois idées majeures selon Alain Dubresson (2008 : 183). Ils constituent une réponse à l'impuissance des pouvoirs publics locaux – ou, du moins, à l'inadéquation de leurs réponses aux problèmes des commerces du centre-ville – en privilégiant une gouvernance locale et des « stratégies privées marchandes de régénération urbaine » (Ward, 2006). Rejets des pratiques étatiques (Ward, 2010 : 1181), ils illustrent aussi un urbanisme entrepreneurial, accompagné de nouveaux modes d'aménagement, le « *new doing urban redevelopment* » (Ward, 2007), au point que certains les qualifient de forme d'« urbanisation du néolibéralisme » (Brenner, Theodore, 2002). Cette nouvelle forme de gouvernance fait la part belle à la notion de « ville entrepreneuriale » (Harvey, 1989) en reprenant les idées développées au cours des années 1970 et 1980 sur les coalitions de croissance (Molotch, 1993 ; Logan et Molotch, 1987) et les régimes urbains (Stone, 1993). Si les premières se caractérisent par des

---

<sup>14</sup> « Ces mécanismes financiers volontaires mis en œuvre par les commerces et les propriétaires pour le développement local, notamment l'amélioration des services publics ».

groupements d'acteurs autour d'intérêts économiques et fonciers communs, les seconds soulignent la dépendance des acteurs publics locaux face aux ressources des acteurs privés. Cette montée de nouveaux acteurs se retrouve à Montréal, notamment dans le cadre de la décentralisation des pouvoirs municipaux aux arrondissements. Elles montrent enfin une forme de partenariat public-privé (Lewis, 1991). Pierre Hamel (1991 : 124) évoque ainsi les « pressions des hommes d'affaires montréalais sur leur administration municipale pour qu'elle intervienne directement dans le soutien à la revitalisation économique de la métropole », qualifiant les initiatives proposées de « virage néo-corporatiste » à partir de la fin des années 1970 (des SIDAC aux SDC). Les SDC consistent en une forme de développement local, voire de « stratégie localiste » (Léveillé, Léonard, 1987) prônée à la fois par les autorités municipales (notamment après l'ère Drapeau et les revendications formulées par le Rassemblement des Citoyens de Montréal concernant une l'amélioration du cadre de vie) et par les commerçants : « cette présence plus grande des nouvelles classes moyennes sur la scène locale correspond d'ailleurs, dans une certaine mesure, à ce que certains ont désigné comme leur retour en ville » (Hamel, 1991 : 124).

Ces partenariats publics-privés triomphent dans le cas montréalais, puisque les SDC forment « une structure complètement indépendante des instances municipales, où les gens d'affaires travaillent collectivement et de façon démocratique à la revitalisation de leur district commercial. En ce sens, le modèle montréalais se distingue du modèle torontois, car les BIA sont considérés *à contrario* comme des agences municipales<sup>15</sup> ». Néanmoins, la Ville de Montréal reste l'autorité qui autorise la création d'une SDC sur son territoire et œuvre à l'amélioration des pratiques des SDC<sup>16</sup> « pour leur bénéfice commun<sup>17</sup> ». Si les SDC ne constituent pas des branches de l'administration municipale, leurs responsables travaillent étroitement avec les commissaires au développement économique des arrondissements. La décentralisation opérée à Montréal a donné plus de pouvoir à ces derniers, qui deviennent des ressources pour soutenir les artères commerciales et les entreprises au niveau individuel et collectif. Le commissaire au développement économique est présent pour accompagner les commerçants à réaliser des projets d'expansion ou d'implantation, mais aussi les organismes comme les sociétés de développement commercial. Il agit en tant que ressource-conseil et comme soutien à la réalisation de projets

---

<sup>15</sup> Convercité, 2009, *op.cit.*, p.12.

<sup>16</sup> Zins Beauchesne et associés pour le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Recensement des meilleures pratiques au sein des regroupements de commerçants et des sociétés de développement commercial (SDC), décembre 2005.

<sup>17</sup> Association des sociétés de développement commercial de Montréal, Société de développement commercial centre-ville de Trois-Rivières, Commission des institutions de l'Assemblée nationale du Québec, 18 septembre 2013, Mémoire présenté dans le cadre des audiences publiques sur le rapport du Commissaire au lobbyisme du Québec : « Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme ».



nécessitant l'accord et/ou la participation de la Ville, comme les événements commerciaux extérieurs (entretien avec un ancien commissaire au développement économique du Plateau Mont-Royal, mai 2007). Enfin, selon la taille des SDC, un ou plusieurs fonctionnaires de la Ville siègent en tant qu'administrateur à leur Conseil d'administration. Le Conseil d'administration de la SDC recommande des administrateurs au comité exécutif de la Ville de Montréal, qui les nomme ensuite pour chaque SDC. Les administrateurs choisissent alors parmi eux un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier, formant ainsi le comité exécutif<sup>18</sup>.

Une SDC est également chargée du « service-conseil auprès des autorités publiques » et de faire le lien entre la communauté d'affaires, les autorités de l'arrondissement ou de la municipalité centrale et le reste des résidents. Il est d'ailleurs plus simple pour la Ville et les arrondissements de pouvoir se référer à une société de développement commercial plutôt qu'à plusieurs commerçants sans « porte-parole ». Comme l'explique un commissaire au développement économique de l'arrondissement de Ville-Marie, qui regrette l'absence d'une telle structure dans le quartier chinois (entretien, 24 octobre 2012) :

« Une société de développement commercial, ça permet d'avoir un interlocuteur qui fait ce travail de médiation avec les commerçants directement. Parce que ce qu'une SDC dit, ce n'est pas nécessairement ce que les commerçants vraiment pensent. (...) Mais au moins, ça aide à dialoguer plus fortement ».

La même analyse vaut pour l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie où un des conseillers municipaux explique les difficultés de l'absence de porte-parole pour la rue Papineau par rapport à la Petite Italie (entretien, 22 août 2012). Les pouvoirs publics s'appuient donc sur la présence des SDC afin de développer les rues et quartiers de Montréal et c'est notamment le cas le long du boulevard Saint-Laurent où plusieurs SDC et autres organismes de développement économique se succèdent du sud au nord.

### *Une Main écartelée entre plusieurs SDC*

Je passerai ici rapidement en revue ces SDC et autres regroupements qui agissent sur le boulevard dans un objectif de développement économique local, du sud au nord du boulevard, afin de montrer les territorialisations à l'œuvre et leurs actions (fig. 3.1).

Fondée en 2004, la SDC Vieux-Montréal couvre le plus grand territoire en termes de superficie puisqu'elle étend son action sur le quadrilatère de la rue de la Commune au Sud à la rue Saint-Antoine et de la rue Saint-Hubert à l'Est jusqu'à la rue McGill (fig. 3.1). En janvier 2011, la

---

<sup>18</sup> Site de la SDBSL, <http://boulevardsaintlaurent.com/a-propos>, site consulté le 26 juillet 2014.

SDC comprenait 1 708 membres. En 2013, elle s'est agrandie sur trois secteurs différents<sup>19</sup>. Cependant, le boulevard Saint-Laurent entre la rue de la Commune et la rue Saint-Antoine comprend peu de commerces et les actions de la SDC sont finalement plutôt centrées dans d'autres secteurs que la rue Saint-Laurent, notamment les secteurs sud-est et sud-ouest<sup>20</sup>.

Dans le quartier chinois, l'organisation par associations patronymiques selon des critères de lignage, de patronyme, de dialecte et d'origine géographique, au nombre d'une dizaine dans les années 1970 (Seng Hoe, 1977) perdure encore aujourd'hui (entretien avec un guide touristique du quartier chinois, 4 mai 2012), pour assurer protection et avantages. En 1973, est formé le Montreal Chinese Community Council (MCCC) qui organise plusieurs activités. Aujourd'hui, c'est la Chambre de commerce chinoise de Montréal qui met en place les vente-trottoirs dans le quartier. Comme l'affirment deux membres de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, il est difficile de saisir la gouvernance du quartier (entretien, 2 octobre 2012) :

**Lui** : « Celle qui est à notre Table ici, c'est la directrice du Service à la famille chinoise. Et le Service à la famille chinoise, c'est plus large que le quartier. Elle est extrêmement occupée semble-t-il, on la voit pas toujours, mais elle vient de temps en temps, quand on fait des petites pressions.

**Elle** : Mais elle nous dit elle-même que c'est très difficile, y'a pas une voix qui s'exprime dans le quartier chinois, yen a beaucoup, il y a beaucoup de groupes, il y a beaucoup d'organisations. Et que finalement, c'est assez éclaté (...)

**Lui** : Oui c'est un milieu assez impénétrable, mais en même temps, c'est un milieu dans lequel il y a beaucoup de... il n'y a pas nécessairement d'unité. Il y a des incohérences, il y a des tensions, mais ça ne se voit pas de l'extérieur. Les Chinois n'ont pas tendance à parler de leur misère... »

La Corporation de développement urbain (CDU) du Faubourg Saint-Laurent, créée en 1993, a pour mission de développer, améliorer et promouvoir le quartier. À la différence d'une Société de développement commercial, la CDU représente à la fois les institutions et les commerçants du territoire selon un système de contributions volontaires. C'est un modèle mixte unique à Montréal. Cette organisation de riverains est surtout présente sur les deux axes commerçants principaux : Saint-Laurent et Sainte-Catherine. Sur le boulevard, elle englobe la portion du boulevard René-Lévesque à la rue Sherbrooke (fig. 3.1.). En 2006, la CDU devait se transformer en SDC<sup>21</sup>, mais les institutions présentes au Conseil d'Administration auraient été exclues de ce nouvel organisme. De plus, les cotisations allaient augmenter et beaucoup de

---

<sup>19</sup> « La partie située entre la rue Saint-Urbain et le boulevard Saint-Laurent fait l'objet d'une réserve foncière en vue de l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal et ne fait pas l'objet du présent projet d'agrandissement territorial », Société de développement commercial du Vieux-Montréal-Quartier historique, 27 juin 2013, Procès verbal de l'assemblée générale spéciale, p.2.

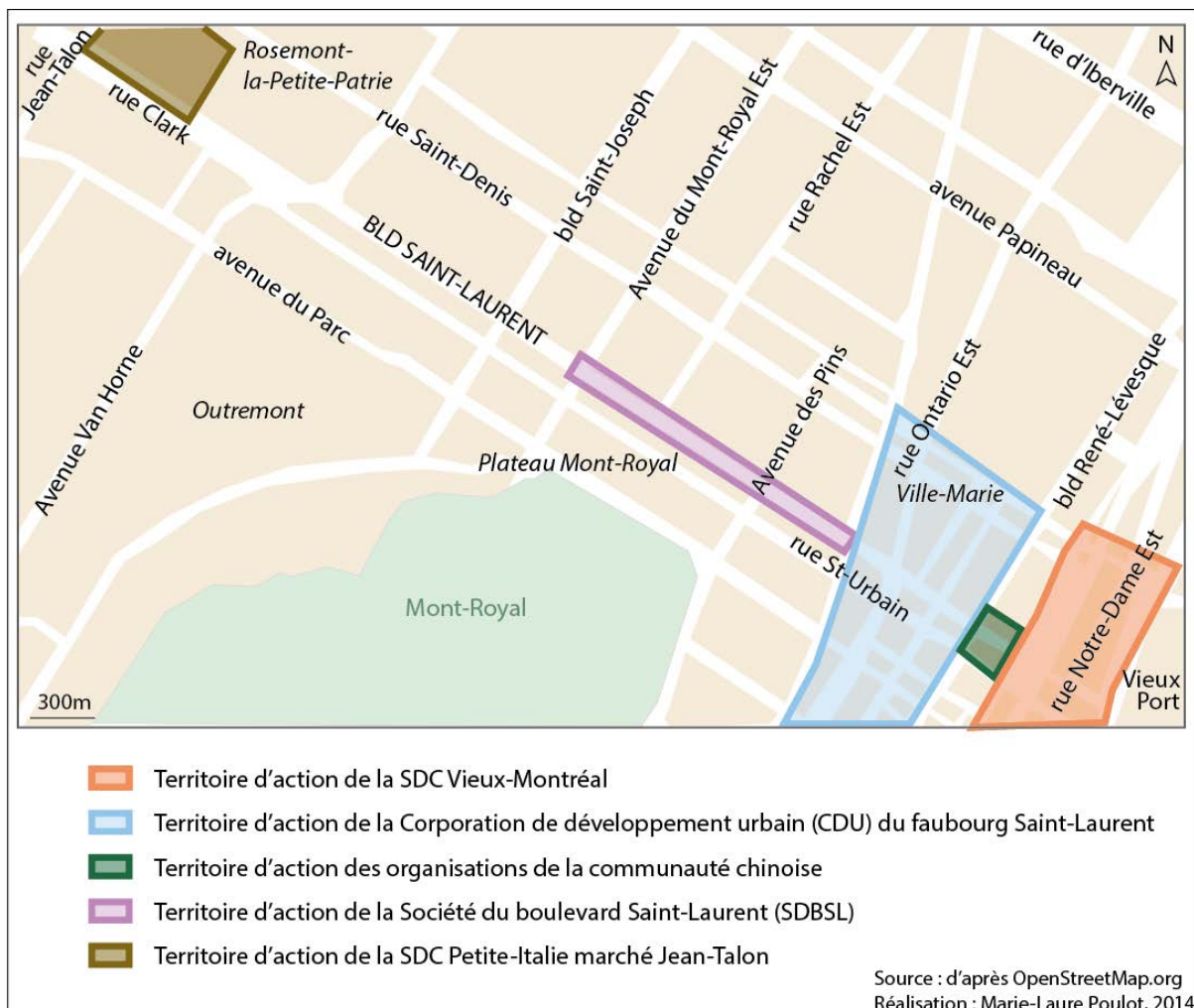
<sup>20</sup> SDC Vieux-Montréal, novembre 2011, Rapport final - Enquête sur les enjeux du Vieux-Montréal et les défis pour ses places d'affaires.

<sup>21</sup> Site de la CDU : <http://www.faubourgssaint-laurent.com/contexte-historique.html>, site consulté le 26 mars 2014.

commerçants n'étaient pas pour la création d'une SDC, si bien que la CDU s'est maintenue. À terme, la CDU comprend beaucoup moins de membres qu'une SDC : dans les années les plus basses, une trentaine de membres ; dans les années fastes, une soixantaine, avec une plus forte présence des commerçants de la rue Sainte-Catherine. Comme l'explique le directeur général de la CDU (entretien, 11 octobre 2012) :

« Et quand tu vas sur Saint-Laurent, c'est tous ceux qui sont installés : Le [café] Cléopâtre, le Monument-National, le Club Soda... Donc ceux qui viennent d'arriver. Mais les Autres ? Aucun intérêt... Le [restaurant] Bon blé riz parce que lui, il veut que le boulevard Saint-Laurent se relève, mais les autres veulent rien savoir. C'est ça qui n'est pas évident. Tous ceux qui ont le goût, qui veulent s'impliquer, qui sont intéressés au développement, ils payent la cotisation, ce ne sont pas des gros montants. Quand tu fais le bilan de ça, de ceux qui sont vraiment intéressés et qui ont le goût, tu peux pas en sortir plus qu'une quarantaine. Sur Sainte-Catherine, tu vas tomber à vingt-cinq, peut-être trente, si t'es chanceux, puis sur Saint-Laurent, tu vas en chercher même pas une dizaine. Fait que le potentiel n'est pas élevé ».

**Figure 3.1. Carte des territoires des différentes SDC et organismes de développement le long du boulevard**



Sur le secteur central du boulevard, plusieurs commerçants se sont regroupés dès 1978 afin de créer une association : le Village international Boulevard Saint-Laurent. L'association, qui allait de Sherbrooke à la rue Prince-Arthur, s'est d'abord étendue jusqu'à la rue Duluth, puis jusqu'à la rue Rachel, et à la rue Marie-Anne en 1997. Cette association était dirigée par un conseil exécutif de six membres élus travaillant à titre bénévole<sup>22</sup>. En 2000, elle est transformée en Société du boulevard Saint-Laurent (SDBSL) et elle regroupe aujourd'hui plus de six cents « places d'affaires jusqu'à l'avenue du Mont-Royal » (fig. 3.1.). L'association reposait sur une contribution volontaire alors que la SDC est soumise à une adhésion obligatoire. Le financement de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent provient de trois sources différentes. En plus des cotisations des membres, elle reçoit des subventions de l'arrondissement, d'emploi-Québec pour embaucher une personne, et celles de l'Office québécois de la langue française. Ces subventions doivent être demandées par la SDC : toutes ne le font pas, notamment les SDC les plus petites, avec un ou deux employés. S'ajoutent enfin des fonds versés par les « commandites » ou sponsors qui proposent de la publicité lors des événements commerciaux conçus comme des plates-formes publicitaires afin d'améliorer l'image de la marque ou de la société en question.

Enfin, dans la Petite Italie, il existait un regroupement volontaire de commerçants dans les années 1970-1980, appelé « Association pour la promotion de La Petite-Italie » (APPI) (fig. 3.1.). Les membres de l'association et les nouveaux commerçants créent par la suite une SIDAC, qui devient une société de développement commercial en 2006. En septembre 2009, les commerçants de la Petite Italie et du marché Jean-Talton ont voté à 73 % en faveur de la création d'une SDC lors de la tenue d'un référendum sur la question<sup>23</sup> : c'est une des plus jeunes organisations commerciales de la ville. Entre 2003 et 2009, les commerçants se sont mobilisés afin de mettre sur pied une SDC chargée de « positionner le secteur comme lieu du charme et du savoir-faire à l'italienne<sup>24</sup> ». Son territoire s'étend de la rue Saint-Zotique à la rue Jean-Talton, et du boulevard Saint-Laurent à la rue Henri-Julien, en englobant le marché Jean-Talton. Les maraîchers installés à l'extérieur comme les commerçants du marché couvert Jean-Talton sont ainsi sous la juridiction conjointe de la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal (CGMPM) –

---

<sup>22</sup> Site de la SDBSL : <http://boulevardsaintlaurent.com/a-propos>, site consulté le 26 juillet 2014.

<sup>23</sup> « Au total, 106 commerçants sur une possibilité de 234 se sont déplacés pour voter. 77 d'entre eux se sont prononcés en faveur de la création de la SDC alors que 29 se sont prononcés contre la proposition. » voir site de la Ville de Montréal : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=5798,42657625&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL&id=13110&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt\\_vdm\\_fr/rep\\_annonces\\_ville/rep\\_communiquees/communiques](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=13110&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiquees/communiques), site consulté le 26 juillet 2014.

<sup>24</sup> Convercité, 10 juillet 2003, Étude exploratoire pour la mise en valeur du bld Saint-Laurent, Un projet unificateur pour la nouvelle ville de Montréal. Identification des pistes de projets et recommandations, Rapport final, p. 7

à qui ils versent une cotisation<sup>25</sup> – et la SDC Petite-Italie-marché Jean-Talon. S'ils payent une cotisation à la SDC, elle est moins importante que celle des autres commerçants du secteur. Contrairement à la SDBSL, il s'agit d'une cotisation fixe, résultant de la décision du Conseil d'administration de la SDC. En 2012, la société regroupait 230 membres et constitue un organisme plus réduit que la SDBSL.

Il n'y a donc qu'entre l'avenue Mont-Royal et la rue Saint-Zotique que le boulevard Saint-Laurent n'est pas géré par une SDC (ou une CDU). Ces différents organismes de développement commercial et urbain tendent à organiser le boulevard Saint-Laurent en une succession de petits territoires d'action, aux directions parfois contradictoires. Le boulevard est parfois prédominant (dans le cas de SDBSL), central (dans le cas de la SDC Petite-Italie – marché Jean-Talon) ou quasi-absent (SDC Vieux-Montréal) des actions entreprises. Leur fonctionnement en interne et leurs moyens sont également très différents et évoluent dans le temps. La SDC Petite-Italie, tout comme la CDU faubourg Saint-Laurent, ont une équipe réduite au seul directeur général. La SDC du boulevard Saint-Laurent compte quant à elle trois à quatre employés en plus du directeur général. Ces actions de territorialisation sont en tous les cas le fruit de stratégies de commerçants impliqués dans la création et dans le fonctionnement de ces organismes.

### *Histoires personnelles, histoires du boulevard, histoires des SDC*

Ces territorialisations interrogent l'entremêlement des représentations, des vagues d'immigrations, des temporalités individuelles et institutionnelles de la rue. Plusieurs commerçants sont en effet à l'origine des SDC : ils guident leur fonctionnement et leurs actions, en étant présents au Conseil d'administration, parfois à la direction générale. Trois parcours différents – celui de Henry, Cédric et Gary – dans le secteur du boulevard entre Sherbrooke et Mont-Royal, viennent illustrer l'importance de ces trajectoires individuelles dans la gouvernance de la rue, la gestion et le fonctionnement des sociétés de développement commercial. Ces récits d'entrepreneurs locaux brossent des figures importantes du cosmopolitisme du boulevard. Elles sont représentatives de l'évolution de l'immigration et des transformations économiques et commerciales : des activités industrielles et artisanales aux fonctions récréatives et de loisirs.

---

<sup>25</sup> « C'est la CGMPM qui perçoit les frais liés à l'utilisation des emplacements et des services, journaliers et modulés pour les producteurs agricoles et sous forme de baux commerciaux pour les boutiquiers. Elle tire aussi des revenus de stationnement. Comme les infrastructures sont la propriété de la Ville de Montréal, la CGMPM lui remet une redevance, soit un pourcentage de ses revenus, en tant que loyer », Pierre Vallée, « Montréal-Primeurs de saison », 19 septembre 2007, *Le Devoir*.

Le père de Henry, d'origine juive, possédait une manufacture de textile dans l'immeuble du Baxter Block (au 3660-3712 sur le côté ouest de Saint-Laurent), un édifice de style néo-roman aux grandes fenêtres arquées, construit à la fin du XIXe siècle et qui abritait lors de sa création, vingt-huit magasins et des logements au-dessus (fig. 3.2.). « En 1947, le Baxter Block est divisé en quatorze propriétés distinctes, dont plusieurs sont achetées par des locataires, comme la boulangerie Levine Brothers<sup>26</sup> ». Jusque dans les années 1980, les étages continuent d'abriter les manufactures de vêtements, comme celle du frère de Henry, spécialisé dans les manteaux. Les manufactures étaient installées au deuxième étage du bâtiment, sur de vastes espaces en long qui regroupaient le bureau, une salle d'exposition des vêtements, puis de grandes tables pour couper le tissu et enfin les machines, placées les unes derrière les autres. Dans les années 1960, parallèlement à ses études à l'université McGill, Henry travaillait au magasin le samedi à temps partiel. Il se souvient des nombreux magasins de *pedler* sur le boulevard, ces magasins qui faisaient crédit à la clientèle qui n'avait pas assez d'argent pour payer comptant. Henry insiste sur les « beaux manteaux » que la clientèle privée venait acheter dans le magasin familial (entretien, 17 octobre 2012) :

« C'était très différent : on faisait des manteaux de laine, de drap, ce qu'on appelait de drap. De drap, c'est un manteau de lainage. Et l'Eglise était plus forte dans la société, c'est toute une histoire de société. Alors disons : Pâques, les gens s'habillaient et avaient besoin de leur manteau de Pâques.

Alors ils venaient des fois commander, fallait raccourcir, tout ça. Et nous, on les vendait. Des manteaux bleus pâles avec des poignets de fourrure là parce quand même, il pouvait avoir de la neige, des fois il faisait beau mais généralement là, on savait pas...

Les gens étaient portés à porter des affaires qu'on appelait « habillées » ou ici, dans le langage du Québec, un « manteau propre ». On appelait ça un manteau propre et les plus sophistiqués, c'était un manteau de printemps. Ça, ça existait à cause que les fêtes étaient très fortes, c'était une société qui observait, l'Eglise était très présente ».

Henry s'est progressivement mis à travailler à temps plein dans le magasin de vêtements. En discutant avec d'autres commerçants, il s'est rendu compte que la rue était moins animée qu'avant. Selon lui, cette moindre fréquentation de la rue découle de la transformation des manufactures, vers une production plus industrielle, et *in fine*, de leur déménagement vers le secteur Saint-Viateur Est, puis plus au nord sur le boulevard, au nord de la rue Jean-Talon et de la métropolitaine, vers Chabanel<sup>27</sup>. Plusieurs commerçants ont alors pensé à mettre sur pied une vente-trottoir, une braderie dans la rue. Forts de ce premier succès, les mêmes commerçants dont

---

<sup>26</sup> Panneau explicatif « La Main, toujours de son temps », 3660-3712 Les Amis du boulevard Saint-Laurent, 2010.

<sup>27</sup> Ce déplacement des manufactures vers le nord de la ville a été expliquée dans le chapitre 1.

Henry ou Steve Shreter<sup>28</sup>, décident, au tournant des années 1970, de former une association bénévole pour collecter de l'argent afin d'organiser d'autres événements.. L'association bénévole portait le nom de « Village international du boulevard Saint-Laurent », en référence aux origines diverses des commerçants présents sur le boulevard, ancrant l'image du cosmopolitisme au sein de cette portion centrale du boulevard. La transformation de l'association bénévole en SDC n'a pas été chose facile, du fait de l'opposition de certains commerçants qui refusaient de payer une cotisation obligatoire. Pour la création d'un SDC, la municipalité ouvre un registre où les commerçants opposés à sa création votent, alors que ceux en faveur de sa mise en place n'ont pas à se manifester. « Si le nombre d'opposants est inférieur au nombre de personnes requises par la Loi sur les consultations publiques et les référendums, le conseil municipal peut voter une résolution autorisant la création de la SDC<sup>29</sup> ». Dans le cas contraire, la SDC ne peut pas se former, sauf à procéder à un scrutin référendaire qui nécessite plus de 50 % de voix positives de la part des intéressés. Dans le cas du boulevard, après un premier échec, du porte à porte et l'embauche d'un avocat pour gérer les démarches, la SDC a vu le jour en 2000. Henry a été le président de l'association, puis de la SDBSL, jusqu'à l'année 2012.

Henry, en tant qu'ancien manufacturier, possédait aussi des biens immobiliers : les bâtiments entre le 3686 et le 3688 Saint-Laurent regroupaient le magasin au rez-de-chaussée et les étages comprenaient un grand bureau (il avait délocalisé la fabrique ailleurs pour ne garder que l'espace de vente). Au fur et à mesure des transformations, Henry est aussi l'un de ceux qui ont transformé les étages en lofts (entretien, 17 octobre 2012) :

« Mais ces grands espaces là, un artiste est venu et il voulait le louer. Alors c'étaient les premiers artistes qui s'installaient sur la rue et louaient l'espace comme atelier et résidence. Y'avait des grands artistes. Y'avait Toussignant, en tous cas, ya plein de noms, j'ai plus en tête. Mais il y avait beaucoup d'artistes qui sont de grands artistes, qui sont installés sur la rue. (...) De Tonnancour, Seymour Segal, il y avait Stephen Lack, il y avait d'autres ici<sup>30</sup>... (...) »

On peut aussi trouver ce phénomène dans d'autres villes, où les rues commerciales, où les lofts, les anciennes manufactures sont recyclées. Mais ça, c'est arrivé naturellement, il n'y avait aucune intervention de la Ville ou de personne. C'était un besoin naturel qui est le plus fort ».

Aux transformations des anciennes manufactures en lofts pour les ateliers d'artistes, ont succédé les réhabilitations de ces espaces pour les entreprises du multimédia, d'informatique ou pour d'autres activités comme la communication, à la manière de la transformation du quartier de

---

<sup>28</sup> Steve Shreter a ouvert au milieu des années 1950 un magasin de vêtements, J.Shreter - du nom d'un de ses cousins – d'abord localisé au coin de Saint-Laurent et de Maisonneuve, puis sur le boulevard.

<sup>29</sup> Gouvernement du Québec, Direction des communications, décembre 1999, *La Société de développement commercial : une force économique*.

<sup>30</sup> Claude Toussignant est peintre et sculpteur, Jacques de Tonnancour était peintre tout comme Seymour Segal, Stephen Lack est peintre, acteur et cinéaste.

Lower Manhattan à New York (Zukin, 1982). Puis le magasin a fermé en 1995 (entretien, 17 octobre 2012) :

« Ça ne marchait plus. Comme chaque chose, ça a fait son temps. Il aurait fallu qu'on rouvre d'autres magasins dans les centres d'achat, ailleurs et avoir plus de marges d'achat (...) Alors là, on a fermé boutique et on a... Je me rappelle, la boutique était très large. Mais j'étais là-dedans puis j'étais avec quelqu'un. On avait divisé déjà parce qu'on avait loué une partie. Et là, ya quelqu'un qui rentre et dit... Cet espace-là, c'est un coiffeur, il est venu avec ses actionnaires, ils l'ont loué assez vite et c'était Funky Shop.

Puis il y avait un autre monsieur qui a loué La Godasse mais là, il a réduit ses magasins, yen a qu'une sur Saint-Denis maintenant, il en a une à Québec, mais il fait plus d'expansion, il en a une sur Saint-Denis, c'est tout ce qu'il a. Ça c'est la Godasse qui est un magasin de souliers ici.

Alors on a loué ici assez vite, on a loué les trois. On gardait le bureau pour nous, et puis on faisait des affaires, on gérait les immeubles. C'était pas beaucoup beaucoup de choses à faire, mais on gérait l'immeuble. Et après on a... parce que il y avait quand même des résidents dans l'immeuble et on avait d'autres immeubles de ce côté-ci (*l'est du boulevard alors que l'ancien magasin est du côté ouest*), quand on a vendu, on a tout vendu et à la même personne. Et voilà ».

Aujourd'hui, l'espace est occupé par le salon de coiffure Funky Toque et les magasins La Godasse et Aritmétik (fig. 3.2.). Après être resté trente-cinq ans à la tête de l'association puis de la SDC du boulevard Saint-Laurent, et après avoir vendu le reste de ses immeubles, Henry fut contraint de quitter le conseil d'administration (CA).

L'actuel directeur général de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent, Gary, était quant à lui l'ancien co-proprétaire de la pâtisserie portugaise CocoRico. Elle a d'abord ouvert au coin de la rue Roy et de la rue Napoléon en 1968, puis s'est déplacée en 1970 au coin Roy-Saint-Laurent, puis une ou deux années plus tard au coin de Napoléon et Saint-Laurent (fig. 3.2.). Henry et Gary sont issus de commerces familiaux présents de longue date sur le boulevard, miroir des vagues d'immigration juive et portugaise. Leur implication au sein de la SDBSL montre l'importance du boulevard pour ces communautés. Gary s'est peu à peu impliqué sur le CA de la SDBSL à partir de 2006, quand le boulevard allait en déclinant. En juillet 2012, il décide de quitter la pâtisserie afin de se concentrer sur son activité d'investisseur immobilier, tout en poursuivant sa carrière de militaire réserviste. Il vend ses parts à sa famille, souhaitant prendre une année sur d'autres projets, avant de revenir ouvrir un restaurant portugais sur le boulevard. À l'annonce de son retrait des affaires, le CA de la SDBSL lui a proposé le poste de directeur, qu'il a au début refusé puis accepté (entretien, 9 mai 2013) :

« Mais après de longues discussions, on s'est entendu. Au début pour un mandat de 6 mois. Ne serait que pour remettre la SDC en branle. Mais après analyse du dossier, c'était juste avant les fêtes, j'avais fait une analyse de la situation et impossible de faire une relance en 6 mois. C'est un travail d'au moins 5 ans. Donc je me suis engagé à un mandat de 5 ans ».



Figure 3.2. Les commerces et bâtiments des trois figures d'entrepreneurs de la SDBSL



Sur la photographie du haut, se trouve le Baxter block divisé en 1947 en 14 propriétés distinctes. Au rez-de-chaussée aujourd'hui, se trouvent du nord au sud: la boutique La Godasse (hors photographie), la librairie Gallimard, la boutique Aritmétik, le salon de coiffure Funky Toque, puis le café Gogo Lounge ou encore un salon de tatouage. Au centre, l'édifice Vineberg (ou Berman depuis 1950) au rez-de-chaussée duquel se trouve le Laika (4040 St-Laurent). Enfin, sur la photographie du bas, la pâtisserie CocoRico au coin de la rue Napoléon (3907 St-Laurent) (Photographies de haut en bas : Images Montréal, Les Amis du boulevard Saint-Laurent, M-L Poulot, 2013)

Avant Gary, c'était Cédric qui était président de la SDBSL. Cédric a d'abord ouvert l'Usine C, un théâtre à géométrie variable dans une ancienne usine de confiture située entre le parc Lafontaine et le Village. Il a ensuite créé l'espace de la Société des Arts technologiques sur la rue Sainte-Catherine pour les artistes dans le numérique. En 1999, il a ouvert le Laïka en lieu et place du Bistrot 4, un bar à spectacles, qui était à vendre sur le boulevard, à l'emplacement de l'ancien café Méliès (fig. 3.2.). Né à Sherbrooke, Cédric a grandi dans les Cantons de l'Est, puis a habité quelques années à Québec, avant de voyager à Paris, New York ou Milan. Il reste néanmoins très attaché à Montréal, et surtout au boulevard Saint-Laurent (entretien, 27 septembre 2012) :

« Je ne traîne pas beaucoup ailleurs à Montréal. Saint-Laurent pour moi, c'est vraiment LA place. J'aurai jamais ouvert quelque chose ailleurs que sur Saint-Laurent, malgré que Usine C, mais c'est vraiment particulier. Mais ouvrir un café comme ça, ça ne pouvait pas être ailleurs que sur Saint-Laurent. Les autres quartiers, je les respecte mais si j'ouvre quelque chose ailleurs, ça sera dans un autre pays ».

Cédric participe des nouvelles orientations de la rue, celles de l'économie culturelle et créative. Les temporalités sont aussi différentes : le parcours de Henry suit les évolutions de la rue, tandis que celui de Cédric est beaucoup plus récent, en prise avec les problématiques de transformation du boulevard, vers des activités plus culturelles. Son projet souhaitait mêler restauration et activités artistiques mais Cédric revendique également une forme d'inscription dans la tradition du boulevard. Le Laïka s'est installé dans les locaux du café Méliès du cinéma Parallèle fondé en 1970 sous l'impulsion de Daniel Langlois<sup>31</sup> et consacré au cinéma d'auteur<sup>32</sup>. Et l'immeuble appartenait à la famille de Henry, vieille famille entrepreneuriale du boulevard, à l'origine d'une SDC et siégeant au CA du Nouveau Cinéma créé par Claude Chamberlan<sup>33</sup>. Le Laïka compte aujourd'hui une clientèle d'habitues, mais aussi d'artistes étrangers, de professeurs invités, etc. Selon Cédric (entretien, 27 septembre 2012) :

« C'est au moins 50 % francophone. Et le reste, c'est moitié anglophone et moitié tout le reste ! On entend parler japonais, polonais, russe, espagnol... c'est vraiment cosmopolite.

Ben juste le nom, Laïka, c'est russe. Mais bon, c'est un hasard. (...) Je voulais un nom qui n'ait aucun rapport avec la bouffe, ou les boissons ou la rue. J'ai manqué d'appeler ça Movida ».

Ces trois parcours soulignent l'importance des trajectoires individuelles dans la création et les actions de la SDBSL. Ces trois entrepreneurs reflètent les caractéristiques et les évolutions de la rue. Ce sont également des parcours très territorialisés dans la partie centrale du boulevard,

---

<sup>31</sup> Daniel Langlois est un mécène et homme d'affaires québécois. Créateur de Softimages (vendu à Microsoft en 1994, puis à Autodesk), il possède un club privé sur le Vieux-Montréal (le 357C) et il fonde le complexe de cinéma, Ex-Centris, en 1999.

<sup>32</sup> site du complexe ExCentris : <http://cinemaexcentris.com/Historique>, consulté le 28 février 2014.

<sup>33</sup> Fondateur du Cinéma Parallèle, Claude Chamberlan a créé le festival du Nouveau Cinéma en 1971. Il constitue aussi une des « figures » du cinéma et de la *Main*.

entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal. Leurs trajectoires ne sont pas indifférentes aux projets développés pour ce territoire du boulevard comme nous allons le voir par la suite. Ces SDC fonctionnent en collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres acteurs économiques, présents sur le territoire.

### 3.1.2. La *Main* : une gouvernance à inventer

Le poids des sociétés de développement commercial ne doit pas cacher les autres acteurs du développement urbain et économique du boulevard : acteurs publics (municipalités centrale et d'arrondissement) et acteurs territoriaux communautaires (Table de concertation, corporation de développement économique et communautaire). Leurs relations tiennent tour à tour du partenariat et de la relation conflictuelle.

#### *Une multitude d'acteurs sur un même territoire d'action*

Si des partenariats se nouent entre les SDC et les arrondissements, certaines personnalités ou visions peuvent à *contrario* entraîner des blocages, voire des conflits selon les situations. Pour un des anciens conseillers d'arrondissement du Plateau Mont-Royal, le développement du boulevard dans le secteur des meubles de haut de gamme est très négatif et relève de « la vision d'une nouvelle Crescent Street promue par l'ancienne SDC<sup>34</sup> ». Un secteur unique de commerces spécialisés rend le boulevard vulnérable à la récession, mais aussi à la mode et à la venue des banlieusards. Selon ce conseiller, ce développement est dû à l'ancien directeur général de la SDBSL (entretien, 23 août 2012) :

« Comme il est lui-même propriétaire foncier et évidemment des magasins comme des tabagies ou des épiceries ne génèrent pas les mêmes profits que d'autres commerces... ».

De même, plusieurs tensions ont émergé à la suite de la décision de l'arrondissement de rajouter 600 parcomètres<sup>35</sup>, d'augmenter leur prix de deux à trois dollars l'heure de stationnement et d'étendre les plages horaires tarifées. En 2010, certains conseils municipaux d'arrondissement du Plateau ont été le théâtre d'affrontements verbaux entre la SDC et les élus autour de la politique d'apaisement de la circulation mise en œuvre par le Parti Projet Montréal<sup>36</sup>. Le Parti Projet Montréal a été élu à l'arrondissement du Plateau Mont-Royal en octobre 2009 et ses

---

<sup>34</sup> Crescent street constitue une rue de divertissement dans le centre-ville, vers le métro Guy-Concordia. L'association de commerçants la décrit ainsi : « Pour les touristes et les gens locaux la rue Crescent qui ne court que du Boulevard Sherbrooke au Boulevard-René-Lévesque, est le coeur qui fait battre la vie à Montréal avec son côté nocturne électrisant et ses événements de classe mondiale », <http://www.crescentmontreal.com/fr>, site consulté le 1 septembre 2014.

<sup>35</sup> des horodateurs

<sup>36</sup> CBC News, « Plateau parking tensions continue to rage », 23 novembre 2010.

dirigeants ont décidé d'appliquer cette réforme dès l'hiver suivant sur le boulevard. De nombreux commerçants de la rue (mais aussi de l'avenue Mont-Royal et la rue Saint-Denis<sup>37</sup>) ont réagi très violemment contre cette augmentation, arguant qu'elle allait entraîner une diminution de la fréquentation de la rue et, à terme, le déclin de la vitalité commerciale<sup>38</sup>. Sur le boulevard, une campagne a été lancée avec des affiches présentant une photographie du maire Luc Fernandez et en dessous : « non Merci ! », si bien que le dialogue a été rompu pendant un temps entre les deux acteurs. Cet épisode s'inscrit dans le cadre de la décentralisation et des difficultés des arrondissements à posséder un budget conséquent pour mettre en œuvre leurs projets. L'ancien directeur de la SDC était plutôt contre la décentralisation, s'entendant mieux avec l'administration centrale. Aujourd'hui, la présence d'un élu de l'arrondissement du Plateau dans le CA des sociétés de développement commercial (SDC) de l'avenue du Mont-Royal, de la rue Saint-Denis et du boulevard Saint-Laurent œuvre à un rapprochement entre les deux acteurs<sup>39</sup>.

Surtout, et comme la littérature scientifique sur ces formes de territorialisations le montre, les SDC étaient pensées à l'origine pour combler les lacunes de l'administration municipale. Les responsables des SDC et de la CDU en conviennent et constatent des abandons de gestion de plus en plus importants de la part de la municipalité. Le directeur général de la CDU du Faubourg Saint-Laurent explique cette situation en ces termes (entretien, 11 octobre 2012) :

« Ce qu'on constate, et ce que plusieurs commerçants remarquent, et même les SDC, c'est qu'avec le temps, c'est comme si la Ville s'était délaissée de ses fonctions de base en se disant : "ben là, on a des SDC, donc eux autres vont s'occuper de mettre des fleurs, eux autres vont s'occuper de passer un peu le balai, eux autres vont s'occuper de mettre des décorations de Noël", toutes ces choses-là.

Ce qui fait qu'il y a beaucoup de commerçants qui commencent à se dire : "Ben un instant là. Je paye déjà très très cher de taxes municipales à Montréal pour les fonctions de base que je devrais recevoir de la ville de Montréal, c'est-à-dire l'enlèvement des déchets, le nettoyage, l'embellissement et puis la décoration festive. Fait que comment ça se fait que j'dois payer en plus une autre taxe à côté pour le même service que la Ville ?" Ya une grosse inquiétude qui... pas une inquiétude, mais il se passe un problème.

Je pense qu'à un moment, les sociétés de développement commercial devraient être là pour représenter tous les intérêts des membres, mais surtout pour assurer que le territoire a une cohésion et puis qu'est bien vendu, c'est-à-dire qu'on fait une promotion du territoire ».

---

<sup>37</sup> Jeanne Corriveau, « Plateau-Mont-Royal – Le tarif des parcomètres blâmé pour les mauvaises affaires des commerçants », 5 septembre 2013, *Le Devoir* : <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/386684/le-tarif-de-parcometres-blame-pour-les-mauvaises-affaires-des-commerçants>, site consulté le 26 juillet 2014.

<sup>38</sup> Daphnée Tranchemontagne, « L'art de la guerre », 18 novembre 2010, *Le Plateau* : <http://www.leplateau.com/Actualites/Vos-nouvelles/2010-11-18/article-1974223/L%26rsquoart-de-la-guerre/1>, consulté le 22 février 2014.

<sup>39</sup> Projet Montréal, 3 février 2014 « Pour la vitalité des artères commerciales – Le Plateau Mont-Royal se rapproche de ses SDC », <http://projetmontreal.org/communiqués/pour-la-vitalite-des-arteres-commerciales-le-plateau-mont-royal-se-rapproche-de-ses-sdc/>, consulté le 23 février 2014.

Pour le directeur de la CDU, le mandat des SDC est la « promotion du territoire ». Or, la Ville et les municipalités d'arrondissements utilisent les SDC comme une forme de délégation de services publics, mais sans le dire officiellement : pour l'embellissement (l'arrondissement du Plateau Mont-Royal verse par exemple 2000 \$ à la SDC afin qu'elle verdisse les terrasses publiques<sup>40</sup>) ou le nettoyage des rues (La CDU et la SDBSL emploient des personnes afin de nettoyer les trottoirs).

L'absence de partenariats ou de dialogues peut aussi mener à des tensions, à un désintérêt mêlé d'incompréhension ou à une coopération pragmatique, comme dans le Quartier chinois. Le peu d'interface avec les milieux d'affaires dans le quartier est souligné par un commissaire au développement économique de l'arrondissement Ville-Marie (entretien, 24 octobre 2012) :

« C'est quand même un clash culturel. Ce qui est important, c'est de vraiment sortir nos valeurs du développement urbain qui sont pas du tout les mêmes que les leurs aussi, même l'occupation du domaine public est différent. Ce qui fait l'ambiance du quartier aussi !

Comme là, on s'est rendu compte qu'il y avait un marché, un marché public qui était pas autorisé, c'est simplement des marchands qui viennent vendre leurs trucs la fin de semaine dans un parc du Quartier chinois, dans un espace ouvert. On se dit on est quasiment mieux d'aller avec le courant et de voir comment on peut autoriser la chose et de légaliser ça, parce que ça ajoute quelque chose plutôt que d'essayer... C'est vraiment... ce qui fait que c'est un petit monde à part ».

Dans l'actuel quartier des spectacles, la présence de deux organismes de développement urbain sur le même territoire pose des questions en termes de compétences (fig. 3.3.). La mise en place du Partenariat du quartier des Spectacles en 2003 sur le même territoire interroge le mandat de la CDU faubourg Saint-Laurent: certains des objectifs des deux organismes semblent se recouper. Alors que l'arrondissement Ville-Marie confiait à la CDU le soin d'animer la place de la Paix sur le boulevard Saint-Laurent en collaboration avec la Société des Arts technologiques et d'autres intervenants, les événements sur les places publiques sont désormais du ressort du Partenariat du quartier des Spectacles. Le Partenariat du Quartier des Spectacles avait été créé à l'origine pour les intérêts des salles de spectacles, mais la municipalité l'a chargé d'autres mandats. Les directeurs des salles de spectacles ont alors créé un groupe de travail particulier en 2011 intitulé la Table de concertation des salles du Quartier des Spectacles<sup>41</sup> qui :

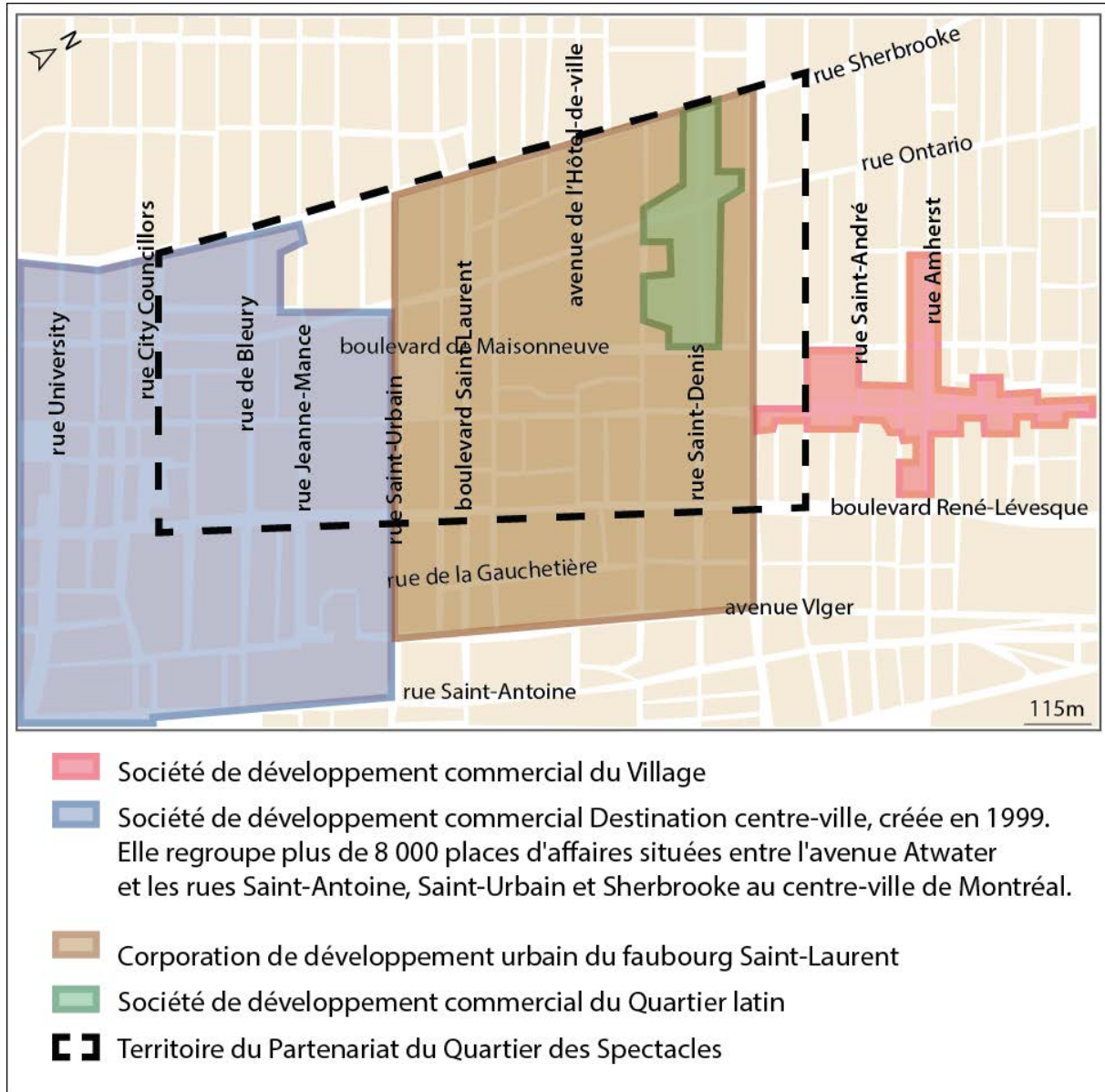
---

<sup>40</sup> Ville de Montréal, Plateau Mont-Royal, communiqués, faits saillants de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 3 juin 2013 : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=7297,75337594&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL&i\\_d=21064](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7297,75337594&_dad=portal&_schema=PORTAL&i_d=21064), site consulté le 20 mars 2014

<sup>41</sup> Ces membres de la Table sont aussi présents au sein du Partenariat du Quartier des Spectacles sous la forme du Comité des salles de spectacle.

« réunit les salles et lieux de diffusion situés dans le Quartier de spectacle dont l'activité principale est la présentation et la diffusion de spectacles. Pour l'instant, les petits lieux, bars ou cafés, qui présentent occasionnellement des spectacles, n'y sont pas présents<sup>42</sup> ».

**Figure 3.3. Les différents organismes de développement dans le faubourg Saint-Laurent**



Réalisation : M-L Poulot, 2014, d'après Arrondissement Ville-Marie, PPU Quartier des Spectacles – Quartier latin, mai 2013, p.95.

La multiplication des acteurs du développement sur ce même territoire aboutit à des problèmes de gouvernance, au point que la municipalité d'arrondissement de Ville-Marie propose une fusion entre les différents partenaires économiques sur le territoire du Quartier des

<sup>42</sup> Table de concertation des salles du Quartier des Spectacles, novembre 2012, Mémoire sur le programme particulier d'urbanisme – pôle Quartier latin, OCPM.

Spectacles, puisque le faubourg Saint-Laurent ne comprend pas moins de cinq organismes sur son territoire (fig. 3.3.) :

«La mise en commun des efforts et des ressources sous une seule instance de développement commercial est la voie privilégiée par l'arrondissement pour assurer la consolidation et la vitalité commerciale de l'ensemble du Quartier des spectacles. Cette instance travaillera en étroite collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles<sup>43</sup> ».

Cette multitude d'acteurs ne s'arrête pas là : « des groupes et des organisations, issus du secteur communautaire autonome mais également de partenaires institutionnels, participent à des démarches communes en vue d'améliorer les conditions de vie » (Sénécal, Cloutier, Herjean, 2008 : 192). Ce sont notamment les Tables de concertation ou Tables de quartier, dont l'action est soutenue par la municipalité centrale depuis 2006<sup>44</sup>. Ces tables de concertation permettraient la création d'un espace transactionnel où se forme la figure du quartier (Sénécal, Cloutier, Herjean, 2008). Là encore, les contours géographiques de ces organismes ne recourent pas forcément les limites des territoires des SDC et les objectifs ne sont pas les mêmes. La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, créée en 1997, regroupait en 2012 entre soixante-dix et quatre-vingt membres, résidents et organismes. Comme l'explique un des fondateurs de la Table, elle se concentre sur l'aspect social du quartier (entretien, 2 octobre 2012) :

« La Table de concertation est donc un lieu de concertation, mais aussi un lieu de consultation pour le milieu. Pour rejoindre les résidents, les habitants du quartier. Et donc on a fait des choses comme ça, donc ya un aspect étude un peu qui est relié à ça, et ya un aspect mobilisation citoyenne. Et la mobilisation citoyenne, on l'a fait en partie par des forums publics, certains forums citoyens. On en faisait plusieurs dans le temps. Maintenant, ils sont plus espacés, mais c'est toujours une dimension de notre activité. Donc les forums dans une perspective de mobilisation citoyenne, toujours autour d'enjeux du quartier et puis quelque chose qui est ouvert ».

La Table a plutôt un rôle d'intermédiaire. Ses moyens financiers sont réduits, elle envisage des directions à prendre (une « vision du quartier ») et les propose ensuite aux acteurs institutionnels (Ville et arrondissements) (entretien avec le directeur de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, 2 octobre 2012) :

« On a initié certains projets déjà mais on n'est pas dans des opérations. On a, si vous voulez, une dimension studieuse, j'dis pas de recherche, c'est un trop grand nom là. Mais on essaie de travailler notamment avec l'UQAM ici, sur des dossiers, faire une recherche plus en profondeur. On a fait une recherche historique, une histoire de quartier (...) À un moment donné, (...), La ville voulait faire un plan de développement du secteur Saint-Laurent / Sainte-

---

<sup>43</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme (PPU) du Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*, p. 94.

<sup>44</sup> Au travers de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, la Ville de Montréal, Centraide du Grand Montréal et la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal soutiennent financièrement les Tables de quartiers. (Ville de Montréal, 2006, *Un quartier où il fait bon vivre, L'initiative montréalaise de soutien au développement social*).

Catherine et puis y'avait des propositions d'aménagement et ils voulaient consulter la population pour faire ça alors ils nous ont demandé de jouer l'intermédiaire ».

Enfin, un dernier acteur important agit sur le territoire du boulevard Saint-Laurent : les corporations de développement économique et communautaire (CDEC) (encadré 3.1). Entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, les entrepreneurs qui ont un bureau aux étages se sentent mis à l'écart des actions de la SDBSL, car la société agit surtout au niveau des boutiques et locaux du rez-de-chaussée. Ainsi, les activités et entreprises aux étages sont plutôt du ressort de la CDEC opérant sur le territoire, la CDEC Centre Sud-Plateau-Mont-Royal. Son dispositif de développement communautaire est d'inspiration très différente des SDC centrées sur le développement économique. Le directeur de la société de développement du boulevard Saint-Laurent explique la forte présence des entreprises aux étages comme une originalité du boulevard par rapport aux autres territoires des SDC (entretien, 9 mai 2013) :

« parce que les autres SDC ont bien sûr quelques établissements aux étages, mais très minimes, donc ça passe bien. Ici, on a plusieurs centaines de... Presque 50 % de nos membres sont aux étages. Et pourtant, on ne leur offre pas de services. Ou virtuellement pas. Les services qui sont fournis ne sont pas vraiment adaptés pour eux ».

Les deux organismes – SDBSL et CDEC – sont donc amenés à travailler sur le même territoire, mais pas forcément avec les mêmes acteurs sur le terrain (résidents, commerçants, organismes, entreprises, etc.).

### **Encadré 3.1. Les CDEC, une forme de développement communautaire local**

Des organisations communautaires à but non lucratif se sont développées depuis le milieu des années 1980 dans les quartiers montréalais les plus touchés par la désindustrialisation. Au milieu des années 1990, sept corporations de développement économique et communautaire (CDEC) existent à Montréal, chacune d'entre elles recouvre le territoire d'un arrondissement et reçoit des aides des gouvernements fédéral et provincial, ainsi que de la municipalité centrale. « Les CDEC rassemblent divers intervenants issus notamment des services publics gérés par l'État, des entreprises du marché et des organismes communautaires émanant de la société civile, autour d'un objectif commun, soit la revitalisation sociale et économique de quartiers durement frappés par le chômage et la pauvreté » (Morin, 1998 : 127). Les CDEC sont apparues dès 1984, s'appuyant sur « le passé des mouvements urbains montréalais », en faisant appel à l'idée alternative de « développement économique local et communautaire » (DELIC) (Hamel, 1991 : 156). Le DELIC, en s'attaquant au « manque de *d'entrepreneurship* local » (Lemelin, Morin, 1991), est « un processus de revitalisation socio-économique d'une communauté vivant sur un territoire donné, processus qui mise sur la valorisation des ressources locales et qui se fonde sur la concertation d'acteurs locaux issus des milieux public, privé, syndical et communautaire de même que sur la participation des populations marginalisées sur les plans économique et social » (Morin,



Latendresse, Parazelli, 1994 : 11). Le but principal des CDEC est d'amener les acteurs à se concerter et à mettre en œuvre des projets de développement de nature partenariale, à se mettre en relation et à découvrir des objectifs communs. Elles visent à appuyer l'entrepreneuriat local afin de faciliter la création d'emplois locaux et de contribuer à l'employabilité des sans-emploi. Elles ont été institutionnalisées dans les années 2000 dans le cadre des réformes de la gouvernance du développement territorial mises en œuvre par le Gouvernement du Québec (Klein, Morissette, 2013 : 17).

La CDEC du Centre Sud-Plateau-Mont-Royal intervient sur le boulevard en concertation avec les autres organismes, ou, comme le dit son directeur (entretien, 28 juin 2012) : « avec les communautés, avec les citoyens, les travailleurs et (...) avec les promoteurs immobiliers ». La CDEC offre un « service d'employabilité » pour aider les particuliers et les organismes à revenir sur le marché du travail et un centre local de développement (CLD), financé par le Secrétariat à la région métropolitaine<sup>45</sup>. Ce dernier a « trait à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes : le démarrage d'entreprises, l'aide au démarrage d'entreprises et l'appui aux entreprises existantes du territoire » (entretien avec le directeur de la CDEC, 28 juin 2012). Sur seize employés, plus de la moitié travaillent pour le CLD, dont les actions concernent surtout le boulevard Saint-Laurent (entretien, 28 juin 2012) :

« Donc, dans ce sens-là, la rue Saint-Laurent, à cause des étages, c'est beaucoup plus intéressant. Ça a un champ d'action beaucoup plus important que l'avenue Mont Royal. On intervient peu sur les rez-de-chaussée : c'est la SDC qui s'en occupe, même si elle touche les étages aussi... C'est pas commercial les étages. On devrait en principe desservir les étages. Ça n'a pas été tellement fait jusqu'à maintenant, à cause de la nature communautaire de la CDEC. Encore maintenant, on a des débats : servir les gens, ou servir les entreprises ? ».

Enfin, plus au nord du boulevard, la CDEC Rosemont-Petite-Patrie (et son propre centre local de développement) œuvre dans le secteur de la Petite Italie.

L'analyse de la gouvernance sur le territoire des SDC montre les difficultés des coordinations entre les différents acteurs publics, privés et communautaires qui agissent le long du boulevard Saint-Laurent. En outre, la SDBSL a une logique territoriale centrée sur une artère unique, alors que les CDEC ont une logique de quartier. Tous n'ont pas les mêmes objectifs (sociaux ou économiques notamment), ni les mêmes moyens. La recherche de compromis passe par des partenariats (les municipalités utilisent parfois les SDC comme des prestataires de services), mais n'est pas exempte de tensions avec des stratégies de contournement ou de mises à l'écart. On constate toutefois que les différents acteurs préfèrent adopter un certain pragmatisme dans les actions engagées : une alliance semble préférable aux conflits. En revanche, ces alliances

---

<sup>45</sup> Créé en 2012, le Secrétariat à la région métropolitaine a hérité d'un certain nombre de mandats à l'égard de la région métropolitaine de Montréal qui relevaient auparavant du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

ne concernent souvent que certaines portions du boulevard, au détriment des autres. Enfin, les tensions peuvent aussi exister en interne, au sein de la Société de développement commercial elle-même.

### *Des SDC en restructuration : comment intégrer les spécificités du boulevard ?*

Tout d'abord, de nombreux commerçants ignorent l'existence et les actions des Sociétés de développement commercial. Dans le quartier de la Petite Italie, un commerçant, installé depuis une vingtaine d'années sur le boulevard, évoque la SIDAC, l'ancien nom des SDC, mais ne connaît aucune initiative de sa part (entretien, 22 octobre 2012). L'actuel propriétaire du café Laïka, devenu un des membres du Conseil d'administration puis président de la SDC à la suite de Henry, explique également (entretien, 27 septembre 2012) :

« Tu vois, j'ai ouvert Laïka il y a 13 ans et demi. Pendant 7 ans, je ne savais même pas qu'il existait la Société de développement du boulevard, je payais les trucs mais... ».

Certains commerçants se plaignent d'un manque de visibilité de la part de la Société de développement commercial et d'une absence de réel programme de développement pour le secteur. D'autres soulignent que lors des ventes trottoirs, il leur est difficile de sortir leurs produits et que cela n'augmente pas leurs ventes de manière significative. Ainsi, un employé de la librairie italienne (qui vend des livres et de la presse italienne) travaillant dans le commerce depuis 2005 est très nuancé (entretien, 14 août 2013) :

« oui, on se prépare un peu, mais c'est que... la rue est bloquée, on peut mettre des choses à l'extérieur, mais il faut payer pour ça. Donc ici, c'est un peu compliqué. Ce sont les restaurants plutôt qui mettent des trucs dehors. (...) Parce que vous voyez, quand on fête, quand on fait cette grande fête, il n'y a rien pour attirer, nous on vend des livres, on est toujours là, eux ils vendent des t-shirts. On sort dans la rue et ça change rien ».

Ces critiques dans la Petite Italie se retrouvent chez les commerçants présents entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal. Selon un des membres du Conseil d'administration de la SDBSL, elles ne sont pas fondées puisque la SDC est ouverte aux propositions de tous les commerçants et que les réunions d'informations ne font jamais salle comble : il s'agit plutôt d'un problème de participation. Un ancien membre du Conseil d'administration de la SDBSL constate (entretien, 14 août 2013) :

« C'est parce que les gens ne participent pas. On envoyait des convocations, les gens de bureau allaient rencontrer des gens. Alors on prenait la route de ce qu'avaient proposés les membres présents et participants. Alors c'est comme ça qu'on a développé le boulevard Saint-Laurent. Et c'est la même chose ».

Entre la rue Sherbrooke et la rue Mont-Royal, la SDC s'est trouvée sans directeur général pendant huit mois, à la suite d'un désaccord sur les formes de développement à privilégier entre Conseil d'administration (CA) et direction. Le CA a décidé de se séparer du directeur, arrivé

à son poste en juillet 2010, et de gérer lui-même la SDC, le temps de recruter un nouveau directeur. Ce dernier évoque cette période difficile « d'intérim » (entretien, 9 mai 2013) :

« On s'attendait bien sûr à ce qu'il n'y ait pas de dossiers qui avancent. Mais plutôt au moins qu'il n'y ait pas de dépenses loufoques qui soient faites, pas d'actions qui soient prises sans résultats. On pouvait plus se permettre de prendre les actions sans qu'il y ait de résultats. Notre perte de crédibilité en était déjà à son comble. Plusieurs actions avaient été prises et avaient été exécutées de façon inadéquate ».

Ainsi, la mise en place du wifi sur le territoire de la SDBSL suscite des réactions mitigées. L'ancien président de la société que j'ai rencontré dans un café sur le boulevard en convient (entretien, 17 octobre 2012) :

« Tu sais, on a le wifi sur la rue, je sais pas si ça sert à quelque chose. Ça nous a coûté beaucoup d'argent. On a le wifi, ça nous a coûté BEAUCOUP d'argent. Je sais que généralement, je rentre dans un magasin et puis ils disent : “nous avons notre wifi, nous avons notre propre wifi”. C'est pas assez profond ou ça coûte de l'argent avec Bell, avec les 30 premières minutes gratuites tandis qu'un étudiant va s'asseoir comme ici... ».

Les trois anciens directeurs généraux à la tête de la société jusqu'en 2006, étaient selon les termes de l'actuel directeur (entretien, 9 mai 2013) :

« Extrêmement compétents, sur le papier, théoriquement. Mais en pratique... Pour représenter la démographie qu'on a ici, je veux dire que ce soit pour représenter des industriels, peut-être ou pour représenter des corporations... Mais pour représenter des commerçants très particuliers qui existent sur une artère très particulière dans un contexte unique. Ça prend quelqu'un qui est capable de comprendre... Donc c'est pas un travail de fonctionnaire, et c'est une position qui a été traitée comme une position de fonctionnaire, ce qui est pas le cas ».

Plusieurs anciens membres du CA partagent cette opinion. Le propriétaire du café Laïka sur le boulevard a donc remplacé le directeur pendant huit mois, en attendant que les « chasseurs de tête » trouvent un candidat adéquat (entretien, 27 septembre 2012) :

« Je suis directeur par intérim, parce que j'ai remercié le directeur. Parce que la SDC, la société de développement du boulevard Saint-Laurent, ça représente 600 places, j'dirais places d'affaires, mais c'est pas juste les commerces : on est à peu près 300 au rez-de-chaussée, 300 dans les étages. Ça inclut aussi tous les organismes à but non lucratif, culturels éventuellement, les festivals, les galeries. C'est assez large.

Et puis pour moi, en faisant la promotion de la culture, c'est mettre de l'avant quelque chose qui existe pas ailleurs. Et indirectement, en créant des événements culturels et en faisant des actions qui mettent en valeur les attraits culturels du boulevard Saint Laurent, et en en parlant dans la presse, ça ajoute, ça bénéficie aux commerçants indirectement. Mais indirectement, c'est dur des fois de le faire comprendre : “qu'est-ce que ça donne ?”, “Regarde, on a une demi-page dans le journal”, ça vaut pas mal plus que 15 000 publicités. Je trouve ça important d'aider la culture, ça me semble essentiel. Même si j'en tire moi-même aucun bénéfice directement ».

Le propriétaire du Laïka explique le limogeage de l'ancien directeur par son incapacité à prendre en compte la montée du « côté culturel » dans la promotion du boulevard, d'où la mise en place de projets qui étaient en décalage avec les attentes des membres renvoyant à un problème de communication avec les commerçants de l'artère. C'est aussi la marque d'un changement de priorités pour le boulevard : le culturel en lieu et place du seul commercial.

D'autres membres du CA évoquent aussi la particularité de développement d'une rue comme Saint-Laurent, particularité que ni l'ancien directeur, ni le précédent n'auraient su comprendre. Filipe, un ancien membre du CA de la SDBSL, regrette leur approche étroite en termes de rue de quartier, alors qu'elle est aussi une *Main street* (entretien, 14 août 2013) :

« Parce que la rue ne se développe pas seulement – spécialement le boulevard Saint-Laurent – pour les gens qui habitent dans ce quartier-là. Le boulevard Saint-Laurent, c'est une artère commerciale montréalaise, donc ça veut dire qu'elle doit se développer en pensant à Montréal, dans l'île de Montréal. Parce qu'aujourd'hui, vous parlez n'importe où et tout le monde connaît le boulevard Saint-Laurent. Donc il faut continuer ce développement là avec un développement de l'île de Montréal et non pas de quartier. Le boulevard Saint-Laurent, ce n'est pas une rue commerciale de quartier. Elle l'est, mais elle est encore un peu plus ».

Ce double rôle local et métropolitain du boulevard oblige à réfléchir à une mixité commerciale. La Fondation des rues principales (Québec), créée en 1985, pour « favoriser le maintien du réseautage et du maillage entre les SDC du Québec<sup>46</sup> » et promouvoir la diversité commerciale sur les artères commerciales du Québec, propose une typologie de biens et services – restauration et divertissements, achats courants, semi-courants et réfléchis<sup>47</sup> – qu'on retrouve sur les artères commerciales. C'est bien le cas du boulevard qui allie résidentiel, espaces publics, parcs, activité commerciale particulièrement diversifiée au rez-de-chaussée (bars, restaurants, dépanneurs, fast-food, magasins de meubles de haut de gamme, bijouteries, quincailleries, pharmacies, grandes chaînes comme Pharmaprix ou Jean Coutu) et bureaux aux étages. Pourtant, le boulevard Saint-Laurent ne fait pas partie du programme de la fondation, qui s'occupe uniquement des SDC situées à l'extérieur de Montréal. On retrouve là les paradoxes d'une *Main street* urbaine, voire métropolitaine, au sein d'une réflexion en aménagement qui privilégie les *Main Streets* des villages et petites villes<sup>48</sup>.

Ces problèmes de gestion paraissent récurrents : la gouvernance interne est une des questions majeures pour les SDC et leurs adhérents et toutes s'engagent dans des restructurations plus ou moins importantes. La SDC Vieux-Montréal a également connu des tensions, tant sur l'augmentation de la quote-part de prélèvement de chaque marchand sur la taxe d'affaires, que sur

---

<sup>46</sup> Fondation Rues principales, 2009, *Rapport annuel 2009*. Québec: Fondation Rues principales.

<sup>47</sup> Fondation Rues principales, mars 2004, *Étude sur la composition commerciale des artères traditionnelles. À la recherche d'un équilibre commercial pour les rues principales / Fondation Rues principales & Ministère du Développement économique et régional et de la recherche, La composition commerciale idéale: Résumé de l'étude sur la diversité commerciale « idéale »*, Québec.

<sup>48</sup> Cf. supra. Chapitre 1. 1.2.2. Une Main Street pas comme les autres ?, pp. 70-74.

les actions envisagées<sup>49</sup>, si bien qu'elle a engagé une nouvelle équipe en 2010 afin de rectifier les dysfonctionnements<sup>50</sup>, ainsi que l'annonce son plan d'action de 2010 :

« Nous avons restructuré le fonctionnement interne de la SDCVM, nous avons modifié l'architecture budgétaire qui répond davantage à un modèle de gestion par projets et nous avons axé nos relations avec les membres vers un mode cherchant davantage la convivialité et la participation<sup>51</sup> ».

Il en est de même avec l'arrivée, depuis 2013, du nouveau directeur de la SDBSL. Il n'a conservé que trois postes : le directeur général, l'adjoint à la culture et l'adjoint à la direction. La SDBSL se transforme, privilégiant le *branding* avec la participation de spécialistes pour le marketing et la communication. La Société a désormais recours à la sous-traitance, avec une agence de communication et une agence événementielle : l'agence Écorce pour le travail de *marketing* et *branding*, qui sous-traite à son tour les relations publiques à l'agence Hansen et l'événementiel à A2&Co<sup>52</sup>. Cette nouvelle importance accordée à la communication et à la publicité reflète aussi les logiques concurrentielles entre les différentes sociétés qui doivent positionner leur territoire en se démarquant des autres.

### 3.1.3. Une gouvernance morcelée : quelle unité du boulevard ?

Ces territorialisations multiples participent de la création et promotion d'une image particulière associée à ces quartiers, pour aller vers une appellation susceptible d'être partagée et connue de tous. Ainsi, l'Association pour la promotion de la Petite Italie est devenue la SDC Petite-Italie-marché Jean-Talon. Cet ajout du marché public dans le territoire d'action de la SDC s'inscrit dans les logiques de concurrence entre les différents organismes : avec cette nouvelle appellation, ce territoire affiche une entrée « européenne et « agroalimentaire » tout à fait originale (entretien avec le directeur de la SDC, 12 septembre 2011). Plus au sud, la CDU a conservé le nom de « faubourg Saint-Laurent », quand celui de Quartier des Spectacles tend à s'imposer. Le

---

<sup>49</sup> « SDC Vieux-Montréal : gestion hautement critiquée », 7 juin 2009, *La métropole* <http://www.lametropole.com/article/affaires/affaires/sdc-vieux-montr%C3%A9al-gestion-hautement-critiqu%C3%A9e>, consulté le 28 février 2014.

<sup>50</sup> « Virage majeur à la SDC Vieux-Montréal », 19 mai 2010, *La métropole* : <http://www.lametropole.com/article/affaires/affaires/virage-majeur-a-la-sdc-vieux-montreal>, consulté le 28 février 2014.

<sup>51</sup> Société de développement commercial Vieux-Montréal, Bilan des activités 2010 – Plan d'action 2011.

<sup>52</sup> L'agence Ecorce se définit comme atelier créatif et est située à l'étage du 3451 Saint-Laurent, juste au nord de la rue Sherbrooke (<http://www.ecorce.ca/>, site consulté le 31 mars 2014), Hansen est un cabinet d'affaires publiques (<http://hansenrp.ca/>, site consulté le 31 mars 2014), et l'agence A2&Co est spécialisée en marketing événementiel (<http://a2andco.com/>, site consulté le 31 mars 2014).

faubourg Saint-Laurent devient un quartier urbain entre 1810 et 1970<sup>53</sup> : après avoir été un quartier populaire puis un quartier bourgeois, « l'intensification des activités industrielles et commerciales favorise l'écllosion d'un quartier ouvrier et d'immigrants<sup>54</sup> », mixte tant au niveau social que fonctionnel, volontiers qualifié aujourd'hui de « carrefour de la vie culturelle montréalaise » et de « milieu d'accueil et de rencontre interculturelle », ce qui n'est pas mis en avant au sein du projet de quartier culturel. L'utilisation du toponyme « faubourg Saint-Laurent » se généralise dans les années 1990, au moment de la naissance de la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent, de la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent et du Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent. Cependant, avec la création du Quartier des Spectacles, les membres de ces organismes interrogent le bien-fondé de l'appellation « faubourg Saint-Laurent » (entretien avec l'un des fondateurs de la Table de concertation, 2 octobre 2012) :

« On est un peu dans une position un peu embarrassante actuellement depuis 2002-2003. Compte tenu du besoin de renforcer la fonction culturelle du quartier, de revitaliser un peu les salles de spectacles dans le quartier, il y a un acteur culturel qui a mis de l'avant l'idée de créer un Quartier des Spectacles. Et cette idée-là de Quartier des Spectacles, on l'a un peu contesté au début, même dans ce document-là [le mémoire déposé à l'OCPM<sup>55</sup>], on conteste un peu cette appellation-là. Et puis finalement, elle a fait son chemin, elle a fini par être acceptée. Et puis maintenant, dans l'imaginaire collectif, le faubourg Saint-Laurent, c'est plutôt le Quartier des Spectacles, c'est ça maintenant l'appellation ».

La Table, de même que la CDU, prône plutôt l'idée d'un quartier multifonctionnel, ancré dans les héritages historiques, alors que l'appellation « Quartier des Spectacles » renvoie plutôt à une mono-activité. Le directeur de la CDU Faubourg Saint-Laurent va aussi dans ce sens (entretien, 11 octobre 2012) :

« parce que historiquement, nous le Faubourg Saint-Laurent, on a les limites du vrai faubourg Saint-Laurent, puis c'est le quartier des Spectacles qui est devenu Quartier des Spectacles et qui a pris ces limites-là. Ça va être quoi le nom ? Je le sais pas... On a failli à un moment donné, on va changer de nom, on va s'appeler Société de développement du Quartier des Spectacles, mais là... c'est un peu... c'est aller vite en affaire. (...)

Et le problème aussi, c'est qu'à mon avis, le faubourg Saint-Laurent, ça explique tout, peut-être pas pour le Quartier des Spectacles, peut-être pas au plan culturel. Mais ça explique le territoire. Parce que c'est ça, c'est quand ils ont créé le faubourg, ils sont sortis du bourg qu'était la vieille ville de Montréal, la Ville-Marie, la ville fortifiée. Puis, le long du boulevard Saint-Laurent, ils se sont créés des quartiers. L'épine dorsale, c'était le boulevard Saint-Laurent. Et c'est de là que tout le faubourg s'est créé. Donc le faubourg Saint-Laurent était intimement lié au boulevard Saint-Laurent. Donc on est le faubourg Saint-Laurent. C'est pour ça qu'on veut pas changer cette identité-là. On peut greffer faubourg Saint-Laurent, que les gens finissent par associer le faubourg

---

<sup>53</sup> Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, UQAM, 2009, *Une histoire illustrée du faubourg Saint-Laurent*.

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, 11 juin 2009, Dépôt d'un mémoire pour les projets Quadrilatère Saint-Laurent et 2.22 Sainte-Catherine, Office de consultation publique de Montréal.

Saint-Laurent au Quartier des Spectacles. Mais c'est sûr que n'importe qui en communication te dirait : «ben là, ça crée un conflit dans l'imaginaire». Mais pour le moment, le faubourg Saint-Laurent au plan géographique, c'est ça, on est le faubourg. On partait de Saint-Laurent et puis ça allait jusqu'à Bleury, et puis ça s'étendait jusqu'à Amherst qui étaient les deux axes [qui délimitent le quartier à l'ouest et à l'est]... ».

L'enjeu recoupe la question des limites du faubourg Saint-Laurent qui continuent de fluctuer dans les discours (fig. 3.3.). Si le directeur de la CDU faubourg Saint-Laurent délimite le quartier à l'ouest par la rue Bleury et à l'est par la rue Amherst, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent évoque en 2013 un « quadrilatère bordé par la rue Sherbrooke au nord, la rue Amherst à l'est, la rue Viger au sud et la rue University à l'ouest<sup>56</sup> ». Dans le rapport de Melvin Charney (1980), les limites du secteur allaient du boulevard de Maisonneuve au Nord à l'autoroute Ville-Marie au Sud, et de la rue Saint-Denis au boulevard Saint-Laurent d'Est en Ouest. Le faubourg Saint-Laurent ne cesse de s'élargir, tout en faisant l'objet de délimitations plurielles. Certains auteurs comme Michel Parazelli (2009) désigne par exemple le faubourg Saint-Laurent comme un quartier « délimité par un quadrilatère formé des rues Sherbrooke et Sainte-Catherine pour l'axe nord-sud et par les rues Sanguinet et Berri pour l'axe est-ouest ».

Entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, l'actuel directeur de la SDBSL se pose aussi la question de l'appellation du territoire d'action de la société de développement (entretien, 9 mai 2013) :

« Avec l'agence de communication donc, le mandat consistait donc entre autres à définir et à valider le nom d'exploitation de la SDBSL. Si on veut *brander* une rue. Comment je pourrais dire ? La SDBSL, je m'en fous que l'on parle d'elle ou pas. Que personne sache que la SDBSL existe, tant mieux ! Ce qui est important, c'est qu'on parle du boulevard Saint-Laurent. En ce moment, et jusqu'à aujourd'hui, il y avait toujours... dans n'importe quelle communication ou activités, on voyait la SDBSL, mais on s'en fout !

Et donc, les raisons pour lesquelles de redéterminer le nom de l'exploitation ou de le valider ! C'est-à-dire est-ce qu'on garde le nom de la SDBSL et on parle du boulevard Saint-Laurent ou est-ce que la SDBSL prend le nom de La Main ou le boulevard Saint-Laurent ou est-ce important ? C'est pour ça qu'on a des professionnels. Je peux m'avancer, moi, mais faut qu'on fasse une étude, faut qu'on y pense. Faut le justifier. Le nom de l'exploitation resterait le même peu importe qu'on ait Prince-Arthur ou pas parce que le nom serait *irrelevant*. Ou il s'adaptera pour vraiment représenter Prince-Arthur et la Main. On va voir ce que les études montrent... »

Ces hésitations autour d'une appellation soulignent combien l'opération de *branding* est devenue essentielle avec des mises en concurrence toujours plus fortes entre sociétés. Dans cette logique, il n'existe pas de prise en charge globale de l'ensemble de la rue, du Vieux-Port à la rue Jean-Talon et la partie du boulevard entre l'avenue Mont-Royal et la rue Saint-Zotique<sup>57</sup>, qui ne possède pas de société de développement, se cherche aussi une identité. En 2003, après le

---

<sup>56</sup> Coop Interface, Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, été 2013, « Éléments de diagnostic sur la sécurité du faubourg Saint-Laurent ».

<sup>57</sup> J'y reviendrai lors du sixième chapitre et septième chapitre.

Sommet de Montréal, la Ville commande une étude exploratoire à la firme Convercité afin d'identifier les démarches de mises en œuvre d'un projet unificateur pour le boulevard. Cette dernière, anciennement Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ), est un organisme à but non lucratif œuvrant pour la revitalisation d'artères commerciales et d'ensembles urbains<sup>58</sup>. L'étude de Convercité met en évidence plusieurs ruptures le long de la rue :

« Bien que le boulevard Saint-Laurent présente une trame urbaine cohérente (alignement des lots, des immeubles, gabarits des bâtiments, dimension de l'emprise publique, etc.), il n'en demeure pas moins que plusieurs secteurs sont problématiques notamment à cause de ruptures dans la trame : l'autoroute Ville-Marie, le viaduc Rosemont-Van-Horne, et à une échelle plus petite, la présence de terrains vacants, de parcs de stationnement à ciel ouvert et de locaux vacants au rez-de-chaussée ou aux étages<sup>59</sup> ».

Le développement de la rue appelle donc une prise en compte de son épaisseur, tant les liens avec certaines rues perpendiculaires l'emportent sur les liens entre toutes les portions de la rue. Ainsi, le directeur de la SDBSL réfléchit à agrandir son territoire sur la rue Prince-Arthur jusqu'au carré Saint-Louis, ou encore sur la rue Duluth jusqu'à la rue Saint-Denis. Plutôt que d'englober la partie nord du boulevard au-delà de l'avenue Mont-Royal, – alors que plusieurs commerçants de ce tronçon ont exprimé le souhait d'être intégrés à la Société de développement commercial –, l'inclusion de la rue piétonne Prince-Arthur repose sur une analyse strictement économique (entretien, 9 mai 2013) :

« Prince-Arthur a son propre cachet, il a sa propre offre commerciale, qui est anémique en ce moment ; mais qui a toute l'infrastructure nécessaire pour. Tout ce qu'elle a besoin, c'est d'un petit coup de main. Elle a besoin d'un peu d'habillage, de *branding*, de support, d'animation. C'est tout ! Le reste suit ! Et pour un investissement minime. Et quand je dis minime, c'est que, sans même avoir préparé un plan d'action, j'estime à 120 à 150 000 \$ ce qu'il en coûterait pour redorer Prince-Arthur en une seule action en une année ».

Le précédent directeur de la Société de développement réfléchissait de la même manière, évaluant les cotisations à gagner et les dépenses pour les actions à entreprendre afin d'animer le nouvel espace et de le relier au reste du territoire de la SDC. Dans cette logique, l'élargissement de la SDC se ferait plutôt sur les transversales. Ce mouvement a déjà commencé avec quelques commerces qui ont une adresse sur les rues transversales, mais une façade sur Saint-Laurent : Vol de nuit sur Prince-Arthur, le Réservoir sur la rue Duluth ou encore Domino Pizza sur la rue Rachel. Le bar de danseuses nues, Kamasutra, qui a son adresse sur Saint-Dominique, est

---

<sup>58</sup> Le Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ) est fondé en 1994 par l'aménageur Jacques Bénard, qui avait auparavant travaillé comme consultant pour la SIDAC Mont-Royal (Radice, 2010 : 228). Site de Convercité : <http://www.convercite.org/>, consulté le 23 février 2014.

<sup>59</sup> Convercité, 10 juillet 2003, *Étude exploratoire pour la mise en valeur du boulevard Saint-Laurent*, Un projet unificateur pour la nouvelle ville de Montréal. Identification des pistes de projets et recommandations, Rapport final, p.13.



également intégré dans la SDC. La question d'un agrandissement, par référendum, se pose aussi pour la direction de la SDC Petite-Italie-Jean-Talon de part et d'autre du boulevard, avec les commerces sur la rue Beaubien et sur la rue Saint-Zotique.

Ces liens avec les rues perpendiculaires soulignent le caractère de « corridor » du boulevard qui se comprend toujours avec les espaces avoisinants. L'attrait d'une adresse sur le boulevard semble toutefois déterminant. Plusieurs commerces ont ainsi changé d'emplacements depuis leur ouverture. Par exemple, la librairie espagnole ou Lespanola (Libreria Espanola) a d'abord ouvert sur la rue Saint-Dominique avant de déménager en 1964 sur le boulevard Saint-Laurent. De même, la poissonnerie Waldman était auparavant située au carrefour de la rue Coloniale et de la rue Roy, avant de s'installer sur le boulevard Saint-Laurent, près de l'avenue des Pins. Certains ont simplement changé leur adresse administrative comme la librairie espagnole Las Americas, qui existe depuis 42 ans. Le commerce occupe les mêmes locaux, mais son entrée ne se fait plus depuis quatre ans sur Saint-Norbert, mais sur le boulevard.

La gouvernance morcelée du boulevard entraîne la formation d'une succession de territoires d'action du sud au nord aux identités appuyées par des stratégies de *branding*. Les sociétés de développement commercial y ont une place prédominante, mais doivent collaborer avec les acteurs municipaux et d'autres acteurs économiques et communautaires. Ces collaborations recherchent le compromis, mais sont parfois émaillées de tensions en interne comme entre les différents organismes concernés. Enfin, la nécessité pour les acteurs du développement de prendre en compte les rues perpendiculaires au boulevard au sein de leurs territoires d'action reflète les ambivalences de la gestion de la rue Saint-Laurent, entre *Main Street* et rue de quartier. Ces liens entre les rues perpendiculaires du boulevard se lisent aussi dans les actions réalisées, du ressort des SDC ou le plus souvent en partenariat avec la Ville et/ou les arrondissements. Ces actions cherchent à dynamiser le boulevard Saint-Laurent et à répondre à ses difficultés.

### **3.2. Revitaliser le boulevard : quels acteurs, quelles actions et à quelle échelle ?**

« Montréal a mal à sa *Main*<sup>60</sup> », « Saint-Laurent est malade<sup>61</sup> », « *Pain on the Main*<sup>62</sup> » ou encore « Quand la *Main* décline : après le clinquant, le vide<sup>63</sup> » : autant d'expressions relayées par

---

<sup>60</sup> Isabelle Paré, « Montréal a mal à sa Main », 15 juillet 2013, Le blogue urbain, *Le Devoir*.

<sup>61</sup> Marc-André Carignan, « Saint-Laurent est malade », 30 janvier 2013, *Métro*.

<sup>62</sup> Allison Lampert, « Pain on the Main », Monday June 14, 2010, *The Gazette*, p.A3.

<sup>63</sup> Anabelle Nicoud, « Quand la *Main* décline : après le clinquant, le vide », 14 août 2010, *La Presse*.

les médias depuis quelques années, qui soulignent les difficultés auxquelles fait face le boulevard Saint-Laurent. Nombreux sont les locaux vacants, ne trouvant pas de repreneurs<sup>64</sup>. Ce déclin, que de nombreux acteurs économiques font remonter à la période des travaux sur le boulevard entre 2006 et 2008, constitue aussi une remise en cause des actions traditionnelles des SDC.

### 3.2.1. Un projet d'ensemble long et coûteux en mal d'appropriation : mises aux normes et mise en histoire

Après le programme de Revitalisation des artères commerciales (RAQ), dont bénéficient les rues Prince-Arthur, Duluth, Mont-Royal, Rachel et Saint-Laurent en 1981 et 1982, le boulevard Saint-Laurent fait l'objet de diverses initiatives, certaines du ressort des arrondissements, d'autres de la Ville centre. Un grand projet de rénovation est notamment entrepris sur une large partie de la rue. Le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal a ensuite commandé trois études supplémentaires afin de renseigner la structure urbaine du boulevard<sup>65</sup>. Cette étude réaffirme les objectifs économiques et d'aménagement urbain, mais témoigne aussi d'un souci d'affirmation de la dimension patrimoniale du boulevard. Ce projet d'ensemble, initié en 2003-2004, rompt avec les actions antérieures qui, très ponctuelles, n'avaient touché que quelques portions spécifiques (quartier Chinois, Petite Italie notamment) ou, que très légèrement le boulevard (disparition des saillis, augmentation des places de stationnement, comme en 1996-1998). Pour la première fois, s'affirme une vision générale de l'aménagement du Vieux Port à la rue Jean-Talon : les urbanistes et les sociétés privées impliquées ont tenté de mettre au jour des règles d'urbanisme valables tout le long de l'artère, pour faire ressortir une unité globale, sans totalement gommer la « saveur locale<sup>66</sup> » des différents secteurs. Dans le souci d'assurer une meilleure fluidité pour les piétons et une expérience agréable de « magasinage<sup>67</sup> », les trottoirs ont été élargis et les carrefours aménagés pour rendre leur traversée plus aisée. Les travaux devaient débiter à la fin de l'année 2005 et se

---

<sup>64</sup> Marie-Eve Fournier, « Multiplication des pancartes "À louer" à Montréal, 18 décembre 2013, *La Presse*, <http://affaires.lapresse.ca/economie/commerce-de-detail/201312/18/01-4722014-multiplication-des-pancartes-a-louer-a-montreal.php>, site consulté le 27 juillet 2014.

<sup>65</sup> Ville de Montréal, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Division des projets urbains, août 2004, Devis descriptifs de services professionnels pour Réalisation d'un avant-projet d'aménagement du boulevard Saint-Laurent entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue du Mont Royal.

<sup>66</sup> Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, novembre 2001, *Le concept d'aménagement du boulevard St Laurent : la « Main » de Montréal*, 22p.

<sup>67</sup> Le terme est utilisé par les acteurs de l'aménagement et par les membres des SDC : il renvoie au lèche-vitrine ou au shopping.

terminer au printemps 2007, avec un traitement tronçon par tronçon : du boulevard René-Lévesque à la rue Sherbrooke d'abord, de Sherbrooke à l'avenue Mont-Royal ensuite.

Le projet s'organise autour de trois volets. Il propose une amélioration des infrastructures pour accueillir de meilleure façon les événements sur le boulevard (soit un réaménagement des carrefours, la correction des irrégularités de la route et l'agrandissement des trottoirs) et un aménagement d'ensemble (harmoniser le mobilier urbain pour « une meilleure unité du boulevard, pour donner un sentiment de cohérence sur tout le parcours » (entretien avec des conseillers en aménagement, architectes et urbanistes, employés à la ville, mai 2007). Cette « valorisation et amélioration du cadre urbain » s'accompagne d'une volonté de « promouvoir et stimuler sa vitalité économique et culturelle » en favorisant l'émergence de communautés d'affaires structurées (les SDC ou autres organismes économiques). Enfin, le projet fait la part belle à la commémoration de l'histoire et de la valeur patrimoniale multiculturelle<sup>68</sup> : le projet d'un marquage du quartier portugais<sup>69</sup> doit en effet s'inscrire au sein des travaux de rénovation. Les aménageurs collectent plusieurs propositions formulées lors d'entretiens ou de tables de concertation, depuis « le jumelage avec des villes des pays d'origine de communautés culturelles s'étant établies sur Saint-Laurent<sup>70</sup> », jusqu'à la pose de plaques toponymiques dans les rues transversales pour présenter la région d'origine des populations résidentes (exemple : la rue Marie-Anne jumelée aux Açores). En plus de ce marquage portugais, les membres de Convercité et les acteurs publics et économiques présents lors des séances de « remue-méninges » évoquent plusieurs pistes pour mettre en valeur la dimension multiculturelle de l'artère (notamment la communauté d'Europe de l'Est moins visible que la portugaise) : festivals culturels, marquage au sol des circuits historiques (à la manière de la *Boston Freedom Trail*<sup>71</sup>), murales<sup>72</sup> littéraires multiculturelles (« La Main écrite par... »). L'étude souligne la nécessité de ne pas tomber dans des interventions « folkloriques ».

Au final, la municipalité de Montréal retient le thème de la « mesure » puisque « sur le plan concret tout comme par son imaginaire, la rue tient lieu de mesure de la temporalité urbaine

---

<sup>68</sup> Convercité, 10 juillet 2003, Étude exploratoire... *op.cit.*

<sup>69</sup> Je m'y intéresserai plus en détail au sein du chapitre suivant.

<sup>70</sup> Convercité, 10 juillet 2003, Étude exploratoire... *op.cit.*

<sup>71</sup> Le *Freedom Trail* est une ligne rouge tracée sur le sol qui permet aux touristes de suivre un circuit dans le centre-ville de Boston pour découvrir les haut-lieux et monuments de la Révolution américaine et de l'histoire de la ville.

<sup>72</sup> Les murales sont des peintures sur les murs des bâtiments. Les murales au Québec sont la traduction des *murals* en anglais.

et culturelle de Montréal<sup>73</sup> » (fig. 3.4.). Le concept de la règle graduée sur les trottoirs se voulait un indice de l'importance de la rue dans le développement de la ville : les dates de construction de certains bâtiments ont été inscrites au sol pour révéler l'ancienneté et la diversité architecturale (fig. 3.4.). Une employée de la Division de l'expertise en patrimoine et de la toponymie de la Ville centrale a été chargée de réaliser les recherches sur ces éléments de mesure (entretien, 6 mai 2013) :

« Mais la datation en soi, c'est extrêmement complexe. Parce qu'il n'y a pas une date, ça se peut pas. Surtout sur le boulevard Saint-Laurent qui est un... En faisant de la recherche, sur le boulevard Saint-Laurent sur toute son étendue là, il y a très peu de bâtiments qui sont restés inchangés et surtout jusqu'à Mont-Royal. Mettons les pires, c'est probablement du côté est et au nord de Sherbrooke.

Ça change beaucoup, il y a eu beaucoup d'incendies, qui n'ont pas nécessairement tout détruit mais endommagé suffisamment. Donc quand on regarde un bâtiment, on sait... Moi j'me suis seulement limitée seulement aux façades parce que c'était trop complexe. Fait que ça se peut qu'une façade soit beaucoup plus récente.

Mais c'est parce qu'on peut pas mettre au sol mettons par exemple 1890, parce qu'on sait que le bâtiment était conçu en 1890 et une façade qui est complètement... qui date de 2000. C'est de la confusion totale. Alors comme les gens ne voient que la façade, sauf s'ils rentrent dans les magasins ou quoi... ça fait de la confusion. Ça a été un exercice de réflexion par rapport à ça, qui est beaucoup plus large que la date qui est écrite au sol ».

**Figure 3.4. Le marquage au sol des dates de construction**



Encadrée en bleu, la plaque avec la date de construction d'un bâtiment au nord de la rue Sherbrooke, sur le côté est du boulevard (il date de 1960 et a été modifié en 2000). Au côté de cette petite plaque, on peut voir la « mesure » ou le symbole de la règle graduée (encadré en rouge). (Photographie : M-L Poulot, 2013).

<sup>73</sup> Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, novembre 2005, Schème architecture aménagement, Axor Experts-Conseils Inc, Rapport final, Avant-projet d'aménagement du boulevard Saint-Laurent entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue Mont-Royal, cahier de planification, p. 7.

Toutefois, la plupart des promeneurs ne remarquent pas ce marquage, et finalement il est difficile de savoir à quoi il se réfère. Les porte-paroles de la SDBSL ainsi que plusieurs commerçants ne souscrivent guère à ces travaux qui n'ont pas réellement changé la physionomie de la rue et dont la signification n'est pas probante. Le projet initial constitue donc une sorte d'échec : les aménageurs souhaitaient recréer une unité à la rue dans son ensemble, mais les travaux se sont arrêtés à l'avenue du Mont-Royal. Surtout, les commerçants du boulevard ont vécu très difficilement la période des travaux entre la fin de l'année 2007 et le printemps de l'année 2008. Pour le directeur de la SDC : « les travaux (...) ont mis le boulevard Saint-Laurent à genoux et puis il n'a jamais pu se relever complètement ». À la demande des commerçants, la durée des travaux a été réduite de vingt-deux à treize mois<sup>74</sup> avec une trêve en 2007 durant les festivités du Grand Prix de Formule 1. Les gestionnaires de la SDC Saint-Laurent ont appelé pendant cette période à une solidarité entre les commerçants et ont tenté de trouver des solutions : informations aux clients, offre d'un service de livraison<sup>75</sup>, vente en ligne<sup>76</sup>, etc. Enfin, alors que les travaux de réfection étaient censés être terminés depuis décembre 2007, la compagnie Gaz métro (Gaz métropolitain) a de nouveau excavé en avril 2008 afin de travailler sur les fils électriques et téléphoniques, les réseaux d'égouts, de gaz et d'eau. Plusieurs commerces ont ainsi fermé après cette période de travaux, comme le résume l'ancien président du CA de la SDC Saint-Laurent (entretien, 27 septembre 2012) :

« Oui, parce que tous ceux qui venaient tout juste d'ouvrir et qui avaient pas une clientèle établie ont pas eu le choix de fermer parce que c'était presque impossible de venir sur Saint-Laurent. Les commerces qui étaient en fin de cycle, pour être poli, ont été obligés de fermer, parce que la clientèle trop âgée, trop ceci. Les propriétaires, trop âgés aussi ».

Au-delà des drames des fermetures de commerces relatées dans la presse, l'actuel directeur général nuance le portrait (entretien, 9 mai 2013) :

« Oui, plusieurs commerces ont fermé, certains commerces... C'est la loi du marché. Ceux ayant les reins les plus solides ont survécu. Ceux ayant déjà une entreprise qui était molle ont reçu un coup de grâce. Il y a plusieurs drames dans ces cas-là... Plusieurs d'entre eux ont littéralement tout perdu et c'est littéralement à cause des travaux qu'ils n'ont pas pu sauver leur travail. Mais d'autres étaient... les travaux ont tout simplement accéléré la fermeture. Donc il y a des victimes, il y a des plaies inévitables... »

J'avoue c'est une opinion personnelle, mais je crois que c'était raisonnable. Ceux qui ont fermé à cause des travaux, pendant la période des travaux, les cas dramatiques ont été peu. Mais c'est sûr que un drame, c'en est un de trop. Mais en regardant la totalité, c'était... ».

---

<sup>74</sup> Brousseau-Pouliot, Vincent, « Construction sur le boulevard Saint-Laurent. Les grues mènent la vie dure aux commerçants », *La Presse Affaires*, lundi 26 mars 2007, p. 1.

<sup>75</sup> Société de développement du boulevard Saint-Laurent, automne 2006, « Le boulevard Saint-Laurent à cœur ouvert pour une artère... encore plus branchée. Info-travaux ».

<sup>76</sup> La boutique J. Shreter a notamment adopté ce système : <http://boulevardsaintlaurent.com/?p=11646&lang=fr>, consulté le 14 mars 2014.

L'ancien président du CA de la SDBSL, ne dit pas autre chose, soulignant aussi combien les médias ont noirci le trait, les articles relayant le « calvaire » et le mécontentement des commerçants (entretien, 17 octobre 2012) :

« Mais les gens : “alala, pauvre Saint-Laurent” mais aussi y'avait tellement de publicité négative de ce qu'ils faisaient sur Saint-Laurent... parce que même si je disais : “venez comme ça, venez comme ça, on est là, on est accessible, faut venir comme ça”. Les journalistes ne cherchent que du négatif. Et ce qui est arrivé, c'est que les gens ne venaient pas, ils ont trouvé d'autres endroits où aller, et ils ont changé leurs habitudes ».

Plus que la longueur des travaux – aspect que la Ville a reconnu<sup>77</sup> –, c'est l'inflation du prix des locations des espaces qui a entraîné des fermetures et découragé les repreneurs de locaux vacants. Cette spéculation immobilière a partiellement contribué à l'image de déclin de la rue<sup>78</sup> véhiculée par la presse, certains locataires ayant des difficultés à suivre les augmentations de loyers. Parallèlement à ce phénomène, les municipalités, centrale et d'arrondissement, ont multiplié les taxes foncières par deux ou trois, comme l'explique le directeur de la SDBSL (entretien, 9 mai 2013) :

« Le propriétaire reçoit la taxe foncière et il divise chez ses locataires. Contrairement au résidentiel où peu importent les taxes, ils payent un même loyer. Ici plusieurs baux sont signés, on appelle ça des baux nets. Nets, c'est-à-dire qu'ils n'incluent pas la taxe. Quand un compte de taxe arrive, il est divisé chez les commerçants. Donc ce compte de taxe là a doublé ou triplé... c'est-à-dire qu'un commerçant qui payait 1500 \$ de taxes en paye maintenant souvent 6000. Quand vient le temps de faire un budget, c'est difficile à survivre ».

Aujourd'hui encore, les taxes devraient augmenter<sup>79</sup>, entraînant certaines fermetures et des vacances. En 2012, selon une étude du groupe Altus pour le compte de l'association des sociétés de développement commercial, le boulevard Saint-Laurent, où près de 90% des commerçants sont locataires<sup>80</sup>, comptait un taux de vacances de 8,8 %<sup>81</sup>. Enfin, de nombreux

---

<sup>77</sup> « Apprendre du chantier du boulevard Saint-Laurent », 11 juillet 2009, *Les Affaires*, <http://www.lesaffaires.com/archives/generale/apprendre-du-chantier-du-boulevard-saint-laurent/503872>, consulté le 14 mars 2014.

<sup>78</sup> Hugo Pilon-Larose, « Des logements commerciaux insalubres sur la Main », 9 juin 2014, *La Presse*, [http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201406/08/01-4773996-des-logements-commerciaux-insalubres-sur-la-main.php?utm\\_categorieinterne=traffidriviers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_meme\\_auteur\\_4\\_776061\\_article\\_POS5](http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201406/08/01-4773996-des-logements-commerciaux-insalubres-sur-la-main.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=cyberpresse_meme_auteur_4_776061_article_POS5), ou Daphnée Tranchemontagne, « Saint-Laurent : le boulevard de tous les rêves », 8 mars 2013, *Le Plateau*, <http://www.leplateau.com/Actualites/Economie/2013-03-08/article-3195892/Saint-Laurent%3A-le-boulevard-de-tous-les-reves/1>, sites consultés le 27 juillet 2014.

<sup>79</sup> Etienne Laberge, « Les commerçants de Montréal scandalisés », 12 septembre 2013, *TVA Nouvelles*, <http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/regional/montreal/archives/2013/09/20130912-212736.html>, consulté le 14 mars 2014.

<sup>80</sup> Daphnée Tranchemontagne, « La santé économique des SDC du Plateau en chiffres », 9 juin 2012, *Le Plateau*, <http://www.leplateau.com/Actualites/Economie/2012-06-09/article-2997787/La-sante-economique-des-SDC-du-Plateau-en-chiffres/1>, site consulté le 14 mars 2014.

commerçants évoquent la concurrence des centres-commerciaux de banlieues, à l'image du Dix30 à Brossard sur la rive sud, un des derniers centres ouverts en banlieue, qui présente une rue factice pour la promenade et le shopping<sup>82</sup>. Quand ces derniers dans leurs ultimes évolutions tendent à copier la rue commerçante, les SDC cherchent à se démarquer des centres commerciaux de banlieue, en jouant notamment sur la convivialité attachée à la rue de quartier.

### 3.2.2. Rendre conviviale et mettre en art la rue commerçante : des partenariats à plusieurs échelles

Les Sociétés de développement commercial, en lien avec les autres acteurs territoriaux, ont suscité divers aménagements afin de rendre attractif leur territoire. L'étude de ces différentes actions montre à la fois des réponses communes à d'autres villes montréalaises ou d'autres villes nord-américaines mais aussi des initiatives plus originales.

#### *Encourager la mixité et l'activité économique du boulevard par des aménagements « conviviaux »*

En 1996, l'association des commerçants du Village international Boulevard Saint-Laurent déposait une demande de revitalisation du boulevard au service du développement économique de la Ville de Montréal et sollicite le Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ)<sup>83</sup>. Outre la création de la SDC, mise en place de fait en 2000 avec la SDBSL, pour assurer la pérennité du développement économique local du boulevard, le plan d'action préconisait également des aménagements physiques et l'application du « programme Opération Commerce ». Ce dernier, devenu le « programme Réussir Montréal - Pr@m commerce », pour la « revitalisation des secteurs et des artères commerciales (...) vise l'amélioration de la qualité des milieux de vie et la croissance économique<sup>84</sup> » via les subventions pour la rénovation de bâtiments commerciaux et de commerces. Il est « destiné aux gens d'affaires unis au sein de regroupements volontaires et de sociétés de développement commerciale (SDC) situés sur les artères commerciales “traditionnelles” et noyaux villageois du territoire de l'agglomération de

---

<sup>81</sup> Daphnée Tranchemontagne, « Revitalisation de la Main : un détail à la fois », 9 juin 2012, *Le Plateau*, <http://www.leplateau.com/Actualites/Economie/2012-06-09/article-2997838/Revitalisation-de-la-Main-%3A-un-detail-a-la-fois/1>, consulté le 14 mars 2014.

<sup>82</sup> Le Dix30, ouvert en 2006, propose « une surface de vente de près de 2 000 000 pi<sup>2</sup> faisant de lui un centre d'envergure supra régional, son agencement de boutiques en plein air regroupé autour d'une rue piétonne ainsi qu'un mix commercial extrêmement varié rompt avec les traditionnels centres commerciaux existants » (Luis, 2009).

<sup>83</sup> Association des marchands *Village international Boulevard Saint-Laurent*, août 1996, Projet La revitalisation du boulevard Saint-Laurent, présenté par au service de développement économique Ville de Montréal, dans le programme Opération commerce.

<sup>84</sup> Ville de Montréal, Programme réussir@montréal, PR@M Commerce.

Montréal<sup>85</sup> », qui jouent un rôle essentiel à l'échelle locale en desservant la population avoisinante et en contribuant à la qualité de vie des milieux. Certains secteurs rayonnent parfois à l'échelle métropolitaine à cause des commerces spécialisés qu'on y trouve<sup>86</sup> ». Un des objectifs est de promouvoir une certaine mixité commerciale<sup>87</sup>, reconnue aussi par la municipalité comme un des facteurs favorisant le « bon développement » des artères commerçantes<sup>88</sup>. La SDC Petite-Italie fait aussi la promotion de ce programme mis en place entre 2009 et mai 2012. Toutefois, comme l'explique le fondateur de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, le programme Pr@m Commerce, initiative de la Ville et des arrondissements, permet de mettre en valeur certains commerces, mais seulement si les commerçants le souhaitent (entretien, 2 octobre 2012) :

« la théorie étant que si t'as un espace mieux aménagé, il va devenir plus intéressant du point de vue des consommateurs. Si t'as un plus bel espace. Et dans le fonds, ça vise l'investissement privé, ça accompagne jusqu'à un certain point l'investissement privé. Mais faut qu'il y ait une volonté, c'est facultatif, ça, c'est un programme qui est offert, si les gens veulent pas en bénéficier, s'ils veulent pas investir eux-mêmes, t'auras le plus beau programme, ça fonctionnera pas ».

Au final, peu de commerçants ont utilisé les subventions, et les directeurs généraux des différentes SDC regrettent une trop faible participation à ce programme.

Les interventions sur le boulevard prennent aussi la forme d'un partenariat entre les arrondissements et les SDC. Si l'aménagement du boulevard, en tant qu'artère, relève de la Ville-centre, – notamment pour la chaussée (ainsi les travaux de René-Lévesque à Mont-Royal) –, les arrondissements ont également des prérogatives. Un conseiller de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie explique (entretien, 22 août 2012) :

« Oui, on a des projets concernant la rue Saint Laurent mais faut comprendre aussi qu'on intervient de manière périphérique car la rue Saint-Laurent est une artère et les artères sont du ressort de la Ville Centre. (...) Alors on peut intervenir seulement de manière périphérique sur les artères. (...)

Quand je dis qu'on intervient de manière périphérique, c'est qu'on est partenaire et on est en collaboration assez étroite avec la Société de développement commercial de la Petite Italie et du Marché Jean-Talon. C'est une association de commerçants qui se met ensemble qui cotise pour se donner une permanence, pour se donner une représentation politique, pour faire des événements, mettre en valeur, publiciser. (...) Alors c'est sûr qu'on collabore avec eux dans leurs

---

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> Groupe de travail, Le commerce de détail à Montréal, Sommet de Montréal 2002.

<sup>87</sup> Il existe d'ailleurs un règlement d'urbanisme appelé le contingentement des usages similaires ou identiques. Voir Site des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/reglementation/contingentement-des-usages-similaires-ou-identiques/>, site consulté le 26 juillet 2014.

<sup>88</sup> Zins Beauchesne et associés pour le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Recensement des meilleures pratiques au sein des regroupements de commerçants et des sociétés de développement commercial (SDC), décembre 2005.



projets pour essayer de faire rayonner la Petite Italie, pour donner une tribune, pour faire voir, etc. ».

Un des projets de l'arrondissement en collaboration avec la SDC est notamment de mieux relier le boulevard Saint-Laurent au marché Jean-Talon par la rue Shamrock en la piétonnisant, voire en l'aménageant comme une place publique. La SDC de la Petite Italie envisage ces travaux de revitalisation de la rue Shamrock comme des leviers afin d'attirer des investissements<sup>89</sup>, investissements qui pourraient aussi profiter aux deux ruelles de part et d'autre de la rue Shamrock (entretien avec le conseiller d'arrondissement, 22 août 2012) :

« Il y a aussi deux petites ruelles de chaque côté de Shamrock. Si vous allez vous promener, vous allez les voir... qui sont complètement abandonnées... pour l'instant, ça a même pas l'air de ruelles, ça a l'air de terrain vague, c'est des gravats avec de la pierre et tout. On veut les verdir, les aménager, avec un sentier, des bancs, des parcs, des arbres. On veut en faire des ruelles vertes. Le type d'aménagement qu'on préconise : entre Waverly et Alexandra vers St Urbain : dans ce coin-là, y'a une ruelle qui a été verdie dernièrement. C'est un super bel aménagement, c'est ce genre d'aménagement qu'on voudrait recréer dans les deux ruelles de part et d'autre de Shamrock ».

Cet intérêt pour la rue Shamrock a débouché sur l'événement « Shamrock en fête », soit un énorme pique-nique dans la rue transformée pour l'occasion en jardin public en septembre 2013, dans le cadre de la semaine « En ville sans ma voiture »<sup>90</sup>. L'événement était organisé conjointement par l'arrondissement, la SDC, mais aussi la Société de développement environnemental de Rosemont (SODER), ainsi que la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal (CGMPM) qui gère le marché Jean-Talon<sup>91</sup>.

---

<sup>89</sup> Philippe Beauchemin, « La Petite-Italie en 2013 : mode et histoire pour attirer des investisseurs », 14 janvier 2013, *L'Express* : <http://www.journalexpress.ca/Economie/2013-01-14/article-3154168/La-Petite-Italie-en-2013%3A-mode-et-histoire-pour-attirer-des-investisseurs/1>, consulté le 19 mars 2014.

<sup>90</sup> Site de la SODER : <http://www.soder.qc.ca/non-classe/shamrock-en-fete> , consulté le 19 mars 2014.

<sup>91</sup> « Depuis 1993, la Ville de Montréal a confié la gestion de ses marchés à la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal (CGMPM), un organisme à but non lucratif qui regroupe 250 membres et locataires des marchés publics », Association des marchés publics du Québec, 2009, *Faites votre marché...public. Guide de démarrage, le développement et la consolidation d'un marché public*, p.31.

Figure 3.5. Le Mix'Arts sur le boulevard Saint-Laurent



Le boulevard Saint-Laurent lors du Mix'Arts est fermé à la circulation automobile entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal. Les commerces sortent des étals sur les trottoirs et la rue, ainsi que des terrasses temporaires. Sur la photographie du haut, on peut voir une bannière portant l'inscription « La Main, c'est le jour & et la nuit », faisant partie de la campagne publicitaire de la SDBSL sur les contraires. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

D'autres évènements plus traditionnels investissent le boulevard pour quelques jours afin de créer un espace convivial pour les piétons : ainsi les ventes-trottoirs<sup>92</sup>, pendant lesquelles la rue est fermée à la circulation. Cette activité « traditionnelle » de braderie revient tous les étés sur le boulevard Saint-Laurent : ce sont à la mi-juin les Frénésies de la *Main*, puis en août, le

---

<sup>92</sup> « La braderie est sous la responsabilité d'une association de marchands qui détient une autorisation municipale afin d'occuper le domaine public. En fonction des besoins, et suite à une validation auprès des services publics concernés, la promotion commerciale peut se dérouler sur une rue fermée ou une rue ouverte à la circulation des véhicules. Les activités exercées à l'extérieur permettent de promouvoir des produits et des services offerts par les gens d'affaires qui exploitent un établissement sur l'artère commerciale », site de l'arrondissement Plateau-Mont-Royal : [www1.ville.montreal.qc.ca/banque311/content/le-plateau-mont-royal---calendrier-des-braderies-ventes-trottoir-2013](http://www1.ville.montreal.qc.ca/banque311/content/le-plateau-mont-royal---calendrier-des-braderies-ventes-trottoir-2013), site consulté le 20 mars 2014.

Mix'Arts (fig. 3.5.). Ce sont les commerçants du boulevard Saint-Laurent qui ont mis en place dans les années 1970 les premières braderies (ou vente de trottoir ou vente-trottoir) afin d'attirer la clientèle et relancer l'activité commerciale. Ces actions de piétonnisation temporaire s'accompagnent aussi de projets de décoration sur le domaine public (luminaires ou plantes et fleurs), réalisés grâce à des partenariats entre les SDC et les arrondissements concernés. L'homogénéisation des événements commerciaux de la part des SDC – les mêmes actions sont menées sur la rue Saint Hubert ou l'avenue du Mont Royal – tend à les rendre moins attractifs, au point que la nouvelle direction de la SDBSL envisage d'autres formes de valorisation.

La promotion de la convivialité autour du boulevard a été au cœur des discussions entre l'arrondissement et la SDBSL pour la création de terrasses ou de contre-terrasses (situées en vis-à-vis de l'établissement, à proximité du bord de la chaussée) entre Sherbrooke et Mont-Royal. La SDBSL soutient activement le projet<sup>93</sup> :

« Soyez assurés que la SDBSL fait tout ce qu'elle peut pour que le boulevard Saint-Laurent, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Mont-Royal, puisse avoir des aménagements de terrasses qui sont un attrait urbain tant apprécié par la clientèle durant la période estivale<sup>94</sup> ».

Les travaux menés en 2009 sur le boulevard Saint-Laurent, devaient précisément élargir d'élargir les trottoirs afin d'accueillir un plus grand flux de piétons, et installer des terrasses. Cependant, les lampadaires et les arbres sont demeurés au milieu du trottoir après les travaux, si bien que les terrasses sont soit en « contre-terrasses » sur les espaces de stationnement loués par les commerçants, soit contre les façades, mais en respectant un corridor continu de 1,80 mètre, afin de garder un passage pour les piétons<sup>95</sup>. Les terrasses sont finalement peu nombreuses sur le boulevard, contrairement à l'avenue du Mont-Royal par exemple. Comme l'explique le propriétaire du Laïka, qui a installé une terrasse devant son café (entretien, 27 septembre 2012) :

« Les terrasses de Mont-Royal peuvent occuper le stationnement, chose qui, sur le boulevard Saint-Laurent, n'est pas encore possible. Et ça, c'est dû à l'administration : l'arrondissement gère les trottoirs et la ville-centre gère la rue puisqu'on est une artère principale, contrairement à Mont-Royal où c'est l'arrondissement qui s'occupe de tout. Donc on retombe dans l'administratif hyper contraignant... ».

En plus de ces complications administratives, nombre de commerçants hésitent à se lancer dans des démarches jugées longues et complexes, comme le souligne l'ancien directeur par interim de la SDBSL (entretien, 27 septembre 2012) :

« Quelqu'un qui a une vision très technique de la chose va calculer qu'il est plus rentable d'avoir une terrasse à l'extérieur, donc ne comprend pas pourquoi un membre ne veut pas le faire, que le commerçant ne veut pas le faire (...)

---

<sup>93</sup> SDBSL, bulletins de mai, juillet et août 2007.

<sup>94</sup> SDBSL Bulletin août 2007.

<sup>95</sup> Arrondissement Plateau-Mont-Royal, cadre normatif des cafés-terrasses, version amendée de mars 2013.

Mais quelqu'un qui comprend la réalité du membre, est capable de comprendre que le temps requis pour faire le travail administratif, chercher les permis, et de comprendre la réglementation et les coûts rattachés à ce permis, en plus de la logistique nécessaire pour gérer la terrasse (rentrer l'équipement, de le sortir), en plus du mobilier que ça prend (c'est-à-dire les tables et les chaises), en plus des coûts de réparation (parce que les tables et chaises se brisent) versus le revenu, il ne voit absolument rien. Il n'y a aucun profit de rattaché à avoir une terrasse sur le boulevard Saint-Laurent en ce moment. Mais il y a des dépenses, c'est-à-dire qu'il nous en coûte beaucoup plus cher d'en faire une que le revenu qu'il arrive à tirer, sans compter le travail, c'est-à-dire les heures requises pour le faire, en plus des amendes qui peuvent venir s'y rattacher si la personne ne suit pas exactement les règlements administratifs ».

La Société de développement du boulevard envisage aujourd'hui de regrouper les demandes des terrasses des membres, et de négocier, au nom du collectif, avec l'administration de l'arrondissement, comme l'annonce le nouveau directeur (entretien, 9 mai 2013) :

« On veut que la SDC puisse s'occuper des terrasses des tenanciers. Donc que nous, on réunisse au lieu que le tenancier aille à l'arrondissement, faire des demandes et revenir et aller-retour, qu'on le fasse ici à l'interne. Au fond, comme un carnet de commande : "je veux une terrasse, je veux qu'elle soit verte ou bleue". Et voilà, on fait le chèque et c'est fait. Donc c'est clefs en mains. Il ne reste que la logistique, c'est-à-dire de rentrer les tables... ».

« L'affaire des terrasses » est tout à fait représentative des modalités de lobbying de la SDBSL auprès des pouvoirs publics. Dans la Petite Italie, la SDC a la même stratégie : pendant la période estivale, les terrasses sont recherchées afin d'attirer des clients potentiels, tout en affirmant l'identité italienne du secteur. Certains médias dénoncent d'ailleurs des terrasses sans permis<sup>96</sup>. Plus généralement, la Ville de Montréal cherche à multiplier les terrasses dans une optique touristique (fig. 3.6).

Ces initiatives cherchent à attirer visiteurs et usagers sur la rue et constituent des réponses classiques au déclin commercial des rues commerçantes. Elles ne suscitent toutefois pas de réel changement : la participation au programme Pr@m est réduite, les terrasses sont peu nombreuses, les braderies se ressemblent d'une rue à l'autre. À ces actions classiques d'aménagement des rues commerçantes, s'ajoutent des réalisations plus récentes, autour de la réalisation de murales, afin d'affirmer la singularité du boulevard.

---

<sup>96</sup> Mathias Marchal, « Des terrasses envahissantes », *Métro*, 17 avril 2012 : <http://journalmetro.com/opinions/montreal-sous-observation/2263/des-terrasses-envahissantes/>, consulté le 21 mars 2014.

**Figure 3.6. Des initiatives pour rendre la rue « conviviale »**



L'arrondissement du Plateau, en collaboration avec la SDBSL et l'entreprise Muxbox, a d'ailleurs installé une « halte piétonne » - ou *parklet* – sur le boulevard Saint-Laurent à l'angle de la rue Bagg (devant la piscine Schubert), durant l'été 2013 : inspiré des expériences de San Francisco, Los Angeles ou Vancouver<sup>97</sup>, un ancien conteneur est recyclé. (Photographie : M-L Poulot, 2013)

### *Créer une identité autour des murales ?*

Les SDC montréalaises s'attachent plutôt aujourd'hui à promouvoir des actions culturelles, à l'image de l'utilisation des locaux vacants pour la création artistique (fig. 3.7.). Cet aspect culturel est particulièrement important sur certaines parties de la rue : sur le territoire de la SDC Petite Italie, mais surtout celui de la SDBSL et dans les velléités municipales concernant le quartier des Spectacles.

La SDBSL a aussi mis sur pied une « brigade de propreté et sécurité » afin de s'attaquer aux problèmes de graffitis et de débris entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal. Alors que la littérature scientifique sur les BID insiste sur les investissements pour une meilleure sécurité aux États-Unis ou en Afrique du Sud (Briffault, 1999 ; Peyroux, 2012), cet aspect n'est guère présent dans le discours des différentes SDC du boulevard. Les différents directeurs soulignent certes le problème de propreté, mais assez peu celui de la sécurité, la « brigade » étant présente uniquement lors des événements estivaux. Aux événements existants de longue date, le directeur de la société de développement du boulevard Saint-Laurent a ajouté un dernier

---

<sup>97</sup> Marie-Eve Shaffer, « Un premier parklet dans le Plateau », 18 juillet 2013, *Métro*.

festival en 2013 : le festival Mural, qui dure un long week-end, du jeudi au dimanche<sup>98</sup>. Les organisateurs choisissent des murs susceptibles d'accueillir des murales et négocient ensuite au cas par cas avec les propriétaires. Pour le directeur de la SDC (entretien, 9 mai 2013) :

« C'est un festival d'art public, qui regroupe des artistes locaux et internationaux, de renom, donc on parle de calibres reconnus, à venir sur le boulevard Saint-Laurent faire des murales sur des bâtisses prédéterminées. Chacun peut aller sur des bâtisses de Saint-Laurent pour créer des murales en fin de semaine. À ça s'ajoutent des activités pour le public, des expositions d'art, des activités, des jeux, de l'animation, tout basé sur l'art public, l'art urbain. (...) C'est littéralement une première, ça a jamais été fait de cette ampleur ».

**Figure 3.7. L'utilisation d'œuvres d'art pour « cacher » les locaux vacants**



Cette œuvre, *Seraphim*, d'Alain Lefort, est visible sur ce commerce à louer au rez-de-chaussée. Les premières initiatives de la part de la SDBSL datent de 2011 et cette mise en art des vitrines vides s'est ensuite répandue. (Photographies : M-L Poulot, 2013)

Ces murales participent à la nouvelle image de marque de la ville de Montréal comme métropole culturelle<sup>99</sup> internationale. Elles restent en place le temps d'une année, avant que les œuvres de l'édition suivante ne viennent les recouvrir. « L'événement culturel vise aussi à réinsuffler une âme à l'artère commerciale, dont la foire annuelle avait pris ces derniers temps des

<sup>98</sup> site du festival MURAL, <http://murfestival.com/>, site consulté le 27 juillet 2014.

<sup>99</sup> Isabelle Paré, « Trois murales de Montréal dans le Top 25 des murales marquantes de 2013 », 23 janvier 2014, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/opinion/blogues/le-blogue-urbain/398035/trois-murales-de-montreal-dans-le-top-25-des-murales-marquantes-de-2013>, site consulté le 21 juillet 2014.

airs de vaste marché aux puces<sup>100</sup> » : le nouveau directeur de la SDBSL tient à se distancier des anciennes manières d’animer la rue, attentif à la plus-value culturelle. Ce nouveau festival s’inspire de réalisations plus anciennes déjà présentes sur le boulevard, comme l’ancienne murale « La Main... et les Autres » au coin de l’avenue des Pins. Sur cette dernière, la *Main* est représentée avec l’ancien tramway, et des voitures tirées par des chevaux. On aperçoit également des membres de la communauté juive et de la communauté chinoise, magnifiant la fonction de « corridor des immigrants<sup>101</sup> » (fig. 3.8.). L’artiste graffeur Arpi, qui l’a réalisé en 2011, a également participé à l’événement « Bombe sur la *Main* », organisé en mai 2010 par le Partenariat du Quartier des Spectacles, la Ville de Montréal et la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent. L’objectif était de recouvrir les devantures des boutiques barricadées sur le boulevard, entre le boulevard René-Levesque et la rue Sainte-Catherine<sup>102</sup>, afin de créer un parcours artistique sur une portion ponctuée des bâtiments en voie de démolition.

Le nouveau directeur de la SDBSL à l’origine de l’idée du festival Mural avait d’ailleurs fait réaliser une murale sur le mur de rôtisserie CocoRico, sur la rue Napoléon à l’angle de Saint-Laurent, pour lutter contre les graffitis, mettre en valeur son commerce en lui donnant une image reconnaissable (fig. 3.8.). Ces initiatives permettent une médiatisation importante du commerce (entretien, 9 mai 2013) :

« Moi-même j’y croyais pas auparavant... J’avais un mur sur Napoléon, qui était toujours recouvert de graffitis et on le repeinturait toujours et toujours. Et un beau jour, j’ai fait venir un artiste pour le faire, ça m’a coûté les yeux de la tête. Je m’étais dit : “pourquoi je te paierais 10 000 \$ ? C’est inconcevable” ! Et on a fait une entente où je lui ai dit : “pendant les promotions commerciales, qui étaient les ventes-trottoir, tu viendras faire mon mur, je te paye 5000 dollars et toi, ça te fait de la publicité” !

Et comme de fait, pendant qu’il faisait, il y a des centaines de personnes qui s’étaient regroupés pour le voir, c’est intrigant, on se demande ce que ça va être. On peut voir la technique, on était abasourdi. Depuis que l’œuvre a été faite, non seulement j’ai eu 0 graffiti en deux ans, mais en plus, le nombre de gens qui passent pour la prendre en photo et pour la partager. C’est énorme ! »

La murale réalisée par un collectif d’artistes de graffitis, A’shop (ou A la shop) sur le côté de la rôtisserie Coco Rico affirme aussi le caractère portugais du secteur. Plusieurs symboles y sont représentés : le coq, un bateau sans doute pour désigner leur arrivée, l’arche et des azulejos.. Les artistes témoignent sur le site de leur réalisation de la façon suivante :

---

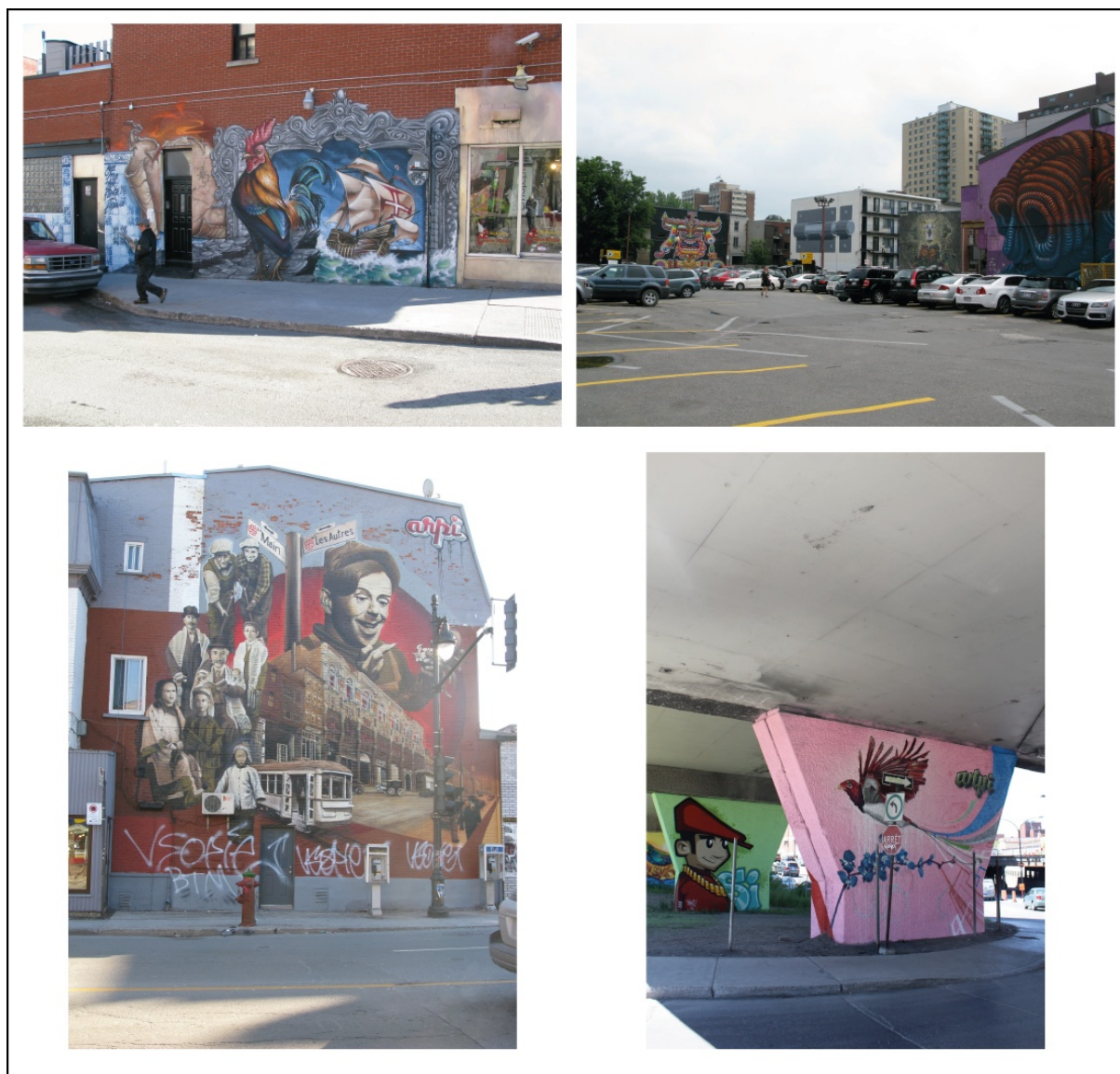
<sup>100</sup> Isabelle Paré, « La Main transformée en canevas géant pour l’art public », 14 juin 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/culture/arts-visuels/380670/murales>, site consulté le 21 juillet 2014.

<sup>101</sup> Parcs Canada, Unité de gestion de l’ouest du Québec, Énoncé d’intégrité commémorative, Lieu historique national du Canada boulevard Saint-Laurent, 2006, p. 4.

<sup>102</sup> Les œuvres d’art ont été peintes en noir par la société de développement Angus, propriétaire des bâtiments en septembre 2010. Voir Radio-Canada, 30 septembre 2010, « “Bombe sur la Main” détruite », [http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/arts\\_et\\_spectacles/2010/09/30/003-bombe-main-angus.shtml](http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/arts_et_spectacles/2010/09/30/003-bombe-main-angus.shtml), site consulté le 21 juillet 2014.

« Nous avons choisi les éléments de la murale (le coq, le bateau, l'arche et la mosaïque) pour rendre hommage à la culture Portugaise, mais jamais nous aurions pu nous douter de l'effet que ça aurait. Les réactions étaient incroyables, certaines même très émotionnelles, et la station locale de télé Portugaise est même venue pour passer une entrevue avec nous. Ça été un projet incroyable - peindre une murale à couper le souffle, profiter du soleil, de la foule et des amis, se bourrer de BBQ Portugais, et rendre hommage à cette belle communauté – quoi demander de plus ?<sup>103</sup> ».

**Figure 3.8. Les « murales » le long du boulevard**



En haut à gauche, la murale sur la façade latérale de la rôtisserie CocoRico ; à droite, les réalisations du festival MURAL (Photographies : ML Poulot, 2013). En bas, l'ancienne murale « La Main et les autres ». Si ces murales sont présentes dans le territoire de la SDBSL, la dernière photographie montre les réalisations en-dessous du viaduc Van Horne. Les murales se retrouvent donc tout au long du boulevard Saint-Laurent (Photographies : ML Poulot, 2011, 2013).

<sup>103</sup> site des artistes A'shop : <http://www.fr.ashop.ca/blog/2014/3/3/coco-rico-se-fait-dcorer>, consulté le 20 mars 2014.



Les murales rendent finalement compte du cosmopolitisme du boulevard : dans la Petite Italie, certaines arborent d'autres symboles comme le drapeau tricolore ou la coupe du monde de football. Le choix est clairement d'axer le développement et la renommée de la rue sur la culture et sur l'art<sup>104</sup>, afin de donner une identité au boulevard Saint-Laurent, d'autant que des murales sont présentes tout le long de la rue, même hors du territoire de la SDBSL. Cette technique est également utilisée au sein d'autres regroupements commerciaux, comme dans le Downtown Yonge BID dans le centre-ville de Toronto (Hernandez, Jones, 2008), à la fois pour lutter contre les graffitis et pour promouvoir l'image du secteur. Il s'agit donc d'une initiative à couleur locale, mais qui se décline dans d'autres contextes urbains. Le festival se veut innovant mais reste un événement temporaire, le rapprochant des vente-trottoirs. *A contrario*, les murales restent un élément du paysage du boulevard pendant un an et affirment de ce fait une image quasi pérenne pour le boulevard.

Enfin, un dernier aspect guide les actions des SDC, celui du développement touristique du boulevard et des quartiers avoisinants. La SDBSL tente actuellement d'étendre les horaires d'ouverture des commerces au-delà de 17h en semaine et a fait une demande conjointe à la municipalité centrale avec les SDC de la rue Saint-Denis et de l'avenue Mont-Royal pour être incluse en zone touristique afin de bénéficier de nouvelles réglementations – à la manière de la rue Sainte-Catherine.

### 3.2.3. Une mise en tourisme en demi-teinte de la *Main*

Les différents niveaux de gouvernement (local, provincial et fédéral) ont d'ailleurs utilisé le tourisme comme une stratégie importante de revitalisation de la ville de Montréal depuis les années 1960 (Hamel, Poitras, 2004). Les méga-événements (Exposition universelle de 1967 et Jeux Olympiques de 1976) ont guidé les actions touristiques pendant les décennies 1960-1980. « Apparus à la fin des années 1970 et développés dans les années 1980 et 1990, les festivals reconstruisent l'image de Montréal et apportent une dimension nouvelle au tourisme par la diversité de ses produits. C'est l'ère de l'évènementiel – culturel, scientifique, technique, sportif, économique – qui se développe à travers les fêtes, les attractions, les expositions, et s'impose alors comme l'une des dimensions importantes du processus de développement du tourisme.

---

<sup>104</sup> Isabelle Paré, « La Main retourne à ses sources », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> mars 2014, <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/401486/la-main-retourne-a-ses-sources>, site consulté le 20 mars 2014.

(Pilette, Kadri, 2005 : 80-1). Montréal a reçu quelque 8,4 millions de touristes en 2013<sup>105</sup>, avec notamment une augmentation du tourisme de congrès. Il s'agit d'abord d'un tourisme régional puisque 53,5% des touristes proviennent du Québec, puis du reste du Canada (24,5%), des États-Unis (12,4%) et enfin du reste du monde (avec une forte prédominance européenne, notamment de France et du Royaume-Uni)<sup>106</sup>.

Pour le tourisme, Montréal compte sur le « bilinguisme et le caractère multi-ethnique<sup>107</sup> », « sur la mise en valeur certes de la particularité de son caractère francophone, mais aussi sur sa multiethnicité de plus en plus marquée » (Pilette, Kadri, 2005 : 72). Cette dernière est mise en avant tantôt sur le mode passé, tantôt sur le mode présent, tantôt sur le mode futur. Au présent, puisque l'immigration est un fait avéré et visible au sein de Montréal, qui reçoit d'ailleurs l'essentiel des immigrants venant s'installer au Québec. Au futur, puisque la question démographique (vieillesse de la population et baisse de la natalité) nécessite un apport migratoire pour que la société puisse survivre. Au passé, enfin, lorsque Montréal affiche une image multiculturelle, teintée de nostalgie(s), fondée sur des images de quartiers traditionnels idéalisés, en tous cas faisant référence à un imaginaire fantasmé mais aux retombées économiques, urbanistiques, importantes. L'adjectif « cosmopolite » – ou « multiculturel » – revient quasiment toujours pour décrire Montréal dans les guides ou sites dévolus aux touristes, souvent d'ailleurs dès les premières phrases : c'est tantôt une « ville exceptionnelle, latine et nordique, cosmopolite et bilingue<sup>108</sup> », tantôt une « mosaïque de cultures – grecque, chinoise, italienne, juive... Ouverte à tout et à tous, cette ville vous invite à partager la richesse de sa diversité<sup>109</sup> ». Pour le site touristique officiel du gouvernement du Québec, Montréal :

« offre les mille et un attraits des grandes villes du monde. Mais Montréal, l'unique, sait aussi se distinguer. Multiculturelle, elle mêle son accent français à celui de plus de 80 autres communautés culturelles et charme par son ambiance américano-européenne ».

Les acteurs du secteur touristique, et notamment Tourisme Montréal, concentrent leurs actions sur le centre-ville de Montréal. Fondée au début du XXe siècle, Tourisme Montréal, l'association touristique régionale de l'île de Montréal, « est une entreprise privée qui regroupe actuellement environ 800 membres représentant les divers secteurs de l'industrie touristique montréalaise » (Pilette, Kadri, 2005 : 61) dont l'objectif vise « à promouvoir Montréal comme

---

<sup>105</sup> Tourisme Montréal, Rapport annuel 2013. Les touristes étant définis comme des « personnes qui ont fait un voyage d'une nuit ou plus, mais d'une durée de moins d'un an, à l'extérieur de leur ville et qui ont utilisé de l'hébergement commercial ou privé », p. 6.

<sup>106</sup> Tourisme Montréal, Rapport annuel 2013 (les chiffres datent de l'année 2012).

<sup>107</sup> Groupe de travail présidé par le président-directeur général de Tourisme Montréal, 2002, *L'industrie touristique à Montréal*, Sommet de Montréal, p.4.

<sup>108</sup> Guide de voyage Ulysse, Canada, 2006.

<sup>109</sup> *Escapade à Montréal*, Michelin, 2001.

destination touristique auprès des clientèles extérieures<sup>110</sup> ». Ses revenus lui proviennent surtout de la taxe sur l'hébergement « perçue dans les hôtels de Montréal, mais aussi de contributions des gouvernements et de partenaires privés ainsi que des cotisations de ses 800 membres » (Pilette, Kadri, 2005 : 61)

Tourisme Montréal ne semble pas toutefois considérer le boulevard Saint-Laurent comme une priorité, alors que les responsables municipaux cherchent à privilégier le tourisme dit « culturel<sup>111</sup> ». La ville est divisée en onze pôles touristiques, dont cinq pôles centraux que sont le centre-ville, le Vieux-Montréal et Vieux-Port, le Mont-Royal et l'Oratoire, le parc Jean-Drapeau ainsi que le quartier regroupant le jardin-botanique, le parc olympique et le biodôme (fig. 3.9.). À ces pôles, s'ajoute la mise en tourisme du réseau de la ville intérieure et de certaines rues marchandes comme la rue Sainte-Catherine ou la rue Crescent. « On note une convergence très marquée des intérêts citoyens, des élus municipaux et d'autres paliers, et de Tourisme Montréal et un très fort consensus quant à la place privilégiée du centre-ville dans le territoire touristique de Montréal et à l'importance de son attractivité et de son animation » (Pilette, Kadri, 2005 : 62) dans une volonté de revitaliser le centre-ville. Les six pôles en développement sont le Plateau Mont-Royal, la Petite Italie, l'Ouest-de-l'île, le pôle des Rapides, Hochelaga-Maisonneuve et le Village<sup>112</sup> (fig 3.9.). Si le boulevard Saint-Laurent y est absent dans son étendue, le quartier chinois (au sein du centre-ville), la Petite Italie, ainsi que le Plateau, vaste entité qui recouperait les limites de l'arrondissement éponyme, sont reconnus comme des sites touristiques majeurs. L'organisme édite chaque année des guides touristiques, disponibles à l'aéroport ou dans les offices de tourisme qui vantent les quartiers chinois et italiens. Le Boulevard Saint-Laurent reste en retrait en dépit des discours et des représentations qu'il porte, et du caractère quasi mythique que lui accordent de nombreux Montréalais.

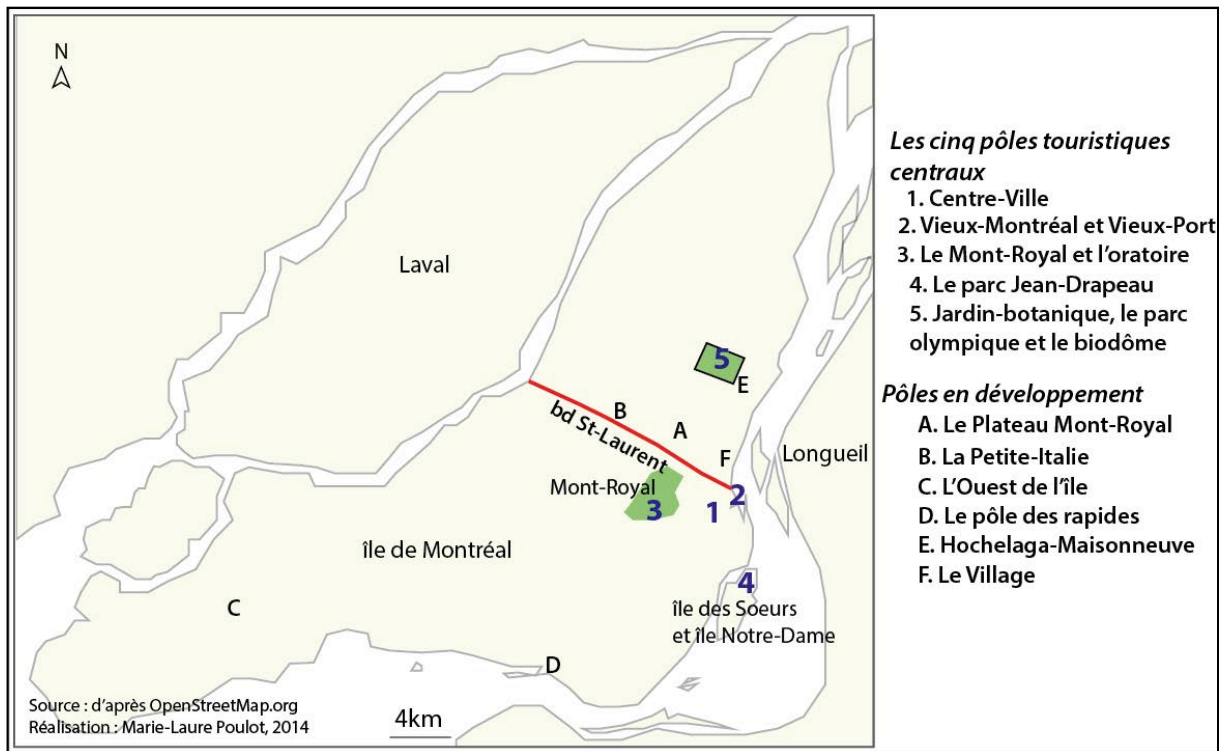
---

<sup>110</sup> Site web de Tourisme Montréal : <http://www.tourisme-montreal.org/Tourisme-Montreal/A-propos-de-TM/Mission>, site consulté le 26 juillet 2014.

<sup>111</sup> Tourisme Montréal, réalisé en collaboration avec la Ville de Montréal et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2008-201, mai 2010, *Développement du tourisme culturel à Montréal. Stratégies et actions*.

<sup>112</sup> Groupe de travail présidé par le président-directeur général de Tourisme Montréal, 2002, *L'industrie touristique à Montréal*, Sommet de Montréal, 12p.

Figure 3.9. Les pôles touristiques de la ville de Montréal



Le guide officiel de Tourisme Montréal décrit ainsi le boulevard, insistant sur son cosmopolitisme :

« Appelé aussi “la Main”, c’est un lieu où l’on peut vivre de nombreuses expériences : ses multiples restaurants font parcourir le monde entier, ses designers charment par leur créativité, ses bars et boîtes de nuit envoûtent. Son histoire, vieille de plus de 300 ans, lui donne aussi un caractère et une architecture authentiques. Choisi par les nouveaux arrivants dès le XIXe siècle, il est peuplé de nombreux résidents et jalonné de commerces d’origines diverses. Axe symbolique marquant le point de rencontre des communautés anglophone et immigrante avec la communauté francophone, il est le reflet du multiculturalisme montréalais<sup>113</sup> ».

Le guide ne retient que le territoire géré par la SDC Saint-Laurent, de la rue Sherbrooke à l’avenue du Mont-Royal. Dans les « artères commerciales » pour le shopping, seule cette même section est mentionnée pour ses « ateliers de designers de mode et boutiques de produits alimentaires variés<sup>114</sup> ». On reconnaît le lobbying des sociétés de développement du boulevard Saint-Laurent et de la Petite Italie – Marché Jean-Talon qui tentent ainsi de promouvoir la *Main* dans les guides et sur le site de Tourisme Montréal. Le directeur de la SDC Petite Italie affirme clairement qu’un certain *branding* du quartier permettrait d’attirer des touristes (entretien, 12 octobre 2011) :

« Par exemple, mettre des indications au sortir du métro pour dire la Petite Italie, c’est par là ! (...) Mais c’est compliqué car il n’y a pas énormément de bâtiments historiques, pas non

<sup>113</sup> Tourisme Montréal, 2014, Guide officiel de Montréal, p. 70.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 100

plus d'œuvres architecturales majeures... Mais c'est peut-être aussi lié à un problème de signature du quartier ».

Comme le directeur de la SDC, certains résidents expliquent la difficile mise en tourisme du boulevard par l'absence de « monuments remarquables », mais surtout car il serait « typiquement montréalais », avec des aspects qu'un touriste ne pourrait comprendre. Pour développer l'attractivité du boulevard, des cartes « touristiques » sont disponibles à l'Office du tourisme de Montréal et elles sont placardées à certains endroits de la rue : dans la Petite Italie et sur le boulevard, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Mont-Royal, renforçant là encore l'attractivité de certains quartiers aux dépens des autres. Cette attention aux quartiers, parfois qualifiés de culturels<sup>115</sup>, ou aux « villages », se fait au détriment d'une attention à la rue elle-même, qui se trouve alors fondue dans un ensemble plus vaste. La SDC Petite Italie publie depuis 2014 un « guide touristique officiel » du quartier, présentant le marché Jean-Talon, le parc Dante, la Casa d'Italia, l'église Notre-Dame-de-la-Défense, ainsi que les publicités des événements et des commerces.

Il n'empêche que des touristes locaux et internationaux sont présents sur l'artère<sup>116</sup>. Nombre de commerçants soulignent leur importance pour leur survie. Cette commerçante d'objets artisanaux recyclés installée depuis quatre ans au nord de l'avenue du Mont-Royal explique (entretien, 3 août 2013) :

« Une chance qu'il y ait des touristes ! C'est sûr qu'on a des gens qui reviennent souvent, on a notre clientèle oui, mais ces gens partent souvent les mains vides ! Les Québécois n'achètent pas. Ce sont les touristes qui achètent ».

Dans l'animation, l'aménagement et la promotion du boulevard Saint-Laurent, les sociétés de développement commercial sont des acteurs cruciaux. Ces acteurs économiques œuvrent à un développement local, selon un modèle global de développement, en déclinant des formes de regroupements privés présentes dans d'autres espaces urbains dans le monde. Ils prennent en charge certaines actions relevant traditionnellement des acteurs publics – Ville-centre et arrondissement –, ce qui entraîne des formes de privatisation de l'espace. Moins importantes que dans d'autres contextes, états-unien notamment, ces logiques entrepreneuriales ont des

---

<sup>115</sup> Tourisme Montréal, Mémoire sur les quartiers culturels, présenté à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports, Montréal, 21 novembre 2011.

<sup>116</sup> Des lieux du boulevard sont cités comme étant « à voir » dans la presse internationale, comme le *New York Times* par exemple : [http://www.nytimes.com/2006/10/22/travel/22hours.html?pagewanted=all&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2006/10/22/travel/22hours.html?pagewanted=all&_r=0), site consulté le 27 juillet 2014.

incidences fortes sur le paysage urbain et l'image du boulevard. Selon les secteurs, des différences existent dans les relations entre les acteurs privés et publics : à une forte coopération dans le secteur du Plateau Mont-Royal, s'oppose un faible dialogue dans le quartier chinois. Cette succession des SDC le long du boulevard entraîne également des phénomènes de territorialisation fortes. Ces processus s'accompagnent de stratégies de *branding* et d'aménagement différentes selon les quartiers et des mises en récit qui ne se recoupent pas forcément. Ces récits font tantôt référence au cosmopolitisme, tantôt au secteur culturel. Dans cette mise en compétition des SDC et des récits, seule la SDC présente sur la portion centrale de la rue, entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, porte le nom de boulevard Saint-Laurent. Les autres fondent le boulevard au sein d'un quartier particulier, comme la Petite Italie ou le faubourg Saint-Laurent. Plus encore, le boulevard est quasi-absent des discours et des actions de la SDC Vieux-Montréal. La portion centrale du boulevard est décrite comme cosmopolite dans les récits (chapitre 2) : elle « fait quartier » en elle-même. On retrouve dans le morcellement de la rue, la place du boulevard dans les territoires successifs et au sein des appellations des SDC, la tension entre *Main street* et rue de quartier. Le boulevard, en tant qu'artère, relève de la municipalité centrale, mais peu de projets d'aménagement dans son ensemble existent. Il s'agit plutôt d'une superposition d'actions de la part des arrondissements et des SDC, qui vient mettre à mal l'unité de la rue. Ces initiatives cherchent à enrayer un des problèmes du boulevard, le déclin de l'activité commerciale, en proposant des solutions diverses. Parmi ces dernières, certaines relèvent d'actions « classiques », similaires à celles expérimentées sur d'autres rues (terrasses, braderies), d'autres cherchent à s'en différencier (festival Murale). Les différentes SDC portent donc des initiatives susceptibles de « faire de la ville », en promouvant la diversité ethnoculturelle. Le long du boulevard, commerçants, SDC, arrondissements et Ville centre agissent afin de créer des paysages particuliers. Ces différents acteurs sont à l'origine de la transformation des anciens quartiers ethniques en quartiers touristiques : quartier chinois, secteur juif et portugais et Petite Italie.



## Chapitre 4 : Entre cosmopolitisme marchand et résilience des anciens quartiers « ethniques »

---

Le chapitre précédent a été l'occasion de montrer la place importante d'acteurs publics (la municipalité centrale et les municipalités d'arrondissements), mais surtout d'acteurs privés (les sociétés de développement commercial, et les acteurs individuels comme les commerçants) dans les stratégies de développement du boulevard. Ce chapitre analyse la construction par ces mêmes acteurs de plusieurs « quartiers ethniques » le long du boulevard. La concentration résidentielle de personnes originaires de différentes vagues d'immigration a entraîné la création d'institutions (associations, lieux de culte, presse ethnique) ainsi qu'une offre commerciale destinée à répondre aux demandes des immigrants. Avec la dispersion des migrants dans l'ensemble de la ville de Montréal, ces anciens quartiers ethniques auraient pu disparaître. Or, les marques de l'ancienne présence immigrante sont encore très visibles : les paysages particuliers construits par les groupes immigrés et les entrepreneurs ethniques, les « *ethnoscapes* » (Appadurai, 1990), des façades de la rue (Shaw et al., 2004) jusqu'aux intérieurs des commerces et des restaurants, se repèrent partout. Ces paysages sont mouvants, sans cesse en évolution et plus ou moins temporaires, avec un marquage pérenne et un marquage présence (Veschambre, 2008) liés aux festivités et processions religieuses par exemple. Les pouvoirs publics, les promoteurs ou encore les SDC, les utilisent et contribuent à les produire.

Les études sur le cosmopolitisme urbain insistent sur la thématization de quartiers dits « ethniques » à des fins commerciales et touristiques. Elles s'intéressent aux façons dont le cosmopolitisme est « *produced and sustained through different forms of urban governance, and in particular the production of distinct cosmopolitan quarters and sectors through policy and planning*<sup>1</sup> » (Binnie et al., 2006 : 14). De surcroît, certaines recherches sur la ville cosmopolite – au sens démographique-descriptif – s'attachent à analyser l'organisation sociale et spatiale d'une communauté en particulier, celle d'un quartier ou d'un immeuble, ou encore la cohabitation interethnique dans un espace déterminé. C'est surtout à partir des années 1980 que le quartier connaît un regain d'intérêt (après les études des années 1920) dans les recherches géographiques, confronté à d'autres échelles (la ville, métropole) et d'autres espaces dans la ville (rue, place) (Humain-Lamoure, 2007). Mais une simple « juxtaposition spatiale d'entités ethniques » dans la ville ne suffit pas à créer de l'espace

---

<sup>1</sup> « produit et maintenu à travers différentes formes de gouvernance urbaine, et en particulier à la production de quartiers distincts et cosmopolites et des secteurs par la politique et l'aménagement ».



cosmopolite à petite et grande échelle. Ce chapitre souligne la nécessité de combiner les échelles de la rue et du quartier afin de saisir le cosmopolitisme en ville.

Il convient donc de s'interroger sur les instrumentalisation du cosmopolitisme passé aux temporalités différentes, européen et asiatique pour l'essentiel, à des fins urbanistiques, commerciales, voire touristiques. Le patrimoine de la diversité est utilisé comme instrument de développement local dans certains secteurs, surtout pour ses quartiers ethniques « historiques ». Sur le boulevard, aux deux quartiers reconnus officiellement par les autorités municipales – le quartier chinois et la Petite Italie –, s'ajoute le secteur portugais en quête d'officialisation. Ces quartiers dits ethniques proposent une expérience exotique aux Montréalais et aux touristes de passage et les démarches de *branding* y sont très marquées, notamment dans les quartiers où une identité unique prime comme dans les secteurs chinois ou italien. Dans la partie centrale, anciennement juive puis portugaise, la multiplicité des origines des migrants conduit à des stratégies de *branding* plus complexe pour valoriser l'aspect cosmopolite du secteur. Fruits d'une construction de *branding*, ces quartiers sont plus que de simples objets de consommation touristique. J'analyserai en effet la résilience de ces « quartiers fondateurs » (Remy, 1990), insérés dans les réseaux des communautés culturelles. Ils demeurent des repères, tant au niveau de l'attachement mémoriel, de la fréquentation des lieux de culte ou de commerce, que pour l'organisation de festivités : ils expriment ainsi un cosmopolitisme enraciné.

Je montrerai en premier lieu combien les quartiers chinois et italiens présentent des paysages exotisés à la différence de la partie centrale du boulevard où les acteurs, publics et privés, doivent tenir compte de la diversité des origines des personnes venues s'y installer. Ces quartiers illustrent les marchandises que l'on retrouve dans d'autres villes du monde, notamment nord-américaines, dans une logique de marketing du lieu. Ils sont aussi des territoires fondateurs pour les différentes communautés présentes le long du corridor d'immigration et, à ce titre, profondément insérés dans des réseaux communautaires, ce qui interroge leur place au sein de la rue et de la ville. Enfin, l'exemple des fêtes souligne aussi ce double aspect du cosmopolitisme, comme marchandise et comme attitude d'ouverture à l'altérité (Hannerz, 1990).

## 4.1. Des paysages « exotisés » dans une logique de cosmopolitisme marchand : Petite Italie et quartier chinois

Anciens quartiers pauvres, les quartiers ethniques d'immigration le long du boulevard Saint-Laurent sont devenus attractifs grâce à des stratégies de mise en valeur diverses : « *Once a ghetto deprivileged outsiders and a place to avoid, Chinatown nowadays stirs the imagination of mainstream people and attracts local and international visitors*<sup>2</sup> » (Rath, 2005 : 239). Les quartiers chinois et italiens relèvent du « *corporate multiculturalism* » (Bianchini, 2004), où la différence est mise en avant et utilisée à des fins économiques et touristiques dans une logique de thématisation des quartiers, afin de créer une image de marque spécifique. Si les entretiens au sein de la Petite Italie n'ont pas posé de problèmes, je n'ai eu accès qu'aux fonctionnaires municipaux et aux sources écrites pour l'analyse du quartier chinois (absence de réponse ou renvoi à la municipalité des membres des organismes communautaires chinois) et les entretiens avec les commerçants ont eux aussi été très courts. Je fonderai donc mes analyses à partir de mon observation, ainsi que des études sur d'autres quartiers chinois dans le monde, afin d'essayer de montrer les spécificités montréalaises.

### 4.1.1. Des quartiers de consommation mis en tourisme : enchinoisement et recherche d'italianité

La Petite Italie et le quartier chinois présentent de nombreux points communs, notamment l'important marquage ethnique commercial, au point que Jonathan Cha (2004) évoque un « enchinoisement » du quartier chinois et les acteurs économiques de la Petite Italie développent une image d'« italianité » de la Petite Italie.

Dans le quartier chinois, sur le boulevard Saint-Laurent, se succèdent différents commerces : épicerie, herboristerie, entreprises d'import-export, boutiques de gros, plusieurs restaurants, un centre dentaire et autres services médicaux, boutiques de vêtements et de cadeaux et de bijoux, centre d'art ou encore des bureaux de change (fig. 4.1.).

---

<sup>2</sup> « Autrefois un ghetto d'étrangers défavorisés et un lieu à éviter, Chinatown excite aujourd'hui l'imagination de la grande majorité des gens et attire des visiteurs locaux et internationaux ».

Figure 4.1. La couche signalétique chinoise



Les enseignes nombreuses du quartier chinois soulignent la diversité commerciale et la présence d'une « couche signalétique » chinoise. Les commerces alimentaires sortent leurs étals sur la rue : la Ville l'interdit normalement, mais le tolère au sein du quartier chinois (Photographies : M-L Poulot, 2012)

On y trouve ainsi les trois types de commerces dits « ethniques » selon Gilles Simon et Emmanuel Ma Mung (1990) : « le commerce de type banal », le « commerce de type communautaire » et le « commerce de type « exotique » ». Le premier consiste en la distribution de produits et services courants (souvent alimentaires) à une population dont n'est pas issu le commerçant. Les commerces communautaires « distribue(nt) des produits spécifiques et vise(nt) généralement la communauté ethnique dont est originaire le commerçant. On le(s) trouve

généralement dans les quartiers à forte population étrangère, mais aussi sur les points de passage obligés de cette population ». De nombreuses boutiques vendent ainsi des produits sans traduire étiquettes ou écriteaux. Le dernier type, « exotique », « propose des produits spécifiques distribués par des boutiques d'alimentation et surtout les restaurants et vise essentiellement comme clientèle la population du pays d'accueil [...]. On distingue deux formes d'implantation : soit une large diffusion dans l'ensemble des tissus résidentiels à faible population étrangère soit, au contraire une concentration dans certains quartiers touristiques » (Simon, Ma Mung, 1990 : 161-162). Le quartier chinois relève du second cas : la fonction résidentielle y est très réduite, à la différence des autres quartiers ethniques le long du boulevard, et la fonction commerciale prime. Les habitants montréalais que j'ai rencontrés évoquent d'ailleurs le quartier uniquement pour ses restaurants et ses magasins alimentaires, comme cet habitant du Mile End qui travaille dans la restauration (entretien, 25 juillet 2013) :

« Moi j'y vais pour du matériel de cuisine aussi dans le quartier chinois, de la vaisselle, parce que c'est vraiment pas cher, et puis des instruments genre mandoline chinoise, des trucs comme ça ».

Comme l'explique un des membres de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, le quartier chinois attire des membres de la communauté habitant dans d'autres quartiers et des membres d'autres groupes résident à proximité (entretien, 2 octobre 2012) :

« Les Chinois la fréquentent, Ils viennent partout de la région métropolitaine pour aller faire leurs courses dans les épiceries du quartier chinois, et puis il y a les autres résidents autour qui sont pas chinois et qui y vont. Moi ça m'arrive d'y aller. C'est fréquenté. (...) Ça va chercher en tous cas certainement la communauté chinoise bien au-delà du quartier chinois, ça c'est clair. Et j pense que ça va chercher une partie de la population alentours, une population qui n'est pas chinoise... »

Un pic de fréquentation est sans doute l'été, durant les mois de juin, juillet et août, quand la Chambre de commerce chinoise organise, à la manière de la SDBSL sur le boulevard entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, des braderies ou ventes de trottoir sur la rue de la Gauchetière (fig. 4.2).

**Figure 4.2. La vente-trottoir dans le quartier Chinois, sur la rue de la Gauchetière**



Ces braderies attirent énormément de monde : membres de la communauté chinoise et autres Montréalais, touristes, curieux, habitants du centre-ville, etc. (Photographie : M-L Poulot, 2012)

Surtout, les enseignes extrêmement nombreuses sur les façades tendent à former une « couche signalétique chinoise » au point que Jonathan Cha (2004) évoque un « enchinoisement », lequel effacerait le caractère montréalais du quartier (fig. 4.1.). Ce terme renvoie à l'idée de « rendre un caractère chinois » à l'objet ou au lieu qui ne l'était pas au départ, « par une réinterprétation se voulant manifeste, mais non pastiche » (Cha, 2004 : 7). Ce processus d'enchinoisement s'est fait en plusieurs phases, depuis « l'apparition des Chinois dans le faubourg » (1877-1893), avec la « percée commerciale cantonaise et signalétique (1894-1923) » et la « multiplication de l'affichage chinois et du façadisme (1924-1964) » (Cha, 2004). Ces signes ont d'ailleurs contribué à gommer les traces de l'ancienne occupation irlandaise du quartier. Le bâtiment le plus ancien du quartier sur la rue Côté est une ancienne école écossaise, devenue aujourd'hui le siège de la compagnie Nouilles Wing. Les enseignes témoignent de la revendication par plusieurs commerces d'une origine autre que seulement « chinoise » : certaines régions comme le Hunan ou le Szechang reviennent sur les devantures, mais aussi Hong Kong et la Corée du Sud. Le quartier concentre également épiceries et restaurants vietnamiens, si bien que certains préfèrent parler de quartier asiatique plutôt que chinois. Un couple de trentenaires du Mile End y fréquentent restaurants chinois, vietnamien et coréen et préfère aller ailleurs pour un restaurant thaïlandais ou japonais (entretien, 25 juillet 2013). Mais l'appellation officielle est « quartier chinois », dans une approche « monoculturelle » : cette image unique et unifiée est en effet plus simple à construire et à transmettre en termes de stratégie de *branding*. « *As with the internal space of restaurants, exotic motifs are accentuated within the bounded enclave to create an ambience*

*conducive to leisure and tourism consumption. (...) but the imagery projected to visitors may reconfirm rather than challenge stereotypes<sup>3</sup>* » (Shaw et al., 2004 : 1998). La présence commerciale ainsi que l'enchinoisement du quartier participent de ce qu'on pourrait qualifier de « multiculturalisme marchandisé » ou d'utilisation de l'altérité comme identité exotisée à des fins touristiques. Cette création du Chinatown relève d'un « *corporate multiculturalism* » qui « *necessarily limits intercultural communication and understanding, and tries to protect community boundaries and traditional identities<sup>4</sup>* » (Bianchini, 2004). Cette analyse paysagère du quartier chinois rend compte de l'importance des actions d'affichage de la part des commerçants, tout autant que des héritages successifs des installations historiques des immigrants chinois, puis vietnamiens et venus d'autres espaces de l'Asie.

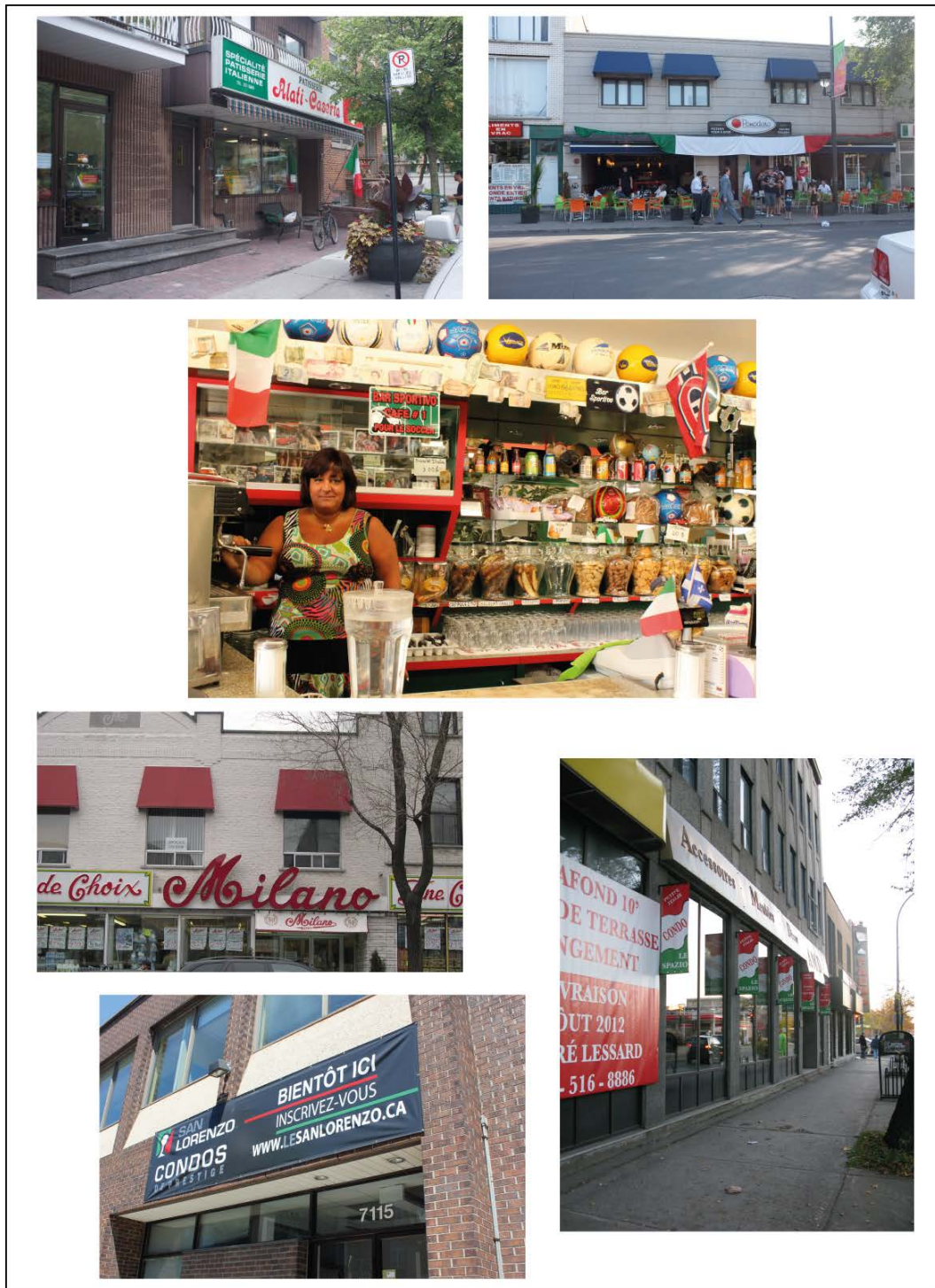
Autre quartier commercial « ethnique » officiel, la Petite Italie constitue un second exemple de construction de l'altérité destinée à la consommation, avec toutefois une fonction résidentielle plus importante. La rue dans le secteur italien porte les « signes symboliques conformes aux stéréotypes classiques des représentations ordinaires de l'Italie » (Velasco-Graciet, 2008). Là aussi, les commerces relèvent des trois types : des services courants, du commerce communautaire (comme la librairie italienne qui vend presse et livres en italien) et du commerce exotique (Simon, Ma Mung, 1990). La plupart des commerces portent des noms aux sonorités italiennes (Milano, caffè italia, quincaillerie Dante), même ceux à destination d'une clientèle plus large (ainsi la bijouterie Or Italia ou la boutique de décoration et fleuriste Rome antics). Les couleurs du drapeau sont très souvent présentes sur les enseignes (fig. 4.3). « La rue est ici un paysage construit, modelé, prenant appui sur des éléments extra-locaux ramenés d'un passé éloigné » pour la communauté italienne mais aussi montréalaise (Velasco-Graciet, 2007). La SDC a œuvré à la mise en place des terrasses dans la Petite Italie, qui font partie intégrante de la culture et de l'identité italienne (places avec cafés) et les promeneurs recherchent ce « mode de vie à l'italienne » selon une fonctionnaire à la Ville de Montréal (entretien, novembre 2011). Le conseiller de la Ville de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie, voit les actions de revitalisation comme une stratégie afin de promouvoir la Petite Italie comme « le quartier des traditions, du savoir-faire et du charme à l'italienne (gastronomie, design...) » (entretien, 9 mai 2007).

---

<sup>3</sup> « Comme pour les intérieurs des restaurants, les motifs exotiques sont accentués au sein de l'enclave afin de créer une ambiance propice aux loisirs et à la consommation touristique (...) mais l'image projetée aux visiteurs tend à confirmer les stéréotypes plutôt qu'à les interroger ».

<sup>4</sup> « limite nécessairement la communication et la compréhension interculturelle et essaie de protéger les frontières communautaires et les identités traditionnelles ».

Figure 4.3. L'affichage commercial italien sur le boulevard Saint-Laurent et les rues avoisinantes



Cet affichage « italien » est visible tant au niveau des noms que des couleurs et drapeaux, avec le supermarché Milano, le restaurant Pomodoro ou encore la pâtisserie Alati-Caserta. Sur la photographie du milieu : l'intérieur du bar sportivo, un café du boulevard Saint-Laurent. En bas, les annonces immobilières aux couleurs italiennes des futurs condominiums dans la Petite Italie (Photographies : M-L Poulot, 2011, 2012, 2013)

Cette image de quartier italien s'affiche plus encore dans le projet de la firme Open<sup>5</sup>, mandatée par la SDC Petite-Italie – marché Jean-Talon. L'expression « *Vivere emozione* » est au cœur de ce nouveau *branding* afin de démarquer le quartier par rapport aux autres, dans une logique concurrentielle et touristique :

« L'expression utilisée, "Vivere emozione", vise à présenter l'offre de la Petite-Italie comme une offre qui se vit. La lettre V est l'emblème rassembleur autour duquel un amalgame de textures évoque le tissu urbain multigénérationnel du quartier. Ces mêmes textures se déploient de diverses manières et cherchent à identifier les trois pôles commerciaux de la Petite-Italie : gastronomie, sport et culture<sup>6</sup> ».

Cette même image est aussi véhiculée lors du festival D!SEGNO, un événement lancé en 2013 par la SDC, en collaboration avec la Casa d'Italia, la Corporation des marchés publics de Montréal et la chambre de commerce italienne<sup>7</sup>. Il est l'occasion d'expositions, de portes ouvertes de commerces liés aux arts et au design (comme le Magasin général sur le boulevard Saint-Laurent, qui vend luminaires et articles de décoration), d'ateliers de création et de dégustation, ou encore de parcours dans le quartier. La SDC Petite-Italie organise d'autres événements, comme la Semaine de la pizza dans la Petite-Italie, les rendez-vous du cinéma italien, ou encore l'aperitivo le jeudi de « 5 à 7 » dans différents restaurants entre les mois de janvier et avril. Dans le quartier chinois, se déroulent également fêtes et événements, notamment les festivités du Nouvel an chinois<sup>8</sup>, même si les préparatifs semblent moins importants d'année en année<sup>9</sup>. Le festival international annuel de courses de bateaux-dragons a été créé par le président-fondateur du Centre uni de la communauté chinoise de Montréal, une des associations importantes du quartier chinois<sup>10</sup>.

Les acteurs publics et privés de ces quartiers s'attachent donc à offrir une expérience exotique aux touristes, en mettant en valeur les « *ethnoscapes* » (Appadurai, 1990). Ainsi, le *Chinatown* de Montréal ou la petite Italie (Sénécal, 1994), présents dans tous les guides

---

<sup>5</sup> L'agence torontoise de publicité a ouvert un bureau à Montréal en 2013.

<sup>6</sup> « La Petite Italie se refait une beauté », 14 mai 2014, Infopresse, La référence des professionnels des communications et du design, <http://www.infopresse.com/article/2014/5/14/la-petite-italie-se-dote-d-une-nouvelle-image-de-marque>, site consulté le 31 juillet 2014.

<sup>7</sup> Susan Schwartz, « Little Italy shows off its culinary prowess », avril 29, 2014, *The Gazette*, <http://www.montrealgazette.com/life/Little+Italy+shows+culinary+prowess/9787118/story.html>, site consulté le 31 juillet 2014.

<sup>8</sup> Roxane Léouzon, « Effervescence dans le quartier chinois », 30 janvier 2014, *Métro*, <http://journalmetro.com/actualites/montreal/439718/effervescence-dans-le-quartier-chinois/>, site consulté le 31 juillet 2014.

<sup>9</sup> Émilie Folie-Boivin, « Nouvel an – le quartier chinois de Montréal en mutation », 9 février 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/art-de-vivre/voyage/370233/le-quartier-chinois-de-montreal-en-mutation>, site consulté le 31 juillet 2014.

<sup>10</sup> Site de l'Ordre national du Québec : <http://www.ordre-national.gouv.qc.ca/membres/membre.asp?id=982>, site consulté le 4 août 2014.



touristiques, permettent aux visiteurs de « voyager dans le monde tout en restant dans la ville » ou encore selon les termes de Zelinski (1985 : 54), « *an effortless voyage into some distant enchantments*<sup>11</sup> ». Le guide officiel de tourisme de la ville de Montréal décrit le quartier chinois ainsi :

« La communauté chinoise y est omniprésente car elle vient toujours s’y approvisionner et y célébrer les fêtes traditionnelles. Les rues étroites sont bordées de boutiques offrant des produits alimentaires exotiques, de l’artisanat traditionnel, des accessoires d’arts martiaux, des herbes et des médicaments naturels et même des services de médecine orientale et d’acupuncture<sup>12</sup> ».

À ce marquage commercial de la Petite Italie et du quartier chinois relevant d’un « *corporate multiculturalism* » dans le sens d’une réduction identitaire unique, s’ajoute un marquage plus institutionnel qui borne chacun des quartiers.

#### 4.1.2. Ancrer « définitivement » des quartiers ethniques en voie de rétrécissement : la question du marquage des limites

Le quartier chinois de Montréal est un espace extrêmement repérable par des marques multiples qui viennent le délimiter. Le maire Pierre Bourque a commandé deux grandes arches afin de marquer l’entrée et la sortie du quartier chinois sur le boulevard Saint-Laurent, au niveau du boulevard René-Lévesque au nord et de l’avenue Viger au sud (fig. 4.4.) et deux autres arches bornent également le quartier d’est en ouest sur la rue de la Gauchetière.

Le quartier est le fruit de divers projets d’aménagement, certains centrés sur le quartier lui-même dans une volonté d’enchinoisement du secteur, d’autres, dans des aménagements plus larges, notamment de centre-ville. Un premier plan intervient dans les années 1960, sans résultat du fait de du manque de consensus au sein de la communauté chinoise : la municipalité se contente de masquer les nombreux espaces vacants du quartier par des aménagements éphémères (clôtures, arche colorée). Dans la même période, les opérations d’envergure comme la construction du siège d’Hydro-Québec, celle du complexe Desjardins et enfin du complexe Guy Favreau, viennent considérablement réduire le périmètre du quartier chinois (fig. 4.5.). Ce dernier complexe est un projet du gouvernement fédéral annoncé au début des années 1970, dans le but d’y installer plusieurs services du gouvernement canadien : la première tour devait être inaugurée en 1975. Comme le souligne Martin Drouin (2005 : 103), une partie de la communauté chinoise a protesté contre le projet avec la création d’un « *Committee for the Preservation of Chinatown*, notamment pour protéger les trois églises menacées, présentées comme le ciment de la communauté ». L’association *Sauvons Montréal* a soutenu les protestataires « en articulant sa démarche autour de trois éléments : la protection de huit bâtiments qualifiés d’ “historiques”,

---

<sup>11</sup> « Un voyage sans effort dans quelque lointain délice ».

<sup>12</sup> Tourisme Montréal, 2013, Guide touristique officiel de Montréal, p.39.

contre une architecture moderniste qui se devrait obligatoirement haute et enfin, contre “la menace d’extinction d’un quartier vivant et dynamique” » (Drouin, 2005 : 104). Au final, seuls deux édifices ont été classés en 1976 et 1977 : le presbytère et l’église de la mission chinoise du Saint-Esprit (fig. 4.5.). Dans cette affaire, le gouvernement provincial n’a pas contrecarré les projets fédéraux : surtout, ces interventions patrimoniales ont privilégié le monumental au détriment d’une réflexion globale sur le quartier. Pour Tom (entretien, 5 mai 2012), un des membres de la communauté chinoise impliqué dans plusieurs organisations communautaires, la diversité de la communauté (divisions politiques et religieuses) explique l’absence d’une mobilisation concertée afin de sauver le quartier lors des constructions des années 1960 et 1970. Selon lui, les tensions entre les clans pro-Chine et pro-Taiwan étaient importantes à l’époque. En outre, au moment de la mise en place de la loi 101 (entre 1974 et 1977), de nombreux Chinois anglophones ont préféré quitter la ville.

**Figure 4.4. Les arches du quartier chinois**



À gauche, une des deux grandes arches sur le boulevard Saint-Laurent à la hauteur de l’avenue Viger. Les couleurs jaune et rouge symbolisent la puissance pour la première et le bonheur et la bonne fortune pour la seconde. Les portes sont ornées de quatre lions de marbre, dons du Conseil d’Etat de la République populaire de Chine. S’ajoute une délimitation Est-Ouest, avec deux petites arches rue de la Gauchetière. L’une d’entre elles est visible sur la photographie de droite. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

Les dirigeants à la Ville de Montréal lancent à partir des années 1980 un plan de redéveloppement du quartier chinois qui prônait la piétonnisation de la rue de la Gauchetière, la

création d'un centre commercial rue Clark et l'installation d'un nouveau mobilier urbain (lampadaires, murale, bancs aux motifs stylisés). En 1982-83, la Ville aménage la place Sun-Yat-Sen, grand espace public au cœur du le quartier chinois, avec une scène surélevée pour les spectacles. Cet « imposant dispositif d'enchinoisement est mis en branle afin de rétablir l'identité chinoise du quartier et de lui conférer une image unique et ce, malgré la perte du tiers de son espace » (Cha, 2004 : 11). Les associations de sauvegarde du patrimoine ont largement critiqué ces aménagements : « en 1984, Sauvons Montréal décernait un prix citron “à tous les paliers de gouvernements pour leur pitoyable intervention dans le Quartier Chinois de Montréal”<sup>13</sup> ». La dernière phase d'enchinoisement analysée par Jonathan Cha (2004) se situe au tournant des années 2000, avec un nouveau plan de développement du quartier et l'installation des grandes arches sur le boulevard Saint-Laurent.

Depuis cette date, les arches n'ont pas été rénovées et les aménagements ont vieilli si bien qu'en 2013, les municipalités de Montréal et de l'arrondissement Ville-Marie souhaitent entreprendre une modernisation du quartier. Le projet consiste à réaménager le domaine public « sur la rue De La Gauchetière entre les rues Clark et Jeanne-Mance en vue d'embellir et de rendre les espaces publics plus sécuritaires<sup>14</sup> ». L'objectif est de « renouveler l'image du Quartier chinois et y insuffler un nouveau dynamisme, mettre en valeur ses atouts touristiques pour attirer visiteurs et congressistes, souligner le caractère unique de la promenade sur De La Gauchetière » et « créer un espace public reconnu pour sa convivialité »<sup>15</sup>. La partie du quartier chinois sur la rue Saint-Laurent entre René-Lévesque et la rue Viger ne semble pas pour l'instant concernée, ce qui confirme la place centrale de la rue De La Gauchetière, devenue la rue commerçante et de promenade du quartier. Certains acteurs du quartier souhaiteraient pourtant une intervention d'une plus grande ampleur, comme le directeur de l'Association du commerce et des restaurants chinois du Québec<sup>16</sup>.

---

<sup>13</sup> Denis Masse, « Le prix Citron va au carré Viger et au Quartier chinois », 21 décembre 1984, *La Presse*, cité dans Martin Drouin, 2005.

<sup>14</sup> site des projets d'aménagement dans l'arrondissement de Ville-Marie, [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=7317,125263599&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125263599&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 31 juillet 2014.

<sup>15</sup> Site de l'arrondissement Ville-Marie, revitalisation du quartier chinois : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=7317,125263599&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125263599&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 31 juillet 2014.

<sup>16</sup> Marc-André Carignan, « le SOS du quartier chinois », 19 décembre 2012, *Metro*, <http://journalmetro.com/opinions/paysages-fabriques/210032/le-sos-du-quartier-chinois/>, site consulté le 31 juillet 2014.

Figure 4.5. Le quartier chinois rogné par divers projets urbains



Le paysage de la Petite Italie présente des similitudes avec celui du quartier chinois : le quartier est lui aussi délimité par des arches, avec toutefois une différence de taille : ce n'est pas la Ville – et plus exactement le maire Pierre Bourque – mais la communauté d'affaire de la Petite Italie qui est à l'origine du marquage (fig. 4.6.). Dans les deux cas, l'objectif est de marquer le territoire, le faire connaître et développer une image territoriale liée à une communauté en particulier. L'association pour la promotion de la Petite Italie, constituée par les marchands, lance un projet de revitalisation du quartier de la Petite-Italie et du marché Jean-Talon à la fin des années 1990 : une petite trentaine de magasins étaient à louer à l'époque, et la situation commerciale paraissait compromise. L'association fait appel à un architecte, Renato, pour des « propositions concernant l'aménagement du quartier appelé La Petite Italie<sup>17</sup> ». L'objectif premier du mandat est de mieux définir la Petite Italie, « souligner le caractère particulier du quartier et améliorer et augmenter son caractère commercial<sup>18</sup> », avec plusieurs points spécifiques : « définition et identification du périmètre du quartier ; identification des points focaux et des circuits prioritaires du quartier ; une proposition pour un logo du quartier ; une proposition pour l'aménagement du boulevard Saint-Laurent, du marché Jean-Talon et pour le Parc Martel<sup>19</sup> ». Une conseillère en affaires interculturelles à la municipalité de Montréal souligne les temporalités concomitantes entre la demande de la communauté italienne, le don des arches à la communauté chinoise et la tenue des élections municipales en 1998 (auxquelles Pierre Bourque est réélu pour un second mandat) (entretien, 25 avril 2007).

« La chose est assez simple. La Ville tire une grosse partie de ses revenus des commerces. S'il y a vingt-six magasins de fermés... Donc c'était un investissement mineur pour la Ville par rapport probablement... d'ailleurs comme la valeur des immeubles a augmenté considérablement dans le quartier, la Ville en a tiré directement des bénéfices. La politique du maire Bourque à cet égard était extrêmement fonctionnelle et ça a très bien marché. Ça a marché pour le quartier chinois et pour tous les quartiers minoritaires. Le risque, c'était de faire des ghettos ethniques mais ça ne s'est pas avéré parce qu'en réalité les magasins sont peut-être restés la propriété de commerçants italiens, mais toute la population est devenue extrêmement hétérogène ».

---

<sup>17</sup> Arts&Architecture, 17 octobre 1996, « Association pour la Promotion de La Petite Italie – Propositions », Outremont.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

Figure 4.6. Arches qui délimitent la Petite Italie et marquage



Le nom du quartier est répété sur les différentes plaques et arches du quartier et les couleurs du drapeau sont très présentes. (Photographies : M-L Poulot, 2011, 2012)

La communauté d'affaire de la Petite Italie a finalement opté pour un affichage spécifiquement italien, de « *branding* » : les couleurs de l'Italie, des formes traditionnelles mêlées à des modèles plus contemporains pour « redonner une identité et une marque italienne au quartier », comme l'explique un conseiller de la Ville de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie, district de Saint-Edouard (entretien, 9 mai 2007). Les arches, demandées à la Ville de Montréal en même temps que celles du quartier chinois, sont élaborées entre 1995 et 1998 avec du granit importé d'Italie et une mise en place en en mars 2002. Le pays d'origine est figuré au sommet de ces dernières par une botte aux couleurs du drapeau (verte, blanche et rouge) et l'architecte a placé une plaque commémorative sur les arches d'entrée. Cet aménagement a été retenu après de longues discussions informelles et un concours en interne afin de choisir entre différentes maquettes. Les membres de la communauté italienne présents lors des réunions préliminaires avaient proposé des statues de Pinocchio en haut des arches, des statues de Dante, ou encore de Jules César ou Verdi, mais aussi mais aussi des statues contemporaines, comme celle d'une cafetière italienne. L'association pour la Promotion de la Petite Italie souhaitait surtout marquer les limites du quartier. Renato, l'architecte des arches, préconisait l'installation de « *termini* » romains à l'entrée « des principales voies d'accès », en référence aux « statues placées aux limites des champs et représentant des dieux sylvestres qui agissaient comme protecteurs de la communauté et garantissant la prospérité des surfaces comprises dans leur empreinte<sup>20</sup> » alors que d'autres membres de la communauté d'affaire préféraient des arcs de triomphe. Renato raconte (entretien, 27 août 2012) :

« L'association a demandé qu'on installe au début des arcs de triomphe. Puis étant donné qu'on riait assez car on ne savait pas trop de quoi triompher, on a décidé que ça tomberait sur des portes d'entrée et de sortie. Elles ont été dessinées, conçues par San Donato. Et disons que dans un premier temps, on nous avait empêché de compléter l'arc au-dessus de la rue parce qu'ils avaient peur de deux choses. Ils voulaient que l'endroit soit dégagé pour des interventions des pompiers au cas échéant. Et surtout, il y avait la peur que pendant les tempêtes de verglas, se forment des chandelles de glace qui puissent endommager... Mais on a vu qu'avec les portes de Chine, il n'y a pas eu de problèmes et avec les portes qu'il y a sur la rue Ontario, on n'a pas de problèmes non plus ».

La communauté d'affaire a aussi réfléchi à des marques sur les trottoirs : fallait-il mettre des empreintes comme ceux d'Hollywood et dans ce cas, lesquelles ? Le cabinet d'architecture pressenti proposait de :

« changer la pavimentation actuelle des trottoirs par une surface en blocs de pierre ou de pavé uni, pavimentation dite « à la romaine » ou « en queue de paon » ; celle-ci sera ouvragée à des intervalles réguliers par des motifs géométriques (...) qui définiraient spécifiquement le caractère de la rue. En particulier on pourrait penser avoir une série de plaques de bronze commémorative

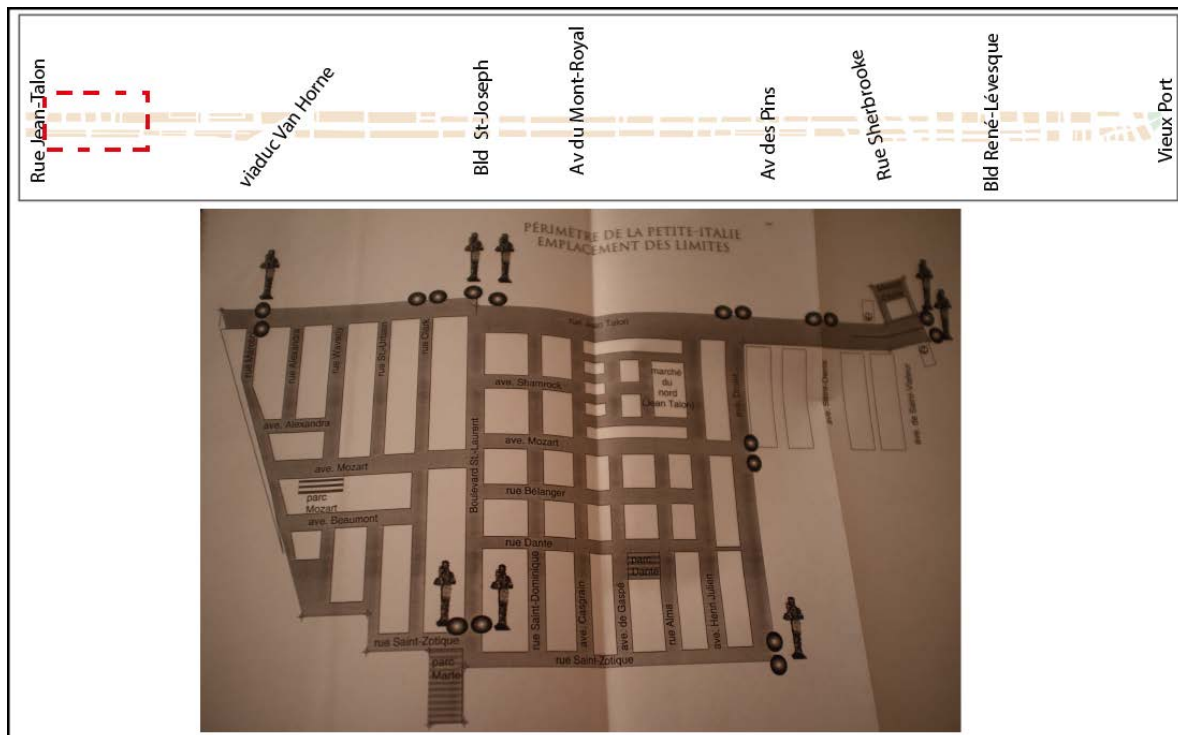
---

<sup>20</sup> *Ibid.*





Figure 4.8. Le projet de périmètre de la Petite Italie délimitée par les statues de termini.



On retrouve les arches de la Petite Italie aux mêmes endroits que les termini représentés sur la carte. (Document prêté par l'architecte Renato)

Jean, un habitant de longue date de la Petite Italie a vu certaines portes déplacées (entretien, 28 octobre 2011) :

« Les petites arches sur Bélanger côté Saint-Denis : elles ont été déplacées trois-quatre fois car un moment, elles étaient dans le quartier de la communauté latino-américaine qui a déclaré que si on ne les enlevait pas, elle le ferait elle-même en affirmant : “la Petite Italie, c’est pas ici” ».

La communauté italienne, qui s’est déplacée dans Montréal, a en effet été en partie remplacée par d’autres immigrants, vietnamiens et /ou latino-américains. Diverses enseignes en espagnol de magasins ou de restaurants ont fleuri, et certains d’appeler cette zone « el nuevo barrio latino americano de Montréal », avec ses commerces et sa clientèle importante. La zone d’influence marquée par la présence latino-américaine se situe dans le même secteur que la Petite Italie, très imprégné par la présence des immigrants et commerçants italiens : la rue Bélanger surtout, au sud du marché Jean-Talon et à l’est du boulevard Saint-Laurent, autour du supermarché Andes (ou Sabor latino). Les membres de la communauté latino-américaine refusaient un marquage « italien », d’entre-soi, dans l’espace qu’ils occupaient quotidiennement.

Comme dans le quartier chinois avec la place Sun-Yat-Sen, l’aménagement de l’espace dans ses marques et ses toponymes revendique le caractère italien du secteur. La municipalité a aménagé plusieurs parcs, dont celui de la Petite Italie, « en hommage à la communauté d’origine

italienne » et une statue du poète Dante est présente au parc éponyme du quartier. Ces parcs, tout comme les portes – arches chinoises ou portes italiennes – tracent une limite du secteur, ainsi que l'ont souhaité sociétés de développement et certaines associations communautaires. Ces marques qui matérialisent une présence ancienne, en retrait, préemptent d'une certaine manière l'espace en excluant les autres groupes d'immigrants. Ces éléments se retrouvent dans les Chinatown et Little Italy d'autres villes, notamment nord-américaines.

#### 4.1.3. Chinatown, Little Italy : une homogénéisation nord-américaine ?

De nombreuses municipalités utilisent la diversité culturelle comme outil de promotion de leur ville. Certains « *multicultural districts are selected and redefined as destinations for leisure and tourism consumption*<sup>22</sup> » (Shaw et al., 2004 : 1996) : « *streets and neighbourhoods, whose very names once signified the poverty of marginalised communities, are repositioned to attract people with sophisticated, cosmopolitan tastes*<sup>23</sup> » (Shaw et al., 2004 : 1983). Cette redéfinition d'anciens « quartiers ethniques » et du lien entre un territoire et une communauté dans une logique de mise en tourisme conduit bien souvent à l'émergence de quartier « exotique ». Une importante stratégie de *branding* ou de marketing territorial vient accompagner ces constructions territoriales, à Montréal, mais aussi à Toronto, où la Little Italy connaît un processus de « restaurantification » et devient une destination pour les habitants torontois (Hackworth, Rekers, 2005).

En dépit des spécificités de ces quartiers en lien avec leurs villes d'installation, les acteurs publics et privés n'hésitent pas à les comparer entre eux, jusqu'à construire une figure internationale, à tout le moins nord-américaine, des *Chinatown* ou des *Little Italies*, qu'il s'agisse de ceux de Toronto, d'Ottawa, de New York, de San Francisco ou de Boston (Jacobs, 1996 ; Shaw et al., 2004 ; Hackworth, Rekers, 2005). De fait, nombre de signes « ethniques » sont similaires d'une ville à l'autre, à l'instar des arches des quartiers chinois. On peut se demander si ces espaces, reconnus comme lieux de l'altérité, évoluent de la même manière, aboutissant à une certaine homogénéisation du paysage urbain des villes cosmopolites. Les actions municipales de mise en visibilité par les toponymes ou des aménagements d'arches participent à la banalisation de leur paysage désormais empli de modèles et symboles internationaux (arches, drapeaux). Ola Söderstrom (2006) évoque à cet égard le rôle des développeurs, architectes, aménageurs et designers qui voyagent, travaillent dans des sociétés internationales, et créent des standards

---

<sup>22</sup> « Districts multiculturels sont sélectionnés et redéfinis en tant que destinations pour le loisir et la consommation touristique ».

<sup>23</sup> « les rues et les quartiers dont les noms ont signifié autrefois la pauvreté de communautés marginalisées, sont repositionnées afin d'attirer des personnes aux goûts sophistiqués et cosmopolites ».

internationaux. Dans les quartiers dits ethniques, ces acteurs se réfèrent au cosmopolitisme ou au « style international » comme étant « *western with an exotic flavour*<sup>24</sup> ». Selon Ola Söderstrom (2006), la standardisation permet aux élites transnationales, voyageurs et touristes, de voyager sans se perdre, de se sentir chez eux ailleurs grâce à des repères qui sont partout les mêmes.

Les études sur les *Chinatown* les définissent comme des enclaves ethniques dominées par les entrepreneurs immigrants chinois faisant de la restauration principalement pour des immigrants sinophones. Comme enclave ethnique, elle est caractérisée par une concentration géographique de magasins ethniques habituellement installés dans les centres urbains majeurs et employant des « co-ethniques » (Portes and Manning 1986). Les évolutions de l'immigration et la mondialisation ont transformé les *Chinatown*s de l'Amérique du Nord – et donc celui de Montréal – en des quartiers plus diversifiés qu'uniquement « chinois » (Phan, Luk, 2008 : 294-5). À l'image des *Chinatown*s, surtout étudiés en Amérique du Nord, les « colonies » italiennes installées dans les grandes villes nord-américaines sont peu à peu devenues pour certaines des *Little Italies* : ainsi, à New York (Krase, 2006), Chicago (Nelli, 1970), Toronto (Harney, 2007) ou Montréal (Ramirez, 1984). « *In short, Little Italy was a creation of the English-speakers monitoring the growth of Italian neighbourhoods in cities they regarded as their own; it was not a term generated by the occupants of those Italian neighbourhoods or by their immigrants' encounters with their nearest neighbours, most of whom were foreigners like themselves*<sup>25</sup> » (Gabaccia, 2006 : 19-20). R. F. Harney (1985) parle d'« italo-phobia » comme « maladie du monde anglophone » pour caractériser la formation de quartiers où les immigrants italiens étaient concentrés. Les premières études sur ces quartiers émanent de la tradition de l'École de Chicago. Nelli (1970) analyse par exemple comment le quartier situé à proximité de la station de Dearborn, devient la *Little Italy* de Chicago, zone d'accueil et de transition pour la plupart de ces nouveaux immigrants italiens. Ces quartiers ethniques sont intégrés dans le modèle de Burgess en cercles concentriques. Dans la ville de Montréal, les anciens quartiers ethniques se situent le long d'un axe Nord-Sud, le boulevard Saint-Laurent, d'où un modèle spatial des quartiers ethniques un peu distinct.

Enfin, ces constructions de quartiers présentent les évolutions de la pensée de la majorité sur les minorités. L'étude de Kay Anderson sur le *Chinatown* de Vancouver en témoigne : à l'image négative, s'est substituée une image folklorique d'un « petit bout d'Orient » dans une optique de mise en tourisme du lieu (Anderson, 1988). L'auteur dénonce une utilisation du

---

<sup>24</sup> « Occidental avec une saveur exotique ».

<sup>25</sup> « En bref, Little Italy était une création des anglophones de façon à contrôler la croissance des quartiers italiens dans les villes qu'ils considéraient comme les leurs ; ce n'était pas un terme produit par les résidents de ces quartiers italiens ou par les rencontres avec leurs voisins les plus proches ; la plupart étant des étrangers comme eux ».

multiculturalisme comme manipulation pour construire, figer, stigmatiser et réduire l'identité chinoise, en évoquant la construction de la catégorie raciale « Chinois » sur le mode d'une opposition binaire entre « Nous » et « Eux ». La « marchandisation culturelle et l'économie symbolique », pour reprendre les termes de Sharon Zukin (1995), créent et donnent à voir une diversité culturelle aseptisée, basée sur le recours à des stéréotypes culturels qui ne peuvent prétendre rendre compte de la complexité et la richesse des cultures minoritaires. À Montréal, « l'enchinoisement » (Cha, 2004) du Quartier chinois révèle les mêmes stratégies qui misent sur l'exotisme au risque de figer les rapports à l'Autre dans une dualité Eux/Nous » (Germain, Liégeois, Hoernig, 2007 : 333) pour attirer le touriste. Jonathan Cha (2004 : 15) analyse les arches du quartier chinois qui « encadrent [et] annoncent les points d'accès » comme ayant « selon la communauté chinoise, (...) un rôle d'ouverture et de marquage spatial venant confirmer leur fierté et leur présence sur le territoire montréalais. Par contre, il faut constater que ces arches cessent la continuité du boulevard Saint-Laurent et "privatisent" au profit de la communauté chinoise l'espace de cette rue qui définit Montréal sous toutes ses traditions et ses cultures. On parle alors d'une appropriation spatiale sans précédent à Montréal et d'un geste suprême de ghettoïsation positive du quartier chinois (...) Il y a donc un transfert qui s'effectue entre folklorisation / affirmation culturelle et touristification / appropriation spatiale » (Cha, 2004 : 15). Le quartier chinois de Montréal, par sa délimitation et ses phases d'enchinoisement successives, tendrait à devenir un espace significatif moins pour la communauté chinoise que pour les étrangers.

Ces quartiers attirent aujourd'hui en effet d'autres personnes, lesquelles n'appartiennent pas à la communauté en question. Ces quartiers sont ainsi passés d'espaces de relégation à des espaces attractifs, parallèlement à la transformation des représentations associées aux différentes communautés. Ce renversement de valeur a été accéléré par l'offre alimentaire qui a joué en faveur d'un décroisement et d'une ouverture entre les différents groupes ethniques. L'artiste et écrivaine Sylvie Laliberté (2013 : 13), évoque ainsi les nouvelles valeurs accordées à la gastronomie italienne et leur appropriation par la société québécoise dans son ouvrage *Quand j'étais italienne* :

« Ce qui nous a sauvé, c'est le grand magasin Eaton sur la rue Sainte-Catherine qui, en 1981, a fait tout un tapage marketing à propos des produits de l'Italie. Soudainement, et de manière inopinée et brutale, tout ce que ma mère savait, et qu'elle cachait, il était maintenant de bon ton de le savoir : le basilic, l'huile si vierge et de toute première pression, l'ail et ses outils, le café moulu à la maison, les feuilles de laurier, les fruits à tous les jours. Tout à coup, nous sommes devenus une sorte de référence dans le cercle des amis de mes parents. Tous s'intéressaient à ces choses si importantes : pasta, pesto, pancetta et le prosciutto, qui est une sorte de *baloney* qui coûte trop cher ».

Les commerçants et les SDC jouent sur cette demande, en multipliant les « restaurants ethniques ou exotiques », qui révèlent un véritable cosmopolitisme de bouche. Les médias s'en saisissent et soulignent par exemple combien :

« Le Quartier chinois a bien changé dans la dernière année. C'est même la renaissance culinaire entre les deux lions qui gardent le boulevard Saint-Laurent. Un peu délaissé ces derniers temps pour Brossard, Verdun et les environs de l'Université Concordia, le quartier attire de nouveau les restaurateurs. Même le jeune chef non chinois Aaron Langille (anciennement au réputé Café Sardine) s'y installera cet été<sup>26</sup> ».

L'acte de manger une nourriture autre permet un contact interculturel et transforme l'étranger en familier, si bien que tout lieu offrant une cuisine étrangère peut être qualifié « d'«ethnosité» [reflétant] les relations que les sociétés multiculturelles entretiennent avec leurs immigrants » (Turgeon, 2002 : 213). Ainsi le quartier chinois, la Petite Italie et le secteur central de la *Main* apparaissent dans les guides touristiques comme lieux de la diversité ethnoculturelle, du fait de leur offre axée sur le « cosmopolitisme de bouche », version non menaçante et édulcorée de l'altérité, au risque de tomber dans l'exotisme folklorique. À ces constructions de quartiers thématiques, basés sur un phénomène d'inversion de valeurs, d'actions de *branding* et de délimitations précises dans le cadre d'un « multiculturalisme managé » (Bianchini, 2004), s'opposent dans le secteur central du boulevard, des aménagements, plus discrets et moins excluants, dans un cadre urbain plus nettement cosmopolite.

## **4.2. Composer avec le cosmopolitisme du boulevard dans sa partie centrale**

Si les acteurs publics (instances municipales) et privés (associations de commerçants notamment) convergent pour donner une identité unique aux quartiers chinois et italiens, ils s'accordent sur une plus grande complexité dans la partie centrale du boulevard, entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal (voire jusqu'au nord de l'arrondissement du Plateau, à la rue Van Horne), difficile à réduire à une seule image de marque (Johansson, Cornebise, 2010). L'immigration provient en effet de l'Europe de l'Est, du Portugal, de la Grèce ou encore d'Italie. Le marquage de cet espace, dans une visée à la fois commerciale et patrimoniale, en tient compte, qui reconnaît les différents apports.

---

<sup>26</sup> Eve Dumas, « Renaissance du quartier chinois », 3 mai 2013, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/voyage/destinations/quebec/montreal/201305/03/01-4647280-rennaissance-chinoise.php>, site consulté le 14 mars 2014.

#### 4.2.1. Un secteur cosmopolite

Dans cette partie de la *Main*, se mêlent de nombreuses enseignes porteuses d'empreintes ethniques variées dans un « enchevêtrement cosmopolite<sup>27</sup> ». En remontant le boulevard vers le Nord, de Marie-Anne à Mont Royal, le côté Est est marqué par les anciennes communautés juives, hongroises, polonaises, ukrainiennes (juifs ashkénazes de l'Europe de l'est, de la Russie à l'Allemagne) : « des échoppes hongroises, portugaises, grecques, espagnoles, latino-américaines, mexicaines et récemment, antillaises, offrent des produits variés aux membres de leur communauté culturelle (...). On peut ainsi en mentionner quelques-uns : la charcuterie Marianne, bannières sur Saint-Laurent de la communauté de la petite Pologne de jadis, la boucherie yougoslave Slovenia Meat Market ainsi que la Vieille Europe, paradis des flâneurs et reconnue principalement pour ses nombreux fromages provenant de l'Europe entière. Ces commerces offrent des éventails assez larges de produits, comme la Discoteca Portuguesa, qui complète sa gamme d'articles portugais d'autres produits destinés à sa clientèle yougoslave âgée du voisinage<sup>28</sup> » (fig. 4.9.).

Cette juxtaposition des commerces ethniques, se référant à plusieurs communautés, est souvent lue comme une condition pour aller vers un espace multiethnique (Radice, 2009). Comme l'explique cette ancienne employée de la société de développement du boulevard Saint-Laurent, les vagues d'immigration tendent ici à se superposer, de même que des mélanges entre les différentes communautés (entretien, mai 2007) :

« C'est vrai que peu d'immigrants récents mais plutôt de la deuxième et troisième générations. De plus, pas forcément toujours en lien avec les commerces : ce sont des Chinois qui gèrent Sakharis, un resto grec et inversement, des grecs sont propriétaires de commerces qui ne font pas forcément des spécialités grecques ».

---

<sup>27</sup> Parcs Canada, Unité de gestion de l'ouest du Québec, 2006, Énoncé d'intégrité commémorative, Lieu historique national du Canada boulevard Saint-Laurent, p.7.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 36

Figure 4.9. Exemples de commerces sur le boulevard Saint-Laurent



Le visage cosmopolite du boulevard : l'épicerie Sakaris (le bâtiment appartenait à la famille des tailleurs Solomon et Jacob Solomon, a été racheté en 1966 par des marchands grecs. À l'étage supérieur, se trouve le Club Portugal de Montréal), la boucherie Slovenia qui côtoie le magasin de vêtements Star, la charcuterie Fairmount, le magasin d'import export Quillas (artisanat de l'Équateur) et la charcuterie hongroise (Photographies : M-L Poulot, 2011, 2014).

Le magasin Lespanola, ou librairie espagnole, qui existe depuis 1960, en est un bon exemple : il fait figure d'institution, tout en étant significatif d'une présence espagnole en pleine évolution<sup>29</sup> (entretien avec les employés, 30 juillet 2014). Le commerce a considérablement élargi son offre, adjoignant aux livres et disques une multitude de produits, notamment alimentaires,

<sup>29</sup> Trois associations espagnoles existent à quelques mètres de distance l'une de l'autre sur le boulevard: le Club social espagnol du Québec, le Club galicien du Québec et le Club espagnol du Québec.

ainsi que des produits originaires de l'ensemble des pays hispanophones. Le parc des Amériques a d'ailleurs été inauguré afin de commémorer la présence de la communauté latino-américaine dans le quartier. Le commerce collabore « avec des commerçants de ces régions du globe. Par exemple, des commerçants colombiens et salvadoriens s'y procurent des produits en gros. La Librairie Espagnole a des liens avec la boucherie salvadorienne El Mundial (sur la rue Bélanger, près du Marché Jean-Talon), lui fournissant la presse internationale, des livres, de l'eau de Cologne et de la musique » (Garcia-Lopez, 2003 : 154). La librairie propose de nombreux produits spécifiques qui attirent une clientèle de tout Montréal, comme l'explique une employée du magasin (entretien, 30 juillet 2014) :

« surtout autour de la période de Noël. On a... ceci, c'est du *turròn* espagnol<sup>30</sup>. C'est très très très traditionnel en Espagne, tu passes pas un Noël espagnol sans ça et on importe ceux là, on importe LA marque espagnole qu'on aime tous ».

Le commerce vend également de la *yerba mate* (entretien, 30 juillet 2014) :

« c'est une herbe Argentine, que tout le monde... Tout le monde rentre par la porte en nous demandant cette herbe là, donc au bout d'un moment, on a commencé à en ramener ».

Ce thé « est revendu à son tour par la Librairie Espagnole aux commerçants montréalais du bassin méditerranéen et de l'Amérique latine » (Garcia-Lopez, 2003 : 154), et cette fonction d'intermédiaire prend toujours plus d'importance vers l'Ouest canadien ou dans le monde comme l'explique une des employées du commerce (entretien, 30 juillet 2014) :

« On fait des envois partout dans le monde, partout au Canada, surtout beaucoup d'envois à Vancouver ou Toronto, de produits qu'on est les seuls à importer au Canada ».

La librairie espagnole garde donc son caractère local, de commerce de quartier, de vente au détail, ce qui est précisément recherché par les habitants et mis en valeur par les SDC et par les récits patrimoniaux. Elle mise également sur son rôle d'intermédiaire auprès d'autres commerces ethniques, notamment libanais et syriens, à Montréal et dans d'autres villes canadiennes. Le commerce est donc symptomatique du boulevard, comme rue de quartier et *Main Street*. Sur ce même tronçon, la présence de nombreux commerces portugais et institutions communautaires contribue à en faire également un « secteur portugais ».

#### 4.2.2. Vers une reconnaissance officielle d'un Petit Portugal ?

Le marquage du secteur portugais se veut plus inclusif que celui présent dans les deux autres quartiers ethniques. Il cherche à « ménager » ou « composer » avec les autres communautés culturelles et les passages passés et présents sur le corridor du boulevard. Contrairement à la

---

<sup>30</sup> Sorte de nougat espagnol.



Petite Italie ou au quartier chinois, le secteur Portugais ne fait pas l'objet d'une existence formelle et plusieurs membres de la communauté portugaise souhaiteraient sa reconnaissance officielle. Ainsi, un ancien commerçant d'une quarantaine d'années issu de la communauté portugaise explique qu'il faudrait (entretien, 9 mai 2013) :

« le délimiter officiellement effectivement. Qu'il y ait un coin portugais. C'est simplement pour que cette culture-là ne s'efface pas. C'est inévitable. Surtout pour une communauté comme la communauté portugaise qui s'est intégrée, qui s'intègre très bien. C'était inévitable qu'elle s'efface. Donc afin d'éviter qu'elle s'efface complètement, donc au moins se rappeler que ce secteur a été "colonisé" si on veut, par des Portugais ».

Plusieurs initiatives se repèrent toutefois. Ainsi le parc du Portugal a été inauguré en 1975 à l'angle de la rue Marie-Anne, « en hommage à la communauté d'origine portugaise implantée à proximité ». Au centre, en référence aux grands explorateurs portugais, a été érigée la colonne des découvertes. Au-dessus du kiosque à musique, un coq, celui de Barcelos, fait référence à une célèbre légende portugaise<sup>31</sup>. Enfin, des azulejos<sup>32</sup> sont posées à la fois à l'entrée du parc et sur les constructions (kiosque, fontaine) (fig. 4.10.). Tous les mois d'août, l'événement des « Dimanche portugais » est célébré dans le parc du Portugal, avec des représentations artistiques comme du fado ou des ateliers de découverte de broderie. En outre, la communauté portugaise, aidée par la Ville de Montréal, a fêté le cinquantième anniversaire de l'arrivée des migrants portugais au Canada en 2003, avec notamment l'installation d'une plaque commémorative au parc du Portugal en juin de la même année. Elle rappelle l'expérience de la migration avec un extrait du livre *A beira-Main*<sup>33</sup> de Manuel Carvalho : « nous sommes arrivés dans ces parages en quête d'une nouvelle vie et d'amples horizons ». Le titre de l'ouvrage, non traduit, est un jeu de mot autour d'« au bord de la *Main* » et d'« au bord de la mer » puisque l'installation des Portugais s'est faite sur les deux « rives » de la *Main*. Ce recueil sur la communauté portugaise regroupe des histoires liées au parcours migratoire des habitants et des textes soulignant les liens entre la communauté et le corridor du boulevard.

---

<sup>31</sup> D'après la légende, un vieil homme est accusé à tort de vol par un aubergiste. Il est alors condamné à être exécuté à minuit. Le vieux, pour prouver son innocence, affirme qu'à minuit, le coq (qu'un des gendarmes avait mangé à l'auberge) se relèverait et chanterait au douzième coup de minuit, ce qui se fit. On arrêta alors l'aubergiste et le vieux fut délivré.

<sup>32</sup> Les azulejos sont des tuiles de céramique blanche peintes en bleu ou de façon polychrome, que l'on peut aussi voir sur de nombreuses façades de maisons portugaises à Montréal.

<sup>33</sup> Manuel Carvalho, 2003, *A beira-Main*, Éditions Luso.

Figure 4.10. Le Parc du Portugal



Le Parc du Portugal avec son kiosque à musique, orné du coq de Barcelos, adopté par le Portugal comme symbole de vérité, de franchise et de loyauté et sa fontaine décorée d'azulejos, comme sur les bornes aux entrées du parc (Photographies : M-L Poulot, 2007, 2011).

Avant cette commémoration en 2003, des membres de la communauté (associatifs, commerçants, membres des institutions) avaient déposé plusieurs requêtes de marquage du quartier à l'administration municipale et de l'arrondissement. En l'absence de réponse, ils lancent le projet « de la maison à la rue » : une murale réalisée par tous les résidents du secteur, quelle que soit leur origine, sur le mur du centre communautaire de la mission Santa Cruz, à côté de l'église du même nom, rue Rachel (fig. 4.11. et 4.12)<sup>34</sup>. Aucune autorisation n'était requise puisque la façade de la Mission Sant Cruz est la propriété de la communauté et non de la Ville. Cette murale

<sup>34</sup> Les différents panneaux sont tombés en 2011 et ont dû être refaits.

dessine les contours du quartier portugais : de la rue Sherbrooke au boulevard Saint-Joseph du sud au Nord et de la rue Saint-Denis à l'avenue du Parc (fig. 4.11. et 4.12.). Aux noms des membres de la communauté prévus au départ, ont été préférés les noms de rues du quartier. Une citation de l'auteur Manuel Carvalho est également présente sur la murale :

« Si vous visitez Montréal, passez par le quartier St-Louis. Vous y verrez des rangées entières de maisons bariolées avec des jardinets volés à l'asphalte. Vous pouvez frapper sans crainte, ce sont des Portugais ».

**Figure 4.11. Le secteur portugais de Montréal**

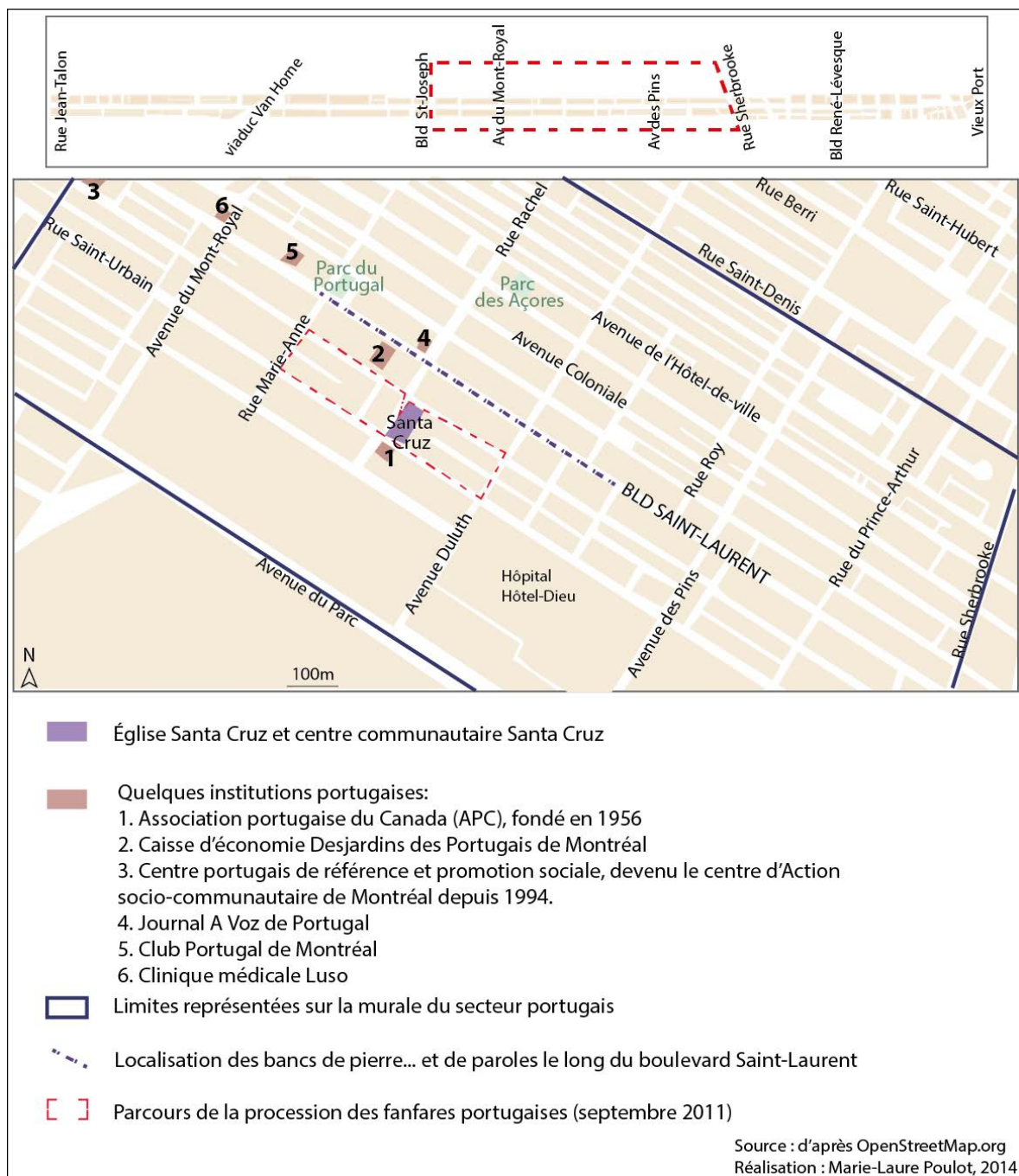
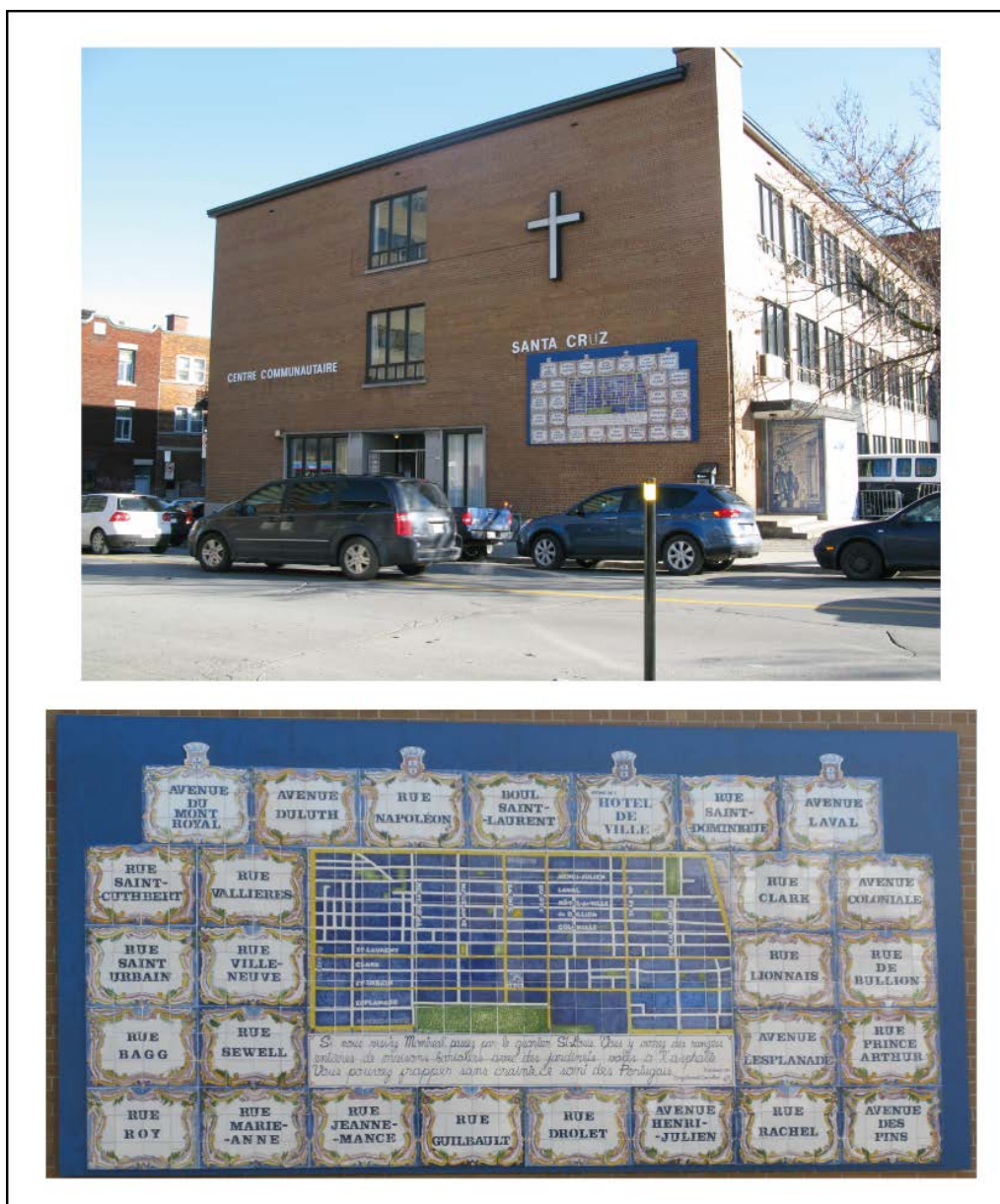


Figure 4.12. Les limites du quartier portugais : la murale sur la façade de la mission Santa Cruz



Sur la façade de la mission Santa Cruz sur Rachel, la murale avec le plan du quartier portugais (Photographies : M-L Poulot, 2011)

Selon une des membres de la communauté portugaise, l'administration municipale n'a pas répondu dans un premier temps aux demandes de la communauté car le quartier était trop multiethnique. Quatre ans plus tard, en 2005, la nouvelle administration accepte toutefois de procéder à un marquage portugais du territoire suite à certaines promesses électorales. Une élue portugaise, portée à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, agit alors en faveur des revendications de la communauté. En parallèle de son mandat de conseillère d'arrondissement, elle occupe un poste à la Commission permanente du Conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie et la Diversité ethnoculturelle. Le projet de marquage

s'inscrit dans le projet précédemment évoqué de réaménagement du boulevard et de sa voirie. La conseillère réunit des membres de la communauté, artistes, ingénieurs, avocats, comptables, professeurs d'histoire de l'art, etc., quitte à susciter des mécontentements des « plus traditionalistes » selon ses termes (entretien, mai 2007) :

« ce sont des gens qui sont à des niveaux différents de la société, et qui sont souvent “montréalais jusqu'au bout des ongles” mais qui ont quand même gardé une trace de l'appartenance à la communauté portugaise. C'est un groupe qui ne correspond pas aux attentes d'une certaine partie de la communauté portugaise ».

Au départ, la communauté n'avait pas forcément choisi un marquage sur le boulevard, mais l'administration de l'arrondissement et de la Ville a décidé de centrer les marques sur la rue. Les discussions ont rapidement écarté la possibilité d'installer des arches à la manière du quartier chinois ou de la Petite Italie, afin de ne pas créer de discontinuité dans le tracé de la rue. Certains y voient un manque de « force économique et politique » pour aller au bout d'un tel projet. Surtout, de nombreux membres de la communauté arguent sur la nécessité d'un marquage « ouvert », comme le souligne le président de la Caisse d'économie des Portugais pour la création du quartier (entretien, 14 août 2013) :

« Ça c'est un rêve... ça fait très longtemps qu'on travaille pour la création officielle du quartier portugais. Parce que aujourd'hui, quand on parle du quartier portugais, tout le monde l'identifie. Mais vous savez, pour ce qui est du futur, ça serait bon de pouvoir identifier, de dire : Ça c'était connu, le quartier portugais... »

Sans avoir à le développer de façon ghetto. Je ne suis pas d'accord. Je ne veux pas mettre des marques d'entrée et de sortie dans un quartier. Je suis de ceux que quand je l'ai proposé, ça fait des années, qu'on devrait avoir des signes, on devrait avoir des marques un peu dans les rues pour souligner la présence des Portugais ici dans le quartier.

C'est ça que j'appelle le quartier portugais et pas commencer par exemple, je trouverais ça stupide... Ils l'ont fait à Toronto, mais... En tous cas, c'est une opinion personnelle. Mais je ne vois pas par exemple qu'on puisse mettre la rue Laval et qu'on l'appelle *Aba Lisboa*. Ça c'est des choses que quant à moi, on ne transpose pas. À Toronto, de la façon qu'ils ont fait ce qu'ils appellent “*The little Portugal*”. La façon qu'ils ont eue de le faire, je le respecte. C'est la façon dont les gens ont voulu le faire. C'est qu'ils ont par exemple la rue Dundas street<sup>35</sup> et en bas, ils ont mis quelque chose d'autre de portugais, avec le drapeau portugais. En tous cas, moi je trouve ça très ghetto. Et la communauté portugaise de Montréal n'a jamais été une communauté de ghetto. Jamais ! ».

---

<sup>35</sup> À Toronto, existe en effet un Business Improvement Area depuis 2007 de Little Portugal : voir le site de Toronto's Little Portugal : <http://littleportugal.ca/>, site consulté le 4 août 2014.

Figure 4.13. Les « bancs de pierre... et de paroles » le long du boulevard Saint-Laurent



Carte de localisation des « bancs de pierre... et de paroles » le long du boulevard, entre la rue Saint-Cuthbert et la rue Marie-Anne (source : Ville de Montréal, Bancos de pedra...e de palavras, Cahier-souvenir). Photographies des « bancs de pierre... et de paroles » avec les citations des écrivains portugais. La photographie du centre montre un exemple de banc en hiver, recouvert afin de le protéger (Photographies : M-L Poulot, 2013).

La conseillère de l'époque insiste sur la nécessité d'un projet spécifique avec des « frontières non fermées » pour cette portion du boulevard, où « d'autres passaient avant nous, et d'autres passeront après nous », dans ce quartier « berceau » (entretien, mai 2007). Les responsables de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal ont d'abord retenu l'idée d'un artiste, Miguel Rebelo, né dans les Açores en 1957 et résidant à Montréal depuis 1969. Des phrases extraites de la littérature et de la philosophie portugaise seraient portées sur le sol. Si l'inscription de citations s'éloignait peut-être des préoccupations de certains immigrants portugais aux origines « plus modestes » selon la conseillère (entretien, mai 2007), la Ville, en quête d'une affirmation comme capitale culturelle, a finalement retenu et favorisé cette idée, confiant à la communauté portugaise le choix des citations. Dans le contexte montréalais, et plus globalement québécois, de défense du français, les phrases seraient inscrites dans les deux langues : français et portugais. Entre 2007 et les années suivantes, à cette première idée, s'est ajoutée celle d'un mobilier urbain particulier, des bancs, lesquels porteraient les citations (fig. 4.13.). Les bancs symbolisent les valeurs de voisinage et de proximité qui caractérisent la communauté portugaise : ils se veulent un « rappel urbain » de son rôle de pont ou de passeur entre la communauté anglophone et la communauté francophone. Le président de la Caisse d'économie des Portugais sur le boulevard rappelle ces moments où (entretien, 14 août 2013) :

« c'était la communauté portugaise qui faisait le lien entre l'Ouest et l'Est, pour des mots encore plus clair, entre les francophones et les anglophones. Alors c'était vraiment la communauté portugaise qui faisait ce lien-là. Et d'une certaine façon a été capable de les approcher un peu plus, dans leur communication, dans leur dialogue, ici ».

Ce projet des bancs, fruit d'une collaboration entre la ville centre, l'arrondissement du Plateau Mont-Royal et la communauté portugaise, est conçu comme une représentation du lien avec le passé, puisqu'ils ont la forme des vagues marines et portent des mosaïques traditionnelles. Ils symbolisent aussi la modernité, fruits d'une collaboration avec des artistes contemporains. À la demande de la conseillère d'arrondissement, Luisa, une membre de la communauté portugaise qui travaille à la municipalité de la Ville centre, baptise ces bancs « bancs de pierre... et de paroles / Bancos de pedra... e de palabras ». Souvent appelés « bancs portugais » ou « bancs de poésie portugaise », ils sont recouverts lors de la saison hivernale afin de les protéger (fig. 4.13.). Lors de l'inauguration officielle le 25 avril 2009 au parc du Portugal, le maire de l'époque, Gérald Tremblay, y prononce une allocution rappelant l'apport de la communauté portugaise à la ville et la place du boulevard Saint-Laurent dans l'histoire de l'immigration :

« Il y a trois ans, nous avons célébré ensemble les 50 ans de la présence portugaise dans la métropole. Je m'étais engagé à ce que Montréal puisse matérialiser cette présence à travers un ouvrage visible, dans un lieu à la fois symbolique et familier. (...) »

Les douze bancs sont installés de part et d'autre du boulevard pour signifier non pas une délimitation, mais un lien, un pont, un dialogue entre l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais et la communauté portugaise ».

Le maire termine en évoquant une citoyenneté montréalaise inclusive, intégrant donc cette action de marquage dans un cadre plus global de quartier cosmopolite, à l'image de la ville toute entière. Ce secteur fait également écho à d'autres secteurs marqués par plusieurs communautés, comme l'avenue du Parc (encadré 4.1).

#### **Encadré 4.1 : Le projet de *branding* de l'avenue du Parc**

Le secteur de l'avenue du Parc entre les rues Mont-Royal et Van Horne a accueilli la communauté grecque, ainsi que d'autres groupes ethniques issus de l'immigration. En 2006, à l'occasion de la commémoration des cent ans de la présence grecque à Montréal, l'association de commerçants sur l'avenue du Parc qui a pris l'appellation temporaire de « Village hellénique » souhaite créer un quartier identitaire comme l'ont fait les Italiens avec la Petite Italie ou les Chinois avec Chinatown. L'objectif était que l'avenue du Parc devienne officiellement la « Petite Grèce<sup>36</sup> » ou le « Village hellénique de Montréal<sup>37</sup> ». À l'origine du projet, deux événements quasi-concomitants : une association de commerçants d'origine grecque accepte de s'ouvrir à des commerçants d'autres origines pour la revitalisation de l'artère et une déclaration du maire de Montréal reconnaît l'apport de la communauté grecque sur l'avenue du Parc (entretien avec une fonctionnaire de la municipalité centrale en affaires interculturelles, 25 avril 2007). Là encore, ce projet de quartier s'inscrit dans des temporalités différenciées par rapport à l'immigration : cette dernière est bien moins importante aujourd'hui et la majorité de la population d'origine grecque s'est déplacée de l'avenue du Parc vers Parc-Extension, au nord du Plateau-Mont-Royal et à l'ouest de l'arrondissement de Rosemont-la-Petite-Patrie. Pourtant, le nom de l'avenue du Parc est très connue dans la communauté grecque, même chez ceux qui sont restés en Grèce et qui ne connaissent pas Montréal, sous le nom de Park Avenega (entretien, 25 avril 2007).

Les projets de marquage et d'aménagement proposés ont du également « composer » avec la multiethnicité de la rue. L'avenue compte aujourd'hui d'autres communautés (notamment une importante présence juive hassidique) et des québécois « de souche » et ne peut être désignée comme uniquement grecque. Au final, et malgré des intérêts divergents, les différents acteurs ont trouvé un compromis. La ville de Montréal accorde à l'Association du Village hellénique de l'avenue du Parc un budget pour réaliser une étude de branding de la rue. Celle-ci, réalisée en 2006, prône une reconnaissance de l'espace

<sup>36</sup> Zins Beuchesne and Associates, November 22, 2006, *Defining a Brand Image for Park Avenue (between Mount-Royal and Van Horne)*, Based on its Hellenic Character for l'Association du Village hellénique de l'avenue du Parc, 54p.

<sup>37</sup> Site de la ville de Montréal, [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=5798,42657625&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL&id=4312&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt\\_vdm\\_fr/rep\\_annonces\\_ville/rep\\_communiqes/communiqes](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=4312&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiqes/communiqes), site consulté le 4 août 2014.



marqué par la présence grecque mais aussi par d'autres communautés. Les avantages de l'avenue mis en avant sont non seulement son aspect multiculturel (« le décor change d'une extrémité à l'autre de l'avenue du fait de la diversité culturelle<sup>38</sup> ») mais aussi son « parfum grec » (« forte présence de commerces helléniques sur l'avenue, une joyeuse ambiance grecque, très fort sentiment d'appartenance de la communauté grecque à ce lieu<sup>39</sup> »). Le projet doit montrer que l'avenue du Parc est « un endroit où chacun est le bienvenu pour goûter et découvrir la culture et la communauté grecques de Montréal (histoire, gens, musique, nourriture, arts, etc.) dans un environnement sûr, agréable et animé<sup>40</sup> ». L'étude de l'avenue du Parc et ses projets de marquage ont été ensuite bloqués à la fin de l'année 2006 par le débat sur le changement de nom de l'avenue en avenue Robert Bourassa<sup>41</sup> et le projet d'une Petite Grèce a été abandonné.

La société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent met en valeur cette identité portugaise par diverses initiatives, comme le concours *Dia Das Montras* aussi appelé « Vitrine sur la Main », où les commerçants décorent leurs vitrines avant la période de Noël. Ce concours de la meilleure vitrine reprend une tradition portugaise et se termine par l'attribution de prix lors d'une cérémonie dans un des commerces de la rue (au restaurant Chez le Portugais en 2008 ou à la galerie La Centrale en 2012). Le président de la Caisse d'économie des Portugais explique qu'il a proposé cette action alors qu'il était au Conseil d'administration de la SDC (entretien, 14 août 2013) :

« Il y a une activité au mois de décembre qui est le jour des vitrines. À l'époque, j'avais amené l'idée, pour donner un certain attrait, une certaine façon de faire différemment. C'est une période commerciale très intense. D'arranger un peu leurs vitrines, de préparer leurs vitrines au début du mois de décembre. Pour que les clients viennent plus à la rue, et voir quelque chose de différent et de maintenir par rapport à d'autres rues qui n'ont pas cet événement-là de cette période de Noël. C'est un événement qu'on avait créé et la Caisse elle y contribue.

Oui, c'est une idée que j'ai apporté de chez nous. Des Açores. Ils le font un peu plus tard, ils le font exactement le 8 décembre, qui est une journée fériée. De chez nous, au Portugal, c'est peut-être quelque chose qui pourrait marcher. Et ça marche depuis 2001. Les médias en parlent beaucoup. Parce que le but était de ramener les gens au boulevard Saint-Laurent ».

D'origine açoréenne, cet événement est repris par nombre de commerces non portugais qui se le réapproprient et en font une démarche propre au boulevard Saint-Laurent.

Le marquage du « quartier portugais » est donc flexible (des bancs sur la rue plutôt que des portes délimitant l'entrée et la sortie du quartier) et ne fixe pas des frontières immobiles. Certaines habitudes portugaises sont également réinterprétées par les commerçants hors de la

---

<sup>38</sup> Zins Beauchesne and Associates, *op. cit.*

<sup>39</sup> *Ibid.*, p.46.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p.47.

<sup>41</sup> cf. supra. Chap. 1. *La mise en visibilité de l'immigration le long du boulevard Saint-Laurent*, pp. 78-81.

communauté. Enfin, et comme pour la communauté grecque, la communauté portugaise a opté pour un marquage patrimonial de l'espace. La présence portugaise tend en effet à diminuer avec le temps et la clientèle portugaise de première génération est de plus en plus âgée. « Comme la clientèle portugaise n'est plus suffisante pour assurer la survie d'une entreprise, il faut se tourner vers une clientèle plus diversifiée » (Robichaud, 2004 : 435). Si les « rapports de proximité et de contiguïté perdent en importance » (Sénécal, 1994 : 179), des repères collectifs (commerces spécialisés, associations, lieux de rassemblement, un certain mode d'habitat) subsistent, signe du maintien du quartier ethnique dans « la ville contemporaine, quitte à prendre des formes inattendues » (Sénécal, 1994 : 177). L'identité du quartier se manifeste alors par « des échanges symboliques » et surtout par la « mémoire de lieux ». Il en est de même de l'ancienne communauté juive, qui a quasiment disparu du quartier.

#### 4.2.3. La mémoire des lieux de la communauté juive

La mémoire juive se retrouve aujourd'hui de façon assez discrète dans le paysage de cette partie centrale de la *Main*. Aux côtés de certains toponymes, comme les bains Schubert, quelques commerces affichent toujours des origines juives comme Fisher & fils (fig. 4.14.). L'ancien bain public, construit dans les années 1930, a été « nommé d'après Joseph Schubert, échevin du quartier Saint-Louis au moment de la construction et pendant plusieurs autres mandats, syndicaliste et impliqué au sein du mouvement socialiste juif<sup>42</sup> » (fig. 4.14.). La mercerie Fisher & fils, ouverte en 1921, est encore tenue par Madame Fisher, âgée de quatre-vingt ans, et propose les mêmes produits qu'à l'ouverture du magasin<sup>43</sup>. D'autres établissements revendiquent également une filiation avec la communauté juive : c'est le cas de l'entreprise de pierres tombales Berson & fils ou Chez Schwartz, qui porte sur sa devanture « Charcuterie Hébraïque de Montréal » (Montreal Hebrew Delicatessen) (fig. 6.4.).

---

<sup>42</sup> Inventaire des propriétés municipales d'intérêt patrimonial, [http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/patri\\_municipal/fiche\\_bat.php?batiment=oui&requete=simple&id\\_bat=9999-25-0013-01](http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/patri_municipal/fiche_bat.php?batiment=oui&requete=simple&id_bat=9999-25-0013-01), site consulté le 20 mars 2014.

<sup>43</sup> Ricky Kreitner, « H. Fisher & Sons is not closing », *Shtetl, your alternative jewish magazine*, <http://shtetlmontreal.com/2011/12/01/h-fisher-sons-is-not-closing/>, site consulté le 20 mars 2014.

Figure 4.14. Les traces de la communauté juive dans la partie centrale du boulevard



Sur les deux photographies du haut, deux enseignes de commerces appartenant à la communauté juive. En bas à gauche, l'intérieur des bains Schubert, aujourd'hui transformé en piscine publique. À droite, une trace d'une ancienne synagogue dans le corridor du boulevard à l'ouest (Photographies : M-L Poulot, 2012).

À l'inverse, de nombreuses synagogues ont été détruites ou converties pour d'autres usages aujourd'hui (fig. 4.14.) (Tauben, 2004). Mais ces changements participent de la « mémoire du paysage » (Morisset, 2001), qui n'est pas seulement le palimpseste visible dans la rue, mais qui se nourrit aussi de nombreuses traces invisibles (démolitions notamment). Le musée du Montréal juif s'attache ainsi à « retracer sur une carte géographique le Montréal juif, de son émergence durant les années 1760 jusqu'à aujourd'hui<sup>44</sup> ».

<sup>44</sup> Site du musée du Montréal juif : <http://mimj.ca/index.php>, site consulté le 6 août 2014.

**Figure 4.15. La synagogue Beth Shloime**



À gauche, vue extérieure de la synagogue Beth Shloime, à l'angle des rues Clark et Bagg ; à droite, l'intérieur de la synagogue avec Mickael (Photographies : M-L Poulot, 2012).

Seule la synagogue sur la rue Bagg au coin Clark est encore en activité : la synagogue Bagg Street Shul or Beth Shloime (fig. 4.15.). Mickael, actuellement en charge de la synagogue (fig. 4.15.), raconte que celle-ci, fondée il y a plus de quatre-vingt-dix ans, est l'une des plus vieilles de la Ville (entretien, 30 juin 2012). Pendant les années 1940-1950, la synagogue était extrêmement fréquentée, non seulement le samedi, mais aussi les autres jours de la semaine. Elle existait parmi une vingtaine d'autres dans ce corridor du boulevard, lesquelles ont commencé à fermer dans les années 1960 et 1970, au fur et à mesure du déplacement de la communauté au nord et à l'ouest de la *Main*. La synagogue Bagg est restée ouverte, grâce à la présence de Joe, un habitant du quartier devenu le secrétaire de la congrégation, et qui a veillé à l'ouverture de l'édifice chaque samedi. Durant les années 1990, le chorum minimum de dix hommes, âgées d'au moins treize ans, afin que l'office soit tenu, était tout juste atteint. Pendant cette décennie, Joe demande à Mickael de devenir le trésorier de la congrégation, puisque c'était sa famille qui avait acheté le duplex au coin des rues Bagg et Clark dans les années 1920 avant de le transformer en synagogue. En 1999, le gouvernement du Québec lance un concours de fonds pour subventionner et protéger le patrimoine religieux, ce qui a sauvé la synagogue : réparation du mur extérieur, remplacement des fenêtres, réfection du toit. Le sous-sol est aménagé afin de devenir une salle pour les Bar Mitsvah, les mariages ou pour se retrouver le samedi après l'office. En

2006, le lecteur de la torah de l'époque quitte soudainement la synagogue et Joe fait appel à Mickael, lecteur, comme son grand père avant lui. Il explique (entretien, 30 juin 2012) :

« J'étais lecteur de la torah ailleurs à ce moment-là. Mais l'idée de retourner à la synagogue de mon père, en faisant ce que faisait le grand père de mon père, tout en portant son nom (...). Bref, d'être à la même place qu'il occupait et moi je faisais son job. C'est une sorte de cercle fermé...

Mais en tous cas, entre 2006 et 2009, Joe s'occupait du bâtiment et moi du côté religieux de la congrégation. En août 2009, Joe est décédé. Il était vieux depuis longtemps. Toute sa vie, même dans sa jeunesse, il avait l'air vieux. Il est décédé à l'âge de 84 ans. En l'absence de concurrence, je suis devenu Joe Brick, je suis devenu la "mère" de la synagogue. J'ai tout nettoyé de fond en comble : elle n'avait jamais été nettoyée depuis sa construction ».

La synagogue Beth Shloime est désormais un « bijou pour la communauté juive mais aussi pour la ville de Montréal » selon Mickael, accueillant des visites de touristes ou de pèlerins catholiques du Canada, des États-Unis et d'Europe (entretien, 30 juin 2012). Aujourd'hui, le nombre de personnes se rendant à l'office le samedi a beaucoup augmenté : certains juifs sont restés dans le quartier ; des étudiants de l'université de McGill se rendent aux offices, formant une « sorte de communauté transitoire » selon Mickael ; certains enfin reviennent habiter dans le quartier en voie de gentrification. Des membres de la communauté moins observants qui peuvent conduire le samedi viennent aussi de quartiers plus excentrés, comme de Dollard-des-Ormeaux. À ces personnes, s'ajoutent encore quelques membres de la communauté hassidique, habitant entre le Mile-End et Outremont : des familles viennent à pieds assister à l'office de la synagogue. Pour Mickael, la synagogue reprend vie, comme le quartier de manière plus générale. Lorsque j'ai rencontré Mickael, c'était après l'office un samedi de juin 2012 ; Mickael organise chaque semaine un repas partagé par tous ceux qui étaient à l'office, et certains samedi, le repas se termine vers 15 ou 16h. Ce samedi, il y avait une quinzaine de personnes autour de la table dans le sous-sol de la synagogue : la plupart étaient anglophones, certains habitaient le quartier, d'autres étaient de passage du reste du Canada (de Calgary notamment). Cette présence est assez représentative du renouveau de la communauté juive, indiquant une certaine résilience des anciens bâtiments et des pratiques.

Le passage du quartier à l'échelle de la rue permet de saisir cette résilience des espaces qui ont accueilli les migrants. Comme l'écrit Gilles Sénécal (1994 : 180), « les institutions identifiées à la communauté restent sur place, plantant comme un décor ethnique, vers lequel la communauté converge. Celui-ci est aussi fréquenté par les Autres, comme les amateurs de restaurants offrant la cuisine typique ou les touristes en mal d'exotisme. Les quartiers ethniques deviennent-ils des espaces de consommation, des ensembles ludiques, ayant perdu le sens communautaire ? ». Avec l'exemple de la mémoire juive, mais aussi des évolutions du secteur portugais, les deux fonctions, communautaire et de consommation, cohabitent et se nourrissent

l'une l'autre. Ce constat se vérifie aussi dans les autres quartiers du boulevard, qu'il s'agisse du quartier italien, chinois ou portugais : les quartiers fondateurs demeurent, même s'ils sont surtout tournés vers la consommation.

### **4.3. La transformation des quartiers d'immigration : entre résilience et marchandisation**

La juxtaposition des signes et marques ethniques, évocateurs de plusieurs communautés, et la succession de quartiers ethniques confirment le caractère marchand et cosmopolite de l'artère dans son ensemble. Mais comme dans certains cas – par exemple le Chinatown de Londres (Sales et al., 2009) – ces quartiers ne sont pas seulement des espaces touristiques et de consommation ; ils restent des espaces repères appropriés par la communauté concernée. De surcroît, l'existence d'espaces interstitiels, moins marqués ethniquement, ou réellement multiethniques, engage le boulevard vers un cosmopolitisme partagé. Enfin, la présence de temporalités particulières, avec l'exemple des fêtes ou le festival de la Semaine italienne, éclaire les liens entre cosmopolitisme marchandise et cosmopolitisme vécu.

#### 4.3.1. Une résilience des « quartiers fondateurs » (Rémy, 1990) ?

Plusieurs communautés immigrantes ont choisi de s'installer dans le corridor de l'immigration à Montréal et construit un quartier spécifique. Les études de la dite École de Chicago et celles sur l'*entrepreneurship* ethnique analysent les créations et activités de ces migrants, leurs pratiques, leurs mobilités intra-urbaines, notamment dans leur quartier d'installation, parfois appelé ghetto (Wirth, 1928) ou enclave ethnique, le tout dans une réflexion générale sur la ségrégation et la mosaïque urbaine que constitue la ville. Ces chercheurs ont notamment caractérisé le passage de la communauté rurale où le contrôle social était très fort et où l'individu n'avait que peu de place à la communauté urbaine, qui permet « l'individuation, c'est-à-dire l'émancipation (...) du contrôle social étroit exercé par son milieu social » (Germain, 2002 : 26 ; Zorbaugh, 1929 ; Park, 1925). La mobilité, la distanciation entre lieu de résidence et lieu de travail et les mobilités résidentielles qui évoluent dans le temps interviennent fortement dans cette substitution de cadres sociaux. En effet, les immigrants s'installent d'abord dans des quartiers spécifiques puis partent habiter ailleurs, accomplissant de complexes parcours résidentiels. Le secteur de la Petite Italie, « territoire de première arrivée, de passage, que l'on quitte au fur et à mesure de son intégration socio-économique mais que l'on fréquente pour se ressourcer », illustre

parfaitement la théorie urbaine formulée par la tradition sociologique de Chicago, celle du processus d'assimilation spatiale, qui crée un certain « cosmopolitisme en devenir » (Grafmeyer, Joseph, 1990).

Cette théorie de l'« Ecole de Chicago » est aujourd'hui nuancée par l'apport d'autres études qui ont introduit la notion de « quartier d'intégration », ainsi celle de Patrick Simon (1992) sur Belleville. Selon l'auteur, l'intégration au quartier repose tout à la fois sur « une organisation sociale des résidents permettant la régulation des problèmes de cohabitation », avec éventuellement le développement d'un tissu associatif et sur « l'existence d'une infrastructure commerciale et d'équipements urbains adaptés aux besoins des résidents » (Simon 1992 : 49), fondée sur des politiques publiques urbaines. En ce sens, le quartier chinois comme le quartier italien constituent ce que Jean Rémy (1990) qualifie de « quartier fondateur », c'est-à-dire le quartier d'installation première des immigrants, véritable « lieu d'articulation entre deux univers », incarnant le « double-lien » avec le pays d'origine et le pays d'arrivée » (Poirier, 2006 : 53). Du fait de sa temporalité particulière dans les trajectoires d'immigration, ce quartier fondateur a une importance symbolique, on y « revenait même lorsqu'on l'avait quitté, car au fur et à mesure d'une réussite sociale, une partie de la population quittait ce quartier vers un autre » (Remy, 1990 : 97). Ces quartiers présentent ainsi une certaine forme de résilience.

C'est le cas à Montréal avec le maintien de traces qui persistent ou qui sont mises en valeur. Le marquage ethnique, à la fois spontané et institué, « d'en haut et d'en bas », vient rappeler les origines du quartier. Ce marquage relève du paysage comme « résultante non planifiée », fait d'accumulation de gestes sans intentionnalité d'aménagement (Paré, 2005) s'ajoutant au paysage « intentionnel », conséquence d'un projet d'aménagement ou d'un projet politique. Les habitants d'origine portugaise apposent des azulejos sur la façade de leur maison (fig. 4.16.). Plusieurs maisons, commerces et institutions ont également installé le drapeau portugais, seul ou entre les drapeaux québécois et/ou canadien (fig. 4.16.), créant des marques repérables dans un objectif identitaire, communautaire ou touristique. Ce marquage discret et non commercial témoigne d'une appropriation des lieux par la communauté.

**Figure 4.16. Les marques portugaises dans la partie centrale du boulevard Saint-Laurent**



À gauche, le drapeau portugais à un balcon, à droite, un azulejos sur la façade avant d'une maison rue Saint-Urbain (Photographies : M-L Poulot, 2012)

En effet, si ces quartiers ont été pour une bonne part désertés par les premiers résidents partis résider ailleurs, ils continuent de faire l'objet d'un fort attachement communautaire et sont animés par diverses pratiques. Le quartier chinois ne compte plus qu'environ six cents habitants d'origine chinoise<sup>45</sup>, principalement des personnes âgées, et n'attire plus de nouveaux immigrants. Quartier d'installation première<sup>46</sup>, il s'est rétréci et est désormais concurrencé par d'autres espaces plus dynamiques de part leur population résidente chinoise et plus jeune, en ville, en banlieues, voire d'autres villes (Cao, Dehoorne, Roy, 2006). Certains parlent d'un West Chinatown, d'un Chinatown 2 ou de « Concordia Chinatown » dans l'ouest de la ville, à proximité de l'Université

<sup>45</sup> Coup d'œil sur les immigrants nés en République populaire de Chine, Division des affaires économiques et institutionnelles de la Ville de Montréal, mai 2010.

<sup>46</sup> Le recensement de la population de Statistiques Canada effectué en 2011 enrichi de l'Enquête nationale sur les ménages de 2011, montre que 10,7% de la population immigrante de l'arrondissement Ville-Marie est d'origine chinoise, 11,6% au sein du district électoral Saint-Jacques (où se trouve le quartier chinois). Depuis 2006, 10,7% des nouveaux immigrants proviennent de Chine dans le district Saint-Jacques. Voir Ville de Montréal, juin 2014, Montréal en statistiques, Profil sociodémographique, Arrondissement de Ville-Marie ; Ville de Montréal, 2013, Montréal en statistiques, Profil de district électoral, Saint-Jacques – Arrondissement de Ville-Marie et Atlas socio-démographique, recensement de 2011, Arrondissement Ville-Marie..



de Concordia, sur la rue Sainte-Catherine et Guy<sup>47</sup>, devenu quartier d'intérêt touristique selon les autorités municipales. De même, médias comme chercheurs attirent l'attention sur le développement d'une forte concentration chinoise à Brossard<sup>48</sup>. Toutefois, ces quartiers ne concentrent pas d'institutions ou d'associations majeures, qui sont restées au sein du quartier chinois, qu'il s'agisse du Service à la famille chinoise ou de la Chambre de commerce<sup>49</sup>. Les membres de la communauté dispersée sur le territoire montréalais reviennent ainsi dans le quartier pour la vie communautaire et les courses alimentaires notamment les fins de semaine. Le parc Sun-Yat-Sen est un point de ralliement, surtout pour des personnes âgées, de même que de nombreux espaces intérieurs comme le complexe Guy-Favreau. « L'appropriation de ce lieu [le jardin intérieur du complexe] par la communauté chinoise, notamment pour le Tai-chi, mène finalement contre toute attente à l'enchinoisement d'un lieu qui se voulait initialement neutre » (Cha, 2004 : 15). Ainsi, le quartier chinois est une zone commerciale<sup>50</sup>, mais demeure un lieu de référence, un quartier symbolique pour l'ensemble de la communauté asiatique, avec des repères religieux, politiques, associatifs. Il accueille par exemple des manifestations à caractère politique, notamment pour une pratique libre du Falun Gong (ou Falun Dafa), laquelle est interdite en Chine depuis 1998. Comme on le voit sur les photographies (fig. 4.17.), tous les mercredi, rue Saint-Urbain, plusieurs manifestants sont présents devant les bureaux de la presse chinoise, contrainte d'écrire des articles contre la pratique du Falun Gong, selon les dires d'une manifestante.

Une des personnes qui tractent explique que cette pratique est très ouverte puisqu'elle est « québécoise de souche » et s'occupe des prospectus avec une « africaine » et une vietnamienne (entretien, 2 mai 2014). Les tenants de cette pratique pourraient le faire dans leurs locaux, rue Saint-Urbain, dans certains centres communautaires du Quartier chinois, mais aussi à Westmount et dans d'autres quartiers, mais il est « important de le pratiquer en public, sur la place [Sun-Yat-Sen] pour qu'on nous voit, pour expliquer à tous ce qui se passe » (entretien, 2 mai 2014). Avec le grand rassemblement sur la place Sun-Yat-Sen du samedi 5 mai 2012 (fig.

---

<sup>47</sup> Ce quartier est délimité par les rues Sainte-Catherine au sud et de Maisonneuve au nord, puis par les rues Saint-Mathieu à l'est et Atwater, voire Wood à l'ouest. Voir <http://www.tourisme-montreal.org/blog/neighbourhood-101-chinatown-2/>, consulté le 24 février 2014.

<sup>48</sup> Radio Canada, grand dossier sur Brossard Chinatown, <http://blogues.radio-canada.ca/rive-sud/brossard-chinatown/>, consulté le 24 février 2014.

<sup>49</sup> Ministère Immigration et communautés culturelles, 2009, Répertoire des organismes ethnoculturels du Québec ; Répertoire ethnoculturel de Montréal, 2004, éditions Images.

<sup>50</sup> Nathaëlle Morissette, « Un Quartier chinois pas si... chinois », 7 mai 2013, *La Presse*, [http://www.lapresse.ca/voyage/destinations/quebec/201305/07/01-4648488-un-quartier-chinois-pas-si-chinois.php?utm\\_categorieinterne=trafficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse B2 voyage 26 4 accueil POS1](http://www.lapresse.ca/voyage/destinations/quebec/201305/07/01-4648488-un-quartier-chinois-pas-si-chinois.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse B2 voyage 26 4 accueil POS1), site consulté le 13 juillet 2014.

4.17.), les manifestants cherchent une mise en visibilité, à la fois de leur pratique et de leurs revendications, que seul peut leur offrir le quartier chinois.

**Figure 4.17. Manifestations pour la pratique du Falun Gong (ou Falung Dafa)**



La photographie à gauche montre la manifestation rue Saint-Urbain et la seconde, celle sur la place Sun-Yat-Sen. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

La Petite Italie fonctionne de la même façon que le quartier chinois : elle compte de moins en moins de familles italiennes, désormais installées dans des quartiers récents de la périphérie ou dans les banlieues, notamment à Saint-Léonard (Pazzi, 2012). Les habitants soulignent cependant la présence de l'église Notre-Dame-de-la-Défense et des institutions comme étant une des « preuves » de la pérennité du quartier. La Casa d'Italia, construite en 1936, avait pour rôle d'offrir une assistance aux immigrants italiens. La directrice de la maison d'Italie le souligne (entretien, 6 mai 2013) :

« C'était un endroit où les gens pouvaient trouver un emploi, un logement, traduction de documents, envoyer de l'argent en Italie, communiquer avec l'Italie, les services... même un centre de réunion où ils pouvaient célébrer les fêtes, des baptêmes, des mariages. Et aussi, la Casa d'Italia a vu naître de multiples organismes dans la communauté italienne, c'est-à-dire le Centre de services sociaux pour les Italiens, le CRAIC<sup>51</sup> qui est le Centre régional pour les personnes âgées, la Fondation communautaire canadienne-italienne, la CIBPA<sup>52</sup>, qui est l'association des gens d'affaires italiennes ».

Aujourd'hui, avec la migration des Italiens vers d'autres espaces de la ville, la Casa d'Italia est plutôt devenue un centre mémoriel, alors que le centre Léonard de Vinci, à Saint-Léonard, s'impose comme le centre communautaire qui regroupe différents organismes italiens. La directrice de la *Casa d'Italia* explique à propos du secteur de la Petite Italie (entretien, 6 mai 2013) :

<sup>51</sup> Le CRAIC est le Conseil Régional des Personnes âgées italo-canadiennes.

<sup>52</sup> La CIBPA est la Canadian Italian Business and Professional Association.

« Ça va toujours rester un quartier artisan, où il fait bon manger, où retrouver des choses italiennes. Ça va toujours demeurer l'âme. On pouvait avoir une désignation italienne : l'église est encore là, elle est très fréquentée, le parc Dante est toujours là, la Casa d'Italia, le marché Jean-Talon. (...) »

Faut dire que la Petite Italie, avec les personnes, les pionniers... décèdent. Les enfants restent peu. Mais ensuite, eux veulent aussi une plus grande maison, un plus grand jardin, un plus grand... Donc ils vont se transférer ailleurs. Donc j'dirai que la densité... non, pas la densité, mais la concentration italienne s'est diluée par des non-italiens. Mais tout le monde revient à l'église, tout le monde revient aux pâtisseries, tout le monde revient aux resto, tout le monde revient à la librairie pour italienne. Pour y habiter, non.

Mais maintenant, il y a un retour ! Les enfants qui ont quitté la Petite Italie parce qu'ils se sont mariés, puis ils ont élevé des enfants, une famille à l'extérieur... Les enfants ont grandi, eux ont des enfants. Ces gens là reviennent dans le quartier. Alors les condo... la majorité, c'est des Italiens. Des Italiens de... des *empty nesters*<sup>53</sup> comme on les appelle... Dont les enfants ont grandi, alors eux reviennent. Ils achètent un condo dans la Petite Italie, ils voyagent, sont semi-retraités, mais vivent encore dans la Petite Italie ».

Un architecte d'origine italienne, vivant à Outremont, confirme cet attachement et ces retours réguliers dans le quartier fondateur (entretien, 27 août 2012) :

C'est touristique parce que c'est rendu que c'est assez fameux. Le côté commercial a un très grand succès surtout avec Café Italia. Vous allez encore trouver des Italiens entre 7h et 9h du matin, après quoi il y a invasion des habitants du quartier (...) À cause de Milano, le magasin d'alimentation. Il y a... moi je ne fréquente pas les restaurants italiens parce que je préfère la cuisine italienne de chez moi à la cuisine canado-italienne, mais c'est des bons restaurants. (...) Tous les jours je vais faire mon marché à la Petite Italie et je vais prendre le café là avec les amis. Oui, à pieds, c'est un quart d'heure, vingt minutes à pieds ».

La Petite Italie montréalaise ne peut donc pas être qualifiée d'un « *“Italian-American ethnic theme parks”, places which are virtually Italian in name only*<sup>54</sup> » (Krase, 2003) à la manière de Mulberry Street à New York.

Cette évolution des quartiers chinois et italien fait écho à celle du quartier portugais. La vie communautaire portugaise est encore très forte, avec des noyaux importants : l'église de la mission Santa Cruz, la Caisse d'économie populaire Desjardins des Portugais sur le boulevard et quelques organisations sur le boulevard ou sur la rue Saint-Urbain. Parmi les résidents du secteur, nombreux sont ceux d'origine portugaise, notamment les ex-employés des propriétaires à qui ces derniers, souvent issus de la communauté juive, ont vendu, soit leurs bâtiments, soit les commerces, qu'il s'agisse de discothèques, ou de commerces comme La Vieille Europe. Certains commerces entre l'avenue des Pins et le boulevard Saint-Joseph ciblent principalement cette communauté : le café Suprême au coin Saint-Laurent et Rachel offre en libre-service le journal hebdomadaire en portugais *LusoPress* fondé en 1996, axé sur la communauté portugaise du Québec ; ailleurs, le service se fait surtout en langue portugaise. Nombre d'établissements

---

<sup>53</sup> Des parents dont les enfants sont partis habiter ailleurs que sous le toit familial.

<sup>54</sup> « parc à thème ethnique italien-américain, des lieux qui ne sont italiens virtuellement, dans l'appellation uniquement ».

communautaires ou de commerces se sont également adaptés à l'évolution de la demande. Ainsi, la Caisse d'économie des Portugais a vu le jour le 8 janvier 1969 comme une coopérative financière afin d'aider la communauté à devenir propriétaire, comme l'analyse son directeur (entretien, 14 août 2013) :

« Notre rôle au niveau de la communauté portugaise, c'était vraiment au niveau du développement de la communauté, donc pas seulement au niveau résidentiel, mais au niveau commercial : des gros projets, des projets d'habitation, des projets commerciaux. On a toujours contribué et on a aidé les membres de la communauté portugaise à investir en leur prêtant de l'argent et tout, au niveau de la coopérative ».

Mais les raisons d'être de la Caisse ont peu à peu évolué et elle contribue plus aujourd'hui à mettre en valeur le rôle de la communauté portugaise sur le corridor du boulevard Saint-Laurent. La population portugaise est encore présente dans le quartier, étant arrivée plus tardivement, mais elle s'amenuise, tout en conservant des liens forts au quartier. Le directeur de la Caisse d'économie des Portugais raconte (entretien, 14 août 2013) :

« C'est pour ça que ce n'est plus la même densité populationnelle de la communauté portugaise. On n'a même pas la même concentration qu'on avait dans les années 80, à la fin des années 80, au début 90. Ça a déménagé, mais évidemment, il reste encore une forte concentration.

Puisque tout ce qui est commercial est resté beaucoup. Les clubs et les associations sont encore restés, l'église est encore ici. Et la particularité de la communauté portugaise, au niveau de l'église, c'est très fort. Les gens sont toujours très surpris, comment est-ce qu'encore aujourd'hui au XXI<sup>e</sup> siècle, l'église portugaise, le dimanche est toujours pleine. Il y a deux messes le dimanche ! Il y a des messes tous les jours, il y a une messe le samedi. Et ce sont toujours des messes qui sont remplies de monde, pas seulement des plus vieilles générations, mais la nouvelle génération y va beaucoup ».

Cette présence bien réelle, avec son ancrage dans les traditions, interroge d'ailleurs certains résidents, comme Samir, un étudiant résidant avenue du Mont-Royal, et qui habitait auparavant rue Duluth (entretien, 30 avril 2012) :

« C'est plus des traces, des marques. Mais c'est presque une sorte de faux multiculturalisme car il ne suffit pas qu'il y ait différentes personnes de différentes origines qui cohabitent. On cohabite dans les mêmes espaces mais on ne vit pas ensemble. Les Portugais, ils vivent dans un autre monde, ou une autre époque. Par exemple, dans le café portugais, il n'y a que des hommes. Aujourd'hui, une femme pourrait sans doute rentrer mais quand même... ».

L'inscription religieuse des communautés, tant au niveau des lieux de culte que des événements ou fêtes à caractère religieux, demeure un marqueur fort de cet entre soi communautaire à tendance exclusive. Ce sont notamment les processions lors de fêtes de saints autour de l'église dans la Petite Italie ou la procession autour de la mission Santa Cruz rue Rachel. Elles constituent des moments d'appropriation de l'espace, autour d'un bâtiment mais plus largement du quartier qu'elles parcourent. L'étude des pratiques festives et des rituels dans l'immigration révèle « la capacité des acteurs à maintenir, à transmettre et à aménager, voire à réinventer, des éléments de leur culture. Certaines célébrations [...] se déroulent dans la ville ou le

quartier, complexifiant les rapports sociaux à l'échelle locale et transformant le rapport aux lieux des populations, migrantes ou non » (Hily et Meintel, 2000 : 7). La fête de Santo Antonio des gens de Madère, au mois d'août <sup>55</sup> en est un exemple et certaines font désormais partie du patrimoine religieux immatériel de Montréal, comme la fête du Saint-Esprit ou celle de Santo Cristo<sup>56</sup>. Dans les années 1980-90, existaient huit processions religieuses portugaises qui parcouraient tout le quartier, de la rue Rachel pour aller jusqu'au boulevard Saint-Joseph. Le nombre de processions a été divisé par deux et le parcours s'est réduit, n'allant souvent que jusqu'à la rue Duluth ou Marie-Anne.

Le dimanche 4 septembre 2011 par exemple, avait lieu une procession de la fanfare portugaise autour de la mission Santa Cruz (fig. 4.18.). Partie vers 16h de la rue Rachel, depuis la mission Santa Cruz, elle emprunte la rue Clark jusqu'à la rue Marie-Anne, poursuit dans la rue Saint-Urbain jusqu'à la rue Duluth et revient sur la rue Clark jusqu'à la rue Rachel (fig. 4.11.), où elle s'achève à la mission Santa Cruz. Cette procession communautaire est religieuse et institutionnalisée puisque la mairie d'arrondissement du Plateau Mont-Royal ferme les rues le temps de l'après-midi. Elle fonctionne comme un marquage de l'espace, un marquage présence et sonore puisque chaque fanfare joue de la musique tout le long du trajet.

Loin d'être des quartiers « éteints », du fait des nouveaux choix de résidences, les quartiers chinois, juif, portugais et italien subsistent, chacun à leur manière : sur le plan commercial, au niveau des pratiques religieuses, de la fréquentation du quartier lors de certains événements ou encore dans les mémoires des habitants.

Ces quartiers continuent de revêtir une importance symbolique, au point que Gilles Sénécal (1994 : 184) évoque la possibilité de « casser l'équation qui associe aire de résidence et communauté ethnique » afin de prendre en compte « des espaces à géométrie variable, aux trames complexes, ponctués de nœuds, construits en fonction d'axes, de corridors et de réseaux ». Certaines fonctions évoluent et l'aire de résidence des anciennes communautés s'étend toujours plus largement, à la ville de Montréal toute entière.

---

<sup>55</sup> Roxane Léouzon, « Un quartier façonné par les Portugais », 18 juillet 2013, *Métro*, <http://journalmetro.com/actualites/montreal/346422/un-quartier-faconne-par-les-portugais/>, site consulté le 4 août 2014.

<sup>56</sup> Site du patrimoine religieux immatériel du Québec : <http://www.ipir.ulaval.ca/fiche.php?id=937>, site consulté le 5 août 2014.

Figure 4.18. La procession portugaise autour de la mission Santa-Cruz



Les différentes fanfares se succèdent le long du parcours, certains participants ont revêtu des costumes traditionnels. Les parents et la famille dont les enfants sont dans la procession, des habitants des maisons sur le parcours, Portugais ou non, regardent le défilé sur les trottoirs. Enfin, de nombreux passants s'arrêtent, regardent et la plupart demandent de quoi il s'agit ; beaucoup prennent des photos. Les gens hésitent à passer entre la procession pour traverser. Comme pour les autres fêtes religieuses, on voit bien la différence entre les personnes d'origine portugaise et les simples passants. Les premiers, mieux habillés, sont plus proches de la fanfare, se connaissent et se parlent en portugais. À la fin de la procession, les différents groupes se postent sur les marches de l'église, de part et d'autre du prêtre, qui s'adresse alors à la foule uniquement en portugais pendant une dizaine de minutes. Il termine par une prière et la foule se signe. (Photographies : M-L Poulot, 2011).

#### 4.3.2. Des espaces de transition pour un corridor cosmopolite ?

Une simple « juxtaposition spatiale d'entités ethniques » dans la ville ne suffit pas à créer de l'espace multiculturel à petite et grande échelle (Ghorra-Gobin, 1997). Comment l'espace urbain pourrait-il permettre ou du moins « accompagner » la naissance d'un véritable cosmopolitisme ? Pour Iris-Marion Young (1990), l'espace urbain multiculturel idéal est fluide : « de nombreux quartiers urbains possèdent une identité ethnique distincte, mais les membres d'autres groupes y habitent aussi. Dans la "bonne" ville, on passe d'un quartier distinct à un autre sans savoir précisément où le premier finit et où l'autre commence. Dans l'idéal normatif de la vie en ville, les frontières sont ouvertes et non déterminées » (Young, 1990 : 239). Ainsi, sur le boulevard Saint-Laurent, le passant peut passer d'un quartier ethnique à l'autre. Et entre ces quartiers construits par les acteurs publics et privés, se trouvent des espaces d'entre-deux : c'est le nouveau Quartier des Spectacles, entre le quartier chinois et l'ancien secteur juif et quartier portugais, ou encore cet espace moins marqué ethniquement entre le Mile End et la Petite Italie. Ces espaces, qui rythment le boulevard, contribuent à lui donner une unité qu'il n'aurait pas autrement, d'autant que la succession de différentes stratégies de *branding* des quartiers par les SDC créent une forme de segmentation. L'unité du boulevard se retrouve pourtant dans les espaces intermédiaires, de passage entre les différents quartiers.

Certains de ces espaces, ethniquement marqués au départ, ont évolué, à la manière du marché Jean-Talon, qui s'est développé grâce à la présence italienne dans le quartier (fig. 4.19.). Silvia, une ancienne résidente de la Petite Italie, aujourd'hui installée à Saint-Léonard, rappelle que les Italiens possédaient souvent un jardin dans le quartier, afin de cultiver des tomates ou des zucchini, qu'ils vendaient ensuite sur le marché (entretien, 27 août 2011). La Corporation de gestion des marchés publics de Montréal promeut également cette image italienne ou plus globalement européenne du quartier :

« La clientèle du marché est formée à l'origine des habitants des paroisses avoisinantes, colorée de la présence des canadiens d'origine italienne. Ceux-ci ont l'habitude des marchés en plein air, complètement ouverts, à la manière européenne<sup>57</sup> ».

---

<sup>57</sup> Corporation de gestion des marchés publics de Montréal, *op.cit.*, p. 23.

Figure. 4.19. Le marché Jean-Talon dans la Petite Italie.



L'Association pour la promotion de La Petite Italie préconisait en 1996 un projet de revitalisation du marché Jean-Talon, notamment la construction d'un stationnement souterrain afin de faciliter la fréquentation importante de ce marché. La Ville réalise en 2004 ces demandes : « un stationnement souterrain a été aménagé, portant le nombre total de places sur le site à 450. De plus, une vingtaine de petites boutiques spécialisées voient le jour dans un nouveau bâtiment construit au-dessus du stationnement<sup>58</sup> » (photographie en haut à gauche). En 2014, la Corporation des Marchés Publics de Montréal en collaboration avec l'arrondissement et la SDC Petite-Italie met en œuvre un projet de revitalisation du marché Jean-Talon<sup>59</sup>. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

<sup>58</sup> Corporation de gestion des marchés publics de Montréal, « Les marchés publics de Montréal ».

<sup>59</sup> Marc-André Carignan, « Lifting majeur au marché Jean-Talon », 3 avril 2014, *Métro*, <http://journalmetro.com/opinions/paysages-fabriques/473864/lifting-majeur-au-marche-jean-talon/>, site consulté le 7 août 2014.



Cet héritage « européen » ou italien, véhiculé dans les discours journalistiques, politiques et gestionnaires, est revendiqué comme le fondement pour un cosmopolitisme actuel. En 2007, un article du *Devoir* l'expliquait en ces termes :

« Ce sont d'abord les Italiens qui ont demandé aux producteurs agricoles de cultiver les produits qu'eux-mêmes faisaient pousser dans leurs jardins. Au fil des ans, de nouvelles et différentes communautés culturelles se sont ajoutées et ont fait la même chose, de sorte que l'offre s'est graduellement modifiée et multipliée. Une offre qui aujourd'hui profite à tous<sup>60</sup> ».

Comme le rappelle Silvia, le marché Jean-Talon était un peu « en désuétude dans les années 1980 » et « ce sont les autres cultures qui l'ont ranimé » (entretien, 27 août 2011). Un habitant de la Petite Patrie insiste sur le rôle des maghrébins qui ont ouvert un magasin autour du marché couvert, déplacé aujourd'hui plus au nord, à la hauteur de la rue Jarry (entretien, 28 octobre 2011).

Le marché Jean-Talon est un exemple d'espaces intermédiaires propres à créer un espace cosmopolite, forme de *cosmopolitan canopies* (Anderson, 2004) où la diversité serait vécue avec tolérance et intérêt dans une sorte de convivialité privilégiée. Neutres puisque moins marqués ethniquement, ces espaces peuvent devenir un lieu de rencontre plus hétérogène : « je ne suis pas chez moi, ni chez autrui, je suis ailleurs » (Rémy, 1990 : 100). Chez Jean Rémy, l'avènement du cosmopolitisme passe par l'aménagement d'espaces différenciés (espaces publics, « lieux de compromis de civilité », espaces de transition ou interstitiels de rencontre et lieux où l'on est « entre soi ») avec une distribution spatiale particulière, « au niveau de la résidence et des activités », pour accéder à la possibilité de l'échange, pour vivre au sein de l'altérité en milieu urbain multiculturel, « tout en minimisant les conflits de coexistence dans une vie quotidienne où chacun n'a pas les mêmes règles de vie » (Rémy, 1990 : 96). Cette séparation est bénéfique à la communication, sans aller jusqu'à éviter à tout prix toute relation conflictuelle, au risque d'aboutir à une réduction progressive des échanges, voire à leur absence totale. Ainsi, la ville multiculturelle idéale, cette « attitude cosmopolite à travers une situation urbaine où coexiste une pluralité ethnique ne se produira que progressivement » (Rémy, 1990 : 103) et l'initiative partira probablement plutôt des immigrés de seconde génération que des autochtones, puisque cette vision « suppose une conception de la vie urbaine qui va à l'encontre de l'idée d'intégration homogénéisante » (Rémy, 1990 : 103). Le cosmopolitisme devient possible si chacun contribue à cet échange, et ce, dans un contexte de la localité, de l'identité, c'est-à-dire en redéveloppant des contacts inter-individuels.

---

<sup>60</sup> Pierre Vallée, « Montréal-Primeurs de saison. La ville aux 18 marchés », 19 septembre 2007, *Le Devoir*.

Cet aspect d'ouverture de la communauté italienne vers les autres communautés montréalaises se retrouve dans les discours de présentation de la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal qui le distingue des autres marchés publics, comme ceux de Maisonneuve Saint-Jacques et d'Atwater :

« Le marché Jean-Talon se situe au cœur de la Petite Italie dans l'arrondissement Rosemont/Petite-Patrie. Le contexte cosmopolite de ce secteur a grandement contribué, au cours des années, à l'épanouissement du marché qui aujourd'hui, en plus d'attirer les montréalais de souche s'est taillé une réputation importante auprès des divers groupes ethniques qui habitent Montréal. Beaucoup de gens n'hésitent pas à parcourir de bonnes distances afin de venir s'approvisionner au marché<sup>61</sup> ».

Le directeur général de la Corporation souligne à son tour cette transformation cosmopolite du quartier :

« Au marché Jean-Talon, à Montréal, on rencontrera à coup sûr des gens de toutes les nationalités parlant une multitude de langues. Tous partagent la même passion : la recherche de bons produits et une saine alimentation. C'est le rendez-vous multiethnique<sup>62</sup> ».

Ces espaces interstitiels de rencontre se retrouvent à des échelles spatiales différentes : à l'intérieur des quartiers mais aussi entre quartiers, lorsque « la limite des quartiers n'est pas perçue exclusivement en terme de frontière avec un dedans et un dehors, mais peut également exister sous forme de lisière » (Rémy, 1990 : 100). La rue commerçante devient l'espace interstitiel séparant des quartiers et desservant à la fois et de façon égale les différentes clientèles. Au-delà des réseaux communautaires dans lesquels sont insérés les quartiers fondateurs du corridor du boulevard, ils sont reliés entre eux par des espaces « neutres » ou de respiration, comme le marché Jean-Talon. Enfin, parallèlement à ces lieux cosmopolites, existent des temporalités particulières le long de ce corridor, comme celles des fêtes et des événements. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les SDC organisent des activités diverses afin de dynamiser l'activité commerciale (vente-trottoir, festivals), d'autres acteurs cherchent également à animer le boulevard grâce à des activités temporaires. Certaines de ces initiatives, en lien avec la présence immigrante, constituent des formes d'occupation, même éphémère, de l'artère, c'est-à-dire une forme de marquage présence (Veschambre, 2008).

---

<sup>61</sup> Corporation de gestion des marchés publics de Montréal, *op.cit.*, p. 22.

<sup>62</sup> Association des marchés publics du Québec, 2009, *Faites votre marché...public. Guide de démarrage, le développement et la consolidation d'un marché public.*

#### 4.3.3. Temporalités cosmopolites : l'exemple de la Semaine italienne de Montréal, entre fête communautaire et fête pour autrui

Ces espaces-temps particuliers permettent à la fois de promouvoir une image rêvée, voire une utopie de la société cosmopolite, mais aussi de repenser les liens des communautés à l'espace. Les fêtes multiethniques de quartier « sont souvent des moments privilégiés où les parcs deviennent de hauts lieux de sociabilité interculturelle. Les fêtes comme les festivals interculturels ont sans doute tendance à se présenter comme un cosmopolitisme de bazar, pour reprendre l'expression de D. Latouche, sans lendemain » (Germain, 1995 : 300). Ces fêtes soulignent aussi, de la même façon que la construction des différents quartiers, la coexistence entre un cosmopolitisme marchandisé et un cosmopolitisme du vécu, une stratégie de promotion et une résilience des pratiques immigrantes le long du boulevard.

Les fêtes de la diversité revêtent diverses formes : « la fête « entre soi » crée les conditions de totalisation du groupe (Cordeiro et Hily, 2000) ; (...) la fête « avec les autres » ou « pour les autres » témoigne de la place qu'occupent les immigrés dans la ville, qui deviennent parfois des ressources locales précieuses en matière d'animations festives » (Rinaudo, Baby-Collin et al, 2007 : 184). Ces fêtes correspondent à un « profond mouvement de redécouverte de l'espace public comme espace festif, et comme théâtre de grands rassemblements. Le caractère évènementiel, éphémère de ce genre de rassemblements, n'empêchent pas ces activités d'avoir une certaine résonance dans les attitudes collectives à l'égard d'un espace commun dont on se sent, un temps, partie prenante. Peut-être ces fêtes inspirent-elles le sentiment que l'espace public est à tous de la même façon, au même moment, et que « plus on est nombreux et différents, meilleure sera la fête, alors que dans la vie quotidienne, on serait plutôt prié de ne pas se l'approprier » (Germain, 1995 : 300). Ces événements sont autant à destination des touristes, des visiteurs et passants qu'à destination de la communauté elle-même, ce que l'on retrouve au sein du festival de la Semaine italienne de Montréal.

Depuis 1993, le Congrès national des Italo-canadiens, organisme né en 1972 et chargé de représenter, défendre et promouvoir la communauté italienne, organise la Semaine italienne de Montréal. Cette fête cherche à conforter l'héritage culturel italien et l'apport de la communauté à la société québécoise. Les marques et sponsors sont aussi très présents lors de cet événement, qui propose une vision de la diversité marchandisée. La fête constitue une triple vitrine, du quartier de la Petite Italie, de la métropole et de la communauté italo-montréalaise : il s'agit non seulement de stimuler la gastronomie italienne, mais aussi de « vendre » le territoire à travers cette fête. L'enjeu est à la fois de promouvoir le territoire et d'attirer une fréquentation touristique : l'événement est d'ailleurs subventionné par le ministère québécois du Tourisme et le nombre de

visiteurs provenant de l'extérieur de la métropole (Etats-Unis, reste du Canada, Europe) est en croissance. L'objectif est d'arriver au niveau des « grands festivals » du type Nuits d'Afrique, les Francfolies ou encore le festival international de jazz, mais la recherche de « têtes d'affiche » lors des concerts de la fin de semaine sur le boulevard Saint-Laurent, reste difficile. Le Congrès n'a pas pour mission la production d'évènements, ce qui réduit les subventions allouées à ce genre de festivals.

Le Congrès s'est d'abord associé à la fête populaire qui avait lieu dans la paroisse italienne Notre-Dame-de-Pompéi dans le quartier du Sault-au-Récollet (dans l'est de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville), : après la procession religieuse le matin, les festivités étaient organisées dans le parc des Hirondelles à côté. C'est devenu aujourd'hui une fête à la fois communautaire et interculturelle à laquelle le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles prend aussi part, rappelant en 2010 que le festival contribue « à la promotion de relations interculturelles harmonieuses<sup>63</sup> ». Il est subventionné par la Ville de Montréal qui choisit d'aider les évènements assez importants (les fêtes communautaires très locales n'atteignent que très peu souvent le budget requis<sup>64</sup>) et au caractère « ouvert ». Ainsi, la transformation de la Semaine italienne de Montréal inscrit bien le festival à la fois au sein d'une transnationalité où les célébrations « relient symboliquement plusieurs espaces géographiques » et dans l'espace du local, « comme espace public d'interactions entre groupes » (Hily, Meintel, 2000 : 8).

Les organisateurs ont peu à peu diversifié les activités qui ont lieu dans la Petite Italie et proposent au programme : concerts, festival de mode, exposition de voitures FIAT 500 mais aussi tournoi de *bowle* ou encore atelier de mosaïques (fig. 4.20.). Le festival met à l'honneur une région italienne chaque année depuis 2007. En 2013, les activités célébraient la région d'Émilie-Romagne : dégustation du parmesan de Parme, présence de compagnie Seiko pour le café, mais aussi un opéra de Giuseppe Verdi ou une rétrospective des films de Fellini à la Casa d'Italia, le centre historique et d'archives de la Petite Italie. Comme l'explique la directrice du Congrès national des Italo-canadiens (entretien, 9 juillet 2013) :

« je parlais avec des gens de notre communauté provenant de cette région-là, des associations. Et avec leur appui et leurs connaissances, on pouvait faire des activités, aller chercher des éléments au niveau des expositions, au niveau des chanteurs... Toutes sortes d'activité. Alors, ça aussi, c'est parti et ça va assez bien. On regarde aussi ce qui se passe en Italie. Par exemple, le 150<sup>ème</sup> anniversaire de l'unification de la république, on a fêté ça ».

---

<sup>63</sup> Communiqué : Lancement de la Semaine italienne de Montréal 2011, pour diffusion immédiate, 11 juillet 2011.

<sup>64</sup> Entretien avec une fonctionnaire de la Direction de la diversité sociale, service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle.

En 2011, à l'occasion du 150e anniversaire de l'unification de l'Italie, toutes les régions italiennes étaient fêtées en même temps. Les bénévoles des quelques deux cent cinquante associations représentantes des villes et villages d'origine des immigrants italiens fournissent le travail d'information et de recherche sur la région en question, créent des liens avec cette dernière et organisent localement la Semaine italienne dans les différents arrondissements. Ces associations sont une manière de « reconstruire le pays perdu » (Feschet, Isnart, 2013). Elle sont surtout représentatives du sud de l'Italie (en lien avec les régions d'émigration). Les vingt associations (pour les vingt régions italiennes) sont gérées par une fédération régionale.

**Figure 4.20. La Semaine italienne de Montréal, édition 2013**



Vues du boulevard Saint-Laurent : des voitures fiat, des scènes pour des spectacles de danses, les commerçants ont sorti des étals sur les trottoirs et des chapiteaux sont installés sur la rue (Photographies : M-L Poulot, 2013)

Cette présentation du « patrimoine culturel italien » joue aussi sur le métissage italo-canadien. Comme l'explique la directrice du Congrès italo-canadien, le festival est désormais « interculturel, d'origine italienne » (entretien, 9 juillet 2013) :

« Parce qu'on présente la communauté italo-canadienne. Il y a des éléments italiens, d'Italie, mais vraiment, on présente la communauté ici parce que c'est comme toute une autre culture à intégrer dans la communauté québécoise, canadienne ».

Si les « premières tentatives d'intégrer les communautés ethno-culturelles dans le champ festif du Québec se limitent le plus souvent à certaines manifestations folkloriques, au cours desquelles les participants présentent leurs cuisines, leurs danses et leur musique reléguant ainsi au second plan les questions essentielles liées à l'intégration nationale » (Cherubini, 1994), la Semaine italienne de Montréal constitue un exemple d'événement à mi-chemin entre promotion des traditions et du folklore et festival destiné à l'extérieur promouvant l'inclusion de la communauté italienne dans la ville et la société montréalaise. Guy Di Méo (2001 : 19) souligne bien cette identité ambiguë de la fête « à l'égard de l'altérité. Elle se veut ouverte et ouverture, lieu d'échanges et en même temps, elle cultive les particularismes ». Son hésitation entre festival communautaire italien et festival ouvert aux autres lui attire d'ailleurs des opinions contrastées : certains participants regrettent une évocation de l'immigration italienne des années 1930 à 1960, et non de « l'Italie d'aujourd'hui », alors que d'autres souhaiteraient un développement commercial un « peu plus haut de gamme », déplorant le caractère stéréotypé de ce qui est proposé, « fierté de l'automobile et un peu kitsch ». En même temps, une personne d'origine italienne qui organise des visites guidées du quartier à l'occasion du festival déplore (entretien, 27 août 2011) « le manque d'ouverture culturelle de la communauté italienne » : la programmation d'anciens films italiens attire majoritairement des Montréalais qui ne sont pas d'origine italienne, l'activité de visite de la Petite Italie en italien a été un échec en 2011 (seulement quatre participants contre une petite cinquantaine lors de la visite en français), les personnes d'origine italienne se déplacent peu hors de leur quartier d'habitation pour aller assister aux événements.

« Regroupement communautaire festif qui plaira aux nostalgiques et aux curieux<sup>65</sup> », la Semaine Italienne de Montréal a beaucoup évolué. Selon le responsable de la Société de développement commercial Petite-Italie –marché Jean-Talon, « on est passé d'une animation de rue à un festival international, avec un passage du Vieux Port à la Petite Italie aussi » (entretien, 12 octobre 2011). À la fin des années 1990, après deux ou trois ans de célébrations avec la paroisse dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville au nord de l'île, le Congrès a déplacé la Semaine italienne de Montréal au Vieux-Port, sur le quai Jacques Cartier et dans le centre-ville, avec des événements au carré Dorchester. Une partie des activités est restée à Saint-Léonard, notamment autour du centre communautaire Leonardo di Vinci. Néanmoins, comme l'explique la directrice du Congrès des Italo-Canadiens (entretien, 9 juillet 2013), le Vieux-Port, « vaste et vide », ne constituait pas un endroit propice pour « recréer une ambiance italienne » et la majorité du public était composée de touristes, clientèle peu pérenne pour de tels événements. Au début des années 2000, l'association de la Petite Italie, devenue aujourd'hui la SDC Petite Italie-marché

---

<sup>65</sup> Communiqué à diffusion immédiate, 28 juin 2010, Semaine italienne de Montréal.

Jean-Talon, a approché le Congrès italo-canadien pour que la Semaine italienne se déplace dans ce quartier. Comme me l'explique un des membres du Congrès Italo-canadien (entretien, 9 juillet 2013) :

« c'était aussi une façon d'aider la Petite Italie, de la remettre en vie, d'aider au moins que les gens, que les touristes reviennent, parce que c'est un lieu assez intéressant pour venir passer une journée, pour venir manger, avec les restaurants, etc. ».

Avec le départ des membres de la communauté italienne vers d'autres arrondissements, la Petite Italie connaissait effectivement plusieurs difficultés, notamment une fréquentation en berne et un manque d'activités. Peu à peu, d'autres arrondissements comme VilleLasalle, Notre-Dame-de-Grâce ou Rivière des prairies<sup>66</sup> ont sollicité le Congrès pour la tenue d'évènements sur leur territoire, lieu d'installation d'une partie de la communauté d'origine italienne. Désormais, les activités ont lieu sur cinq arrondissements différents, avec un accent sur le Petite Italie à la fin de la semaine. Selon les statistiques de fréquentation 2010 publiées sur le site de la Semaine italienne, c'est la Petite Italie qui reçoit le plus de visiteurs : 480 000 personnes sur un total de 491 531, avant Rivières des Prairies (8000), Saint-Léonard (1300) ou encore Notre-Dame de Grâce (800). La Petite Italie y est décrite comme le « véritable cœur de la Semaine » ou encore « un quartier où il fait bon vivre avec son mode de vie à l'européenne<sup>67</sup> ». Sont notamment organisées des visites du quartier, en anglais, français et italien, par l'organisme *Amarrages sans frontières*. Elles sont l'occasion de visiter certaines boutiques (Dante, Milano), de déguster quelques pâtisseries (cannelloni à la boulangerie-pâtisserie Roma), de revenir sur l'histoire de l'immigration. L'évènement participe bien de la construction de l'image ethnique et touristique du quartier de la Petite Italie, « quartier fondateur » (Rémy, 1990) de la communauté. Si de nombreux festivals de quartier ont été délocalisés au parc Jean-Drapeau, au sein d'un grand festival unique (les Week-end du monde, voir encadré 4.2.), la communauté italienne a refusé de s'y fondre, le festival étant déjà bien identifié et assez fréquenté.

#### **Encadré 4.2. Le festival des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau : une déterritorialisation festive du cosmopolitisme**

Le festival des Week-ends du monde est une autre représentation des festivals de la diversité à Montréal. Il a lieu pendant deux week-ends consécutifs en juillet<sup>68</sup>, dans le parc Jean-Drapeau, parc public aménagé aisément accessible en métro sur l'île Notre-Dame et l'île Sainte-Hélène<sup>69</sup>. En 2005, la Ville de Montréal mandatait un nouveau festival, le « festival interculturel » en

<sup>66</sup> La ville de Laval a aussi sollicité la tenue d'évènements, mais l'organisation de la Semaine Italienne tient pour l'instant à rester sur l'île de Montréal.

<sup>67</sup> Communiqué Société de développement commercial Petite-Italie Marché Jean-Talon, 1er août 2011.

partenariat avec les différentes communautés culturelles présentes à Montréal. Il est transformé dès l'année suivante en « Week-ends du monde », plus englobant, en accueillant par exemple des Premières Nations<sup>70</sup> et regroupant les festivals de 56 communautés en 2013<sup>71</sup>. Commande politique au départ, ce festival est né d'une décision municipale de fusion de plusieurs événements et fêtes ethniques auparavant enracinés dans leurs quartiers. Cette « délocalisation » en périphérie de la ville a été opérée afin de répondre à des plaintes de riverains face à l'ampleur qu'avaient pris certains événements ethniques en ville, afin de garantir plus efficacement la sécurité et permettre une meilleure gestion du budget alloué à ce type de festivités. Ce déplacement fut vécu par les organismes communautaires comme un « exil forcé » (Germain, Liégeois, Hoernig, 2007 : 334), loin de leurs territoires d'appartenance. Le parc Jean-Drapeau constitue en effet un terrain neutre, non associé à une communauté en particulier, à l'inverse de certains parcs, places ou rues où se tenaient auparavant ces fêtes communautaires. Si Annick Germain et Cécile Poirier se demandent s'il s'agit d'un moyen « d'instaurer une universalité des territoires ou encore de réaffirmer l'identité montréalaise en pasteurisant les territoires devenus trop “communautaires” » (Germain, Poirier, 2007 : 119), mais cette présence éphémère de l'altérité au parc Jean-Drapeau figure aussi l'affirmation d'un espace-temps cosmopolite lors des Week-ends du monde.

L'évolution de la formule du festival va dans le sens d'une plus grande inclusion, m'explique une des personnes chargées de la programmation (entretien, 30 août 2012) : lors des premières éditions, les communautés venaient assister à « leurs » spectacles et repartaient ensuite puisqu'une demi-journée était attribuée à chaque communauté culturelle. D'un mois et demi de célébrations sur un site unique, l'évènement se concentre à partir de 2010 sur deux week-ends avec une formule multisites. La multiplication des scènes de spectacles permet la tenue de plusieurs événements en même temps et amène les visiteurs à parcourir divers lieux, stands et scènes et à découvrir par la même occasion d'autres cultures. L'accès au site, payant les premières années mais devenu gratuit depuis 2009 a aussi permis une fréquentation plus importante et une diversification

---

<sup>68</sup> En 2013, les Week-ends du monde ont eu lieu les 6-7 juillet et 13-14 juillet.

<sup>69</sup> Le parc Jean-Drapeau tente en fait de prolonger sa vocation de terre d'accueil pour accueillir l'Autre depuis l'exposition universelle de 1967 : l'île Sainte-Hélène était en effet le lieu des pavillons des quelques soixante pays étrangers représentés et les visiteurs faisaient tamponner leur passeport comme s'ils voyageaient hors des frontières canadiennes. C'est enfin une manière de promouvoir les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame et le parc Jean-Drapeau par l'organisation de festivités, qui constituent un des volets des activités du parc.

<sup>70</sup> La politique de l'interculturalisme ne s'adresse pas aux Premières Nations, mais seulement aux immigrants venus s'installer au Québec (Bouchard, 2012)

<sup>71</sup> Voir site des Week-ends du monde : <http://www.parcjeandrapeau.com/evenements/week-ends-du-monde/>, site consulté le 31 juillet 2014.

<sup>72</sup> La société paramunicipale du parc Jean-Drapeau qui gère l'évènement engage la firme Altus pour une étude de fréquentation des Week-ends du monde : Groupe Altus, 2012, Impact touristique des Week-ends du monde, Provenance et évaluation de l'évènement.



du public. Ainsi, l'événement qui accueillait autour de 45-50 000 personnes attire 90 000 personnes en 2010 et 210 000 personnes en 2013. Selon les enquêtes réalisées par la firme Altus<sup>72</sup>, les personnes viendraient en moyenne 1,7 fois : elles assistent donc à divers spectacles et événements organisés par différentes communautés ethnoculturelles. En tous cas, « sous le registre festif (...), la recherche est celle de la cohésion ou de la mise en spectacle de la cohésion sociale » (Garat, 2005 : 266) : l'événement a pour fonction de communiquer des valeurs de tolérance et d'ouverture et participe à la construction d'une identité collective à plusieurs échelles (celle de l'individu, de la communauté, mais aussi de la société montréalaise, québécoise, voire canadienne).

L'événement des Week-ends du monde constitue enfin une représentation de la diversité qui passe en premier lieu par la nourriture. Ce volet « cosmopolitisme de bouche » est devenu de plus en plus important au fil des années. Les stands se divisent entre professionnels (traiteurs et restaurants) et particuliers et sont présents sur tout le site (fig. 4.21). « Plus qu'une ethnicité spécifique, cette ouverture affirme une identité culturelle qui opère à une échelle plus large, souvent continentale : l'Afrique, l'Inde, l'Amérique latine, le monde Arabe, tendant à gommer les différences régionales ou nationales » (Crozat, Raibaud, 2012). En 2011, un super-spectacle « maghrébin » *El Andalusia* y est proposé, « dans la plus pure traditions hospitalière maghrébine par la gastronomie, la danse et la musique... ». La nourriture cherche alors à être plus qu'une simple marchandise, elle se veut expérience de l'altérité et recherche d'exotisme, « le propre de lieux lointains et bizarres » (Staszak, 2008 : 8).

**Figure 4.21. Stands de nourriture lors des Week-end du monde**



À la sortie du métro, une grande « rue » propose pêle-mêle différents mets de divers lieux de la planète où les couleurs sont très présentes (le vert et le jaune pour le Brésil par exemple) ; plus loin, un « coin gourmand » accueille le festival de la cuisine méditerranéenne ou italienne. Les représentations des pays étrangers sont souvent tronqués, métonymiques ou faisant appel à un vocabulaire imagé : Bar Viva Rio, Cuisine Lebled (aux côtés de l'inscription, un petit drapeau et nom du pays : Sénégal), cuisine Sawayenne. (Photographies : M-L Poulot, 2011)

De même, sur les différents stands du festival Turc, le visiteur peut à la fois participer à la cérémonie du café, manger des gözleme préparés par des femmes à la manière anatolienne (comme dans certaines vitrines de restaurants à Istanbul) et finir par des baklavas et autres desserts turcs. Le « voyage » se veut complet : le visiteur vient observer un groupe de femmes faisant de la peinture sur papier marbré, se faire prendre en photographie en costume dans un décor de pasha, ou encore acheter des tasses, drapeaux ou t-shirts, le tout sur fond de musique d'inspiration turque. Les festivités des Week-ends du monde sont en effet l'occasion pour certains concessionnaires commerciaux d'avoir un stand pour leur promotion : restaurants, traiteurs, mais aussi banques ou chambre de commerce s'y retrouvent sur les pelouses du parc en plus des stands de ventes d'objets, artisanat, drapeaux ou autres « objets souvenirs ». À la différence des fêtes au sein même de la communauté turque, qui soulèvent des dissensions au sein des immigrants (Bilge, 2004), ce festival cherche à donner une image d'unité de la communauté. De façon plus informelle enfin, dans les jardins de l'île, sur les tables de pique-nique aménagées ou sur l'herbe, de nombreuses familles, couples ou groupes de personnes sont venus partager un repas ensemble, en amenant parfois nappes, glacière, boissons et barbecue, afin de profiter des spectacles et du rassemblement.

Si la distinction entre événements créés pour les touristes et ceux qui sont faits par et pour la population est intéressante, elle n'est pas pour autant figée : certains événements touristiques peuvent être réappropriés par la population, et d'autres événements plus ou moins informels et locaux peuvent se transformer en festivité touristique. En tous cas, les différents types de fêtes éclairent les différents modes de penser et vivre la diversité. L'« ailleurs » convoqué dans la Semaine italienne ou dans les Week-ends du monde fait référence à des échelles diverses, à la fois la métropole de Montréal dans son ensemble, la province québécoise, mais aussi le monde, autant pour les migrants que pour les touristes internationaux. Les fêtes mettent « en évidence trois grandes familles de rapports territoriaux extérieurs à la localité. Ils correspondent à trois échelles géographiques majeures » (Di Méo, 2001 : 98). La première « repose sur le principe de proximité. Elle construit l'altérité à l'identique, sur des bases égalitaires. À sa mesure, l'autre (social et territorial), le dissemblable n'est en réalité qu'un alter ego, qu'un voisin tout à fait comparable à soi » (Di Méo, 2001 : 98). La deuxième échelle « de ces confrontations évoque des environnements plus larges, plus enveloppants ou plus génériques : le monde de la ville », par exemple. Dans le cas de la Semaine italienne, la formule multisites souligne bien la présence de la communauté italienne dans différents espaces et la fête devient non pas seulement une fête de quartier, mais bien de la communauté italienne dans tout Montréal. Enfin, « la fête inscrit aussi la localité dans de plus petites échelles. Elle décrit alors des territorialités plus amples, plus

universelles : celles de la région et du régionalisme, celles de la nation » (Di Méo, 2001 : 98). Les multiples assises de la fête vers des échelles de plus en plus petites tendent à faire de la fête le lien entre le local et le reste du monde, reprenant alors la définition ancienne – grecque – du cosmopolitisme.

Les quartiers chinois et italien et le secteur portugais sont des co-constructions, aux signes plus ou moins visibles et marqués. Ils constituent des exemples de quartiers ethniques ou multiethniques où la diversité ethnoculturelle devient une image de marque destinée à attirer visiteurs et investisseurs. Mais tous les quartiers ne présentent pas les mêmes initiatives de *branding*. Tandis que le quartier chinois et la Petite Italie sont axés sur une identité unique, les acteurs municipaux et économiques du secteur central du boulevard jouent d'une image plus cosmopolite et inclusive, partant plus difficile à résumer en une action marketing simple. Pour autant, ces quartiers ne sont pas réductibles à des entités de consommation touristique : ils restent des espaces symboliques importants pour les anciennes communautés immigrantes. L'exemple des fêtes et rassemblements le long du boulevard montre bien cette ambivalence, entre cosmopolitisme de consommation et attachement au pays d'origine et au quartier fondateur. Les lieux et les temporalités analysées permettent d'interroger les échelles de lecture du cosmopolitisme : le quartier, les commerces, les espaces-temps éphémères, les espaces interstitiels plus « neutres ». Plus qu'une simple juxtaposition de quartiers « ethniques » ou « multiethniques », la rue relie ces différentes échelles spatiales et temporelles afin de faire advenir un cosmopolitisme à la fois marchandisé et vécu.

## Chapitre 5 : Du *Red Light* au Quartier des Spectacles : du cosmopolitisme au culturel

Les représentants municipaux et les acteurs privés (propriétaires de salles, organismes de festivals, etc.) souhaitent promouvoir la ville de Montréal comme métropole culturelle. En témoigne le grand projet du Quartier des Spectacles (QdS), situé en centre-ville, « opération de régénération urbaine visant à requalifier des “morceaux” de ville [et] à doter la ville d’équipements de prestige lui permettant de se positionner favorablement dans la compétition interurbaine » (Pinson, 2006 : 620). Il se caractérise par des opérations urbaines, aux dimensions à la fois politique, opérationnelle, architecturale et urbanistique (Ingallina, Roncayolo, 1988), fruits d’un jeu d’acteurs complexe et faisant l’objet de différents types de représentations. Le Quartier des spectacles, situé à l’est du Quartier des Affaires et au nord du Vieux-Port de Montréal, s’étend sur un vaste espace délimité d’est en ouest par les rues Berri et Saint-Alexandre et du nord au sud par les rues Sherbrooke et René-Lévesque (fig. 5.1.).

Figure 5.1. Localisation du Quartier des Spectacles



Le Quartier des Spectacles, figuré par les pointillés rouges, se trouve au nord du quartier chinois et entre le quartier des affaires et le Village. (Source : Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, 2012, Programme particulier d’urbanisme (PPU) Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*, version préliminaire).

Ce projet englobe le boulevard Saint Laurent entre la rue Sherbrooke au nord et le boulevard René-Lévesque au sud. Dans les discours des aménageurs, le boulevard constitue le cœur du nouveau quartier, avec un pôle des *Mains* ou pôle Saint-Laurent (à l'intersection de Saint-Laurent et Sainte-Catherine) entre le pôle Place des Arts (côté Ouest) et le pôle Quartier latin (côté Est). Centre du quartier des Spectacles, le boulevard fait pourtant l'objet d'une segmentation entre trois programmes particuliers d'urbanisme (PPU) pensés en plusieurs phases. Si, dans sa partie nord, la rue est incluse dans le pôle du quartier latin, sa partie sud (entre René-Lévesque et Sainte-Catherine) ressort du pôle Place des Arts. L'objectif est clairement de développer cet espace, que tous, habitants, politiques et aménageurs, perçoivent comme délaissé et très dégradé<sup>1</sup>. La conception et la mise en œuvre de ces projets, le 2.22 Sainte-Catherine et surtout le Quadrilatère Saint Laurent, éclairent les enjeux patrimoniaux, sociaux, économiques et symboliques de cet espace. Les différentes « parties prenantes » mobilisent les représentations de l'ancien quartier du *Red Light* pour des projets antagonistes. J'utilise le terme de partie prenante au sens où, « à la différence du terme d'acteur, la notion de partie prenante inclut (...) à la fois des groupes et des individus actifs dans les processus (décideurs, professionnels de l'aménagement, certains groupes de la société civile, acteurs économiques), mais aussi tout groupe ou individu potentiellement affecté par les objectifs du projet sans en être acteur » (Viel et al., 2012). Ces visions différentes de faire la ville se fondent sur des mémoires différenciées et cristallisent des conflits mémoriels face à la volonté de la municipalité de détruire les anciens bâtiments et y construire une tour de bureaux.

Il s'agira d'interroger ce projet urbain de thématization de l'espace et de création d'une destination d'envergure internationale dans le cadre de la littérature sur les *entertainment districts*, la *culture-led regeneration* et les quartiers culturels (Mommaas, 2004), ou encore sur la ville créative (Florida, 2000). Je m'attacherai dans un premier temps à montrer comment Montréal s'inscrit dans une tendance mondiale de construction d'une image de « métropole culturelle », validant l'hypothèse de la ville créative comme « forme d'action politique dominante » (Keil, Boudreau, 2010). Il est particulièrement intéressant de noter l'écart entre, d'une part, le discours de promotion de la diversité ethnique et de la tolérance et, d'autre part, la mise en invisibilité de certains aspects de l'ancien *Red Light* et de la présence immigrante par les stratégies de normalisation de l'espace. L'étude des différentes « parties prenantes », mais aussi des aspects du projet urbain (*branding*, thématization, participation publique) permet de questionner les rapports de domination au sein des espaces où différents acteurs proposent des stratégies parfois

---

<sup>1</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, 2007, Programme particulier d'urbanisme, Quartier des spectacles, Secteur Place des Arts.

opposées, avec des motivations et ressources différentes. Je montrerai enfin comment la caution du passé est instrumentalisée, consciemment ou non, afin de fonder les modalités de l'occupation présente de l'espace. Derrière le consensus établi autour de l'importance historique de l'îlot Saint-Laurent, les enjeux politiques et sociaux affleurent, engendrant des conflits dans l'aménagement du territoire, dans lesquels les mémoires d'habitants et le cosmopolitisme sont ignorés devant l'affirmation du récit des acteurs politiques et urbanistiques.

## 5.1. Le Quartier des Spectacles : un projet urbain faiblement approprié

En empruntant aux autres expériences internationales et en reprenant les injonctions néo-libérales de création de quartiers thématiques autour de l'économie culturelle présentes au sein de la rhétorique de la classe créative (Florida, 2002), les édiles montréalais et le secteur privé ont créé un paysage et une image de marque autour du Quartier des Spectacles (QdS). Malgré une démarche de participation publique, les artistes et résidents peinent à s'approprier ce projet de quartier culturel.

### 5.1.1. Créer une destination internationale « créative » pour Montréal, métropole culturelle

Depuis le Sommet de Montréal en 2002, la culture, envisagée comme un « ensemble d'activités diverses tournées vers l'exploitation marchande de la création esthétique et sémiotique » (Scott, Leriche, 2005), est au cœur des projets urbains métropolitains. Montréal se doit d'être une « métropole culturelle<sup>2</sup> » et une « métropole de création et d'innovation, ouverte sur le monde<sup>3</sup> ». La création du Quartier des Spectacles, au centre-ville, répond aux ambitions des élus montréalais dans une logique de compétition interurbaine et d'urbanisme néolibéral (Hannigan, 2013). Les hypothèses du géographe américain Richard Florida (2002), installé à Toronto depuis 2007 (encadré 5.1.) irriguent les orientations retenues (Guillon, 2011) : ce dernier a d'ailleurs été convié en 2005 pour faire une conférence devant les politiques et chefs d'entreprise, à l'invitation de la Chambre de commerce de Montréal et de Culture Montréal<sup>4</sup>. Plus

---

<sup>2</sup> Ville de Montréal, *Plan d'action - Montréal métropole culturelle 2007-2017*.

<sup>3</sup> Axe 1 de développement après le Sommet de Montréal selon le site de la ville de Montréal : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=2137,2657418&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2137,2657418&_dad=portal&_schema=PORTAL), consulté le 27 mars 2014.

<sup>4</sup> Née officiellement en 2002, « Culture Montréal est une organisation indépendante à but non lucratif, rassemblant toute personne voulant promouvoir la culture comme élément essentiel du développement de Montréal. Elle se présente comme un lieu de réflexion, de concertation et

encore, la Ville de Montréal a mandaté la firme américaine de recherche Catalytix, créée par Florida, pour réaliser une étude sur le potentiel de créativité de la ville. Cette étude pointe l'énorme potentiel de Montréal, qui jouit « d'une économie créative supérieure<sup>5</sup> » du fait de son bilinguisme et de sa population multiculturelle. Pourtant, l'enquête, menée en anglais, ne fait aucune mention du caractère spécifiquement francophone de la ville et loue « le taux élevé de bilinguisme des montréalais francophones » (Roy-Valex, 2007). La « recette » de Richard Florida semble ainsi mal s'accommoder du « fait français » : peut-être est-ce pour cette raison que promoteurs et pouvoirs publics utilisent le vocabulaire de Florida sans le citer directement. Le Partenariat des spectacles, créé en 2003, envisage le quartier comme un « levier culturel, économique et touristique » pour « stimuler la créativité montréalaise, retenir et attirer à Montréal les talents créateurs, accentuer leur rayonnement et l'exportation de leur talent<sup>6</sup> ». Plus globalement, à la suite de la demande du comité exécutif de la ville de Montréal, l'UNESCO désigne en 2006 Montréal comme « Ville UNESCO de design<sup>7</sup> » au sein du Réseau des villes créatives de l'UNESCO établi en 2004, du fait de son potentiel créatif et commercial de la mode, la musique, des jeux vidéos ou encore des arts visuels. Les élus municipaux soutiennent également la conférence internationale C2-MTL, qui loue la créativité et le commerce montréalais<sup>8</sup>. Des circuits touristiques autour du « Montréal créatif » se multiplient<sup>9</sup>. En revanche, l'aspect multiculturel de la ville de Montréal – et du boulevard Saint-Laurent au cœur du Quartier des Spectacles – pourtant valorisé dans les discours de Florida et des édiles municipaux échappe au final à la mise en plan du projet, tout comme la prise en compte des « bars, cafés et clubs de danse qui “font” la Main et la Catherine » (Noppen et Morisset, 2004).

### **Encadré 5.1. Classe créative, ville créative : un nouveau paradigme urbain ?**

Depuis le milieu des années 1990 et le succès de la Silicon Valley (Hannigan, 2013), les aménageurs et les politiques se sont progressivement emparés de l'idée de créativité dans le débat sur

---

d'intervention, dont l'action est orientée vers les milieux culturels, les instances décisionnelles politiques et civiles, les acteurs économiques, ainsi que les citoyens. » (Guillon, 2011 : 260). Voir aussi le site internet de Culture Montréal : <http://www.culturemontreal.ca/>, consulté le 17 mars 2014.

<sup>5</sup> Stolarick Kevin, Florida Richard, Musante Louis, janvier 2005, Montréal, ville de convergences créatives : perspectives et possibilités, Montréal, Catalytix, 19 p.

<sup>6</sup> Partenariat du quartier des Spectacles, 19 octobre 2011, Mémoire sur les quartiers culturels, présenté à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports, Montréal, p. 7.

<sup>7</sup> Site de Montréal, ville Unesco de design : <http://mtlunescodesign.com/>, site consulté le 8 août 2014.

<sup>8</sup> Site de Montréal 2025 : <http://www.montreal2025.com/communiqu.php?id=1921&lang=fr>, consulté le 27 mars 2014.

<sup>9</sup> Guide du Montréal créatif, 2013, 10 parcours à la rencontre de l'art actuel, Ulysse.

la recomposition des modes de gouvernement et de développement des territoires urbains, et ce, particulièrement dans les pays anglo-saxons (Landry, 2000 ; Atkinson et Easthope, 2009). Au cœur de cette théorie, s'impose la figure du chercheur américain Richard Florida, pour qui la classe créative, composée d'individus talentueux, contribuerait à améliorer la croissance en milieu urbain (Florida, 2002). Cette thèse repose sur une définition large de ce que sont les créatifs, regroupés en un noyau central « super créatif » (« *The Super-creative core* ») et les « créatifs de profession » (« *The Creative Professional* »). La première catégorie regroupe ceux qui sont complètement engagés dans un processus de création et sont payés pour l'être (les scientifiques, les chercheurs, les ingénieurs, les artistes, les architectes, etc.), tandis que le second groupe est constitué de professionnels qui résolvent des problèmes complexes, requérant un haut niveau de qualification et une capacité d'innovation, comme par exemple les juristes, les financiers, les médecins, etc. (Tremblay, Tremblay, 2010). Cette classe créative occuperait quatre catégories d'emplois : le secteur technologique, les arts et la culture, les activités supérieures professionnelles et de gestion et les activités d'éducation. Cependant, l'idée de classe créative pour Richard Florida dépasse la notion des catégories socioprofessionnelles, c'est un état d'esprit autour de valeurs communes telles que l'individualisme, l'affirmation de soi, le mérite et l'ouverture d'esprit. Dans cette acception, 30% des actifs nord-américains appartiennent à la « classe créative » (Florida, 2002) et R. Florida met en évidence la coprésence d'entreprises innovantes et d'une forte communauté créative dans un certain nombre de villes nord-américaines les plus dynamiques économiquement. Il mesure cette coprésence par le *creativity index*, un indice statistique synthétisant quatre facteurs : les emplois dans la classe créative, l'innovation (mesurée à partir du nombre de brevets déposés), les entreprises de haute technologie et la diversité socioculturelle (communautés homosexuelles et étrangères, artistes)<sup>10</sup>. Grâce à cet indice composite, Richard Florida procède à une hiérarchisation des régions métropolitaines les plus innovantes et promeut l'idée d'un triptyque du développement économique : les « trois T » de la croissance économique soit talent, tolérance et technologie. Cette classe créative est attirée par certains lieux de vie privilégiés dont elle renforce encore l'attractivité. Ainsi se crée un cercle vertueux, le talent attirant le talent, mais aussi les entreprises, le capital et les services (Florida, 2002).

Si cette thèse est attrayante pour les praticiens, elle est discutable et critiquable, notamment autour de trois registres : idéologique, scientifique et déontologique. Idéologique puisque Florida favoriserait une approche élitiste de la société en séparant les créatifs des autres travailleurs (Vivant, 2009). D'autres reprochent à Florida de proposer une traduction spatiale de la théorie économique

<sup>10</sup> Afin de mesurer ce dernier indice de diversité et de tolérance, Florida utilise 3 indices réunis en un seul indice nommé Composite Diversity Index (CDI) qui comprend : l'indice bohémien qui reflète la vigueur du milieu culturel, soit les activités grand public et underground ; l'indice gai, qui évalue le nombre d'homosexuels dans une ville, ce nombre étant considéré comme révélant la tolérance et le dynamisme d'une ville et enfin, l'indice de diversité, soit le pourcentage de personnes nées à l'étranger.



néolibérale du *trickle down effect* (l'investissement qui profite aux classes supérieures induirait des retombées graduelles favorables à tous) (Tremblay, 2010). De plus, le manque de données empiriques ne confirme pas toujours clairement les liens de causes à effets dans les analyses de l'auteur. La notion de « classe » est pour beaucoup trop vague et ses choix méthodologiques seraient erronés. Pour Marc Levine (2004), non seulement la thèse de la classe créative est entachée d'approximations méthodologiques, mais elle est empiriquement fautive. Enfin, elle attire des critiques déontologiques : l'interprétation de la croissance économique en milieu urbain serait simplifiée, les indicateurs seraient mal choisis et le lien de corrélation entre présence d'individus créatifs et diplômés et croissance économique n'aurait rien d'évident (Shearmur, 2010). Les critiques portent donc « à la fois sur le fond (émerge-t-il ou non une classe créative ?), sur la méthode (la coprésence de deux phénomènes implique-t-elle nécessairement un rapport de causalité entre eux ?), sur la forme (la démarche scientifique peut-elle supporter une écriture de style journalistique où l'auteur éclaire son propos par son expérience personnelle ?) et sur les modes de diffusion de cette théorie (peut-on, à partir d'une analyse statistique, fournir des préconisations systématiques aux acteurs publics de l'urbanisme et du développement territorial ? et à quel prix ?) » (Vivant, 2009 : 162). Enfin, en matière de politique, en cherchant à tout prix à faire la ville pour attirer la classe créative, les édiles risquent de perdre de vue leurs défis et leurs priorités de base (Levine, 2004).

Pouvoirs publics, promoteurs et professionnels du tourisme insistent pour Montréal sur la convivialité et le caractère sécuritaire des grands événements et festivals (Festival international de jazz, Francofolies, Nuits d'Afrique, etc.), et sur la création locale et internationale (Cirque du soleil, musique québécoise aux Francofolies, etc.). Ce *branding* festivalier qui a renforcé la réputation de Montréal depuis une dizaine d'années, s'accompagne de « l'émergence de petits festivals et d'événements *alternatifs*, – avec l'appui de plusieurs arrondissements – », de manière à accroître le « rayonnement artistique » de la ville<sup>11</sup>. « Ville-support d'événements festifs ponctuels », elle s'affirme désormais « ville festive », « dans laquelle l'ambiance et l'esthétique de la fête transcendent la conception, la planification et l'aménagement urbains » (Gravari-Barbas, 2000 : 293). Montréal peut aussi revendiquer le titre de « ville événementielle » (Chaudoir, 2007), où les temporalités courtes, les grands événements sont fortement valorisés. Les responsables municipaux cherchent par ce biais à renouer avec le prestige de la ville conféré par les grands projets et événements des années 1960 : l'exposition universelle de 1967 (dont les marques restent présentes, avec la Biosphère, l'actuel Casino dans le parc Jean Drapeau sur l'île Sainte-

---

<sup>11</sup> Montréal, métropole culturelle, novembre 2004, proposition de politique de développement culturel pour la ville de Montréal, p.31.

Hélène, et la construction du métro, réalisé à cette même époque) ou encore les Jeux Olympiques en 1976.

Au sein du projet de Quartier des Spectacles, les actions publiques et privées sont si entremêlées qu'il est difficile de déterminer ce qui revient à chacun (Fainstein, 1994). L'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ) est partie prenante dès l'origine, en 2000, du partenariat public-privé du Quartier des Spectacles, dans lequel amélioration des conditions de création et de diffusion culturelle et revitalisation d'un vaste ensemble urbain vont de pair. Fondé en 1977, le groupe Spectra, un « des plus importants conglomérats d'*entertainment* en Amérique du Nord », qui produit le Festival International de Jazz de Montréal, les Francofolies de Montréal et le Festival Montréal en Lumière<sup>12</sup> (Guillon, 2011), a largement influencé le projet de l'ADISQ. Ainsi, en 2002, le Sommet de Montréal entérine politiquement le projet, en même temps que celui de la TOHU (la Cité des Arts et du cirque). En 2007, le maire de Montréal fait de la réalisation du Quartier des Spectacles une priorité de son mandat. La même année, l'arrondissement de Ville-Marie confie à la Société Quartier international de Montréal<sup>13</sup> (QIM) le soin de produire un premier Programme particulier d'urbanisme<sup>14</sup> (PPU), une composante du Plan d'urbanisme de Montréal, afin « d'apporter plus de précision à la planification de certains secteurs ». Ce dernier, qui couvre le secteur Place des Arts du Quartier des spectacles<sup>15</sup> (PPU Quartier des Spectacles – pôle Place des Arts), est officiellement lancé en juin 2007 à l'occasion du « Rendez-vous Montréal, métropole culturelle », événement majeur qui regroupe les trois niveaux de pouvoir public (fédéral, provincial et municipal) ainsi qu'une vaste représentation des milieux culturels et d'affaires de Montréal. Cette première phase (fig. 5.2.) visait surtout à aménager espaces vacants et anciens terrains de stationnement tout autour de la place pour consolider la présence des grands Festivals de Montréal (notamment le Festival de jazz, les Francofolies ou le festival Juste pour rire), en créant

---

<sup>12</sup> L'Équipe Spectra comprend également un label discographique, une agence d'artistes et trois salles de spectacles.

<sup>13</sup> La société du Quartier international de Montréal a été créée par la Ville de Montréal en 1999, initialement pour la réalisation du projet du Quartier International de Montréal. L'organisme à but non lucratif assure aujourd'hui la gestion du projet d'aménagement des espaces publics du Quartier des Spectacles mais aussi le réaménagement de la rue McGill pour le compte de la Ville de Montréal. La société a aussi été mandatée par le musée de Pointe-à-Callière pour sa première phase d'agrandissement. Voir le site du QIM : <http://www.qimtl.qc.ca/fr/>, consulté le 27 mars 2014.

<sup>14</sup> « L'adoption d'un PPU par le conseil municipal constitue une modification au Plan et est précédée d'un processus de consultation publique. » voir site de la ville de Montréal : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=2761,4017621&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2761,4017621&_dad=portal&_schema=PORTAL), consulté le 27 mars 2014.

<sup>15</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, 2007, Programme particulier d'urbanisme, Quartier des spectacles, Secteur Place des Arts.

de nouveaux espaces publics : la place des festivals, le parterre ou encore l'esplanade Clark (fig. 5.3).

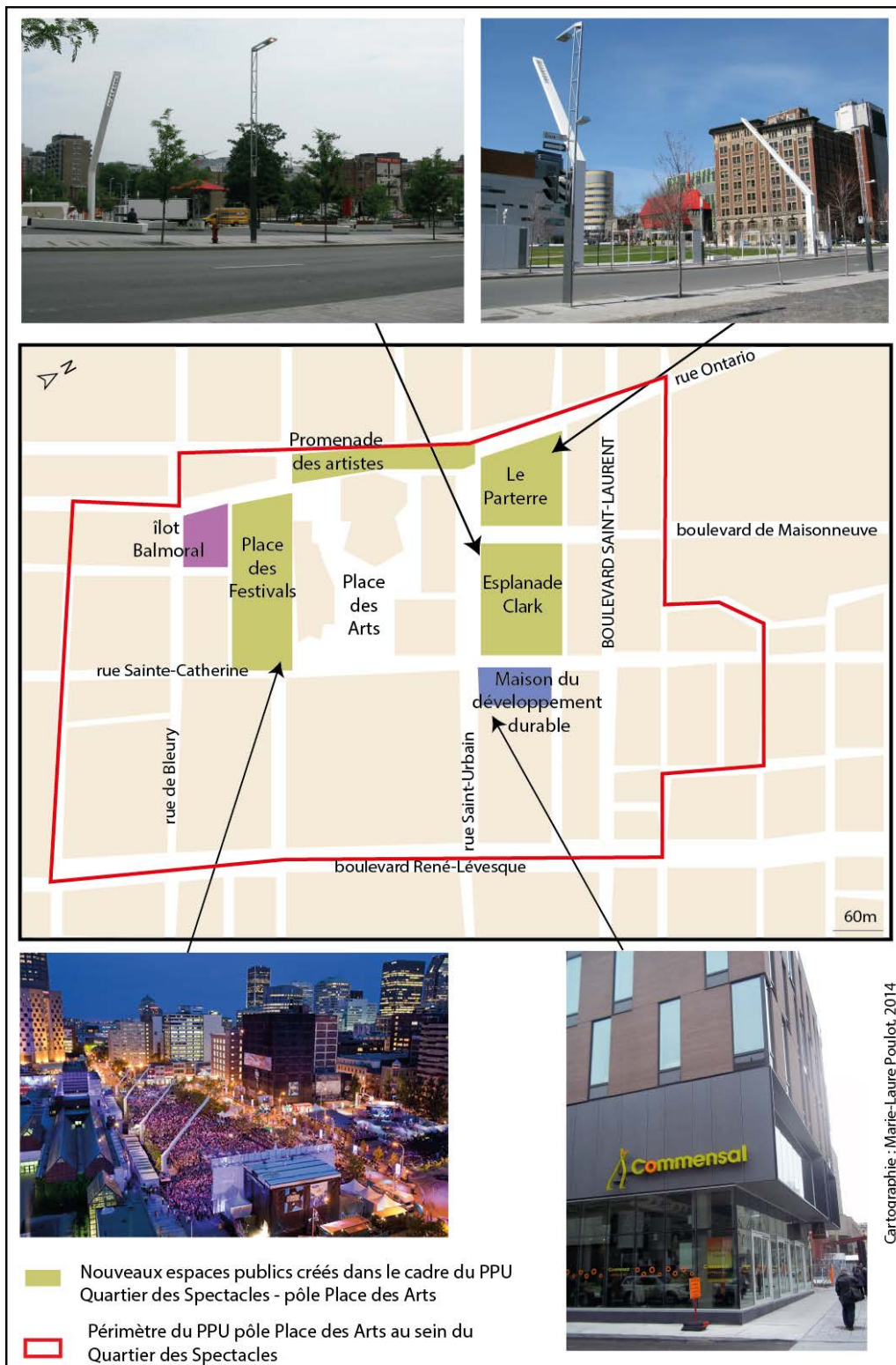
**Figure 5.2. Localisation des trois pôles du Quartier des Spectacles.**



L'espace bordé par la rue Saint-Alexandre à l'ouest, le boulevard René Levesque au sud, le boulevard de Maisonneuve puis l'avenue du Président-Kennedy au nord et enfin la rue Saint-Dominique à l'est constitue le territoire d'intervention du « secteur de la Place des Arts du Quartier des spectacles ». Le pôle du Quartier latin est plus vaste. Enfin, le pôle des *Main* se situe à l'intersection du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine

(source : Source : Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, 2012, Programme particulier d'urbanisme (PPU) Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*, version préliminaire)

Figure 5.3. Les nouveaux espaces publics créés dans le cadre du PPU Secteur Place des Arts du Quartier des Spectacles.



Ces derniers peuvent accueillir des concerts lors des festivals d'été, des spectacles ou des expositions en plein air. En bas à droite, le nouveau bâtiment de la maison du développement durable qui offre au rez-de-chaussée une chaîne de restauration végétarienne, Commensal. (Photographies : M-L Poulot, 2012 sauf pour la place des festivals (Ville de Montréal, 2010) (cartographie : M-L Poulot, 2014).

Le second PPU, celui du Quartier des Spectacles – pôle Quartier latin<sup>16</sup> est également le fait de l'arrondissement Ville-Marie dès 2011, et sa version préliminaire, intitulée *Vivre, apprendre, créer, se divertir*, est adoptée en mai 2013<sup>17</sup>. En voulant faire de Montréal une « destination culturelle internationale<sup>18</sup> », « la préoccupation des acteurs urbains est (...) de “mettre à l'heure” la pendule locale par rapport à l'heure mondiale » (Gravari-Barbas, Ripoll, 2010). Ainsi, le quartier des Spectacles est évoqué dans le guide touristique officiel édité par Tourisme Montréal en 2013 comme « le cœur culturel de Montréal » au même titre que certains lieux du boulevard Saint-Laurent : le Monument-National ou la Société des Arts technologiques (SAT)<sup>19</sup>.

Dans cette logique d'un nouveau quartier axé sur le spectacle, le Partenariat du Quartier des Spectacles initie des actions de *branding* pour affirmer le nouveau nom du quartier et son paysage particulier : c'est le Plan lumière. Celui-ci se décline sous trois formes : les lumières rouges au sol identifiant les lieux culturels, l'éclairage architectural de certains bâtiments et enfin, les sites de vidéo-projection<sup>20</sup> (fig. 5.4). Comme le dit une conseillère du Partenariat (entretien, 30 octobre 2012) :

« Le Plan Lumière, ça nous a permis d'ouvrir sur tout un pan de la créativité montréalaise, qui était en arts numériques, et de mettre en valeur les créateurs aussi. Ça ne devient plus juste une projection architecturale ou autre de lumière, c'est beau et ça a de la couleur. Ça devient des écrans d'*urban screens* qui viennent projeter, qui viennent révéler même à l'extérieur la créativité montréalaise. Ça vient bonifier l'expérience, ça devient un tout de la recette pour créer cette expérience urbaine, différenciée... ».

---

<sup>16</sup> L'ancien quartier Saint-Louis du XIXe siècle devient le quartier latin en référence au quartier de l'Université à Paris. En effet, à Montréal, dès la fin du XIXe siècle, une filiale de l'Université Laval ouvre en 1878 rue Saint-Denis (qui devient en 1919 l'Université de Montréal). La construction de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) à la fin des années 1960 confirme le statut de l'Est du faubourg Saint-Laurent comme quartier latin. Voir le site du Centre d'histoire de Montréal, [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=2497,3090436&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2497,3090436&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 14 mai 2014.

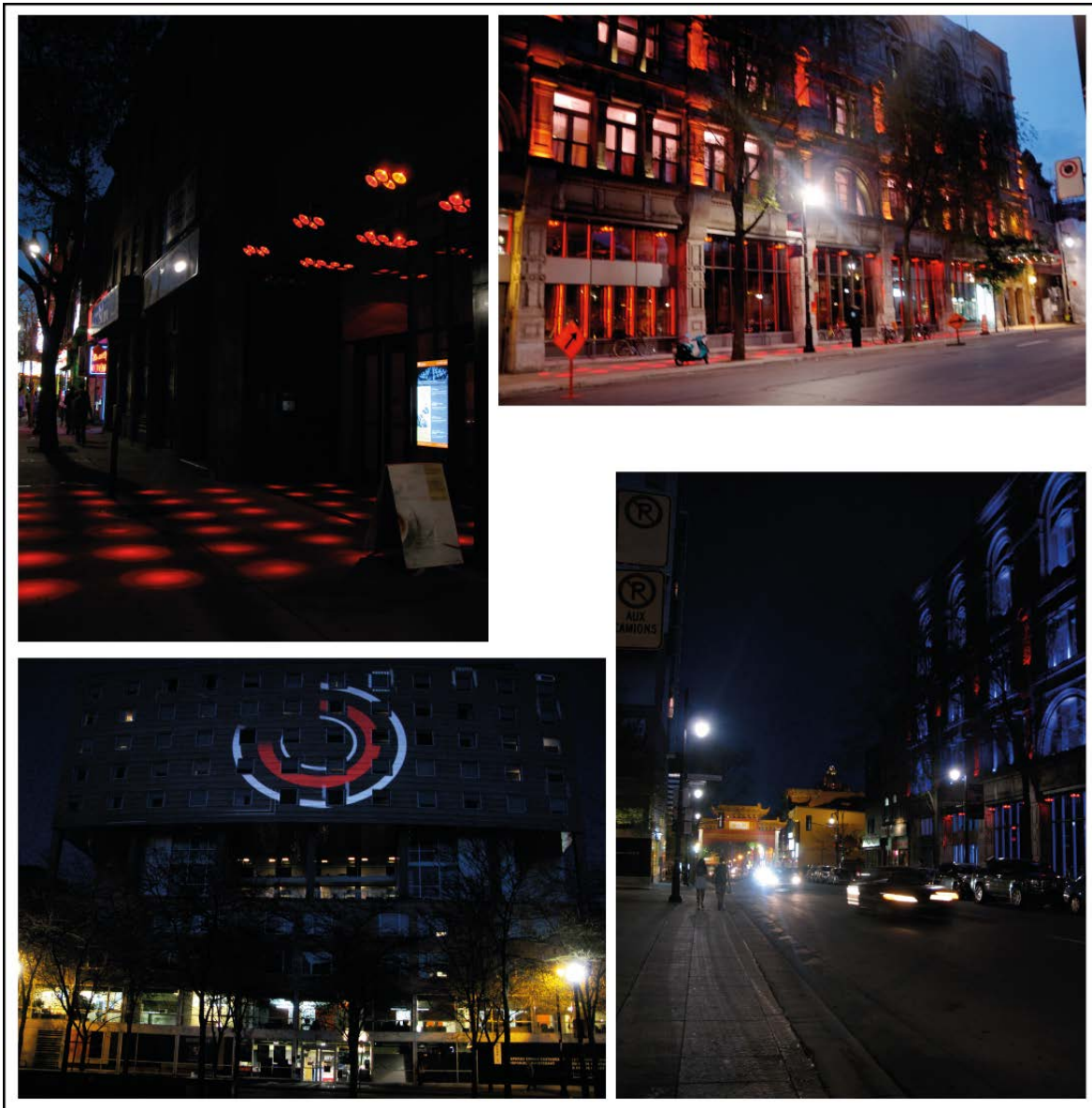
<sup>17</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme (PPU) du Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*.

<sup>18</sup> Ville de Montréal, septembre 2005, Montréal métropole culturelle, Politique de développement culturel 2005-2015, p. 64.

<sup>19</sup> Centre artistique et de recherche, la Société des Arts technologiques (SAT) est un « organisme à but non lucratif reconnu internationalement pour son rôle actif et précurseur dans le développement de technologies immersives, de la réalité augmentée par l'utilisation créative des réseaux à très haut débit » (site de la SAT, <http://sat.qc.ca/fr/la-sat>, site consulté le 15 mai 2014).

<sup>20</sup> La vidéo-projection constitue en la projection de vidéos sur les façades de certains bâtiments : si la plupart des sites étaient temporaires au début de l'évènement, plusieurs sites permanents sont aujourd'hui mis en place en vue du 375<sup>ème</sup> anniversaire de la Ville.

Figure 5.4. Le Plan lumière sous ses trois formes sur le boulevard Saint-Laurent



En haut à gauche, les lumières rouges du Club Soda ; à gauche, la mise en lumières du Monument-National en rouge et bleu, en bas, un exemple de vidéo-projection sur une façade donnant sur la place de la Paix (photographies : M-L Poulot, 2012-2013).

Les lumières rouges constituent une référence à l'ancien *Red Light*, devenu partie prenante de la nouvelle image de marque du quartier culturel, au sein d'un projet de renouvellement urbain qui cherche, au moins dans les discours, à conserver les spécificités de la zone. Ainsi que l'explique une des membres du Partenariat du Quartier des Spectacles (entretien, 30 octobre 2012) :

« On a développé notre premier projet aussi qui découlait de l'identité visuelle, donc le parcours Lumières est né. Cette idée de mettre en valeur parce qu'on s'est dit : on veut révéler

l'ensemble des lieux de diffusion. Comme Charles Lapointe<sup>21</sup>, notre ex-président a déjà dit : «Le quartier on ne l'a pas créé, parce qu'on l'a nommé parce qu'il existait déjà depuis cent ans, il avait cette force importante<sup>22</sup>». Donc on a juste requalifié ce secteur du centre-ville. Donc il fallait mettre en valeur tout ça, des choses que les Montréalais ne voyaient plus ou ne voyaient pas beaucoup : cette concentration exceptionnelle de lieux. Donc la mise en lumière visait à révéler ça par la lumière et dans une optique très organique où... c'est pas une identité qui vient écraser l'ensemble des partenaires, mais qui vient travailler avec elle et révéler ce qu'elles ont de différents. Donc la double ligne de points rouges devant les lieux de diffusion qui est venue rassembler sous le Quartier des Spectacles l'ensemble des partenaires, mais aussi la mise en lumière architecturale ou en vidéo-projection, qui vient révéler ce qui se passe dans le lieu, donc qui vient aussi bonifier l'identité propre de chacun des lieux ».

Il s'agit de créer une identité visuelle particulière dans le cadre d'un *branding* territorial autour de la culture, qui se concrétise également par de nouveaux bâtiments comme l'édifice culturel du 2.22 (fig.5.5) ou la maison du développement durable (fig.5.3).

**Figure 5.5. Le bâtiment du 2.22 avec son entrée au coin Saint-Laurent / Sainte-Catherine**



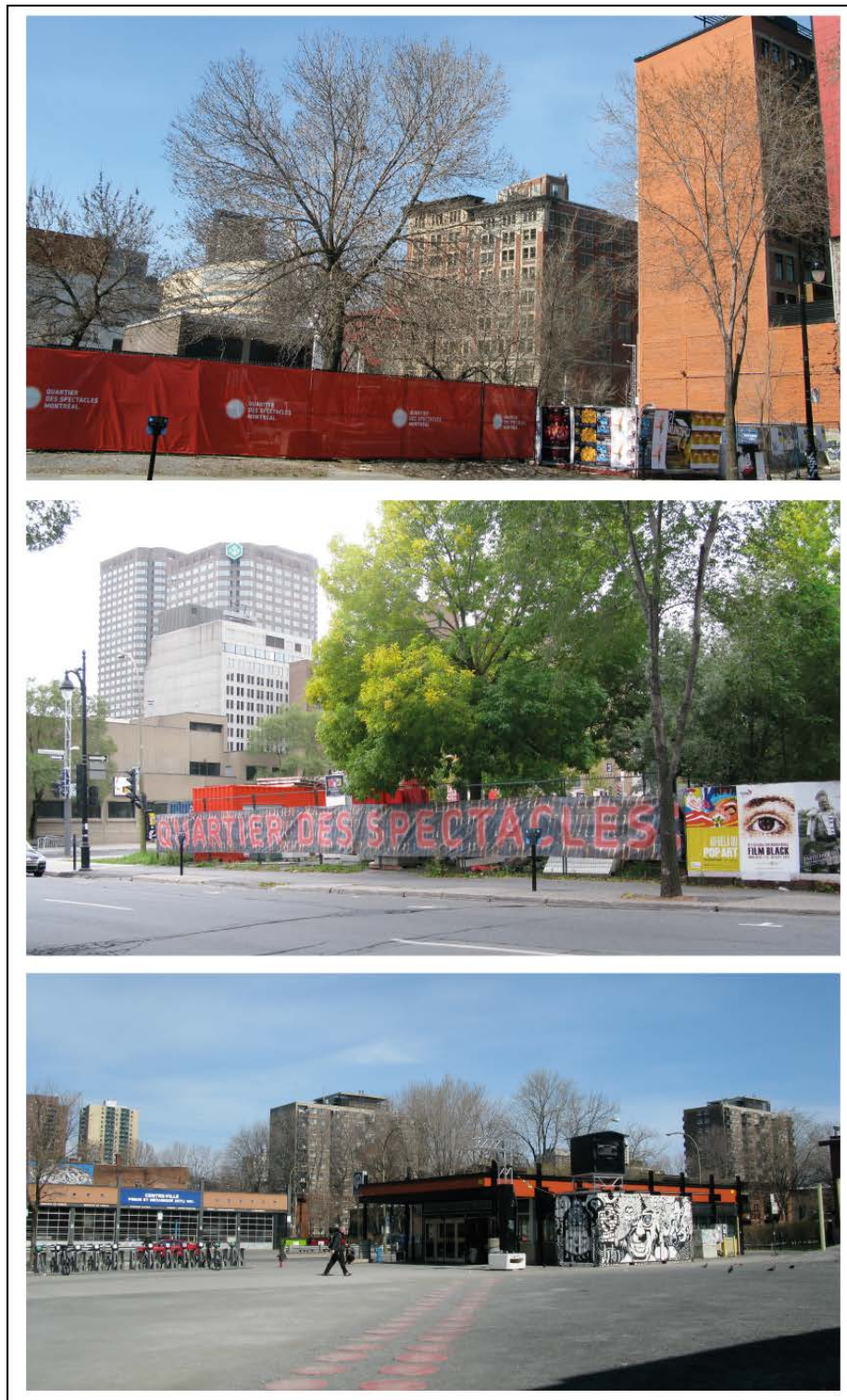
La façade du 2.22 au coin sud-est du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine. La façade sur le boulevard Saint-Laurent se veut ouverte avec la présence de la radio communautaire CIBL (Photographie : M-L Poulot, 2012).

---

<sup>21</sup> Charles Lapointe a été président du Partenariat du Quartier des Spectacles de 2003 à 2012. Il a également été président de Tourisme Montréal et siégeait au Conseil des arts de Montréal.

<sup>22</sup> Souligné par moi.

Figure 5.6. Les marques du Quartier des Spectacles le long du boulevard Saint-Laurent



Les espaces où sont entreposés les éléments nécessaires à l'édification de scènes ou autres équipements pour les festivals sont encadrés de barrières qui portent des bannières rouges avec la mention du nom du quartier des Spectacles, afin qu'il soit visible et lisible pour les passants. En bas, la sortie du métro Saint-Laurent, avec au sol des ronds rouges posés par l'arrondissement Ville-Marie : cette initiative estivale guide le passant vers le boulevard Saint-Laurent, et vers la place des festivals, afin de connecter le Village au secteur Place des Arts (Photographies : M-L Poulot, 2012).



Ces formes de marquage et l'utilisation du rouge comme couleur symbole du quartier (fig. 5.6.) créent ce que Andrew Harris (2011) appelle un « *brandscape* », un paysage devenu image de marque. Ce *brandscape* est surtout visible la nuit puisque les actions du partenariat sont centrées sur le paysage nocturne. De même, l'événement hivernal Luminothérapie habille les différents monuments et places publiques par des couleurs et lumières et contribue à transformer le quartier « en un musée à ciel ouvert<sup>23</sup> ». Ce paysage peut se révéler plus en moins en décalage avec les attentes des artistes sur place, comme dans le quartier culturel d'Hoxton à Londres, où la « marque », créée par un groupe d'artistes et d'entrepreneurs créatifs, a été instrumentalisée par les promoteurs à des fins de gentrification pour les intérêts du développement foncier et immobilier (Ambrosino, 2007). Plusieurs personnes rencontrées dénoncent ainsi le passage de la référence au *Red Light* à celle de « joli clin d'œil au classique tapis rouge<sup>24</sup> » avec les points rouges au sol.

Finalement, on retrouve dans ces actions les orientations prônées par Richard Florida, selon lesquelles les municipalités devraient mettre en place des politiques destinées à attirer et satisfaire les créatifs et, de ce fait, promouvoir la régénération par la culture ou *culture-led regeneration* (Miles, Paddison, 2005). « Dans les années 1990, plusieurs succès retentissants de revitalisation urbaine par la culture suscitent l'admiration et l'enthousiasme des gouvernements municipaux et deviennent des cas icônes pour les professionnels de l'aménagement. En Europe, Bilbao, Manchester ou Barcelone frappent les esprits, alors qu'en Amérique du Nord, le succès de Times Square prend des allures de miracle urbanistique » (Liégeois, 2009). Les « industries culturelles », définies « comme un ensemble d'activités diverses tournées vers l'exploitation marchande de la création artistique et sémiotique » (Scott, Leriche, 2005 : 208) sont désormais partie prenante de l'économie urbaine, à l'origine aussi de nouvelles formes d'urbanisation. Une des manières d'initier cette politique consiste par exemple à faire appel à des architectes internationaux de renom pour ériger un bâtiment-phare : musée, palais des congrès, stade, etc., à l'image du musée Guggenheim à Bilbao. Les médias et chercheurs utilisent d'ailleurs les formules d'« effet Bilbao » ou d'« effet Guggenheim » pour qualifier l'implantation d'un établissement culturel d'envergure dans une région à redynamiser et « décrire les effets en termes de notoriété et de réussite économique de la reconversion d'un territoire postindustriel autour d'un pôle culturel » (Bailoni, 2008). Néanmoins, ces stratégies culturelles ne viennent pas en rupture

---

<sup>23</sup> Site de Luminothérapie, Quartier des Spectacles : <http://mtlunescodesign.com/fr/projet/Luminotherapie-au-Quartier-des-spectacles>, site consulté le 16 mai 2014.

<sup>24</sup> Site du Quartier des Spectacles, <http://www.quartierdesspectacles.com/fr/decouvrir-le-quartier/>, site consulté le 17 mai 2014.

des anciennes façons de faire la ville ; elles les prolongent en les réinterprétant : « *The reality is that city leaders [...] are embracing creativity strategies not as alternatives to extant market-, consumption- and property-led development strategies, but as low-cost, feelgood complements to them. Creativity plans do not disrupt these established approaches to urban entrepreneurialism and consumption-oriented place promotion, they extend them*<sup>25</sup> » (Peck, 2005 : 761). Ainsi, créer la métropole culturelle, créer des aménités de divertissements pour les visiteurs (Eisinger, 2000), se fait à la fois à l'échelle de la ville entière et à celle, plus fine, du quartier dit culturel : « on cherche à créer des espaces, des quartiers ou des milieux propices à l'innovation et à la créativité. Les efforts des pouvoirs publics de se distinguer dans le concert de la mondialisation sont (...) relayés à souhait par les promoteurs privés, en particulier l'industrie immobilière locale, dont le discours promotionnel, les images et les récits qu'elle véhicule participent tout autant à la "fabrication" de narrations singulières, aux accents plus ou moins fantasmagoriques » (Roy-Valex, 2007).

#### 5.1.2. Quartier des Spectacles ou « quartier des spectres » ?

Cette territorialisation des activités liées à la création et à la culture participe à la construction de clusters ou districts culturels, « "pendant" postfordiste des districts industriels d'A. Marshall » (Guillon, 2011), puis des districts italiens (Scott, Leriche, 2005 ; Santagata, 2002). Michael Porter (1998) définit les clusters comme la « concentration géographique d'entreprises interconnectées, de fournisseurs spécialisés, de fournisseurs de services, de sociétés d'industries proches et des institutions associées (universités, agences de standardisation ou associations commerciales) dans des domaines spécifiques qui se concurrencent mais néanmoins coopèrent », avec comme déclinaison le district culturel qui « repose sur la proximité et la densité des relations de complémentarité/compétition entre les différentes entreprises qui le peuplent et se distingue par une activité industrielle, artisanale ou tertiaire à dominante culturelle » (Ambrosino, Andres, 2008). C'est bien le sens du Quartier des Spectacles, présenté par ses promoteurs comme un quartier culturel créatif. Ils justifient le projet en s'appuyant sur des auteurs scientifiques prônant la ville néo-libérale et vantant les effets positifs de la *culture-led regeneration* (Roodhouse, 2006 ;

---

<sup>25</sup> « La réalité est que les responsables urbains [...] adoptent les stratégies de promotion de la créativité non pas comme des *alternatives* aux stratégies de développement existantes axées sur le marché, tirées par la consommation ou par l'immobilier, mais comme des stratégies *complémentaires*, optimistes et à bas coûts. Les programmes fondés sur la créativité ne remettent pas en cause les approches de l'urbanisme entrepreneurial et de la promotion des lieux par la consommation, ils les *prolongent* ».

Montgomery, 2003, 2004)<sup>26</sup> et s'inscrivent dans la lignée d'autres quartiers culturels dans le monde. Certains exemples reviennent systématiquement comme Temple Bar à Dublin<sup>27</sup> (encensé par Richard Florida (2002) pour sa transformation « réussie ») ou encore Sheffield Cultural Industries Quarter (CIQ)<sup>28</sup>, à partir desquels John Montgomery, un aménageur qui travaille en Australie et en Grande-Bretagne, a montré que les quartiers culturels n'entraînent pas automatiquement la gentrification et le départ des artistes. Selon lui, les réactions nostalgiques à la perte d'authenticité ne doivent pas être prises en compte, tant la notion d'authenticité est subjective.

Si plusieurs quartiers s'articulent autour d'un musée ou plusieurs musées (comme c'est le cas autour du musée Guggenheim à Bilbao), ou autour de la revitalisation d'une friche industrielle (Andres, Grésillon, 2011), d'autres, comme le Quartier des Spectacles, portent ce nom du fait de la concentration de salles de spectacles, de lieux de diffusion culturelle ou de travailleurs dans ce milieu. De surcroît, certains clusters « accorde[nt] une place prépondérante à la spontanéité – même très éphémère – », ces derniers se créent « “à côté” des velléités planificatrices et (...) s'édifient à mi-chemin entre l'initiative privée et l'action publique » (Ambrosino, Andres, 2008). Selon les catégorisations de X. Greffe (2004) ou de W. Santagata (2002), le Quartier des Spectacles, dont le principal porteur du projet est la Ville de Montréal, en lien avec la demande des acteurs festivaliers, fait partie des « districts culturels métropolitains organisés de façon plus “artificielle” par les collectivités publiques, pour valoriser un cadre urbain ou encore faire face aux difficultés engendrées par la disparition des activités traditionnelles » (Guillon, 2011 : 99). Les différentes parties prenantes du QdS cherchent à encourager les liens entre les différents établissements culturels présents dans le secteur et mettent surtout « l'accent sur l'espace physique » (Ambrosino, Andres, 2008) dans un projet de développement urbain et économique. Cependant, les quartiers culturels sont souvent « *a more or less planned geographical concentration of functions, with a more or less strongly shared cultural image and/or identity, but without much collective*

---

<sup>26</sup> Ville de Montréal, Direction de la culture et du patrimoine, septembre 2011, « Les quartiers culturels », document d'orientation présenté devant la Commission sur la Culture, le patrimoine et les sports.

<sup>27</sup> Des artistes commencent à investir le quartier de Temple Bar, auparavant déserté, dès le début des années 1980. Dans les années 1990, le gouvernement crée la société d'État, *Temple Bar Properties Limited* afin d'acquérir des bâtiments et de développer le quartier grâce à une stratégie marketing et de partenariat avec le secteur privé.

<sup>28</sup> Sheffield Cultural Industries Quarter (CIQ) est situé à dix minutes du centre-ville de Sheffield : les industries culturelles (en relation à l'industrie cinématographique, musicale ou télévisuelle) sont venues s'installer dans cet ancien quartier industriel. En 1998, le secteur privé a investi largement dans le quartier.

*selfgovernance and without much intracluster exchange*<sup>29</sup> » (Mommaas, 2004 : 517). Ces clusters seraient simplement des espaces où, tandis que plusieurs activités économiques axées sur la créativité sont proches spatialement, les interrelations économiques ne sont pas forcément intenses : la double signification du terme de cluster entretient ce flou de définition (Evans, 2009). Surtout, les activités de ces quartiers sont pour la plupart orientées vers la consommation, ce qui vide les notions de *cluster* et de district de leur dimension productive (Ambrosino, 2007 ; Mommaas, 2004). De fait, la place de la production artistique et des créatifs est réduite au sein du Quartier des Spectacles, et les artistes montréalais n'ont développé qu'une faible appropriation du nouveau secteur. Ce dernier, tourné vers les grands festivals et les « gros spectacles grand public », laisse peu de place aux productions plus modestes (Poirier, 2011). François, un des organisateurs du festival *festish* de Montréal dénonce ainsi la mainmise du groupe Spectra sur le quartier (entretien, 6 juillet 2012) :

« Pour le “Quartier des Spectacles” maintenant, j'appelle ça le “Quartier des Spectres” c'est une farce à double sens : c'est un quartier où il n'y a pas d'âme, pas d'artiste et ça fait référence aussi au Spectra qui a le monopole sur tout ça depuis trente-deux ans : ils ont bien joué leurs cartes eux ».

La plupart des artistes en arts visuel et en musique interrogés par Josiane Poirier (2011) dans son mémoire de maîtrise en études urbaines et les artistes en art plastique – que j'ai rencontrés – sont assez peu favorables à la concentration des activités de création dans un seul lieu. L'existence d'autres espaces dédiés à la création et à la production est plébiscitée, notamment parce qu'ils n'ont pas été créés « d'en haut », mais par la communauté d'artistes à proximité (comme le cas des ateliers d'artistes et des galeries dans le Mile End). De surcroît, la hausse des loyers des ateliers depuis le début des années 2000, du fait de la centralité de la localisation, a obligé de nombreux artistes à quitter le quartier. Sharon Zukin (1982) dans son étude sur le quartier de SoHo à New York avait analysé le même phénomène, mouvement qui souligne le paradoxe entre la promotion des quartiers créatifs et l'exclusion des artistes de ces espaces (Bellavance et Latouche, 2008). Comme le résume un des artistes du Regroupement des centres d'artistes auto-gérés du Québec (RCAAQ) installé dans le bâtiment du 2.22 (entretien, 23 octobre 2012) :

« En fait, c'est un quartier qui n'appartient plus aux artistes, les artistes qui étaient dans le coin ont été expulsés, comme Clark<sup>30</sup>, il y a 10-12 ans, même un peu plus, oui, 14 ans on pourrait

---

<sup>29</sup> « Une concentration géographique plus ou moins planifiée de fonctions, avec une image culturelle forte plus ou moins partagée, mais sans gouvernance autonome collective réelle et sans trop d'échanges au sein même du cluster ».

<sup>30</sup> Le Centre Clark est un organisme sans but lucratif géré par un collectif d'artistes et créatifs. Il possède une galerie d'exposition, des ateliers de productions et l'atelier Clark créé en 1998, pour le

dire. Depuis, en fait, Clark et d'autres communautés d'artistes se battent justement pour défendre le Mile End. Donc du point de vue des artistes, on est déjà rendu ailleurs plutôt qu'ici ».

Ce témoignage montre que le Quartier des Spectacles est perçu comme un lieu de diffusion plutôt que comme un lieu de création. Jeanne, une artiste peintre travaillant dans le Mile End, résume le propos (entretien, 3 mai 2013) :

« Ils ont mis beaucoup d'argent pour un truc tape à l'œil, pour quelque chose... qui permet seulement à une infime partie de la production artistique tout azimut de se diffuser. Mais les quartiers autour... Ils ont peu de structures culturelles quand même. Enfin bon, écoute, j'imagine qu'à un niveau international, ça prend ce genre de visage là. Pour les festivals, c'est pratique, ça se nettoie bien, y'a pas de gazon. C'est ça, c'est juste pour les festivals. Si tu regardes en haut, je trouve ça quand même beau ! Bon, ça le truc, on se croirait dans un aéroport quand même ! Mais, oui, ça manque de vert, ça manque d'arbres, ils en ont coupé là ! C'est vraiment fait pour être fonctionnel, c'est le quartier des Spectacles pour les gros shows, que les montréalais désertent ».

Pour les artistes, le quartier est avant tout un outil de développement économique à destination des touristes et réduit à la saison des festivals. Il relève de la consommation plus que de production, la concentration de salles de spectacles fonctionnant surtout comme une vitrine du quartier.

Au vu des distinctions importantes qui existent d'un quartier culturel à l'autre – contours différents, interrelations plus ou moins fortes entre les activités et fonctions culturelles, approche « top-down » ou « bottom-up » du projet de développement –, le terme paraît vague et imprécis. S'ajoutent d'autres nuances, comme la balance entre l'apport public et privé et le degré d'ouverture ou de fermeture du quartier par rapport au reste de l'agglomération (Mommas, 2004). Les édiles de la municipalité de Montréal entretiennent le même flou, notamment entre les termes de « pôle » ou de « quartier » culturel, qualifiant le QdS de « secteur déjà imprégné d'une présence culturelle où le leadership et le soutien de l'administration publique sont nécessaires pour renforcer et promouvoir la vocation culturelle<sup>31</sup> ». Il en est de même du Partenariat du Quartier des spectacles, pour qui le quartier constituerait « un territoire trop complexe pour être principalement défini comme un pôle culturel » mais ne figure pas non plus dans les quartiers culturels « existants » ou « envisagés »<sup>32</sup>. Le Partenariat du QdS cherche plutôt à affirmer un double statut au quartier : à la fois pôle à « l'envergure métropolitaine », le Quartier des spectacles figure en effet un quartier culturel ancré dans le tissu urbain. Vers la fin des années 1990, le secteur regroupait deux aspects de la culture, avec d'une part des ateliers d'artistes, des petits

---

travail du bois. Le Centre est localisé dans le Mile-End, au 5455 avenue de Gaspé. Voir : <http://www.clarkplaza.org/>, site consulté le 12 mai 2014.

<sup>31</sup> Ville de Montréal, Direction de la culture et du patrimoine, septembre 2011, « Les quartiers culturels », *op.cit.*, p. 20.

<sup>32</sup> Partenariat du quartier des Spectacles, 19 octobre 2011, *op.cit.*

centres indépendants et des salles de spectacles, et d'autre part, le centre institutionnel de diffusion des arts, avec la place des Arts. Le Quartier des spectacles « a ouvert la voie à une nouvelle manière de faire du développement urbain à Montréal, et ce, en prenant appui sur une fonction culturelle à la fois en place, à développer et à mettre en valeur<sup>33</sup> ». L'échelle du quartier envisagée n'encourage pas la clarification quant au terme à adopter : le projet se veut un pôle culturel monofonctionnel, mais l'urbanisme touristique s'étend sur un espace trop large et multifonctionnel pour une thématization totale (Noppen, Morisset, 2004). Par ailleurs, les ambitions de la municipalité et des promoteurs s'accordent mal avec les problèmes sociaux du secteur, soulignant les difficultés du passage des ambitions au projet concret. Le plan du Quartier des Spectacles laisse de côté les questions liées à l'itinérance ou la pauvreté. Au-delà de certaines réticences par rapport au design urbain et une déception quant au manque d'audace au niveau architectural et l'absence de verdure, de nombreux résidents et travailleurs pointent ce problème de la multifonctionnalité du quartier. La fonction résidentielle est mise à mal par le volume sonore des concerts en période de festivals et par les contrôles aux entrées de certaines rues. Un acteur professionnel résidant sur la rue Saint-Denis dénonce la privatisation de l'espace lors des grands festivals dans le Quartier des Spectacles (entretien, 29 juin 2012) :

« I have mixed feelings about the Quartier des Spectacles. Because I work as a professional actor, so the Quartier des Spectacles can provide employment. For example, the last years, we've done a Parade in the Jazz Festival (...)

But it also drives up prices in the neighborhood: gentrification. I live here in the neighborhood just across the street there so there are problems too. And then, one other problem of this, is what we called disneyfication: means turning something real into a sort of fake corporate version. You're gonna have things like bag searchers that search your bags when you enter, you're gonna have paper commercialism, you're expect to buy things when you are in the neighborhood. There're going to be some restriction places on where you can go and where you can't go. And also, if you want to do performances in the neighborhood, they're gonna want you to pay them, to seek permission... I certainly don't want bureaucrats trying to tell me what to do in my own neighborhood, and where I can perform and when to perform. And the thing that I have to get permits to perform... No, no, no. It's bullshit. That's the bad part of Quartier des Spectacles.

It transforms the culture into something like Disneyland, so it destroys the Montreal culture. And what's really annoying living in the neighborhood, depending on where they set up their latest thing, and security guards want to search my bags: "hey! You have a bottle of wine here, you're not allowed to have it! ". "Well, I live in this neighborhood! Are you telling me I'm not allowed to buy myself a bottle of wine? ". So it become like a sort of miniature police state also in some ways. They like living in a shopping mall and I'm living in Montreal, I don't want to live in Disneyland! I want to live in Montréal! If I would want to live in Disney, I would go to Florida, live in Orlando<sup>34</sup> ».

---

<sup>33</sup> Ville de Montréal, Direction de la culture et du patrimoine, septembre 2011, *op.cit*, p. 16.

<sup>34</sup> « J'ai des sentiments partagés à propos du Quartier des Spectacles. Parce que je suis un acteur professionnel, le Quartier des Spectacles peut offrir de l'emploi. Par exemple, les années précédentes, on avait fait un défilé lors du festival de Jazz.

Mais cela fait aussi monter les prix dans le quartier : gentrification. Je vis ici dans le quartier, juste de l'autre côté de la rue, donc il y a des problèmes aussi. Et puis, un des autres problèmes, c'est ce

« On observe en effet un glissement du festival populaire, public, urbain, vers un environnement festif contrôlé, en site propre, avec des droits d'entrée, notamment parce que les sources de financement public s'amenuisent et que les autorités municipales entretiennent des préoccupations nouvelles en matière de sécurité publique » (Noppen, Morisset, 2004). L'espace public est privatisé et sa convivialité reste à construire avec la faible présence de commerces de proximité. Dans le second PPU concernant le secteur Quartier latin en 2013, les auteurs du document attirent l'attention sur la présence des créatifs :

« Aussi, la question du maintien des créateurs dans le quartier a été soulevée maintes fois pendant les consultations. La Ville souhaite que soit élaborée une stratégie d'inclusion des espaces de travail et des résidences conçues pour les créateurs. Les promoteurs auraient ainsi l'obligation, dans les projets de développement immobilier résidentiel, d'inclure à la base de ces projets des logements destinés aux créateurs<sup>35</sup> ».

Les élus municipaux et les aménageurs du projet de Quartier des Spectacles ont ainsi tenté d'associer la population au processus, notamment via la participation publique, afin de créer un quartier inclusif. Lors de la séance d'information publique qui se déroule sur deux soirées les 16 et 17 octobre 2012 à l'Université du Québec à Montréal, élus et aménageurs rappellent la « démarche participative en plusieurs volets » :

« Les citoyens ont été invités à s'exprimer sur la page Facebook du projet et à déposer leurs idées sur un site web. Un exercice de vision réunissant des acteurs influents du milieu a été organisé afin d'imaginer une vision commune d'aménagement. Enfin, des ateliers de design avec la population et des professionnels en aménagement ont permis d'approfondir les idées d'aménagement pour des secteurs spécifiques. Les élus de la Ville et de l'arrondissement et les services municipaux concernés, ainsi que le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) ont été associés à ce processus<sup>36</sup> ».

---

qu'on appelle la disneyfication, c'est-à-dire transformer quelque chose de vrai en une version faussée et marchandisée. Tu vas avoir des gens qui fouillent tes sacs quand tu entres, tu vas avoir des tracts commerciaux, tu es sensé acheter des choses quand tu es dans le quartier. Il va y avoir des endroits où tu peux aller et d'autres où tu ne peux pas. Et aussi, si tu veux jouer dans le quartier, tu vas devoir les payer et leur demander la permission... Je ne veux pas que des bureaucrates me disent ce que je peux faire dans mon propre quartier, où et quand je peux jouer. Et puis que je doive avoir des permis pour jouer... Non, non, non, c'est n'importe quoi. C'est le mauvais côté du Quartier des Spectacles. Cela transforme la culture en quelque chose comme Disneyland, donc cela détruit la culture montréalaise. Et ce qui est vraiment énervant quand on vit dans le quartier, selon l'endroit où ils installent leur dernier spectacle, et les gardes de la sécurité qui veulent fouiller mes sacs : « hey, vous avez une bouteille de vin, vous n'avez pas le droit ! ». « Mais je vis dans le quartier ! Est-ce que vous êtes en train de me dire que je n'ai pas le droit de m'acheter une bouteille de vin ? » Donc ça devient comme une sorte de mini État policier. Ils aiment vivre dans un centre commercial alors que je vis à Montréal. Moi, je ne veux pas vivre à Disneyland ! Je veux vivre à Montréal ! Si je voulais vivre à Disney, j'irai en Floride, à Orlando ».

<sup>35</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme (PPU) du Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*, p.78.

<sup>36</sup> OCPM, 5 février 2013, Rapport de consultation publique PPU du Quartier des spectacles –pôle du Quartier latin. Projet de règlement 04-047-130, p.5.

En effet, la participation, ou « l'accès à des instances formelles permettant l'expression des membres au sein d'une organisation » est devenue une des préoccupations importantes en matière de planification spatiale et d'urbanisme depuis les années 1960, en opposition au modèle de la planification rationnelle globale (Bacqué, Gautier, 2011) : elle s'est révélée centrale au point de devenir une des conditions *sine qua non* de la plupart des projets. La participation au PPU – pôle du Quartier latin est donc présente à la fois en amont du projet et en aval. La consultation publique du mardi 16 octobre 2012 (entre 19h et 22h30) rassemble quelque cent cinquante personnes, et comme la période de questions n'est pas terminée, la Commission tient une seconde séance le lendemain soir. Dans la salle du théâtre de l'UQAM, de nombreux étudiants sont présents, venus seuls ou avec leur professeur d'aménagement et d'urbanisme. À 22h30, lorsque cette première séance prend fin, la salle ne compte plus qu'une soixantaine de personnes. Après une présentation de l'Office de Consultation Publique de Montréal (OCPM) et du rôle de la consultation par les commissaires *ad hoc*, le porte-parole de l'arrondissement explique le sujet et le déroulement de l'audience. C'est ensuite au tour du chef de la Division de l'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie de présenter le projet de PPU. S'ensuit une période de quinze minutes de pause pendant lesquelles les personnes qui le souhaitent s'inscrivent afin de poser des questions sur le projet de PPU. Au final, vingt personnes se sont inscrites (chacun a droit à deux questions et au-delà, elle doit se réinscrire sur la liste) et interviennent dans l'ordre des inscriptions. Les personnes prenant la parole relèvent de plusieurs groupes : des membres d'organismes communautaires (Execo, un organisme de défense des droits des personnes avec une déficience motrice, le regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain), Héritage Montréal, des résidents et des associations de résidents (membres de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent<sup>37</sup>), des acteurs économiques (le directeur général de la Corporation de développement urbain du faubourg Saint-Laurent), des acteurs du milieu de la culture (le président de Vox situé au 2.22, Québec Cinéma), des professeurs de l'UQAM (en urbanisme) et des étudiants en urbanisme. C'est donc un processus très normé et très réglementé que cette séance d'information publique. La seconde étape de la consultation se déroule du 12 au 14 novembre 2012 dans la même salle et consiste en la présentation d'une soixantaine de mémoires avec ou sans présentations orales et de sept présentations orales sans dépôt de mémoire. Si l'on compare les personnes présentes et qui ont pris la parole durant la première assemblée à celles qui ont proposé un mémoire ou une présentation orale lors de la seconde étape, certains acteurs se retrouvent (Héritage Montréal, CDU ou encore certains résidents), mais aussi d'autres organismes ou personnes qui en profitent pour présenter leurs remarques et

---

<sup>37</sup> cf. supra. Chapitre 3. *Une multitude d'acteurs sur un même territoire d'action*, pp. 186-193.



opinions sur le PPU. Dans l'ensemble, les opinions sont positives, soulignant notamment la méthode englobante d'élaboration du document. Certaines craintes sont cependant exprimées quant à la gentrification du quartier et à la perte de mixité sociale, le PPU souhaitant attirer des « jeunes urbains branchés » et encourager la construction de nouveaux projets résidentiels. Une des problématiques importantes soulignées par de nombreux mémoires touche aussi à la question de l'identité et du périmètre du quartier latin au sein du quartier des spectacles. L'extension de l'appellation Quartier des Spectacles serait inadéquate au Quartier Latin qui possède déjà un toponyme connu de tous et qui fait sens comme quartier étudiant avec la présence de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)<sup>38</sup>. Certaines critiques émises lors des séances de consultations qui « signalaient que le quartier était habité par des institutions, par des résidents et par une activité culturelle intense que les œillères du spectacle masquaient » (Noppen, Morisset, 2004) ont été entendues et le projet a évolué. Mais plusieurs problèmes subsistent, notamment autour de la question de la destination du quartier. Le caractère monofonctionnel du quartier et son urbanisme à destination des touristes sont par exemple dénoncés par le Regroupement des centres d'artistes auto-gérés du Québec (RCAAQ) :

« C'est pourquoi nous tenons à rappeler aux promoteurs du Quartier des spectacles ces complémentarités dont ils devront tenir compte s'ils ne veulent pas laisser un centre-ville vulgaire, uniquement parcouru par des foules à la recherche du dernier Disneyland<sup>39</sup> ».

Alors que ce sont des acteurs du secteur culturel du quartier, notamment les directeurs des salles de spectacles, qui ont enclenché la construction territoriale, ils se sentent aujourd'hui dépassés par les actions du Partenariat du Quartier des Spectacles, plutôt centrées sur les festivals sur les places publiques, aux dépens des salles : d'où la création d'une Table de concertation des salles du Quartier des Spectacles en 2011<sup>40</sup>. Si le Partenariat du Quartier des Spectacles affirme une gouvernance quasi parfaite (entretien, 30 octobre 2012), d'autres échos le contestent : les directeurs des salles de spectacles et d'autres acteurs, notamment les individus artistes et les résidents du quartier qui reprochent une vision exclusive tournée vers le tourisme et une définition tronquée de la création. Les questions de mixité et d'identité du quartier latin font écho à celles, plus globales, sur les conséquences de la création d'un quartier culturel et créatif et son adéquation avec l'ancien faubourg Saint-Laurent, voire avec les derniers vestiges du *Red Light*. L'exemple montréalais souligne des résultats différant des objectifs premiers et des conséquences sociales fortes, notamment la gentrification, entraînée par « la recherche du *“right kind of people”* »,

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p.27.

<sup>39</sup> Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ), 2003, « Centres d'artistes autogérés et Quartier des spectacles », document rédigé en vue des audiences publiques de la Commission d'urbanisme de la Ville de Montréal.

<sup>40</sup> cf. supra. Chapitre 3. *Une multitude d'acteurs sur un même territoire d'action*, pp. 186-193.

(...) les fameux travailleurs créatifs de la classe moyenne aisée » (Poirier, 2011 : 20). Enfin, si les documents d'urbanisme cherchent à positionner le projet urbain du Quartier des Spectacles en continuité avec l'histoire et le tissu du quartier, certaines actions envisagées semblent plutôt en rupture avec le passé du secteur.

## **5.2. Passé encombrant et populations marginales : vers une mise en invisibilité**

En cherchant à tout prix à attirer les touristes par des événements temporaires, les promoteurs du Quartier des Spectacles tendent à exclure certaines catégories de personnes et certaines activités. Comme dans d'autres exemples de districts culturels, le passé du quartier est tour à tour instrumentalisé ou mis en invisibilité. De surcroît, la création du Quartier des Spectacles entraîne une privatisation de l'espace et une interrogation sur ce qu'est l'espace public et qui y a droit, puisque les nouvelles places publiques ressortent plutôt de la construction d'un paysage comme scène pacifiée pour du spectacle que de l'espace public (Mitchell, 2003). Enfin, cette volonté de se « débarrasser » des populations perçues comme « indésirables » se lit dans les actions de densification du quartier, qui viennent remplir les interstices urbains et dans la recherche de nouvelles fonctions commerciales et résidentielles.

### 5.2.1. Cacher l'ancien *Red Light* et déplacer les activités « indésirables »

« Tous reconnaissent l'existence d'une problématique sociale qui se manifeste dans l'ensemble du centre-ville, mais dont les aspects les plus marquants dans le Quartier latin sont la pauvreté, l'itinérance, le trafic et la consommation de drogues et le manque de logements abordables. Le PPU en fait état, mais un grand nombre d'intervenants déplorent que le projet ne contienne pas de propositions précises, particulièrement en matière de logement. Selon eux, le PPU devrait approfondir l'analyse des enjeux sociaux et ébaucher des mesures de solution<sup>41</sup> ».

Le Quartier des Spectacles constitue une énième tentative pour faire disparaître le *Red Light* et ses activités, dont il ne reste aujourd'hui que quelques vestiges (fig. 5.7), après toute une série d'actions de la Municipalité – notamment contre la prostitution – (encadré 5.2.) dans le quartier du faubourg Saint-Laurent.

---

<sup>41</sup> OCPM, 5 février 2013, *op.cit.*, p.28.

Figure 5.7. Les vestiges du *Red Light district*



Sur la photographie du haut, on peut voir sur le boulevard Saint-Laurent vers la rue Sainte-Catherine, un magasin de produits chinois, une sexothèque, un cinéma érotique, le restaurant Montreal Pool Room, le bar Midway, et enfin, le Club Soda et le 2.22. Sur la photographie du bas, à l'intersection avec la rue Sainte-Catherine Ouest, la boutique Erotika et l'hôtel Abri du voyageur qui joue sur sa localisation centrale dans le Quartier des Spectacles pour attirer les touristes. Plusieurs enquêtés n'habitant pas dans le quartier imaginent que les chambres sont toujours louées à l'heure (Photographies : M-L Poulot, 2013)

## Encadré 5.2. Les premières actions pour démanteler les activités du *Red Light*

À la fin des années 1940, une enquête intitulée « Montréal, ville ouverte » est publiée dans *Le Devoir*, et l'expression est ensuite reprise dans les médias afin de caractériser cette période de l'après crise où Montréal concentrait plusieurs activités du vice. Le lieu emblématique des activités de prostitution, de drogue et des jeux de hasard et d'argent est le quartier du *Red Light*. Cette multiplication des activités nocturnes et parfois illégales est liée à la situation géographique particulière du quartier : au centre-ville et proche des activités portuaires. Le succès s'explique aussi par la prohibition aux États-Unis<sup>42</sup>, le Québec étant la seule province canadienne à ne pas avoir interdit l'alcool. « Les night-clubs s'y multipliaient [et] la "Main" était devenue le refuge des plus grands musiciens de Harlem » (Bourassa, Larrue, 1993 : 110). « La réputation du boulevard Saint-Laurent dépassa rapidement les frontières de la ville et du pays, et chaque semaine voyait affluer sur la "*Lower Main*" une multitude d'Américains qui pouvaient ainsi, et pour un court répit, échapper aux affres de l'abstinence. [...] À la fin des années 1920, de nombreux night-clubs se « transformèrent progressivement en cabarets, boîtes de jazz ou clubs de strip-tease » (Bourassa, Larrue, 1993 : 117-8). Ces activités ne pouvaient exister qu'avec la complicité des autorités municipales et policières (Brodeur, 2011). Le quartier était aussi reconnu pour ses spectacles et ses grands noms d'effeuilleuses, comme Lili St-Cyr qui, après avoir commencé une carrière à Las Vegas, arrive à Montréal en 1944 et présente ses spectacles au théâtre Gayety sur Sainte-Catherine jusqu'au début des années 1950. Sa célébrité tient notamment au fait qu'elle réussit à contourner certaines règles édictées par l'Église québécoise qui cherchait à contrôler les activités du quartier : la législation à l'époque interdisait par exemple qu'une personne sorte de scène plus dévêtue qu'elle n'y était rentrée. Lili St Cyr arrivait donc nue dans sa baignoire et s'habillait sur scène.

Dans les années 1950<sup>43</sup>, ce secteur de la Main était aussi considéré comme dangereux, car le crime organisé et la mafia sévissaient : « la guerre, qui avait été si bénéfique au théâtre et au monde du spectacle en général, profita aussi aux diverses organisations criminelles de la ville. (...) La "*Main*" n'était pas la seule rue affectée par la présence de la pègre mais c'est là que cette dernière s'afficha de façon si ostentatoire. Elle y prenait toutes ses aises, elle était chez elle. La majorité des clubs, bars et lieux de spectacles qui s'y trouvaient étaient sous l'emprise de la mafia (...). À cela s'ajoutait la présence, dans les environs immédiats du Monument, d'une bonne dizaine de maisons closes, de maisons de jeux (particulièrement de "barbotés") et de centres de paris illégaux. C'est

---

<sup>42</sup> L'acte de la prohibition a été voté le 16 janvier 1920 par le Congrès Américain et reste en vigueur jusqu'en 1933.

<sup>43</sup> Les années 1940 et 1950 de l'ère Duplessis sont souvent évoquées sous l'expression de « grande noirceur ». Les années 1950 à Montréal, époque des « trois solitudes », sont aussi décrites par Weintraub William (1996, *City Unique: Montreal Days and Nights in the 1940s and '50s*, Toronto: McClelland & Stewart Inc.).

d'ailleurs au coin de Saint-Laurent et Ontario que se trouvait la plus importante centrale téléphonique de Paris d'Amérique du Nord » (Bourassa, Larrue, 1993 : 150).

Si ce quartier du *Red Light* ne possédait pas de limites claires et définies, la plupart des activités, des bars et cabarets étaient présents le long du boulevard Saint-Laurent et au cœur du quartier, c'est-à-dire à l'intersection entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard Saint-Laurent. Les actions de la municipalité dès les années 1950 se sont d'ailleurs concentrées sur cet espace, réduisant au fil des années le quartier. L'enquête publique sur la criminalité – le rapport Dozois – menée en 1954 par Pacifique Plante et Jean Drapeau entraîne le démantèlement des maisons closes et des « taudis ». Le quadrilatère formé par les rues Ontario et Sainte-Catherine et par le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Denis est concerné par un plan de réaménagement majeur. « À la fin du premier mandat de Drapeau en 1957, le *Red Light* a été pour ainsi dire réduit à sa plus simple expression, non pas pour une question de moralité, mais pour des causes d'urbanisme. La crise du logement s'étant aggravée, on décida d'élever les Habitations Jeanne-Mance (HLM) au sein du quadrilatère formé par les rues Saint-Dominique, Sanguinet, Ontario et Sainte-Catherine » (Brodeur, 2011 : 72). Les grands travaux du maire Jean Drapeau – au pouvoir entre 1956 et 1959 puis de 1963 à 1986 – consistent en « une série d'interventions d'urbanisme comprenant de grands projets d'aménagement et des travaux d'infrastructure de transport » qui ont « parachevé le démembrement du boulevard<sup>44</sup> » : des voies sont élargies, comme le boulevard Dorchester (devenu boulevard René-Lévesque) en 1955 ou la rue Berri en 1962, l'autoroute Ville-Marie est percée.

La prostitution est aujourd'hui beaucoup moins présente dans le secteur qu'auparavant : en témoigne le déménagement de l'organisme *Stella*<sup>45</sup>, spécialisé dans l'aide aux travailleuses du sexe, qui a ouvert ses portes en 1995 sur le boulevard Saint-Laurent, et est aujourd'hui localisé plus à l'est, vers le métro Frontenac. Fondé par des membres de l'Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe, née à l'UQAM au début des années 1990, Stella est représentatif des actions de militantisme pour l'adoption de la nouvelle appellation « travail du sexe ». L'organisme tire son nom des lettres de Maimie Pinzer, une prostituée américaine installée au début des années 1910 à Montréal, qui a créé la première organisation pour les travailleuses du sexe, et dont la « favorite » s'appelait Stella. Selon Laurence, qui a travaillé pendant six ans dans l'organisme, *Stella* était (entretien, 16 juillet 2013) :

« un espace sans jugement où elles [pouvaient] se ressourcer... On avait des seringues, informations, références, etc. On avait comme des douches pour le lavage, je pense à un moment donné, on avait comme la capacité de... genre des p'tits *lockers*. Je me souviens qu'on avait fait ça,

<sup>44</sup> Fournier Gersovitz Moss Architectes, Christian Thiffault Architectes, 2005, Étude patrimoniale du boulevard Saint-Laurent, Cadre bâti et valeur patrimoniale-arrondissement Ville-Marie, p.15.

<sup>45</sup> Site de l'organisme Stella : <http://chezstella.org/stella/red-light>, consulté le 23 mars 2014.

si elles avaient besoin d'entreposer leur stock pour une courte période, ou quelque part peut-être pour se changer pour travailler, ce genre d'affaires là. Et on recevait des dons de nourriture des autres organismes communautaires et puis on s'organisait pour avoir une espèce de repas disponible à 4h chaque jour ».

L'organisme avait d'autres missions (entretien, 16 juillet 2013) :

« publier une espèce de liste des mauvais clients, clients qui ont agressé ou volé, ou suscité des problèmes pour des filles, trouver des places en cure de désintoxication pour certaines, ou encore régler des problèmes juridiques (comment payer des amendes ou comment protéger des enfants) ».

Localisé sur le boulevard Saint-Laurent, il a gardé son adresse secrète pour protéger l'anonymat des femmes qui utilisaient leurs services (seul un accord avec la police avait été signé). Stella était d'abord installé à l'étage de l'actuel restaurant Bon Blé Riz, mais le propriétaire a refusé de renouveler le bail, n'appréciant pas qu'un tel organisme se situe au-dessus de son restaurant, arguant que le quartier était « familial ». Comme l'explique Laurence (entretien, 17 juillet 2013) :

« Alors on a déménagé. En fait, le gars qui avait comme un contrat d'entretien et ménage dans ce bâtiment là nous avait parlé d'un autre espace pas loin où il avait aussi un contrat d'entretien. Et on a décidé d'y aller. C'était dans un sous-sol, proche d'un autre organisme qui s'appelle Passage qui était plus pour des jeunes filles dans la rue, qui étaient impliquées dans le travail du sexe. Alors on a été là pendant du temps... ».

Puis l'organisme a de nouveau déménagé sur la rue Saint-Laurent, un peu plus au nord du Bon Blé Riz : Laurence faisait partie d'un collectif pour une librairie anarchiste, alternative, qui était passée du second au rez-de-chaussée, laissant l'étage libre pour l'installation de l'organisme.

Le quartier est pourtant un espace où restent concentrés de nombreux organismes communautaires afin de répondre aux besoins des itinérants (ou sans domicile fixe). L'ancien *Red Light* de Montréal est en effet un « des lieux qui, historiquement, ont spatialisé l'imaginaire social de la marginalité » (Parazelli, 2010) et ont attiré ces catégories de personnes. Les itinérants sont ainsi très nombreux au sein du faubourg Saint-Laurent et plus largement au centre-ville, comme dans le quartier chinois où de nombreux commerçants se plaignent de leur présence<sup>46</sup>, laquelle ternirait l'image de la ville et l'activité touristique. Cette problématique de l'itinérance est souvent associée à d'autres problèmes, comme la toxicomanie, comme l'explique Stefano de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (entretien, 2 octobre 2012) :

« Les activités de prostitution sont pas disparues mais ont été très atténuées. Ça s'est dispersé, ça s'est exprimé autrement. Le *Red light* est pratiquement disparu dans sa forme antérieure. Mais dans le quartier, ya une population qu'on appelle les populations marginalisées, ceux qui sont dans la rue ou ceux qui sont en dehors des cadres habituels de vie dans un quartier et notamment pour ce qui a un rapport avec la toxicomanie. Et donc ça s'est renforcé ici, le commerce de la drogue et tout ».

---

<sup>46</sup> Emmanuel Delacour, « Le ras-le-bol de la communauté chinoise », 27 avril 2012, *TVA Nouvelles*, <http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/regional/montreal/archives/2012/04/20120427-134105.html>, site consulté le 29 avril 2014.

Cette concentration est liée à plusieurs facteurs convergents : présence historique de ressources et d'organismes destinés aux plus démunis (Accueil Bono, Maison du Père, Mission Old Brewery sur le boulevard) ou aux problèmes de toxicomanie (Cactus), et une certaine tolérance. Un membre de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent rappelle aussi l'importance des espaces vacants et la détérioration du tissu urbain (entretien, 2 octobre 2012) :

« C'est-à-dire qu'il y a encore beaucoup de terrains vacants, beaucoup de commerces qui sont plus ou moins actifs. Et ça a beau être un quartier central et ça, ça peut aussi avoir un caractère attractif, la centralité, parce qu'il y a quand même du mouvement, y'a des touristes, des travailleurs, etc. facteur d'attraction. Ça a beau être un quartier central, mais je pense que là, je ferais le lien avec ce que tu disais en termes de tolérance là, mais il manque une certaine densité, une certaine occupation du territoire qui fait que c'est possible de s'implanter, c'est possible de vivre là... ».

Sur le boulevard Saint-Laurent, et plus particulièrement place de la Paix ou dans certains bars comme le Midway (entre Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque), s'ajoute une présence autochtone, parfois en situation d'itinérance ou de dépendance. Stefano souligne les difficultés à aider ces populations (entretien 2 octobre 2012) :

« C'est plus localisé et en même temps aussi, c'est plus problématique en quelque sorte. C'est un groupe sur lequel il est plus difficile d'intervenir. Parce qu'il y a un enjeu chronique, parce qu'il y a une difficulté parce que c'est des gens qui sont complètement déracinés, ce sont des gens qui arrivent du Grand Nord ou qui arrivent d'ailleurs, et ils sont dans une situation... Et je pense qu'on peut dire ça, ya relativement peu d'organismes ou d'interventions, c'est-à-dire que les ressources pour cette catégorie de personnes-là ne sont pas abondantes. Moi je pense qu'elles sont insuffisantes. (...)

Pour ce qui est des autochtones, carrément, je crois qu'il manque des ressources, parce que c'est un problème difficile, c'est un problème dans lequel tu peux pas trop improviser, parce que c'est des gens avec des enjeux culturels, des enjeux politiques, des enjeux d'adaptation au milieu. Mais les solutions ne sont pas si différentes cependant, parce qu'il faut d'abord de l'hébergement, que ces personnes-là soient logées convenablement, et puis il faut des activités, il faut de l'insertion au travail, il faut de l'insertion économique puis il faut des interventions en santé, pour qu'ils soient en meilleure santé. S'ils ont des dépendances, ben qu'il y aurait des moyens pour les amener à sortir de la dépendance, de l'alcoolisme, de la toxicomanie, tout ça. Les grandes solutions sont les mêmes finalement mais ça demande... la difficulté est plus grande compte tenu de la dimension culturelle. »

Ces questions se retrouvent dans d'autres villes américaines où les centres-villes concentrent pauvreté et personnes sans domicile fixe. Les acteurs en développement social ou les membres de la Table de concertation du boulevard Saint-Laurent expliquent la recrudescence des sans domicile fixe par la désinstitutionnalisation des services de santé mentale depuis les années 1970. Sur la période récente, et dans le contexte de revitalisation des centres-villes, notamment à des fins touristiques, les mesures visant à expulser, disperser ou dissimuler les populations marginalisées vivant dans les espaces publics se sont multipliées. Les gestionnaires urbains des villes nord-américaines utilisent de plus en plus des approches fondées sur le principe de « tolérance zéro » (Harvey, 1989) dans une course à l'attractivité et à la mise en ordre de l'espace

public. En 2004, les autorités municipales de Vancouver et de Toronto ont adopté les *Safe street Acts* « interdisant aux sans-abris de mendier ou de pratiquer le squeegee<sup>47</sup> » (Parazelli, 2010). Face à un certain constat d'échec des politiques des plus répressives à l'égard de la consommation de drogue, les municipalités ont élaboré d'autres stratégies d'intervention, comme celle de la « réduction des méfaits », avec la distribution et l'échange de seringues par exemple. La situation à Montréal est ambivalente, oscillant entre cette approche et un cadre pénal strict (Rozier et Vanasse, 2000). D'une part, les nouveaux espaces publics du Quartier des Spectacles ont une logique sécuritaire et de réservation pour le tourisme et la consommation (Mitchell, 2003) ; de l'autre, l'accès aux espaces publics existants se restreint également. En 1996, la municipalité a transformé l'ancien square Berri – aujourd'hui place Émilie-Gamelin – en parc qui, contrairement à la place publique, est fermé entre minuit et 6h<sup>48</sup>. Ces « fermetures » entraînent des relocalisations forcées (du carré Saint-Louis à la place Emilie-Gamelin dans les années 1990 par exemple). Des évacuations policières accompagnent les mesures de dissuasion contre le « glanage<sup>49</sup> » ou les attroupements (Parazelli, 2000). L'arrondissement Ville-Marie a cherché en 2006 à élargir cette fermeture nocturne de l'espace public aux autres places publiques du centre-ville, une décision dénoncée par le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM). L'administration de la Ville de Montréal mène également plusieurs actions d'aménagement des espaces vacants, certaines d'entre elles contre les sans-abris. Ces dernières ciblent des territoires particuliers, surtout dans le centre-ville : Vieux-Montréal, place Émilie-Gamelin ou place de la Paix sur le boulevard Saint-Laurent. La volonté de faire du quartier une vitrine internationale touristique passe par le combat contre « les signes de décadence urbaine diffusés sans contrôle par le secteur du *Red Light* situé au même endroit. En effet, les nombreux commerces du sexe ainsi que les populations marginales qui y sont associées depuis une centaine d'années risqueraient de brouiller le message festif et sécuritaire adressé aux clientèles ciblées du marché international (touristes, investisseurs, professionnels, artistes, etc.) » (Parazelli, Robitaille, 2011 : 290).

### 5.2.2. La place de la Paix ou de la volonté d'exclusion des marginaux

La mise en place du Quartier des Spectacles a accéléré ces pratiques de répression des populations marginalisées : les investisseurs cherchent des espaces « propres et sécuritaires » et

---

<sup>47</sup> Pratique consistant à nettoyer, contre rémunération, le pare-brise des voitures aux carrefours. Cette pratique est aussi interdite à Montréal depuis 1996, sous peine d'amendes.

<sup>48</sup> Brian Myles, « Place Emilie-Gamelin : des itinérants seront compensés par la Ville », 15 septembre 2011, *Le Devoir*.

<sup>49</sup> Pratique qui consiste à récupérer des biens encore utilisables jetés aux ordures.



tendent à criminaliser les groupes marginaux (Atkinson et Easthope, 2009), les promoteurs font construire de nouveaux condominiums pour attirer des résidents. Michel Parazelli (2009) qualifie d'« écosanitaire » l'imaginaire qui légitime la marginalisation des personnes itinérantes, prostituées et jeunes de la rue de la part de la Ville et des promoteurs, pour « faire de Montréal une ville éclatante, propre, conviviale, sécuritaire, durable et même spectaculaire » (Parazelli, Robitaille, 2011 : 292). On voit bien ici deux visions de l'espace public qui s'opposent : celle des aménageurs et des élus municipaux où les usagers « doivent se sentir en sécurité, et où les sans abris ou les activités politiques non sollicitées ne devraient pas les faire fuir » (Mitchell, 2003 : 128), et celle des itinérants. N'ayant pas réalisé d'enquêtes auprès des itinérants, je n'analyserai ici que le point de vue des acteurs en charge du Quartier des Spectacles, notamment autour de la place de la Paix.

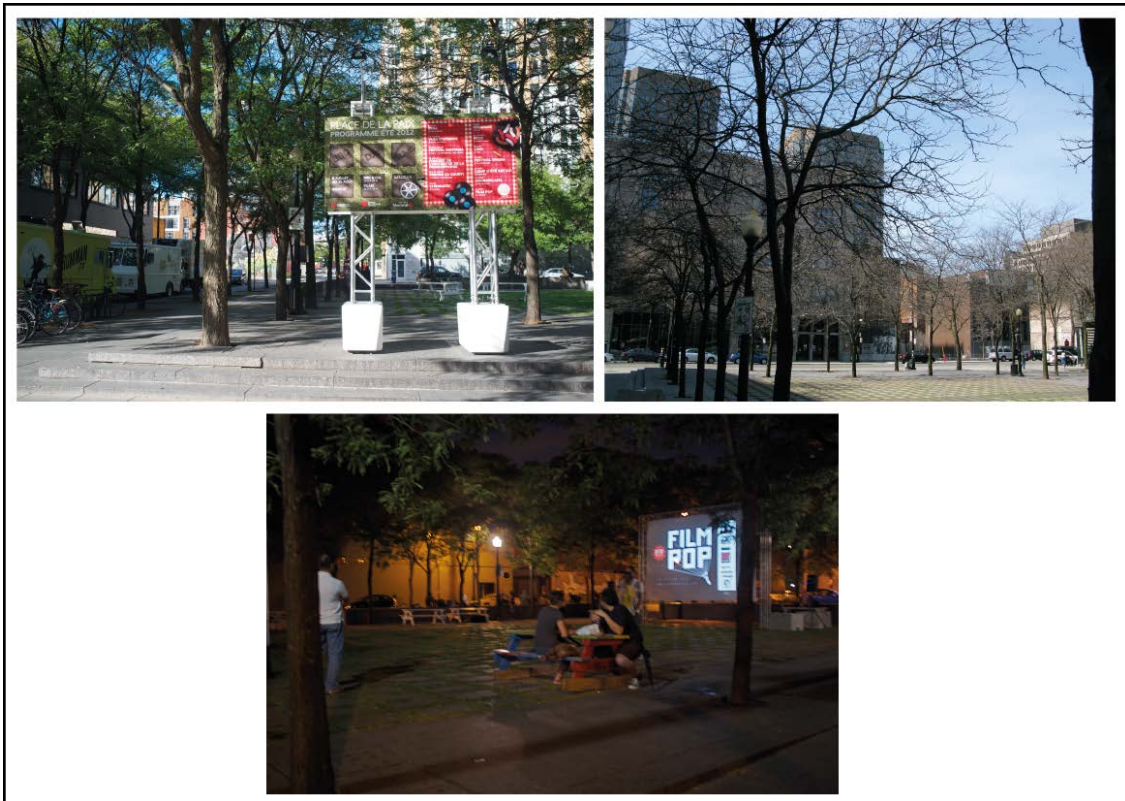
La place de la Paix sur le boulevard Saint-Laurent, en face du Monument-National, est représentative de cette volonté de transformation de l'espace public (fig. 5.8.). Cet espace, ancien marché public pendant le XIXe siècle et fermé en 1961, a d'abord été un parc de stationnement à partir de 1963, avant son inauguration en 1994 en tant que place publique. Cette place est l'objet depuis plusieurs années de réaménagements pour favoriser une appropriation de proximité. Ainsi la place a été reconfigurée afin de décourager la fixation des personnes itinérantes sur les lieux : les bancs ont été retirés par les autorités municipales du parc en 2005<sup>50</sup>. Et depuis 2006, elle accueille des projets d'animation afin de résorber les problèmes de salubrité, de sécurité et de cohabitation. Les projections en plein air, les pique-niques organisés (Foodlab) par la Société des Arts technologiques (SAT), dont la façade Sud donne sur la place, sont autant de forme d'appropriation de l'espace aux dépens des populations marginales. Les directeurs des salles de spectacles à proximité de la place, comme celui du Club Soda, expliquent les difficultés de cohabitation sur cet espace en soulignant les actions de la municipalité, de la police et de la SAT (entretien, 29 août 2012) :

« Mais il n'y a jamais eu un projet vraiment structurant : ils ont mis des dalles, des murets, des bancs, dans l'espoir évidemment... Ça a été tout de suite habité par la clientèle. Pour éviter le flânage, les bancs ont été enlevés mais ça reste un statut de place publique, accessible à tous à toutes les heures du jour et de la nuit. Parce que t'as aussi le statut de parc qui ferme. Nous on aurait bien aimé que ça deviennent le statut de parc. Mais la Ville a préféré... ils ont enlevé les bancs ! (*il rigole*) La SAT essaie tant bien que mal... Mais je dois dire que c'est moins pire, il y a une surveillance policière accrue... mais oui, on vit avec la place de la Paix, ses bons et ses mauvais côtés. Ça laisse un petit lieu sympathique possiblement, mais qui n'a jamais trouvé... qui est plus source de problèmes qu'un havre de paix pour les résidents là ! ».

---

<sup>50</sup> Hacker-B Daphnée, « La place de la Paix, sujet d'un documentaire percutant », 28 août 2013, *Métro*, <http://journalmetro.com/actualites/montreal/364121/la-place-de-la-paix-sujet-dun-documentaire-percutant/>, site consulté le 7 mai 2014.

Figure 5.8. La place de la Paix



Les deux premières photographies, prises pendant l'heure du déjeuner en été, montrent l'absence de passants sur la place. La troisième photographie est prise lors d'une projection cinématographique organisée par la SAT. La place est plus vivante, mais elle n'attire qu'une présence temporaire, le temps d'une soirée : des tables mobiles de pique nique ont été installées, alors que les bancs avaient été enlevés contre la venue des itinérants. Les événements cherchent donc à attirer un autre public. (Photographies : M-L Poulot, 2013).

Les projets d'animation de la place sont menés en collaboration avec les autorités de l'arrondissement de Ville-Marie, la Corporation du développement urbain du Faubourg Saint-Laurent, La Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, la SAT, le Centre d'amitié autochtone de Montréal qui se trouve sur le boulevard à l'angle de Maisonneuve, l'Association culturelle chinoise et des organismes communautaires comme Stella ou Cactus. Le partenariat du Quartier des Spectacles évoque même une « mission sociale de la SAT<sup>51</sup> ». Mais le président de la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent regrette une gestion qui lui paraît lointaine de la part du Partenariat (entretien, 2 octobre 2012) :

« La Table avait fait des choses en 2006 : “La place de la paix une place pour tous” : on avait organisé un tas d'activités avec la SAT, avec les organismes autochtones, et puis avec les organismes économiques, avec la CDU, tout l'été. On avait fait vraiment un travail de concertation, ça avait été fort intéressant. Malheureusement, cet été-là, il a plu tout l'été : à chaque

<sup>51</sup> Partenariat du Quartier des Spectacles, 16 juillet 2013, « La mission sociale de la SAT », <http://www.quartierdesspectacles.com/fr/blogue/245/la-mission-sociale-de-la-sat>, site consulté le 6 mai 2014.

fois qu'on organisait quelque chose, il pleuvait. Mais ça a quand même été un stimulant, ça a créé un mouvement je pense. Après ça malheureusement, on n'a pas eu de financements pour l'année suivante, donc c'est tombé, ça a été repris sous une autre forme, il y a eu autre chose, mais l'argent est allé ailleurs. Mais la SAT a continué : la SAT ils portent beaucoup le souci d'animer cette place-là. Maintenant, c'est le Partenariat du Quartier des Spectacles qui en a la principale responsabilité ».

Les échos sont assez semblables du côté de la CDU du Faubourg Saint Laurent. Les discussions avec la Ville et l'arrondissement sont parfois difficiles, et d'autres espaces comme la rue Sainte-Catherine sont privilégiés aux dépens de la place, comme l'évoque le directeur général de la CDU pour l'été 2010 (11 octobre 2012) :

« Ça a été un des étés les plus difficiles, parce que là, on s'est retrouvé à revivre la place de la Paix avec les problèmes qu'il y avait avant. En 2011, on n'a pas réactivé, rien, parce qu'on n'a plus le droit de travailler sur la place de Paix ».

Un artiste travaillant au 2.22 explique combien cette place n'attire pas les travailleurs et résidents du secteur (entretien, 23 octobre 2012) :

« C'est vraiment un endroit qui est reconnu pour ça [la présence d'itinérants] en plus là. Tu sais, il y a des parcs où y'a des itinérants, comme le Square Saint-Louis, beaucoup d'itinérants, mais l'été, dès qu'il faut beau, le citoyen moyen arrive et puis, tu sais, c'est un parc hyper dynamique ! La place de la Paix est peut-être trop petite pour qu'on puisse avoir cette diversité-là. Mais souvent on fait la blague : est-ce qu'on va manger là ? Puis c'est jamais... À date, on n'a jamais pensé réellement y aller parce qu'on sait qu'on va juste s'astiner<sup>52</sup> avec des itinérants sur la coke ! Fait que ouais, c'est un peu moyen là ! C'est pas ce qu'on a envie de faire sur l'heure du dîner... ».

De fait, la place est peu aménagée et il manque une mixité commerciale et un nombre important de travailleurs aux alentours pour entraîner une forte appropriation de la place. Comme le souligne le président de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (entretien, 2 octobre 2012) :

« Mais donc il n'y a pas de mouvements de population, les gens sont pas invités... par exemple, si les gens de Hydro Québec à côté ou les travailleurs, ça se fait maintenant de plus en plus à la place Emilie Gamelin, ça se fait autour de la place des Arts aussi, les gens le midi peuvent très bien aller manger, prendre leur lunch les jours d'été. (...) »

Et puis autour de la place de la Paix, je ne sais pas moi. On pense aux places européennes. En Europe, il me semble que qu'est-ce qu'on a, c'est des terrasses, des endroits et à un moment donné, les terrasses ça prend un peu sur l'espace public, il peut avoir des ancrages à faire là, mais au moins, ça fait partie d'un ensemble, ça anime l'ensemble, et les grands espaces publics ne seraient rien en quelque sorte s'il n'y avait pas cet environnement-là, je pense, dans les places publiques européennes en tous cas, mais ici, c'est pareil. Alors là ici, du côté est, c'est un milieu purement résidentiel. Au rez-de-chaussée, c'est des commerces, mais il n'y a aucun commerce qui fonctionne. Tout est fermé. Tu ne peux pas aller loin avec ça ! (*Il rigole*).

Et puis, il y a la SAT de son côté, mais qui est un acteur tout seul. Et en face de la SAT, de l'autre côté, c'est l'hôtel qui est là, c'est l'ancienne maison du Pré d'honneur, et là aussi c'est une belle maison, y'a beaucoup de potentiel là, ça serait bien à développer mais y'a des commerces là aussi qui ne fonctionnent pas bien. Et d'ailleurs, c'est bizarre, cette place-là, as-tu remarqué que la place est encadrée de rues ? Ce ne sont que des rues (...). Mais s'il n'y avait pas de rues là, on

---

<sup>52</sup> Débattre avec quelqu'un dont l'opinion est différente de la sienne.

pourrait faire des terrasses et puis donc il y aurait une interface entre les terrasses et la place. Là comme c'est un milieu un peu emprisonné, ben les gens qui viennent là, c'est des personnes itinérantes... Et puis, il y a des beaux bancs, des trucs en granit. Les gens qui font de la planche à roulette, ils viennent s'amuser là, ça fait du bruit et puis ça embête les gens qui habitent à côté. Non, c'est mal foutu ça. Alors tu peux avoir des activités comme fait la SAT mais ça reste pour moi, ça reste des activités ponctuelles ou événementielles, ça dure une soirée puis après ça le reste du temps, il n'y a rien, donc s'il y avait quelque chose de plus permanent là, plus permanent et plus lié à une vie de quartier informelle... ».

Cette question de la pérennité est centrale dans les actions engagées afin de réhabiliter le secteur : les activités sont principalement organisées en été, pendant la saison touristique. Dans cette logique, la place attire toujours les populations marginales et les skateurs aiment utiliser ses blocs de granit. Le documentaire *Peace Park* de David Boots montre cette co-présence de skateurs et de diverses populations marginalisées (junkies, autochtones, itinérants)<sup>53</sup>. La presse le décrit comme un « petit espace vert minable », « théâtre de la plus grande "trashitude" urbaine<sup>54</sup> ». La place est ainsi tout à fait représentative des difficultés de gouvernance pour les places publiques au sein du Quartier des Spectacles. Deux mouvements *a priori* contraires tendent à la marginalisation de certaines catégories de personnes : les vellétés de transformation de l'espace public à des fins touristiques, et les tentatives d'appropriation de cet espace dans la proximité (Margier, 2013). Les actions de mise à l'écart de certaines populations vont de pair avec la volonté de densification résidentielle du quartier de la part de la Ville et de l'arrondissement Ville-Marie, en comblant les espaces vacants.

### 5.2.3. Densifier le faubourg Saint-Laurent ou comment aménager le vide ?

Ces projets de densification des interstices et des espaces vacants reviennent à encourager les itinérants et autres populations marginales à aller s'installer ailleurs que dans le Quartier des Spectacles. De tels espaces sont particulièrement importants au centre-ville, dans le quartier de l'ancien faubourg Saint-Laurent. Le toponyme Faubourg Saint-Laurent date des années 1980, utilisé par Melvin Charney<sup>55</sup> qui produit en 1990 un rapport pour la Ville de

---

<sup>53</sup> Voir le site : <http://mqc514.com/peacepark/about-2>, consulté le 7 mai 2014.

<sup>54</sup> Jean-Christophe Laurence, « Documentaire : Parc de la Paix ? Pas vraiment... », 29 août 2013, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/cinema/nouvelles/201308/29/01-4684248-documentaire-parc-de-la-paix-pas-vraiment.php>, site consulté le 7 mai 2014.

<sup>55</sup> Melvin Charney est un artiste et un architecte montréalais s'inspirant du *New Urbanism*. Né en 1935 et mort en 2012, il est aussi professeur et co-fondateur, à l'Université de Montréal, de l'École d'architecture en 1964, ainsi que de la Faculté de l'aménagement en 1968. Il a notamment réalisé une série d'expositions temporaires dans la ville pendant les années 1970 et 80 (désormais démolies), mais aussi l'aménagement du jardin du Centre canadien d'architecture et des sculptures métalliques à la place Emilie-Gamelin.

Montréal afin de réhabiliter ce secteur<sup>56</sup>. Melvin Charney y évoque le « déploiement du vide » entre 1912 et 1990 dans ce secteur du faubourg Saint-Laurent. Ces vides sont le résultat des cycles de constructions/démolitions/reconstructions des années soixante et soixante-dix (Hudon, 2006), avec les grands travaux de l'ère Drapeau comme la place des Arts, le complexe Desjardins, l'Université du Québec à Montréal : autant de projets qui ont réduit la fonction résidentielle du centre-ville et entraîné des démolitions dans le secteur.

Dans un premier temps, les organisateurs des festivals ont utilisé ces vides créés par les destructions, et « le succès incontestable de ces événements, particulièrement le Festival de Jazz, a eu comme impact d'augmenter le besoin en vides pour les semaines de festivités » (Hudon, 2006 : 18). Aujourd'hui, de nombreux terrains vacants sont utilisés comme parcs de stationnements, « marque d'une relative dévalorisation » (Augustin, Blossé, 2008). Ces parcs de stationnement en surface sont souvent très rentables, au point que les propriétaires n'envisagent ni la vente ni la construction (Hudon, 2006 ; entretiens avec des fonctionnaires de l'arrondissement Ville-Marie, 24 octobre 2012). Or, dans le plan d'urbanisme de février 2005, en continuité avec les préconisations de Melvin Charney dès 1990, les autorités municipales reconnaissent « plus que jamais la nécessité de combler le vide du faubourg Saint-Laurent », notamment par l'élimination des stationnements de surface. « La volonté est de recréer les liens dans la ville en altérant les discontinuités entre le faubourg et les autres quartiers du secteur, comme le Vieux-Montréal, le quartier international et le quartier chinois » (Hudon, 2006 : 69).

Le projet du Quartier des Spectacles constitue donc un travail sur les « vides » comme le soulignent les PPU (fig. 5.9). « Le vide est ainsi souvent comblé par des concepts de quartier spécialisé auxquels sont appliqués les principes de *branding* qui doivent accorder au quartier sa spécificité. C'est une telle vision qui motive les tenants de projets comme celui du quartier des spectacles » (Hudon, 2006 : 33). Ainsi de nombreuses constructions résidentielles de condominiums, sont lancées dans le cadre de la revitalisation du faubourg Saint-Laurent, comme sur la rue Charlotte, à l'est de la place de la Paix : un immeuble résidentiel le District y a été construit en 2005, ou encore en 2013, le 1248, à l'angle de la rue Charlotte et Hôtel-de-ville, sur un ancien terrain vacant<sup>57</sup>. Cette volonté de densification est également présente pour la trame

---

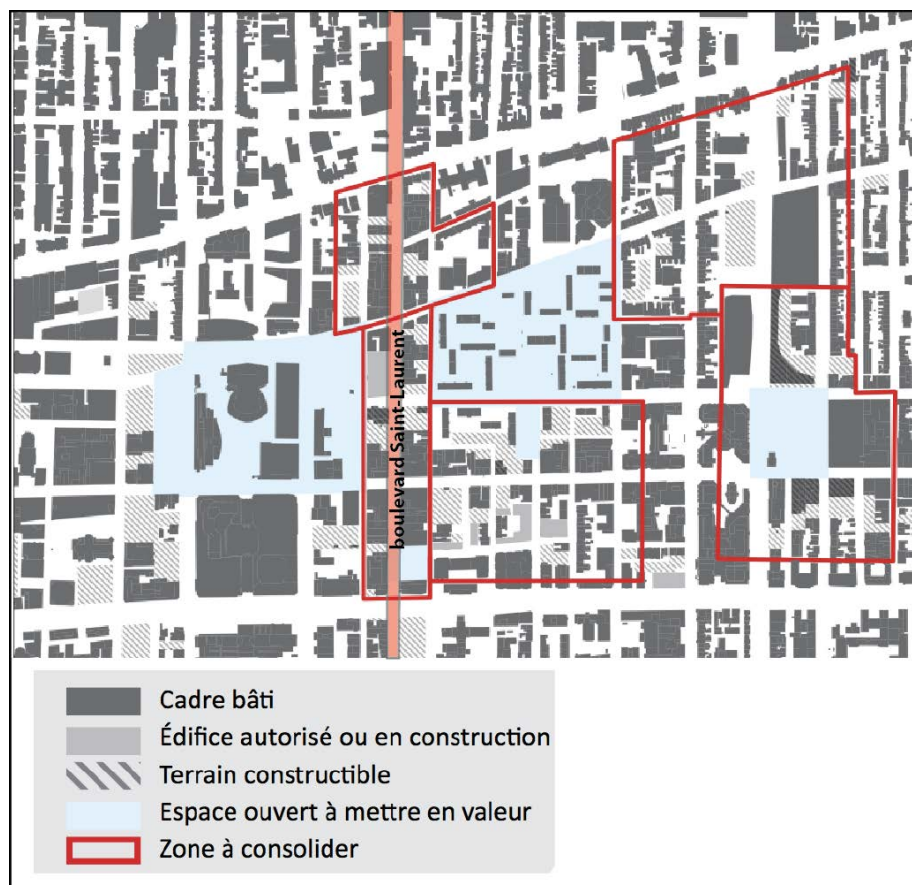
<sup>56</sup> C'est aussi à cette époque que la municipalité lance son plan d'urbanisme et de revitalisation du centre-ville avec la création du passage Charlotte. Voir Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme *op.cit.*

<sup>57</sup> Assaïa Kettani, « Le 1248. Du jamais vu dans la métropole », 18 mai 2013, *le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/art-de-vivre/habitation/378258/du-jamais-vu-dans-la-metropole>, site consulté le 8 mai 2014.

commerciale, que le PPU souhaite consolider sur le boulevard Saint-Laurent, notamment du boulevard de Maisonneuve à la rue Sherbrooke<sup>58</sup> :

« La fonction commerciale y demeure très faible, plus d'un local sur quatre étant vacant au moment du recensement. La situation du boulevard Saint-Laurent s'améliore cependant grâce à l'arrivée de plusieurs projets. (...) De plus, la Ville de Montréal a récemment rehaussé les hauteurs maximales du Plan d'urbanisme applicables aux terrains de l'intersection des boulevards Saint-Laurent et De Maisonneuve. Cette modification (...) viendra stimuler le développement à cet emplacement stratégique pour le Quartier des spectacles<sup>59</sup> ».

**Figure 5.9. Espaces ouverts et secteurs à consolider**



Tout le secteur du boulevard Saint-Laurent au sein du Quartier des Spectacles est considéré comme « à consolider ». La volonté de densifier le QdS est bien visible avec le nombre d'espaces grisés, indiquant les édifices « autorisés ou en construction » et les espaces hachurés, « terrains constructibles » (source : d'après le PPU pôle Quartier Latin, 2003, p. 79).

Cette partie Nord du boulevard est d'ailleurs encore peu raccordée au reste du Quartier des Spectacles : elle est en pente et concentre des commerces de gros, dont certains sont en voie de liquidation et lesquels attirent peu de clientèle. Ces commerces jouxtent des magasins

<sup>58</sup> Je me pencherai plus spécifiquement sur le boulevard Saint-Laurent dans sa partie sud par la suite.

<sup>59</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme, *op.cit.*, p.93.

d'électronique, des surplus de l'armée ou des quincailleries, ou des terrains vacants, transformés pour certains en espaces de stationnement (fig. 5.10.). Les conseillers en aménagement rencontrés à l'arrondissement Ville-Marie souhaitent donc une transformation de l'offre commerciale sur ce secteur (entretien, 24 octobre 2012) :

« parce que ça ne correspond plus du tout à la réalité, à la demande on va dire. Ces espaces-là, en plus, ils sont occupés... On se demande même comment ils peuvent être encore rentables pour ces propriétaires-là. Il n'y a pas d'achalandage. Non, ce n'est pas une économie viable pour le secteur. (...) »

Les orientations qui sont données, et puis c'est pas mal ça sur les grandes artères commerciales à la Ville, c'est qu'effectivement, on doit toujours avoir un rez-de-chaussée commercial, avoir une continuité commerciale au rez-de-chaussée, ce qu'on n'a pas nécessairement puisque effectivement il y a des terrains vacants et que effectivement ces commerces-là, ces commerces de gros, favorisent pas cette vitalité économique là, cette diversité. Et (...) les entrepôts de gros sont situés sur la côte. Et ce n'est pas ce secteur-là qui est le plus facile aussi à animer commercialement. Donc il n'y a pas trop de pression en fait actuellement sur la côte au niveau commercial, on va l'avoir plus en bas, mais pour l'instant, ce n'est pas assez fort de l'intérêt ou de l'attractivité commerciale ».

**Figure 5.10 Le boulevard Saint-Laurent entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke**

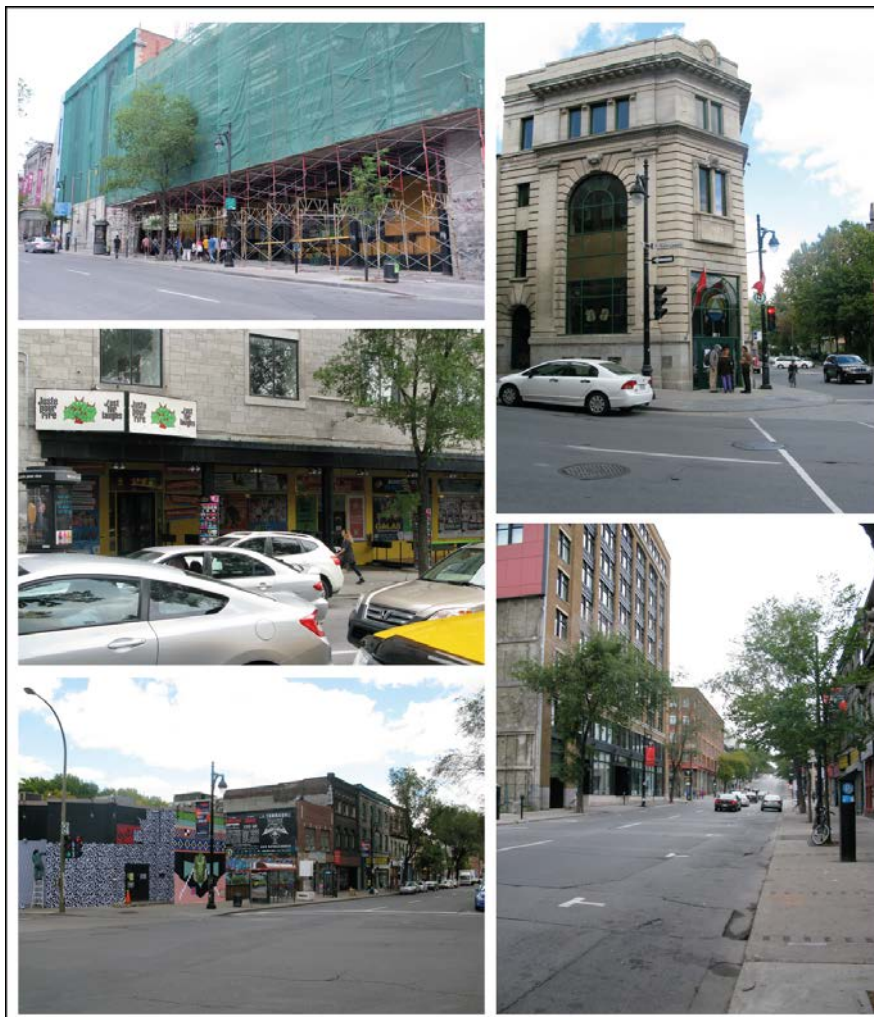


Les commerces d'électronique sont visibles sur les photographies à droite ; les commerces de gros (notamment le magasin Lâm) à gauche entre la rue Ontario et la rue Sherbrooke. En haut à gauche, le centre de diffusion d'art multidisciplinaire de Montréal « Dare-Dare » sur l'espace autour de la station de métro Saint-Laurent, un exemple d'appropriation des espaces non bâtis. Les phrases d'artistes sur le panneau jaune devant le conteneur font souvent référence au contexte actuel, politique ou du Quartier des Spectacles<sup>60</sup>. (Photographies : M-L Poulot, 2011, 2012).

<sup>60</sup> Ainsi, les phrases de Viviane Namaste : « Boul . Saint-Laurent, jadis un lieu d'effeuilleuses. Quartier des spectacles : l'invisible est spectaculaire » ou encore « 2010. L'épicerie arabe ferme. Quartier des

Le boulevard dans ce secteur présente ainsi un double visage. D'un côté, il compte surtout de nombreux espaces vacants et des magasins anciens, et de l'autre, de nouveaux locataires et propriétaires viennent implanter de nouveaux restaurants (comme le Bouillon Bilk), de nouvelles institutions (comme le Goethe Institut installé en avril 2012) ou encore de nouveaux projets de condominiums de luxe (fig. 5.11.). Ces différents projets transforment le paysage du boulevard, mais aussi le public qui habite et utilise le secteur.

**Figure 5.11. Les transformations sur le boulevard Saint-Laurent dans la partie nord du Qds**



À gauche, de haut en bas : la transformation de l'ancienne brasserie Eckers en condominiums et le musée Juste pour rire. En bas, la coopérative de travail et salle de spectacles, les Katakombes, qui ont déménagé au coin Ontario en 2009, suite à leur expropriation du Quadrilatère Saint-Laurent. Sur la droite, en haut, le centre d'amitié autochtone de Montréal à l'angle nord-est Ontario-Saint-Laurent. En bas à droite, le loft des Arts qui accueille aujourd'hui au rez-de-chaussée le Goethe Institut : au sud du bâtiment, un espace vacant. (Photographies : M-L Poulot, 2012).

---

spectacles : l'invisible est spectaculaire », <http://www.dare-dare.org/en/events/viviane-namaste>, site consulté le 20 septembre 2014.



Certaines salles de spectacles (le musée Juste pour rire, ouvert en 1993 et fermé en 2010 au sein de l'ancienne brasserie Eckers, en concentraient plusieurs (fig. 5.11.)) sont actuellement fermées et les projets de réhabilitation des lieux se font attendre : la Société d'habitation et de développement de Montréal a racheté en 2011 le bâtiment afin de trouver un repreneur dans le domaine culturel<sup>61</sup>. L'autre partie de l'ancienne brasserie Eckers, passée un temps aux mains des magasins Lâm (un groupe d'importateur de produits asiatiques très présent sur le boulevard (fig. 5.10.)) est aujourd'hui réhabilitée en lofts et appartements. « Son hall commercial donnera sur le boulevard Saint-Laurent, alors que son entrée résidentielle sera située rue Saint-Dominique<sup>62</sup> ». La façade a été conservée et une section a été rajoutée à l'arrière<sup>63</sup>. Le président promoteur du projet DevMcGill décrit les transformations récentes comme un « nettoyage », comparant les transformations du secteur à celles qui ont touchées Griffintown<sup>64</sup> il y a quelques années. En 2001, à l'angle de la rue Ontario, le nouveau projet immobilier appelé le loft des arts a mené à l'expulsion des artistes qui y résidaient (fig. 5.11.), ce qui renvoie à l'exclusion plus générale des artistes du Quartier des Spectacles. Cette transformation résidentielle entraîne aussi des craintes concernant la spéculation foncière dans le secteur, comme le souligne le directeur de la Corporation du faubourg Saint-Laurent (entretien, 11 octobre 2012) :

« Puis là, j'ai vu que y'a beaucoup de commerces traditionnels qui essaient de vendre. Je ne sais pas si c'est parce que c'est difficile ou s'ils veulent spéculer. Le Screaming Eagle qui est une espèce de commerce de bottes de cow-boy, et de cuir... Lui vraiment, il est sur Saint-Laurent, puis il a un gros terrain, lui il vend. Il y a un commerce de surplus d'armée aussi qui vend. Fait que tout le monde est en train de vendre, soit par spéculation, parce que ils se disent "bon ben là, le Quartier des Spectacles". Il y a beaucoup de gens qui se disent : "ah oui, le Quartier des Spectacles est arrivé, donc maintenant, je peux demander 30% de plus pour mon bâtiment !". C'est fou ! »

La disparition ou la transformation de l'ancien appareil commercial du boulevard (gros, électronique, surplus de l'armée, etc.) constitue un objectif sous-jacent de l'opération d'urbanisme du Quartier des Spectacles et va de pair avec les actions de normalisation de l'espace,

---

<sup>61</sup> Emilie Côté, « Une nouvelle salle dans l'ancien Cabaret ? », 6 mars 2012, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/arts/musique/201203/06/01-4502942-une-nouvelle-salle-dans-lancien-cabaret.php>, site consulté le 14 mai 2014.

<sup>62</sup> Emilie Corriveau, « Le Saint-Dominique. C'était là la brasserie Eckers... » 2 novembre 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/art-de-vivre/habitation/391317/c-etait-la-la-brasserie-eckers>, site consulté le 8 mai 2014.

<sup>63</sup> Danielle Bonneau, « Marier le neuf et l'ancien dans le Quartier des Spectacles », 1 mai 2014, *La Presse*, <http://maison.lapresse.ca/habitation/immobilier/201405/01/01-4762731-marier-le-neuf-et-lancien-dans-le-quartier-des-spectacles.php>, site consulté le 12 mai 2014.

<sup>64</sup> Le quartier de Griffintown, situé au sud-ouest du centre ville le long du canal de Lachine, était un secteur industriel et dévalorisé, qui a subi d'importantes transformations et démolitions dans les années 1960. Il fait l'objet d'un programme particulier d'urbanisme avec un projet de développement immobilier d'envergure, District Griffin.

les restrictions d'accès à l'espace public et la mise en invisibilité de certaines catégories de personnes et d'activités.

### **5.3. Le boulevard Saint-Laurent : quelle centralité dans le Quartier des Spectacles ?**

Malgré des discours de la Ville et des promoteurs promouvant le boulevard Saint-Laurent comme cœur du Quartier des Spectacles, son éclatement au sein des trois programmes particuliers d'urbanisme et sa faible intégration sont dénoncées lors des consultations publiques. Les deux projets, le 2.22 et le quadrilatère Saint-Laurent, le concernant directement, n'ont pas suscité plus d'adhésion, au point que le second est pour l'instant toujours bloqué.

#### 5.3.1. Un boulevard Saint-Laurent éclaté au sein du Quartier des Spectacles

Dès les premières pages du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - secteur place des Arts, le Maire de Montréal évoque l'importance du boulevard Saint-Laurent :

« notre administration a agi et a posé plusieurs gestes concrets, notamment en réservant des sommes importantes pour que le Quartier des spectacles prenne forme et en investissant massivement dans la réfection du boulevard Saint-Laurent, axe majeur de ce secteur<sup>65</sup> ».

Au cœur du projet du Quartier des Spectacles et plus encore du secteur Place des Arts, du moins au sens géographique et discursif, le boulevard Saint-Laurent est considéré dans son ensemble comme un facteur de continuité entre le futur quartier des spectacles et les alentours. D'une part, le quartier est censé assurer « le lien avec le boulevard Saint-Laurent branché au nord de Sherbrooke (Ex-Centris, restaurants, boutiques, multimédia)<sup>66</sup> » ; de l'autre, avec le PPU – pôle Quartier latin, il est le « lien structurant pour arrimer les pôles est et ouest du Quartier des spectacles<sup>67</sup> ». Néanmoins, la dissociation entre les pôles place des Arts et quartier latin conduit à réduire le boulevard Saint-Laurent à une frontière entre l'Est et l'Ouest, d'où la nécessité d'un troisième pôle, celui des Mains, qui s'il retient le symbole du carrefour n'a pas fait l'objet pour autant d'un plan d'aménagement particulier. De surcroît, les deux autres PPU ne le prennent pas

---

<sup>65</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, 2007, Programme particulier d'urbanisme, Quartier des spectacles, Secteur Place des Arts.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>67</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme, *op.cit.*, p.93.

réellement en compte : celui de la Place des Arts ne propose aucun réaménagement et le second, tout en affirmant son importance, le place en dehors de ses compétences :

« Plusieurs aspects du pôle des Main sont abordés dans le PPU. Toutefois, le boulevard Saint-Laurent présente plusieurs problématiques particulières qui relèvent notamment de la réalisation de certains projets immobiliers particuliers et de la transformation de son offre commerciale et qui interpellent aussi sa vocation, laquelle déborde largement des limites du PPU. Compte tenu de ces enjeux, l'arrondissement propose que les services et arrondissements concernés soient immédiatement mandatés pour élaborer un plan stratégique particulier pour la redynamisation du boulevard Saint-Laurent, de la rue de la Commune jusqu'à la rue Prince-Arthur, incluant le secteur du Quartier chinois<sup>68</sup> ».

Peu de projets en lien direct avec le Quartier des Spectacles sont donc proposés pour le boulevard (alors que plusieurs relocalisations avaient contribué à lui redonner une place au sein du QdS : le Club Soda en 2000, la SAT en 2003). Pour la corporation de développement urbain du faubourg Saint-Laurent, laquelle a accueilli favorablement le projet du Quartier des Spectacles, le territoire du PPU s'étend bien jusqu'à la rue Saint Dominique. La CDU comprend donc « mal qu'aucune mesure de requalification n'ait été proposée pour le secteur du Boulevard Saint Laurent<sup>69</sup> », alors que le PPU présente certaines orientations :

« L'aménagement de l'esplanade Clark amorcera la requalification de la rue Clark, qui a jusqu'ici été confinée au rôle de ruelle du boulevard Saint-Laurent et d'accès à d'immenses stationnements de surface. À terme, la rue Clark pourrait constituer un lien intéressant entre le Quartier des spectacles et le Quartier chinois<sup>70</sup> ».

La CDU réitère sa demande, lors de la consultation publique pour le PPU Pôle Quartier latin, d'un « aménagement à la fois particulier et complémentaire pour l'axe du Boulevard Saint-Laurent<sup>71</sup> », demande appuyée par la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent<sup>72</sup> et par l'organisme Héritage Montréal qui réclame un chapitre « voire un PPU propre avec une vision unifiée et cohérente entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sherbrooke<sup>73</sup> ». De la même façon, le Partenariat du Quartier des Spectacles affirme que :

---

<sup>68</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme, *op.cit.*, p. 18.

<sup>69</sup> Corporation de développement Urbain, Faubourg Saint-Laurent, mai 2008, Mémoire présenté à l'occasion de la consultation sur le PPU du Quartier des spectacles – secteur Place des Arts.

<sup>70</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme, *op.cit.*, p. 64.

<sup>71</sup> Corporation de développement Urbain du Faubourg Saint-Laurent, 8 novembre 2012, Mémoire. Projet de programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, présenté à l'Office de consultation publique de Montréal.

<sup>72</sup> Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, novembre 2012, Programme particulier d'urbanisme Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin, dépôt de mémoire, Office de consultation publique de Montréal.

<sup>73</sup> Héritage Montréal, 12 novembre 2012, Notes pour une présentation sur le projet de PPU Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin, à la Commission consultative de l'Office de consultation publique de Montréal, p. 7.

« Nous estimons donc qu'au-delà d'un plan stratégique d'ensemble, si pertinent soit-il, l'Arrondissement doit intégrer formellement le pôle Saint-Laurent dans le territoire d'intervention du PPU du pôle du Quartier latin afin d'en assurer la requalification, et y prioriser quelques mesures concrètes<sup>74</sup> ».

S'ils ont entendu ces critiques, les fonctionnaires et aménageurs de l'arrondissement Ville-Marie évoquent à la fois l'existence du pôle des Mains et le plan de réaménagement du boulevard<sup>75</sup> pour justifier le manque d'actions et la préférence accordée à la rue Sainte-Catherine (entretien, 24 octobre 2012) :

« C'était important pour la Ville de dire : "il se passe quand même quelque chose". Parce que là on était rendu à : "le boulevard Saint-Laurent est très très important, mais finalement, il s'écroule. On développe à côté et puis lui, on l'abandonne". Donc cela fait que il y avait un sentiment d'exaspération de la part de la communauté, des résidents, etc. (...)

Mais faut dire que le boulevard Saint-Laurent avait fait l'objet, quelques années avant, d'un réaménagement complet, au niveau du domaine public : tous les trottoirs ont été élargis, à partir du Plateau jusqu'au quartier Chinois, jusqu'à René-Lévesque. Donc au niveau des interventions sur le domaine public, il y en avait un peu moins à faire... ».

Enfin, le découpage du quartier des Spectacles en trois pôles revient à diviser le boulevard Saint-Laurent en trois secteurs : sa partie sud contenue dans le secteur Place des Arts, le carrefour avec la rue Sainte-Catherine dans le pôle des Mains et enfin, sa partie Nord de la rue Ontario jusqu'à la rue Sherbrooke dans le secteur quartier latin. Héritage Montréal dénonce cette segmentation « artificielle », perçue comme ni « juste » ni « pertinente »<sup>76</sup>. La Table de concertation souligne la difficulté à définir les délimitations entre le pôle Place des Arts et le pôle des Main :

« il existe un flou artistique quant aux délimitations du territoire du PPU. On en a exclu le tronçon du Boulevard Saint-Laurent, de René-Lévesque à Ontario, sous prétexte qu'il faisait partie du PPU du pôle ouest. Pourtant, il n'a fait l'objet d'aucune intervention sur le domaine public dans le cadre de ce PPU. Au contraire, il a depuis été sévèrement malmené par les tergiversations autour du projet du Quadrilatère. Ce tronçon, qu'on appelle le pôle Saint-Laurent, est également l'un des trois pôles reconnu du Quartier des spectacles. Il comprend quatre salles de spectacles importantes : le Monument National, la SAT, le Club Soda et le Métropolis<sup>77</sup> ».

On retrouve dans ces positions une volonté de penser le boulevard dans son ensemble et de redonner à la rue la priorité, sans la segmenter ou la diluer dans des quartiers plus larges. « C'est dire que la "vision" fait éclater le quartier bien plus qu'elle ne contribue à l'intégration de ses différents espaces : ainsi, sans doute, peut-on comprendre la juxtaposition qui préside aux orientations d'aménagement qui, plutôt que de faire valoir la cohabitation des fonctions,

---

<sup>74</sup> Partenariat du Quartier des Spectacles, novembre 2012, Mémoire sur le projet de PPU du Quartier des spectacles – pôle du quartier latin, présenté à l'Office de consultation publique de Montréal, Montréal.

<sup>75</sup> cf. supra. Chapitre 3.

<sup>76</sup> Héritage Montréal, 12 novembre 2012, Notes, *op.cit.*

<sup>77</sup> Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, novembre 2012, *op.cit.*, p. 6.

découpent le territoire en ghettos, avec, au premier plan, celui du secteur des Habitations Jeanne-Mance » (Noppen, Morisset, 2004). Le boulevard Saint-Laurent, censé constituer le cœur du quartier, fonctionne comme un non-lieu ou comme une frontière entre un pôle des Arts destiné aux festivals et le quartier latin, lui-même séparé par les habitations Jeanne-Mance. L'arrondissement Ville-Marie a pourtant souhaité réaliser deux projets sur le boulevard Saint-Laurent, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine : le 2-22 Sainte-Catherine, à l'angle des deux *Main* et le Quadrilatère Saint-Laurent entre le Monument-National et la rue Sainte-Catherine.

### 5.3.2. Des projets pour le boulevard Saint-Laurent qui peinent à faire consensus

Ces deux projets, datant de 2009, sont le fait de la Société de développement Angus (SDA), organisme à but non lucratif créé en 1995 par la CDEC Rosemont-Petite-Patrie pour acquérir et redévelopper le site des anciens Ateliers Angus, un des principaux secteurs industriels du chemin de fer du Canadian Pacifique dans le quartier de Rosemont. Ces ateliers, ou *Shop Angus*, ont connu un fort déclin après la Seconde Guerre et la société Angus, en collaboration étroite avec les acteurs locaux (CDEC, organismes communautaires notamment) avait engagé leur conversion en un « complexe mixte résidentiel et industriel se destinant notamment à accueillir des PME dédiées au secteur des nouvelles technologies et de l'environnement » (Klein, Waaub, 1996). La SDA jouissait donc d'une assez bonne presse après la reconversion de cet espace. Cependant, les deux projets concernant le boulevard ont plutôt suscité des contestations et peiné à faire consensus, comme l'attestent leur médiatisation, les retours en arrière, rebondissements et conflits autour de leur réalisation. L'Office de consultation publique de Montréal propose en juin 2009 une audience publique autour des deux projets. J'ai analysé la documentation présentée par la Ville, l'arrondissement, les promoteurs ainsi que les mémoires et les retranscriptions des questions, qui sont disponibles sur le site de l'Office de consultation publique<sup>78</sup>, j'ai aussi rencontré certaines personnes présentes lors de ces journées. Ces documents et entretiens montrent l'écart entre le récit de la Ville et des promoteurs et ceux des habitants et opposants aux projets.

---

<sup>78</sup> Voir site de l'OCPM : <http://ocpm.qc.ca/consultations-publiques/quadrilatere-saint-laurent> et <http://ocpm.qc.ca/consultations-publiques/projet-du-2-22-rue-sainte-catherine>, sites consultés le 10 mai 2014.

## *Le 2.22 et le quadrilatère Saint-Laurent*

Au terme des travaux engagés entre 2010 et février 2012, le bâtiment du 2.22 est construit au coin Sud-Est de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent (fig. 5.5.). En 2006, la municipalité exproprie l'ancien édifice et le fait démolir deux ans plus tard. En 2010, elle cède gratuitement le terrain où doit s'élever le 2-22 au promoteur, la Société de développement Angus, qui bénéficiait jusque-là d'un bail emphytéotique<sup>79</sup>. En contrepartie, la société s'engage à maintenir la vocation culturelle des trois quarts de l'édifice. Angus et la municipalité mettent en effet en avant la mixité sociale et fonctionnelle des deux projets. La société Angus propose en 2009 un édifice haut de 33,5 mètres, nécessitant une modification du Plan d'urbanisme concernant les hauteurs. Les instances consultatives, notamment le Comité consultatif d'urbanisme (CCU), le Comité *ad hoc* d'architecture et d'urbanisme (CAU) et le Conseil du patrimoine de Montréal soulignent tous trois que la « façade Saint-Laurent doit être retravaillée afin de ne pas être considérée comme un mur latéral » et qu'elle doit « tenir compte de l'importance historique de l'artère, de même que de sa prédominance commerciale et son statut de rue principale “Main”<sup>80</sup> ». Les rapports de la société Angus arguent d'un projet susceptible d'un fort rayonnement, du local à l'international, puisqu'il s'agit de « transformer une zone centrale de la ville aujourd'hui délaissée et délabrée en un lieu de destination incontournable<sup>81</sup> ». Le promoteur a fait appel à un architecte de renom, s'inscrivant dans la lignée des projets architecturaux prestigieux utilisés comme outil dans la revitalisation des centres-villes (Vivant, 2008) : Paul Andreu<sup>82</sup> est en effet présenté comme un star-architecte par les partisans du projet<sup>83</sup>, comme un architecte d'aéroport par les opposants.

Après plusieurs modifications du projet initial du 2.22 à la suite de la consultation publique, la SDA propose une nouvelle version de l'édifice, avec des façades modifiées et rognées en hauteur<sup>84</sup>, afin de respecter l'architecture du reste du secteur. Le bâtiment à vocation culturelle

---

<sup>79</sup> Société de développement Angus, 20 mars 2009, 2-22 Sainte-Catherine Est, Concept préliminaire présenté à l'arrondissement de Ville-Marie.

<sup>80</sup> Division de l'urbanisme Ville-Marie, 19 mars 2009, Projet de construction d'un édifice commercial angle Sainte-Catherine et Saint-Laurent « Le 2-22 », Office de consultation publique de Montréal.

<sup>81</sup> Société de développement Angus, 21 mai 2009, Projets de requalification urbaine durable, Le 2-22, Quadrilatère Saint-Laurent.

<sup>82</sup> Paul Andreu est un architecte français, surtout connu par ses constructions aéroportuaires (aéroport Roissy Charles de Gaulle notamment).

<sup>83</sup> Stéphane Baillargeon, « Un stararchitecte pour le 2.22 », 25 octobre 2008, *Le Devoir* : <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/212572/un-starchitecte-pour-le-2-22>, site consulté le 10 mai 2014.

<sup>84</sup> Stéphane Baillargeon, « Le 2.22, version 2.0 », 20 mai 2009, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/251232/le-2-22-version-2-0>, site consulté le 10 mai 2014.

2-22 Sainte-Catherine ne sera plus soumis à la consultation populaire, ce que regrettent une partie des résidents et voisins du projet. Plusieurs organismes occupent aujourd'hui le bâtiment du 2.22 : la radio communautaire francophone CIBL (101,5), le Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ), le centre de recherche et de documentation en arts visuels contemporains Artex, la librairie Format et la galerie Vox. Le projet Art Actuel 2.22, appelé auparavant IMAGO, trouve sa source dans la volonté de plusieurs organismes culturels partenaires de se regrouper dans un même local au centre-ville afin de gagner en visibilité. Une quinzaine d'années plus tard, il ne reste plus que trois partenaires en arts visuels : si le centre d'artistes féministes Studio XX s'est désisté, Vox et Artex sont restés et le Regroupement des centres d'artistes autogérés au Québec<sup>85</sup> (RCAAQ) les a rejoints. Les différents organismes sont propriétaires des espaces de travail, à la manière des condominiums. En novembre 2011, la Vitrine, organisme à but non lucratif de promotion des activités culturelles, s'installe au 2.22, présenté comme « le nouvel édifice-phare du Quartier des Spectacles<sup>86</sup> ». La Vitrine propose un « guichet central d'information et de billetterie<sup>87</sup> », afin d'attirer le public au sein du nouveau bâtiment qui se voudrait le lieu de promotion de tout le quartier. Le bâtiment est censé être ouvert au public mais comme l'explique un des membres du RCAAQ (entretien, 23 octobre 2012), « il reste encore du travail à faire » quant à l'ouverture sur la rue et sur les passants, avec une librairie par exemple qui cherche son public. En 2009, dans leur mémoire déposé à l'Office de Consultation publique pour le 2.22, le RCAAQ insistait d'ailleurs sur le manque d'ouverture du bâtiment sur sa façade qui donne sur le boulevard Saint-Laurent (entretien, 23 octobre 2012) :

« Mais c'est sûr que du point de vue du boulevard Saint-Laurent, le fait qu'il y a une station de radio là et puis qu'il y a la Vitrine, ben oui, ça fait des lieux culturels, on le remarque, on le voit. Après ça, est-ce que les gens se sentent invités à entrer, ça c'est une autre question. Je pense que la Vitrine pour quelqu'un qui sait pas ce que c'est, ça peut faire un peu peur. Et puis, ça reste un édifice neuf, très chic, et puis j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de gens qui font : "est-ce que j'ai à faire là ? Est-ce que j'ai le droit de rentrer ?". Donc cette question là, c'est triste, mais j'ai l'impression que les gens ont une certaine gêne parce qu'ils ne connaissent pas les organismes à l'intérieur. Vox, Artex, la RCAAQ, pour le grand public, c'est pas... on fait des trucs spécialisés. Mais déjà, la radio, ça montre, c'est une super belle vitrine pour eux ! »

Sur le côté ouest du boulevard, le projet du quadrilatère Saint-Laurent, entre le Monument-National et la rue Sainte-Catherine, nécessitait également l'expropriation et la destruction des bâtiments pour l'érection d'une tour de bureaux d'une vingtaine d'étages pour Hydro-Québec. La société Angus a donc acheté les bâtiments afin de réaliser son projet. Alors

---

<sup>85</sup> Fondé en 1986, le RCAAQ regroupe environ soixante-dix artistes et organismes artistiques répartis sur l'ensemble de la province québécoise.

<sup>86</sup> La Vitrine culturelle de Montréal, novembre 2011, Mémoire Les Quartiers culturels présenté devant la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports de la Ville de Montréal.

<sup>87</sup> *Ibid.*

que le 2-22 « reçoit un accueil favorable de la part des participants et du milieu culturel », celui du Quadrilatère Saint-Laurent « a reçu des appuis nuancés et conditionnels des participants<sup>88</sup> ». La municipalité a soutenu le projet, en insistant, par deux fois au sein du PPU Quartier Latin, sur le classement du boulevard Saint-Laurent au patrimoine fédéral, dans une volonté de le « préserver et de mettre en valeur<sup>89</sup> ». De fait, la protection de l'intégrité commémorative de l'artère, une des missions de protection de l'agence Parcs Canada<sup>90</sup>, est mise en danger par le projet du quadrilatère. Ce dernier préconisait de garder certaines façades mais proposait la construction d'un bâtiment de grande hauteur, remettant en cause la continuité architecturale de la *Main*. Les membres des *Amis du boulevard Saint-Laurent* dénoncent le document d'énoncé patrimonial annexé au projet. Dans le rapport préliminaire de février 2009 de l'étude patrimoniale du Quadrilatère Saint-Laurent du Groupe Gauthier, Biancarino, Bolduc urbanistes-conseils, la société Angus déclare en effet qu'aucun bâtiment n'est « significatif » ni ne possède « une valeur architecturale<sup>91</sup> », tout en précisant toutefois que « l'ensemble du tronçon est caractérisé par "l'esprit des lieux" ou "la montréalité des lieux"<sup>92</sup> ». Le promoteur et les opposants au projet les envisagent cependant de façon différente, ce qui entraîne des tensions autour de l'identité du secteur. À la suite du rapport mitigé issu de la consultation publique, du retrait d'Hydro-Québec du projet, mais surtout du fait de l'opposition de certains habitants et commerçants, le projet est suspendu.

L'exemple de la mobilisation contre le projet de quadrilatère Saint-Laurent est représentatif de la multiplication des « actions collectives de pression associées aux GPU [grands projets d'urbanisme] », « ce qui met en doute l'efficacité du mécanisme de consultation publique en tant qu'espace de négociation institutionnalisé et de résolution des conflits » (Hernandez, Trudelle et Koci, 2013 : 301). Contrairement au Montréal Pool Room qui a été réinstallé de l'autre côté du boulevard Saint-Laurent, du côté est, le refus de la part du propriétaire du café Cléopâtre d'être relocalisé a constitué un des blocages centraux. Le propriétaire s'étant engagé dans un processus judiciaire qui s'annonçait long et coûteux, la Ville s'est désistée du processus

---

<sup>88</sup> Office de consultation publique de Montréal, 2009, Rapport annuel, p.17-19.

<sup>89</sup> Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme, *op.cit.*, p. 22.

<sup>90</sup> « L'expression intégrité commémorative désigne l'état ou le caractère global d'un lieu historique national. On dit d'un lieu historique national qu'il possède une intégrité commémorative lorsque les ressources culturelles qui symbolisent ou caractérisent son importance ne sont ni endommagées ni menacées, lorsque les motifs invoqués pour justifier son importance historique nationale sont clairement expliqués au public et lorsque ses valeurs patrimoniales sont respectées par tous les décideurs ou intervenants » (Parcs Canada, Politique sur les lieux historiques nationaux, 1994, p. 74).

<sup>91</sup> Société de développement Angus, 21 mai 2009, Projets, *op.cit.*

<sup>92</sup> Société de développement Angus, Quadrilatère Saint-Laurent, étude patrimoniale.



d'expropriation à la demande de la société Angus<sup>93</sup>. Il est désormais question d'un projet dédoublé, de part et d'autre du bâtiment du café Cléopâtre : la société de développement Angus a transformé son ancien projet du quadrilatère en projet « carré Saint-Laurent<sup>94</sup> », qui sera un complexe mixte de commerces au rez-de-chaussée, de logements et de bureaux<sup>95</sup>. La société évoque le projet d'un marché Saint-Laurent, « une galerie originale de petits commerces alimentaires indépendants ouverts sur la rue<sup>96</sup> », ainsi qu'une nouvelle salle (les cabarets de la Main) et un hôtel. Le carré Saint-Laurent devait également accueillir des fonctionnaires provinciaux, actuellement installés dans le Centre de commerce mondial, dans le Vieux-Montréal : si les logiques du promoteur étaient soutenues par le gouvernement péquiste, le nouveau gouvernement libéral, désireux de faire des économies, s'est retiré du projet<sup>97</sup>, sans renoncer à la vente des terrains à la société Angus. Le projet suscite toujours doutes et questionnements, notamment de la part des défenseurs du patrimoine qui espèrent la protection des façades sur l'îlot Saint-Laurent<sup>98</sup>. L'analyse des discours des deux projets – l'un effectif, l'autre toujours en suspens – met au jour les velléités de « nettoyage narratif » de la part du promoteur et de la municipalité sur cette partie du boulevard Saint-Laurent.

### *Un « nettoyage narratif » ou des récits à la recherche d'un consensus impossible ?*

Comme tout plan d'aménagement (Throgmorton, 2003 ; Sandercock, 2003), les textes et programmes d'aménagement des promoteurs et de la Ville de Montréal, visions de réhabilitation et de redynamisation de l'espace, s'apparentent à des récits sur le quartier des

---

<sup>93</sup> Jeanne Corriveau, « Montréal renonce à exproprier le Café Cléopâtre. Le projet de revitalisation du quadrilatère Saint-Laurent sera modifié et devra être soumis à de nouvelles consultations », 11 mars 2011, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/318514/montreal-renonce-a-exproprier-le-cafe-cleopatre>, consulté le 14 avril 2014.

<sup>94</sup> Société de développement Angus, juin 2012, Carré Saint-Laurent. Une nouvelle effervescence au cœur du quartier des Spectacles.

<sup>95</sup> Jeanne Corriveau, « Le carré Saint-Laurent sera finalement construit », 3 décembre 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/394158/le-projet-du-carre-saint-laurent-verra-le-jour>, consulté le 14 avril 2014.

<sup>96</sup> Site de la société de développement Angus : <http://www.sda-angus.com/projets/44b04fbd7a36/carre-saint-laurent>, consulté le 14 avril 2014.

<sup>97</sup> Jocelyne Richer, « Québec se retire du projet du Carré Saint-Laurent », 18 juin 2014, *La Presse canadienne*, <http://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/gouvernement/quebec-se-retire-du-carre-saint-laurent/570047>, site consulté le 24 septembre 2014.

<sup>98</sup> André Dubuc, « Loyers au Carré Saint-Laurent : « Je n'en reviens pas », dit Nicole Ménard », 21 décembre 2013, *La Presse*, <http://affaires.lapresse.ca/economie/immobilier/201312/20/01-4723008-loyers-au-carre-saint-laurent-je-nen-reviens-pas-dit-nicole-menard.php> et Francis Vailles, « Carré Saint-Laurent ou Carré Saint-Coûteux », 20 décembre 2013, *La Presse*, <http://affaires.lapresse.ca/opinions/chroniques/francis-vailles/201312/20/01-4722745-carre-saint-laurent-ou-carre-saint-couteux.php>, sites consultés le 14 avril 2014.

Spectacles et le boulevard Saint-Laurent. Ils revêtent les cinq caractéristiques du récit énoncées par Leonie Sandercock (2003) : un cadre séquentiel précis, une cohérence explicative, un certain potentiel de généralisation, la présence de certaines conventions narratives et enfin, une tension essentielle à toute « bonne histoire ». Le projet du Quadrilatère Saint-Laurent est replacé dans un cadre temporel bien précis, celui de la création du Quartier des Spectacles, avec un calendrier d'acquisition des immeubles et le début des expropriations. Les plans d'aménagement dressent un portrait diachronique du quartier comme élément d'explication du projet. La présence culturelle dans ce secteur (artistes, tenue de festivals dans les terrains vacants, etc.) en fait un espace privilégié pour l'implantation d'industries culturelles (distribution, production, événements, etc.). Les programmes particuliers d'urbanisme (PPU) placent ainsi le Quartier des Spectacles dans une continuité par rapport au *Red Light* et à la vocation ancienne du quartier. Surtout, le Quadrilatère Saint-Laurent s'inscrit dans le contexte d'une urgence à intervenir, celle de « redonner aux Montréalais le carrefour du boulevard Saint-Laurent »<sup>99</sup>. La documentation déposée dans le cadre de la consultation publique du Quadrilatère Saint-Laurent s'accorde sur un constat de délabrement du quartier et sur la nécessité d'un projet permettant de revitaliser le quartier, en accord avec celui de la société de développement Angus qui retient aussi « l'état de délabrement avancée de ces propriétés représentant une honte pour Montréal<sup>100</sup> ». Ce discours du déclin est le point de départ de la plupart des plans d'urbanisme, penchant parfois du côté des discours hygiénistes (Bacqué, Fijalkow, 2006). La société Angus conclut à une perte d'intérêt du secteur puisque « sur ces tronçons du boulevard, la qualité générale de l'entretien des immeubles, tout comme la faible qualité de l'affichage commercial, effacent toutes traces du passé prestigieux et de l'intention monumentale de l'artère<sup>101</sup> ». Les associations ou organisations qui vont s'installer au 2.22 Saint-Laurent ne peuvent que soutenir le projet de la société Angus pour éviter de « laisser le boulevard Saint-Laurent dans son état de déchéance actuelle<sup>102</sup> » (fig. 5.12.). Ce récit de dégradation extrême du quartier légitime les actions de revalorisation présentées par la société Angus, véritables réponses à la « demande collective<sup>103</sup> » qui « réclamait une intervention<sup>104</sup> » sur

---

<sup>99</sup> Société de développement Angus, Présentation générale et vision du projet Quadrilatère Saint-Laurent.

<sup>100</sup> Société de développement Angus, 21 mai 2009, Projets, *op.cit.*

<sup>101</sup> *Ibid.* p.14.

<sup>102</sup> Vox, centre de l'image contemporaine (Claudine Roger, directrice intérimaire), 4 juin 2009, mémoire sur le projet du 2.22 rue Ste Catherine. Projet du quadrilatère Saint Laurent, présenté à l'OCPM.

<sup>103</sup> Société de développement Angus, 26 mars 2009, Quadrilatère Saint-Laurent, concept préliminaire, présenté à l'arrondissement de Ville-Marie.

<sup>104</sup> Société de développement Angus, 21 mai 2009, Projets de requalification urbaine durable, Le 2-22, Quadrilatère Saint-Laurent.

l'îlot. Lors de la consultation publique, la nécessité d'agir sur le secteur du Quadrilatère Saint-Laurent est partagée par les habitants, associations et propriétaires des salles le long du boulevard. Les arguments invoqués sont assez semblables : l'importance du passé du quartier, la continuité de la vocation culturelle du secteur ou sa place dans la constitution de l'identité montréalaise. Certains citoyens et résidents évoquent aussi cette « dégradation » du quartier, la « détérioration accélérée des édifices » avoisinant le Monument national<sup>105</sup>, « l'état de délabrement avancé de ce secteur<sup>106</sup> » ou encore « *a much neglected historical Entertainment district*<sup>107</sup> », « à un point où il est maintenant difficile d'imaginer d'aller se promener sur cette partie de la rue Saint-Laurent par pur plaisir<sup>108</sup> ».

Leonie Sandercock (2003) fait du potentiel pour une généralisation du projet d'aménagement la troisième caractéristique du récit. De fait, le Quartier des Spectacles s'inscrit dans une circulation de modèles d'aménagement, celle de la thématisation des quartiers, de la création de quartiers culturels dans le cadre des projets de réhabilitation urbaine. Les documents officiels, de même que les fonctionnaires à la Ville ou à l'arrondissement Ville-Marie citent les auteurs phares sur le sujet et se réfèrent à d'autres quartiers culturels. Times Square ou Broadway constituent des références, comme transformation d'anciens espaces « mal famés », de prostitution en de nouveaux espaces touristiques (entretien avec des conseillers en urbanisme de Ville-Marie, 24 octobre 2012). Les plans intègrent également une structure narrative avec la présence, d'une part, de divers protagonistes, comme les promoteurs, des « clientèles éclectiques »<sup>109</sup>, les propriétaires des immeubles, les artistes, les itinérants, les acteurs économiques ou encore la Table de concertation, et d'autre part, des forces impersonnelles (les velléités municipales de promotion internationale, l'insécurité du secteur de l'îlot Saint-Laurent). Enfin, la tension morale, dernière caractéristique des récits selon Leonie Sandercock, est bel et bien présente. La société Angus affirme « qu'il serait irresponsable de ne pas saisir cette opportunité » et « de tomber collectivement dans l'immobilisme ou dans la recherche de consensus à tout

---

<sup>105</sup> Félix Martel, directeur du Monument-National en collaboration avec Simon Brault, directeur général de l'École nationale de théâtre, 8 juin 2009, mémoire présenté par le Monument national à l'OCPM. Projet immobilier du quadrilatère Saint-Laurent initié par la société de développement Angus.

<sup>106</sup> Théâtre du Nouveau Monde, Lorraine Pinal, directrice artistique et générale du Théâtre du Nouveau Monde, 2 juin 2009, Mémoire à l'occasion de la consultation publique portant sur le projet du quadrilatère Saint-Laurent.

<sup>107</sup> Mémoire de Nathalie Gural et Amy Hudston, artistes du Café Cleopâtre, 2009.

<sup>108</sup> Alain Vranderick, juin 2009, Mémoire présenté à l'attention de l'Office de consultation publique de Montréal, Quadrilatère St Laurent.

<sup>109</sup> *Ibid.*

prix (...) Le refus de choisir pourrait avoir un effet dangereusement paralysant»<sup>110</sup>. La société Angus estime non seulement que le projet est bon, mais qu'il tient de l'impératif moral. Dans cet objectif éthique, responsable et citoyen, elle rappelle la démarche participative et celle du développement durable, qui fonctionnent comme des aspects d'intégration de l'ensemble des partenaires du projet. Le développement durable y est décliné sous différentes formes : l'architecture, la place importante des transports (transport collectif, parking pour vélos, prise en compte du piéton), les commerces envisagés (éthiques, équitables, locaux ou d'utilité sociale)<sup>111</sup>. C'est donc un récit volontaire de transformation de l'espace qui se fonde sur un cadre temporel et spatial bien précis, l'implication de nombreux acteurs devenus personnages et dans un objectif d'amélioration du cadre urbain.

**Figure 5.12. La détérioration du bâti des édifices du boulevard Saint-Laurent donnant sur la rue Clark**



Les façades des bâtiments sur la rue Clark, la rue parallèle à l'ouest du boulevard Saint-Laurent : les fenêtres et portes sont condamnées. Laissés à l'abandon depuis leur expropriation, les immeubles menacent de s'effondrer. (Photographies : M-L Poulot, 2011)

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>111</sup> SDA : revitaliser et développer avec des valeurs, Quadrilatère Saint-Laurent, Le 2-22.

En associant les habitants au processus, les promoteurs et la municipalité de Montréal conçoivent le projet urbain comme un instrument de mobilisation sociale : « c'est l'association des habitants à la conception, à la décision, à la formation d'un consensus qui doit garantir, à terme, l'appropriation des lieux par ces mêmes usagers » (Pinson, 2005 : 205). Le projet urbain doit emporter l'adhésion de la population autour d'une identité collective et d'une vision commune. Et certains auteurs de souligner l'existence de liens intimes qu'entretient le projet urbain avec l'imaginaire puisque « derrière tout projet urbanistique se dessinerait (...) une certaine vision de ce que devrait être la société » (Breux, 2012 : 118). Pourtant, le quartier des Spectacles, et notamment les deux projets du 2.22 et du quadrilatère Saint-Laurent se veulent dans la continuité des actions du maire Drapeau des années 1960-80. Le projet correspond à des standards dont la définition échappe largement aux acteurs locaux, entraînant certaines oppositions d'habitants et commerçants du secteur. La Société Angus présente en outre un projet qui engage l'avenir ; il est projection, voire anticipation. Le plan de requalification urbaine pour le 2.22 et le Quadrilatère Saint-Laurent se caractérise comme « une opportunité » de requalification face aux « défis à relever collectivement » pour aller vers du « durable », si ce n'est de l'avant-garde<sup>112</sup>. Plus qu'une création ex-nihilo, le projet de Quartier des Spectacles s'inscrit dans la continuité de la vocation du secteur, dans l'optique d'une « réhabilitation » urbaine. L'idée de renouvellement urbain ou de la ville qui se construit sur elle-même est pratiquement toujours associée à celle de la pérennité urbaine (Lévy, 2008) dans les plans d'aménagement urbain : il s'agit de régénérer le boulevard, d'utiliser ses atouts pour l'améliorer. Dans le discours, le passé du secteur est particulièrement mis en avant. Pour Paul Andreu, l'architecte du projet du Quadrilatère Saint-Laurent, la singularité du quartier réside dans le fait « que la mémoire s'attache moins ici à des formes tangibles, parcs ou bâtiments, [...] qu'au souvenir d'une histoire au cours de laquelle le boulevard Saint-Laurent n'a cessé de se transformer sans que se perde sa valeur symbolique et mythique d'espace fondateur<sup>113</sup> », manière de souligner l'importance symbolique du secteur, mais aussi de légitimer les destructions de bâtiments. Il s'agit de « confirmer la vocation culturelle du boulevard<sup>114</sup> » tout en le transformant, et sans que ce « soit perçu comme une rupture ou une perte<sup>115</sup> ». Ainsi, « les éléments restant de la période du *Red light* méritent un effort de conservation<sup>116</sup> », et appellent une mise en valeur de « ce « patrimoine vivant<sup>117</sup> » « dans un

---

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 27: « Une écologie urbaine d'avant-garde ».

<sup>113</sup> Société de développement Angus, 26 mars 2009, Quadrilatère Saint-Laurent, concept préliminaire, présenté à l'arrondissement de Ville-Marie.

<sup>114</sup> Groupe Gauthier, Biancarino, Bolduc urbanistes-conseils, février 2009, Étude patrimoniale du Quadrilatère Saint-Laurent, Rapport préliminaire.

<sup>115</sup> Société de développement Angus, 26 mars 2009, *op.cit.*

<sup>116</sup> Groupe Gauthier, Biancarino, Bolduc urbanistes-conseils, février 2009, *op.cit.*, p. 46.

mode typiquement montréalais, à l'instar du Vieux-Montréal et en collaboration avec les différents partenaires<sup>118</sup> ». Ce renouvellement permanent du boulevard, où « le changement est un phénomène normal », comme l'évoque le Rapport de la Commission historique<sup>119</sup>, se retrouve dans les documents d'urbanisme via l'idée de capacité du boulevard à se reconstruire et à s'adapter aux changements et transformations. Le lent déclin commercial et la dégradation du bâti, la perte d'attractivité du secteur, et le souvenir douloureux des travaux touchant le boulevard à partir de 2005 font partie des éléments qui viennent valider cette idée de résilience, même s'il n'est pas question d'évènement traumatique unique et brutal. De nombreux habitants personnifient le boulevard, le percevant comme une entité propre, avec sa propre action sur lui-même. En même temps, ce récit psychologisant sur le « traumatisme » du boulevard est utilisé afin de dénoncer les actions des promoteurs et de la municipalité qui tenteraient de le « tuer ».

Les promoteurs et la Ville, qui hésitent entre nouveauté et renouvellement, cherchent donc à susciter l'adhésion au projet et à inclure la population dans le processus. Mais le processus de *storytelling* de la part de la Ville et des promoteurs n'emporte pas l'enthousiasme car il est le fruit de plusieurs récits discordants. Comme l'écrit Anouk Bélanger (2005 : 27), « la réhabilitation et la réappropriation de l'imaginaire montréalais autour du divertissement et du spectacle nocturne trahissent une volonté de promotion. Une telle démarche comporte cependant une contradiction interne : on doit à la fois préserver l'ancien et en faire du neuf. Les récits qui sont sortis de la réhabilitation ont donc été des compromis » (Bélanger, 2005 : 27). Les différents récits sur le secteur ne se superposent pas, notamment ceux des habitants qui prennent la parole lors des consultations publiques et celui de la Ville et du promoteur. Le consensus recherché entre les différents intéressés a été impossible à trouver. Le nettoyage moral et physique de l'espace et des personnes qui s'y trouvent se double d'un « nettoyage narratif » : « on s'efforce de représenter le Faubourg comme un lieu, certes toujours festif, mais désormais décent, moral et sécuritaire » (Bélanger, 2005 : 23). Si l'appellation « Quartier des Spectacles » recouvre aujourd'hui les anciennes (*Red Light* et faubourg Saint-Laurent), si le 2.22 est construit à l'angle des *Mains*, certains citoyens proposent un autre récit, en réaction non seulement au projet mais aux démolitions qui affectent le côté ouest du boulevard Saint-Laurent. Leurs récits rejettent les références internationales au profit du vécu et du patrimoine local et cherchent à embrasser les mémoires multiples du secteur.

---

<sup>117</sup> Partenariat du Quartier des spectacles, 2004, *Le Quartier des spectacles, une destination culturelle*. Mise en plan de la vision Vivre, créer et se divertir au centre-ville, présentation.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>119</sup> G. Fulton et L. Vermette, Direction des services historiques, Parcs Canada, 1996, *op.cit.*

## 5.4. Jeux d'acteurs autour des mémoires et du patrimoine de l'îlot Saint-Laurent

L'exemple de l'îlot Saint-Laurent, situé dans l'ancien *Red Light* et l'actuel Quartier des Spectacles, est emblématique du système d'acteurs complexe qui ne noue autour de la protection du patrimoine (fig. 5.13.). C'est l'association Héritage Montréal qui a appelé ce secteur « îlot » afin de souligner les enjeux urbains et patrimoniaux que soulève le projet du quadrilatère. Selon le directeur de l'association, deux « monuments » sont touchés : le Monument-National et la rue Saint-Laurent comme « méridien » de Montréal (entretien, 27 juin 2012). Si les différents acteurs présents sur le boulevard considèrent qu'il est nécessaire d'agir pour réhabiliter ce secteur, la très grande majorité n'acceptent pas le projet de la société Angus qui viendrait effacer certaines des mémoires, hautement symboliques dans l'imaginaire montréalais.

### 5.4.1. Faire appel aux niveaux supérieurs de gouvernement pour protéger le patrimoine

Au-delà des interrogations et réticences sur la hauteur du bâtiment et autres éléments liés exclusivement à l'architecture, les désaccords se cristallisent autour de plusieurs thématiques : certains regrettent de ne pas avoir été associés, d'autres espéraient une plus grande prise en compte du passé et du patrimoine, d'autres enfin craignent une transformation du quartier qui effacerait tout lien avec les activités actuelles – et historiques – du secteur. Certains évoquent notamment la « banalisation générique » et la « stérilisation<sup>120</sup> » du paysage urbain, rejettent le « façadisme<sup>121</sup> » envisagé qui dénaturerait « l'esprit des lieux » et « le charme de [ce] quartier bohème<sup>122</sup> ». L'expulsion de certains commerces présents sur la *Main*, ainsi que la destruction de certains bâtiments aboutiraient à la « liquidation de lieux patrimoniaux au caractère authentique<sup>123</sup> ». Ils prônent au contraire la conservation des commerces « authentiques », notamment les « *Mom and Pop' businesses that are the true essence of what is the best of Montreal*<sup>124</sup> ». Cette authenticité doit être conservée pour « préserver une certaine saveur au Quartier des Spectacles, puisque sa popularité touristique et locale en dépend<sup>125</sup> ». Les commerces évoqués sont le

---

<sup>120</sup> Anne Cormier, architecte, directrice de l'École d'architecture de Montréal et membre de l'Atelier Big City, 4 juin 2009, Mémoire Projet quadrilatère Saint-Laurent, Consultation publique.

<sup>121</sup> Les Amis du boulevard Saint-Laurent, représenté par Susan D. Bronson, présidente du conseil d'administration, 4 juin 2009, mémoire déposé à l'OCPM. Projet du quadrilatère Saint-Laurent.

<sup>122</sup> Jean-Dominique Leccia, résident, Mémoire Rêveries d'un flâneur solitaire.

<sup>123</sup> Jean-Philippe Bellemare (citoyen, formation d'architecture), 4 juin 2009, mémoire sur le 2-22 et le Quadrilatère Saint-Laurent, Montréal.

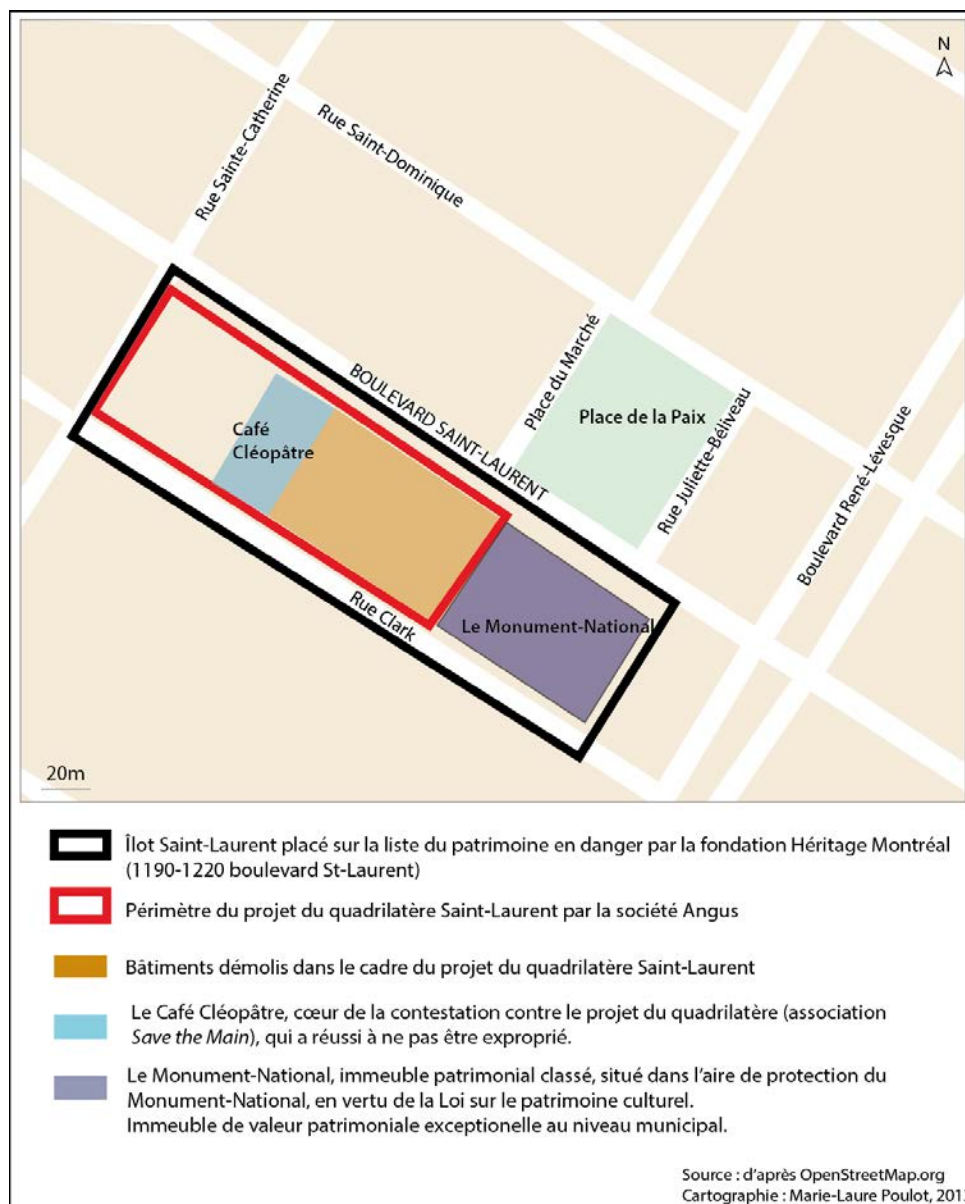
<sup>124</sup> « les commerces familiaux qui sont l'essence véritable du meilleur de Montréal », Thomas Monahan, juin 2009, Public Consultation, Quadrilatère Saint Laurent (Memorandum).

<sup>125</sup> *ibid.*

Montréal Pool Room, présent sur le boulevard depuis 1912, l'épicerie Main's Importation en place depuis 1912 et le café Cléopâtre, fondé en 1975. Les partis d'opposition, comme Projet Montréal, dénoncent aussi la disparition des petits commerces :

« Alors que le nouveau PPU souhaite un quartier qui soit vivant 24 heures par jour et sept jours sur sept, cette opération s'est traduite par la fermeture de commerces bien vivants qui faisaient l'identité de la Main : de petits restaurants tels que la Frite Dorée et le Las Vegas, des clubs et bars populaires comme le Dôme et The Saints, des boutiques spécialisées de lingerie et de matériel informatique, et une épicerie spécialisée dans l'importation de produits du Moyen-Orient<sup>126</sup> ».

**Figure 5.13. L'îlot Saint-Laurent / Monument-National au sein de l'actuel Quartier des Spectacles**



<sup>126</sup> Projet Montréal, 8 novembre 2012, Mémoire présenté à l'OCPM dans le cadre des consultations publiques sur le projet de programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des spectacles – pôle du Quartier latin, « Conserver des salles de spectacles dans le quartier des spectacles ».



La majorité des mémoires et interventions lors de la consultation publique dénoncent le projet du quadrilatère et le rapport de l'OCPM demande au promoteur de prendre en compte les nombreuses critiques<sup>127</sup>. Après la grande consultation publique de juin 2009 qui a attiré de très nombreuses personnes, et la relance des projets revus et corrigés en février 2010 par le promoteur Angus, l'arrondissement de Ville-Marie, en partenariat avec la Société des arts technologiques, a organisé trois événements participatifs d'avril à mai 2010<sup>128</sup>, dans le cadre de l'événement « Saint-Laurent'dez-vous ». Du 1er au 15 avril 2010, l'arrondissement installe un télématon le long du boulevard afin de recueillir et d'enregistrer les avis et idées des passants sur le boulevard Saint-Laurent. L'arrondissement anime également en mai 2010 à la Société des arts technologiques, la soirée Pecha Kucha<sup>129</sup>, avec tous les acteurs du milieu, concernés par la revitalisation du boulevard Saint-Laurent et de ses abords. Dans ces rencontres, qui ont lieu trois à quatre fois par an à la Société des Arts technologiques, chacun peut présenter selon un format défini (20 diapositives projetées chacune pendant 20 secondes) une réflexion ou un projet. La soirée a pour objectif de collecter les visions et les commentaires des intervenants sur la revitalisation future du boulevard Saint-Laurent et de ses abords. Le lendemain, l'arrondissement organise des visites guidées et une exposition des projets des étudiants en architecture de l'Université de Montréal : « Les voix du boulevard ». L'arrondissement Ville-Marie et la Ville de Montréal semblent prendre en compte les récits des habitants et les impliquer comme porteurs de projet. Pour autant, certains habitants, dont ceux qui ont participé aux Saint-Laurent'dez-vous et aux consultations publiques, soulignent l'hypocrisie et la « contradiction » de cette démarche qui prend des avis sans les suivre ou décide du contraire des idées proposées (entretien, 31 août 2012). Des groupes d'oppositions ont fait entendre leurs voix par d'autres biais.

L'opposition au projet a pris forme à l'occasion des consultations publiques sur le plan d'aménagement du quadrilatère Saint-Laurent. Certains propriétaires des bâtiments, des habitants, des professeurs se sont regroupés autour du Café Cléopâtre, un des derniers vestiges du *Red Light*, pour créer l'association *Save the Main*. La coalition s'est formée de manière informelle comme le relate un des membres : (entretien, 31 août 2012)

---

<sup>127</sup> Sara Champagne, « Un rapport critique le projet du Red Light », 6 août 2009, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/200908/05/01-890111-un-rapport-critique-le-projet-du-red-light.php>, site consulté le 12 mai 2014. Dans les mémoires qui soutiennent le projet, celui de Lorraine Pintal, directrice du théâtre du Nouveau Monde, la compagne de Christian Yacarini, de la société de développement Angus.

<sup>128</sup> Arrondissement Ville-Marie, Saint-Laurent'Dez-Vous, « les voix du boulevard », Perspectives et plan d'actions 2011, Montréal.

<sup>129</sup> PechaKucha est une expression japonaise voulant dire « le son de conversations ». Créées en 2003 à Tokyo, par la firme *Klein Dytham architecture*, les soirées PechaKucha, sorte de plateforme d'échanges et de rencontres, existent aujourd'hui dans de très nombreuses villes dans le monde.

« Mais *Save the Main*, c'était pas encore *Save the Main* aux consultations, c'était la gang de Cléo qui était là pour représenter le Cléo parmi tous les autres intervenants. Il y avait aussi 3-4 personnes pour représenter Montréal Pool Room. Moi j'y étais allé juste comme citoyen (...) Bref, j'étais venu comme individu et architecte, urbaniste : j'ai résumé plusieurs choses : votre projet est pas réaliste, pas faisable. Je suis arrivé avec une certaine force dans mes propos. J'ai aussi demandé à Yacarini<sup>130</sup> pendant la période de questions : c'est quoi ton plan B au cas où tu te retrouves avec tous ces bâtiments mais là, Hydro n'est pas locataire : tu construis quelque chose et tu cherches d'autres locataires ? Il a dit : "Non, on n'a pas de plan B : c'est Hydro ou zéro". C'était suite à cette intervention là, il y avait un intermission, ils sont tous venus me voir : "hey, joins toi à nous, c'était trop bon" puis moi aussi j'avais aimé ce que eux autres avaient dit. Et puis, "viens à Cléo après, on va se parler". On avait aussi amené le propriétaire de Montréal Pool Room. C'est un peu là que ça a pris naissance. Je pense que c'était en mai 2009 ».

La coalition *Save the Main* regroupe le propriétaire du Café Cléopâtre et certains de ses travailleurs comme des performeuses ou artistes du burlesque (encadré 5.3.), des architectes-urbanistes, des professeurs, comme Viviane Namaste, titulaire de la Chaire de recherche sur le VIH/Sida et sur la santé sexuelle à l'institut Simone de Beauvoir (Université Concordia), qui a aussi été engagée au sein de l'organisme Cactus. Si l'opposition a obtenu l'abandon du projet et la non-expropriation du café Cléopâtre<sup>131</sup>, c'est sans doute grâce à l'engagement de personnes au-delà du cercle du Cléopâtre. Comme le dit l'un des membres de *Save the Main*, les autres propriétaires, représentatifs de la diversité culturelle sur le boulevard, étaient moins forts par rapport à la pression de la société Angus (entretien, 31 août 2012) :

« Importation Main, ils étaient libanais, le propriétaire habitait toujours au Liban. Même chose pour Montréal Pool Room, c'est des bulgares, le propriétaire et tous les employés sont bulgares. Ils parlaient pas très bien ni français ni anglais. J'essayais de leur dire : écoutes, il n'y a plus de menace, il n'y aura pas de deal parce que tout va être arrêté. Mais ils ont eu peur là, ils ont vraiment été menacés par lui. Et ils disaient "écoute, on n'a pas l'argent de Johnny pour aller en court, pour prendre un avocat. On ne veut pas prendre de risques. Le gars arrête pas de nous dire qu'on aura rien si on ne prend pas son offre" ».

Ces personnes souhaitent conserver les anciens bâtiments et commerces pour assurer une continuité avec le passé et ne pas perdre « l'échelle humaine de cette zone<sup>132</sup> ». Ils refusent la rupture dans le récit urbain proposée par les nouveaux projets, en prônant l'authenticité du quartier et des commerces installés sur le boulevard et en mettant en avant leurs pratiques et leurs vécus. Les « anti-quadrilatère » cherchent à préserver le secteur et le nom même de « *Red Light* »

---

<sup>130</sup> Christian Yacarini est le promoteur de la société de développement Angus.

<sup>131</sup> Jean-Christophe Laurence, « La victoire de Cléopâtre, célèbre bar de danseuses », 26 mars 2011, *La Presse* : <http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201103/26/01-4383462-la-victoire-de-cleopatre-celebre-bar-de-danseuses.php>, et Jeanne Coriveau, « Montréal renonce à exproprier le Café Cléopâtre », 11 mars 2011, *le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/318514/montreal-renonce-a-exproprier-le-cafe-cleopatre>, sites consultés le 12 mai 2012.

<sup>132</sup> Entretien et Louis Rastelli (auteur et administrateur, Archive Montréal) et Geneviève Boyer, (Coordonnatrice au Marketing, Technicolor, Services Créatifs), 3 juin 2009, Mémoire, quadrilatère Saint-Laurent, p. 1.

en lieu et place de celui de « Quartier des Spectacles », promu par la municipalité et les promoteurs. Les détracteurs du projet font usage du patrimoine comme stratégie de défense des bâtiments du *Red Light*. La coalition *Save the Main* envisage la promotion du patrimoine du burlesque sur le boulevard par de l'art public (placer une statue de Lili St-Cyr à l'angle Sainte-Catherine / Saint-Laurent), et la valorisation de l'inscription au patrimoine fédéral en utilisant un des bâtiment près du Monument-National pour en faire un musée. En se basant sur l'identité du *Red Light*, ils proposent un plan de réhabilitation du bâti, un projet patrimonial et touristique. Les modes d'action sont divers : visites urbaines, mobilisation par les réseaux sociaux (facebook et blog), actions dans le quartier, affichage dans les rues, recours en justice, etc. Ils ont également organisé une marche funèbre pour protester contre la démolition du quartier : cette marche est une forme d'enterrement du vieux *Red Light* « jouée » par les membres de *Save the Main*. Ces actions multiples permettent de faire connaître les enjeux du secteur du *Red Light* et de la destruction du quartier. Elles visent aussi à faire émerger une conscience patrimoniale et, au-delà, à mobiliser les citoyens contre les aménagements prévus.

### Encadré 5.3. Une soirée au Cléopâtre

J'ai cherché à rencontrer les personnes impliquées dans le regroupement *Save the Main*, notamment celles qui travaillent ou fréquentent le café Cléopâtre. Le café comprend un club de strip-tease au rez-de-chaussée et une salle de spectacles à l'étage, utilisée pour divers événements, du burlesque au festival *fetish*. François, fondateur et organisateur du week-end *fetish* à Montréal Club Sin et d'autres soirées ayant lieu au Cléopâtre fait partie des personnes les plus impliquées dans les actions que mènent *Save the Main* contre les projets du promoteur Angus. Début juillet 2013, un premier rendez-vous est prévu aux alentours de 22h mais François me rappelle le jour même pour décaler l'entretien aux alentours de 23h30 parce que, me dit-il, je dois comprendre l'ambiance du Cléopâtre, et en faire ma propre expérience. Intriguée, tout autant qu'intimidée, j'accepte et arrive à l'heure dite au second étage où une soirée *fetish* bat son plein. J'explique au videur que je dois rencontrer François à propos du café et de sa possible démolition. Il accepte de me faire rentrer, indiquant que je « ne suis vraiment habillée pour l'occasion » (ma tenue faisait pâle figure dans le défilé de déguisements, cuirs, clous, chaînes et autres parties du corps à nu). M'installant au bar, le videur m'annonce que François est parti se promener dans le quartier, comme à l'habitude lors de ses soirées. Pendant une heure et demie, j'ai pu observer le chassé-croisé d'une cinquantaine d'hommes et de femmes et de cinq ou six travestis se mouvant dans la salle ou sur la scène centrale au rythme de la musique électro. Je cherche à glaner quelques informations sur le lieu et la soirée, mais la barmaid ne peut me renseigner, puisqu'elle effectue un remplacement pour l'occasion. J'échange quelques mots avec un des participants de la soirée, « un peu plate » à son goût. Cet

« hypnotiseur dans le domaine médical », auteur lui-même de quelques performances à ses heures perdues, est bien au courant des menaces qui pèsent sur le Cléo : il s'est déjà rendu à plusieurs réunions à ce sujet. Vers minuit et demi, un spectacle commence, fait de plusieurs scénettes : dans l'une d'elle, une femme porte un costume de cuir d'infirmière et fait mine de fouetter deux hommes, l'un déguisé en chat, l'autre en chien.

Sur le point de renoncer, je sors de la salle et tombe sur François. Nous montons au troisième étage, dans les loges du café Cléopâtre, bien plus éclairées et silencieuses pour commencer l'entretien. Un entretien qui est très souvent interrompu par toutes les personnes qui passent par là pour aller sur la terrasse prendre l'air ou fumer. La plupart connaissent François, discutent, prennent un coupon pour une boisson, parlent du week-end *fetish* ou des autres soirées à venir. François m'explique alors qu'il s'est engagé contre le projet du quadrilatère par « obligation morale » : « Le propriétaire, c'est un immigrant venu de Grèce qui a bâti tout ça à partir de rien du tout. C'est un honnête contribuable, un payeur de taxes. Donc en faisant ça, on envoie un message à tous les immigrants de tous les endroits. On envoie un précédent : sans rentrer dans quelque chose de très politique, c'est qu'on déplace des commerçants qui sont déjà là ». La lutte qu'il a menée pendant près de deux ans et demi a eu des répercussions sur l'aspect créatif de son travail. Le café Cléopâtre pour lui, où il travaille depuis huit ans, ce n'est « pas vraiment un lieu de travail, c'est plus une cuisine. C'est un moyen de garder un œil, de garder un pouls sur la rue, sur les artistes, sur la clientèle, pour savoir c'est quoi les cycles de tendances, les engouements du moment ». Mais quand je lui demande de m'expliquer plus en détail les actions qu'il a menées contre l'expropriation du Cléopâtre, il répond qu'il serait « litigieux » de m'en parler : « mais j'ai parlé aux avocats, à la Ville de Montréal. Si on n'avait pas eu gain de cause, j'aurais été voir les enquêteurs sur la corruption. J'ai posé les bons gestes pour gagner. ». Il m'a été impossible d'en savoir plus, François laissant un voile de mystère sur les personnes impliquées dans cette corruption. Pour finir, il me conseille d'aller voir « Johnny » qui selon lui a une « sagesse de la rue ».

En descendant au rez-de-chaussée, je demande à parler au propriétaire du Cléopâtre : Johnny Zouboulakis, qui est présent dans son club de strip-tease tous les soirs. Le videur ne me fait pas entrer dans le club, mais me demande de l'attendre dehors. Nous échangeons pendant une quinzaine de minutes. Johnny m'explique combien la *Main* est la « place » idéale : « C'était là que tout a commencé quand le Québec était très religieux et qu'il n'y avait pas le droit au divertissement, c'était la place pour le *nightlife*, pour les bars, les *party*. C'était la place parfaite pour ça. Mais démolir les bâtiments, ça va tout changer la *Main* ». Il ajoute vouloir faire partie du Quartier des Spectacles, en continuité avec le passé du *Red Light*, mais que la Ville et le promoteur Angus cherchent à le mettre de côté, alors qu'il est propriétaire du Cléo depuis 25 ans. Il est près de 3h quand je quitte Johnny : le boulevard Saint-Laurent est encore animé à cette heure de la nuit.

Un comité particulier s'est constitué au sein de cette association pour faire du lobbying auprès des politiques, des partis municipaux d'opposition (Projet Montréal et Vision Montréal), mais aussi auprès des circonscriptions provinciales (Sainte-Marie-Saint-Jacques) et fédérales (Westmount-Ville-Marie et Laurier-Sainte-Marie)<sup>133</sup>. Enfin, sous forme de boutade, l'association a même écrit au prince Charles pour lui demander d'intervenir<sup>134</sup>. Ces appels aux différents niveaux de gouvernement sont restés sans réponse, tandis que leur présence dans les médias et la bataille sur le plan juridique a été plus fructueuse<sup>135</sup>. À l'image de qui se passe sur l'ensemble du boulevard Saint-Laurent, les échelles décisionnelles supérieures ne jouent pas en faveur d'une conservation, alors qu'il existe un consensus sur l'importance patrimoniale du boulevard, comme le souligne le directeur de l'association patrimoniale la plus importante de Montréal, *Héritage Montréal* (entretien, 27 juin 2012) :

« Mais là, dans ce cas ci, on est dans un lieu où il y a une reconnaissance sociale de la rue St Laurent ; le Monument National, c'est un emblème connu, apprécié, aimé. On est dans un secteur où on a les trois ordres de gouvernement qui se sont entendus sur l'intérêt patrimonial, C'est pas un intérêt vague là, c'est patrimonial. Il y a une aire de protection du gouvernement du Québec, ya la Ville qui décrit l'endroit comme d'intérêt patrimonial qui a même inclus dans le règlement adopté en 2009 pour aider le projet du Quadrilatère Saint-Laurent, ils ont inclus les conditions de maintien in situ des façades patrimoniales. On est dans un arrondissement fédéral. Bon, c'est juste un titre honorifique mais quand même. On ne peut pas dire qu'on est dans l'univers du doute sur l'intérêt patrimonial, on est dans le 100%. En plus, on a investi 120 millions de \$ publics à côté pour améliorer le Quartier des Spectacles. Ce n'est pas rien, mais c'était basé notamment sur l'amélioration de l'espace public. Et puis, là, on va faire des trous, pas de projets. On est en train de démolir des bâtiments qui ne mériteraient pas de l'être. On détruit une enfilade qui devrait être maintenue ».

L'association a d'ailleurs tenté d'en appeler aux niveaux supérieurs de gouvernement pour protéger l'îlot Saint-Laurent, par des lettres directes aux politiques et en passant par les médias. Dans une lettre ouverte parue conjointement dans *Le Devoir* et *The Gazette*, Dinu Bumbaru, directeur des politiques chez Héritage Montréal, et Phyllis Lambert, directeur fondateur et président du conseil des fiduciaires du Centre canadien d'architecture, demandent « de suspendre l'exécution de tout ordre ou autorisation de démolir les bâtiments ou façades d'intérêt patrimonial sur l'îlot du Monument-National<sup>136</sup> ». Cette démarche est plutôt rare. Auparavant, Héritage Montréal avait publié une lettre ouverte pour le Mont-Royal, sur Griffintown en 2008 et le pont Champlain en 2011. La fondation Héritage Montréal a enfin

---

<sup>133</sup> Comme évoqué dans le chapitre 1, les partis politiques municipaux locaux ne sont pas affiliés aux partis nationaux québécois, ni aux partis fédéraux.

<sup>134</sup> Voir le site de l'association Save the Main : <http://www.savethemain.com/intro.htm>, consulté le 10 septembre 2013.

<sup>135</sup> Entretiens avec des membres de l'association Save the Main, 2012.

<sup>136</sup> Lambert P. et Bumbaru D., Lettre ouverte : « Revitalisation du patrimoine - Sauvons le boulevard Saint-Laurent! », samedi 7 avril 2012, *Le Devoir*.

inscrit l'îlot Saint-Laurent/ Monument national (entre le 1190 et le 1220 boulevard Saint-Laurent) sur la liste des sites du patrimoine en danger en 2012 et à nouveau en 2013<sup>137</sup>. Les membres d'Héritage Montréal listent les menaces pour le site comme étant le manque d'entretien des bâtiments et l'action néfaste de la Société de développement Angus qui a vidé les bâtiments de ses occupants, « affectant ainsi leur condition physique autant que l'animation du secteur ». Le responsable d'Héritage Montréal souligne le problème des pierres de la démolition, que l'association souhaite voir conserver (entretien, 27 juin 2012). Plus encore, il craint que la démolition ne laisse un terrain vacant, par manque de consensus autour d'un projet remplaçant les bâtiments, c'est-à-dire « en attente qu'un projet de qualité respectueux de l'identité et du patrimoine du boulevard Saint-Laurent et du Monument National, ce qui serait incohérent avec l'investissement massif de fonds publics pour la revitalisation du Quartier des spectacles ». Les enjeux soulignés sont bien ceux de la « crédibilité des protections gouvernementales et municipales accordées au patrimoine<sup>138</sup> ». D'autres personnes, impliquées dans le dossier, ont aussi fait entendre leurs voix dans les médias afin de souligner l'importance patrimoniale de l'îlot, comme des urbanistes, des professeurs d'architecture<sup>139</sup> ou encore des journalistes qui relaient les avancées et retours en arrière du projet, se rangeant souvent du côté des défenseurs du patrimoine<sup>140</sup>.

Les associations et les habitants souhaitant voir le patrimoine protégé et la mémoire des lieux préservée se sentent dépossédés du boulevard par les trois échelles du pouvoir (ville, province et fédéral). Ils se mobilisent autour du patrimoine du boulevard Saint-Laurent en construisant contre les institutions un « nous » montréalais<sup>141</sup> au sein duquel les différents niveaux de gouvernement sont rangés dans la même catégorie que les promoteurs (ceux en charge du projet de tour de bureaux par exemple) et que certains propriétaires ayant laissé leurs bâtiments à l'abandon et donc aux pics des démolisseurs. Ils sont vus comme lointains, voire étrangers ou résidant à l'extérieur, ou plus exactement comme ne connaissant pas Montréal. On retrouve là un

---

<sup>137</sup> Voir site de Héritage Montréal : <http://www.heritagemontreal.org/fr/ilot-saint-laurentmonument-national/>, site consulté le 16 juillet 2013.

<sup>138</sup> Lambert P. et Bumbaru D, *op. cit.*

<sup>139</sup> Jacques Lachapelle - Professeur titulaire à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, « Le quadrilatère Saint-Laurent. Une planification urbaine déréglée », 15 juin 2009, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/non-classe/255138/le-quadrilatere-saint-laurent-une-planification-urbaine-dereglee>, site consulté le 10 mai 2014.

<sup>140</sup> Odile Tremblay, « Les fantômes de la Main », 11 février 2012, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/342418/les-fantomes-de-la-main>, site consulté le 14 mai 2014.

<sup>141</sup> Cf. supra. Chapitre 2. La construction du « nous » montréalais autour du patrimoine du quotidien du boulevard, pp. 128-151.

des traits analysés par Martin Drouin pour la sauvegarde du patrimoine en général à Montréal (2005) et un des traits de la protection du patrimoine du boulevard dans son ensemble.

Les niveaux supérieurs de gouvernement se renvoient la responsabilité tant au niveau de la protection que de la destruction des édifices. L'îlot, dans l'aire de protection du Monument-National, relèverait du provincial selon le gouvernement fédéral, et inversement, le gouvernement provincial fait valoir que le boulevard Saint-Laurent est un « arrondissement historique national » fédéral. La sécurité publique, invoquée par la Ville de Montréal, a en outre servi d'argument à la municipalité et au gouvernement provincial pour la démolition des bâtiments (risques d'incendies ou d'écroulement). La loi sur la sécurité civile<sup>142</sup> prime sur la loi sur le patrimoine : on détruit la façade dès qu'elle devient dangereuse plutôt que de la restaurer au vu des risques d'incendies ou d'accidents. Enfin, de nombreuses personnes contre le projet dénoncent l'absence de contrôle des transactions immobilières et la spéculation dans le secteur. Elles partagent également leurs soupçons de corruption dans l'affaire, dans un contexte de scandale montréalais concernant l'octroi de contrats publics dans l'industrie de la construction<sup>143</sup>.

Comme le boulevard a été patrimonialisé pour son cosmopolitisme au niveau fédéral et municipal, l'outillage en matière de protection est encore plus faible pour le *Red Light* : celui-ci répond à d'autres logiques et ce passé n'est pas une mémoire à conserver et à mettre en valeur pour la ville. On retrouve les velléités précédentes de transformer en profondeur cet espace en détruisant le bâti et en « nettoyant » le secteur. Les habitants contre les projets de la société Angus acceptent une réhabilitation du secteur, mais refusent l'expulsion de certains commerces et les démolitions. La démarche des participants à la consultation publique et opposants au projet rappelle celle du mouvement de la « rénovation douce » ou « en douceur » à Kreuzberg (centre de Berlin - Ouest) dans les années 1980<sup>144</sup>. En fait, ce sont différentes définitions du patrimoine qui s'opposent dans cette lutte. L'imbrication du patrimoine immatériel et du patrimoine bâti au cœur de l'îlot Saint-Laurent entraîne également des difficultés quant aux types d'action développées : la démolition des bâtiments efface certaines mémoires des lieux.

---

<sup>142</sup> Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3)

[http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/S\\_2\\_3/S2\\_3.html](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/S_2_3/S2_3.html), site consulté le 10 mai 2014.

<sup>143</sup> La Commission d'enquête Charbonneau, mise en place en 2011 par le gouvernement provincial libéral de l'époque, afin d'enquêter sur les activités de corruption, a d'ailleurs aboutie à la démission du maire de Montréal, Gérald Tremblay, du parti Union Montréal, à la fin de l'année 2012.

<sup>144</sup> Ce mouvement s'oppose à la « rénovation au couteau » (Cuny, 2010) et critique le modernisme. Les militants de ce mouvement cherchent au contraire à conserver les quartiers populaires, avec une véritable participation de la part de la population (Vittu, 2012).

#### 5.4.2. Des mémoires effacées au profit d'une nouvelle identité « culturelle »

Cette opposition au projet repose notamment sur l'idée selon laquelle la destruction des bâtiments, justifiée par l'embellissement et la modernisation dans le cadre d'un Quartier des spectacles d'importance internationale, revient à gommer certaines mémoires du *Red Light*. Selon les « anti-quadrilatère », les démolitions ne peuvent qu'entraîner la disparition de certaines strates historiques, sociales ou urbanistiques, et donc des mémoires liées à ces strates. Quelles actions mémorielles peuvent être menées pour préserver la mémoire des lieux sans le bâti ?

Avec les démolitions d'une partie du boulevard Saint-Laurent, les traces visibles de la mémoire du *Red Light* s'évanouissent : « à travers la dialectique patrimonialisation/démolition nous est donc donnée une vision de l'histoire et du temps présent, qui est largement celle des dominants, celle des pouvoirs successifs. Une vision qui tend à effacer, à occulter les mémoires honteuses, douloureuses, celles de l'exploitation, de la persécution de certaines populations » (Veschambre, 2008 : 287). Un défi s'impose aux associations du patrimoine, d'autant que pour certains, les mises en valeur qui « ne participent pas de la matérialité du lieu (...) ne peuvent constituer le support d'une appropriation identitaire du site, d'un rassemblement et d'une légitimation du groupe » (Veschambre, 2008 : 248). Plusieurs initiatives, dématérialisées ou déterritorialisées, de publications, de réalisations de films ou d'expositions, se développent. Le Centre d'histoire de Montréal propose en 2012-2013 une exposition sur les « Quartiers disparus » avec des témoignages des anciens habitants du *Red Light*. L'exposition s'attache à l'ancien quartier résidentiel du *Red Light*, remplacé en 1959 par les Habitations Jeanne-Mance<sup>145</sup>. « La collecte mémorielle fait émerger la nostalgie d'un temps révolu mais ne débouche jamais sur l'évocation du temps présent et sur la projection dans l'avenir. En s'inscrivant dans le temps de la démolition, cette collecte mémorielle accompagne une rupture, entérine l'effacement des traces » (Veschambre, 2008 : 263). La nostalgie entourant la disparition de ces strates anciennes n'est pas tant un regret mélancolique qu'une réaction face aux transformations rapides de l'espace urbain. Certains s'inquiètent de ces changements en cours, qui entraîneraient la perte du côté « croche » et « canaille » du boulevard. « Avant, il y avait des *peep show* et on veut remplacer cela par des activités artistiques bon chic bon genre, on vient tuer l'ambiance de la *Main* », déplore un urbaniste, ancien conseiller en aménagement à la municipalité de Montréal (entretien, mars 2007). Une historienne, qui travaille dans l'aménagement à la municipalité centrale, regrette la fermeture de nombreuses petites boutiques si bien que « la rue perd son authenticité, même si l'on court toujours après un avant mythifié » (entretien, 6 mai 2013).

---

<sup>145</sup> Site du centre d'histoire de Montréal :

[http://ville.montreal.gc.ca/portal/page?\\_pageid=8757,97685570&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.gc.ca/portal/page?_pageid=8757,97685570&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 12 mai 2014.



Certains voient d'abord la destruction du côté ouest du boulevard comme une manière de gommer les mémoires anglophones. Un des membres de *Save the Main* explique ainsi (entretien, 31 août 2012) :

« Et il y a beaucoup de désir de venir à l'ouest et de jeter par terre, de tout reconstruire. C'est une façon aussi d'effacer les mémoires un peu des quartiers anglophones. En fait, tout le complexe Desjardins et la place des Arts étaient un quartier ouvrier anglophone des années soixante. Et il n'y a quasiment aucune trace de ça, tout a été mis à terre et reconstruit ».

D'autres voient l'initiative du Quartier des Spectacles comme une manière d'effacer les mémoires liées au *Red Light*, avec la disparition des derniers lieux représentatifs de ces activités, notamment le Café Cléopâtre. C'est pourquoi l'association *Save the Main* est composée à la fois de chercheurs sur les sujets liés aux travailleuses du sexe, afin de rendre compte de ces mémoires particulières, et de personnes cherchant à intégrer le burlesque dans la mémoire du quartier de l'ancien *Red Light*, comme une des identités de l'actuel Quartier des Spectacles. Cette activité serait alors une sorte de renaissance et une opportunité touristique pour le quartier. Un habitant du Plateau Mont-Royal, écrivain, se remémore ainsi le passé du quartier (entretien, 31 août 2012) :

« Mais avant ça, faut pas oublier, tout au long des années 80, sur le coin de Saint-Laurent et de Sainte Catherine, sur le côté, il y avait un Burger King. Et l'autre côté, c'était Harvey's qui est une autre chaîne de burger. Et ils étaient très très très fameux parce que c'est un mangeant un burger peu importe à l'un ou l'autre de ces restaurant là qu'on avait toute une vue sur le *Red Light*. C'était rempli de clients et de prostitués de très bas de gamme souvent et des sans abris qui passaient des journées complètes, des soirées complètes. En fait, les 2 étaient ouverts 24h sur 24 h. et ça donnait vraiment une atmosphère. Ça c'était vraiment, ça faisait partie du *Red Light*. Si tu mentionnes à des gens de 35 et plus : "et te rappelles-tu le Burger King sur Saint-Laurent-Sainte Catherine ?" Oh, tout le monde se rappelle de s'être arrêté là à 3h du matin en sortant des bars et de voir vraiment des personnages assez particuliers.

Sur l'autre côté de la rue, il est encore là : l'hôtel Boléro. Tu payes les chambres à l'heure, c'est toujours indicatif de quelque chose quand les chambres se louent à l'heure... Donc c'est un petit peu dans ces deux restaurants là que l'action se faisait et puis tu voyais le gens partir du bord de la rue pour aller à l'hôtel Boléro. C'était très coloré à l'époque. Et où qu'il y a maintenant le 2.22, à la même époque, c'était un dépanneur sur le coin qui était cool. C'était je pense au moins 100 ans qu'il y avait un dépanneur face à l'arrêt du 55. »

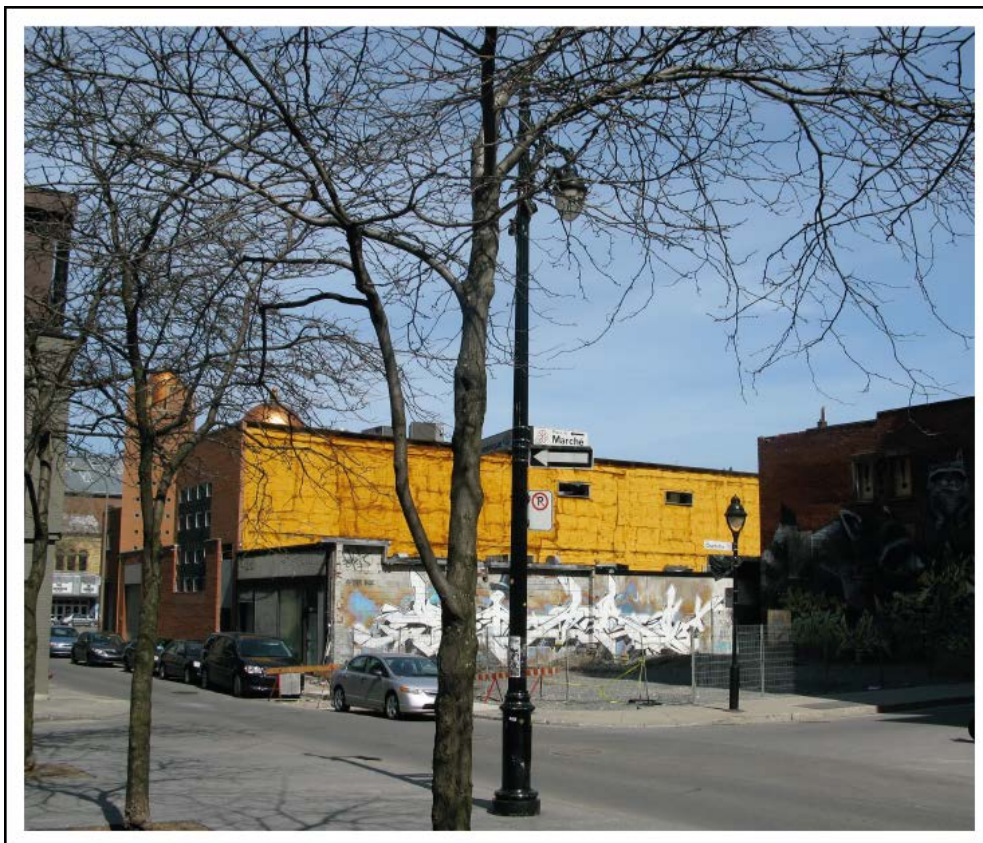
En outre, les documents de la Ville et du promoteur mettent en outre rarement en avant les mémoires cosmopolites du boulevard. Les propriétaires des magasins qui ont dû se déplacer (comme le Montréal Pool Room), fermer (Main's Importation) ou qui étaient menacés (Café Cléopâtre) étaient souvent d'origine étrangère : bulgare, libanaise ou encore grecque. Certains mémoires déposés lors de la consultation publique, comme celui de Jean-Dominique Leccia<sup>146</sup>, évoquent un « quartier populaire organisé autour du mouvement des passants aux origines diverses » et déplorent le manque de prise en compte de cette diversité dans le projet de tour de bureaux. Cet habitant de la rue Charlotte explique que cette diversité est liée à la présence des habitations Jeanne-Mance, surtout habitées par des migrants (entretien, 16 novembre 2011). Une

---

<sup>146</sup> Jean-Dominique Leccia, résident, Mémoire Rêveries d'un flâneur solitaire.

urbaniste qui travaillait au service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville retient aussi la forte présence de la communauté musulmane (avec la mosquée Al-Omah Al-Islamiah au coin des rues Saint-Dominique et Sainte-Catherine, fig. 5.14.) : « ils viennent dans cette portion entre le quartier Chinois et le *Red Light* parce que c'est encore abordable et ils sont aux deux plaques tectoniques de Montréal » (entretien, mars 2007).

**Figure 5.14 La mosquée Al-Omah Al-Islamiah au coin des rues Saint-Dominique et Sainte-Catherine.**



Vue depuis la place de la Paix sur le boulevard Saint-Laurent. Un de ses murs est recouvert d'une murale réalisée par Simon Bachand depuis 2006<sup>147</sup> (Photographie : M-L Poulot, 2013).

L'abandon du projet prenant en compte l'apport de la communauté juive au boulevard Saint-Laurent devient un révélateur de la faible prise en compte de l'aspect cosmopolite dans les actions de la municipalité ou des promoteurs. Le projet concernait le terrain à l'angle des boulevards De Maisonneuve et Saint-Laurent, à la sortie du métro Saint-Laurent. La Ville de Montréal a d'abord approuvé une promesse de vente de ce terrain en septembre 2004 à l'organisme à but non lucratif *Le Musée Juif de Montréal*, pour construire un musée sur la communauté juive de Montréal : « l'organisme *Musée Juif de Montréal* désire localiser le musée à cet

<sup>147</sup> Site du Service de Police de la Ville de Montréal : <http://www.svvm.gc.ca/fr/jeunesse/ado-Graffitis.asp>, site consulté le 11 août 2014.

endroit pour sa valeur symbolique. Ce lieu patrimonial de la “Main”, espace d'accueil de nombreux immigrants juifs, témoigne de la vitalité commerciale et culturelle de la communauté juive<sup>148</sup> ». La Direction du développement culturel de la Ville évoque d'ailleurs en 2008 le terrain actuellement vacant où se trouvait, il y a un siècle, la synagogue Beth Jehuda, au 20, de la Gauchetière Est<sup>149</sup> » pour un monument ou un musée commémorant la forte présence juive au début du XXe siècle. Mais le projet est resté lettre morte : objet des convoitises de l'Université du Québec à Montréal pour son expansion, la ville décide finalement de le conserver « à des fins principalement institutionnelles et culturelles », ce qui constituerait « un des gestes prioritaires qui permettra de revitaliser le boulevard<sup>150</sup> ». Le « culturel » l'emporte donc ici sur le « multiculturel ».

Enfin, certaines mémoires liées à la pauvreté et notamment aux maisons de chambre (ou meublés) disparaissent avec la démolition des bâtiments de l'îlot Saint-Laurent<sup>151</sup>. Un projet de recherche, mené depuis 2010 en partenariat avec le Service aux collectivités de l'UQAM, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de *Montréal* (RAPSIM), est en cours à la suite des travaux de la Commission populaire sur la sauvegarde des maisons de chambres à Montréal. La Ville de Montréal a accepté la demande du RAPSIM pour produire un recensement des maisons de chambre dans les arrondissements de Ville-Marie, Plateau-Mont-Royal et Hochelaga-Maisonneuve<sup>152</sup>. Ces maisons de chambre du secteur jouxtaient des bars anciens, dont le seul restant est le Midway sur le côté Est du boulevard. Un habitant et membre de *Save The Main* revient sur ces morceaux de passé (entretien, 31 août 2012) :

« Moi ce que je trouve triste, c'est les bars comme Peters, il y avait Alouette, y'en avait un troisième. Les trois fameux places de Hot Dog, il n'y avait pas que Montreal Pool Room, il y avait Frites Dorés et Coin doré qui étaient là depuis les années 30-40-50. C'est toutes des places avec des longues histoires. Et chacun étaient... comme chez Peters où j'ai réussi à écrire des anecdotes. Avec une bonne portion de l'histoire mais y'en a beaucoup d'autres qu'on a perdu.

---

<sup>148</sup> Voir site de la Ville de Montréal :

[http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_dad=portal&\\_pageid=5798,42657625&\\_schema=PORTAL&id=2493&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt\\_vdm\\_fr/rep\\_annonces\\_ville/rep\\_communiques/communiques](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_dad=portal&_pageid=5798,42657625&_schema=PORTAL&id=2493&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiques/communiques), site consulté le 11 août 2014.

<sup>149</sup> Bernard La Mothe pour la Direction du développement culturel (SDCQMVDE), Ville de Montréal, octobre 2008, « Dans la suite et au-delà du Programme particulier d'urbanisme. Le micro-aménagement du Quartier des Spectacles », Etude préliminaire.

<sup>150</sup> Stéphane Baillargeon, « Le Cinéma Parallèle déménagera », 4 avril 2009, *le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/politique/villes-et-regions/243822/le-cinema-parallele-demenagera>, site consulté le 19 mai 2014 ; voir aussi le PPU Quartier des Spectacles, pôle Quartier latin, 2013, p. 62.

<sup>151</sup> Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal souligne que la disparition des maisons de chambre est un phénomène largement répandu à Montréal. Sur ces liens entre mémoires, immigration et meublés à Paris, voir Barrère Céline et Lévy-Vroelant Claire, 2012, *Hôtels meublés à Paris. Enquête sur une mémoire de l'immigration*, Paris, Créaphis.

<sup>152</sup> Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, mai 2012, Bilan des activités 2011-2012.

Il y avait quelques maisons appartements, presque les derniers à Montréal où c'était presque toutes des hommes célibataires, ce qu'ils appellent le *rooming house*, vraiment à l'ancienne. C'était quasiment tous des alcooliques, des personnes âgées, qui descendaient tous les jours de leur chambre pour aller à Peters, ou à Alouette ou à Midway, boire toute la journée et retourner à leur chambre. Et le staff de tous ces bars là connaissait leur numéro de chambre. Parfois ils étaient obligés de les raccompagner. Vraiment on parle d'une histoire et d'un milieu très riche. C'est précieux dans le sens que ça existe plus. Ya peut-être quelques autres coins semblables à Montréal, mais c'est triste de les voir forcés dehors et non de graduellement changer et devenir un autre quartier. »

La lente détérioration des bâtiments (leur abandon, la mise en place de barricades puis leur démolition) n'a peut-être pas permis une mobilisation en lien avec une démolition spectaculaire. Le directeur d'Héritage Montréal parle de lente « digestion du bâtiment » (entretien, 27 juin 2012) (fig. 5.15.). Cependant, les opposants au projet auraient souhaité une revitalisation lente du boulevard, en évoquant celle du Plateau ou celle du Vieux-Montréal, en soulignant que la plupart des commerces présents en 2009, avant le début des expropriations, fonctionnaient plus ou moins bien. Marc, membre de *Save the Main*, explique ainsi (entretien, 31 août 2012) :

« Il faut dire aussi qu'il y avait aussi une autre source de frustration par rapport aux années 90 et même aux années 80 : il y avait tout un élan sur le block. Cléo même disait : "on a de plus en plus de réservations pour la salle en haut" et ils faisaient plus de pièces de théâtre et d'activités. Montreal Pool Room disait que le business était mieux que jamais : en fait, les clients étaient majoritairement des employés d'Hydro-Québec : il y en a énormément qui mangeaient là tous les jours. Le Club Opéra était rendu le plus prestigieux dans toute la ville. Il y avait un restaurant indonésien qui était rendu installé entre deux places de hot-dogs. Tout ça laisse prétendre que graduellement et naturellement, quelques uns des restaurants auraient probablement changé (...). Mais c'est dans cette direction là que ça allait *anyway* et il n'y a rien qui est pire que ce qu'ils ont fait pour arrêter la recroissance de quelque chose ».

Les opposants au projet en appellent donc à une véritable revitalisation, et dénoncent l'usage du terme par la Ville et les promoteurs qui mettent en place une technique contraire : celle de la *tabula rasa*.

Figure 5.15. Les évolutions entre 2011 et 2013 de l'îlot Saint-Laurent.



Les photographies se lisent chronologiquement du haut à gauche jusqu'en bas. Les bâtiments ont d'abord été abandonnés, puis la destruction a été menée, en conservant les pierres des façades afin de les réutiliser dans un projet ultérieur. La photographie du bas montre un nouveau vide créé par les démolitions entre le Monument-National et le bâtiment au sud du café Cléopâtre. L'édifice au coin sud-ouest du carrefour Saint-Laurent – Sainte-Catherine est aussi conservé car il a abrité le bureau de chantier du 2.22 : contrairement aux autres bâtiments, il a ainsi été entretenu pendant les années 2009-2010 (Photographies : M-L Poulot, 2011-2013).

*Save the Main* a cherché à empêcher les démolitions du côté ouest du boulevard Saint-Laurent, refusant une transformation du quartier à la Times Square ou d'une « disneyfication de la culture » et dénonçant l'exclusion de certaines mémoires, notamment celles liées aux immigrants et au travail du sexe au profit d'une dénaturación de l'esprit des lieux (fig. 5.16.).

**Figure 5.16. Les affiches de la coalition *Save The Main* sur l'îlot Saint-Laurent**



Les affiches collées ou placardées dans le secteur de l'îlot Saint-Laurent dénoncent le projet du Quadrilatère Saint-Laurent, notamment celle de gauche qui souligne la disneyfication du secteur en représentant le maire Gérald Tremblay, le président de la société Angus, Christian Yacarini, ainsi qu'Helen Fotopoulos avec des oreilles de Mickey. (Photographies : M-L Poulot, 2009, 2011)

Il s'agit bien ici de thématization ou de « rethématisation » (Le Bel, 2011) du quartier des Spectacles puisqu'il reprend les anciennes limites du *Red Light* et fait peu à peu disparaître ses anciens vestiges. Certains chercheurs inscrivent également le Quartier des Spectacles « dans un processus déjà très avancé de McDonaldisation de la culture » (Gill, 2008). Dans tous les cas, ces oppositions mettent en valeur le rôle des mémoires collectives face aux transformations de la ville, du centre-ville et des activités qui y étaient liées. Si le promoteur a pu faire construire le 2.22 à l'angle Sainte-Catherine / Saint-Laurent, le quadrilatère n'a pu être bâti. La mobilisation de la coalition *Save the Main*<sup>153</sup>, ainsi que celle du propriétaire du bar Cléopâtre semblent avoir porté leurs fruits, mais les citoyens-résidents impliqués dans l'opposition au projet restent sur leurs gardes, notamment à l'égard du bâtiment à l'angle sud-ouest du carrefour Saint-Laurent et Sainte-Catherine qui abritait l'Opéra Club (entretien avec un membre de l'association *Save the Main*, 31 août 2012). La destruction des bâtiments en 2012 amène la société Angus à proposer un nouveau projet, le carré Saint-Laurent : les personnes impliquées dans l'opposition attendent des gages quant à la réutilisation des pierres issues des façades des bâtiments démolis. Les références des

<sup>153</sup> Une coalition d'artistes et de commerçants, de résidents qui tentent de préserver le District du *Red Light* sur le boulevard Saint Laurent, Lower Main entre René-Levesque et Ste Catherine

opposants sont construites localement : ils ne font pas référence à d'autres situations ou d'autres villes, mais à d'autres luttes à Montréal et notamment celles concernant les destructions du patrimoine. Ils construisent une histoire à partir de leurs pratiques et leur vécu, et non pas une nouvelle histoire calquée sur d'autres références urbaines. Ce récit vient à l'encontre du discours politique néolibéral qui se fonde quant à lui sur des « recettes » internationales.

#### 5.4.3. Récits nostalgiques et importance symbolique de l'îlot Saint-Laurent

Ce passé du *Red Light* confère au secteur de la *Lower Main* une importance symbolique que viennent renforcer les représentations littéraires multiples autour du carrefour de la *Main* et de ses lieux comme le Montreal Pool Room. Pour certains habitants de Montréal, l'appellation « la *Main* » est d'ailleurs restreinte à ce secteur bien particulier. Ce dernier est d'abord intimement lié aux romans et aux pièces de Michel Tremblay qui le décrit comme un monde à part, « un monde fermé, un univers complet avec ses lois propres, injustes comme celles de la légitime, et qu'il faut accepter sans discuter si on veut survivre... La *Main* aime garder ses créatures en son sein, à l'intérieur de sa périphérie, du moins celles qui dépendent d'elle complètement » (Tremblay, 2003 : 233). Les prostituées sont toujours liées à la *Main* dans les romans de Tremblay (Tremblay, 1971). La Ville de Montréal a souhaité organiser des commémorations autour de « l'évocation des œuvres de Michel Tremblay qui se rattachent au monde des travestis, tel qu'ont pu le connaître les clients du bar Le Saguenay<sup>154</sup> » et en s'inspirant « des nombreuses œuvres littéraires, cinématographiques, picturales ou musicales qui font référence au secteur pour marquer l'espace en personnalisant ce secteur de la ville<sup>155</sup> », mais l'espace et la forme n'ont pas été fixés. La « mythologie » du boulevard est associée à ces images de prostitution et de travestis. Comme le dit un citadin dans le cadre du télématon, « bien sûr le boulevard Saint Laurent a eu une âme, mais quand ça va se retrouver seulement dans la littérature de Tremblay, ça sera dommage<sup>156</sup> ».

Dans la littérature plus récente, le carrefour reste en lien avec ces personnages (encadré 5.4.). On retrouve chez Gail Scott (1988 : 93) « au coin de Sainte-Catherine et de la Main, une prostituée [qui] mange un sundae, en attendant la fin d'averses passagères ». *La Logeuse* d'Éric Dupont (2006) « réinterprète divers mythes fondateurs de la métropole, dont la mythique aura

---

<sup>154</sup> Bernard La Mothe pour la Direction du développement culturel (SDCQMVDE), Ville de Montréal, octobre 2008, *op.cit.*, p.22.

<sup>155</sup> Groupe de travail Direction du patrimoine et de la muséologie, Division de l'urbanisme et Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, 19 mai 2009, Orientations pour l'îlot Saint-Laurent.

<sup>156</sup> Arrondissement Ville-Marie, Ville de Montréal, avril 2010, vidéo-clip, *Les dialogues du Télématon !*, Le boulevard Saint-Laurent entre René-Lévesque et Sherbrooke, dans le cadre de Saint-Laurent'dez-vous.

burlesque de l'ancien Red Light » (Moreau, 2011 : 33). Le roman reprend ainsi une partie de la vision du secteur des œuvres de Michel Tremblay. Il en fait un des quartiers les pires de la ville, et une des rues les plus mal famées. « Cependant, malgré ce portrait sombre, c'est une valorisation de cet espace mythique qui en découle. Par conséquent, à l'instar de nombreux autres auteurs avant lui qui se sont attardés à décrire le boulevard Saint-Laurent, Éric Dupont donne à voir un espace de perte et de transgression, mais également un espace narratif essentiel » (Moreau, 2011 : 59).

Le secteur est également évoqué au sein de paroles de chansons québécoises, faisant référence au passé du *Red Light*, à l'importance de la prostitution, aux lieux de restauration rapide au coin Saint-Laurent – Sainte-Catherine et à la saleté du secteur. Ainsi, les paroles du groupe Karkwa pour la chanson « *Red Light* » (« Les tremblements s'immobilisent », 2005) :

« Les murs s'effritent, ça sent la frite, la graisse, le diesel.  
Les chiens couverts de tiques aboient au coin des ruelles,  
un rictus au coin du museau, pissent dans les caniveaux.  
Les prothèses affamées, sur les trottoirs laqués,  
portées par ces mannequins en vitrine jusqu'au matins tranquille.  
Red Light. Red Light.  
Ces langues pendues cherchant à se faire avaler par des lèvres épuisées.  
Les crânes gelés des chasseurs dans la torpeur du soir,  
les clapotis de l'eau sur la pierre noire murmurent l'invitation aux plaisirs féconds.  
La lumière rouge, les soupirs derrière les rideaux,  
les hommes aux rictus en coin pissent dans les caniveaux.  
Red Light. Red Light. Red Light ».

Le carrefour des *Main* est encore le décor de la chanson des Cowboys Fringants (« La Grand-Messe », 2004), « La Reine », dont le personnage éponyme « s'promenait dans l'quartier depuis au moins dix ans, côtoyant les putains et les itinérants [...] dans l'bout d'la rue Ste-Catherine et d'la Main ». Ce faisant, les images littéraires et artistiques liées au *Red Light*, celles de la marginalité et de la nuit, présentent une certaine inertie – comme celles pour le boulevard dans son ensemble.

#### **Encadré 5.4. *Monsieur le Conseiller*, une pièce reflet des tensions autour de l'îlot Saint-Laurent**

La pièce de théâtre de François Létourneau, *Monsieur le Conseiller*, qui se situe à l'intersection des rues Saint-Laurent et Sainte-Catherine, utilise l'ironie afin de décrire les transformations qui affectent le boulevard Saint-Laurent. Cette courte pièce fait partie d'une production de cinq pièces, intitulée *Coin St-Laurent (ou les cinq doigts d'la Main)*, créée en 2005, c'est-à-dire quelques années avant les projets du promoteur Angus. À la manière de certaines actions de la coalition *Save The Main* qui utilise le burlesque, le spectacle et l'humour pour dénoncer les actions de la municipalité et du promoteur, cette pièce satirique met en scène un homme politique,



Raymond Cormier, qui vient présenter un discours pour inaugurer les changements sur le boulevard. Ce dernier se lance dans une diatribe contre les revendications nostalgiques de ceux qui voudraient conserver le secteur tel qu'il est. À la fin, le lecteur découvre que Raymond porte des sous-vêtements féminins, renversant alors la pièce et inscrivant pleinement l'homme politique au sein des figures du secteur. Dans ce premier extrait, Raymond s'entraîne pour son « *speech* » sur le boulevard Saint-Laurent :

Raymond

« Chers amis de Montréal. C'est ici, à cette intersection, célèbre jadis pour ses prostituées et ses *junkies*, que je tenais aujourd'hui - »

Geneviève

Philippe a pas écrit ça ?

Raymond

Non, ça c'est de moi. « ... que je tenais aujourd'hui à exprimer mon dégoût pour ceux et celles qui éprouvent de la nostalgie pour cette époque où MENDIANTS, DROGUÉS et PROXÉNÈTES tenaient notre belle artère en otage... »

Le second extrait, alors que les projets de quadrilatère et du 2.22 n'existent pas encore à l'époque de la représentation, en 2005, évoque les menaces qui pèsent sur le Montreal Pool Room et le café Cléopâtre, de même que les actions mises en place par les opposants au projet.

Raymond

Oui je déborde, c'est vrai que j'déborde, mais j'pourrais déborder encore plus si j'voulais... Les démonstrations, les lettres dans les journaux, les comités de putes, les têteux de la gau-gauche bien pensante : « rectitude politique, dénaturation d'un quartier, nettoyage socio-économique, wal-martisation du monde... » D'LA CRISS DE MARDE. J'vas te dire un affaire : Wal-Mart, j'aime ça moi. J'ai acheté mes tapis de char là, pis ? Pis ? J'ai pas de honte à le dire. Pourquoi j'aurais honte ? Le papier de toilette en paquet de trois cents, pourquoi pas ? Les bas prix tous les jours, c'est vrai ça, j'crois à ça moi, j'ai rien contre les économies. Sais-tu c'qu'y avait avant, ici ? Juste ici ? Coin Saint-Laurent/Sainte-Catherine ?

Geneviève

Non.

Raymond

Une machine à fourrer, criss ! La machine du plaisir, la machine du sexe ou je sais pus trop comment y appelaient ça. Tu rentrais là-dedans, tu payais, pis là t'avais des machines qui te crossaient – un genre de tube en plastique que tu fourres – avec des filles l'autre bord de la vitre. À un moment donné, y ont remplacé les filles par des TV – une grave erreur si tu veux mon avis...

Geneviève

Vous y êtes déjà allé ?

Raymond

Hein ? Non non... On a... on a des études au bureau qui prouvent ça. Des statistiques. (...) Pis le monde qui capote parce qu'on a fermé le Cléopâtre. L'association des *Drag Queens* du Grand Montréal. FUCK YOU. (...) « Oh, vous avez fait fermer le Montreal Pool Room, gnan, gnan, gnan... » Si tu penses que j'vas brailler. Un hostie de trou. Y avait même pus de tables de billard, criss. De toutes façon, les hot-dogs,

Force est de constater à quel point le caractère symbolique du secteur est présent dans les œuvres littéraires et artistiques, celles qui datent des années 1970 et 1980, mais aussi dans les plus récentes.

La convergence des constructions narratives concernant le boulevard à petite échelle éclate à grande échelle, avec l'exemple du nouveau Quartier des Spectacles, et notamment de l'îlot Saint-Laurent. Dans le chapitre 2, j'avais souligné l'importance des récits de fiction et des récits patrimoniaux qui contribuent à l'élaboration de « l'identité narrative d'une communauté » (Ricoeur, 1983) : elle se retrouvait dans la volonté de rendre compte du passé de cette rue « mythique » et de la protéger. « Ce mythe est en fait très précisément le fruit de l'interpénétration de la ville réelle et de la ville fictionnelle puisqu'il se fonde sur une réalité territoriale enrichie par l'imaginaire de quelques écrivains » (Savary, 2007 : 93). Dans le cas de l'ancien *Red Light*, les représentations de l'espace entrent en contradiction les unes avec les autres. La mobilisation contre le quadrilatère Saint-Laurent met en lumière les différences de représentations du passé du quartier, mais aussi et surtout les oppositions quant au futur d'un tel lieu : différents imaginaires urbains sont en lutte autour de l'îlot Saint-Laurent. Le Quartier des Spectacles illustre également le passage du cosmopolitisme au culturel sur ce tronçon du boulevard. L'aspect culturel, plus consensuel, recouvre la présence des minorités ethoculturelles sur la *Lower Main*, ainsi que la proximité des habitations Jeanne-Mance. Nous l'avons vu, les différents acteurs du patrimoine de la *Main* ne semblent pas mettre en place de véritable politique de protection ou de réglementations et le secteur de l'ancien *Red Light* aujourd'hui dans le nouveau Quartier des Spectacles révèle l'incertitude de l'avenir de cet espace, pourtant sous protection patrimoniale.

Sur l'îlot Saint-Laurent, plusieurs visions de la rue s'opposent. Celle de Melvin Charney d'abord, qui cherche à « redéfinir le contenu public de la ville », ce qui implique « la (re)connaissance d'un savoir-faire urbain issu de l'évolution des formes bâties de la ville et l'utilisation des éléments irréductibles qui le composent : une rue faite comme une vraie rue, une place comme un place, etc. La trame urbaine est considérée comme l'élément patrimonial fondamental du Faubourg et le support essentiel de sa reconstruction » (Charney, 1990 : 49-50). La vision du boulevard de la part des « anti-quadrilatère » fait écho à la pensée de Melvin Charney : les membres de *Save the Main* revendiquent une reconnaissance patrimoniale de la rue. En revanche, celle du projet du Quartier des Spectacles met de côté la fonction d'espace public

de la rue Saint-Laurent, au profit de l'occupation des vides et de la création de nouvelles places publiques afin d'accueillir les festivals. Si la rue Sainte-Catherine « doit retrouver son sens et sa fonction d'échange en plus de celui de passage, pour conférer au quartier une vitalité, une unité et une permanence qu'il n'a plus depuis longtemps » (Augustin, Blossé, 2008 : 18), par sa piétonnisation notamment, le boulevard Saint-Laurent semble en retrait dans ces projets. Enfin, le projet pérennise et renouvelle ces vides pour les besoins des événements culturels. Le cas du quadrilatère Saint-Laurent montre que les projets de densification suscitent d'autant plus d'oppositions qu'ils prônent la destruction, recréant de ce fait de nouveaux vides. La ville moderne était peuplée d'espaces vides, les actions actuelles de création du Quartier des Spectacles sont en continuité avec la volonté municipale et privée de sécuriser l'espace public et de restreindre son accès. Ce « nettoyage » de l'espace et cette construction aseptisée d'un paysage culturel s'accompagnent de la volonté de changer le récit sur l'ancien *Red Light*. La municipalité et les promoteurs proposent un lieu de spectacles, mais désormais décent, propre et beau. En effet, « la capacité des milieux locaux à attirer des entreprises et de nouveaux investissements dépend de plus en plus de l'image qu'ils projettent et qui les caractérisent, laquelle repose sur des signes distinctifs, des avantages et un urbanisme de qualité » (Hamel, Poitras, 1998). Ce récit repose aussi sur la croyance en la contribution de la nouvelle économie à la relance de Montréal (Hamel, Poitras, 2004), ce qui vient à l'encontre du récit des opposants. Ce sont deux projets de ville, deux projets politiques qui ressortent et qui s'opposent. Celui du Quartier des Spectacles qui se fonde sur des partenariats public-privé dans la ville néolibérale et qui entretient une certaine confusion entre public et privé et définition de la culture ; celui des opposants au projet du QDS qui prône une autre ville, une autre manière de construire Montréal. Si le premier projet produit de l'exclusion, le second, qui se veut un « nous » montréalais, n'est pas si inclusif que cela. Il prend en compte les activités du *Red Light*, mais tend à exclure les sans-abris et inclut à minima la diversité ethnique.

## Conclusion de la deuxième partie

L'étude exploratoire de Convercity (2003) afin de mettre en valeur le boulevard Saint-Laurent observait « deux moteurs de revitalisation » du boulevard : « l'émergence de communautés d'affaires structurées<sup>157</sup> », ainsi que « l'implantation des entreprises culturelles ou

---

<sup>157</sup> Convercity, 10 juillet 2003, Étude exploratoire *op.cit.*, p.11.

liées au secteur de la création ». Le chapitre trois a analysé le premier point en soulignant le poids des SDC dans l'aménagement de la rue. Le chapitre cinq a souligné l'importance du secteur de la création sur le boulevard et plus particulièrement dans le secteur du Quartier des Spectacles, où les appartenances ethniques tendent à être gommées au profit d'une image de ville créatrice, événementielle et culturelle. Le quatrième chapitre s'est penché sur les constructions ethniques et multiethniques au travers des exemples du quartier chinois, de la Petite Italie et du secteur central du boulevard. Cette partie a donc été l'occasion d'une analyse de plusieurs quartiers le long du boulevard et des acteurs qui les mettent en forme et en mots.

Ces constructions territoriales rendent compte d'une tension entre actions internationalisées tendant à une homogénéisation spatiale et des réponses très locales ancrées dans le vécu des lieux. Si la construction de quartiers dits ethniques ou cosmopolites transforme l'espace local du boulevard, elle s'insère dans des stratégies globales de thématization de l'espace, que l'on retrouve dans d'autres villes du monde qui présentent Chinatowns et Little Italies. De la même manière, le Quartier des Spectacles comporte de nombreux éléments repérables dans d'autres contextes : c'est la création d'un quartier culturel dans la ville néolibérale et créative qui tend à « nettoyer » l'espace du centre-ville. Dans les deux cas cependant, d'autres logiques entrent en jeu. Les communautés culturelles contribuent à faire vivre les quartiers fondateurs et des habitants s'opposent à la destruction du bâti et des mémoires du *Red Light*, prônant un autre récit sur la ville. Les habitants se réfèrent au local – la communauté portugaise qui refuse une « ghettoïsation » à la torontoise, ou *Save the Main* qui dénonce la disneylandisation du Quartier des Spectacles –, en rejetant les modèles internationaux venus d'ailleurs. La réaction est similaire à celle qui avait construit un « nous » patrimonial contre les institutions perçues comme lointaines et étrangères (chapitre 2). Le cosmopolitisme est ici utilisé par les acteurs publics et les promoteurs et acteurs économiques de manière très différente : mis en avant comme marchandise dans le cas des quartiers fondateurs, invisibilisé dans le Quartier des Spectacles, pourtant conçu comme un espace de tolérance pour attirer la classe créative (Florida, 2000). Les habitants y opposent un récit du cosmopolitisme du quotidien, qui serait quant à lui authentique et englobant, que je vais analyser dans la partie suivante.



### **PARTIE III : VIVRE ET RACONTER LE BOULEVARD SAINT-LAURENT : UNE EXPERIENCE URBAINE COSMOPOLITE ?**

*« All Montrealers have two neighbourhoods : their own and the Main »*  
(Gubbay, 1989 : 9)

Cette dernière partie interroge l'expérience urbaine cosmopolite des habitants et usagers du boulevard Saint-Laurent. Le boulevard est un espace habité, vécu, pratiqué par les citoyens. Comment vivent-ils la diversité du boulevard et quelles sont les différences entre vivre le boulevard, résider sur le boulevard, sortir sur ce dernier ou encore y travailler ? Je me pencherai sur les récits et pratiques des résidents du boulevard, ainsi que ceux des habitants et travailleurs. La première partie a souligné combien la diversité ethnoculturelle est importante dans le projet politique montréalais et comment le patrimoine du cosmopolitisme du boulevard est approprié par un « nous » montréalais construit par les associations du patrimoine. La seconde partie a révélé les actions de *branding* et de mise en visibilité – ou en invisibilité – de la diversité dans le paysage du boulevard. L'objectif est maintenant d'interroger les impacts des politiques de la diversité et des actions de mise en valeurs, autrement dit, de réfléchir au cosmopolitisme comme attitude personnelle d'ouverture à l'altérité, ou comme « disposition d'ouverture cosmopolite » (Hannerz, 1990).

En liant cette attitude d'ouverture cosmopolite et les citadinités, j'interrogerai les expériences citadines « entendues comme l'ensemble des pratiques, des représentations et des sociabilités à travers lesquelles les citoyens construisent leur rapport à la ville » (Lehman-Frisch, 2013 : 7). Le terme d'« expérience » « attire l'attention sur la place des processus de découverte, intentionnels ou subis, qu'engagent les êtres humains finis dans la rencontre de leur environnement » (Zaccai-Reyners, 2006 : 439). Si le terme est peu utilisé dans la littérature française, *a contrario* de celle anglophone (Lehman-Frisch, 2013 : 7), les habitants de Montréal, évoquent volontiers, en anglais comme en français, cette « expérience urbaine » sur le boulevard Saint-Laurent, qu'ils relient à d'autres termes comme « ambiance » ou « atmosphère ». S'attacher aux pratiques et représentations du boulevard nous conduit à réfléchir à la citadinité comme « profond sentiment d'appartenance à un lieu, la ville. (...) Politique, pratique et culturelle, la citadinité est une forme d'inscription à la fois dans l'espace et le social urbains. (...) [Elle se définit] comme un habiter et comme identité » (Gervais-Lambony, 2001 : 92). Souvent, les récits habitants décrivent le boulevard comme caractéristique de l'urbanité montréalaise. « La citadinité renverrait ainsi aux manières d'habiter et à la construction des identités, l'urbanité aux dimensions matérielles et symboliques de l'espace, aux qualités le définissant comme urbain (y compris et

surtout dans les représentations sociales) » (Berry-Chikhaoui, 2009 : 16). Comme l'écrit Philippe Gervais-Lambony (2003 : 29), « l'urbanité serait le propre de la ville, la citoyenneté le propre des habitants des villes ». La notion d'habiter qui renvoie au logement (Castro, 2006), mais aussi à une inscription dans la société (Gervais-Lambony, 2003) prend ici tout son sens. J'utiliserai notamment la notion de « mode d'habiter » (Mathieu, 2012), c'est-à-dire « demeurer, mais aussi vivre ensemble, circuler et travailler, construire des relations de sociabilité quotidienne » (Berger, 2012 : 7), laquelle « rend compte de la manière dont une personne habite, c'est-à-dire construit des liens sociaux, pense et pratique l'espace en général et les lieux et les milieux de vie en particulier » (Morel-Brochet, Ortal, 2012 : 14).

Aux travers des récits des habitants et des usagers, j'analyserai comment le corridor du boulevard Saint-Laurent est considéré comme une rue cosmopolite, du moins dans plusieurs secteurs, souvent sur un mode nostalgique. La rue ne constitue plus le lieu d'arrivée des immigrants et les habitants recherchent l'image ancienne du boulevard comme quartier cosmopolite. Cette nostalgie du local s'exprime fortement dans la ville, avec notamment des opérations de sauvegarde, les évocations de la « *community* » dans le monde anglo-saxon ou encore la mise en place de fêtes de quartiers, autant d'éléments qui puisent dans notre imaginaire d'un autre lieu dans un autre temps. À Montréal, « les intervenants communautaires traînent toujours la nostalgie du modèle quasi villageois de la vie de quartier » (Germain, 1998 : 106). « C'est la représentation choyée et indéfiniment vantée et vendue du « "comme autrefois", du village, de la paroisse ou faubourg, avec un nom, un saint, une physionomie... avec les vertus positives de communauté, rapportées contradictoirement soit aux solidarités d'un groupe social homogène, soit à l'équilibre organique du mixage » (Coste, Roncayolo, 1983). Le cosmopolitisme urbain relève évidemment de la seconde catégorie, celle du mélange. Mais si les discours des habitants louent cet idéal, leurs pratiques restent parfois loin de la recherche de l'altérité : cette ambiguïté est particulièrement forte dans le cas du Mile End, un quartier touché par la gentrification au nord de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal.

Les habitants recherchent-ils l'expérience du cosmopolitisme ? Ou est-on plutôt dans le cas d'une rue de la « rencontre » comme l'écrit Cécile Roy (2004) à propos de Dar-es-Salaam, au sens où « les citoyens se rencontrent mais sans nécessairement l'avoir recherché », la rencontre pouvant être « fortuite, par défaut (...), voire contrainte » (Fournet-Guérin, 2013 : 133) ? Les discours habitants instruisent un récit du cosmopolitisme qui peut être en contradiction avec leurs pratiques, mais c'est bel et bien la narration qui construit l'image du boulevard comme espace du cosmopolitisme. Les espace-temps particuliers de la fête et des visites urbaines constituent un des médias de ces récits, qui se transmettent et se nourrissent les uns des autres.

Le cosmopolitisme y est présent dans ses multiples dimensions, projet politique, marchandisation de la diversité et attitude individuelle d'ouverture dans un cadre collectif et borné.

Le premier chapitre sera l'occasion de réfléchir aux récits autour du boulevard. Je m'intéresserai à la quête d'authenticité des habitants par rapport à l'expérience du boulevard Saint-Laurent, une authenticité recréée et largement liée à la notion de cosmopolitisme. Les différents récits adoptent parfois une attitude nostalgique envers certaines des évolutions de la rue, tout en incluant de fortes références au ressenti ou à « l'ambiance », à l'urbanité. Marcher sur le boulevard favorise le vivre le cosmopolitisme du quotidien. Nombre des personnes interrogées avancement ce type de mobilité pour mieux appréhender l'ensemble de la diversité présente le long du boulevard Saint-Laurent.

Ces récits sont intimement liés aux processus de gentrification qui touchent aujourd'hui, à des degrés très divers, le corridor du Saint-Laurent. Ce phénomène sera l'objet du second chapitre qui tentera d'analyser les récits des changements résidentiels et commerciaux. Il s'agira de réfléchir aux liens entre gentrification et cosmopolitisme au sein du quartier du Mile End dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal : comment les récits des gentrificateurs construisent l'image du quartier comme cosmopolite et quels sont les écarts entre discours et pratiques ?

Le troisième chapitre s'attachera à deux expériences du cosmopolitisme par les pratiques festives (avec l'exemple de la fête nationale québécoise) et la marche collective, via notamment les promenades et les visites urbaines, nombreuses le long du corridor du boulevard. Cette analyse des lieux et temporalités cosmopolites permet de réfléchir à la mise en scène et à l'expérience du cosmopolitisme dans les différents secteurs du boulevard. Ces pratiques festives et de marches urbaines amènent à voir la façon dont le cosmopolitisme comme projet identitaire se traduit dans l'espace urbain comme expérience individuelle et collective de l'« ambiance cosmopolite ». Certaines des visites sont incluses dans l'offre des Promenades de Jane, événement en hommage à l'héritage de Jane Jacobs qui propose plusieurs promenades dans la ville. Ces dernières promeuvent la proximité géographique, qui se décline en densité et convivialité. Ces marches collectives ponctuées de conversations et d'échanges entre les participants créent de la proximité sociale et viennent combattre l'anonymat des grandes villes. Est-elle une pratique permettant d'appréhender les différentes dimensions du cosmopolitisme, la mobilité piétonne étant la rencontre possible de l'imprévu mais aussi de l'altérité ?





## Chapitre 6 : Récits et nostalgies autour d'une authenticité cosmopolite

---

*« Time is always memorialized not as flow, but as memories of experienced places »*

David Harvey, 2000, *Spaces of Hope* !

J'interrogerai dans ce chapitre l'attachement des résidents au boulevard : à quels lieux et quelles dimensions du boulevard sont-ils le plus sensibles ? Quelles sont leurs représentations de la présence ethnique dans ces quartiers ? Les entretiens que j'ai menés avec des usagers, commerçants et résidents, font émerger des récits qui oscillent entre la petite échelle du boulevard comme espace du cosmopolitisme et la grande échelle qui pointent certains tronçons de la rue. Tous mettent en valeur certains lieux particuliers et certaines temporalités du boulevard : ils dessinent des géographies fragmentées et intimes et dévoilent ce que j'appelle des patrimoines urbains intimes. Vivre le boulevard Saint-Laurent est aussi source de tensions entre les différents usages du boulevard, menant à des récits en conflits. Mais le boulevard comme patrimoine ordinaire reste l'occasion de la création d'un « nous » montréalais (Drouin, 2005) autour des histoires multiples à propos des commerces, de différents lieux ou de « personnages » de la rue. Ces anecdotes, mises en récits, sont répétées par tous, et intégrées dans la mémoire collective (Halbwachs, 1968). Une attention particulière sera portée aux commerces ou lieux de consommation du boulevard, puisque l'attachement au lieu de vie et le « sentiment de quartier » passe par des habitudes de consommation (Lehman-Frish, Capron, 2007).

Ces récits font ressortir la notion d'authenticité de la rue et la crainte de sa possible disparition ou altération. Ce terme d'authenticité fait référence à plusieurs idées : l'ancienneté et la « continuité du lien entre l'objet en question et son origine » (Heinich, 2009 : 239), mais aussi la simplicité, voire la diversité au sens large (ethnique, sociale, etc.). Si les écrits scientifiques sur l'authenticité appartiennent surtout à la sphère patrimoniale (l'authenticité en serait un critère) ou touristique (Urry, 1990), certaines recherches prennent en compte l'importance de cette « authenticité » pour les habitants eux mêmes (Zukin, 2010 ; Ocejo, 2009). Je soulignerai les liens entre authenticité et cosmopolitisme sur le boulevard. Ce sentiment de perte d'authenticité entraîne une certaine nostalgie due à la transformation du boulevard : d'une artère unique, caractérisée par la diversité ethnique et le cosmopolitisme de bouche, elle serait devenue une « rue comme les autres », avec la diffusion de la diversité ethnique au reste de la ville de Montréal. Cette homogénéisation de la rue la rendrait semblable aux autres rues commerçantes, comme la

rue Sainte-Catherine ou la rue Saint-Denis. Selon l'étymologie grecque du terme, la nostalgie caractérise la maladie du « pays natal », de l'exil. Hofer construit ce néologisme en 1688 à partir de *nostos* (pour retour – dérivé de *nestoi*, signifiant « retourner chez soi ») et *algos* (pour douleur, ou souffrance). Cet état psychosomatique constitue selon lui une pathologie létale quand ce désir de retour n'est pas assouvi (Robert-Demontrond, 2001 : 320). Ce sentiment de perte devient alors une condition moderne incurable et le terme est « démedicalisé » pour entrer dans le vocabulaire commun (Boym, 2001 ; Robert-Demontrond, 2001). Ce terme peut se décliner autour de trois objets différents : l'espace, le temps et les expériences passionnelles. Or, « comme l'étymologie le laisse entendre, l'espace sous-tend la plupart des thèmes évoqués spontanément par les individus interrogés sur les référents de leurs expériences nostalgiques. Par espace, il ne faut pas comprendre, restrictivement, le pays natal, la patrie, mais indifféremment tout type de territoire auquel un individu est susceptible de s'attacher » (Robert-Demontrond, 2001 : 323). La nostalgie est donc une notion éminemment géographique concernant l'espace du temps passé mais aussi l'espace d'aujourd'hui à l'aune de celui du temps passé. Cette nostalgie de certains lieux, ou de certaines formes de lieux convoque des sentiments multiples, avec des différences entre groupes mais aussi entre les individus d'un même groupe. Il conviendrait de parler de nostalgies au pluriel, lesquelles coexistent mais ne se recouvrent pas forcément sur un même espace. L'une d'entre elles, la nostalgie « moderne » (Gervais-Lambony, 2003), se manifeste en réaction aux transformations affectant le boulevard, notamment la fermeture de petits commerces ou leur conversion en lieux « branchés ». Ces évolutions sont dues d'une part, au départ des communautés ethnoculturelles, à la mort de certains commerçants, à la concurrence des centres d'achat, mais aussi à la gentrification et au changement de mode de consommation (répondre à une nouvelle clientèle qui n'est plus forcément ethnique tout en conservant une image d'authenticité parce que c'est vendeur). Cette nostalgie procède de la reconstruction : d'une part, autour du passé multiethnique de l'artère et, d'autre part, autour un espace imaginé, empruntant aux discours habitants et aux récits littéraires.

Après m'être intéressée aux récits du boulevard Saint-Laurent et avoir montré que les récits résidents et usagers ne convergent pas forcément, j'analyserai la façon dont les discours habitants convoquent la notion d'authenticité, en lien ou non avec les actions de mise en valeur et de développement des acteurs publics et privés. Enfin, je me pencherai sur la manière dont les nostalgies construisent une certaine représentation du boulevard et de sa diversité culturelle et aboutissent à des phénomènes de territorialisation du boulevard.

## 6.1. Récits d'habitants et d'usagers du boulevard

Le « vivre » le boulevard Saint-Laurent s'exprime dans l'attachement des citoyens à la rue et dans leurs usages quotidiens. Il s'y traduit par une mise en récit parcellaire, morcelée et individuelle, de la part d'habitants, de commerçants ou d'usagers, qui y mêlent vécus, souvenirs et pratiques de l'espace. En tant que résidents et usagers du boulevard, les habitants développent des pratiques quotidiennes qui contribuent à certaines représentations de l'espace et à des formes de mises en récit particulières. Maria Gravari-Barbas (2005 : 13) explique qu'« habiter un lieu est différent de parcourir un espace, d'y transiter. Habiter présuppose un certain rapport à la fois au *temps* et à *l'espace*. *Habiter* intègre le temps long, celui des saisons, des années, des générations successives ». Cette prise en compte du temps long permet aussi de placer les pratiques territorialisées des résidents dans le processus d'appropriation des lieux. Ces pratiques, ensuite racontées, dessinent une géographie du boulevard, une mise en récit géographique et intime de la rue, puisque « occuper un lieu, en bref, c'est, naturellement, le narrativiser » (Bélanger, 2005 : 15). Récits de lieux de vie, récits autour de la marche et récits en conflits sont autant de constructions narratives autour du corridor du boulevard Saint-Laurent.

### 6.1.1. Des « récits de lieux de vie » autour du boulevard Saint-Laurent

Pour certaines personnes engagées dans la mise en valeur du boulevard, la rue est éminemment liée à leur enfance et à leur parcours de vie. Le boulevard devient alors un personnage à part entière, qui suit leur évolution, de l'enfance à la vie adulte, en passant par l'adolescence. En adaptant la méthode des récits de vie sociologiques et anthropologiques non pas à la seule biographie, mais aussi à l'espace, j'ai obtenu des « récits de lieux de vie », selon les termes d'Annabelle Morel-Brochet (2007), ou plus précisément des récits de vie spatialisés. Les récits de vie, utilisés à l'origine par des chercheurs de l'École de Chicago, redeviennent aujourd'hui centraux dans la démarche des disciplines de sciences sociales. Lors de l'entretien narratif, le sujet raconte « tout ou une partie de son expérience vécue » (Bertaux, 2010 : 10), ce qui permet d'introduire une dimension diachronique qui replace l'expérience vécue de l'individu dans le temps. Ainsi, dans l'arrondissement de Rosemont-Petite-Patrie, un conseiller d'arrondissement d'une quarantaine d'années et qui travaille actuellement dans le secteur de la Petite Italie souligne (entretien, 22 août 2012) :

« Alors oui, oui c'est une rue qui fait absolument partie de l'histoire de Montréal qui arrête pas d'évoluer, mais où j'ai vécu beaucoup d'éléments, de moments de ma vie là : comme je dis, l'adolescence, dans les bars plutôt dans le secteur entre Bernard et Laurier, où il y avait une vie nocturne incroyable [...] Après ça j'ai habité plusieurs années sur Coloniale entre Rachel et Duluth, donc j'étais tout le temps dans les commerces avoisinants ».

À la manière de cet enquêté, plusieurs retiennent différents quartiers et sections du boulevard selon les époques de leur vie : les arcades et jeux vidéo à 12-14 ans, dans l'ancien secteur du *Red Light* ; les bars, à l'adolescence et à la vie de jeune adulte ; le lieu de travail, aujourd'hui. Ainsi, Laure, qui travaille dans le Quartier des Spectacles se rappelle son adolescence (entretien, 30 octobre 2012) :

« La place des Arts, les festivals, Saint-Laurent, ça a toujours été... oui, ça a fait partie de mon adolescence. J'allais au Spectrum. Et puis, mon premier show de musique un peu plus hard, c'était au Spectrum. C'est clair que la *Main*... À l'époque, y'avait des putes sur Sainte-Catherine. C'était comme ben spécial quand on venait ici. Aujourd'hui, ça a complètement changé. C'est plus pareil partout là. À l'époque, on se promenait avec des amis de gars et puis les gars se faisaient accoster un peu. J'ai jamais vraiment eu peur, mais c'est comme... la place un peu plus funky. Les fufufones électriques. Quand tu sortais, t'allais là et puis, il y avait le bar aussi, j'pense qu'il est fermé là, au coin Saint-Laurent / Sainte Catherine au deuxième étage. C'était quoi le nom ? Je m'en souviens plus là, mais on y allait. Quelqu'un qui aime Montréal, inévitablement il connaît ce coin là. Et puis, je l'aime pour ce qu'il est de bon, mais aussi de *fucké*. Même si ça a beaucoup changé aujourd'hui... Il reste quelque chose je pense, il reste comme une *vibe*. Quand on dit *Red Light*, on n'est pas trop surpris. Il reste un feeling quand même de Saint-Laurent ».

La plupart organisent leur récit de vie autour du boulevard Saint-Laurent, par rapport à l'espace, lequel vient donner « une unité de signification à toutes les péripéties et à tous les événements qui surviennent dans son histoire et affectent son identité » (Michel, 2003 : 128). L'habitant met en ordre les différents événements de manière chronologique et géographique grâce à la trame du boulevard, sorte de fil rouge qui rend les moments de sa vie intelligibles, construisant ainsi l'« identité narrative » qu'évoque Paul Ricœur (1983). Ces récits de lieux de vie, individuels, se fondent dans le « grand » récit du boulevard Saint-Laurent, celui de sa patrimonialisation au niveau fédéral.

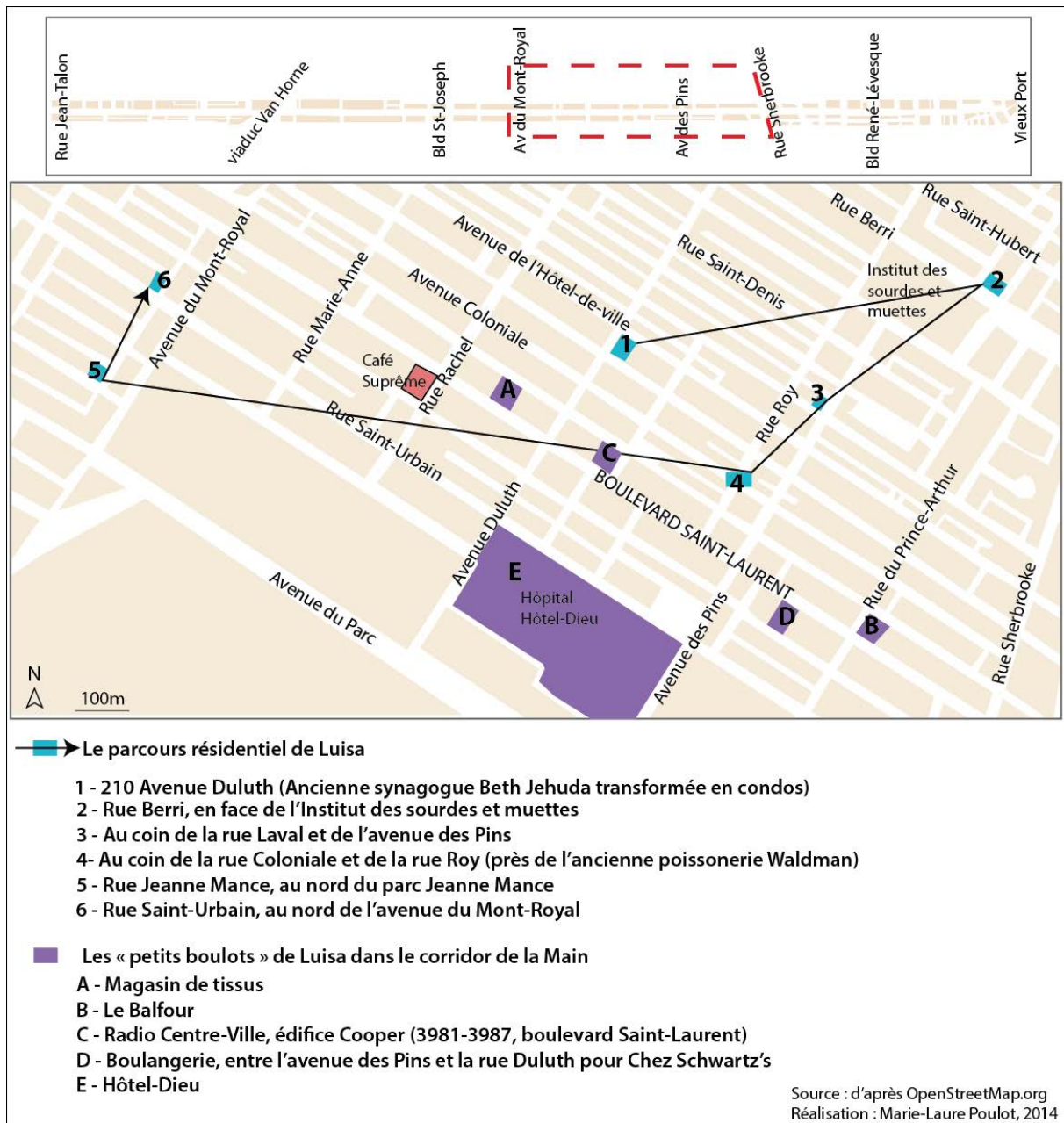
J'ai rencontré Luisa au café Suprême, au coin du boulevard et de la rue Rachel (entretien, 7 octobre 2011 ; 14 novembre 2011). Elle fait partie de l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent* depuis ses débuts, pour préserver le patrimoine de la rue. Luisa connaît le boulevard depuis quarante-cinq ans : « c'est [sa] réalité, [son] univers » : « c'est comme si j'étais dans mon village, c'est mon parcours migratoire qui a fait que je suis là. Mais mon affinité pour le boulevard est un peu communautaire (parcours migratoire, communauté portugaise), mais aussi individuelle : j'aurai pu ne pas être autant attachée au boulevard Saint-Laurent ». Le corridor du boulevard Saint-Laurent constitue véritablement son milieu de vie. Luisa a résidé et travaillé dans plusieurs lieux du corridor, où elle participait aussi à la vie communautaire du quartier portugais qui était en train de naître. Elle est arrivée en mars 1966 à Montréal. Elle a d'abord habité trois mois dans un appartement dans une ancienne synagogue au coin de la rue Hôtel-de-ville et de la rue Duluth. À l'époque, « à part une épicerie, il n'y avait pas grand chose de portugais » sur le boulevard. Elle se souvient que la plupart des commerçants étaient juifs et parlaient anglais et

qu'il était d'usage de marchander dans les différents magasins. Il y avait déjà de nombreux commerces délabrés, à cause d'incendies, ce qui donnait une impression de quartier « dévitalisé ». En mai 1966, elle déménage sur la rue Berri, en face de l'institut des sourds et muets. Il n'y avait qu'une seule autre famille portugaise habitant la rue. Quand elle est allée à l'école, elle était la seule migrante dans l'école francophone, l'école Cherrier, au coin de la rue Saint-Hubert et de la rue Cherrier : tous les autres allaient à l'école anglophone. Mais elle a choisi le français, car elle voulait « apprendre la langue de Molière ». En outre, comme son père et son grand frère avaient passé un peu de temps en France, elle connaissait déjà quelques mots. En fait, elle a appris le français l'été, en regardant le feuilleton « Éternel Amour » à la télé ! Luisa déménage ensuite au coin de la rue Laval et de l'avenue des Pins, dans une grande maison avec quatre ou cinq chambres. La famille hébergeait aussi des hommes seuls qui travaillaient à la Baie Saint-James. Elle aimait beaucoup cette grande maison et garde de beaux souvenirs de ces années-là. La maison, qui faisait presque tout le coin de rue, s'est effondrée quelques années après qu'elle a déménagé de nouveau, dans un duplex sur la rue Coloniale et la rue Roy, près de l'ancienne poissonnerie Waldman : « C'est vraiment à ce moment là que j'ai senti que c'était un quartier portugais qui était en train de se construire. C'était après l'Expo de 1967 : des travailleurs portugais, mais aussi d'Europe de l'Est étaient venus. Les rues commençaient à être habitées par des Portugais ». À cette époque, elle allait à l'école secondaire du Plateau, près du parc Lafontaine, puis, en neuvième année<sup>158</sup>, elle a rejoint l'école polyvalente de filles, avec une amie portugaise. Enfin, du CEGEP à l'université, elle a habité pendant sept ans au coin Clark et Duluth : Luisa décrit ce moment comme celui du « passage à l'ouest », quand elle a « sauté la clôture ». Enfin, après son mariage, elle achète une maison sur la rue Jeanne-Mance, un peu plus au nord de la rue Duluth. Après avoir passé quelques années au Portugal, le couple revient à Montréal, et plus précisément dans le quartier, puisqu'ils habitent désormais sur la rue Saint-Urbain.

---

<sup>158</sup> La neuvième année (ou 3<sup>ème</sup> secondaire) est l'équivalent de la 3<sup>ème</sup> au collège dans le système français. Une école polyvalente est une école secondaire (collège) avec un accent porté sur les formations professionnelles.

Figure 6.1. Carte de la mobilité résidentielle de Luisa



Parallèlement à ce parcours résidentiel dans le quartier portugais, Luisa a travaillé dans le même secteur, multipliant les petits boulots le long du boulevard. À 13-15 ans, elle travaillait après l'école et le samedi, dans un magasin du boulevard, de tissus, vendus à la verge<sup>159</sup>, entre les rues Duluth et Rachel. Le magasin était tenu par une vieille dame juive. Pendant deux étés, elle a travaillé au cinquième étage de l'édifice du Balfour, à l'angle des rues des Pins et du boulevard Saint-Laurent. Le Balfour était à l'époque une manufacture de textile : elle devait couper les fils des vêtements/pyjamas et repasser : « c'était dur, car les horaires étaient très surveillés ». Pendant

<sup>159</sup> Unité de longueur.

trois mois un été de la décennie 1970, elle travaille à la radio Centre-Ville, située dans l'édifice Cooper, au coin de la rue Napoléon. Elle animait des émissions de « rapprochement interculturel » intitulées « Nos voisins, les Portugais », pour faire connaître la culture et la vie de la communauté. Alors que la Ville n'en parlait pas encore, le terme d'interculturalisme et les initiatives d'échanges existaient déjà. Après cet été là, elle continue à y faire du bénévolat dans les deux équipes multilingues, francophone et portugaise. Elle a de surcroît travaillé dans une boulangerie sur le boulevard, entre des Pins et Prince-Arthur (aujourd'hui, c'est un salon de tatouage), la boulangerie qui vendait le pain pour les *smoked meat* de Schwartz's : elle a ainsi découpé des milliers de pain de seigle pour le restaurant. Elle a enfin travaillé dans les cuisines de l'hôtel dieu, l'hôpital, qui se trouve à trois blocs à l'ouest du boulevard, sur la rue Saint-Urbain, entre l'avenue des Pins et l'avenue Duluth.

Ce récit de lieux de vie de Luisa nous permet d'appréhender l'épaisseur du boulevard Saint-Laurent, qui s'étire d'ouest en est, de la rue Jeanne-Mance à la rue Berri. Cette épaisseur recoupe l'organisation du quartier portugais, qui s'étend de la rue Sherbrooke au boulevard Saint-Joseph au nord, autour de quelques institutions communautaires. Luisa s'inscrit totalement dans ce corridor de la *Main*, et dans le quartier portugais, même si elle ne fréquente pas tous les lieux communautaires, comme l'église Santa-Cruz. À 10-12 ans, elle préférerait suivre son frère dans les réunions politiques qui se déroulaient à l'angle Saint Denis et des Pins, dans une association anti-salazariste, qui s'est ensuite déplacée à la place de la quincaillerie des Açores, sur le boulevard Saint-Laurent, à l'angle de la rue Marie-Anne. Le parcours résidentiel et celui des « petits boulots » de Luisa sont concentrés dans le même secteur, entre la rue Sherbrooke et la rue Rachel, d'abord à l'est du boulevard, puis à l'ouest. Elle franchissait d'ailleurs rarement le boulevard, vers l'autre côté, et ce, même si certaines institutions de la communauté portugaise y étaient déjà installées, comme l'église de la Mission Santa Cruz, sur la rue Clark ou des associations. Mais ce n'est qu'à partir du CEGEP<sup>160</sup> à Maisonneuve et de ses études à l'université qu'elle sort vraiment du quartier.

Elle a donné par la suite des cours de conversations à des gestionnaires de grandes entreprises et elle parcourt alors la ville en autobus pour aller aux quatre coins de Montréal. Ayant fait quelques études de linguistique, elle a également travaillé dans l'élaboration de tests de langue. Elle doit finalement faire un choix entre deux offres d'emploi : au ministère de l'Éducation, pour les tests de langue ; au service de la Communauté portugaise qui avait obtenu une subvention pour faire de l'alphabétisation populaire. C'est ce dernier poste qu'elle accepte, au centre de

---

<sup>160</sup> Le CEGEP – collège d'enseignement général et professionnel – offre un programme préuniversitaire de deux ou un enseignement technique de trois ans après la fin du secondaire.



référence créé depuis 1972, à l'angle Duluth et Saint Laurent, côté ouest. C'était une organisation qui gérait les problèmes sociaux, les problèmes d'insertion de la communauté portugaise. À l'époque, d'autres organisations communautaires existaient mais peu sur ce volet social : c'est à ce moment là qu'elle a vraiment commencé à travailler avec la communauté. Alors qu'elle était restée plutôt hors des organisations communautaires, elle y revient lorsque son intégration à la société montréalaise est complète. L'affirmation communautaire intervient au moment où les communautés disparaissent : de nombreux résidents portugais partent s'installer ailleurs, mais restent les institutions communautaires et les commerces. Cette reconstruction identitaire quand les communautés se fondent dans la société se retrouve dans d'autres exemples.

Parallèlement, et pour gagner un peu plus d'argent, elle continue à enseigner le français aux immigrants le soir, via le ministère de l'immigration. Après trois années passées au Portugal de 1983 à 1986, elle revient travailler dans le même organisme communautaire. Deux ans plus tard, en 1988, elle obtient un poste à la Ville de Montréal, d'abord aux affaires interculturelles, puis à la lutte contre la pauvreté depuis 2006, retrouvant ses implications premières. Le parcours de Luisa s'insère dans l'histoire générale du boulevard : la limite Est-Ouest, l'activité commerciale et industrielle liée au textile, la naissance du quartier portugais qui se crée dans cet entre-deux, entre francophones et anglophones. Enfin, c'est aussi le récit d'une vie qui mêle origines portugaises, aspects communautaires et intégration montréalaise, ouverture cosmopolite et ancrages dans le corridor de la *Main*. Si son engagement communautaire l'inscrit au sein de la communauté portugaise, celui politique et associatif au sein des *Amis du boulevard Saint-Laurent* la place dans une démarche d'ouverture interculturelle vers les autres communautés. L'intégration au cosmopolitisme et à la société montréalaise apparaît plus évident pour les ressortissants de la communauté portugaise en voie de rétraction, à l'inverse d'autres communautés immigrantes qui sont de plus en plus importantes.

Ces récits du cosmopolitisme au quotidien, du passé et du présent, se retrouvent dans les expériences de la marche : elle est racontée comme une pratique permettant de s'approprier l'espace, tout en distinguant différents secteurs du boulevard.

### 6.1.2. La marche comme apprentissage du cosmopolitisme du boulevard

« Mais la Saint-Laurent, avant toute chose, est un lieu piétonnier. Elle se vit lentement, cette rue, en hésitant devant les boutiques, bars ou restaurants. Si on va directement à l'Espace Go, on traîne ailleurs, entre le Shed et le Méliès, selon les soirs et les projets, entre deux épiceries chinoises ou deux restaurants italiens, ayant plaisir à voir des étalages ou à lire des menus. Par bonds donc, on navigue le long de cet axe nord-sud: il n'y manquerait plus qu'un tramway pour favoriser les sauts de puce et ainsi pouvoir se dire que l'on vit un autre temps, où déplacements se faisaient pour le bien-être qu'ils génèrent et non par la simple obligation d'être au plus vite ailleurs ».

Thériault Normand, « Montréal. Depuis 100 ans, la « Main »,  
*Le Devoir, Cahier spécial*, samedi 1 octobre 2005, p.H1

Dans les récits de lieux de vie, les habitants organisent leur parcours par rapport au boulevard Saint-Laurent. La marche y est très présente, à la manière de Cary, habitant sur le boulevard et dont le père avait un magasin à la hauteur de la rue Saint-Viateur : il se souvient qu'il marchait le boulevard de l'avenue du Mont-Royal jusqu'au viaduc quand il était jeune. Au cours des entretiens, les habitants décrivent pratiquement toujours le boulevard du sud au nord (ou du nord au sud) évoquant les différents quartiers ethniques qui se succèdent, comme s'ils le parcouraient en esprit avant de le mettre en mots. Et Nathan, un artiste travaillant dans l'édifice du 2.22, de me dire (entretien, 23 octobre 2012) : « Attends... Laisse moi le remonter... ». Les récits insistent sur la marche dans la durée, moyen d'embrasser la diversité du boulevard et forme de récréation du couloir de l'immigration avec les différentes vagues d'arrivées. Le cosmopolitisme affleure donc dans les récits d'une manière ou d'une autre. Nadia, une habitante de Villeray, au nord de la rue Jean-Talon, aime à sentir le boulevard à pied. Elle distingue les espaces agréables à marcher de ceux qui le sont moins, car ils présentent peu d'intérêt et ce sont toujours les quartiers dits ethniques qui ressortent (entretien, 25 octobre 2012) :

« Le boulevard... ben... je peux dire la partie que je déteste particulièrement là ! C'est vraiment stupide mais c'est entre Jean-Talon et Jarry, cette partie là me tue. Quand le soir... parce que l'été, j'adore marcher Saint-Laurent, quand on repart de la place des festivals, et tout, je remonte ça avec mes amis, le Saint-Laurent à pieds. On dit : “regarde, ça va être bondé de monde, dans le métro, dans l'autobus, on s'en fout, on marche !” Et je trouve ça le *fun*. Mais il y a comme deux ou trois coins... Ce secteur ci en fait là, c'est un peu ridicule que je dise ça là, mais Saint-Viateur jusqu'à en-dessous du viaduc là, jusqu'à Beaubien, c'est plate à marcher, c'est laid, c'est pas beau. Et de Jean-Talon à Jarry, c'est long, t'as l'impression à ce moment là, je sais pas si c'est parce que ça fait longtemps que tu marches, mais rendu là, t'as l'impression que ça finit plus, ça arrive pas, la rue Jarry n'arrive pas ! Donc ça, c'est les deux parties que je déteste le plus.

Celle que j'aime bien en fait, c'est dans le coin de Rachel - Mont-Royal, il y en a souvent qui ont des petits parcs au coin, j'trouve ça chouette l'été, on marche, tu vas prendre un cornet, un café, tu vas t'asseoir là, tout ça, j'aime bien ce secteur là, c'est plus tranquille. En fait non, c'est pas tranquille, parce que t'es dans la... ça bouge partout ! Mais on dirait que c'est comme si c'est un moment où là, t'es arrêté là, dans ce quadrilatère là, tu peux être relax, mais dès que tu sors du parc par contre, tu prends la bille de la ville là, c'est “go, go, marche marche !” mais ce secteur là, j'trouve ça le fun avec les p'tits parcs et tout ».

Nadia intègre donc complètement les parcs des Amériques et du Portugal au boulevard, leur donnant un statut à part, celui d'espaces de respiration, de haltes nécessaires. Comme le boulevard se comprend dans sa longueur, de nombreux habitants interrogés évoquent la ligne de bus 55 qui remonte le boulevard du Palais de justice au sud jusqu'à la Transcanadienne au nord. Cette ligne de bus permet de saisir les différentes vagues d'immigration et les différents quartiers du boulevard, car, comme le dit Luisa, c'est « la tour de Babel dans les oreilles ». Elle se rend compte que, lors de son retour au Portugal, ce qui lui manquait vraiment, c'est l'autobus 55 (entretien, 14 novembre 2011) :

« C'est la plus belle ligne de transport. Peut-être que celle de l'avenue du Parc est comme ça aussi, mais je ne la connaissais pas à l'époque. Sans doute, elles sont comme cela [comme la tour de Babel] aujourd'hui, mais à l'époque, c'était la seule. Aujourd'hui, j'aime encore la prendre, même si avec la circulation, ça n'avance pas vraiment... ».

Laurence, une professeure venue de Vancouver et qui habite le quartier du Mile End depuis trente ans considère aussi que le cosmopolitisme du boulevard se lit dans le trajet de l'autobus, comme lors de la marche, mais en accéléré (entretien, 16 juillet 2013) :

« Parce que c'est super fun de se mettre en autobus. Parce que vraiment : quartier chinois, quartier juif, quartier portugais, quartier... Tu vois comme les vagues, les arrivées ».

Même si elle est « tout le temps en retard » (ou peut-être justement parce qu'elle l'est) comme le dit Luisa, cette ligne représente Saint-Laurent. Du fait de sa centralité, pour beaucoup d'interrogés, le bus 55 est le plus emprunté (entretien, 31 août 2012). Émeric, un membre d'une association de protection du patrimoine, en fait un parcours obligé (entretien, 27 juin 2012) :

« Même si moi, je suis un grand partisan de l'autobus 80 qui circule sur l'avenue du Parc. Et on a des débats avec les gens qui utilisent la 55. On a les chemins de Compostelle, ces grands parcours, les itinéraires culturels ou pèlerinages. Dans des métropoles, ce sont des longues rues et puis, des fois, les circuits d'autobus ont une valeur qu'on ne reconnaît pas. À Paris, la 80, je l'ai essayé aussi ; à Johannesburg aussi. "80 du monde, unissez vous !". Mais Saint Laurent, je trouve ça formidable, surtout à cause de la sédimentation et puis du caractère chaotique, c'est pas la rue de Rivoli, hein ? Loin de là... ».

Les deux rues historiquement multiethniques, Saint-Laurent et Parc se disputent ainsi les préférences de ligne de bus, même si la plupart des habitants soulignent qu'aujourd'hui, la plupart des lignes de bus traversent des quartiers diversifiés. Mais « la 55 » fait partie du récit historique du boulevard, comme l'explique Marc, artiste bilingue dans la cinquantaine, qui habite sur le Plateau depuis les années 1980 (entretien, 31 août 2012) :

« C'était je pense au moins 100 ans qu'il y avait un dépanneur face à l'arrêt du 55. Et je sais pas si tu sais que le 55 date depuis les années 1850 environ. Bien long avant qu'il y ait des autobus, il y avait un réseau de tramway avec Sherbrooke. Et le 80 était là, le 55 était là. Ils ont tout le temps gardé les mêmes numéros depuis.

Ils commençaient avec des équipes de chevaux qui tiraient les autobus. Après ça, dans les années 1900, ils ont électrifié les tramways et après ça, vers 1950, ils ont remplacé les tramways

par des autobus comme on a là. Il y avait toujours un p'tit dépanneur à ce coin là parce que c'était un des arrêts central dans la ville ».

Dans le podcast de *Cyberpresse*, où le marcheur est invité à écouter les explications et interview de la journaliste à propos de l'histoire du boulevard, une pause est faite à la hauteur du viaduc. La journaliste conseille à l'auditeur-marcheur de prendre la ligne 55 :

« Marchez jusqu'à la rue Saint-Viateur où vous prendrez l'autobus. (...) Bientôt vous serez au coin de Saint-Viateur, juste en face de l'imposant immeuble d'Ubisoft, la compagnie de jeux vidéos. (...) Bon, je vous laisse prendre l'autobus, soyez patient : la 55 passe toutes les 10 minutes. À l'image des gens que vous avez croisés dans la rue, la 55 en a vu d'autres. Elle a embarqué des marginaux, des familles avec plein d'enfants, des immigrants, des anglophones, des francophones, des artistes comme des hommes d'affaires. Vous descendrez au coin de la rue Saint-Zotique. Vous pouvez demander au chauffeur de vous avertir. En attendant, faites pause sur votre lecteur mp3 et reprenez l'enregistrement quand vous sortirez de l'autobus. Ça y est : nous y sommes. Nous sommes maintenant au cœur de la Petite Italie ».

L'espace entre la rue Saint-Viateur et la rue Saint-Zotique est donc considéré comme moins intéressant et à marcher, et à raconter. On retrouve dans le podcast la distinction déjà signalée entre les différents secteurs du boulevard Saint-Laurent, entre ceux qui se marchent et les autres, comme entre ceux qui se retrouvent dans les récits habitants et ceux qui en sont absents, entre ceux qui sont gérés par une SDC et ceux qui sont en-dehors. Cette prise de conscience des territoires des SDC intervient le temps des braderies et des festivals<sup>161</sup>, quelques jours dans l'année, mais comme le boulevard est piétonnisé, l'expérience de la rue se transforme. Ces ruptures spatiales se répètent dans la plupart des mises en récit, la quasi-totalité plébiscitant le côté « quartier » de certains secteurs, « qui se marchent », notamment la partie centrale, entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, marquée à la fois par la présence portugaise et celle des immigrants d'Europe de l'Est. Maëlle, architecte, habite sur le boulevard depuis 1991, dans l'édifice Vineberg, au croisement de la rue Duluth. Son conjoint possède un atelier dans l'édifice (dans les années 1980, le regroupement Espace 22, composé de vingt-deux artistes, rachète le bâtiment et le transforme en 1987 en copropriété). Cette résidente retrace les sorties avec son chien et évoque les « figures » qu'elle rencontre, comme certains sans-abris (entretien, 2 octobre 2012) :

« Maintenant, y'a des habitués là (...) c'est comme s'il y avait différents quêteux<sup>162</sup> au coin des rues, ils se relaient, il y en a qui sont plus gentils que d'autres, il y en a qu'on salue carrément !

On en a eu un très célèbre, Ryan<sup>163</sup> ... je me rappelle plus de son nom de famille malheureusement. C'est un gars qui a gagné au moins un je crois sinon deux oscars pour des films

---

<sup>161</sup> cf. Supra. Chapitre 3. Encourager la mixité et l'activité économique du boulevard par des aménagements « conviviaux », pp. 206-212.

<sup>162</sup> Sans-abris.

<sup>163</sup> Ryan Larkin a débuté sa carrière à l'Office national du film du Canada (ONF) et a réalisé plusieurs films d'animation. Il a été nommé pour les Oscars en 1968, mais n'en a pas remporté. En revanche, il est au centre d'un court-métrage de Chris Landreth, *Ryan* (2004) qui a remporté l'oscar du meilleur

d'animation. Il a eu un problème de consommation. Il est décédé maintenant depuis peut-être cinq ou six ans. Il était toujours sur la *Main*, à quêter soit en face de chez Schwartz's qui est une institution, ou devant Berson, le marchand de pierres tombales, il était toujours là.

Et puis mon chien aime pas les quêteux, je sais pas pourquoi... Il est agressif avec eux et ça me met mal à l'aise parce qu'évidemment tu sais... Et un matin, je croise Ryan et pis moi, pour prendre un peu... tu sais, pour prévenir les coups, je change de côté de rue avec mon chien. Pis Ryan est là avec sa canne parce qu'il marchait avec une canne, donc avec sa canne, il dit : "*But he's a friend of mine ! Where are you going ? He's a friend of mine*" comme si le chien était son ami parce qu'il le connaissait ! (*rigole*) ».

Les commerces retenus par Maëlle sont le commerce juif de pierres tombales Berson, ainsi que le restaurant de *smoked-meat* Schwartz's. Ce sont autant d'icônes du boulevard, des repères du cosmopolitisme de la partie centrale de la *Main*. Cette mention des commerces est fréquente dans les entretiens, comme chez ce couple habitant depuis deux ans sur la rue Van Horne, dans le Mile End. Marie-Christine est québécoise, elle s'est installée à Montréal alors qu'elle avait une vingtaine d'année. Jean-Luc est français, il travaille dans la restauration et vit à Montréal depuis une quinzaine d'années (entretien, 25 juillet 2013) :

« Elle : on le [le boulevard] marche aussi. Des fois on marche... on marche beaucoup ! parce que...

Lui : Des fois on part de la maison et on prend directement Saint-Laurent et puis on marche jusqu'à Sherbrooke, même un peu après...

Elle : ou jusqu'à des Pins

Lui : on a notre petite partie où il y a tous les magasins de meubles entre Mont-Royal et Marie-Anne à peu près je pense. Et après on tombe dans la partie portugaise, là c'est sympa, petits resto, des p'tits bars, et tout. Et après tu tombes dans le Saint-Laurent m'as-tu vu, le vendredi-samedi soir, les filles en mini jupes avec des chaussures ouvertes là. Ça c'est plus de notre âge

Elle : ça l'a jamais été ! *rigole*. (...) Tranquillement, en réfléchissant, je suis en train de me dire que Saint-Laurent, c'est une des rues qu'on marche le plus ! On marche plus là que Saint-Denis ! Souvent quand on se rend... Lui il travaille sur Saint-Denis et Chérier justement et si on décide qu'on marche là la fin de semaine, on va marcher Saint-Laurent jusqu'à des Pins.

Lui : Saint-Denis, ça nous intéresse moins. (...) Saint-Denis, c'est toujours plein de monde donc c'est plus chiant à marcher. Saint-Laurent, il y a moins de monde (...)

Elle : ça descend jusqu'au fleuve ? On arrête avant... c'est rare qu'on va plus au sud qu'au quartier chinois ».

L'un comme l'autre « remontent » et « descendent » le boulevard en pensée et affirment sa spécificité par rapport aux autres rues commerçantes. Il y a ainsi moins de monde sur Saint-Laurent que sur la rue Saint-Denis ou l'avenue du Parc, et l'allure de la marche s'en ressent. Jean, un habitant de la Petite Patrie depuis une dizaine d'années, évoque ainsi (entretien, 28 octobre 2011) :

« C'est important aussi la façon dont les gens déambulent. Ils vont par exemple une fois et demi voire deux fois plus vite sur Sainte Catherine que sur le boulevard Saint Laurent. Mais c'est peut-être un peu en train de changer, une nonchalance qu'on est en train de perdre. C'est

---

court-métrage d'animation. Il a réalisé une affiche promotionnelle pour les 100 ans du boulevard Saint-Laurent, utilisée par la SDBSL. Il meurt en 2007 après avoir mendié sur le boulevard Saint-Laurent pendant plusieurs années. Voir Odile Tremblay, « Ryan Larkin (1943-2007) – La Main perd l'une de ses figures marquantes », 19 février 2007, *Le Devoir*.

aussi lié aux chaînes de commerces : dans les chaînes, on va vite, on va pas déambuler sans but... (...) C'est peut-être aussi qu'il y a de moins en moins de petits vieux sur Saint Laurent, c'est dommage. Dans la Petite Italie, ils sont encore présents. Mais cette perte des petits vieux, des sans empois et des sans papiers, ça change la physionomie du boulevard Saint-Laurent ».

Dans les représentations des habitants, le boulevard Saint-Laurent est volontiers cité comme un axe où l'on peut flâner, se promener tout en prenant son temps, « se laisser guider par [ses] pas, par un paysage » (Sansot, 2000 : 12). Béatrice, une Française dans la trentaine, arrivée il y a sept ans à Montréal et qui réside sur le boulevard à la hauteur de la rue Beaubien depuis trois ans, explique aussi ces différences par l'aspect commercial de certaines rues (4 juillet 2013) :

« Je dirais que... étonnamment que ça soit Saint-Laurent ou que ça soit la piazza [Saint-Hubert] c'est moins commercial. Ben, c'est moins touristique plutôt ! Parce que commercial, ça l'est. C'est moins tape à l'œil. Il y a beaucoup de touristes parce que la piazza c'est vraiment une place connue, tout le monde le sait là ! Mais n'empêche que ça fait plus rue de quartier.

Oui il y a des touristes, mais il y en a pas énormément. Je veux dire, tu peux continuer à marcher, t'es pas à l'arrêt parce que les gens s'arrêtent devant quelque chose ou marchent à deux à l'heure. Ils arrivent à conserver cette ambiance où ça pourrait être ton voisin que tu croises dans la rue... T'as besoin d'un p'tit truc et tu descends. Il y avait un Rona qui a fermé, mais en tous cas, il y avait une quincaillerie avant.

Mais... la rue saint Catherine, faut aller vite, parce que les gens marchent vite. [...] Et puis, c'est plus relax, plus *chill*, plus... on marche tranquille, on sait ce qu'on veut, c'est pas... C'est pas tape à l'œil ».

Enfin, et comme pendant la marche accompagnée, l'évocation de la marche sur le boulevard fait le lien au passé, à la manière de Luisa qui raconte (entretien, 7 octobre 2011) :

« J'ai beaucoup marché sur le boulevard Saint-Laurent plus au sud : je prenais des cours d'allemand à l'institut Goethe, vers Bonaventure, et je montais donc à pieds le boulevard pour rentrer. Je me souviens qu'entre la rue Sainte-Catherine et la rue Sherbrooke, la pente était plus forte qu'aujourd'hui : elle a été rabotée. Et quand je rentrais vers 11h du soir, je me mettais pieds nus et je courrai pour ne pas rentrer en retard chez moi : je ne voulais pas être punie et ne plus pouvoir sortir ! C'était un peu comme cendrillon ! ».

Les entretiens retiennent donc la longueur du boulevard, une longueur qu'on s'approprie par la marche ou par un trajet en autobus : cette longueur, sans cesse signalée, n'est pas neutre. Elle favorise précisément l'appropriation de la diversité ethnique. Les points forts qui ressortent du trajet sont les quartiers ethniques ou la partie centrale de la rue, ainsi que les commerces immigrants. À la différence de ces récits qui mêlent résidence et usages, certains discours dissocient lieux de résidence, de travail et de loisirs, ce qui entraîne parfois des conflits de représentations et de cohabitation.

### 6.1.3. Récits en conflits ou la difficile cohabitation entre habitants et usagers

Plusieurs habitants soulignent les difficultés liées à la cohabitation entre les fonctions de résidence et la présence de bars notamment le soir. Je me penche ici sur les représentations des habitants et des commerçants et leurs discours sur les changements du boulevard. Le boulevard

n'est pas qu'une artère commerciale, elle est également résidentielle. Comme le souligne un habitant de la Petite Italie (entretien, 28 octobre 2011) :

« Le boulevard Saint-Laurent, ce n'est pas du tout qu'une artère commerciale : il y a du résidentiel, mais ce qui me marque moi, c'est qu'on ne voit jamais ces résidents. C'est comme des sortes de fantômes : même les portes sont un peu cachées ! En fait, même si la façade est croche, il y a beaucoup de condo et de lofts de luxe. Et celui qui va accepter de vivre sur le boulevard Saint-Laurent, c'est quelqu'un de particulier : quelqu'un qui aime l'urbanité, le bruit, les odeurs différentes, le divertissement... Mais on n'imagine pas trop au-delà des bars et des magasins, mais il y a du monde au-delà du rez-de-chaussée ! ».

Ces récits lient souvent les conflits d'usage aux évolutions du boulevard qui ne sont nullement appréhendées de la même manière, voire donnent lieu à des explications contradictoires entre habitants et usagers.

Dans le Mile End, Cary, quarante-cinq ans, a repris avec sa compagne le magasin d'antiquités de son oncle et de son père, Monastiraki. Il l'a transformé en galerie d'art et magasin de livres, bandes dessinées, affiches, fanzines, etc. Il est anglophone, mais passe d'une langue à l'autre sans difficulté. Il habite au dessus de son magasin à la hauteur de la rue Saint-Viateur. Il affirme expérimenter la vie « full time boulevard Saint-Laurent et full time ruelle », ce qui n'est pas sans poser problème, notamment par rapport aux bars (le Waverly et le Cagibi) de part et d'autre de la rue (fig. 6.2.) (entretien, 1 août 2013) :

« Waverly, c'est nouveau. I know them because they make a lot of noise, and that's annoying. We're trying.. ; no, we're good neighbours, mais they're not. (...) Donc ça c'est un peu difficile... Parce que le Waverly. Ils sont là, "ahahahahaha !" et le bruit... it travels right down into the alley. Also, le Cagibi, le petit café au coin : les gens fument un joint ou prennent une bière ou ils pissent, comme chaque 15 minutes, il y a quelqu'un qui pisse là... So, on essaie de faire quelque chose comme un peu ruelle verte, on fait un jardin, on fait pousser les herbes. It's better now than it was ».

La fonction de loisir liée aux cafés et aux bars sur le boulevard vient perturber la fonction résidentielle ; et les résidents font d'ailleurs appel à la fois à l'administration municipale et à certaines associations afin d'engager des actions pour réduire les nuisances sonores ou autres. Cary m'explique (entretien, 1 août 2013) :

« On n'a pas parlé avec le comité encore. On a des amis qui travaillent... comme ma blonde travaille avec Rues publiques. Avant, c'était *car-free Mile End*. Maintenant, ils sont Rues publiques, et ils font des initiatives du quartier comme ça.

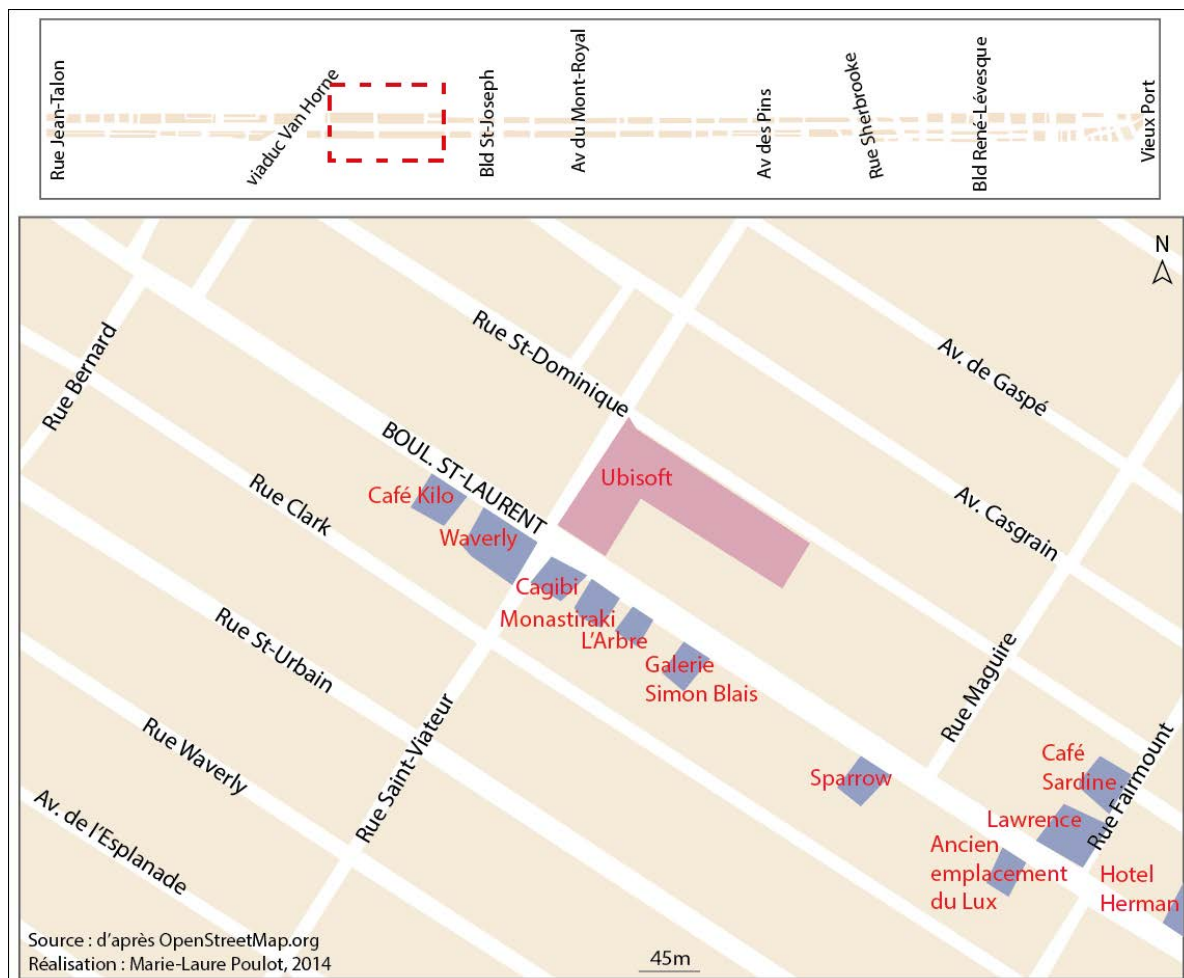
On a déjà parlé avec Richard Ryan<sup>164</sup> et les autres pour dire qu'on veut quelque chose. Mais c'est aussi... difficile, parce que les autres ruelles, il n'y a pas le trafic commercial comme ici. Ici, il y a un trafic commercial dans les ruelles. Et on peut pas bloquer les *trucks*. On doit *checker* qui l'utilise actuellement... ».

---

<sup>164</sup> Richard Ryan est le conseiller de ville du parti Projet Montréal pour le secteur Mile End au sein de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal. Il était auparavant engagé au sein du Comité des citoyens du Mile End.

Ce récit rappelle le dédoublement du boulevard avec son système de ruelles tantôt complètement intégré à la fonction commerciale de la rue comme ici, tantôt uniquement résidentiel.

**Figure 6.2. Les commerces le long du boulevard Saint-Laurent au sein du Mile End**



Le long du boulevard se succèdent les cafés et restaurants et autres commerces évoqués par les habitants et usagers pendant les entretiens.

Plus au sud, entre la rue Sherbrooke et Prince-Arthur, l'activité des bars et boîtes de nuit est dénoncée par de nombreux habitants non seulement en tant que source de nuisances sonores, mais aussi pour sa contribution à l'uniformisation de l'offre commerciale. Ces établissements attireraient de surcroît non pas les habitants du quartier, mais des personnes de l'extérieur. Ces derniers, perçus comme n'appartenant pas à la *Main* par les anciens résidents, sont parfois considérés comme une menace à l'authenticité du quartier. Maëlle, qui habite depuis vingt ans au coin de la rue Duluth, mais qui résidait auparavant non loin du boulevard près de la rue Sherbrooke, se souvient de la transformation de ce secteur (entretien, 2 octobre 2012) :



« Il y avait plus de quincailleries, de nettoyeurs, etc. On a vu une gentrification définitivement de la rue. Mais aussi un côté, qui moi comme résidente me plaît moins, de concentration de restaurants et de clubs “à la mode”, “faux chic” là, en tous cas, particulièrement entre des Pins et Sherbrooke dans les années 90. Ça c’était triste parce que tu voyais que la quincailler devenait autre chose, t’avais plus de quincaillerie. Le nettoyeur est parti, c’est devenu aussi un autre restaurant, des choses comme ça. J’trouvais ça vraiment dommage ».

Pour le plus grand nombre, c’est donc l’arrivée du « *nightlife*<sup>165</sup> » qui a fait disparaître les autres fonctions de la rue. Certains avancent plutôt la thèse de la substitution : un autre « *nightlife* » est venu remplacer les anciennes activités du *nightlife*. Le gérant d’une quarantaine d’années, d’origine espagnole, de la librairie espagnole Las Americas, qui réside aussi au-dessus du commerce au coin de la rue Saint-Norbert, constate cette évolution du « divertissement » dans cette partie du boulevard, entre la rue Sherbrooke et l’avenue des Pins (fig. 6.3.) (entretien, 2 août 2013) :

« Parce qu’en fait, ce qui arrive, c’est que, la rue maintenant, il y a beaucoup plus de gens qui sortent la nuit, jusqu’à plus tard et plus tôt la semaine : à partir de mercredi, jeudi, ça commence. Avant, c’était le vendredi et le samedi. C’était jusqu’à une heure, maintenant, c’est jusqu’à 4 heures. Et les gens aussi qui viennent se divertir, ils ne se divertissent pas comme avant. C’est des gens qui sont euphoriques, en folie très souvent, qui gueulent. C’est incroyable. Alors il y a un changement. Et la police ne fait rien ! C’est un lieu de parade aussi : les gens viennent avec leur voiture, ils accélèrent, ils font crisser les pneus. La police ne fait rien. Ça c’est pas des choses qui sont à mon avis normal ».

La librairie paraît coincée entre des portions du *nightlife* : cela déjà évoquée au nord mais l’hôtel Opus, à l’angle du boulevard et de la rue Sherbrooke, qui est également un lieu de fête, nuit tout autant à sa tranquillité de résident (entretien, 2 août 2013) :

« C’est pas vraiment un hôtel, c’est une salle de fête. Ils ont des haut-parleurs à l’extérieur, avec la musique. Je me suis plaint à la Ville. La seule chose qui me reste... Bon, je ne dors pas la nuit, mais il n’y a personne qui va dormir le matin tôt. Je pense même à y aller, avec un appareil de musique et un amplificateur, entrer dans l’hôtel, et la police vient me déloger, pour lui rendre la pareille. C’est le genre de problèmes qu’on a ici au centre-ville en ce moment. C’est très bien de vendre la Ville comme quelque chose de convivial et tout, mais c’est faux ! ».

---

<sup>165</sup> Je garde ici la formule en anglais car c’est de cette manière que les résidents et les acteurs économiques le long du boulevard l’utilisent.

Figure 6.3. Conflits d'usage sur le boulevard la nuit



À gauche, la librairie espagnole Las Américas. À droite, une représentation du boulevard un samedi à 3 heures du matin dans la vitrine du magasin « Montréalité » (3960 boulevard Saint-Laurent), entre la rue Napoléon et la rue Duluth. Devant les bars, on y repère une voiture de police et plusieurs personnes, debout ou assises sur le trottoir, dans un état plus ou moins avancé d'ébriété (Photographies : M-L Poulot, 2013).

Le boulevard Saint-Laurent constitue en effet une destination importante pour le *nightlife*. Pour ce jeune Québécois dans la vingtaine vivant au coin de la rue Beaubien, le boulevard Saint-Laurent n'est pas un espace patrimonial ou intéressant du point de vue historique, c'est une rue de bars et de boîtes de nuit : il y a un « gradient de fun » plus on va vers le sud. Béatrice vit avec deux colocataires, étudiantes françaises, dans la vingtaine. Elles sortent toutes deux dans les différents clubs du boulevard. Comme le raconte Béatrice, la nuit, le secteur entre Sherbrooke et Prince-Arthur attire énormément de monde (entretien, 4 juillet 2013) :

« C'est drôle parce que des fois j'rentre de soirée, comme par exemple c'est le festival de jazz en ce moment, donc c'est dans le coin. Et en général, moi, j'prends le bus pour remonter. J'adore prendre le bus parce que je suis fascinée de voir à quel point c'est horrible ! ça fait mal au cœur de dire ça, mais... déjà, t'as le Buanaotte, qui est très clinquant... y'a eu des histoires là dessus en plus... Tu payes en liquide, et puis tu payes des grosses sommes en liquide, et puis ça rentre pas dans les caisses. T'es comme "ah, normal !? Moi aussi, j'vais faire ça !" »

Des fois, t'as l'impression que t'as la jeunesse... dépravée, comme... Déjà, les étudiants, même les étrangers, quand ils débarquent, on leur parle tous du café Campus<sup>166</sup>. Donc ils vont tous au Café Campus. Et puis là, ils sont jeunes, ils sont lâchés dans la nature, ils ont pas papa – maman, et puis ils veulent apprécier leur année. Donc au café Campus, les gens ont entre 17 et 20 ans. 20 ans, t'es rendu vieux. Vraiment. Et puis à 11 heures, il y a déjà des gens en train de vomir partout, dans le café Campus et à l'extérieur. Ça te donne une idée. (...)

J'pense que c'est majoritairement des étudiants. Des étudiants, mais tu sais, ils restent tard, jusqu'à 25 ans, 25-28 ans, ils sortent encore en boîte. C'est vraiment beaucoup d'étudiants. Il y a une grosse partie de l'UdM, de l'Université de Montréal. Mais je te dis ça, mais Prince-Arthur, c'est quand même anglophone, donc il doit y avoir McGill aussi. (...) Mais globalement, c'est ça, j'te dirai que c'est que des étudiants, des jeunes qui viennent d'arriver. Que ce soit de Longueuil ou peu importe là ! Même des étrangers qui viennent d'arriver. La joie de étudiants ! »

<sup>166</sup> Le Café Campus se trouve sur la rue Prince-Arthur, à un bloc du boulevard, à l'angle de la rue Saint-Dominique.

Les étudiants participent eux aussi à la diversité ethnique du boulevard ; certains viennent d'ailleurs la rechercher dans ce lieu qui représentait traditionnellement le côté cosmopolite de la ville de Montréal. Evan, d'origine grecque, qui travaille à Radio-Centre ville depuis une vingtaine d'année, une radio communautaire sur le boulevard, justifie de cette manière la venue des jeunes dans les bars et boîtes de la rue (entretien, avril 2007) :

« J'y croyais pas, mais pour les jeunes des banlieues – de la rive Nord, rive Sud, Laval ou de la province –, il viennent jeter leurs sous dans les bars, les discothèques. C'est comme un pèlerinage, un "lieu d'initiation" : ils viennent sur le boulevard pour y voir des gens différents, parce qu'il y a une grande homogénéité de la population dans la province. C'est différent pour le boulevard Saint-Laurent où il y a toutes les races inimaginables, donc ça devient exotique pour eux ».

Au-delà des conflits entre habitants et usagers, ce sont des représentations différentes de la rue qui s'opposent. En fait, plusieurs hypothèses sur les transformations du boulevard se superposent, parfois en accord, parfois en contradiction les unes avec les autres, toutes en lien néanmoins avec le *nightlife*. Pour certains résidents enfin, les évolutions du boulevard sont liées à l'arrivée de nouvelles populations. Plusieurs habitants de longue date se plaignent des transformations engagées par les nouveaux résidents, afin de réduire les nuisances sonores et l'animation nocturne. Ainsi, cet habitant installé au début des années 1980 près du boulevard au sud du Plateau Mont-Royal, explique qu'il se sent différent des nouveaux arrivants (entretien, 28 juin 2012) :

« Ils ont des attentes face à la ville. Ce n'est pas nécessairement mauvais là, en termes de bruit, en termes de toutes sortes de choses. Moi aussi, j'ai des attentes, c'est sûr que j'aime pas avoir un vendeur de drogue à côté de chez moi, même s'il y en a. J'aime pas avoir du bruit la nuit. Mais on est plus tolérant disons, on a accepté d'entrée, quand t'arrives plus jeune.

Par exemple, par rapport au bruit de la rue Saint-Laurent, parce que là on est dans l'aire d'influence, si tu veux, j'ai accepté le fait que tous les samedi soir, à 3 heures du mat', je vais être réveillé par des gens qui festoient devant chez moi. J'ai accepté ça. Et plus ! C'est l'extrême là. Les gens qui arrivent là maintenant, ils voudraient avoir le meilleur de tout le monde, ils voudraient avoir l'urbanité mais pas de désagréments : la vie comme en banlieue. C'est une autre approche. Ils ont moins le sentiment d'appartenance, il y a plus de mouvement aussi : les gens, ils vendent ».

Lui aurait donc « accepté » le caractère du boulevard, tandis que les nouveaux venus attendent plus de calme, comme en banlieue. Depuis les années 1970 et les critiques contre le modernisme, le Plateau Mont-Royal est considéré par les médias et les associations du patrimoine comme la figure-type du quartier traditionnel, vantée dans une recherche d'urbanité, note Kenza Benali (2007 : 158). La qualité urbaine du quartier est associée au cosmopolitisme, alliant diversité ethnique et sociale, convivialité et tolérance. Cette opposition entre le boulevard en ville et la banlieue, perçue comme homogène, revient aussi dans le discours de Marc, un résident du Plateau (entretien, 31 août 2012) :

« Avant cette époque là, tous ces appartements vides auraient éventuellement été remplacés par une nouvelle vague d'immigrants, peut-être des Libanais ou j'sais pas quoi. Mais là,

non, c'est nous qui avons pendant toute cette époque là, rempli le Plateau. Et comme j'ai dit 20 ans plus tard, parce qu'il y en a beaucoup parmi nous qui ont eu des carrières pas pires, des bons salaires, on s'est acheté des condo... là, c'est pour ça que le Plateau est plus ou moins gelé, tu sais, il évolue plus.

Et même Projet Montréal dans l'arrondissement... j'pourrais en dire long, j'irais pas dans cette direction, mais... ils semblent déterminés de faire fermer les salles de spectacles et d'interdire les autos et de faire ça bien calme, de la quiétude, on veut du silence sur le Plateau : les gens essaient de dormir ! Et ça, c'est parce qu'il y a eu un énorme babyboom qui se passe. Il y a énormément de gens de ma génération... dans les années 90, on faisait que fumer du *pot*, jouer de la musique, faire n'importe quoi. Là, pratiquement tout le monde a des enfants, ont acheté un condo... Tu sais, les gens se fatiguent, on travaille tous. À l'époque les personnes travaillaient. Tu sais, si tu travaillais, c'était livreur de *pot*, ou télé marketing... j'avais beaucoup d'amies filles qui dansaient dans les bars parce qu'il y avait très peu de travail mais la plupart des gens étaient sur le BS social<sup>167</sup>. Et on pouvait vivre avec trois ou quatre cents par mois du BS.

Là, malheureusement, ça commence un peu à être traité comme en banlieue mais c'est parce que au fil des années, les jeunes bohémiens deviennent vieux, normaux, ils veulent la paix. Et là, c'est juste triste qu'il n'y ait vraiment pas de volonté de la part de l'arrondissement du Plateau de préserver ou même respecter le côté bruyant de ce quartier. Je les avais confrontés à propos de ce sujet il y a quelques années lors d'une sorte de conférence : "comment tu peux prendre sérieusement une plainte de quelqu'un qui habite sur le boulevard St Laurent qu'il y a du bruit, y'a un bar, y'a des gens sur la rue qui sont en train de parler ? Comment prendre ça au sérieux : ils sont pas à Laval ! Ils sont venus s'installer sur le boulevard Saint-Laurent et là ils sont surpris parce que y'a du bruit ?". Et la réaction était sévère : la personne de Projet Montréal m'a dit : "Monsieur, es-tu en train de me dire que certaines personnes n'ont pas les mêmes droits que d'autres personnes ? Que celui qui habite sur cette rue n'a pas le droit de la paix ? Nous on est pour la justice, l'égalité, la fraternité !". Ils m'ont engueulé pendant dix minutes alors que j'essayais de dire que s'ils allaient juste deux rues plus loin, c'était le calme total : pourquoi tous les autres doivent se déplacer ! Mais eux répétaient égalité, solidarité sociale, etc. ».

Pourtant, déjà en 1994, les résidents avaient contesté la levée du moratoire de la Ville sur les bars, autorisant l'implantation de bars et de bars-billards dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Laurent, Saint-Denis, Sherbrooke et Mont-Royal. Mais malgré ces quelques manifestations pendant la décennie 1990, le quartier est demeuré extrêmement populaire, même au-delà des frontières canadiennes : en 1997, le magazine américain *Utne Reader* le classe « au quatrième rang des quartiers les plus *hip* en Amérique » pour « son charme bohème, son cosmopolitisme et sa frénésie urbaine<sup>168</sup> ».

L'aspect dégradé de certains immeubles, les tags ou encore la présence d'itinérants sont parfois avancés comme symboles d'une identité particulière de la rue, faite à la fois de différence et de marginalité. Parallèlement, des plaintes contre le bruit ou la saleté de même que les actions prises par l'arrondissement quant aux horaires des concerts en plein air ou par la Société de développement afin de résoudre le problème des graffitis, sont autant d'indices de l'ambiguïté de cette urbanité recherchée : il s'agit d'une construction narrative, qui conserve certains aspects tout en en condamnant d'autres. Certains commerçants entre la rue de Maisonneuve et la rue Sherbrooke se plaignent par exemple de nuisances diverses qui conduisent à une certaine

---

<sup>167</sup> Le « BS » désigne l'aide sociale au Québec, qui s'appelait à l'époque « le Bien-être social ».

<sup>168</sup> *Utne Reader*, n°75, septembre 1997.

insécurité comprenant vols, dégradations, vente de drogue et graffitis. Ici, les commerçants affirment que leurs plaintes restent sans réponse et que la « police ne fait rien ». À l'inverse, plus au nord, les établissements Les Bobards et le Blue Dog, tous deux situés sur le boulevard Saint-Laurent ont reçu amendes, interventions de la police et menaces de la part de la ville<sup>169</sup>. Selon les artistes présents sur le Plateau, le *nightlife* est menacé par la gentrification, au point qu'ils tentent de s'organiser afin de continuer les concerts et leurs activités musicales<sup>170</sup>. Ils revendiquent le quartier du Plateau comme un des espaces centraux au niveau culturel et proposent une autre représentation de la vie sur le Plateau et notamment sur le boulevard. Marc évoque ainsi la créativité du Plateau dans les années 1990, dans une cohabitation cosmopolite (entretien, 31 août 2012) :

« Il y a un sentiment de vouloir accommoder tout le monde : comme si on allait faire des compromis pour que tout le monde soit content. Comme Projet Montréal a forcé le festival Fringe<sup>171</sup> de Montréal à arrêter leur musique à 9 heures sur leur scène extérieure ! Originellement, c'était minuit, après c'était 11 heures, puis 10 heures et là cet été, c'était 9 heures. Et là, tout le monde est content ! T'as ton concert, ceux qui se couchent à 9h juste à côté ils vont être contents mais c'est comme on va vers l'élimination de cette culture. Finalement, on va trouver un autre quartier que celui ci parce que ça a plus d'allure comment ça marche !

C'est surtout ça qui me rend un peu triste, surtout qu'il y a beaucoup de réflexions sur Montréal culturelle, métropole culturelle et je participe à beaucoup de ce genre d'exercices, des consultations. Par exemple, il y avait un projet d'identifier les quartiers culturels de Montréal : un peu un exercice de *branding* comme ils l'ont fait avec le Quartier des Spectacles. Il y a une série de conférences sur la métropole culturelle qui vise à la réputation... j'suis assez pessimiste. La façon dont j'ai vu énormément de créativité arriver à Montréal, c'était les années 90 et c'était juste parce que c'était ridiculement pas cher à vivre. Il y avait la paix sociale. Les jeunes bohémiens comme moi qui habitaient sur le Plateau dans les années 90, nos voisins étaient principalement sud-américains, parce que le quartier était quasiment juste portugais, vénézuélien et... il y en a pas un qui se plaignait sur le bruit d'un concert ou d'un *band* comme Arcade Fire ou autre... parce que eux aussi ils vivent aussi assez fort. Tous les mois, il y avait une sorte de festival de rue. Là c'est vraiment triste, parce que ça commence de plus en plus à ressembler à la banlieue et y'a de plus en plus ce genre de désir de ceux qui habitent en banlieue ».

Ces différences de représentations et de générations sont aussi soulignées dans le roman de Trevanian, dont l'intrigue est située dans les années 1970. Le roman évoque les transformations sur la *Main*, plus au sud, dans le Vieux-Montréal :

« une érosion constante est à l'œuvre tout le long de son périmètre. Certaines personnes, certaines organisations ont découvert que préserver ce qui reste du Vieux-Montréal constitue une activité profitable. Sous couvert de conservation, on achète des files de maisons que l'on vide intérieurement, mais on garde l'enveloppe surannée. On installe une plomberie neuve, le

---

<sup>169</sup> André Péloquin, « Bruit sur le Plateau : Les Bobards et le Blue Dog écopent », 7 février 2014, *Voir Montréal*, <http://voir.ca/andre-peloquin/2014/02/07/bruit-sur-le-plateau-les-bobards-et-le-blue-dog-ecopent/>, site consulté le 18 juin 2014.

<sup>170</sup> Richard Burnett, « Plateau live-music fans « complain about complainers » after cops bust concert », October 18, 2013, *The Gazette*, <http://blogs.montrealgazette.com/2013/10/18/plateau-live-music-fans-complain-about-the-noise-complainers-after-cops-bust-concert/>, site consulté le 18 juin 2014.

<sup>171</sup> Le *Fringe Festival* (ou festival St-Amboise Fringe) a lieu tous les ans au Parc des Amériques en juin.

chauffage central, on agrandit les pièces et l'on obtient des résidences pour des jeunes hommes de loi entrepreneurs et influents, des jeunes femmes cadres ou des décorateurs dans le vent. Il est maintenant très élégant d'étonner ses amis et connaissances en disant négligemment qu'on habite dans la Main. Ces bonnes gens n'habitent pas dans la Main, ils jouent à y habiter ».

Trevarian, 2013 [1976, édition française en 1979], *The Main*, éditions Gallmeister, p. 313-314

La dernière phrase est forte, qui oppose les « vrais habitants », ceux installés de longue date, et ceux qui « jouent à y habiter », plus récemment installés, attirés par le changement d'image du boulevard. Cette opposition binaire est dénoncée par le parti Projet Montréal, au pouvoir dans l'arrondissement du Plateau, et qui est la cible de ce mouvement de contestation contre les plaintes (*Complain about the noise complainers*<sup>172</sup>). Un des conseillers d'arrondissement du Plateau, du district du Mile End, analyse ainsi le discours (entretien, 23 août 2012) :

« On entend certains discours soit des commerçants soit de certains qui disent que les *yuppies* arrivés récemment dans le quartier ne connaissaient pas et apprennent maintenant à leurs dépens que ben oui, c'est un quartier de bars et d'animation. Mais ce n'est pas vrai : les plaintes viennent de personnes locataires, souvent peu aisées, installés de longue date dans le coin mais qui ont vu leur qualité de vie se dégrader... ».

Dans tous les cas, la particularité du corridor du Saint-Laurent serait intimement liée à l'urbanité, terme qui recouvre plusieurs aspects dans le discours des habitants : densité, diversité, mais aussi bruit et vie diurne et nocturne importante. Je rencontre Maëlle au Laïka, au rez-de-chaussée de son immeuble. Elle explique que pour résider sur le boulevard (entretien, 2 octobre 2012) :

« il faut être tolérant au bruit, ça c'est clair. Mais Montréal se densifie beaucoup ces dernières années et je crois qu'on devient de plus en plus... comment j'dirais... moins rébarbatif à vivre près de structures qui parfois peuvent causer de la poussière ou du bruit. En Europe, que ce soit Paris ou Londres, y'a une proximité avec des infrastructures ferroviaires par exemple avec les bâtiments, qui moi me donne l'impression que j'entre dans une grande ville aussi ! ».

Dans les discours des habitants, semble ainsi se dessiner une distinction entre les activités diurnes, commerciales et de bureaux et les activités nocturnes symbolisées par les bars et clubs du secteur Sherbrooke-Prince-Arthur. À l'inverse des personnes venant la fin de semaine dans ces lieux, les travailleurs des commerces et des bureaux aux étages sont englobés dans la catégorie de ceux qui vivent sur le boulevard. L'ancien copropriétaire de la pâtisserie portugaise CocoRico rappelle leur importance et leurs pratiques, très ancrées sur le boulevard (entretien, 9 mai 2013) :

« Et la clientèle qui y vient, il ne faut pas oublier que beaucoup d'entre eux sont des travailleurs du boulevard Saint-Laurent, qui travaillent aux étages. Donc ils y travaillent, et ils y vivent ! Ils n'y habitent pas, mais ils y vivent ! Et c'est ça, faut faire la différence : c'est pas parce qu'on habite pas un quartier qu'on y vit pas ! Et qu'on n'en fait pas partie. Et donc c'est le cas ici.

---

<sup>172</sup> Voir <http://savetheplateau.wordpress.com/>, site consulté le 18 juin 2014.

Et donc, déjà là, on a un pourcentage énorme, des gens qu'on retrouve sur le boulevard Saint-Laurent qui y sont attachés, parce qu'ils y vivent.

Et en plus, ceux qui viennent de l'extérieur pour le voir, sont presque invisibles. Ils rentrent dans cette optique de "covoisinage" si on veut. Dans la foule... Contrairement à ce qu'on va voir, le touriste, on sait que c'est un touriste, on sait qu'il vient de l'extérieur. Mais très souvent ici, on se fond dans la masse, sans perdre son identité, bien au contraire, mais pour adopter ce caractère très convivial, si on veut, du boulevard Saint-Laurent. Du moins, c'est ce qu'on espère... mais c'est ce qui est présent, c'est ce qui donne ce... C'est ce qui donne, j'cherchais son identité, justement elle est là ».

À la première opposition anciens/nouveaux, s'en ajoute une seconde, toute aussi ambiguë, entre résidents « locaux » et usagers « de l'extérieur ». Pour certains, les « extérieurs » ne participent au caractère particulier du boulevard ; pour d'autres, comme le copropriétaire de Cocorico, le boulevard constitue un espace inclusif du cosmopolitisme. Certains récits entrent donc en conflit autour de l'identité du boulevard, entre usagers et résidents, mais aussi entre les résidents eux mêmes. Tous n'ont pas la même définition de l'urbanité, ni de la fonction de la rue. En tant que *Main Street* et rue de quartier, le boulevard Saint-Laurent propose en effet commerces de proximité et bars et clubs de nuit, avec toutes les difficultés afférentes de cohabitation sur le Plateau<sup>173</sup>. L'existence de représentations diverses et discordantes est un phénomène classique sur des rues ou des quartiers en voie de gentrification. Ces transformations du boulevard entraînent des discours de la part des habitants et des usagers sur l'authenticité liée à la dimension cosmopolite de la rue, qu'ils souhaitent conserver ou qu'ils regrettent déjà.

## 6.2. À la recherche de l'authenticité cosmopolite sur le boulevard

« Le boulevard Saint-Laurent a toujours eu son identité, qui est toujours la même, c'est-à-dire que c'est une artère de un, qui est historique, de deux, qui est non-conformiste et qui est authentique ».

Ce sont les termes retenus par un des commerçants pour décrire le boulevard (entretien, 9 mai 2013). L'authenticité, au sens de ce qui est vrai et sincère, constitue, pour de nombreuses institutions locales, nationales et internationales (Ville de Montréal<sup>174</sup>, Parcs Canada<sup>175</sup>, UNESCO<sup>176</sup>), un des critères patrimoniaux fondamentaux, aux côtés de l'ancienneté, la rareté ou

---

<sup>173</sup> D'anciennes tavernes sont également transformées en bars, attirant alors une nouvelle clientèle dans l'arrondissement de Rosemont-la-Petite Patrie, mais de manière beaucoup moins importante. Ces transformations n'affectent pas les deux arrondissements de façon homogène : des « poches » de gentrification côtoient des « poches » de pauvreté.

<sup>174</sup> Ville de Montréal, mai 2005, Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal.

<sup>175</sup> Commission des lieux et monuments historiques du Canada, printemps 2008, *op.cit.*

<sup>176</sup> Conseil international des Monuments et des Sites (ICOMOS), 1994, *Document de Nara sur l'authenticité*.

la beauté (Choay, 1992 ; Heinich, 2009). Appréhendée comme une valeur positive, elle est le plus souvent opposée à « l'artificiel » (Lévy, 2003a) et peut être définie comme « la continuité du lien entre l'objet en question et son origine » (Heinich, 2009 : 239). Les recherches sur l'authenticité et sa quête se réfèrent surtout à l'expérience touristique (MIT, 2002), où la « résurgence du vrai » (Spretnak, 1999) supposée survenir dans certains espaces est souvent liée à une construction nostalgique du passé. Les actions cherchant à répondre aux attentes du « *tourist gaze* » (Urry, 1990) s'attachent notamment à rénover et restaurer des sites historiques, à créer une image de marque de l'espace autour de savoir-faire, artisanats ou arts locaux, ou encore à souligner le caractère unique de certains produits, en particulier alimentaires, dits ethniques ou « du terroir » (Delfosse, 1997). La mise en tourisme de ces espaces équivaut alors à une mise en scène de ce qui est décrété authentique (*staged authenticity*) (MacCannell, 1973). Avec l'affaiblissement de la vocation résidentielle du « corridor d'immigration<sup>177</sup> », le boulevard Saint-Laurent ne deviendrait-il qu'un lieu de consommation ? Peut-on encore parler d'authenticité ? De fait, ainsi que l'explique Sharon Zukin (2010), l'authenticité louée par Jane Jacobs (1961) reposait sur des communautés ethniques de la classe ouvrière, qui ont peu à peu disparu des quartiers centraux des villes nord-américaines, à la faveur des processus de gentrification. Si les bâtiments restent les mêmes, la population qui créait la convivialité et le « *sense of community* » a été remplacée. Pourtant, les commerçants et les acteurs du développement – via les sociétés de développement – construisent toujours cette valeur d'authenticité sur le boulevard Saint-Laurent, reprise par les habitants et les usagers du boulevard. Quelles sont les valeurs véhiculées par le terme « authentique » selon les différents usagers pour qualifier le boulevard ? Il s'agit également de réfléchir aux impacts de cette construction d'un discours sur l'authentique dans l'espace urbain.

#### 6.2.1. L'authentique ou l'ancienneté : la préservation du passé immigrant de la rue

L'authenticité dans le cas du boulevard Saint-Laurent est associée, autant par les institutions que par des associations du patrimoine, à son rôle historique mais aussi à l'altérité, dans l'apport des communautés ethnoculturelles à la société montréalaise : « le boulevard compte encore de grandes institutions reconnues pour leur ancienneté et leur authenticité<sup>178</sup> ». Plusieurs campagnes publicitaires et documents axés sur le développement économique retiennent ce caractère multiculturel et historique du boulevard à différentes échelles, dans son ensemble, dans certains secteurs ou certains lieux particuliers.

---

<sup>177</sup> Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1996, *op.cit.*

<sup>178</sup> *Ibid.*



Figure 6.4. Les anciens commerces « européens » dans la partie centrale du boulevard



La Vieille Europe, l'épicerie Segal, Chez Schwartz, la charcuterie hongroise (Photographies : M-L Poulot, 2013)

Les usagers du boulevard sont très attachés aux commerces datant de l'immigration européenne sur le boulevard, qu'il s'agisse de la charcuterie hongroise, de la boucherie-charcuterie Slovenia ou encore de la rôtisserie portugaise CocoRico. Le tronçon qui « abrite les plus anciens commerces de la *Main* tels que Warshaw, St-Lawrence Bakery, Pecker Hardware, Moishes, la Main Smoked Meat, Schwartz, Bersons & fils, la vieille Europe (fig. 6.4. et fig. 4.14.), tous sur le boulevard depuis plus d'une génération<sup>179</sup> » est d'ailleurs appelé « la Main authentique » par l'association de commerçants. Le restaurant Moishes est décrit par un article de presse comme une « machine à voyager dans le temps » où l'atmosphère est « rassembleuse. Une clientèle bigarrée, multiculturelle et multigénérationnelle se côtoie dans un joyeux brouhaha. On est sur la

<sup>179</sup> Association des marchands *Village international Boulevard Saint-Laurent*, août 1996, Projet « La revitalisation du boulevard Saint-Laurent », présenté au service de développement économique Ville de Montréal, dans le programme Opération commerce.

Main, au confluent de toutes les identités montréalaises<sup>180</sup> ». C'est l'ancienneté des commerces qui forge ici l'authenticité, alors que le bâti n'est pas à l'abri de transformations et dégradations. L'analyse vaut à une échelle plus fine, puisque le restaurant de *smoked-meat* chez Schwartz's aurait conservé une « ambiance toujours authentique aux couleurs de la *Main*<sup>181</sup> » : « depuis 80 ans, presque rien n'a changé : ni la recette secrète, ni l'ambiance, pas même la file d'attente !<sup>182</sup> », en dépit d'un agrandissement du restaurant avec l'ouverture de « Chez Schwartz's à côté » pour la vente de plats à emporter (fig. 6.4).

Cette transformation n'est pourtant pas perçue comme une « dénaturation » pour reprendre les termes de Nathalie Heinich (2009), mais comme un symbole de la longévité et de la réussite commerciale du restaurant. Deux stratégies se repèrent chez les commerçants : quand certains figent les lieux au point d'être qualifiés de musées par les habitants, d'autres font évoluer leur offre commerciale afin de répondre aux transformations de la demande. Ainsi, les propriétaires de Café Lino dans la Petite Italie ont choisi d'élargir leur gamme commerciale en proposant des machines à expresso, mais surtout leur propre mélange de café. L'origine ethnique ou le lien au pays d'origine comme garant de l'authenticité est alors à géométries variables. Si un habitant du secteur d'origine portugaise qualifie d'« authentique » un petit bistro qu'il trouve « du genre qu'on trouve au Portugal dans les petits villages » (entretien, 9 mai 2013) ; pour d'autres, une origine globalement « européenne » suffit comme gage d'authenticité. Une résidente du boulevard s'attache notamment à la transmission de ces « institutions » qui, fondées par des immigrants, ont été reprises par des membres issus des vagues d'immigration ultérieures (entretien, octobre 2012) :

« à la Vieille Europe, les gens sont fort sympathiques, mais c'est peut-être pas eux qui ont fondé le magasin. C'est des Portugais aujourd'hui, les Portugais sont arrivés dans les années 60. Je pense que la boutique existait avant, qu'ils ont repris quelque chose et l'ont fait prospérer, avec des trucs authentiques... ».

En revanche, Maëlle, la résidente aux étages du Laïka, explique autrement la transformation d'un ancien commerce. Selon elle, celle-ci est en complète contradiction avec le caractère du boulevard (entretien, 2 octobre 2012) :

« Il y avait un truc qui m'a fâché moi. C'est qu'il y avait un bijoutier près de Prince-Arthur. Et il devait être là depuis quarante ans j'imagine. Il se tenait dans sa vitrine quand il n'avait pas de clients et puis il regardait dehors. Il doit être décédé parce qu'il était quand même pas mal vieux. Et il s'est ouvert un vendeur de hot dog de luxe. Ben c'était plus dans la baguette française

---

<sup>180</sup> Ariane Hrol, « Moishes : machine à voyager dans le temps », 27 décembre 2013, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/vivre/gourmand/restaurants/201312/27/01-4724267-moishes-machine-a-voyager-dans-le-temps.php>, site consulté le 27 mai 2014.

<sup>181</sup> Société de développement du boulevard Saint-Laurent, novembre 2008, Bulletin de nouvelles de la SDBSL.

<sup>182</sup> *Ibid.*

parce que c'était meilleur qu'une Hygrade<sup>183</sup> ou une Lesters<sup>184</sup> ou whatever, les compagnies industrielles, les saucisses industrielles.

Sur la rue Saint-Laurent, il y a une tradition de hot dogs steamés, c'est-à-dire à la vapeur là (...). Mais il y avait les frites, les hotdogs, les guédilles qui était un hotdog, pas de saucisse avec soit de la salade de choux et de frites dedans ou des choses comme ça... (...)

Alors là, j'voyais une espèce de contradiction entre le hot dog traditionnel de la *Main*, qu'est un hot dog steamé, qui coûte pas cher... tandis que lui, il était... bon... Ce qui m'a surtout choqué, c'est que le bijoutier était là pendant des décennies. Ça, ça a fait long feu, ça a fermé, et puis c'est resté vacant pendant un bout de temps. Comme si c'était pas, c'est dans un renouvellement, mais on n'était pas là... et puis c'est pas tout à fait la *Main* non plus. Elle a quelque chose aussi... si tout est possible, c'est aussi que tout n'est pas parfait, tout n'est pas propre, tout n'est pas... Il y a un côté hétéroclite, multiethnique, pas rangé. Il y a un certain mouvement aussi sur cette rue ».

Cette histoire met en lumière l'opposition entre un commerce vu comme authentique et ancien, et un nouveau commerce, ne prenant pas en compte la « tradition » culinaire de la rue et qui serait trop « parfait » pour le boulevard. Cet accent porté sur l'ancienneté des commerces revient pour tous les commerces relevant du « cosmopolitisme de bouche », c'est-à-dire les restaurants, cafés et magasins d'alimentation « ethniques » ou « exotiques », qui sont intimement liés à l'expérience du boulevard. Damaris Rose (2006 : 46) dans son étude sur le Plateau gentrifié soulignait le rejet des achats hebdomadaires en grande surface au profit des petits commerces qualifiés d'« européens », c'est-à-dire une « esthétique gastronomique postmoderne qui reflète la quête pour l'«authenticité» et qui s'exprime par les achats fréquents et en plus petites quantités chez les vendeurs spécialisés offrant un service personnalisé » (Rose, 2006 : 47). Pour autant, les discours sur les restaurants et commerces « ethniques » sont peu présents sur le Plateau en général (Rose, 2006 : 48), à la différence de ceux sur le boulevard Saint-Laurent. Ce cosmopolitisme de bouche est souvent qualifié d'expérience authentique et multisensorielle par les habitants et usagers.

### 6.2.2. Un récit qui en appelle à tous les sens

Dans leur expérience urbaine du boulevard Saint-Laurent, les habitants recherchent certains commerces, le tout dans une approche multisensorielle. Ces récits sensoriels racontent le patrimoine immatériel du boulevard : l'attention se focalise moins sur les bâtiments que sur

---

<sup>183</sup> La compagnie Hygrade a été fondée en 1857 à Montréal sur l'avenue du Parc : elle est spécialisée en viande fumée (saucisse, jambon, bacon). Elle a ensuite été rachetée par diverses entreprises et est aujourd'hui intégrée au groupe MapleLeaf.

<sup>184</sup> Lesters est une entreprise de transformation de viande au Canada. Elle s'est d'ailleurs peu à peu agrandie au fil des années, depuis l'ouverture d'un déli de smoked meat sur la rue Saint-Laurent en 1931 jusqu'à leur implantation à Laval. Voir le site de l'entreprise : <http://lesters.ca/fr/entreprise/histoire/>, site consulté le 18 juin 2014.

l'ambiance « magique et bouillonnante<sup>185</sup> », sur l'expérience totale offerte par la rue. Ce vivre et ressentir le patrimoine s'insère dans des récits qui s'attachent à certains secteurs et lieux et non pas forcément à l'ensemble de la rue. Un ancrage territorial, de quartier, communautaire apparaît dans les « patrimoines intimes » des habitants. Ainsi, comme l'affirme Isaac Joseph (1984 : 2), l'expérience urbaine passe par la rue, le cosmopolitisme et les sens, excepté le toucher :

« La réflexivité des représentations de l'étranger et du citoyen appartient déjà au discours du flâneur, de l'arpenteur, de l'homme de la rue. La rue est la première image de la ville et elle est colorée, bigarrée. Confusion des langues : la ville est un monde, immense par évocation.

Tous les sens, ou presque, participent à l'impression cosmopolite : la vue et l'ouïe, le goût, l'odorat, à l'exclusion du toucher. C'est la prescription du toucher qui est décisive pour l'anthropologie urbaine des rencontres. Les corps se livrent à une danse étrange, tour à tour déployés chacun dans sa réserve de sens, dans son territoire, puis, happés au centre dans un grouillement infernal, ils sont contraints à la coprésence, au tact et à l'attention ».

Cette expérience du boulevard Saint-Laurent irrigue les récits des habitants : par le visuel tout d'abord puisque l'œil, « organe sociologique » (Sennett, 2009), repère les couleurs, les éléments de marquage ethnique (drapeaux, langues sur les enseignes, etc.), bref, l'altérité mise en visibilité. Les sons interviennent dans les descriptions du boulevard, tant pour évoquer l'animation qui y règne que les différentes langues des communautés ethnoculturelles. Pour Luisa, ce qui lui manquait vraiment lors de son retour au Portugal, c'était l'autobus 55, c'est-à-dire « le monde entier dans les oreilles » (entretien, 7 octobre 2011). Ces sensations individuelles racontées deviennent parfois des récits artistiques rendus publics, à l'image de l'audio promenade *Hearing There//L'Outre Écoute*, de David Drury<sup>186</sup>. L'artiste a produit des enregistrements de une à trois minutes de bruits et de sons de différents lieux emblématiques du boulevard : le restaurant de *smoked-meat* Chez Schwartz, les Bains Schubert ou l'épicerie La Vieille Europe, mais aussi la Garderie la Cloche ou la Bijouterie Portugaise. Les sons participent au paysage sonore du boulevard, et certains arrêts font la part belle à des commerçants, propriétaires, et autres personnages du boulevard, avec par exemple une interview sur le travail de la pierre pour les monuments funéraires chez Berson & sons. Ces sons représentent ce que le musicien canadien R. Murray Schafer (1976) appelle le « paysage sonore urbain », où tous les bruits urbains contribuent à l'ambiance de la rue et « à l'image de la ville et à son appropriation par les usagers ». L'odorat revient également pour décrire la rue : les senteurs du quartier chinois, le poulet grillé, le *smoked-meat* s'imposent dans les discours des habitants. Une habitante du boulevard évoque par exemple l'épicerie Segal pour ses prix, mais aussi pour les odeurs (entretien, 2 octobre 2012) :

---

<sup>185</sup> G. Fulton et L. Vermette, Direction des services historiques, Parcs Canada, 1996, Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, L'arrondissement historique du Boulevard Saint-Laurent (La Main).

<sup>186</sup> L'œuvre peut être écoutée à l'adresse [www.hearingthere.com](http://www.hearingthere.com), site consulté le 18 juin 2014.

« Nous on l'appelle "l'épicerie qui pue", parce qu'il y a [...] les grandes morues séchées dans le fond du magasin ».

Tomas, un ancien habitant du boulevard d'origine portugaise aujourd'hui membre des *Amis du boulevard Saint-Laurent*, explique ainsi (entretien, 19 septembre 2011) :

« Le boulevard Saint-Laurent, c'est aussi "sentir" des odeurs : comme à Parc Extension quand on sent la nourriture indienne. Donc la présence des communautés culturelles, c'est aussi "la vraie vie", la présence effective et olfactive ».

Pour lui, c'est aussi l'odeur du vin. Il se souvient qu'au sous-sol de sa maison, il y avait un grand bac en ciment pour presser le raisin et faire le vin. Le « sentir et ressentir la ville » exclut souvent le goût, sens qui suppose l'action (Martouzet, 2003). Sur le boulevard Saint-Laurent pourtant, l'expérience des senteurs se double de celle des saveurs, puisque la nourriture (magasins et restaurants) continue d'occuper une place de choix dans l'offre commerciale. Un habitant d'origine italienne raconte (entretien, 27 août 2012) :

« Bon, moi je suis arrivé ici en 73. Et Montréal était une ville bien bizarre : on ne trouvait pas de baguette [...] Pour avoir du pain qui était pas le pain molasse, on allait à la boulangerie de la Petite Italie [...] ».

Les années 1970 sont aussi pour Isabelle, une artiste ayant son atelier dans le Mile End, la période où elle venait spécifiquement sur le boulevard acheter certaines denrées alors qu'elle habitait dans l'ouest de la ville (entretien, 8 août 2013) :

« J'allais chercher mes marrons à la Vieille Europe ou à l'épicerie 4 frères à l'automne entre autres chez les 4 frères parce que il n'y avait pas moyen d'en avoir dans les épicerie normales. Sans la rue Saint-Laurent, c'était impossible d'avoir des denrées qui étaient plus de culture européenne... à moi à ma connaissance là ! (...) »

Mais je me souviens aussi qu'à la Vieille Europe, j'allais chercher du café. Parce que moi à cette époque, j'avais déjà une machine à café expresso que j'avais rapporté en 76 d'Italie. Parce que les machines expresso, c'était pas répandu dans les maisons. Tout le monde faisait des cafés au percolateur. Mais vraiment, au moins une fois par 2 semaines, j'allais faire mon épicerie sur Saint-Laurent. j'habitais complètement à l'ouest de la ville ! (...) J'habitais à Kirkland ! ».

De même, Gauthier qui habite aujourd'hui près du marché Jean-Talon, se souvient avoir fréquenté des commerces pour l'alimentation sur Saint-Laurent quand il y résidait vers trente ans (entretien, 22 août 2012) :

« J'ai habité longtemps sur le Plateau, mais sur Coloniale, l'équivalent de Casgrain, alors deux rues à l'est de Saint-Laurent : j'allais faire mes courses chez Sakaris entre Marie-Anne et Mont-Royal. A l'épicerie sans nom juste au sud de Duluth. Y'a une épicerie qui s'appelle juste épicerie et y'a plein de trucs en vrac... J'étais un fidèle habitué de la Vieille Europe car c'est des produits, quel bel endroit pour aller chercher des produits fins et pas trop chers ! La charcuterie hongroise et ses sandwich à la saucisse et choucroute ».

Les habitants rattachent volontiers le « manger européen » qui se développe dans les années 1940-1950 au boulevard Saint-Laurent et à ses environs. Comme l'explique une habitante du boulevard (entretien, octobre 2012) :

« chaque restaurant qui est là authentique depuis longtemps où on peut manger bien, chaque commerce où on peut se fournir quelque chose de qualité, qui est dans une perspective logique, durable, etc. va m'intéresser ! ».

Surtout, les habitants sont conscients du lien entre nouveautés culinaires et vagues d'immigration. Henry, un ancien commerçant de textile sur le boulevard se rappelle (entretien, 17 octobre 2012) :

« Comme à un moment donné, après 1956, il y avait les Hongrois qui venaient à Montréal. 54-56, il y avait la révolution en Hongrie contre les Russes. Et y'en avaient beaucoup qui avaient la chance de fuir, ils sont arrivés à Montréal et parce qu'ils recommençaient de zéro, ils ont commencé avec des resto, mais du centre-ville. Il y en avait quelques uns sur Mont-Royal, mais eux autres ils ont commencé dans le centre-ville. Et il y avait là, le café, café, comment on dit, le capuccino. C'était pas le capuccino, c'était le café Viennois. Parce que eux, ils l'apportaient de Hongrie ! Ils étaient très forts sur les capuccino, sur les cafés viennois, sur toutes ces affaires là qu'on a appris, il y avait les machines ! C'était pas d'Italie, c'était de Hongrie. Puis le concept de *coffee society*, où tu rentrais, tu prenais ton gâteau mais le gâteau était, tu sais, incroyable, où tu mangeais. Et c'étaient eux qui ont amené ce genre de café society. Tu sais, des journaux, beaucoup de journaux, de différentes choses... on prenait du café, Moi je mangeais du Wiener schnitzel, mince comme du papier, le meilleur ! ».

Les clients des commerces et restaurants sont issus de ces différentes vagues d'immigration. Une des anecdotes qui revient au sein des entretiens est liée à l'ancien marché sur le boulevard Saint-Laurent et à l'achat de poulets vivants. Ainsi, Henry raconte (entretien, 17 octobre 2012) :

« Mais elle [sa tante], quand j'étais jeune, elle m'emmenait... c'était une femme vraiment à l'ancienne, très élégante, tu sais. Et elle m'amenait au marché, et puis on allait rue Rachel, et puis sur la rue, il y avait un gars qui vendait des poulets, mais des poulets vivants ! Elle achetait les poulets vivants parce que les juifs, il faut que le poulet soit tué... en coupant, tu sais, mais par quelqu'un qui le fait propre, c'est-à-dire casher, ça veut dire propre. Alors elle... *il rigole en imaginant la scène*. Elle avait un sac avec deux poulets vivants, leurs pattes comme ça et puis on marchait dans rue. C'était drôle si on se rappelle des histoires ! Qui le fait aujourd'hui ? Ça ne se fait plus ».

À la manière de la petite madeleine de Proust, certaines sensations liées à la nourriture conduisent ainsi le passant sur le boulevard de son enfance ou de son adolescence : la mémoire se retrouve stimulée par le fruit du hasard dans le présent ou par « le miracle d'une analogie<sup>187</sup> », au point de ressusciter ce qui n'existait plus. Mais ce cosmopolitisme de bouche évolue aujourd'hui pour répondre à une demande différente de celle des communautés immigrantes qui résidaient dans ce corridor. Comme l'écrit Damaris Rose (2006 : 48), « la gentrification de ce secteur incite les propriétaires de petites épiceries européennes établies de longue date à s'adapter aux goûts et modes de présentation alimentaires des nouvelles couches moyennes », comme c'est le cas dans d'autres quartiers, comme à Toronto (Hackworth et Rekers, 2005). Ainsi, Elisabeth Bourget dans la pièce *Histoire de poulet* (2007), montre ces changements : du poulet vivant qu'il faut tuer et

---

<sup>187</sup> Proust, Marcel, 1954, *Le Temps retrouvé. À la Recherche du temps perdu*, Paris, Gallimard, p. 228.

préparer, – c'est-à-dire l' « ébouillanter, le plumer et le vider » – aux poulets biologiques, en passant par les poulets de grande surface (Dominium est une ancienne chaîne de magasin de grande surface, appartenant aujourd'hui au groupe de grande distribution Metro) :

« Lena : Maman, il est ben bon votre poulet. Il est ben bon, mais moi, quand je vas me marier pis avoir une famille, ben je vas manger du poulet... normal ! Je vas aller au Dominion... »

Maria : Au Dominion ?

Lena : Je vas aller au Dominion, pis je vas acheter un poulet mort, plumé, vidé.

*Un silence*

Maria : Pourquoi au Dominion ? Y a pas de Dominion sur Saint-Laurent.

Lena : Parce qu'ils ont de la bonne viande. Tout le monde va au Dominion, maman.

*Un silence.*

Maria : Au Dominion, les poulets, ils ont pas de tête, pas de pattes. Comment tu vas faire pour choisir ? »

Elisabeth Bourget, 2007, *Histoire de poulet*, in *Coin St-Laurent ou les cinq doigts de la Main*, Elisabeth Bourget, 2007, *Histoire de poulet*, Dramaturges Éditeurs, p. 101

« L'autre jour, y a un gars qui rentre dans le magasin, ben habillé. Un Québécois. Il doit travailler dans le boutte<sup>188</sup>. Il voulait savoir si on avait ça du poulet bio. J'ai raconté ça à ta mère. Ça l'a fait rire ».

Elisabeth Bourget, 2007, *Histoire de poulet*, in *Coin St-Laurent ou les cinq doigts de la Main*, Elisabeth Bourget, 2007, *Histoire de poulet*, Dramaturges Éditeurs, p.114

Ces sensations décrites participent aussi de l'attachement de certains habitants à ces lieux, comme Tomas qui évoque les pratiques de sa mère (entretien, 19 septembre 2011) :

« Ma mère travaille comme femme de ménage dans une riche famille juive à Westmount, mais elle s'arrête à l'épicerie Segal sur le boulevard Saint-Laurent pour acheter des courses, pour économiser quelques dollars et reprend le bus jusqu'à Parc-Extension ! D'ailleurs, c'est fou, l'épicerie Segal est tenue par des Juifs, mais comme il y a marqué sur la devanture "poissons surgelés du Portugal", tout le monde pense que c'est portugais ».

Le parcours de la mère de Tomas (de Westmount au boulevard Saint-Laurent) fait écho à celui d'Isabelle (de Kirkland au boulevard) et renforce l'idée selon laquelle le boulevard constitue une *Main street* au niveau de l'alimentation ethnique et une rue originale par rapport aux autres rues commerçantes.

### 6.2.3. Quand commerce « authentique » rime avec urbanité

En plus d'englober ancienneté et altérité européenne en opposition au récent, l'authenticité se définit pour les commerçants et les usagers comme un vecteur d'urbanité et d'originalité à rebours des espaces commerciaux de banlieues considérés comme homogènes et aseptisés. Un anglophone habitant désormais à proximité du boulevard décrit sa première découverte de la rue lorsqu'il était jeune et habitait dans la banlieue sud (entretien, 29 juin 2012) :

---

<sup>188</sup> Dans le coin.

« When I got there, I thought “waouh, this is really authentic, this is what a real city is supposed to be !” And that’s why it was so amazing for me at first. Because this place was genuine, it was authentic; there was no corporate bullshit there. And there’s a lot of artists. And there’s also tons of immigrant businesses so you’d meet all this amazing people from all over the world, you know, running the bars and the cafés, and things like that. It was a different world for me as a teenager, a completely different world from being in the suburbs, where everything was boring and plastic and generic and snobby<sup>189</sup> ».

Les « chaînes » sont décriées par les usagers et l’association de commerçants du boulevard, allant à l’encontre de la proximité, entendue comme facteur de qualité de vie. Les commerces familiaux constitueraient *a contrario* l’identité du boulevard, sorte de rempart contre la marchandisation des rapports sociaux et la recherche du profit. Un ancien employé de la pâtisserie portugaise CocoRico explique ainsi l’évolution du commerce (9 mai 2013) :

« C’est resté petit, comme la vaste majorité des entreprises sur le boulevard Saint-Laurent. Elle demeure authentique. On ne devient pas une franchise ! Nombre de fois qu’on s’est fait offrir la possibilité de franchiser la place et on refuse. C’est de garder l’authenticité, la réalité de la chose, et non pas d’aller dans l’appât du gain ».

Les récits et histoires évoqués dans le chapitre deux<sup>190</sup>, venant nourrir l’imaginaire du boulevard Saint-Laurent, sont souvent liés aux anciens commerces européens. Lorsque je demande à Cédric, un restaurateur installé sur le boulevard depuis le début des années 2000, de me parler des choses qu’il regrette sur le boulevard, il liste plusieurs disparitions de magasins (entretien, 27 septembre 2012) :

« Ben oui, ça fait quelque chose chaque fois qu’il y a un petit vieux russe qui ferme... bon, là, y’en a presque plus. Plus bas, y’avait les deux frères qui vendaient des casseroles et des articles de cuisine, j’ai oublié leurs noms... C’était deux vieux, deux frères, j’pense qu’ils étaient jumeaux, j’m souviens plus. Ils avaient 80 ans et ils vendaient des vieilles casseroles et vraiment des trucs exclusifs.

Plus haut, là où y’a le nouveau magasin bio, il y avait la boulangerie Saint-Laurent. (...) Les vieilles mamies hongroises là qui vendaient leur miches, leur pain... ça c’était vraiment typique. En face, t’avais Simcha, le vendeur de fruits et légumes, qui était un vieux monsieur et la vieille madame. Le monsieur est mort, la madame l’a gardé un peu. J’sais pas si elle est morte aussi juste après... mais ça a fermé. Mais ils étaient vraiment mignons. T’as fait le chemin des panneaux, y’a des images là. Ben, ça je trouve ça un peu dommage là, mais bon, ils sont morts de vieillesse... mais ça ajoutait des couleurs ».

---

<sup>189</sup> « Quand je suis arrivé là, j’ai pensé “whoah, c’est vraiment authentique, c’est à cela qu’une vraie ville devrait ressembler !” Et c’est pourquoi c’était si génial pour moi au début. Parce que ce lieu était vrai ; il n’y avait pas ces chaînes là. Et il y a beaucoup d’artistes. Et il y a aussi énormément de commerces immigrants qui font que tu peux rencontrer tous ces gens géniaux du monde entier, tu sais, tenant des bars et des cafés, et des choses comme ça. C’était un monde différent pour moi quand j’étais adolescent, un monde complètement différent comme je venais de la banlieue, où tout est ennuyeux, artificiel, générique et snob ».

<sup>190</sup> Cf. supra. Chapitre 2. 2.3.1 Des histoires de lieux et de personnes, pp. 151-154.



L'implantation de la chaîne Pharmaprix en lieu et place de l'ancien magasin d'alimentation Warshaw a été dénoncée comme « *another nail in the coffin of the Main*<sup>191</sup> » ou « *the end of an era*<sup>192</sup> », suscitant nostalgies et regrets chez les usagers, des sentiments relayés dans la presse locale, francophone comme anglophone. Les autres fermetures comme celle de la boulangerie Saint-Laurent<sup>193</sup> ou de chez Simcha font également l'objet d'articles, et de mobilisation de la part des résidents et commerçants du quartier : ces derniers viennent par exemple déposer fleurs et notes au pied du magasin en souvenir<sup>194</sup>. Laurence, une habitante du Mile End depuis les années 1980, évoque les commerces – et notamment Warshaw – avec nostalgie (entretien, 16 juillet 2013) :

« Pour celles qui restaient plus dans le Plateau, ça a été sûrement une artère commerciale importante toute, tu sais, pas juste pour sortir, mais aussi comme pour l'épicerie *whatever*. Mais les commerces ont un peu changé eux aussi au fur et à mesure. Tu sais, la boulangerie où on allait toutes existe plus. Warshaw qui était vraiment un magasin fou : c'était une énorme épicerie, mais il y avait aussi une bizarre section qui était toute comme napperons, trucs pour la cuisine, rideaux, vraiment comme un bizarre mélange des choses pour la maison d'un peu partout, super *cheap*. Alors, on a toutes fait notre maison à partir de ça j'pense ! (*Elle rigole.*) Maintenant, c'est le gros Pharmaprix. Ça a changé ».

Plusieurs habitants rejettent donc l'arrivée des grandes surfaces qui entraîneraient la banalisation des paysages commerciaux. La présence des commerces familiaux et de petite taille différencie le boulevard par rapport aux espaces commerciaux de la banlieue, mais aussi par rapport aux autres rues montréalaises et plus globalement nord-américaines. Le boulevard Saint-Laurent serait différent de la rue Sainte-Catherine, la rue commerçante Est-Ouest la plus importante de la ville, qui offre plusieurs centres commerciaux et de très nombreuses chaînes internationales.

Ce ne sont donc pas les anciens résidents immigrants ou descendants de l'immigration qui forment l'authenticité recherchée, mais surtout les commerces qui se trouvent le long du boulevard. Dans les années 1970 au contraire, la peur de la perte du cosmopolitisme des quartiers autour du boulevard Saint-Laurent était liée au changement résidentiel sous l'action de promoteurs francophones qui souhaitaient se réappropriier la ville tout en la transformant<sup>195</sup>. Avec le renouvellement des populations résidentes, ce sont les commerces qui représentent désormais les vestiges du passé cosmopolite de la rue. L'ancienneté et la provenance de ces commerces traduisent l'histoire du territoire et les relations de proximité des *mom and pop's businesses* créent un

---

<sup>191</sup> Mary Lamey, « Warshaw's sign reflects times », 27 avril 2002, *The Gazette*.

<sup>192</sup> Patrick McDonagh, « End of an era », 01 août 2002, *Hour*.

<sup>193</sup> Catherine Solyom, « Main losing 90-year old Bakery », 23 octobre 2002, *The Gazette*.

<sup>194</sup> Nicolas Bérubé, « L'épicerie Simcha Leibovich n'est plus », 19 décembre 2005, *La Presse*.

<sup>195</sup> « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », 4 novembre 1974, *Le Jour*, cité dans Benali, 2007 : 151.

sentiment d'appartenance et de « communauté ». Parallèlement, l'attachement à ces *mom and pap's businesses* dans une logique de distinction (Bourdieu, 1979) suscite des actions de *branding* spécifiques et les acteurs économiques sur le boulevard Saint-Laurent cherchent à promouvoir l'artère comme une rue « authentique » sans grandes chaînes. Le directeur de la SDBSL explique à ce propos (entretien, 9 mai 2013) :

« C'est une inquiétude, mais je ne crois pas que les grandes bannières seraient capables de survivre sur Saint-Laurent. Simplement parce que... et surtout si on met l'emphase sur son *branding*. (...) De *brander* le boulevard Saint-Laurent comme une artère authentique et originale, une bannière ne peut pas survivre : c'est carrément gênant d'y être. Et donc c'est ce que j'espère faire : j'espère que la clientèle suivra dans le sens où si il faudrait qu'un McDo ouvre sur le boulevard Saint-Laurent, ben que tout le monde le boycotte.

Ça nous prend des grandes bannières, c'est essentiel. Pour une métropole, il faut avoir des grandes bannières. Et c'est pourquoi il y a des artères comme la rue Sainte-Catherine. C'est important ! Je ne lance pas des pierres sur Sainte-Catherine, bien au contraire, c'est super ! Mais... si on ne veut pas tomber comme d'autres villes américaines ou ontariennes, même au Québec, même à Québec, où ce ne sont que des bannières. Et bien, vous perdez votre âme, vous perdez, automatiquement, votre identité ».

En 2010, la société de développement du boulevard Saint-Laurent (SDBSL) lance une campagne publicitaire qui « souhaite communiquer les forces de la Main, notamment son authenticité et son originalité ». Elle joue sur les contraires pour souligner le fait que l'on puisse tout trouver sur la *Main* : « La Main, c'est le jour & la nuit », « clubs sociaux vs clubs disco », « 7À5 vs 5À7 », « made icitte vs made ailleurs », ou encore « pierres tombales vs pierres précieuses ». L'objectif est d'essayer de réunir les différences au sein du boulevard et de concilier les récits discordants. La SDBSL met notamment l'accent « sur ses commerçants qui présentent une offre différente, audacieuse, non-conformiste » pour « inciter les gens à venir sur le boulevard, en les invitant à remarquer tout ce qui rend ce lieu authentique et qui lui confère son charme<sup>196</sup> ». Pour le directeur actuel de la Société de développement commercial du boulevard (SDBSL), l'originalité du boulevard résiderait dans la mixité et la diversité de son offre commerciale (entretien, 9 mai 2013) :

« ce n'est pas un centre d'achat, ni une rue où est-ce qu'il y a un seul type d'entreprise. Bien sûr, il y a le *nightlife*. Mais il y a bien sûr les détaillants, les restaurants, il y a des p'tits bistros, il y a des p'tits cafés, il y a de tout, y'a littéralement de tout. Et en plus, aux étages, c'est tout aussi varié. Alors comment donner une identité à ça ? Mais son identité elle est là, c'est ça. C'est cette mixité, non conformiste qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Et où nulle part ailleurs, on ne peut même pas essayer de reproduire cette ambiance ».

Toutes les actions de revitalisation engagées sur le boulevard par la municipalité, les arrondissements et la Société de développement revendiquent des formes particulières

---

<sup>196</sup> Société de développement du boulevard Saint-Laurent, hiver 2011, Bulletin de nouvelles de la SDBSL, vol.16 – n°1.

d'aménagement afin de ne pas « l'aseptiser », compromettre son authenticité<sup>197</sup> ». Les résidents et usagers de la rue commerçante recherchent également cette « ambiance unique », où la proximité rime avec une expérience citadine originale. Cette alliance entre *Main Street* et rue de quartier où l'on « fait son épicerie » est au cœur de l'urbanité du boulevard, caractérisée par l'authenticité, comme l'explique Marc (entretien, 31 août 2012) :

« Dans les années 90, entre Prince-Arthur et Mont-Royal, c'était vraiment une rue de quartier parce que c'était là que tous les salles de spectacles, les bars et les restaurants qu'on avait étaient. Et aussi les magasins où qu'on faisait notre épicerie, les pharmacies. Tu sais, aussi surtout des magasins d'occasion. Aujourd'hui un peu moins, ça a conservé un peu d'atmosphère de rue de quartier j'dirai au nord de Beaubien. Du moins entre Beaubien et Jean-Talon. Evidemment, c'est là que c'est la Petite Italie mais y'a aussi ce côté là. Mais c'est peut-être un peu moins la rue de quartier pour Rosemont parce que c'est plutôt Beaubien j'pense quand on parle de Rosemont... Mais entre Bernard et puis Beaubien, c'est pas beaucoup... y'a pas beaucoup de caractère ou d'atmosphère. Dans le Plateau, c'est juste un peu... j'sais pas si j'appellerai ça une rue de quartier entre Bernard et Mont-Royal, c'est un peu trop vaste et c'est devenu quasi juste des restaurants. Y'a pas la variété qu'on voyait entre Mont-Royal et Sherbrooke dans les années 90, avec toutes sortes de commerces ».

L'évolution de l'offre commerciale des petites épiceries européennes et des restaurants amène cependant certains « anciens » habitants à remettre en cause l'authenticité du boulevard. Une ancienne habitante de la Petite Italie, d'origine italienne, déplore la disparition de nombreux commerces dits italiens par rapport au quartier de son enfance (entretien, 27 août 2011) :

« si on regarde le nombre de commerces qui sont là, et qui sont vraiment italiens, alors... C'est plus authentique comme avant ».

Certains évoquent même un « quartier un peu pastiche » ou une « fabrication » pour la Petite Italie (entretien, 22 juin 2012). La disparition et le renouvellement des commerces, ainsi que les constructions de lieux destinés à une classe supérieure, entraînent certains résidents à évoquer une perte de l'authenticité. Ce sentiment, relayé par la presse, n'est pas nouveau. Dès les années 1980, *The Gazette* titrait : « *Remember the Main, it may never be the same*<sup>198</sup> ». Quant au directeur de la SDBSL, il voit dans la transformation des magasins familiaux en de nouveaux magasins un renouvellement du boulevard, qui se ferait sans perte d'authenticité (entretien, 9 mai 2013) :

« Aujourd'hui, on est beaucoup plus familial. Ces personnes là qui ont survécu. Au travers de... Quand je dis "survécu", c'est que les établissements ont survécu, sont demeurés des entreprises familiales. Et je crois que c'est ça qui va changer avec le temps. Je crois que ce sera toujours "proximité" dans le sens que ce sera des propriétaires indépendants, mais j'crois que ce qui va changer c'est que ça ne sera plus des familles. Puisque... et je suis le parfait exemple : j'ai bientôt 30 ans, et je n'ai pas de femme, j'ai pas d'enfants et je ne m' imagine pas me marier de si tôt. Je veux élever une famille, mais j' imagine pas ça d'ici peu.

Et la relève commerciale se fait de plus en plus rare. Je compare souvent les commerçants du boulevard Saint-Laurent à des familles. Il y en a de moins en moins. C'est un travail très dur

---

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> Scott Marian, « Remember the Main, it may never be the same », 23 octobre 1986, *The Gazette*, cité par Benali, 2007 : 182.

qui n'est pas nécessairement rentable par rapport au travail. Et de le faire... il y a de moins en moins de personnes qui veulent le faire. Il fut un temps où c'était générationnel et maintenant la relève ne veut pas prendre le flambeau. Dans ma famille, de huit oncles et tantes, et d'environ seize ou dix-sept cousins, je suis le seul à demeurer en affaires ! Et même là, j'ai quitté l'entreprise. J'suis maintenant ici. Donc il y en a plusieurs dans exactement la même situation. Donc je crois que le changement démographique va être là : ce sera plus du père en fils, on verra plus deux-trois générations derrière le comptoir, on en verra un, qui durera, qui survivra peut-être trente ans, soit jusqu'à ce que la personne... Mais en ce moment, on n'a pas de relève dans la famille... Mais il y a une incroyable relève et c'est là que je crois que le boulevard Saint-Laurent ne change pas dans cet aspect là. Et cette relève du 25-35 ans qui a une vision très différente de voir le monde des affaires.

Quand mes grands parents sont lancés en affaires, et quand mes parents se sont lancés en affaires, C'était pour générer, encore une fois, c'était beaucoup plus pour faire de l'argent, fallait survivre ! Fallait faire de l'argent. Tandis qu'aujourd'hui, la vie est beaucoup plus facile, façon de parler ! Mais d'avoir un revenu, c'est beaucoup plus simple. On choisit d'aller en affaires, c'est un choix, comme je disais, faut être un peu fou pour le faire. Les gens qui le font, maintenant, c'est par conviction. Ces personnes là se lancent en affaire parce qu'elles ont une idée et elles veulent le vendre, elles veulent l'exécuter. Elles ont une vision et elles veulent la mettre en place. Donc on a affaire ici à, si j'peux appeler ça, un capitalisme responsable : les personnes ont une conscience et donc elles veulent faire affaires à leur façon et non pas que pour faire affaire.

Et donc j'crois que c'est ça qui va changer dans la démographie. On a des commerçants incroyables, mais on va avoir une nouvelle vague de commerces qui ouvrira, qui commence déjà à ouvrir. Encore une fois tout en gardant le charme de proximité et d'authenticité, sont très personnels, très jeunes et très 2013, très 2015, très 2020. Ça va être plus moderne quoi, mais tout en restant très authentique. Je crois que le changement arrive tout en ne changeant pas ».

La notion d'authenticité perçue par les habitants, celle ressentie par les usagers et celle promue par la société de développement commercial ne se recoupent pas forcément. On observe davantage une valorisation de l'authenticité : il existe une nostalgie pour ce qui a disparu ou ce qui est en train de disparaître. L'idée d'authenticité est non seulement présente dans les discours de ceux qui sont venus habiter le quartier, mais aussi dans ceux des personnes l'ayant quitté : la distance et les mobilités permettent un autre regard sur le quartier, justifiant parfois une certaine nostalgie. Un ancien habitant d'origine portugaise qui habite désormais dans l'arrondissement de Rosemont-la-Petite Patrie, retourne ainsi dans le secteur portugais, pour y accomplir une sorte de « pèlerinage » (entretien, 19 septembre 2011). Le passé et l'espace se lisent ici à travers le filtre de la mémoire. Les souvenirs du quartier de l'enfance sont liés à l'histoire du boulevard, aux différents lieux, à l'espace parcouru et vécu, puisqu' « il n'est point de mémoire collective qui ne se déroule dans un cadre spatial. Or, l'espace est une réalité qui dure : (...) C'est sur l'espace, sur notre espace, – celui que nous occupons, où nous repassons souvent, où nous avons toujours accès, et qu'en tous cas, notre imagination ou notre pensée est à chaque moment capable de reconstruire – qu'il faut tourner notre attention ; c'est sur lui que notre pensée doit se fixer, pour que reparaisse telle ou telle catégorie de souvenirs » (Halbwachs, 1968 : 146). Puisque la mémoire lie l'individu à la société, ce travail de mémoire qui se fait *a priori* de manière individuelle est élaboré par et avec les autres (Halbwachs, 1968). Ces géographies intimes du vivre en patrimoine, plutôt associées à la grande échelle, permettent la construction d'une identité collective, du

quartier ou de la communauté. Les récits s'attachent à des lieux bien précis, des sensations et des habitudes de vie : « habiter un lieu, c'est principalement [...] prendre des habitudes en un endroit, c'est y vivre de manière régulière, quotidienne » (Jackson, 2003 : 25).

### **6.3. « Un boulevard qui n'est plus... » : des récits nostalgiques**

La nostalgie est présente dans de nombreuses villes, dans les quartiers en transformation (Zukin, 2010), attachée aux quartiers populaires par exemple (Topalov, 2001). Très liés aux sensations et aux ambiances, les récits des habitants empruntent au registre de la nostalgie, s'attardant sur les lieux anciens, les lieux disparus ou les « fantômes » du boulevard plutôt que sur ses transformations actuelles. « Pourquoi regretter un lieu quand on n'y est pas ? Seulement parce qu'il est unique. La condition de la nostalgie est la singularité, et la condition de la singularité est la possibilité du regard nostalgique » (Gervais-Lambony, 2003 : 142). À Montréal et sur le boulevard, à l'image de l'authenticité, la nostalgie est intimement liée au cosmopolitisme. Elle se construit par rapport à la diversité, et par rapport à la disparition des communautés ethniques et la dimension cosmopolite efface en partie la dimension sociale.

#### 6.3.1. Nostalgies autour des transformations du boulevard

Le boulevard comme lieu d'attache et lieu d'arrivée des immigrants fait l'objet de récits associés aux communautés culturelles qui s'y sont installées et y ont vécu. Ces récits expriment non seulement toute une expérience de migration et d'adaptation, mais révèlent également un patrimoine qui s'est progressivement constitué au fil du temps. Les anciens magasins ethniques, la vie communautaire, de même que l'atmosphère de « village », sont évoqués avec nostalgie : ce sont les images d'un quartier traditionnel idéalisé, notamment pour le secteur italien ou portugais. Ces récits, qui se retrouvent dans d'autres contextes, sont ici intimement liés à la diversité culturelle. Une personne élevée dans la Petite Italie raconte le quartier de son enfance, de ses racines autour de lieux spécifiques, l'église, l'école, le jardin à côté (entretien, 27 août 2011) :

« Ce qui me manque, c'est la simplicité, ce côté sécuritaire. On pouvait jouer dehors toute la journée, on pouvait socialiser facilement, avec nos voisins québécois, on se connaissait. (...) Le marché Jean-Talon, ce n'est plus comme le marché de mon enfance avec les gens qui crient, une ambiance particulière : aujourd'hui, c'est la crème glacée à quatre dollars ».

Ces récits font sans cesse le parallèle entre le quartier de l'enfance et celui qu'il est devenu, entre ce qui reste et ce qui a changé. Dans le cadre de l'entretien, les récits

s'accompagnent parfois d'albums de photographies des lieux de l'enfance, appelant alors une narration. Pour que la photographie, « objet doté de charge narrative [...] passe de la simple trace à la mémoire collective, il faut précisément qu'elle soit prise en charge par des narrations dont le but consiste précisément à combler le hiatus narratif entre les deux temporalités » (Michel, 2003 : 138), passée et présente. Ainsi, dans le parc Dante dans la Petite Italie, pendant la marche accompagnée<sup>199</sup>, Michel me présente avec fierté la photographie de ses grands parents, un des premiers couples à s'être marié en 1911 à l'église Notre-Dame-de-la-Défense (3 juillet 2012). Il possède aussi la photographie d'une procession religieuse qui avait lieu tous les ans autour de l'église et de son ancienne école. Ces évocations dans un va et vient d'espaces-temps sont empreintes de regrets, de doutes, de nostalgies. Le mot appelle en effet le pluriel tant il mêle de sentiments divers qui ne se recouvrent pas totalement non plus que les espaces concernés. Philippe Gervais-Lambony (2003) a proposé une grille de lecture des nostalgies qui distingue une nostalgie pré-moderne, une nostalgie moderne et une nostalgie post-moderne.

La première catégorie ou nostalgie « pré-moderne » repose sur la croyance en une identité liée à un territoire (Gervais-Lambony, 2003 : 144) : c'est celle de l'exilé qui regrette son pays d'origine (mal du pays) et toute diaspora éprouve cette nostalgie du lieu d'origine, quitté pour un autre. Je rencontre Roberto dans la Petite Italie, alors que l'équipe italienne de football vient de se qualifier pour les quarts de finale de l'Euro 2012. Pendant près de deux heures, défilent dans le quartier drapeaux, voitures qui klaxonnent et supporters aux couleurs de l'Italie. Vers 19 heures, les gens vont dîner et le quartier redevient plus silencieux, avant de s'animer à nouveau le soir. Comme je prends des photographies de la scène, Roberto, un photographe d'une soixantaine d'années habitant sur le boulevard dans la Petite Italie, vient discuter avec moi (entretien, 18 juin 2012). Très vite, il m'explique être en « exil » ici : il réside à Venise entre un à deux mois chaque année. Il me dit que parmi ces gens qui manifestent, presque personne ne sait même où est l'Italie : pour lui, cette manifestation relève du « bordel ». Il préfère évoquer ses souvenirs, la photographie, le cinéma italien, plutôt que le quartier. On entre dans son studio par un escalier où est accroché un immense drapeau italien qui fait tout le long de l'escalier, du sol au plafond. À l'étage, son studio-appartement est composé de deux pièces : dans la première, les murs sont tapissés de photographies, c'est son espace de vie. Il n'utilise plus vraiment aujourd'hui la pièce à l'arrière, où les murs sont également couverts de photographies. Je lui demande la permission de prendre en photo son studio, il refuse, me disant qu'il est « très jaloux » de ses photographies : il n'aime pas montrer ni son studio, ni ses photos ; il faut qu'il fasse confiance...

---

<sup>199</sup> cf. supra. Chapitre 1. *La « marche accompagnée » : des entretiens en mouvement pour reconstruire le sujet de recherche et saisir les pratiques et représentations*, pp. 58-62.

Sa nostalgie d'exilé se double d'une nostalgie pour l'Italie qu'il a quittée par rapport à celle qu'elle est devenue, puisque « l'Italie s'américanise » et il « n'aime pas les copies ». L'espace domestique – ici couplé avec l'espace du studio – souligne les liens entre pays d'origine et pays d'accueil : souvent lieu d'apports et d'emprunts, de décors hybrides, il exprime une mémoire, voire une nostalgie de l'origine. « À la manière de calques superposés les uns sur les autres, chaque lieu porte les résidus oniriques des précédents et influence l'identité, les choix et la manière de vivre des occupants » (Fourcade, 2011 : 12). De même que certains restaurants ou commerces où le décor fait référence à l'ailleurs, le lieu de l'intime, s'il constitue l'espace du quotidien par excellence, est aussi un lieu social, porteur des normes collectives (origines du groupe notamment). « Plus que la reconstruction d'un chez soi, il est aussi question de production d'un lieu hybride et interstitiel que l'on pourrait nommer, par emprunt, un “entre-lieu”, situé au carrefour de plusieurs interactions entre le présent et le passé, le soi et l'autre, le local et le global » (Fourcade, 2011 : 198-199).

Une autre nostalgie, « moderne », liée aux changements rapides de la Petite Italie, s'exprime dans le discours de Roberto. La nostalgie dite « moderne » n'est pas fondée exclusivement sur un déplacement ; elle vient des évolutions des lieux et des temps qui signifient aussi accumulation de marques du passé dans le présent ; elle est regret devant un environnement qui se transforme :

« La Piccola Italia a beaucoup changé. Il y a plein de nouveaux projets (*Il me montre les nouveaux condominiums en construction sur le boulevard*). C'est plus aussi italien. Certes, oui, beaucoup de commerçants sont italiens, mais ce n'est plus pareil... ».

Il classe les commerces en deux catégories : « ça c'est italien » et « pas ça » comme le fleuriste par exemple. Selon lui, ceux qui restent sont la « mémoire » du quartier et de la communauté. « Beaucoup de récits populaires sur l'histoire de la Main (...) sont teintés d'une certaine nostalgie, qui ne doit cependant pas être simplement comprise comme un regret mélancolique, mais davantage comme une réaction au changement rapide et constant de la ville, ainsi qu'au changement dans l'articulation de l'imaginaire » (Bélanger, 2005 : 29). Plus au sud, dans le secteur juif et portugais, Tomas, un ancien habitant du quartier portugais, se remémore les « arrangements entre les minorités ». Son père, qui travaillait comme serveur dans un restaurant italien, allait chez Schreter acheter ses souliers car « c'est moins cher », puisqu'entre commerçants on ne se faisait pas payer les taxes (entretien, 19 septembre 2011). Les échanges au sein des communautés et entre les communautés sont soulignés dans les discours sur le passé de la rue. À l'évidence, un tel regard est « sélectif et transformatif » selon la formule de Robert-Demontrond (2001 : 322). Ces constructions de récits de tolérance et d'échanges cosmopolites dans la ville

isolent certaines rues en particulier, à l'image du boulevard Saint-Laurent, comme le fait Tomas (entretien, 19 septembre 2011) :

« Des fois on est un peu nostalgique, surtout quand on va sur le secteur Sherbrooke-Prince-Arthur : ça correspond pas au mythe qu'on a en tête sur le boulevard Saint-Laurent. Car ce sont les immigrants qui ont fait le boulevard. Mais aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Mais quand même, il reste les édifices, les commerces qui sont encore là et les membres de la communauté qui reviennent dans le quartier ».

Benoît, cinquante ans, est résident du Plateau. Après une formation en journalisme, il s'est engagé en politique auprès du parti Projet Montréal. Il souligne l'écart entre le boulevard des années 1980 et celui d'aujourd'hui (entretien, 23 août 2012) :

« Ça a beaucoup changé depuis que je suis arrivé ici en 1987. Je me souviens, c'était très bohémien ce secteur : il y avait une librairie gay, des petits commerces ethniques, une tabagie qui vendait toutes sortes de choses. Beaucoup de magasins ont fermé leurs portes ces dernières années. Aujourd'hui, il ne reste que quelques affaires de cette époque ».

Certains fréquentent d'ailleurs moins sur le boulevard à cause de ces transformations dans le paysage urbain et dans l'offre commerciale. C'est le cas de Liliane, la trentaine, habitante du Mile End depuis la fin des années 1980 (auparavant, elle habitait dans Montréal-Nord) et membre de l'association *Mémoire du Mile End* (entretien, 13 septembre 2011) :

« J'habite pourtant pas loin du tout, rue Saint Dominique mais en fait, je n'y vais pas tant que ça. À la rigueur pour des commerces d'alimentation, mais c'est plus rare aujourd'hui. J'y allais plus avant. Mais maintenant, ça a changé, ça s'est gentrifié. Il y a moins de diversité qu'avant. Le boulevard était réputé pour n'être pas cher alors que maintenant, c'est plus cher. Les bars et les cafés se sont aussi transformés. (...) »

Avant j'y allais surtout pour les commerces de l'Europe de l'Est mais les proprio étaient vieux ou morts, les jeunes ne reprennent pas, donc beaucoup ont fermé leurs portes depuis une quinzaine d'années. Aujourd'hui, ce sont d'autres formes d'occupation, plus chic, plus recherchée, du design surtout.

En fait, je le trouve peut-être moins agréable qu'avant, peut-être je le préférerais avant car il y avait un peu de nouveauté, il était très animé, très vivant, avec plein de sollicitations sensorielles avec les différentes zones selon les communautés plus présentes à tel ou tel endroit. Ça donnait l'impression de voyager à travers le monde. En fait, peut-être que je suis nostalgique ! ».

Certains en appellent tout simplement à une « nostalgie de contexte » où le départ de certaines populations et la fermeture de certains magasins doivent se lire au regard de l'arrivée des grandes chaînes et de l'homogénéisation des rues commerçantes. Ainsi Maëlle s'exprime en ces termes (entretien, 2 octobre 2012) :

« Je regrette peut-être le moment justement où on a redécouvert la *Main* au début des années 80, où Musique Plus s'est installé sur la rue Saint-Laurent, (...), où il n'y avait pas une concentration de gens qui n'auraient pas découvert la *Main* d'eux-mêmes, qui sont arrivés parce que c'était une mine d'or, ou qu'ils voyaient que tu pouvais faire de l'argent avec ça, mais plutôt ceux qui s'y sont installés parce que t'avais des lofts, tu pouvais avoir un grand local pour pas cher, parce que ce que t'étais en train de faire, t'étais déjà toi-même en soi un peu marginal... »

Oui, c'est un peu un laboratoire, mais il y avait des institutions comme *la Petite Europe*, la *Vieille Europe* qui est encore là, ou d'autres lieux comme *la boulangerie Saint-Laurent* dont on parlait tantôt...qui ont été... Peut-être qu'ils ont fermé parce que les propriétaires étaient vieux et ils ont pris leurs retraites et puis il n'y avait pas de relève mais aussi, y'en a certains qui ont fermé parce



qu'ils étaient poussés par ces nouveaux commerces qui avaient de l'argent, qui leur proposaient beaucoup plus que ce qu'ils pouvaient s'attendre à avoir, et puis qui ont changé la couleur de la *Main*. Ça, ça me fatigue... Mais en général, ces lieux, ils ne durent pas... ».

Quant au dernier type de nostalgie analysé par Philippe Gervais-Lambony (2003), la nostalgie post-moderne, elle habite celui qui regrette de n'avoir jamais connu tel lieu avant certains changements et qui le voit aujourd'hui si différent. Cette nostalgie, « qui ne peut se référer à rien de tangible, une réminiscence d'un temps que l'on n'a pas vécu », « de regret vague d'un autre temps (...) se soigne à coup de patrimonialisation, d'ethnogénèse, de fabrication identitaire » (Gervais-Lambony, 2003 : 144). Cette dernière s'apparente à celle qualifiée de « nostalgie imaginée » par Arjun Appadurai (2005 : 129), « une nostalgie pour ce qui n'a jamais été », à mettre en relation avec les stratégies de consommation et de *branding* de la société de développement commercial qui joue sur l'authenticité du boulevard. Dans certains intérieurs de magasins ou restaurants, cette dernière forme de nostalgie se recoupe avec la nostalgie pré-moderne, même si elle relève d'autres dynamiques. La nostalgie constitue alors un moyen individuel ou collectif de conserver le lien avec une identité ethnique, en même temps que d'offrir une expérience « exotique » au consommateur de passage dans ces lieux. Citons le Montréal Pool Room où sont accrochées au mur des cartes de la Roumanie (le lieu d'origine des propriétaires), ou ces restaurants de la Petite Italie où le décor fait référence à des lieux italiens par des dessins ou des peintures.

Si les trois formes de nostalgies sont présentes dans les discours et représentations des habitants et usagers du boulevard, la nostalgie moderne est sans cesse contrebalancée par l'idée de cycle de vie du boulevard. Nombreux sont ceux qui se défendent de ressentir de la nostalgie, arguant que ce « genre d'évolution est tout à fait normal » ou qu'« il n'y a rien de regrettable dans tout ça ». Le renouvellement permanent est en effet une des caractéristiques du boulevard, un des aspects souligné par la Commission des lieux et des Monuments historiques du Canada.

### 6.3.2. Les cycles de vie du boulevard

Pour illustrer cette idée de renouvellement et de « cycles de vie » du boulevard, je me pencherai sur les récits concernant le Lux, sorte de drugstore, café-librairie créé par l'architecte Luc Laporte<sup>200</sup>, sur trois étages avec un puits de lumière, dans une ancienne usine de vêtements (fig. 6.5.). Ouvert sur le boulevard dans le Mile End pendant dix ans à partir de 1983, il est

---

<sup>200</sup> Luc Laporte est un architecte montréalais (1942-2012), qui a réalisé plusieurs bâtiments, du Musée Juste pour rire à la Société des arts technologiques, en passant par de nombreux restaurants (Café du nouveau monde, restaurant Leméac).

devenu un « lieu culte » attirant des personnes « de tout le Canada<sup>201</sup> » : « ça bourgeoine drôlement sur le boulevard St-Laurent entre Laurier et Saint-Viateur, plus particulièrement autour de Fairmount où une nouvelle race de promoteurs s'active à ériger le quartier chic de la métropole, le *home* montréalais du jet set artistique national et international<sup>202</sup> ». Dans les années 1990, la forte récession a entraîné la fermeture du lieu et tous les commerces, bars et restaurants nés à sa suite ont fermé à leur tour.

**Figure 6. 5. Le Lux**



Le Lux est aujourd'hui un lieu de postproduction, mais l'intérieur a été conservé (Photographie : M-L Poulot, 2014)

Nicolas, un cinéaste, résidant dans le Mile End depuis trente ans, évoque cette période d'effervescence du quartier dans les années 1980 liée au Lux (entretien, 12 août 2012) :

« Il y a eu une revitalisation entre Saint-Viateur et Maguire et Fairmount. Il y a eu une revitalisation de tout ce secteur là dans les années 90, et puis il y a quelqu'un qui avait acheté tout

---

<sup>201</sup> Émilie Côté, « Podcast : redécouvrir la *Main* », 10 septembre 2009, *La Presse*, [http://www.lapresse.ca/dossiers/podcast-boulevard-saint-laurent/200809/21/01-22024-podcast-redecouvrir-la-main.php?utm\\_categorieinterne=traficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_vous\\_suggere\\_900462\\_article\\_POS1](http://www.lapresse.ca/dossiers/podcast-boulevard-saint-laurent/200809/21/01-22024-podcast-redecouvrir-la-main.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_900462_article_POS1), site consulté le 11 juin 2014.

<sup>202</sup> « Le Mile End renaît », samedi 25 mai 1985, *La Presse Montréal*.

le coin de rue pis qu'a revendu. Il y a eu des restaurants. Il y avait un restaurant qui s'appelait le LUX, qui fonctionnait très bien, qui était au coin de Fairmount et qui était ouvert 24heures, donc il y avait des gens tout le temps, tout le temps, tout le temps. Puis, ça, ça a aidé beaucoup le quartier, et puis ça a fermé. Puis autour là, ça survit mais... ça fonctionne. Il y a des restaurants qui fonctionnent mais c'est pas évident. C'est pas facile, facile ».

Maëlle, l'architecte, revient aussi sur ce lieu porteur dans le quartier avec son originalité architecturale (entretien, 2 octobre 2012) :

« Il y a eu une époque où, je sais plus maintenant parce que j'y vais moins, il y avait un autre tronçon qui avait été revitalisé, je dirais, c'est entre Laurier et Van Horne. Et ça c'est arrivé principalement par un bâtiment qui existe toujours. En fait, c'était le LUX, qui était un gros drugstore qui était ouvert 24h sur 24 qui reprenait l'idée de la pharmacie-drugstore, c'est-à-dire, ben on vendait pas de médicaments mais on vendait du tabac, des bonbons, des journaux, des livres, et il y avait un snackbar en arrière qui était aussi un bar aussi, on pouvait prendre un verre là. Et c'était vraiment un endroit extraordinaire, par sa qualité architecturale. L'architecte qui l'a dessiné est décédé cette année, Luc Laporte. C'est quelqu'un qui a investi beaucoup des endroits oubliés ou laissés pour compte comme ça, et qui en a fait des lieux urbains de très grande qualité mais aussi qui a revitalisé des tronçons de rue par la présence de ces.... Et le LUX a eu cet effet là sur ce tronçon là où il y avait surtout des manufactures ».

Le lieu « quasi-mythique » était une « antre de la vie contre-culturelle » selon Karen, professeur au CEGEP et résidente du Plateau (entretien, 12 août 2013). Certaines personnes en ont entendu parlé, sans y être jamais allées, comme cette québécoise, arrivée en 1987 à 17 ans à Montréal (entretien, 25 juillet 2013) :

« C'était une place avec beaucoup de revues et puis où tu peux manger et prendre des revues. C'était ouvert tout le temps. Quand ils ont ouvert la grande bibliothèque, ils ont fait référence au Lux, vu que les revues sont situées au niveau rez-de-chaussée, et qui reste ouvert à la Grande Bibliothèque... (...) C'est là, dans ces années là, 80, 90 peut-être, que j'en entendais parler. Mais moi j'y suis jamais allée ».

Elle continue :

« Souvent quand je passe devant Kilo et que je vois que c'est vide... À ce moment là, Kilo, je pense que ça existait déjà, et puis je pense que c'était aussi très en vogue. Quand je vois que c'est vide à ce point là maintenant, je me dis que les modes vraiment... les vagues... ».

Les fermetures de certains lieux, comme le Lux, sont donc intimement liés aux cycles de déclin ou de renaissance des quartiers, dans les récits des ces trois résidents du Plateau. Leurs récits le démontrent excellemment faisant le lien entre hier et aujourd'hui à la lecture de certains éléments actuels de renaissance. Jeanne est une artiste peintre française de quarante ans venue s'installer à Montréal il y a dix-sept ans et résidant dans le Mile End depuis 1995 (entretien, 3 mai 2013) :

« Il y avait des secteurs qui avaient une identité, dans le temps du Lux, les gens ont du t'en parler du Lux! Cette époque là dans les années 90. Là, il y a une nouvelle tendance, j'y vais pas mais je la vois. Au coin de Villeneuve, des p'tits bar, *french connection*, de la gastronomie à mille piastres le couvert là, mais c'est cool ! Ils sont décontractés tu sais, mais tu casques par exemple. Fait que j'y vais pas souvent... Oui, très cool et très cher... ».

Cédric, le restaurateur, évoque aussi les changements du quartier (entretien, 27 septembre 2012) :

« Ce coin là commence à se développer. Tu sais, sincèrement, de Mont-Royal jusqu'à Bernard... Là, ça va mieux, plus au nord, autour d'Ubisoft, où y'a comme une masse salariale qui est importante. Mais c'était vraiment pas évident toute cette zone là. Dans le temps, il y avait un lieu incroyable qui s'appelait le LUX. C'était comme dans les années 80-90, j'crois que ça a fermé en 98. C'était un café-restaurant-bar, kiosque à journaux, où t'avais toutes les revues du monde entier. Ouvert 24h sur 24, sur deux étages. C'était l'architecte Luc Laporte qui l'avait fait. C'était une architecture vraiment... On se croyait dans le film *Metropolis*, avec un immense dôme, un espace ouvert avec deux escaliers qui montaient... C'était vraiment l'endroit le plus beau que j'ai vu de ma vie. Et donc ça commençait à se développer autour. Mais quand le LUX a fermé, c'est retombé. Et là, c'est plus... Ben, le Mile End s'est développé. Mais c'est d'abord Ubisoft<sup>203</sup>. (...) Les gens de la mode, des films, qui se sont installés là plus Ubisoft ».

Ou encore Nicolas (entretien, 12 août 2012) :

« Le Mile End est en train de revivre. Il y a eu une petite période dans les années 80 où la section Laurier-Saint-Joseph était plus... maintenant, c'est bien, il y a beaucoup de resto, il y a beaucoup de commerces, mais il y avait un p'tit cœur là qui a cessé de battre, autour du LUX ».

Un article de *La Presse* des années 80, développait le même discours, qualifiant de « renaissance<sup>204</sup> » la revitalisation du secteur avec des acteurs privés et promoteurs, la quarantaine, francophones pour la plupart, « qui veulent faire revivre la Main du Mile End » en ouvrant des boîtes de nuit :

« À côté des vedettes de la restauration et du show-business, on retrouve aussi dans le Mile End des acteurs moins connus. Ce sont d'ailleurs peut-être de jeunes architectes épris d'esthétique qui assureront la durabilité de ce nouveau quartier chic qu'on veut ériger rue St Laurent<sup>205</sup> ».

À l'inverse de la tentative de revitalisation de la part de la municipalité – avec les travaux sur le boulevard dans les années 2006-2009, tout comme les programmes de rénovation urbaine des années 1980 (Benali, 2007 : 178) – extrêmement décriée par les habitants et usagers, celle opérée par l'ouverture du LUX est appréciée par la plupart des usagers. Évoqué dans les entretiens, dans les articles de presse, il fait partie de l'imaginaire du secteur. Certains romans le mentionnent, ainsi *Les fiancées de la Main* (Scott, 1999), quand d'autres en font un personnage entière à l'image du roman éponyme de Pierre Fillion (1989) :

« Le *Lux* brillait de tous ses feux, le dôme nous faisait une auréole fantastique. C'était un bien beau moment, les petits « yuppies » pépiaient autour de nous, et les « groupies », et les « dinks », et tous les « freaks » de la nouvelle vague, de l'ancienne et de la prochaine ».

Pierre Fillion, 1989, *Lux*, Leméac, p. 240.

Cet extrait évoque les « yuppies », terme forgé à partir de l'expression « *Young Urban Professionals* » et les « dinks » de « *Double income, no kids* », qui se réfèrent à une clientèle « formée

---

<sup>203</sup> Ubisoft est une entreprise de jeux vidéos.

<sup>204</sup> *Ibid.*

<sup>205</sup> *Ibid.*

essentiellement de cadres supérieurs de moins de quarante ans, vivant souvent en couples, mais sans enfant » (Benali, 2007 : 243). Si ces termes sont toujours utilisés, celui de *hipster* tend à s'imposer<sup>206</sup>. Présents dans les médias ou dans les discours des habitants, pour qualifier la clientèle des magasins, cafés, bars et restaurants du quartier, il soulignent les différents temps des lieux ou les différentes « vagues » comme l'écrit Pierre Fillion. Ils sont un moyen commode de lier « individus » et temporalités urbaines et de comprendre ce passage du temps avec un vocabulaire de personnification. De fait, dans les années 90, la Plateau dans son ensemble connaît « une renaissance » ou une « guérison » pour reprendre la presse locale (Benali, 2007) ; il est comparé à une ville dans la ville où l'urbanité traditionnelle est dite « renouvelée » (Benali, 2007 : 189) avec le boulevard comme « veine jugulaire de Montréal<sup>207</sup> ».

Les changements d'appellations des quartiers participent aussi de cette « redécouverte » d'espaces, et Mile End en est un exemple. La « renaissance » du quartier est liée à plusieurs éléments, aboutissant au final à reprendre une appellation ancienne, celle de « Mile End », plus en accord avec les représentations sur la place du quartier au sein de la ville : de lointain, il est devenu central. Le toponyme Mile End est l'appellation officielle de la municipalité de village dès 1878, mais en 1895, le village devient la ville de Saint-Louis, puis quartier Laurier, après son annexion par la ville de Montréal en 1910, si bien que le nom « Mile End » est ensuite tombé dans l'oubli dans les années 1960-1970. En 1981, selon une enquête de l'Institut de sondage SORECOM, 15% de la population (28 415 résidents à l'époque) utilisent le terme de Mercier (qui désigne la circonscription électorale provinciale qui comprend le quartier du Mile End), 14% se réfèrent au quartier comme le quartier Saint Louis, 11% choisissent le terme de quartier Laurier – ou « Laurier Ward » -, 1% seulement des résidents opte pour le terme de Mile End. Toutefois, à partir du milieu des années 1980, le nom de Mile End est à nouveau employé pour désigner le quartier, notamment avec l'arrivée de nouveaux résidents. Selon Laurent, un membre du Comité des citoyens du Mile End<sup>208</sup>, la population multiculturelle habitant ce quartier le voyait comme un quartier d'immigration et de passage, son attachement au quartier était moindre que celui des nouveaux arrivants. Il explique la redécouverte de l'ancien terme Mile End par l'arrivée des gentrificateurs et leur intérêt pour l'histoire du quartier (entretien, 5 juillet 2012). Denise, une jeune

---

<sup>206</sup> Cf. infra. Chapitre 7. 7.3.3. Craintes autour de la langue française et de ceux venus de « l'extérieur », pp. 463-468.

<sup>207</sup> Roy Jean Hugues, « La Main imaginaire : de Ducharme à Richier », 16 septembre 1993, *Voir*, cité par Benali, 2007 : 193.

<sup>208</sup> Le Comité des citoyens du Mile End est un regroupement de résidents cherchant à améliorer la qualité de vie dans leur quartier. Voir site du CCME : <http://citoyensmileend.com/>, site consulté le 17 août 2014.

retraitée d'origine suisse et installée dans le quartier depuis 1978 se rappelle (entretien, 16 juillet 2012) :

« Mile End, c'est une dénomination qui est arrivée je sais pas, il y a peut-être 20 ans à peu près. Avant, ça s'appelait... Saint-Louis Nord parce que il y avait eu historiquement le village de la Côte Saint-Louis. Alors on disait qu'on était dans le Plateau Nord est ou Saint-Louis Nord. Et à un moment donné, je sais pas pourquoi, il y a quelqu'un qui a ressorti cette dénomination Mile End. C'est comme si c'était arrivé comme ça, tout à coup. Honnêtement, je ne sais pas comment c'est arrivé. Mais à un moment donné, on s'est mis à parler du Mile End. On est dans le Mile End, bon d'accord ».

Un des commerçants, installé depuis la fin des années 1990, renchérit (entretien, 1 août 2013) :

« Mile End, c'était une appellation plus ancienne, mais c'était pas connu quand on est arrivé. Pour moi, c'était North Plateau. Et puis, maintenant, c'est comme Mile-End ».

Comme l'écrit un article de *The Gazette*, le quartier, un des « secrets les mieux gardés de Montréal », « *a sleepy, multi-ethnic residential neighbourhood, [which] didn't even have a name in the 1970s and 1980s when artists, hippies and students were discovering the Plateau*<sup>209</sup> » a été « redécouvert » dans les années 1980. De quartier d'immigration (notamment pour la population juive), paupérisé et industriel au début du siècle, il est devenu (Olazabal, 2006) un quartier attractif et « tendance » dans une logique de domination des classes moyennes et supérieures. Comme me l'explique Denise, c'était auparavant le quartier adjacent à l'ouest, Outremont, qui attirait au niveau des achats et locations (entretien, 16 juillet 2012) :

« Mais c'est les Outremontais qui ne voulaient absolument pas se mêler avec les petits du Mile End. Parce que moi je le sentais même quand j'allais au parc avec les enfants, un peu de snobisme du côté des Outremontais, tu sais... Jusqu'à ce que le Mile End prenne de la popularité... maintenant c'est tout le contraire. Pendant longtemps, tu voyais les annonces dans les journaux : “maison à vendre sur la rue Jeanne-Mance adjacent à Outremont”. Puis tout à coup, à un moment donné, on a vu le contraire : “maison à vendre sur la rue Durocher. Adjacent au Mile End”. Quand le Mile End a commencé à devenir “in”, ils disaient “adjacent au Mile End” ».

Un autre résidente souligne ce même changement d'image : si l'appellation « Plateau » l'emportait avant, les annonces immobilières et locatives précisent désormais que les logements sur le Plateau sont « adjacent au Mile End ».

Pour évoquer les évolutions actuelles, l'intérêt porté aux restaurants est au cœur des entretiens : une ancienne résidente du quartier parle du lieu pour « la cuisine hipster », d'autres soulignent les liens étroits entre les différents restaurants du secteur. Pour beaucoup, il s'agit d'une « seconde renaissance » du secteur, après le déclin survenu à la suite de la fermeture du Lux. Deux employés de la galerie Simon Blais au 5420 Saint-Laurent soulignent les évolutions des

---

<sup>209</sup> « un quartier résidentiel endormi, multiethnique, il n'avait même pas de nom pendant les années 1970 et 1980, quand les artistes, les hippies et les étudiants étaient en train de découvrir le Plateau », dans « Here comes the neighbourhood », november 17, 2007, *The Gazette*.

dernières années, notamment en ce qui concerne l'offre commerciale « de bouche », ce qui n'empêche pas le boulevard de rester un peu à part par rapport au cœur du Mile End (entretien, 1 août 2013) :

« Lui : de plus en plus ça bouge, ça change et ça se développe, maintenant, avec le Sparrow.

Elle : oui, le Sparrow surtout, mais maintenant aussi le Lawrence, avec la boucherie et le restaurant. Et puis, y'a plus de commerces de proximité aussi, mais aussi des commerces plus spécialisés, qui s'adressent à la clientèle de jeunes professionnels.

Lui : aux *trendy*

Elle : oui, aux bobo, *hipsters* ».

Ou encore ce couple qui habite sur la rue Van Horne qui retient les changements récents sur le boulevard entre la rue Maguire et la rue Bernard (fig. 6.2.), avec l'installation de nouveaux restaurants (entretien, 25 juillet 2013) :

« Elle : Tout ça [les restaurants Maïs et Café Sardine, la boulangerie Guillaume] a *poppé* dans la dernière année. T'as des magasins de design et des magasins de mode. T'as un magasin de mac qui a ouvert. C'est une bonne place. Ça change parce que avant, il n'y avait rien. (...) t'as une autre clientèle aussi. En bas de Saint-Laurent, t'as pas la clientèle du Mile End.

Lui : Mais oui, c'est un peu mort effectivement, c'est pas très joli, il se passe pas grand chose

Elle : Mais ça change je trouve, mais on va voir si ça dure...

Lui : avant que tout ça ouvre, c'était des magasins placardés.

Elle : des restaurants fermés depuis 3 ans...

Lui : Il y a trois locaux de restauration qui sont fermés depuis 7-8 ans et qui ont pas encore été loués ; j'sais pas si le mec demande beaucoup trop d'argent ou autre chose ; mais en tous les cas, c'est pas loué. Si ton loyer est trop haut, tu fais un effort... Un pas loin de la caserne des pompiers. C'est écrit "super place", mais ça fait 7 ans que c'est écrit "super place" ; c'est les restaurants indiens qui ont fermé. C'était pas mal de restaurants indiens qui ont fermé.

Elle : Mais il y a eu pas mal d'ouverture.

Lui : Celui sur Maguire. St-Laurent / Maguire, C'est toujours plein. Mais c'est les mêmes restaurateurs, que ce soit le Sparrow ou Pi ou Café Sardine. C'est les mêmes propriétaires. Et Maïs.

Elle : Et pis en plus, le Sparrow, c'est peut-être lui qu'a commencé les choses... C'est l'ancien cuisinier du Sparrow qui a ouvert le Lawrence.

Lui : qui est pratiquement en diagonale. Y'a comme une histoire de famille qui est en train de se passer ».

Le Sparrow devient ainsi une nouvelle icône, décrit dans la presse pour sa clientèle très « tendance ». « On est dans l'anti-Saint-Laurent-Sherbrooke, et à fond dans le Mile End, avec tout ce que cela comporte de musiciens, artistes et autres communicateurs hips, souvent anglophones et souvent coiffés de tuques de laine ou vêtus de vêtements chinés aux fripes. Aucune griffe en vue. Aucun chichi non plus<sup>210</sup> ». Ce secteur, devenu « à la mode », rivalise ainsi, voire dépasse, dans les perceptions, celui autour de la rue Sherbrooke plus au Sud, auparavant à la pointe, mais

---

<sup>210</sup> Marie-Claude Lortie, « The Sparrow/Le Moineau : un délicieux secret », 8 mai 2009, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/vivre/gourmand/restaurants/200905/08/01-854724-the-sparrowle-moineau-un-delicieux-secret.php>, site consulté le 25 août 2014.

virant aujourd'hui dans le « m'as-tu vu »<sup>211</sup>. Il y a donc déplacements temporels et spatiaux des endroits où l'on sort. Certains envisagent même un déclassement du tronçon autour de la rue Sherbrooke, trop concentré sur les bars, restaurants et boîtes de nuits. Claude, la cinquantaine, directeur d'une salle de spectacle sur le boulevard explique (entretien, 29 août 2012) :

« J'aime pas ce qui est devenu, c'est dommage, le tronçon entre l'avenue des Pins et Sherbrooke qui était génial y'a une dizaine d'années, c'était vraiment génial, des restaurants de qualité... ce que s'est devenu, pouic, c'est triste. Pourquoi ? ça serait vraiment intéressant de comprendre pourquoi. Moi je pense que c'est une trop grande concentration de bars et de restaurants, mais c'est peut-être aussi parce que les résidents ont été chassés par la gentrification et puis à travers ces resto, les petits commerces ont pas survécu... je ne sais pas. Il y a quelque chose chose à étudier là. Mais j'imagine que dans toutes les grandes villes dans le monde, ces tronçons évoluent ».

De la même façon, le commerçant dans le textile, Henry souligne ce passage des modes sur le boulevard, se référant au tronçon Sherbrooke-des Pins (entretien, 17 octobre 2012) :

« Les bars sont rentrés et à un moment donné, c'est devenu très mode, très *fashion*. Mais moi j'étais toujours de l'avis et j'en suis davantage aujourd'hui : ce qui est "in" aujourd'hui est "out" demain parce que y'a toujours un autre "in" qui arrive. Et pour tenir le coup, faut se réinventer, réinventer... ».

Il est bien question de cycles de vie du boulevard, dans le temps et dans l'espace, avec une personnalisation de la rue dans les discours des habitants. Gauthier, en évoquant les changements du boulevard, souligne que (entretien, 22 août 2012) :

« c'est normal : une ville, ça vit, moi je vois ça comme un organisme, ça vit, ça change, ça se promène ».

En voulant m'expliquer les « déplacements de quartier, de la vie nocturne, comment elle bouge... », il raconte (entretien, 22 août 2012) :

« Quand j'avais 16-17 ans, j'avais l'air un peu plus vieux que mon âge et je sortais déjà dans les bars même si je n'avais pas le droit et un des secteurs qui était très animé, c'était le secteur entre Bernard et Laurier. Il y avait une vie nocturne incroyable. Il y avait un endroit qui s'appelait le LUX. (...) Il y avait... J'me rappelle plus de tous, j'avais 16 ans, ça fait 20 ans de ça ! Mais c'était un secteur très dynamique, donc beaucoup beaucoup de mes premières sorties dans les bars étaient dans ce secteur car c'était très animé. Et puis ça a complètement périclité quand j'étais dans la vingtaine et ça s'est déplacé vers le sud. Encore là quand j'étais jeune, 16-17 ans, c'était le contraire : c'était mort entre Sherbrooke et Duluth, c'étaient des p'tits resto, il n'y avait rien. Le gros de la vie nocturne était plus au nord, ça s'est complètement déplacé. (...) Et même un autre endroit qui est complètement aujourd'hui en déclin, mais solide solide : c'est même en bas de la Côte entre Maisonneuve et Ontario : il y avait des disquaires quand j'étais ado, spécialisés en musique punk, alternative. C'était moins crade. Alors j'ai passé beaucoup de temps là ».

Ces « cycles » de vie et de lieux cristallisent la nostalgie moderne évoquée précédemment. Mais cette nostalgie ne ressemble en rien à celle éprouvée ou refusée des anciens résidents du boulevard. Mickael évoque sa famille et notamment sa mère, qui a vécu sur la rue et

---

<sup>211</sup> Voir aussi la pièce de Fanny Britt, 2007, *Angie Can you see me ?*, in Collectif, *Coin Saint-Laurent ou les cinq doigts de la Main*, Montréal, Dramaturges Editeurs.



qui ne voudrait surtout pas en parler et ne ressent absolument aucune nostalgie pour le lieu et la période (entretien, 7 mai 2013) :

« The people who have nostalgia for the most part didn't live it. Yeah, sure we have nostalgia, but we didn't live here, it's romanticized.

My mother lived in this area : she sure ain't talking about it ! (...) She lived on Saint-Lawrence boulevard. Her grand parents, my great grand parents, they had a big store in Saint-Laurence boulevard. They had eleven children, they all worked in the store. The grand-children lived near Pine avenue. They live now in Saint-Dominique, but they had an attachment from the store to the house. They all went back and forth. My mother worked on this street, grew up on this street, lived on it, you know, on St Dominique. She's articulate, she's well intelligent, she's 92. But if you'd call her and introduce you to her, "what the hell do you want to talk about that for? Why talk about that ? Of course not ! Talk to my son. I don't want to talk about that crap ! Forget it ! Who cares about that ? I haven't lived here for 60 years!"

The people who are talking about it are, you know, the scholars, and people like myself, who are romanticizing, and the young people who are trying to recreate something, they are trying to reinvent something...<sup>212</sup> ».

Les nouvelles populations évoquées par Mickael qui souhaitent « réinventer » ou « recréer » l'ambiance particulière liée au boulevard Saint-Laurent cherchent peut-être en fait simplement à la retrouver, dans un équilibre précaire entre nostalgie restauratrice et nostalgie réflexive (Boym, 2001).

### 6.3.3. Vivre le boulevard, entre nostalgie restauratrice et nostalgie réflexive

Svetlana Boym, spécialiste de la littérature comparée, distingue en effet nostalgie « restorative » (restauratrice ou reconstituante) et nostalgie « réflexive » (réflexive ou intellectualisée) : « *if restorative nostalgia ends up reconstructing emblems and rituals of home and homeland in an attempt to conquer and spatialize time, reflective nostalgia cherishes shattered fragments of memory and temporalizes space*<sup>213</sup> » (Boym, 2001 : 49). Dans cette logique, la *restorative nostalgia* vise à recréer les

---

<sup>212</sup> « ceux qui ont de la nostalgie sont ceux qui ne l'ont pas vécu. Oui, bien sûr, nous sommes nostalgiques, mais nous n'avons pas vécu ici, c'est une vision romantique.

Ma mère a vécu dans ce secteur : elle n'en parle pas ! Elle habitait sur le boulevard Saint-Laurent. Ses grands-parents, mes arrière grands-parents avaient un grand magasin sur le boulevard Saint-Laurent. Ils avaient onze enfants qui travaillaient tous dans le magasin. Les petits enfants vivaient près de l'avenue des Pins. Ils vivent aujourd'hui sur Saint-Dominique, mais ils étaient attachés au magasin. Ils faisaient des allers-et-retours. Ma mère travaillait sur cette rue, a grandi sur cette rue, a vécu là, tu sais, sur Saint-Dominique. Elle s'exprime clairement, elle est assez intelligente, elle a 92 ans. Mais tu l'appelais et tu te présentais à elle : « pourquoi tu voudrais que je te parle de ça ? Pourquoi en parler ? Bien sûr que non ! Parle à mon fils. Je ne veux pas parler de ces conneries ! Oublie ça ! On s'en moque ! Ça fait 60 ans que je ne vis plus là !

Les gens qui en parlent sont les scientifiques, et des gens comme moi qui « romanticisent », et les jeunes qui essaient de recréer quelque chose, ils essaient de réinventer quelque chose... ».

<sup>213</sup> Si la nostalgie restauratrice finit par reconstruire des emblèmes et des rituels du lieu d'origine ou natal dans une tentative de conquête et de spatialisation du temps, la nostalgie réflexive chérit des fragments brisés de mémoire et temporalise l'espace.

lieux perdus dans l'idée de l'affirmation d'une vérité absolue (accent sur le nostos) et débouche sur des actions de rénovation, de restauration quand la *reflective nostalgia* se concentre sur des histoires individuelles et n'inscrit pas la vérité dans la recherche de la tradition. Si la *reflective nostalgia* est volontiers ironique ou humoristique, jouant du sentiment de finitude humaine, la *restorative nostalgia* se prend beaucoup plus au sérieux et proclame l'impératif de mémoire. « *Nostalgics of the second type are aware of the gap between identity and resemblance; the home is in ruins or on the contrary, has been renovated and gentrified beyond recognition. This defamiliarization and sense of distance drives them to tell their story, to narrate the relationship between past, present and future*<sup>214</sup> » (Boym, 2001 : 50). Ainsi, la *reflective nostalgia* « *deals with "the imperfect process of remembrance"*<sup>215</sup> » (Boym, 2001 : 41), un thème exploité par le monde de Walt Disney (Ranson, 2009).

Certains habitants s'inscrivent dans cette logique et distinguent par exemple la Petite Italie de la partie centrale du boulevard. Édith, une historienne et fonctionnaire de la ville de Montréal, souligne les dérives de la reconstruction opérée autour de l'identité italienne dans la partie nord du boulevard (entretien, 6 mai 2013) :

« D'abord, la Petite Italie, c'est pas un concept qu'on utilisait : moi j'ai grandi dans ce coin là et on ne parlait pas de Petite Italie. C'est une marque de commerce. Alors oui, y'a une concentration de commerces italiens, il y avait des Italiens, y'a des bons restaurants. Mais il n'y a pas une majorité d'Italiens, ils étaient là avant mais même à l'époque, ça n'a jamais été ça. On se trouve à en faire une marque plus qu'autre chose. (...) De dire "la Petite Italie", ça biaise la réalité : ils sont plus là aujourd'hui. Mais les commerçants eux autres vivent dans ce marketing là ».

Selon elle, la nostalgie autour du passé cosmopolite du boulevard entraîne des reconstructions, notamment de la part des sociétés de développement commercial, autour de l'identité de la *Main*. Cette recreation est bien loin de la réalité (entretien, 6 mai 2013) :

« En fait, c'est un peu de la propagande pour le boulevard : on essaie d'en faire un mythe. J'allais avec mes enfants sur le boulevard souvent avant, pour leur montrer l'effervescence de la rue. Mais maintenant, c'est plus ça, tu ne peux pas forcer l'ethnicité. C'était pas une rue riche, c'était un axe de petits commerces ethniques et qui desservaient une population locale. Mais quand la population locale est plus là... ça a comme flopé : on a voulu en faire trop (...)

L'effervescence n'est plus là. (...) Mais la Main, c'est un souvenir. La raison pour laquelle on l'a nommé au patrimoine (avec ses immigrants, ses p'tits magasins) n'existe plus aujourd'hui (...). En fait, on est dans le marketing, dans la mise en communication généralisée actuellement. Ils vendent quelque chose mais au final, t'as pas cette expérience là. T'as pas ce que te dit la patrimonialisation canadienne. Mais les gens qui sont dans le mythe, c'est des gens qui nient la réalité : c'est du déni de réalité. Alors c'est pas la vraie vie. Oui, le marketing, c'est de la création, mais c'est loin aussi ».

---

<sup>214</sup> Les nostalgiques du second type sont conscients de l'écart entre identité et ressemblance ; la maison est en ruines ou au contraire a été rénovée et gentrifiée sans qu'on ne la reconnaisse plus. Cette mise à distance les conduit à raconter leur histoire, à dire la relation entre passé, présent et futur.

<sup>215</sup> La nostalgie réflexive traite du processus imparfait du souvenir.

Le plus souvent, les deux types de nostalgie sont présents en même temps, comme dans les nouveaux commerces qui ouvrent sur le boulevard. Le café Checkpoint Charlie, au coin du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue Mont-Royal offre un décor particulier, évoquant la division de l'Allemagne<sup>216</sup> : le chef y présente sa vision « *of authentic German food. In some ways, this new incarnation could be the early '90s all over again*<sup>217</sup> ». De fait, « les cafés qu'affectionnent les gentrificateurs ont souvent été réhabilités mais arborent de vieilles tables et chaises de bistrot, patinés par le temps, des banquettes en skaï parfois élimées, et d'autres objets de récupération : les clients, qui appartiennent rarement aux classes populaires, y trouvent le décor populaire qu'ils aiment aussi dans le quartier, assurant ainsi une relative continuité. (...) L'identité populaire et le mélange sont cultivés dans les espaces de consommation destinés aux gentrificateurs. » (Clerval, 2008 : 413). Par exemple, le Cagibi était une ancienne pharmacie qui a gardé certains éléments de l'ancien décor, « tout droit sorti d'une brocante ou d'une boutique d'antiquités<sup>218</sup> ». À ses côtés, la boutique Monastiraki joue aussi sur l'idée de bric-à-brac, tout en proposant fanzines, bandes dessinées et affiches d'artistes du quartier et d'ailleurs. En plus de l'attention portée aux intérieurs et aux façades (façade utilisant le bois pour le magasin Arbre par exemple), les établissements choisissent avec soin leurs noms, comme c'est le cas de Monastiraki. Cary explique ainsi l'origine de l'appellation (entretien, 1 août 2013) :

« Nous sommes d'origine grecque. Monastiraki, c'est un quartier à Athènes, qui est comme une... avec de petites ruelles et des marchés aux puces, perpétuel. La station de métro Monastiraki, quand tu descends de là, c'est à peu près comme descendre à Mont-Royal. C'est comme le Plateau : un côté vraiment touristique, l'autre côté, artistique, bordel, fou : jugglers, guitarists, rastafarians, that's what happens in Monastiraki.

Et mon oncle et mon père ils ont commencé : "ok on va ouvrir le magasin, comment on va l'appeler, bla, bla, bla..." ; ok, ils ont tombé sur ce nom là, mais they weren't crazy about it. C'est un nom difficile. Les Anglophones peuvent pas, ils peuvent pas le dire. Les franco : aucun problème ».

*« Stores exuded the idiosyncrasy of individual retailers rather than the predictable uniformity of the chains; in a series of constant reversals, the old and the recycled were valued as well as the new and the fashionable; the hand-produced and organic were presented in place of the standardized and machine produced ; a personalized transaction between buyer and seller sought to rehabilitate retailing from the impersonality of corporate*

---

<sup>216</sup> Charles-Eric Blais-Poulin, « Café Checkpoint Charlie : un passage obligé », 5 septembre 2012, *Métro*, <http://journalmetro.com/plus/bouffe/151079/cafe-checkpoint-charlie-un-passage-oblige/>, site consulté le 28 mai 2014.

<sup>217</sup> « De la nourriture allemande authentique. D'une certaine façon, cette nouvelle incarnation pourrait être un retour aux années 1990 », dans Sarah Musgrave, « Casual Restos : Checkpoint Charlie », July 5, 2012, *The Gazette*, <http://www.montrealgazette.com/life/Casual+Restos+Checkpoint+Charlie/6883850/story.html>, site consulté le 28 mai 2014.

<sup>218</sup> Le Cagibi, *Nightlife.ca*, <http://www.nightlife.ca/ou-aller/cagibi-le>, site consulté le 28 mai 2014.

*marketing*<sup>219</sup> » (Ley, 1996 : 185). Parfois certains noms sont quasi invisibles, dans une logique de sobriété, voire de mystère. C'est le cas du Sparrow – mais que certains nomment le Moineau – puisqu'il n'y a pas d'enseigne sur la devanture. Les médias soulignent d'ailleurs le caractère très discret, « à la limite même un peu secret<sup>220</sup> » du restaurant.

Paradoxalement, alors que l'urbanité du boulevard est soulignée comme étant une de ses caractéristiques principales, le côté « village » du quartier est également mis en avant, dans les récits des habitants, comme des acteurs commerciaux. Cet attrait du local est intimement lié à la nostalgie : « le regret n'est pas seulement de certains lieux mais aussi d'une certaine échelle plus "humaine" : avec la croissance urbaine et la spécialisation fonctionnelle des espaces, c'est "l'urbanité" qui aurait été perdue » (Gervais-Lambony, 2012). L'authenticité recherchée ou regrettée est donc tout autant associée à la grande ville et au statut de *Main Street* du boulevard qu'à l'atmosphère de village et à la « proximité » entre commerçants et clients de la rue. Ces lieux (magasins familiaux et anciens) et l'apport des communautés culturelles sont loués par les habitants. Ils participent des *cosmopolitan canopies* analysées par Elijah Anderson (2004) dans le contexte de Philadelphie, où la diversité – et les rapports entre Noirs et Blancs – serait vécue avec tolérance et intérêt dans une sorte de convivialité privilégiée en ville. Mais ces espaces sont l'apanage des classes moyennes et supérieure : cette forme de représentation de l'authenticité actuelle est alors restreinte aux classes moyennes et supérieures et va de pair avec la gentrification du quartier. Les autres catégories sociales peuvent aussi rechercher l'authenticité, mais elle ne sera pas forcément la même. Une ancienne conseillère à l'arrondissement du Plateau Mont-Royal fait d'ailleurs explicitement le lien entre authenticité, cosmopolitisme et gentrification (entretien, mai 2007) :

« Oui, c'est authentique, car il y a une vraie présence cosmopolite. Avec *Chinatown*, la présence portugaise (avec notamment la paroisse qui attire encore beaucoup de monde et qui fait des activités), la communauté grecque et *Little Italy* après. Beaucoup d'anglophones du ghetto Mc Gill qui viennent magasiner sur le boulevard.

Et d'ailleurs, c'est pas si différent de la réalité : même si beaucoup d'immigrants sont partis, les propriétaires sont encore des gens issus de l'immigration (...). Et de plus, il y a des anglophones qui viennent habiter le Plateau : ces gens très ouverts veulent habiter en milieu cosmopolite et veulent que leurs enfants aillent dans des écoles francophones ».

---

<sup>219</sup> « Les magasins respirent la singularité des petits commerçants plutôt que l'uniformité prévisible des chaînes ; dans une série de renversements constants, le vieux et le recyclé étaient estimés comme le neuf et le « à la mode » ; ce qui était bio et « fait main » présentés à la place des productions manufacturées et standardisées ; le contact personnel entre le vendeur et l'acheteur recherché afin de réhabiliter le commerce de détail par rapport à l'impersonnalité du marketing d'entreprise ».

<sup>220</sup> Marie-Claude Lortie, « The Sparrow / Le Moineau », *op.cit.*

Cette assimilation de l'authentique de la Main à son urbanité cosmopolite renvoie clairement aux valeurs avancées par les gentrificateurs – ou plutôt les *social preservationists* pour reprendre les termes de Japonica Brown-Saracino (2009) – pour justifier leur choix de résidence dans les quartiers centraux. L'authenticité, comme construit social, est bien productrice de valeur, ce qui justifie l'attrait que peut avoir cette artère : la mise en valeur de l'authenticité favorise la valeur marchande du lieu et accélère le renouvellement des habitants. L'authenticité recherchée par les gentrificateurs comme expérience d'une communauté, de la proximité en dehors de rapports économiques devient en fait elle-même marchandise, mise en œuvre dans une stratégie de *branding* soutenue par les autorités municipales et par la Société de développement du boulevard, afin d'attirer investisseurs et nouveaux résidents. Cette stratégie comprend des actions diverses, depuis des événements commerciaux et promotionnels à l'instauration d'une brigade de propreté et de sécurité, en passant par des campagnes publicitaires et l'octroi de subventions aux commerçants souhaitant rénover leurs commerces, mais certains résidents continuent de voir l'authenticité comme un caractère « non orchestré » du développement de la rue, soulignant la permanence des commerces immigrants. Ainsi, comme l'explique Thérèse, une professeure à l'Université de Montréal qui a habité pendant les années 1980 dans le quartier portugais (entretien, 9 décembre 2011) :

« c'est dommage de vouloir axer sur le tourisme dans certains quartiers, c'est artificiel. C'est vrai qu'il y a moins d'actions sur le boulevard Saint-Laurent alors que c'est peut-être justement plus typiquement montréalais ».

Il s'agit bien aujourd'hui de la construction d'une certaine représentation de l'authenticité répondant au désir de consommation de l'idée d'authenticité par les gentrificateurs (Zukin, 2008).

Des tensions ou conflits d'usage entre les différentes fonctions de la rue (loisirs, travail, résidence) émergent dans les récits, révélant les différences de signification accordées aux notions d'urbanité et de citoyenneté selon les usagers, commerçants et résidents. Certains lieux ressortent pourtant dans les discours : les quartiers dits ethniques, le secteur central du boulevard, les anciens commerces immigrants, bref, les lieux du cosmopolitisme marchand et vécu. Certains lieux sont mis en valeur de par leur ancienneté, « vestiges » du passage de l'immigration, d'autres, aujourd'hui disparus, sont évoqués avec nostalgie. Dans les deux cas, les habitants se réfèrent à une idée d'authenticité pour qualifier ces lieux à protéger et considérés comme significatifs de la *Main*. Cette authenticité est liée à plusieurs aspects : le passé cosmopolite, la marche, l'ambiance,

le cosmopolitisme de bouche. Apparaissent d'ailleurs des phénomènes de va-et-vient entre leurs récits et les discours des acteurs de développement économique. Pour ces derniers, la rue se doit d'offrir une expérience particulière, notamment une certaine « authenticité » : la patrimonialisation du boulevard joue dans ce sens, ainsi que « *the development of small-scale boutiques and cafés, and branding neighborhoods in terms of distinctive cultural identities*<sup>221</sup> » (Zukin, 2010 : 3). Les actions de promotion et de développement économique de la part des SDC sont pourtant parfois rendues responsables des transformations actuelles de la rue, perçues comme à rebours de la singularité du boulevard : les constructions « factices » des quartiers italiens et chinois, l'arrivée des grandes chaînes, la perte d'urbanité de la rue qui va de pair avec la nostalgie du boulevard comme quartier et comme *Main Street*, c'est-à-dire comme destination commerçante à l'échelle de la ville. Par ces récits sur l'authenticité et la singularité du lieu et par le regard nostalgique, les habitants et usagers territorialisent l'espace du boulevard Saint-Laurent. Ces récits des habitants et usagers se fondent sur le passé de l'artère, sur les actions des acteurs économiques et la mise en marque de la rue, mais aussi sur leur expérience vécue. Une certaine idée de l'authenticité cosmopolite est ainsi revendiquée et recherchée par les classes moyennes et supérieures qui viennent habiter aux alentours du boulevard.

---

<sup>221</sup> « Le développement de petites boutiques et de cafés, et des quartiers “mis en marque” et identifiés en termes d'identités culturelles distinctives ».



## Chapitre 7 : Expériences de « gentrificateurs » et cosmopolitisme dans le Mile End

---

Les récits habitants et usagers du boulevard, qui ne sont pas forcément les mêmes, sont empreints de nostalgies liées à l'immigration, l'ancienneté et l'authenticité des commerces et à l'« ambiance particulière » de la rue. Ces récits en réaction au temps qui passe et aux transformations de la rue, sont le fait d'anciens habitants, mais aussi de nouveaux résidents, venus s'installer dans le corridor de l'immigration, dans le cadre du processus de gentrification, qui touche aujourd'hui de manière plus ou moins importante les différents secteurs de la rue. Le terme de gentrification a d'abord été utilisé par Ruth Glass (1963) pour désigner le processus par lequel la « gentry » – les classes moyennes et supérieures – a réhabilité et s'est appropriée les anciens logements dans des quartiers populaires du centre-ville de Londres. Après un cycle de dévalorisation menant à un abandon du quartier, de nouvelles couches sociales, attirées par des loyers moins élevés, viennent habiter dans ces quartiers centraux, remplaçant progressivement les anciens habitants (Ley, 1996 ; Smith, 1996 ; Butler, Robson, 2001). Ces phénomènes de « retours en ville » (Bidou-Zachariasen, 2003) ont été particulièrement étudiés à partir des années 1980 et 1990, alors qu'auparavant les écrits tenaient le déclin urbain et la paupérisation des centre-villes comme un processus inéluctable (Lehman-Frisch, 2013). Le propos de ce chapitre n'est pas d'analyser le processus de gentrification en lui-même, mais d'interroger les récits du changement et les représentations de ces résidents par rapport à la diversité ethnoculturelle. Sharon Zukin (1991) comme Caroline Ann Mills (1988) à propos du quartier gentrifié de Fairview Slopes (Vancouver) insistent sur les constructions de mythes et de discours autour d'un style de vie urbain et leur importance dans le phénomène de gentrification. Les pratiques qu'ils engendrent sont parfois qualifiés de superficielles : forme de consommation esthétique plus qu'« *any genuine sense of encounter and alterity* » (Bridge, 2006 : 59), qui renvoie au « cosmopolitisme mou » ou « de bazar » selon Daniel Latouche (1990 ; 1997) pour la ville de Montréal.

Ces classes moyennes résidant dans le corridor du boulevard ne constituent en aucun cas un bloc homogène, et le propos vaut pour la catégorie des « gentrificateurs ». Au-delà des différences politiques, sociales, économiques, ces « gentrificateurs » ne partagent pas non plus les mêmes relations à la diversité. Damaris Rose (2004) identifie ainsi, en se basant sur leur rapport à la diversité sociale locale, quatre types de gentrificateurs : les ignorants / indifférents, les *Nimbies* (ou « pas dans ma cour »), les tolérants et les égalitaristes. Martha Radice (2000), dans sa thèse portant sur quatre rues commerçantes à Montréal, distingue quant à elle différents types de



« cosmopolites » : « l’habitant ouvert », « le passeur », « l’hôte » et le « connaisseur », qu’elle oppose aux « *figures of the parochial* » (figures paroissiales), c’est-à-dire « l’individualiste », « l’insulaire » et « l’indifférent ». Ces différents degrés d’ouverture à l’altérité se retrouvent chez les habitants et usagers du boulevard, dont les discours révèlent les liens complexes et parfois ambigus qu’ils entretiennent avec le cosmopolitisme. Mais loin d’une opposition entre cosmopolites et « paroissiaux », les entretiens menés auprès de ces habitants et usagers soulignent la présence de personnes très ancrées dans le quartier, sur le boulevard, tout en étant ouvertes à la diversité. Comme les figures d’entrepreneurs cosmopolites<sup>1</sup>, les figures de gentrificateurs cosmopolites affirment un attachement au local en même temps qu’une ouverture au monde et à l’altérité. Le cosmopolitisme urbain ne se réfère donc pas ici à la capacité d’un individu à se détacher de son contexte local, à pouvoir évoluer dans différents contextes, il est plutôt question de vivre dans la différence (Hemelry, et al., 2009 : 10).

J’interrogerai donc la notion de gentrification dans le cadre géographique montréalais et plus précisément autour du boulevard Saint-Laurent, avant de m’attacher au quartier du Mile End, au sein de l’arrondissement du Plateau Mont-Royal. Après les analyses des quartiers dits ethniques – chinois, portugais et italiens –, et du quartier des Spectacles, je privilégierai l’étude de cet ancien quartier populaire et cosmopolite, qui connaît des transformations majeures depuis les années 1980-1990. L’étude des discours des habitants, gentrificateurs ou non, et des commerçants permet d’envisager l’évolution de la place du boulevard au sein du quartier : comment sa trame ethnoculturelle évolue-t-elle en lien avec le processus de gentrification ? Enfin, les discours des habitants à conduire à étudier les rapports entre habitants et cosmopolitisme : sont-ils à la recherche d’une expérience cosmopolite et comment se traduit-elle ? Le quartier possède en effet une identité forte – le terme de *community* revient souvent dans les enquêtes, notamment chez les anglophones –, autour du cosmopolitisme comme caractéristique ancienne et actuelle.

## **7.1. Le boulevard dans les quartiers en gentrification**

### 7.1.1. Un « travail de gentrification » sur le Plateau en contexte cosmopolite

Le parcours de Louis, un professionnel du développement local, qui est venu habiter sur le Plateau il y a trente-trois ans, est représentatif de la recherche d’authenticité en contexte de diversité, avec la présence importante de la communauté portugaise. Son discours sur son parcours de gentrificateur révèle des « investissements multidimensionnels » : « achats immobiliers et

---

<sup>1</sup> Cf. supra, chapitre 3. *Histoires personnelles, histoires du boulevard, histoires des SDC*, pp. 180-186.

travaux dans le logement, sociabilités locales, engagements dans des mobilisations collectives, fréquentation des équipements et des commerces ou encore productions symboliques » (Collet, 2010 : 25). Il met à l'œuvre un véritable « travail de gentrification » pour reprendre l'expression employée par Catherine Bidou-Zachariassen et Jean-François Poltorak (2008) à propos du quartier Sainte-Marthe à Paris. Il a acheté une première maison sur la rue Hôtel-de-ville à la hauteur de la rue du Prince-Arthur, puis une seconde sur la rue de Bullion, c'est-à-dire à trois à quatre rues à l'est du boulevard Saint-Laurent. Il fait partie des « pionniers » dans le quartier et a rénové les deux maisons qu'il a achetées (entretien, 28 juin 2012) :

« J'suis arrivé quand j'étais étudiant, j'ai acheté une maison pour presque rien et je l'ai rénovée (...) Même si tout tombait en ruines, même si tout était à faire, c'était un grand chantier. Je regarde aujourd'hui les maisons rénovées, il y en a beaucoup. Mais nous quand on a rénové en 84, là, on était parmi les premiers à rénover un triplex au complet là ».

Il affirme avoir fait une erreur en vendant la première maison au mauvais moment. Mais il en a acheté une seconde, dans le même secteur, dans laquelle il habite actuellement :

« J'en ai acheté une et puis sur Hôtel-de-Ville, une rue étroite. Avec mon frère on l'a vendu, on l'a converti en condo, on a pu le faire dans les années 80, on l'a toute rénovée. On a même excavé, on a travaillé comme des fous. Je l'ai pas vendue au bon moment, je l'ai vendue dans les années 90, puis c'est ceux qui ont rien fait qui ont eu l'argent. Moi, j'ai travaillé fort mais j'ai pas gagné d'argent. Mais c'est pas grave, c'est l'expérience, c'est la vie. Parce que j'ai eu la bonne idée de m'en acheter une autre, rue Bullion, avec celle là. Je la rénove depuis ce temps là, avec moins de moyens, mais quand même. (...) Pour y habiter. Oui, on était étudiant. J'travaillais dans le Centre-Sud, dans le domaine communautaire. On avait un triplex, on occupait deux étages. Honnêtement, c'est une vraie gentrification là. On n'avait beau pas être riches ».

Dans les années 1980, acheter une maison était un fait rare à Montréal et sur le Plateau, où les locataires étaient bien plus nombreux. Louis manifeste donc une volonté d'investir dans un bien immobilier, dans une logique économique pour le futur et de « front pionnier » (Bridge, Atkinson, 2005) ; il y voit la possibilité d'un retour sur investissement et une garantie pour la suite :

« C'était pas payant de faire ça à l'époque. C'était pas payant du tout. On achetait pas cher, on mettait de l'argent dessus, puis à la fin, la maison valait moins cher que le montant investi. C'est le contraire d'aujourd'hui. (...) Aujourd'hui, il y a une marge de manœuvre énorme. Entre ce que j'ai mis sur ma maison et ce qu'elle vaut... elle vaut beaucoup plus cher. C'est intéressant d'investir. C'est quand même un raisonnement très individuel là mais beaucoup de monde le font. D'ailleurs ceux qui ne le font pas, je ne les comprends pas. Les gens qui laissent détériorer, c'est parce qu'ils louent, ils cherchent qu'à louer, qu'à tirer des revenus. (...)

J'pense que les gens qui ont eu comme rêve de venir ici se sont donnés globalement sans avoir de grandes réflexions économiques, une qualité de vie nettement meilleure. J'me compare avec mon frère qui vit en banlieue, qui va devoir travailler plus longtemps que moi, parce que moi, déjà ma maison j'ai une valeur nette dessus importante, que j'aurai pas eu en banlieue.

C'était juste l'idée d'aller vivre au centre-ville et de pas nécessairement avoir besoin d'une voiture. Et puis d'être près des emplois. À la longue, t'as un marché locatif intéressant, t'as un marché immobilier intéressant. Tout ça fait que au bout de 30 ans, tu t'es enrichi beaucoup plus et puis, t'es en meilleure posture pour prendre ta retraite, qu'une personne qui vit en banlieue qui a tout eu au départ qui avait le grand terrain, une ou deux voitures. Mais au bout de 30 ans, la valeur

nette est beaucoup plus basse. Moi j'ai rénové tout moi-même, mon coût est plus bas. Puis c'est facile à louer, y'a toujours quelqu'un. (...)

Souvent, j'pense à ça en rétrospective, parce que quand on a décidé ça, tout le monde partait en banlieue, mon père il ne voyait pas la logique. Personne ne voyait le bon sens de ça. Ça apparaissait contraire du bon sens. 30 ans plus tard, c'était la bonne façon pour quelqu'un d'un milieu ordinaire d'arriver à prendre une retraite sans avoir un fond de retraite assez important ».

« La gentrification consiste en une revalorisation, donc en une création de valeur, liée aux investissements multidimensionnels des habitants qui semblent de leur côté en retirer des profits divers ; en agissant sur leur environnement, ils agiraient ainsi sur leur trajectoire » (Collet, 2010 : 26). Cet investissement immobilier se double d'un travail de rénovation important, sur lequel Louis ne cesse de renchéir, afin de créer une richesse immobilière :

« Moi j'ai passé des années à rénover. J'ai du mettre l'équivalent de quatre ans de ma vie là dedans : trois à quatre ans. Parce qu'à chaque fois que je ne travaillais pas, j'avais un projet de rénovation, à chaque fois que je tombais au chômage, j'avais un projet de rénovation. J'ai fait ça un an complet à un moment donné. Deux ans sur deux maisons différentes, plus des fois des bouts, un mois, deux mois, trois mois, avec des fois des petites équipes que je connaissais ».

Le quartier – et notamment le boulevard Saint-Laurent – a constitué un des critères de choix de résidence avec la présence des magasins juifs ou les cafés italiens, signes de l'implantation immigrante dans le corridor. Ces éléments demeurent aujourd'hui très présents dans les pratiques et représentations de Louis qui souligne :

« Oh oui, j'achète autour de la rue Saint-Laurent. Mais sur la rue Saint Laurent, à un endroit particulier, chez Segal. C'est une des dernières épiceries juives de la rue Saint Laurent. C'est assez spécial, hein ? Il y aurait une histoire à faire, il y aurait un documentaire à faire sur ce lieu là qui a pas été fait. Personne n'a vu l'opportunité, mais c'est une institution, dans le sens presque drôle du nom. C'est une institution qui est unique en son genre. J'achète au moins 75% de l'alimentaire là plus quelques autres endroits. Donc oui, les courses autour, les petites rues autour : Duluth, Bagg, le cordonnier... J'aime aussi beaucoup aller dans le Mile End, ou dans la Petite Italie. Les week-ends, on va prendre un café par là, j'aime mieux aller par là. On arrive dans le Mile End, y'a encore des cafés italiens... ».

Il s'était rendu en Europe dans les années 1970 et cherchait à Montréal un quartier au « mode de vie à l'européenne ». Les immigrants juifs quittaient le quartier, remplacés par des Québécois, ainsi que des familles portugaises et c'est précisément le caractère cosmopolite<sup>2</sup> qui l'a attiré en premier lieu :

« J'avais 23 ans où j'ai commencé vraiment à m'intéresser à ce quartier. C'est la rue Saint Laurent, cet environnement là qui m'a fasciné. (...) J'ai découvert le quartier en 1975. Avant j'le connaissais, mais comme tout jeune de l'est de Montréal, jeune francophone, on ne venait pas ici. Dans la partie est du Plateau oui, mes grands parents habitaient dans l'est du Plateau. La partie ouest on n'y venait pas : c'était juif quand j'étais jeune. Après ça, c'est devenu portugais... (...)

Il y a un des étages : moi pour l'occuper, j'ai du en reprendre possession, parce qu'il y avait des locataires qui étaient là. Mon frère lui, c'étaient les propriétaires qui partaient, c'étaient

---

<sup>2</sup> Aujourd'hui, certains Français venant résider dans le secteur mettent aussi en avant cette « ambiance portugaise » qui les a attiré dans le quartier. On observe ainsi une continuité dans les discours autour de la diversité.

des vieux Russes, des Juifs. Nous on a vu partir les derniers, les derniers des Mohicans, il n'y en a plus là. La vieille population juive, qui était très majoritaire jusqu'en 1955 à peu près. On voit les traces par les commerces, par les synagogues ».

L'autre raison importante qui l'a poussé à acheter dans le secteur était la présence du Mont-Royal ; viennent ensuite d'autres facteurs comme la présence du métro à proximité. Louis ne considère pas le quartier comme un secteur homogène. Il souligne les différences au niveau de la qualité des maisons selon les rues. Selon lui, les maisons dans lesquelles résident les immigrants sont de qualité bien moindre que celles plus à l'est, « là où les Français s'installent », mais aussi autour du carré Saint-Louis ou de la rue Laval :

« Mais les petites rues : Hôtel-de-ville, Coloniale... C'étaient des quartiers d'ouvriers immigrants. C'était construit pour les immigrants, c'est ça qu'est particulier. Alors qu'à l'Est, on a construit pour des francophones. (...). Est-ce qu'ils avaient moins d'argent tout ça ? Peut-être ? Parce que les francophones n'étaient pas riches non plus... Juste c'est pas le même moment aussi. Le quartier là date du début du XXe siècle, alors que là bas, on est rendu 1930-1920 ».

Enfin, Louis insiste sur les différences entre les habitants québécois qui rénovent les maisons et les actions entreprises par la communauté portugaise, qu'il situe en dehors du « nous » dans son discours :

« L'aménagement qu'ils vont faire de leur maison est très différent de celui que nous on va faire. Ça se reflète. Ils essaient de se donner le maximum de commodités, compte tenu de la situation. Ils vont beaucoup rénover ça en s'inspirant de leur pays d'origine aussi : les couleurs, les matériaux, mais ils vont pas en faire un lieu de vie si agréable que ça. C'est quand ils vont en banlieue que là ils achètent le rêve américain et là, ils achètent la commodité. En rénovant, c'est les moyens du bord. C'est pas des environnements si agréables que ça à vivre. C'est quand ils vendent la maison, la maison elle prend pas de valeur. Puis souvent, ils vont vendre ça pour s'acheter quelque chose avec plus de verdure, des fenêtres. Nous ce qu'on fait quand on achète une maison comme ça c'est qu'on essaie de maximiser la lumière à l'intérieur. On essaie d'abattre le maximum de cloisons pour que ce soit agréable à vivre. Ensuite, on va essayer de se donner de la végétation autour. Eux, ce qu'ils font, ils vont pas créer forcément le maximum de lumière. Ils abattront pas nécessairement de cloisons, ils vont rénover la chambre de bain, ils vont faire tt ça. Puis, ils vont au lieu de créer de la verdure, si ils ne font pas un jardin fonctionnel (un jardin ouvrier), ils vont mettre du béton. Puis ils vont manger dehors sur le béton. Je les vois : j'étais obligé de casser du béton quand j'ai rénové pour mettre de la verdure. Je n'ai pas de gazon, mais chez moi, on a l'impression d'être dans la verdure même si c'est tout petit. Alors que les voisins portugais, à part le jardin qu'ils ont, quand ils en ont un, tout le reste c'est asphalté. Donc c'est difficile à apprécier à la longue un milieu comme ça. Je les comprends de vouloir partir. Moi j'me fatiguerai de vivre dans le béton, dans la noirceur, puis dans le cloisonné partout ».

Louis définit ici les normes esthétiques et patrimoniales du quartier dans un discours normatif et dans une forme de mépris pour les réhabilitations de la part des Portugais installés dans le quartier. S'il reconnaît les apports du pays d'origine, le Portugal, avec les couleurs ou les matériaux, selon lui, la communauté n'a pas le respect de l'architecture caractéristique du quartier :

« C'est pas leur identité, leur patrimoine. C'est plus les anglophones et les francophones qui vont chercher à rénover en respectant le caractère architectural, plutôt victorien en général. Eux, ça veut rien dire pour eux. Ils vont faire disparaître les corniches, ils vont mettre de la brique,

ils vont mettre des portes chez eux. Alors que si tu change, qu'est-ce qui va s'agencer ? Ça a l'air évident là, mais pour eux, non.

Dans ce sens là, moi je trouve qu'ils ont beaucoup abîmé le paysage architectural du quartier à la longue, même s'ils ont reçu un prix dans les années 70 : la communauté portugaise. Je trouve qu'ils ont vraiment dégradé. Quand on regardait une rue, c'étaient des petits chefs-d'œuvre de décoration et d'architecture. Plus tard ils sont devenus des trucs fades et laids à regarder. On se promène, et y'a plus de corniches, l'aluminium, c'est pas tellement joli. C'est le royaume de l'aluminium et puis de la brique blanche. Qu'est-ce qu'on peut dire ? Ils ont le prix parce qu'ils rénovaient à un moment où personne mettait d'argent. Un duplex valait 18 000 \$, un triplex valait 25 000 \$. Eux autres, ils rénovaient malgré tout. C'est compréhensible, ça avait été complètement délaissé par tout le monde et eux vivaient là. Mais de là, l'idée, c'était leur quartier d'origine, c'est un quartier associé à la pauvreté ».

En remettant en cause le prix décerné à la communauté portugaise pour la réhabilitation des rues dans le quartier portugais, l'analyse de Louis se pose à rebours d'un certain consensus autour de l'apport de la communauté portugaise dans la revitalisation des abords du corridor de l'immigration. Cette manière de rénover, qui ne tient pas forcément à l'arrivée de populations extérieures et de classe sociale plus élevée, s'apparente à des formes d'« *incubent upgrading* » (Clay, 1979), terme un temps oublié mais repris récemment pour décrire ces formes de redynamisation de quartiers à Montréal, comme à Bruxelles (Van Crielingen, Decroly, 2003) (fig. 7.1.). Un article de la *Presse* en 1975 utilise l'expression de « rénovation domiciliaire<sup>3</sup> » pour décrire ces formes de rénovation menées par les propriétaires résidents des « plex buildings » (duplex ou triplex) originaires des communautés migrantes européennes. La plupart se sont lancés dans la rénovation de leur maison, avant que la municipalité ne trouve un intérêt pour ces quartiers afin d'y attirer la nouvelle classe moyenne. Le propriétaire résidait traditionnellement au rez-de-chaussée et louait les autres unités soit à la famille élargie, soit à d'autres membres de la communauté culturelle, soit – et de plus en plus – à des artistes, jeunes et étudiants, ces « précurseurs de la gentrification » (Germain, Rose, 2000 : 174). Un article *du Devoir* en 2007 reprend cette idée d'une appropriation particulière du quartier par la communauté portugaise : « contrairement à plusieurs autres groupes d'immigrants qui tour à tour depuis plusieurs décennies se sont succédées dans ce que plusieurs appellent la "petite Europe", les Portugais ne manifestent nullement l'intention d'émigrer plus tard vers d'autres quartiers de la métropole<sup>4</sup> ». « L'idée d'authenticité est ici encore convoquée pour qualifier l'attachement au bâti ancien et sa réhabilitation par la population d'origine portugaise. De nombreux gentrificateurs sont conscients d'avoir remplacé les anciens habitants immigrants, à la manière de Marc, qui s'installe sur le Plateau dans les années 1980 (entretien, 31 août 2012) :

---

<sup>3</sup> Benoit, Jacques, « La colonie portugaise : exemple de rénovation domiciliaire », 29 janvier 1975, *La Presse*, cité par Benali, 2007 : 164.

<sup>4</sup> « Dans le quartier Saint-Louis : les portugais manifestent à leur tour contre la spéculation foncière », 12 septembre 1975, *Le Devoir*, cité dans Benali, 2007 : 150.

« La Main du Plateau c'est un peu différent. Je pense que ce qui est intéressant dans mon expérience personnelle du Plateau, c'est qu'on a pris la relève des juifs et des portugais. Et malheureusement, les blancs comme nous, Anglais et Français, qui habitent majoritairement le Plateau en ce moment, on a un peu mis fin à 150 ans de vagues d'immigration qui formaient le Plateau. Parce que là, c'est toute des jeunes blancs comme nous qui achètent des condo et qui mangent des hamburgers avec du foie gras dessus et non des brochettes grecs ou des poulets portugais. C'est en train vraiment de se solidifier comme un quartier bourgeois, jeunes bourgeois. Là, quand il y a une nouvelle vague d'immigration, c'est plutôt au nord et pas juste de Jean-Talon, je dirais au nord de Crémazie et de Jarry. C'est là qu'on continue à voir des nouveaux immigrants s'installer sur le boulevard Saint-Laurent. Mais la portion sur le Plateau, c'est plus ce boulevard Saint-Laurent que ça a été depuis 150 ans et plus ».

Le discours normatif de Louis le pose comme un *social preservationist* (Brown-Saracino, 2009), jaloux du patrimoine de la *Main* et soucieux de le protéger tout en se distinguant des habitants d'origine portugaise. C'est un discours très paradoxal sur le cosmopolitisme du quartier : Louis est attiré par la présence portugaise et par l'offre commerciale européenne, mais rejette leurs actions de rénovation sous prétexte qu'elles seraient contraires à sa vision de l'authenticité du quartier. À travers l'énonciation de ces normes esthétiques transparaissent des logiques culturelles. Comme gentrificateur de l'époque « pionnière » qui s'est investi dans la rénovation, il surélève sa forte appropriation de ce patrimoine ordinaire du quartier, *a contrario* des « nouveaux venus », qui « ne mettent pas la main à la pâte » :

« Ce que je remarque, c'est que les premières vagues de gentrification, les gens qui rénovent les vieux bâtiments, qui vivent dans les vieux bâtiments, cherchent à s'intégrer avec la communauté beaucoup. Qui est autour. Y'a vraiment un lien là. C'est faire partie de la communauté autour. Quand on construit des condos, ou qu'on convertit en condo, y'a pas cette volonté là. Les gens ils sont plus fermés, c'est un peu chacun pour soi. Ils ont parfois des revenus meilleurs que ce que j'ai ou ce que j'avais, pas mal meilleurs.

C'est une autre approche. Ils ont moins le sentiment d'appartenance, y'a plus de mouvement aussi. Les gens ils vendent. Autant les immigrants, y'a des vieux résidents : ceux qui veulent rester, ceux qui partiront pas du quartier, Mais une grosse partie est parti aussi. Soit qu'on les a encouragés soit que eux voulaient le faire. A un moment on mélange des deux, j'sais pas c'est quoi le plus important. C'est forcé si on les évince de leurs logements. Ça ne l'est pas quand leur but, c'est le rêve américain. Et moi j'vois ça assez généralisé chez les immigrants qui partent là, quels qu'ils soient. Le rêve américain. Ici, c'est un quartier de transition, un quartier de misère ».

De la même façon, dans la presse, les premiers arrivants qui réhabilitent le quartier sont décrits comme les « gardiens du patrimoine » (Benali, 2007 : 214), alors que la seconde vague de gentrificateurs, des années 1980, est qualifiée de spéculatrice et d'opportuniste (Benali, 2007 : 233). Les autorités municipales, par leur laxisme et leurs subventions à la revitalisation, après la phase de la « rénovation domiciliaire » des particuliers, sont également perçues comme responsables des conséquences sociales de la gentrification : elles seront dénoncées « par la population "autochtones" et décriée[s] dans de nombreux articles et ce, tout le long de la décennie » (Benali, 2007 : 178). À partir des années 1990, le discours médiatique devient moins véhément : le quartier connaît une phase de stabilisation et il est moins question de l'éviction des anciens locataires.

Le discours de Louis est également représentatif de l'emploi des termes d'embourgeoisement et de gentrification. Il utilise les deux de manière interchangeable : « le Plateau vit une gentrification, un embourgeoisement avec différentes phases ». C'est également le cas dans les autres entretiens avec les habitants, mais aussi avec les acteurs politiques ou associatifs. L'embourgeoisement semble utilisé comme traduction française de gentrification. Dans un contexte francophone, certains enquêtés tiennent à employer le terme d'« embourgeoisement », plutôt que d'emprunter à la langue anglaise : ainsi, Karen, une anglophone qui veut conduire l'entretien en français, utilise le seul terme d'embourgeoisement. Ce mélange se retrouve dans la presse et certains rapports<sup>5</sup>, à l'image de cet article de *La Presse* sur la Petite Italie :

« Résultat : cet embourgeoisement progressif attire une nouvelle population plus branchée, qui a les moyens de s'offrir ce quartier de plus en plus prisé, que ce soit pour son ambiance de village ou la proximité du marché Jean-Talon<sup>6</sup> ».

Ou encore la Commission des monuments et des lieux historiques quand elle décrit les évolutions du boulevard Saint-Laurent :

« On a craint, dans les années 1980, que l'embourgeoisement des commerces et l'augmentation des prix pratiqués sur le marché de l'immobilier n'entraînent le départ de certaines entreprises établies dans le secteur depuis fort longtemps; l'arrivée de restaurants-minute américains dans les années 1990 a aussi amené la journaliste Ingrid Peritz à se demander si la "Main" n'allait pas simplement devenir une autre "McStreet"<sup>7</sup> ».

Les deux termes ont pourtant deux significations différentes. L'embourgeoisement renvoie à une dimension sociale ; il désigne l'accroissement absolu ou relatif des catégories aisées dans une aire donnée (Bidou-Zachariassen, 2003), lequel peut résulter de l'éviction des catégories sociales plus modestes, de l'arrivée de nouvelles populations ou de l'élévation du statut socio-économique des habitants déjà présents. Le terme embourgeoisement n'est donc pas équivalent du terme gentrification, « plus restrictif sur le plan géographique (il ne peut concerner que certains espaces, les espaces populaires) et sur le plan sociologique (il ne désigne qu'une seule modalité de l'embourgeoisement, passant par l'afflux de nouveaux habitants) » (Collet, 2010 : 14). La gentrification, comme transformation sociale d'un espace due à l'arrivée de populations nouvelles, aux revenus plus élevés que les habitants déjà en place, est

---

<sup>5</sup> « Une gentrification (embourgeoisement) marquée » dans Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2009, Nathalie Pouliot, Serge Chevalier, Rapport, « Mile End, Visite de quartier », p. 3. Ou Comité du logement du Plateau Mont-Royal, 7 novembre 2012, « Plus le Plateau est IN, Plus les locataires sont OUT », mémoire présenté à la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, Montréal.

<sup>6</sup> Jean-Cristophe Laurence, « Où va la Petite Italie ? », 28 mai 2011, *La Presse*.

<sup>7</sup> Parcs Canada, Unité de gestion de l'ouest du Québec, 2006, *Énoncé d'intégrité commémorative, Lieu historique national du Canada boulevard Saint-Laurent*.

donc une forme particulière du processus d'embourgeoisement : il ne s'agit pas de l'élévation sociale et/ou économique d'un groupe déjà en place. Enfin, le processus de gentrification a une dimension spatiale très importante, laquelle domine dans les discours des habitants du Plateau, qui n'envisagent guère *a contrario* les aspects sociaux. J'utiliserai donc dans ce chapitre le terme de gentrification.

### 7.1.2. Gentrification « ciblée » et « marginale » le long du corridor de l'immigration

La forte intégration du terme et des processus de gentrification dans le discours de Louis se retrouve dans d'autres entretiens de résidents ou dans les médias. Son utilisation très large, même dans la littérature scientifique – Gilles Sénécal (2009) évoque le « spectre de la gentrification » dans le quartier de Hochelaga-Maisonneuve – lui confère une définition très englobante. La notion « désigne aujourd'hui aussi bien des processus de renouvellement social et de transformation du bâti observables à l'échelle d'un quartier que des politiques mises en œuvre par certaines villes pour attirer en leur centre les élites de la "classe créative" (Florida, 2002), dans un triple contexte de restructuration des économies capitalistes, de concurrence inter-villes et de diffusion des nouvelles théories du développement économique local » (Authier, Bidou-Zachariassen, 2008 : 14). Le terme est donc associé à divers adjectifs afin de qualifier les différentes formes de gentrification et désigne des situations qui diffèrent pour une bonne part de celle analysée par Ruth Glass (1963). Si certains auteurs (Bourdin, 2008) cherchent aujourd'hui à « déconstruire » la notion qui masque les évolutions urbaines et les transformations très variées de la population ou des modes de vie, d'autres (Rérat, Söderström et al., 2008) retiennent au contraire que l'extension de la notion permet de mieux relier plusieurs phénomènes afin de les analyser comme un tout dans une logique d'élitisation de la société urbaine. J'utiliserai donc ici une définition élargie et inclusive de la notion, la liant aux phénomènes de renouvellement urbain des quartiers centraux et péri-centraux, tout en prenant soin de ne pas envisager la gentrification comme un phénomène recouvrant tous les espaces de la même façon. En effet, la gentrification s'entend comme un processus : s'il est important dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, il s'exprime différemment selon les temporalités et les espaces. Des différences existent au sein même du Mile End : la rue Laurier s'est transformée de manière précoce dans la continuité de l'arrondissement d'Outremont, alors que le centre du Mile End connaît actuellement ce processus. Ces différences se retrouvent à l'échelle de Montréal : seuls le Vieux-Montréal et la Petite Bourgogne – en lien avec des politiques publiques spécifiques, mais au paysage urbain très différents – ainsi que quelques poches singulières (*pockets of gentrification*) comme autour du square Saint-Louis ou Shaughnessy Village, peuvent être qualifiés de gentrifiés selon Mathieu Van



Criekingen et Jean-Michel Decroly (2003). Pour ces auteurs, l'« *upgrading* » est bien plus répandu que la gentrification (Van Criekingen et Decroly, 2003), notamment le long du boulevard Saint-Laurent, sur le Plateau Mont-Royal, de même que, dans une moindre mesure, dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie, où restent des « poches » de pauvreté (encadré 7.1.).

### **Encadré 7.1. Gentrification et « poches de pauvreté » dans la Petite-Patrie**

L'arrivée de nouvelles populations plus aisées est un phénomène qui est aussi visible dans l'arrondissement de Rosemont-la-Petite-Patrie au nord du Plateau. Un conseiller d'arrondissement, responsable du district, souligne que le processus est bien avancé dans le quartier à l'ouest de la rue Saint-Denis, mais moins vers le boulevard. Il compare cette situation à celle du Plateau au début du processus de gentrification (entretien, 22 août 2012) :

« Alors ils viennent beaucoup s'installer, et ils rénovent. Alors la Petite Patrie est très en train de se "Plateauiser" à très grande vitesse. On vit le même phénomène que le Plateau il y a quinze ou vingt ans. Ce qui fait peur un peu, parce qu'il faudrait pas non plus que ça devienne aussi cher et frénétique que le Plateau là, mais y'a déjà une considérable augmentation des loyers ».

Cette gentrification s'effectue par le biais d'un changement de résidents, une augmentation du foncier et des loyers et une transformation des commerces et des bars (entretien, 22 août 2012) :

« J'prends un exemple : il y avait des bars dans la Petite Patrie qui étaient essentiellement des tavernes qui vivotaient d'une clientèle vieillissante. Mais tu sais, le principe d'une taverne, c'est qu'il y a un écran télé et les gens écoutent le hockey, y'a trois ou quatre clients qui parlent, des vieux habitués, et là c'est repris par des jeunes entrepreneurs qui en font des bars branchés. Ben oui, c'est un plus parce qu'ils rénovent, c'est beau, etc. Sauf que ça fait une clientèle... pour les résidents avoisinants, c'est une perte de qualité de vie, parce que là, c'est la musique, c'est les gens qui rentrent, qui sortent, qui parlent, qui fument, à 3 heures du matin qui sortent ».

Ces tensions dues à l'arrivée de populations plus aisées sont aussi évoquées par la directrice de la Maissonnette des Parents, organisme communautaire pour les familles qui existe depuis vingt-cinq ans et qui est installé dans l'ancien presbytère de l'église Saint-Jean-de-la-Croix, aujourd'hui transformée en condominiums<sup>8</sup>. Tous les midis, l'organisme livre 350 repas chauds sur trois écoles primaires aux enfants issus de familles défavorisées ou de l'immigration. Pour ce faire, il possède des groupes d'achat et fait de la récupération chez les marchands ainsi qu'auprès des producteurs maraîchers du marché Jean-Talon. La Maissonnette possède aussi des cuisines collectives afin de « développer les compétences culinaires », ainsi qu'un jardin potager et un poulailler pour initier à l'agriculture urbaine enfants et parents. La directrice de l'établissement décrit une « mixité sociale » en train d'advenir (entretien, 6 juillet 2012) : « il y a des condos qui poussent autour de nous, soit des condos très luxueux ou encore ce sont des copropriétés qu'habitent maintenant des jeunes familles

<sup>8</sup> Cf. supra. Chapitre 2. Encadré 2.1. La conversion de l'église Saint-Jean-de-la-Croix, pp. 133-135.

professionnelles qui sont ici ». Cette « gentrification » entraîne des tensions entre les différentes populations et en lien avec les actions de l'organisme (entretien, 6 juillet 2012) :

« Nous une fois par semaine, on a le camion, on va chercher de la nourriture à Moisson Montréal<sup>9</sup> le jeudi après midi pour pouvoir les redonner aux familles dans le besoin. Et le camion qui vient livrer passe par le stationnement des condo. 20 minutes, 15 ou 20 minutes ! Mais ça a créé des tensions entre nous et certains propriétaires... Pas tous mais certains propriétaires. Dont un incident fort malheureux : une propriétaire qui a fait venir les policiers. On était très content parce qu'on a pu sortir nos papiers officiels comme de quoi on avait un droit de passage et j'entends encore le policier dire à la dame : "vous savez, c'est 20 minutes pour nourrir une semaine une famille..." Donc il y a des tensions entre les populations qui habitent le même quartier... J pense que ces nouveaux propriétaires, ils ont eu peu l'occasion de côtoyer des gens moins... ».

Comme l'explique la directrice de l'organisme, le territoire d'action de la Maisonnette constitue une poche de pauvreté au sein de l'arrondissement de Rosemont-la-Petite-Patrie (entretien, 6 juillet 2012) :

« on a été ciblé par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal qui ont des programmes de soutien financier de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Et ils déterminent sur l'île de Montréal des secteurs qui ont des poches de pauvreté. Et nous, ici, la Maisonnette, on est en plein cœur de ça. (...) Nous on est pour le secteur ouest de la Petite Patrie et y'a un autre secteur encore dans la Petite Patrie, le secteur Est qui s'appelle Père Marquette, qui eux aussi ont cette particularité là (...)

Oui, oui, ce sont des secteurs défavorisés, autour du boulevard Saint-Laurent : à l'est et à l'ouest, sur les rues Clark et Saint-Urbain. Le seul secteur qui était défavorisé et qui ne l'est plus, c'est vers le marché Jean Talon : c'est plus... ce sont les Italiens qui vivent dans ce secteur là. (...). Saint-Laurent, on voit que c'est quand même des commerces beaucoup, donc peu de densité mais de chaque côté surtout... Mais ça se déplace (...) vers l'est notamment (...)

Beaucoup des logements qui sont encore "abordables" entre guillemets sont assez délabrés. Nous quand on fait des visites à domicile, c'est fréquent d'arriver dans un logement, et puis de voir deux matelas bleus à terre, deux matelas mousse de yoga. Avec les parents et deux ou trois enfants ».

Ces populations plus pauvres sont souvent issues de l'immigration. La directrice explique la nécessité de parler six ou sept langues dans l'organisme afin de répondre à leurs besoins (entretien, 6 juillet 2012) :

« L'immigration récente, c'est très multiethnique mais en majorité, les gens parlent la langue espagnole. Ensuite le deuxième en importance au niveau culturel sont les maghrébins. Les troisièmes, je dirais les pays de l'Est qui comprend aussi la Russie. Et le quatrième qu'on voit beaucoup dans ce temps ci, c'est tout le pourtour de l'Inde du Sri Lanka. On a même des bénévoles qui sont des Sri Lankais qui viennent ici à la Maisonnette des Parents qui font du bénévolat et prennent nos cours de francisation. Et le dernier : c'est peut-être les Asiatiques. Et quand on n'est pas capable de répondre en leur langue, comme en ourdou par ex, bon, on fait appel à des gens, à des bénévoles qui deviennent nos interprètes. C'est plus difficile quand on fait les visites à domicile, quand ils parlent pas en français et qui s'débrouillent très peu en anglais ».

Comme auparavant pour les alentours du boulevard sur le Plateau, la Petite-Patrie est caractérisée par la diversité ethnique. Le processus de gentrification est ici peu avancé, avec des

---

<sup>9</sup> Moisson Montréal est la banque alimentaire de l'île de Montréal.

différences fortes d'une rue à l'autre, entre embourgeoisement autour du marché Jean-Talon et poches de pauvreté sur les rues parallèles au boulevard.

Le parcours de Louis révèle les logiques économiques et culturelles à l'œuvre dans le processus de gentrification, qui renvoient aux deux grands facteurs d'explication avancés pour comprendre les mécanismes des processus de gentrification. Pour certains, dans une perspective néo-marxiste, la théorie du « *rent gap* » ou différentiel de loyer (Smith, 1979) vient expliquer l'attrait de ces quartiers centraux anciennement populaires auprès des couches moyennes et aisées : c'est le retour du capital dans la ville-centre. D'autres mettent plutôt l'accent sur les choix des gentrificateurs, c'est-à-dire les facteurs explicatifs liés à la consommation (Ley, 1996), mais aussi sur leurs motivations et leurs modes de vie. Ainsi, David Ley (1996 : 9) envisage la gentrification comme l'« *expression of a critical cultural politics, a rejection of the suburbs and their perceived cultural conformity in favour of the more cosmopolitan and permissive opportunities of the central city*<sup>10</sup> ». Le cosmopolitisme est ici compris à la fois comme la pluralité des individus vivant dans les centres-villes, en lien avec l'augmentation des migrations internationales, mais aussi comme une des caractéristiques de l'urbanité. Le centre-ville favoriserait une tolérance et une ouverture à la diversité (Caulfield, 1994). D'autres chercheurs critiquent cette idée en soulignant au contraire des phénomènes de ségrégation et d'entre-soi, à rebours de cette idée de mixité, voire une tendance à l'accaparement de la ville par les élites urbaines, conduisant à des formes d'injustice sociale (Smith, 1996). Puis « les recherches ont tenté de dépasser l'affrontement entre la théorie de l'offre, de la production et du capital et celle de la demande, de la culture et de la consommation » (Lehman-Frish, 2013 : 89), en montrant combien les deux étaient intimement liés (Zukin, 1982).

Au-delà des facteurs explicatifs, les chercheurs se sont penchés sur les formes que revêtent les processus de gentrification dans les différents contextes urbains. C'est le cas au Canada où les travaux sur la gentrification dans les villes canadiennes se sont accélérés depuis les années 1970 (Slater, 2005). D'une part, les villes ne sont pas touchées de la même manière par le phénomène, ni dans les mêmes temporalités (Meligrana et Skaburskis, 2005), puisque celles où le secteur industriel est encore très présent connaissent moins ce processus que les villes où l'économie de service domine (Ley, 1991). De l'autre, ce ne sont pas forcément les mêmes populations qui gentrifient, ni avec la même ampleur, ni avec les mêmes motivations. La gentrification à Toronto est par exemple analysée par Jon Caulfield (1994) comme une réaction de la classe moyenne contre l'homogénéisation de la banlieue, l'aménagement moderniste et les

---

<sup>10</sup> « L'expression d'une politique culturelle critique, un rejet de la banlieue et de sa conformité culturelle, en faveur d'opportunités plus cosmopolites et permissives de la ville centre ».

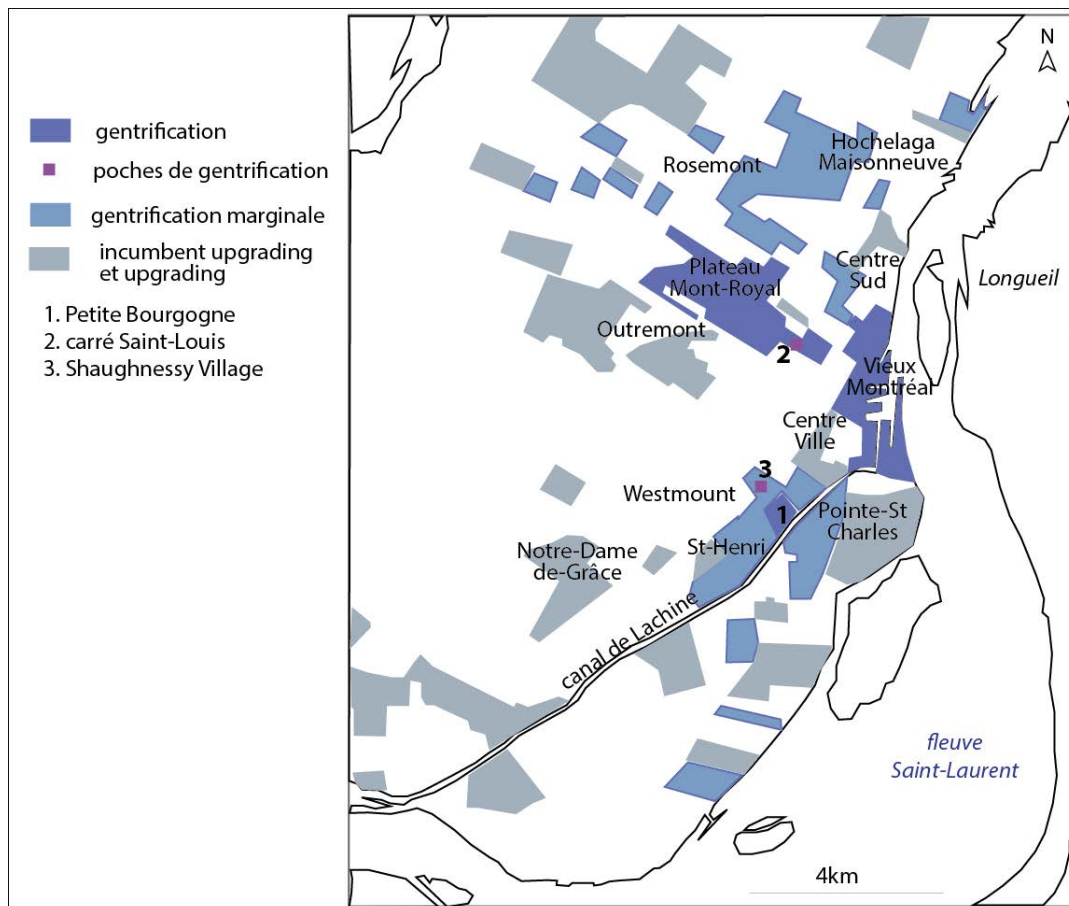
principes de consommation de masse. Ainsi, certains auteurs soulignent la nécessité d'une « géographie de la gentrification » (Lees, 2000, Van Criekingen, Decroly, 2003) afin de mettre en lumière ces différences.

Si la gentrification touche la plupart des villes canadiennes, Montréal ferait figure d'exception dans le sens où elle connaît une gentrification « ciblée » alors que d'autres villes canadiennes comme Vancouver, Halifax et, à moindre degré, Toronto, « ont vu pratiquement l'ensemble de leurs quartiers centraux réappropriés par les élites instruites » (Benali, 2007 : 2). Afin de qualifier le processus en cours à Montréal, Damaris Rose (1984) avance la notion de « gentrification marginale », « en regard de la situation de gentrification “pleinement aboutie” posée par le modèle par étapes, sans présager du devenir futur des quartiers » (Clerval, Van Criekingen, 2012). Le modèle traditionnel de la gentrification envisage en effet une transformation complète des quartiers. La première étape correspond à l'arrivée de « pionniers » qui s'installent dans des quartiers anciens et centraux où les logements sont bon marché (artistes, étudiants, communautés homosexuelles, etc.). Peu à peu et avec l'installation de ces populations, le quartier change d'image et attire d'autres types de ménages, qui vont souvent acheter et rénover leurs logements, remplaçant peu à peu les anciens habitants. Enfin, la dernière phase de la gentrification correspond à une consolidation du renouvellement de la population : les ménages qui viennent s'installer sont très aisés et entraînent l'accélération de l'éviction des anciennes populations. Le terme de « marginal gentrifier » (Rose, 1984) désigne quant à lui des populations à fort capital intellectuel ou culturel, mais au capital financier plus réduit : ce sont « majoritairement [de] jeunes adultes diplômés vivant seuls ou en couples sans enfants et locataires sur le marché privé » (Clerval, Van Criekingen, 2012). Leur arrivée peut être lue en termes de gentrification mais elle peut aussi conduire à des phénomènes de paupérisation : ainsi dans les années 1990, où certains espaces du Plateau, déjà îlots de pauvreté, sont touchés par des baisses de revenus parallèlement à l'installation plus importante d'artistes (Rose, 2006 ; Benali, 2007). Ces personnes sont attirées par les centres qui leur offrent des services inexistantes en banlieues, mais ils peuvent considérer leur installation dans ces quartiers comme une simple étape dans leur parcours résidentiel. Dans cette logique, les quartiers du boulevard Saint-Laurent ne connaissent pas un remplacement total de leurs résidents par des populations très aisées.

Le terme de « gentrification marginale » a pourtant été peu retenu. Plusieurs auteurs, fidèles au modèle classique, envisagent la « gentrification marginale » comme une simple étape du processus de gentrification. Et certains (Walks, Maaranen, 2008) d'évoquer alors une « gentrification incomplète » pour les espaces autour du boulevard Saint-Laurent, ainsi que le quartier Centre-Sud. Ces temporalités sont importantes dans le processus de gentrification,

notamment par rapport au cosmopolitisme : il peut constituer un attrait dans les débuts de la gentrification, persister dans certains espaces ou au contraire s'effacer peu à peu être derrière une population plus aisée et peu diversifiée ethniquement. Ces différences de temporalités se doublent en effet de différences spatiales, au sein de l'environnement bâti, d'une rue à l'autre et au sein même d'une rue « *(for example, new trendy retail facilities coexisting with various shops serving a socially diverse clientele). Hence, stereotypes of homogeneous yuppie enclaves have to be vigorously refuted in these cases*<sup>11</sup> » (Van Criekingen et Decroly, 2003 : 2460).

**Figure 7.1. Typologie des processus de revitalisation des quartiers à Montréal**



Réalisation : Marie-Laure Poulot, 2014, d'après Van Criekingen et Decroly, 2003 : 2460.

Ces transformations de quartiers à Montréal sont le fait conjoint d'actions publiques et privées, clairement destinées à favoriser cette gentrification, notamment les opérations de constructions de logements neufs dans les quartiers anciens. Caufield (1994) analyse ces programmes comme un phénomène de « gentrification instantanée » alors que d'autres parlent de

<sup>11</sup> « (par exemple, de nouvelles infrastructures commerciales branchées coexistent avec des magasins variés à destination d'une clientèle socialement diversifiée). Ainsi, les stéréotypes des enclaves homogènes habitées par les yuppies doivent être vigoureusement rejetés dans ces cas précis ».

« *new-build gentrification* » (Davidson, Lees, 2005). Certaines politiques publiques ont tenté de freiner ce processus par les programmes d'intervention dans les quartiers anciens et en difficulté depuis 1980, ou encore par les réglementations quant aux titres de propriété concernant les condominiums. Normalement, les différentes unités des condominiums appartiennent à un propriétaire individuel et sont enregistrées comme un lot municipal distinct, mais la structure et les parties communes sont en co-propriété. En vertu de la Loi sur la Régie du Logement, et sauf en cas de dérogation accordée par le conseil municipal<sup>12</sup>, la conversion des appartements à la location en condominium est interdite. Cependant, plusieurs promoteurs réussissent à contourner la réglementation (Germain, Rose, 2000), notamment dans le Mile End, à Outremont, sur le Plateau Mont Royal ou encore à Notre Dame de Grâce<sup>13</sup>. De telles actions ont eu pour effet d'accélérer le processus (Ley, 1991). Les résidents du quartier du Mile End, comme les médias, pointent d'ailleurs les constructions neuves<sup>14</sup> et la vente de logements existants ou la conversion des anciennes manufactures en logement<sup>15</sup>, mais surtout la transformation des triplex ou duplex existants en condominium individuel à la vente comme marqueurs et accélérateurs de la gentrification. Dans tous les cas, les promoteurs mettent l'accent sur le « milieu de vie » du Mile End avec ses rues commerçantes, ses commerces et services de proximité (fig. 7.2).

---

<sup>12</sup> Ville de Montréal, Cabinet de la deuxième opposition, mars 2012, « La progression invisible des copropriétés indivises », Analyse fondée sur une étude réalisée par NourEddine Ben Yarrou au deuxième semestre de 2011.

<sup>13</sup> Jeanne Corriveau, « Réfugiés de la spéculation », 22 septembre 2012, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/359819/refugies-de-la-speculation>, site consulté le 30 juin 2014.

<sup>14</sup> Martine Letarte, « Le Clark. Un nouveau projet s'inscrit en plein cœur du Mile-End », 8 juin 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/art-de-vivre/habitation/380208/le-clark-un-nouveau-projet-s-inscrit-en-plein-coeur-du-mile-end>, site consulté le 5 juin 2014.

<sup>15</sup> Pierre Vallée, « Habiter dans une ancienne usine de textile », 15 mars 2014, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/art-de-vivre/habitation/402403/envisitedanslemileend>, site consulté le 5 juin 2014.

**Figure 7.2. Projet de condominium sur le boulevard Saint-Laurent, juste au nord de la rue Maguire**



L'appellation Mile End est mise en avant pour la promotion des logements : « À deux pas d'Ubisoft, des parcs Saint-Michel et Lahaie, de boutiques et de restos branchés! Muni d'une terrasse commune sur le toit avec une vue magnifique sur le centre-ville, Le Milieu est parfait pour les citoyens qui apprécient prendre part au style urbain qu'offre le Boulevard St-Laurent<sup>16</sup> » (Photographie : M-L Poulot, 2013)

Comme l'expliquent des résidents du Mile End, ces conversions entraînent un changement de résidents. Denise, aujourd'hui jeune retraitée, est venue s'installer dans le quartier en 1978. Elle a acheté une maison sur la rue Jeanne-Mance, elle habitait auparavant en location sur la rue Hutchinson, à la limite d'Outremont. Elle a fondé le Comité des citoyens du Mile End en 1982, afin d'aménager les ruelles du quartier et de ralentir la circulation en installant des panneaux Stop, pour que les enfants puissent y jouer de manière sécuritaire. Elle évoque les transformations des bâtiments dans le quartier (entretien, 16 juillet 2012) :

« C'est pour ça qu'il y a beaucoup de maisons qui se transforment ici en condo. C'est que le triplex qui se serait vendu d'un seul morceau : trois appartements avec trois locataires, va se vendre maintenant... ben l'arrondissement met les freins là dessus. Avant, ça se vendait et ça restait des locations possibles et le propriétaire achetait le triplex, louait deux appartements et habitait le troisième. Actuellement, y'a beaucoup de ces triplex qui sont rénovés par étages. Ils vendent un étage. L'arrondissement est en train de mettre les bâtons dans les roues là, parce qu'on est en train de perdre le potentiel locataire du quartier, parce que ça devient tout des propriétaires de leur appartement. (...) Parce que comme t'es plus capable d'acheter une maison entière, les gens achètent un appartement, ça c'est encore possible, quoique même les appartements deviennent chers. Tu payes facilement 300-350 000\$ pour un étage ! C'est débile ! C'est énorme ! Dans le quartier en tous cas ! ».

De même, Jeanne, artiste et résidente dans le quartier depuis 1995, souligne cette transformation (entretien, 3 mai 2013) :

« Mais... Le quartier change beaucoup... c'est sûr. Y'a beaucoup d'appartements qui sont transformés en condo. Tu sais, les propriétaires en bas, propriétaire du triplex. Ça, ça se vend en

<sup>16</sup> Groupe Ulisse, <http://ulisse.ca/fr/projets-domiciliaires/lemilieu>, site consulté le 3 juin 2014.

unités. Ça, ça fait que ça fait beaucoup augmenter et puis c'est pas tout le monde qui peut acheter ! ».

Même s'il s'agit d'une « gentrification marginale », les incidences sur le prix des logements, ainsi que les pressions sur les locataires sont bien réelles<sup>17</sup>. Le Comité du Logement du Plateau Mont-Royal, après la publication en 2012 d'un document intitulé « Plus le Plateau est in, plus les locataires sont out<sup>18</sup> », cherche des alternatives<sup>19</sup> : on peut citer des spectacles de levée de fonds contre la gentrification (comme au Divan Orange) ou encore des « discussion(s) communautaire(s) critique(s) sur les relations complexes entre les artistes et le processus de gentrification<sup>20</sup> » (comme celle au Cagibi en avril 2014 dans le cadre du festival Howl). Les locataires sont évidemment en première ligne, mais l'augmentation des taxes touche aussi les propriétaires. Nicolas, cinéaste, réside dans le quartier du Mile End depuis trente ans. Les premières années, il loue plusieurs appartements, d'abord au coin des rues Saint-Dominique et Laurier, puis sur la rue Waverly, la rue Bernard, et enfin au carrefour entre la rue Saint-Urbain et Saint-Viateur. Dix ans plus tard, il achète une maison, « quasiment un taudis » sur la rue Clark, au sud de la rue Van Horne, qu'il rénove. À l'été 2012, il pense vendre sa maison, ne pouvant suivre l'augmentation des frais. Il fait partie des premiers gentrificateurs, qui doivent quitter le secteur, remplacés par d'autres gentrificateurs, au statut économique plus élevé (entretien, 12 août 2012) :

« Moi je vais vendre ma maison : là elle est à vendre parce que c'est trop éprouvant, j'veis la vendre bientôt. C'est trop cher, trop de taxes, de frais pour le stationnement aussi, faut payer pour les vignettes si on veut un stationnement, si on veut pas faire dix fois le tour, si on veut avoir une place. Ils les ont augmentées cette année puis on pense qu'ils vont les augmenter l'année prochaine. Donc c'est un quartier qui est rendu très onéreux, très cher. Beaucoup de gens sont obligés de vendre aussi. Avant, quand je suis arrivé dans le Mile End, je payais 5000\$ de loyer par année, puis là, je paye 5000\$ juste de taxes : l'hypothèque, les assurances, tout ce que ça coûte pour vivre... Je veux bien travailler mais je ne veux pas non plus mourir au travail, dans le sens que je veux prendre le temps de vivre aussi. Donc moi je vends. Malheureusement, j'sais pas si je vais rester dans le Mile End, je sais pas si... au pire, j'aurai fait 30 ans dans le Mile End, j'ai réussi à survivre ici pendant 30 ans, ce qui est pas pire. C'est mieux que rien.

C'est les taxes, les frais d'entretien (les marches de l'escalier, la toiture, la peinture d'extérieur de l'intérieur, j'ai changé le chauffe-eau cette semaine)... tout ça c'est tout le temps des

---

<sup>17</sup> « Après avoir diminué entre 1991 et 1996, le loyer brut moyen [don't les frais d'électricité et de chauffage] sur le Plateau Mont-Royal a augmenté entre 1996 et 2001, passant de 521 \$ à 577 \$ par mois. Malgré cette hausse, le pourcentage de ménages locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement a diminué d'un quart. En 2001, 34 % des ménages locataires du Plateau Mont-Royal consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement (37 % pour Montréal et 36 % pour le Québec) », Convergence, CDEC Centre Sud – Plateau Mont-Royal, CLSC du Plateau Mont-Royal, novembre 2003, *Plateau Mont-Royal à la loupe, profil socio-économique 2001*, p. 4.

<sup>18</sup> Comité du logement du Plateau Mont-Royal, 7 novembre 2012, *op.cit.*

<sup>19</sup> Daphnée Tranchemontagne, « Gentrification : au cœur de l'histoire du Plateau », 6 février 2013, *Le Plateau*, <http://www.leplateau.com/Actualites/Vos-nouvelles/2013-02-06/article-3171891/Gentrification%3A-au-c%26oeligur-de-lhistoire-du-Plateau/1>, site consulté le 23 juin 2014.

<sup>20</sup> « Art + Activism : artists & gentrification », <http://howlarts.net/post/83179765337/art-activism-artists-gentrification>, site consulté le 29 mai 2014.



frais. C'est surtout avec le prix qu'elle vaut aujourd'hui que je pourrai me retourner et acheter un condo le lendemain puis plus avoir de... Ce qui fait que le Mile End ne devient plus accessible aux familles québécoises normales francophones... Ça aussi, c'est pas évident. C'est une réalité importante ».

Son discours reprend l'ancienne opposition sociale entre les francophones et les anglophones qui seraient plus aisés que les premiers. Le quartier du Mile End deviendrait réservé aux anglophones au fur et à mesure du processus de la gentrification. Cet entretien met en lumière les rapports paradoxaux que les gentrifieurs entretiennent par rapport à la diversité, ethnique, culturelle ou linguistique. En tant qu'artiste cinéaste travaillant et résidant dans le quartier, Nicolas fait également partie des « pionniers » dans le Mile End. Ces derniers, en nombre important dans le quartier, sont touchés par les hausses de loyers pour leurs logements et leurs ateliers.

## **7.2. Les transformations du boulevard au sein du Mile End**

Les artistes, installés en nombre dans le quartier du Mile End ont été attirés non seulement par des grands espaces aux loyers peu élevés, mais aussi par l'atmosphère du quartier et son cosmopolitisme. Ils ont contribué à l'extension du « cœur » du quartier vers l'est du boulevard Saint-Laurent en transformant les espaces résidentiels et commerciaux.

### 7.2.1. Artistes et cosmopolitisme dans le secteur Saint-Viateur Est

De nombreux auteurs ont souligné le rôle des artistes dans la phase première de la gentrification, dans les villes canadiennes (Ley, 2003) comme dans d'autres contextes urbains, de New York (Zukin, 1982) à Berlin (Grésillon, 2002), opérant une « véritable transmutation symbolique » (Charmes, 2005 : 119). Cette présence des artistes est ici très liée au boulevard Saint-Laurent. Comme l'explique le directeur de la CDEC Centre-Sud – Plateau Mont-Royal, le caractère cosmopolite du corridor « attire » les créatifs (entretien, 28 juin 2012) :

« Saint Laurent, c'est vraiment l'épine dorsale de tout ça là. En haut de cette rue là, c'était un *no man's land* et ça attire les créateurs. Parce qu'il y a plus de tolérance dans la zone à partir d'ici jusqu'à l'ouest de Saint Laurent. À partir de Saint Denis, on change de réalité. On rentre dans la zone d'influence de la rue Saint-Laurent, du sud au nord où les immigrants avaient l'habitude de s'établir en arrivant à Montréal. Donc il y avait toujours la polarité est-ouest, entre les Francophones et les Anglophones. Les immigrants, c'était pas évident de faire un choix là. Ils faisaient un choix mais en faisant un choix, ils s'aliénaient l'autre groupe. Donc il y a toute cette zone là qui est devenue comme un *no man's land* culturel, l'endroit où le français domine pas vraiment, l'anglais domine pas vraiment. Les deux langues sont parlées mais en plus, plusieurs autres langues sont parlées. Ça attire les créatifs. Les gens qui veulent vivre dans un

environnement libéral là, vont chercher des quartiers comme ça, ça peut attirer. Et puis le fait qu'il y a beaucoup de locaux disponibles à cause du *vacuum* créé par les entreprises de confection, ça permet aux entreprises créatives de s'installer parce qu'il faut avoir de l'espace. On pourra pas refaire la rue Saint Laurent comme elle a été faite là à l'origine : comme une rue industrielle, commerciale et industrielle. Aujourd'hui, cet héritage là nous permet de continuer à en faire une zone d'emplois ».

Ces populations ont effectué une migration du Sud au Nord du boulevard, jusqu'au secteur Saint-Viateur Est et nombre d'entre eux sont aujourd'hui installés sur la rue de Gaspé, à l'est du boulevard, dans ce qui est appelé les « mégastructures », c'est-à-dire d'anciennes manufactures de textile<sup>21</sup> (fig. 7 .3.). Selon le recensement commandé par la CDEC Centre-Sud Plateau Mont-Royal à la firme IFact, on compte « 327 artistes, 532 employés et 222 travailleurs contractuels “réguliers”, soit 1081 personnes partageant des espaces de travail dans le secteur Saint-Viateur Est<sup>22</sup> ». Jeanne, une artiste ayant son atelier dans le Mile End, dans le secteur Saint-Viateur Est explique (entretien, 3 mai 2013) :

« ça fait longtemps qu'ils [les artistes] vivent la situation de se faire exclure de leurs ateliers, au fur et à mesure de la gentrification des quartiers. Comme tu connais le principe selon lequel les artistes s'installent dans les quartiers pauvres, souvent avec des immigrants parce que des quartiers où c'est moins cher à habiter, il y a aussi des zones industrielles à proximité. Et en s'installant, les artistes créent toute une vitalité dans le secteur, parce qu'ils ont des horaires atypiques, donc ils créent une vie dans les cafés. Il y a des lieux de diffusion, des galeries qui commencent à s'ouvrir. Et donc ils gentrifient. Ils sont les acteurs de leur propre exclusion finalement parce qu'ils créent un phénomène d'attraction. Et donc il y a spéculation sur les maisons, sur les loyers, et puis même les espaces commerciaux qu'ils utilisent comme des ateliers qui sont pas rénovés, qui sont comme dans des phases postindustrielle, en transition. Donc il y a des bureaux à plus value comme on dit qui viennent s'installer. Ces gens là ils ont subi toutes sortes d'éviction, en montant le boulevard Saint-Laurent.

Avant, il y avait beaucoup plus d'édifices dans ce genre là. Il y en avait le long du boulevard Saint-Laurent, au coin d'Ontario par exemple, il y avait la galerie Clark. Qui était là, qui est aujourd'hui dans le secteur Saint-Viateur est. Et ils étaient au coin d'Ontario. Là, il y a un trou maintenant à côté de cet édifice là. Parce qu'ils l'ont rasé pour reconstruire je sais pas trop quoi, quelque chose de cher et d'inaccessible pour les artistes évidemment. De toutes façons, ça fait longtemps ça c'était dans les années 80.

Fait qu'au fur et à mesure des évictions, les artistes montaient Saint-Laurent en occupant différents buildings. Tu sais, il y a l'édifice Cooper aussi, un p'tit peu plus haut sur Saint-Laurent. Et ils ont arrivés jusqu'à Saint-Viateur Est. En fait, au coin de Saint-Viateur et Saint-Laurent :

---

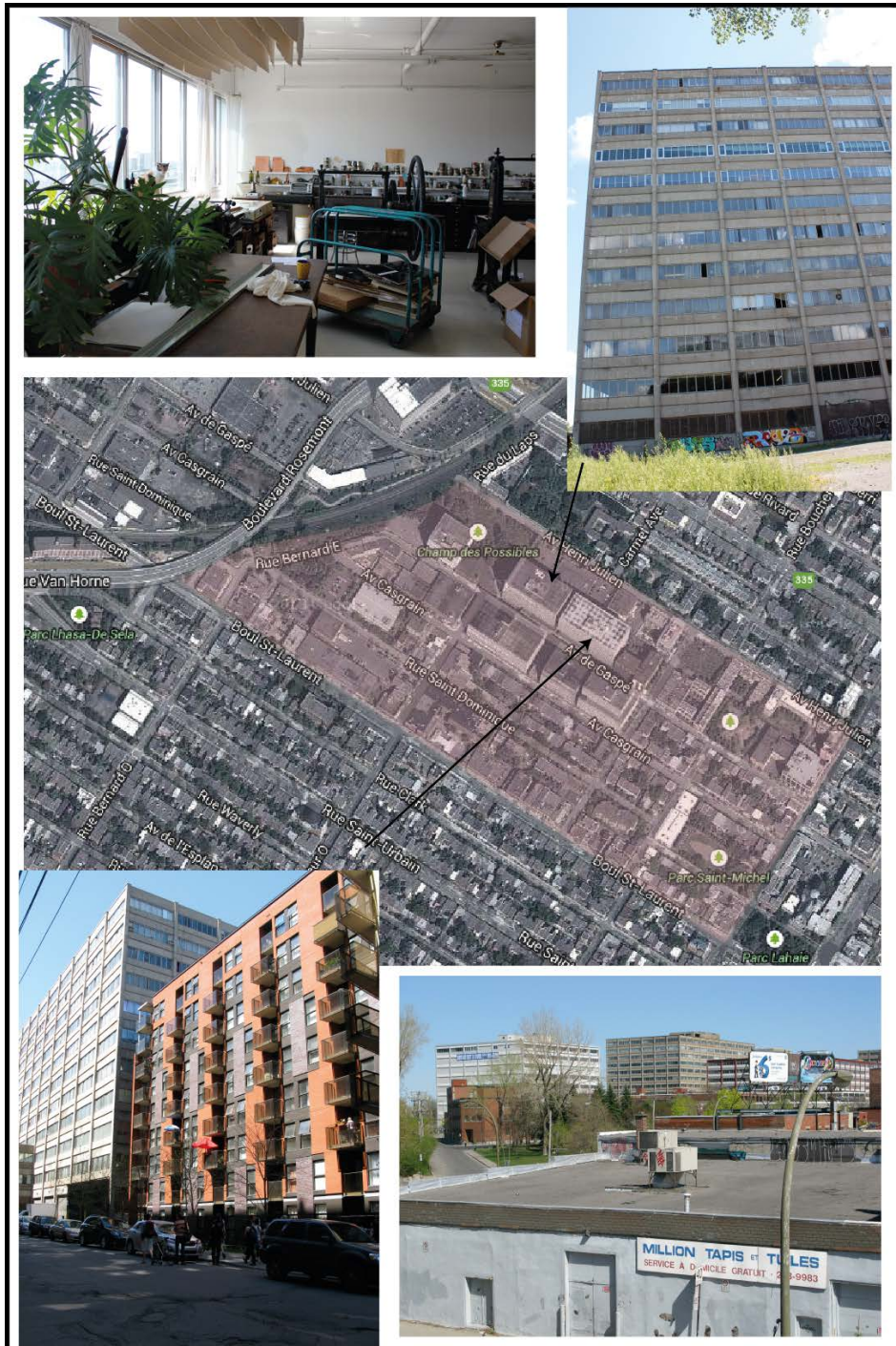
<sup>21</sup> Les édifices industriels sont qualifiés de mégastructures par les politiques, les médias et les habitants. Le terme de « mégastructure » à Montréal est traditionnellement lié à la période 1960-1970 et au tournant moderniste en architecture, notamment lors de l'Exposition universelle de 1967 et de la construction d'Habitat 67' par Moshe Safdie. Le livre de Reyner Banham en 1976, *Megastructures : Urban Futures of the Recent Past*, se penche sur la place Bonaventure à Montréal, rebaptisée la « megacity ». Voir André Lortie, 2007, « Montréal 1960, les ressorts d'une réidentification », *Strates* [En ligne], 13, mis en ligne le 22 octobre 2008, Consulté le 29 juin 2014. URL : <http://strates.revues.org/6083>.

<sup>22</sup> IFact, avril 2011, Recensement des artistes et des travailleurs culturels du secteur Saint-Viateur Est, Recensement 2010, étude réalisée pour la CDEC Centre-Sud-Plateau Mont-Royal, en collaboration avec l'arrondissement du Plateau et Pi2. Les immeubles visés par le recensement sont 4 mégastructures (5445 et 5455 de Gaspé, 160 Saint-Viateur Est et 5333 Casgrain) ainsi que 4 autres immeubles (5605 de Gaspé, 5555 Casgrain, 80 Saint-Viateur Est et 59 Saint-Viateur est).

l'édifice qui est aujourd'hui occupé à 100% par Ubisoft. Donc ça... Ubisoft, eux autres sont arrivés. Et les artistes ont pu s'expatrier pas loin, juste à côté derrière. C'est sûr, y'a eu une dispersion, c'est pas tout le monde est allé sur de Gaspé. Clark a été le premier à migrer dans de Gaspé. Et les ateliers se sont regroupés autour de ce secteur là, la rue Casgrain et la rue de Gaspé, créant la plus forte concentration d'artistes au Canada ».

Cet itinéraire des ateliers d'artistes du sud au nord du boulevard est analysé par Guy Bellavance et Daniel Latouche (2008) qui montrent une logique de localisation liée moins aux arrondissements qu'à des axes ou corridors structurants (l'axe du boulevard Saint-Laurent, l'axe de la voie ferrée du Canadian Pacifique, ainsi que l'axe du canal Lachine), en accord avec « l'ancienne base industrielle de Montréal ». Quand le croisement de l'axe Saint-Laurent et de celui de la voie ferrée enregistre une augmentation du nombre d'ateliers, le reste du boulevard marque plutôt une baisse. Les auteurs soulignent aussi une localisation dans les quartiers centraux, ainsi qu'une tendance au regroupement dans quelques édifices-phares (les édifices Vinberg, Cooper ou Balfour depuis les années 1980 notamment (Ancil, 2002)). Le besoin de vastes espaces conduit les artistes à privilégier les anciens espaces industriels (comme les anciennes manufactures de textile dans le secteur Saint-Viateur Est) qu'ils transforment parfois en loft.

Figure 7.3. Les Ateliers d'artistes sur l'avenue de Gaspé



Les bâtiments ont été rachetés par la compagnie Allied. En bas à droite, vue de ces mégastructures depuis le viaduc Van Horne sur le boulevard Saint-Laurent. En haut à gauche, un intérieur d'atelier. L'organisme Ateliers créatifs, initiative de la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal et Culture Montréal<sup>23</sup>, est le gestionnaire pour les étages alloués aux ateliers dans les deux édifices. La fonction résidentielle est exclue des mégastructures, elle est réservée à d'autres bâtiments, un peu plus au sud, sur la même rue. (Photographies : M-L Poulot, 2013)

<sup>23</sup> Site de Ateliers créatifs, <http://www.atelierscreatifs.org/Accueil>, site consulté le 10 juin 2014.

Comme le montre la géographe Julie Podmore (1998), l'imaginaire du « loft living » est largement diffusé à Montréal à travers les magazines, journaux et films. La construction du paysage de lofts à Montréal, sur le Plateau Mont-Royal notamment, utilise les références spatiales et esthétiques des lofts de Soho (Zukin, 1982) entendus comme « authentiques », tout en popularisant cette forme d'habiter et en l'ancrant dans le contexte local montréalais. Sur le Plateau, « *as artists' groups began to work collectively around the parallel galleries located in the old garment factories along ST. Lawrence Boulevard, an artists' residential loft culture began to emerge*<sup>24</sup> » (Podmore, 1998 : 291). Mais il existe une distinction entre le « vrai loft » et l'appartement loft perçu comme un goût bourgeois loin du modèle de Soho. Les artistes du Mile End soulignent ainsi l'aspect industriel de ces « *marginal spaces, which are incomplete, free, and flexible, and thus offer the possibility of redefinition*<sup>25</sup> » (Rantisi, Leslie, 2010 : 2834). Les promoteurs, qui construisent de toutes pièces ce « *loft-living* », utilisent également cette image d'authenticité du bâtiment, en lien avec son histoire industrielle, mais un grand nombre sont des créations récentes : ainsi ceux les Lofts de Gaspé baptisés « Lofts de la Main » à la hauteur de la rue Roy<sup>26</sup> ou « les lofts Mile End » au nord de la rue Maguire. La présence d'artistes est donc instrumentalisée par les investisseurs et promoteurs afin d'attirer de nouveaux habitants dans le quartier. Les résidents ont d'ailleurs complètement intégré cette présence comme l'une des caractéristiques du quartier, à la manière de Denise (entretien, 16 juillet 2012) :

« Parce que c'est plein d'artistes dans le quartier, c'est vraiment une concentration d'artistes énorme dans le Mile End, à tel point que j'avais lu y'a quelques années dans le journal, ils disaient que le Mile End, c'était le quartier de Montréal où le niveau d'instruction était le plus élevé, mais le niveau de salaires était vraiment très bas. Pourquoi ? Parce que c'est plein d'artistes qui vendent des tableaux de temps en temps, mais qui ne gagnent pas très bien leur vie. Il y a des travailleurs autonomes qui ne travaillent pas toujours, y'a des graphistes, des cinéastes, des chanteurs, des écrivains, nommes-en là ! Tout ce qui travaille comme ça de manière autonome, avec son cœur et sa tête en même temps. Ils habitent ici ».

Laurence, âgée d'une quarantaine d'années, enseigne à l'Université de Concordia. Elle réside dans le Mile End depuis trente ans. Elle évoque le passage d'une image multiculturelle à une représentation culturelle ou « créative » du quartier, devenue un « atout » du quartier et une preuve de la créativité du secteur (entretien, 16 juillet 2013) :

« Au début des années 90... ce quartier était le quartier le plus... comment j'dirais ça ? ce quartier avait le moins des anglophones et le moins des francophones de tous les quartiers de

---

<sup>24</sup> Alors que des groupes d'artistes commençaient à travailler de manière collective autour de galeries localisées dans l'ancien quartier manufacturier textile le long du boulevard Saint-Laurent, une culture résidentielle du loft d'artistes a commencé à émerger.

<sup>25</sup> Des espaces marginaux, qui sont incomplets, libres et flexibles et qui offrent ainsi la possibilité d'être redéfinis.

<sup>26</sup> Lofts MTL.com : <http://www.loftsmtl.com/fr/lofts-a-louer/lofts-de-la-main/200>, site consulté le 17 août 2014.

Montréal. Moins de personnes qui parlaient ou anglais ou français comme première langue. non ? oui ! Plus des personnes qui parlaient autre que. Maintenant c'est quoi, c'est le code postal le plus créatif dans le Canada au complet, *whatever that means* j'trouve ! ».

L'image du quartier est en effet intimement liée à cette fonction « créative » au sens large (la compagnie de jeux vidéos Ubisoft est incluse dans le domaine « créatif »). Le secteur n'est d'ailleurs pas décrit comme une simple concentration de créateurs, mais davantage comme une sorte de microcosme où existe une synergie entre les acteurs et l'espace. La présence des artistes et de leurs lieux de travail est d'ailleurs utilisée par « d'autres acteurs du processus (promoteurs, aménageurs publics) qui les mettent en scène en tant que pionniers de la gentrification » (Vivant et Charmes, 2008), via par exemple la promotion de « lofts des arts ». L'image forgée de « quartiers inspirants<sup>27</sup> » est significative : « ces lieux ayant inspiré des auteurs et des artistes célèbres ou encore qui furent marqués par leur passage » (Benali, 2007 : 266), comme ce fut le cas pour le Plateau avec les *Chroniques* de Michel Tremblay, acquièrent « une valeur de créativité ». On retrouve les théories de la classe créative (Florida, 2002) qui posent justement que les talents et créatifs seraient attirés par ces lieux ouverts, tolérants, mixtes (Ley, 2003). Le Mile End ferait donc figure de « “destination créative” reconnue localement et internationalement<sup>28</sup> ». Certains des artistes, comme Jeanne, ont intégré ces temporalités et ces évolutions dans le processus de gentrification, avec l'arrivée des artistes comme pionniers et leur exclusion une fois que d'autres populations, plus aisées, s'y installent. Elle voit la gentrification actuelle comme une menace à leur présence dans le quartier (entretien, 3 mai 2013) :

« Mais je trouve ça fascinant quand même cette espèce d'attrance pour le côté artistique de la chose et que les gens se rendent pas compte que... Bah, que les gens se rendent pas compte, c'est normal, mais... En devenant populaire et en consommant, je sais pas, en voulant se coller à cette espèce de *vibe* là artistique, ils la tuent ! ».

Cette artiste peintre fait partie du regroupement des créateurs du secteur Saint-Viateur Est, le regroupement Pied Carré (Pi2)<sup>29</sup>, qui milite pour le maintien d'espaces de création au sein du quartier. Le quartier du Mile End devenant de plus en plus attractif, les édifices au 5445 et au

---

<sup>27</sup> Ville de Montréal, Direction de la culture et du patrimoine, septembre 2011, « Les quartiers culturels », document d'orientation présenté devant la Commission sur la Culture, le patrimoine et les sports, 54p.

<sup>28</sup> Pi2, nd, présentation, p. 3.

<sup>29</sup> Ce regroupement est issu du grand forum citoyen organisé en 2009 par le Comité des citoyens du Mile End : un comité de travail s'est constitué avant de se transformer en organisme à but non lucratif.

5455 rue de Gaspé ont été vendus en 2011 et 2012 à la société Allied Properties Reit, déjà propriétaire de l'édifice d'Ubisoft<sup>30</sup>. Elle explique ainsi :

« Puis donc, le phénomène d'embourgeoisement continuant, l'édifice... dans lequel la plus grande majorité d'artistes déjà dans cette grande concentration là, se trouvait, a été vendu à une société de Toronto qui l'a acheté pour 38 millions, alors que trois ans avant, le propriétaire l'avait acheté pour 8 millions. Pour illustrer ce qui se passe au niveau foncier dans le secteur ! Et ils ont fait cette acquisition là à grand coup d'annonce de requalification du building, on va faire des améliorations locatives, on va faire venir des locataires de haut standing ».

L'organisme Pied Carré (Pi2) et l'arrondissement – avec l'aide de la Ville-centre et du ministère – ont réussi à négocier un bail avec le promoteur pour garantir une superficie aux artistes (l'arrondissement avait adopté une mesure visant à contrôler et limiter l'exercice et la superficie de certaines activités dans le secteur Saint-Viateur Est), ainsi que le prix des loyers dès la fin 2013<sup>31</sup>. Si les membres de l'organisme Pi2 sont satisfaits<sup>32</sup>, les « créatifs » n'appartenant pas à Pi2<sup>33</sup> sont bien plus critiques, soulignant que ces accords ne permettent pas de conserver tous les ateliers.

Cette installation dans le Mile End rappelle celle des années 1980-90 sur le Plateau Mont-Royal. Louis, le résident du Plateau précédemment évoqué, retenait les mêmes facteurs d'attraction, soit l'environnement de tolérance et des loyers faibles. Dans cette analyse, les artistes sont considérés comme des acteurs centraux des transformations des espaces urbains. Certains artistes remettent en question ce rôle, insistant sur leur faible capital économique, rejoignant en cela les conclusions de David Ley (2003). Pour ce dernier, les artistes constituent des membres particuliers de la classe moyenne. Si, par des stratégies de distinction, ils jouent un rôle majeur dans l'esthétisation des espaces urbains en les rapprochant des groupes sociaux dominants, leur faible capital économique tend à les rapprocher de la classe moyenne, voire des populations les

---

<sup>30</sup> Maxime Bergeron, « Artistes et immobilier : Allied étend sa présence dans le Mile-End », 13 avril 2012, *La Presse*, <http://blogues.lapresse.ca/lapresseaffaires/immobilier/2012/04/13/artistes-et-immobilier-allied-etend-sa-presence-dans-le-mile-end/>, site consulté le 10 juin 2014.

<sup>31</sup> « Ratifiée à l'automne 2012, l'entente prévoit réserver quatre étages aux ateliers d'artistes et d'artisans et une salle d'exposition au rez-de-chaussée dans le bâtiment du 5445 de l'avenue De Gaspé pour 30 ans », Plateau Mont-Royal, *Les Mégastuctures, écosystème vari*. Voir aussi Guillaume Picard, « Mile-End. Des loyers garantis pour les artistes jusqu'en 2043 », 5 novembre 2012, TVA Nouvelles, <http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/regional/montreal/archives/2012/11/20121105-140754.html>, site consulté le 10 juin 2014.

<sup>32</sup> Pied Carré, 2011, « Communiqué de presse : La communauté créative demande à la Ville de Montréal et au Ministère de la culture d'agir maintenant pour la mise en place de solutions visant à sécuriser les espaces de création », Montréal, 24 octobre 2011.

<sup>33</sup> Daphnée Tranchemontagne, « Demeurer au 5445, de Gaspé, à quel prix ? », 20 mars 2013, *Le Plateau*, <http://www.leplateau.com/Actualites/Vos-nouvelles/2013-03-20/article-3204070/Demeurer-au-5445,-de-Gaspe,-a-quel-prix/1>, site consulté le 10 juin 2014.

moins nanties. D'ailleurs, ainsi que l'explique David Ley (2003 : 2541), « *it is the societal valorisation of the cultural competencies of the artist that brings followers richer in economic capital*<sup>34</sup> », et les résidents du Mile End n'avancent pas la présence des artistes comme l'un des facteurs les ayant attirés dans le quartier. La diversité ethnoculturelle est par contre mise en avant, à l'égal de l'image positive du quartier autour de la proximité et de la convivialité, notamment autour des rues commerçantes (Lehman-Frisch, 2002 ; Lehman-Frisch, Capron, 2007). Ces discours, à la fois médiatiques et habitants, contribuent en tous cas à offrir un regard positif et attractif sur certains quartiers, en faisant référence à un mode de vie particulier, lié à l'offre résidentielle, mais aussi et surtout commerciale.

### 7.2.2. L'évolution commerciale dans le Mile End

Cette attractivité du quartier va de pair avec l'idée de « renaissance » du quartier du Mile End (Zukin et al., 2009) : plusieurs habitants de longue date soulignent des changements synonymes, selon eux, de la gentrification en cours. Excentré et « loin de tout » dans les années 1970 et 80, le quartier est devenu central selon Laurence, venue y habiter au cours de la décennie 1980 (entretien, 16 juillet 2013) :

« Je me suis trouvée dans ce quartier là et puis... C'est drôle parce qu'à l'époque, ça a été considéré comme super loin. Il y a personne qui montait plus au nord de Mont-Royal. C'était le bout du monde, c'était complètement inconcevable. J'avais presque jamais de la visite, parce qu'on trouvait ça tellement loin, difficile et compliqué... (...) Personne ne montait. Tu sais, personne ne savait... Les rues après Mont-Royal, ils ne connaissaient pas le nom. À l'époque, j'étais près de Fairmount et c'était : "ça fait combien de rues après Mont-Royal ?" ».

Cette attractivité nouvelle du Mile End est étroitement liée aux loyers plus bas et à l'ouverture de certains lieux attractifs sur le boulevard à cette hauteur. J'ai déjà évoqué l'histoire du Lux, ainsi que des nouveaux lieux de restauration<sup>35</sup>. Le commerce est donc envisagé non seulement comme marqueur de la gentrification, puisque c'est à travers la consommation que les gentrificateurs expriment leur identité (Ley, 1996 ; Bridge, Dowling, 2001), mais aussi comme vecteur du processus (Chabrol, Fleury et Van Crielingen, 2014). La gentrification commerciale désigne la transformation de la structure commerciale d'un quartier, avec des transformations qui s'articulent autour de restaurants et magasins alimentaires spécialisés, de boutiques de mode, de décoration d'intérieur, parfois à la jonction entre galeries d'art et artisanat. C'est le « triptyque "*food – fashion – home*" qui joue, autant que la montée en gamme des commerces et la réhabilitation des locaux commerciaux. Dans certains cas (Zukin et al., 2009), ces boutiques

---

<sup>34</sup> « C'est la valorisation sociale des compétences culturelles des artistes qui amènent d'autres populations, au capital économique plus élevé ».

<sup>35</sup> Cf. supra. Chapitre 6. 6.3.2. Les cycles de vie du boulevard, pp. 398-406.



nouvelles construisent une urbanité qui se veut cosmopolite, au détriment des anciens commerces ethniques, d'autant que la recherche de nourriture « ethnique » s'inscrit dans une logique de distinction (May, 1996). Aux espaces vacants et aux commerces traditionnels de proximité ou de gros, viennent s'ajouter aujourd'hui des commerces liés à une activité artistique ou créative au sens large, des commerces « branchés » (Van Criekingen, Fleury, 2006) pour répondre à la demande des résidents. C'est le cas du paysage de consommation du boulevard, de la rue Rachel à la rue Saint-Viateur, où les commerces de meubles sont tellement nombreux que certains le qualifient de « pôle de l'ameublement<sup>36</sup> » :

« Tout en conservant ses icônes et ses traces d'intégration ethnique, cette rue polyglotte et cosmopolite se transforme. Les promeneurs qui la visitent pour son petit côté *smoked meat* et ses odeurs de poissonnerie d'Algarve rencontrent dorénavant ceux qui achètent des meubles avec la même passion que les amateurs d'art<sup>37</sup> ».

Les commerces présents sont de petites chaînes locales ou magasins appartenant à un particulier, « *with a recognizably hip, chic, or trendy atmosphere, offering innovative or valueadded products (e.g., designer furniture or clothing, gourmet food) and enjoying a buzz factor in promotion, including heavy press coverage and online presence*<sup>38</sup> » (Zukin et al., 2009 : 58). Dans le Mile End, on peut citer Monastiraki (fig. 7.4.), l'Arbre ou encore Citizen Vintage. Si les anciens commerces locaux ont certaines difficultés à survivre, les traces de l'ancienne immigration européenne et du passé industriel de la rue restent visibles. Ainsi, l'entreprise de confection Giovanni au sud de la rue Maguire (5240 boulevard Saint-Laurent) continue de créer des vêtements sur mesure pour une clientèle masculine. Deux tailleurs italiens achètent l'immeuble en 1972 : dans les années 1970, l'entreprise emploie environ 70 employés<sup>39</sup> (fig. 7.4.). La Forge Filo Ltée sur le boulevard, entre la rue Villeneuve et la rue Mont-Royal, semble plus en difficulté : le propriétaire, Karl Filo, aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans, n'est pas sûr que son fils reprenne le commerce familial (entretien, 1<sup>er</sup> mai 2013). Karl a fondé la forge (qui permet de travailler sur la vitrerie ou le fer ornemental) en 1955 et y a ensuite ajouté une quincaillerie. Karl a quitté la Slovénie en 1950 : il affirme « moi je suis un slave ».

---

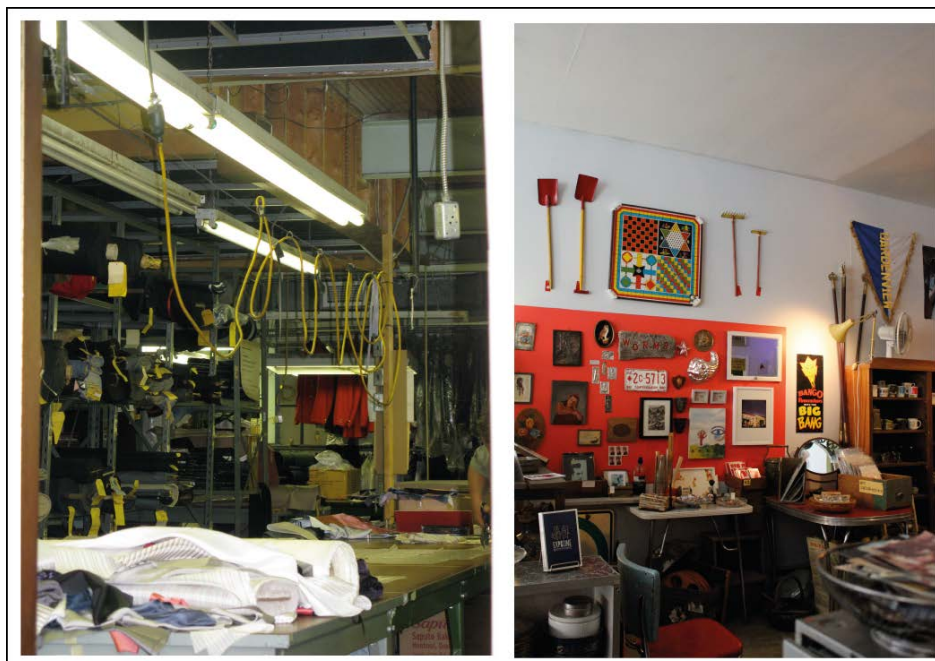
<sup>36</sup> Société de développement du boulevard Saint-Laurent, mai 2008, *Pr@m-commerce : candidature du boulevard Saint-Laurent*, pour le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal.

<sup>37</sup> Danielle Turgeon, « Meubles design sur la Main », 12 janvier 2002, La Presse.

<sup>38</sup> « Avec un hip reconnaissable, chic, ou une atmosphère à la mode, offrant des produits innovants et à la valeur ajoutée (par exemple des meubles ou des vêtements de designers, des produits alimentaires gastronomiques), et bénéficiant d'un facteur de buzz dans la promotion, dont une couverture médiatique importante et une présence en ligne ».

<sup>39</sup> Les Amis du boulevard Saint-Laurent, 2011, « La Main, toujours de son temps », 5240 boulevard Saint-Laurent.

Figure 7.4. Les intérieurs de Chez Giovanni (à gauche) et de Monatiraki (à droite)



Si le premier commerce traduit l'ancienneté de la fonction artisanale, le second propose fanzines, affiches et divers objets, plus en lien avec le côté « artiste » récent du Mile End (Photographies : M-L Poulot, 2012, 2013)

Ce processus de gentrification commerciale (*retail gentrification*) est bien présent le long du boulevard. Excepté l'installation récente du Mac Urbain, revendeur agréé Apple, les chaînes nationales et internationales sont quasi-absentes. Il s'agit plutôt de lieux particuliers ponctuels, anciens et « authentiques » ou récents et « branchés », pour les habitants du quartier.

Pourtant, la plupart des personnes interrogées convergent pour affirmer que le boulevard n'est pas le plus intéressant dans cette partie, notamment en raison d'un manque de commerces (fig. 7.5.). Le boulevard Saint-Laurent est en effet peu évoqué, à la différence des rues perpendiculaires, notamment la rue Saint-Viateur (fig. 7.6.). Les commerces sur Saint-Viateur jouissent d'une « sur-valorisation » dans les discours et les pratiques, liée à « l'importance de l'espace local et de la proximité des espaces de vie et de convivialité, tout comme celle du mélange culturel, qui recouvre le mélange social » (Clerval, 2008 : 413). Une résidente apprécie par exemple que « sur Saint-Viateur, ce sont des petits commerces. Il n'y a pas le choix d'ailleurs car ce sont des petits locaux : parfois les commerçants sont obligés d'en occuper plusieurs ». Arrivée à la fin des années 1980, elle se souvient que de nombreux locaux étaient vacants (entretien, 13 septembre 2011). Les autres rues commerçantes, la rue Bernard ou la rue Fairmount (fig. 7.6.), possèdent aussi une identité propre et proposent des commerces intéressants selon cette employée d'Ubisoft (25 octobre 2012) :

« C'est sûr que Fairmount, Saint-Viateur, c'est les rues entre, les rues transversales entre Saint-Laurent et Parc, sont toutes des rues importantes, mais sont vraiment très différentes les unes des autres. C'est vraiment comme des mini-mondes, des p'tits milieux, cosmos en chaque, c'est très différent. Si on devait juste comparer Bernard à Fairmount ou à St-Viateur, c'est 3 univers complètement différents, les types de commerces, les types de personnes qui les fréquentent, c'est pas la même faune là. (...)

Bernard est beaucoup plus proche d'Outremont déjà, c'est peut-être un p'tit peu plus... c'est pas *high class* mais bien soigné mettons par exemple. Fairmount, c'est plus... c'est vraiment plus des petites boutiques et tout, puis des p'tits restaurants... c'est très... des p'tites affaires, tu vas là, tu vas dans ton p'tit commerce et tout. Et puis Saint-Viateur, c'est un peu plus, celle qui respire, celle qui est dans le milieu, y'a plein plein de commerces, mais y'a plein, autant dans la nourriture que des vêtements que des librairies, c'est un p'tit peu plus comme commercial, si j'peux dire... Ça change beaucoup ».

**Figure 7.5. Vues du paysage du boulevard Saint-Laurent dans le Mile End**



En haut de gauche à droite : le boulevard entre l'avenue Mont-Royal et Fairmount ; le bâtiment Yellow évoqué par Nicolas. En bas : le boulevard vu de haut entre la rue Bernard et le viaduc Van Horne ; vue du boulevard à l'angle de la rue Maguire. La fonction résidentielle occupe une part importante du paysage et certains rez-de-chaussée sont vacants ou occupés par des commerces peu visibles (Photographies : M-L Poulot, 2012, 2013)

Ce sont donc les rues Est-Ouest qui jouent le rôle de centralité dans le quartier du Mile End, à l'inverse des années 1980, quand, avec l'ouverture du Lux, les médias soulignaient que les

« efforts » étaient concentrés sur le boulevard. Aujourd'hui, ce dernier occupe dans les discours une position un peu marginale par rapport à la gentrification commerciale du quartier, comme le souligne Cédric (entretien, 27 septembre 2012) :

« ça fait une masse critique de commerces. Mais c'est pas encore... il en manque encore un p'tit peu. Quand tu te promènes dans la rue, c'est pas aussi vivant que ça pourrait l'être. Mais j'pense que ça commence. Mais ça fait longtemps que je regarde ce coin là, et puis j'suis comme : wouah ! C'est sûr qu'à côté, Saint-Viateur est quand même maintenant plus vivant, y'a plus l'esprit village. Bernard qui est maintenant beaucoup plus convivial. Saint Laurent est encore ... ben, c'est la vitesse. Moi j'voudrais qu'ils baissent la vitesse. Là, c'est 50. Ils roulent à 60-70. S'ils la mettaient à 40, ils rouleraient à 50 ».

Pour plusieurs habitants, entre la rue Laurier et Saint-Viateur, il existe quelques boutiques intéressantes, mais au final, entre Saint-Viateur et le viaduc Van Horne, c'est un espace un peu « abandonné ». Nicolas différencie aussi deux secteurs (entretien, 12 août 2012) :

« Sinon, Saint-Laurent j'pense qu'elle est vraiment intéressante entre... Déjà ici, entre Bernard et Saint-Viateur, elle est vraiment pas intéressante : y'a l'entreprise Yellow, il y a l'école qui a des artistes, ça c'est intéressant, mais elle donne plus sur Clark. Il y a le réseau Sud de la CSDM qui est là. L'école juste ici. Mais sinon, de l'autre côté de Saint-Laurent, c'est l'ancien truc des huiles. Il y avait des camions d'huile là qui livraient. Juste à côté, il y a Yellow. Et puis Yellow, ça pourrait faire un endroit tout autre, un stationnement... Je ne sais pas, je pense beaucoup à l'idée de stationnement parce que tu sais, on nous dit : "utilisez les transports en commun et occupez vous de votre voiture en même temps", mais si on avait des stationnements intérieurs quand l'hiver on annonce une tempête de neige ou quelque chose, ben, tu mets ta voiture là et puis tu la laisses 2-3 jours pi t'as la paix. Et après ça tu la ressors. Donc Yellow, c'est un building où y'a presque plus rien, y'a quelques camions. Et c'est juste à côté d'Ubisoft, donc ça pourrait faire un stationnement pour Ubisoft aussi en même temps, pour toute la municipalité, pour toutes les gens du quartier. Pis soit des maisons, soit une coopérative, en tous cas des logements. En tous cas, occuper tout ce secteur, entre Bernard et Saint-Viateur où c'est vraiment pas intéressant. (...)

Donc là, je parle de deux choses : entre Bernard et Saint-Viateur où là, y'a vraiment comme rien. Entre Saint-Viateur et Fairmount qui a été revitalisé mais y'a des restaurants qui ouvrent et qui ferment, qui ouvrent et qui ferment... y'a beaucoup beaucoup de changements là, c'est pas évident. (...)

Puis, entre Fairmount et Laurier aussi, aujourd'hui, c'est assez vivant. Mais ça pourrait l'être plus, ça pourrait l'être beaucoup plus. Mais on ne permet pas qu'il y ait des bars comme tels, parce que ça va créer des problématiques comme il y a dans le sud. Donc on ne donne pas beaucoup de permis, des permis d'alcool ».

Tous ces entretiens révèlent un moindre attachement au boulevard Saint-Laurent, ressentie comme la « frontière » du quartier. Cependant, le boulevard ne constitue pas un espace homogène : la partie au sud, à partir de Mont-Royal, plus résidentielle, est très peu évoquée, alors que le secteur entre Fairmount et Bernard est vu comme en train de « renaître » (notamment grâce aux nouveaux restaurants). D'autres délimitations sont envisagées : la partie entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Fairmount serait « bon chic bon genre », tandis que la « séquence » plus au nord jusqu'au viaduc Van Horne est « caractérisée par le passage d'un

caractère mixte à un caractère impersonnel au fur et à mesure de la progression vers le viaduc<sup>40</sup> » (fig. 7.6.). En tous cas, à la différence de la partie sud du Plateau Mont-Royal, les discours, ne mettent pas en avant les magasins « ethniques », mais plutôt les magasins de meubles et de décoration d'intérieur, les nouveaux restaurants – qui ne proposent pas pour la plupart une cuisine « du monde » –, et des lieux pour sortir. « L'ancien Saint-Laurent s'y exprime mais de manière plus discrète et diffuse » : à part quelques « commerces ponctuels à saveur ethnique » et « petits fabricants », « on y trouve la présence de quelques commerces reliés à la présence d'une communauté latino-américaine à proximité, principalement répartis entre les rues Fairmount et Saint-Viateur<sup>41</sup> », comme une école de danse latino-américaine ou quelques commerces alimentaires (Garcia Lopez, 2003). Le boulevard n'est donc pas caractérisé en premier lieu par son cosmopolitisme. Le quartier du Mile End l'est bien plus, mais le boulevard Saint-Laurent, sans doute en lien avec son statut de *Main street*, est distingué des rues de quartier qui caractérisent mieux l'identité du Mile End. Il ne participerait pas à l'« atmosphère » particulière du Mile End, ainsi que le souligne Jeanne (entretien, 3 mai 2013) :

« Donc c'est vrai que le boulevard Saint-Laurent ne participe pas nécessairement de l'identité comme tel, mais encore qu'il y a des institutions de soir, là, tu sais, c'est nécessaire pour la vie d'urbains que nous sommes ! Un p'tit peu plus bas, t'as La sala rossa, la casa del popolo, et puis t'as le snack & blues. Des endroits où... C'est comme les pendants de nuit des cafés. La vie le soir... ».

Ancienne « frontière » du quartier, la *Main* évolue pourtant vers un nouveau rôle de « couture » avec l'Est du secteur.

### 7.2.3. Le boulevard, de frontière à couture dans le Mile End

Parallèlement aux évolutions commerciales sur le boulevard, les représentations et les pratiques des habitants ont aussi changé : autrefois réelle frontière, le boulevard se fond désormais, et de plus en plus, dans le quartier. La plupart des habitants interrogés s'accordent généralement pour situer les limites nord (la rue Van Horne) et sud (l'avenue Mont-Royal). Ils fixent la frontière ouest soit à l'avenue du Parc, soit à la rue Hutchinson, à partir de laquelle s'étend l'arrondissement d'Outremont<sup>42</sup> (fig. 7.6.). Du côté est, la ligne est plus difficile à tracer, comme l'explique Laurent (entretien, 5 juillet 2012) :

---

<sup>40</sup> Prud'Homme Chantal, janvier 2002, Architecte-paysagiste, *Boulevard St Laurent : analyse du paysage*, rapport.

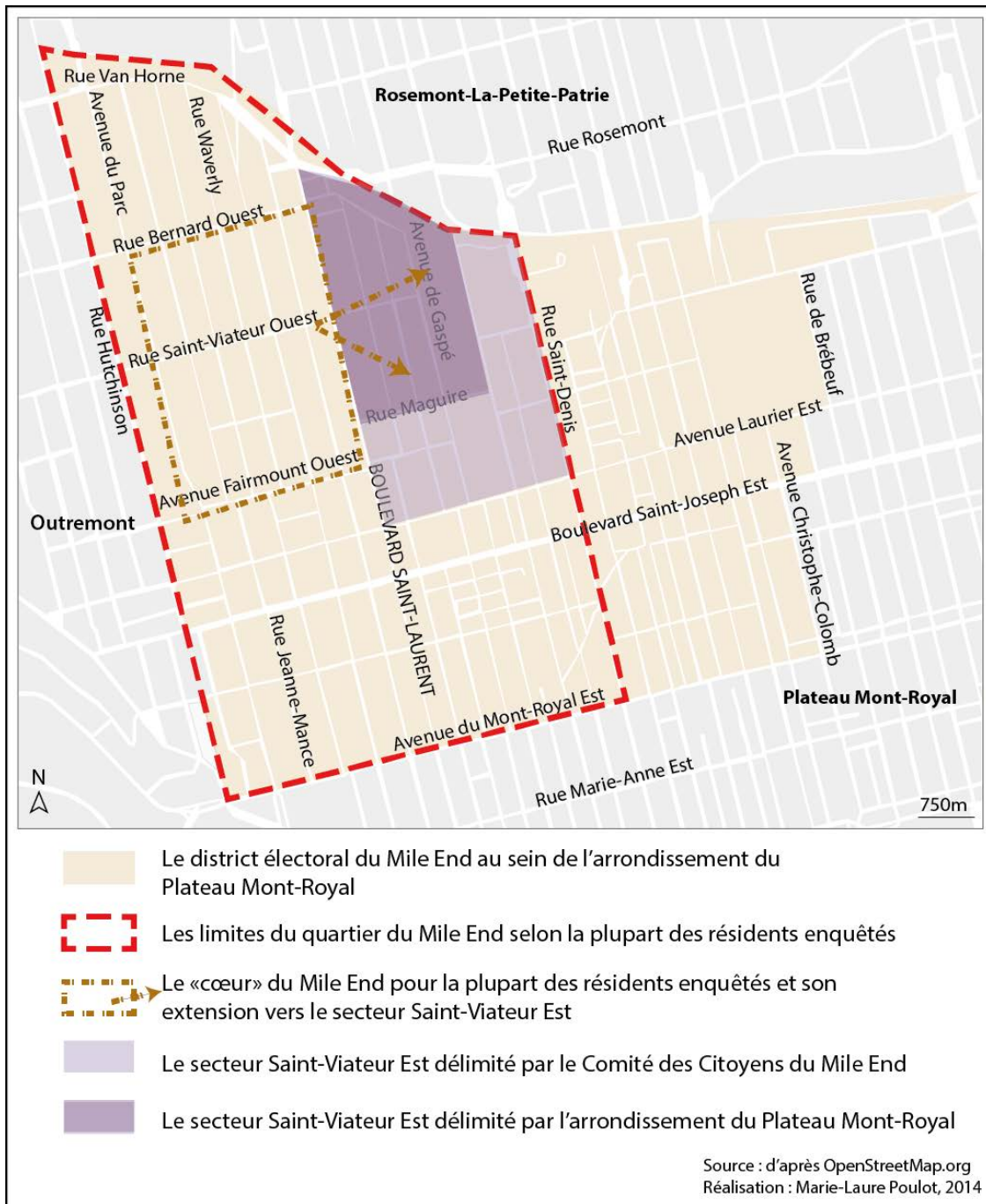
<sup>41</sup> *op.cit.*

<sup>42</sup> L'arrondissement d'Outremont est une ancienne municipalité devenue arrondissement de la ville de Montréal dans le cadre de la fusion de 2001 (cf. chapitre 1). Il s'étend de la rue Hutchinson jusqu'à l'avenue de Vimy à l'Ouest et de la voie ferrée du CP au Nord jusqu'au Mont-Royal au Sud.

« Le côté Est, plus ou moins par la rue Saint-Denis mais si on veut parler strictement, la limite de l'ancien village du Mile End était une ligne tirée à mi chemin entre les rues Drolet et Henri-Julien. Donc c'est un peu vague et c'est pour ça que ça demeure un peu vague quand on se pose la question de la limite Est. (...)

Donc en général, c'est ça quand on parle du Mile End. Et pendant longtemps, ces limites là ont été à peu près les limites du district électoral municipal du Mile End. Mais depuis les dernières élections, le district municipal a été agrandi. Et strictement selon cette définition là, le Mile End s'étend jusqu'au parc Laurier maintenant. Mais il n'y a personne qui prend ça au sérieux. Donc le Mile End, c'est vraiment Saint Denis, Mont Royal, Hutchinson et Van Horne ».

**Figure 7.6. Le territoire du Mile End Carte : territoire institutionnel et territoire d'appartenance**



La superposition entre le territoire institutionnel du district électoral Mile End<sup>43</sup> et le territoire vécu et pratiqué semble peu évidente (fig. 7.6.). De prime abord, la promenade sur le boulevard suggère une frontière nord comme plus étanche, puisqu'il faut passer en dessous du viaduc Van Horne. Pourtant, lors des entretiens, le boulevard ressurgit comme frontière à l'Est. Laurence explique ainsi (entretien, 16 juillet 2013) :

« tu sais, tu parlais tantôt des frontières, j'aurai été plus portée à franchir Van Horne pour aller au marché ou Petite Italie, ou j'sais pas quoi, dans ce sens là, que d'aller même Laurier Est. J'y vais là, mais ça a été presque comme inconnu ».

Le manque de commerces sur le boulevard Saint-Laurent, ainsi que les méga-structures du côté est – à l'époque où les artistes ne les avaient pas encore investies – constituaient aussi des barrières au quartier. L'attachement au « cœur » du quartier, autour de la rue Saint-Viateur, est très fort, comme l'explique Cary, le propriétaire de Monastiraki, au coin sud-ouest de Saint-Laurent et Saint-Viateur (entretien, 1 août 2013) :

« On a quelques réguliers, mais... Moi, je prends mon café sur Saint-Viateur. Il y a des gens que je vois tous les matins pour les derniers 15 ans dans ces cafés là. Ils ont jamais tourné le coin et rentrer ici. Jamais ! So Mile End aussi. ça c'est un problème aussi avec le Mile End où les gens trouvent leur petite coin et ils restent là. Comme Fairmount, c'est loin ! Fairmount, oh, c'est loin ! So y'a une mentalité comme ça ».

La revendication du boulevard comme frontière va de pair avec l'identité bien marquée du quartier, qui se distingue du reste de la ville : elle témoigne d'une quête d'un entre-soi. Cette « fermeture » du quartier était aussi vraie pour la frontière ouest, avec l'ancienne municipalité d'Outremont, comme l'explique Denise (entretien, 16 juillet 2012) :

« Et la raison pour laquelle je ne connaissais pas du tout le Mile End, même si on a habité pendant sept ans sur Hutchison, c'est que on se sentait plus proche d'Outremont, parce que moi j'avais des jeunes enfants, il y avait des parcs. Il y avait des endroits pour aller jouer avec les petits. Et sur l'avenue du Parc, il y avait banque, pharmacie, supermarchés. Tout était là, j'avais jamais besoin d'aller plus loin. Je ne connaissais même pas le *bagel shop* qui est l'emblème du Mile End ! Je ne connaissais même pas les bagels pendant les sept ans où j'ai habité sur Hutchison. Tu sais, ça paraît fou aujourd'hui ! Oui, c'était la barrière ».

Si la plupart des personnes interrogées s'accordent à situer le centre du quartier à la hauteur de la rue Saint-Viateur, le « cœur » est aujourd'hui en train de se gonfler, passant la « frontière » du boulevard, avec l'arrivée d'Ubisoft et la transformation de l'ancien quartier de

---

<sup>43</sup> « En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Laurier Est et de l'avenue Christophe-Colomb; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue du Mont-Royal Est, l'avenue du Mont-Royal Ouest, les limites sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la limite nord-ouest des propriétés sises aux 1661 et 1717 rue Saint-Grégoire, la rue Pauline-Julien, la rue De Brébeuf, l'avenue Laurier Est, et ce, jusqu'au point de départ. », Ville de Montréal, Règlement sur les districts électoraux, 12-019, voir <http://election-montreal.qc.ca/cadre-electoral-districts/cadre-electoral/arrondissements/plateau.fr.html>, site consulté le 30 juin 2014.

manufactures de textile sur Saint-Viateur Est. Ainsi, Nicolas, un habitant sur la rue Clark explique (entretien, 12 août 2012) :

« Ben le cœur, c'est ici, c'est Saint-Viateur là entre l'avenue du Parc et St Laurent. Je pense que c'est ça le cœur du Mile End. Le reste, c'est très résidentiel. Pas commercial vraiment. Donc c'est vraiment ici, entre Bernard et Fairmount, jusqu'à Laurier en fait parce que Laurier aussi est dans le Mile End et puis Laurier aussi est une rue commerciale. Puis tout ce quadrilatère là, Saint-Laurent, puis on peut dire que maintenant, tout le quartier de la guenille, jusqu'à Henri-Julien, ça aussi, c'est le cœur. Entre Bernard, Henri-Julien, Laurier et Avenue du Parc, incluant les rues que j'ai nommé, peut-être pas Henri-Julien là... mais de Gaspé ».

Jeanne va dans le même sens (entretien, 3 mai 2013) :

« Ben, j'dirais que pour les gens qui sont du côté ouest de Saint-Laurent, c'est sûr pour eux, le Mile End, c'est quasiment seulement de Fairmount à Van Horne, Parc et Saint-Laurent. C'est sûr qu'il y a une sorte d'homogénéité là dedans. Le secteur Saint-Viateur Est depuis fait partie du Mile End maintenant : on l'a comme mis sur la *map* maintenant, à force de donner de la visibilité aux artistes, aux méga-structures. Ceux qui habitent sur Saint-Dominique, ont toujours fait partie du Mile-End. Ils viennent tous aux cafés. C'est toutes les mêmes... c'est les mêmes itinéraires. Le Y, les cafés, c'est juste que c'est comme le cœur historique, le Mile End historique. Tu pourrais même dire que c'est entre Fairmount et Saint-Viateur, c'est comme la concentration ».

Denise évoque également cette évolution (entretien, 16 juillet 2012) :

« Et puis le jour où on est arrivé ici [sur la rue Jeanne-Mance], tout à coup on a découvert tout ce qui est entre Saint-Laurent et l'avenue du Parc. Et maintenant, le Mile End à un moment donné, on disait que c'était Saint-Laurent – Avenue du Parc. Et à un moment donné, on s'est intéressé à ce qui est un peu plus loin. Et maintenant, le Mile End, ça va jusqu'à Saint-Denis. Tu sais, c'est comme si on se réappropriait des lieux qui existaient, mais qu'on connaissait pas. Et puis on s'intéressait pas à l'autre côté de Saint-Laurent parce que c'étaient les usines de textile, c'était... ça nous paraissait pas spécialement beau. Tandis que maintenant, ça y est, on s'intéresse à l'autre côté. Y'a beaucoup de communautaire et d'actions qui se font justement pour développer tout le secteur qui était du textile avant et qui a été abandonné par le textile ».

Selon ces résidents, le centre du quartier s'est élargi, englobant désormais la partie à l'est du boulevard Saint-Laurent. Un renversement de perception peut aussi se lire pour le viaduc Van Horne, devenu frein à la gentrification, à l'image de Jeanne, habitante du quartier depuis le milieu des années 1990 qui craint une gentrification généralisée (entretien, 3 mai 2013) :

« Mais la rupture [celle du viaduc Van Horne] encore une fois, c'est pas si grave ! D'un point de vue urbanistique ça n'a pas d'allure. D'un point de vue d'insulaire qui résiste à l'envahisseur (*rigole*). C'est correct ! ».

Certains valorisent d'ailleurs cette zone, espace en marge susceptible d'offrir une tribune à l'expression artistique ou un espace à des projets alternatifs, avec des initiatives vidéo<sup>44</sup> ou la création de murales (fig. 7.7). En témoigne aussi l'installation de la salle d'exposition de la « galerie du Viaduc ».

---

<sup>44</sup> Projection sur l'entrepôt Van Horne – Mile End, <http://vimeo.com/95192965>, site consulté le 11 juin 2014.



Figure 7.7. L'entrepôt Van Horne. En dessous du viaduc, pancarte sur les « graff »



Sur la photo de droite, prise depuis le viaduc Van Horne, on peut voir l'entrepôt Van Horne, construit en 1924, actuellement sur la liste d'Héritage Montréal des sites emblématiques menacés par un projet de reconversion<sup>45</sup> (l'entrepôt est aussi un des bâtiments emblématiques du corridor industriel du boulevard Saint-Laurent). À droite, panneau présentant les murales créées en 2010 sur les poteaux du viaduc, sur le boulevard. (Photographies : M-L Poulot, 2013)

Les poteaux du viaduc sont ainsi devenus des « espaces artistiques » gérés par l'arrondissement du Plateau Mont-Royal depuis 2010 : « La création de murales dans un espace contrôlé fait partie des actions du Plateau-Mont-Royal visant à démystifier et à promouvoir l'art urbain. Cet événement s'inscrivait dans le projet de prévention et de sensibilisation aux graffitis illégaux de l'arrondissement<sup>46</sup> ». Cette attention nouvelle de la part des autorités se lit aussi dans le baptême de l'ancien « parc sans nom » au sud de Van Horne, entre la rue Saint-Urbain et la rue Clark : sur la demande du Comité des Citoyens du Mile End, le parc a pris le nom de parc Lahsa de Sela, en hommage à la chanteuse qui travaillait et habitait le quartier avant sa mort en 2010. Comme l'évoque Laurence qui habite dans le quartier, le parc était auparavant utilisé pour diverses choses (entretien, 16 juillet 2013) :

« Tu sais, à un moment donné, les amis d'un amie à moi ont construit un four à bois dans le terrain vague à côté du... tu sais, où il y a le viaduc Van Horne, côté ouest, il y a un espace de parc, terrain vague, ils ont décidé de construire un four à bois pour faire des pizza et le pain. Et puis ils ont demandé partout dans la ville : est-ce que c'est problématique ? Est-ce que on a le droit, y-a-t-il un permis ? *Whatever*. Personne ne savait quoi dire de ça. Finalement ils l'ont construit. Et quelques mois après, la Ville a dit : "t'as pas le droit de faire ça !" Et ils ont toutes

<sup>45</sup> Site d'Héritage Montréal, <http://www.heritagemontreal.org/fr/entrepot-van-horne-2014/>, site consulté le 11 juin 2014.

<sup>46</sup> Site de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=7297,79557614&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7297,79557614&_dad=portal&_schema=PORTAL), site consulté le 11 juin 2014.

défaites. (*Rigole*) Alors c'est sûr qu'il y a toujours des projets comme ça dans ce quartier ici, c'est fun ».

Alison Bain (2003) souligne l'importance des îlots marginaux d'espace au sein du tissu urbain, « souvent négligés et ignorés, de classification incertaine et dans un état fluctuant » : ils s'avèrent « essentiels au développement et à la subsistance d'une identité artistique ». On remarque pourtant une réappropriation de ces lieux par les autorités municipales, aboutissant à une normalisation de l'espace. Il ne s'agit pas d'une « récupération », mais bien souvent de discussions entre associations ou collectifs et conseillers municipaux afin de trouver des solutions communes.

**Figure 7.8. Les alentours de la voie ferrée du Canadian Pacifique dans le secteur Saint-Viateur Est**



En haut à gauche, le bâtiment du 77 Bernard ; à droite, la voie ferrée du Canadian Pacifique qui empêche l'accès entre l'avenue de Gaspé et la station de métro Rosemont au Nord. Le 77 rue Bernard Est, ancienne gare du Mile End, fermée en 1931, lors de l'ouverture de la gare Jean-Talon est ainsi convoitée par les organismes Double négatif, Hors champ et le groupe Épopée. Ces derniers veulent créer un « un espace de production et de diffusion ouvert à la communauté », Kabane77, dans la continuité du « corridor vert amorcé par le Champ des Possibles », et refusent un changement de zonage autorisant à « faire de cette parcelle un lieu de spéculation immobilière<sup>47</sup> ». En bas, vues du Champ des Possibles. (Photographies : M-L Poulot, 2013)

<sup>47</sup> <https://www.facebook.com/Kabane77>, site consulté le 11 juin 2014.

C'est le cas du Champ des Possibles (fig. 7.8.), ancienne gare de triage désaffectée, près de la voie ferrée et du couvent des Carmélites. Un comité, né à l'issue du grand forum citoyen, le 26 avril 2009, organisé par le Comité des Citoyens du Mile End, s'est battu afin de conserver cet espace de biodiversité, mais aussi de création artistique, alors que la Ville penchait d'abord pour une transformation en cour de voirie (c'est-à-dire un espace où les résidents peuvent se débarrasser des déchets solides et objets encombrants)<sup>48</sup>. D'autres comités se sont également formés à cette occasion, sur des sujets spécifiques, comme la coopérative d'habitation Mile End ou le comité Pied Carré. Denise explique (entretien, 16 juillet 2012) :

« On a eu 130 personnes qui sont venues faire des ateliers toute la journée, de 9h du matin à 4h de l'après-midi. On leur a offert à manger et on a fait toute une journée de discussion surtout autour de l'avenir du secteur Saint-Viateur Est. Parce que c'est un secteur qui était méconnu par beaucoup de gens, on allait jamais se promener de ce côté là, à moins que t'habites sur Saint-Dominique là bas. On allait jamais se promener là bas, parce que... y'avait l'air d'avoir rien d'intéressant... ces gros buildings. C'est pas très accueillant pour aller se balader, il n'y avait pas de parcs, il n'y avait rien du tout ».

À l'origine de ce grand forum, des discussions et des « cafés-citoyens » se sont déroulés en hiver 2009 à l'angle de Saint-Laurent et de Saint-Viateur à propos des transports, du logement, de la culture ou encore du patrimoine ou de l'environnement : ils ont attiré chaque fois entre cinquante et soixante-dix personnes. Cette effervescence citoyenne est venue en réaction aux projets de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal pour désenclaver le secteur Saint-Viateur Est, après l'installation des ateliers d'artistes dans les anciennes manufactures<sup>49</sup> : création d'un passage entre le métro Rosemont et le quartier du Mile End à travers la voie ferrée du Canadian Pacifique (fig. 7.8.), aménagement de trottoirs dans le secteur des méga-structures. Ce forum proclame d'une certaine manière l'intégration du secteur Saint-Viateur Est<sup>50</sup> dans le Mile End (fig. 7.6.) et reconnaît l'effacement de la fonction de frontière pour le boulevard. Cet effacement s'exprime également au nord, au niveau du Viaduc Van Horne, côté arrondissement de Rosemont, dans un

---

<sup>48</sup> Conseil du patrimoine de Montréal, 14 avril 2009, Avis, implantation d'une cour de services.

<sup>49</sup> Arrondissement Plateau Mont-Royal, en collaboration avec Vlan Paysages et SMi, 1er mai 2012, *Projet Saint-Viateur Est, Étape 2 : Concept d'aménagement préliminaire*.

<sup>50</sup> Le secteur Saint-Viateur Est a été délimité par le Comité des Citoyens du Mile End comme étant partie intégrante du Mile End « par l'avenue Laurier au sud, le boulevard Saint-Laurent (incluant les bâtiments des deux côtés) à l'ouest, la voie ferrée du Canadien Pacifique au nord, et la rue Saint-Denis à l'est » (Comité des citoyens du Mile End, juin 2009, « Le Mile End en chantier. Les citoyens s'expriment ! », Rapport sur la démarche de participation citoyenne). Les limites sont plus ou moins mouvantes, puisque l'arrondissement Plateau Mont-Royal délimite le secteur Saint-Viateur Est « par le boul. St-Laurent à l'ouest, la rue Henri-Julien à l'est, la rue Maguire au sud et les voies du Canadien Pacifique au nord » (Secteur Saint-Viateur Est, Allocution de Richard Ryan, 5 mars 2012) (fig.7.4).

espace « d'entre-deux » susceptible d'attirer aussi les activités artistiques. C'est notamment le secteur Marconi-Alexandra<sup>51</sup>, surnommé Mile-Ex en référence au Mile End et Parc Extension<sup>52</sup>.

Cet effacement des frontières a été accéléré par l'arrivée de la compagnie de jeux vidéos Ubisoft sur le boulevard, à l'angle de la rue Saint-Viateur Est. En 1997, l'entreprise s'installe dans une ancienne manufacture de textile qui a fermé ses portes en 1930, l'édifice Peck (fig. 7.9).

**Figure 7.9. La firme Ubisoft sur le boulevard Saint-Laurent**



Avec le déclin de l'industrie textile dans les années 1980, les locaux sont loués à des artistes et jeunes professionnels, avant de passer aux mains d'entreprises du multimédia, puis d'Ubisoft<sup>53</sup>. La compagnie devait initialement s'installer plus au Sud, à l'angle de Rachel et Saint-Laurent<sup>54</sup>. N'occupant d'abord que le troisième étage de l'édifice, la compagnie Ubisoft s'est ensuite peu à peu agrandie : les employés sont maintenant quelque 2 500 à travailler dans l'entreprise, dans l'ensemble du bâtiment du Saint-Laurent, ainsi que dans deux autres édifices, sur la rue de Gaspé et Saint-Viateur. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

<sup>51</sup> C'est-à-dire la zone entre l'avenue du Parc et le boulevard Saint-Laurent, et entre la rue Beaubien et Jean-Talon.

<sup>52</sup> Olivia Collette, « Urban Villages : Mile-Ex's multiple personalities », January 11, 2014, *The Gazette*, <http://www.montrealgazette.com/Urban+Villages+Mile+multiple+personalities/9372469/story.html>, site consulté le 20 juin 2014.

<sup>53</sup> Les Amis du boulevard Saint-Laurent, 2011, « La Main, toujours de son temps », 5505 boulevard Saint-Laurent.

<sup>54</sup> Vincent Brousseau-Pouliot, « Au cœur de la renaissance du Mile End », 15 juillet 2012, *La Presse*, <http://affaires.lapresse.ca/economie/medias-et-telecoms/201207/13/01-4543490-au-coeur-de-la-renaissance-du-mile-end.php>, site consulté le 19 mai 2014.

La fin des années 1990 s'inscrit dans un contexte politique et économique québécois favorable aux entreprises des hautes technologies et du multimédia. À cette époque, acteurs publics, institutionnels et privés mettent en effet en place le projet immobilier de la cité du Multimédia, sorte de « SoHo montréalais » (Poitras, 2002), afin de favoriser l'implantation d'entreprises du secteur dans l'ancien quartier industriel du Faubourg des Récollets<sup>55</sup> (Poitras, 2002 ; Bordeleau, 2003), déjà investi depuis une dizaine d'années par des artistes et professionnels du secteur au vu de son bâti industriel. L'objectif visé par l'aménagement de la cité du Multimédia est double : d'une part, stimuler la création d'emplois dans le secteur du multimédia sur un seul site grâce au programme de subventions du gouvernement du Québec et d'autre part, favoriser la relance d'un ancien quartier industriel et d'entrepôts situé à proximité du Vieux-Montréal, le quartier historique et touristique et du centre des affaires. Si le quartier projeté a bel et bien accueilli des activités liées au multimédia, des entreprises comme Softimage (rachetée par la suite par Autodesk) ou Ubisoft ont préféré s'implanter ailleurs, sur le boulevard Saint-Laurent. Le possible déménagement de l'entreprise vers le secteur de Chabanel, plus au nord de la ville, toujours dans l'axe du boulevard, voire à Laval<sup>56</sup>, semble avoir été abandonné puisque le bail avec le propriétaire de l'édifice, Allied Properties, a été renouvelé jusqu'en 2023. Comme l'explique la coordinatrice « Évènements et développement durable » présente depuis un an et demi dans l'entreprise (entretien, 25 octobre 2012) :

« C'est un secteur qui est vraiment chouette en fait. Au niveau culturel, il y a vraiment plein de choses à proximité ; (...) On est quand même assez central comme emplacement. C'est un coin qu'on aime beaucoup, c'est un coin qui est riche en histoire. La bâtisse qu'on a, elle a un historique, elle a une âme, elle a de la vie. Puis ça, pour nous, c'est important ici. Pour l'instant, l'objectif, c'est de rester ici, et puis on va rester ici jusqu'à ce que quelqu'un en-haut dise qu'on ne reste plus ici ».

Au vu de sa taille et du nombre de ses employés, Ubisoft s'impose comme un acteur important du quartier comme le souligne la coordinatrice (entretien, 25 octobre 2012) :

« Ubisoft est quand même un gros citoyen corporatif dans le Mile-End, mais je pense qu'on a une très bonne relation autant avec les citoyens, parce que le derrière de notre bâtisse en fait est sur la rue Saint-Dominique, en face de nous, c'est des résidents. On essaie d'entretenir le plus possible le lien entre eux, pour savoir, pour s'assurer que tout aille bien, on a fait des demandes au niveau de nos livreurs qui viennent en arrière, s'ils pouvaient couper le moteur, de le faire... Tu sais, des p'tites choses qu'on sait que ça peut avoir un impact sur le bébé qui vient

---

<sup>55</sup> Les aides de la part du gouvernement provincial sont d'ailleurs toujours d'actualité : Marco Bélair-Cirino, « Le Québec sera encore plus généreux avec les entreprises du multimédia », 1 octobre 2013, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/388820/le-quebec-sera-encore-plus-generoux-avec-les-entreprises-du-multimedia>, site consulté le 19 mai 2014.

<sup>56</sup> Maxime Bergeron, « Ubisoft a envisagé Laval... mais reste dans le Mile End », 22 juin 2011, *La Presse*, <http://affaires.lapresse.ca/economie/technologie/201106/22/01-4411488-ubisoft-a-envisage-laval-mais-reste-dans-le-mile-end.php>, site consulté le 19 mai 2014.

finalement de s'endormir et puis que y'a pas le gros moteur qui part à côté. De faire le plus possible comme si on était un voisin régulier.

Au niveau des commerçants, ben on a une bonne relation. J'veux dire, les restaurants... il suffit de se promener sur l'heure du dîner dans les rues, et puis c'est quasiment juste du monde d'Ubisoft que tu vois dans les restaurants, que tu peux pointer ! Tu sais que tu travailles chez Ubisoft quand tu connais le monde dans les restaurants sur Saint-Urbain, sur Bernard, sur Fairmount !

J'pense que ça s'est fait quand même progressivement aussi, l'un a aidé l'autre, l'autre a aidé l'un. C'est toujours une affaire de coexistence en fait. J'pense pas que Ubisoft fait qu'il y a une vie dans le Mile End. On n'est pas si prétentieux que ça, mais on sait très bien qu'on aide à faire vivre le Mile End, et le fait que le Mile End se développe comme ça, ben pour nous, c'est bénéfique et c'est apprécié ».

Des liens privilégiés se sont surtout développés avec la rue Saint-Viateur, qui concentre cafés et restaurants. Les employés se sont appropriés le bar le Waverly notamment, au coin Saint-Laurent – Saint-Viateur, en face d'Ubisoft, comme l'affirme Nathalie, une employée d'Ubisoft (entretien, 25 octobre 2012) :

On a le bar, le Waverly, juste au coin, qui lui, les jeudi soir et les vendredi soir, c'est la foule d'Ubi qui se déverse là. C'est comme on dit toujours, c'est notre bar maison finalement. Je veux dire, là aussi, tu rentres et tout le monde se dit bonjour. Ça a l'aspect d'être le bar du quartier parce que c'est tout le monde est là, tout le monde travaille chez Ubi. Il y en a quelques uns des fois qu'on est comme : "Hein, C'est qui eux ?", ce sont des nouveaux ou des gens qui ont décidé de rentrer là, qui ont le droit aussi, ça nous appartient pas ! Donc oui, le soir, les jeudi, vendredi soir, c'est un peu... C'est la fin de semaine, on en profite ! ».

Enfin, une partie des employés d'Ubisoft résident dans le quartier ou à proximité et profitent du quartier : ils participent en ce sens à la gentrification du Mile End. Mais avant d'être un quartier reconnu pour son « mode de vie branché », ses artistes et la compagnie de jeux vidéos, le quartier était avant tout cosmopolite et populaire. Cet aspect, sans cesse mis en lien avec l'authenticité du quartier revient dans les discours des gentrificateurs. Quelles sont alors les représentations des gentrificateurs par rapport au cosmopolitisme ?

### **7.3. Les liens ambigus des gentrificateurs au cosmopolitisme**

Les études urbaines se sont intéressées au cosmopolitisme et à ses espaces dans la ville au travers des travaux sur la gentrification et les espaces de consommation de la nouvelle classe moyenne urbaine (Binnie et al., 2006 : 14). La plupart des études constatent un écart entre les discours et les pratiques des gentrificateurs (Butler, Robson, 2003 ; Charmes, 2005), c'est-dire « *the glorification in discourse but avoidance in practice, of both working-class and minority ethnic milieus by*

*white middle-class residents*<sup>57</sup> » (Radice, 2000). Dans le quartier du Mile End, on retrouve ce paradoxe, avec la fermeture sur elle-même de la communauté hassidique. La question linguistique se mêle en outre au débat, entre représentations positives du quartier et craintes d'une minorisation des francophones.

### 7.3.1. Le cosmopolitisme : un attrait pour les gentrificateurs ?

Comme pour d'autres quartiers gentrifiés ou en voie de gentrification (Clerval, 2008 ; Lehman-Frisch, 2002), de nombreux habitants du Mile End retiennent l'authenticité, le caractère vivant du quartier avec la présence de nombreux commerces, ainsi que le mélange culturel comme atouts du secteur et facteurs de leur choix d'installation. Cette « diversité culturelle » peut faire référence à un faisceau assez large de caractéristiques : une diversité de classes sociales ou d'activités professionnelles, une diversité ethnique, mais aussi une diversité des orientations sexuelles (Lehman-Frisch, 2013 ; Rose, 2004). Originaire de Vancouver, Karen, enseignante en CEGEP, a résidé dans les années 1980 dans le Mile End, avant d'acheter un condominium plus au sud sur le Plateau, à la hauteur de la rue Duluth Ouest, en 1994. Elle décrit le Mile End comme lieu d'« une culture privilégiée » mais également comme un quartier « ouvert par rapport à la sexualité et les gens de tous horizons » puisque faisant partie des nouveaux « quartiers *queer* » (entretien, 12 août 2013) :

« C'est les gens qui aiment mieux être dans des milieux cosmopolites, ou quelque chose comme ça, que être dans un quartier où il n'y a une seule façon de s'identifier ».

Les habitants du quartier évoquent les différents aspects de la diversité et valorisent le « *social and ethnocultural mix in a 'village' ambience*<sup>58</sup> » (Germain, Rose, 2000), au détriment de la diversité sociale, quasi absente des discours. Le Mile End serait par ailleurs plus diversifié que le reste du Plateau Mont-Royal, au Sud et à l'Est. Le couple franco-québécois qui habite rue Van Horne explique ces différences (entretien, 25 juillet 2013) :

« Elle : Le Plateau est un peu plus égal j'dirais dans les gens qu'on trouve. C'est un peu plus uniforme malgré tout. Pas chic, parce que c'est pas chic, mais plus... j'sais pas comment dire mais c'est plus éclectique le Mile End.

Lui : Le Plateau, c'était pauvre quand moi j'suis arrivé. Plein de gens un peu moins riches. Mais c'est ça : C'est plus des gens stéréotypés, hipsters mais ils sont tous habillés pareil.

Elle : oui, mais ici, t'as les hipsters qui côtoient les juifs hassidiques, les grecs... et puis...

Lui : Un peu de Portugais et juste à la frontière de la Petite Italie. Et puis c'est pas mal anglophone le Mile End. Pas mal pas mal même ! ».

---

<sup>57</sup> « La glorification de la classe populaire et des minorités ethniques dans les discours, mais leur évitement en pratique, de la part des résidents blancs de la classe moyenne ».

<sup>58</sup> La mixité sociale et ethnoculturelle dans une ambiance de « village ».

Damaris Rose (2004) distingue les gentrificateurs selon leur rapport à la diversité sociale, des indifférents aux égalitaristes. Dans le cas de Belleville à Paris, Patrick Simon (1995) distingue les « transplantés », nouveaux locataires du parc HLM et n'ayant pas désiré résider dans le quartier, des « multiculturels », gentrificateurs qui en valorisent l'identité populaire et multiethnique. Ces derniers contribuent à forger un mythe d'intégration du quartier, qu'ils relayent à l'extérieur et dans les médias. Si les gentrificateurs ne forment pas non plus un groupe homogène dans le Mile End, la plupart des personnes enquêtées produisent un discours sur la diversité du quartier visant à le rendre attractif. Ainsi, quand je demande à Denise, venue habiter dans le Mile End en 1978, ce qu'elle y apprécie, elle cite en premier lieu le mélange ethnoculturel, qu'elle associe à la convivialité (entretien, 16 juillet 2012) :

« J'pense que c'est surtout le fait d'avoir... j'aime qu'il y ait des gens d'origines diverses, qui viennent de partout. Et dans le Mile End, on est vraiment diversifié. Il y a tellement de diversification qu'il y a aucune ethnie qui prend le dessus sur l'autre. On est obligé de s'accepter comme on est. Moi j'arrive de Suisse, mon mari est français. On a des amis américains dans la rue, on a une autre amie qui a épousé un Français, mais elle est d'origine Tchèque. Y'a un Africain qui vit avec une française. Y'a un Français qui vit avec une canadienne de l'île du Prince-Arthur. Bref, c'est très très mélangé. Et moi j'adore ce caractère mélangé parce que ça amène des intérêts, des discussions différentes que si t'es toujours avec le même genre de gens, ben c'est restreint comme point d'intérêt et tout.

Et je crois que c'est un quartier où y'a personne qui vient habiter dans le Mile End... une des caractéristiques qui fait que tu viens habiter dans le Mile End c'est parce que tu as l'envie de parler à tes voisins. Y'a un côté social qui est très important. Alors y'a des gens qui pourraient pas, qui auraient de la difficulté. Enfin, tu peux toujours habiter dans le Mile End pis rester enfermé chez toi et pas côtoyer, mais c'est pas normal. Ce qui est normal ici, même si c'est juste dire bonjour à la voisine qui balaie son trottoir, lui faire un sourire au moment où tu la rencontres, ça prend pas de temps que les gens ont à cœur de créer des liens au moins minimaux. Bon, il y a des gens avec qui ça va plus loin, des gens avec qui pour finir tu t'invites à boire un café, ou bien tu t'arrêtes un quart d'heure à jaser sur le coin du trottoir, il y en a d'autres avec qui tu vas arriver à partager un souper. Mais ya rien d'obligatoire, tu sais, c'est ... Tout le monde est bien dans ce qui se fait de manière naturelle. Mais à la base, j'ai l'impression que les gens du Mile End aiment parler à leurs voisins, aiment jaser avec le monde ».

Cet accent sur les contacts entre voisins et entre personnes différentes est classique dans les discours des classes moyennes – moins fréquents pour ceux des classes populaires, ce qui ne présage en rien de l'intensité réelle des contacts. Une guide conférencière qui habite en logement communautaire dans le Mile-End, souligne également la diversité du secteur comme un de ses attraits. Selon elle, les anciennes communautés européennes sont toujours présentes, même si elles sont moins nombreuses. Une habitante d'une coopérative dans le Mile End renchérit, rappelant les « restes de plusieurs communautés via les commerces ». Elle utilise le terme de « multiethnique » car il n'y a pas une communauté plus visible qu'une autre, au contraire de la Petite Italie où la présence italienne est très marquée, ou même du secteur portugais (entretien, 18 décembre 2011). La cohabitation « pacifique mais distante », sorte de « *modus vivendi* » (Germain, 1997) qui existe dans le Mile End selon les propos des enquêtés fait écho aux modes



de cohabitation dans les quartiers dits multiethniques, où existe une « mosaïque sans dominante ». Selon Annick Germain (1999), deux critères définissent un quartier multiethnique : plus du tiers de sa population est composée d'immigrants et de leurs descendants et ses habitants présentent une grande diversité dans leurs origines ethnoculturelles<sup>59</sup>.

Le Mile End se distingue en ce sens du reste de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, qui présente un visage « dual », avec un secteur plus francophone à l'Est, et un secteur ouest, avec les quartiers de Saint-Louis et du Mile End, plus multiethniques. Cette différence est soulignée dans les articles de la presse francophone, alors que la presse anglophone inclut plus volontiers les secteurs cosmopolites au sein du Plateau (Benali, 2007 : 130)<sup>60</sup>. Comme l'explique Nathalie, qui habite dans Villeray, au nord de la rue Jarry, le Mile End, où elle travaille, est perçu comme un mélange de plusieurs communautés et au carrefour de plusieurs autres quartiers (entretien, 25 octobre 2012) :

« Moi j'ai vraiment l'impression que c'est vraiment deux axes le Mile End. Ben... Deux axes, ben disons que Nord-Sud, Parc et Saint-Laurent sont d'importance les deux, c'est vraiment quelque chose de bien établi. C'est là aussi que tu vois peut-être un p'tit peu plus les chocs, mais pas les chocs parce que c'est pas l'aspect négatif du mot choc que j'veux ressortir... mais qu'on voit plus les différentes cultures, tu vas voir sur ces deux boulevards là, on sent vraiment la présence de la multitude de cultures d'origine qui sont installées dans le Mile End. (...)

Parc et Saint-Laurent. Et tu vas à l'est de Saint-Laurent, ben là, tu rentres soit dans le résidentiel, qui est plus comme Plateau Mont-Royal vraiment là, même si le Mile End en fait partie du Plateau Mont-Royal, mais c'est vraiment plus le côté concept Plateau à l'est de Saint-Laurent, ou c'est les mégastructures ici, qui en soi, esthétiquement, sont pas la partie la plus intéressante. Et à l'ouest de Parc, c'est vraiment... là, c'est Outremont, c'est tous les juifs hassidiques sont là, C'est le secteur très très orthodoxe qu'est là, donc c'est comme autre chose, c'est très différent.

Au nord, c'est la Petite Italie qui commence, au sud, c'est le Plateau Mont-Royal qui reprend. Fait que c'est vraiment quelque chose de très cintré en fait, c'est cocasse. J'pense que c'est ce qui fait la richesse aussi, c'est que y'a plein de cultures à proximité, et c'est une fusion de toutes ces cultures là ».

Le Mile End est d'ailleurs souvent décrit dans les médias, comme dans la littérature scientifique, comme l'exemple du quartier cosmopolite (Rose, 1995), bigarré ou hybride (Simon, 1999), au point de devenir « la synthèse d'une montréalité en devenir » (Olabazal, 2006). Le Mile End serait ainsi un « carrefour où Juifs hassidiques de Sparte et du Péloponnèse, Calabrais et

---

<sup>59</sup> Je n'ai pas pu trouver les statistiques précises au niveau des districts électoraux, mais au niveau des arrondissements. Voir Gouvernement du Québec, novembre 2005, Portraits statistiques de la population immigrée recensée en 2001 : ville de Montréal et ses arrondissements. Recensement de 2001 : données ethnoculturelles. Dans l'arrondissement d'Outremont, le recensement montre 18,6% de personnes se disant juives, alors que dans celui du Plateau, il n'y en aurait que 2,7%. En ce qui concerne les immigrants, les deux arrondissements comptent à peu près une vingtaine de % d'immigrants sur leur population totale (22,1% pour Outremont, 21,4% pour le Plateau).

<sup>60</sup> KENZA Benali (2007 : 131) note ainsi un visage double du Plateau, avec un « petit Plateau », « souvent rattaché à la partie centrale du quartier et identifié comme francophone (et un) « grand Plateau », multiculturel et aux limites plus évasives ».

Siciliens, Açoriens, Anglo-protestants, Québécois d'origine canadienne-française, immigrants d'origine latino-américaine, africaine, antillaise et asiatique arrivés au cours des années 1980 et dont les enfants se rencontrent dans une culture proprement *mailendaise* » (Simon, 1999). Au-delà du multiculturalisme, entendu comme la simple juxtaposition de communautés, ce quartier s'inscrirait donc bien dans le cosmopolitisme, voire l'hybridité selon Sherry Simon (1999). « L'identité hybride du quartier Mile-End est construite à la fois sur la mémoire et sur l'oubli. Les traces du passé persistent dans les maisons et les commerces, dans les édifices publics avec leurs inscriptions parfois à demi effacées. Ceux qui ont quitté le quartier le garde en mémoire. La nostalgie, comme la persistance même du changement, font partie intégrante de l'identité du Mile-End » (Simon, 1999 : 23-4). Ce sont notamment les traces juives dans le paysage urbain (anciennes synagogues) ou celles de la présence irlandaise sur l'église rue Saint-Viateur, les commerces installés de longue date – comme les magasins de bagels rue Saint-Viateur et rue Fairmount. Ces différents aspects « continuent de satisfaire aux besoins nostalgiques des anciens résidents et le goût d'exotisme des Montréalais qui ont lu Mordecai Richler, Shulamis Yellin, Irving Layton ou autre écrivain issu de cette communauté extraordinairement verbeuse. Le quartier est hanté par les mots » (Simon, 1999 : 23). Le Mile End apparaît donc comme un invité régulier des récits littéraires qui célèbrent son cosmopolitisme. Mais ce dernier, lié aux récits et aux bâtiments, ne rend pas vraiment compte de la population résidente actuelle. Nicolas souligne la diversité comme facteur dans son choix résidentiel et d'achat, tout en remarquant avoir peu de proches issus de l'immigration. Son propos révèle l'écart entre les récits d'un quartier mixte et mélangé et les pratiques réelles des habitants québécois, francophones ou anglophones (entretien, 12 août 2012) :

« À l'époque, le Mile End, on venait pas ici parce que c'était le Mile End, on venait ici parce qu'on avait envie de vivre ici. Moi c'était parce qu'il y avait beaucoup d'immigrants. Bon, en fait, je regarde ça au bout de 30 ans, je n'ai pas beaucoup d'amis immigrants mais je trouvais ça intéressant qu'il y ait des gens de toutes les nationalités qui à l'époque commençaient à parler français parce que les jeunes allaient à l'école en français. Les plus vieux n'avaient pas toujours appris le français, mais les plus jeunes commençaient. Puis je voulais vivre dans un quartier qui était plus culturel, mais qui n'était pas nommé comme ça à l'époque ».

Si la diversité est un élément extrêmement valorisé dans les discours des gentrificateurs, les interactions entre les communautés sont rares. Nous l'avons vu<sup>61</sup>, le multiculturalisme repose plus sur un principe de juxtaposition des communautés que sur de réelles interactions entre ces dernières. Plusieurs habitants qu'au sein même du quartier, les communautés choisissent certaines rues plutôt que d'autres. Cary explique ainsi les différentes installations selon les rues résidentielles du Mile End (entretien, 1 août 2013) :

---

<sup>61</sup> Cf. supra, Chapitre 1. 1.3.3. Le multiculturalisme comme ciment identitaire canadien, pp. 97-101.

« Mais c'est là [le cœur du quartier] que y'a les plus vieilles familles, sur Waverly en particulier. Sur Waverly, des familles sont là depuis très très longtemps, entre Fairmount et St-Viateur. C'est drôle parce que c'est des francophones ou anglophones, même des immigrants français. Sur Esplanade, c'est plus des Portugais et des Grecs. Et sur Jeanne-Mance, c'est plutôt des Juifs. Et tu vois, les Juifs sont vraiment, ont remonté jusqu'à Van Horne sur Jeanne-Mance. Ben, il y en a plein à Outremont. Et puis, là ils commencent... mais j'en ai pas vu sur Esplanade. »

Laurent, un membre du Comité des citoyens du Mile End et résident du quartier depuis plusieurs années, remarque également cette ségrégation par rue : l'absence de Juifs sur la rue Waverly à la différence de la rue Jeanne-Mance – où lui-même réside - et de la rue Esplanade (entretien, 5 juillet 2012). Tous deux évoquent par contre la présence importante de la communauté juive hassidique dans le Mile End et à Outremont.

### 7.3.2. La cohabitation avec la communauté hassidique dans le Mile End

Montréal compte la seconde population hassidique en importance pour l'Amérique du Nord, après la ville de New York (Margolis, 2010). La communauté pratique encore le yiddish, d'où le maintien de frontières étanches avec « la culture séculière majoritaire » (Margolis, 2010). Le hassidisme montréalais constitue aujourd'hui une réalité nord-américaine et non plus une survivance européenne puisque de nombreux membres de la communauté sont désormais nés sur place (Bauer, 2010). « Les Hassidim arrivant à Montréal ont, comme presque tous les immigrants de l'après-guerre, remonté la *Main*, le boulevard Saint-Laurent, et se sont installés à proximité, entre Saint-Laurent et l'avenue du Parc, Laurier et Van Horne » (Bauer, 2010 : 220). Dans le Mile End et à Outremont, on trouve principalement quatre groupes : les satmars, les belz, les bobovs et les skvers<sup>62</sup>. Si la plupart des Hassidim sont restés « très proches de leurs premiers logements » (Bauer, 2010 : 220), d'autres communautés, telles que les Loubavitch ou la communauté Tash résident plus loin de ce « centre ». Les familles hassidiques sont nombreuses et doivent résider près des commerces alimentaires cachet et d'une synagogue (Châteauevert, Dupuis-Déri, 2004), ce qui entraîne certaines pressions sur le foncier dans le Mile End et Outremont<sup>63</sup>. Julien Bauer (2010) montre d'ailleurs que l'augmentation du foncier à Outremont conduit à un redéploiement des centralités juives vers d'autres quartiers, comme Snowdon, Côte-des-Neiges ou Boisbriand. Ces deux quartiers restent néanmoins les espaces de forte concentration de la communauté hassidique montréalaise avec plusieurs points conflictuels. Les

---

<sup>62</sup> Emilie Dubreuil, « Un vrai dialogue avec les juifs hassidiques ? », 18 novembre 2013, *Radio-Canada*, <http://ici.radio-canada.ca/regions/Montreal/2013/11/18/010-juifs-hassidiques-ultraorthodoxes-election-municipale-montreal-outremont-mile-end-mindy-pollak.shtml>, site consulté le 23 mai 2014.

<sup>63</sup> Marie-Michèle Sioui, « Pénurie de logements chez les juifs hassidiques », 26 octobre 2013, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201310/25/01-4703906-penurie-de-logements-chez-les-juifs-hassidiques.php>, site consulté le 23 mai 2014.

médias dénoncent notamment certaines écoles privées hassidiques qui contreviendraient aux permis ou à la Loi sur l'instruction publique<sup>64</sup>, voire organiseraient des « arrangements » avec certaines matières obligatoires comme le cours de biologie et de sciences<sup>65</sup>. « Plusieurs de ces communautés possèdent [en effet] leur propre lieu de culte, leurs écoles (pour les filles et les garçons) et leurs groupes d'études religieuses pour les hommes » (Gagnon, 2002 : 42).

Dans les descriptions des résidents comme des non résidents sur le quartier du Mile End, la mention de la communauté hassidique revient de manière systématique. Nathan, un habitant d'Hochelaga-Maisonneuve, explique (entretien, 23 octobre 2012) :

« J'ai l'impression que Parc est réellement plus anglophone que Saint-Laurent, et puis juste le fait qu'il y a beaucoup plus de Juifs hassidiques, ben ça, ça t'amène... Moi je ne viens pas du Mile End, ça reste quelque chose d'assez... étrange. Même aujourd'hui, quand j'en vois, je me dis que c'est drôle d'avoir ce désir là, de porter ces vêtements là, de vivre comme ça en 2012. Je trouve ça... Bon, c'est pas mes affaires, mais je trouve ça ouais... un peu décalé. Il y a ce côté là un peu bizarre sur Parc ».

Les réactions des Canadiens-Français et Anglophones canadiens vont de l'incompréhension à la curiosité face à cette minorité qui peut être qualifiée de « visible »<sup>66</sup>. Afin de combattre « l'ignorance et les idées reçues » par une « incursion dans la communauté hassidique québécoise, plutôt fermée à la société qui l'entoure<sup>67</sup> », les médias promeuvent livres et films sur le sujet. Plusieurs enquêtés ont ainsi évoqué les traductions du yiddish en français faites par Pierre Anctil (2010) ou encore le documentaire de Garry Beitel, sorti en 1981<sup>68</sup>, sur le Mile End et Outremont. Une habitante du Mile End me raconte une anecdote à propos d'une de ses voisines hassidiques et ses stratégies pour s'organiser avec les nombreuses règles et interdits qui rythment leur vie (entretien, 18 décembre 2011) :

« À un moment de l'année, il faut tout jeter dans la maison. Un de mes voisins ne comprenait pas pourquoi sa voisine amenait toute son argenterie et autre dans sa cour à un moment pendant l'année et venait tout récupérer quelques jours plus tard ! Mais c'est pas bête : elle veut pas tout jeter pour tout racheter ensuite. Donc elle "jette" tout ça chez un Canadien-Français et vient ensuite les reprendre ».

---

<sup>64</sup> Lisa-Marie Gervais, « Bolduc aura fort à faire, dixit les hassidim », 1 mai 2014, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/education/407057/Ecolesillegales-bolduc-aura-fort-a-faire-dixit-les-hassidim>, site consulté le 23 mai 2014.

<sup>65</sup> Lisa-Marie Gervais, « Écoles juives : les hassidim sont prêts à négocier », 2 juin 2014, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/409852/ecoles-juives-les-hassidim-sont-prets-a-negocier>, site consulté le 3 juin 2014.

<sup>66</sup> Dans l'esprit de la définition proposée par Statistique Canada.

<sup>67</sup> Marc Cassivi, « Une rare incursion chez les hassidim », 21 octobre 2013, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/marc-cassivi/201310/19/01-4701393-une-rare-incursion-chez-les-hassidim.php>, site consulté le 23 mai 2014.

<sup>68</sup> Garry Beitel, *Bonjour! Shalom! Montreal*, National Film Board of Canada, 1991.

La communauté juive hassidique est ainsi considérée comme un élément multiculturel majeur du quartier, mais subit nombre de critiques liées à leur mode de vie séparé. Laurence avance la diversité, représentée par la communauté hassidique, comme une des raisons qui l'ont menée à choisir ce quartier de résidence (entretien, 16 juillet 2013) :

« Moi je trouve la communauté hassidique, c'est super cool là. Et puis il y en a qui capotent<sup>69</sup>, qui capotent vraiment ! J'sais pas... ».

Pour d'autres, leur présence constituerait un frein à une gentrification trop importante. C'est l'analyse de Jeanne (entretien, 3 mai 2013) :

« Mais eux, ils sont vraiment très bien pour le frein : eux c'est comme un super bon frein à la gentrification. Eux, c'est parfait ! Eux, ils ne valorisent pas nécessairement leur maison, ils ne vont pas les revendre. Une fois que c'est dans la communauté, c'est dans la communauté. C'est sûr que ça ne fait pas vendre. Donc ça c'est parfait. Ils n'engagent pas un designer italien pour faire leur jardin ! Ils font pas de la revitalisation urbaine, ils s'en foutent ! Ils mettent des grillages. Et moi, il y a quelque chose que j'aime dans ça ! ».

Les habitants du quartier ont une vision plus nuancée de leur lieu de résidence et de leurs pratiques, selon les rues et selon les commerces. Il s'opère une réelle dissociation entre les deux communautés qui sont juxtaposées. Dans un article de *la Presse*, Rita, une hassidim du Mile-End parle de « “frontière invisible” entre sa communauté et le reste de la société<sup>70</sup> ». Et les expressions « on ne se mélange pas », « il n'y a pas de contacts » reviennent chez les non-hassidim pour qualifier les relations entre les deux groupes. Denise raconte (entretien, 16 juillet 2012) :

« Mais il n'y a pas vraiment de frictions entre eux et nous. Ce qui nous attriste un petit peu, c'est que... de par leur mode de vie et leurs croyances, ils ne peuvent pas se permettre de trop créer de liens. Ils vont perdre leurs jeunes sinon ! Alors ils n'ont pas la télévision, leurs jeunes n'ont pas le droit de rentrer dans les autres maisons. Même quand mes enfants étaient petits... petits, mes deux gars ils ont joué un peu avec les hassidiques sur le trottoir. Mais leurs enfants, ils avaient jamais le droit de rentrer dans la maison ici, parce que je pourrai leur offrir à boire un jus qui n'est pas casher, ou un biscuit qui n'est pas casher ! L'enfant n'aurait pas su comment le refuser tu sais... ».

Donc ils mettent vraiment des barrières, ils vivent dans une bulle. Et puis, ils connaissent rien de notre vie, de la vie de la société, normale. Dite normale. J pense que ... quand on parle avec eux, on a l'impression qu'eux ils font les choses très bien. Et que tous les maux de la société proviennent des Autres ».

Les temporalités de vie sont différentes, les lieux de consommation aussi. Laurent m'explique par exemple que les deux groupes n'ont ni les mêmes pratiques, ni les mêmes habitudes et modes de vie (entretien, 5 juillet 2012) :

« Pour les commerces, ils sont complètement différents. Mais on peut y aller : certains sont intéressants. Par exemple, au coin de Parc et Saint-Viateur, il y a un supermarché qu'on peut “visiter” ».

---

<sup>69</sup> S'énerver.

<sup>70</sup> Rima Elkouri, « La vie secrète des hassidim », 21 septembre 2008, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/rima-elkouri/200809/21/01-21978-la-vie-secrete-des-hassidim.php>, site consulté le 23 mai 2014.

Les commerces juifs hassidiques sont presque exclusivement fréquentés par cette communauté, à l'inverse des commerces italiens, asiatiques ou portugais dans les autres secteurs du boulevard Saint-Laurent, largement ouverts aux membres d'autres groupes ethnoculturels. De la même manière, Denise montre cette dissociation forte, tout en soulignant une possibilité d'ouverture (entretien, 16 juillet 2012) :

« Moi j'avais te dire, j'ai jamais été dans leurs supermarchés. Ils ont un supermarché sur l'avenue du Parc. Je suis jamais rentrée là dedans. J'ai toujours entendue dire que comme c'est casher, c'est un peu plus cher. Donc au départ, ça ne m'intéresse pas ! J'vois pas pourquoi j'irais acheter plus cher pour que ce soit casher ! Et on en voit de temps en temps dans nos supermarchés, mais pas beaucoup. Mais ils viennent un peu dans les supermarchés du quartier... Ils sont peut-être pas fous, hein ! Parce qu'ils sont pas si riches... ».

Si les échanges sont extrêmement restreints – ce qui est recherché par la communauté, dans une stratégie de défense et de survie par rapport à la société extérieure -, des contacts réduits existent pourtant : ceux qui habitent depuis longtemps dans le quartier évoquent un « bonjour » ou quelques phrases sur la météo. Les hommes non hassidiques semblent mettre plus de distance que les femmes qui ont d'ailleurs créé un « comité hassidiques – non hassidiques » pour discuter.

Ces contacts seraient pourtant plus importants au sein du Mile End qu'à Outremont, ou du moins plus pacifiés : ces récits vont dans le sens de la représentation du Mile End comme quartier cosmopolite et ouvert. Le débat des accommodements raisonnables<sup>71</sup> sur la question de l'*erouv* et de l'appropriation de l'espace public a été très tendu dans l'ancienne municipalité d'Outremont, bien plus que dans le Mile End, comme le souligne Denise (entretien, 16 juillet 2012) :

« Là, on n'en parle plus du tout, du tout, du tout... mais quand ils l'ont fait, ça avait fait beaucoup de bruit, ils avaient fait tout autour d'un grand nombre de rues d'Outremont ; et puis aussi du Mile End, mais dans le Mile End on a laissé faire, ça nous a pas dérangé. Mais à Outremont, ces fêrus francophones, ils ont dit : c'est pas vrai, ça veut dire que c'est un espace : on nous vole notre espace, on n'est pas dans un espace juif... c'était toute une controverse là. Parce que tout à coup, ils se sentaient plus chez eux parce que les Juifs avaient décidé qu'ils cernaient avec ce fil que personne ne voit et qui dérange personne ; c'est plutôt symbolique tu sais... mais les Outremontais là ils s'étaient opposés à ça. Ça avait fait beaucoup de bruit, je pense que ça avait été à l'hôtel de ville. C'était toute une aventure. Mais pas du côté du Mile End ».

L'ancienne municipalité d'Outremont est décrite comme extrêmement différente du Plateau Mont-Royal dès les années 1980, en raison des valeurs prônées par la population résidente (francophones bourgeois à Outremont et « intello de gauche » sur le Plateau<sup>72</sup>). Ainsi,

---

<sup>71</sup> Cf. supra. Chapitre 1. *De la loi 101 à la charte des valeurs : la ville de Montréal, laboratoire des politiques interculturelles ?*, pp. 92-97.

<sup>72</sup> Paré Jean, « Avez-vous le goût de Montréal ? », décembre 1981, *L'Actualité*, cité par Benali, 2007 : 212.

selon Denise, la différence de cohabitation entre les deux quartiers est due à la forte présence d'une communauté canadienne-française à Outremont (entretien, 16 juillet 2012) :

« C'était resté encore un peu comme ça maintenant : que y'a une grosse concentration de canadiens-français, et puis entre guillemets, dits "de souche". Et à côté, t'as la communauté hassidique, qui aujourd'hui représente à peu près 20% de la communauté d'Outremont. Et ça faisait des heurts entre les deux, parce que ça faisait un bloc fort là de canadiens français, séparatistes, tout ce que tu veux, versus la communauté hassidique. Alors les heurts étaient fréquents. Tandis que du côté du Mile End, on n'a pas ce bloc de québécois francophones, c'est un mélange de toutes les cultures, donc on est ouvert plus facilement aux Autres. Donc c'est pour ça qu'il y a moins de heurts avec les hassidiques ».

Le roman *Hadassa* (Beaudoin, 2006) met aussi en scène cette différence de représentation entre Outremont et le Mile End. Le roman évoque la rencontre entre une femme juive et un commerçant d'origine polonaise habitant dans le Mile End. Le roman souligne à la fois les frontières, les points de passage, les espaces de rencontres, comme certains commerces, sortes de lieux de convergences, bref la « géographie du cosmopolitisme ». Pour Jean Rémy (1998), le cosmopolitisme n'est pas seulement affaire d'ouverture personnelle, il « réussit dans la mesure où se perçoit combien chacun contribue à sa manière au dynamisme de l'ensemble », c'est-à-dire dans une construction d'une identité locale, ici du quartier du Mile End. L'avenue du Parc est par exemple toujours décrite comme « la frontière », mais certains membres de la communauté hassidique s'aventurent rue Saint-Viateur dans le Mile-End et inversement. Les commerces de la rue Saint-Viateur constituent justement des points de rencontre et le boulevard Saint-Laurent, la porte d'entrée dans le quartier :

« Sur l'automne de l'île, il y avait Outremont. Quartier des maisons d'étude où entraient et sortaient chapeaux noirs et redingotes. Jardins avec vues sur les squares, perruques et bas chair déplaçant des landaus. Rues aérées, colonisées par les centaines d'enfants en uniforme qui parlaient une autre langue. Sur l'automne de l'île, il y avait aussi, à l'est de l'avenue du Parc qui se prenait pour une frontière, un autre quartier, où francophones, allophones, immigrants, commerçants, chômeurs, étudiants et artistes étaient logés dans des triplex en rangée mal insonorisés. C'était dans cette partie de la ville nommée le Mile End, que s'écrivait une autre histoire d'amour ».

Myriam Beaudoin, 2006, *Hadassa*, p. 20

Le roman de Myriam Beaudoin perpétue l'image du Mile End comme quartier cosmopolite et ouvert. Mais certaines tensions émergent parfois entre la communauté hassidique et le reste des habitants. Un des conseillers d'arrondissement du Plateau constate des « conflits de valeurs entre des valeurs culturelles différentes entre cette communauté et la communauté francophone, laïque, féministe, fervent nationaliste, enfants de la Révolution tranquille qui ont vu certaines rues du Mile End se transformer » (entretien, 23 août 2012). Ces différences tiennent notamment à l'organisation patriarcale de la communauté hassidique, l'origine souvent new-yorkaise des maris, d'où une non-maitrise de la langue française par des hommes anglophones. Selon lui, ces conflits de valeurs sont récurrents, et éclatent tous les deux-trois ans. Dans les

discours, reste présente la distinction forte entre « eux » et « nous ». En témoignent en 2006 les débats autour des demandes de la communauté au YMCA<sup>73</sup>, le centre sportif de l'avenue du Parc, afin de cacher les femmes à la vue des enfants de l'école juive orthodoxe d'en face<sup>74</sup>. Certains demandaient l'apposition d'une pellicule noire permanente ou de stores temporaires. Comme l'explique cette membre du Conseil du YMCA, qui se remémore une de ses conversations avec une résidente hassidique du quartier (entretien, 16 juillet 2012) :

« J'lui dit : “à quoi le Y [YMCA] pourrait vous aider. Dans quels domaines ?”. Elle me dit : “ha, ça serait bien que nos enfants puissent aller à la piscine” mais avec leurs règles strictes vestimentaires, la piscine... Quand tu rentres dans le bâtiment du Y, il y a une espèce de hall, il y a une piscine qui est au sous-sol mais avec des grandes vitres. Alors tu peux aller te balader et puis regarder les gens qui sont dans la piscine. Il y a des vitres aussi sur l'avenue du Parc. Et puis j'lui dis : “mais ça, si vous refusez qu'on vous voit, c'est quasiment impossible”. Elle me dit : “dans d'autres Y, ça se fait : il suffirait qu'on mette des stores”... Mais ça, c'est pas dans la philosophie du Y, de cacher les femmes. C'est pas dans nos valeurs à nous. »

D'autres tensions sont liées à l'emplacement des lieux de culte sur les rues résidentielles et à leur expansion<sup>75</sup>. Denise, qui réside sur la rue Jeane-Mance me raconte ainsi l'histoire de l'extension de la synagogue en face de chez elle et les tensions afférentes (entretien, 16 juillet 2012) :

« Quand on est arrivé dans la rue en 78, cette synagogue avait deux maisons. Et dans les années 90, en 90 je crois, ils se sont arrangés pour pouvoir acheter la maison d'à côté. Et ils se sont arrangés de manière un p'tit peu “croche” comme on dit ici. Bon, ils ont offert un bon prix, le jeune couple portugais qui habitaient là, c'était nos amis. Ils se sont laissés avoir par le montant qui était offert et ils ont vendu la maison. Tout en disant : “ben j'espère bien que c'est pas pour agrandir la synagogue”. “Non, non, non, c'est pour mettre mon grand-père qui sera, comme ça, à côté de la synagogue”.

Mais à peine ils avaient signé devant le notaire qu'ils demandaient à la Ville un permis d'extension. Et à cette époque, on était plusieurs dans cette section de rue, plusieurs d'une autre communauté, nous les Autres à ... on s'est parlé, puis on s'est rassemblé, puis on a eu des réunions avec eux. Pour dire “Ecoutez, nous on n'est pas antisémites, mais on n'a pas vraiment envie que une maison résidentielle... ici, c'est une rue résidentielle. Et on ne veut pas perdre nos lieux de résidence pour des lieux publics”. Alors ça a été intéressant parce qu'il y a eu des réunions autour de cette table, il y a eu des réunions à la synagogue chez le rabbin. Mais le côté positif de ça, c'est qu'on s'est mieux connu. On a appris à savoir un peu plus qui est l'Autre. Et après qu'il y ait eu ce passage là où ils ont réussi. Parce que malgré nos récriminations, malgré qu'on ait fait opposition à la Ville, la Ville leur a donné le permis d'extension. Avec une condition, c'est que pendant dix ans, ils demandaient rien d'autre.

Alors dix ans plus tard, en 2000, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont été chercher la maison suivante ! Et ils ont réussi. Et la propriétaire, c'était pourtant une juive, mais une juive régulière, pas une juive hassidique. Et qui ne les aimait pas du tout. Et elle ne voulait pas leur vendre, absolument pas. Et pour finir, elle a quand même vendu parce que eux ont été vraiment incorrects. Ils l'ont harcelé avec des bruits de ventilateur qui vibraient dans son mur et tout... elle

---

<sup>73</sup> Les Young Men's Christian Associations (YMCA), sont des organismes canadiens qui offrent programmes sportifs, loisirs, services de garderie et de formation professionnelle.

<sup>74</sup> Après l'installation en 2006 de vitres givrées (la congrégation Yetev Lev en avait assumé les coûts) le YMCA a décidé en 2007 de placer des stores sur les fenêtres qui donnent sur une école juive orthodoxe.

<sup>75</sup> Ces tensions étaient déjà apparues à Outremont dans les années 1980 (Herman, 2003).



devenait folle, là, tu sais, elle avait 80 ans. Donc elle a fini par vendre, mais elle ne voulait pas leur vendre à eux. Alors elle a vendu à un monsieur qui avait un nom portugais.

Mais à l'époque, on pouvait suivre toutes les transactions dans un site de la Communauté urbaine de Montréal. Et j'avais vu que le même jour, la maison avait passé de Madame Klein à monsieur Santos. Et de monsieur Santos à un Mordecai. La même journée ! Ça veut dire que probablement, il y avait un arrangement avec le Santos. Donc dans la même journée, et chez le même notaire, la madame Klein elle a du sortir par un côté et puis ils ont fait rentrer l'autre par l'autre côté. Et voilà, la maison a passé de l'un à l'autre.

Bref, ça nous a un peu attristé de voir que la Ville ne voulait pas entendre ce qu'on disait. La deuxième fois, on avait été dix-sept personnes à avoir été prendre le micro à l'hôtel de ville pour dire : "Écoutez, on n'est pas antisémites, parce que si on était antisémites..." la majorité des dix-sept on était des propriétaires. Donc tu sais, on n'aurait pas acheté une maison sur la rue Jeanne-Mance ! On pouvait aller sur Esplanade, sur Waverly, une ou deux rues plus loin et yen avait plus ! Alors bon, pour nous, c'était la preuve qu'on pouvait donner qu'on n'était pas antisémites. Bref, ils ont eu cette maison.

Mais, depuis cette époque de ces deux extensions de synagogues, ils nous connaissent mieux, nous aussi on les connaît mieux. Puis ils nous respectent un peu plus. Parce que par exemple, maintenant ils le font un p'tit peu moins. Mais pendant plusieurs années, après qu'on ait eu ces réunions, ils venaient sonner à la porte ici. Pour nous dire : "Écoutez, samedi prochain, il y a le grand rabbin de New York qui monte, il va y avoir beaucoup de monde dans la rue, on s'excuse d'avance. Pouvez vous prévenir vos voisins ?" Ou bien ils mettaient des papiers dans la boîte aux lettres. Ils avaient pris conscience qu'on existait. »

Ces exemples de tensions relatives à la présence ou à l'agrandissement de synagogues sont communs au quartier (Gagnon, 2012) : elles entraîneraient diverses « nuisances » (bruit, augmentation du passage, problème de stationnement, dévalorisation de la valeur foncière, etc.). Comme l'indique Denise à la fin du récit autour de l'extension de la synagogue, ces tensions sont aussi un instrument d'amélioration des échanges entre les deux communautés, avec la création d'un « comité hassidiques-non-hassidiques » (entretien, 16 juillet 2012) :

« Le 24 juin, y'a eu la journée des bons voisins sur Saint-Viateur. Il y avait une table avec un groupe de la rue Hutchison : des gens biens, des voisines qui ont formé un p'tit comité de hassidiques et non-hassidiques. Et au mois de mai, je pense, ils avaient fait un après-midi à la bibliothèque du Mile End, ils avaient invité (nous on avait reçu un papier dans la boîte aux lettres) ils avaient invité les gens de l'entourage à venir à une rencontre hassidiques-non hassidiques. Puis moi j'y étais allée parce que ça m'intéressait. Et c'est vrai que ça avait été très intéressant, tu sais. Ils nous ont un peu raconté leur vie, ce qu'ils faisaient et tout. Et c'est là que j'avais connu une ou deux de ces femmes juives, qui habitent pas ici, elles habitent sur la rue Hutchison. »

Le cosmopolitisme « ne peut être une manière de gommer le conflictuel. Il s'agit au contraire de trouver un mode de régulation des tensions dans une perspective innovatrice » (Rémy, 1998 : 105). Ainsi, la présence de tensions ou de débats constitue l'occasion de créer des liens entre les communautés. Ces initiatives confortent d'ailleurs les récits de convivialité et d'échanges qui caractériseraient le Mile End. La co-présence de diverses communautés engendre des rapports variés, allant de la conflictualité à l'évitement, en passant par des « compromis de coexistence en milieu urbain » (Grafmeyer, 1999). On retrouve donc le cosmopolitisme au sein des discours habitants et des récits de fiction pour décrire la situation multiculturelle du Mile End ou, plutôt, pour évoquer les rapports entre les différentes communautés, dont les Hassidim. Cette

construction narrative autour de la coprésence devenue cosmopolitisme est pourtant paradoxale au vu de la séparation forte entre Hassidim et non-hassidim. Si ce cosmopolitisme est vu positivement pour ce qui est de la diversité ethnique ou religieuse, il devient menace lorsqu'il s'agit de l'usage de la langue anglaise dans ce quartier, pourtant historiquement anglophone.

### 7.3.3. Craintes autour de la langue française et de ceux venus de « l'extérieur »

La communauté hassidique est souvent convoquée comme un des facteurs de l'anglicisation du quartier, du fait de leur usage quasi-exclusif du yiddish et de l'anglais, de leurs écoles séparées et de leurs réseaux essentiellement nord-américains. Denise rapporte ainsi une des conversations qu'elle a eue avec une femme hassidique du quartier à propos de la langue française (entretien, 16 juillet 2012) :

« Puis là, après on reparlait du fait qu'ils parlaient pas souvent le français. Et puis elle dit : "regarde, on n'a pas besoin du français, on arrive bien à communiquer" et elle me parle en anglais. Étant tellement dans leur bulle, là, ils ne réalisent absolument pas toute l'esprit, le problème du Québec, qui est un petit îlot dans une mer anglophone en Amérique du Nord et qui a besoin de lutter pour préserver sa langue et sa culture. Ça, ils ne le réalisent pas, parce qu'ils vivent trop en vase clos alors ils sont... c'est pas qu'ils sont pas d'accord avec ça, ils ne le réalisent pas ! Elle dit : "mais non, il n'y a pas de problème ! Ici, on arrive toujours à communiquer en anglais avec les gens, il n'y a pas besoin de faire plus, donc il n'y a pas de problème !" ».

L'anglicisation du quartier est toujours ramenée au contexte provincial de l'emploi de la langue française<sup>76</sup>. La presse dénonce également cette ignorance de la langue française de la part de certains habitants du Mile End, notamment des anglophones du reste du Canada venus habiter dans le Mile End<sup>77</sup>, les décrivant comme des *hipsters*, un terme repris par les résidents et les non résidents. Ce terme, apparu dans les années 1940 et dont la signification a évolué, est très prégnant dans les médias depuis les années 2000 (Stahl, 2010). L'expression désigne, pour ceux qui ont employé le terme durant les entretiens, des jeunes gens souvent anglophones et très branchés, portant beaucoup d'attention à leur apparence (habillement et coupe de cheveux). Les médias l'appliquent au quartier tout entier<sup>78</sup> et à une certaine scène musicale indépendante puisque le Mile End a vu naître plusieurs groupes de rock indépendants désormais célèbres

---

<sup>76</sup> Cf. supra. Chapitre 1. *De la loi 101 à la charte des valeurs : la ville de Montréal, laboratoire des politiques interculturelles ?*, pp. 92-97.

<sup>77</sup> Émilie Dubreuil, « Sorry, I don't speak french ! », 16 mars 2009, *Urbania*, <http://urbania.ca/canaux/chroniques/76/sorry-i-dont-speak-french/>, site consulté le 24 juin 2014.

<sup>78</sup> Peter Johansen, « A day in Canada's "hipster capital" », 03 26. 2014, *The Ottawa Citizen*, <http://www.montrealgazette.com/travel/Canada+hipster+capital/9686321/story.html>, site consulté le 3 juin 2014.

(Arcade Fire, Wolf Parade, The Bersnard Lakes)<sup>79</sup> dans des lieux de diffusion sur le boulevard (Sala Rossa et la Casa del Popolo). Des lieux deviennent maintenant *hipsters*, dans le Mile End, notamment sur le boulevard, comme des magasins de vêtements pour hommes (les Étoffes ou Citizen Vintage<sup>80</sup>), des cafés (le Cagibi, en face d'Ubisoft), mais aussi des restaurants (le Sparrow, le Lawrence, Mais<sup>81</sup>, ou encore le Café Sardine, sur la rue Fairmount<sup>82</sup>). Les *hipsters* dans leurs liens à la marchandisation et à la mode, sont souvent vus à rebours de la recherche d'authenticité (Woodhouse, 2013). Surtout, comme ils tendent à devenir toujours plus nombreux dans le quartier, ils cristallisent les angoisses concernant la langue. « *For some, the inevitable trajectory of gentrification, moving from proletariat to immigrant to bohemian to bourgeois-bohemian, lurks not far beyond the figure of the hipster. Mile-End has played host to a range of communities (Jewish, Greek, Italian), but the hipster is read symptomatically of a new Mile-End, signalling a certain decline*<sup>83</sup> » (Stahl, 2010 : 326). Loin d'être seulement un «Autre» à la manière des communautés immigrantes constitutives du Mile End, il est un anglophone, venant du « *Rest of Canada* » ce qui fait rejouer la fracture provinciale.

Si tous les témoignages convergent, les prises de position varient selon l'ancienneté de l'installation et le rapport à la langue, avec qui plus est les précautions d'usage. Tous sacrifient d'abord à l'évocation du renouveau du quartier avec la présence culturelle, la mention du « code postal le plus créatif au Canada » et la renommée de la scène musicale. Samir, originaire du Maroc et habitant du Mile End depuis douze ans, voit le Mile End comme un « quartier bobo anglophone », avec des lieux « typiquement montréalais », comme le Cagibi, la Casa del Popolo ou encore le restaurant vegan sur le boulevard (entretien, 30 avril 2012). Cet étudiant de l'Université du Québec à Montréal y apprécie tout particulièrement la richesse de la « scène artistique *underground*, surtout anglophone, au niveau du *spoken world* notamment » (chanson, musique, poésie). Il évoque une de ses connaissances, une artiste de Calgary, qui aurait bénéficié de subventions étatiques importantes en Alberta, mais qui a fait le choix du quartier « pour

---

<sup>79</sup> Simon Coutu, « La vague "hipster" déferle à Montréal », 24 mai 2012, *L'actualité*, <http://www.lactualite.com/culture/la-vague-hipster-deferle-a-montreal/>, site consulté le 3 juin 2014

<sup>80</sup> Alexandra Nadeau Lessard, « L'ABC du Hipster, Nos meilleures adresses du Mile-End », 21 novembre 2012, *Canoe*, <http://fr.canoe.ca/hommes/style/archives/2012/11/20121121-132156.html>, site consulté le 3 juin 2014.

<sup>81</sup> Marie-Claude Lortie, « Mais : le taco nouveau dans le Mile End », 25 janvier 2013, *La Presse*, <http://www.lapresse.ca/vivre/gourmand/restaurants/201301/25/01-4614942-mais-le-taco-nouveau-dans-le-mile-end.php>, site consulté le 3 juin 2014.

<sup>82</sup> « Les meilleurs hipster spots à Montréal », 9 avril 2012, *Nightlife.ca*, <http://www.nightlife.ca/2012/04/09/les-meilleurs-hipster-spots-en-ville>, site consulté le 3 juin 2014.

<sup>83</sup> « Pour certains, le processus inévitable de gentrification, depuis le prolétariat aux bourgeois-bohémiens en passant par les immigrants et les bohémiens, se cache non loin derrière la figure du hipster. Le Mile End a accueilli plusieurs communautés (juive, grecque, italienne), mais le hipster est vu de manière symptomatique comme d'un nouveau Mile End et signalant un certain déclin ».

l'ambiance, qui lui permet d'être plus créative ». Marie-Christine et Jean-Luc, le couple habitant sur la rue Van Horne, affirment « avec certitude » que le quartier est de plus en plus anglophone (entretien, 25 juillet 2013):

« Lui : j pense qu'ils sont bilingues, mais ils parlent beaucoup plus anglais que...

Elle : mais je pense que les jeunes anglophones plutôt artistes, plutôt un peu différents, tranquillement se rejoignent là. On n'avait pas ça avant, on n'avait pas ça avant dans le Mile End. C'est plus les jeunes. Un peu comme les jeunes Francophones ont pris d'assaut le Plateau, les jeunes Anglophones ont pris d'assaut le Mile End.

Lui : Souvent au Dieux du Ciel [un bar à bière sur la rue Laurier], il m'accoste en anglais le serveur. Avant, ça ne m'arrivait jamais ! Jamais, jamais. Quand on y va, on est les seuls francophones !

Elle : Par contre, si on remonte à plus loin, probablement que c'était ça, parce que c'était le Saint-Laurent qui séparait le côté francophone / anglophone. On est du côté ouest là. Et puis ça a un nom anglais, Mile End. Et puis les juifs hassidiques parlent anglais en général. (...) Notre voisin anglophone, tu vois, il vient du Canada anglais. Il ne vient pas du Québec.

Lui : J pense pas. Comment ça il y a tellement d'Anglophones d'un seul coup ? Donc à mon avis, il doit avoir une immigration, c'est sûr : du Canada, des jeunes étudiants de McGill, tout ça, qui remontent dans le Mile End, parce que c'est recherché. Donc à mon avis c'est ça ».

La notion de cycle de vie des quartiers se retrouve dans ces témoignages qui mettent en parallèle Mile End et Plateau Royal dans les années 80 et 90 : si les évolutions sont analysées en termes de genrification et d'immigration le questionnement sur les équilibres entre Francophones et Anglophones n'en finit pas de ressurgir. Marc, habitant du Plateau depuis les années 1980, artiste bilingue et écrivain, évoque cette arrivée de francophones, mais aussi d'anglophones du reste du Canada (entretien, 31 août 2012) :

« Quand je suis arrivé sur le Plateau Mont-Royal, j'ai même eu quelques appartements sur Saint-Laurent. Mais là, je suis sur Clark depuis quatorze ans, donc un coin de rue de Saint-Laurent. C'était ... chaque deux appartements étaient vides, deux commerces sur trois étaient vides, à louer partout.

En 1991, il y avait un référendum sur une nouvelle entente constitutionnelle entre le Québec et le Canada. Ça n'a pas marché. Après ça, il y avait une grosse récession, mondiale, entre 91 et 92, donc il y avait très peu d'emplois à Montréal. Et là, on a tardé de sortir de cette récession par rapport à d'autres villes, comme New York ou Toronto parce qu'on avait un référendum en 95, donc il y avait la grosse instabilité politique. Donc personne ne construisait des bâtiments, personne ne commençait des business parce que tout le monde attendait de voir est-ce que le Québec va quitter le Canada ou non ? Et finalement, nous les jeunes, arrivant dans la vingtaine sur le Plateau, c'était comme un paradis parce que les appartements : tu pouvais partager pour cent piastres<sup>84</sup> par mois avec deux-trois amis une belle grosse appartement. Et là, le mot s'est passé, les gens venaient de toutes les régions de Québec pour habiter dans le Plateau, les gens venaient de Toronto, Vancouver, Victoria, Halifax, Winnipeg aussi. Si t'étais artiste, tu savais qu'il y avait beaucoup d'artistes, de vie, de culture, de salles de spectacles, des lofts illégaux. En fait, la plupart des salles de spectacles à l'époque, c'était dans des lofts et des appartements, c'était pas vraiment dans des vrais clubs, c'était plutôt underground. Et c'était vraiment... tu pouvais vivre sur 3 ou 400 piastres par mois. C'était la place au Canada où les artistes pouvaient vivre. Vraiment pas cher donc ça a vraiment attiré beaucoup de monde ».

---

<sup>84</sup> pour cent dollars.

Dans ce contexte d'une représentation d'arrivées massives de « créatifs » plutôt anglophones, des crispations se lisent, comme chez Cédric, un commerçant du boulevard (entretien, 27 septembre 2012) :

« Avant, j'habitais dans le Vieux Montréal. Maintenant, j'habite depuis deux ans dans le Mile End : j'habite proche de Villeneuve et Hôtel-de-ville. Donc sur le Plateau, mais Est : à l'est de Saint-Laurent. Maintenant, j'entends parler anglais vraiment beaucoup. J'avais jamais vu ça avant. Ça, c'est justement l'immigration de l'ouest qui est assez nouvelle ».

D'autres ont un discours plus extrême. Nicolas rappelle combien les anglophones ont un statut social et économique plus élevé – image forte lors de la Révolution tranquille – et craint tout bonnement l'éviction des francophones (entretien, 12 août 2012) :

« C'est sûr que là ça change. C'est un quartier qui s'anglicise beaucoup. J'veux pas être raciste ou paraître... mais y'a une problématique de la langue, de la préservation de la langue au Québec et Montréal est vraiment plus touchée que les autres régions. Puis le Mile End est le quartier le plus névralgique en ce moment. On le voit sur les poteaux où les gens mettent des affiches, parce que nous, le Comité des citoyens du Mile End, on met des affiches en français. Mais trois affiches sur quatre sont en anglais uniquement ! Donc c'est pas... loi / pas de loi, c'est pas ça l'idée... et puis on entend parler de plus en plus l'anglais un p'tit peu partout.

Puis quelqu'un qui va acheter une maison dans le Mile End, ça sera plus un francophone avec une p'tite famille, avec un salaire moyen. Va falloir que ce soit quelqu'un qui arrive de Toronto, de Calgary, de Vancouver ou qui a beaucoup d'argent et qui veut acheter une maison dans le Mile End parce qu'il a entendu parler du Mile End... mais les maisons se vendent une fortune maintenant. C'est difficile de venir vivre ici et donc ça change. Bon, il y a le côté que ça s'anglicise beaucoup mais... les anglophones au Québec ont plus de sous ou ont plus accès à de l'argent. L'université McGill est plus riche que les deux autres universités ensemble... donc eux ils peuvent se permettre... Maintenant, les francophones... ».

Le discours de Nicolas illustre également la crainte de menaces contre le patrimoine montréalais de la part des « Autres », anglophones du reste du Canada. Il est ainsi question d'une altérité anglophone problématique, souvent liée aux autres Canadiens ou aux anglophones des autres quartiers qui viendraient se promener dans le Mile End. Jeanne avance cette hypothèse lorsque je l'interroge sur une éventuelle anglicisation du Mile End en fonction de son ressenti dans sa pratique du quartier (entretien, 3 mai 2013) :

« J'sais pas comment me positionner là dessus. (...) J'trouve que c'est vraiment une question intéressante et puis j'ai pas envie de dire juste : « ah oui, ça s'anglicise » parce que j'suis pas sûre que c'est si vrai que ça. Franchement là, j'ai des doutes. Et puis, je sais pas si c'est des gens qui habitent qui sont plus anglophones, ou si c'est des gens qui visitent qui sont plus anglophones, je sais pas si c'est une tendance générale à Montréal, Québec...

Mais en même temps, si on recule un p'tit peu là, dans les années 60-70 là, c'était pas mal plus anglophone que ça. Tu sais, les communautés immigrantes première génération, c'était l'anglais qu'ils parlaient entre eux : un mauvais anglais là, mais un anglais quand même ! Il y avait tout. Il y a beaucoup de bilingues de Mile-End et puis... J'serai pas radicale là dessus. Vraiment là... C'est très multiethnique. Faut pas reprocher aux immigrants de parler l'anglais. Faut créer des structures pour qu'ils parlent français... (...) Je pense que le Mile-End se gentrifie, il y a plus de monde qui ont de l'argent qui viennent... et qui viennent se promener là et il y a des gens du West Island qui viennent se promener là et qui sont anglophones, mais à savoir s'ils habitent là, je pense pas. On entend plus parler anglais sur les terrasses ».

Si les communautés culturelles sont elles aussi englobées dans les non francophones, elles s'insèrent toutefois dans le récit historique du quartier. Ce rapport paradoxal aux immigrés, aux communautés culturelles et à la langue anglaise renvoie aux tensions entre cosmopolitisme et projet national québécois<sup>85</sup>. Enfin, cette méfiance par rapport à la montée de la langue anglaise se retrouve surtout chez ceux qui sont nés au Québec ou qui y habitent depuis plus d'une dizaine d'années. De même, les Français sont beaucoup moins sensibles à cette question de la langue et intègrent plutôt la présence de la langue anglaise au cosmopolitisme définissant le quartier, à la manière de Jeanne (entretien, 3 mai 2013) :

« Ça veut pas forcément dire que le Mile End est plus anglophone. Y'a plus de Français, ça c'est clair ! Avec Ubisoft là. Et puis y'a aussi toute la scène musicale du Mile End qui fait que oui, y'a beaucoup d'anglophones du reste du Canada qui viennent là, qui repartent, qui viennent et qui repartent. Et ils parlent anglais. On va pas les fusiller sur place là ! Non, c'est vivant là, j'veux dire c'est sûr que c'est mieux que les gens peuvent comprendre le français, peuvent communiquer entre eux. Parce que Je peux parler anglais à un anglophone, ça ne veut pas dire pour ça que je suis en train d'abdiquer mon identité. Mais en tout cas... Mais c'est ça, il y a la scène musicale aussi qui est là depuis longtemps, qui a contribué à construire la réputation du Mile End ».

Ce propos qui lie cosmopolitisme et dynamisme culturel est très ancré chez les Français : ainsi cet article d'une « Française à Montréal » qui assimile le quartier à un espace suscitant la création cosmopolite :

« Le Mile-End est un bouillon de culture. Un joyeux mélange de langues oscillant entre l'anglais, le français, l'italien, l'hébreu... Un concentré de styles étonnants et Bohème. Hipsters, geeks, amateurs de café à l'italienne ou à la montréalaise, jeunes entrepreneurs, artistes en tout genre et juifs hassidiques s'entremêlent avec gaieté et pacifisme dans ce quadrilatère prisé<sup>86</sup> ».

Coexistent ainsi deux discours contradictoires dans les récits habitants : d'un côté, la fierté d'attirer au-delà du Québec et une grande ouverture à l'altérité, de l'autre, le repli sur le quartier et la peur de son anglicisation par des personnes considérées comme extérieures. La plupart des habitants, nouveaux ou anciens, assimilent d'ailleurs le quartier à une « communauté » (Hillery, 1955). À Montréal, le terme est utilisé au sens anglo-saxon, c'est-à-dire connoté positivement : il renvoie à des personnes habitant le même quartier, partageant des liens et interagissant les uns avec les autres. Dans le cas du Mile End, la caractéristique spatiale de la communauté est toujours soulignée alors qu'elle ne constitue pas une condition sine qua non dans d'autres emplois du terme (Bertrand, Ouallet, 2002) : il s'agit bien des relations de voisinage au sein du quartier, des actions communautaires, des actions tournées vers la communauté, c'est-à-dire du quartier du Mile End. Parallèlement, le terme revient toujours pour qualifier les

---

<sup>85</sup> Cf. supra. Chapitre 1. 1.3.2. Les politiques provinciales de gestion de la diversité, pp. 89-97.

<sup>86</sup> Laure Juilliard, « Nos 6 adresses mode sur Saint-Laurent dans le Mile-End », 08 octobre 2013, StyleList Québec, <http://www.stylelistquebec.ca/2013/10/08/nos-6-adresses-mode-sur-saint-laurent-dans-le-mile-end/>, site consulté le 24 juin 2014.

différents groupes nationaux, ethniques ou religieux : la communauté hassidique, portugaise, francophone, lesbienne, etc. Mais contrairement au contexte français où le terme revêt un sens négatif par amalgame avec l'idée de communautarisme, le terme de communauté n'est pas utilisé dans un sens où il y aurait une séparation forte entre elles. Ce sont plutôt leurs coprésences qui créent le cosmopolitisme du Mile End.

Le boulevard dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal connaît un processus de gentrification résidentielle et commerciale. Le parcours de Louis est symptomatique des rapports ambigus des gentrificateurs au cosmopolitisme. Son « travail à la fois symbolique, matériel et social de reclassement et d'appropriation [...], articulé aux initiatives des élus et des professionnels de la ville et en confrontation avec celui d'autres habitants, "fait" la gentrification » (Collet, 2012 : 15). C'est un discours sur l'authenticité, et plus globalement un discours sur le cosmopolitisme qui se construit sur le Mile End : « *the coexistence of gentrifiers and an ethnically and socio-economically diverse body of older-established residents has created a shared discourse on, and pride in, the neighbourhood's 'cosmopolitanism'*<sup>87</sup> » (Germain, Rose, 2000). L'attachement au quartier se double d'un attachement au cosmopolitisme et à la diversité du quartier. Qu'il s'agisse plutôt d'un secteur multiculturel au sens d'une juxtaposition entre communautés – notamment hassidiques et non hassidiques – importe finalement peu, puisque les récits de gentrificateurs et non-gentrificateurs construisent et diffusent l'image d'un quartier cosmopolite dans la ville, c'est-à-dire un quartier ouvert et tolérant où les échanges existent. Cette construction tend à inclure le boulevard Saint-Laurent dans le quartier du Mile End, alors qu'il en constituait une frontière : ce faisant, il redevient une possible rue de quartier dans ce secteur. Au-delà de ces convergences de discours autour de la diversité du Mile End, plusieurs gentrificateurs soulignent l'écart entre leurs discours et leurs pratiques. Dans le secteur gentrifié du Mile End, les communautés aux rythmes de vie, habitudes et valeurs différentes sont co-présentes, sans forcément développer des contacts importants. Le cosmopolitisme, vanté dans les discours, s'accommode aussi des représentations négatives de l'augmentation démographique et spatiale de la communauté hassidique. Le partage de l'espace pour faire « communauté » au sens de quartier, constitue un des enjeux centraux et des tensions apparaissent autour de la création ou l'extension de synagogues, la visibilité de la communauté –

---

<sup>87</sup> « La coexistence des gentrificateurs et de résidents plus anciennement établis et plus diversifiés socio-économiquement a créé un discours partagé de fierté sur le cosmopolitisme du quartier ».

avec l'habillement ou la question de l'*erom* – ou encore l'extension du parc résidentiel de la communauté. La question de la langue dessine également certaines limites de ce cosmopolitisme : elle réinstalle de vieux débats où l'avancée de l'anglais est dénoncée comme la confiscation du quartier par les « Autres », anglophones. À ces expériences de cohabitation au quotidien, s'ajoutent des expériences du cosmopolitisme dans des espaces-temps particuliers, qui font l'objet du chapitre suivant.





## Chapitre 8 : Le cosmopolitisme par les pieds : des expériences du boulevard

---

Ce chapitre sera l'occasion d'analyser deux formes d'expériences du boulevard et du cosmopolitisme du quotidien : la fête et la marche, notamment lors des visites urbaines. Ces expériences, à la fois individuelles et collectives, constituent des espaces-temps éphémères. Les visites urbaines sont des lieux-moments d'appropriation de l'espace de la part des promeneurs. Elles déclinent les différentes dimensions du cosmopolitisme en lien avec le boulevard : un cosmopolitisme patrimonial, une vision marchandisée de la diversité, et une ouverture personnelle à l'altérité. Ces visites invitent à la découverte du cosmopolitisme montréalais et illustrent une forme d'apprentissage pragmatique et pédestre de l'exotisme. Temps délimité, la fête définit aussi sa façon le lieu. « On entre dans les lieux de la fête et l'on en sort. La fête produit une frontière, à la fois sociale, géographique, culturelle et vécue, temporelle aussi » (Di Méo, 2001 : 10). Je me pencherai ici sur la fête nationale québécoise, espace-temps à l'intersection du cosmopolitisme et de l'appartenance à la nation québécoise<sup>88</sup>. La fête se décline dans plusieurs lieux le long du corridor des immigrants, et elle a eu lieu pendant quelques années sur la rue Saint-Viateur au cœur du Mile End. Elle permet, pendant un temps, de vivre le cosmopolitisme au quotidien. Les deux expériences de la fête et de la marche participent d'une sorte de marquage symbolique de l'espace, que Vincent Veschambre (2008) appelle un « marquage présence ». Celui-ci permet une appropriation physique de l'espace bâti, ainsi qu'une intériorisation de cet espace dans l'imaginaire des groupes en déambulation ou en fête. Le cosmopolitisme était compris comme un « mode d'habiter » dans les discours de certains gentrificateurs du Plateau. Le cosmopolitisme est ici analysé à l'échelle de l'individu, comme expérience urbaine non plus quotidienne, mais exceptionnelle. La marche est en effet un moyen de s'approprier l'espace du boulevard, ainsi qu'une attitude ou un révélateur des citadinités par le flâner, le magasiner ou le voisiner (Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007). Surtout, la marche, intriquée aux récits et en jouant sur plusieurs échelles, construit le territoire du boulevard Saint Laurent et fait affleurer des montréalités différenciées selon les secteurs.

J'expliquerai dans un premier temps comment la marche, forme de mobilité douce, « n'est pas un simple déplacement. Elle est une rencontre avec d'autres lieux, d'autres mondes,

---

<sup>88</sup> J'ai déjà évoqué certaines formes de festivités, ainsi la semaine italienne de Montréal et les fêtes religieuses Cf. supra. Chapitre 4. 4.3. La transformation des quartiers d'immigration : entre résilience et marchandisation, pp. 261-281.

d'autres gens, c'est-à-dire une mise en situation d'échanges potentiels, pouvant être un puissant facteur de reconfiguration sociale et territoriale » (Capron et al., 2005). Les visites urbaines, proposées par des organismes spécialisés et par des associations de patrimoine, constituent alors un moyen de s'approprier le cosmopolitisme dans ses dimensions multiples. J'interrogerai notamment l'événement des *Promenades de Jane (Jane's walks)*, hommage à l'héritage de Jane Jacobs. Conçues comme des parcours au sein de petits territoires d'appartenance, ces promenades promeuvent la proximité géographique, qui se décline en densité et convivialité. Jane Jacobs opposait en effet les rues et les quartiers « traditionnels » et mixtes qui permettent la marche, la rencontre et les échanges, à l'urbanisme orthodoxe moderne. Les promenades et les visites urbaines sont des occasions de faire partager son attachement affectif à un espace, de révéler le lien intime qui lie les individus aux lieux. Certains guides ou participants conçoivent ces visites comme un moment d'échange de leurs représentations, de leurs pratiques et de leurs vécus du territoire. Les visites consacrent la proximité comme qualité de vie, voire comme caractéristique nécessaire de l'urbanité, par la redécouverte d'espaces du quotidien, l'éloge du local et le retour à la rue (Charmes, 2005), dans une perspective parfois nostalgique. Elles constituent un exemple d'engagement citoyen pour mettre en valeur certains modes de vie dans des territoires urbains à échelle humaine. Elles amènent aussi à s'interroger sur l'éventuelle compensation offerte par une mobilité éphémère à la confiscation de la centralité.

J'analyserai dans un second temps l'évolution de la fête nationale : elle éclaire la transformation du quartier où le cosmopolitisme paraît s'effacer derrière les aspects artistiques et créatifs. L'exemple de la fête dans le Mile End permet en outre de revenir sur la traduction spatiale des aspects politiques et identitaires du cosmopolitisme<sup>89</sup>. Les fêtes possèdent une portée idéologique forte ainsi qu'une « valeur d'échange socio-économique tant à l'égard de l'endogroupe territorialisé qu'à l'adresse de l'altérité (groupes provenant d'autres territoires) » (Di Méo, 2001 : 1). Ainsi, les déclinaisons de la fête nationale dans le « corridor des immigrants » regroupent trois des aspects du concept de cosmopolitisme. Projet politique, elles permettent de promouvoir une image rêvée, voire une utopie de la société cosmopolite. Elles sont aussi l'occasion de promouvoir le cosmopolitisme comme marchandise, afin de vendre produits et territoires. Enfin, la fête est une déclinaison de cette « disposition d'ouverture cosmopolite » de certains citadins (Hannerz, 1990).

---

<sup>89</sup> Cf. supra. Partie I.

## 8.1. La marche : un moyen de s'appropriier le cosmopolitisme du boulevard

La marche, qu'elle soit proposée lors de *podcasts*, de guides écrits ou lors de visites urbaines, permet une approche du cosmopolitisme du corridor du boulevard. De nombreux parcours offerts par les guides et les visites montrent le visage multiculturel de Montréal, à travers le boulevard dans son ensemble ou certains de ses quartiers. Ces expériences du cosmopolitisme sont l'occasion pour les marcheurs de faire l'apprentissage du cosmopolitisme comme projet politique, comme voyage dans des quartiers ethniques et comme ouverture à l'autre. La pratique du boulevard fournit alors la somme des différents récits à travers un cosmopolitisme marché.

### 8.1.1. Podcasts et guides de Montréal : raconter le cosmopolitisme par la marche

Plusieurs initiatives autour du boulevard – performances artistiques, associatives, journalistiques ou universitaires – fondées sur la marche en ville s'attachent à retranscrire l'ambiance du boulevard pour mettre en valeur le territoire. Des parcours audio (téléchargeables sous la forme de podcast) permettent de découvrir la ville à pied, de manière solitaire. Ils font découvrir certains quartiers, des ambiances sonores et des « figures » du boulevard au travers de résidents ou de commerçants, souvent issus de l'immigration. Ces promenades sonores constituent autant de moyens de trouver des repères et au-delà, de s'approprier la ville. Elles lient de manière intime marche et narration des passés et des présents de la rue. Nous avons évoqué le projet universitaire autour de la ligne 55, « *Project 55 : A historical Audio Tour of Ethnic Communities on St-Laurent boulevard aboard Bus 55* », réalisé par deux étudiantes en master qui ont recueilli les témoignages de plusieurs membres de communautés culturelles, ainsi que celui du chauffeur du bus<sup>90</sup> (fig. 8.1.). Dans cette même volonté de rendre compte de l'ambiance du boulevard, le parcours audioguidé de la coopérative *Audiotopie*<sup>91</sup>, « Saint-Laurent. Les rues ont des oreilles », cherche à plonger son auditeur-marcheur dans les sons de la ville. On l'y invite à être attentif à la

---

<sup>90</sup> Cf. supra. Chapitre 2. 2.3.1 Des histoires de lieux et de personnes, pp. 151-154. Voir <http://montrealpostindustriel.ca/audioguide/projet-55>, site consulté le 8 juillet 2014.

<sup>91</sup> Fondé en 2008, *Audiotopie* est une coopérative composée d'architectes paysagistes, de chercheurs et de musiciens en électroacoustique. La coopérative cite le laboratoire de recherche du CRESSON pour la définition d'ambiance qu'elle utilise. *Audiotopie* conçoit des parcours audioguidés immersifs et sensoriels comme des « outils de communication et de compréhension des paysages sensoriels. C'est au citoyen qui veut redécouvrir sa ville que ces audioguides se destinent, mais le touriste y trouvera aussi son compte, tout comme le concepteur qui cherche à comprendre le vécu et les ambiances d'un lieu ». Voir Normandeau Edith, 2012, « Les Rues ont des oreilles », *Annuel du paysage 2012*, Association des Architectes Paysagistes du Québec, sur le site internet d'Audiotopie : <http://www.audiotopie.com/>, site consulté le 11 juillet 2014.

« rythmique sonore ». De la musique, des sons saturés, des paroles dans différentes langues annoncent l'arrivée sur le boulevard Saint-Laurent :

« J'reviens dans le vacarme. Y'a du trafic. J'aime ça les terrains vagues comme ça, y'a une sorte d'anarchie, on devrait rien bâtir sur ces terrains là. C'est comme une sorte de désobéissance urbaine. J'continue à descendre la *Main*. Un jour j'ai acheté un livre dans cette librairie là, sur la dérive urbaine. J'aime leur slogan "tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme". Cette friperie est pas mal aussi, un peu trash. J'aime bien cette phrase sur la vitrine: "le silence va plus vite à reculons" ».

*Audiotopie* recherche le « piéton qui sommeille en nous » dans une démarche à la fois artistique et engagée<sup>92</sup>. Le parcours donne une vision de centralité au boulevard, qui concentre trafic, bruits et activités, de la même façon qu'une image de marginalité avec ses terrains vagues ou le côté « trash » de la friperie. Le passage sur le boulevard, entre la rue Saint-Norbert et la rue Ontario, souligne la différence entre le boulevard et les espaces environnants (le carré Saint-Louis par exemple, beaucoup plus calme, où le parcours commence) et convoque cette idée de *Main Street* pour le boulevard. L'audioguide plus récent de l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent*, « La Main en 10 temps » constitue une autre « promenade auditive » où celui qui écoute est amené à marcher, à regarder et réfléchir simultanément à la profondeur historique. Dix arrêts ponctuent la marche de la station de métro Saint-Laurent jusqu'à l'avenue du Mont-Royal avec des explications sur le contexte historique, architectural ou social des lieux du boulevard (fig. 8.1).

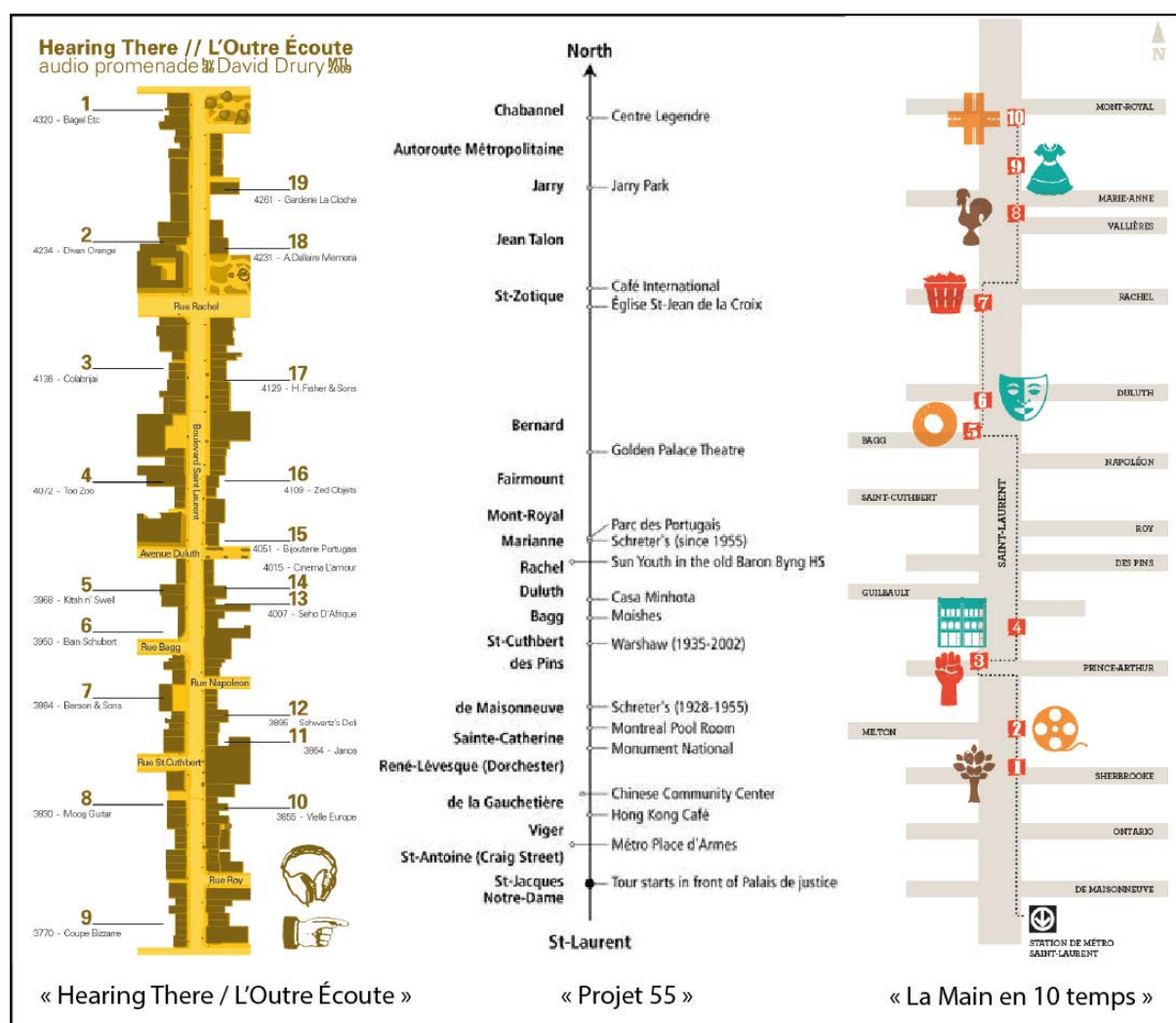
Les différents parcours centrés sur le boulevard prêtent particulièrement attention au secteur entre l'avenue des Pins et l'avenue Mont-Royal, recoupant les récits des habitants, mais aussi le territoire d'action de la SDBSL. Certains arrêts se retrouvent, des commerces comme Schwartz's ou Schreter's ou des éléments du secteur portugais, comme des repères le long du boulevard, symboles du cosmopolitisme des lieux. Ces parcours procurent des informations historiques, des témoignages, des exemples de l'ambiance sonore, au service d'une lecture poétique de la ville. Ils forment des récits du boulevard, comme espace à marcher. Michel de Certeau (1990 : 148) soulignait d'ailleurs pareille « convergence du langage et du cheminer dans un même style d'expression » :

« L'acte de marcher est au système urbain ce que l'énonciation (le *speech act*) est à la langue ou aux énoncés proférés. Au niveau le plus élémentaire, il a en effet une triple fonction "énonciative" : c'est un procès d'*appropriation* du système topographique par le piéton [...]; c'est une *réalisation* spatiale du lieu [...]; enfin il implique des *relations* entre des positions différenciées, c'est-à-dire des "contrats" pragmatiques sous la forme de mouvements [...]. La marche semble donc trouver une première définition comme espace d'énonciation ».

---

<sup>92</sup> Perras St-Jean, Gabrielle, 2009, « Audiotopie : Vers l'appropriation citoyenne d'un écoumène sonore », *Projection(s), Le Journal des Étudiants en Géographie à l'UQAM*, Numéro 2, p 13-14.

Figure 8.1. Les cartes des podcasts sur la Main avec les différents arrêts



Le parcours « Hearing There » de David Drury (évoqué au chapitre 6), celui de l'autobus 55 (évoqué au chapitre 3) et la « Main en 10 temps » par l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent*.  
 Source : [http://mainaudioguide.ca/index\\_f.html](http://mainaudioguide.ca/index_f.html), <http://vagueterain.net/journal13/david-drury/01>;  
<http://montrealpostindustriel.ca/audioguide/projet-55>; sites consultés le 14 juillet 2014

Médias plus traditionnels, les guides montréalais insistent également sur la définition du boulevard Saint-Laurent comme une artère cosmopolite propice à la marche. Le guide d'Yves Séguin (2011) *Marcher à Montréal et ses environs*<sup>93</sup> « a pour but de faire découvrir aux promeneurs les plus beaux lieux de marche à Montréal et ses environs. (...) L'accent [est mis] sur la marche en milieu urbain et sur la découverte pas à pas de la métropole à tous ceux qui aiment prendre le temps de s'imprégner d'un lieu, d'une rue, d'un quartier, d'un parc, etc. ». La première rue décrite est le boulevard Saint-Laurent :

« Marcher à Montréal est de plus en plus facile, notamment grâce aux nombreux parcs et espaces verts de la ville. Mais marcher à Montréal, le Montréal des trottoirs, de la rue, des

<sup>93</sup> Yves Séguin, 2011 (4<sup>ème</sup> édition), *Marcher à Montréal et ses environs*, Montréal, Ulysse.

boutiques, des restaurants, des cafés, des bars, le Montréal des quartiers, le Montréal pluriethnique, le Montréal culturel est-ce possible ?

Oui ! En plus, tout cela est possible en n'empruntant qu'une seule artère, le boulevard Saint-Laurent. Long de 11km, le boulevard Saint-Laurent représente un beau défi à relever pour le marcheur avide de connaître, mais surtout de sentir et de vivre cette grande métropole qu'est Montréal » (Séguin, 2011 : 30).

Cette randonnée urbaine propose des points historiques et des arrêts dans les commerces de bouche qui ponctuent le boulevard. Là encore, ce sont les mêmes lieux qui apparaissent, des lieux liés aux vagues d'immigration. De fait, la plupart des récits témoignent d'une grande cohérence. Certains tronçons du boulevard sont beaucoup plus évoqués que d'autres : ainsi, le quartier italien, les secteurs juif et portugais ou encore l'ancien *Red Light* ; à l'inverse, le boulevard dans le Vieux-Montréal ou le secteur entre la rue Saint-Viateur et la rue Beaubien sont souvent ignorés. Ces choix révèlent les valeurs symboliques ou d'usage attribuées à ces espaces par les habitants, ainsi que par les guides, journalistes ou associatifs. Hélène Laperrière (2003 : 81) dans *Promenades montréalaises*, reprend les mêmes images de colonne vertébrale, de corridor de l'immigration, de diversité au sens large :

« Le boulevard Saint-Laurent, véritable axe intérieur de colonisation, traverse plusieurs districts et arrondissements de la région Centre. Il confirme à lui seul le caractère métropolitain de Montréal, mosaïque urbaine unique en son genre. Reflet des implantations successives des diverses communautés culturelles qui lui ont, tour à tour, donné ce caractère bigarré, le boulevard Saint-Laurent est un révélateur puissant, dans son architecture même, de ce que Montréal offre de mystérieux. Des ateliers d'artistes s'y trouvent anonymement. Des commerces d'un autre âge l'émaillent ici et là. C'est le côté libertin, non achevé, qui plait au promeneur<sup>94</sup> » (p. 79).

« Remonter *la Main*, c'est entreprendre un voyage ! Du quartier chinois situé au sud jusqu'à la Petite Italie au Nord, la *Main* est un arc-en-ciel. Elle représente admirablement les différents imaginaires qui ont tour à tour façonné Montréal. Gens d'affaires et artistes y ont côtoyé et y côtoient encore les immigrants venus en vagues successives animer les quartiers centraux, du sud vers le nord » (p. 81).

Les guides insistent donc sur la découverte de la rue à pied et l'importance du « voyage » grâce aux marques des communautés culturelles. Déjà en 1993, le *Guide du Montréal ethnique*<sup>95</sup> se présentait comme un « passeport pour les communautés ethniques montréalaises en plein essor » (p. 13), avec des visites guidées proposées dans le quartier chinois, le « Montréal européen » ou encore la Petite Italie. Le guide du *Montréal multiple* (2010 : 7)<sup>96</sup> donne à lire la diversité culturelle de Montréal selon les différentes vagues d'immigration :

« Ce guide est à l'image de Montréal... et de son célèbre boulevard Saint-Laurent, sa *Main*. Il suit le courant des diverses vagues d'immigration qui ont échoué d'abord dans ce qui est aujourd'hui le Vieux-Montréal, pour remonter graduellement vers le nord et s'étendre en banlieue ».

---

<sup>94</sup> Laperrière Hélène, 2003, *Promenades montréalaises*, Montréal, Fides.

<sup>95</sup> Lazar Barry et Douglas Tamsin, 1993, *Le guide du Montréal ethnique*, Montréal, XYZ éditeurs.

<sup>96</sup> Laurence Jean-Christophe, Perreault Laura-Julie, 2010, *Guide du Montréal multiple : vivez au rythme des communautés culturelles, découvrez les mille visages de la métropole*, Montréal, Boréal.

Ces guides s'adressent aux locaux, mais aussi aux touristes<sup>97</sup>. De nombreux commerçants, à la manière de Cary, soulignent la présence des touristes qui marchent le boulevard (entretien, 1 août 2013) :

« But the tourists walk up Saint-Laurent, because they heard about Little Italy : “oh : there’s Little Italy, somewhere there”. So they go there and they go through here [le Mile End et son commerce]<sup>98</sup> ».

Ces mises en récit, à la fois informatives et sensorielles, portent autant d'attention au patrimoine matériel qu'immatériel du boulevard. L'ouvrage *Promenades littéraires à Montréal* de Monique LaRue et Jean-François Chassay propose notamment un chapitre entier centré sur le boulevard Saint-Laurent dans la section « géographie imaginaire de Montréal » :

« Dans *la Main*, la fiction se mêle à la réalité, le poncif et le stéréotype cohabitent avec le neuf et l'étonnant. « La rue St Laurent (...) donne l'impression de voyager<sup>99</sup> ».

Si ces initiatives de guides et de podcasts s'adressent à l'individu-marcheur, d'autres se veulent expériences collectives, comme les promenades et visites urbaines, où les piétons échangent en marchant : la parole accompagne et guide les pas des participants. La création de visites guidées qui lient espace et littérature rendent compte de l'importance du boulevard Saint-Laurent compris dans sa dimension multiscalaire et narrative. Les promenades urbaines littéraires sont par exemple l'occasion de découvrir l'espace des romans dans l'espace « réel » et de dénouer les liens entre espace imaginaire et espace parcouru. La visite organisée par l'organisme *Kaléidoscope*<sup>100</sup> sur le Plateau de Tremblay est une manière de broser le portrait du quartier décrit dans les *Chroniques du Plateau*. La littérature est ici utilisée comme source pour revenir sur le passé du quartier dans la première moitié du XIXe siècle. La visite se déroule à cet effet en deux temps consacrés d'abord à un historique du quartier, avec déjà quelques évocations des écrits de Michel Tremblay, puis à une entrée par les romans comme autant d'illustrations de l'analyse historique. La visite, d'une durée de deux heures et demi environ, commence au métro Laurier et se termine au Parc Lafontaine. Elle permet notamment un retour sur certains commerces évoqués dans les romans mais aujourd'hui transformés. Ainsi, l'on s'arrête au croisement de la rue Fabre et de l'avenue Mont-Royal, où un des personnages, Albertine, achète des bottines. Le parcours de la

---

<sup>97</sup> Comme le guide de Romain Renard et Caroline Delabroy, 2012, *Guide de voyage - Montréal et Québec : Itinéraires*, Casterman/Lonely Planet, collection « Itinéraires ».

<sup>98</sup> « Mais les touristes montent le boulevard Saint-Laurent, parce qu'ils ont entendu parler de la Petite Italie : “oh, il y a la Petite Italie, quelque part par là”. Alors ils vont là bas et passent par ici ».

<sup>99</sup> LaRue Monique et Chassay Jean-François, 1989, *Promenades littéraires dans Montréal*, éditions Québec/Amérique, p. 108.

<sup>100</sup> Depuis 1996, l'organisme Kaléidoscope propose des visites urbaines aux particuliers et aux groupes sur la ville de Montréal.



visite insiste aussi sur les ruelles, très présentes dans les Chroniques de Tremblay : selon les termes du guide, elles invitent à la découverte d'un monde qui « refuse de disparaître » (Visite Plateau de Tremblay, 29 juin 2012). Une autre visite urbaine prend comme appui le roman *Hadassa* de Myriam Beaudoin pour l'exploration des quartiers d'Outremont et du Mile End. La « promenade » est ici plus culturelle que littéraire. Elle fournit un prétexte pour découvrir une communauté religieuse spécifique, la communauté juive hassidique d'Outremont, ses traditions (fêtes, habitudes) et ses lieux particuliers : synagogues, écoles, magasins casher, etc. Les deux autres « promenades guidées littéraires à Montréal basées sur des livres écrits par des auteurs québécois » offertes par l'organisme *Kaléidoscope* sont consacrées « à la découverte du Montréal yiddish » d'après le livre de Chantal Ringuet (2011) et aux « traces de Bonheur d'occasion » de Gabrielle Roy dans Saint-Henri. Cette offre de circuits littéraires renvoie à la place centrale du boulevard dans la littérature (il est présent dans trois visites sur quatre) et à l'importance de la communauté juive pour la ville autant que pour la littérature. D'autres visites, plus larges, intègrent à un moment ou à un autre la littérature. La visite de *Mémoire du Mile End* lors des *Promenades de Jane* en mai 2013 sur le patrimoine religieux des différentes communautés s'attache à la rue Saint-Urbain décrite par Mordecai Richler, mais aussi à l'ancienne maison de l'écrivain. Une visite dans le *Red Light* (visite *Local Montréal*, 2 septembre 2011) évoque la mort de la Duchesse de Langeais devant le Monument-National en passant place de la Paix.

Ces balades dessinent des territoires littéraires et contribuent à inscrire dans l'imaginaire urbain les mêmes images de diversité, teintées de nostalgie ou de regret devant un environnement qui se transforme. Comme le dit le guide de la visite du Plateau : « c'est Tremblay qui met le Plateau sur la *map* » (visite Plateau de Tremblay, 29 juin 2012). La littérature façonne les représentations du quartier des habitants, qui eux mêmes les transmettent aux autres. Le discours spécifiquement proposé par les guides et les participants lors des visites concourt à la construction sociale de l'identité du lieu, un lieu caractérisé par les vagues d'immigration.

#### 8.1.2. L'offre de visites urbaines : une représentation de la ville axée sur le cosmopolitisme

Ces visites et promenades à destination des habitants de la métropole, de la ville centre et des banlieues constituent une forme de loisir. Si elles se distinguent du tourisme selon la définition de l'Office mondial du Tourisme (OMT)<sup>101</sup>, puisque l'activité de loisir court sur une

---

<sup>101</sup> Les associations qui se revendiquent d'abord comme touristiques, pour les touristes internationaux notamment, concentrent plutôt leurs visites sur le Vieux-Montréal ou des approches

période de moins de 24 heures, elles s'apparentent à un service, marchand ou non, au même titre que d'autres activités. À cet égard, le cas montréalais est exemplaire, avec des formules multiples (découvertes de quartiers, de communautés, de périodes ou d'événements historiques, mais aussi des ruelles ou de l'art public en ville, etc.) qui déclinent nombre de manières de « s'approprier le génie du lieu ». La plupart des visites se déroulent durant la fin de semaine et pendant les saisons qui le permettent, d'avril à novembre<sup>102</sup>, d'autres pendant des événements annuels particuliers, comme l'Opération patrimoine architectural<sup>103</sup> ou en lien avec certaines dates importantes pour les communautés culturelles, comme la Semaine italienne de Montréal ou le Nouvel An chinois. Elles permettent l'apprentissage de lieux inconnus et lointains (le centre-ville pour les habitants des banlieues) tout autant que des lieux quotidiens et familiers (résidents ou anciens résidents viennent visiter leur propre quartier). C'est la connaissance ou la re-connaissance pour susciter l'attachement et aller vers une mise en articulation des représentations, des usages et des pratiques attachés à ces lieux. Si tous les responsables de ces activités cherchent une autre manière de redécouvrir la ville, les organismes spécialisés (*Amarrages sans frontières*, *Kaléidoscope*, *Montréal Explorations*) revendiquent fortement l'offre d'une alternative aux autres loisirs, qu'ils considèrent comme une concurrence indirecte, notamment les festivals en été, lors de la saison des visites pour le grand public.

J'analyserai ici surtout les visites à destination du grand public, qui constituent une partie seulement des activités des organismes spécialisés (Annexe 8.1). *Kaléidoscope*, de même que *L'Autre Montréal* et *Amarrages sans frontières* proposent des visites pour les scolaires et pour différents groupes (entreprises, retraités, groupe auto-constitué, etc.). Certaines visites se font en bus, selon la longueur des circuits et les thèmes : l'apprentissage de la ville multiculturelle appelle par exemple un long trajet dans plusieurs quartiers, de la Petite-Bourgogne à Villeray–Parc-Extension (fig. 8.2). *L'Autre Montréal* utilise des bus scolaires, comme me l'explique une des membres de l'organisme (entretien, 12 décembre 2011) :

« C'est moins cher et certes moins confortable. Mais en coach, on anime de plus loin, c'est moins facile. Et surtout, le bus scolaire passe partout : tout le monde est habitué à voir des bus scolaires. Je me souviens moi, je haïssais voir des bus de touristes passer par chez moi : genre

---

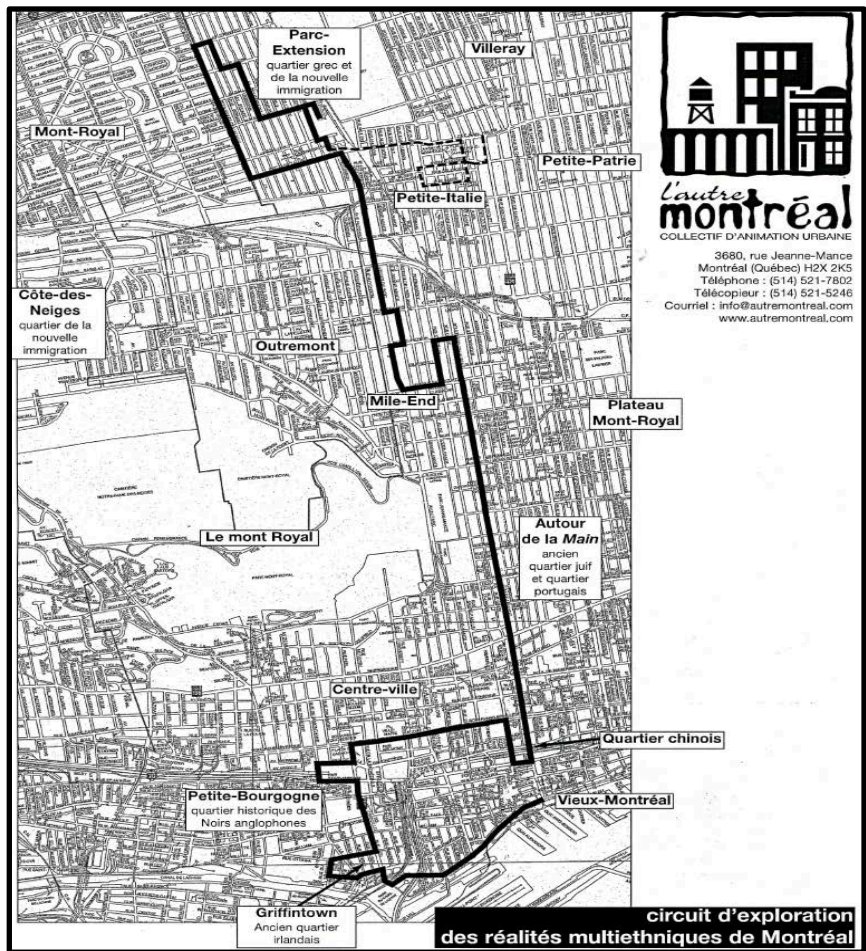
de la ville en autobus (notamment les tours de ville en bus rouges qui sillonnent la ville, avec quelques pauses obligées dans les hauts-lieux montréalais).

<sup>102</sup> La plupart des organismes centrent leurs activités sur l'été. Certains, comme *Kaléidoscope*, continuent les visites autour d'événements comme la Nuit blanche ou le Montréal souterrain.

<sup>103</sup> L'Opération patrimoine architectural de Montréal est un événement annuel, créé en 1991 à l'initiative de la Ville de Montréal avec la collaboration de la fondation Héritage Montréal ; elle vise « la sensibilisation des Montréalais à l'importance de la protection du patrimoine ainsi que la reconnaissance des efforts d'entretien des propriétaires à l'égard de leur propriété ». ([[http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=2240,2894218&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2240,2894218&_dad=portal&_schema=PORTAL)], consulté le 2 juillet 2014).

on vient voir les “autochtones du Plateau”. Donc c’est vrai, il faut faire attention où l’on passe. Et c’est très rare que les gens regardent qui est à l’intérieur d’un bus scolaire ».

**Figure 8.2. Le parcours de la courtepointe montréalaise**



Le « circuit d’exploration des réalités multiethniques de Montréal » propose un trajet en autobus scolaire depuis le Vieux Montréal (le port était le lieu d’arrivée des immigrants) jusqu’à Parc-Extension (aujourd’hui caractérisé par l’immigration en provenance du continent indien) en passant par la Petite-Bourgogne et les quartiers de part et d’autre du boulevard Saint-Laurent. (Source : livret exposant l’histoire de l’immigration à Montréal, *L’Autre Montréal*).

J’évoquerai ici principalement les parcours concernant des espaces plus réduits, qui se font à pied, et qui sont plébiscités précisément pour ce recours à la marche en groupe dans l’espace urbain. Ces visites, qui durent entre deux à trois heures, se déroulent qu’il fasse « beau temps / mauvais temps » comme l’affirment la plupart des guides. Si les organismes spécialisés attirent surtout des femmes, souvent retraitées, avec un capital culturel et économique qui recherchent une activité de loisir, les associations de quartier ou de patrimoine, ainsi que les évènements plus ponctuels parviennent à étendre la participation à des habitants plus jeunes et

des deux sexes s'intéressant à leur propre quartier de résidence<sup>104</sup>. Parmi le grand public, deux types de personnes sont présents, selon le directeur de l'organisme *Kaléidoscope* (entretien, 28 octobre 2011) :

« celui qui vient pour quelque chose de précis : on le voit une fois et c'est tout. Et celui qui a choisi les visites comme type de loisir. Avec des habitués depuis longtemps (mais c'est une minorité) et ceux qui commencent en mars/avril et qui les font toutes, pendant un ou deux ans. C'est par vagues : c'est un loisir donc ils gardent ça et puis arrêtent quand ils trouvent un autre loisir. Certains reviennent pour les visites après cinq ou six ans d'arrêt : soit que la programmation a évolué, soit reviennent pour ce loisir particulier ».

La plupart des organismes encadrent des visites avec des groupes d'au moins huit ou dix personnes, pour des impératifs de rentabilité, mais certains préfèrent regrouper une vingtaine de participants. La fréquentation des visites guidées, notamment celles des petites associations sans but lucratif (OSBL), est très variable et dépend fortement de la médiatisation (ou non) de leurs activités : elle est plus importante lors des grands événements (Opération patrimoine architectural ou *Promenades de Jane*) ou lorsque les médias (locaux pour la plupart comme le *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie*, *L'express d'Outremont* ou *Town of Hampstead News*) évoquent ces balades urbaines. Lorsque les marcheurs sont très nombreux, certains organisateurs portent des micros, voire des mégaphones afin que les participants puissent profiter des explications (fig. 8.3.). De nombreux guides proposent aussi des photographies ou cartes anciennes afin de souligner les changements survenus sur les espaces parcourus (fig. 8.3.). Les guides des visites et promenades urbaines forment un groupe assez hétérogène, comme l'a montré Jonathan Wynn (2006) pour le cas de New York. Il s'agit tantôt de guides officiels, détenteurs d'un certificat de compétence de guide touristique délivré par l'Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec, tantôt d'animateurs spécialisés, selon la formule du directeur de l'association *Amarrages sans frontières* (entretien, 14 septembre 2011), tantôt de citoyens passionnés par leur ville (chercheurs ou étudiants en architecture, études urbaines ou histoire). Ceux-ci n'ont pas forcément besoin du permis de guide touristique délivré par la Ville dans le cadre de visites spécialisées sur un sujet précis<sup>105</sup>.

---

<sup>104</sup> Je n'ai pas mené d'enquêtes précises sur le public de ces visites et promenades urbaines, m'intéressant surtout aux guides et aux discours véhiculés par les différents organismes. J'ai pu cependant vérifier les dires des guides lors de ma participation aux promenades (Annexe 8.1.).

<sup>105</sup> Règlement sur les guides touristiques, Ville de Montréal : « "guide touristique" ou "guide" : une personne qui détient un certificat de compétence à ce titre, délivré par une institution reconnue par le ministère de l'Éducation et de la Science, et désignée par le comité exécutif ».

Figure 8.3. Exemples de visites urbaines dans le corridor du boulevard Saint-Laurent



À l'arrêt, les guides utilisent micro ou mégaphones, montrent des photographies anciennes et peuvent s'aider de leurs notes. En marche, le peloton s'effiloche et de petits groupes se forment jusqu'au prochain arrêt (en bas à droite, dans le Champ des Possibles dans le secteur Saint-Viateur Est) (Photographies : M-L Poulot, 2012, 2013).

Figure 8.4. L'offre de visites piétonnes entre 2013 et 2014 des différents organismes

L'Autre Montréal Programme 2012-2013 (pas de programmation en 2014)	Visites en lien avec le cosmopolitisme et la diversité ethnique en ville Parc-Extension – Société des nations <b>La courtépointe montréalaise : des premiers immigrants aux communautés culturelles d'aujourd'hui</b> Petits arrangements avec les dieux : vivre ensemble la diversité religieuse Vraiment égaux ? Trois cents ans de lutte au racisme	Visites plus générales sur un quartier (Kaléidoscope) ou sur des questions d'aménagement ou ped Ruelles – Montréal, côté cour (Square Mile) <b>La Main de Montréal: frontière ou carrefour ? (circuit à ped)</b> Méga-projets et droit à la ville : impacts des grands projets d'aménagement et action Citoyenne Montréal de la «folie» : l'évolution des droits en santé mentale Montréal des plaisirs : une histoire des spectacles et du divertissement La peau des murs : murales et graffitis (version à pied et en autobus) Le Mile-End, au cœur de l'urbanité (circuit à pied)	Visites qui portent sur le patrimoine ou le passé de l'espace considéré <b>L'histoire du jazz à Montréal (de la Petite Bourgogne à la place des festivals)</b> Griffintown – Quartier en disparition, quartier en ébullition
Kaléidoscope Programme 2014	Petit Vietnam Quartier Chinois Petite Italie Quartier Portugais	Visites ciblées sur un quartier : Rivière-des-Prairies / Vieux Westmount Mile Carré / Centre Sud le Village / Saint-Henri Petite Bourgogne / Saulx-au-Récollet Montréal-Nord / <b>Boulevard Saint-Laurent</b> Ruelles vertes du Plateau	Vieux Sainte-Rose à Laval Âme du Vieux Montréal <b>Ancien Red Light</b> Vieux Bordeaux
Amarrages sans frontières: Programme 2014	<b>Bom Dia : le Plateau Portugais</b> Chinatown Blues Coup d'œil sur Parc-Extension Piccola Italia Rosemont: Phéritage ukrainien Découvrir Haïti à Montréal Par communauté : Tibet, terre sacrée Vivre un chabbat en famille... Communauté copte d'Égypte	<b>Avenue des Pins – avenue des grands hôpitaux</b> <b>Faubourg Saint-Laurent – la santé d'un quartier</b> Rue Adam – chapelier d'école et d'églises Centre-sud – entre le pont et les ondes Atwater – la cascade des grands domaines Côte-Sainte-Catherine – campus universitaire et hospitalier Rue Fullum – des conversions anciennes et contemporaines Loyola – l'autre campus Concordia la visite gourmande du Mile End <b>les visites des microbrasseries de Montréal</b>	
Héritage Montréal Programme 2014			
Local Montréal Tours Programme 2014	<b>Rue Jean-Talon, carrefour des cultures</b>	<b>Saint-Jean-Baptiste, la ville des zouaves au cœur du Plateau</b> Errances urbaines : des vagabonds aux itinérants Le Quartier latin : des vergers au Quartier des spectacles Sainte-Marie : les usines et le fleuve Sept clés pour comprendre le paysage de Montréal	Saint-Léonard : un patrimoine menacé <b>Libre et soldate : Léa Roback, une traversée militante du vingtième siècle</b> Portés disparus : lieux, ancêtres, bâtiments perdus Vieux-Montréal : révoltes et résistances Les seigneurs de la Montagne : une balade historique dans les hauts et les bas de Westmount
Montréal Explorations Programme 2014			

En gras, les visites qui portent sur le corridor du boulevard Saint-Laurent ou qui y passent<sup>106</sup>.

<sup>106</sup> Tableau constitué à partir des sites internet des organismes (voir sources écrites), sites consultés le 11 juillet 2014.

La visite permet une mise en récit commune et rendue publique. Les objets ou les marques du paysage sont incorporés dans le texte interprétatif construit pour guider chaque promenade (Markwell et al., 2004 : 460). Le public s'approprie le récit du guide et l'enrichit de ses propres histoires, souvenirs, significations, si bien que se constitue un grand récit, fait des récits de tous et pouvant faire advenir une identité collective. Les informations proposées lors des visites proviennent de sources diverses : d'ouvrages, d'archives, d'enquêtes personnelles, d'internet ou encore d'autres tours. Certains guides et animateurs vérifient et diversifient leurs sources – certains organismes offrent même une bibliographie dans les documents qu'ils procurent aux marcheurs ou sur leur site internet<sup>107</sup> –, d'autres préfèrent faire part de leur vécu. Comme l'écrit Jonathan Wynn (2006), contenter les gens est plus important que de leur présenter une succession de faits et l'illusion prend parfois le pas sur la vérité dans le récit proposé. Les participants attendent autre chose des visites que ce qu'ils peuvent trouver dans les bibliothèques ou sur internet : « *people turn to these tours to hear stories: unknown tidbits, hidden urban treasures, and amusing anecdotes woven into a tapestry that re-presents a neighborhood, a culture, or perhaps the city itself*<sup>108</sup> » (Wynn, 2006 : 210). Ces anecdotes à propos du boulevard Saint-Laurent font partie intégrante de l'appropriation de la rue<sup>109</sup>.

En répertoriant l'offre de visites sur Montréal pour la programmation grand public (fig. 8.4), on remarque qu'elles sont majoritairement orientées vers les espaces centraux et sont relativement nombreuses sur le boulevard Saint-Laurent et ses quartiers ethniques. Mis à part *Kaléidoscope* qui propose des marches dans des quartiers plus périphériques (Rivière-des-Prairies, Montréal-Nord ou Sault-au-Récollet), les autres organismes concentrent leurs visites au sein des quartiers centraux et péri-centraux. Une seule est proposée en banlieue, à Laval. Enfin, hormis *Héritage Montréal*, dont les *architectours* traitent des questions patrimoniales et historiques, ainsi que *Local Montréal* (qui propose plutôt des visites touristiques), tous les organismes offrent des visites en lien avec la diversité culturelle ou avec une communauté particulière (et son et ses quartiers associés), présentant dans leurs discours Montréal comme une ville cosmopolite. Entre quinze et vingt visites sur une cinquantaine empruntent le boulevard ou lui sont consacrées. L'offre de visites et de promenades urbaines met donc au jour certaines représentations de la ville : les quartiers centraux sont sur-représentés, l'aspect multiculturel de Montréal est au cœur du propos

---

<sup>107</sup> C'est le cas de Montréal Explorations :

<http://montrealexplorations.org/wp/ressources/documents/>, site consulté le 8 juillet 2014.

<sup>108</sup> « Les participants se tournent vers ces visites pour écouter des histoires : des bribes d'informations inconnues, des trésors urbains cachés, et des anecdotes amusantes tissés dans une tapisserie qui re-présente le quartier, une culture, ou peut-être, la ville elle-même ».

<sup>109</sup> Cf. supra. Chapitre 2. 2.3.1 Des histoires de lieux et de personnes, pp. 151-154.

et le boulevard Saint-Laurent et ses quartiers sont des espaces majeurs dans l'organisation urbaine.

### 8.1.3. Marcher pour apprendre l'altérité

Dans l'offre des visites, certaines thématiques sont privilégiées en lien avec les caractéristiques de la métropole montréalaise, notamment l'exploration de la diversité culturelle, soit par la visite des lieux de résidence de certaines communautés, leurs lieux de culte ou de commerce, soit par la participation à certaines traditions particulières (« Vivre un chabbat en famille » proposé par *Amarrages sans frontières*). Cette découverte du cosmopolitisme montréalais par la marche illustre une forme d'apprentissage de l'exotisme pragmatique et choisi, une forme de « cosmopolitisme par les pieds ».

#### *À la découverte d'un exotisme proche*

Les visites urbaines présentent le « cosmopolitisme montréalais » dans ses trois principales dimensions. D'une certaine manière, ces visites sont vues par beaucoup de participants comme l'occasion d'un « petit voyage », un « dépaysement chez soi et pas trop cher », selon la formule du directeur de l'association *Amarrages sans frontières*. Certains Montréalais viennent voir le quartier et la communauté avant de partir dans le pays correspondant, tandis que d'autres font la visite en rentrant de voyage. *Kaléidoscope* se présente d'ailleurs comme un « passeport » pour découvrir la ville et ses habitants, d'autant que, sous sa forme initiale, l'association souhaitait préparer les futurs touristes montréalais à leur voyage à l'étranger, tant par des informations sur la destination choisie que par des visites présentant la communauté culturelle qu'ils allaient rencontrer lors de leur séjour touristique. Jean, le directeur de *Kaléidoscope*, était guide touristique pendant treize ans et voyageait beaucoup avant de décider de créer un « club de voyage » (entretien, 28 octobre 2011):

« À la base, c'était un service de consultation/formation pour les voyageurs, avec initiation à la langue (présentation, formules de politesse, etc.), cours de photo (leur apprendre que lorsqu'on prend en photo des êtres humains, il y a du rapport humain, ce ne sont pas des choses à prendre en souvenir comme ça), des cours de géographie, d'histoire sur la destination ».

Comme des personnes souhaitant partir en vacances en Chine lui demandaient une visite du quartier chinois de Montréal, il a diversifié l'offre de son club en proposant des visites dans la ville. Cette activité est rapidement devenue une de ses activités les plus rentables, même auprès de personnes ne désirant pas partir en voyage. Habitant de la Petite Italie, il a décidé de proposer la visite de ce quartier, puis celle du secteur portugais à proximité. Jean affirme qu'il faut « tenter de garder l'esprit du voyageur, même si l'on ne voyage pas : on est avec un guide, on fait



comme si on était dans un autre pays » (entretien, 28 octobre 2011). Ainsi, la visite du quartier chinois témoigne de l'ambition originelle de *Kaléidoscope* : le guide, Étienne, invite les participants à se rendre en Chine. Pendant le circuit, il parle autant du quartier chinois à proprement parler que de la culture chinoise en général (langue, religion, diversité de la communauté). Un retour sur les politiques d'immigration canadiennes et sur la gestion de la diversité à Montréal (avec la mention des arches) constitue une première réflexion sur le cosmopolitisme en tant que projet politique. Étienne a fait des études d'histoire et a étudié en Chine. Il est aujourd'hui guide du quartier chinois à Montréal mais aussi guide touristique pour les groupes en Chine et propose des conférences sur la culture chinoise en Cegep et à l'université. Il expose sa situation familiale au début de la visite en la présentant comme sa « valeur ajoutée » par rapport à d'autres guides : il est marié avec une femme d'origine chinoise et évoque ainsi ses relations avec la belle-famille. C'est une façon pour lui de revendiquer une légitimité à mener la visite en tant que « blanc » sur la culture chinoise. Le cosmopolitisme est ici entendu comme la dimension hybride des identités, où les échanges mènent à un dialogue, dans une volonté de traduction. Toutes les visites d'*Amarrages sans frontières* sont ainsi organisées par des personnes issues des communautés culturelles afin d'initier un échange et, au-delà, d'aller vers une identification à l'Autre par le biais de souvenirs et d'anecdotes personnels. L'objectif est ensuite de révéler la signification plus personnelle, intime, d'une « attitude » ou d'une « disposition d'ouverture cosmopolite » de certains (Hannerz, 1990). C'est de fait l'exotisme et la différence qui attirent le public et les visites s'attachent à faire déchiffrer certains paysages urbains ethniques ou à découvrir une culture en particulier.

Après un rendez-vous au complexe Guy-Favreau, la visite du quartier chinois se poursuit rue Côté où se trouve le siège de la compagnie Nouilles Wing, avant de continuer rue de la Gauchetière, avec un arrêt sur la place Sun-Yat-Sen. Étienne nous fait visiter l'hôtel Holiday Inn. Son beau-père lui a expliqué que les promoteurs de l'hôtel avaient voulu respecter les principes du feng-shui, mais qu'ils ont échoué sur plusieurs points (les lions à l'entrée sont trop petits et peuvent laisser passer les mauvais esprits, la réception a dû être installée au premier étage et non au rez-de-chaussée à cause de l'entrée en ligne droite, qui laisserait là encore passer les mauvais esprits). Après cette visite, nous remontons la rue Clark, où il montre les restaurants dans lesquels il a l'habitude d'aller. Puis l'on redescend le boulevard vers le sud avec deux arrêts : le premier dans une herboristerie, le second dans une boutique qui vend des papiers à brûler et divers objets de culte. Pour ces commerçants, c'est l'occasion de vendre, même si certains sont réticents. Étienne les choisit selon l'accueil reçu et les initiatives éventuelles des commerçants : l'herboristerie sur le boulevard propose des explications en français sur les bienfaits des différents thés. Les visites consacrées à la diversité montréalaise sont souvent ponctuées d'arrêts dans

certaines boutiques pour toutes sortes de « souvenirs », si bien qu'elles s'inscrivent dans cette « économie de l'expérience » qui prend de l'importance dans l'offre touristique actuelle. À l'exception des *Promenades de Jane*, les visites urbaines sont généralement payantes et participent des industries culturelles et de l'économie symbolique (Zukin, 1995), soit d'une forme de cosmopolitisme marchand. La visite du quartier chinois se poursuit à l'est du boulevard, sur la rue de la Gauchetière. Nous visitons alors un temple rue de Bullion. Étienne souligne la volonté des acteurs municipaux que le quartier chinois se développe plus à l'est.

La visite de la Petite Italie par l'organisme *Amarrages sans frontières* rend compte des mêmes dimensions du cosmopolitisme. Depuis six ans, Silvia travaille à temps partiel pour *Amarrages sans frontières* : elle organise entre quinze et vingt visites par an. Après un emploi dans la vente pendant un moment, elle a pris six mois sabbatiques (entretien, 27 août 2011) :

Comme je ne pouvais pas trop partir, j'ai décidé de visiter ma ville. Et j'ai suivi les visites de *Amarrages sans frontières* : le quartier chinois, le quartier portugais puis la Petite Italie. À l'époque, c'était Jean-François qui faisait la visite. Et puis j'ai commencé à prendre la relève ».

Ces visites, organisées dans le cadre de la Semaine italienne de Montréal<sup>110</sup>, sont proposées en français (celle de l'édition 2012 regroupait une quarantaine de personnes), en italien, (laquelle n'a attiré que quatre personnes) et en anglais. Le public est composé majoritairement de retraités, de quelques personnes d'origine italienne, et de peu de jeunes – excepté une femme haïtienne et quelques couples. Silvia commence la visite à la Casa d'Italia par un poème en italien sur l'immigration italienne. C'est l'occasion d'un récit historique, dans lequel elle retrace son parcours : ses parents sont arrivés lors de la seconde vague d'immigration des années 1950. Ils se sont installés dans la Petite Italie où les gens parlaient italien, ce qui évitait d'apprendre une nouvelle langue. Elle revient notamment sur cette question de la langue. Les Italiens parlent surtout anglais, à cause de l'Église catholique qui, dans les années 1960 et 1970, refusait les immigrants dans les écoles francophones. Ils ont donc été obligés d'aller dans les écoles anglophones. Elle souligne : « il n'y a pas eu de politique des Italiens concernant l'apprentissage de telle ou telle langue, il n'y a pas eu de choix ! ». La visite est l'occasion d'évoquer la Petite Italie de son enfance : l'école, l'église, le marché Jean-Talon, l'importance des jardins pour la communauté italienne. Elle fait aussi référence au film *Mambo Italiano* d'Émile Gaudreault (2003) afin de souligner l'importance des lieux parcourus et de la communauté italienne. Elle évoque cette réplique de Gino, un immigrant italien installé dans la Petite Italie : « *Nobody tell us there were two America. The real one : the United States and the fake one : Canada. Then to make matter even worse :*

---

<sup>110</sup> Cf. supra. Chapitre 4. 4.3.3. Temporalités cosmopolites : l'exemple de la Semaine italienne de Montréal, entre fête communautaire et fête pour autrui, pp. 274-281.

*there's two Canada : the real one : Ontario and the fake one : Québec!*<sup>111</sup> ». Le statut minoritaire du Québec au sein de l'Amérique du Nord y est souligné, à cause de la langue française (le film est d'ailleurs en langue anglaise).

La parcours organisé par Jean de *Kaléidoscope* ne recoupe pas complètement le circuit de Rosa, même si certains arrêts sont les mêmes : la Casa d'Italia, la rue Dante, l'église, le marché Jean-Talon (fig. 8.5). Un dimanche d'avril 2012, Jean accueille les participants dans la Tour Jean-Talon (une des sorties du métro) avant de commencer la visite. Une trentaine de personnes y participent, surtout des couples dans la cinquantaine : certains sont des habitués des visites de l'organisme, d'autres sont de la province (de Sherbrooke notamment). C'est une visite moins « personnelle », mais avec davantage d'informations historiques et factuelles.

**Figure 8.5. Le parcours de la visite guidée de la Petite Italie par l'organisme *Kaléidoscope***



<sup>111</sup> « Il y a deux Amérique. La vraie : les Etats-Unis, et la fausse : le Canada. Et pour compliquer encore les choses, il y a deux Canada : le vrai, c'est-à-dire l'Ontario, et le faux c'est-à-dire le Québec ».

Le cosmopolitisme de bouche<sup>112</sup> (les visites s'accompagnent souvent d'un arrêt pour une petite dégustation, dans une pâtisserie portugaise ou italienne par exemple) est central dans les deux visites. Si Silvia avait emmené les participants dans des commerces (la quincaillerie Dante et Milano sur le boulevard), Jean évoque les restaurants et les commerces alimentaires du quartier. Les questions des marcheurs portent d'ailleurs sur les « meilleurs restaurants » du quartier. Plus généralement, le cosmopolitisme marchand y joue un rôle essentiel : les guides proposent la visite de ces commerces alimentaires comme autant de moyens de s'ouvrir à l'Autre et à son territoire, sous forme de gestes simples et rassurants. Dans les deux cas, le guide souhaite faire découvrir une communauté culturelle et son quartier de manière pédagogique aux participants.

### *Une démarche pédagogique : apprendre la ville et l'Autre*

Les visites à pied qui permettent de découvrir d'autres visages de Montréal, peut-être des « montréalités multiples » avec les quartiers chinois, italien ou portugais le long du boulevard Saint Laurent, possèdent aussi une dimension pédagogique, puisqu'elles révèlent aux participants des proximités avec l'Autre ou l'étranger. Le cosmopolitisme comme projet politique revient souvent dans les explications des guides, ou en réponse aux questions des participants. Lors de la *promenade de Jane* sur la « fameuse rue Bagg et ses environs » (6 mai 2012), la plupart des questions des participants portent sur les Hassidim lors de la visite de la synagogue Bagg Street Shul<sup>113</sup>. De même, lors de celle sur le patrimoine religieux du Mile End (*Promenade de Jane*, 5 mai 2013), les participants demandent à voir les *erouv*, après en avoir entendu parler dans les médias lors des débats sur les accommodements raisonnables. La plupart sont d'ailleurs étonnés de leur faible visibilité.

Cette ambition « éducative » est particulièrement affirmée lors des visites guidées pour les scolaires, prises en charge par les trois organismes, *L'Autre Montréal*, *Amarrages sans frontières* et *Kaléidoscope*<sup>114</sup>. En effet, le remplacement des cours de catéchèse ou de religion par des cours

---

<sup>112</sup> Certaines visites sont d'ailleurs exclusivement centrées sur ce cosmopolitisme de bouche ainsi, la visite « Goûte ton quartier » organisée par le directeur de la SDBSL (<http://goutetonquartier.ca/>, site consulté le 13 juillet 2014), ainsi que le « circuit gustatif » organisé par *Fitz & Follwell Cie.* (anciennement Cycle Tours Montreal) intitulées « les saveurs de la "Main" » (<http://www.fitzandfollwell.co/fr/pied/>, site consulté le 13 juillet 2014).

<sup>113</sup> cf. supra. Chapitre 4. 4.2.2. La mémoire des lieux de la communauté juive, pp. 257-261.

<sup>114</sup> Dans le cas d'*Amarrages sans frontières*, c'est d'ailleurs l'activité la plus importante (par rapport aux visites grand public et aux visites pour les groupes d'adultes).

d'éthique et de religions<sup>115</sup> a pris la plupart des professeurs au dépourvu, notamment en province. Comme l'explique Jean-François (entretien, 14 septembre 2011) :

« C'est à Montréal que ça se passe : si t'es à Rimouski, il n'y a pas vraiment de mosquée, de synagogue ou de temple bouddhiste. Donc c'est à ce moment là que des professeurs m'ont appelé et m'ont demandé des activités pour aller voir différents lieux de culte ».

Les professeurs font appel de manière toujours croissante aux différents organismes de visites urbaines à Montréal pour présenter d'autres religions et lieux de culte aux élèves et la demande a beaucoup augmenté. La plupart des animateurs insistent sur la sensibilisation nécessaire des scolaires à la critique des idées reçues et aux préjugés pour construire une approche positive de la diversité et de l'altérité.

Pour le directeur de l'association *Kaléidoscope*, promenade et visite guidée n'ont pas la même signification. La première peut offrir des « capsules d'information », mais c'est la marche qui compte, tandis que les visiteurs attendent un certain contenu au cours de la seconde. Les scolaires participent donc à une visite guidée, leur permettant de faire le point historique sur une partie de la ville ou sur l'immigration à Montréal (entretien, 28 octobre 2011). *L'Autre Montréal* offre par exemple la visite guidée intitulée « La courtepoinTE montréalaise » en bus scolaire. L'appellation de la visite, métaphore de la diversité montréalaise, fait référence au patchwork qui regroupe un ensemble de tissus dépareillés, mais qui donne un résultat harmonieux une fois ensemble. En décembre 2011, j'ai pu participer à l'une d'entre elles, qui s'adressait à des jeunes de l'association *Médecins sans frontières*. Le but pédagogique est très présent durant toute la visite : la guide souligne à plusieurs reprises la nécessité d'aller au-delà des clichés sur certaines communautés, notamment musulmanes ou juives orthodoxes. L'organisme offre lors de cette visite un livret récapitulatif sur le parcours et les vagues d'immigration à Montréal (fig. 8.2.)

Le directeur de l'organisme *Amarrages sans frontières* affirme des ambitions similaires, d'autant que son premier projet était de faire découvrir la ville de Montréal aux nouveaux arrivants. Entre 1994 et 1997, Jean-François et une amie née à Bagdad et immigrée à Montréal dans les années 1960, créent l'association *Amarrages* dans cette optique. Mais la démarche est finalement « inversée » par manque de subventions municipales. Jean-François explique que c'est pourtant au milieu des années 1990, avec les actions du maire Pierre Bourque<sup>116</sup>, que la

---

<sup>115</sup> La déconfectionnalisation des structures scolaires s'est faite en 1998 : « l'enseignement confessionnel catholique et protestant sera remplacé par le programme Éthique et culture religieuse en septembre 2008 ». (Gérard Bouchard et Charles Taylor, *Fonder l'avenir : Le temps de la conciliation. Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*, Québec, Gouvernement du Québec, 2008, p. 140).

<sup>116</sup> Cf. supra. Chapitre 1. 1.3.1. Du marquage ethnique au marquage commémoratif : actions et évolutions de la politique de diversité à Montréal, pp. 78-89.

municipalité a commencé à donner une visibilité à certaines communautés. Entre 1997 et 1999, ils transforment l'association en organisme sans but lucratif appelé « *Amarrages d'ici et d'ailleurs* » pour demander des subventions auprès du gouvernement. C'est l'apport des migrants, nouveaux arrivants ou anciennes communautés culturelles, qui est désormais révélé aux Montréalais et aux scolaires. Comme l'explique le directeur de l'organisme, il s'agit de sensibiliser « le Québécois moyen au phénomène de l'immigration ». En 2000, sa collègue abandonne le projet à cause des difficultés administratives et du manque de ressources, et Jean-François décide de dissoudre l'OSBL. Il remonte l'affaire seul en mars 2000, sous le nom d'*Amarrages sans frontières*. Il en est désormais le seul propriétaire et directeur. L'entreprise à but lucratif compte entre vingt et vingt-cinq animateurs, majoritairement issus des communautés culturelles.

Lors de la visite du quartier portugais organisé par l'association des *Amis du boulevard Saint-Laurent* (30 septembre 2012), les organisateurs reviennent sur l'histoire de l'immigration portugaise, lors d'un arrêt autour d'un banc de pierre et de parole :

« Alors qu'est-ce qui les a poussé à venir à Montréal ? Dans cette belle ville froide et hivernale... Alors il y a une diaspora de plus de 4 millions de Portugais éparpillés à travers tous les continents sur la planète. Dans la première moitié du XXe siècle, la première destination, c'était le Brésil, mais dans le demi-siècle qui a suivi, les Portugais se sont établis un peu partout, mais disons surtout en France, en Allemagne, en Suisse, mais aussi aux Etats-Unis et au Canada. On retrouve même des Portugais qui se sont installés en Afrique du Sud et au Venezuela. C'est surtout des gens de Madère, vous connaissez l'archipel de Madère ? ça fait partie du Portugal, et c'est trois p'tites îles qui sont au large de l'Afrique. Donc eux, ils se sont établis en Afrique du Sud et au Venezuela pour des raisons de proximité géographique.

Les gens des Açores, donc qui forment donc cet archipel, là, ces neuf îles au centre de l'Atlantique. Eux se sont surtout établis aux Etats-Unis et au Canada, là encore, pour des raisons géographiques évidentes. Alors que les gens du Portugal continental, l'étroite bande de terre qu'on appelle Portugal finalement, alors ces Portugais là, se sont surtout établis en France.

Pourquoi ont-ils décidé de quitter leur pays ? C'est essentiellement pour deux raisons : raisons économiques et politiques.

Alors le Portugal jusqu'aux années 80 est vraiment considéré comme un pays sous-développé. L'agriculture est assez pauvre, peu développée, l'industrialisation est stagnante comme l'urbanisation. Il y a un problème de surpeuplement dans les îles : Madère, les Açores. Au nord du Portugal les lopins de terre sont trop petits, le territoire est morcelé. Les gens n'ont pas assez de terre finalement pour bien vivre. Y'a énormément de pauvreté. Des problèmes sociaux, comme l'analphabétisme jusqu'aux années 70 : un Portugais sur quatre ne sait ni lire ni écrire. Donc c'est vraiment un pays où ya beaucoup de misère, de problèmes économiques.

Et au niveau politique, la situation est pas plus reluisante, parce que le pays est dirigé depuis 1933 par le dictateur Antonio Salazar, qui établi depuis 1933 une dictature autoritaire, d'extrême droite, anti-libérale, anti-démocratique, avec un parti unique : l'Union nationale. Donc il y a de la censure, des camps de détention, des assassinats ciblés qui freinent tout élan démocratique. Pire encore, à partir de 1961, ce pauvre petit pays se lance dans d'absurdes guerres coloniales contre ses possessions africaines, l'Angola, le Mozambique, le Cap vert. Il envoie ses enfants donc, des jeunes hommes par milliers pour aller lutter en Afrique, afin de pouvoir maintenir cet espèce de statut de puissance... N'importe quoi !

Et puis donc ça, ça pousse vraiment des milliers de Portugais à fuir. D'ailleurs à cette époque, Paris devient la seconde ville où il y a le plus de Portugais dans le monde : il y a plus de Portugais à Paris dans les années 70 que par exemple à Porto ! Ce mouvement migratoire commence à ralentir avec la fameuse révolution des œillets. Vous connaissez la révolution des œillets de 74 ? C'était en fait un coup d'état militaire de gauche pour abolir la dictature et rétablir

la démocratie. Ça s'est fait sans effusion de sang. Donc c'est l'œillet, la fleur printanière, qui est devenu le symbole de la révolution. On a placé des œillets sur les canons des fusils. Donc la population était en accord avec ça. Ça met un terme à la dictature, ça met aussi un terme aux guerres coloniales. On accorde l'indépendance à ces colonies, donc ça freine momentanément l'émigration ».

Après ces explications, les guides évoquent le marquage du quartier : les bancs et la murale sur la façade de la mission Santé Cruz. Ils évoquent également les institutions communautaires, au fur et à mesure de la promenade, comme l'Association portugaise du Canada, qui a déménagé en 1972 de l'édifice Gaudin au coin de Saint-Laurent et Sherbrooke pour s'installer dans une ancienne synagogue sur la rue Saint-Urbain. Les guides soulignent aussi l'importance des commerces de la rue Saint-Laurent, ainsi que le marquage présence de la communauté via les différentes fêtes. La visite explique l'évolution du quartier et de la communauté, la ferveur religieuse ou encore les liens entre les Portugais et les immigrants d'Europe de l'Est dans le secteur.

Les visites guidées sur une communauté ou sur la diversité montréalaise ancrent toujours leurs discours dans la profondeur historique, rattachant la géographie du cosmopolitisme à la mémoire de la ville.

#### 8.1.4. Des récits en marche : se souvenir et raconter

La question du passé – et notamment du passé cosmopolite – est toujours au cœur du discours et du processus d'appartenance au quartier. Nombreuses sont les visites qui repèrent les traces du passé, les passages du temps sur les bâtiments et l'architecture ou encore les changements de fonction de certains édifices pour raconter l'histoire de la ville (fig. 8.4). Ces parcours urbains comme « marquage présence » viennent redoubler le « marquage trace » (Veschambre, 2008), soit les repères inscrits dans l'espace, et significatifs, qu'ils utilisent et qu'ils font vivre : du mobilier urbain aux sculptures ou aux monuments, en passant par les bornes, barrières, pancartes, et graffitis. Toutes les ressources de l'espace urbain sont mobilisées pour expliquer tel ou tel point, initier ou conforter des usages de la ville : ainsi les trottoirs, places, parcs, etc. Les *bancs de pierre et de paroles*, installés en 2003 dans le secteur portugais, deviennent des lieux de repos pour les personnes fatiguées ; les informations dans le paysage urbain – noms de lieux, détails architecturaux ou murales – sont déchiffrées pour comprendre l'histoire des lieux. Sur le boulevard Saint-Laurent, la plupart des guides utilisent le parcours visuel « FRAG sur la Main » ou les panneaux d'interprétation qui jalonnent le parcours de Sherbrooke à Jean-Talon. Si les guides s'attachent aux traces visibles, ils évoquent également celles devenues invisibles ou la « mémoire du paysage » (Morisset, 2001), comme les anciennes fonctions des bâtiments ou des

usages oubliés. Aussi les visites urbaines sont-elles l'occasion de réinvestir certaines traces du paysage, de leur donner vie ; pour reprendre les mots de Michel de Certeau (1990 : 48), « les jeux de pas sont façonnages d'espaces. Ils trament les lieux » et font de l'acte de marcher un « procès d'*appropriation* du système topographique par le piéton ».

L'ancrage historique est un fondement majeur de l'identification territoriale, un moyen de se situer dans une chaîne du temps se matérialisant dans l'espace<sup>117</sup>. Ainsi en est-il de la visite du *Red Light*, présentée par l'organisme *Kaléidoscope* en 2009 sous la formule : « Derniers soupirs du *Red Light* ». Cette « visite d'un quartier en voie de disparition<sup>118</sup> », loin d'évoquer les transformations urbaines liées aux aménagements du Quartier des spectacles, s'attache quasi exclusivement à la vie du *Red Light* des années 1920 à 1960, « grugé par le Quartier des spectacles et menacé par d'imposants projets immobiliers ». La visite s'attache donc aux anciennes fonctions des bâtiments, aux spectacles de la scène du *Red Light* et aux anecdotes sur la corruption de la police et la vie des bordels, puisque « le célèbre tronçon de La Main ne sera peut-être qu'un vague souvenir<sup>119</sup> ». Il en est de même de la visite « Les lieux oubliés, lieux de mémoire » qui conduit à découvrir des « sites transformés ou disparus » du Vieux-Montréal. Dans ces visites où « les bouleversements de l'espace urbain réveillent le plaisir nostalgique de la déambulation dans les quartiers menacés » et « la flânerie fait ressurgir une mémoire enfouie » (Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007 : 195), les visiteurs sont conviés à évoquer leur mémoire des lieux et à « faire revivre » le passé du quartier au prisme de leur vécu. Très ancrées dans l'offre patrimoniale urbaine, de telles visites mettent notamment en scène et en image le « petit patrimoine » et le « patrimoine minoritaire » des communautés culturelles. Cette reconnaissance de traces, connues de tous et facilement accessibles, joue un rôle central dans le processus d'identification d'un visiteur ou d'un groupe à un espace, en révélant une « légitimité lignagère, une cohérence qui les relie au passé tout en les projetant vers l'avenir » (Di Méo, 2004 : 342). La visite revient ainsi à souligner cet ancrage historique, à dévoiler l'identité du lieu qui, comme l'écrit Philippe Gervais-Lambony (2004 : 486), « repose sur un passé re-construit et converge avec un idéal identitaire citadin dont le vecteur est la mémoire, la nostalgie partagée ». Le discours proposé lors des visites à la fois par les guides et les participants concourt à la construction sociale de l'identité du lieu, fondée sur une connaissance pratique de la ville dans son ensemble et inscrite dans le temps long. Sa « fonction est de rendre normal, logique, nécessaire, inévitable – légitime pourrait-on

---

<sup>117</sup> Voir Lucie K. Morisset et Luc Noppen (dir.), 2003, « Introduction », dans *Identités urbaines : Échos de Montréal*, Québec, Nota Bene, pp. 5-18.

<sup>118</sup> *Le Devoir*, 21 août 2009. Ce thème des quartiers disparus est le sujet d'une exposition au Centre d'histoire de Montréal, musée qui propose lui-même des visites urbaines.

<sup>119</sup> Site de Kaléidoscope, <http://www.tourskaleidoscope.com/accueil/nos-visites-de-a-a-z/red-light.html>, consulté le 8 juillet 2013.



ajouter – le sentiment d’appartenir à un groupe<sup>120</sup> ». L’utilisation d’une citation de l’artiste Gilbert Boyer, créateur de l’œuvre d’art public *Mémoire ardente*, sur la promenade piétonne face au marché Bonsecours, en préambule à l’une des visites organisées dans le cadre du 370<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Montréal, en témoigne de façon exemplaire :

« On l’oublie souvent, mais sous le présent, se cache [sic] déjà notre passé et notre futur. À chaque « maintenant », notre mémoire se grave, comme elle a commencé à le faire il y a 370 années et bien avant. Se souvenir c’est se relire, mais c’est aussi réveiller et refaire le présent qui nous entoure, et ce, pour le meilleur<sup>121</sup> ».

Les visites urbaines constituent bien des « lieux-moments » qui cristallisent l’appropriation des temps et des espaces de la ville en affirmant les liens entre un groupe et un territoire et en favorisant l’identification individuelle et collective à un espace. Elles créent un récit sur l’espace du boulevard autour d’une identité commune du quartier, d’une communauté territorialisée, et concourent au « vivre ensemble » dans la ville cosmopolite de Montréal. Le cosmopolitisme est ici vu comme un idéal à atteindre et les visites sont censées contribuer à sa réalisation.

## **8.2. Visites urbaines : des expériences totales et militantes de la ville**

Si la marche lors des visites et des promenades guidées constitue un moyen de s’approprier les différentes dimensions du cosmopolitisme, elle est également l’occasion de s’approprier la ville. Au-delà de leur dimension pédagogique à propos de la diversité culturelle, les visites s’apparentent également à un récit militant, prônant la marche comme pratique citadine, pour faire passer une certaine vision de la ville dans la lignée des écrits de Jane Jacobs, ou encore pour dénoncer les dérives néo-libérales de certains aménagements. Les promenades urbaines créent enfin du lien entre les différents territoires du boulevard, dessinant des formes de continuité au sein de la *Main* et produisant un récit sur la montréalité.

---

<sup>120</sup> Denis-Constant Martin « Identités et politique. Récit, mythe et idéologie », dans Denis-Constant Martin (dir.), *Cartes d’identité, comment dit-on « nous » en politique ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 23, cité dans Guy Di Méo, 2004, « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *op. cit.*, p. 342.

<sup>121</sup> Site de la ville de Montréal : Montréal célèbre le 370<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_pageid=5798,42657625&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL&id=18864](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=18864), consulté le 24 juillet 2014.

### 8.2.1. La marche comme pratique citadine réinventée pour connaître la ville

La popularité de la marche en ville, notamment dans la ville américaine, renvoie à un renversement de paradigme dans l'aménagement urbain et les représentations qui y sont liées : au tout-automobile de l'urbanisme fonctionnaliste, moderniste, que Jane Jacobs (1961) qualifiait d'« orthodoxe », s'est substituée l'idée de « marchabilité » de la ville, devenue une qualité essentielle pour rendre cette dernière « vivable » (*livable city*). Fruit de la montée des préoccupations environnementales et du développement durable, cette réflexion témoigne d'une nouvelle conception de ce qui fait ville, de l'urbanité, qui demande pour s'épanouir centralité et diversité. La rue, comme espace de circulation et de vie, et plus généralement les espaces publics, s'y affirment comme lieux de sociabilité privilégiés : leur aménagement participe activement à l'élaboration de cette « ville vivable ». La rue se veut alors « figure organisatrice et géosymbole de l'urbanité », c'est-à-dire « élément structurant de la forme urbaine » et « attracteur d'interactions sociales » (Augustin, 2008). La rue permet en effet des rencontres et favorise l'apprentissage de l'altérité : elle est le lieu « par excellence de la présence simultanée de la figure de l'étranger et de celle de l'autochtone (...). Les espaces publics font tenir ensemble des éléments hétérogènes et, à ce titre, reflètent cette quête du “vivre ensemble”. Ils lient la pluralité des individus et communautés et font accéder différents mondes vécus à une visibilité politique » (Ghorra-Gobin, 2001 : 14).

Les interventions de réfection du boulevard Saint-Laurent ont été menés pour offrir une situation plus sûre aux piétons. Les travaux récents entre la rue Bernard et la rue Bellechasse qui souhaitent promouvoir la diminution de la circulation automobile et l'accroissement des transports dits doux. Dès 2003, des rapports pour l'aménagement de la rue notaient que le : « secteur compris entre la rue Bernard et Saint-Zotique [...] présente plusieurs zones problématiques. Le viaduc Van Horne crée une rupture importante avec le Plateau Mont-Royal et s'avère une zone d'insécurité pour le piéton et le cycliste qui l'empruntent<sup>122</sup> ». Montréal s'est ainsi dotée d'une *Charte du piéton* en 2006, qui insiste sur la nécessité de réduire la dépendance à l'automobile au profit d'un Plan de transports prenant mieux en compte la marche comme mobilité quotidienne en ville<sup>123</sup> : l'objectif est d'assurer la sécurité du piéton par rapport à l'automobile, de publiciser toujours davantage les rues piétonnes ou les fermetures de rues (piétonnisation permanente ou temporaire), mais aussi de promouvoir la promenade urbaine dans un contexte plus vert<sup>124</sup>. En accord avec ces nouveaux standards urbains, la métropole québécoise

---

<sup>122</sup> Convergence, 10 juillet 2003, Étude exploratoire, *op.cit.*, p.8.

<sup>123</sup> Ville de Montréal, Service des infrastructures, transport et environnement, juin 2006, *Charte du piéton, Portrait et diagnostic*.

<sup>124</sup> Ville de Montréal, mai 2012, *Promenades urbaines. La vision*.

s'est engagée dans un vaste programme de création d'espaces publics, à l'image du Quartier des spectacles au centre-ville : parier sur l'événementiel et les festivals est une des manières de replacer le piéton au cœur de la vie urbaine. Le travail sur les ambiances urbaines (art public, jeux de lumière) qui viennent révéler et rendre changeant et innovant le paysage urbain constitue une autre façon d'attirer le piéton.

La marche pratiquée pendant les visites urbaines s'impose en ce sens comme une pratique citadine réinventée, puisqu'elle autorise « l'expérience de la ville », ainsi que l'ont souligné guides et participants lors des entretiens menés de 2011 à 2013. Elle concentre tous les sens vers une meilleure compréhension de la cité (Pink, 2008) et s'attache à tester la texture urbaine et sa matérialité, à sentir certaines odeurs. « Une ville [...] s'entend, se respire, se touche, car le timbre d'une ville ne se résume pas à l'ensemble des bruits qui nous atteignent » (Sansot, 2000a : 126). La vue, l'odorat et le goût participent tout autant de l'appréhension de la ville : ainsi dans les marchés, où les « cultures culinaires » du monde sont largement représentées. Le toucher lui-même n'est pas en reste dans cette mobilisation des sens qui permet d'effleurer, de saisir les matériaux de la ville (murs, poteaux, portes, etc.). C'est véritablement toute « l'ambiance » de la ville qui se dévoile dans ce « marcher la ville »<sup>125</sup>.

De surcroît, les visites urbaines se veulent une occasion de « déambuler ensemble », exercice assez éloigné du « flâner en ville », plutôt solitaire et masculin, à l'image des projets et des écrits de certains écrivains tels que Baudelaire ou Walter Benjamin<sup>126</sup> ou encore de poètes surréalistes. Loin également de la marche utilitaire (au sens de mobilité du quotidien), la marche en visite urbaine s'affirme résolument collective (plutôt féminine en général) et conduit à une mise en visibilité d'une action si banale qu'elle en est habituellement invisible. Quelle que soit l'importance du groupe, la marche devient une activité visible, qui intrigue nombre de passants, dont certains s'arrêtent pour écouter des explications, parfois pour s'intégrer à l'activité, créant des rencontres imprévues, ces effets de *serendipity*, c'est-à-dire « le fait de découvrir une chose par hasard, alors qu'on en cherchait une autre » (Forbet, 2011 : 218), avec lesquels les guides doivent savoir composer.

Ces promenades piétonnes sont enfin une occasion de « prendre son temps », véritable déclinaison du « bon usage de la lenteur » (Sansot, 2000b), où marcher dans tel quartier est plus

---

<sup>125</sup> cf. supra. Chapitre 6. 6.1.2. La marche comme apprentissage du cosmopolitisme du boulevard, pp. 367-372.

<sup>126</sup> Walter Benjamin, « Le flâneur », dans *Charles Baudelaire. Un poète lyrique à l'apogée du capitalisme*, traduit de l'allemand et préfacé par Jean Lacoste, d'après l'édition originale établie par Rolf Tiedemann, Paris, Payot, 1982, p. 55-98.

important que de le traverser en voiture<sup>127</sup>. Loin des circuits touristiques traditionnels qui se doivent de tout montrer en très peu de temps<sup>128</sup> et sont de ce fait minutés, les visites proposées aux résidents montréalais mettent en avant une découverte d'un quartier à leur propre rythme, parfois sur des thèmes très étroits (sur les murales et les graffitis ou sur la biodiversité dans les ruelles vertes par exemple). Au sein de cette mobilité particulière qu'est la visite à pied, la lenteur se décline sous toutes ses formes selon l'espace à parcourir et le temps escompté, depuis la marche rapide jusqu'à la flânerie. Les appellations des visites prennent en compte ces différences de rythmes, tantôt qualifiées de flânerie (*Amarrages sans frontières*), de circuit à pied (*Kaléidoscope*), de visite ou de promenade. La visite du nouveau Quartier des spectacles en septembre 2011 par *Local Montréal* cherche à montrer de nombreux lieux (place des Arts, galeries d'art, Théâtre du Nouveau Monde, fresques murales, place des Festivals, etc.) ; elle se fait donc d'un pas assez rapide en expliquant aux participants qu'ils pourront revenir s'ils veulent passer plus de temps. D'autres, notamment la visite de la Petite-Italie en août 2012 par *Amarrages sans frontières*, prévoient des pauses, notamment dans certains bâtiments comme la Casa d'Italia ou l'église de Notre-Dame-de-la-Défense. Le rythme change en effet au cours de la visite : arrêts aux feux, promenade lente, marche plus rapide vers une destination précise, moments d'arrêts et jeux de regard. Les quartiers choisis pour les visites sont l'occasion de souligner la vie idéalisée du quartier comme petit village, où prendre son temps est constitutif de l'identité locale : ainsi la Piccola Italia et ses terrasses où boire un café.

Si « [c]omprendre le monde, c'est lui attribuer une signification, c'est-à-dire le nommer », comme l'écrit David Le Breton (2000 : 67), connaître la ville, c'est alors pouvoir nommer ses quartiers, ses lieux, ses rues, ses places. Se familiariser avec « l'image de la ville » (Lynch, 1976) implique une certaine lisibilité pour mieux s'y repérer. Les titres des visites permettent de saisir les différents quartiers : une promenade dans l'ancien *Red Light* ou dans le Quartier des Spectacles ne cherchera pas à montrer les mêmes choses. De même, l'organisme *Mémoire du Mile End* propose plusieurs visites dans le quartier : « l'est du Mile End » ou « Mile End Est » (qui est à géométrie variable, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Denis, l'avenue du Mont-Royal et la rue Saint-Viateur, ou entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Berri, l'avenue du Mont-Royal et la rue Boucher), le « Mile End Ouest », (entre la rue Hutchinson et le boulevard Saint-Laurent) ou encore « le nouveau Mile End » (entre les rues Saint-Denis et Christophe-Colomb ou entre

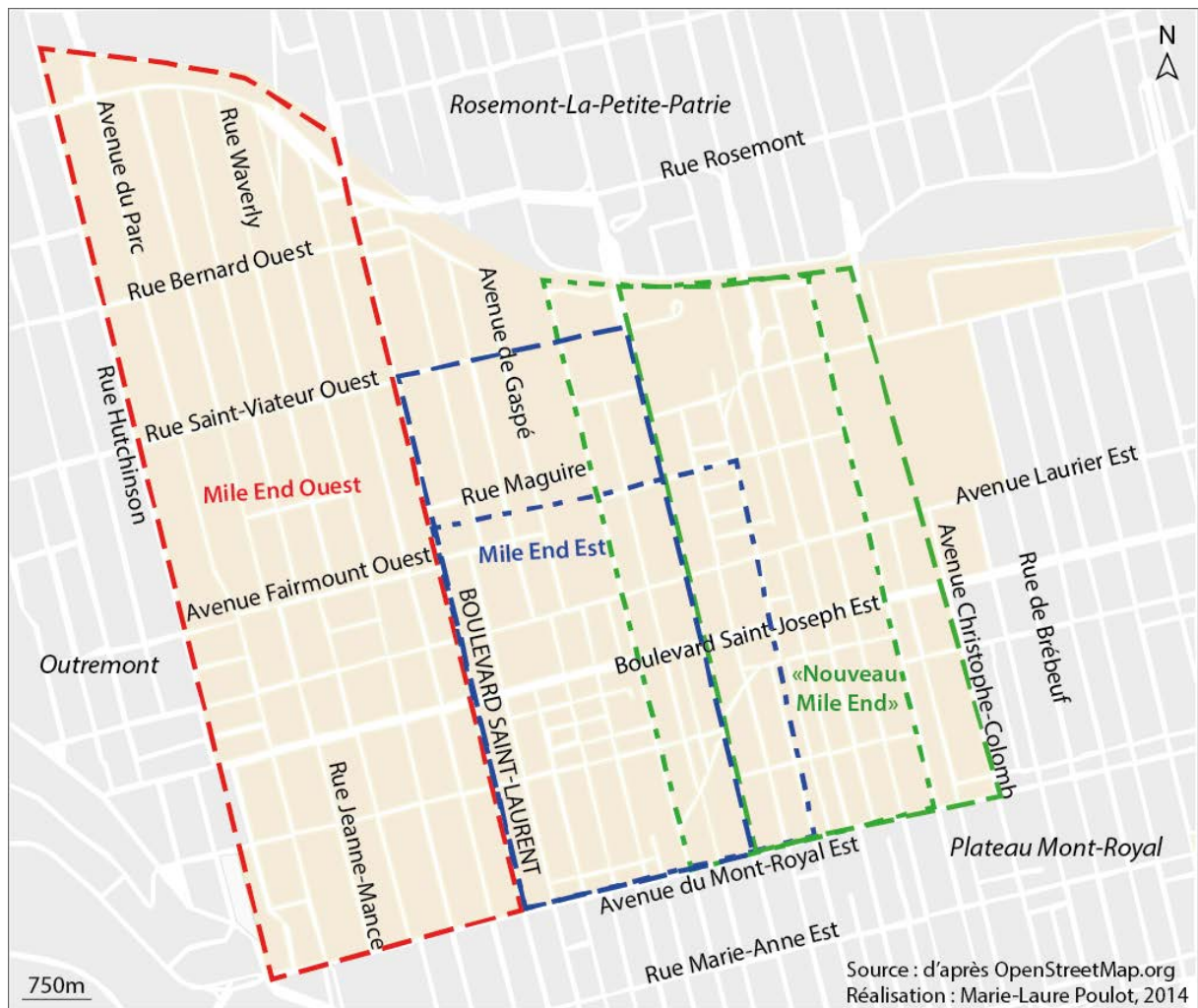
---

<sup>127</sup> Interview à Radio-Canada avec Gessica Gropp, Centre d'écologie urbaine de Montréal, et Carole Lévesque, qui a organisé une des promenades en 2009, [[http://www.radio-canada.ca/emissions/macadam\\_tribus/2008-2009/chronique.asp?idChronique=79397](http://www.radio-canada.ca/emissions/macadam_tribus/2008-2009/chronique.asp?idChronique=79397)], consulté le 3 juillet 2013.

<sup>128</sup> Entretien avec le fondateur de *Kaléidoscope*.

l'avenue Henri-Julien et la rue Mentana)<sup>129</sup>, sont autant d'appellation pour délimiter les différents secteurs, mettre en avant les nouvelles frontières ou au contraire englober des espaces plus vastes (fig. 8.6.). Ces visites sur ce quartier gentrifié<sup>130</sup> sont l'occasion de souligner la présence historique juive, grecque ou italienne et de faire l'éloge de leurs apports respectifs.

**Figure 8.6. Les géométries variables des quartiers du Mile End selon les visites proposées par l'organisme *Mémoire du Mile End***



L'organisme *Mémoire du Mile End* propose différents parcours en distinguant le Mile End Ouest, le Mile End Est ou le « nouveau Mile End » : à chaque fois, les limites changent, dessinant alors des quartiers en évolution.

Pouvoir s'orienter dans l'espace et comprendre la toponymie sont souvent au cœur des visites urbaines : les parcs Dante et de la Petite-Italie sont des témoignages de l'immigration italienne entre les rues Jean-Talon et Saint-Zotique ; de même, les toponymes parcs du Portugal

<sup>129</sup> Site de l'organisme *Mémoire du Mile End* : <http://memoire.mile-end.qc.ca/?cat=5&lang=fr>, site consulté le 2 juillet 2014.

<sup>130</sup> Cf. supra. Chapitre 7 : Expériences de « gentrificateurs » et cosmopolitisme dans le Mile End.

et des Amériques le long du boulevard Saint-Laurent entre la rue Rachel et la rue Marie-Anne soulignent l'installation d'une communauté portugaise à Montréal.

Lors de visites, notamment celles dans le secteur de l'ancien *Red Light*, les questions les plus fréquemment posées par les participants concernent la sécurité de ces espaces, surtout la nuit, si bien que les parcourir de jour et avec d'autres personnes et se rendre compte de leur « marchabilité » (*walkability*) constitue un pas vers une appropriation. Dans un entretien, Marie-Christine, une habitante du Mile End s'exprimait ainsi sur le quartier (entretien, 25 juillet 2013) :

« C'était connu, Saint-Laurent, Sainte Catherine. C'était le coin où il fallait faire attention. (...) Quand tu marches toute seule comme fille, tu marches peut-être sur une autre rue ! ».

S'approprier la ville, c'est ainsi ne plus en avoir peur. Jane Jacobs (1961) soulignait ce lien entre sécurité et appropriation : une rue sûre est une rue vivante, parcourue, sécurisée par la présence de « *city-watchers* », ou d'« yeux », sortes de vigiles les uns pour les autres. « Les marcheurs gardent [ainsi] l'espace public vivant en lui conférant son caractère collectif » (Solnit, 2002 : 236), au point parfois de changer les représentations de certains sur la sécurité ou l'insécurité des espaces. Les visites urbaines sont une pratique citadine qui, par la marche et une exploration lente des lieux, connus ou inconnus, parfois redoutés, offre une meilleure connaissance de la ville. Elles sont l'occasion de la construction d'un récit sur la ville, fait de souvenirs, de faits et de fictions.

En autorisant ces rencontres avec l'Autre, « la promenade invente l'exotisme du familier, elle dépayse le regard en le rendant sensible aux variations de détails » (Le Breton, 2000 : 140), si bien que les visites et les promenades guidées deviennent l'occasion d'un « réenchantement » du monde – ici du quartier. Le regard est alors « le vecteur essentiel d'appropriation par le citadin de son espace environnant » (Le Breton, 2000 : 140). Tout lieu peut être l'occasion d'enchantement lors d'une promenade lorsqu'il est transformé, « recadré ponctuellement par un guide » (Winkin, 2001). Le « *walking tour invariably entails slowing down and gazing at the environment in ways that we do not usually do*<sup>131</sup> » (Plate, 2006 : 112). La promenade urbaine est d'ailleurs souvent décrite comme conviviale entre promeneurs, mais aussi avec d'autres passants, autorisant des interactions spontanées, des rencontres ou des découvertes non planifiées, et ce, avec une gradation selon les types de parcours proposés. La visite guidée est en effet une activité semi-planifiée : le trajet est déterminé à l'avance, de même que les arrêts dans la rue ou dans des boutiques choisies. Une pause est souvent programmée, lors de visites de plus de deux heures, permettant un arrêt toilettes, café ou lunch. La visite guidée « traditionnelle » est quasi réglée comme une représentation théâtrale avec des moments d'attente, d'observation et une acmé encadrée par une

---

<sup>131</sup> « La visite guidée à pied entraîne obligatoirement le fait de ralentir et de regarder son environnement de manière différente de ce que l'on fait habituellement ».

scène d'ouverture où le guide présente une sorte d'introduction et une scène de conclusion à la fin de la visite. Ainsi, selon le directeur de l'association *Kaléidoscope* (entretien, 28 octobre 2011 :

« Il est normal d'applaudir après un show : là c'est pareil après une visite guidée, il faut au moins remerciements chaleureux. Il y a une ambiance. Il faut scénariser son tour, avec des moments forts et des moments moins intenses. Il faut des temps morts pour que les visiteurs absorbent l'information (...) Quand on marche, il faut marcher lentement, on ne part pas en conversation privée avec un visiteur, parce que ça crée des jaloux, les autres n'entendent pas ce qu'on dit... (...) En fait, les guides ont le savoir, la connaissance mais pas de méthode parfois (tous ne comprennent pas cette idée de pièce de théâtre). Mais il n'existe pas d'apprentissage de la méthode de la visite guidée ».

La visite constitue donc une « performance », une expérience avec des temps forts et le passage du particulier au général, de l'anecdote à l'Histoire. Laurence organise la promenade de Jane sur le *Red Light* (visite urbaine, 5 mai 2013) : elle voulait que la nuit tombe au fur et à mesure de la visite et a donc fait commencer le parcours vers 19 heures. Les participants peuvent dès lors voir les différences entre le jour et la nuit et les actions récentes de *brandscape* de la part du Partenariat du Quartier des Spectacles. Cette mise en scène est caractéristique de certaines visites. L'originalité est que la narration se traduit spatialement lors de la visite guidée : « *This alternative form of narrative uses streetlights instead of paragraphs, city blocks for pages, and spatial thread rather than temporal linearity*<sup>132</sup> » (Wynn, 2006 : 217). Ces visites font figure de narrations spatiales ou spatialisées où la mise en intrigue se superpose à la territorialisation. Le discours contribue en effet à créer du territoire, en reliant les lieux et les histoires de lieux entre eux, en donnant du sens à l'espace du boulevard Saint-Laurent alors considéré comme un tout.

### 8.2.2. Les Promenades de Jane : des marches citoyennes

Les visites dites *Promenades de Jane* (ou *Jane's walks*) constituent une référence et un hommage à l'héritage de Jane Jacobs, auteure d'ouvrages sur l'urbanisme et les villes, militante à New York puis à Toronto à partir de 1968, où elle a animé des luttes contre des projets d'autoroutes intra-urbaines, pour sauvegarder certains quartiers, en rupture avec l'urbanisme fonctionnaliste. Son livre *The death and life of great American cities* s'impose comme une contribution majeure à la recherche urbaine et à l'aménagement urbain, notamment en ce qui concerne l'application du principe de diversité ou de mixité sociale et fonctionnelle. Un an après sa mort, les premières *Jane's walks* ont été lancées en 2007 à Toronto ; la ville de Montréal a suivi, ainsi que d'autres villes d'Amérique du Nord et d'ailleurs<sup>133</sup>. Depuis 2009-2010, le Centre d'écologie

---

<sup>132</sup> « Cette forme alternative de narration utilise les réverbères à la place des paragraphes, les blocs à la place des pages, et un fil spatial plutôt qu'une linéarité temporelle ».

<sup>133</sup> Voir le site Internet qui répertorie les initiatives dans différentes villes du monde : <http://www.janeswalk.net/>, site consulté le 22 juillet 2014.

urbaine de Montréal, le CEUM, (encadré 8.1) coordonne ces *Promenades de Jane*<sup>134</sup>, qui se déroulent la première fin de semaine du mois de mai. Du fait du succès de la formule, l'offre s'est fortement accrue, passant d'une vingtaine de parcours en 2009 à une soixantaine en 2014.

Ces visites, définies par le CEUM comme une activité piétonne qui « permet de mieux faire connaître la ville en offrant des aperçus de l'histoire locale, de la planification et de l'engagement civique par le simple fait de marcher et d'observer<sup>135</sup> », témoignent d'un « marcher dans la ville », qui évolue vers un « marcher la ville » pour se l'approprier, et même pour la recréer.

La personne en charge de la coordination au CEUM explique (entretien, 22 juin 2012) :

« Les gens nous connaissent comme un organisme qui agit dans plein de quartiers à Montréal. On a vraiment vu que c'était une activité qui était simple, ça rejoignait les gens dans leurs quartiers, ça leur permettait d'échanger, sur l'histoire mais aussi sur les enjeux actuels des quartiers. Nous autres, ça nous est apparu comme un projet qui sortait un peu de nos sphères habituelles de prédilection, donc on a sauté sur l'occasion. De plus, c'était un projet qui était déjà bien rodé.

L'organisation est tout de même simple. C'est beaucoup de communication, nous on veut créer l'événement. Dans le contenu, moi je ne vais pas dire qu'est-ce qui faut faire comme contenu : c'est ça la force, c'est un événement ouvert, tout le monde peut participer, tout le monde peut proposer un parcours. Ensuite, il faut quand même être sérieux, là. Mais j pense que l'implication d'organiser une promenade comme ça, c'est pas une heure, c'est une dizaine, une quinzaine d'heures de préparer une promenade avec des inconnus. De notre côté, on n'a aucun regard sur le contenu, les gens sont libres de faire ce qu'ils veulent. Nous ce qu'on propose c'est un soutien ».

### **Encadré 8.1. Le CEUM, organisme communautaire pour une ville démocratique et durable**

Le CEUM a été fondé dans la continuité des luttes populaires pour préserver le quartier de Milton Parc<sup>136</sup> en *Community Land Trust*. Plusieurs résidents de Milton-Parc ont résisté dans les années 1960 contre un grand projet immobilier, Cité Concordia, du promoteur Concordia Estates, appuyé par la municipalité montréalaise. Ce projet devait remplacer les habitations par plusieurs immeubles de bureaux et d'appartements, un centre commercial souterrain ainsi qu'un hôtel. Les résidents fondent en 1968 le Comité de citoyens Milton-Parc pour s'y opposer, mais, plusieurs habitations sont détruites et le projet se poursuit. Toutefois, en 1976, dans un contexte économique

<sup>134</sup> site du Centre d'écologie urbaine de Montréal, <http://www.ecologieurbaine.net/fr/activites-et-projets/projets/amenagement-et-transport-actif/item/62-promenades-de-jane>, site consulté le 22 juillet 2014.

<sup>135</sup> Centre d'écologie urbaine de Montréal, Rapport d'activités 2011-2012 pour des villes écologiques, démocratiques et en santé, Montréal, p. 17.

<sup>136</sup> Quadrilatère situé au nord-est du centre-ville, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, entre la rue University à l'ouest et le boulevard Saint-Laurent à l'est, la rue Sherbrooke au sud et l'avenue des Pins au nord. Son centre est au croisement des rues Milton et du Parc, d'où son appellation.



difficile, le promoteur abandonne le projet. Le Comité « met de l'avant l'idée de revitaliser cette zone du quartier (...) et de restaurer ces habitations en vue de les constituer en projets de coopératives d'habitation » (Lozier, 2011 : 68), un projet finalement soutenu par la mairie de Montréal. Une fois les coopératives d'habitation créées en 1987, certains militants souhaitent se retrouver autour de questions comme le droit au logement, le respect de l'environnement ou encore autour d'enjeux sociaux et démocratiques dans la fabrique de la ville. Ils fondent alors en 1993 la Société de développement économique et communautaire de Montréal (SODECM) devenue en 2006 le Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM)<sup>137</sup>. Il s'agit de traiter dans une perspective écologique et démocratique le développement de la ville de Montréal. Comme le dit un des intervenants au CEUM (entretien, 22 juin 2012), « notre mission, c'est pour une ville écologique et démocratique. On pense changer la ville, un quartier à la fois ». C'est pourquoi le CEUM organise l'événement des *Promenades de Jane* : elles font « marcher un petit territoire », le territoire du quartier qui est « l'échelle du quartier d'appartenance » (entretien, 22 juin 2012). L'organisation de l'événement reste un peu en marge des autres activités du Centre, à cheval sur ses différentes actions, surtout centrées sur les questions environnementales depuis la décennie 2000, en rapport avec le verdissement, l'agriculture urbaine et le transport actif (quartiers verts, actifs et en santé). En plus de ce volet « verdissement et agriculture urbaine », le CEUM entreprend des actions sur l'aménagement urbain et sur l'aspect « démocratie et citoyenneté ». L'organisme propose l'expérimentation de nouvelles approches de développement urbain durable. Dès 2001, le CEUM organise le premier Sommet des citoyens et des citoyennes sur l'avenir de Montréal, qui connaît un écho dans le Sommet de Montréal mis en place par la Ville en juin 2002. Le CEUM a aussi joué un rôle dans la mise en place du budget participatif dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal entre 2006 et 2008. Le financement provincial permet une certaine marge de manœuvre par rapport au pouvoir local municipal, car, à des phases de coopération avec les institutions municipales peuvent se substituer des moments de confrontation. Cette dynamique de « coopération conflictuelle » (Dommergues, 1993) ou de recherche de partenariat témoigne du pragmatisme du CEUM, comme des autres organisations communautaires, dans la recherche de compromis.

Les *Promenades de Jane* mettent en avant les ressources territoriales de l'espace parcouru en lien avec les « dimensions vécue, idéale et matérielle » des habitants. Ces « ressources territoriales (...) justifient pour le CEUM l'idée d'associer les pratiques passées et présentes des habitants du quartier à ses propres représentations de ce que devraient être les pratiques présentes et futures en matière de relations redéfinies au territoire » (Lozier, 2011 : 100). En effet, les habitants d'un quartier se transforment en guides le temps du parcours et décident de l'angle

---

<sup>137</sup> Le siège du CEUM se trouve toujours dans ce quartier, au 3616 avenue du Parc.

d'approche de leur quartier : les jardins, le cadre bâti, les chemins informels le long des voies de chemin de fer, etc. L'objectif est de pouvoir partager ses perceptions, son vécu, sa mémoire du quartier et ses pratiques d'habitant : « les meilleurs guides sont les résidents d'un secteur » selon la personne en charge des promenades au CEUM (entretien, 22 juin 2012). Les organismes de visite, *L'Autre Montréal* comme *Kaléidoscope*, ne participent pas à l'événement en tant qu'organisme professionnel. En revanche, aux côtés des citoyens individuels, certains organismes, comme les éco-quartiers, le comité logement d'un quartier ou le centre de la petite enfance peuvent organiser une marche pour transmettre leur vision du quartier et pour se faire connaître ou pour faire le bilan de leurs activités de l'année, et ainsi se constituer une base de militants ou d'adhérents. Enfin, un troisième type d'organismes créent des visites : les universitaires, professeurs ou étudiants, qui peuvent présenter leurs recherches. « Ils font découvrir des lieux parfois oubliés », observe Pascoal Gomes du CEUM<sup>138</sup>. Ces habitants sont parfois plusieurs à encadrer la promenade, présentant à tour de rôle un aspect particulier. Ainsi, la visite du secteur Marconi-Alexandra en mai 2012 était animée par un ancien habitant du quartier, une nouvelle habitante travaillant sur place et ayant contribué à la création d'une ruelle verte dans le quartier, ainsi que par une personne engagée dans la transformation actuelle du secteur. Ces différents regards et discours sur l'espace et sur l'histoire – passée, présente et future – du quartier viennent enrichir le dialogue en incitant d'autres promeneurs à prendre la parole. Les animateurs doivent « encourager les gens à donner leur opinion et à partager leurs histoires et anecdotes<sup>139</sup> » lors de ces « conversations en mouvement », interactives entre le ou les guides et les participants (leur durée est de ce fait plus variable que les visites ordinaires).

Enfin, au-delà de l'expérience urbaine et sociale, ces promenades sont l'occasion pour les aménageurs ou les politiques d'expliquer leurs projets et actions, créant alors un contact direct avec les habitants et plaçant la proximité au cœur de l'action politique. C'est le cas de la *promenade de Jane* centrée sur le secteur Saint-Viateur Est du Mile End, organisée par l'un des conseillers d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (*promenade de Jane*, 4 mai 2013). La démarche participative concernant les actions de réhabilitation du secteur Saint-Viateur Est s'était justement accompagnée de visites urbaines, tout comme le projet de transformation du Champ des Possibles<sup>140</sup>. Ces initiatives participent d'un aménagement urbain qui intègre de plus en plus les préoccupations environnementales, de la place centrale du piéton aux mobilités douces (rapport

---

<sup>138</sup> Catherine-Chantal Boivin, « Voir ça, Microcosmes », 5 mai 2011, *Voir*, <http://voir.ca/voir-la-vie/art-de-vivre/2011/05/05/la-promenade-de-jane-microcosmes/>, consulté le 11 août 2014.

<sup>139</sup> Centre d'écologie urbaine de Montréal, « 6 conseils pour organiser une promenade de Jane ».

<sup>140</sup> Roger Latour, président de *Les Amis du Champ des Possibles*, 2011, « La biodiversité en milieu urbain », Mémoire déposé aux Consultations publiques du Plan métropolitain d'aménagement et de développement, Communauté métropolitaine de Montréal.

sur la *walkability*, Semaine du piéton organisée par le CEUM) et en appelle à de nouvelles formes de participation. Elles constituent un exemple d'engagement citoyen pour mettre en valeur certains modes de vie dans des territoires urbains à échelle humaine. Cette démarche d'appropriation des quartiers met en œuvre la pensée de Jane Jacobs qui souhaitait voir la ville occupée par les citoyens-piétons. Son ouvrage constituait une véritable apologie de la rue, « présentée comme la matrice de la sociabilité et de la culture urbaine » (Charmes, 2005 : 120), animée par un ballet urbain (*sidewalk ballet*), et symbole des valeurs urbaines de densité et de convivialité. L'exemple de la rue Hudson à New York, dans le West Village, en est une illustration, qui revient à valoriser les quartiers dits traditionnels et mixtes, porteurs de vitalité urbaine sociale et économique, porteurs de proximité et de rencontre, à l'inverse des grands projets fonctionnalistes structurés par de grandes infrastructures routières. Les *Promenades de Jane* avec le projet de marcher la ville témoignent d'une volonté d'appropriation de l'espace proche, du son quartier, du territoire local par les mémoires, le partage des vécus, des souvenirs ou anecdotes : les résidents y présentent leur propre géographie affective ou intime. Ainsi, ce que retiennent de Jane Jacobs les organisateurs des *Promenades*, au-delà de son rejet des autoroutes urbaines, c'est son intérêt pour la place centrale du piéton dans la ville et surtout, son appel au « retour à la rue » (Charmes, 2005). Les *Promenades de Jane* ouvrent d'ailleurs la Semaine du piéton mise en place depuis 2013 par le CEUM. Les « guides » de ces promenades commencent presque toujours leur visite par une présentation des travaux de Jane Jacobs, de manière plus ou moins précise<sup>141</sup>. Lors de la promenade intitulée « La fameuse rue Bagg et ses environs », la guide évoque son quartier de résidence où elle peut « tout faire à pied » (*promenade de Jane*, 6 mai 2012) : c'est pour cette proximité qu'elle aime ce quartier. Selon elle, ce quartier représente tout à fait les préceptes de Jane Jacobs : proximité, mixité et densité.

Les *Promenades de Jane* transmettent donc une certaine vision de la ville. Les premières luttes des groupes de sauvegarde du patrimoine dans les années 1970 prenaient également pour cible la ville « moderne » (Benali, 2007 : 155 ; Drouin, 2005) et plaidaient en faveur de la « ville traditionnelle » où voisinage, rues qui se marchent et bâti ancien pouvaient coexister. Leurs actions comportaient parfois des visites urbaines destinées aux citoyens montréalais, sorte d'action collective en faveur de la protection du patrimoine.

---

<sup>141</sup> Pat Donnelly, « Jane's Walks let Montrealers discover neighborhoods' « street ballet », July 9 2013, *The Gazette*.

### 8.2.3. Les visites urbaines comme action collective

#### *Engagement et promenades*

La dimension citoyenne, d'information et d'observation, voire celle de lecture critique de la ville, est bien présente dans les visites et les promenades urbaines, même si la plupart des associations et des organismes se défendent d'être des groupes d'activistes. L'organisation de visites urbaines a en effet constitué un moyen de faire prendre conscience aux habitants de leur patrimoine. Comme le montre l'historien du patrimoine Martin Drouin (2009 : 95), les premiers guides apparus dans les années 1960 et « consacrés exclusivement au Vieux-Montréal » proposaient des « balades historiques » : « dans les rues arpentées, les vestiges que le visiteur trouvait sur son chemin étaient peu nombreux, car disparus depuis longtemps, même s'ils dépassaient les 18 monuments historiques que l'inventaire de 1960 avait recensés. Les parcours s'organisaient autour de rues, de places et d'édifices que le promeneur était invité à découvrir ». Plus éloignés des initiatives touristiques, les circuits proposés par l'organisme *Héritage Montréal* (à l'époque *Sauvons Montréal*) dès 1974 sont ancrés dans la reconnaissance du patrimoine montréalais. « Les premières marches, offertes gratuitement, visaient à rendre familiers, aux Montréalais, des quartiers menacés de la ville » (Drouin, 2005 : 152). Si le premier circuit se faisait en autobus, avec des arrêts « dans différents lieux du grand Montréal, du domaine des Sulpiciens à l'incinérateur de Montréal, de la prison de Bordeaux au quartier Milton-Parc » (Drouin, 2005 : 152), les circuits se font à pied dès l'été suivant, dans le quadrilatère identifié par *Sauvons Montréal*<sup>142</sup>. Parmi les parcours offerts, un portait sur le boulevard Saint-Laurent, un autre sur le quartier chinois. Cette fonction éducative au cœur des visites est appuyée dans le cas de la fondation d'*Héritage Montréal* par la publication de guides historiques et architecturaux, d'ouvrages pédagogiques sur la ville multiculturelle, ou encore à l'occasion des fêtes du 350<sup>ème</sup> anniversaire de la ville en 1992, par la diffusion de *Patrimoine en marche/Steps in time*<sup>143</sup>, avec seize circuits, sur papier, correspondant à des quartiers à visiter (Drouin, 2005 : 153). On voit l'importance de cette activité dans « l'acquisition d'une conscience urbaine » (Drouin, 2005). Cet objectif est d'ailleurs au cœur des visites de l'organisme *Montréal Explorations*, né en 2013, dont les fondateurs expliquent :

« Les citoyennes et les citoyens de Montréal qui sont intéressés au devenir de leur cité, et à prendre part au débat public, ont besoin de comprendre leur milieu pour influencer son développement. Montréal Explorations s'inscrit dans une démarche de développement du sentiment d'appartenance et d'éducation à la citoyenneté, qui sont à la base des engagements sociaux individuels et collectifs (...)

---

<sup>142</sup> Cf. supra. Chapitre 2. Géographie contrastée du patrimoine et de l'imaginaire du « couloir de l'immigration », pp. 160-162.

<sup>143</sup> Héritage Montréal, Christian Ekemberg, Nancy H Dunton, 1992, *Patrimoine en marche*.

En explorant l'évolution du peuplement de la ville et la diversité de sa population, la contribution des mouvements ouvriers, populaires, citoyens ou féministes aux changements sociaux ou les expressions culturelles montréalaises, Montréal Explorations cherche à connaître et à comprendre l'histoire et les conditions particulières du «vivre ensemble» montréalais<sup>144</sup> ».

Certains organismes s'affirment engagés, à l'image de *L'Autre Montréal*. Cet organisme est né de l'initiative de certains membres du comité logement Saint-Louis dans les années 1970. Créée d'abord pour défendre les droits des locataires, cette structure s'investit aujourd'hui dans l'action « communautaire », « d'éducation sociale ou populaire », avec notamment un organisme de charité qui lui est rattaché (entretien avec une des intervenantes, 12 décembre 2011). La mission du Comité de logement s'est ainsi élargie à la connaissance du patrimoine urbain. L'organisme conçoit les visites comme un outil pédagogique, pour comprendre non seulement les droits des locataires et leur combat pour le logement (avec par exemple des visites sur les incendies), mais aussi les enjeux de transformations de certains quartiers de Montréal. Il est question, comme le dit Nadine, une des animatrices-recherchistes (entretien, 12 décembre 2011), de « faire partager leurs coups de cœur et leurs coups de gueule, de montrer l'impact des forces communautaires, les enjeux de développement actuels et pour le futur ». Cet engagement est important pour les membres de l'organisme, qui a « le cœur à gauche ». Cette subjectivité est tout à fait acceptée et revendiquée, mais l'organisme ne veut pas pour autant être affilié à un parti politique (entretien, 12 décembre 2011) :

« *L'Autre Montréal* n'est pas une bannière sous laquelle on va défiler, ce n'est pas un groupe de revendications même si on a des opinions. Nous ne sommes pas le Comité du logement ou un parti à gauche, même si ce sont des potentiels alliés ou des personnes ressources ».

Nadine explique ainsi que l'organisme ne crée pas de visites pour le parti provincial *Québec Solidaire* alors qu'il est assez proche de ses idées, ni pour le parti montréalais, *Projet Montréal* (entretien, 12 décembre 2011):

« Par exemple, il y a quelques années, on a eu une commande d'une visite autour de la question de l'indépendance, de la question nationale québécoise. Il y a eu les recherches et les visites sur la libération nationale des débats à nos jours mais elle n'a jamais été mise comme telle sur le site, comme offre intégrée au catalogue ».

Cet engagement se lit dans le nom même de l'organisme, *L'Autre Montréal*, puisque les membres cherchent à offrir une autre histoire de la ville, que la soi-disant histoire « objective » qui est en fait « celle des vainqueurs » (entretien, 12 décembre 2011). Les membres de l'organisme cherchent donc à offrir un récit alternatif de la ville et de ses personnages, en centrant les visites sur les femmes, l'immigration ou encore les luttes sociales et politiques (fig. 8.6.). *L'Autre Montréal*

---

<sup>144</sup> Site de Montréal Explorations, <http://montrealexplorations.org/wp/qui-sommes-nous/presentation/>, site consulté le 7 juillet 2014.

s'inspire de *l'Atelier de recherche urbaine* (ARAU) de Bruxelles qui, en plus des visites urbaines, organise des cycles de conférences sur divers sujets touchant à l'aménagement et à l'urbanisme bruxellois, propose des analyses « de projets d'aménagement urbain, public et privé, et vise à leur amélioration pour davantage d'urbanité », afin de « promouvoir la ville comme lieu de vie volontaire<sup>145</sup> ». Comme à l'ARAU, les tarifs de *l'Autre Montréal* varient en fonction des moyens des individus ou des groupes participants.

### *La marche : un outil de protestation ?*

Au-delà des prises de position des différentes associations, la marche peut être considérée ou utilisée comme activité de protestation ou de subversion : ainsi la dérive situationniste qui, selon Guy Debord (1956), consiste en une « technique du passage hâtif à travers des ambiances variées » en *se laissant aller à des « sollicitations du terrain et des rencontres qui y correspondent »* (Bonard et Capt, 2009). La dérive est une des « formes déambulatoires » adoptée par André Carpentier (2005 : 16) dans les ruelles :

« N'aller vers aucun centre, ne tourner autour d'aucun, car dans la dérive, le centre se déplace avec soi il s'agit de cheminer dans la familiarité de l'inconnu, sous les secousses du beau temps ou sous l'étrangeté de la lune, d'aller çà et là se promener dans des images vivantes, au gré de leur appel, et à l'errance des pas faire correspondre une errance de l'esprit ».

La visite, en tant qu'activité organisée et se déroulant selon un parcours prédéterminé, se distingue de la dérive, mais elle autorise toutefois une analyse critique de l'espace urbain. La dénonciation de certains projets urbains et la volonté de mobiliser la population autour d'enjeux d'aménagement sont au cœur de certaines visites. Ainsi, la coalition Marconi-Beaumont propose une visite à pied du quartier pour comprendre ce « secteur qui est le théâtre d'aménagements privés et publics fort importants et de consultations publiques prochaines<sup>146</sup> ». De même, l'association *Save the Main*, hostile au projet du quadrilatère Saint-Laurent dans le nouveau Quartier des spectacles, organise régulièrement des promenades à pied dans le but de sensibiliser les gens aux transformations prévues dans le secteur et de peser sur les décisions à venir. La visite part de l'îlot Saint-Laurent, devant les façades que la ville prévoit de démolir et devant le cabaret Cléopâtre, lui aussi menacé de disparition, pour faire découvrir les différentes transformations du Quartier des spectacles : la reconnaissance de l'intégrité de l'îlot Saint-Laurent et l'éducation des participants aux problématiques d'aménagement urbain constituent un enjeu majeur de ces

---

<sup>145</sup> Brochure ARAU, « Action urbaine. Visites guidées/ Guided tours 2011 », <http://www.arau.org/>, consulté le 8 juillet 2013.

<sup>146</sup> Site de la coalition Marconi-Beaumont, <http://www.coalition-marconi-beaumont.org/nouvelles/promenade-de-Jane-2012>, site consulté le 24 juillet 2014.

marches urbaines (*promenade de Jane*, 6 mai 2012). Cette visite du Quartier des spectacles, qui souligne les menaces pesant sur les espaces de l'ancien *Red Light*, fait ainsi figure d'espace de résistance à la « disneyfication » et à l'homogénéisation urbaine, offrant un autre discours narratif sur la ville (Wynn, 2006). Le discours des guides dénonce notamment l'emploi d'enseignes lumineuses à la manière de Times Square, ou les risques de gentrification à travers la construction de nouveaux condominiums. Ces visites sont organisées par deux membres de *Save the Main*. La première est une performeuse de burlesque. Le second est un acteur professionnel et fait partie de l'*Infringement festival* (encadré 8.2.) un événement créé en opposition au *Fringe Festival*, qui a lieu tous les ans au Parc des Amériques (entretien, 29 juin 2012) :

« this [the Fringe festival] was originally a activist fest of artists. But then they got bought by corporations, they trademark the word Fringe. Now Artists have to pay 800 \$ to play there. So that's a big problem of corporatization the arts. We also saw the same problem of corporatization of the National Historic Site ! So we began to fight against that by what we called the *Infringement festival* : we started to do culture jams against all this corporate spams in the historic site<sup>147</sup> ».

### Encadré 8.2. The infringement walking tour: Exploring anglo Montreal's longest-running cultural feud

Frank, un des membres de la coalition Save the Main propose aussi lors des *Promenades de Jane* 2013, une balade intitulée *The infringement walking tour: Exploring anglo Montreal's longest-running cultural feud*, en reprenant les termes de Marianne Ackerman<sup>148</sup> (*Promenade de Jane*, 4 mai 2013). Cette promenade est conçue comme une expérience théâtrale dans laquelle Frank explique la formation de l'*Infringement festival* en réaction au *Fringe Festival*, le seul à avoir été « trademarked » comme *Amboise Fringe Festival* (du nom de la compagnie de bière) (entretien, 29 juin 2012) :

« The *Infringement festival* is often based on boulevard Saint-Laurent, for example, we use a lot of venues [lieux] of boulevard St Laurent, like Barfly (4062-A, boulevard Saint-Laurent), bar Bifteck (3702, boul. Saint-Laurent), the Café Cléopâtre... We traditionally operated on boulevard Saint-Laurent. It's a 10 day festival: it's usually at the same dates as *Fringe Festival*: to say "hey, it's the real Fringe festival, not this corporate thing"<sup>149</sup> ».

<sup>147</sup> « C'était à l'origine un fête d'artistes activistes. Mais ensuite, ils se sont fait acheter par des entreprises et ils ont fait de « Fringe » une marque déposée. Maintenant, les artistes doivent payer 800 dollars pour jouer ici. Donc c'est un gros problème que de transformer l'art en industrie. On a aussi vu le même problème de la mainmise des entreprises sur le site historique national ! Alors on a commencé à se battre contre ça avec ce qu'on a appelé l'*Infringement festival* : on a commencé à faire du détournement culturel contre toutes ces spams d'entreprises sur le site historique ».

<sup>148</sup> <http://maisonneuve.org/article/2012/05/29/antagonist/>, site consulté le 2 juillet 2014.

<sup>149</sup> « L'*Infringement festival* est souvent basé sur le boulevard Saint-Laurent, par exemple, on utilise beaucoup de lieux sur le boulevard Saint-Laurent, comme Barfly, le bar Bifteck, le café Cléopâtre. On est traditionnellement sur le boulevard. C'est un festival de 10 jours : c'est normalement les mêmes dates que le festival *Fringe* pour dire : "hey, c'est le vrai Festival Fringe, et non pas cette chose sponsorisée" ».

Lors de la visite, il évoque son parcours et le moment où il a été exclu du festival *Fringe*. Il est d'ailleurs d'autant plus furieux que ce soit *The Gazette*, un journal anglophone qui ait entraîné une rupture dans la communauté artistique anglophone (entretien, 29 juin 2012) :

« We were the only group ever in the history of the world to get kicked out of the Fringe festival (...).The problem was they had a corporate sponsor. Well, they always have corporate sponsors now. But the sponsor was *The Gazette*, the newspaper. So there was a conflict of interest with the journalists doing the reportage! So we criticize *The Gazette* in a very satirical way. We criticize the theater critic because she wanted to see the show for free. (...) And the fucking newspaper they flipped. They stopped covering the whole festival: “we’re not reviewing this festival anymore, we’re taking back our money, we’re taking back our 15 000 \$ of sponsorship because of this”. So the Fringe festival called us: we have to kick you out for this! »

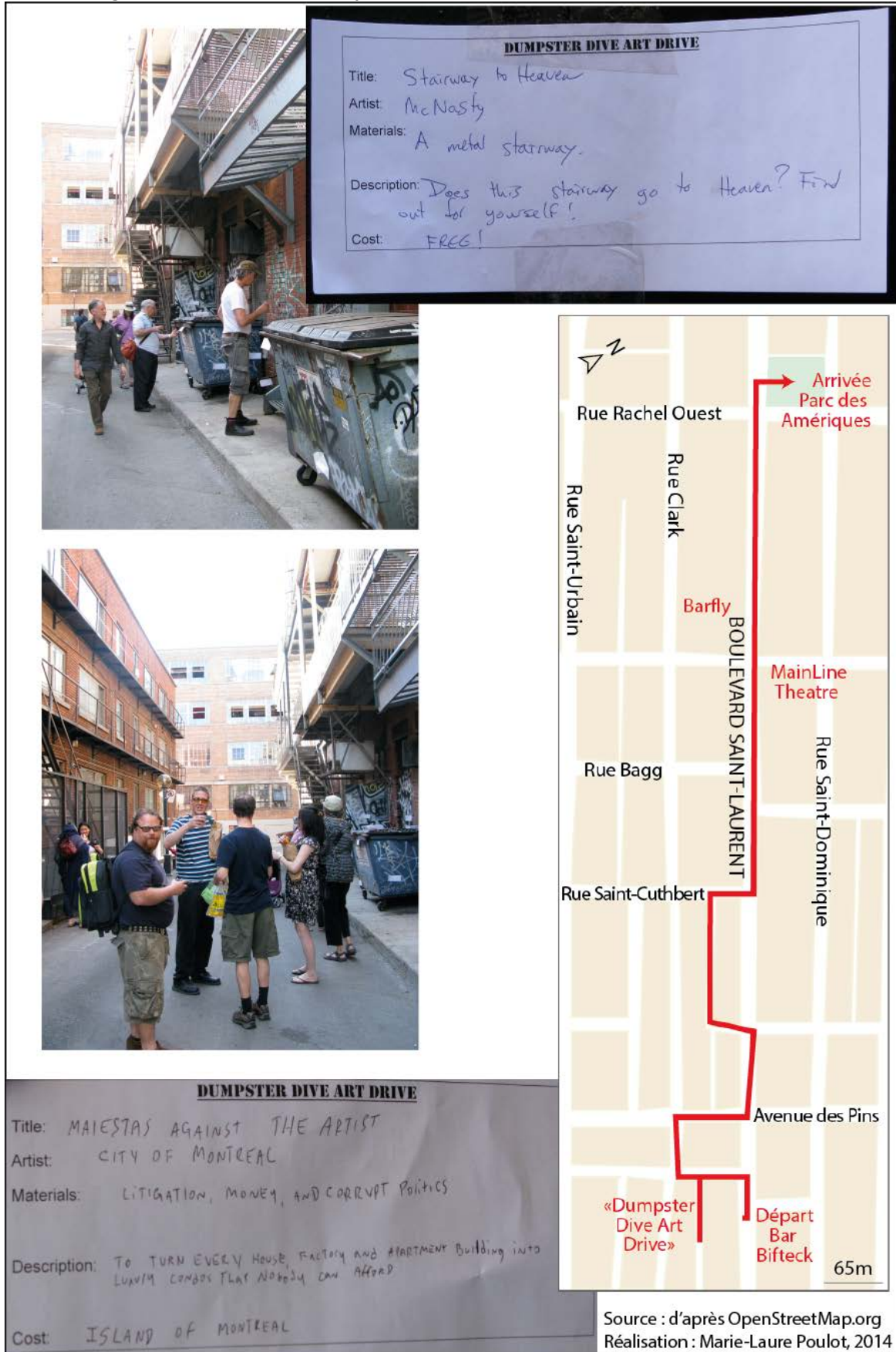
La promenade débute au bar Bifteck, sur Saint-Laurent au sud de la rue Guilbault. Nous passons ensuite dans la ruelle derrière le boulevard, qu'il appelle la « *Dumpster Dive Art Drive* ». C'est une ruelle avec des « œuvres d'art » faites à partir des poubelles ou du mobilier urbain. Chacune des « œuvres » portent une étiquette, avec le titre et le prix. Pour continuer dans l'ironie, Frank a acheté le vin rouge « le plus cheap » au dépanneur du coin et des gobelets en plastique : chacun peut en avoir pour déambuler dans la ruelle, à la manière d'un vernissage d'exposition, prendre des photos, créer soi-même son chef d'œuvre ou simplement regarder (fig. 8.7). Après ce petit intermède, il nous conduit au coin de Guilbault et Clark, où il habitait auparavant. Il était très content de son appartement, mais avec la gentrification qui arrive, le bâtiment a été racheté par un promoteur qui a fait augmenter de façon énorme les loyers. Il nous explique que son propriétaire a pu voir un juge dans les 48 heures, mais pas lui : il a donc été forcé de partir. Il raconte en fait son expulsion de son logement et souligne qu'il espère toujours voir un juge à ce propos. Cette dénonciation de la gentrification est également présente lors de *Promenades de Jane* organisées par des associations. En 2013, la Société d'histoire Rosemont – Petite-Patrie organise une marche dans l'arrondissement afin de « raconter l'histoire des lieux marquants du quartier » et les découvrir ensemble, mais « sans oublier de vous parler du problème de gentrification dans La Petite-Patrie<sup>150</sup> ». On retourne sur Saint-Laurent : il évoque les différents bars qui sont désormais fermés, dont celui dans lequel où est né le projet *Infringement*. Pour nous expliquer de quoi il en retourne, Frank, avec deux de ses acolytes, nous fait partager un « show façon *Infringement* ». Ils revêtent alors des blouses blanches de médecins et nous emmènent dans un parc de stationnement le long du boulevard, afin de nous faire remplir des fiches pour savoir ce qu'il en est de notre état mental : nous jouons le rôle de patients. Eux miment des médecins qui cherchent à soigner nos maux : au vu de nos réponses aux questionnaires, la plupart des participants pensent qu'il est injuste d'exclure les gens. Le show est l'occasion de dénoncer les dérives du mercantilisme commercial dans la ville néo-libérale, l'importance hégémonique de la publicité et des entreprises et l'exclusion d'une partie de la

<sup>150</sup> Site du CEUM : <http://www.ecologieurbaine.net/fr/activites-et-projets/activites/promenade-de-jane-rosemont-la-petite-patrie-7>, site consulté le 2 juillet 2014.



population.

Figure 8.7. Parcours et Dumpster Dive art Dive lors de la *Promenade de Jane*



Source : d'après OpenStreetMap.org  
Réalisation : Marie-Laure Poulot, 2014

On retourne dans la ruelle derrière le boulevard pour le diagnostic : « *we are fucked up, we have to do something about it* ». Un premier traitement – un bonbon qui représente un médicament – nous est administré. Frank donne ensuite un œuf sur lequel chaque participant doit écrire ou dessiner ce qui « énerve ou indigne » (nous y avons préalablement réfléchi pendant un moment, quand nous étions en rang face au mur... avec notre œuf.) On avance ensuite dans la ruelle le bras levé, notre œuf à la main. Dans la ruelle, une affiche du premier ministre du Canada, Stephan Harper, incarnant le mercantilisme et le néo-libéralisme canadien, est collée au mur. C'est le moment de jeter nos œufs sur son effigie (fig. 8.8). La majorité des participants rigolent, un groupe de jeunes plus haut approuve aussi le geste.

**Figure 8.8. La ruelle lors de la *promenade de Jane***



Les participants à la visite suivent Frank, avec la blouse blanche. Au bout de la ruelle, un groupe de gens assistent à la scène. À droite, la photo de Stephan Harper après notre passage (Photographies : M-L Poulot, 2013).

On revient sur le boulevard à la hauteur de l'épicerie Segal : au dessus, se trouvent les bureaux du festival *Fringe* de Montréal au siège du Théâtre MainLine. La visite se termine au parc des Amériques, là où se tient le festival *Fringe* tous les ans. Frank évoque la pièce *Car Stories* qu'il a monté lors des festivals précédents. C'est une pièce qui se déroule dans une voiture, avec seulement deux ou trois personnes comme public, à l'arrière.

Ces visites sont bel et bien des moyens d'action collective qui permettent une position critique et au-delà une forme d'appropriation de l'espace. La marche s'y affirme comme une technique de mobilisation d'un certain nombre de citoyens par et pour une meilleure connaissance des enjeux urbains, du territoire et des menaces pesant sur le bâti. Elle enclenche une action territorialisée, réunissant des acteurs dans et hors des réseaux associatifs ; elle autorise une publicisation de projets urbains et la constitution de coalitions de résistance. Cette valorisation d'un lieu par la promenade ou dans l'affirmation identitaire d'un espace, notamment par le biais de la promotion de certains « haut lieux » (Debarbieux, 1995, 2003) (lieux de mémoire, boutiques, monuments, églises, espaces verts), participe ainsi des formes toujours plus nombreuses de « territorialisation par le bas », qui semblent concourir à l'émergence ou à la consolidation de liens sociaux, voire à la construction du quartier comme base territoriale de l'action (Morin, Rochefort, 1998). Les visites urbaines qui autorisent découverte ou familiarisation de l'espace pour mieux s'y repérer permettent l'identification aux lieux et aux autres : elles sont autant de formes d'appropriation où le piéton peut « saisir la ville », c'est-à-dire « à la fois la comprendre et la faire sienne » (Winkin, Lavadinho, 2006). Ces visites ne drainent encore toutefois qu'un public restreint ; de surcroît, elles restent payantes à l'exception des *Promenades de Jane* ; enfin, elles ne constituent qu'une présence temporaire dans l'espace public. Ces éléments de faiblesse ne doivent cependant pas masquer leur rapide développement, ni minorer la force collective de ces présences éphémères qualifiées d'« *empowerment* collectif » en devenir par Sonia Lavadinho et Yves Winkin (2005). Le « s'approprier la ville » qui est au cœur de l'action de ces associations devient alors un véritable programme d'action collective, qui interroge les liens entre cosmopolitisme, citoyenneté et citoyenneté. La fête nationale est un autre « lieu-moment » qui cherche à construire une citoyenneté inclusive dans la ville. Contrairement aux fêtes évoquées précédemment, qui étaient axées sur une ou plusieurs communautés culturelles, la fête nationale québécoise tend à être celles de tous les Québécois.

### **8.3. Le rôle de la fête nationale dans la construction du cosmopolitisme**

La fête constitue un « îlot, [un] enclos de l'utopie dans la société existante » puisque « la plupart des fêtes évoquent les sentiments de participation à la communauté, les sentiments du bonheur, de la joie, de l'abondance » (Baczko, 1971 : 375). Elle permet une « sortie du quotidien » qui « s'opère par une rupture de l'organisation spatio-temporelle habituelle et par l'attribution d'un sens nouveau aux lieux momentanément adaptés, détournés, accaparés » (Rinaudo, Baby-

Collin et al, 2007 : 173). Si la dimension inclusive est un aspect présent dans la plupart des fêtes montréalaises, de manière plus ou moins consciente et affirmée, la fête est au cœur d'une « guerre de symboles » (Rinaudo, Baby-Collin et al, 2007) et les situations locales peuvent se transformer au fil du temps de diverses façons. Certaines font l'objet de récupérations alternatives ou de contre-manifestations (*l'Infringement festival* en réponse au *Fringe festival*) et certains événements informels sont utilisés à des fins touristiques (les « tam tam du Mont-Royal », qui se voulaient en 1978 une manière d'intégrer les migrants africains à la communauté du Plateau, sont désormais présents dans tous les guides de la ville). Enfin, il peut y avoir transformation progressive du sens initial de la fête en raison de la reprise en main de celle-ci par des acteurs qui s'ajoutent aux promoteurs initiaux (Di Méo, 2005) : c'est le cas de la fête sur Saint-Viateur. La fête s'avère être « un bon analyseur des mécanismes ordinaires d'organisation et de domination sociales, politiques et économiques » (Rinaudo, Baby-Collin et al, 2007 : 174-5) et des possibles productions de citadinités et d'identifications collectives. La fête nationale interroge ainsi les formes du cosmopolitisme et d'appartenance le long du boulevard. L'exemple de la fête sur Saint-Viateur souligne enfin l'importance du cosmopolitisme marchandise, faisant presque disparaître la dimension de l'altérité au profit des aspects culturels.

### 8.3.1. Des fêtes nationales communautaires sur le corridor de l'immigration ?

Sous l'impulsion du gouvernement provincial québécois, l'interculturalisme, comme « modèle d'intégration et de gestion de la diversité ethnoculturelle considérée sous toutes ses formes » (Bouchard, 2012 : 10), est aujourd'hui au cœur de la fête nationale québécoise. Chaque 24 juin<sup>151</sup> a lieu le grand défilé des « géants » sur la rue Sherbrooke, lequel se termine par une grande célébration au parc Maisonneuve (fig. 8.9.). La Saint-Jean Baptiste a énormément évolué dans son discours d'inclusion, depuis ses débuts plus ou moins païens (en lien avec le solstice d'été), sa récupération par l'Eglise et enfin son appropriation dans un contexte de revendication nationale québécoise.

---

<sup>151</sup> La fête nationale du Canada est aussi fêtée, le 1er juillet sur les quais du Vieux-Port. Elle comporte moins de déclinaisons dans les quartiers centraux et comme la plupart des baux se terminent à cette même date, c'est aussi la « journée nationale du déménagement ».

**Figure 8.9 Les « géants » de la Saint-Jean lors du grand défilé**



Les « géants » sont les grands personnages du Québec, présents lors du défilé à Montréal : de Jeanne-Mance à René Lévesque en passant par Félix Leclerc et Maurice Richard. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

Après la Conquête anglaise de 1759, « les festivités, tout en gardant leur religiosité, acquièrent un sens politique de résistance envers le groupe dominant » anglophone (Olazabal et Frigault, 2000). En 1977, la fête de la Saint-Jean-Baptiste devient officiellement la Fête nationale du Québec : « le désir grandissant de faire reconnaître le Québec comme une société distincte au sein du Canada et finalement, comme un pays souverain, s'exprime lors des festivités. Les célébrations deviennent le véhicule de la fierté du peuple québécois, considéré comme étant composé majoritairement de francophones descendants des Canadiens français » (Lamarre, Djerrahian, 2004 : 41). Peu à peu, la fête nationale s'ouvre aux autres au point de devenir « la Fête de tous les Québécois » (Olazabal, Frigault, 2000), en englobant des personnes de religions et d'origines différentes. « Les paramètres de l'identité québécoise, telle que présentée durant les célébrations, ne se réfèrent plus à un espace géographiquement clos, et laissent place à l'expression d'une pluralité reflétant d'emblée la diversité de la population montréalaise » (Lamarre, Djerrahian, 2004 : 39). En même temps, on le voit sur les photos (fig. 8.9.), les drapeaux québécois, les fleurs de lys et les couleurs bleue et blanche sont extrêmement présentes lors du défilé. Les discours patriotiques placent la langue française au cœur des discours : « fiers d'être québécois », « on est bien chez nous » sont des expressions qui reviennent au début et à la fin du défilé en 2012. D'ailleurs, selon une enquête réalisée en 2002 (Lamarre, Djerrahian, 2004), les trois principales raisons invoquées pour participer à ces fêtes étaient l'accord avec le projet souverainiste, la fierté québécoise et enfin, le plaisir de la fête et des spectacles gratuits. Si « la fête

“entre soi” crée les conditions de totalisation du groupe (Cordeiro et Hily, 2000) ; (...) la fête “avec les autres” ou “pour les autres” témoigne de la place qu’occupent les immigrés dans la ville, qui deviennent parfois des ressources locales précieuses en matière d’animations festives » (Rinaudo, Baby-Collin et al, 2007 : 184). On peut donc se demander quelles sont les représentations de la diversité montréalaise au sein de ces festivités. Autrement dit, ces fêtes sont-elles le reflet de l’institutionnalisation de l’interculturalisme – doctrine officielle du gouvernement du Québec – au sein de la municipalité montréalaise ou du cosmopolitisme ancré dans l’espace du boulevard ?

Plusieurs fêtes et célébrations ont lieu en parallèle dans les différents quartiers montréalais et notamment le long du corridor de l’immigration. Ce sont les « fêtes de quartier » :

« De la petite fête organisée par un centre pour personnes âgées à une initiative de plus grande envergure proposant animation familiale et spectacles, les Fêtes de quartier sont l’occasion pour les Montréalais et les Lavallois de s’approprier la Fête nationale et de célébrer le Québec avec leurs concitoyens. Plusieurs célébrations se dérouleront également dans les différentes communautés ethniques, donnant une saveur interculturelle à la Fête nationale, à l’image du Québec d’aujourd’hui<sup>152</sup> ».

Le 24 juin 2012, au parc Lahaie, lors de la célébration de la Saint-Jean Baptiste, un parallèle est tracé entre le peuple québécois et le peuple kabyle<sup>153</sup> avec des discours patriotiques qui soulignent la volonté commune de « faire reconnaître notre peuple au concert des nations » (fig. 8.10.). Les termes de « même combat », du « nous » englobant et l’équivalence entre « Vive le Québec libre » et « vive la Kabylie libre » reviennent dans les discours qui se succèdent dans l’après-midi sur la scène installée devant l’église<sup>154</sup>. L’événement est éminemment politique, avec la présence de Pauline Marois, chef du Parti Québécois<sup>155</sup>. La fête accueillait aussi Daniel Paillé, chef du Bloc Québécois, parti politique fédéral souverainiste présent exclusivement au Québec et Suzanne Proulx, candidate du Parti Québécois dans la circonscription électorale provinciale de Sainte-Rose (dans la municipalité de Laval, au nord de Montréal). Ces liens entre le Québec et la Kabylie se retrouvent au sein d’autres célébrations à caractère nationaliste, comme la marche des patriotes<sup>156</sup>, où les rares communautés culturelles à être présentes sont justement les Kabyles<sup>157</sup>.

---

<sup>152</sup> Site de la Société de la Saint-Jean-Baptiste de Montréal : <http://ssjb.com/evenements/les-fetes-de-quartier-2014/>, site consulté le 30 juin 2014.

<sup>153</sup> La Kabylie est une région du nord de l’Algérie agitée de mouvements en faveur de l’autonomie et de la reconnaissance de l’identité et des langues kabyle et berbère (lors du Printemps berbère d’avril 1980 notamment).

<sup>154</sup> Ces liens entre les « combats » québécois et kabyles sont également évoqués lors de rassemblements dits de « solidarité », <http://www.newswire.ca/en/story/1341467/quebec-kabylie-catalogne-meme-combat>, site consulté le 13 juillet 2014.

<sup>155</sup> Pauline Marois a ensuite été la Première ministre du Québec de septembre 2012 à avril 2014.

<sup>156</sup> La journée nationale de Patriotes est jour férié au Québec depuis 2002. Elle commémore la lutte des patriotes dans de la rébellion du Bas-Canada en 1837-1838.

Figure 8.10. La fête nationale du 24 juin 2012 au Parc Lahaie



Les hommes et femmes politiques présents viennent faire leurs discours sur la scène devant l'église Saint-Enfant-Jésus, de même que les chanteurs et autres artistes pour cette célébration. Les drapeaux québécois avec la fleur de lys sont très visibles. Dans le public, de nombreuses familles d'origine kabyle sont venues pique-niquer. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

Après la levée des drapeaux, les chants patriotiques (québécois et kabyles) et l'hommage aux patriotes et aux morts, plusieurs groupes se succèdent sur scène. Dans le public, ce sont surtout des familles kabyles qui se sont regroupées afin d'assister à la fête, certaines déjeunant sur les tables du parc. Parallèlement, sur le boulevard, les klaxons retentissent et des voitures circulent avec le drapeau italien en vue : l'Italie vient de remporter l'Euro 2012. La fête est peut-être représentative d'un « *rooted cosmopolitanism* » (Appiah, 2006) au sens d'une solidarité entre « minorités nationales » : les personnalités politiques présentent la situation québécoise comme universelle, se retrouvant dans d'autres luttes. La traduction du projet politique cosmopolite se retrouve ainsi au sein de cette fête dans le parc Lahaie.

D'autres célébrations de la Saint-Jean, moins politiques, se tiennent dans les différents quartiers « ethniques » du boulevard : quartier italien, portugais et chinois. Or, « certains Québécois d'origine canadienne-française ne se reconnaissent pas dans l'image du "Québécois" projetée lors des fêtes de quartier organisées par une "communauté culturelle" » (Lamarre, Djerrahian, 2004 : 46). C'est le cas de la fête nationale dans le quartier chinois, sur la place Sun Yat-Sen. Des spectacles se déroulent sur la scène qui a été aménagée pour l'occasion. Le public est surtout composé de personnes âgées d'origine chinoise, assises sur des chaises face à la scène (fig. 8.11.). La rue de la Gauchetière est quant à elle extrêmement animée grâce à une vente-trottoir et c'est dans cette rue qu'on rencontre des personnes d'origines différentes et non sur la place. De même pour la fête nationale sur le parvis et l'espace de stationnement autour de l'église

<sup>157</sup> Laura Pelletier, « Ferveur souverainiste et accrochages lors de la marche des patriotes », 20 mai 2014, *le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/408667/ferveur-souverainiste-et-accrochages-lors-de-la-marche-des-patriotes>, site consulté le 20 mai 2014.

et de la mission Santa Cruz : la plupart des personnes participant à cette fête sont d'origine portugaise, en costume traditionnel et dansant au son de la musique portugaise (fig. 8.11.). Une troisième fête nationale est aussi organisée au parc de la Petite-Italie, intitulée « fête nationale-mosaïque des cultures », un événement également en place lors de l'édition 2014<sup>158</sup>. Cette fête est co-organisée par la Société de développement de la Petite Italie – marché Jean-Talon et l'Association des Baptisés du Jourdain. Elle met l'accent sur les musiques du monde, afin de refléter la diversité musicale au sein du Québec.

**Figure 8.11. La fête nationale (24 juin 2012) dans le quartier chinois et à la mission Santa Cruz**



La vente-trottoir de la rue de la Gauchetière attire beaucoup plus de monde que la célébration de la fête de la Saint-Jean sur la place Sun-Yat-Sen. Sur l'esplanade devant la mission Sant-Cruz, la quasi totalité des personnes présentes sont d'origine espagnole. Là aussi, de nombreuses personnes âgées restent assises à regarder les danses sur le parvis. (Photographies : M-L Poulot, 2012)

<sup>158</sup> Les festivités dans les autres espaces n'ont plus lieu de la même façon en 2014. Voir site de la fête nationale du Québec : <http://fetenationale-montreal.qc.ca/FQenbref.html>, site consulté le 30 juillet 2014.



Ces déclinaisons locales de la fête nationale québécoise font à la fois l'éloge du quartier comme espace de convivialité, et celui de l'authenticité cosmopolite de l'ancien corridor de l'immigration. Pourtant, le public est restreint aux communautés culturelles organisatrices. La fête se veut inclusive, mais met en lumière la difficulté à faire advenir un événement réellement cosmopolite. Le défilé des géants est éminemment politique, en lien avec les velléités d'autonomie du Québec ; les fêtes communautaires le long du boulevard ne parviennent pas à fédérer un sentiment de communauté citoyenne ou même de quartier, avec un public surtout constitué des communautés culturelles. Dans les récits des habitants du Mile End, la célébration de la fête de la Saint-Jean sur la rue Saint-Viateur réussissait là où les autres échouent, dans l'inclusion de tous. Mais cette « réussite » de la fête est remise en cause par sa dépolitisation et la part de plus en plus importante d'un cosmopolitisme marchandisé.

### 8.3.2. La fête nationale de l'interculturel sur la rue Saint-Viateur : une fête cosmopolite locale

Entre 1986 et 1998, le Comité des citoyens du Mile-End organise la fête de la Saint-Jean-Baptiste sur la rue Saint-Viateur. L'association la conçoit comme résolument multiculturelle à l'image du Mile End, alors même que la fête nationale québécoise n'était pas encore devenue le temps et le lieu de célébration de la diversité. Cette fête se présentait comme véritablement inclusive, ainsi que la décrit la fondatrice du Comité des citoyens du Mile-End, *a contrario* de la pensée de la société Saint-Jean Baptiste<sup>159</sup> qui organise la fête dans toute la province québécoise (entretien, 16 juillet 2012) :

« On était mal vu à l'époque par la société de la Saint-Jean qui distribuait les subventions pour cette fête. Et nous, il nous fallait des subventions pour la fête, pour payer les musiciens, pour avoir une scène et tout... et puis là, on s'est fait critiquer très fort, parce que justement on faisait quelque chose de multiethnique. Parce que c'était plus québécois que québécois la fête de la Saint Jean au départ. "Il faut pas faire une fête multiethnique, il faut montrer aux immigrants qui arrivent que c'est les Québécois, que c'est francophone et tout". Et alors on nous critiquait parce que par exemple, on demandait à des groupes de danseurs grecs de venir sur la rue, des jeunes Italiens, des Polonais (...). On se faisait critiquer pour ça et puis parce qu'on osait faire des affiches où on avait mis quelques mots en anglais pour que les gens comprennent. (...)

Puis, p'tit à p'tit, c'est rentré dans les mœurs et au contraire, maintenant, c'est le contraire maintenant on est au stade où on loue ce genre d'affaires où on intègre les immigrants, où on respecte et on demande de faire parler leur cœur à eux aussi. Mais à l'époque c'était très très mal vu ».

---

<sup>159</sup> La fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste organise la fête nationale au Québec et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal celle de la métropole. Depuis 1984, c'est le Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ) qui fédère les sociétés Saint-Jean-Baptiste. Voir Traisnel Christophe, Réseau des Sociétés Saint-Jean-Baptiste : de l'unité des Canadiens français au nationalisme des Québécois, *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française* et voir le site du MNQ : <http://mnq.qc.ca/>, site consulté le 30 juillet 2014.

Cette reconnaissance de la diversité au sein de la fête nationale suit les évolutions de la société Saint-Jean Baptiste. Depuis les propos du premier ministre Jacques Parizeau sur le « vote ethnique » comme une des causes de l'échec du second référendum du *Parti Québécois* en 1995<sup>160</sup>, « les organisateurs de la Fête nationale ont cherché à changer la direction de la fête en incluant beaucoup plus les différents habitants québécois et à réduire la division entre Québécois “de souche” et ceux d'origine immigrante » (Lamarre, Djerrahian, 2004 : 42), en insistant sur la politique québécoise de la diversité : l'interculturalisme. Représentante de la diversité du Mile-End comme reflet de la diversité montréalaise, la fête nationale de la Saint-Jean ne peut être décrite comme une fête du multiculturalisme. Le terme, qui renvoie à la politique fédérale de gestion et d'intégration des immigrants, ne rend pas « compte de toutes les formes de mixité qui font vivre à la fois la fête et le quartier du Mile-End » (Simon, 1999). La célébration de la fête sur Saint-Viateur ne correspond ni au modèle canonique de la fête nationale en vigueur dans l'est de l'île où primait l'identité canadienne-française, ni à la commémoration du multiculturalisme, où les différentes communautés seraient juxtaposées les unes aux autres sans volonté d'échange. Parce qu'elle ne fait pas référence au contexte canadien et moins au contexte québécois qu'au milieu local, la fête est moins multiculturaliste que cosmopolite, au sens d'une ouverture à l'autre (Hannerz, 1990 : 239). Pour Sherry Simon (1999 : 19), la fête est celle de l'hybridité, comme « mode de circulation, d'interaction et de fusion imprévisible des traits culturels ». Mais au vu des relations entre habitants dans le quartier du Mile End<sup>161</sup>, la sociabilité durant la fête ressortit davantage au cosmopolitisme qu'à l'hybridité : des échanges et des contacts s'engagent, avec des circulations, mais sans promettre pour autant de « fusion ».

La Saint-Jean-Baptiste sur la rue Saint-Viateur est également une manière d'inscrire le quartier dans l'identité montréalaise et nationale. Une des fondatrices de la fête explique ainsi (entretien, 16 juillet 2012) :

« C'était dans le but d'améliorer les relations interethniques, c'est-à-dire de mieux se connaître entre voisins encore. Puisque c'était déjà une caractéristique du quartier, que les gens aiment bien se parler, alors on s'est dit : on va faire une fête ensemble. Et le jour de la fête de la Saint Jean ».

Cet ancrage local fut à la fois la recette de son succès et sa limite. La nécessité d'embaucher plus de bénévoles au vu de la fréquentation croissante, les coûts de plus en plus élevés, mais aussi les mesures de plus en plus strictes au niveau de la Ville quant à l'hygiène et la salubrité et à la nourriture, ou encore le besoin d'une sécurité plus importante (location d'une

---

<sup>160</sup> Cf. supra. Chapitre 1. *De la loi 101 à la charte des valeurs : la ville de Montréal, laboratoire des politiques interculturelles ?*, pp. 92-97.

<sup>161</sup> Cf. supra. Chapitre 7 : Expériences de « gentrificateurs » et cosmopolitisme dans le Mile End.

police ou d'agents de sécurité) ont eu raison de l'investissement des membres du Comité des Citoyens du Mile-End qui ont mis fin à la fête en 1998. De plus, la dimension locale de la fête étant perdue, certains résidents ne voyaient plus vraiment l'intérêt de s'investir dans son organisation, comme l'explique la fondatrice du Comité des citoyens du Mile-End (entretien, 16 juillet 2012) :

« Les gens disaient : « Non, quand c'était une fête pour les gens du quartier, j'étais d'accord pour faire du bénévolat. Mais moi j'veux pas faire du bénévolat pour les gens qui viennent de Verdun, de Pointe-aux-Trembles, de Dollard-les-Ormeaux... je fais pas du bénévolat pour la ville de Montréal ! Pour le Mile End, d'accord mais pas pour la ville de Montréal ! » ».

Ce refus d'une plus large dimension de la fête souligne un saut dans les échelles d'identification. Si les participants et les bénévoles affichent une appartenance forte au quartier pour une fête pour le Québec, ils ne se reconnaissent pas dans le reste de la ville de Montréal, ou plutôt dans ce qui est vue comme la périphérie de Montréal. Verdun et Dollard-les-Ormeaux sont des anciennes municipalités indépendantes (devenues des arrondissements en 2002), Pointe-aux-Trembles est restée une municipalité autonome. Ces espaces ne font pas partie des quartiers centraux montréalais et sont assimilés à des espaces lointains.

Certains résidents ont tenté de poursuivre la tradition d'organisation de l'événement pendant encore quelques années, puis la fête de la Saint-Jean a disparu du Mile End, jusqu'en 2007. Cette année là, la firme de jeux vidéos *Ubisoft*, implantée au coin des rues Saint-Laurent et Saint-Viateur, décida d'organiser le festival de rue de Saint-Viateur, afin de remplacer l'ancienne fête de la Saint-Jean<sup>162</sup>. Pour l'entreprise, il s'agissait de promouvoir la marque tout en l'associant au quartier et à la communauté, un aspect central du dossier « développement durable » de l'entreprise. En plus de l'environnement, sa vision du développement durable prend en compte l'individu, constitué par l'employé travaillant dans l'entreprise, et la communauté, l'équivalent du quartier du Mile End. Comme le dit la responsable du développement durable chez Ubisoft (entretien, 25 octobre 2012) :

« On est un gros citoyen, on est un gros morceau du Mile End, mais on essaie de se faire pas nécessairement le plus petit possible mais le plus facile possible en fait, on essaie vraiment d'être partie prenante du décor. Donc pour nous, c'est vraiment d'aider les gens aux environs, c'est comme redonner à la communauté en fait. On sait que dans le paysage, on est massif, on est impressionnant. Si on peut au moins redonner à la communauté, puis leur faire part de notre appréciation, de notre bien-être ici ».

*Ubisoft* développe donc des partenariats avec d'autres institutions du quartier : avec le YMCA pour les activités sportives, la garderie ou avec des galeries d'art. L'entreprise travaille

---

<sup>162</sup> Laurence Clavel, « La fiesta de la rue Saint-Viateur », 1 juin 2007, *Le Devoir* : <http://www.ledevoir.com/culture/actualites-culturelles/145657/la-fiesta-de-la-rue-saint-viateur>, site consulté le 24 juin 2014.

aussi avec la Ville, l'arrondissement du Plateau ainsi que les associations pour trouver un passage sur la voie ferrée<sup>163</sup> en participant aux Tables de concertation sur le secteur Saint-Viateur Est. Au niveau des événements du quartier, une employée explique (entretien, 25 octobre 2012) :

« Des fois... ça peut être aussi absurde que faire la publicité pour les événements qu'ils font : s'ils font des ventes de garage, des ventes de hot-dog, des choses comme ça. Si moi, je publicise à l'intérieur, j'ai un bassin de 2 500 personnes en partant qui est informé de ça, donc pour eux, c'est quand même quelque chose d'intéressant j' pense, en bout de ligne. Donc c'est vraiment de promouvoir le plus possible ce qu'ils font, de collaborer avec eux pour la réalisation des événements. Et quand on peut aider directement ou financièrement un événement, ben on le fait quand ça rentre dans les critères et dans les temps, les délais, il n'y a pas de problèmes ».

Mais les commerçants, tout comme les résidents, se sont montrés critiques face à ce festival de rue. Les commerçants ont refusé de former une association formelle de type SDC afin de subventionner et d'organiser de tels événements, comme le prônait *Ubisoft*. Ils n'en voyaient pas l'intérêt, le commerce de la rue se portant déjà très bien (entretiens ; Radice, 2010 : 262). Certains résidents critiquent surtout la « fausse » dimension locale de la fête. La réappropriation du festival par *Ubisoft* a contribué à sa publicité dans toute la ville (Radice, 2010 : 260) et a attiré des Montréalais de tous les quartiers. Enfin, déplacée au 1<sup>er</sup> juin, sans aucun lien avec la Saint-Jean-Baptiste du 24 juin, le festival de rue de 2007, organisé par une multinationale, se trouve instrumentalisé. La dimension citoyenne de la fête nationale est passée au second plan, derrière les spectacles et représentations artistiques. Si l'importance du « cosmopolitisme de bouche » demeure, cela va de pair avec une marchandisation de la fête qui masque désormais l'aspect national et politique de l'événement : la fête renvoie alors à un « *consumerist cosmopolitanism* » (Calhoun, 2002). Deux artistes locales publient à cette occasion une lettre ouverte où elles dénoncent la récupération de la fête de quartier par « un événement corporatif promotionnel à grand déploiement<sup>164</sup> ». Comme l'une d'entre elle l'explique (entretien, 3 mai 2013) :

« J'sais pas trop combien de temps ça faisait qu'ils [Ubisoft] étaient dans le quartier. Mais en tout cas, ils avaient décidé de faire une p'tite fête dans la rue pour célébrer leur tant d'années dans le quartier. Ils ont demandé à des artistes qu'ils connaissaient de participer à titre bénévole évidemment parce que les artistes, on les aime bien mais... et là, j'ai fait : ok, ils veulent qu'on fasse de la peinture en direct comme ça, dans leur... Fait que j'ai commencé à m'intéresser à l'histoire, J'en ai parlé autour de moi et c'est là que j'ai appris comment Ubisoft s'était implanté dans le quartier en faisant fi finalement de la communauté artistique du secteur, en prenant la place physique des ateliers là ! Et après ça de voir dans les journaux : "Ubisoft a sauvé le Mile-End ! Ubisoft revitalise le secteur !" J'suis là : j'suis là : "revitalise", ok mais pour qui ? Ubisoft contribue à l'exclusion de toute une partie de la population et pas seulement des artistes ».

---

<sup>163</sup> Cf. supra. Chapitre 7. 7.2.3. Le boulevard, de frontière à couture dans le Mile End, pp. 442-251.

<sup>164</sup> Isabelle Anguita et Suzanne Desbiens, artistes en arts visuels, 2007, « Confusion des genres », lettre ouverte.

Comme le dit Nicolas, un autre habitant installé depuis une trentaine d'année dans le Mile-End, devenu membre du Comité des citoyens du Mile End justement à l'occasion de la réappropriation de la fête par Ubisoft (entretien, 12 août 2012) :

« C'est pas qu'on en veut à Ubisoft d'être sur la rue Saint-Laurent, de créer de l'emploi. C'est qu'on en veut à l'idée d'une fête du Québec, d'une fête de la rue qui est parrainée par quelque organisme que ce soit. On veut que ce soit parrainé à la limite par l'arrondissement ou le gouvernement, que les fêtes de quartier soient payées par le quartier comme tel et non par une compagnie. On veut bien que la compagnie puisse aider financièrement certains trucs dans le quartier mais pas cette fête là ».

La mainmise de l'entreprise sur la fête est relayée par des rumeurs sur le rôle d'*Ubisoft* dans le Mile End et notamment dans certains commerces. Les habitants enquêtés perçoivent la compagnie comme un élément important du paysage du quartier, mais ils dénoncent aussi son poids par rapport au reste des activités et des résidents et travailleurs, comme si la compagnie ne faisait pas réellement partie de la communauté du quartier. Comme pour l'ancienne fête nationale, les habitants dénoncent ce qui échappe à leur contrôle et à leur initiative. Laurence évoque une sorte d'« invasion » de la part des employés d'*Ubisoft* dans le quartier (entretien, 16 juillet 2013) :

« Et *Ubisoft*, c'est peut-être juste des rumeurs, je sais pas si c'est vrai ou faux, mais ce que j'ai entendu dire : c'est eux autres ont injecté beaucoup d'argent dans Saint-Viateur, ben, que marché latino, open the night, plusieurs autres commerces ont été super équipés par eux-autres. C'est ce que j'ai entendu, j'sais pas si c'est vrai ou faux, mais tu sais, le gars, le responsable de compagnie a comme payé la nouvelle grosse machine Espresso à Open the Night, parce qu'il veut son expresso de telle façon et bon... et Marché latina aussi a eu comme des augmentations à cause de ça.

Tu sais, c'est sûr et certain, comme moi qui reste dans le coin : J'évite vendredi midi et demi, je serai pas sur la rue Saint-Viateur, parce que toute la gang d'*Ubisoft* sort pour leur lunch, et puis c'est la grosse party ! Tout le monde sort au même moment et puis s'installe un peu partout. Et essaie de trouver un sandwich, bonne chance là ! C'est un envahissement ! Le Waverly aussi, c'est comme... Vendredi après le travail, plus de place, ça déborde d'un peu partout et c'est bruyant, whatever ».

Enfin, en 2007, la fête sur Saint-Viateur participe d'un mouvement de l'interculturel au culturel : ayant lieu le samedi, elle excluait la communauté hassidique vivant dans le Mile-End et les artistes invités n'avaient plus de réel lien avec le quartier. « *In homage to the multiethnic neighbourhood, and like the old St-Jean-Baptiste party, it deliberately featured ethnic (or ethnicized) communities in its programme. However, the Italian marching band musicians mostly don't live in the area any more, and the samba band – whose members are not all Brazilian – do all the festivals*<sup>165</sup> » (Radice, 2010 : 261). Si les premières fêtes mettaient en valeur l'appartenance locale et se voulaient l'image d'un quartier

---

<sup>165</sup> « En hommage au quartier multiethnique et comme lors de l'ancienne fête de la Saint-Jean-Baptiste, le programme de [la nouvelle fête de Saint-Viateur] met en vedette des communautés ethniques (ou ethnicisées). Cependant, la plupart des musiciens de la fanfare italienne ne résident plus dans le quartier, et le groupe de samba – dont les membres ne sont d'ailleurs pas brésiliens – participe à tous les festivals ».

multiethnique en montrant les différentes manières d'être québécois aux origines diverses, le festival de rue relève plutôt d'un développement local du territoire en cherchant à souligner la dimension créative et culturelle du quartier (Radice, 2010 : 261). Elles réussissaient à rendre compte d'un cosmopolitisme ancré localement, d'une forme de *parochial cosmopolitanism*, dans le quartier multiethnique du Mile End, avec une appartenance forte au quartier plus qu'à la ville et plus qu'à l'Etat québécois. La nouvelle fête renvoie elle au *branding cosmopolitanism*, avec pour certains habitants, des dérives folklorisantes. Ces deux récits *a priori* contradictoires tendent pourtant à se rapprocher. Le festival de rue de Saint-Viateur a profité des succès des années précédentes et l'entreprise *Ubisoft* a cherché la discrétion lors de ce festival de rue, voulant peut-être tirer une continuité entre les fêtes nationales précédentes et le nouveau festival. Comme l'explique Nicolas, un des habitants du Mile End (entretien, 12 août 2012) :

« Puis ils ont compris assez vite quand on leur a dit qu'on voulait pas comme tel qu'ils prennent la fête de rue et puis qu'ils mettent leur nom. Après ça, comme pour le forum, ils ont donné un peu de sous, puis on n'a pas mis leur nom nulle part et puis ça les dérangeait pas. Ils ont bien compris qu'ils pouvaient aider le quartier sans mettre leur nom. Leur nom est déjà assez connu et ils ont pas besoin de nous autres pour se faire connaître ! ».

En fait, il semble que le festival de rue de Saint-Viateur soit au fil des années absorbé dans le récit des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste du Mile End (Radice, 2010), même si la dimension interculturelle de la fête de la Saint-Jean qui participait de la vision inclusive de la ville de Montréal tend à être gommée au profit d'une dimension culturelle. Comme l'écrivent Stéphanie Lamarre et Gabriella Djerrahian (2004 : 48), peut-être que « l'usage de l'apolitisme permet de tracer, au moins au niveau symbolique, un lieu spatio-temporel politiquement neutre et culturellement inclusif où *TOUS* les Québécois peuvent "officiellement" prendre part aux célébrations de la Fête nationale ». Cette désappropriation de la fête peut être reliée à un certain désengagement de la part des gentrificateurs le plus récemment arrivés dans le quartier du Mile End, un phénomène également analysé dans d'autres contextes de gentrification (Butler, 2003 ; Clerval, 2008 : 410 ; Rose, 2006). Jeanne, une des résidentes ayant contesté l'instrumentalisation de la fête par l'entreprise *Ubisoft*, souligne l'intérêt moindre des habitants pour les questions liées au quartier (entretien, 3 mai 2013) :

« Mais c'est-à-dire que les gens qui pourraient militer sont partis, je pense. Nous, c'est difficile de rejoindre... C'est difficile de faire en sorte que les gens se mobilisent aujourd'hui, plus que quand on avait fait le forum ou les cafés citoyens [en 2009].

On voit... On a organisé un truc sur le stationnement y'a pas longtemps : on pensait que ça allait être plein là ! Moi, je m'étais préparée vraiment pour faire des arbitrages. Et puis, pas tant de monde que ça... C'était pas... C'est peut-être qu'on est réputé pour être plutôt verts... Les gens qui voulaient chialer se sont pas déplacés et puis les gens qui sont contents se déplacent pas en général. Mais j'pense qu'il y a moins que gens qui participent dans le Mile-End. Et puis on est à une ère beaucoup de communication virtuelle ».

Ces exemples de fête nationale permettent de lier cosmopolitisme politique, identitaire et commercial, même si les trois formes ne se superposent pas exactement, ni dans le temps, ni dans l'espace. La fête nationale constitue un exemple de déclinaison locale du *rooted cosmopolitanism* (Appiah, 2006 ; Kymlicka, Walker, 2012) en tant qu'ouverture à l'autre tout en étant bien ancrée dans la ville et plus précisément dans les différents territoires festifs montréalais. La fête tente de relier plusieurs échelles d'appartenance, du quartier à la nation, en passant par la ville, même si dans le cas de la fête sur la rue Saint-Viateur, elles ne s'emboîtent pas complètement. La fête nationale dans le Mile End participe de temporalités cosmopolites, même si cette fête reste représentative de l'ambiguïté qui entoure l'usage de la langue anglaise. Alors que le chansonnier Félix Leclerc affirmait que « le Québec est divisé excepté quand il chante<sup>166</sup> », la venue de musiciens anglophones chantant en anglais lors de l'« Autre Saint-Jean », une « fête nationale sans *medley* nostalgiques et sans grands discours patriotiques<sup>167</sup> » ayant lieu au parc Pélican dans le quartier Rosemont, avait fait débat : une édition bilingue est perçue comme contraire aux principes de la fête nationale québécoise, qui doit se tenir en français<sup>168</sup>.

L'attachement à la rue, voire son appropriation, peuvent être lus au travers de pratiques citadines, notamment de la fête et de la marche. Les fêtes comme les visites sont des formes de représentations d'un récit sur la ville et le boulevard, sur l'autre et sur soi. Dans l'idée d'une unité du quartier par l'intégration de ses différentes communautés – religieuses, linguistiques, nationales, etc. –, les visites ou les festivités sont autant d'espaces-temps inscrits dans une autre temporalité. À la manière de certains lieux, comme les commerces ou restaurants, ces temporalités de fêtes ou de marches participent des *cosmopolitan canopies* (Anderson, 2004) où la diversité serait vécue avec tolérance et intérêt dans une sorte de convivialité privilégiée en ville. Elles sont l'occasion de mettre en valeur le boulevard comme patrimoine et comme milieu de vie, en tant qu'espace du cosmopolitisme : la fête et les visites permettent de saisir l'identification d'une communauté à un lieu tout autant que de partager avec l'Autre un sentiment d'appartenance. Enfin, elles constituent une manière de le raconter aux autres. Cette découverte

---

<sup>166</sup> Isabelle Porter, « À Québec, une fête nationale en perte de vitesse », 24 juin 2014, *le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/culture/musique/411791/a-quebec-une-fete-nationale-en-perte-de-vitesse>, site consulté le 24 juin 2014.

<sup>167</sup> Philippe Papineau, « L'Autre Saint-Jean est de retour », 4 juin 2014, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/culture/musique/410006/l-autre-saint-jean-est-de-retour>, site consulté le 24 juin 2014.

<sup>168</sup> « Les artistes anglophones exclus de l'Autre St-Jean », 12 juin 2009, *Voir*, <http://voir.ca/nouvelles/actualite-musicale/2009/06/12/les-artistes-anglophones-exclus-de-lautre-st-jean/>, site consulté le 24 juin 2014.

de l'altérité constitue une expérience cosmopolite au sens où elle relie cosmopolitismes politique, marchandisé et vécu.

Les nombreuses promenades et visites urbaines montréalaises, ainsi que les fêtes illustrent enfin les interrogations nouvelles sur la ville et les pratiques des citoyens. Les marcheurs sont mis en avant aujourd'hui « non seulement parce qu'en tramant l'espace urbain de leurs pratiques ils donnent du sens aux lieux, mais aussi parce que leur présence conditionne le développement de la vie publique – ce type de sociabilité propre à la grande ville, fondé sur le savoir-vivre ensemble entre inconnus, dans lequel la liberté, l'anonymat et la mobilité sont des valeurs centrales » (Forbet, 2011 : 215). L'inclusion des échelles d'appartenances, du local au global en passant par l'échelle de la ville et l'échelle nationale, est interrogée par la marche, mais aussi par la fête nationale sur le corridor, qui, tout en se voulant inclusive, révèle également l'attention portée au local, au quartier. La marche s'affirme comme « une activité d'ancrage du piéton à la ville » (Thomas, 2007 : 22), un ancrage pratique, social, perceptif et affectif, qui appelle le piéton à « faire la ville ». Les visites urbaines incarnent précisément cet ancrage multiple puisqu'elles se fondent sur un partage d'informations, de souvenirs et de perceptions. Marcher ensemble la ville, de même que l'occuper – à l'échelle d'une rue ou d'une place – dessinent une forme originale d'appropriation symbolique de l'espace.



## Conclusion de la 3ème partie

Le rejet des grandes chaînes commerciales et la nostalgie liée aux transformations du boulevard amènent certains habitants à rejeter le cosmopolitisme standardisé et marchandisé au profit d'une authenticité plus ou moins rêvée (chapitre 6). Cette idée d'authenticité, liée à l'image du boulevard comme quartier ou comme communauté, reprise par les acteurs du développement économique (les SDC notamment), est centrale chez les « gentrificateurs », notamment dans le quartier du Mile End (chapitre 7). Dans ce secteur, la présence importante des artistes est également constitutive de l'identité du quartier, à rebours de la construction « d'en-haut » du Quartier des Spectacles. Ce refus de la ville néolibérale, déjà présent dans les contestations par rapport au projet du quadrilatère Saint-Laurent (chapitre 5), transparait aussi dans les critiques des habitants envers la mainmise d'*Ubisoft* sur la fête de la Saint-Jean (chapitre 8) et au sein de visites urbaines, notamment des *Promenades de Jane*. Les organisateurs de ces activités cherchent à préserver les notions de convivialité, de créativité et de diversité qui sont perçues comme intrinsèques au corridor du boulevard. Les récits sur le cosmopolitisme du corridor du boulevard en font une expérience totale et sensorielle. Cette dernière est déclinée sur un mode nostalgique ou seulement recherchée dans des espaces-temps particuliers. Le cosmopolitisme du boulevard est en effet déjà patrimoine, alors que celui, plus vivant, du Mile End fait l'objet de représentations ambiguës. Derrière les discours consensuels sur la diversité apparaissent des points de cristallisation : le partage de l'espace public avec la communauté hassidique et la montée de la langue anglaise. Ces deux dimensions suscitent plutôt inquiétudes et, parfois, rejets. La fête nationale et les visites sont quant à elles, des « espaces-moments » éphémères où pour un temps, les trois dimensions du cosmopolitisme sont réunies.

## Conclusion

---

Cette thèse questionne les mises en récits, les nostalgies patrimoniales et les constructions territoriales du boulevard Saint-Laurent afin de comprendre les différentes dimensions du cosmopolitisme en ville. Montréal est une ville intermédiaire dans la hiérarchie métropolitaine mondiale et concentre moins d'immigrants que les villes de Toronto ou Vancouver. Elle attire en revanche des immigrants d'origines plus diversifiées. Son histoire particulière avec la présence de ses deux groupes linguistiques fondateurs – francophones et anglophones – lui donne une forme urbaine et une histoire singulières.

Le boulevard Saint-Laurent constitue une *Main Street* à l'échelle montréalaise qui s'inscrit dans l'histoire, dans les mémoires et dans la citadinité montréalaises. Il constitue un espace de choix pour lire les traductions spatiales des politiques de la diversité puisque son paysage est façonné par les actions institutionnelles ayant trait au multiculturalisme, à l'interculturalisme et à la patrimonialisation. Toutes ces interventions affirment le boulevard comme espace du cosmopolitisme urbain dans un jeu d'échelles complexes. Les échelles offrent en effet une clef de lecture majeure pour comprendre les relations de pouvoir sur l'espace du boulevard, entre lieu de mémoire canadienne et lieu de mémoire montréalais, lieu de mémoire cosmopolite et lieu de mémoire d'une communauté ethnoculturelle particulière. Différents niveaux de pouvoir agissent sur le boulevard (arrondissement, ville, gouvernement provincial, gouvernement fédéral) : ces acteurs n'ont pas forcément les mêmes objectifs et ne partagent pas les mêmes valeurs. Et ce sont au final les acteurs locaux – notamment les associations – qui prennent en charge la mise en valeur du patrimoine fuyant de la rue, créant un « nous » habitant autour du patrimoine de la diversité.

Le boulevard Saint-Laurent est également l'objet de stratégies de *branding* : acteurs publics, privés et communautaires choisissent ou non de mettre en avant la diversité ethnique. La gouvernance à l'œuvre le long du corridor du boulevard fait la part belle aux sociétés de développement commercial qui tentent de freiner le déclin des artères commerçantes par diverses initiatives d'aménagement et d'animation. Elles construisent des paysages particuliers et des quartiers à l'identité spécifique (Petite Italie, secteur portugais, quartier chinois et Quartier des Spectacles). Plusieurs processus de territorialisation sont à l'œuvre, entraînant des actions de mise en valeur spécifiques, qui ressortent autant de stratégies globales que d'initiatives plus locales. Si les références au cosmopolitisme du boulevard s'attachent à la *Main* dans son ensemble, sa gestion et son aménagement se font par secteurs et ces formes de territorialisations révèlent des

pratiques différenciées du cosmopolitisme comme identité : les acteurs des quartiers « ethniques » le mettent en avant, alors que les promoteurs publics et privés du quartier des Spectacles ne l'évoquent guère. Le cosmopolitisme est utilisé comme idéal normatif dans ces stratégies de mise en scène et de création d'image de marque : sorte de vitrine, ce cosmopolitisme marchandisé tient d'un cosmopolitisme policé et aseptisé, en accord avec les demandes des élites. Mais ces quartiers ne sont pas réductibles aux seules stratégies de communication et mise en images : ils sont vécus, utilisés et parcourus par les communautés culturelles concernées et par d'autres habitants.

Lieu d'expériences citadines, le boulevard Saint-Laurent s'inscrit enfin dans un cosmopolitisme du quotidien. Ce dernier s'exprime dans des lieux, des formes urbaines et des ambiances. Les habitants et commerçants recherchent l'authenticité de la rue qu'ils relient à la diversité ethnique et à la présence des commerces familiaux. Teintés de nostalgies, leurs discours tendent à territorialiser l'espace du boulevard, parfois en lien avec les actions des acteurs privés et publics. Ces récits sont surtout l'apanage des classes moyennes et supérieures qui vantent l'image cosmopolite – au sens démographique et d'ouverture à l'altérité – du corridor. Ces récits ne sont cependant pas totalement en accord avec les pratiques habitantes : la juxtaposition des communautés prime parfois sur les échanges, comme dans le Mile End avec la communauté hassidique. Enfin, ce « vivre et raconter » le cosmopolitisme passe par des « lieux-moments » particuliers, de visites ou de fêtes. Parallèlement aux pratiques festives qui mêlent citoyenneté québécoise, attachement au quartier et ouverture cosmopolite, les habitants mettent en avant la marche, à travers les visites urbaines, comme une manière de découvrir et de s'appropriier les différentes dimensions du cosmopolitisme du corridor du boulevard où, pour un moment, le quotidien est réinventé. Ces temporalités éphémères et localisées sont l'occasion d'une déclinaison des différentes dimensions du cosmopolitisme : politique, marchandisé et vécu.

### *Figures, lieux et temporalités du cosmopolitisme*

Au-delà du multiculturalisme – et de l'interculturalisme au niveau provincial – comme politique de gestion de la diversité, c'est un cosmopolitisme dans ses dimensions multiples qui est donné à lire sur le boulevard Saint-Laurent. Le concept permet de dépasser le seul aspect politique puisque le boulevard est aussi un espace aménagé et vécu. L'analyse des narrations autour du boulevard comme celle des pratiques a révélé combien l'aspect collectif et communautaire est central tant dans les stratégies politiques (reconnaissance des communautés dans le multiculturalisme) que dans celle des groupes qui œuvrent au développement économique (création de quartiers ethniques marchandisés). Les expériences cosmopolites en témoignent également, que ce soit dans les visites urbaines ou dans la définition du quartier du Mile end

autour d'un entre soi. Des investissements citoyens individuels existent cependant, et le concept de cosmopolitisme permet précisément de les prendre en compte puisqu'il englobe l'ensemble des attitudes. Cette thèse a d'ailleurs permis d'isoler un certain nombre de « figures cosmopolites », habitants, commerçants, acteurs commerciaux et publics qui racontent et vivent la diversité, les échanges et relations entre eux et avec le boulevard. Ainsi, certains commerçants engagés dans les sociétés de développement commercial, sortes d'entrepreneurs cosmopolites, des associatifs membres des organismes de mise en valeur du patrimoine du boulevard, des gentrificateurs qui relaient les discours sur des quartiers cosmopolites, comme le Mile End, ou encore des guides qui, lors des marches et promenades urbaines, proposent un récit du cosmopolitisme du corridor d'immigration. Alors que certains auteurs opposent locaux et cosmopolites, ces personnes sont fortement ancrées dans la ville de Montréal, dans le quartier, dans le boulevard Saint-Laurent, et manifestent simultanément des formes d'ouverture à l'Autre. Enracinement et ouverture ne sont pas antinomiques : ce sont deux facettes de la sociabilité cosmopolite du boulevard, entendue comme des formes de compétences de communication basées sur la capacité humaine à créer des relations sociales d'inclusion et d'ouverture au monde (Glick Schiller et al., 2011 : 402). Les extraits d'entretiens ont mis en évidence le rôle de ces « personnages » du boulevard : ils transforment et font évoluer représentations et pratiques du pays d'origine en les incluant à d'autres éléments plus locaux.

Ces figures qui évoluent sur le boulevard sont notamment attachées à des lieux particuliers, ainsi les restaurants et commerces alimentaires. Le cosmopolitisme de bouche s'impose à la fois dans les récits officiels (mise en *branding* des SDC, arrêtés de patrimonialisation) et les récits intimes ou littéraires. Ces micro-lieux commerciaux du cosmopolitisme participent certes d'une marchandisation de la différence, mais narrations habitantes et récits de fiction du boulevard les consacrent comme lieux symboles et repères et de la ville et de la diversité, comme le montre cet extrait de roman écrit à la fois en français et en anglais :

« Après la poissonnerie Waldman, Elizabeth's list in hand, I explore la Main maman prefers to call properly le boulevard Saint-Laurent, I enter the food cathedrals with their stained glass Windows made of giant jars of pickled red peppers, their ceilings chandeliered with strings of sausages, their stoups brimming with cheeses in holy brine, I close my eyes to breathe in not l'encens et la myrrhe, this is not l'extase religieuse, but le café et la charcuterie ».

Gisèle Villeneuve, 2014, *Visiting Elizabeth*, Series editor Rhonda Bailey, XYZ Publishing

Ces lieux sont en constante évolution : ils passent parfois d'une communauté à l'autre, ou s'ouvre à d'autres communautés culturelles, que ce soit par un élargissement de l'offre des produits, ou par une transformation de la fonction initiale. Ces bâtiments illustrent les échanges

permanents entre les différentes communautés et appellent une approche diachronique, en lien avec les mémoires habitants, pour comprendre suppressions, superpositions et rajouts.

Au-delà de ces micro-lieux, le boulevard dans sa globalité autorise une lecture de la géographie du cosmopolitisme montréalais. Dans son extension du sud au nord d'abord avec la succession des quartiers dites ethniques, une section centrale représentative d'un certain cosmopolitisme et des espaces de « respiration », moins marqués ethniquement, comme les parcs, places ou encore le marché Jean-Talon. Dans son épaisseur ensuite : tantôt central dans le quartier chinois ou la Petite Italie, tantôt quasi fondu dans le quartier au profit de rues secondaires, dans le Mile End notamment, le boulevard peut être ignoré, dans sa partie du Vieux-Montréal, ou devenir « quartier » dans certaines portions, notamment la Main centrale, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Mont-Royal. Le boulevard sert de révélateur de types d'espaces cosmopolites avec une constante quand la rue se fait commerçante et devient espace de reliance. La rue commerçante devient l'espace interstitiel séparant des quartiers et desservant différentes clientèles, s'insérant alors dans plusieurs réseaux.

À ces lieux du cosmopolitisme s'ajoutent des espaces temps particuliers où le cosmopolitisme se construit et se partage par les récits. Ces « lieux-moments » – les fêtes et les visites – permettent, pour un temps seulement, de conjuguer les trois dimensions du cosmopolitisme : politique et identitaire, de consommation, et vécu. Dans une visée « éducative », les discours des guides présentent la diversité comme un atout urbain, à la fois comme projet de société et plus-value économique. En faisant reconnaître l'altérité dans la proximité, ces visites témoignent de la construction de « territorialités réflexives » avec la « production de connaissances sur un sous-ensemble spatial, de construction d'un public, de mise en débat des objectifs de l'action des pouvoirs publics et des devenirs d'un espace » (Melé, 2009 : 53).

### *Nostalgies, utopies des différentes strates narratives sur le cosmopolitisme*

Nombre de mes questionnements de départ portaient sur l'écart entre les récits littéraires et les évolutions du boulevard et de la ville. Aux premiers qui véhiculaient, quelle que soit leur date, les mêmes images ancrées dans le cosmopolitisme, s'opposaient les transformations liées à la métropolisation et à la suburbanisation et ses conséquences (déplacements des activités industrielles et artisanales, difficultés de certains commerces et fermetures pour l'ouverture de centres d'achat en périphérie, etc.), de même que le déplacement de la géographie de l'immigration à Montréal, avec des migrants désertant le Corridor pour s'installer ailleurs. Au fur et à mesure de ma recherche, ces narrations multiples du boulevard, même dans leur inertie, se sont révélées essentielles pour comprendre cet espace. Elles éclairent les formes cosmopolites du

passé et apportent une dimension diachronique nécessaire. Les récits viennent rappeler les ressorts de la désignation de la rue au patrimoine : une désignation sur un passé révolu avec seulement le maintien de quelques vestiges de cette période. Comme l'affirme ce conseiller municipal du Plateau Mont-Royal, (entretien, 23 août 2012) :

« On est passé de la rue frontière et rencontre à la rue de la haute technologie (wifi, Ubisoft, etc) et du “post-modernisme”. La rue a connu une évolution du vécu binaire des habitants canadiens-français et des habitants anglophones et des immigrants vers une réalité beaucoup plus nuancée et complexe où les individus et les identités sont beaucoup plus mixtes comme celles du quartier et du boulevard ».

Si ces quelques mots soulignent les transformations de la rue, ils insistent aussi sur la continuité du cosmopolitisme comme identité. Et c'est bien le sens des récits autour du boulevard. Quand nombre de récits actuels réinvestissent les anciennes narrations, le constat d'inertie ne peut suffire : il s'agit aussi et surtout d'une réinvention du boulevard et du cosmopolitisme qui lui est attaché. Certes l'ancien statut de frontière entre anglophones et francophones n'existe plus, mais la langue reste un des aspects centraux dans le quotidien habitant : en témoignent les représentations des gentrificateurs francophones envers les *hipsters* et autres anglophones dans le Mile End. Les initiatives des pouvoirs publics et des acteurs locaux, privés ou associatifs tentent d'ailleurs de se conformer à ces représentations du boulevard. Ainsi la mise en patrimoine, la création de « quartiers ethniques », les visites urbaines ou encore les fêtes. *A contrario*, le projet de Quartier des Spectacles dans l'ancien *Red Light* entraîne contestations et mobilisations autour de l'îlot Saint-Laurent et des mémoires qui lui sont associées puisqu'il se pose en opposition aux narrations du boulevard.

Ces récits, s'ils se placent dans la continuité, montrent aussi un certain dynamisme avec un glissement de la nostalgie vers l'utopie autour du cosmopolitisme. Le cosmopolitisme urbain appelle en effet des récits souvent teintés de la nostalgie d'un âge d'or possible mais passé. Dans nos sociétés actuelles, la nostalgie semble nettement plus invoquée qu'auparavant : confronté au déracinement territorial (déterritorialisation) dans un contexte de mondialisation, engagé dans une expérience d'individuation, l'homme y chercherait une reterritorialisation, un retour au local, une recréation des liens communautaires. Mais il ne s'agit pas seulement de la réaction communément évoquée d'un repli sur soi, d'un retour aux « traditions » ou aux « racines », mais d'une volonté d'intégration de nos imaginaires spatiaux dans nos espaces du quotidien. Cette nostalgie est intégrée dans la mise en patrimoine du boulevard, en lien avec les commerces et les ambiances. Elle va de pair avec le retour à la rue, ou le retour au local observé dans les initiatives des associations du patrimoine ou des organismes commerçants et communautaires. L'initiative des *Promenades de Jane* qui s'attache à retrouver des éléments d'urbanité de et dans la rue l'illustre tout

autant. Ce « patrimoine de la nostalgie » (Dao, 2006) irrigue enfin les récits habitants et commerçants.

D'une certaine manière, la formule de Thierry Paquot (2003), qu'il réserve à l'utopie, à savoir un « territoire imaginaire, parfaitement organisé, où règne la concorde entre les habitants », pourrait également s'appliquer aux territoires de la nostalgie. La ville cosmopolite, passée ou future, serait la ville où l'urbanité est reine, et où les contacts et les échanges mènent à un dialogue, à une volonté de traduction, voire à une hybridité. « Par extension, [l'utopie désigne un] modèle et/ou [un] projet révolutionnaire, audacieux, et idéal ». Dans ce cadre d'analyse, certaines politiques du multiculturalisme ou les aspirations à un aménagement multiculturel participent de cette volonté de construction d'une nouvelle façon de gérer la diversité. Et les fêtes ou visites urbaines dessinent des figures d'un idéal urbain à atteindre. Il en est ainsi de la fête nationale qui lie échelle internationale, nationale et locale en incluant la diversité quotidienne. Comme le rappelle Bronislaw Baczko (1978 : 31), ce changement d'échelle est caractéristique des constructions utopiques : « si l'activité imageante utopique est focalisée sur les idées-images globales et totalisantes, elle se développe pourtant *au travers du quotidien*. Les rêves de la Cité heureuse s'articulent donc aux images d'une vie quotidienne renouvelée et les utopies offrent souvent un grand luxe de détails dans leurs descriptions de la vie individuelle et collective de tous les jours ». Le boulevard est ici envisagé comme un lieu d'expérimentation de la diversité, mais aussi comme un lieu des possibles, là où l'on peut « inventer (...) l'utopie concrète d'un certain devenir » (Médam, 2004 : 28), où les individus sont appelés à construire une montréalité cosmopolite quotidienne en produisant leur propre récit et en réinvestissant les autres récits.

### *La marche, partie prenante du cosmopolitisme du quotidien et méthode de terrain*

Au cours de ce travail, la marche s'est imposée comme une manière de s'approprier à la fois le boulevard et le cosmopolitisme. Si elle est « un acte si anodin qu'il échappe à l'analyse des usages » (Lavadinho, 2011 : 138), elle revenait en permanence, que ce soit en filigrane lors des entretiens ou de manière centrale lors des marches accompagnées, des visites ou des moments de marche lors des rencontres qui avaient lieu sur le boulevard, dans des cafés ou des parcs. Ces expériences d'appropriation rappellent celles développées dans certains récits littéraires où les parcours sur le boulevard participent de logiques d'échanges et de sociabilités :

« Après Waldman, nous allions dans une épicerie du boulevard Saint-Laurent, où nous faisons le gros des courses. Au rayon boucherie, mon père se ruait sur les saucisses et la charcuterie, tandis que ma mère payait le morceau de viande qu'elle commandait toutes les semaines pour le repas du dimanche midi : rôti de bœuf, pommes de terre bouillies et petits pois.

Le samedi matin se terminait souvent par une visite au tailleur de monuments funéraires installé sur Saint-Laurent, en face du resto de *smoked meat*. Mon père allait dire en vitesse bonjour à son copain Moshe qu'il avait connu je ne sais où et qui lui racontait quelques potins des derniers

morts pour lesquels il devait travailler la pierre tombale. Pendant ce temps-là, ma mère allait à la boulangerie acheter des ficelles, puisque “les baguettes avaient trop de mie et qu’elles faisaient mal au ventre”, et des babas au rhum, dont mon père raffolait. Et puis nous rentrions en catastrophe dans le quartier grec, affamés par toutes nos activités matinales ».

Catherine Mavrikakis, 2014, *La ballade d’Ali Baba*, Paris, Sabine Wespieser éditeur

Les différents types de marches pratiqués autorisent un retour du quartier et du local dans la ville, sans nier pour autant la réalité métropolitaine : s’approprier à pied et à son rythme son quartier et les quartiers multiples de Montréal, c’est s’approprier les différentes montréalités, voire envisager une identité montréalaise commune à une autre échelle, celle de LA montréalité. Le boulevard Saint-Laurent est en effet le reflet de la société montréalaise : *Main Street* à l’échelle de la ville (Charney, 1990), il est représentatif de l’identité montréalaise en transformation (Morisset, Noppen, 2003), originale par rapport au reste de la province québécoise, peu marquée par la diversité ethnoculturelle (Létourneau, 2005). Ces marches le long du boulevard conduisent à comparer les différents secteurs, à appréhender les différentes formes de « montréalités », mais aussi à les relier ensemble. La marche est une pratique qui « coud » le territoire : elle rétablit la continuité d’un espace souvent appréhendé comme fractionné tout en faisant ressentir physiquement des discontinuités. Enfin, la marche devient un marqueur de l’urbanité, permettant l’élaboration de cette « culture impersonnelle » (Sennett, 1979) caractéristique des civilités des grandes villes (Forbet, 2011).

Au delà, la marche a participé d’une démarche réflexive tant sur le cosmopolitisme que sur la géographie. Méthode qui entraîne l’évocation du passé au regard du présent, elle est un instrument privilégié pour comprendre ensemble les formes spatiales et les marques du temps, notamment l’attachement des citoyens à leurs territoires de vie au travers de leurs pratiques et souvenirs. De surcroît, elle est en soi expérience cosmopolite par les rencontres et les frôlements qu’elle enclenche. Enfin, elle s’est confirmée partie intégrante de la démarche géographique de terrain. « Dès l’institutionnalisation de la discipline, le terrain occupe une place privilégiée dans la formation des géographes, que ce soit dans leur formation initiale, à l’école comme à l’Université, ou dans ce que l’on peut considérer comme de la formation continue (journées ou demi-journées de terrain lors des colloques et congrès). La “sortie de terrain”, ou “l’excursion”, sont des incontournables » (Collignon, Retaillé, 2010 : 8).

### *Quelles imbrications entre ces différents cosmopolitismes ?*

Les trois dimensions du cosmopolitisme ne se superposent pas exactement et peuvent s’attacher à différents lieux et aspects du boulevard. Quand le projet de société cosmopolite s’adresse à l’ensemble du boulevard, les stratégies économiques du cosmopolitisme de



consommation se repèrent dans des magasins particuliers ou dans les quartiers dits ethniques et mis en tourisme. Le cosmopolitisme du quotidien tend quant à lui à lier les différentes échelles, présent tant dans les micro-lieux éclatés le long du boulevard que dans les circulations qui s'établissent sur la rue.

Les mises en récits et en espaces du cosmopolitisme recouvrent ainsi pour une bonne part la production de l'espace comme espace pluriel dans lequel se rencontrent, se confrontent et parfois se superposent perçu, vécu et conçu (Lefebvre, 2000). Le cosmopolitisme conçu est le fruit des « représentations de l'espace » des « savants, des planificateurs, des urbanistes, des technocrates “découpeurs” et “agenceurs” » (Lefebvre, 2000 : 48), prôné tant dans les préconisations de patrimonialisation fédérale que dans les textes politiques. Il est également à l'œuvre dans les projets d'aménagement des quartiers ethniques, petite Italie ou quartier chinois où une identité réduite à une communauté est donnée à voir. Face à une juxtaposition de quartiers communautaires (qui renvoient plutôt au concept de multiculturalisme), les acteurs du secteur portugais tentent de mettre en place une image plus ouverte, prenant en compte les différentes vagues migratoires. Les promoteurs publics et privés du quartier des Spectacles envisagent quant à eux le cosmopolitisme comme une image de ville pour attirer « talents » et « créateurs » (Florida, 2002). Mais le cosmopolitisme est également vécu et perçu. L'espace perçu renvoie à la pratique spatiale d'une société qui « secrète son espace ; (...) qui le produit lentement et sûrement en le dominant et se l'appropriant » : il associe étroitement réalité quotidienne et réalité urbaine (les parcours et réseaux reliant les lieux de travail, de la vie privée, des loisirs). Il se découvre dans les pratiques cosmopolites : ainsi celles des gentrificateurs ou celles des communautés qui reviennent dans les quartiers fondateurs. Enfin, Lefebvre ajoute « les espaces de représentation, c'est-à-dire l'espace vécu à travers les images et symboles qui l'accompagnent, donc espace des “habitants”, des “usagers”, mais aussi de certains artistes et peut-être de ceux qui décrivent et croient seulement décrire : les écrivains, les philosophes. (...) C'est l'espace dominé, donc subi, que tente de modifier et d'approprier l'imagination » (Lefebvre, 2000 : 48-49). Ainsi, les revendications de l'association *Save the Main* contre la représentation d'une ville globalisée et d'un paysage aseptisé s'insère dans cet espace vécu, en opposition au paysage conçu. Les différentes dimensions du cosmopolitisme participent ainsi de la triplicité de l'espace lefebvrien et concourent à faire du boulevard un espace conçu, perçu et vécu.

Si le concept de cosmopolitisme est abstrait, ses différentes dimensions – cosmopolitisme politique, marchandisé et vécu – sont des clefs de lecture applicables à de nombreux espaces. Des questionnements semblables pourraient s'appliquer à des espaces de

l'immigration actuelle à Montréal ou dans d'autres villes nord-américaines. Comment ces lieux sont-ils produits et comment combinent-ils ces différentes dimensions du cosmopolitisme ? J'ai par ailleurs surtout présenté des groupes et individus de la classe moyenne et supérieure (commerçants, artistes, « gentrificateurs », etc.), mais il serait intéressant de se pencher sur les demandeurs d'asile, les travailleurs migrants, les classes ouvrières ou encore les itinérants, qui vivent dans et autour de ces espaces cosmopolites. Sans doute portent-ils une autre vision du cosmopolitisme du quotidien en la vivant et la pratiquant de manière différente. Au début de mon travail de thèse que je concevais comme une mise en regard entre Montréal et Istanbul, j'ai mené deux séjours de terrain à Istanbul en août 2010 et aux mois de novembre-décembre 2010. Je me suis intéressée à İstiklal caddesi (Avenue de l'Indépendance), devenue piétonnière il y a quelques années, et située dans l'arrondissement de Beyoğlu, lieu majeur de consommation et de promenade du centre-ville. À Montréal comme à Istanbul, je retrouvais mes interrogations sur l'épaisseur de la rue, la prise en compte des passages et rues adjacentes, la question du marquage de l'espace et la mise en visibilité ou en invisibilité de l'altérité, ou encore les liens entre cosmopolitisme, urbanité et citadinité. Surtout, certaines dimensions du cosmopolitisme pouvaient s'y décliner : le cosmopolitisme comme valeur positive est utilisée à plusieurs échelles, internationale, dans le cadre d'un marketing urbain globalisé comme une plus-value dans le but d'attirer les touristes pour une métropole qui s'affirme « moderne » et « cool » (Özhan, 2008), européenne, voire globale ; mais il est aussi instrumentalisé dans le cadre national turc. Il est ainsi réapproprié par les élites politiques turques dans une lecture souvent nostalgique, fondée sur une certaine vision de la période ottomane, via l'idéologie du néo-ottomanisme<sup>169</sup>. Ces discours nostalgiques du cosmopolitisme qui puisent dans la disparition des minorités peuvent donc aussi se traduire dans l'espace urbain, par des paysages évoquant le passé (couleurs noires et blanches, enseignes, tramway) et jouant sur la marchandisation de la diversité (création d'une rue « française »). Enfin, je me suis concentrée sur les communautés et pratiques religieuses non musulmanes, où les réutilisations d'espaces de culte ou de cryptes par d'autres communautés viennent créer des formes de « cosmopolitismes discrets ». Le prisme de lecture élaboré à partir du cas du boulevard Saint-Laurent pourrait ainsi interroger d'autres espaces, notamment en lien avec la nostalgie du cosmopolitisme.

---

<sup>169</sup> Le « néo-ottomanisme » ne s'attache pas seulement à la tolérance de l'Empire ottoman pour les minorités non musulmanes, mais tente de renouer avec différentes idées liées à cette époque, qu'il s'agisse de la sociabilité vue comme ottomane (en ce qui concerne les jardins notamment), l'architecture ou encore la civilité (dans la façon de parler ou de s'adresser aux femmes).



## Bibliographie

---

- AGIER Michel, 2009, *Esquisses d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-neuve, Academia-Bruylant
- AGULHON Maurice, 1997, Propos d'ouverture in Leménorel Alain (textes réunis par), *La rue, lieu de sociabilité ?* Rencontres de la rue, Actes du Colloque de Rouen, 16-19 novembre 1994, Rouen, Publications de l'université de Rouen, n°214, pp. 7-10
- ALLEN Barbara, 2007, « Le quartier à l'articulation d'enjeux spatiaux temporels », in Authier Jean-Yves, Bacqué Marie-Hélène, Guérin-Pace France (dir.), 2007, *Le quartier, Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte « Recherches », pp. 139-150
- ALVERGNE Christel, LATOUCHE Daniel, 2009, « La métropolisation et la richesse des villes : l'énigme métropolitaine montréalaise », in Sénécal Gilles et Bherer (dir.), *La métropolisation et ses territoires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 23-66
- AMBROSINO Charles, 2007, « D'une industrie à l'autre : agglomération d'artistes et clusters culturels en territoire post-fordiste. L'exemple d'Hoxton à Londres », *XLIII<sup>e</sup> colloque de l'ASRDLF*, Grenoble-Chambéry, 11-13 juillet 2007
- AMBROSINO Charles, ANDRES Lauren, 2008, « Régénération culturelle et mutabilité urbaine : un regard franco-britannique », in Frédéric Leriche, Sylvie Daviet, Mariette Sibertin-Blanc et Jean-Marc Zuliani (coord.) *L'économie culturelle et ses territoires*, Presses Universitaires du Mirail, pp. 305-316
- AMIN Ash, 2009, « Cosmopolitanism » in Derek Gregory, Ron Johnston, Geraldine Pratt, Michael J. Watts and Sarah Whatmore (ed), *The Dictionary of Human Geography*, Wiley-Blackwell, 5th edition, pp. 117-118
- AMIN Ash, 2002, « Ethnicity and the Multicultural City: Living with diversity », *Environment and Planning A*, vol. 34, no. 6, pp. 959-980
- AMIN Ash, THRIFT Nigel, 2002, « Cities and ethnicities », Guest editorial, *Ethnicities*, Vol 2(3), pp. 291-300
- AMPHOUX Pascal, 2001, « L'observation récurrente », in Michèle Grosjean, Jean-Paul Thibaud, *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèses, pp.153-169
- ANCTIL Pierre, « Boulevard Saint-Laurent : au cœur de la montréalité », Amériques françaises [en ligne]
- ANCTIL Pierre, 2002, *Saint-Laurent, la Main de Montréal*, Septentrion – Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière
- ANCTIL Pierre, 2010, « Les rapports entre francophones et Juifs dans le contexte montréalais », in Pierre Anctil et Ira Robinson (dir.), *Les communautés juives de Montréal. Histoire et enjeux contemporains*, Québec, Septentrion, pp. 38-64
- ANDERSON Elijah, 2004, « The Cosmopolitan Canopy », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, pp. 14-31
- ANDERSON Kay J., 1988, « Hégémonie culturelle et processus de définition de la race à Chinatown, Vancouver : 1880-1980 » (Anderson Kay, 1995, *Vancouver's Chinatown: Racial Discourse in Canada, 1875-1980*, Montreal, McGill-Queen's University Press), in Jean-François Staszak, Béatrice Collignon et al. (textes réunis par), 2001, *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*,

Paris, Belin, pp. 39-56

ANDRES Lauren, 2006, « Temps de veille de la friche urbaine et diversité des processus d'appropriation : la Belle de Mai (Marseille) et le Flon (Lausanne) », *Géocarrefour*, Vol. 81/2, pp. 159-166.

ANDRES Lauren, GRÉSILLON Boris, 2011, « Les figures de la friche dans les villes culturelles et créatives. Regards croisés européens », *L'Espace géographique*, Tome 40, 1/2011, 2011, pp. 15-30

APPADURAI Arjun, 1990, « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy », *Theory, Culture & Society*, Vol. 7, pp. 295-310

APPADURAI Arjun, 2005 (1996), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Petite bibliothèque Payot (*Modernity at large. Cultural dimensions of Globalization*, University of Minnesota Press, 1996)

APPARICIO Philippe, LELOUP Xavier et RIVET Philippe., 2007, « La diversité montréalaise à l'épreuve de la ségrégation : pluralisme et insertion résidentielle des immigrants », *Journal of International Migration and Integration*, 8 (1), pp. 63-87

APPIAH Kwame Appiah, 2006, *Cosmopolitanism: Ethics in a world of strangers*, New York, NY W.W, Norton.

ATKINSON Rowland et EASTHOPE Hazel, 2009, « The Consequences of the Creative Class: The Pursuit of Creativity Strategies in Australia's Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, no 1, pp. 64-79.

AUGUSTIN Jean-Pierre (ed.), 2008, *Sites publics, lieux communs (2) : Urbanité et aménagement des rues et des ponts au Québec et au Canada*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

AUGUSTIN Jean-Pierre et BLOSSE Camille, 2008, « La culture au service des villes : le Quartier des spectacles de Montréal, un projet urbain en construction », *Études Canadiennes*, 64, pp. 13-32

AUTHIER Jean-Yves, BIDOZ-ZACHARIASEN Catherine, 2008, « Editorial. La question de la gentrification urbaine », *Espaces et sociétés*, 2008/1, n°132-133, pp. 13-21

BACQUÉ Marie-Hélène et FIJALKOW Yves, 2006, « En attendant la gentrification. Discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000) », *Sociétés contemporaines*, n°63, pp. 63-83

BACQUÉ Marie-Hélène et GAUTIER Mario, 2011, « Participation, urbanisme et études urbaines. Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein », *Participations – Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 1 n° 1, pp. 36-66

BACZKO Bronislaw, 1971, « Lumières et utopie. Problèmes de recherches », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 26e année, N. 2, p. 355-386

BACZKO Bronislaw, 1978, *Lumières de l'utopie*, Paris, Payot

BAILONI Mark, 2008, « Quelle place pour le patrimoine dans le renouveau d'une région postindustrielle ? Le cas du Nord-Est anglais », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 48 / 1-2, consulté le 23 septembre 2013. URL : <http://rge.revues.org/682>

BAIN Alison L., 2003, « Constructing contemporary artistic identities in Toronto neighbourhoods », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, volume 47, issue 3, pp. 303-317

BATAILLE Philippe, MC ANDREW Marie, POTVIN Maryse, 1998, « Racisme et antiracisme au Québec: analyse et approches nouvelles », *Cahiers de recherche sociologique*, n°31, pp. 115-144

BATTEGAY Alain, 2003, « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la

- Place du Pont à Lyon », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 19 - n°2, mis en ligne le 13 octobre 2004, consulté le 15 juillet 2014. URL : <http://remi.revues.org/faraway.u-paris10.fr/432>
- BAUDART Anne, 2009, « Individualisme et cosmopolitisme », *Revue de Métaphysique et de morale*, Presses Universitaires de France, 01 – n°61, pp. 5-18
- BAUER Julien, 2010, « Les communautés hassidique de Montréal », in Pierre Anctil et Ira Robinson (dir.), *Les communautés juives de Montréal. Histoire et enjeux contemporains*, Québec, Septentrion, pp. 216-233
- BEAUREGARD Claude, 1998, *Guerre et censure au Canada, 1939-1945*, Sillery, Septentrion
- BECK Ulrich and SZNAIDER Natan, 2010, « Unpacking cosmopolitanism for the social sciences : a research agenda », *The British Journal of sociology*, pp. 381-403
- BECK Ulrich, 2006, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Flammarion, Aubier
- BÉLANGER Anouk, 2005, « Montréal vernaculaire/Montréal spectaculaire : dialectique de l'imaginaire urbain », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 1, pp. 13-34
- BELLEVANCE Guy, LATOUCHE Daniel, 2008, « Les ateliers d'artistes dans l'écosystème montréalais : une étude de localisation », *Recherches sociographiques*, Québec, Presses de l'Université Laval, vol. 49, n° 2, pp. 231-260.
- BELMIRA Perpétua, 2004, *Les Portugais. 50 ans à Montréal*, Montréal, Les intouchables
- BÉLOIN Stéphanie, BRONNIKOVA Olga, COUNILH Anne-Laure et MEKDJIAN Sarah, 2009, éditorial « Réflexions sur les notions de visibilité/invisibilité appliquées à l'étude des migrations », *e-migrinter*, n°4
- BENALI Kenza, 2007, Les représentations médiatiques d'un quartier en processus de gentrification : le cas du Plateau Mont-Royal à travers la presse francophone, doctorat en Études urbaines, Université du Québec à Montréal
- BENDINER-VANI Gabrielle, 2005, « Walking, Emotion, and Dwelling : Guided Tours in Prospect Heights, Brooklyn », *Space and Culture*, vol. 8, n° 4, pp. 459-471
- BENJAMIN Walter, 1982, « Le flâneur », *Charles Baudelaire. Un poète lyrique à l'apogée du capitalisme*, traduit de l'allemand et préfacé par Jean Lacoste, d'après l'édition originale établie par Rolf Tiedemann, Paris, Payot, pp. 55-98
- BERDOULAY Vincent, 2000, « Le retour du refoulé. Les avatars modernes du récit géographique », in Lévy Jacques, Lussault Michel (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Belin Mappemonde, pp. 111-126
- BERGER Martine, 2012, Préface, in Annabelle Morel-Brochet, Nathalie Ortat (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieu de vie*, Paris, L'Harmattan, pp. 7-12
- BERNIER Lyne, 2011, « La conversion des églises à Montréal. Etat de la question », *JSSAC/JSÉAC*, 36, n°1, pp. 41-64
- BERNIER Lyne, 2012, « Quelle patrimonialisation pour les églises du Québec ? La conversion des églises excédentaires à des fins résidentielles », in Lyne Bernier, Mathieu Dormaels, Yann Le Fur, *La patrimonialisation de l'urbain*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 65-102
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, 2009, « Les notions de citadinité et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe. Essai de clarification » *Les Cahiers d'EMAM n° 18*, pp. 9-20
- BERTAUX Daniel, 2010, *Le récit de vie : l'enquête et ses méthodes*, Paris, Colin
- BERTHOMIÈRE William, ROZENHOLC Caroline, 2008, « La rue, espace d'une lecture du

- processus de globalisation (sud Tel Aviv, 2005-2008), *communication présentée au colloque « Où en est la rue face à la globalisation ? Standardisation, singularisation et régulation »*, organisé par Djemila Zeneidi-Henry et André-Frédéric Hoyaux (CNRS UMR 5185 ADES, Université Bordeaux 3, 27-28 novembre 2008)
- BERTRAND Jean-René, OUALLET Anne, 2002, « Communauté(s), introduction », *ESO Travaux et documents*, n°17, pp. 7-11
- BHABHA Homi, 2000, « The Vernacular Cosmopolitan », in Ferdinand Dennis and Naseem Khan (eds.), *Voices of the Crossing: The Impact of Britain on Writers from Asia, the Caribbean, and Africa*, London, Serpent's Tail, pp. 133-42
- BIANCHINI Franco, 2004, « A crisis in urban creativity ? Reflections on the cultural impacts of globalisation, and on the potential of urban cultural policies », paper presented at the international symposium *The Age of the City : the Challenges for Creatives Cities*, Osaka, February 7th-10th 2004
- BIBEAU Gilles, 2000, « Qui a peur des ethnies ? », dans Mikhael Elbaz et Denise Helly (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 171-210.
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (ed.), 2003, *Retours en ville : Des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Paris, Descartes & Cie
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, POLTORAK Jean-François, 2008, « Le "travail" de gentrification : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire », *Espaces et sociétés*, n°132-133, pp. 107-124
- BILGE Sirma, 2004, « Célébrer la nation, construire la communauté : une "tradition" festive turque à Montréal », *Les Cahiers du Gres*, vol.4, n°1, pp.55-73
- BINNIE Jon, HOLLOWAY Julian, MILLINGTON Steve, YOUNG Craig, 2006, *Cosmopolitan Urbanism*, G-B, New-York, Routledge
- BISSOONDATH Neil, 1995, *Le marché aux illusions*, Montréal, Boréal, Liber, (Selling illusions : the cult of multiculturalism in Canada, Toronto, Penguin, 1994)
- BITARD Michel, 1988, (4e éd., 2005), « association », in Pierre Merlin, Choay Françoise (dir.), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, pp. 84-85
- BLANC Guillaume, 2013, *Les territoires des parcs nationaux (Canada, Éthiopie, France) : logiques identitaires, patrimoniales et nationales*, Thèse de doctorat en études québécoises et en histoire, Université du Québec à Trois-Rivières – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- BLANCHARD Raoul, 1947 (1992, édition préparée et présentée par Gilles Sénécal), *Montréal : esquisse de géographie urbaine*, Montréal, Vlb éditeur
- BOCK-CÔTÉ Mathieu, 2007, *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal
- BONARD Yves et CAPT Vincent, 2009, « Dérive et dérivation. Le parcours urbain contemporain, poursuite des écrits situationnistes ? », *Articulo - Journal of urban research*, numéro spécial 2, mis en ligne le 24 octobre 2009, [<http://articulo.revues.org/11111>]
- BOQUET Yves, 2003, « Les petites villes de Nebraska, de la déprise rurale à la revitalisation de Main Street », *L'avenir des petites villes, actes du colloque international de Clermont-Ferrand, novembre 2002* Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, pp. 191-219
- BORDELEAU Danièle, 2003, *Gouvernance et construction territoriale. Le cas du faubourg des Récollets de Montréal : du carrefour des arts et des technologies à la cité du multimédia*, Thèse en sociologie, Université du Québec à Montréal
- BORDES-BENAYOUN Chantal, 2005, « De la rue ethnique au vaste monde », dans Jeanne

- Brody (dir.), *La Rue*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, pp. 281-294
- BOUCHARD Gérard et TAYLOR Charles, 2008, *Fonder l'avenir: Le temps de la conciliation*, Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Québec, Gouvernement du Québec
- BOUCHARD Gérard, 2012, *L'interculturalisme. Un point de vue québécois*, Montréal, éditions du Boréal
- BOURASSA, André-Gilles et LARRUE, Jean-Marc, 1993, Les nuits de la « Main ». Cent ans de spectacles sur le boulevard Saint-Laurent (1891-1991), Montréal, VLB éditeur
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Les éditions de Minuit
- BOURDIN Alain, 2008, « Gentrification : un “concept” à déconstruire », *Espaces et sociétés* 1, n° 132-133, pp. 23-37
- BOURHIS Richard et LEPICQ Dominique, 2002, « Aménagement linguistique et vitalité des communautés francophone et anglophone du Québec », *Lapurdum* [En ligne], 7, mis en ligne le 01 juillet 2009, consulté le 14 octobre 2014. URL : <http://lapurdum.revues.org/981>
- BOURHIS Richard Y., LANDRY Rodrigue, 2002, « La loi 101 et l'aménagement du paysage linguistique au Québec », *Revue d'aménagement linguistique*, hors-série, pp. 107-131
- BOYM Svetlana, 2001, *The Future of Nostalgia*, New York, Basic Books
- BREDELOUP Sylvie, 2007, « A propos des centralités immigrées », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 26, <http://rives.revues.org/881>
- BRENNER Neil et THEODORE Nik, 2002, « Cities and the geographies of “actually existing neoliberalism” », *Antipode*, Vol. 34, 3, pp. 349-379
- BRENNER Neil, 2001, « The Limits to Scale ? Methodological Reflections on Scalar Structuration », *Progress in Human Geography*, vol. 25, n°4, pp. 591-614
- BRENNETOT Arnaud, 2010, « Pour une géoéthique. Eléments d'analyse des conceptions de la justice spatiale », *L'espace géographique*, 1, pp. 75-88
- BREUX Sandra, 2012, « Le projet urbain contemporain fait-il encore rêver ? », dans Mario Bédard, Jean-Pierre Augustin et Richard Desnoilles (dir.), *L'imaginaire géographique : perspectives, pratiques et devenirs*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 113-135
- BRIDGE Gary, 2006, « The paradox of cosmopolitan urbanism : rationality, difference and the circuits of cultural capital », in Jon Binnie, Julian Holloway, Steve Millington, Craig Young, *Cosmopolitan Urbanism*, G-B, New-York, Routledge, pp. 53-69
- ATKINSON Rowland, BRIDGE Gary (dir.), 2005, *Gentrification in a global context : the new urban colonialism*, Milton Park, Routledge
- BRIDGE Gary, DOWLING Robyn 2001, « Microgeographies of Retailing and Gentrification », *Australian Geographer*, vol.32, n° 1, pp. 93-107
- BRIFFAULT Richard, 1999, « A government for our time ? Business Improvement districts and urban governance », *Columbia Law review*, vol. 99, n°2, pp. 365-477
- BRODEUR Magaly, 2011, *Vice et corruption à Montréal. 1892-1970*, Québec, Presses de l'Université du Québec
- BRODY Jeanne (dir.), 2005, *La Rue*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail
- BRODY Jeanne, 1987, « Le quartier de la rue des Rosiers ou l'histoire d'un cheminement », in Jacques Gutwirth & Colette Pétonnet, eds, *Chemins de la ville : enquêtes ethnologiques*, Paris, Éd. du



CTHS, pp. 85-102.

BROSSEAU Marc et TAVARES David, 2008, « Écrire la ville multiculturelle : la polyphonie torontoise excentrée de Dionne Brand », *Études canadiennes / Canadian Studies*, (64), pp. 79-97

BROSSEAU Marc, 2011, « L'espace littéraire entre géographie et critique », in Navarro Pardinas Blanca et Vigneault Luc, *Après tout, la littérature : parcours d'espaces interdisciplinaires*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 31-53

BROUILLET Eugénie, 2005, *La négation de la nation. L'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien*, Sillery, Septentrion

BROWN-SARACINO Japonica, 2009, *A Neighborhood That Never Changes: Gentrification, Social Preservation, and the Search for Authenticity*, Chicago, IL, University of Chicago Press

BROWNSTEIN Bill, 2011 [2006], *Schwartz's Hebrew Delicatessen, The Story*, Montréal, Véhicule Press

BUMBARU Dinu, 2001, « Le grand méridien de Montréal », *Continuité*, n°88, pp. 52-56

BUMBARU Dinu, 2002, « Le Vieux-Montréal: laboratoire du patrimoine montréalais ? », *Continuité*, n°94, pp. 27-30

BUTLER Tim, ROBSON Garry, 2001, « Social capital, gentrification and neighbourhood change in London : A comparison of three south London neighbourhoods », *Urban Studies*, vol. 38, n°12, pp. 2145-2162

BUTLER Tim, 2003, « Living in the Bubble : Gentrification and its 'Others' in North London », *Urban Studies*, vl. 40, n°12, pp. 2469-2486

CALHOUN, C. 2002. « The Class consciousness of Frequent travellers : towards a Critique of Actually existing Cosmopolitanism », dans Steven Vertovec, Robin Cohen (eds.), *Conceiving cosmopolitanism : theory, context and practice*, Oxford university Press, pp. 86-109

CAO Huhua, DEHOORNE Olivier et ROY Vincent, 2006, « L'immigration chinoise au Canada : logiques spatiales et nouvelles territorialités », *Norois* [En ligne], 199 | 2, mis en ligne le 11 juin 2008, consulté le 12 juin 2014. URL : <http://norois.revues.org/1895>

CAPRON Guénola, CORTES Geneviève et GUERAT-BERNARD Hélène (dir.), 2005, *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin

CARON Jean-François., 2012, « Rooted Cosmopolitanism in Canada and Quebec », *National Identities*, 14:4, pp. 351-366

CASTRO Roland, 2006, « La rue et la ségrégation sociale », *Pouvoirs*, 116, pp. 111-115

CAULFIELD Jon, 1994, *City Form and Everyday Life : Toronto's Gentrification and Critical Social Practice*, Toronto, University of Toronto Press.

CHA Jonathan, 2004, « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation. L'exemple de la construction identitaire du Quartier Chinois de Montréal », *Journal de la Société pour l'étude de l'Architecture au Canada*, Volume 29, numéros 3,4

CHABROL Marie, FLEURY Antoine, VAN CRIEKINGEN Mathieu, 2014, « Commerce et gentrification. Le commerce comme marqueur, vecteur ou frein de la gentrification. Regards croisés à Berlin, Bruxelles et Paris », in Arnaud Gasnier et Nathalie Lemarchand (dir.), *Le commerce dans tous ses états. Espaces marchands et enjeux de société*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 277-292

CHARMES Eric, 2005, « Le retour à la rue comme support de la gentrification », *Espaces et Sociétés*, 3- 122, pp. 115-135

- CHARMES Eric, 2006, *La rue, village ou décor ? Parcours dans deux rues de Belleville*, Grâne, Creaphis
- CHARNEY Melvin, 1980, « The Montrealness of Montreal. Formations and Formalties in Urban Architecture », *The Architectural Review*, no 999
- CHARNEY Melvin, 1990, *le faubourg Saint-Laurent : d'un savoir urbain à une vision éclairée du développement du faubourg* (Rapport final), Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain de la ville de Montréal
- CHASTEL André, 1986, « La notion du patrimoine », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de Mémoire, La Nation, tome 2*, Paris, Gallimard, pp. 405-450
- CHÂTEAUVERT Julie, DUPUIS-DÉRI François, 2004, *Identités mosaïques, Entretiens sur l'identité culturelle des Québécois juifs*, Montréal, Les éditions du Boréal
- CHAUDOIR Philippe, 2007, « La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif », *Géocarrefour*, vol.82, n°3 (La ville événementielle), pp. 107-110
- CHERUBINI, Bernard, 1994. Localisme, fêtes et identités. Une traversée ethno-festive de la Mauricie (Québec), Paris, L'Harmattan, Université de la Réunion.
- CHIVALLON Christine, 2003, « multiculturel », in Lévy Jacques et Lussault Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 644-646
- CHUNG Ryoa et NOOTENS Geneviève (dir.), 2010, *Le Cosmopolitisme : enjeux et débats contemporains*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal
- CHOAY Françoise, 1992 [2007], *L'Allégorie du patrimoine*, Paris : Seuil.
- CLAY Philipp, 1979, *Neighborhood Renewal: Middle-Class Resettlement and Incumbent Upgrading in American Neighborhoods*, Lexington, Massachusetts, Lexington Books
- CLERVAL Anne, 2008, *La gentrification à Paris intra-muros : dynamiques spatiales, rapports sociaux et politiques publiques*, thèse de géographie, d'aménagement et d'urbanisme, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
- CLERVAL Anne, VAN CRIEKINGEN Mathieu, 2012, « La gentrification, une approche de géographie critique », *Carnets de géographes*, n°4, septembre, Rubrique Carnets de recherches [en ligne]  
[http://www.carnetsdegeographes.org/carnets\\_recherches/rech\\_04\\_03\\_Clerval\\_Van\\_Criekingén.php](http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_04_03_Clerval_Van_Criekingén.php)
- COLLET Anaïs, 2010, *Génération de classes moyennes et travail de gentrification. Changement social et changement urbain dans le Bas Montreuil et à la Croix-Rousse, 1975-2005*, Thèse en sociologie, Université Lyon 2
- COLLET Anaïs, 2012, « “Montreuil, « le 21<sup>e</sup> arrondissement de Paris” » ? La gentrification ou la fabrication d'un quartier ancien de centre-ville », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°195, pp. 12-37
- COLLIGNON Béatrice, RETAILLÉ Denis, 2010, « Introduction », *L'information géographique*, vol. 74, n°1, « Le Terrain », pp. 6-8
- CONSTANT Fred, 2000, *Le multiculturalisme*, Flammarion, Dominos
- CORBEIL Jean-Claude, 2007, *L'embarras des langues : Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec-Amérique
- CORDEIRO Albano, HILY Marie-Antoinette, 2000, « La fête des Portugais : héritage et invention », *Revue européenne de migrations internationales*, Vol. 16 n°2, Fêtes et rituels dans la migration, pp. 59-76.

- COSTE Michel, RONCAYOLO Marcel, 1983, « Quels quartiers ? », *Urbanisme*, avril, n° 195, pp. 61-62
- COURTOIS Stéphane, 2007, « La politique du multiculturalisme est-elle compatible avec le nationalisme québécois? », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 10, n° 1, pp. 53-72
- CROTEAU Jean-Philippe, 2010, « La communauté juive et l'éducation à Montréal : l'aménagement d'un nouvel espace scolaire (1874-1973) », in Pierre Anctil et Ira Robinson (dir.), *Les communautés juives de Montréal. Histoire et enjeux contemporains*, Québec, Septentrion, pp. 65-91
- CROUCHER Stephen M., 2006, « The Impact of External Pressures on an Ethnic Community: The Case of Montréal's Quartier Chinois and Muslim-French Immigrants », *Journal of Intercultural Communication Research*, 35:3, pp. 235-252
- CROZAT Dominique, RAIBAUD Yves, 2012, « La construction de l'image ethnique par la fête à Bordeaux (France): du culturel au social ; folklore, interculturel et ségrégation. », dans Chantal Crenn et Laurence Kotobi (dir.), *Du point de vue de l'ethnicité. Pratiques françaises*, Paris, Armand Colin, pp. 299-309
- CUNY Cécile, 2010, « La participation des habitants à la rénovation des grands ensembles de Marzahn (Berlin - Est) au début des années 1990: un exemple de « transplantation », in Marie-Hélène Bacqué, Yves Sintomer (ed.), *La démocratie participative inachevée : genèse, adaptations et diffusions*, éditions Yves Michel et ADELS, pp. 179-196
- DANSEREAU Bernard, 2010, « La contribution juive à la sphère économique et syndicale jusqu'à la Deuxième guerre mondiale », in Pierre Anctil et Ira Robinson (dir.), *Les communautés juives de Montréal. Histoire et enjeux contemporains*, Québec, Septentrion, pp. 141-164
- DANSEREAU Françoise, 1995, « Parc Extension : du quartier fondateur à la multiethnicisation en accéléré », in A. Germain (coord.), *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, Québec, Ministère des affaires internationales, de l'immigration et des communautés culturelles, n°12, pp. 95-139
- DAO Vinh, 2006, « Warshaw Building sur la Main. Patrimoine de la nostalgie », in Lucie K.Morisset et Patrick Dieudonné (dir.), *Patrimoines pour le XXIème siècle. Regards du Québec et de la Bretagne*, Québec, Nota Bene, pp. 237-265
- DAVIDSON Mark, LEES Loretta, 2005, « New-build 'gentrification' and London's Riverside renaissance », *Environment and Planning A*, vol. 37, pp. 1165-1190
- DE CERTEAU Michel, 1990, *L'invention du quotidien*, 1. « Arts de faire », Paris, Gallimard
- de la DURANTAYE Michel, 2010, « Les politiques patrimoniales et culturelles des municipalités du Québec », in Laurier Turgeon, André Charbonneau, *Patrimoines et Identités en Amérique Française*, Québec, Presses de l'université Laval, pp. 33-41
- DEBARBIEUX Bernard, 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace géographique*, vol. 24, n°2, pp. 97-112
- DEBARBIEUX, Bernard, 2003, « Haut lieu », dans Lévy Jacques et Lussault Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 448-449
- DEBORD Guy, 1956, « Théorie de la dérive », *Les Lèvres nues*, n° 9, Bruxelles
- DEJEAN Frédéric, 2010, « Les enseignements de l'« urbanisme multiculturel » », *Géographie et cultures*, 74, pp. 79-95
- DELAGE Mathieu et FLEURY Antoine, 2011, « Centralités commerciales et logique hiérarchique en milieu urbain dense. Une démarche renouvelée d'analyse spatiale appliquée au cas de Paris », *Bulletin géographique de Liège*, 56, pp. 7-21
- DELANTY Gerard, 2006, « The cosmopolitan imagination : critical cosmopolitanism and social

- theory », *The British Journal of sociology*, vol. 57, issue 1, pp. 25-47
- DELFOSSÉ Claire, 1997, « Noms de pays et produits du terroir : enjeux des dénominations géographiques », *L'Espace géographique*, 26 n°3, pp. 222-230
- DENIS-CONSTANT Martin, 1994, « Identités et politique. Récit, mythe et idéologie », in Martin Denis-Constant (dir.), *Cartes d'identité, comment dit-on « nous » en politique ?*, Paris, Presses de la FNSP
- DE TAPIA Stéphane, 2006, « Entre Europe et Asie : Istanbul, cité cosmopolite, carrefour de diasporas ? », *Espace Populations Sociétés*, n° spécial Diasporas et grandes métropoles, 1, pp. 167-179
- DI MÉO Guy, 2001, *La géographie en fêtes*, Gap, Paris, Ophrys
- DI MÉO Guy, 2004, « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, vol. 113, n° 638-639, pp. 339-362
- DI MÉO Guy, 2005, « Le renouvellement des fêtes et des festivals, ses implications géographiques », *Annales de géographie*, n°643, pp. 227-243
- DOMMERMES Pierre (dir.), 1988, *La société de partenariat : économie-territoire et revitalisation régionale aux Etats-Unis et en France*, Paris, Afnor, Anthropos
- DORIER-APRILL Elisabeth et GERVAIS-LAMBONY Philippe (dir.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin
- DORMANS Stefan, 2008, *Narrating the City: urban tales from Tilburg and Almere*, PhD thesis Radboud University Nijmegen
- DOUZET Frédérick, 2000, *Géopolitique du multiculturalisme. L'exemple d'Oakland, Californie*, thèse dirigée par Béatrice Giblin, Université Paris-VIII
- DRESCH Jean, GEORGE Pierre, 1966, « Raoul Blanchard (1877-1965) », *Annales de Géographie*, t. 75, n°407, pp. 1-5.
- DROUILLY Pierre, 1996, *L'espace social de Montréal, 1951-1991*, Sillery, Septentrion
- DROUIN Martin, 2011, « Les associations de patrimoine et le tourisme », *Téoros*, vol.30, n°2, pp. 59-61
- DROUIN Martin, 2009a, « Le tourisme dans le Vieux-Montréal : une fonction au cœur de sa renaissance et de sa réhabilitation », *Téoros* [En ligne], 28-1 | 2009, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 03 décembre 2013. URL : <http://teoros.revues.org/416>
- DROUIN Martin, 2009b, « Entre gloire et infamie : le rôle ambivalent du tourisme dans la mise en valeur du Vieux-Montréal », *Téoros* [En ligne], 28-2 | 2009, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 02 décembre 2013. URL : <http://teoros.revues.org/471>
- DROUIN Martin et FOURCADE Marie-Blanche, 2007, « Pardon ? Vous avez bien dit : Patrimoine immatériel montréalais ? », *Téoros*, Chroniques, pp. 74-76
- DROUIN Martin, 2005, *Le combat du patrimoine à Montréal (1973 – 2003)*, Québec, Presses de l'Université du Québec
- DUBRESSON Alain, 2008, « Urbanisme entrepreneurial, pouvoir et aménagement. Les City Improvement Districts au Cap », in Alain Dubresson et Sylvie Jaglin (eds), *Le Cap après l'apartheid. Gouvernance métropolitaine et changement urbain*, Karthala, pp. 183-215
- DUBRESSON Alain, JAGLIN Sylvie, 2005, « Gouvernance, régulation et territorialisation des espaces urbanisés. Approches et méthode », in Benoît Antheaume, Frédéric Giraut, *Le territoire est mort, vive les territoires !*, IRD Éditions, pp. 337-352
- DUTOUR Juliette, 2006a, « Les plaques commémoratives », *Socio-anthropologie* [En ligne], 19, mis

en ligne le 31 octobre 2007, Consulté le 20 septembre 2013. URL : <http://socio-anthropologie.revues.org/603>

DUTOUR Juliette, 2006b, « Constructions et émotions patrimoniales à Québec : un patrimoine national partagé entre commémorations et reconstructions historiques », *Culture et musées*, n°8, pp. 45-60

DUTOUR Juliette, 2009, *La construction du patrimoine du Canada entre reconnaissance publique et valorisation touristique : le rôle de la Commission des lieux et monuments historiques et des organismes de tourisme canadiens (1919-1956)*, thèse de doctorat en histoire, Québec - Paris, Université Laval - École des Hautes Études en Sciences Sociales

ECKSTEIN Barbara and THROGMORTON James A. (eds), 2003, *Story and Sustainability, Planning, Practice and Possibility for American Cities*, Cambridge, MIT Press

ECKSTEIN Barbara, 2003, « Making Space : Stories in the Practice of Planning » in Barbara Eckstein and James Throgmorton (eds), *Story and Sustainability, Planning, Practice and Possibility for American Cities*, Cambridge, MIT Press, p. 13-36

EISINGER Peter, 2000, « The Politics of Bread and Circuses : Building the City for the Visitor Class », *Urban Affairs Review*, Vol. 35, n°3, pp. 316-33

ENDELSTEIN Lucine, 2013, « L'erouv, une frontière dans la ville ? », *Ethnologie française* 4, Vol. 43, p. 641-649

Équipe MIT, 2002, *Tourismes 1. Lieux communs*, Paris, Belin

EVANS Graeme, 2009, « Creative Cities, creative spaces and urban Policy », *Urban Studies*, vol. 46, n° 5-6, pp. 1003-1040.

EWING Reid, KING Michael R., RAUDENBUSH Stephen M. et CLEMENTE Otto Jose, 2005, « Turning highways into main Streets : Two innovations in planning methodology », *Journal of the American Planning Association*, 71(3), pp. 269-282.

FABRE Daniel (dir.), 2000, *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*, Paris, Ministère de la Culture / Editions de la Maison des sciences de l'homme, « Ethnologie de la France », cahier 15

FAINSTEIN Norman et Susan, 1994, « Le partenariat public-privé dans le développement économique aux Etats-Unis », dans Heinz Werner, *Partenariats public-privé dans l'aménagement urbain : Allemagne, USA, Espagne, Grande-Bretagne, Suède, Pays-Bas, France, Paris*, L'Harmattan, pp. 33- 69

FAVORY Michel, 2012, « L'imaginaire patrimonial et le projet d'urbanisme. Perspective cognitive sur l'agir spatial », in Mario Bédard, Jean-Pierre Augustin et Richard Desnoilles, *L'imaginaire géographique. Perspectives, pratiques et devenirs*, Québec, Presses de l'université du Québec, pp. 193-224

FESCHET Valérie, ISNART Cyril, 2013, « Introduction : Reconstruire le pays perdu », *Ethnologie française*, 1, vol. 43, pp. 5-9

FINE Robert and COHEN Robin, 2002, « Four Cosmopolitan Moments », in Steven Vertovec, Robin Cohen (eds.), *Conceiving cosmopolitanism : theory, context and practice*, Oxford University Press, pp.137-162

FISH Michael, 1975, *A sense of Neighbourhood in Montreal's Downtown : A Framework for Preservation and Planning Action*, Montréal

FLEURY Antoine, 2004, « La rue : un objet géographique ? », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], n°5, mis en ligne le 23 janvier 2009, consulté le 12 novembre 2013

FLORIDA Richard, 2002, *The Rise of the Creative Class : And How it's transforming work, leisure,*

*community and everyday life*, New York, Basic Books

FORBET Catherine, 2011, « Piétons, créateurs de ville », dans Jean-Jacques Terrin (dir.), *Le piéton dans la ville. L'espace public partagé. Walking in the city. Sharing public space*, Marseille, Parenthèses, pp. 214-227

FOURCADE Marie-Blanche, 2011, *Habiter l'Arménie au Québec, Ethnographie d'un patrimoine en diaspora*, Thèse de doctorat en ethnologie, Université Laval

FOURNET-GUÉRIN Catherine, 2013, *Les provinces du monde ? Cosmopolitismes et lieux de sociabilité dans les métropoles secondaires d'Afrique au Sud du Sahara*, HDR Volume 3, Université Paris Ouest Nanterre la Défense

FOURNIER Laurent Sébastien (dir.), 2008, *Le « petit patrimoine » des Européens : objets et valeurs du quotidien*, ouvrage publié avec le concours de l'Université Paul Valéry (Montpellier III), Paris, L'Harmattan

FRANCAVIGLIA Richard V, 1996, *Main Street revisited: Time, space and image-building in small-town America*, Iowa City, Iowa City Press

FYFE Nicholas R. (ed), 1998, *Images of the street. Planning, identity and control on public space*, London, New York, Routledge

GABACCIA Donna R., 2006, « Global geography of « Little Italy » : Italian Neighbourhoods in Comparative perspective », *Modern Italy*, Vol. 11, n°1, pp. 9-24

GAGNON Bernard (dir.), 2010, *La diversité québécoise en débat. Bouchard, Taylor et les autres*, Montréal, Québec Amérique, CRÉQC (Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes)

GAGNON Bernard, 2010, Introduction, in Bernard Gagnon (dir.), *La diversité québécoise en débat. Bouchard, Taylor et les autres*, Montréal, Québec Amérique

GAGNON Julie Elizabeth, 2002, « Cohabitation interculturelle, pratique religieuse et espace urbain : quelques réflexions à partir du cas des communautés hassidiques juives d'Outremont/Mile End », *les Cahiers du Gres*, vol. 3, n°1, pp. 39-53

GARAT Isabelle, 2005, « La fête et le festival, éléments de promotion des espaces et représentation d'une société idéale », *Annales de géographie*, n°643, pp. 265-284

GARCIA LOPEZ Magda, 2003, *L'insertion urbaine des immigrants latino-américains à Montréal : trajectoires résidentielles, fréquentation des commerces et lieux de culte ethnique et définition identitaire*, Thèse de doctorat, Montréal, Institut national de la recherche scientifique

GELLY Alain, BRUNELLE-LAVOIE Louise, KIRJAN Corneliu, 1995, *La passion du patrimoine, la Commission des biens culturels du Québec. 1922-1994*, Sillery, le Septentrion

GERMAIN Annick, DEJEAN Frédéric, 2013, « La diversité religieuse comme expérience urbaine : controverses et dynamiques d'échange dans la métropole montréalaise », *Alterstice, Revue Internationale de la Recherche Interculturelle* 3(1), pp. 35-46

GERMAIN Annick, 2011, « The fragmented or Cosmopolitan Metropolis ? A neighbourhood Story of Immigration in Montréal », *Publication CMQ-IM* no 44, Metropolis

GERMAIN Annick, LIÉGEOIS Laurence, 2010, « Montréal, laboratoire de cosmopolitisme ? Réflexions autour des espaces publics contemporains » in Jean-Pierre Augustin (dir.), 2010, *Villes québécoises et renouvellement urbain depuis la Révolution tranquille*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, pp. 105-118

GERMAIN Annick et MIYTOPOLITSKA Nevena, 2008, « Deux Montréal dans un ou le non étalement de l'immigration », in Serge Jaumainet et Nathalie Lemarchand (dir.), *Vivre en banlieue*.

*Une comparaison France-Canada*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 79-94

GERMAIN Annick, LIÉGEOIS Laurence et HOERNIG Heidi, 2008, « Les espaces publics en contexte multiethnique: Religion, visibilité et pasteurisation » dans Xavier Leloup et Martha Radice (dir.), *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval

GERMAIN Annick, LIEGEOIS Laurence, HOERNIG Heidi, 2007, « L'espace public à l'épreuve des religions : des paysages pluriels à négocier ? », in Antonio Da Cunha et Laurent Matthey (coord.), *La ville et l'urbain : des savoirs émergents*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, pp. 321-340

GERMAIN Annick, POIRIER Cécile, 2007, « Les territoires fluides de l'immigration à Montréal ou le quartier dans tous ses états », *Globe : Revue internationale d'études québécoises*, 10(2), pp. 107-120

GERMAIN Annick, ALAIN Martin, 2006, « La gestion de la diversité à l'épreuve de la métropole ou les vertus de l'adhocratismes montréalais », in Jouve Bernard et Gagnon Alain-G, *Les métropoles au défi de la diversité culturelle*, préface de Michel Wierwoka, Presses universitaires de Grenoble

GERMAIN Annick et RADICE Martha, 2006, « Cosmopolitanism by default : public sociability in Montréal », in Jon Binnie, Julian Holloway, Steve Millington, Craig Young, *Cosmopolitan Urbanism*, New-York, Routledge, G-B, pp. 112-129

GERMAIN Annick, 2002, « La redécouverte de l'espace public : regards d'architectes et de sociologues », in Tomas François (coord.), *Espaces publics, architecture et urbanité de part et d'autre de l'Atlantique*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, pp. 25-31

GERMAIN Annick and ROSE Damaris, 2000, *Montréal. The quest for a metropolis*, Chichester, John Wiley & Sons Ltd

GERMAIN Annick, 1999, « Les quartiers multiethniques montréalais », *Recherches sociographiques*, XL, 1, pp 9-32.

GERMAIN Annick, 1998, « Citoyenneté ou « citadinité » ? Montréal ou les dilemmes d'une ville pluriethnique », *Géographie et Cultures*, n°26, Ghorra-Ghobin (dir.), Villes et communication interculturelle, pp. 95-108

GERMAIN Annick, 1997a, « Montréal, laboratoire de cosmopolitisme entre deux mondes », *Actes de la seconde conférence internationale Metropolis*, Copenhague

GERMAIN Annick, 1997b, « L'étranger et la ville », *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, XXI2 (spring-summer / Printemps-été 1997), pp. 237-254

GERMAIN Annick (coord.), 1995, *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, Québec, Ministère des affaires internationales, de l'immigration et des communautés culturelles

GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2012, « Nostalgies citadines en Afrique Sud », *EspacesTemps.net*, [en ligne] <http://espacestems.net/document9459.html>

GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003, *Territoires citadins. 4 villes africaines*, Paris, Belin

GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2004, « De l'usage de la notion d'identité en géographie. Réflexions à partir d'exemples sud-africains », *Annales de géographie*, vol. 113, n°s 638-639, p. 469-488

GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2001, « La citadinité, ou comment un mot peut en cacher d'autres... », in Elisabeth Dorier-Apprill (dir.), *Vocabulaire de la ville. Notions et références*, Paris, Éd. du Temps, pp. 92-108

GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), 2001, *Réinventer le sens de la ville : les espaces publics à l'heure globale*, Paris, l'Harmattan

- GHORRA-GOBIN Cynthia, 1997, « Des villes et de la question multiculturelle : comment définir un espace multiculturel ? », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Dossiers, Colloque "les problèmes culturels des grandes villes", 8-11 décembre, document 76, mis en ligne le 04 février 1999, consulté le 12 mars 2014. URL : <http://cybergeo.revues.org/1023>
- GIDWANI Vinay K., 2006, « Subaltern cosmopolitanism as politics », *Antipode* 38 (1), pp. 7-21
- GILL Daniel, 2008, « Les arts et la ville : entre McDo et Bilbao », *Actes du 76<sup>e</sup> Congrès de l'ACFAS*, Québec, 6-7 mai 2008, « Arts et territoires : vers une nouvelle économie culturelle ? »
- GIRAUT Frédéric et HOUSSAY-HOLZCHUCH Myriam, 2008, « Au nom des territoires ! », *L'Espace géographique* 2/ 2008 (Tome 37), p. 97-105
- GLASS Ruth, 1964, *London: aspects of change*, London, MacGibbon and Kee
- GLAZER Nathan, 1997, *We Are All Multiculturalists Now*, Harvard University Press
- GLEVAREC Hervé et SAEZ Guy, 2002, *Le patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française
- GLICK SCHILLER Nina, DARIEVA Tsypylma, GRUNER-DOMIC Sandra, 2011, « Defining cosmopolitan sociability in a transnational age. An introduction », *Ethnic and Racial Studies*, 34 : 3, pp. 399-418
- GOFFMAN Erving, 1963, *Behavior in Public Places*, New York, The Free Press
- GRAFMEYER Yves et JOSEPH Isaac, 1990, « La ville-laboratoire et le milieu urbain », in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (textes traduits et présentés par), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, pp. 5-52
- GRAFMEYER Yves, 1999, « La coexistence en milieu urbain : Échanges, conflits, transactions », *Recherches sociologiques*, Louvain-la-Neuve (Belgique), vol XXX-I, pp. 157-176
- GRAVARI-BARBAS Maria et RIPOLL Fabrice, 2010, « Introduction : de l'appropriation à la valorisation, et retour », *Noroi*, Interroger les processus de valorisation des espaces urbains, n°217, pp. 7-12
- GRAVARI-BARBAS Maria (dir.), 2005, *Habiter le patrimoine. Enjeux – approches – vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- GRAVARI-BARBAS Maria, GUICHARD-ANGUIS Sylvie (dir.), 2003, *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle* [actes du colloque international, 7-9 octobre 1999, Sorbonne], Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne
- GRAVARI-BARBAS Maria, 2000, *La ville festive. Espaces, expressions, acteurs*, Habilitation à diriger les recherches, Université d'Angers
- GREFFE Xavier, 2004, « Le rôle de la culture dans le développement local », dans Saez Guy (ed.), *Institutions et vie culturelles*, Paris, La Documentation française, pp. 60-64
- GRÉSILLON Boris, 2002, *Berlin, métropole culturelle*, Paris, Belin
- GUBBAY Aline, 1989, *A street called The Main – The story of Montreal's boulevard Saint Laurent*, Montréal, Meridian Press
- GUILLON Vincent, 2011, *Mondes de coopération et gouvernance culturelle dans les villes. Une comparaison des recompositions de l'action publique culturelle à Lille, Lyon, Saint-Etienne et Montréal*, Thèse en science politique, Université de Grenoble
- HABERMAS Jürgen, 1978, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société*, Paris, Payot



- HACKWORTH Jason et REKERS Josephine, 2005, « Ethnic packaging and gentrification: The case of four neighborhoods in Toronto », *Urban Affairs Review* 41(2), pp. 211-236.
- HALBWACHS Maurice, 1968, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France
- HALL Stuart, 2008, « La question multiculturelle » in *Identités et cultures. Politique des Cultural Studies*, ed. établie par Maxime Cervulle, Amsterdam, Paris, pp. 373-411
- HALL Stuart, 2008a, « Qui a besoin de l'« identité » ? », in *Identités et cultures. Politique des Cultural Studies*, Paris, Amsterdam, ed. établie par Maxime Cervulle, pp. 267-285
- HAMEL Pierre, 1989, « Développement local et action communautaire à l'heure du néocorporatisme », in Benoît Lévesque, André Joyal et Omer Chouinard, éd., *L'autre économie : Une économie alternative?*, actes du 8e colloque annuel de l'Association d'économie politique (AEP) tenu à l'Université du Québec à Montréal les 21 et 22 octobre 1988, Sillery : Presses de l'Université du Québec
- HAMEL Pierre, 1991, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal
- HAMEL Pierre, JOUVE Bernard, 2006, *Un modèle québécois ? Gouvernance et participation dans la gestion publique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal
- HAMEL Pierre, POITRAS Claire, 1998, « Post-modernité et sciences humaines. Une notion pour comprendre notre temps », in Yves Boisvert (dir.), *Postmodernité et sciences humaines*, Montréal, Les Éditions Liber, pp. 69-88
- HAMEL Pierre, POITRAS Claire, 2004, « Déclin et relance économique d'une agglomération métropolitaine. Le discours et les représentations des élites économiques à Montréal », *Recherches sociographiques*, Volume 45, numéro 3, pp. 457-492
- HANNERZ Ulf, 1996, *Transnational connections : Culture, People, Places*, London-New York, Routledge
- HANNERZ Ulf, 1990, « Cosmopolitans and locals in world culture », *Theory, culture and society*, vol. 7, n° 2, pp. 237-251
- HANNERZ Ulf, 1980, *Explorer la ville. Éléments d'anthropologie urbaine*, Paris, Editions de Minuit.
- HANNIGAN John, 2013, « Analyser les villes et le changement dans une ère de mondialisation : deux points de vue divergents », *Sociologies et sociétés*, vol. 5, n°2, pp. 45-62
- HARNEY Nicholas, 2007, « Ethnicity, Social Organisation, and Urban Space. A Comparison of Italians in Toronto and Montreal », in Johanne Sloan. (éd.), *Urban Enigmas : Montreal, Toronto, and the Problem of Comparing Cities*, Montreal & Kingston, McGill-Queens University Press, pp.178-219.
- HARNEY, Robert F., 1985, « Italophobia: English speaking malady », *Studi Emigrazione*, vol. 22, no. 77, pp. 6-43
- HARRIS Andrew, 2011, « Branding Hoxton : Cultural landscapes of post-industrial London », in Andy Pike (ed.), *Brands and branding geographies*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Limited, pp. 187-199
- HARVEY David, 1989, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler*, Vol. 71, No. 1, pp. 3-17
- HARVEY David, 2000, « Cosmopolitanism and the banality of geographical evils », *Public cultures*, 12(2), pp. 529-564
- HARVEY, 1989, *The urban experience*, Baltimore, John Hopkins University Press
- HEINICH Nathalie, 2009, *La fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme

- HELLY Denise, 2001, « Primauté des droits ou cohésion sociale, les limites du multiculturalisme canadien 1971-1999 », in Michel Wieviorka et Jocelyne Ohana (dir.), *La différence culturelle : une reformulation des débats*, Paris, Balland, Voix et regard Colloque de Cerisy, pp. 414-427.
- HELLY Denise, 1987, *Les Chinois à Montréal 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture
- HEMELRYK Donald Stephanie, KOFMAN Eleonore, and KEVIN Catherine (ed.), 2009, *Branding Cities : cosmopolitanism, parochialism, and social change*, New York, Routledge
- HERMAN Dana, 2003, *In the Shadow of the Mountain : A historical Re-evaluation of the 1988 Outremont Dispute*, Master of Arts, Montreal, University McGill
- HERNANDEZ Salvador David, TRUDELLE Catherine et KOCI Simon, 2013, « Les grands projets urbains à Montréal : que nous révèle l'activité conflictuelle ? », in Juan-Luis Klein et Matthieu Roy, *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover*, Presses de l'université du Québec, pp. 291-306
- HERNANDEZ Tony et JONES Ken, 2008, « The strategic evolution of the BID Model in Canada », in Göktug Morçöl, Lorraine Hoyt, Jack W. Meek, Ulf Zimmermann, *Business Improvement districts : research, theories, and controversies*, CRC Press, Taylor & Francis Group, pp. 401-422
- HIEBERT Daniel, 2002, « Cosmopolitanism at the Local Level : The development of transnational Neighbourhoods », in Steven Vertovec, Robin Cohen (eds.), *Conceiving cosmopolitanism : theory, context and practice*, Oxford, Oxford University Press, pp. 209- 223
- HILLERY George A., 1955, « Definitions of Community : Areas of Agreement », *Rural Sociology*, n° 20, pp. 779-791
- HILY Marie-Antoinette, MEINTEL Deirdre, 2000, « Editorial, Célébrer la “communauté” », *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 16, n°2, Fêtes et rituels dans la migration, pp. 7-8.
- HOLLINGER David A., 1995, *Postethnic America : Beyond Multiculturalism*, New York, Basic Books
- HOLLINGER David A., 2002, « Not Universalists, Not pluralists, The new Cosmopolitans find their own way », in Steven Vertovec, Robin Cohen (eds.), *Conceiving cosmopolitanism : theory, context and practice*, Oxford university Press, p.227-239
- HOULE François, 1999, « Citoyenneté, espace public et multiculturalisme : la politique canadienne du multiculturalisme », *Sociologie et Sociétés*, vol XXXI, n°2, 1999, pp. 101-123.
- HOYT Lorraine, 2004, « Collecting private funds for safer public spaces: an empirical examination of the Business Improvement Districts concept », *Environment and Planning B*, 31.3, pp. 367-380
- HOYT Lorraine, 2008, « From North America to Africa : The BID model and the Role of Policy entrepreneurs », in Göktug Morçöl, Lorraine Hoyt, Jack W. Meek, Ulf Zimmermann, *Business Improvement districts : research, theories, and controversies*, CRC Press, Taylor & Francis Group, pp. 111-148
- HUDON Pascal, 2006, *Essai sur la reconstruction du vide : l'exemple du faubourg Saint-Laurent*, maîtrise en études urbaines, Université du Québec à Montréal
- HUMAIN-LAMOURE Anne-Lise, 2007, « Le quartier comme objet en géographie », in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », pp. 97-103
- INGALLINA Patrizia et RONCAYOLO Marcel, 1988, « projet urbain », in Pierre Merlin et Françoise Choay (dir.), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 640-642

- IVESON Kurt, 2006, « Strangers in the cosmopolis », in Jon Binnie, Julian Holloway, Steve Millington, Craig Young, *Cosmopolitan Urbanism*, Routledge, G-B, New-York, pp. 70-87
- JACKSON John Brinckerhoff, 2003 [1984], *À la découverte du paysage vernaculaire* [essai traduit de l'américain par Xavier Carrière], Paris, Actes Sud / ENSP [École nationale supérieure du paysage]
- JACOBS Jane M., 1996, *Edge of Empire. Postcolonialism abannd the City*, London and New York, Routledge
- JACOBS Jane, 1961, *The Death and Life of Great American cities*, New York, Random House
- JENSEN Ole B., 2007, « Culture Stories : Understanding Cultural Urban Branding », *Planning Theory*, 6 (3), p. 211-236
- JOHANNE Jean-Pierre, 2013, « Teaching sociology of education in Canada : a comparative study of the two solitudes », *International Studies in Sociology of Education*, 23 : 1, pp. 39-55
- JOHANSSON Ola and CORNEBISE Michael, 2010, « Place branding goes to the neighbourhood: the case of pseudo-‘Swedish Andersonville’ », *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography* 92 (3), pp. 187–204
- JOSEPH Isaac, 1984, « Urbanité et ethnicité », *Terrain* [En ligne], 3, mis en ligne le 23 juillet 2007. URL : <http://terrain.revues.org/2808>
- JOSEPH Isaac, 1995, *Prendre place : espace public et culture dramatique*, Paris, Editions Recherches.
- JOUVE Bernard, 2005, « Réforme municipale et gestion de la diversité culturelle à Montréal : quelles transformations des modes de médiation ? », *Communication au Congrès de l'Association Canadienne de Science Politique*, University of Western Ontario, London, 2 juin 2005
- KAHN Menes Bonnie, 1987, *Cosmopolitan Culture. The gilt edged dream of a tolerant city*, New York, Atbeneum
- KANT Emmanuel, 1784 [2000], *Idée d'une histoire universelle – Qu'est-ce que les Lumières ?*, notes et commentaires de Noëlla Baraquin et Jacqueline Laffitte, Paris, Nathan
- KAUFMANN Jean-Claude, 1996, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan
- KAVARATZIS Mihalis et ASHWORTH Gregory J., 2005, « City branding : an effective assertion of identity or a transitory marketing trick ? », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, Vol. 96, No. 5, pp. 506–514
- KEIL Roger et BOUDREAU Julie-Anne, 2010, « Le concept de la ville créative : la création réelle ou imaginaire d'une forme d'action politique dominante », *Métropoles* [En ligne], 7, mis en ligne le 09 juillet 2010. URL : <http://metropoles.revues.org/4339>
- KEITH Michael, 2005, *After the Cosmopolitan ? Multicultural cities and the future of racism*, New York, Routledge
- KLEIN Juan-Luis et WAAUB Jean-Philippe, 1996, « Reconversion économique, développement local et mobilisation sociale : le cas de Montréal », *Recherches sociographiques*, vol.36, n°3, pp. 497-515
- KLEIN Juan-Luis, MORISSETTE Pierre, 2013, « Le développement économique communautaire et la cohésion sociale à Montréal : une recherche partenariale sur l'apport des CDEC », *Les Cahiers du CRISES*, Collection Études théoriques, n° ET1303
- KRASE Jerome, 2006, « Seeing Ethnic Succession in Little Italy: Change despite Resistance », *Modern Italy*, 11:1, pp. 79-95
- KRASE Jerome, « Italian American Urban Landscapes : Images of Social and Cultural Capital », *Italian Americana* 22 (1), pp. 17-44

- KÜBLER Daniel et TOMÀS Mariona, 2010, « Jeux d'échelles et démocratie métropolitaine », *Métropoles* [En ligne], 7, mis en ligne le 14 juin 2010, consulté le 08 septembre 2014. URL : <http://metropoles.revues.org/4221>
- KYMLICKA Will, 2003, *La voie canadienne, Repenser le multiculturalisme*, Editions du Boréal, [Trad par Antoine Robitaille, *Finding Our Way : Rethinking Ethnocultural Relations in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1998].
- KYMLICKA Will, 2001, *La citoyenneté multiculturelle, une théorie libérale du droit des minorités*, (trad. Patrick Savidan), Paris, La Découverte
- KYMLICKA Will, WALKER Kathy, 2012, « Rooted Cosmopolitanism : Canada and the World », in Will Kymlicka and Kathy Walker (eds.), *Rooted Cosmopolitanism : Canada and the World*, Vancouver, University of British Columbia Press, pp. 1-27
- KYMLICKA, Will, 2006, « Multiculturalisme », in Sylvie Mesure et Patrick Savidan, *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 802-806.
- LABELLE Micheline, 2005, « Le défi de la diversité au Canada et au Québec » in *Options politiques*, IRPP – Montréal
- LACORNE Denis, 2003, *La crise de l'identité américaine. Du melting-pot au multiculturalisme*, édition revue et augmentée TEL Gallimard (1ère édition : librairie Arthème Fayard, 1997)
- LAMARRE Stéphanie, DJERRAHIAN Gabriella, 2004, « Sens et sorts urbains : réflexions sur les célébrations montréalaises de la Fête nationale du Québec 2002 », *Les Cahiers du Gres*, vol. 4, n° 1, p. 39-53.
- LANDRY Charles, 2000, *The creative city : A toolkit for urban innovators*, London, Comedia, 7th édition
- LARRUE Jean-Marc, 1993, *Le Monument inattendu. Le Monument-National, 1893-1993*, LaSalle, éditions Urtubise.
- LATENDRESSE Anne, 2013, « Le pouvoir municipal citoyen », *À bâbord !*, n°49, avril/mai, dossier : La gauche au Québec, entre la rue et les urnes
- LATENDRESSE Anne, 2004, « La réforme municipale et la participation publique aux affaires urbaines montréalaises. Rupture ou continuité? », dans Bernard Jouve et Philippe Booth (dir.), *Démocraties métropolitaines*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, pp.155-174.
- LATOUCHE Daniel, 1990, *Le bazar: des anciens Canadiens aux nouveaux Québécois*, Montréal, Éditions Boréal
- LATOUCHE Daniel, 1997, « Mondialisation et cosmopolitisme à Montréal », in Jean-Michel Lacroix (textes rassemblés par), *Villes et politiques urbaines au Canada et aux Etats-Unis*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, pp. 137-164
- LAVADINHO Sonia, 2011, *Le renouveau de la marche urbaine. Terrains, acteurs et politiques*, thèse en géographie, Lyon, École Normale Supérieure Lettres & Sciences humaines
- LAVANDINHO Sonia et WINKIN Yves, 2005, « Les territoires du moi : aménagements matériels et symboliques de la marche urbaine », *Actes du Colloque « Développement urbain durable »*, Université de Lausanne
- LAVIGNE Gilles, 1987, *Les ethniques et la ville. L'aventure urbaine des immigrants Portugais à Montréal*, Longueuil, Le Préambule
- LAVIGNE Gilles, DAUDELIN Nanouk et RITCHOT Gilles, 1995, « L'ethnisation de l'établissement humain en Amérique du Nord : l'exemple du quartier portugais à Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 39, n° 108, p. 417-443

LE BEL Pierre-Mathieu, 2012, *Montréal et la métropolisation. Une géographie romanesque*, Montréal, Triptyque

LE BEL, Pierre-Mathieu, 2011, « Choc des mémoires collectives et espaces thématiques dans ce qui reste du Redlight montréalais », *Globe. Revue internationale d'études québécoises* 14(1), pp. 197-214.

LE BRETON David, 2000, *Éloge de la marche*, Paris, Métailié

LE GUERN Anne-Laure et THEMINES Jean-François, 2011, « Des enfants iconographes de l'espace public urbain : la méthode du parcours iconographique », *Carnets de géographes*, n°3. Accessible en ligne : [http://www.carnetsdegeographes.org/carnets\\_terrain/terrain\\_03\\_02\\_Leguern\\_Themines.php](http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_terrain/terrain_03_02_Leguern_Themines.php)

LECLERC Jean-François., PIRÈS Joaquina, 2003, « La mémoire et l'identité de Montréal : des repères territoriaux pour une mémoire sans frontières », *Montréal cultures*, 12 juin.

LEDOYEN Alberte, 1992, *Montréal au pluriel. Huit communautés ethnoculturelles de la région montréalaise*, Montréal, Institut québécois de recherche sur La culture, coll. «Document de recherche»

LEDUC-CUMMINGS Maryse, 1992-1993, « Lectures de la ville : Montréal dans la littérature », *Continuité*, n°55, p. 9-13

LEES Loretta, 2000, « A Reappraisal of Gentrification: Towards a Geography of Gentrification », *Progress in Human geography*, vol. 24, n°3, pp. 389-408

LEFEBVRE Henri, 2000 [1974], *La production de l'espace*, Paris, Anthropos,

LEHMAN-FRISCH Sonia et CAPRON Guénola, 2007, « Le sentiment de quartier en milieu gentrifié : de San Francisco à Bogotà », in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace (dir.), *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte

LEHMAN-FRISCH Sonia, 2002, « « Like a Village » : les habitants et leur rue commerçante dans Noe Valley, un quartier gentrifié de San Francisco », *Espaces et Sociétés*, n°108-108, n°1-2/2002, *Espaces, modes d'emploi*, pp. 47-69

LEHMAN-FRISCH Sonia, 2013, *Daily Life in great American Cities. Expériences citadines de la ségrégation et de la gentrification*, Volume 1 : Synthèse, Habilitation à diriger des recherches

LEJEUNE Marion, 2012, *Les nouvelles dynamiques de territorialisation du fait ethnique à Montréal : le cas du Petit Maghreb*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal

LELOUP Xavier et RADICE Martha, 2008, « Introduction. Revisiter les liens entre espace et ethnicité : la nécessaire reterritorialisation de la question ethnique », in Xavier Leloup et Martha Radice (eds.), *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, les Presses de l'Université Laval, pp. 1-13

LELOUP Xavier, 2007, «Vers la ville pluraliste? Répartition et localisation des minorités visibles à Montréal, Toronto et Vancouver en 2001 », *Revue canadienne des sciences régionales/ Canadian Journal of Regional Science*, vol. XXX, n° 2, pp. 263-292

LEMELIN André et MORIN Richard, 1991, « L'approche locale et communautaire au développement économique des zones défavorisées : le cas de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n° 95, pp. 285-306.

LÉTOURNEAU Jocelyn, 2005, « Postnationalisme ? Rouvrir la question du Québec », in Jocelyn Létourneau, Sabine Choquet (dir.), *Cités*, dossier « Le Québec, une autre Amérique. Dynamisme d'une identité », n°23, Paris, Presses universitaires de France, pp.15-30

LÉTOURNEAU Jocelyn, 2004, *Le Québec, les Québécois. Un parcours historique*, Montréal, Fidès

- LÉTOURNEAU Jocelyn, 2003, « Reposer la question du Québec », *Options politiques*
- LÉVEILLÉE Jacques et LÉONARD Jean-François, 1987, « 'The Montreal citizens' movement comes to power », *International Journal of urban and regional Research*, 11 (4)
- LÉVESQUE Luc, 1999, « Montréal, L'informe urbanité des terrains vagues », *Les Annales de la recherche Urbaine*, n°85, décembre 1999, pp. 47-57
- LEVINE Marc V., 1997, *La reconquête de Montréal*, Montréal, VIB éditeur (*The reconquest of Montreal*, 1990, Philadelphia, Temple University Press)
- LEVINE Marc V., 2004, « La « classe créative » et la prospérité urbaine : mythes et réalités », Conférence présentée à Montréal, le 20 mai 2004, Villes Régions Monde, INRS-Urbanisation, Culture et Société
- LÉVY Jean-Pierre, 2008, Introduction, in Colette Vallat, Aurélien Delpirou et Fabrizio Maccaglia (éds.), *Pérennité urbaine, ou la ville par-delà ses métamorphoses*, (Itinéraires géographiques), Paris, L'Harmattan, pp. 101-104.
- LÉVY Jacques, 2003, « espace public », in Jacques Lévy, Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 336-339
- LÉVY Jacques, 2003a, « artificiel/authentique », in Jacques Lévy, Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin
- LEWIS Paul, 1991, « Partenariat public-privé et revitalisation des zones commerciales », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, no 95, p. 415-426
- LEY David, 1991, « Gentrification : a ten year overview », in Kent Gerecke (ed.), *The Canadian City*, Montréal, New York, Black Rose Books, pp. 181-196
- LEY David, 1996, *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford University Press.
- LEY David, 2003, « Artists, Aestheticisation and the field of gentrification », *Urban studies*, vol. 40, n° 12, pp. 2527-2544
- LIÉGEOIS Laurence, 2008, « Main Street, rue symbolique : réflexions sur l'aménagement des rues au Canada », in Jean-Pierre Augustin (ed.) *Sites publics, lieux communs (2) : Urbanité et aménagement des rues et des ponts au Québec et au Canada*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, pp. 137-49
- LIÉGEOIS Laurence, 2009, « Espace labyrinthique et contrainte : Quelles stratégies d'aménagement pour les espaces publics ? », *Géographie et cultures*, [Online], vol. 70, Online since 13 May 2013, consulté le 26 septembre 2013. URL : <http://gc.revues.org/2290>
- LINTEAU Paul-André, 1982, « La montée du cosmopolitisme montréalais », *Questions de culture*, n°2, pp. 27-35
- LINTEAU Paul-André, 1992, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal
- LINTEAU Paul-André, DUROCHER René et ROBERT Jean-Claude, 1986, *Histoire du Québec contemporain. tome II Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express
- LOCKWOOD C., 1997, « Putting the urb back in the suburbs », *Planning* 63(6), pp. 18-21
- LORTIE André, 2007, « Montréal 1960, les ressorts d'une réidentification », *Strates* [En ligne], 13, mis en ligne le 22 octobre 2008, Consulté le 29 juin 2014. URL : <http://strates.revues.org/6083>.
- LOZIER Nicolas, 2011, *Société civile et représentations socio-spatiales de la ville : le cas du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM)*, Mémoire de maîtrise en géographie, Université du Québec à Montréal

- LUIS William, 2009, *Influence des structures commerciales de types lifestyle centers sur la centralité de leurs régions périphériques : le cas du quartier DIX30 à Brossard*, Master en Urbanisme, Université de Montréal
- LYNCH Kevin, 1976, *L'image de la cité*, Paris, Dunod (*The image of the city*, 1960, Cambridge, MIT Press)
- MacCANNELL Dean, 1973, « Staged Authenticity : Arrangements of Social Space in Tourist Settings », in *The American Journal of Sociology*, vol.79, n°3, pp. 589-603
- MARCOTTE Gilles, 1997, *Écrire à Montréal*, Québec, Boréal, collection Papiers collés
- MARGIER Antonin, 2013, *La cohabitation dans les espaces publics: Conflits d'appropriation entre riverains et personnes marginalisées à Montréal et Paris*, thèse en études urbaines, Université du Québec à Montréal
- MARGOLIS Rebecca, 2010, « Le Montréal yiddish, un siècle d'évolution », in Pierre Anctil et Ira Robinson (dir.), *Les communautés juives de Montréal. Histoire et enjeux contemporains*, Québec, Septentrion, pp. 92-115
- MARKWELL Kevin, STEVENSON Deborah & ROWE David, 2004, « Footsteps and memories: interpreting an Australian urban landscape through thematic walking tours », *International Journal of Heritage Studies*, Vol. 10, n°5, pp. 457-473
- MARSAN Jean-Claude, 2002, « La renaissance de l'espace public à Montréal », in François Tomas (coord.), *Espaces publics, architecture et urbanité de part et d'autre de l'Atlantique*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, pp. 45-52
- MARSAN, Jean-Claude, 1983, *Montréal une esquisse du futur*. Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture
- MARTOUZET Denis, 2013, « Introduction. Une ville, cinq sens, trois traitements : sensoriel, cognitif et affectif », *Norois*, n° 227, p. 7-10, [www.cairn.info/revue-norois-2013-2-page-7.htm](http://www.cairn.info/revue-norois-2013-2-page-7.htm).
- MATHIEU Nicole, 2012, « « Le mode d'habiter. À l'origine d'un concept », in Annabelle Morel-Brochet, Nathalie Ortat (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Hommes lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, pp. 35-53
- MATTHEY Laurent, 2008, « Quand la forme témoigne : réflexions autour du statut du texte littéraire en géographie », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 52, n° 147, pp. 401-417.
- MAY, Jonathan, 1996, « "A little taste of something more exotic": the imaginative geographies of everyday life », *Geography*, 81, pp. 57-64
- MCANDREW Marie, HELLY Denise et TESSIER Caroline, 2005, « Pour un débat éclairé sur la politique canadienne du multiculturalisme : une analyse de la nature des organismes et des projets subventionnés (1983-2002) », *Politique et Sociétés*, vol. 24, n° 1, p. 49-71
- MCNICOLL Claire, 1993, *Montréal, Une société multiculturelle*, Paris, Belin
- MCCROBERTS Kenneth, 1999, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, (trad. de l'angl. par Christiane Teasdale), Montréal, Boréal
- MEINING Donald William, 1979, « Symbolic Landscapes : Some Idealizations of American Communities », in Donald William Meinig (ed.), *The Interpretation of Ordinary Landscapes: Geographical Essays*, New York, Oxford University Press
- MEKDJAN Sarah, 2009, *De l'enclave au kaléidoscope urbain. Los Angeles au prisme de l'immigration arménienne*, Thèse en géographie, Université Paris X- Nanterre
- MELÉ Patrice, 2009, « Identifier un régime de territorialité réflexive », dans Martin Vanier (dir.),

*Territoires, territorialité, territorialisation, controverses et perspectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 45-55

MELIGRANA John, SKABURSKIS Andrejs, 2005, « Extent, location and Profiles of continuing gentrification in Canadian metropolitan areas, 1981-2001 », *Urban Studies*, vol. 42, n°9, pp. 1569-1592

MICHEL Johann, 2003, « Narrativité, narration, narratologie : du concept ricœurrien d'identité narrative aux sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, t. XLI, n° 125, pp. 125-142

MILES Steven and PADDISON Ronan, 2005, « Introduction : The Rise and Rise of Culture-led Urban Regeneration », *Urban Studies*, vol. 42, N°5/6, pp. 833-839

MILLS Caroline Anne, 1988, « Life on the upslope: the postmodern landscape of gentrification », *Society and Space*, Vol. 6, pp. 169- 190

MITCHELL Don, 2000, *Cultural Geography – A Critical Introduction*, Oxford, Malden, Blackwell Publishers

MITCHELL Don, 2003, *The right to the city. Social justice and the fight for public space*, New York, London, The Guilford Press

MOLOTCH Harvey, LOGAN, John, 1987, *Urban fortunes. The political economy of place*, Berkeley, University of California Press

MOLOTCH Harvey, 1993, « The political economy of growth machines », *Journal of Urban affairs*, 15, 1, pp. 29-53

MOMMAAS Hans, 2004, « Cultural Clusters and the Post-industrial City: Towards the Remapping of Urban Cultural Policy », *Urban Studies*, vol. 41, no 3, pp. 507-532.

MONNET Jérôme, 2000, « Les dimensions symboliques de la centralité », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 44, n°123, pp. 399-418

MONTGOMERY John, 2003, « Cultural Quarters as Mechanisms for Urban Regeneration. Part 1 : Conceptualising Cultural Quarters », *Planning Practice and Research*, 18 : 4, pp. 293-306

MONTGOMERY John, 2004 « Cultural Quarters as Mechanisms for Urban Regeneration. Part 2 : A review of four Cultural Quarters in the UK, Ireland and Australia », *Planning, Practice and Research*, 19 : 1, pp. 3-31

MORÇÖL Göktug, HOYT Lorlene, MEEK Jack W., ZIMMERMANN Ulf, 2008, *Business Improvement districts : research, theories, and controversies*, CRC Press, Taylor & Francis Group

MOREAU Annabelle, 2011, *Histoires de langues : Montréal, a once-divided city*. La logeuse d'Eric Dupont et Heroine de Gail Scott, Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences en vue de l'obtention du grade de maîtrise de littérature comparée, Université de Montréal

MOREL-BROCHET Annabelle, 2007, « À la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes », *Norois*, 205/4, pp. 23-35

MOREL-BROCHET Annabelle, ORTAR Nathalie (dir.), « Introduction », 2012, *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieu de vie*, Paris, L'Harmattan, pp. 14-33

MORELLE Marie, 2006, « La « rue » dans la ville africaine (Yaoundé, Cameroun et Antananarivo, Madagascar) », *Annales de géographie* /4 n° 650, pp. 339-360

MORIN Richard et ROCHEFORT Michel, 1998, « Quartier et lien social : des pratiques individuelles à l'action collective », *Lien social et politiques*, n° 39, pp. 103-114.

MORIN Richard, 1998, « Gouvernance locale et développement économique des quartiers de Montréal », *Revue de géographie de Lyon*, Vol. 73, n° 2, pp. 127-134



- MORIN Richard, LATENDRESSE Anne et PARAZELLI Michel, 1994, *Les Corporations de développement économique communautaire en milieu urbain : l'expérience montréalaise*, Études, matériaux et documents n°5, Montréal, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal
- MORISSET Lucie K., NOPPEN Luc, 2003, « Introduction », in Lucie K. Morisset et Luc Noppen (dir.), *Identités urbaines : Échos de Montréal*, Québec, Nota Bene, pp. 5-18
- MORISSET Lucie K., NOPPEN Luc, 2003, « La montréalité de Montréal, ou l'invention du paysage montréalais », in Lucie K. Morisset, Philippe Dieudonné et Jean-François Simon (dir.), *Réinventer Pays et paysages: Bretagne-Québec*, Brest/Québec, Centre de Recherche Bretonne et Celtique et Institut de Géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale, pp. 71-101.
- MORISSET, Lucie K. 2001, *La mémoire du paysage. Histoire de la forme urbaine d'un centre-ville : Saint-Roch*, Québec, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.
- NELLI, Humbert S., 1970, *Italians in Chicago 1880-1930 : A study in ethnic mobility*, New York Oxford University Press
- NOPPEN Luc et MORISSET Lucie K., 2005, *Les églises du Québec : un patrimoine à réinventer*, Québec, Presses de l'Université du Québec
- NOPPEN, Luc et MORISSET Lucie K., 2004, « Le touriste et l'urbaniste (deuxième partie) », *Téoros* [Online], 23-3 | URL : <http://teoros.revues.org/761>
- NORMANDEAU Edith, 2012, « Les Rues ont des oreilles », *Annuel du paysage 2012*, Association des Architectes Paysagistes du Québec
- NOWICKA Magdalena and ROVISCO Maria, 2009, « Introduction, Making Sense of cosmopolitanism », in Magdalena Nowicka and Maria Rovisco (eds), *Cosmopolitanism in Practice*, Farnham, Burlington, Ashgate Publishing, pp. 1-16
- OCEJO Richard. E., 2011, « The Early Gentrifier: Weaving a Nostalgia Narrative on the Lower East Side », *City & Community* 10:3
- ÖTKEM Kerem, 2009, « Un cosmopolitisme sans fierté » (Traduit de l'anglais par Alice Roland), in Fabre Thierry, Deniz Nil (coord.), « Istanbul, ville monde », *La pensée de midi*, n°29, Actes Sud, pp.18-24
- OLAZABAL Ignace, 2006, « Le Mile-End comme synthèse d'une montréalité en devenir », *Les Cahiers du Gres, Diversité urbaine*, vol.6, n°2, p. 7-16
- OLAZABAL Ignace, FRIGAULT, L-R. 2000. « La fête de la Saint-Jean-Baptiste dans le quartier du Mile-End de Montréal », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, no.16, pp. 143-152
- PAQUET Suzanne, 2009, *Le paysage façonné, Les territoires postindustriels, l'art et l'usage*, préface d'Anne Cauquelin, Québec, Presses de l'université Laval
- PAQUOT Thierry, 2009, *L'espace public*, Paris, La Découverte
- PAQUOT Thiery, 2003, « utopie », in Jacques Lévy, Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 969-971
- PARANT Marc, 2001, « Les politiques d'immigration au Canada : stratégies, enjeux et perspectives », *Les Études du CERI*, no. 80, 14p.
- PARAZELLI Michel, ROBITAILLE Charles, 2011, « La rue radieuse. Imaginaires collectifs et gestion de l'urbanité en marge ». Dans Mario Bédard, Jean-Pierre Augustin et Richard Desnoilles (dir.), *L'imaginaire géographique. Perspectives, pratiques et devenirs*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 287-313.

- PARAZELLI Michel, 2010, « Une gestion écosanitaire de l'urbanité ? Le cas des jeunes de la rue à Montréal », dans Isabelle Danic, Sandrine Depeau et Olivier David (dir.), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses de l'Université de Rennes, pp. 205-220.
- PARAZELLI Michel, 2009, « Existe-t-il une « morale globale » de la régulation de la rue ? Réflexions autour de l'hypothèse d'un imaginaire écosanitaire », *Géographie et cultures* [En ligne], 71, mis en ligne le 15 janvier 2013, consulté le 02 mai 2014. URL : <http://gc.revues.org/2129>
- PARAZELLI M, 2000, « L'encombrement socio-symbolique des jeunes de la rue au centre-ville de Montréal. Le cas d'un quartier en revitalisation : le faubourg Saint-Laurent », dans Jean-Pierre Augustin et Claude Sorbets, (dir.), *Lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec*, Talence, Maison des sciences de l'Homme d'Acquitaine, pp. 169-199
- PARÉ Sylvie, 2005, « Ethnicité et paysage. Le marquage ethnique dans un Montréal aux identités plurielles », in Delorme Pierre (dir.), *La ville autrement*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, pp 193-209
- PARK Robert Ezra, 1925 [1990], « La ville. Propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain », in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (textes traduits et présentés par), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, pp. 83-132
- PAZZI Laura, 2012, *Saint-Léonard, banlieue italienne : anatomie d'une mutation*, B.A. Sciences géographiques, Études urbaines, UQAM, INRS
- PECK Jamie, 2005, « Struggling with the creative class », *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 29, p. 740-770.
- PENDOLA Rocco, GEN Sheldon, 2008, « Does « Main Street » provide a sense of community ? A comparison of San Francisco Neighborhoods », *Environment and Behavior*, vol. 40, n°4, pp. 545-574
- PERETZ Henri, 2004, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, Paris, La découverte « Repères »
- PERRAS ST-JEAN Gabrielle, 2009, « Audiotopie : Vers l'appropriation citoyenne d'un écoumène sonore », *Projection(s), Le Journal des Étudiants en Géographie à l'UQAM*, Numéro 2, p 13-14
- PETTTEAU Jean-Yves, PASQUIER Elisabeth, 2001, « La méthode des itinéraires : récits et parcours » in Michèle Grosjean, Jean-Paul Thibaud, *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèses, pp. 63-79
- PEYROUX Élisabeth, 2012, « Circulation internationale et construction sociale d'un « modèle » de gestion des services urbains : les city improvement districts à Johannesburg », *L'Espace géographique* 1, Tome 41, pp. 68-81
- PHAN Mai B., LUK Chiu M., 2008, « 'I don't say I have a business in Chinatown': Chinese sub-ethnic relations in Toronto's Chinatown West, *Ethnic and Racial Studies*, 31: 2, pp. 294-326
- PHILIPS Deborah, 2002, « Consuming the West : Main Street, USA », *Space and Culture*, vol. 5, n°1, february, pp. 29-41
- PIERREVELCIN Nadine, 2007, « Les défusions municipales sur l'île de Montréal comme stratégie d'affirmation culturelle », *Recherches sociographiques*, Volume 48, numéro 1, janvier-avril 2007, p. 65-84, <http://id.erudit.org/iderudit/016207ar>
- PILETTE Danielle et KADRI Boualem, 2005, *Le tourisme métropolitain. Le cas de Montréal*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec
- PINK Sarah, 2008, « An urban tour ; The sensory sociability of ethnographic place-making »,

*Ethnography*, Vol. 9 (2), pp. 175-196

PINSON Gilles, 2005, « Le projet urbain comme instrument d'action publique », in Pierre Lascombes et Patrick Le Galès, *Gouverner par les instruments*, Presses de Sciences Po Académique, pp. 199-233.

PINSON Gilles, 2006, « Projets de ville et gouvernance urbaine », *Revue française de science politique* 4, Vol. 56, p. 619-651

PLATE Liedeke, 2006, « Walking in Virginia Woolf's footsteps: Performing cultural memory », *European journal of cultural studies*, vol. 9, p. 101-120

PODMORE Julie, 2001, « Lesbians in the Crowd: gender, sexuality and visibility along Montréal's Boul. St-Laurent », *Gender, Place and Culture* 8(4), pp. 333-55.

PODMORE Julie, 1998, « (Re)reading the "loft living" habitus in Montréal's inner city », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 22, issue 2, pp. 283-302

PODMORE Julie, 1999, St Lawrence blvd. As "Third City" : Place, gender and difference along Montreal's "Main", PHD, department of Geography, Mc Gill University

POIRET Guillaume, 2011, «La gouvernance métropolitaine écartelée entre adaptation économique et spatiale à la globalisation et respect de la démocratie locale, l'exemple de la fusion de Toronto (Canada) », *Annales de géographie*, vol. 5, n° 681, pp. 509-527

POIRIER Cécile, 2004, *L'ethnicité comme ressource politique : partage de l'espace urbain et gestion de la diversité à Montréal et Bordeaux*, thèse, INRS-UCS et UQAM, Université Bordeaux-3

POIRIER Cécile, 2006, « Parc-Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal », *Les Cahiers du Gres*, vol.6, n°2, pp. 51-68

POIRIER Josiane, 2011, *Quartier culturel et communauté artistique locale : les artistes montréalais face au quartier des Spectacles*, Mémoire de maîtrise en Études urbaines, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique Centre – Urbanisation Culture Société (UQAM-INRS)

POITRAS Claire, 2002, « La Cité du multimédia. Fabriquer l'image d'un nouveau quartier », in Gilles Sénécal, Jacques Malézieux et Claude Manzagol (dir.), *Grands projets urbains et requalification*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université du Québec, pp. 143-155

POLÈSE Mario, HAMEL Charles et BAILLY Antoine, 1978, *La géographie résidentielle des immigrants et des groupes ethniques : Montréal*, INRS, Bibliothèque nationale du Québec

PORTER Michael E., 1998, « Clusters and the New Economics of Competition », *Harvard Business Review*, n°76, novembre-décembre, pp. 77-90

PORTES Alejandro, MANNING Robert D., 1986, « The immigrant enclave : theory and empirical examples », in Susan Olzak and Joane Nagel (eds), *Competitive Ethnic Relations*, Orlando, Fla. Academic Press, pp. 47-68

POTVIN Maryse, 2008, *Crise des accommodements raisonnables. Une fiction médiatique ?*, Montréal : Athéna Éditions

POTVIN Maryse, 2010, « Discours sociaux et médiatiques dans le débat sur les accommodements raisonnables », *Nos diverses cités*, Revue de Métropolis, No. 7, p. 83-89. [www.metropolis.net](http://www.metropolis.net)

QADEER, Mohammad A., 1997, « Pluralistic planning for multicultural cities », *Journal of the American planning*, 63(4), pp. 481-494.

RADICE Martha, 2011, « Ethnography of a street, When is a Place not a place ? », *Anthropoly News*, Field notes, p. 13

- RADICE Martha, 2010, *Everyday Cosmopolitan place making : Multiethnic Commercial Streets in Montréal Neighbourhoods*, PhD in sociology, INRS, UQAM
- RADICE Martha, 2009, « Globalisation par le bas ou par le haut ? », *Géographie et cultures* [En ligne], 71, mis en ligne le 15 janvier 2013, consulté le 27 juillet 2014. URL : <http://gc.revues.org/2114>
- RADICE Martha, 2000, *Feeling Comfortable? Les Anglo-Montréalais et leur ville*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval
- RAMIREZ, Bruno, 1984, *Les premiers Italiens de Montréal; L'origine de la Petite Italie du Québec*, Montréal, Boréal Express
- RANSON Jeannette Kay, 2009, *Finding Main Street : exploring the image, memory, and expérience of a nostalgic landscape*, Thesis presented to the graduate school of the University of Florida, master of Historic préservation
- RANTISI Norma M, LESLIE Deborah, 2010, « Materiality and creative production : the case of the Mile End neighborhood in Montréal », *Environment and Planning A*, volume 42, pp. 2824-2841
- RAOULX Benoît, 2003, « Être visible dans la ville : le rôle des associations dans les enjeux culturels et sociaux du patrimoine à Vancouver », in Maria Gravari-Barbas, Sylvie Guichard-Anguis (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXIe siècle* [actes du colloque international, 7-9 octobre 1999, Sorbonne], Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, pp. 433-451
- RATH Jan, 2005, « Feeding the Festive City. Immigrant Entrepreneurs and Tourist Industry », in E. Guild et J. Van Selm (eds.), *International Migration and Security : Opportunities and Challenges*, London and New York, Routledge, pp. 238-253
- RAULIN Anne, 2001, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Colin
- REITZ Jeffrey G., 2004 (Second Edition), « Canada : Immigration and Nation-Building in the Transition to a Knowledge Economy », in Wayne A. Cornelius, Takeyuki Tsuda, Philip L. Martin and James F. Hollifield (ed.), *Controlling Immigration : A Global Perspective*, Stanford University Press, pp. 97-133
- RÉMY Jean, 1990, « La ville cosmopolite et la coexistence inter-ethnique, » in Albert Bastenier, Felice Dassetto (ed.), *Immigration et nouveaux pluralismes : Une confrontation de société*, Bruxelles, De Boeck, pp. 85-105
- RÉRAT Patrick, SÖDERSTRÖM Ola, BESSON Roger et PIGUET Étienne, 2008, « Une gentrification émergente et diversifiée : le cas des villes suisses », *Espaces et sociétés* 1, n° 132-133, p. 39-56
- RICOEUR Paul, 1983, *Temps et récit 1*, Paris, Seuil.
- RINAUDO Christian, HILY Marie-Antoinette, 2003, « Cosmopolitisme et altérité. Les nouveaux migrants dans l'économie informelle », *Tsantsa (Revue de la Société suisse d'ethnologie)*, n°8 (figures du cosmopolitisme), pp. 48-57
- RINAUDO, Christian, BABY-COLLIN, Virginie et al. 2007, « Fêter », in Elisabeth Dorier-Apprill et Philippe Gervais-Lambony (eds), *Vies citadines*, Paris, Belin, pp. 171-190
- RIPOLL Fabrice et VESCHAMBRE Vincent, 2005, « Introduction : L'appropriation de l'espace comme problématique », *Noroi*, n° 195, pp.7-15
- RIPOLL Fabrice, VESCHAMBRE Vincent, 2006, « L'appropriation de l'espace : une problématique centrale pour la géographie sociale », in Raymonde Séchet et Vincent Veschambre (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes,

Presses universitaires de Rennes, pp. 295-304

RIVARD Mathieu, TOMÀS Mariona, COLIN Jean-Pierre, 2004, « La gouvernance métropolitaine à Montréal. Le temps des réformes », Ville de Montréal, INRS-Urbanisation, Culture et Société

ROBERT-DEMONTROND Philippe, 2001, « Psychodynamique de l'expatriation : la nostalgie comme syndrome d'adaptation », *Revue internationale de psychosociologie*, ED. ESKA, 1-2, n°16-17, pp. 317-338

ROBERTSON Kent A., 2004, « The main street approach to downtown development: An examination of the four-point program », *Journal of Architectural and Planning Research*, 21(1), pp. 55-73.

ROBIC Marie-Claire, 1996, « Interroger le paysage ? L'enquête de terrain, sa signification dans la géographie humaine moderne (1900-1950) », in Claude Blanckaert (dir.), *Le terrain des sciences humaines. Instructions et enquêtes (XVIIIème-XXème siècle)*, Paris, L'Harmattan.

ROBICHAUD Denis, 2004, « La création du quartier portugais de Montréal. Une histoire d'entrepreneurs », *Géographie, économie, société*, 4, Vol.6, pp. 415-438

ROBIN Régine, 2011, *Nous autres, les autres. Difficile pluralisme*, Montréal, Boréal, Collection Liberté grande

ROODHOUSE Simon, 2006, *Cultural Quarters : Principles and Practice*, United Kingdom, Intellect Books

ROSE Damaris, 2006, « Les atouts des quartiers en voie de gentrification : du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal », *Sociétés contemporaines*, vol.3, n°63, pp. 39-61

ROSE Damaris, 2004, « Discourses and Experiences of Social Mix in Gentrifying Neighbourhoods: A Montreal Case Study », *Canadian Journal of Urban Research*, 13(2), pp. 278-316.

ROSE Damaris, 1995, « Le Mile-End : un quartier cosmopolite ? », in Annick Germain, J. Archambault, B. Blanc, J. Charbonneau, F. Dansereau et D. Rose, *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, Rapport final soumis au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et à la Ville de Montréal, Québec, Les Publications du Québec, MAICCCQ, Direction des communications, Études et recherches n° 12, pp. 53-94.

ROSE Damaris, 1984, « Rethinking Gentrification: Beyond the Uneven Development of Marxist Urban Theory », *Environment and Planning D: Society and Space*, 2(1), pp. 47-74.

ROUILLARD Jacques, 2005, « L'énigme de la devise du Québec : à quels souvenirs fait-elle référence ? », *Le Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n°2, pp. 127-145.

ROY Cécile, 2004, « Étude spatio-temporelle de la rencontre à Dar es Salaam », *Les Cahiers d'Afrique de l'est*, IFRA, n° 25. Consulté en ligne 23 novembre 2011, URL : [http://www.ifra-airobi.net/cahiers/Cahier\\_25/c25roy.pdf](http://www.ifra-airobi.net/cahiers/Cahier_25/c25roy.pdf).

ROY Jean-Louis, 2005, *Montréal ville nouvelle, ville plurielle*, Editions Hurtubise, Montréal

ROY-VALEX, Myrtille, 2007, « Les villes et la “nouvelle économie” créative. Quelques considérations à partir, et autour, ducas de Montréal », in Etienne Berthold (dir.), avec la collaboration de Geneviève Béliveau-Paquin, *Mondialisation et cultures: Regards croisés de la relève sur le Québec*, Québec, Éditions des Presses de l'Université Laval/IQRC

ROZIER Marielle, VANASSE Valérie, 2000, « Les mesures de réduction des méfaits : entre cadre pénal et pratiques d'intervention », in Danielle Laberge (dir.), *L'errance urbaine*, Sainte-Foy, éditions Multimondes, pp. 417-432

SAÏD Edward, 1978 [2005], *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil

- SALÉE Daniel, 2010, « Penser l'aménagement de la diversité ethnoculturelle au Québec : mythes, limites et possibles de l'interculturalisme », *Politiques et Sociétés*, vol. 29, n°1, pp. 145-180
- SALES Rosemary, D'ANGELO Alessio, LIANG Xiuqing and MONTAGNA Nicola, 2009, « London's Chinatown : Branded Place or Community Space? », in Hemelryk Donald Stephanie, Kofman Eleonore, and Kevin Catherine (ed.), *Branding Cities : cosmopolitanism, parochialism, and social change*, New York, Routledge, pp.45-58
- SANDERCOCK Leonie, 2003, *Cosmopolis II: Mongrel Cities in the 21st Century*, London, Continuum
- SANDERCOCK Léonie, 2003a, « Out of the Closet : The Importance of Stories and Storytelling in Planning Practice », *Planning Theory & Practice*, Vol. 4(1), pp. 11-28.
- SANDERCOCK Leonie, 2002, « Practicing Utopia : Sustaining Cities », *DISP (Swiss Planning Journal)*, Vol. 148, pp. 4-9
- SANDERCOCK Leonie, 1998, *Towards cosmopolis. Planning for multicultural cities*, Chichester, Wiley
- SANSOT Pierre, 2000a, *Chemins aux vents*, Paris, Payot et Rivages
- SANSOT Pierre, 2000b, *Du bon usage de la lenteur*, Paris, Payot et Rivages, coll. « Rivages Poche / Petite bibliothèque »
- SANTAGATA Walter, 2002, « Cultural districts, property rights and sustainable economic growth », *International journal of Urban and regional research*, 26 (1), pp. 9-23
- SAVARY Sophie, 2007, « Comment des polars barcelonais modèlent l'imaginaire de la ville », *Géographie et cultures*, [en ligne] 61/2007, mis en ligne le 21 janvier 2014, consulté le 27 avril 2014. URL : <http://gc.revues.org/2635>
- SCHMOLL Camille, 2004, *Une place marchande cosmopolite. Dynamiques migratoires et circulations commerciales à Naples*, Thèse en géographie, Université Paris X - Nanterre.
- SCOTT Allen J. et LERICHE Frédéric, 2005, « Les ressorts géographiques de l'économie culturelle : du local au mondial », *L'Espace géographique*, n°, 3 tome 34, p. 207-222.
- SÉGUIN Anne-Marie, BERNÈCHE Francine, GARCIA Magda, 2000, « L'insertion résidentielle des immigrants internationaux au Québec », in Pierre Bureau (dir.), *Le Québec en changement. Entre l'exclusion et l'espérance*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, pp. 107-137
- SEGURA Eva, 2011, « L'interculturalisme québécois, alternative au multiculturalisme canadien ? Voie québécoise ou voix québécoise », *Humanisme et Entreprise*, 5 – n°305, pp. 81-88
- SÉNÉCAL Gilles, 1994, « Les lieux sensibles du quartier ethnique : Montréal », in Cynthia Ghorra-Gobin (dir.), *Penser la ville de demain. Qu'est-ce qui institue la ville ?*, L'Harmattan, Paris, pp. 177-190
- SÉNÉCAL Gilles, 2009, « Régimes d'images et de quartier: l'idéal métropolitain et sentiment de perte », in Gilles Sénécal, Laurence Bherer (dir.), *La métropolisation et ses territoires*, Presses de l'Université du Québec, pp. 195-212
- SÉNÉCAL Gilles, CLOUTIER Geneviève, HERJEAN Patrick, 2008, « Le quartier comme espace transactionnel : l'expérience des Tables de concertation de quartier à Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 52, n°146, pp. 191-214
- SENG HOE Ban, 1977, « Contes populaires et structure sociale : L'exemple des Chinois de Montréal », *communication à l'Association canadienne d'ethnologie et de folklore* à l'Université du Nouveau-Brunswick, Fredericton
- SENNETT Richard, 1979, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil (*The Fall of Public Man*, Knopf, 1977)

- SENNETT Richard, 1990, [2009], *La conscience de l'œil, Urbanisme et société*, Lagrasse (France), Verdier (*The Conscience of the Eye: The design and social life of cities*, Faber and Faber, 1991)
- SEONG-SOOK Yim, 2000, *Immigrants coréens au Québec, la question de la communication interculturelle*, L'Harmattan, logiques sociales
- SHAW Stephen, BAGWELL Susan et Karmowska Joanna, 2004, « Ethnoscapes as spectacle : reimagining multicultural districts as new destinations for leisure and tourism consumption » *Urban Studies*, vol. 41, n°10, pp. 1983-2000
- SHEARMUR Richard, 2010, « L'aristocratie mobile du savoir et son tapis rouge. Quelques réflexions sur les thèses de Richard Florida », in Rémy Tremblay et Diane-Gabrielle Tremblay (dir.), *La classe créative selon Richard Florida. Un paradigme urbain plausible ?*, Québec, Presses de l'université du Québec, Presses universitaires de Rennes, pp. 108-126
- SHEARMUR Richard, 2011, « Montréal 1950-2010 : la métamorphose de l'économie spatiale », *Working paper*, N°2011-1, INRS
- SIMARD Carole, 2004, « Qui nous gouverne au municipal : reproduction ou renouvellement ? », *Politiques et Sociétés*, vol. 23, n°2-3, pp. 135-158
- SIMEON Richard, 1972, *Federal-Provincial Diplomacy. The making of Recent Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- SIMMEL Georg, 1908, « Digression sur l'étranger », in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (textes traduits et présentés par), 1990, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier
- SIMMEL Georg, 1984, « Métropoles et mentalité », in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (textes traduits et présentés par), 1990, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, pp. 61-77
- SIMON Gildas, MA MUNG Emmanuel, ac la collaboration de Michelle Guillon, Hassan Boubakri et R'kia Ait Ouaziz, 1990, *Commerçants maghrébins et asiatiques en France. Agglomération parisienne et villes de l'Est*, Paris, Masson
- SIMON Patrick, 1992, « Belleville, un quartier d'intégration », *Migrations et Société*, 4, 19, pp. 45-68.
- SIMON Patrick, 1995, « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris 20ème », *Cahiers internationaux de sociologie*, 98, pp. 161-190.
- SIMON Sherry, 1999, *Hybridité culturelle*, Montréal, l'île de la tortue, Les élémentaires – une encyclopédie vivante
- SIROIS Antoine, 1968, *Montréal dans le roman canadien*, Montréal, Marcel Didier
- SLATER Tom, 2005, « Gentrification in Canada's cities. From social mix to 'social tectonics' », in Atkinson Rowland, Bridge Gary (ed.), *Gentrification in a global context : the new urban colonialism*, New-York, Routledge, pp.39-56
- SMITH Neil, 1979 « Toward a Theory of Gentrification: A Back to the City Movement by Capital not People », *Journal of the American Planning Association*, vol 45 n°4, pp. 538--548
- SMITH Neil, 1996, *The New Urban Frontier : Gentrification and the Revanchist City*, Routledge
- SÖDERSTRÖM Ola, 2006, « Studying cosmopolitan landscapes », *Progress in Human Geography* 30, 5, pp. 553-558
- SOKOLOFF Béatrice et AHTIK Vito, 1992, « Centralité urbaine et aménagement du centre-ville de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 36, n° 99, pp. 463-482.
- SOLNIT Rebecca, 2002, *L'art de marcher*, Arles, Actes Sud, coll. « Babel »

- SORKIN Michael, 1992, « See you in Disneyland », in Michael Sorkin, *Variations on a theme park: The new American city and the end of public space*, New York, Hill and Wang, pp. 205-232
- SOUTHWORTH Michael, 2005, « Reinventing Main Street: From Mall to Townscape Mall », *Journal of Urban Design*, Vol. 10, n°2, pp. 151-170.
- SPIRE Amandine, 2009, *Les étrangers d'Afrique de l'Ouest à Lomé (Togo) : Identification, (in)visibilité et citadinité - Réflexions au regard de la ville d'Accra (Ghana)*, Thèse de doctorat, Université Ouest Nanterre La Défense
- SPRETNAK Charlene, 1999, *The resurgence of the real : Body, nature and place in a hypermodern world*, New York, Routledge
- STAHL Geoff, 2010, « The Mile-End Hipster: Montreal's Modern Day Folk Devil. » *Orte - Situationen - Atmosphären*. Beate Binder, Moritz Ege, Anja Schwanhäußler, Jens Wietschorke, Eds. Frankfurt am Main/New York: Campus Verlag, pp. 321-328.
- STASZAK Jean-François, 1999, « Détruire Détroit. La crise humaine comme produit culturel / Destroying Detroit. Urban crisis as cultural product », *Annales de Géographie*, t. 108, n°607. pp. 277-299.
- STASZAK Jean-François, 2008, « Qu'est-ce que l'exotisme ? », in *Le Globe – Revue genevoise de géographie*, Tome 148, pp. 7-30
- STOKER Valerie, 2003, « Drawing the line: hassidic jews, Eruvim and the public space of Outremont, Quebec », *History of religions*, vol. 43, num. 1, pp. 18-49.
- STONE Clarence N., 1993, « Urban regimes and the capacity to govern: a political economy approach », *Journal of Urban Affairs*, 15, 1, pp. 1-28
- TARRIUS Alain, en coll. ac MISSAOUI Lamia, 2000, *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube
- TARRIUS Alain, 2007, *La remontée des Sud : Afghans et Marocains en Europe*, la Tour-d'Aigues, éditions de L'Aube
- TAUBEN Sara Ferdman, 2004, *Aspirations and Adaptations: Immigrant Synagogues of Montreal, 1880s-1945*, Master Thesis in Judaic Studies, Concordia University.
- TAYLOR Charles, 1992, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme au Canada* (textes rassemblés et présentés par Guy Laforest), Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval
- TAYLOR Charles, 1994, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Aubier, traduction française. (*Multiculturalism and « the Politics of Recognition »*, Princeton, Princeton University Press, 1992)
- TEIXEIRA Carlos, 1986, *La Mobilité résidentielle intra-urbaine des Portugais de première génération à Montréal*, M.Sc., Montreal, Department of Geography, Université du Québec à Montréal.
- THÉRIAULT Jean-Yves, 2010, « Entre Republicanisme et Multiculturalisme : La Commission Bouchard-Taylor, une Synthèse Ratée », dans Bernard Gagnon. (dir.), *La Diversité Québécoise en Débat : Bouchard, Taylor et les Autres*, Montréal, Québec Amérique, pp 143-156.
- THÉRIAULT Jean-Yves, 2009, « Le Canada est-il vraiment une société cosmopolite ? », *Les cahiers de la Fondation Trudeau*, Montréal, Fondation Trudeau, vol.1, 2009, pp. 153-172
- THIBAUD Jean-Paul, 2001, « La méthode des parcours commentés », in Michèle Grosjean, Jean-Paul Thibaud, *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèses, pp. 79-100
- THOMAS Rachel, 2007, « La marche en ville. Une histoire de sens », *L'espace géographique*, no 1, p. 15-26
- THROGMORTON James A., 2003, « Planning as Persuasive Storytelling in the Context of “the



- Network Society” », *presented at the ACSP-AESOP Third Joint Congress*, Leuven, Belgium (July 8-12, 2003)
- TISSIER Jean-Louis, 1995 (2e édition), « Géographie et Littérature », in Antoine Bailly, Robert Ferras et Denise Pumain (dir.), *Encyclopédie de la géographie*, Paris, Economica, pp. 235-255
- TOMAS François, 2001, « L’espace public, un concept moribond ou en expansion ? », *Géocarrefour*, vol. 76, no 1, p. 75-84.
- TONNELAT Stéphane, 2003, *Interstices urbains. Paris-New York. Entre contrôles et mobilités, quatre espaces résiduels de l’aménagement*, thèse Université Paris XII-Val de Marne, IUP, City University of New York
- TOPALOV Christian, 2001, « The Neighborhood of the Social Sciences in the 1950s and 60s: Three Cross-National Case Studies », *contribution au séminaire « Science and the City »*, Berlin, Max Planck Institute for the History of Sciences
- TORGUE Henry, 2005, « Immersion et émergence : qualités et significations des formes sonores urbaines », *Espaces et sociétés*, n° 3, 122, pp. 157-166
- TORNATORE Jean-Louis, 2007, « Les formes d’engagement dans l’activité patrimoniale. De quelques manières de s’accommoder au passé », in Vincent Meyer et Jacques Walter (dir.), *Formes de l’engagement et espace public*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, pp. 515-538
- TOUBON Jean-Claude, MESSAMAH Khelifa, (dir.), 1990, *Centralité immigrée : le quartier de la Goutte-d’Or – dynamiques d’un espace pluri-ethnique : succession, compétition, cohabitation*, Paris, L’Harmattan, ciemi
- TRASNEL Christophe, « Réseau des Sociétés Saint-Jean-Baptiste : de l’unité des Canadiens français au nationalisme des Québécois », *Encyclopédie du patrimoine culturel de l’Amérique française* [en ligne]
- TREMBLAY, Rémy, TREMBLAY Diane-Gabrielle, 2010, « La thèse de la « classe créative », revue des écrits et perspectives de recherche » in TREMBLAY, Rémy, TREMBLAY Diane-Gabrielle (dir.), *La classe créative selon Richard Florida. Un paradigme urbain plausible ?*, Québec, Presses de l’université du Québec, Presses universitaires de Rennes, pp. 17-37
- TRÉPANIÉ Marie-Odile, 2008, « Les arrondissements dans les nouvelles grandes villes au Québec », in Daniel Pinson (dir.), *Métropoles au Canada et en France. Dynamiques, politiques et cultures*, Presses universitaires de Rennes, pp. 89-102
- TUAN Yi-Fu, 1991, « Language and the Making of Place : A narrative-descriptive approach », *Annals of the Association of American Geographers* 81 (4), pp. 684-696
- TURGEON Laurier, 2002, « Manger le monde : rencontres postcoloniales dans les restaurants étrangers de la ville de Québec », in *Regards croisés sur le métissage*, Québec, Presses de l’Université Laval, pp. 207-233.
- TURGEON Laurier, 2003, *Patrimoines métissés, contextes coloniaux et postcoloniaux*, Paris, Saint-Nicolas, Éditions de la Maison des Sciences de l’Homme, Les Presses de l’Université Laval
- URRY John, 1990, 2002, *The tourist gaze*, Londres, Sage
- VALLIÈRES Pierre, 1967, *Nègres blancs d’Amérique, autobiographie précoce d’un « terroriste » québécois*, Montréal, Éditions Parti pris (reed. Typo, Montréal, 1994)
- VAN CRIEKINGEN Mathieu and DECROLY Jean-Michel, 2003, « Revisiting the Diversity of Gentrification: Neighbourhood Renewal Processes in Brussels and Montreal », *Urban Studies*, vol.40, n°12, pp. 2451-2468
- VAN CRIEKINGEN Mathieu et FLEURY Antoine, 2006, « La ville branchée : gentrification et

- dynamiques commerciales à Bruxelles et à Paris », *Belgeo* [En ligne], 1-2, mis en ligne le 18 décembre 2013, consulté le 05 juin 2014. URL : <http://belgeo.revues.org/10950>
- VELASCO-GRACIET Hélène, 2007, « La Petite Italie, quartier italien de Montréal », *M@ppemonde*, 86, 2
- VELASCO-GRACIET Hélène, 2008, « La Petite Italie de Montréal, lieu d'alternative identitaire », dans Jean-Pierre Augustin (ed.), *Sites publics, lieux communs (2) : Urbanité et aménagements des rues et des ponts au Québec et au Canada*, Pessac: Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, pp. 107-122
- VERGUET Céline, 2007, « La part de fantomatique dans les représentations de l'espace urbain », in Fourcade Marie-Blanche (dir.), *Patrimoine et patrimonialisation : entre le matériel et l'immatériel*, Les Presses de l'université de Laval, pp. 209-228
- VERGUNST Jo, 2010, « Rythms of Walking : History and Presence in a city street », *Space and Culture*, 13 (4), pp. 376-388
- VERTOVEC Steven, COHEN Robin (eds.), 2002, *Conceiving cosmopolitanism : theory, context and practice*, Oxford, Oxford University Press
- VERTOVEC Steven, 2007, « Super-diversity and its implications », *Ethnic and Racial Studies*, 30(6), pp. 1024-1054.
- VESCHAMBRE Vincent, 2008, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- VIEL Laurent, LIZARRALDE Gonzalo, MAHERZI Fella Amina et THOMAS-MARET Isabelle, 2012, « L'influence des parties prenantes dans les grands projets urbains », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Aménagement, Urbanisme, article 604
- VITTU Élodie, 2012, « La "réhabilitation en douceur" à Berlin : une place pour tous ? », *Métropolitiques*, 19, URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-rehabilitation-en-douceur-a.html>
- VIVANT Elsa et CHARMES Éric, 2008, « La gentrification et ses pionniers. Le rôle des artistes off en question », *Métropoles*, vol. 3, pp. 29-63
- VIVANT Elsa, 2009, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, Paris, Presses Universitaires de France
- VIVANT Elsa, 2008, « L'instrumentalisation de la culture dans les politiques urbaines : un modèle d'action transposable », *Espaces et Sociétés*, n° 131, p. 49-66.
- WALKS Alan R., MAARANEN Richard, 2008, « Neighbourhood Gentrification and upgrading in Montréal, Toronto and Vancouver », Centre for Urban & Community Studies, *research Bulletin* 43
- WALZER Michael, 1997, *On Toleration*, Yale university Press, New Haven and London
- WARD Kevin, 2006, « "Policies in Motion", urban management and state restructuring : the trans-local expansion of business improvements districts », *International Journal of urban and regional research*, volume 30.1, pp. 54-75
- WARD Kevin, 2007, « Business Improvements Districts : Policy Origins, Mobile Policies and Urban Liveability », *Geography Compass*, vol.1, issue 3, pp. 657-672
- WARD Kevin, 2010, « Entrepreneurial Urbanism and Business Improvement Districts in the State of Wisconsin: A Cosmopolitan Critique », *Annals of the Association of American Geographers*, 100:5, pp. 1177-1196
- WERBNER Pnina, 1999, « Global Pathways. Working class cosmopolitans and the creation of transnational ethnic worlds », *Social anthropology*, n° 7, vol. 1, pp.17-35.
- WERBNER Pnina, 2006, « Vernacular Cosmopolitanism », *Theory, Culture and Society* 23(2-3

[Problematizing Global Knowledge]), pp. 496-98.

WILSON Elizabeth, 1997, « Looking backward. Nostalgia and the city », in Westwood Sallie and Williams John M. (ed.), *Imagining cities : scripts, signs, memory*, New York, Routledge, pp. 125-136

WINKIN Yves et LAVADINHO Sonia, 2006, « Quand les piétons saisissent la ville. Éléments pour une anthropologie de la marche appliquée à l'aménagement urbain », *MEI médiation et information, transparence et communication*, n° 22

WINKIN Yves, 2001, *Anthropologie de la communication, De la théorie au terrain*, Paris, Éditions De Boeck & Larcier S.A. / Editions du Seuil

WINTER Elke, 2007, « Neither 'America' nor 'Québec': constructing the Canadian multicultural nation », *Nations and nationalism*, Volume 13, Issue 3, pp. 481-503

WIRTH Louis, 1928 [2006], *Le Ghetto*, traduction de l'américain par Pierre-Jacques Rojzman, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble (*The ghetto*, The University of Chicago Press, 1928)

WOEHLING José, 2006, « Les conséquences de l'application de la Charte canadienne des droits et libertés pour la vie politique et démocratique et l'équilibre du système fédéral », in Alain-G. Gagnon (dir.), *Le fédéralisme canadien contemporain. Fondements, traditions, institutions*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 251-279

WOLFF Denis, 2008, « Albert Demangeon : un géographe moderne face au terrain » *Communication au colloque « À travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie »*, Arras, 18-20 juin 2008

WOODHOUSE Chelsea M., 2013, *Disunion City : The fashion of Urban Youth in Montréal, Québec*, Mémoire en anthropologie, Université de Montréal

WYNN Jonathan R., 2006, *The walking tour guide: cultural workers in the Disneyfied city*, thèse de doctorat en sociologie, New York, The City University of New York

YPEN Cheng, 2014, « Telling stories of the city : Walking Ethnography, affective materialities, and mobile encounters », *Space and Culture*, vol. 17 (3), pp. 211-223

YOUNG Iris-Marion, 1990, *Justice and the politics of difference*, New Jersey, Princeton, Princeton University Press

ZACCAÏ-REYNERS Nathalie, 2006, « Expérience vécue », in Sylvie Mesure et Patrick Savidan (dir.), *Dictionnaire des sciences humaines*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 339-341

ZELINSKI Wilbur, 1985, « The roving palate: North America's ethnic restaurant cuisines », *Geoforum*, 16(1), pp. 51-71.

ZENEIDI Djemila, 2009, « Introduction : Où en est la rue face à la globalisation ? », *Géographie et cultures*, n°71, pp. 3-7

ZORBAUGH Harvey Warren, 1929, *The Gold Coast and the Slum*, University of Chicago

ZUKIN Sharon, 2010, *Naked city. The death and life of authentic urban places*, New York, Oxford University Press

ZUKIN Sharon and al., 2009, « New Retail Capital an Neighborhood Change : Boutiques and gentrification in New York City », *City & Community*, 8 : 1, pp. 47- 64

ZUKIN Sharon, 2008, « Consuming authenticity. From outposts of difference to means of exclusion », *Cultural Studies*, vol.22, n°5, pp. 724-748

ZUKIN Sharon, 1995, *The cultures of cities*, Oxford et Cambridge (MA), Blackwell

ZUKIN Sharon, 1991, *Landscapes of power : from Detroit to Disney World*, Berkeley, University of

California Press

ZUKIN Sharon, 1982, *Loft living : Culture and Capital in Urban Change*, Baltimore and London, Hohn Hopkins University Press

## **Romans et autres essais littéraires**

BEAUDOIN Myriam, 2006, *Hadassa*, Montréal, Bibliothèque québécoise Leméac

BOURGET Elisabeth, 2007, « Histoire de poulet », in Collectif, *Coin Saint-Laurent ou les cinq doigts de la Main*, Montréal, Dramaturges Editeurs

BRITT Fanny, 2007, « Angie Can you see me ? », in Collectif, *Coin Saint-Laurent ou les cinq doigts de la Main*, Montréal, Dramaturges Editeurs

CARPENTIER André, 2005, *Ruelles, jours ouvrables : flâneries en ruelles montréalaises*, récit, Montréal, Editions du Boréal

CARVALHO Manuel, 2003, *A beira-Main*, Éditions Luso

DUPONT Éric, 2006, *La Logeuse*, Montréal, éditions du Marchand de feuilles

FILION Pierre, 1989, *Lux*, Montréal, Léméac

FISHER Marc, 2006, *La Femme rousse*, Montréal, Québec Amérique

FORTIER Dominique, 2010, *Les larmes de saint Laurent*, Québec, Alto

GRAVEL François, 2005, *Mélanine Blues*, Montréal, Éditions Québec/Amérique

JASMIN Jasmin, 2006 [1972], *La petite patrie - roman*, [Paris] : Litté, Les grands classiques de la littérature du Québec

LALIBERTÉ Sylvie, 2013, *Quand j'étais italienne*, Montréal, éditions Somme toute

LÉTOURNEAU François, 2007, « Monsieur le conseiller », Collectif, 2007, *Coin Saint-Laurent ou les cinq doigts de la Main*, Montréal, Dramaturges Editeurs

MACLENNAN, Hugh, 1945, *Two Solitudes*, Toronto, Collins.

MAVRIKAKIS Catherine, 2014, *La ballade d'Ali Baba*, Paris, Sabine Wespieser éditeur

MÉDAM Alain, 2005, *Ils passent la Main*, Editions du Norois, coll. Lieux dits

MISTRAL Christian, *Léon, Coco et Mulligan*, Montréal, Boréal

PEREC George, 1974, *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée

PHANEUF Danielle, 2004, *La folle de Warsaw*, Montréal, Les Editions Marchand de feuilles

PROUST Marcel, 1954, *Le Temps retrouvé. À la Recherche du temps perdu*, Paris, Gallimard

RABAGLIATI Paul, 2004, *Paul en appartement*, Montréal, La Pastèque

RASTELLI Louis, 2007, *A fine ending*, Montréal, Insomniac Press

RICHLER Mordecai, 2002, *Rue St-Urbain*, Montréal, Bibliothèque québécoise (*Son of Smaller Hero*, London, André Deutsch, 1955)

ROBIN Régine, 1983, *La Québécoise*, Montréal, Typo

SCOTT Gail, 1988, *Héroïne* (traduction par Suzanne de Lotbinière-Harwood), Montréal, les

éditions du remue-ménage, (Toronto, Coach House Press, 1987)

SCOTT Gail, 1999, *Les fiancées de la Main* (traduction par Paule Noyart), Montréal, Léméac, (*Main Brides*, Toronto, Coach House, 1993)

TREMBLAY Michel, 1971 [2007], *A Toi, pour toujours, ta Marie-Lou*, Actes Sud-Papiers – Léméac

TREMBLAY Michel, 1989, *Sainte Carmen de la Main*, Montréal, Léméac Éditeur, coll. « Théâtre »

TREMBLAY Michel, 2003, *Le Cahier noir*, Actes Sud-Léméac

TREVANIAN, 1976 [2013], *The Main*, Paris, éditions Gallmeister

VILLENEUVE Gisèle, 2014, *Visiting Elizabeth*, Series editor Rhonda Bailey, XYZ Publishing

WEYERGANS François, 2012, *Royal Romance*, Paris, Julliard

## Sources écrites

---

### Documents officiels

Charte canadienne des droits et libertés, Partie I de la Loi constitutionnelle de 1982 [annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (1982, R.-U, c.11)].

Charte de la langue française, L.R.Q. c. C-11

Charte de la Ville de Montréal, L.R.Q. c. C-12.1

Charte montréalaise des droits et responsabilités, en vigueur le 1er janvier 2006

*Débats de la Chambre des communes*, 39<sup>e</sup> parlement, 1<sup>re</sup> session, vol.141, n°87, 27 novembre 2006

Bureau du vérificateur général du Canada, 2007, Le Point. Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes

Arrondissement Plateau-Mont-Royal, cadre normatif des cafés-terrasses, version amendée de mars 2013

Arrondissement Plateau Mont-Royal, en collaboration avec Vlan Paysages et SMi, 1er mai 2012, *Projet Saint-Viateur Est, Étape 2 : Concept d'aménagement préliminaire*

Arrondissement Ville-Marie, 2010, Télématon

Arrondissement Ville-Marie, Saint-Laurent'Dez-Vous, « les voix du boulevard », Perspectives et plan d'actions 2011, Montréal

Arrondissement Plateau Mont-Royal Les Mégastuctures, écosystème varié

Secteur Saint-Viateur Est, Allocution de Richard Ryan, 5 mars 2012

Commission des lieux et monuments historiques du Canada, juin 1996, procès-verbal : Examen du document intitulé « L'arrondissement historique du boulevard Saint-Laurent (la « Main »), Montréal (Québec) »

Commission des lieux et monuments historiques du Canada, printemps 2008, Critères. Lignes directrices générales. Lignes directrices particulières pour l'évaluation des sujets d'importance historique nationale

G. Fulton et L. Vermette, Direction des services historiques, Parcs Canada, 1996, Rapport de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, *L'arrondissement historique du Boulevard Saint-Laurent (La Main)*

M Pierre Anctil, Dialogue St-Urbain, à M. Larry Friend, secrétaire exécutif, Commission des lieux et monuments historiques du Canada, le 3 juillet 1995

Conseil du patrimoine de Montréal, 14 avril 2009, Avis, implantation d'une cour de services

Conseil interculturel de Montréal, 29 octobre 2010, Document de réflexion dans le cadre de la consultation publique sur la révision de la charte montréalaise des droits et responsabilités

Conseil international des Monuments et des Sites (ICOMOS), 1994, *Document de Nara sur l'authenticité*

Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2009, Nathalie Pouliot, Serge Chevalier, Rapport, « Mile End, Visite de quartier »

Gouvernement du Québec, Direction des communications, décembre 1999, *La Société de développement commercial : une force économique*

Gouvernement du Québec, Direction générale des communications et des services à la clientèle, juin 2009, *La Société de développement commercial : une force historique*

Gouvernement du Québec, novembre 2005, Portraits statistiques de la population immigrée recensée en 2001 : ville de Montréal et ses arrondissements. Recensement de 2001 : données ethnoculturelles

Government of Canada, ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, 1993, *Inspirer un sentiment d'appartenance*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada.

Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, 27 mars 2012, « Fiche synthèse sur l'immigration et la diversité ethnoculturelle au Québec »

Ministère de la Culture et des Communications, octobre 2012, *La Loi sur le patrimoine culturel. Guide pratique destiné aux municipalités*

Ministère Immigration et communautés culturelles, 2009, Répertoire des organismes ethnoculturels du Québec

Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, 1981, *Autant de façon d'être Québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles*, Québec, Ministère des Communautés culturelles et de l'immigration

Ministère de la Culture et des Communications, Gouvernement du Québec, Ville de Montréal, Serfaty-Gazon Perla et Carreau Serge (dir.) 1998, *Le Patrimoine de Montréal*, document de référence, Montréal

Parcs Canada, Unité de gestion de l'ouest du Québec, 2006, Énoncé d'intégrité commémorative, Lieu historique national du Canada boulevard Saint-Laurent

Parcs Canada, 2004, Montréal, ville d'histoire : Guide patrimonial

Parcs Canada, Les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux du Canada, 2002, *Charte de Parcs Canada*.

Parcs Canada, 2000, Plan du réseau des Lieux historiques nationaux du Canada

Secteur de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Direction du développement urbain, 2005, *Évaluation du patrimoine urbain*, arrondissement du Plateau Mont-Royal

Secteur de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Direction du développement urbain, 2005, *Évaluation du patrimoine urbain*, arrondissement du Ville-Marie

Secteur de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Direction du développement urbain, 2005, *Évaluation du patrimoine urbain*, arrondissement du Rosemont-la-Petite-Patrie.

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, novembre 2005, Schème architecture aménagement, Axor Experts-Conseils Inc, Rapport final, Avant-projet d'aménagement du boulevard Saint-Laurent entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue Mont-Royal, cahier de planification

Ville de Montréal, 2006, *Un quartier où il fait bon vivre, L'initiative montréalaise de soutien au développement social*

Ville de Montréal, 2012, Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal, Perspective 2017, document de consultation

Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, 2007, Programme particulier d'urbanisme,

Quartier des spectacles, Secteur Place des Arts

Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, 2012, Programme particulier d'urbanisme (PPU) Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*, version préliminaire

Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, mai 2013, Plan Particulier d'Urbanisme (PPU) du Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, *Vivre, apprendre, créer, se divertir*

Ville de Montréal, Direction générale, 1998, Un engagement continu. Regard sur les relations interculturelles de la Ville de Montréal

Ville de Montréal, Cabinet de la deuxième opposition, mars 2012, « La progression invisible des copropriétés indivises », Analyse fondée sur une étude réalisée par NourEddine Ben Yarrou au deuxième semestre de 2011

Ville de Montréal, Cotisation 2013 à votre Société de développement commercial (SDC)

Ville de Montréal, Direction de la culture et du patrimoine, septembre 2011, « Les quartiers culturels », document d'orientation présenté devant la Commission sur la Culture, le patrimoine et les sports

Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, 2007, L'accommodement raisonnable. Pour un équilibre entre les droits et les responsabilités. Guide à l'intention des gestionnaires de la ville de Montréal.

Ville de Montréal, mai 2005, Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal

Ville de Montréal, mai 2012, Promenades urbaines. La vision

Ville de Montréal, novembre 2004, *Plan d'urbanisme*

Ville de Montréal, *Plan d'action - Montréal métropole culturelle 2007-2017*

Ville de Montréal, septembre 2005, Montréal métropole culturelle, Politique de développement culturel 2005-2015,

Ville de Montréal, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Division des projets urbains, août 2004, Devis descriptifs de services professionnels pour Réalisation d'un avant-projet d'aménagement du boulevard Saint-Laurent entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue du Mont Royal

Ville de Montréal, Service des infrastructures, transport et environnement, juin 2006, *Charte du piéton, Portrait et diagnostic*.

Ville de Montréal, Plateau Mont-Royal, communiqués, faits saillants de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 3 juin 2013

Ville de Montréal, Programme réussir@montréal, PR@M Commerce

Ville de Montréal, Règlement sur les districts électoraux, 12-019

Ville de Montréal, Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise de la Ville de Montréal, AMACIERI Anita, 2008, *Le Vieux-Montréal 2017, L'art de vivre montréalais dans une collection historique inscrite dans la modernité*, Montréal

Ville de Montréal, Direction de la culture et du patrimoine, Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, novembre 2010, *Bilan 2005-2010 de la Politique du Patrimoine*

Ville de Montréal, Groupe de travail, Direction du patrimoine et de la muséologie, Division de l'urbanisme et Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, 19 mai 2009, Orientations pour l'ilot Saint-Laurent



Ville de Montréal, métropole culturelle, novembre 2004, proposition de politique de développement culturel pour la ville de Montréal

## Rapports

Isabelle Anguita et Suzanne Desbiens, artistes en arts visuels, 2007, « Confusion des genres », lettre ouverte

ARBOUR Daniel, JACOB Renée, 1978, *Le commerce et la distribution au Québec : Les centres commerciaux et les centres-villes*, Comité d'étude sur le fonctionnement et l'évolution du commerce au Québec, Ministère de l'industrie et de l'économie

Arts&Architecture, 17 octobre 1996, « Association pour la Promotion de La Petite Italie – Propositions », Outremont

Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ), 26 janvier 2005, mémoire sur la Politique du patrimoine Ville de Montréal 2004, Office de consultation publique de Montréal

Association des marchands *Village international Boulevard Saint-Laurent*, août 1996, Projet La revitalisation du boulevard Saint-Laurent, présenté par au service de développement économique Ville de Montréal, dans le programme Opération commerce

Association des marchés publics du Québec, 2009, *Faites votre marché...public. Guide de démarrage, le développement et la consolidation d'un marché public*

Association des sociétés de développement commercial de Montréal, Mémoire *Soutenir le commerce de proximité à Montréal* et Déclaration de l'ASDCM

Association des Sociétés de développement commercial de Montréal, *Le commerce de proximité et les SDC. La coopération public-privé ; instrument pour une solution efficace, communication, non datée*

Association des sociétés de développement commercial de Montréal, Société de développement commercial centre-ville de Trois-Rivières, Commission des institutions de l'Assemblée nationale du Québec, 18 septembre 2013, Mémoire présenté dans le cadre des audiences publiques sur le rapport du Commissaire au lobbyisme du Québec : « Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme ».

Centre d'écologie urbaine de Montréal, Rapport d'activités 2011-2012 pour des villes écologiques, démocratiques et en santé, Montréal

Comité des citoyens du Mile End, juin 2009, « Le Mile End en chantier. Les citoyens s'expriment ! », Rapport sur la démarche de participation citoyenne

Comité du logement du Plateau Mont-Royal, 7 novembre 2012, « Plus le Plateau est IN, Plus les locataires sont OUT », mémoire présenté à la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, Montréal.

Convercité, 10 juillet 2003, *Étude exploratoire pour la mise en valeur du boulevard Saint-Laurent*, Un projet unificateur pour la nouvelle ville de Montréal. Identification des pistes de projets et recommandations, Rapport final

Convercité, CDEC Centre Sud – Plateau Mont-Royal, CLSC du Plateau Mont-Royal, novembre 2003, *Plateau Mont-Royal à la loupe, profil socio-économique 2001*

Convercité, 7 juillet 2009, Étude sur les impacts et meilleures pratiques des SDC au Québec et des BIA au Canada, Rapport final, version préliminaire

Fondation Rues principales & Ministère du Développement économique et régional et de la recherche, *La composition commerciale idéale: Résumé de l'étude sur la diversité commerciale « idéale »*, Québec

Fondation Rues principales, 2009, *Rapport annuel 2009*. Québec: Fondation Rues principales

Fondation Rues principales, mars 2004, Étude sur la composition commerciale des artères traditionnelles. A la recherche d'un équilibre commercial pour les rues principales

Fournier Gersovitz Moss Architectes, Christian Thiffault Architectes, 2005, Étude patrimoniale du boulevard Saint-Laurent, Cadre bâti et valeur patrimoniale-arrondissement Ville-Marie

*Le concept d'interculturalisme en contexte québécois: généalogie d'un néologisme*, Rapport présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC), 21 décembre 2007

Claude Girard, conseiller juridique, Direction de la recherche et de la planification, « Les règles s'appliquant à l'emploi de la langue chinoise et de la langue française dans les commerces du quartier chinois de Montréal », juin 2001, document adopté à la 462<sup>e</sup> séance de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Groupe de travail présidé par le président-directeur général de Tourisme Montréal, 2002, *L'industrie touristique à Montréal*, Sommet de Montréal,

Groupe de travail, *Le commerce de détail à Montréal*, Sommet de Montréal 2002

Groupe Gauthier, Biancarino, Bolduc urbanistes-conseils, février 2009, Étude patrimoniale du Quadrilatère Saint-Laurent, Rapport préliminaire

Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec, 2000, *Notre patrimoine, un présent du passé*, proposition présentée à madame Agnès Maltais, Ministre de la Culture et des Communications, Québec

Heritage Canada Foundation for Saskatchewan Tourism, march 2009, The Main Street Program : Past and Present, Parks, Culture and Sport

Héritage Montréal, Christian Ekemberg, Nancy H Dunton, 1992, Patrimoine en marche,

IFact, avril 2011, Recensement des artistes et des travailleurs culturels du secteur Saint-Viateur Est, Recensement 2010, étude réalisée pour la CDEC Centre-Sud-Plateau Mont-Royal, en collaboration avec l'arrondissement du Plateau et Pi2

Partenariat du Quartier des Spectacles, 16 juillet 2013, « La mission sociale de la SAT »

Partenariat du quartier des Spectacles, 19 octobre 2011, Mémoire sur les quartiers culturels, présenté à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports, Montréal

Partenariat du Quartier des spectacles, 2004, Le Quartier des spectacles, une destination culturelle. Mise en plan de la vision Vivre, créer et se divertir au centre-ville, présentation

Partenariat du Quartier des Spectacles, novembre 2012, Mémoire sur le projet de PPU du Quartier des spectacles – pôle du quartier latin, présenté à l'Office de consultation publique de Montréal, Montréal

Partenariat du Quartier des spectacles, 2005, Concept d'identité: développement de l'image du quartier, iconographie et signalétique, Montréal, 33 p.

Partenariat du Quartier des spectacles, 2006, Rapport d'activités 2005-2006, Montréal

Partenariat du Quartier des spectacles, 2008, Programme particulier d'urbanisme: Quartier des spectacles - secteur Place des arts, Mémoire, Montréal, 15 p.

- Partenariat du Quartier des spectacles. 2010a. Bombe sur la Main. Montréal
- Partenariat du Quartier des spectacles. 2010b. Guide provisoire - Tenir un évènement dans le Quartier des spectacles 2010-2011. Montréal, 14 p.
- Partenariat du Quartier des spectacles, 2011, Dossier de presse, Montréal, 9 p.
- Pi2, nd, présentation
- Pied Carré. 2011. «Communiqué de presse : La communauté créative demande à la Ville de Montréal et au Ministère de la culture d'agir maintenant pour la mise en place de solutions visant à sécuriser les espaces de création». (Montréal, 24 octobre 2011),1 p.
- Projet Montréal, 3 février 2014« Pour la vitalité des artères commerciales – Le Plateau Mont-Royal se rapproche de ses SDC »
- Prud'Homme Chantal, janvier 2002, Architecte-paysagiste, *Boulevard St Laurent : analyse du paysage*, rapport
- Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ), 2003, « Centres d'artistes autogérés et Quartier des spectacles », document rédigé en vue des audiences publiques de la Commission d'urbanisme de la Ville de Montréal
- Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, mai 2012, Bilan des activités 2011-2012
- Société de développement commercial du Vieux-Montréal-Quartier historique, 27 juin 2013, Procès verbal de l'assemblée générale spéciale
- SDC Vieux-Montréal, novembre 2011, Rapport final - Enquête sur les enjeux du Vieux-Montréal et les défis pour ses places d'affaires
- Société de développement commercial Vieux-Montréal, Bilan des activités 2010 – Plan d'action 2011
- Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, novembre 2001, *Le concept d'aménagement du boulevard St Laurent : la « Main » de Montréal*
- Société de développement du boulevard Saint-Laurent, automne 2006, « Le boulevard Saint-Laurent à cœur ouvert pour une artère... encore plus branchée. Info-travaux ».
- Société de développement du boulevard Saint-Laurent, hiver 2011, Bulletin de nouvelles de la SDBSL, vol.16 – n°1
- Société de développement du boulevard Saint-Laurent, mai 2008, *Pr@m-commerce : candidature du boulevard Saint-Laurent*, pour le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal
- Société de développement du boulevard Saint-Laurent, novembre 2008, Bulletin de nouvelles de la SDBSL
- Société de développement du boulevard Saint-Laurent, Les Amis du boulevard Saint-Laurent, Mémoire sur la nouvelle loi sur la protection du patrimoine culturel, présenté au Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, déposé en date du 25 février 2008
- SDBSL, bulletins de mai, juillet et août 2007
- Stolarick, K., R. Florida et L. Musante. 2005. Montréal, ville de convergences créatives: perspectives et possibilités. Montréal: Catalytix, 19 p
- Zins Beauchesne and Associates, November 22, 2006, *Defining a Brand Image for Park Avenue*

*(between Mount-Royal and Van Horne)*, Based on its Hellenic Character for l'Association du Village hellénique de l'avenue du Parc

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, Coop Interface, été 2013, «Éléments de diagnostic sur la sécurité du faubourg Saint-Laurent»

Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, UQAM, 2009, *Une histoire illustrée du faubourg Saint-Laurent*

Tourisme Montréal, 2013, Guide touristique officiel de Montréal

Tourisme Montréal, 2014, Guide officiel de Montréal

Tourisme Montréal, 21 novembre 2011, Mémoire sur les quartiers culturels, présenté à la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports, Montréal

Tourisme Montréal, Rapport annuel 2013

Tourisme Montréal, réalisé en collaboration avec la Ville de Montréal et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2008-201, mai 2010, *Développement du tourisme culturel à Montréal. Stratégies et actions*

La Vitrine culturelle de Montréal, novembre 2011, Mémoire Les Quartiers culturels présenté devant la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports de la Ville de Montréal

## **Documents de l'Office de Consultation publique**

Les Amis du boulevard Saint-Laurent, 27 janvier 2005, Mémoire sur le projet de politique du patrimoine Ville de Montréal, présenté à l'Office de consultation publique de Montréal

Les Amis du boulevard Saint-Laurent, représenté par Susan D. Bronson, présidente du conseil d'administration, 4 juin 2009, mémoire déposé à l'OCPM. Projet du quadrilatère Saint-Laurent

Jean-Philippe Bellemare (citoyen, formation d'architecture), 4 juin 2009, mémoire sur le 2-22 et le Quadrilatère Saint-Laurent, Montréal

Anne Cormier, architecte, directrice de l'École d'architecture de Montréal et membre de l'Atelier Big City, 4 juin 2009, Mémoire Projet quadrilatère Saint-Laurent, Consultation publique

Collectif *L'Autre Montréal*, février 2005, Mémoire sur le projet de politique du patrimoine de la ville de Montréal

Corporation de développement Urbain du Faubourg Saint-Laurent, 8 novembre 2012, Mémoire. Projet de programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des Spectacles – pôle du Quartier latin, présenté à l'Office de consultation publique de Montréal

Corporation de développement Urbain, Faubourg Saint-Laurent, mai 2008, Mémoire présenté à l'occasion de la consultation sur le PPU du Quartier des spectacles – secteur Place des Arts

Division de l'urbanisme Ville-Marie, 19 mars 2009, Projet de construction d'un édifice commercial angle Sainte-Catherine et Saint-Laurent « Le 2-22 », Office de consultation publique de Montréal

DOCOMOMO Québec, février 2005, Mémoire – Consultation publique sur le projet de politique du patrimoine, Ville de Montréal

Forum jeunesse de l'île de Montréal, 17 janvier 2005, Mémoire sur le projet de Politique du patrimoine de Montréal à l'Office de consultation publique de Montréal,

Nathalie Gural et Amy Hudston, artistes du Café Cleopâtre, 2009, mémoire OCPM

Héritage Montréal, 12 novembre 2012, Notes pour une présentation sur le projet de PPU Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin, à la Commission consultative de l'Office de consultation publique de Montréal

Bernard La Mothe pour la Direction du développement culturel (SDCQMVDE), Ville de Montréal, octobre 2008, « Dans la suite et au-delà du Programme particulier d'urbanisme. Le micro-aménagement du Quartier des Spectacles », Etude préliminaire.

Roger Latour, président de *Les Amis du Champ des Possibles*, 2011, « La biodiversité en milieu urbain », Mémoire déposé aux Consultations publiques du Plan métropolitain d'aménagement et de développement, Communauté métropolitaine de Montréal.

Jean-Dominique Leccia, résident, Mémoire Rêveries d'un flâneur solitaire

Félix Martel, directeur du Monument-National en collaboration avec Simon Brault, directeur général de l'École nationale de théâtre, 8 juin 2009, mémoire présenté par le Monument national à l'OCPM. Projet immobilier du quadrilatère Saint-Laurent initié par la société de développement Angus

OCPM, 5 février 2013, Rapport de consultation publique PPU du Quartier des spectacles –pôle du Quartier latin. Projet de règlement 04-047-130

Office de consultation publique de Montréal, 2005, Rapport annuel

Office de consultation publique de Montréal, 2009, Rapport annuel

Office de consultation publique de Montréal, 2009, Rapport annuel

Office de consultation publique de Montréal, 2011, Consultations publiques

Louis Rastelli (auteur et administrateur, Archive Montréal) et Geneviève Boyer, (Coordonnatrice au Marketing, Technicolor, Services Créatifs), 3 juin 2009, Mémoire, quadrilatère Saint-Laurent

Projet Montréal, 8 novembre 2012, Mémoire présenté à l'OCPM dans le cadre des consultations publiques sur le projet de programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des spectacles – pôle du Quartier latin, « Conserver des salles de spectacles dans le quartier des spectacles ».

Société d'histoire de la Côte-des-Neiges, février 2005, mémoire, Consultation publique sur le projet de politique du patrimoine de Montréal.

Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal, « Le retour des anges, projet proposé par la Société d'histoire et de généalogie du Plateau Mont-Royal en collaboration avec la Paroisse Saint-Enfant-Jésus du Mile-End », mars 2008, révisé mars 2012

Société de développement Angus, 20 mars 2009, 2-22 Sainte-Catherine Est, Concept préliminaire présenté à l'arrondissement de Ville-Marie

Société de développement Angus, 26 mars 2009, Quadrilatère Saint-Laurent, concept préliminaire, présenté à l'arrondissement de Ville-Marie

Société de développement Angus, 21 mai 2009, Projets de requalification urbaine durable, Le 2-22, Quadrilatère Saint-Laurent

Société de développement Angus, juin 2012, Carré Saint-Laurent. Une nouvelle effervescence au cœur du quartier des Spectacles

SDA : revitaliser et développer avec des valeurs, Quadrilatère Saint-Laurent, Le 2-22

Société de développement Angus, Présentation générale et vision du projet Quadrilatère Saint-

Laurent

Société de développement Angus, Quadrilatère Saint-Laurent, étude patrimoniale

Société du patrimoine d'expression du Québec, 2005, Office de consultation Publique de Montréal, mémoire, Politique du patrimoine

Société du Vieux-Port, 2005, projet de politique de patrimoine, Mémoire Office de consultation de la Ville de Montréal

Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, 11 juin 2009, Dépôt d'un mémoire pour les projets Quadrilatère Saint-Laurent et 2.22 Sainte-Catherine, Office de consultation publique de Montréal.

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, novembre 2012, Programme particulier d'urbanisme Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin, dépôt de mémoire, Office de consultation publique de Montréal

Théâtre du Nouveau Monde, Lorraine Pintal, directrice artistique et générale du Théâtre du Nouveau Monde, 2 juin 2009, Mémoire à l'occasion de la consultation publique portant sur le projet du quadrilatère Saint-Laurent

Alain Vrandeick, juin 2009, Mémoire présenté à l'attention de l'Office de consultation publique de Montréal, Quadrilatère St Laurent

Vox, centre de l'image contemporaine (Claudine Roger, directrice intérimaire), 4 juin 2009, mémoire sur le projet du 2.22 rue Ste Catherine. Projet du quadrilatère Saint Laurent, présenté à l'OCPM

## **Communiqués**

Communiqué : Lancement de la Semaine italienne de Montréal 2011, pour diffusion immédiate, 11 juillet 2011

Communiqué à diffusion immédiate, 28 juin 2010, Semaine italienne de Montréal

Communiqué Société de développement commercial Petite-Italie Marché Jean-Talon, 1er août 2011

## **Brochures**

Brochure ARAU, « Action urbaine. Visites guidées/ Guided tours 2011

Centre d'écologie urbaine de Montréal, « 6 conseils pour organiser une promenade de Jane ».

Joyce Pillarella, 2012, Remembering the internement / En se souvenant de l'internement / Ricordando l'internamento, Montréal

Répertoire ethnoculturel de Montréal, 2004, éditions Images

## **Guides touristiques**

Escapade à Montréal, Michelin, 2001.

Guide de voyage Ulysse, Canada, 2006.

Guide du Montréal créatif, 2013, 10 parcours à la rencontre de l'art actuel, Ulysse

LAPERRIÈRE Hélène, 2003, *Promenades montréalaises*, Montréal, Fides.

LARUE Monique et CHASSEY Jean-François, 1989, *Promenades littéraires dans Montréal*, éditions Québec/ Amérique

LAURENCE Jean-Christophe, PERREAULT Laura-Julie, 2010, *Guide du Montréal multiple : vivez au rythme des communautés culturelles, découvrez les mille visages de la métropole*, Montréal, Boréal

LAZAR Barry et DOUGLAS Tamsin, 1993, *Le guide du Montréal ethnique*, Montréal, XYZ éditeurs

RENARD Romain et DELABROY Caroline, 2012, *Guide de voyage - Montréal et Québec : Itinéraires*, Casterman/Lonely Planet, collection « Itinéraires ».

SÉGUIN Yves, 2011 (4<sup>ème</sup> édition), *Marcher à Montréal et ses environs*, Montréal, Ulysse

## Articles de presse

Stéphane Baillargeon, « Le 2.22, version 2.0 », 20 mai 2009, *Le Devoir*

Stéphane Baillargeon, « Le Cinéma Parallèle déménagera », 4 avril 2009, *le Devoir*

Stéphane Baillargeon, « Un stararchitecte pour le 2.22 », 25 octobre 2008, *Le Devoir*

Philippe Beauchemin, « La Petite-Italie en 2013 : mode et histoire pour attirer des investisseurs », 14 janvier 2013, *L'Express*

Marco Bélair-Cirino, « Le Québec sera encore plus généreux avec les entreprises du multimédia », 1 octobre 2013, *Le Devoir*

Maxime Bergeron, « Artistes et immobilier : Allied étend sa présence dans le Mile-End », 13 avril 2012, *La Presse*

Maxime Bergeron, « Ubisoft a envisagé Laval... mais reste dans le Mile End », 22 juin 2011, *La Presse*

Nicolas Bérubé, « L'épicier Simcha Leibovich n'est plus », 19 décembre 2005, *La Presse*

Charles-Eric Blais-Poulin, « Café Checkpoint Charlie : un passage obligé », 5 septembre 2012, *Métro*

Josée Boileau : « Une frontière linguistique disparaît », 15 janvier 2003, *Le Devoir*.

Catherine-Chantal Boivin, « Voir ça, Microcosmes », 5 mai 2011, *Voir*

Danielle Bonneau, « Marier le neuf et l'ancien dans le Quartier des Spectacles », 1 mai 2014, *La Presse*

Guillaume Bourgault-Côté, « Dernières salves contre Coderre », 2 novembre 2013, *Le Devoir*

Vincent Brousseau-Pouliot, « Au cœur de la renaissance du Mile End », 15 juillet 2012, *La Presse*

Vincent Brousseau-Pouliot, « Construction sur le boulevard Saint-Laurent. Les grues mènent la vie dure aux commerçants », lundi 26 mars 2007, *La Presse Affaires*

Richard Burnett, « Plateau live-music fans « complain about complainers » after cops bust concert », October 18, 2013, *The Gazette*

Hélène Buzzetti, « La revitalisation du Quartier chinois. Des arches mais pas encore d'alliance »,

15 juillet 1998, *Le Devoir*, Les Actualités, p. A1203

Marc-André Carignan, « Lifting majeur au marché Jean-Talon », 3 avril 2014, *Métro*

Marc-André Carignan, « Saint-Laurent est malade », 30 janvier 2013, *Métro*.

Marc-André Carignan, « le SOS du quartier chinois », 19 décembre 2012, *Metro*

Marc Cassivi, « Une rare incursion chez les hassidim », 21 octobre 2013, *La Presse*

Sara Champagne, « Un rapport critique le projet du Red Light », 6 août 2009, *La Presse*

Laurence Clavel, « La fiesta de la rue Saint-Viateur », 1 juin 2007, *Le Devoir*

Olivia Collette, « Urban Villages : Mile-Ex's multiple personalities », January 11, 2014, *The Gazette*

Emilie Corriveau, « Le Saint-Dominique. C'était là la brasserie Eckers.... » 2 novembre 2013, *Le Devoir*

Jeanne Corriveau, « Plateau-Mont-Royal – Le tarif des parcomètres blâmé pour les mauvaises affaires des commerçants », 5 septembre 2013, *Le Devoir*

Jeanne Corriveau, « Réfugiés de la spéculation », 22 septembre 2012, *Le Devoir*

Jeanne Corriveau, « Montréal renonce à exproprier le Café Cléopâtre. Le projet de revitalisation du quadrilatère Saint-Laurent sera modifié et devra être soumis à de nouvelles consultations », 11 mars 2011, *Le Devoir*

Emilie Côté, « Une nouvelle salle dans l'ancien Cabaret ? », 6 mars 2012, *La Presse*

Emilie Côté, « Podast: redécouvrir la Main », 10 septembre 2009, *La Presse*

Simon Coutu, « La vague "hipster" déferle à Montréal », 24 mai 2012, *L'actualité*

Peggy Curran, « Main connection: Bus No. 55, Saturday », May 12, 2007, *The Gazette*,

Emmanuel Delacour, « Le ras-le-bol de la communauté chinoise », 27 avril 2012, *TVA Nouvelles*

Pat Donnelly, « Jane's Walks let Montrealers discover neighborhoods' « street ballet » », July 9, 2013, *The Gazette*

Emilie Dubreuil, « Un vrai dialogue avec les juifs hassidiques ? », 18 novembre 2013, *Radio-Canada*

Émilie Dubreuil, « Sorry, I don't speak french ! », 16 mars 2009, *Urbania*

André Dubuc, « Loyers au Carré Saint-Laurent : « Je n'en reviens pas », dit Nicole Ménard », 21 décembre 2013, *La Presse*

Eve Dumas, « Renaissance du quartier chinois », 3 mai 2013, *La Presse*

Rima Elkouri, « La poésie du « steamé », 1 avril 2010, *La Presse*,

Rima Elkouri, « La vie secrète des hassidim », 21 septembre 2008, *La Presse*

Émilie Folie-Boivin, « Nouvel an – le quartier chinois de Montréal en mutation », 9 février 2013, *Le Devoir*

Marie-Eve Fournier, « Multiplication des pancartes "À louer" à Montréal, 18 décembre 2013, *La Presse*

Lisa-Marie Gervais, « Bolduc aura fort à faire, dixit les hassidim », 1 mai 2014, *Le Devoir*

Lisa-Marie Gervais, « Écoles juives : les hassidim sont prêts à négocier », 2 juin 2014, *Le Devoir*

Daphnée Hacker-B, « La place de la Paix, sujet d'un documentaire percutant », 28 août 2013, *Métro*



Ariane Hrol, « Moishes : machine à voyager dans le temps », 27 décembre 2013, *La Presse*

Benoit Jacques, « La colonie portugaise : exemple de rénovation domiciliaire », 29 janvier 1975, *La Presse*

Peter Johansen, « A day in Canada's "hipster capital" », 03 26. 2014, *The Ottawa Citizen*

Laure Juilliard, « Nos 6 adresses mode sur Saint-Laurent dans le Mile-End », 08 octobre 2013, *StyleList Québec*

Assaïa Kettani, « Le 1248. Du jamais vu dans la métropole », 18 mai 2013, *le Devoir*

Ricky Kreitner, « H. Fisher & Sons is not closing », *Shtetl, your alternative jewish*

Etienne Laberge, « Les commerçants de Montréal scandalisés », 12 septembre 2013, *TV A Nouvelles*

Jacques Lachapelle - Professeur titulaire à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, « Le quadrilatère Saint-Laurent. Une planification urbaine déréglée », 15 juin 2009, *Le Devoir*

Mary Lamey, « Warshaw's sign reflects times », 27 avril 2002, *The Gazette*

Allison Lampert, « Pain on the Main », Monday June 14, 2010, *The Gazette*, p.A3

Lambert P. et Bumbaru D., Lettre ouverte : « Revitalisation du patrimoine - Sauvons le boulevard Saint-Laurent! », samedi 7 avril 2012, *Le Devoir*

Jean-Christophe Laurence, « Documentaire : Parc de la Paix ? Pas vraiment... », 29 août 2013, *La Presse*

Jean-Cristophe Laurence, « Où va la Petite Italie ? », 28 mai 2011, *La Presse*

Jean-Christophe Laurence, « La victoire de Cléopâtre, célèbre bar de danseuses », 26 mars 2011, *La Presse*

Roxane Léouzon, « Effervescence dans le quartier chinois », 30 janvier 2014, *Métro*

Roxane Léouzon, « Un quartier façonné par les Portugais », 18 juillet 2013, *Métro*

Martine Letarte, « Le Clark. Un nouveau projet s'inscrit en plein cœur du Mile-End », 8 juin 2013, *Le Devoir*

Sephanie Levitz, « Ottawa ne dépense pas tous les fonds prévus pour le multiculturalisme », *La Presse canadienne*, publié le 2 juillet 2013, *le Devoir*

Marie-Claude Lortie, « Mais : le taco nouveau dans le Mile End », 25 janvier 2013, *La Presse*

Marie-Claude Lortie, « The Sparrow/Le Moineau : un délicieux secret », 8 mai 2009, *La Presse*

Scott Marian, « Remember the Main, it may never be the same », 23 octobre 1986, *The Gazette*

Mathias Marchal, « Des terrasses envahissantes », *Métro*, 17 avril 2012

Denis Masse, « Le prix Citron va au carré Viger et au Quartier chinois », 21 décembre 1984, *La Presse*

Patrick McDonagh, « End of an era », 01 août 2002, *Hour*

Nathalie Morissette, « Un Quartier chinois pas si... chinois », 7 mai 2013, *La Presse*

Sarah Musgrave, « Casual Restos : Checkpoint Charlie », July 5, 2012, *The Gazette*

Brian Myles, « Place Emilie-Gamelin : des itinérants seront compensés par la Ville », 15 septembre 2011, *Le Devoir*

Alexandra Nadeau Lessard, « L'ABC du Hipster, Nos meilleures adresses du Mile-End », 21

novembre 2012, *Canoe*

Anabelle Nicoud, « Quand la *Main* décline : après le clinquant, le vide », 14 août 2010, *La Presse*

Philippe Papineau, « L'Autre Saint-Jean est de retour », 4 juin 2014, *Le Devoir*

Denis Paquet, 2006-2007, « S'annoncer mur à mur », *Continuité*, n°111, pp. 40-42

Jean Paré, « Avez-vous le goût de Montréal ? », décembre 1981, *L'Actualité*

Isabelle Paré, « La *Main* retourne à ses sources », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> mars 2014

Isabelle Paré, « Trois murales de Montréal dans le Top 25 des murales marquantes de 2013 », 23 janvier 2014, *Le Devoir*

Isabelle Paré, « Montréal a mal à sa *Main* », 15 juillet 2013, Le blogue urbain, *Le Devoir*.

Isabelle Paré, « La *Main* transformée en canevas géant pour l'art public », 14 juin 2013, *Le Devoir*

Laura Pelletier, « Ferveur souverainiste et accrochages lors de la marche des patriotes », 20 mai 2014, *le Devoir*

André Péloquin, « Bruit sur le Plateau : Les Bobards et le Blue Dog écopent », 7 février 2014, *Voir Montréal*

Laura-Julie Perreault, « Hérouxville : un coup monté ? », 26 mai 2011, *La Presse*

Guillaume Picard, « Mile-End. Des loyers garantis pour les artistes jusqu'en 2043 », 5 novembre 2012, TVA Nouvelles

Hugo Pilon-Larose, « Des logements commerciaux insalubres sur la *Main* », 9 juin 2014, *La Presse*

Isabelle Porter, « À Québec, une fête nationale en perte de vitesse », 24 juin 2014, *le Devoir*

Jocelyne Richer, « Québec se retire du projet du Carré Saint-Laurent », 18 juin 2014, *La Presse canadienne*

Jean Hugues Roy, « La *Main* imaginaire : de Ducharme à Richier », 16 septembre 1993, *Voir*

Susan Schwartz, « Little Italy shows off its culinary prowess », avril 29, 2014, *The Gazette*

Marie-Eve Shaffer, « Un premier parklet dans le Plateau », 18 juillet 2013, *Métro*

Marie-Michèle Sioui, « Pénurie de logements chez les juifs hassidiques », 26 octobre 2013, *La Presse*

Catherine Solyom, « *Main* losing 90-year old Bakery », 23 octobre 2002, *The Gazette*

Normand Thériault, « Montréal. Depuis 100 ans, la « *Main* », samedi 1 octobre 2005, *Le Devoir, Cahier spécial*

Daphnée Tranchemontagne, « Demeurer au 5445, de Gaspé, à quel prix ? », 20 mars 2013, *Le Plateau*

Daphnée Tranchemontagne, « Saint-Laurent : le boulevard de tous les rêves », 8 mars 2013, *Le Plateau*

Daphnée Tranchemontagne, « Gentrification : au cœur de l'histoire du Plateau », 6 février 2013, *Le Plateau*

Daphnée Tranchemontagne, « La santé économique des SDC du Plateau en chiffres », 9 juin 2012, *Le Plateau*

Daphnée Tranchemontagne, « Revitalisation de la *Main* : un détail à la fois », 9 juin 2012, *Le Plateau*

Daphnée Tranchemontagne, « L'art de la guerre », 18 novembre 2010, *Le Plateau*  
Odile Tremblay, « Les fantômes de la Main », 11 février 2012, *Le Devoir*  
Odile Tremblay, « Ryan Larkin (1943-2007) – La Main perd l'une de ses figures marquantes », 19 février 2007, *Le Devoir*  
Danielle Turgeon, « Meubles design sur la Main », 12 janvier 2002, *La Presse*.  
Francis Vailles, « Carré Saint-Laurent ou Carré Saint-Coûteux », 20 décembre 2013, *La Presse*  
Pierre Vallée, « Habiter dans une ancienne usine de textile », 15 mars 2014, *Le Devoir*  
Pierre Vallée, « Montréal-Primeurs de saison. La ville aux 18 marchés », 19 septembre 2007, *Le Devoir*

*Utne Reader*, n°75, septembre 1997

« Loi 99. La classe politique dénonce la manœuvre fédérale », 19 octobre 2013, *Le Devoir*  
« Apprendre du chantier du boulevard Saint-Laurent », 11 juillet 2009, *Les Affaires*,  
« Dans le quartier Saint-Louis : les portugais manifestent à leur tour contre la spéculation foncière », 12 septembre 1975, *Le Devoir*  
« Here comes the neighbourhood », november 17, 2007, *The Gazette*  
« La Petite Italie se refait une beauté », 14 mai 2014, Infopresse, *La référence des professionnels des communications et du design*  
« Le Mile End renaît », samedi 25 mai 1985, *La Presse Montréal*  
« Les artistes anglophones exclus de l'Autre St-Jean », 12 juin 2009, *Voir*  
« Les meilleurs hipster spots à Montréal », 9 avril 2012, *Nightlife.ca*,  
« Rapport d'enquête. La loi 101 est respectée à Montréal, selon l'OLF », 31 janvier 2007, *Le Devoir*  
« Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », 4 novembre 1974, *Le Jour*  
« SDC Vieux-Montréal : gestion hautement critiquée », 7 juin 2009, *La métropole*  
« Virage majeur à la SDC Vieux-Montréal », 19 mai 2010, *La métropole*  
CBC News, « Plateau parking tensions continue to rage », 23 novembre 2010  
Radio-Canada, 30 septembre 2010, « "Bombe sur la Main" détruite »  
Radio-Canada. 2010. « "Bombe sur la main" détruite ». 30 septembre 2010. En ligne: [http://www.radio-canada.ca/nouvelles/arts\\_et\\_spectacles/2010/09/30/003-bombemain-angus.shtml](http://www.radio-canada.ca/nouvelles/arts_et_spectacles/2010/09/30/003-bombemain-angus.shtml).  
Radio-Canada. 2011. « Quartier des spectacles, feu vert à la rénovation de l'édifice Wilder ». 28 janvier 2011. En ligne: <http://www.radiocanada.ca/regions/Montreal/2011/01/28/005-quartier-spectacle-wilder.shtml>.

## Documentaires et vidéos :

Arrondissement Ville-Marie, Ville de Montréal, avril 2010, vidéo-clip, *Les dialogues du Télématon !*, Le boulevard Saint-Laurent entre René-Lévesque et Sherbrooke, dans le cadre de Saint-Laurent'dez-vous.

*Conflit linguistique au Québec. La crise de Saint-Léonard* [enregistrement vidéo], 1 DVD, 49 minutes, Tout le monde en parlait, saison 1, Société Radio-Canada, 2007

*Mambo Italiano*, 2003, Émile Gaudreault

*Bonjour! Shalom!*, 1991, Garry Beitel, Montreal, National Film Board of Canada

## Sites internet

Site de Parcs Canada

Centre d'écologie urbaine de Montréal : <http://www.ecologieurbaine.net/>

Répertoire canadien des lieux patrimoniaux

Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal :

Site de la Commission de toponymie du Québec :

Site du Répertoire du patrimoine culturel du Québec

Site des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire :

Site web de Tourisme Montréal : <http://www.tourisme-montreal.org/Tourisme-Montreal/A-propos-de-TM/Mission>

*Les rues de Montréal : répertoire historique*, 1995, Site de la Commission de toponymie du Québec : [http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/fiche.aspx?no\\_seq=215029](http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/fiche.aspx?no_seq=215029),

Site de Kaléidoscope : <http://www.tourskaleidoscope.com/accueil/nos-visites-de-a-a-z.html>

Site de Montréal Explorations : <http://montrealexplorations.org/wp/>

Site de O Montréal post-industriel : <http://postindustrialmontreal.ca/>

Site d'Amarrages sans frontières : <http://www.amarragesansfrontieres.com/>,



## Liste des sigles et abréviations

---

ADISQ : Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo

ARAU : Atelier de recherche urbaine

ASDCM : Association des sociétés de développement commercial de Montréal

ATSA : Action Terroriste Socialement Acceptable

BIA : Business Improvement area

BID : Business Improvement district

BIM : Bureau interculturel de Montréal

CA : Conseil d'administration

CARIM : Comité aviseur sur les relations interculturelles de Montréal

CAUDD : Commission de l'aménagement urbain et du développement durable

CCRIIM : Comité consultatif sur les relations interraciales et interculturelles

CCU : Comité consultatif d'urbanisme

CDEC : Corporation de développement économique et communautaire

CDU : Corporation de développement urbain

CEGEP : Collège d'enseignement général et professionnel

CEUM : Centre d'écologie urbaine de Montréal

CGMPM : Corporation de gestion des marchés publics de Montréal

CIM : Conseil Interculturel de Montréal

CIRQ : Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers

CLD : Centre local de développement

CLMHC : Commission des lieux et monuments historiques du Canada

CMM : Communauté métropolitaine de Montréal

CP : Canadian Pacifique

CUM : Communauté urbaine de Montréal

DAI : Division des affaires interculturelles

DELC : développement économique local et communautaire

MCCC : Montreal Chinese Community Council

MME / MEM : Mémoire du Mile End / Mile End Memories

MRC : municipalité régionale de comté

OCPM : Office de consultation publique de Montréal

OSBL : organisme sans but lucratif

Pi2 : Pied carré (organisme)

PIIA : plan d'implantation et d'intégration architecturale  
PPU : Programme particulier d'urbanisme  
PQ : Parti Québécois  
Pr@m : Programme Réussir à Montréal  
QdS : Quartier des Spectacles  
QIM : Quartier international de Montréal  
RAPSIM : Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal  
RAQ : Revitalisation des artères commerciales  
RCAAQ : Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec  
RCVAC : Regroupement des centres-villes et des artères commerciales  
ROC : Rest of Canada  
SAT : Société des Arts technologiques  
SDA : Société de développement Angus  
SDBSL : Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent  
SDC : Société de développement commercial  
SIDAC : Sociétés d'initiative et de développement des artères commerciales  
SODECM : Société de développement économique et communautaire de Montréal  
SODER : Société de développement environnemental de Rosemont  
SPEQ : Société pour le patrimoine d'expression au Québec  
UdM : Université de Montréal  
UQAM : Université du Québec à Montréal  
VVAP : Villes et villages d'art et de patrimoine  
YMCA : Young Men's Christian Association

# Annexes

---

## Annexe 0.1. Séjours de terrain

Avril- mai 2007	Entretiens exploratoires liés au master 1
août-décembre 2011	Entretiens avec guides et directeurs d'organismes de visite. Entretiens avec des membres associatifs ( <i>Mémoire du Mile End</i> , <i>Amis du boulevard Saint-Laurent</i> ), entretiens avec les acteurs des SDC. Rencontre avec fonctionnaires à la Ville centre de Montréal (division de l'expertise en patrimoine et de la toponymie),
mi-avril 2012 – octobre 2012	Recherche sur le Quartier des Spectacles : - Rencontre avec des membres de <i>Save the Main</i> et des propriétaires de salles de spectacles dans le Quartier des Spectacles. Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, la CDU du faubourg Saint-Laurent, ainsi que le Partenariat du Quartier des Spectacles. Entretiens avec des membres du <i>Comité des citoyens du Mile End</i> . Entretiens avec les conseillers municipaux des différents arrondissements (Plateau Mont-Royal, Ville-Marie, Rosemont-la-Petite Patrie). Rencontre avec des membres de Héritage Montréal et du centre d'écologie urbaine de Montréal
mai 2013	Entretiens avec des commerçants du boulevard Saint-Laurent Entretien avec le directeur de la SDC boulevard Saint-Laurent Rencontres de plusieurs résidents ou anciens résidents du boulevard
juillet-août 2013	Entretiens avec les commerçants du boulevard Saint-Laurent Entretien avec le président de la Caisse d'économie des Portugais de Montréal. Entretiens avec des artistes travaillant dans le secteur Saint-Viateur Est. Entretiens avec des Français habitant dans le secteur, dont des Français en PVT.



## Annexe 0.2. Tableau présentant quelques unes des personnes interrogées

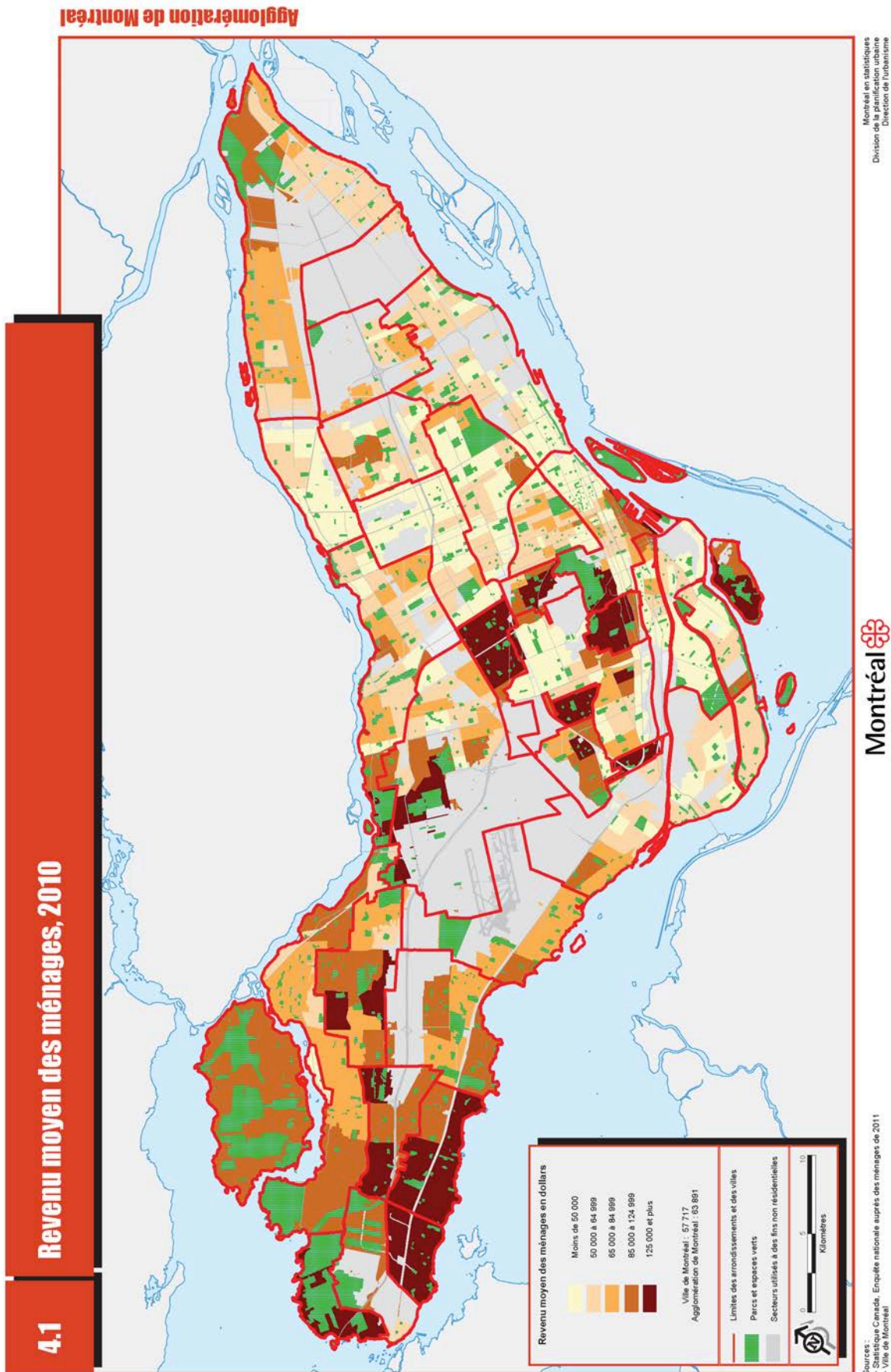
Je ne présente ici que les enquêtés qui apparaissent plusieurs fois au cours de la thèse.

Prénoms fictifs	Date de l'entretien	Fonction et présentation
Luisa	7 octobre 2011 – 14 novembre 2011	Conseillère en développement communautaire, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Membre de la communauté portugaise et des <i>Amis du boulevard Saint-Laurent</i> .
Maëlle	2 octobre 2012	Architecte résidente de l'édifice Vineberg, au 4060 Saint-Laurent
Tomas	19 septembre 2011	Membre de la communauté portugaise et des <i>Amis du boulevard Saint-Laurent</i> .
Gary	9 mai 2013	Directeur de la SDC boulevard Saint-Laurent. Ancien copropriétaire de la pâtisserie Cocorico
Louis	28 juin 2012	Environ 50 ans. Travailleur dans le domaine communautaire, résident du Plateau.
Denise	16 juillet 2012	Fondatrice du <i>Comité des citoyens du Mile End</i> . Résidente de la rue Jeanne-Mance depuis 1978.
Silvia	27 août 2011	Membre de la communauté italienne, ancienne résidente de la Petite Italie. guide travaillant pour Amarrages sans frontières.
Jean	28 octobre 2011	Directeur et fondateur de Kaléidoscope. Résident de la Petite Patrie.
Jean-François	14 septembre 2011	Directeur et fondateur de Amarrages sans frontières. Résident au nord de la rue Jean-Talon.
Roberto	18 juin 2012	Photographe d'origine italienne travaillant et résidant sur le boulevard dans la Petite Italie.
Tom	5 mai 2012	Membre de plusieurs associations chinoises dans le quartier chinois.
Jeanne	3 mai 2013	Française résident depuis plus de 15 ans à Montréal, artiste peintre membre du comité Pi2 dans le secteur du Mile End Saint-Viateur Est.
Cary	1 <sup>er</sup> août 2013	De parents grecs, propriétaire du commerce Monastiraki sur le boulevard Saint-Laurent dans le Mile End.
Nicolas	12 août 2012	Cinéaste résidant dans le Mile

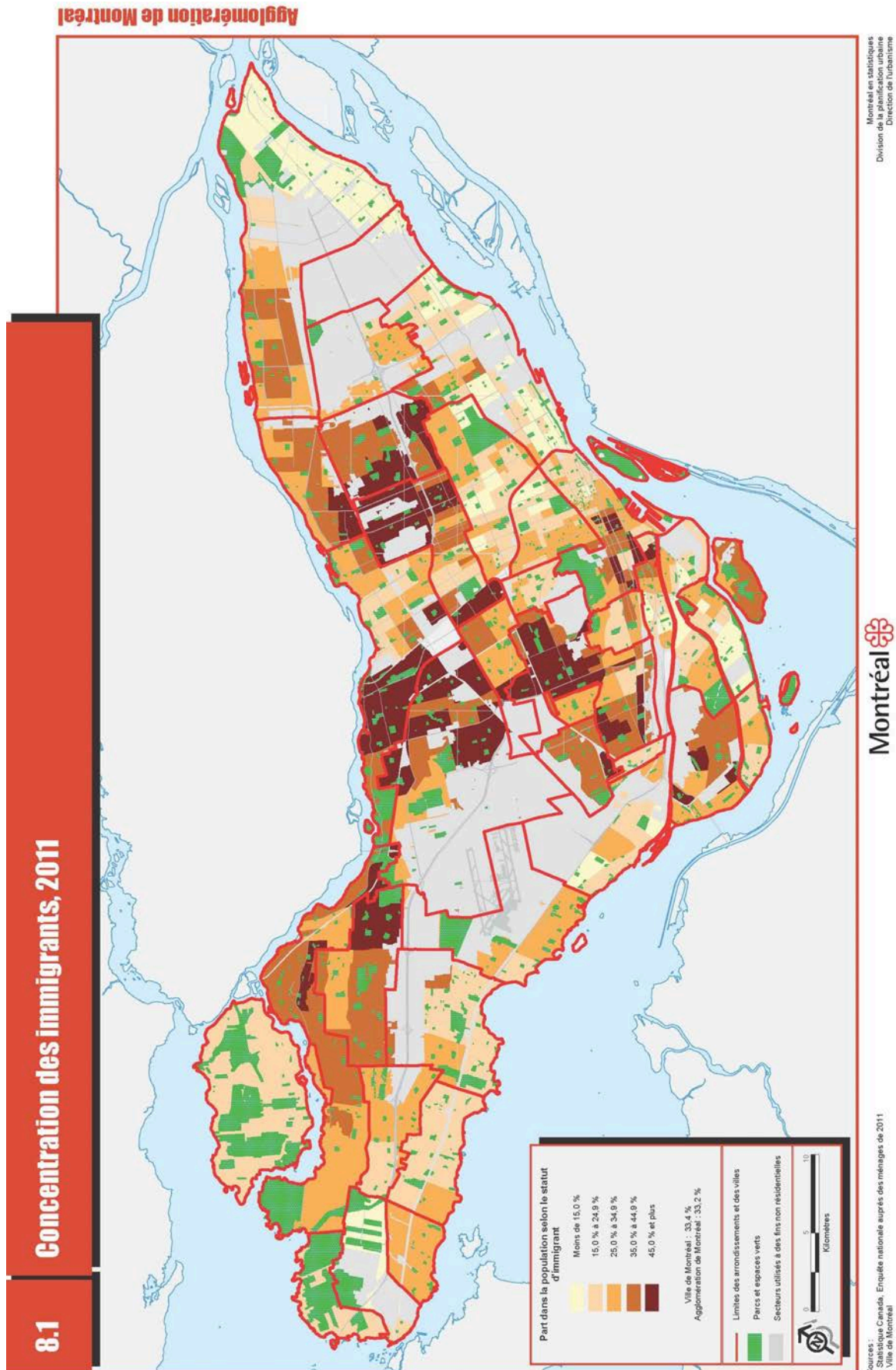
		End sur la rue Clark depuis 30 ans.
Laurence		Habitante dans le Mile End. Elle a travaillé à Stella dans le Red Light. Désormais professeur à l'Université de Columbia.
Béatrice	4 juillet 2013	Française résidant à Montréal depuis plus de 10 ans. ancienne étudiante de l'Université de Montréal. réside sur le boulevard Saint-Laurent à la hauteur de la rue Beaubien.
Marie-Christine et Jean-Luc	25 juillet 2013	Couple résident sur la rue Van Horne dans le Mile End. Lui est français habitant à Montréal depuis plus de 15 ans et travaille dans la restauration. Elle est québécoise et est arrivée à Montréal à l'âge de 17 ans.
Mickael	7 mai 2013	habitant anglophone à Parc Extension, travaille à la Radio Centreville, visite urbaine et communauté juive. Ancien habitant du quartier du boulevard Saint-Laurent
Nadia	25 octobre 2012	Employée d'Ubisoft, habitant dans Villeray.
Karen	12 août 2013	Résidente sur la rue Duluth Ouest près du boulevard Saint-Laurent, ancienne résidente du Mile End. Professeur au CEGEP.
Nathan	23 octobre 2012	Artistes membre du Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec, travaillant dans le nouveau bâtiment du 2.22 Sainte-Catherine dans le QdS.
Stefano	2 octobre 2012	Résident du faubourg Saint-Laurent et directeur de la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent.
Gauthier	22 août 2012	Conseiller municipal (Projet Montréal) de l'arrondissement Rosemont-la-Petite-Patrie.
Isabelle	8 août 2013	Artiste. Elle a eu un atelier sur le boulevard Saint-Laurent (coin Duluth) et travaille aujourd'hui sur la rue de Gaspé dans le secteur Saint-Viateur Est.
Samir	30 avril 2012	D'origine marocaine, étudiant à l'UQAM. A Montréal depuis 12 ans, il réside sur le Plateau Mont-Royal, à proximité du boulevard Saint-Laurent.
Renato	27 août 2012	Architecte d'origine italienne

		résidant à Outremont.
François	6-7 juillet 2012	Festival fetish, organise des soirées au café Cléopatre. Il réside en banlieue mais travaille dans l'ancien Red Light.
Filipe	14 août 2013	Membre de la communauté portugaise, il est président de la Caisse d'économie des Portugais de Montréal. ancien membre du CA de la SDBSL.
Etienne	4 mai 2012	Guide travaillant pour Kaléidoscope

# Annexe 1.1. Revenu moyen des ménages, île de Montréal, 2010

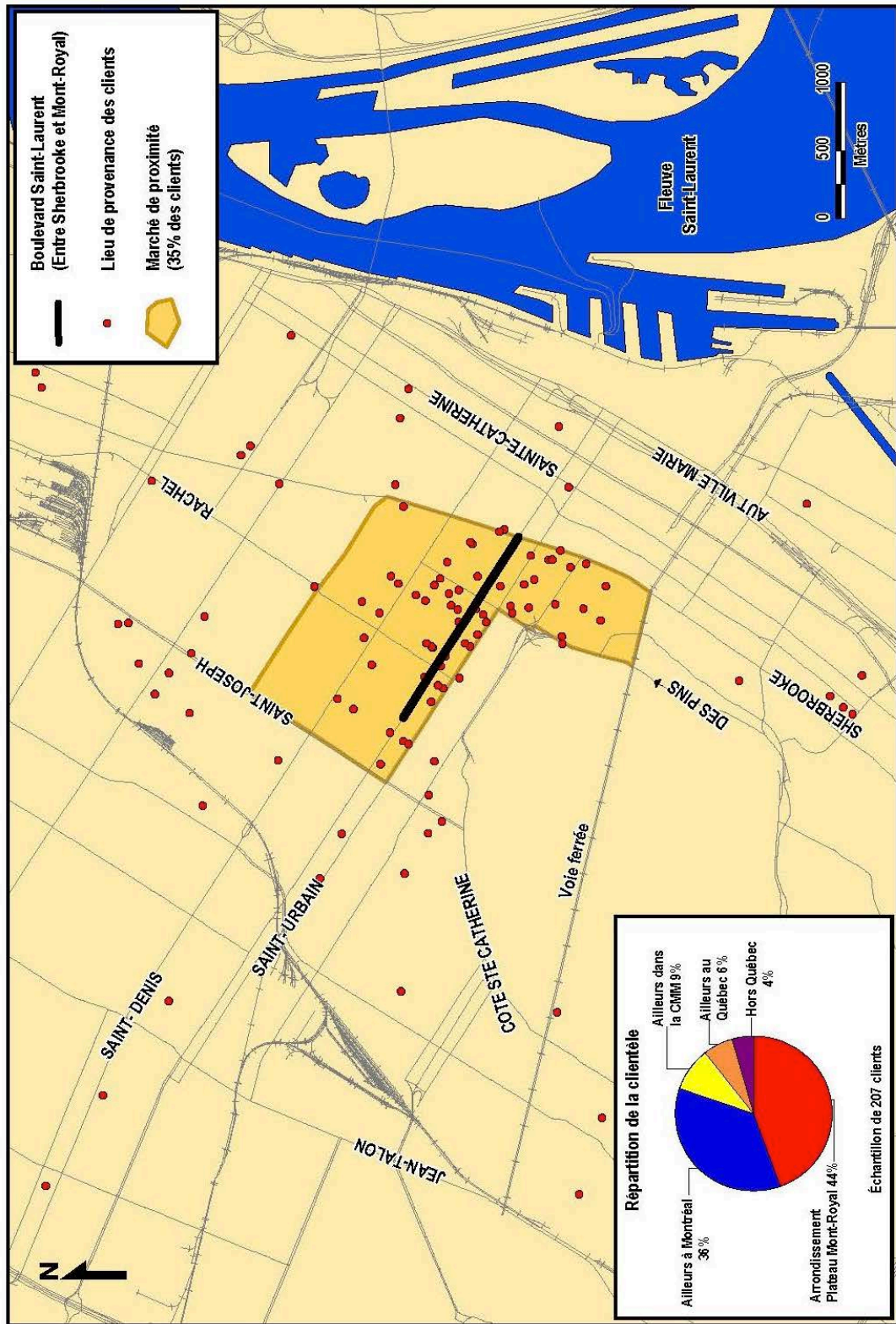


## Annexe 1. 2. Concentration des immigrants, 2011



# Annexe 3.1. Provenance des usagers sur le boulevard Saint-Laurent en 2002

## PROVENANCE DES USAGERS SUR LE BOULEVARD SAINT-LAURENT EN 2002



## Annexe 8.1. Visites urbaines

Visite à pied	Août 2011	Petite Italie – <i>Amarrages sans frontières</i>
Visite à pied	21 août 2011	Nouveau Mile End – <i>Mémoire du Mile End</i>
Visite à pied	2 septembre 2011	Quartier des Spectacles – <i>Local Montréal</i>
Visite à pied	4 août 2011	Les splendeurs du boulevard Saint-Laurent - <i>Kaléidoscope</i>
Visite à pied	29 octobre 2011	Derniers soupirs du Red Light - <i>Kaléidoscope</i>
Visite guidée en autobus	18 décembre 2011	La courtepoinTE montréalaise – <i>L'Autre Montréal</i>
Visite à pied	28 avril 2012	Quartier Chinois - <i>Kaléidoscope</i>
Visite à pied	29 avril 2012	Visite de la Petite Italie - <i>Kaléidoscope</i>
Promenade de Jane	5 mai 2012	Patrimoine à définir : Rosemont la-Petite-Patrie
Promenade de Jane	5 mai 2012	Le quartier chinois de Montréal
Promenade de Jane	6 mai 2012	La fameuse rue Bagg et ses environs
Promenade de Jane	6 mai 2012	Tour à pied du Red Light de Montréal
Visite à pied	29 juin 2012	Plateau de Michel Tremblay - <i>Kaléidoscope</i>
Visite à pied	30 septembre 2012	Quartier portugais – <i>Les Amis du boulevard Saint-Laurent</i>
Promenade de Jane	4 mai 2013	Mile End Saint Viateur Est
Promenade de Jane	4 mai 2013	Infringment Festival sur la Main
Promenade de Jane	5 mai 2013	Le patrimoine religieux du Mile End
Promenade de Jane	5 mai 2013	Le <i>Red Light</i>

## Table des figures

---

Figure 0.1. Localisation du boulevard Saint-Laurent dans l'île de Montréal.....	8
Figure 0.2. Les limites du terrain du boulevard Saint-Laurent .....	9
Figure 0.3. Les ruelles du boulevard Saint-Laurent.....	30
Figure 1.1. La population anglophone à Montréal en 1951, 1971 et 1981 .....	42
Figure 1.2. La persistance d'une différenciation Est-Ouest au niveau de la langue .....	43
Figure 1.3. La communauté juive à Montréal en 1951, 1971 et 1981.....	47
Figure 1.4. La communauté d'origine italienne à Montréal en 1961, 1971 et 1991.....	49
Figure 1.5. La population d'origine portugaise à Montréal en 1991 .....	50
Figure 1.6. La population grecque orthodoxe à Montréal en 1961, 1971 et 1981.....	51
Figure 1.7. Les « deux bifurcations » à partir du boulevard Saint-Laurent .....	53
Figure 1.8. Exemples de places et parcs le long du corridor du boulevard Saint-Laurent.....	55
Figure 1.9. L'épaisseur de la rue .....	57
Figure 1.10. La marche accompagnée avec Michel .....	60
Figure 1.11. Le centre-ville de Montréal .....	68
Figure 1.12. Le boulevard Saint-Laurent : « laboratoire d'architecture » .....	73
Figure 1.13. L'apposition de « marques » : toponymie et symboles.....	81
Figure 1.14. Les municipalités sur l'île de Montréal, les rives Nord et Sud en 1961 et 1991.....	87
Figure 1.15. Les arrondissements et villes de banlieue reconstituées au 1 <sup>er</sup> janvier 2006.....	88
Figure 1.16. Le paysage linguistique du boulevard Saint-Laurent.....	94
Figure 2.1. Quelques exemples de lieux historiques nationaux en lien avec la diversité ethnoculturelle.....	107
Figure 2.2. L'église Notre-Dame-de-la-Défense, lieu historique national .....	109
Figure 2.3. Les plaques de Parcs Canada aux extrémités de l'arrondissement historique du boulevard Saint-Laurent. ....	113
Figure 2.4. Le Monument-National.....	116
Figure 2.5. Carte du site patrimonial du Vieux-Montréal et des quatre « immeubles historiques » inscrits au Registre du patrimoine culturel québécois.....	118
Figure 2.6. L'église Saint-Jean-de-la-Croix réhabilitée en condominium.....	134
Figure 2.7. Le carrefour historique de Saint-Louis du Mile End .....	136
Figure 2.8. Les frags de l'ATS.....	137
Figure 2.9. Panneaux explicatifs sur le boulevard Saint-Laurent.....	139
Figure 2.10. La Casa d'Italia.....	146
Figure 3.1. Carte des territoires des différentes SDC et organismes de développement le long du boulevard .....	178



Figure 3.2. Les commerces et bâtiments des trois figures d'entrepreneurs de la SDBSL.....	184
Figure 3.3. Les différents organismes de développement dans le faubourg Saint-Laurent .....	189
Figure 3.4. Le marquage au sol des dates de construction.....	203
Figure 3.5. Le Mix'Arts sur le boulevard Saint-Laurent .....	209
Figure 3.6. Des initiatives pour rendre la rue « conviviale ».....	212
Figure 3.7. L'utilisation d'œuvres d'art pour « cacher » les locaux vacants.....	213
Figure 3.8. Les « murales » le long du boulevard.....	215
Figure 3.9. Les pôles touristiques de la ville de Montréal.....	219
Figure 4.1. La couche signalétique chinoise .....	226
Figure 4.2. La vente-trottoir dans le quartier Chinois, sur la rue de la Gauchetière .....	228
Figure 4.3. L'affichage commercial italien sur le boulevard Saint-Laurent et les rues avoisinantes .....	230
Figure 4.4. Les arches du quartier chinois .....	233
Figure 4.5. Le quartier chinois rogné par divers projets urbains.....	235
Figure 4.6. Arches qui délimitent la Petite Italie et marquage .....	237
Figure 4.7. Des oriflammes pour Montréal 2000 .....	239
Figure 4.8. Le projet de périmètre de la Petite Italie délimitée par les statues de termini.....	240
Figure 4.9. Exemples de commerces sur le boulevard Saint-Laurent .....	246
Figure 4.10. Le Parc du Portugal.....	249
Figure 4.11. Le secteur portugais de Montréal.....	250
Figure 4.12. Les limites du quartier portugais : la murale sur la façade de la mission Santa Cruz	251
Figure 4.13. Les « bancs de pierre... et de paroles » le long du boulevard Saint-Laurent.....	253
Figure 4.14. Les traces de la communauté juive dans la partie centrale du boulevard .....	258
Figure 4.15. La synagogue Beth Shloime .....	259
Figure 4.16. Les marques portugaises dans la partie centrale du boulevard Saint-Laurent.....	263
Figure 4.17. Manifestations pour la pratique du Falun Gong (ou Falung Dafa) .....	265
Figure 4.18. La procession portugaise autour de la mission Santa-Cruz .....	269
Figure. 4.19. Le marché Jean-Talon dans la Petite Italie. ....	271
Figure 4.20. La Semaine italienne de Montréal, édition 2013 .....	276
Figure 4.21. Stands de nourriture lors des Week-end du monde.....	280
Figure 5.1. Localisation du Quartier des Spectacles .....	283
Figure 5.2. Localisation des trois pôles du Quartier des Spectacles. ....	290
Figure 5.3. Les nouveaux espaces publics créés dans le cadre du PPU Secteur Place des Arts du Quartier des Spectacles.....	291
Figure 5.4. Le Plan lumière sous ses trois formes sur le boulevard Saint-Laurent.....	293
Figure 5.5. Le bâtiment du 2.22 avec son entrée au coin Saint-Laurent / Sainte-Catherine .....	294

Figure 5.6. Les marques du Quartier des Spectacles le long du boulevard Saint-Laurent .....	295
Figure 5.7. Les vestiges du <i>Red Light district</i> .....	306
Figure 5.8. La place de la Paix .....	313
Figure 5.9. Espaces ouverts et secteurs à consolider .....	317
Figure 5.10 Le boulevard Saint-Laurent entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke .....	318
Figure 5.11. Les transformations sur le boulevard Saint-Laurent dans la partie nord du QdS ....	319
Figure 5.12. La détérioration du bâti des édifices du boulevard Saint-Laurent donnant sur la rue Clark.....	331
Figure 5.13. L'îlot Saint-Laurent / Monument-National au sein de l'actuel Quartier des Spectacles .....	335
Figure 5.14 La mosquée Al-Omah Al-Islamiah au coin des rues Saint-Dominique et Sainte-Catherine.....	345
Figure 5.15. Les évolutions entre 2011 et 2013 de l'îlot Saint-Laurent.....	348
Figure 5.16. Les affiches de la coalition <i>Save The Main</i> sur l'îlot Saint-Laurent.....	349
Figure 6.1. Carte de la mobilité résidentielle de Luisa.....	366
Figure 6.2. Les commerces le long du boulevard Saint-Laurent au sein du Mile End .....	375
Figure 6.3. Conflits d'usage sur le boulevard la nuit .....	377
Figure 6.4. Les anciens commerces « européens » dans la partie centrale du boulevard.....	384
Figure 6. 5. Le Lux .....	401
Figure 7.1. Typologie des processus de revitalisation des quartiers à Montréal .....	428
Figure 7.2. Projet de condominium sur le boulevard Saint-Laurent, juste au nord de la rue Maguire.....	430
Figure 7.3. Les Ateliers d'artistes sur l'avenue de Gaspé.....	435
Figure 7.4. Les intérieurs de Chez Giovanni (à gauche) et de Monatiraki (à droite).....	441
Figure 7.5. Vues du paysage du boulevard Saint-Laurent dans le Mile End .....	442
Figure 7.6. Le territoire du Mile End Carte : territoire institutionnel et territoire d'appartenance .....	445
Figure 7.7. L'entrepôt Van Horne. En dessous du viaduc, pancarte sur les « graff ».....	448
Figure 7.8. Les alentours de la voie ferrée du Canadian Pacifique dans le secteur Saint-Viateur Est .....	449
Figure 7.9. La firme Ubisoft sur le boulevard Saint-Laurent.....	451
Figure 8.1. Les cartes des podcasts sur la Main avec les différents arrêts.....	477
Figure 8.2. Le parcours de la courtepoinTE montréalaise.....	482
Figure 8.3. Exemples de visites urbaines dans le corridor du boulevard Saint-Laurent.....	484
Figure 8.4. L'offre de visites piétonnes entre 2013 et 2014 des différents organismes .....	485
Figure 8.5. Le parcours de la visite guidée de la Petite Italie par l'organisme <i>Kaléidoscope</i> .....	490

Figure 8.6. Les géométries variables des quartiers du Mile End selon les visites proposées par l'organisme <i>Mémoire du Mile End</i> .....	500
Figure 8.7. Parcours et Dumpster Dive art Dive lors de la <i>Promenade de Jane</i> .....	512
Figure 8.8. La ruelle lors de la <i>promenade de Jane</i> .....	513
Figure 8.9 Les « géants » de la Saint-Jean lors du grand défilé .....	516
Figure 8.10. La fête nationale du 24 juin 2012 au Parc Lahaie .....	518
Figure 8.11. La fête nationale le 24 juin 2012 dans le quartier chinois et en face de la mission Santa Cruz.....	519

## Table des encadrés

---

Encadré 1.1. La « saga des fusions-défusions » et la restructuration de la ville de Montréal.....	85
Encadré 2.1. La conversion de l'église Saint-Jean-de-la-Croix .....	133
Encadré 3.1. Les CDEC, une forme de développement communautaire local.....	191
Encadré 4.1 : Le projet de <i>branding</i> de l'avenue du Parc .....	255
Encadré 4.2. Le festival des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau : une déterritorialisation festive du cosmopolitisme.....	278
Encadré 5.1. Classe créative, ville créative : un nouveau paradigme urbain ? .....	286
Encadré 5.2. Les premières actions pour démanteler les activités du <i>Red Light</i> .....	307
Encadré 5.3. Une soirée au Cléopâtre .....	338
Encadré 5.4. <i>Monsieur le Conseiller</i> , une pièce reflet des tensions autour de l'îlot Saint-Laurent....	351
Encadré 7.1. Gentrification et « poches de pauvreté » dans la Petite-Patrie .....	424
Encadré 8.1. Le CEUM, organisme communautaire pour une ville démocratique et durable ....	503
Encadré 8.2. The infringement walking tour: Exploring anglo Montreal's longest-running cultural feud .....	510

## Table des tableaux

---

Tableau 2.1. Échelles de gouvernement et espaces patrimonialisés .....	126
Tableau 3.1. Quelques exemples d'actions de la part de la SDBSL.....	173



# Tables des matières

---

<b>Remerciements</b> .....	<b>3</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
Du cosmopolitisme en géographie.....	11
Du cosmopolitisme urbain ou la ville cosmopolite : choisir l'échelle de la rue.....	17
Des outils pour questionner le cosmopolitisme : narrations, paysage et échelles.....	22
Quelle épaisseur du boulevard Saint-Laurent ? Terrain et méthodologie.....	25
Déroulement de la thèse.....	32

## **PARTIE I : Le boulevard Saint-Laurent, incarnation du cosmopolitisme comme identité**..... **35**

### **Chapitre 1 : Le boulevard Saint-Laurent, une *Main Street* reflet du cosmopolitisme urbain et politique ?**..... **37**

1.1. Le boulevard Saint-Laurent : un espace pour lire le cosmopolitisme.....	38
1.1.1. Le boulevard Saint-Laurent, métonymie de la ville et de l'histoire de l'immigration .....	39
Entre francophones et anglophones : un espace frontière, un espace repère .....	39
Le « couloir de l'immigration » historique.....	45
1.1.1. La rue comme territoire aux limites fluctuantes : pratiques de terrain autour de la marche 54	
La marche-observation en solitaire : parcourir « son » terrain pour le connaître et le délimiter .....	54
La « marche accompagnée » : des entretiens en mouvement pour reconstruire le sujet de recherche et saisir les pratiques et représentations .....	58
La marche collective et guidée : une porte d'entrée sur le terrain.....	62
1.1.3. La rue commerçante pour interroger le cosmopolitisme.....	63
1.2. Une <i>Main Street</i> caractérisée par l'urbanité et le cosmopolitisme ?.....	66
1.2.1. La <i>Main</i> montréalaise : une rue historique et centrale .....	66
1.2.2. Une <i>Main Street</i> pas comme les autres ? .....	70
1.2.3. <i>Main street</i> et cosmopolitisme.....	74
1.3. Un paysage cosmopolite, reflet des politiques de la diversité ? .....	77
1.3.1. Du marquage ethnique au marquage commémoratif : actions et évolutions de la politique de diversité à Montréal .....	78
La mise en visibilité de l'immigration le long du boulevard Saint-Laurent .....	78
Les évolutions de la politique de diversité de la municipalité montréalaise.....	81
1.3.2. Les politiques provinciales de gestion de la diversité.....	89
L'interculturalisme québécois : une voie francophone ?.....	89
De la loi 101 à la charte des valeurs : la ville de Montréal, laboratoire des politiques interculturelles ? .....	92
1.3.3. Le multiculturalisme comme ciment identitaire canadien .....	97

### **Chapitre 2 : Patrimonialiser le cosmopolitisme du boulevard Saint-Laurent**..... **103**

2.1. Jeux d'échelles autour de la construction patrimoniale du boulevard Saint-Laurent : le cosmopolitisme comme identité ?.....	105
2.1.1. Un lieu de mémoire reconnu au niveau fédéral comme « arrondissement historique »	105
2.1.2. Des monuments et quartiers comme lieux de mémoire québécois ?.....	114
2.1.3. Un lieu de mémoire montréalais : un patrimoine de papier pour la Ville-centre et les arrondissements ? .....	121
2.2. La construction du « nous » montréalais autour du patrimoine du quotidien du boulevard.....	128

2.2.1. Les associations : des acteurs centraux dans la mise en valeur du boulevard .....	128
La variété des associations autour de la sauvegarde du boulevard .....	128
Les liens entre les différents acteurs du patrimoine : .....	131
Le marquage patrimonial du paysage : une intervention urbaine de plusieurs acteurs .....	136
2.2.2. L'expertise habitante pour un patrimoine fuyant du quotidien et de la diversité .....	140
Un « nous » associatif habitant proche du patrimoine : la spécificité montréalaise .....	140
Un nous « communautaire » autour du patrimoine de la diversité ? .....	144
Une connaissance du patrimoine, mais une patrimonialisation ignorée .....	148
2.3. La construction d'un « haut lieu » dans l'imaginaire montréalais .....	151
2.3.1. Des histoires de lieux et de personnes .....	151
2.3.2. La Main littéraire .....	154
« Géographies imaginaires » (Saïd, 1978) et symboliques de la Main littéraire .....	155
Nostalgies cosmopolites .....	157
2.3.3. Géographie contrastée du patrimoine et de l'imaginaire du « couloir de l'immigration »	160

## **PARTIE II : Branding le boulevard Saint-Laurent. Le cosmopolitisme marchandisé**

---

### **Chapitre 3 : Le cosmopolitisme au cœur des enjeux d'aménagement de la Main : convergences et divergences**

3.1. La <i>Main</i> en ses territorialisations multiples.....	170
3.1.1. Des sociétés de développement commercial qui mènent le jeu.....	171
Un modèle international et ses ancrages à Montréal .....	171
Une Main écartelée entre plusieurs SDC.....	176
Histoires personnelles, histoires du boulevard, histoires des SDC.....	180
3.1.2. La <i>Main</i> : une gouvernance à inventer .....	186
Une multitude d'acteurs sur un même territoire d'action.....	186
Des SDC en restructuration : comment intégrer les spécificités du boulevard ? .....	193
3.1.3. Une gouvernance morcelée : quelle unité du boulevard ?.....	196
3.2. Revitaliser le boulevard : quels acteurs, quelles actions et à quelle échelle ?.....	200
3.2.1. Un projet d'ensemble long et coûteux en mal d'appropriation : mises aux normes et mise en histoire .....	201
3.2.2. Rendre conviviale et mettre en art la rue commerçante : des partenariats à plusieurs échelles.....	206
Encourager la mixité et l'activité économique du boulevard par des aménagements « conviviaux » .....	206
Créer une identité autour des murales ? .....	212
3.2.3. Une mise en tourisme en demi-teinte de la <i>Main</i> .....	216

### **Chapitre 4 : Entre cosmopolitisme marchand et résilience des anciens quartiers « ethniques »**

4.1. Des paysages « exotisés » dans une logique de cosmopolitisme marchand : Petite Italie et quartier chinois.....	225
4.1.1. Des quartiers de consommation mis en tourisme : enchinoisement et recherche d'italianité .....	225
4.1.2. Ancrer « définitivement » des quartiers ethniques en voie de rétrécissement : la question du marquage des limites .....	232
4.1.3. Chinatown, Little Italy : une homogénéisation nord-américaine ?.....	241
4.2. Composer avec le cosmopolitisme du boulevard dans sa partie centrale .....	244
4.2.1. Un secteur cosmopolite .....	245
4.2.2. Vers une reconnaissance officielle d'un Petit Portugal ?.....	247
4.2.3. La mémoire des lieux de la communauté juive .....	257
4.3. La transformation des quartiers d'immigration : entre résilience et marchandisation .....	261
4.3.1. Une résilience des « quartiers fondateurs » (Rémy, 1990) ?.....	261
4.3.2. Des espaces de transition pour un corridor cosmopolite ?.....	270

4.3.3. Temporalités cosmopolites : l'exemple de la Semaine italienne de Montréal, entre fête communautaire et fête pour autrui .....	274
--	-----

**Chapitre 5 : Du *Red Light* au Quartier des Spectacles : du cosmopolitisme au culturel** ..... 283

5.1. Le Quartier des Spectacles : un projet urbain faiblement approprié .....	285
5.1.1. Créer une destination internationale « créative » pour Montréal, métropole culturelle... 285	
5.1.2. Quartier des Spectacles ou « quartier des spectres » ? .....	297
5.2. Passé encombrant et populations marginales : vers une mise en invisibilité.....	305
5.2.1. Cacher l'ancien <i>Red Light</i> et déplacer les activités « indésirables » .....	305
5.2.2. La place de la Paix ou de la volonté d'exclusion des marginaux .....	311
5.2.3. Densifier le faubourg Saint-Laurent ou comment aménager le vide ? .....	315
5.3. Le boulevard Saint-Laurent : quelle centralité dans le Quartier des Spectacles ? ...	321
5.3.1. Un boulevard Saint-Laurent éclaté au sein du Quartier des Spectacles .....	321
5.3.2. Des projets pour le boulevard Saint-Laurent qui peinent à faire consensus.....	324
Le 2.22 et le quadrilatère Saint-Laurent.....	325
Un « nettoyage narratif » ou des récits à la recherche d'un consensus impossible ? .....	328
5.4. Jeux d'acteurs autour des mémoires et du patrimoine de l'îlot Saint-Laurent.....	334
5.4.1. Faire appel aux niveaux supérieurs de gouvernement pour protéger le patrimoine .....	334
5.4.2. Des mémoires effacées au profit d'une nouvelle identité « culturelle » .....	343
5.4.3. Récits nostalgiques et importance symbolique de l'îlot Saint-Laurent .....	350

**PARTIE III : Vivre et raconter le boulevard Saint-Laurent : une expérience urbaine cosmopolite ?..... 357**

**Chapitre 6 : Récits et nostalgies autour d'une authenticité cosmopolite..... 361**

6.1. Récits d'habitants et d'usagers du boulevard.....	363
6.1.1. Des « récits de lieux de vie » autour du boulevard Saint-Laurent.....	363
6.1.2. La marche comme apprentissage du cosmopolitisme du boulevard .....	369
6.1.3. Récits en conflits ou la difficile cohabitation entre habitants et usagers.....	373
6.2. À la recherche de l'authenticité cosmopolite sur le boulevard.....	382
6.2.1. L'authentique ou l'ancienneté : la préservation du passé immigré de la rue .....	383
6.2.2. Un récit qui en appelle à tous les sens.....	386
6.2.3. Quand commerce « authentique » rime avec urbanité .....	390
6.3. « Un boulevard qui n'est plus... » : des récits nostalgiques .....	396
6.3.1. Nostalgies autour des transformations du boulevard.....	396
6.3.2. Les cycles de vie du boulevard .....	400
6.3.3. Vivre le boulevard, entre nostalgie restauratrice et nostalgie réflexive .....	408

**Chapitre 7 : Expériences de « gentrificateurs » et cosmopolitisme dans le Mile End..... 415**

7.1. Le boulevard dans les quartiers en gentrification.....	416
7.1.1. Un « travail de gentrification » sur le Plateau en contexte cosmopolite .....	416
7.1.2. Gentrification « ciblée » et « marginale » le long du corridor de l'immigration.....	423
7.2. Les transformations du boulevard au sein du Mile End .....	432
7.2.1. Artistes et cosmopolitisme dans le secteur Saint-Viateur Est .....	432
7.2.2. L'évolution commerciale dans le Mile End.....	439
7.2.3. Le boulevard, de frontière à couture dans le Mile End .....	444
7.3. Les liens ambigus des gentrificateurs au cosmopolitisme.....	453
7.3.1. Le cosmopolitisme : un attrait pour les gentrificateurs ? .....	454
7.3.2. La cohabitation avec la communauté hassidique dans le Mile End.....	458
7.3.3. Craintes autour de la langue française et de ceux venus de « l'extérieur ».....	465

**Chapitre 8 : Le cosmopolitisme par les pieds : des expériences du boulevard..... 473**

8.1. La marche : un moyen de s'approprier le cosmopolitisme du boulevard.....	475
8.1.1. <i>Podcasts</i> et guides de Montréal : raconter le cosmopolitisme par la marche .....	475
8.1.2. L'offre de visites urbaines : une représentation de la ville axée sur le cosmopolitisme ....	480
8.1.3. Marcher pour apprendre l'altérité.....	487



À la découverte d'un exotisme proche .....	487
Une démarche pédagogique : apprendre la ville et l'Autre .....	491
8.1.4. Des récits en marche : se souvenir et raconter .....	494
8.2. Visites urbaines : des expériences totales et militantes de la ville .....	496
8.2.1. La marche comme pratique citadine réinventée pour connaître la ville .....	497
8.2.2. Les <i>Promenades de Jane</i> : des marches citoyennes .....	502
8.2.3. Les visites urbaines comme action collective .....	507
Engagement et promenades .....	507
La marche : un outil de protestation ? .....	509
8.3. Le rôle de la fête nationale dans la construction du cosmopolitisme .....	514
8.3.1. Des fêtes nationales communautaires sur le corridor de l'immigration ? .....	515
8.3.2. La fête nationale de l'interculturel sur la rue Saint-Viateur : une fête cosmopolite locale .....	520
<b>Conclusion .....</b>	<b>529</b>
Figures, lieux et temporalités du cosmopolitisme .....	530
Nostalgies, utopies des différentes strates narratives sur le cosmopolitisme .....	532
La marche, partie prenante du cosmopolitisme du quotidien et méthode de terrain .....	534
Quelles imbrications entre ces différents cosmopolitismes ? .....	535
<b>Bibliographie .....</b>	<b>539</b>
<b>Sources écrites .....</b>	<b>573</b>
<b>Liste des sigles et abréviations .....</b>	<b>589</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>591</b>
<b>Table des figures .....</b>	<b>599</b>
<b>Table des encadrés .....</b>	<b>603</b>
<b>Tables des matières .....</b>	<b>605</b>





## **Pour une géographie du cosmopolitisme autour du boulevard Saint-Laurent Mises en récits, nostalgies patrimoniales et constructions territoriales**

Cette thèse questionne les mises en récits, les nostalgies patrimoniales et les constructions territoriales afin de comprendre les différentes dimensions du cosmopolitisme autour du boulevard Saint-Laurent à Montréal. L'artère représente à la fois une coupure dans la ville, symbolisant pendant longtemps les « deux solitudes » (MacLennan, 1945) francophone et anglophone, et une couture, un lieu de passage et de brassage qui a été privilégié par les immigrants comme lieu d'installation tout au long du XXe siècle. Cette recherche se fonde sur des enquêtes de terrain, associant observation et entretiens, mais aussi sur l'étude de rapports, plans d'aménagement et récits de fiction. Dans l'ancien corridor de l'immigration, se rencontrent, se confrontent et parfois se superposent trois dimensions du cosmopolitisme : un cosmopolitisme politique et identitaire, des formes de marchandisation et enfin, un cosmopolitisme vécu, du quotidien. Différents niveaux de pouvoir agissent sur le boulevard (arrondissement, ville, gouvernement provincial et fédéral) pour en faire un espace de lecture des politiques de diversité et de patrimonialisation. Le boulevard est également l'objet de stratégies de branding : si les acteurs des quartiers « ethniques » mettent en avant le cosmopolitisme, les promoteurs publics et privés du quartier des Spectacles le laissent de côté. Mais ces quartiers ne sont pas réductibles aux seules stratégies de communication et mise en images : ils sont vécus, utilisés et parcourus par les communautés culturelles concernées et par d'autres habitants. Le boulevard est donc un lieu d'expériences citadines qui construisent une forme de cosmopolitisme du quotidien, qui se décline en lieux, ambiances, temporalités et qui se cristallisent dans certaines figures et lieux-moments particuliers, comme les fêtes ou les visites urbaines.

Mots-clefs : cosmopolitisme, nostalgie, patrimoine, Montréal, rue,

## **For a geography of cosmopolitanism around boulevard Saint-Laurent Narrating, heritage nostalgia and producing territorialities**

This thesis questions the geography of cosmopolitanism, through the study of narratives, practices and representations around Saint Lawrence boulevard in Montreal. The street represents a divide between the “two solitudes” – the French-speaking and the English-speaking areas -, but also a bond, a passage and melting place, where immigrants settled during the 20th century. This research is based on field studies - combining observation and interviews. It also relies on studies of planning documents, reports and literature. In this former immigration corridor, three aspects of cosmopolitanism are converging, competing and sometimes overlapping: a political and identity-led cosmopolitanism, a consumerist cosmopolitanism, and a day-to-day experienced cosmopolitanism. Several scales of power operate on the boulevard (districts, municipality, provincial and federal government) so that one can read in diversity policies and heritage designations. The boulevard is also a lever for branding strategies: while “ethnic” neighborhoods clearly highlight the assets of cosmopolitanism, public and private real estate developers keep a low profile on that front in the Quartier des Spectacles. At any rate, these neighborhoods are not only about communication and branding: they are also daily experiences, commuting and hustle for cultural communities and many other inhabitants. The boulevard is therefore a space of urban experiences, that gives birth to a form of everyday cosmopolitanism, which is underpinned by venues, atmospheres and time specificities. This notably materializes through key people and special venues in time, such as festivals or walking tours.

Key words : cosmopolitanism, nostalgia, heritage, Montreal, street